



**HAL**  
open science

# La négociation diplomatique dans une perspective constructiviste : Identité et refus de négocier.

Pauline Ségard

## ► To cite this version:

Pauline Ségard. La négociation diplomatique dans une perspective constructiviste : Identité et refus de négocier.. Science politique. Université de Bordeaux; Université du Québec à Montréal, 2018. Français. NNT : 2018BORD0090 . tel-02066617

**HAL Id: tel-02066617**

**<https://theses.hal.science/tel-02066617>**

Submitted on 13 Mar 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THÈSE EN COTUTELLE PRÉSENTÉE  
POUR OBTENIR LE GRADE DE  
**DOCTEUR DE**  
**L'UNIVERSITE DE BORDEAUX**  
**ET DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL**

ÉCOLE DOCTORALE DE DROIT (E.D. 41)

ÉCOLE DOCTORALE DE SCIENCE POLITIQUE

SPÉCIALITÉ SCIENCE POLITIQUE

**Pauline SÉGARD**

**La négociation diplomatique dans une perspective constructiviste**

**Identité et refus de négocier**

Sous la direction de **Dario BATTISTELLA** et de **Dan O'MEARA**

**Soutenue publiquement le 22 juin 2018**

Membres du jury :

M. <b>BATTISTELLA</b> Dario,	Professeur des universités, IEP de Bordeaux – <i>directeur de thèse</i>
M. <b>BINETTE</b> Pierre,	Professeur, Université de Sherbrooke – <i>rapporteur</i>
M. <b>HOLEINDRE</b> Jean-Vincent,	Professeur des universités, Université Paris II Panthéon-Assas – <i>rapporteur</i>
M. <b>LINDEMANN</b> Thomas,	Professeur des universités, Université d'Artois – <i>examinateur, président du jury</i>
M. <b>MACLEOD</b> Alex,	Professeur, Université du Québec à Montréal – <i>examinateur</i>
M. <b>O'MEARA</b> Dan,	Professeur, Université du Québec à Montréal – <i>directeur de thèse</i>







**Résumé :** Cette thèse propose une étude des représentations de la négociation diplomatique et de leurs implications sur la décision de négocier. A travers une analyse comparée de la politique étrangère des dirigeants américains confrontés aux programmes nucléaires nord-coréen et iranien de 1993 à 2012, elle entend mettre en lumière le rôle des pratiques représentationnelles dans l'acceptation et le refus de négocier et sur les modalités de négociation.

L'analyse des discours des membres des administrations Clinton, Bush et Obama à l'aide d'une méthodologie constructiviste permet l'identification de leur imaginaire sécuritaire, grille de lecture à travers laquelle les dirigeants américains ont appréhendé la complexité des problématiques nucléaires nord-coréenne et iranienne et agi en conséquence. L'opérationnalisation de leurs interprétations a toutefois donné lieu à des politiques distinctes en matière de négociation. La thèse discute les implications identitaires que les dirigeants américains ont attribuées à ces politiques, en matière de sécurité ontologique des États-Unis face à la Corée du Nord, en matière de préservation de l'identité de la « communauté internationale » face à l'Iran. Ce faisant, elle propose une compréhension des différences de traitement des problématiques nucléaires nord-coréenne et iranienne et de leur évolution.

**Mots-clés :** Relations internationales ; Constructivisme ; négociation ; États-Unis ; Corée du Nord ; Iran ; prolifération nucléaire ; identité ; politique étrangère.

**Abstract :** This thesis is a study of diplomatic negotiation's representations and the way these representations impact the decision to negotiate. Through a comparative analysis of the American foreign policy towards the nuclear programs of North Korea and Iran from 1993 to 2012, the role played by representational practices in the acceptance and the refusal to negotiate is enlightened, as well as their role in defining negotiation's terms.

A constructivist discourse's analysis of the Clinton, Bush and Obama administrations' speeches allows to identify their security imaginary as an interpretative frame. American leaders grasped the complexity of North-Korean and Iranian nuclear issues through this interpretative frame and took action accordingly. However, the operationalization of their interpretations produced various practices regarding negotiation. The thesis challenges the identity consequences attributed to these practices by the American leaders for the United States, in terms of ontological security in the North-Korean case and in terms of maintaining the "we-ness" of the "international community" in the Iranian case. In doing so, the thesis suggests an understanding of the differences in the way the American administrations responded to North-Korean and Iranian nuclear issues as well as an understanding of their evolutions.

**Key-words :** International relations ; Constructivism ; negotiation ; United States of America ; North-Korea ; Iran ; nuclear proliferation ; identity ; foreign policy.

**Centre Montesquieu de Recherches Politiques**  
Avenue Léon Duguit 33608 PESSAC



« Je savais que j'aurais à mentir année après année à ceux qui m'aideraient (...) À me mentir aussi, me mentir à moi-même, car j'avais besoin d'espoir pour continuer : je me disais « l'année prochaine », (...) tout en étant parfaitement conscient que je nous racontais des balivernes, que je serais intraitable et n'obéirais qu'à ma loi. (...) J'ai été le maître du temps et c'est là sans doute ce dont je suis le plus fier. Je me relis : ces deux dernières phrases sonnent bellement et paisiblement aujourd'hui, mais je suis le seul à avoir porté ce fardeau d'angoisse, seul à savoir ce que m'ont coûté ces mensonges, serments et fausses promesses. (...) Combien de fois (...) m'est-il arrivé de mesurer avec un incrédule effroi, comme réveillé soudain et rappelé à l'ordre, que deux années, quatre, cinq, sept, neuf, dix années déjà s'étaient enfuies ? »

Claude Lanzmann, *Le lièvre de Patagonie*, p. 324-325





## REMERCIEMENTS

Peut-être parce qu'elles sont les dernières pages de ma thèse à être rédigées et qu'elles closent ainsi un travail qui m'a vue grandir et qui m'a forgée, ces pages de remerciements sont les plus difficiles à écrire – et c'est peu dire.

Je remercie d'abord mes co-directeurs de thèse, Dario Battistella et Dan O'Meara, pour la patience et la rigueur intellectuelle dont ils ont fait preuve durant ce long travail, ainsi que pour leur complémentarité. Je remercie particulièrement Dan O'Meara pour sa bienveillance, son indéfectible soutien et ses encouragements en fin de marathon, lorsque les derniers kilomètres sont les plus ardues à courir. Je remercie spécialement Dario Battistella, dont la passion pour la recherche et l'enseignement est communicative, pour m'avoir accompagnée depuis mon master 2 et pour m'avoir laissé le bénéfice du doute lorsque je perdais le fil de mon travail.

Je remercie ensuite les personnes grâce auxquelles ma co-tutelle de thèse s'est déroulée sans embûche : les membres des jurys des épreuves de synthèse et de proposition de thèse passées à l'UQAM, les personnels administratifs de l'UQAM et de l'Université de Bordeaux, mais aussi mes chères amies Caroline et Sabrina qui ont pleinement contribué au bonheur de mes séjours québécois. Je n'aurais pas pu mener à terme cette thèse sans soutien financier. C'est pourquoi je remercie Gilles Bertrand pour m'avoir fait confiance et avoir soutenu ma candidature à un poste d'ATER au sein de l'IEP de Bordeaux, ainsi que l'UQAM et l'Université de Lille 2 pour m'avoir confié des charges de cours. L'enseignement et les interactions avec les étudiant.e.s ont autant que mon travail de thèse participé à mon évolution intellectuelle.

Je me serais sentie beaucoup plus seule dans l'épreuve d'endurance qu'est le doctorat sans mon ami et compagnon de labeur, François Ahmed-Michaux, auquel j'ai pu confier les difficultés que je traversais alors que je les gardais pour moi par ailleurs et qui m'a toujours chaleureusement encouragée. Je remercie également pour leur relecture et leur œil de lynx – plus ou moins critique – Anaïs, Camille, Coline, Dominique, Fanny, Maël, Marina, Pec, Romain, ma sœur Sarah, Thibault et mon père Thierry.

La plupart des relecteurs et relectrices ont aussi été d'inébranlables soutiens amicaux, au rang desquels je me dois d'ajouter au moins Marie et Sépopo. Parce que ma thèse doit autant aux phases intensives de travail qu'aux moments plus rares de détente et de repos intellectuel, je remercie mes compagnons de voyage et de vacances qui se reconnaîtront. Parce qu'ils ne m'en ont jamais tenu rigueur, je remercie aussi mes proches qui ont fait les frais de mon surmenage et de l'humeur massacrant qui l'accompagnait. De manière générale, je remercie toutes les personnes qui ont manifesté de l'intérêt pour mon travail et se sont régulièrement enquis de son avancée au risque de susciter ma mauvaise humeur.

Je dois mes derniers remerciements mais non les moindres à Elisabeth, ma mère, et à Sarah, ma sœur. Elles ont été les piliers sans lesquels mes efforts auraient été vains.

## TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION .....	21
0.1 Evaluation critique de la littérature.....	28
0.1.1 De multiples définitions de la négociation diplomatique.....	29
0.1.1.1 Des définitions subjectives .....	29
0.1.1.1 Négociation et pratiques assimilées .....	31
0.1.1.1 Points de convergence .....	34
0.1.2 L'analyse de la négociation au premier niveau .....	36
0.1.2.1 Les approches micro .....	37
0.1.2.1 Les approches culturelles.....	39
0.1.2.1 La théorie des jeux.....	40
0.1.3 L'analyse de la négociation aux deuxième et troisième niveaux .....	43
0.1.3.1 La négociation, entre politique étrangère et contraintes domestiques .....	43
0.1.3.1 La négociation à la lumière du débat néo-néo .....	45
0.1.3.1 La perspective constructiviste.....	47
0.2 Éléments préliminaires d'analyse .....	50
0.2.1 Imaginaire sécuritaire, intérêt national et identité.....	51
0.2.2 Les représentations de la négociation diplomatique .....	55
0.2.3 Les États et l'ordre international : entités personnifiées par les agents ...	63
0.3 Questions de recherche .....	69
0.4 Méthodologie.....	76
0.4.1 Ontologie.....	77
0.4.1.1 Les faits à l'épreuve de l'agence.....	78
0.4.1.2 Comprendre les interprétations des intentions .....	82
0.4.1.3 Saisir la multidimensionnalité de l'imaginaire sécuritaire américain .....	87
0.4.2 Epistémologie.....	90

0.4.3	Méthode de recherche et étude de cas .....	92
0.5	Annonce du plan .....	97
	PREMIÈRE PARTIE : LE MONDE SELON LES AMÉRICAINS.....	101
	CHAPITRE I	
	GRANDEUR ET EXEMPLARITÉ : IDENTITÉ ET PRINCIPE D’ACTION DES ÉTATS-UNIS SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE .....	105
1.1	De l’exceptionnalisme à l’universalisme américain : le fardeau assumé de la destinée manifeste des États-Unis.....	106
1.1.1	Le mythe américain : la plus grande des nations et un modèle pour tous .....	107
1.1.1.1	A valeurs exceptionnelles, État et peuple exceptionnels, et réciproquement.....	107
1.1.1.2	L’universalisme américain comme moyen et comme fin .....	112
1.1.2	La destinée manifeste d’une puissance responsable .....	116
1.1.2.1	Les responsabilités d’une puissance exceptionnelle .....	118
1.1.2.2	L’exigence américaine d’exemplarité .....	126
1.2	La paix libérale pour objectif et principe d’action .....	130
1.2.1	L’intérêt des États-Unis à diffuser la liberté et la démocratie .....	130
1.2.2	La croyance en la paix libérale .....	136
1.2.2.1	L’interprétation américaine de la paix libérale .....	138
1.2.2.2	L’opérationnalisation de la paix libérale américaine .....	142
	CHAPITRE II	
	JOUER LES RÈGLES DU JEU ET FAIRE CORPS : COMMUNAUTÉ ET ORDRE INTERNATIONAUX .....	149
2.1	La co-construction de la communauté et de l’ordre internationaux.....	153
2.1.1	Seuls pour tous ? Les États-Unis dans l’après-Guerre froide.....	153
2.1.1.1	Consubstantialité de l’ordre international et de l’identité américaine.....	153
2.1.1.2	L’unipolarité de l’ordre international.....	157
2.1.2	Le projet libéral de la communauté et de l’ordre internationaux.....	161
2.1.2.1	Garantir la paix et la stabilité internationales.....	161
2.1.2.2	Les contradictions de la « communauté » et de l’ordre internationaux.....	166
2.2	Appartenir (ou pas) à la communauté internationale .....	170
2.2.1	Le club sélect de la « communauté internationale » .....	172

2.2.1.1	La nécessaire reconnaissance des États-Unis.....	172
2.2.1.2	Les (dés)avantages d' (de ne pas) en être .....	177
2.2.2	Responsabilité et maturité des États.....	183
CHAPITRE III		
	DIFFÉRENCIER ET EXCLURE : DES <i>ROGUE STATES</i> A L' <i>AXIS OF EVIL</i> .....	191
3.1	Le nécessaire renouvellement de l'ennemi des États-Unis.....	193
3.1.1	Remplacer l'ennemi soviétique.....	193
3.1.2	Les <i>rogue states</i> comme ennemis communs aux États-Unis et à la Russie .....	199
3.2	Unir la « communauté internationale » face à la menace.....	204
3.2.1	Articuler les menaces pour mieux les combattre .....	207
3.2.1.1	La lutte contre le terrorisme et les menaces afférentes .....	209
3.2.1.2	Les critères internes de catégorisation .....	212
3.2.2	La construction identitaire par la différenciation .....	220
3.2.2.1	Les <i>rogues states</i> et l' <i>Axis of evil</i> ou le pendant malfaisant de la « communauté internationale » .....	221
3.2.2.2	Maintenir la représentation menaçante en l'absence de catégorisation explicite ....	231
CHAPITRE IV		
	COMBATTRE OU TOLÉRER LA PROLIFÉRATION NUCLÉAIRE .....	239
4.1	L'évolution de la menace nucléaire après la Guerre froide.....	242
4.1.1	Une menace à géométrie variable .....	245
4.1.1.1	La prolifération nucléaire, entre soif de prestige et garantie sécuritaire .....	246
4.1.1.2	D'un adversaire rationnel aux ennemis insensés .....	253
4.1.2	La dissuasion nucléaire, de possible à vaine.....	259
4.1.2.1	La force de la dissuasion : le salaire de la peur nucléaire .....	259
4.1.2.2	L'impossible dissuasion dans un contexte de défiance.....	263
4.2	Résorber la menace nucléaire .....	270
4.2.1	Du bilatéralisme russo-américain issu de la Guerre froide au multilatéralisme.....	271
4.2.1.1	Solder l'héritage de la Guerre froide .....	271
4.2.1.2	Multilatéralisme et désarmement.....	276
4.2.2	Le TNP, (il)légitime outil de lutte contre la prolifération nucléaire .....	279

4.2.2.1	Le paradoxe du TNP en tant que traité international.....	279
4.2.2.2	Le TNP, traité intrinsèquement inégalitaire .....	289
<b>CHAPITRE IV</b>		
<b>PERSISTER DANS L’HOSTILITÉ : LA RECONSTRUCTION PERMANENTE DE LA CORÉE DU NORD ET DE L’IRAN COMME DANGERS .....</b>		
5.1	Le régime nord-coréen ou le résidu de la Guerre froide .....	300
5.1.1	La Corée du Nord comme produit de la Guerre de Corée .....	300
5.1.1.1	La valorisation de la Guerre de Corée dans l’imaginaire sécuritaire américain.....	300
5.1.1.2	Réunifier la péninsule coréenne pour parachever la Guerre froide .....	303
5.1.2	Un régime anachronique craignant pour sa survie .....	306
5.1.2.1	Un régime à l’archaïsme inversement proportionnel à la modernité de son voisin du Sud .....	306
5.1.2.2	Un régime appelé à disparaître et craignant pour sa survie .....	312
5.2	L’Iran, État révisionniste.....	318
5.2.1	Le rejet viscéral du régime iranien .....	322
5.2.1.1	Une défiance historique mutuelle.....	323
5.2.1.2	L’Iran, État terroriste .....	329
5.2.2	L’Iran, État perturbateur de l’ordre établi.....	333
5.2.2.1	Les ambitions de l’Iran au Moyen-Orient .....	334
5.2.2.2	Une volonté générale de déstabilisation.....	338
<b>CHAPITRE VI</b>		
<b>ASIE DU NORD-EST ET MOYEN-ORIENT : DEUX REPRÉSENTATIONS ANTINOMIQUES DE MATURITÉ .....</b>		
6.1	L’Asie du Nord-Est ou l’évolution exemplaire vers la maturité.....	350
6.1.1	Une maturité gagnée à la faveur de l’implication américaine dans la région .....	350
6.1.2	La capacité à coopérer des États de l’Asie du Nord-Est.....	356
6.2	L’immature Moyen-Orient.....	360
6.2.1	L’immaturité, terreau de la violence au Moyen-Orient .....	361
6.2.2	L’absence de réel relais des États-Unis au Moyen-Orient.....	367
<b>CONCLUSION PARTIELLE .....</b>		<b>373</b>

DEUXIÈME PARTIE : NÉGOCIER OU NE PAS NÉGOCIER, TELLE EST LA QUESTION.....	381
CHAPITRE VII	
NÉGOCIER LE PROGRAMME NUCLÉAIRE D'UN <i>ROGUE STATE</i> .....	385
7.1 La négociation diplomatique, un procédé qui se mérite .....	389
7.1.1 La possibilité et l'impossibilité de négocier.....	393
7.1.1.1 Les intentions incompatibles avec la négociation.....	394
7.1.1.2 Les pratiques politiques antinomiques de celle de la négociation .....	402
7.1.1.3 Le piège discursif.....	405
7.1.2 La négociation comme vecteur de reconnaissance et de compréhension mutuelles .....	411
7.1.2.1 La reconnaissance par la négociation .....	411
7.1.2.2 Se comprendre pour négocier ou négocier pour se comprendre ? .....	416
7.2 Façonner le monde à travers la négociation diplomatique .....	423
7.2.1 Négocier de manière à (re)construire la « communauté internationale » .....	424
7.2.1.1 Renforcer le rôle des États-Unis à travers la diplomatie et la négociation.....	425
7.2.1.2 La diplomatie multilatérale comme moyen de renforcer les normes internationales .....	431
7.2.2 Normer les comportements à travers la négociation .....	440
7.2.2.1 Conformer la Corée du Nord et l'Iran aux standards de la « communauté internationale » .....	441
7.2.2.2 Normer la puissance nucléaire.....	454
CHAPITRE VIII	
NÉGOCIER SANS APAISER : L'IMPOSSIBLE ÉQUATION AMÉRICAINE FACE À LA CORÉE DU NORD .....	465
8.1 Au nom de la « communauté internationale » : les négociations bilatérales avec la Corée du Nord.....	468
8.1.1 Normaliser la situation de la Corée du Nord.....	469
8.1.1.1 Préserver le TNP et donc l'ordre international .....	470
8.1.1.2 Ouvrir le régime nord-coréen .....	475
8.1.2 Changer sans faiblir : créer la possibilité de négocier avec la Corée du Nord.....	482



8.1.2.1	Reconnaître la vulnérabilité de la Corée du Nord .....	482
8.2	Négocier sans perdre la face : les négociations multilatérales avec la Corée du Nord .....	498
8.2.1	Ne pas réitérer les erreurs du passé.....	499
8.2.1.1	Préserver les États-Unis de tout outrage .....	500
8.2.1.2	Recréer une <i>norm-entrapment</i> .....	514
8.2.2	Persister dans des politiques contradictoires .....	526
8.2.2.1	Une responsabilisation asymétrique.....	527
8.2.2.2	Intégrer et déstabiliser la Corée du Nord .....	539

## CHAPITRE IX

### NÉGOCIER SANS SE RENIER : L'IDENTITÉ AMÉRICAINE À L'ÉPREUVE DU PROGRAMME NUCLÉAIRE IRANIEN .....

9.1	L'intransigeance identitaire américaine, entrave à la négociation .....	555
9.1.1	L'Iran : l'impossible interlocuteur.....	556
9.1.1.1	La volonté de changement de régime.....	557
9.1.1.2	Le contexte de la <i>War on Terror</i> .....	569
9.1.2	Terreur ou Exil : le prétendu choix laissé à l'Iran .....	575
9.1.2.1	La Terreur par le refus de négocier directement avec l'Iran .....	580
9.1.2.2	L'Exil par les sanctions multilatérales .....	594
9.2	L'évolution identitaire des États-Unis ou le consentement progressif à la négociation .....	615
9.2.1	Le lent virage représentationnel.....	616
9.2.1.1	Vers une empathie américaine en faveur de l'Iran.....	619
9.2.1.2	Tolérer le programme nucléaire iranien .....	639
9.2.2	Reprendre le leadership .....	660
9.2.2.1	Une représentation renouvelée des responsabilités américaines .....	666
9.2.2.2	Rendre possible la négociation .....	683

## CONCLUSION

### PRATIQUES REPRÉSENTATIONNELLES DE LA NÉGOCIATION ET ORDRE INTERNATIONAL .....

## BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages et articles académiques.....	715
---------------------------------------	-----

Discours, déclarations et interviews.....	736
Articles de presse .....	825
Publications et rapports officiels et-ou politiques .....	836
Sites Internet.....	841
INDEX	



« Si de nombreux Américains sont fiers de leur drapeau, de nombreux autres en sont honteux, et pour chaque personne qui le considère comme un objet sacré il y en a une qui aimerait cracher dessus, ou le brûler, ou le traîner dans la boue. La statue de la Liberté n'est pas atteinte par de tels conflits. Depuis cent ans, transcendant la politique et les idéologies, elle se dresse au seuil de notre pays comme un emblème de tout ce qu'il y a de bon en nous. Elle exprime l'espoir plus que la réalité, la foi plus que les faits, et on serait bien en peine de découvrir une seule personne qui veuille dénoncer les valeurs qu'elle représente : démocratie, liberté, égalité devant la loi. C'est là ce que l'Amérique a de meilleur à offrir au monde, et si peiné soit-on de l'échec de l'Amérique à se montrer digne de ces idéaux, les idéaux eux-mêmes ne sont pas en question. »

Paul Auster, *Léviathan*, p. 50



## INTRODUCTION

Le 14 juillet 2015, à l'issue de trois années d'intenses négociations, l'ensemble de leurs parties prenantes, les États-Unis, la Russie, la France, le Royaume-Uni, la Chine et l'Allemagne – les P5+1 – et l'Iran, signèrent l'accord auquel ils avaient abouti pour résoudre le problème posé par le programme nucléaire iranien. Si les négociations ayant mené à cette résolution sont vues par les observateurs comme ayant réellement débuté en 2013, après l'élection à la présidence iranienne d'Hassan Rohani, de nombreuses tentatives de négociations avaient déjà été effectuées depuis l'année 2002, date à laquelle la réalité du programme nucléaire iranien avait été révélée. À l'inverse, la Corée du Nord poursuit son programme nucléaire militaire, son dernier essai nucléaire ne remontant qu'au 3 septembre 2017. Pendant plusieurs années, la manière dont les États-Unis ont traité les problèmes que posaient respectivement l'Iran et la Corée du Nord en matière nucléaire a différencié. La négociation avec les dirigeants iraniens a été exclue par l'administration Bush jusqu'en 2006, puis conditionnée jusqu'à la fin de son mandat avant que le Président Obama ne modifie la politique des États-Unis en la matière à son arrivée à la Maison-Blanche alors qu'elle tentait parallèlement de négocier la fin du programme nucléaire nord-coréen dans le cadre des *Six-Party Talks* (SPT). Or, si le refus de négocier des administrations Clinton<sup>1</sup> et Bush pouvait laisser entendre qu'elles voyaient le problème nord-coréen comme plus susceptible d'être résolu par la négociation que le problème iranien, c'est

---

<sup>1</sup> Le Président Clinton n'a pas pu refuser de négocier avec l'Iran spécifiquement sur le sujet de son programme nucléaire, son existence n'ayant été avérée qu'en 2002, mais refusait de négocier avec l'Iran par ailleurs.

finalement l'inverse qui s'est produit, sans pour autant présumer des suites de l'application de l'accord du 14 juillet 2015.

Partant de l'idée que refuser de faire quelque chose a au moins autant de signification que le fait d'accepter de faire quelque chose<sup>2</sup>, nous nous interrogeons sur le recours et sur le non-recours par les États de la négociation diplomatique internationale en vue de résoudre un conflit, *a fortiori* sur l'acceptation et le refus d'y recourir ou d'y participer, à travers le cas des États-Unis face à l'Iran et la Corée du Nord et à leurs programmes nucléaires respectifs. Nous nous intéressons à ce sujet pour quatre raisons. Premièrement, la négociation, en tant qu'instrument diplomatique, fait partie des moyens pouvant être mis en œuvre afin de résoudre un conflit : pour Clausewitz, la négociation, la diplomatie et la guerre font partie intégrante d'un même thème, la lutte, tandis que pour Leites une guerre peut être menée par la négociation<sup>3</sup>. Pour autant, si la guerre et la négociation sont deux moyens de résoudre un différend, elles ne surviennent pas dans le même contexte relationnel, social et historique ; comprendre le contexte dans lequel la négociation est choisie pour résoudre un conflit constitue le cœur de notre sujet de thèse<sup>4</sup>. Alors que la guerre, objet historique des Relations internationales (RI), et plus précisément la décision d'entrer en guerre sont des thèmes privilégiés par les internationalistes, la décision de négocier suscite visiblement moins leur intérêt<sup>5</sup>. Pourtant, puisque l'importance accordée à la guerre est compréhensible d'un point de vue réaliste, qui fait de la guerre l'une des principales caractéristiques de la scène internationale, il serait logique que la

---

<sup>2</sup> Ou, autrement dit, partant de l'idée que ne pas faire quelque chose « *is also a way of saying something* » [J. Weldes (1998). « Bureaucratic Politics : A Constructivist Assessment ». *Mershon International Studies Review*, 42(2), p. 221].

<sup>3</sup> H. Kimura (1999b). The Russian way of negotiating. Dans P. Berton, H. Kimura, W. Zartman (dir.). *International Negotiation. Actors, Structure/Process, Values*. Basingstoke : Macmillan, p. 68.

<sup>4</sup> L'identification de la négociation et de la guerre comme moyens de régler un différend n'exclut pas l'existence d'autres choix comportementaux, le maintien du *statu quo*, par exemple.

<sup>5</sup> Non que la négociation ne fasse l'objet d'aucune étude, bien au contraire ; mais le fait qu'une large frange d'internationalistes, en particulier réalistes, considèrent la coopération (à laquelle la négociation semble liée) comme improbable, réduit mathématiquement le nombre d'études consacrées à la négociation. Au contraire, le fait guerrier paraît intéresser la plupart des courants de pensée, quoique de manière variée.

négociation, en tant que démarche pacifique de résolution d'un conflit, intéresse les approches mettant davantage en exergue la possibilité de la paix, le libéralisme, par exemple. Cependant, la coopération est davantage perçue comme relevant de ce type de démarche et monopolise une grande partie de l'intérêt accordé à la résolution pacifique des conflits. La tentation est alors grande de confondre négociation et coopération, tentation à laquelle cèdent de nombreux internationalistes : lorsqu'elle est considérée, la négociation est souvent présentée comme une simple étape menant à la coopération. Deuxièmement, au même titre que la guerre, la négociation fait l'objet d'une prise de décision des dirigeants politiques, celle-ci ne s'imposant pas à eux naturellement : le refus de négocier, avec des groupes considérés comme terroristes par exemple, et la qualification de certains points comme « non négociables » témoignent du caractère tout sauf évident de la négociation. Bien que les conséquences de cette dernière paraissent à première vue moins lourdes que celles induites par la guerre, en termes humains et économiques notamment, elle n'est pas automatique. Elle fait l'objet de décisions variables et évolutives et est ou non soumise à conditions. Cette variété justifie à nos yeux de s'intéresser à la négociation : loin de constituer une démarche systématique en cas de conflit, elle peut représenter une option parmi d'autres ou être considérée comme inenvisageable aux yeux des décideurs politiques. Troisièmement, notre intérêt pour la négociation diplomatique a été renforcé par nos lectures théoriques, s'inscrivant notamment mais non exclusivement dans la perspective constructiviste, dont le contenu témoigne de l'importance de la négociation sur la scène internationale. D'une part, « *arguing and bargaining are ubiquitous in international relations*<sup>6</sup> », l'argumentation (*arguing*) et le marchandage (*bargaining*) étant deux modalités de la négociation<sup>7</sup>. Cette omniprésence est alimentée par le fait que la négociation est utilisée tant par des États

---

<sup>6</sup> N. Crawford (2002). *Argument and Change in World Politics. Ethics, Decolonialization and Humanitarian Intervention*. Cambridge : Cambridge University Press, p. 98 ; citée par H. Müller (2004). « Arguing, Bargaining and All That : Communicative Action, Rationalist Theory and the Logic of Appropriateness in International Relations ». *European Journal of International Relations*, 10, p. 395.

<sup>7</sup> A ce sujet, voir notamment H. Müller (2004), *ibid.*



alliés ou amis que par des États qualifiés de rivaux, voire d'ennemis, sa nécessité s'accroissant avec la conflictualité des intérêts des protagonistes<sup>8</sup>. Ceci étant, la vaste littérature portant sur la négociation diplomatique nous a laissée sur notre faim : si celle-ci est souvent intégrée aux analyses de la coopération internationale, les ouvrages portant exclusivement sur la négociation diplomatique n'abordent que rarement les questions que nous nous posons sur le sujet, en particulier concernant le contexte dans lequel les décideurs politiques choisissent d'y recourir. La plupart des études se situent au niveau de l'unité, première image en RI selon Waltz<sup>9</sup>, le négociateur en l'occurrence. Par ailleurs, nos affinités avec la perspective constructiviste ont également renforcé notre intérêt pour la négociation diplomatique, ses outils conceptuels semblant particulièrement bien se prêter à son analyse. Au-delà de la cohérence de ce choix en termes ontologiques et épistémologiques, nous sommes consciente du caractère normatif de notre choix théorique. Nous estimons que tout choix théorique est au moins partiellement normatif mais que la lucidité quant à ce choix permet une certaine honnêteté intellectuelle<sup>10</sup>. Cependant, dans un souci de rigueur, non scientifique mais méthodologique, nous nous efforcerons d'étayer l'utilité de l'approche constructiviste « vis-à-vis *dominant, interest based paradigms*<sup>11</sup> » pour analyser la négociation diplomatique. La quatrième raison réside dans la différence de politique étrangère menée par les États-Unis en matière de négociation à l'égard de l'Iran et de la Corée du Nord et le cas particulier qu'elle

---

<sup>8</sup> H. Kimura (1999a). Preface. Dans P. Berton, H. Kimura et W. Zartman, *op.cit.*, p. ix.

<sup>9</sup> Les trois images correspondent aux niveaux d'analyse en RI, la première image représentant l'individu, la deuxième les États et la troisième le système international. Précisons que cette dernière est considérée par Kenneth Waltz comme celle devant être étudiée, les deux autres étant l'apanage des théories « réductionnistes » [K. Waltz (1979). *Theory of International Politics*. Reading, Mass. : Addison-Wesley].

<sup>10</sup> Honnêteté intellectuelle évoquée par Dan O'Meara (2010). La méthodologie. Dans A. Macleod et D. O'Meara (2010), *Théories des relations internationales. Contestations et résistances* (2<sup>e</sup> édition). Outremont : Athéna éditions, p. 44.

<sup>11</sup> M. Finnemore (1996). *National Interests in International Society*. Ithaca, N.Y. : Cornell University Press, p. 51.

représente. Dans le cadre de notre mémoire de master<sup>12</sup>, nous nous étions interrogée sur les raisons pour lesquelles les États-Unis avaient accepté de négocier avec la Corée du Nord et non avec l'Iran au cours des mandats des Présidents Clinton et Bush<sup>13</sup>, alors même que les deux États étaient de la même manière qualifiés de *rogue states*. De même, nous avons constaté que les administrations américaines justifiaient les politiques menées à l'égard des deux pays de manière similaire et qu'elles affirmaient mener le même type de politique à leur égard, alors que ces politiques étaient manifestement distinctes<sup>14</sup>. En particulier, leurs parties prenantes étaient différentes et, de ce fait, le message adressé aux deux États n'était pas le même. Pour autant, l'administration Bush, par exemple, adressait un message identique à la Corée du Nord et à l'Iran<sup>15</sup> au titre des griefs communs qu'elle avait à leur égard et de l'unique manière dont ils devaient selon elle modifier leur comportement, particulièrement en matière de prolifération nucléaire<sup>16</sup>. A ce premier message explicite était associé un message relativement implicite traduisant les représentations américaines dont faisaient l'objet les deux États. De surcroît, les membres de l'administration Bush répétaient à l'envi que différentes situations exigeaient la mise en œuvre de différentes politiques, tactiques ou stratégies : Condoleezza Rice, par

<sup>12</sup> P. Ségard (2009). *Négocier ou ne pas négocier, telle est la question. Une étude comparative de la politique étrangère des États-Unis envers l'Iran et la Corée du Nord*. Mémoire de master (non publié). Institut d'études politiques de Bordeaux.

<sup>13</sup> Le « Président Bush » ainsi nommé désignera systématiquement George W. Bush, tandis que son père sera appelé « Président Bush père ».

<sup>14</sup> En ce sens, un membre de l'administration Bush avait déclaré : « *in both cases, Iran and North Korea, (...), the international solidarity is the same and the message that we do not want a nuclear North Korea or a nuclear weapon-armed Iran, that message is the same message.* » [Administration Bush (2006, 4 juillet), *Press Briefing on North Korea Missile Launch*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60192>].

<sup>15</sup> Message également adressé aux États – voire à des organisations considérées comme terroristes – susceptibles d'adopter un comportement contraire au droit international et consistant en l'établissement de « *red lines* » ou d'une démarche spécifique de résolution du conflit [Administration Bush (2006, 6 juillet), *Press Briefing on the G8 Leaders Joint Statement on the Situation in the Middle East by Under Secretary for Political Affairs Nicholas Burns and Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60203>].

<sup>16</sup> Les griefs formulés à l'encontre des deux États ne se résumaient évidemment pas à la prolifération nucléaire, nous y reviendrons.

exemple, évoquait « *[t]he complexities* » qui « *[brought] you into different kinds of situations in which different tactics are important* »<sup>17</sup>. L'étude de ces complexités telles que se les représentaient les membres des administrations américaines successives et telles qu'elles transparaissaient dans leurs discours nous paraissait indispensable à la compréhension des politiques menées à l'égard de la Corée du Nord et de l'Iran et de leurs différences. De même, d'autres éléments devaient nous permettre de comprendre l'usage d'une catégorie commune pour désigner les deux États, à première vue contradictoire avec la conduite de politiques distinctes à leur égard. En revanche, le Président Bush affirmait que « *[d]ifferent circumstances require different methods but not different moralities*<sup>18</sup> », rappelant ainsi que, quelles que soient les méthodes employées, la base morale les sous-tendant restait la même.

L'apparent imbroglio de représentations et d'éléments de justification de natures différentes utilisés par les administrations américaines successives méritait de notre point de vue que nous reprenions, élargissions et approfondissions notre étude, à la fois en termes de bornes chronologiques et d'analyse, les éléments de compréhension de ce cas étant bien plus nombreux que ceux que nous avons pu alors étudier. En outre, notre questionnement a évolué, puisque notre projet de thèse porte désormais sur les conditions dans lesquelles les États-Unis ont pu accepter ou refuser de négocier avec l'Iran et la Corée du Nord : conséquemment, nous ambitionnons de dépasser la dimension comparative qui caractérisait notre mémoire de master pour proposer une analyse plus fine des enjeux de la négociation diplomatique tels que perçus par les dirigeants américains, mais également du contexte dans lequel ces derniers ont changé d'avis, ou pas, quant à l'ouverture de négociation. A travers la

---

<sup>17</sup> C. Rice (2002, 29 avril), *Remarks by National Security Advisor Condoleezza Rice on Terrorism and Foreign Policy*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=79525>.

<sup>18</sup> G.W. Bush (2002, 1<sup>er</sup> juin). *Commencement Address at the United States Military Academy in West Point, New York*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=62730>.

politique américaine menée en matière de négociation à l'égard de l'Iran et de la Corée du Nord de 1993 à 2012, une gamme plus large d'enjeux sera examinée.

En ce sens, la construction d'un cadre théorique solide, capable de rendre compte de multiples enjeux de manière cohérente et ne sacrifiant pas la compatibilité épistémologique et ontologique, fut une gageure. A cette fin, nous avons réalisé une évaluation critique de la littérature existante portant sur la négociation diplomatique, celle-ci nous intéressant au premier chef. Cette littérature est diverse, mais nous avons tenu à concentrer nos efforts, d'une part, sur les ouvrages concernant spécifiquement la négociation, en particulier diplomatique, et, d'autre part, sur la littérature internationaliste afin de recenser les différentes conceptions de la négociation existant en son sein<sup>19</sup>. Ces premières lectures nous ont poussée à prendre connaissance de la distinction effectuée entre négociation et coopération dans cette même discipline<sup>20</sup> compte tenu du lien entre négociation et coopération<sup>21</sup> et du point d'entrée généralement privilégié pour analyser la coopération internationale, à savoir la décision de coopérer des États, proche de notre sujet de thèse. Nous présenterons cette revue de la littérature de façon succincte. De ces lectures ont découlé des éléments préliminaires d'analyse. Ils portent essentiellement sur la conception que se font de la négociation les internationalistes, les praticiens et les dirigeants politiques et sur les éléments permettant de préciser et de comprendre le contexte dans lequel les États recourent à la négociation diplomatique. Ils nous ont permis de préciser nos questions de recherche initiales, voire de les amender. Afin de répondre à ces questions, nous nous sommes efforcée de définir une méthodologie efficiente et

---

<sup>19</sup> Pour autant, nous ne prétendons pas être exhaustive, notre objectif étant davantage d'identifier les conceptions les plus courantes de la négociation diplomatique.

<sup>20</sup> Ce thème était l'objet de notre séminaire de lectures dirigées suivi dans le cadre du doctorat de Science politique.

<sup>21</sup> J.D. Fearon, par exemple, affirme que les États ne peuvent passer l'étape des marchandages (le marchandage, ou *bargaining*, étant considéré comme un type de négociation, nous y reviendrons) et signer directement un accord de coopération : la négociation serait donc un préalable indispensable à la coopération [J.D. Fearon (1998). « Bargaining, Enforcement, and International Cooperation ». *International Organization*, 52(2), p. 274].

cohérente, particulièrement consciente que nous sommes des faiblesses du constructivisme en la matière<sup>22</sup>. Pour ce faire, nous avons tenté d'identifier ces dernières et avons repris à notre compte les solutions proposées par différents auteurs<sup>23</sup> qui nous semblaient les plus convaincantes et les plus rigoureuses. Enfin, la définition de notre méthodologie et de notre cadre conceptuel nous a ouvert la voie de l'analyse en fixant la structure intellectuelle de nos recherches et de notre thèse.

### 0.1 Evaluation critique de la littérature

Il existe de nombreux ouvrages généraux sur la négociation ne distinguant pas ses différentes formes en fonction de la scène sur laquelle elle se déroule : la négociation internationale aurait les mêmes caractéristiques que la négociation professionnelle ou interindividuelle<sup>24</sup>. D'autres ouvrages abordent la négociation sous une forme normative : ce sont des manuels de conseils pour la pratique de la négociation, listant les erreurs à ne pas commettre et dressant le portrait du parfait négociateur<sup>25</sup>. Il existe d'ailleurs beaucoup d'ouvrages traitant de la négociation internationale et rédigés par des diplomates parfois toujours en activité<sup>26</sup>. La revue de la littérature portant sur la négociation diplomatique nous a convaincue de la nécessité d'engager des recherches sur les contextes dans lesquels elle est employée. Si la négociation diplomatique fait

---

<sup>22</sup> E. Adler, par exemple, affirme que la méthodologie constitue « the major missing link in constructivist theory and research » [E. Adler (2002). *Constructivism in International Relations*. Dans W. Carlsnaes, T. Risse et B. A. Simmons (dir.). *Handbook of International Relations*. Thousand Oaks : Sage, p. 109, cité par V. Pouliot (2007). « “Subjectivism” : Toward a Constructivist Methodology ». *International Studies Quarterly*, 51(2), p. 359].

<sup>23</sup> Parmi ces auteurs, les écrits de B. McSweeney et de V. Pouliot nous ont particulièrement inspirée [B. McSweeney (1999). *Security, Identity and Interests: A Sociology of international relations*. Cambridge : Cambridge University Press ; V. Pouliot (2007), *op. cit.*].

<sup>24</sup> Par exemple, dans son ouvrage, *Stratégie du conflit* (Paris : Presses universitaires de France, 1986), Schelling illustre son argumentation par des exemples variés mettant en scène aussi bien un couple (niveau interindividuel), que deux États s'affrontant dans un conflit armé (niveau international) ; l'ouvrage de Bellenger, *La Négociation* (Paris : Presses universitaires de France, 1984), considéré comme une référence en matière de généralisation de la négociation, présente également de façon non discriminée des exemples issus de différents niveaux.

<sup>25</sup> C'est le cas, par exemple, de l'ouvrage de W. Zartman et M. R. Berman, *The Practical Negotiator* (New Haven : Yale University Press, 1995).

<sup>26</sup> L'ouvrage de J.-D. Clavel, *De la négociation diplomatique multilatérale* (Bruxelles : Bruylant, 1991) en est un exemple.

l'objet de nombreuses études, leurs auteurs s'intéressent souvent aux processus à l'œuvre lors d'une négociation, à son déroulement et à son issue plus qu'aux conditions de son acceptation ou de son rejet, c'est-à-dire au contexte dans lequel les États choisissent de négocier. De plus, les perspectives adoptées s'inscrivent généralement soit dans la psychologie, soit dans la théorie des jeux, la première reléguant l'aspect politique à l'arrière-plan et surestimant, selon nous, les psychologies individuelles des décideurs politiques, la deuxième relevant d'un rationalisme niant l'importance du langage.

### 0.1.1 De multiples définitions de la négociation diplomatique

La première étape de la revue de la littérature a consisté en l'identification des définitions de la négociation diplomatique. La principale difficulté que nous avons rencontrée a déjà été évoquée : certains auteurs la confondant avec la coopération, ils ne proposent ni définition ni éléments distinctifs propres à la négociation. Par ailleurs, il nous a été difficile de trouver une définition de la négociation spécifiquement diplomatique, ce qui nous a interpellée.

#### 0.1.1.1 Des définitions subjectives

Les présupposés théoriques des auteurs proposant une définition de la négociation influencent cette dernière. Spector définit la négociation comme « *a process of value and behavior modification in which peaceful means are used to alter divergent positions toward a common convergence of values*<sup>27</sup> », mettant l'accent sur les valeurs. Pour sa part, Iklé met davantage en avant les intérêts des protagonistes<sup>28</sup>. Comme Iklé, Barnett considère la négociation, au même titre que le dialogue, comme un moment d'interaction qu'il qualifie de stratégique, dans le cadre duquel les acteurs

---

<sup>27</sup> B. Spector (1977). « Negotiation as a Psychological Process ». *The Journal of Conflict Resolution*, 21(4), Negotiation : p. 608.

<sup>28</sup> F.C. Iklé (2007). « Négociation » (Notice pour l'*International Encyclopedia of Social Sciences*, 1968). *Negotiations*, 2(8), p. 141.

tentent de coordonner leurs actions<sup>29</sup>, tout en ajoutant que la façon dont ces derniers interprètent les actes de leurs partenaires et dont leurs partenaires interprètent leurs actes est essentielle. Quant à la définition proposée par Zartman, elle est influencée par l'approche d'analyse des processus. Selon lui, la négociation consiste en la recherche de la « *proper formula* » : une définition générale et mutuelle des sujets discutés de manière à les rendre susceptibles de faire l'objet d'un accord « *under a common notion of justice*<sup>30</sup> ». Une fois cette formule élaborée, des concessions peuvent être faites sur des points spécifiques<sup>31</sup>. Zartman insiste sur le fait que la convergence ne consiste pas à s'éloigner progressivement des positions initiales pour atteindre un juste milieu, mais plutôt à établir « *a referent principle from which the value of the detailed item will be derived*.<sup>32</sup> ». En ce sens, il s'inscrit en faux par rapport à la conception de la négociation comme marchandage. A titre d'exemple, Zartman cite le conflit israélo-palestinien : dans le cas d'une négociation territoriale, tracer une ligne à mi-chemin entre les frontières réclamées par chacune des parties prenantes ne peut satisfaire personne, ces frontières revêtant une signification particulière. Une autre ligne doit être trouvée et être justifiable pour les deux parties. Cela passe par l'objectivation du but de la négociation, dans ce cas la restauration de la paix<sup>33</sup>. Identifier le problème de la sorte permet de commencer à négocier car c'est le point commun et non le différend qui est mis en avant. Nous verrons que la conception de la négociation selon Zartman, redéfinie à la faveur d'un passage par le

---

<sup>29</sup> M. Barnett (1998). *Dialogues in Arab Politics : Negotiations in Regional Order*. New York : Columbia University Press, p. 26.

<sup>30</sup> W. Zartman (1970). Negotiation as a Joint Decision-Making Process. Dans W. Zartman (dir.). *The Negotiation Process. Theories and Applications*. Beverly Hills, Calif. : Sage, p. 73 et 76-77. Müller confirme que « *[e]mpirical research on negotiations has revealed that the decisive factor for producing agreement is not the efficiency of the distributive outcome, but the accommodation of competing standards of justice in a way that satisfies the demand for equity (fairness) on all sides* » (2004, *loc.cit.*, p. 401).

<sup>31</sup> L'exemple des tentatives de négociation entre la Chine et Taïwan développé par S. Zheng conforte cette idée [S. Zheng (2001). *Making Sense of the Conflict Between Mainland China and Taiwan*. Dans V. Kubalkova (dir.). *Foreign policy in a constructed world*. Armonk, New York : M.E. Sharpe, p. 214].

<sup>32</sup> W. Zartman (1970), *op. cit.*, p. 77.

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 79.

prisme constructiviste et mise en lien avec les représentations des administrations américaines concernées, nous permettra d'éclairer leur acceptation et leur refus de négocier.

#### 0.1.1.1 Négociation et pratiques assimilées

La négociation est distinguée d'autres types d'interactions, notamment la médiation. Bourque et Thuderoz la différencient de l'arbitrage et de la concertation<sup>34</sup>. A l'inverse, Touzard insiste sur les points communs entre négociation et médiation, en termes d'objectif – trouver une solution acceptable pour tous les acteurs –, en termes d'origine – l'existence d'un différend, d'un conflit entre des acteurs – et en termes de « communauté de processus<sup>35</sup> ». La négociation peut succéder à la médiation lorsqu'elle a permis d'apaiser les relations entre les protagonistes<sup>36</sup>. Pour sa part, Iklé distingue la négociation, processus explicite, du marchandage tacite,

lorsque les parties, délibérément, construisent un arrangement entre elles, en combinant intérêts communs et intérêts conflictuels, à travers des allusions et des supputations, sans que des propositions explicites soient formulées.<sup>37</sup>

Au cours de nos lectures, nous avons pu remarquer l'importante mesure dans laquelle de nombreux auteurs confondent ces deux notions. Le fait que la plupart des internationalistes *mainstream* s'intéressent à la coopération et non à la négociation peut être compris comme une conséquence de la perspective rationaliste adoptée par ces auteurs et ne prenant pas en compte le langage. La négociation y étant intrinsèquement liée, il n'est guère étonnant qu'elle soit ignorée ou simplement confondue avec la coopération. Alors que Cronin définit cette dernière comme un ajustement mutuel des politiques dans un but précis et limité<sup>38</sup>, Keohane<sup>39</sup> insiste sur

---

<sup>34</sup> R. Bourque et C. Thuderoz (2002). *Sociologie de la négociation*. Paris : La Découverte, p. 6.

<sup>35</sup> H. Touzard (2006b). « De la négociation à la médiation. Analyse des processus qui relient ces deux situations ». *Négociations*, 2(6), p. 28.

<sup>36</sup> P. Milburn (2006). « Négociation, médiation : quelles accointances ? ». *Négociations*, 2(6), p. 17.

<sup>37</sup> F.C. Iklé (2007), *op. cit.*, p. 142.

<sup>38</sup> B. Cronin (1999). *Community Under Anarchy. Transnational Identity and the Evolution of Cooperation*. New York : Columbia University Press, p. 3.



le fait que la coopération n'est pas synonyme d'harmonie, situation dans laquelle les États ont des intérêts identiques ; au contraire, la coopération intervient lorsque les États s'entendent pour agir de concert alors qu'ils ont des divergences d'intérêts. Les situations de coopération seraient des jeux « *mixed-motives* » où coexistent des intérêts à la fois conflictuels et communs<sup>40</sup>. La coexistence d'intérêts communs et d'intérêts conflictuels caractérise également la négociation : dans quelle mesure doivent-ils être présents pour rendre la négociation possible ?

Différents auteurs lient mais ne confondent pas négociation et coopération : ils les considèrent davantage comme deux étapes différentes d'une même démarche. Selon Axelrod, une coopération pourrait être mise en place sans la tenue de négociations directes, son objet pouvant évoluer de manière tacite<sup>41</sup>. Cette analyse souligne la capacité et-ou la volonté des États à coopérer de façon implicite. Or, les acteurs peuvent savoir qu'ils poursuivent un objectif identique sans pour autant être capables de l'atteindre<sup>42</sup>. Si une coopération peut être initialement engagée tacitement, ses modalités doivent être coordonnées à un moment ou un autre<sup>43</sup>. La coopération n'implique donc pas une négociation mais une concertation préalable<sup>44</sup>. A ce titre, l'existence de relations diplomatiques entre les protagonistes est indispensable. La coopération tacite peut représenter un gage de bonne volonté des parties prenantes permettant l'ouverture d'une concertation en vue de l'établissement d'une coopération durable. En revanche, la négociation est utilisée dans le but de régler un conflit, la coopération n'étant alors pas forcément en jeu : elle peut l'être lorsque la résolution du différend ou du conflit implique que les parties prenantes coopèrent.

---

<sup>39</sup> R.O. Keohane (1984). *After Hegemony. Cooperation and Discord in the World Political Economy*. Princeton : Princeton University Press.

<sup>40</sup> H. Milner (1993). The assumption of anarchy in international relations theory : a critique. Dans D. Baldwin (dir.). *Neorealism and Neoliberalism. The Contemporary Debate*. New York : Columbia University Press, p. 164.

<sup>41</sup> R. Axelrod (1984). *The Evolution of Cooperation*. New York : Basic Books, p. 180-181.

<sup>42</sup> R. Jervis (1978). « Cooperation Under the Security Dilemma ». *World Politics*, 30(2) : p. 168.

<sup>43</sup> R.O. Keohane (1984), *op. cit.*, p. 51-52.

<sup>44</sup> H. Touzard (2006a). « Consultation, concertation, négociation ». *Négociations*, 1(5), p. 71.

Knopf affirme que la volonté de coopérer est opérationnalisée dans la décision de poursuivre des négociations formelles dans un format acceptable par les deux parties<sup>45</sup>. Plus nuancé, Fearon signale que la négociation constitue l'occasion de vérifier que la coopération est possible en termes de contrôle et de mise en œuvre d'un potentiel accord, mais aussi de définir l'accord de coopération à appliquer<sup>46</sup>. Par conséquent, il rejette la possibilité d'étudier la négociation et la coopération avec les mêmes outils théoriques. Le dilemme du prisonnier, par exemple, est avant tout un modèle représentant un problème de mise en œuvre d'un accord étant donné les incitations de court terme à faire défection<sup>47</sup>. Quoi qu'il en soit, la négociation n'implique pas nécessairement la coopération. Elle ne rend pas cette dernière incontournable, d'autant plus qu'elle n'a pas forcément pour finalité de la permettre. Elle vise avant tout la résolution d'un conflit, armé ou non. Alors que la mise en place d'une coopération n'implique pas l'existence préalable d'un conflit, la négociation a pour objectif de résoudre un conflit *via* la conclusion d'un accord commun. En cela, elle se distingue de simples discussions : outre échanger leurs vues, les protagonistes négociant cherchent à résoudre le différend qui les oppose. La négociation est donc un processus ponctuel, persistant jusqu'à la conclusion d'un accord ou se terminant par une impasse, alors que la coopération, une fois mise en œuvre, n'est pas forcément appelée à cesser.

Par nécessité pour la suite de notre travail, nous proposons la distinction suivante : la principale différence entre la négociation et la coopération réside dans l'objet des ajustements qu'elles visent ; tandis que la négociation cible un ajustement des positions respectives des protagonistes à travers leur confrontation, la coopération

---

<sup>45</sup> J.W. Knopf (1998). *Domestic Society and International Cooperation : the impact of protest on US arms control policy*. Cambridge, New York : Cambridge University Press, p. 33-34.

<sup>46</sup> J.D. Fearon (1998), *op. cit.*, p. 275 et 296. Cette position est proche de celle de Thies, pour qui tout problème de coopération est systématiquement précédé d'un problème de marchandage [C.G. Thies (2004). « Are Two Theories Better than One ? A Constructivist Model of Neorealist-Neoliberal Debate ». *International Political Science Review*, 25(2), p. 159-183].

<sup>47</sup> J.D. Fearon (1998), *loc. cit.*, 273-274.

consiste en la mise en œuvre de politiques conjointes visant un objectif commun. La négociation relève des idées tout en visant un changement de pratiques, alors que la coopération s'opère directement au niveau des pratiques<sup>48</sup>. Précisons que cette définition a essentiellement pour but de limiter le cadre ontologique de notre thèse et qu'elle ne constitue pas une définition stable de la négociation.

#### 0.1.1.1 Points de convergence

Différents éléments de conceptualisation de la négociation semblent faire une relative unanimité parmi les auteurs s'y intéressant. Cependant, le propre de la conceptualisation étant la caractérisation générale d'une idée, elle ne peut probablement pas faire l'économie d'une certaine simplification. Par conséquent, ces éléments concordant ne nous satisfont pas totalement, quelques questions restant en suspens.

La conception de la négociation comme un mode de prise de décision ne semble pas susciter d'objection au sein de la littérature, le seul bémol concernant les situations où la négociation est utilisée à des fins de propagande<sup>49</sup>, les gouvernements pouvant aussi user de cette stratégie pour paraître vertueux auprès de l'opinion publique. Objectif davantage supposé que déclaré, son identification en dit certainement davantage sur les relations qu'entretiennent les protagonistes que sur la partie prenante soupçonnée de poursuivre cet objectif. Les appels soviétiques à la démilitarisation, ainsi que les négociations qui les ont suivis, étaient communément considérés par les Américains comme de la propagande en direction des pays non-alignés<sup>50</sup>. Cet usage étant *a priori* limité, il semble dès lors pertinent de considérer la négociation comme l'un des quatre modes de prise de décision identifiés par Dahl :

---

<sup>48</sup> D'un point de vue constructiviste, idées et pratiques sont étroitement liées ; toutefois, il importe ici de les distinguer : l'ajustement de certaines idées peut ne pas être suivi d'une mise en pratique, celle-ci pouvant faire émerger des enjeux non traités par la négociation ; tandis que la mise en pratique de politiques conjointes visant un objectif commun ne passe pas nécessairement par une confrontation et un ajustement des idées.

<sup>49</sup> F.C. Iklé (2007), *op. cit.*, p. 142.

<sup>50</sup> B. Ramberg (1970), *op. cit.*, p. 143-144.

« *democratic (upward control), hierarchial (downward control), bargaining (reciprocal control), and price (self-control)*<sup>51</sup> ». La négociation, ou marchandage, serait caractérisée par un contrôle mutuel en l'absence de leader. Pour Carr, justement, le marchandage est l'un des trois processus de changement pacifique, celui-ci impliquant que les parties prenantes disposent à la fois d'égalité et de puissance face à l'autre et que les décisions prises soient unanimes<sup>52</sup>. Ces deux acceptions de la négociation présupposent une certaine égalité entre les parties prenantes : non en termes de puissance, la question de la puissance étant, selon Zartman, centrale pour comprendre comment les valeurs des parties prenantes peuvent être modifiées<sup>53</sup> ; mais tant en termes de droit et de souveraineté qu'en termes de reconnaissance de la légitimité des demandes de l'ensemble des parties prenantes. Par exemple,

*Western leaders treated their Soviet counterpart as an equal and serious negotiating partner, even though the power relationship between them was increasingly asymmetrical.*<sup>54</sup>

De surcroît, Zartman fait de la négociation l'un des trois modes identifiables de prise de décision sociale. Contrairement au premier mode de décision, *coalition*, processus à somme nulle, et au second, *judication*, processus hiérarchique reposant sur la puissance d'un seul, la négociation caractérise un processus au cours duquel deux parties ou plus combinent leurs points de vue conflictuels en vue de prendre une décision unique. Les parties prenantes préféreraient le résultat obtenu au maintien du *statu quo*. Cette affirmation nous interpelle. Premièrement, dans le cas où la négociation est utilisée à des fins de propagande, le *statu quo* peut être préféré. Pour Stein :

*[T]he mere fact that both sides are calling for discussions cannot be taken as evidence that there exists a potentially negotiated outcome that both would*

---

<sup>51</sup> W. Zartman (1970), *op.cit.*, p. 68.

<sup>52</sup> *Ibid.*, p. 69.

<sup>53</sup> *Ibid.*, p. 85.

<sup>54</sup> T. Risse (2000). « "Let's argue !" Communicative Action in World Politics ». *International Organization*, 54(1), p. 25.

*prefer to the status quo deriving from their unilateral actions and autonomous decisions.*<sup>55</sup>

Le fait d'accepter de discuter n'implique pas l'acceptation de négocier. Dans ce cas, les parties prenantes n'arrivent pas à un résultat commun puisque ce n'est pas l'objectif d'au moins l'une d'entre elles : un résultat commun ne peut être obtenu à l'encontre de la volonté d'une des parties. Deuxièmement, selon, Zartman, le résultat commun résulte « *by changing the parties' evaluation of their values (...) by persuasion, coercion or force*<sup>56</sup> ». Un résultat obtenu par la force peut-il satisfaire l'ensemble des parties prenantes ? Troisièmement, cette définition semble n'être valable qu'*a posteriori* puisqu'elle sous-entend qu'un résultat commun est forcément préféré au *statu quo* alors que celui-ci peut encore être inconnu à l'ouverture de négociation. De plus, la préférence pour un résultat commun n'implique en rien qu'un accord sera effectivement trouvé.

#### 0.1.2 L'analyse de la négociation au premier niveau

La négociation internationale a été étudiée selon des angles très divers : l'ouvrage dirigé par Zartman<sup>57</sup> en témoigne, présentant différentes approches utilisées pour analyser la négociation, dont la théorie des jeux et la psychologie. Cette diversité reflète la complexité des situations de négociation diplomatique dont les éléments structurants (acteurs, structure institutionnelle, enjeux et objets de la négociation) sont extrêmement variables : négociateurs représentant un État ou une organisation internationale ; négociation ayant lieu hors de tout cadre institutionnel visible ou revendiqué ou négociation ayant lieu sous l'égide d'une organisation internationale ; objet de la négociation (économique, commercial, militaire, politique dans l'acceptation la plus large du terme). Par conséquent :

---

<sup>55</sup> A. Stein (1990). *Why Nations Cooperate*. Ithaca : Cornell University Press, p. 131.

<sup>56</sup> W. Zartman (1970), *op.cit.*, p. 71.

<sup>57</sup> *Loc. cit.*

*Each and every negotiation is unique, and no meaningful generalizations about the process can be derived. [...] Neither approach treats negotiation as a topic that can be analyzed in a systematic and generalizable fashion.*<sup>58</sup>

Toutefois, Kimura rend compte d'un schéma de négociation généralisable emprunté à Zartman<sup>59</sup>. La négociation suivrait un processus universel, le nombre des comportements possibles étant fini ; en particulier sur la scène internationale, l'existence de multiples organisations internationales aurait engendré une culture diplomatique internationale et, partant, un comportement diplomatique commun<sup>60</sup>. En termes épistémologiques, alors que Zartman rejette l'emploi du positivisme pour étudier la négociation, Kimura n'hésite pas à postuler l'universalité du processus de la négociation.

#### 0.1.2.1 Les approches micro

Les approches micro se concentrent essentiellement sur le rôle du négociateur. Au contraire de la conception du négociateur comme un marchandeur qui est issue du modèle de l'acteur unitaire et rationnel et met l'accent sur les interactions internationales, la conception du négociateur comme représentant dérive du modèle de la politique bureaucratique et se concentre davantage sur les interactions intranationales<sup>61</sup>.

Clavel s'intéresse particulièrement à la négociation par le biais de l'étude de la rhétorique faisant partie « de la panoplie de tout diplomate ». Si cette approche reste cantonnée à un niveau micro, elle fait cependant écho à l'analyse des discours, méthode que nous utiliserons au cours de notre travail de thèse. Pour sa part, Spector lie explicitement sa définition de la négociation à la nécessité d'employer une approche micro

---

<sup>58</sup> T. Hopmann (1995). « Two Paradigms of Negotiation : Bargaining and Problem Solving ». *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 542, p. 25.

<sup>59</sup> H. Kimura (1999b), *op.cit.*, p. 64.

<sup>60</sup> P. Berton (1999). Japanese, Chinese, and Soviet/Russian Negotiators : An Analytic Framework. Dans P. Berton, H. Kimura, W. Zartman, *op.cit.*, p. 93.

<sup>61</sup> D. Druckman (1970). Boundary Role Conflict. Dans W. Zartman (dir.), *op. cit.*, p. 99.

*especially appropriate to capture variation in the dependent variable – value change by the negotiators – as well as the impact of personal and group dynamics on affecting that change.*<sup>62</sup>

Il évoque également la personnalité, les prédispositions personnelles, les perceptions des négociateurs et l'environnement psychologique comme des « *highly prevalent driving forces in the bargaining process*<sup>63</sup> ». Tout en admettant que les négociateurs représentent des groupes d'intérêt, il affirme que de nombreux exemples historiques de négociations corroborent ses propos<sup>64</sup>. Si l'accent que met Spector sur les valeurs et l'interprétation que donne un négociateur de la position et du comportement de son interlocuteur<sup>65</sup> est intéressant, le fait de se contenter d'étudier la négociation *via* le microcosme constitué par l'ensemble des négociateurs concernés nous semble excessivement limité, le contexte général de la négociation étant éludé. La même critique peut être adressée à l'approche présentée par Druckman. Ce dernier développe le concept de *boundary-role-conflict* qui détermine une négociation par le biais de la complexité psychologique du négociateur, interface entre les représentants de la partie « adverse », les relations entre son propre État et l'État « adverse » et les relations entre sa propre posture et les différentes positions au sein de son État<sup>66</sup>. La prise en compte de différents éléments environnementaux de la négociation nous semble essentielle, mais le focus sur la personne du négociateur ou sur ses émotions<sup>67</sup> ne rend compte ni de la décision de négocier ni de l'ensemble du développement d'une négociation. Par ailleurs, la psychologie ne peut éclairer le contexte politique global dans lequel une négociation est décidée.

---

<sup>62</sup> B. Spector (1977), *op. cit.*, p. 608.

<sup>63</sup> *Ibid.*, p. 609.

<sup>64</sup> *Loc. cit.*.

<sup>65</sup> *Ibid.*, p. 615.

<sup>66</sup> D. Druckman (1970), *op. cit.*, p. 88.

<sup>67</sup> C'est le parti pris d'Iklé (1999). *The Role of Emotions in International Negotiations*. Dans P. Berton, H. Kimura et W. Zartman (dir.), *op.cit.*

### 0.1.2.1 Les approches culturelles

Au-delà de la spécificité du négociateur, plusieurs auteurs<sup>68</sup> mettent en avant les particularités respectives de chaque culture en termes de négociation. Elles seraient notamment dues au fait que la négociation, en tant que comportement humain, ne serait pas facilement imitable : « *each culture has its own concept of negotiation and its own "negotiation style"* ». <sup>69</sup> » Certaines caractéristiques seraient donc communes aux diplomates de même nationalité, au-delà de leur caractère propre auquel s'intéressent avant tout les approches micro. Parmi ces caractéristiques se trouve selon Faure la façon de concevoir la négociation : une confrontation, une forme de coopération, un débat, etc. Alors que les Américains voient la négociation comme un exercice de *give-and-take*<sup>70</sup>, elle est une lutte aux yeux des Russes<sup>71</sup>. Les composantes structurelles d'une négociation (le nombre de parties impliquées, le nombre de problèmes en jeu, la distribution de la puissance entre les parties et le degré de transparence du processus pour les observateurs extérieurs), ainsi que son cadre légal et son organisation sont des produits sociaux<sup>72</sup>. La culture impacte la négociation à travers le négociateur : connaissances, croyances, comportement et identité du négociateur sont dépendants de sa culture. L'identité représente la composante la plus difficile à gérer en tant que « *the untouchable core of culture* »<sup>73</sup>, d'autant plus lorsqu'elle est construite en opposition avec l'autre partie. Par ailleurs, les négociations interculturelles produiraient des résultats moins heureux du fait des problèmes de communication qu'elles génèrent<sup>74</sup>. Ces approches culturelles ont pour défaut de réifier les cultures, n'envisageant ni que celles-ci s'influencent les unes les autres et que l'intersubjectivité des négociateurs, comme celle des décideurs

<sup>68</sup> Particulièrement bien représentés dans l'ouvrage *ibid.*

<sup>69</sup> H. Kimura (1999b), *op. cit.*, p. 64.

<sup>70</sup> G.-O. Faure (1999). Cultural Aspects of International Negotiation. Dans P. Berton, H. Kimura et W. Zartman (dir.), *op.cit.*, 20.

<sup>71</sup> H. Kimura (1999b), *op. cit.*, p. 67.

<sup>72</sup> G.-O. Faure (1999), *op.cit.*, p. 21.

<sup>73</sup> *Ibid.*, 25 à 27.

<sup>74</sup> J. Graham (1999). International Commercial Negotiations : A Focus on Japan. Dans P. Berton, H. Kimura et W. Zartman (dir.), *op.cit.*, p. 137.



politiques, soit en permanente construction ; ni que les cultures elles-mêmes puissent évoluer.

#### 0.1.2.1 La théorie des jeux

Hopmann affirme que les ouvrages fondateurs de la théorie de la négociation – ceux de Schelling, Rapoport et Iklé<sup>75</sup> – se basent sur la théorie des jeux ; cependant, ils se distinguent par l'accent mis soit sur l'aspect compétitif de la négociation, soit sur son aspect coopératif<sup>76</sup>. Il distingue deux paradigmes de la négociation qui constituent aussi des modes opératoires<sup>77</sup> : le marchandage (*bargaining*) et la négociation (*problem solving*). Le premier « *has often been summarized as one that produces agreement through concessions and convergence*<sup>78</sup> » et est dérivé de la théorie des jeux : un chercheur étudiant la négociation à l'aune de la théorie des jeux la considérera logiquement comme un marchandage et un chercheur définissant la négociation comme un marchandage choisira bien plus volontiers la théorie des jeux comme mode d'analyse.

Au-delà de la critique catégorique de Fearon<sup>79</sup>, la théorie des jeux appliquée à la négociation pêche à plusieurs égards. Talbott qualifie de « *conceptual foundations for negotiation*<sup>80</sup> » la base idéale sur laquelle les négociateurs engagent leurs discussions. La théorie des jeux ne permet pas de prendre en compte les objectifs que

---

<sup>75</sup> T. Schelling (1960). *The Strategy of Conflict*. Cambridge, MA : Harvard University Press. A. Rapoport (1960). *Fights, Games and Debates*. Ann Arbor : University of Michigan Press. F. C. Iklé (1964). *How Nations Negotiate*. New York : Frederik A. Praeger.

<sup>76</sup> T. Hopmann (1995), *op.cit.*

<sup>77</sup> Müller distingue le marchandage de l'argumentation, non en tant que mode d'analyse mais comme différents modes de négociation pouvant être employés par un même négociateur [H. Müller (2004), *op. cit.*].

<sup>78</sup> T. Hopmann (1995), *op. cit.*, p. 26.

<sup>79</sup> Fearon affirme qu'il est erroné d'étudier le marchandage ou la négociation à l'aide des mêmes outils théoriques que ceux utilisés pour expliquer et/ou comprendre la coopération, notamment le Dilemme du prisonnier, les problèmes de marchandage ne présentant pas la même structure que ce dernier. En effet, celui-ci est davantage un modèle représentant un problème de mise en œuvre d'un accord étant donné les incitations de court terme à faire défection (*op. cit.*, p. 273-274).

<sup>80</sup> Cité par E. Adler (1992). « The Emergence of Cooperation : National Epistemic Communities and the International Evolution of the Idea of Nuclear Arms Control ». *International Organization*, 46(1) *Knowledge, Power, and International Policy Coordination*, p. 117.

se fixent les négociateurs ni le sens qu'ils leur accordent. Dans le meilleur des cas, elle tient compte de leurs objectifs chiffrés. Pour les rationalistes les intentions et les préférences des acteurs ne sont pas élaborées sur la base de compréhensions intersubjectives ou de cultures communes mais existent en tant que « *private knowledge*<sup>81</sup> ». Comment, alors, envisager que leurs préférences puissent évoluer au cours de négociations où les points de vue sont confrontés ? Un autre défaut de la théorie des jeux est similaire à celui de l'approche économique, en ce qu'elle repose sur des construits artificiels et des concepts non opérationnalisables<sup>82</sup>. Le concept d'information parfaite, par exemple, paraît à la fois artificiel et non opérationnalisable. Dans son analyse des négociations entre le Vietnam et les États-Unis, Zagare affirme qu'un joueur possède une information complète lorsqu'il connaît parfaitement les règles du jeu et les préférences des autres joueurs ; il peut alors développer une stratégie sophistiquée de façon rationnelle<sup>83</sup>. Cependant, il ne précise pas comment un joueur peut être certain de détenir cette information. Le joueur ne peut que parier sur le fait d'être en possession de toutes les informations concernant les intentions de l'autre joueur, de surcroît qu'il juge crédibles, et accepter de se comporter en conséquence. En effet, l'information imparfaite, le mensonge et le bluff sont courants<sup>84</sup> ; elle est d'ailleurs à l'origine des conflits selon les néolibéraux<sup>85</sup>. Par ailleurs, « *[s]tates do not always know what they want* », selon Finnemore. Une information parfaite ne permet pas automatiquement aux États de savoir quelle stratégie mener. Leurs représentants développent plutôt des « *perceptions of interest and understandings of desirable behavior from social*

---

<sup>81</sup> H. Müller (2004), *op. cit.*, p. 399.

<sup>82</sup> W. Zartman (1970), *op. cit.*, p. 72. Pour une présentation des avantages de l'usage des abstractions que sont la théorie des jeux et la microéconomie pour étudier la coopération, voir K. Oye (1986). *Explaining Cooperation under Anarchy : Hypotheses and Strategies*. Dans K. Oye (dir.), *Cooperation under Anarchy*. Princeton : Princeton University Press.

<sup>83</sup> F. Zagare (1970). *A Game-Theoretic Analysis of the Vietnam Negotiations-Preferences and Strategies 1968-1973*. Dans W. Zartman (dir.), *ibid.*, p. 119.

<sup>84</sup> N. Onuf (2001). *Speaking of Policy*. Dans K. Kubalkova (dir.), *op.cit.*, p. 80.

<sup>85</sup> A. Stein (1990), *op. cit.*, p. 12.

*interactions with others in the world they inhabit.*<sup>86</sup> » Par conséquent, la théorie des jeux, en édulcorant l'importance des représentations, notamment intersubjectives, ne peut offrir une compréhension convaincante de la négociation. De même, elle ne prend pas ou mal en compte le rôle du langage dans la négociation : la communication y est conçue comme une simple succession de mouvements, la théorie des jeux considérant le langage comme une prémisse et non comme une modalité d'action méritant d'être étudiée<sup>87</sup>.

Si la théorie des jeux permet de modéliser le comportement des joueurs et les tactiques qu'ils développent, elle ne permet pas d'expliquer les réactions des joueurs adverses sans intégrer des éléments non rationnels à son analyse. L'exemple de la stratégie du positionnement maximaliste en témoigne : si la formulation du caractère inacceptable est perçue comme une posture de marchandage, elle n'a pas le même effet que si elle paraît sincère<sup>88</sup>. La perception de la sincérité relevant davantage des représentations intersubjectives des agents que d'une quelconque rationalité, l'opérationnalisation de ce concept déborde de son cadre rationaliste initial. Les auteurs utilisant ce type d'approches ont ainsi tendance à intégrer à leur analyse des éléments ne correspondant pas à leur ontologie, voire la contredisant, et jouant davantage le rôle de « *theoretical fillers*<sup>89</sup> » palliant les lacunes des théories rationalistes sans être pour autant sérieusement analysés. Par exemple, la théorie des jeux envisage que les joueurs puissent se faire mutuellement confiance. Pour autant, leur caractère individualiste ne permet pas d'expliquer cette confiance, l'intersubjectivité n'étant absolument pas prise en compte par les rationalistes. De

---

<sup>86</sup> M. Finnemore (1996), *op.cit.*, p. 128.

<sup>87</sup> H. Müller (2001). International Relations as Communicative Action. Dans K. M. Fierke et K. E. Jorgensen (dir.). *Constructing International Relations. The Next Generation*. Armonk, N.Y. : M.E. Sharpe, p. 160-161.

<sup>88</sup> B. Ramberg (1970). Tactical Advantages of Opening Positioning Strategies. Lessons From The Seabed Arms Control Talks 1967-1970. Dans W. Zartman (dir.), *op.cit.*, p. 137.

<sup>89</sup> Expression employée par R.G. Ruggie inspirée de celle de M. Blyth [(1997). « Any More Bright Ideas?" The Ideational Turn of Comparative Political Economy ». *Comparative Politics*, 29(2), p. 229-250, cité dans J.G. Ruggie (1998). « What Makes the World Hang Together? Neo-Utilitarianism and the Social Constructivist Challenge ». *International Organization*, 52(4), p. 869].

même, des rationalistes ont reconnu l'importance de l'argumentation normative au cours d'une négociation, alors que la prise en compte de la morale n'est absolument pas pertinente dans le cas d'acteurs rationnels<sup>90</sup>. Finalement, la théorie des jeux n'est pas capable de saisir ce qui constitue l'enjeu des négociations, puisque « *[n]egotiation is the process of varying values, and game theory deals with fixed values in which outcome is inherent in their structure* » ; par conséquent « *it cannot show the essential characteristic of negotiations, the process of their changing* »<sup>91</sup>.

### 0.1.3 L'analyse de la négociation aux deuxième et troisième niveaux

Les mêmes critiques peuvent être adressées aux théories *mainstream* des RI qui, de surcroît, sont incapables d'expliquer le changement et *a fortiori* de le prévoir. Or, des auteurs aux approches très différentes affirment que la négociation est intrinsèquement liée au changement : forme de changement pacifique selon Carr, processus de changement des valeurs selon Zartmann, caractérisation de la négociation internationale en termes de « *shifting evaluations* » pour Iklé<sup>92</sup>, la négociation permet de rebattre les cartes et, plus précisément, de façonner les relations entre gouvernements ou au sein d'organisations internationales publiques<sup>93</sup>. Ce point de vue laisse augurer la difficulté des théories *mainstream* des RI à envisager la négociation : incapables d'expliquer ou de comprendre le changement, il est difficilement imaginable qu'elles puissent appréhender la négociation de façon convaincante.

#### 0.1.3.1 La négociation, entre politique étrangère et contraintes domestiques

Le choix de recourir à la négociation, au même titre que la décision d'entrer en guerre ou de coopérer avec son voisin, relève de la politique étrangère d'un État. A ce titre,

---

<sup>90</sup> H. Müller (2004), *op.cit.*, p. 400-401.

<sup>91</sup> W. Zartman (1970), *op. cit.*, p. 73.

<sup>92</sup> D. Druckman (1970), *op. cit.*, p. 94.

<sup>93</sup> F.C. Iklé (1999), *op. cit.*, p. 341.

et selon les chercheurs se situant au niveau de la deuxième image en RI et s'inscrivant le plus souvent dans une approche libérale des relations internationales, la négociation peut relever d'un processus décisionnel interne spécifique, influencé par la bureaucratie<sup>94</sup> par exemple, et-ou subir les mêmes contraintes que d'autres décisions de politique étrangère, comme l'activisme d'acteurs non étatiques<sup>95</sup>. Friedheim souligne les contraintes dans lesquelles un diplomate doit exercer, particulièrement issues de la structure du système domestique qu'il représente. Il fait état de la conceptualisation du marchandage international par Putnam comme un « *two-level game*<sup>96</sup> ». Quant à Druckman, il évoque les préférences concurrentes, voire conflictuelles, des ministères en matière de négociation, en particulier ceux de la Défense et des Affaires étrangères<sup>97</sup>. Pour les libéraux, la coopération dans le domaine de la sécurité, mais également l'ensemble de la politique étrangère d'un État, fait l'objet de préférences nationales « *engendered by domestic coalitions*.<sup>98</sup> » Or, il nous paraît limité d'étudier la décision de négocier uniquement à l'aune des préférences nationales, puisque « *[b]y focusing research on actions in a single state, they reduce the likelihood of detecting international systemic or international societal influences*<sup>99</sup> ». D'autant plus que ces préférences nationales ne sont pas considérées comme intersubjectives et mutuellement construites. Alors que Stein affirme que la prise en compte des intérêts nationaux ne suffit pas, ces derniers devant être mis en relation avec ceux des autres acteurs afin d'établir un probable schéma d'interaction stratégique<sup>100</sup>, Knopf reconnaît que l'ambition de formuler une

---

<sup>94</sup> Selon la thèse de G. Allison, dont une reformulation constructiviste a été proposée par J. Weldes, notamment dans l'article « Bureaucratic Politics : A Constructivist Assessment. », *op. cit.*

<sup>95</sup> J.W. Knopf (1998), *op. cit.*

<sup>96</sup> Le diplomate doit marchander à la fois aux niveaux domestique et international dans un souci de ratification nationale de l'accord [R. L. Friedheim (1999). Explaining Japan's Failure in the International Whaling Negotiations. Dans P. Berton, H. Kimura et W. Zartman (dir.), *op. cit.*, p. 153-154].

<sup>97</sup> D. Druckman (1970), *op. cit.*, p. 100.

<sup>98</sup> H. Müller (2002). Security Cooperation. Dans W. Carlsnaes, T. Risse et B. A. Simmons (dir.). *Handbook of international relations*. London, Thousand Oaks, Calif. : SAGE Publications, p. 376.

<sup>99</sup> M. Finnemore (1996), *op. cit.*, p. 7.

<sup>100</sup> A. Stein (1990), *op. cit.*, p. 50.

unique grande théorie des préférences étatiques est vaine<sup>101</sup>. Enfin, l'analyse de la politique étrangère pêche du fait de ses modalités, les approches *mainstream* ne s'intéressant qu'à son élaboration et non à sa mise en œuvre. Pourtant, cette dernière constitue l'opérationnalisation des pratiques discursives des gouvernements ou des organisations internationales dont participe la politique étrangère<sup>102</sup>.

#### 0.1.3.1 La négociation à la lumière du débat néo-néo

Les néolibéraux et les néoréalistes se sont avant tout intéressés à la coopération. Compte tenu des différences entre la négociation et la coopération, il nous semble difficile d'accorder du crédit à une analyse les confondant – en tout cas pour étudier la négociation – d'autant plus qu'elle est l'objet de nombreuses critiques<sup>103</sup>. Les conceptions néoréaliste et néolibérale de la coopération partent toutes les deux de l'idée que la situation d'anarchie dans laquelle se déroulent les relations internationales devrait être le point de départ de toute recherche : du fait de l'absence de toute autorité supérieure aux États capable de faire respecter les règles, la coopération n'est pas automatique. Cependant, leurs conclusions diffèrent puisqu'ils ne perçoivent pas la situation d'anarchie de la même manière. Alors que le néoréaliste Grieco affirme que « *anarchy means that states fear not just being cheated but also being dominated or even destroyed by others*<sup>104</sup> », le néolibéral Stein nuance : « *[a]lthough the state of nature is not one of perpetual warfare, it is one of recurrent crises. It is, in short, a world of perpetual conflict.*<sup>105</sup> » Puisque l'anarchie est considérée comme un état de conflit perpétuel, la question des moyens reste ouverte : alors que l'état de guerre réaliste suppose que le recours à la force est le moyen

---

<sup>101</sup> J.W. Knopf (1998), *op. cit.*, p. 248-249.

<sup>102</sup> J. Milliken (1999). « The Study of Discourse in International Relations : A Critique of Research and Methods ». *European Journal of International Relations*, 5(2), p. 240.

<sup>103</sup> La présentation et la critique de cette analyse étant l'objet de notre séminaire de lectures dirigées, nous n'en rendons compte que succinctement ici.

<sup>104</sup> J. Grieco (1998). Understanding the Problem of International Cooperation : The Limits of Neoliberal Institutionalism and the Future of Realist Theory. Dans D. Baldwin (dir.). *Neorealism and Neoliberalism. The Contemporary Debate*. New York : Columbia University Press, p. 303.

<sup>105</sup> A. Stein (1990), *op.cit.*, p. 6.

privilegié pour régler un conflit, l'état de conflit perpétuel ne fait qu'annoncer la nature des relations internationales sans préjuger des moyens employés pour résoudre les conflits. Comme la formation des États est due à la volonté des individus d'échapper à l'état de nature, les États peuvent, selon la même logique, choisir de coopérer<sup>106</sup>. Cette différence de conception est essentielle puisque les néolibéraux comme les néoréalistes ont reconnu que les deux théories étaient valables, complémentaires et représenteraient chacune un « *special case* » de la politique internationale<sup>107</sup>. Snidal estime que la théorie des jeux constitue une théorie générale ne fournissant pas de prédictions spécifiques sans hypothèses additionnelles ou auxiliaires<sup>108</sup>. Les théories *mainstream* fournissent ces dernières mais ont, par conséquent, des interprétations différentes de cette théorie générale<sup>109</sup>.

Par ailleurs, les rationalistes négligent le rôle des discours dans l'approche des régimes internationaux et, partant, de la coopération<sup>110</sup>. Les discours sont d'autant plus importants lorsqu'il s'agit d'étudier la négociation puisqu'elle ne peut être réduite à des phénomènes comportementaux. De plus, les théories néo ne peuvent concevoir ou expliquer un changement de préférences des États qui ne soit pas lié à l'évolution du système international. Les institutions internationales n'ont pas la capacité de modifier les préférences, les intérêts ou les identités des États<sup>111</sup> : l'idée de progrès traditionnellement défendue par les libéraux est ainsi plus difficile à opérationnaliser. Cronin rappelle que cela vaut pour les valeurs et croyances des États, ainsi que pour la représentation qu'ils ont d'eux-mêmes<sup>112</sup>. Par conséquent,

---

<sup>106</sup> A. Stein (1990), *op. cit.*, p. 44-45.

<sup>107</sup> A. Hasenclever, P. Mayer et V. Rittberger (1997). *Theories of International Regimes*. Cambridge : Cambridge University Press, p. 212 (souligné dans l'original).

<sup>108</sup> D. Snidal (1986). *The Game Theory of International Politics*. Dans K. Oye (dir.), *op. cit.*, p. 56.

<sup>109</sup> A. Hasenclever, P. Mayer et V. Rittberger (1997), *op. cit.*, p. 213.

<sup>110</sup> *Ibid.*, p. 177.

<sup>111</sup> A. Wendt (1992). « Anarchy is What State's Make of It : The social construction of power politics ». *International Organization*, 46(2), p. 393.

<sup>112</sup> B. Cronin (1999), *op. cit.*, p. 130.

comment comprendre que des dirigeants politiques modifient leur politique en termes de négociation ?

Enfin, le néoréalisme et le néolibéralisme soulèvent des problèmes épistémologiques identifiés pour la plupart par Kratochwil et Ruggie<sup>113</sup> qui critiquent notamment le modèle positiviste d'explication de ces deux théories, « *not easily applied to cases in which norms, so defined, are a significant element in the phenomena to be explained*<sup>114</sup> ». La façon dont les néolibéraux expliquent certains comportements ne peut pas non plus être soutenue par une épistémologie positiviste, par exemple la volonté d'un acteur de préserver sa réputation. La plupart des questions que posent les théoriciens néolibéraux et néoréalistes dans le but d'améliorer leurs théories respectives de la coopération dépassent leur cadre épistémologique et ontologique. Par exemple, alors que, « *[i]n rationalist models, interaction (including cooperation) does not affect actors' utility functions or identities (in the language of cognitivists)*<sup>115</sup> », l'idée que l'interaction peut modifier la base sur laquelle les acteurs calculent les coûts et les avantages d'une décision est partagée par la plupart des néolibéraux. On retrouve le même problème lorsque néolibéraux ou néoréalistes évoquent des phénomènes directement liés aux interactions des États – l'amitié, la sympathie, les sentiments de solidarité, la confiance – pour justifier une décision politique de coopération ou de création d'alliance<sup>116</sup>.

### 0.1.3.1 La perspective constructiviste

Des auteurs qualifiant leur approche de sociologique soulèvent des questions intéressantes sur la négociation diplomatique, proches de celles auxquelles

---

<sup>113</sup> F. Kratochwil et J.G. Ruggie (1986). « International Organization : A State of the Art on the Art of the State ». *International Organization*, 40(4), p. 763-786.

<sup>114</sup> *Ibid.*, p. 767.

<sup>115</sup> A. Hasenclever, P. Mayer et V. Rittberger (1997), *op. cit.*, p. 25.

<sup>116</sup> Le font des auteurs comme A. Stein [(1990), *op. cit.*, p. 154], J. Mearsheimer [(1994-95). « The False Promise of International Institutions ». *International Security*, 19(3), p. 31], R. Jervis [(1985). « From Balance to Concert : A Study of International Security Cooperation ».. *World Politics*, 38(1), p. 67), ou encore R. Axelrod [(1984), *op. cit.*, p. 134].



s'intéressent les constructivistes, mais qui présentent différentes lacunes. Par exemple, Zartman évoque les cultures se développant au sein des organisations ou des régimes internationaux et qui se superposent à celles des structures nationales<sup>117</sup>. Cependant, Zartman n'approfondit pas son propos, n'envisageant pas que ces cultures puissent s'influencer mutuellement. Pour sa part, Faure souligne l'importance de saisir « *the sense that actors attach to their moves and the meaning they give to their perceptions* » pour comprendre une négociation<sup>118</sup>, mais élude le caractère intersubjectif des significations.

Quant aux constructivistes, ils présentent la négociation comme un moment de construction de sens. Ruggie évoque l'émergence d'une grille d'interprétation lors des négociations de Bretton Woods, cadre intersubjectif de compréhension du régime et permettant aux États de juger de la conformité des actes posés dans le futur<sup>119</sup>. Pour Barnett, les négociations ont une place essentielle dans la construction des significations ; celui-ci base sa démonstration sur les relations inter-Arabs au 20<sup>ème</sup> siècle, mettant en évidence la façon dont les dirigeants arabes situent les événements au sein d'un « *overarching narrative that provided a link between an interpretation of the past and an image of the future* », afin de les rendre significatifs et intelligibles<sup>120</sup>. Les phases de dialogues entre États arabes constituent des moments de changements historiques et de création de normes devant réguler leurs relations et de rôles qu'ils peuvent adopter<sup>121</sup>. Un guide comportemental émerge des *dialogues*<sup>122</sup> : dialogue et négociation étant utilisés l'un pour l'autre dans l'ouvrage de Barnett, la négociation serait aussi un *moment* où les États discutent des normes devant réguler leurs relations, voire les relations internationales en général.

---

<sup>117</sup> W. Zartman (1999), *op. cit.*, p. 4.

<sup>118</sup> G.-O. Faure (1999), *op. cit.*, p. 12-13.

<sup>119</sup> J.G. Ruggie (1998), *op. cit.*, p. 870.

<sup>120</sup> M. Barnett (1998), *op. cit.*, p. 40-41.

<sup>121</sup> *Ibid.*, p. 12 et 15.

<sup>122</sup> *Ibid.*, p. 25.

Par ailleurs, l'un des principaux apports du constructivisme réside dans sa prise en compte du changement et, par extension, de la possible contestation de l'ordre social : « *All social orders are contested, and the norms that define that order are negotiated, repaired, and transformed during social interaction.*<sup>123</sup> » La négociation peut constituer une tentative de remaniement de l'ordre social, de transformation des normes : dans quelle mesure le fait que des agents la considèrent comme telle influence-t-il leur décision de négocier ?

Si la négociation génère du sens, son ouverture nécessite aussi une base commune de sens. C'est la thèse d'Adler qui a repris le concept de communauté épistémique développé par Haas. L'aspect cognitif est un enjeu fondamental dans le cadre de négociations puisque personne ne peut prétendre négocier sans avoir préalablement défini le problème en jeu<sup>124</sup>. S'appuyant sur l'exemple des négociations sur la limitation des armes nucléaires entre Américains et Russes, Adler indique que les négociations peuvent être qualifiées de cognitives lorsqu'elles visent à la fois à mieux connaître la position de l'adversaire et à transmettre ses préoccupations<sup>125</sup>. C'est par la confrontation que les points de vue peuvent éventuellement s'ajuster : il convient de connaître en profondeur la position de l'autre et d'exprimer la sienne afin de favoriser la compréhension mutuelle. Dans le même ordre d'idée, Zehfuss souligne le rôle des normes dans l'obtention de solutions négociées, celles-ci fournissant une base de dialogue aux parties prenantes d'un conflit<sup>126</sup>.

Les constructivistes ont donc le mérite d'analyser la négociation à l'aune des significations qu'elle peut revêtir et des changements qu'elle induit en termes normatifs et identitaires. Néanmoins, la plupart d'entre eux semblent négliger à la fois le rôle du langage et du mode de raisonnement.

---

<sup>123</sup> *Ibid.*, p. 37.

<sup>124</sup> E. Adler (1992), *op. cit.*

<sup>125</sup> *Ibid.*, p. 118.

<sup>126</sup> M. Zehfuss (2001). *Constructivisms in International Relations* : Wendt, Onuf and Kratochwil. Dans K. M. Fierke et K. E. Jorgensen (dir.), *op. cit.*, p. 66.

## 0.2 Éléments préliminaires d'analyse

La confrontation de la littérature portant sur la négociation en général, diplomatique en particulier, à notre question initiale nous a permis de poser les bases d'une analyse constructiviste de la négociation diplomatique nécessaire à la précision de notre projet de recherche. Nos recherches préliminaires ont consisté en une revue des conceptions de la négociation, académiques ou pratiques. De cette revue découle la nécessité d'approfondir plusieurs points. De même que la coopération, la négociation fait l'objet d'une décision de politique étrangère : d'un point de vue constructiviste, quels éléments doivent être pris en compte pour comprendre ce type de décision ? Puisque nous souhaitons comprendre les décisions des dirigeants étatiques en matière de négociation diplomatique, il conviendra d'analyser le cadre dans lequel elles sont prises, notamment leur politique étrangère. En effet, le choix de négocier peut s'inscrire dans une politique étrangère plus globale, qui autorise, interdit ou facilite certaines démarches. La manière dont la politique étrangère est élaborée, mais également dont elle est publiquement présentée, témoigne des contraintes (institutionnelles, culturelles, historiques, politiques, sociales, etc.) dont elle est l'objet, mais également de l'imaginaire sécuritaire qui la sous-tend. Des préoccupations identitaires peuvent aussi être à la base des décisions de politique étrangère et de la mise en avant de certaines règles au détriment d'autres. Messari estime que, lorsque les représentants d'un État traitent avec les représentants d'un État allié, l'identité de leur État est conséquemment renforcée par l'affirmation des « *links and characteristics that make that specific other an ally* », jouant le rôle d'une « *positive identification of what constitutes the self*<sup>127</sup> ». A l'inverse, un décideur politique peut craindre que l'ouverture de négociation avec un État non allié ne menace l'identité de son propre État. Les changements de politique étrangère en matière de négociation seront également étudiés. Il s'agira de voir comment ces

---

<sup>127</sup> N. Messari (2001). Identity and Foreign Policy : The Case of Islam in U.S. Foreign Policy. Dans V. Kubalkova (dir.), *op. cit.*, p. 227.

changements ont été rendus possibles dans le cadre de l'imaginaire sécuritaire américain, ce dernier ayant permis de légitimer l'ensemble des politiques menées.

Nous verrons dans la section consacrée à notre méthodologie que le constructivisme autorise la combinaison des niveaux d'analyse ; à ce titre, il nous faudra analyser : les représentations qu'ont les décideurs de la négociation, ainsi que le rôle central de la négociation au sein du constructivisme (0.2.2) ; et les structures étatique et internationale par lesquelles les décideurs sont contraints, mais également la façon dont ils se les représentent (0.2.3). Cependant, il convient d'abord de présenter le concept d'imaginaire sécuritaire (0.2.1), dans lequel s'inscrit l'ensemble de ces représentations.

#### 0.2.1 Imaginaire sécuritaire, intérêt national et identité

L'imaginaire sécuritaire est « *a structure of well-established meanings and social relations*<sup>128</sup> » fournissant « *an organized set of interpretations for making sense of a complex international system*<sup>129</sup> ». Il inclut une représentation spécifique de l'identité de soi et de celle d'autrui, dont découlent des relations particulières. Bien que solidement institué, l'imaginaire sécuritaire fait l'objet d'une constante [re]construction à laquelle participent « *[j]ournals, speeches, studies, proposals, conversations, reports, news broadcasts and accounts of all kinds* », mais influence également le contenu de ces derniers<sup>130</sup>. En matière de politique étrangère, l'imaginaire sécuritaire permet à une société de définir à la fois son identité et les relations qu'elle doit entretenir avec les autres sociétés : son intérêt national en est

---

<sup>128</sup> J. Weldes (1999/a). *Constructing National Interests. The United States and the Cuban Missile Crisis*. Minneapolis : University of Minnesota Press, p. 10.

<sup>129</sup> H. Muppidi (1999). Postcoloniality and the Production of International Insecurity : The Persistent Puzzle of U.S.-Indian Relations. Dans J. Weldes, M. Laffey, H. Gusterson, R. Duvall (dir.). *Cultures of Insecurity. States, Communities, and the Production of Danger*. Minneapolis : University of Minnesota Press, p. 124.

<sup>130</sup> J. Pretorius (2008). « The Security Imaginary : Explaining Military Isomorphism ». *Security Dialogue*, 39(1), p. 98.

donc issu<sup>131</sup>. Dans le cas des États-Unis, leur imaginaire sécuritaire a fait de l'Union soviétique l'incarnation du mal pendant toute la durée de la Guerre froide ; cette représentation ayant disparu à la fin de cette dernière, les États-Unis l'ont rapidement remplacée par les *rogue states* : Madeleine Albright, alors Secrétaire d'État, déclara que traiter avec eux était « *one of the great challenges of our time* » car leur « *sole purpose* » était de détruire « *the system* »<sup>132</sup>. Or, les Américains se vivaient comme les défenseurs du système tel qu'ils l'avaient forgé à la fin de la Seconde Guerre mondiale et interprétaient par conséquent la volonté de destruction du système international des *rogue states* comme les visant directement.

L'imaginaire sécuritaire fournit une grille de lecture permettant d'interpréter les différentes situations auxquelles est confronté l'État, mais également d'y répondre. Les responsables politiques y puisent les justifications et la légitimité de leurs décisions :

*the security imaginary makes possible representations that clarify both for state officials themselves and for others who and what “we” are, who and what “our enemies” are, in what ways we are threatened by them, and how we might best deal with those threats.*<sup>133</sup>

Face au développement des programmes nucléaires respectifs de l'Iran et de la Corée du Nord, les Américains ont réagi différemment. Leur imaginaire sécuritaire ne leur a ni permis d'interpréter les deux menaces de la même manière ni offert une réponse identique, leur intérêt national face aux deux États différant. Cependant, les pratiques des décideurs américains tirent leur sens de leur imaginaire sécuritaire et ne sont rendues possibles que dans son cadre, elles contribuent aussi à le façonner et à le reproduire : « *The security imaginary has a mutually constitutive relationship with the social identities and the related practices that it produces.*<sup>134</sup> » Portant une

<sup>131</sup> J. Weldes (1999/a), *op. cit.*

<sup>132</sup> Citée par R.I. Rotberg (2007). Repressive, Aggressive and Rogue Nation-States : How Odious, How Dangerous ? Dans R.I. Rotberg (dir.), *Worst of the Worts : Dealing with repressive and rogue nations*, Cambridge : World Peace Fondation, p. 9.

<sup>133</sup> J. Weldes (1999/a), *op. cit.*, p. 15.

<sup>134</sup> H. Muppidi (1999), *op. cit.*, p. 124.

représentation spécifique de l'identité américaine et, partant, de ce qui lui est étranger, des « Autres », l'imaginaire sécuritaire contribue à « *delineate the relationship of these various Others to the American Self* ». En désignant ces « Autres » comme des amis ou comme des ennemis et en identifiant les différences fondant l'inimitié, l'imaginaire sécuritaire participe à l'institutionnalisation de la menace que représentent les « Autres », en particulier à travers les pratiques récurrentes qu'il induit et légitime à leur égard. En cela, O'Meara indique que l'imaginaire sécuritaire concourt au processus de sécuritisation, défini comme « *a political move by socially authorized actors who attempt to frame a contentious or politicized issue as one of national survival* ». <sup>135</sup> L'imaginaire sécuritaire comprend aussi une dimension relevant de la vision d'un monde espéré ou souhaité par les dirigeants <sup>136</sup>. Alors que le Président Bush affirmait qu'il était « *really important for the American President to see the world the way it [was], not the way we would hope it would be, and to deal with threats* <sup>137</sup> », ses représentations d'un monde idéal ou espéré affectaient son imaginaire sécuritaire. Celui-ci est en cela composé à la fois de représentations de ce qui est et de ce qui devrait être. L'Iran et la Corée du Nord occupaient une place distincte dans l'imaginaire sécuritaire américain : pourquoi et comment ? Nous détaillerons notre questionnement dans la partie consacrée aux questions de recherche.

L'identité même des États-Unis, leur rôle dans l'ordre international et la nature de l'ordre international lui-même faisaient partie de l'imaginaire sécuritaire américain.

---

<sup>135</sup> D. O'Meara et. al. (2016) *Movies, Myth and the National Security State*. Boulder : Lynne Rienner, p. 19-20.

<sup>136</sup> Précisons qu'il ne s'agit pas d'une vision prise dans le sens utilitariste du terme, tel qu'a pu l'employer un Kissinger reconnaissant que « *realism by itself cannot suffice to frame U.S. foreign policy* » et que les États-Unis devaient par conséquent se doter de « *an animating "vision" that provides the American public with a sense of "hope and possibility that are, in their essence, conjectural"* » [H.A. Kissinger (1994). *Diplomacy*. New York : Simon and Schuster, p. 835, cité par J.G. Ruggie (1997). « The Past as Prologue?: Interests, identity, and American Foreign Policy ». *International Security*, 21(4), p. 92].

<sup>137</sup> G.W. Bush (2006, 6 juillet). *The President's News Conference With Prime Minister Stephen Harper of Canada*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=276>.

Or, les États négocient les deux dimensions de leur identité, internationale et interne, à la fois avec les autres États et avec les agents composant la collectivité<sup>138</sup> ; les deux processus étant intrinsèquement liés, il est nécessaire d'étudier l'influence des niveaux domestique et international sur l'imaginaire sécuritaire et donc sur l'identité des États-Unis. Enfin, l'imaginaire sécuritaire américain ayant à la fois pour objets le système international, caractérisé par les rapports sécuritaires globaux, l'identité propre des États-Unis, les autres États et les différentes situations auxquelles les États-Unis ont été, ou imaginent être, confrontés, dont la négociation, notre étude sera multi-niveaux. Enfin, précisons que, lorsque nous soulignons la manière dont les membres des administrations américaines se représentaient différents objets, la Corée du Nord, l'Iran et leurs dirigeants par exemple, le fait de parler de représentations et donc de subjectivité ne constitue pas un jugement de valeur ni une manière de décrédibiliser ces représentations. Par exemple, noter que le Président Bush parlait de Kim Jong-il comme d'un tyran ne signifie pas que nous soyons spécifiquement critique à l'égard de cette qualification et que nous considérons pour notre part Kim Jong-il comme un bienfaiteur de l'humanité. En revanche, le noter nous permet de mettre en exergue l'ensemble des normes, valeurs et représentations qui sous-tendent cette qualification, de dresser un tableau de cet ensemble, puis d'étudier en quoi il permet de comprendre les politiques menées à l'égard de Kim Jong-il et de la Corée du Nord.

Par ailleurs, les deux États étaient décrits de manière relativement identique, malgré leurs spécificités propres. Partant de l'idée constructiviste selon laquelle les politiques sont élaborées et menées sur la base des identités et intérêts, la formulation des premières dépendant de la manière dont les dirigeants politiques interprètent les seconds, nous nous sommes demandés quels étaient les déterminants identitaires et représentationnels présidant à l'élaboration des politiques en termes de négociation à l'égard de l'Iran et de la Corée du Nord. Cette idée est d'ailleurs confirmée par les

---

<sup>138</sup> B. McSweeney (1999), *op. cit.*, p. 160.

Présidents américains successifs eux-mêmes, qui font de l'identité et des valeurs américaines une sorte de feuille de route pour élaborer leur politique étrangère. Par exemple, le Président Obama indiquait que l'ensemble des Américains et non seulement son administration voyait

*human rights, basic freedoms, the freedom to speak, the freedom [...] of the press, freedom of assembly, freedom to choose your own government, freedom from fear and abuse from government, as central to who we are, central to our values, central to our foreign policy.*<sup>139</sup>

Les valeurs américaines ne définissaient donc pas seulement l'identité des États-Unis, mais aussi la manière dont leur politique étrangère était menée.

## 0.2.2 Les représentations de la négociation diplomatique

Il importe de comprendre comment les agents conçoivent la négociation, puisque la « réalité », les représentations et les attentes des États sont mutuellement construites : les États interprètent la réalité grâce à leurs représentations, les rendant ainsi réelles et contraignant les autres à réagir au moins en partie en fonction de celles-ci<sup>140</sup>. De plus, les agents « *act toward objects, including other actors, on the basis of the meanings that the objects have for them*<sup>141</sup> ». La négociation pouvant être l'objet de représentations, il s'agit d'abord d'examiner la manière dont les agents l'envisagent pour ensuite comprendre la façon dont ils se comportent à son égard.

Nous avons évoqué les représentations de la négociation diplomatique par les individus en fonction de leur culture et les limites de ce type d'approche. Cependant, nous pensons que les représentations qu'ont les décideurs de la négociation diplomatique influencent leur décision de négocier ou non et qu'elles participent de

<sup>139</sup> B. Obama (2010, 24 septembre). *Interview With Bahman Kalbasi of BBC Persian in New York City*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88531>.

<sup>140</sup> Adler explique : « *Because the superpowers are engaged in a strategic situation characterized by the interdependence of expectations, the sharing of deterrence, stability, and arms control expectations induces policymakers to behave as if they are true, thus fulfilling the theories' conditions in practice.* » [(1992) *op. cit.*, p. 108].

<sup>141</sup> A. Wendt (1992), *op. cit.*, p. 396-397.



l'intersubjectivité de ces agents, représentations liées à leur culture, leur identité et leurs intérêts. Afin de caractériser les représentations de la négociation diplomatique, nous avons décidé de partir des conceptions de la négociation véhiculées par les théories *mainstream* et ce pour deux raisons intimement liées. Premièrement, nous pensons que les théories *mainstream* constituent des ensembles cohérents de postulats reflétant une certaine vision du monde, en particulier des relations internationales ; la façon dont elles conçoivent la négociation s'inscrit dans ces ensembles plus larges. Il en va de même s'agissant de la représentation que se font les agents de la négociation diplomatique : elle s'inscrit dans un ensemble de représentations caractéristique d'une certaine vision du monde. Il sera probablement possible d'établir un parallèle entre les visions du monde sous-tendant les théories *mainstream*<sup>142</sup> et celles des agents. En effet, nous considérons notamment les théories *mainstream*, en particulier le néolibéralisme et le néoréalisme, non comme complémentaires du constructivisme<sup>143</sup>, mais comme des éléments du contexte dans lequel les agents prennent leurs décisions : les théories font partie de la culture, du savoir autorisé influençant les pratiques, qui participent elles-mêmes à la construction des théories<sup>144</sup>. Par conséquent, les visions du monde constituant les présupposés des théories *mainstream* peuvent sous-tendre les choix faits par les décideurs politiques<sup>145</sup> lorsqu'elles influencent et ont influencé leur imaginaire sécuritaire.

Partant, nous pensons, deuxièmement, que les conceptions académiques de la négociation reflètent au moins partiellement ses enjeux tels que les agents peuvent se

---

<sup>142</sup> Nous pensons que toute théorie se revendiquant comme telle est sous-tendue par une vision du monde spécifique que des décideurs politiques peuvent partager ; cependant, nous nous concentrons sur les théories *mainstream* puisqu'elles prétendent décrire les relations internationales telles qu'elles sont et n'envisagent pas le changement social.

<sup>143</sup> En cela, nous nous démarquons résolument de la volonté de synthèse manifestée par P. Katzenstein, R. Keohane et S. Krasner (1998) dans leur article « International Organization and the Study of World Politics ». *International Organization*, 52(4), p. 645-685.

<sup>144</sup> Selon McSweeney (1999), de nombreux concepts des RI ont émergé de l'interaction permanente entre la sphère académique ou intellectuelle, dans laquelle évoluent les internationalistes, et celle de la pratique, dans laquelle exercent les dirigeants politiques (*op. cit.*, 217).

<sup>145</sup> Ces dernières n'ont pas, selon nous, de force explicative générale.

les représenter. Müller affirme que les deux types de négociation *arguing* (argumentation) et *bargaining* (marchandage), se distinguant par leur objectif<sup>146</sup>, peuvent être identifiés au cours d'une même négociation. Les théories *mainstream* étant rationalistes, elles peuvent probablement éclairer les enjeux de la négociation lorsque l'agent se représente cette dernière comme un marchandage. De même, quand le but d'une négociation est, selon les agents, de convaincre autrui, la théorie de l'agir communicationnel, développée par Habermas et reprise par le constructivisme et la théorie Critique, peut permettre d'en comprendre les enjeux. La conséquence directe de ces deux présupposés est qu'aucune vision du monde à l'origine de chaque théorie n'est remise en question, puisqu'elles peuvent être identifiées dans la pratique<sup>147</sup> ; en revanche, aucune d'entre elles n'a de force explicative propre, universelle et supérieure à celle des autres<sup>148</sup> : elles offrent une capacité limitée et contextualisée de compréhension des pratiques. Dans son discours d'acceptation du prix Nobel de la paix, le Président Obama affirma :

*Negotiations cannot convince al Qaeda's leaders to lay down their arms. To say that force may sometimes be necessary is not a call to cynicism -- it is a recognition of history; the imperfections of man and the limits of reason.*<sup>149</sup>

En affirmant l'inefficacité de la négociation face à Al-Qaïda, le Président Obama excluait l'existence de tout dénominateur commun entre les États-Unis et cette dernière et, partant, de toute identification mutuelle. En invoquant les limites de la raison, il remettait en cause la pertinence du rationalisme à la fois comme moteur

---

<sup>146</sup> Le premier propose une vérité normative destinée à convaincre, tandis que le second fonctionne à travers la formulation de promesses et de menaces visant à modifier le comportement de l'autre. Le premier contribuerait à surmonter des divergences morales, alors que le second permettrait de traiter des conflits d'intérêt [H. Müller (2004), *op. cit.*, p. 397 et 407].

<sup>147</sup> Price et Reus-Smit expliquent que le néoréalisme était considéré comme hégémonique, non seulement au sein de la discipline des Relations internationales, mais en tant qu'il structurait la pratique des relations internationales [R. Price et C. Reus-Smit (1998). « Dangerous Liaisons ? Critical International Theory and Constructivism ». *European Journal of International Relations*, 4(3), p. 263].

<sup>148</sup> Le constructivisme n'est pas une théorie mais un cadre d'analyse [C. Reus-Smit (2005). *Constructivism*. Dans S. Burchill, A. Linklater, R. Devetak, J. Donnelly, M. Paterson, C. Reus-Smit et J. True (dir.). *Theories of International Relations* (3<sup>e</sup> éd.). Basingstoke : Palgrave, p. 202].

<sup>149</sup> B. Obama (2009, 10 décembre). *Remarks on Accepting the Nobel Peace Prize in Oslo*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86978>.

universel de l'action humaine et comme cadre d'analyse. Si la négociation n'est pas présentée ici comme un marchandage, elle est décrite comme une tentative de conviction d'un interlocuteur faisant appel à sa raison. Le Président Obama affirmait que cette démarche ne pouvait être menée en direction des membres d'Al-Qaïda, ceux-ci représentant le mal, comme Hitler en son temps<sup>150</sup>. Sa représentation de la négociation semblait donc s'inscrire, non dans une logique conséquentialiste propre aux approches du *rational choice* postulant que les intérêts et préférences des acteurs<sup>151</sup> sont fixés pendant le processus d'interaction et que ces derniers font preuve d'une rationalité instrumentale en cherchant à maximiser ou à optimiser leurs propres intérêts et préférences, mais dans une logique de l'appropriation propre au constructivisme social, selon laquelle les agents suivent des règles associant des identités spécifiques à des situations particulières<sup>152</sup> : ils essaient d'agir conformément à ces règles, non de maximiser ou d'optimiser leurs préférences. En effet, les propos du Président américain laissaient entendre que les membres d'Al-Qaïda avaient un fonctionnement propre – différent de celui des représentants américains qui, pour leur part, faisaient preuve d'une rationalité instrumentale – découlant de l'identité que leur prêtait le Président Obama et excluant la négociation comme forme de résolution de conflit.

Aux deux modes d'action sociale présentés brièvement ci-dessus, Risse ajoute l'agir communicationnel, orienté vers la compréhension de l'autre et non vers des calculs égocentriques de succès<sup>153</sup>. Ces trois points de vue sont clairement sous-tendus par des visions du monde différentes. Ainsi, la logique conséquentialiste est celle sur laquelle les néoréalistes basent leur conception de la négociation en particulier et de

---

<sup>150</sup> *Loc. cit.*

<sup>151</sup> Nous employons ici le terme d'acteur, conformément à la terminologie des théories du choix rationnel.

<sup>152</sup> J.G. March et J.P. Olsen (1998). « The Institutional Dynamics of International Political Orders ». *International Organization*, 52(4), p. 951, cité par T. Risse (2000), *op. cit.*, p. 4.

<sup>153</sup> J. Habermas (1981). *Theorie des kommunikativen Handelns*, vol. 1. Frankfurt am Main : Suhrkamp, p. 385, cité par *ibid.*, p. 9.

la coopération en général, tandis que la logique de l'appropriation est explicitement rattachée au constructivisme. L'analyse des conceptions théoriques de la négociation nous aidera à en comprendre les conceptions pratiques. Non que la négociation comme concept théorique peut être retrouvée telle quelle dans la pratique ; nous pourrions toutefois observer les différentes visions théoriques de ce concept appropriées par les dirigeants politiques et ce que cela dit de leur manière de concevoir l'État qu'ils représentaient et les relations internationales qu'ils contribuaient à construire et à faire évoluer<sup>154</sup>. Cette démarche est proche de celle proposée par Fierke et Jorgensen et consiste en une reformulation des théories existantes sous un angle constructiviste<sup>155</sup>. En effet, il s'agit de remettre en cause la force explicative des théories, en particulier pour comprendre la décision de négocier, et d'utiliser leurs outils conceptuels pour décrire et qualifier les représentations des agents. Par exemple, l'anarchie internationale comme état de guerre, sur le modèle néoréaliste, ne sera pas considérée comme un fait observable, mais comme une possibilité d'interprétation intersubjective de la scène internationale par les agents<sup>156</sup>. De même, les conceptions théoriques de la négociation diplomatique n'ont pas valeur de vérité en soi, mais peuvent éclairer les décisions des agents, dès lors qu'ils semblent s'être approprié ou qu'ils partagent ces conceptions<sup>157</sup>. Cet usage des

---

<sup>154</sup> Par exemple, pour Iklé, la tactique employée par le gouvernement américain lors des négociations d'armistice devant mettre fin à la guerre de Corée reflétait l'attachement de ses membres à la vision libérale-institutionnelle de l'ordre mondial [F.C. Iklé (1999), . *cit.*, p. 337-338].

<sup>155</sup> K. E. Jorgensen (2001). Four Levels and a Discipline. Dans K.M. Fierke et K.E. Jorgensen (dir.), *op. cit.*, p. 49. Smith avait déjà affirmé que « *every possible paradigm in IR can be cast in a constructivist mode* » (The Self-Images of a Discipline. A Genealogy of International Relations Theory. Dans K. Booth et S. Smith (dir.) (1995). *International Relations Theory Today*. Cambridge : Polity Press, cité par K. E. Jorgensen (2001), *ibid.*, p. 45).

<sup>156</sup> Une approche adoptée par A. Wendt [(1999). *Social Theory of International Politics*. Cambridge : Cambridge University Press].

<sup>157</sup> Comme le sous-entend Walt, les diplomates peuvent avoir en tête différentes conceptions théoriques influençant leur action : il préconise ainsi qu'à l'avenir, les diplomates « *remain cognizant of realism's emphasis on the inescapable role of power, keep liberalism's awareness of domestic forces in mind, and occasionally reflect on constructivism's vision of change* » [S. Walt (1998). « International Relations : One World, Many Theories ». *Foreign Policy*, 110, p. 44, cité par S. Smith (2001). *Foreign Policy Is What States Make of It : Social Construction and International Relations Theory*. Dans Kubalkova V. (dir.), *op. cit.*, p. 44].

théories pose la question de la relation mutuelle entre « *that which we hold to be the empirical reality of international relations, and that which we hold to be theoretical debates in IR.*<sup>158</sup> »

Dans le cadre de notre étude de cas, nous avons choisi d'examiner outre les propos des décideurs politiques portant sur la négociation, ceux traitant de la diplomatie ; en effet, la négociation constitue un moyen diplomatique de résolution de conflit : la diplomatie étant définie comme « *the institutions and processes by which states and others represent themselves and their interests to one another*<sup>159</sup> », la négociation constitue l'un de ces procédés. La rupture des relations diplomatiques implique généralement le refus de négocier ; à l'inverse, la négociation entre deux États entretenant des relations diplomatiques stables ne semble pas problématique. Les propos tenus par Richard Armitage, Secrétaire d'État adjoint américain, sont révélateurs des représentations contradictoires dont peuvent faire l'objet la diplomatie et la négociation :

*You've got to talk to people who aren't our friends, and even people you dislike. Some people in the administration think that diplomacy is a sign of weakness. In fact, it can show that you're strong.*<sup>160</sup>

Cette citation témoigne de la dépendance de la représentation de la négociation à l'égard du contexte dans lequel se situent les agents, puisque Armitage reconnaissait qu'elle pouvait témoigner de la faiblesse mais aussi de la force d'un État. La faiblesse et la force étant des qualités relationnelles – un agent est fort/faible par rapport à un autre agent –, la représentation du potentiel interlocuteur et de son comportement est un élément déterminant de ce contexte. Par exemple, lorsque l'administration Obama a manifesté sa volonté d'engager des négociations avec l'Iran, le Vice-secrétaire

---

<sup>158</sup> M. Zehfuss (2001), *op. cit.*, p. 73.

<sup>159</sup> P. Sharp (2011). Diplomacy, Diplomatic Studies and the ISA. Dans S. Murray, P. Sharp, G. Wiseman *et alii.* « The Present and Future of Diplomacy and Diplomatic Studies ». *International Studies Review*, 13, p. 709.

<sup>160</sup> Cité par S.R. Weisman (2006, 27 mai). « U.S. Is Debating Talks With Iran on Nuclear Issue ». *The New York Times*. Consultable ici : <http://www.nytimes.com/2006/05/27/world/middleeast/27iran.html?pagewanted=print>.

d'État William Burns fit cependant savoir qu'elle se préoccupait du respect des obligations internationales de ce dernier<sup>161</sup> : la conformité aux règles et au droit internationaux participait à la construction des représentations des membres de l'administration américaine de l'Iran comme interlocuteur légitime. Tant la violation des règles internationales que la rupture prolongée des liens diplomatiques<sup>162</sup> étaient considérées comme des situations anormales sur la scène internationale. Par situations anormales, nous entendons des situations non souhaitables, puisque l'une comme l'autre allaient à l'encontre de la volonté de paix affichée par les administrations américaines qui se sont succédé au cours de la période qui nous intéresse<sup>163</sup>.

Par ailleurs, d'un point de vue constructiviste, la négociation joue un rôle essentiel dans la construction de l'intersubjectivité des agents. C'est pourquoi, au-delà de la représentation que se font les agents de la négociation diplomatique, se placer dans une perspective constructiviste implique d'attribuer à la négociation des enjeux spécifiques. Les identités et l'altérité font l'objet, au sein de l'espace politique international, d'un « *never-ending negotiated political process*<sup>164</sup> ». McSweeney ajoute que le processus de création de l'identité constitue également une démarche de labellisation<sup>165</sup> : par exemple, la construction de l'identité américaine donne parallèlement naissance au label « être américain ». La négociation participant du processus de construction identitaire, elle affecte aussi le label qui découle de cette dernière. Malgré la place centrale qu'occupe la négociation au sein de l'approche constructiviste, la décision de négocier n'a pas fait l'objet d'une étude approfondie de

---

<sup>161</sup> W.J. Burns (2012, 10 janvier). *Interview With Anadolu News Agency*. Consultable ici : <http://www.state.gov/s/d/2012/180419.htm>.

<sup>162</sup> En janvier 1998, Cyrus Vance affirmait : « *In the past two decades, what is abnormal in international relations has been accepted as normal in US-Iran relations. (...) It's time for Iran and the United States to reestablish diplomatic ties.* » (Cité par le modérateur avant le discours de M.K. Albright (2000, 17 mars). *American-Iranian Relations*. Consultable ici : <http://1997-2001.state.gov/www/statements/2000/000317.html>).

<sup>163</sup> Madeleine Albright lie explicitement « *support of international law* » et « *stability and peace* » (*loc. cit.*).

<sup>164</sup> N. Messari (2001), *op. cit.*, p. 228.

<sup>165</sup> B. McSweeney (1999), *op. cit.*, p. 73.

la part des chercheurs s'inscrivant dans cette approche<sup>166</sup>. Cette lacune nous paraît devoir être comblée.

La négociation revêt un rôle de création de sens, d'identité et de différenciation ; étant donné les présupposés du constructivisme en matière de construction de la réalité sociale, il est vraisemblable que cette création survienne de façon permanente et sans que les agents en aient systématiquement conscience. En outre, les négociations entre États « *produce agreement on the basis of minimum common denominator*<sup>167</sup> » ; les aspects identitaires font partie de ce dénominateur commun<sup>168</sup>, mais encore faut-il que les protagonistes acceptent de partager une identité, par exemple celle de membre de la « communauté internationale<sup>169</sup> ». Madeleine Albright distinguait quatre types d'États :

*full members of the international system; those in transition, seeking to participate more fully; those too weak, poor, or mired in conflict to participate in a meaningful way; and those that reject the very rules and precepts upon which the system is based.*<sup>170</sup>

Il paraît évident qu'elle classait les États-Unis dans la première catégorie et que sa capacité à identifier ces derniers avec les autres types d'États décroît de la deuxième à la quatrième catégorie, cette dernière correspondant aux *rogue states* non nommés ici. Par ailleurs, le refus de négocier contribuait à maintenir les acteurs rejetés en dehors de l'agence influençant la structure, la négociation consistant en la confrontation des représentations et, surtout en l'ajustement de ces représentations. Il est donc peu probable qu'un agent décide de négocier avec une personne dont il rejette en bloc les représentations du monde. A cet égard, il paraît surprenant que les États-Unis aient longtemps refusé de négocier avec l'Iran alors qu'ils négociaient avec la Corée du

<sup>166</sup> Strauss (1978) fait la même observation à propos des travaux de différents sociologues (*Negotiations. Varieties, Processes, Contexts, and Social Order*. San Francisco : Jossey-Bass).

<sup>167</sup> *Ibid.*, p. 134.

<sup>168</sup> Selon McSweeney (1999), ils dominent même les questions faisant l'objet de la négociation (*ibid.*, p. 181).

<sup>169</sup> Les Présidents Clinton, Bush et Obama, ainsi que les Secréétaires d'État Albright, Rice et Clinton, ont tous employé cette expression au cours de discours publics.

<sup>170</sup> M. Albright (1998). « The Testing of American Foreign Policy ». *Foreign Affairs*, 77(6), p. 51.

Nord. Comprendre les enjeux identitaires des négociations, ouvertes ou rejetées, entre les États-Unis et l'Iran, d'une part, et les États-Unis et la Corée du Nord d'autre part, est une partie importante de notre projet de recherche : les recherches menées dans le cadre de notre mémoire de master étaient focalisées sur les représentations des membres des administrations Clinton et Bush fils vis-à-vis de l'Iran et de la Corée du Nord, *rogue states* faisant l'objet de décisions politiques différentes, ainsi qu'à l'égard de l'identité américaine elle-même ; en revanche, le lien entre négociation et question identitaire n'y était pas traité, de même que l'aspect multidimensionnel de la construction identitaire.

### 0.2.3 Les États et l'ordre international : entités personnifiées par les agents

La façon dont les agents conçoivent la négociation est intrinsèquement liée à l'environnement, notamment institutionnel, dans lequel ils évoluent. Badie lie le contexte international de la construction de l'État-nation avec la conception de la négociation comme « faite de bilatéralisme, de puissance et d'égoïsme » et visant à « construire sa propre puissance »<sup>171</sup>. Les représentations des dirigeants politiques de la négociation sont liées à celles de leur environnement, en particulier de l'ordre international, au sein de leur imaginaire sécuritaire. Cet environnement inclut l'État qu'ils représentent. L'État est, pour les constructivistes, une structure administrative et institutionnelle<sup>172</sup> ; Cronin ajoute :

*states not only represent societies defined by their internal qualities – culture, history, geography, political institutions – but also by their association with broader conceptual social groups that transcend juridical borders.*<sup>173</sup>

Pour sa part, l'ordre international, en tant qu'il fait partie de l'ordre social, est aussi défini par une histoire et une géographie, celle du monde, par des institutions politiques et par les relations qu'entretiennent les groupes sociaux le composant ; il est un « *construct of ideas, values, norms and interpretative schemes* » qu'il nous

<sup>171</sup> B. Badie (2013). Préface. Pour une sociologie historique de la négociation. Dans F. Petiteville et D. Placidi-Frot (dir.). *Négociations internationales*. Paris : Presses de Sciences Po, p. 13-14.

<sup>172</sup> R. Price et C. Reus-Smit (1998), *op. cit.*, p. 286.

<sup>173</sup> B. Cronin (1999), *op. cit.*, p. 31.



appartiendra d'analyser<sup>174</sup>. Les institutions politiques, ainsi que les règles et les normes internationales, et les pratiques des agents se constituent mutuellement. Ces deux entités jouent un rôle, direct et indirect, à deux titres. Premièrement, ils encadrent et limitent les agents, puisqu'ils constituent leur structure d'action : au sein d'un État, un dirigeant politique est contraint à la fois par sa fonction et le niveau de l'État auquel il l'exerce et par les pratiques considérées comme acceptables et légitimes au regard des caractéristiques de l'État. De même, au sein de l'ordre international, les États, ou plus précisément leurs représentants, respectent des règles et des normes en fonction de la place qu'ils y occupent<sup>175</sup>. Deuxièmement, la façon dont les décideurs politiques se représentent à la fois leur propre État et l'ordre international agit sur leurs décisions. En influençant leurs pratiques, elle contribue à façonner l'État et l'ordre international. Les constructivistes critiques soutiennent que les identités nationales sont constamment reformées au gré de la poursuite des intérêts des élites<sup>176</sup>. Les États ne sont pas personnifiés et aucune volonté, sentiment ou émotion ne leur sont prêtés. En revanche, les agents agissant au nom des États éprouvent des émotions<sup>177</sup>, perçoivent et conçoivent leur environnement de façon spécifique. Par conséquent, les décisions que les agents prennent au nom d'une collectivité sont influencées non seulement par la façon dont ils la conçoivent, mais également par l'image qu'ils souhaitent en donner. Dans le cas d'agents opérant au nom d'un État sur la scène internationale, ceux-ci décideront et agiront également en fonction de la façon dont ils conçoivent leurs interlocuteurs, la collectivité que ces derniers représentent le cas échéant et la façon dont doivent se dérouler les relations internationales.

---

<sup>174</sup> B. McSweeney (1999), *op. cit.*, p. 116.

<sup>175</sup> *Ibid.*, p. 149.

<sup>176</sup> *Ibid.*, p. 171. Ce n'est pas le cas des constructivistes conventionnels, dont le stato-centrisme minimise le rôle des agents non étatiques.

<sup>177</sup> Iklé l'affirme : « *A nation, a government, or an international organization does not have emotions ; only people do.* » [(1999), *op. cit.*, p. 335-336].

C'est pourquoi nous envisageons les États non comme des agents à proprement parler mais comme des entités faisant l'objet de fortes constructions intersubjectives et considérées comme ayant une personnalité, des attentes et une volonté propres, même si elles sont construites par ses dirigeants. C'est ce qu'affirme Weldes à propos de la construction de l'intérêt national, notamment en citant Morgenthau :

*Because identifying and securing the national interest is, in the modern international system, considered to be quintessentially the business of the state, those individuals who inhabit offices in the state play a special role in constructing the meaning of 'the national interest'. As Morgenthau argued, statesmen are the representatives of the state who "speak for it, negotiate treaties in its name, define its objectives, choose the means of achieving them, and try to maintain, increase, and demonstrate power".*<sup>178</sup>

Lorsqu'un décideur politique s'exprime au nom d'un État, son discours reflète son imaginaire sécuritaire, à la fois en termes d'identité et d'intérêts nationaux. Ces derniers peuvent être explicités sous la forme d'objectifs à atteindre : le Président Clinton insistait sur l'importance du développement de la démocratie<sup>179</sup>, le Président Bush sur celui d'une économie mondiale forte<sup>180</sup> et le Président Obama sur le maintien des États-Unis à la première place sur la scène internationale. Si tous ces dirigeants américains avaient probablement des différences de vues, tenant par exemple à des opinions politiques variées, ils partageaient une vision commune des États-Unis comme représentants de valeurs supérieures et universelles<sup>181</sup>. Cette vision ainsi que les différences de vue entre les dirigeants politiques à ce sujet feront l'objet d'une analyse approfondie. Par ailleurs, malgré cette communauté de vision, les pratiques des décideurs politiques en termes de politique étrangère varient ; cela signifie que d'autres représentations les influencent. En outre, les dirigeants américains se représentaient les autres États de façon particulière. Lorsqu'ils parlaient de la Corée du Nord ou de l'Iran, y étaient spontanément articulés des ensembles de

<sup>178</sup> J. Weldes (1999/a), *op. cit.*, p. 201.

<sup>179</sup> W.J. Clinton (1994, 25 janvier). *State of the Union Address*. Consultable ici : <http://millercenter.org/president/speeches/detail/3437>.

<sup>180</sup> Cité par R. Howard (2004). *Iran in crisis ? : Nuclear ambitions and the American response*. New York : Zed Books, p. 16.

<sup>181</sup> M. P. Leffler (2004). « Think Again: Bush's Foreign Policy ». *Foreign Policy*, 144, p. 26.

représentations basées sur leur représentation des relations passées entre les États-Unis et ces deux États, sur la manière dont ils percevaient leur régime politique et la façon dont les deux États s'inscrivaient dans leur région géographique et géopolitique. En cela, l'usage des noms « *North Korea* » et « *Iran* », non seulement mobilisait l'ensemble de ces représentations, pour eux comme pour les destinataires de leur discours, mais poursuivait la construction, le renforcement ou l'évolution de l'imaginaire sécuritaire dont faisaient l'objet les deux États. De même, la région ou le voisinage des États étaient considérés comme les impactant. Le problème nord-coréen semblait moins menaçant que le problème iranien parce que la Corée du Nord était vue comme susceptible d'être influencée par des voisins dont le comportement et le développement correspondaient davantage aux attentes américaines. À l'inverse, l'Iran se trouvait dans une région caractérisée par une instabilité qui risquait d'être renforcée sous l'effet de son influence, néfaste aux yeux des dirigeants américains. Capacité d'influence dont ne disposait par ailleurs pas la Corée du Nord. L'isolement de l'Iran était un objectif clé de la politique de l'administration Bush parce qu'une évolution du Moyen-Orient conforme aux attentes américaines était aussi visée<sup>182</sup>. Si les entités étatiques en tant que telles n'agissent pas directement sur la scène internationale, les pratiques de leurs dirigeants affectent les représentations dont fait l'objet l'État auquel ils sont associés. Les dirigeants étatiques ne faisaient d'ailleurs que rarement l'objet de représentations spécifiques, ceux de la Corée du Nord et de l'Iran faisant cependant exception en raison de la nature particulière de leur régime politique. Cependant, quels que soient les dirigeants qui prennent les décisions, ce sont finalement toujours les représentations dont fait l'objet l'État concerné qui se renforcent ou évoluent. Par exemple, il était question du lancement d'un missile par la

---

<sup>182</sup> Objectif rappelé ici par Administration Bush (2003, 12 juin). *Remarks by National Security Advisor Condoleezza Rice at Town Hall Los Angeles Breakfast*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=80412>.

Corée du Nord, « *not surprising given North Korea's pattern of aggressive behavior*<sup>183</sup> », et non d'un missile lancé par Kim Jong-un.

L'identité et les intérêts des agents sont façonnés par les structures normatives et idéelles à travers trois mécanismes selon Reus-Smit. Premièrement, les agents **imaginent** le champ des possibles en termes de pratique et de politique à partir des structures normatives. S'agissant du choix de négocier, il conviendra de voir en quoi la négociation s'inscrit, ou non, comme pratique légitimée par les structures normatives dans lesquelles évoluent les décideurs politiques américains. Deuxièmement, les agents **communiquent** afin de légitimer leurs pratiques. Ils peuvent se réclamer des prérogatives associées à leur fonction, des lois nationales ou de traités internationaux. Comment les dirigeants politiques américains légitiment-ils leur choix de négocier ou de ne pas négocier ? Troisièmement, les agents sont **contraints** par les structures normatives caractérisant leur environnement social ; Reus-Smit précise que l'effectivité de la contrainte dépend cependant de l'agent et du contexte<sup>184</sup>. La contrainte peut prendre la forme de l'attente dont fait l'objet un agent en termes de pratiques : de quelle manière les citoyens américains, mais également les représentants d'autres États, s'attendaient-ils à ce que les dirigeants américains agissent face à l'Iran et à la Corée du Nord ?

Au-delà de l'imaginaire sécuritaire, plusieurs éléments normatifs contraignent les représentants d'un État : le régime politique en vigueur en son sein, les textes fondamentaux à l'origine de ses institutions et la structure de celles-ci, ainsi que ses mythes fondateurs (par exemple l'exceptionnalisme et le destin manifeste dans le cas des États-Unis), son histoire telle que mise en avant dans le discours dominant, ainsi que par l'idée qu'ils se font de l'identité des autres États, source de différenciation

---

<sup>183</sup> B. Obama (2012, 12 avril). *Statement by the Press Secretary on North Korea's Missile Launch*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=100489>.

<sup>184</sup> C. Reus-Smit (2005), *op. cit.*, p. 198-199.

identitaire. Comme le fait McSweeney, nous distinguerons la « nature » de l'État, à savoir sa structure administrative et institutionnelle, ainsi que l'ordre légal dans lequel il s'inscrit, cet ordre étant à la fois national et international, de son identité en tant qu'acteur collectif<sup>185</sup>. En effet, les traités et accords internationaux dont les États-Unis ont choisi d'être parties prenantes contraignent leurs actions et leurs discours<sup>186</sup>. De surcroît, certaines caractéristiques de l'État peuvent être revendiquées comme constitutives de son identité : pour Finnemore et Sikkink, l'État démocratique, l'État capitaliste ou encore l'État musulman sont des types d'identité<sup>187</sup>. Cela signifie que certaines caractéristiques de l'État sont associées à des identités spécifiques et donc à des attentes en termes de comportement et de politique.

Les pères fondateurs des États-Unis voulaient en faire une république libérale. Or, bien que selon Risse les États démocratiques ne choisissent pas plus volontiers la paix, donc la voie diplomatique, que la guerre que ne le feraient des États au régime autoritaire<sup>188</sup>, MacMillan affirme quelques années plus tard que l'idée selon laquelle les États libéraux font preuve d'une moins grande propension à initier la violence à l'égard d'un autre État quel que soit son régime politique est en cours de consolidation<sup>189</sup>. Cependant, ce constat ne permet de comprendre ni la différence de traitement dont faisaient l'objet l'Iran et la Corée du Nord, ni les variations de politique en matière de négociation. De plus, si les régimes iranien et nord-coréen étaient différents, ils ne pouvaient ni l'un ni l'autre être considérés comme des démocraties libérales, excluant l'application de la vision dyadique de la théorie de la paix démocratique. Par conséquent, de quelle manière la nature de l'État américain,

---

<sup>185</sup> B. McSweeney (1999), *op. cit.*, p. 159.

<sup>186</sup> Dans le cadre de la guerre en Irak, par exemple, les États-Unis ont tenté de justifier leur intervention par le droit international... [E. Dufault (2010). *L'École anglaise*. Dans A. Macleod et D. O'Meara (dir.), *op. cit.*, p. 240].

<sup>187</sup> M. Finnemore et K. Sikkink (2001). « Taking Stock : The Constructivist Research Program in International Relations and Comparative Politics ». *Annual Review of Political Science*, 4, p. 399.

<sup>188</sup> T. Risse (1995). « Democratic Peace – Warlike Democracies ? ». *European Journal of International Relations*, 1(4), p. 491-517.

<sup>189</sup> J. MacMillan (2003). « Beyond The Separate Democratic Peace ». *European Journal of International Relations*, 40(2), p. 235.

démocratie libérale au régime présidentiel, influence-t-elle les décisions de ses gouvernants de négocier ou non avec l'Iran et la Corée du Nord ? Quelles attentes crée-t-elle en termes de politique étrangère, en particulier concernant la négociation diplomatique ? Mais aussi, de quelle manière les gouvernants se réclament-ils des caractéristiques de leur État pour justifier leurs décisions en matière de négociation ? Outre leur propre régime, le système représentationnel des dirigeants politiques américains comprend les représentations dont font l'objet les autres États à travers le prisme de leur imaginaire sécuritaire.

### 0.3 Questions de recherche

Notre question de recherche initiale était la suivante : **est-il possible d'identifier un ou plusieurs contextes dans le(s)quel(s) les agents acceptent de négocier ?** Et inversement : **est-il possible d'identifier un ou plusieurs contextes dans le(s)quel(s) les agents refusent de négocier ?** L'évaluation critique de la littérature et une première analyse constructiviste du choix de négocier nous ont permis de préciser cette question générale. Dans un souci de circonscription de notre sujet de thèse, nous rappelons toutefois que **nous nous limiterons à l'analyse de la négociation diplomatique dans les cas de différends interétatiques.**

Pendant plusieurs décennies, l'Iran et la Corée du Nord ont posé d'importants problèmes de politique étrangère aux États-Unis, particulièrement concernant leurs programmes nucléaires respectifs. Ces deux États représentaient une menace et des souvenirs douloureux pour les Américains. Présentés comme des États déviants, violant les normes et les règles de l'ordre international que les États-Unis ont contribué à façonner après la Deuxième Guerre mondiale, l'Iran et la Corée du Nord ont successivement été qualifiés de *rogue states*, de *states of concern*, de membres

d'un *axis of evil* et de *outliers*<sup>190</sup> par les administrations Clinton, Bush et Obama de 1993 à 2012. Ces différentes appellations, au-delà de l'arrière-plan idéologique qui les sous-tendait, avaient des justifications objectives. La Corée du Nord et l'Iran ont eu un comportement largement réprouvé par la plupart des États sinon par l'ensemble de la « communauté internationale ». Peu, voire pas du tout, démocratiques, ces deux États ne respectaient pas les droits de l'Homme et développaient des programmes nucléaires, ouvertement déclaré militaire par la Corée du Nord, soupçonné d'être militaire pour l'Iran. C'est d'ailleurs l'un des principaux reproches qui leur étaient faits par les Américains, la non-prolifération et le désarmement nucléaires étant l'une des priorités de la politique étrangère des deux administrations Clinton successives. La Corée du Nord était aussi soupçonnée d'être impliquée dans la production et le trafic de drogues ; tandis que l'Iran était accusé d'être à l'origine des troubles survenus en Irak et au Liban au cours des années 2000. Enfin, la liste du Département d'État américain des pays finançant le terrorisme a inclus la Corée du Nord jusqu'en 2008, celle-ci y ayant été réinscrite le 20 novembre 2017 par l'administration Trump, tandis que l'Iran y est cité depuis le 19 janvier 1984<sup>191</sup>.

Il aurait paru logique que l'Iran et la Corée du Nord fassent l'objet d'une politique similaire de la part de Washington compte tenu de leurs nombreux points communs : non seulement, ils paraissaient en totale contradiction avec les valeurs que prônaient les États-Unis et étaient donc incompatibles avec l'ordre international tel qu'il aurait dû être selon les dirigeants américains successifs, mais ils étaient également rassemblés dans une même catégorie. Pourtant, cela n'a quasiment jamais été le cas : tandis que les administrations Clinton comme celles de Bush menaient des

---

<sup>190</sup> B. Obama (2010, 6 mai). *Interview With Sergey Brilev of Rossiya TV*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=87856>.

<sup>191</sup> S. McLaughlin (2013, 2 avril). « White House pressed to rename North Korea as a state sponsor of terrorism ». *The Washington Times*, consultable ici : <http://www.washingtontimes.com/news/2013/apr/2/white-house-pressed-rename-north-korea-state-spons/>; et Département d'État américain. *State Sponsors of Terrorism*. : Consultable ici : <http://www.state.gov/j/ct/list/c14151.htm>.

négociations avec la Corée du Nord afin de résoudre le problème de son programme nucléaire, elles refusaient de négocier avec l'Iran, alors même que son programme nucléaire était beaucoup moins avancé et que, inversement, les enjeux pour les États-Unis semblaient plus importants<sup>192</sup>. En 2005, Courmont précisait que la Corée du Nord était le seul État identifié comme appartenant à l'« Axe du mal » « à bénéficier d'un traitement diplomatique du différend qui [l'opposait] à la première puissance mondiale<sup>193</sup> ». Au mois de juillet 2008, les États-Unis rejoignirent finalement les négociations engagées entre l'Iran, d'une part, et la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Russie et la Chine, mais présentèrent ce revirement comme un « *one-time event*<sup>194</sup> ». En 2008, pendant la campagne présidentielle, alors que les négociations avec la Corée du Nord s'étaient terminées en impasse, le candidat Obama défendait l'option diplomatique face à l'Iran. De surcroît, l'administration Bush précisait régulièrement que l'Iran n'était pas l'Irak, afin d'éviter les interrogations quant à un éventuel recours à la force contre l'Iran. Si cette affirmation paraît tomber sous le sens, il importe cependant de comprendre en quoi l'Iran était différent de l'Irak, mais surtout en quoi l'Iran était différent de la Corée du Nord pour ne pas faire l'objet d'une politique similaire, alors que les trois États étaient présentés comme appartenant à l'*Axis of evil*. Cette différence de traitement nous a interpellée : comment comprendre le fait que les États-Unis aient accepté de négocier avec l'un et non avec l'autre de leurs ennemis, d'autant plus sur un sujet identique ? Comment comprendre les variations de politique en la matière, les États-Unis ayant finalement accepté de négocier avec l'Iran ? En outre, que signifie le refus de négocier ? Comment comprendre le fait que les dirigeants étatiques d'autres États, pourtant amis des États-Unis, la France et l'Allemagne par exemple, ont accepté de négocier avec l'Iran alors que les dirigeants américains le refusaient ? Ce cas d'étude présente donc

<sup>192</sup> Les deux paragraphes précédents sont largement inspirés de notre mémoire de recherche précédemment cité.

<sup>193</sup> B. Courmont (2005). « La Stratégie du flou de Pyongyang ». *Revue internationale et stratégique*, 4(60), p. 9.

<sup>194</sup> E. Sciolino (2008, 20 juillet). « Nuclear Talks With Iran End in a Deadlock ». *The New York Times*. Consultable ici : [http://www.nytimes.com/2008/07/20/world/middleeast/20nuke.html?\\_r=0](http://www.nytimes.com/2008/07/20/world/middleeast/20nuke.html?_r=0).



une variété de situations intéressante pour comprendre les contextes dans lesquels des dirigeants politiques acceptent ou non de négocier.

Afin de comprendre la politique des États-Unis en matière de négociation, il conviendra d'analyser la manière dont les dirigeants américains envisageaient la négociation avec l'un et l'autre des protagonistes : la définition d'une politique diplomatique découle notamment de la façon dont les agents définissent ou comprennent la négociation. Par exemple, l'idée que des négociations ne sont envisageables qu'en cas de « *good faith* » des parties prenantes revenait régulièrement dans les discours des dirigeants américains : considéraient-ils alors que les dirigeants nord-coréens faisaient davantage preuve de bonne foi que les dirigeants iraniens ? De quelle manière remettaient-ils en cause la bonne foi de ces derniers et comment témoignaient-ils de la bonne foi des premiers ? De même, le résultat d'une négociation devait, selon le Président Bush notamment<sup>195</sup>, être juste : la notion de justice défendue par les États-Unis était-elle différente de celle défendue par l'Iran aux yeux des dirigeants américains ? En quoi cette première se rapprochait-elle davantage de la conception nord-coréenne de la justice selon eux ? Enfin, l'ouverture de négociation nécessitant une certaine égalité entre les parties prenantes, les responsables politiques américains refusaient-ils à l'Iran l'égalité qu'ils concédaient à la Corée du Nord ?

Par ailleurs, comment les dirigeants américains considéraient-ils l'Iran et la Corée du Nord et quelles relations les États-Unis entretenaient-ils avec ces deux États ? L'évolution des catégories employées témoigne-t-elle d'un changement de représentations de la part des responsables politiques américains ? Au-delà des catégories dans lesquelles étaient rangés l'Iran et la Corée du Nord, faisaient-ils

---

<sup>195</sup> Voir par exemple G.W. Bush (2002, 24 mai/b). *Joint Statement by President George W. Bush and President Vladimir V. Putin on the Situation in the Middle East*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=63573>.

l'objet d'autres représentations spécifiques ? Les États-Unis avaient une histoire particulière avec chacun des deux États, qui occupaient à ce titre une place spécifique dans l'imaginaire sécuritaire américain. Alors que les États-Unis n'ont jamais été ouvertement en guerre avec l'Iran, la Guerre de Corée y a laissé des traces indélébiles, en témoigne le *Korean War Veterans Memorial* inauguré le 27 juillet 1995. Cela étant dit, le Président Clinton rappela à cette occasion que la guerre « *ended with a negotiated cease-fire*<sup>196</sup> », donnant une tonalité positive à l'issue de la guerre et à la capacité de négocier des futurs leaders de la Corée du Nord ; à l'inverse le Président Bush estimait que la réaction américaine à la Crise des otages, à savoir, finalement, le choix de négocier, avait été interprétée par « *the terrorists* » comme le signe que les États-Unis « *lacked the courage and character* » pour se défendre<sup>197</sup>. L'interprétation des deux événements, Guerre de Corée et Crise des otages, à travers le prisme de l'imaginaire sécuritaire américain avait un impact sur les relations qu'entretenaient les États-Unis avec l'Iran et la Corée du Nord qu'il nous appartiendra d'étudier.

Les cas de l'Iran et de la Corée du Nord posent également la question des équilibres régionaux, essentiels du point de vue américain, et celle des relations qu'entretenaient les États-Unis avec la Chine et la Russie, d'autant plus que cette dernière est voisine à la fois de la Corée du Nord et de l'Iran.<sup>198</sup> Les différentes administrations américaines raisonnaient souvent en termes de région, leur représentation des régions du monde semblant déterminante dans leur choix de politique. Alors que la représentation de

---

<sup>196</sup> W.J. Clinton (1995, 27 juillet/b). *Proclamation 6812 - National Korean War Veterans Armistice Day, 1995*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=51657>.

<sup>197</sup> G.W. Bush (2005, 22 septembre). *Remarks on the War on Terror and Preparations for Hurricane Rita and an Exchange With Reporters in Arlington, Virginia*. Récupéré de : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73841>.

<sup>198</sup> Pour le Président Clinton, la Russie « *as a neighbor of Iran* » avait « *a particular interest* » à lutter contre la prolifération des armes nucléaires et de destruction massive [W.J. Clinton (1995, 30 avril). *Remarks at the World Jewish Congress Dinner in New York City*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=51298>.

l'hémisphère occidental était présente depuis très longtemps déjà dans la formulation de la politique étrangère américaine, l'Asie-Pacifique et le Moyen-Orient faisaient aussi l'objet de représentations spécifiques. Par ailleurs, le fait que les présidents américains successifs aient articulé quasiment systématiquement la situation interne de la Corée du Nord et de l'Iran, en particulier la violation des libertés de leurs peuples respectifs, avec leur comportement international et que cette articulation ait joué un rôle notable dans leurs représentations de ces deux États justifie notre intérêt pour la dimension domestique.

Par ailleurs, en 1998, le sénateur Kyl, citant le rapport de la Commission Rumsfeld « *to assess the ballistic missile threat to the United States*<sup>199</sup> » rappelait que les États-Unis n'entretenaient pas de relations conflictuelles avec la Russie et la Chine, mais qu'elles se trouvaient « *in uncertain transitions*<sup>200</sup> ». Or, les présidents américains successifs considéraient la Chine et la Russie comme toutes deux concernées par la question nord-coréenne : voisines directes de la Corée du Nord, elles partageaient « *a common interest*<sup>201</sup> » avec les États-Unis en faveur d'une « *denuclearized Korean peninsula*<sup>202</sup> ». De même, le partage d'une frontière avec l'Iran, ainsi que les ventes d'armes<sup>203</sup> et de réacteurs nucléaires<sup>204</sup> à destination d'un Iran « *hostile to the United*

---

<sup>199</sup> États-Unis. Commission to Assess the Ballistic Missile Threat to the United States (1998, 15 juillet). *Executive Summary of the Report of the Commission to Assess the Ballistic Missile Threat to the United States*. Consultable ici : <http://fas.org/irp/threat/bm-threat.htm>.

<sup>200</sup> Senate. The Rumsfeld Commission Report (1998, 31 juillet). *Congressional Record*. Consultable ici : [http://fas.org/irp/congress/1998\\_cr/s980731-rumsfeld.htm](http://fas.org/irp/congress/1998_cr/s980731-rumsfeld.htm).

<sup>201</sup> B. Obama (2010, 27 juin). *The President's News Conference in Toronto*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88099>.

<sup>202</sup> Notamment dans G. W. Bush (2002, 26 octobre). *Joint United States-Japan-Republic of Korea Trilateral Statement*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73165>; et dans B. Obama (2010, 27 juin), *loc. cit.*

<sup>203</sup> W. J. Clinton (1994, 28 septembre). *The President's News Conference With President Boris Yeltsin of Russia*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=49170>.

<sup>204</sup> W.J. Clinton (1995, 30 avril), *op. cit.*

*States*<sup>205</sup> », faisaient de la Russie un acteur essentiel dans la problématique du programme nucléaire iranien aux yeux des responsables politiques américains. La politique étrangère américaine à l'égard de la Corée du Nord devait donc tenir compte de l'influence chinoise dans la région<sup>206</sup>, des rapports privilégiés qu'entretenaient la Chine et la Corée du Nord, tandis que la politique menée vis-à-vis de l'Iran prenait en compte les relations russo-iraniennes. Compte tenu de leurs relations avec les deux puissances régionales et mondiales, comment l'Iran et la Corée du Nord ont-ils fait l'objet d'une construction distincte au sein de l'imaginaire sécuritaire américain ? La question de la caractérisation des rapports de puissance mondiaux par l'imaginaire sécuritaire américain se pose également, la Russie représentant l'ancienne incarnation du mal et la Chine une puissance montante considérable. En outre, la menace que représentaient respectivement l'Iran et la Corée du Nord pour les États-Unis concernait également leurs alliés et-ou amis<sup>207</sup>, particulièrement lorsqu'ils étaient voisins de ces derniers, Israël d'une part, Corée du Sud et Japon d'autre part. Alors que le Président Bush réaffirma à de nombreuses reprises l'amitié liant les États-Unis à Israël<sup>208</sup>, le Président Obama précisait en 2009 que les États-Unis maintiendraient « *a strong and effective nuclear deterrent that guarantees the defense of our allies, including South Korea and Japan*<sup>209</sup> ». Comment le caractère partagé de ces deux menaces par des États alliés et-ou amis des États-Unis a-t-il été construit dans l'imaginaire sécuritaire américain ? Enfin, celui-ci inclut une conception particulière de l'État américain, une identité et des rôles particuliers. Avant de pouvoir définir une menace, il convient en effet d'explicitier son objet, sa cible.

---

<sup>205</sup> États-Unis. Commission to Assess the Ballistic Missile Threat to the United States (1998, 15 juillet), *op. cit.*

<sup>206</sup> La Chine poursuivant « *its drive for greater influence in Asia and the Western Pacific* » (*loc. cit.*).

<sup>207</sup> L'Iran et la Corée du Nord étant à la fois hostiles « *to the United States, its deployed forces and its friends and allies* » (*ibid.*).

<sup>208</sup> Il qualifia par exemple Israël de « *one of the most important friends* » des États-Unis (2001, 3 mai). *Remarks to the American Jewish Committee* Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=45581>.

<sup>209</sup> B. Obama (2009, 14 novembre). *Remarks in Tokyo*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86889>.

L'évolution de l'imaginaire sécuritaire américain, mais surtout celle des pratiques et des relations sociales à la fois rendues possibles par ce dernier et effectives feront l'objet d'un examen attentif. En outre, nous interrogerons les intérêts émergeant de ces représentations et leur lien avec l'acceptation ou le refus de négocier des dirigeants politiques, puisque « *modes of reasoning and representational practices [...] produce actors' definitions of their choice situations and their interests*<sup>210</sup> ». Répondre à ces questions nous permettra de résoudre la problématique générale suivante : **en quoi les pratiques représentationnelles permettant la différenciation de l'Iran et de la Corée du Nord permettent-elles de comprendre l'acceptation et-ou le refus des États-Unis de négocier avec ces derniers de 1993 à 2012 ?**

#### 0.4 Méthodologie

A l'instar de Fierke, nous définissons la méthodologie comme « *those basic assumptions about the world we study, which are before the specific techniques adopted by the scholar undertaking research*<sup>211</sup> ». Cette conception de la méthodologie comprend un certain nombre de prémisses ontologiques et épistémologiques<sup>212</sup>. La méthodologie présentée ici devra donc être cohérente avec les deux tenants métathéoriques identifiés par Guzzini : le savoir comme la réalité sociale sont des construits sociaux ; le savoir et la réalité sont constitutifs l'un de l'autre<sup>213</sup>.

---

<sup>210</sup> J. Weldes (1998), *op. cit.*, p. 224.

<sup>211</sup> K. M. Fierke (2004). « World or Worlds ? The Analysis of Content and Discourse ». *Qualitative Methods*, 2(1), p. 36, citée par V. Pouliot (2007), *op. cit.*, p. 360.

<sup>212</sup> *Loc. cit.*

<sup>213</sup> S. Guzzini (2000). « A Reconstruction of Constructivism in International Relations ». *European Journal of International Relations*, 6(2), p. 147-182, cité par *loc. cit.*.

### 0.4.1 Ontologie

Les administrations américaines affirmaient baser leur approche à l'égard de la Corée du Nord et de l'Iran sur les faits et sur la vérité<sup>214</sup>. Pour comprendre leur politique étrangère vis-à-vis de ces deux États, il convient de comprendre les biais et les filtres à travers lesquels leurs membres se représentaient à la fois les deux États concernés, mais aussi le problème qu'ils posaient et la structure, notamment normative, dans laquelle la situation ainsi interprétée s'inscrivait. Par exemple, les programmes nucléaires nord-coréen et iranien étaient vus comme allant à l'encontre des préoccupations américaines en matière de sécurité et ce à plusieurs égards. La sécurité américaine n'était pas seulement menacée par une potentielle arme nucléaire nord-coréenne, mais aussi par la menace qu'elle représentait pour le régime de non-prolifération nucléaire dont faisait partie la Corée du Nord. Les dirigeants américains craignaient qu'elle n'accroisse le risque de prolifération de matériels nucléaires au profit de groupes terroristes ou de *rogue states*, la Corée du Nord n'étant pas considérée comme fiable, mais aussi qu'elle ne stimule la course à l'armement dans sa région. Une nucléarisation militaire de la Corée du Nord était également susceptible d'avoir des effets directs ou indirects sur la situation interne de la Corée du Nord peu propices à sa démocratisation pourtant souhaitable pour les États-Unis, les voisins de la Corée du Nord et leur sécurité respective. Parce qu'il était multidimensionnel, le problème posé par les programmes nucléaires nord-coréen et iranien posait de nombreuses questions sur l'imaginaire sécuritaire américain. Il contribuait cependant aussi à éclairer celui-ci. Comment rendre compte, analyser et comprendre cet imaginaire sécuritaire ?

---

<sup>214</sup> Par exemple, Ari Fleisher, déclarait que les approches de l'administration Bush à l'égard de la Corée du Nord et de l'Iran « **[were]** based on reality, (...) **[were]** based on telling the facts, telling the truth to the American people. » [A. Fleischer (2003, 27 mai). *Press Briefing by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61100>].

#### 0.4.1.1 Les faits à l'épreuve de l'agence

Selon Onuf, le constructivisme n'est pas une théorie car il ne véhicule pas d'idéologie mais une ontologie alternative<sup>215</sup>. Le constructivisme qualifié de social par Ruggie s'intéresse à « *an irreducibly intersubjective dimension of human action* » et à « *human consciousness and its role in international life* »<sup>216</sup>. Par conséquent, il s'agit de mettre en exergue la conscience qu'avaient les dirigeants américains de leur acceptation ou de leur refus de négocier, ainsi que le sens qu'ils accordaient à cette action. En particulier, le constructivisme souligne l'importance des compréhensions intersubjectives façonnées par les pratiques culturelles, les normes, les règles et les valeurs sociales<sup>217</sup> ; ce contexte intersubjectif rend possible tel ou tel fait social. L'imaginaire sécuritaire évoqué précédemment contribue à façonner le contexte dans lequel les agents évoluent à travers les pratiques qu'il permet et, inversement, n'a de sens que dans ce contexte<sup>218</sup>.

Le chercheur constructiviste s'efforce de s'intéresser aux « faits » auxquels les agents eux-mêmes attribuent une importance significative : il s'agit justement de ces faits identifiés par les dirigeants américains comme fondant leur politique vis-à-vis de la Corée du Nord et de l'Iran. Précisons que les agents sont les personnes agissant au nom de constructions sociales, d'autres êtres humains ou d'une organisation, un État par exemple : l'agence est une condition sociale, c'est-à-dire qu'elle doit être autorisée par la société et reconnue comme telle pour être significative<sup>219</sup>. Partant, les organisations ne peuvent en soi être des agents. Bien qu'un constructiviste conventionnel comme Wendt affirme que « *states are real actors to which we can legitimately attribute anthropomorphic qualities like desires, beliefs, and*

---

<sup>215</sup> N. Onuf (1998a). Preface. Dans V. Kubalkova, N. Onuf et P. Kowert (dir.), *International Relations in a Constructed World*. Armonk, N.Y. : Sharpe, p. xii.

<sup>216</sup> R. Ruggie (1998), *op. cit.*, p. 856.

<sup>217</sup> M. Finnemore (1996), *op. cit.*, p. 15.

<sup>218</sup> N. Onuf, cité par M. Zehfuss (2001), *op. cit.*, p. 62).

<sup>219</sup> N. Onuf (1998b). Constructivism : A User's Manual. Dans V. Kubalkova, N. Onuf et P. Kowert (dir.), *op. cit.*, p. 59-60.

*intentionality*<sup>220</sup> », nous considérons avec Smith que l'agence humaine ne peut être attribuée à une organisation, à un construit social tel qu'un État<sup>221</sup>. De même, la politique d'un État est celle que les agents le représentant élaborent : la construction de ces politiques au niveau national intéresse les constructivistes ne considérant pas l'État comme un construit exogène<sup>222</sup> ; aucune conclusion sur le « comportement » des États ne peut être tirée en dehors des pratiques des agents qui interviennent en leur nom<sup>223</sup>. Bien que les agents construisent le monde dans lequel ils vivent, particulièrement son sens, les constructivistes mettent l'accent sur la construction mutuelle de l'agence et de la structure, l'une n'existant pas sans l'autre. La structure sociale est constituée des significations intersubjectives formées par les agents, en particulier les règles et les ressources limitant leur action<sup>224</sup> : la structure agit sur les agents, leur indiquant les comportements légitimes et attendus par les autres ; inversement, les pratiques des agents font évoluer la structure sociale. Il en résulte que politique étrangère et politique internationale ne peuvent être étudiées séparément, aucune priorité n'étant accordée à l'agence ou à la structure<sup>225</sup>. La construction de la structure et de l'agence est mutuelle et permanente, faisant de l'ordre social un ordre intrinsèquement instable. Cependant, des pratiques sociales routinières peuvent être identifiées : cela ne signifie pas qu'elles ne peuvent pas évoluer mais qu'elles assurent globalement la cohérence de ce monde dans un contexte particulier et à un moment donné<sup>226</sup>. Les dirigeants américains évoluaient dans un ordre social multi-niveaux<sup>227</sup> : leurs pratiques étaient influencées à la fois par

---

<sup>220</sup> A. Wendt (1999), *op. cit.*, p. 197.

<sup>221</sup> McSweeney (1999) estime pour sa part, s'appuyant sur l'exemple de la sécurité, qu'il paraît difficile d'attribuer des sentiments à un État (*op. cit.*, p. 15).

<sup>222</sup> S. Smith (2001), *op. cit.*, p. 50.

<sup>223</sup> B. McSweeney (1999), *op. cit.*, p. 149.

<sup>224</sup> *Loc. cit.*

<sup>225</sup> V. Kubalkova (2001a). Foreign Policy, International Politics and Constructivism. Dans Kubalkova V. (dir.) *op. cit.*, p. 19.

<sup>226</sup> B. McSweeney (1999), *op. cit.*, p. 213.

<sup>227</sup> Comme Leblanc, « [n]ous croyons que l'identité de l'État n'est pas attribuée de manière exogène par la structure du système international. Nous croyons au contraire que l'identité de l'État est d'origine endogène et se forme puis se reforme constamment par les relations sociales que l'agent



la société et l'État américains et par le système mondial, eux-mêmes reformés par ces pratiques. Par l'action d'accepter ou de refuser de négocier, les dirigeants américains disaient quelque chose de l'ordre social qui les contraignait et pesait sur sa propre nature. La manière dont ils justifiaient leur politique en matière de négociation, en se référant à l'ordre social ou à l'une de ses parties, permet de comprendre la nature de cette influence.

Afin d'identifier les faits auxquels les agents accordent une signification, il convient d'adopter leur perspective et de se familiariser avec leurs compréhensions intersubjectives, ces dernières nous renseignant sur la signification qu'ils attribuent à leurs actions<sup>228</sup>, mais également d'analyser la place de ces faits dans leurs discours. Ces derniers révèlent le « mode de raisonnement » des agents, à savoir « *the rules through which discourses make possible the construction of particular representations of the social world, of interests, and of policy problems*<sup>229</sup> » et qui « *establish the rationality of the situation, give actions meaning, and provide the framework for processes of deliberation, interpretation, and argumentation* »<sup>230</sup>. Le mode de raisonnement permet à la fois de donner du sens à une situation et d'opérationnaliser la réponse qui lui est apportée. Berejikian et Dryzek opposent le raisonnement constitutif et le raisonnement fondé sur les postulats réalistes et libéraux, ce dernier laissant les acteurs aveugles et dénués d'une quelconque prise sur

---

entretient avec le monde. Il existe à ce titre une forme de dynamique constructrice entre l'agent et son milieu social, soit entre l'État et la structure du système international. La nature du système mondial va influencer la formation du caractère de l'identité d'un État, mais le comportement des États va à son tour influencer la nature, la structure, le caractère et la forme du système mondial. Il n'y a pas nécessairement de point de départ dans ce processus, car ces relations sont dynamiques et peuvent prendre plusieurs directions simultanément. » [O. Leblanc (2004). *La politique étrangère de l'Australie et le cas de l'intervention au Timor-Oriental en 1999 dans le cadre d'INTERFRET*. Série Mémoires 3, Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité, Université du Québec à Montréal, 14, cité par D. O'Meara (2010b). Le constructivisme. Dans A. Macleod et D. O'Meara (dir.), *op. cit.*, p. 250].

<sup>228</sup> F. Kratochwil (2001). Constructivism as an Approach to Interdisciplinary Study. Dans K M. Fierke et K. E. Jorgensen (dir.), *op. cit.*, p.30.

<sup>229</sup> J. Weldes (1998), *op. cit.*, p. 223.

<sup>230</sup> M. Zehfuss (2001), *op. cit.*, p. 68.

le monde qui les entoure. Alors que le *self-help* prôné par les néoréalistes contribue à reproduire un système international considéré comme anarchique et dangereux – le réalisme et le néoréalisme étant en cela des prophéties auto-réalisatrices –, les agents adoptant un mode de raisonnement constitutif envisagent les conséquences de leurs actions individuelles et peuvent par conséquent contribuer à modifier le système international et les relations que les États y entretiennent<sup>231</sup>. Si le mode de raisonnement fournit la base « réglementaire » des pratiques, l’imaginaire sécuritaire en fournit la base « identitaire » ; pour autant, ces deux concepts, ces deux ensembles de règles et de représentations, sont intrinsèquement liés puisqu’ils sont mutuellement construits. Nous ne reviendrons pas ici sur la définition du concept d’imaginaire sécuritaire que nous avons largement explicitée précédemment. Ajoutons simplement qu’il contribue à la construction collective de l’identité des agents, impliquant la mobilisation de « *the countless biographical facts of our collective past and present* » en lien avec ce que les agents **prétendent** être<sup>232</sup>.

Les identités et les intérêts doivent être considérés de façon conjointe puisqu’ils se causent mutuellement<sup>233</sup> et les intérêts constituant « *the mediating elements between identity and behavior*<sup>234</sup> ». Les caractéristiques du mode de raisonnement des agents comme de leur imaginaire sécuritaire sont décelables dans leurs discours. Par discours, nous entendons un « *'system of representation' that reflects the mutual reinforcing character of power and knowledge, conduct and language*<sup>235</sup> ». La puissance étatique se manifeste notamment par la capacité de l’État et de ses représentants à construire du sens, un système dominant de significations formant à la fois la justification et le fondement des politiques menées. La construction de ces significations, mais également des règles générées par le système dominant de

---

<sup>231</sup> J. Berejikian et J. S. Dryzek (2000). « Reflexive Action in International Politics ». *British Journal of Political Science*, 30(2), p. 193-216.

<sup>232</sup> B. McSweeney (1999), *op. cit.*, p. 76-77.

<sup>233</sup> *Ibid.*, p. 172.

<sup>234</sup> *Ibid.*, p. 166-167.

<sup>235</sup> J. Pretorius (2008), *op. cit.*, p. 107.

significations, des significations « socialement légitimes<sup>236</sup> », passe notamment par les actes de langage (*speech acts*) :

*If [...] speakers frequently repeat a particular speech act with the same general effect, everyone involved begins to think that the repetition becomes significant. [...] Constantly repeated, the same old speech acts turn into convention as everyone comes to believe that the words themselves, and not the speakers mouthing them, are responsible for what happens.*<sup>237</sup>

Onuf distingue trois types d'acte de langage : les actes de langage déclaratoires, affirmant l'existence d'une réalité spécifique (le programme nucléaire iranien constitue une menace pour les États-Unis et ses amis) ; les actes de langage directifs, qui posent une exigence (la péninsule coréenne doit être dénucléarisée) ; et les actes de langage engageants, porteurs d'une promesse (les États-Unis ne laisseront pas l'Iran se doter de l'arme nucléaire)<sup>238</sup>. Les actes de langage ont pour particularité de générer une réaction de la part de ceux qui les écoutent : ils influencent donc les pratiques. L'identification et l'analyse des trois types d'actes de langage dans les différents documents représentatifs du discours des dirigeants américains nous permettront de comprendre les pratiques représentationnelles et les choix politiques en matière de négociation de ces derniers.

#### 0.4.1.2 Comprendre les interprétations des intentions

La question des intentions des États et-ou de leurs dirigeants doit être considérée parce qu'elle a été systématiquement posée par les dirigeants américains successifs. Si elle est traitée de façon récurrente en Science politique ainsi qu'en Relations internationales, elle est généralement rapidement évacuée en raison de l'impossibilité d'y répondre, les intentions des agents ne pouvant être connues de manière certaine. Cependant, un concept aussi central dans la discipline des Relations internationales que le dilemme de sécurité est basé sur la question des intentions des États, sur la

---

<sup>236</sup> D. O'Meara et V. Sobhee (2004). Grande-Bretagne : la (re)construction d'une relation privilégiée. *Etudes internationales*, 35(1), Sécurité et identité nationale, p. 97-124.

<sup>237</sup> N. Onuf (1998b), *op. cit.*, p. 67.

<sup>238</sup> *Ibid.*, p. 66.

méconnaissance mutuelle des intentions des gouvernements et sur l'interprétation qui en est faite par les dirigeants étatiques. Le dilemme de sécurité est constaté lorsque les intentions d'un État sont incertaines ou lorsque des intentions belliqueuses lui sont prêtées, pas lorsque ses intentions sont réputées connues ou considérées comme défensives. La question centrale des intentions ne peut être traitée que par le constructivisme, qui seul s'intéresse à l'interprétation que font les agents des discours et des comportements des autres agents sur la base de leurs représentations intersubjectives. Si les tentatives d'élucidation des intentions des agents peuvent être considérées comme de la spéculation<sup>239</sup>, les représentations qui fondent les résultats de ce processus de spéculation, par exemple effectué sur la base d'un « *meaningful dialogue* » et de l'interprétation de « *concrete actions* »<sup>240</sup>, doivent être analysées. Par conséquent, la mobilisation régulière de la notion d'intention par les membres des administrations américaines successives pour expliquer leurs politiques justifie que nous nous y intéressions, non directement<sup>241</sup> mais en tant qu'objets compris et interprétés par les membres des administrations américaines : comment ces derniers interprètent-ils les intentions explicitement exprimées par les dirigeants de la Corée du Nord et de l'Iran, d'une part, et présument-ils de ces intentions à travers la compréhension de leurs pratiques, d'autre part ? Faudrait-il, sous prétexte de ne pas y avoir directement accès, enterrer la question des intentions dans la boîte noire finalement confortable des objets prétendument impossibles à étudier ? Nous ne le pensons pas. Pour sa part, le Président Bush estimait que les intentions des dirigeants

---

<sup>239</sup> Par exemple, un membre de l'administration Obama déclara qu'il ne pouvait « *speculate about Iranian decision-making and motivation* » [Administration Obama (2009, 25 septembre). *Background Briefing by Senior Administration Officials on Iranian Nuclear Facility*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86684>].

<sup>240</sup> C'est en tout cas sur cette base-là que l'administration Obama demanda à l'Iran de clarifier ses intentions [B. Obama (2009, 25 septembre). *Remarks With President Nicolas Sarkozy of France and Prime Minister Gordon Brown of the United Kingdom in Pittsburgh, Pennsylvania*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=86686>].

<sup>241</sup> Hollis et Smith ont largement traité le problème lié à la lecture des intentions des « *other minds* » [M. Hollis et S. Smith (1990). *Explaining and Understanding International Relations*. Oxford : Clarendon Press, p.171-176].

américains, ou du moins « *what's on [their] mind* », étaient bien connues, puisque les États-Unis étaient « *a transparent democracy* » et que leurs dirigeants « *debate things in the open* »<sup>242</sup>, tandis que l'administration Bush considérait que la problématique nord-coréenne posait « *an issue of intentions* », à savoir « *what the North Koreans are intending to do* », l'un des enjeux face aux dirigeants nord-coréens étant conséquemment « *to kind of read people's minds* », la question de « *what are they prepared to do* » et « *what [...] do they have the capability to do* » y étant étroitement liée<sup>243</sup>. Quant à l'administration Obama, ses membres affirmaient que « *that there are a number of countries in the world that are extraordinarily difficult to make authoritative conclusions about why they do things* » et que « *North Korea [was] in that category* »<sup>244</sup>, laissant entendre à l'inverse que les motivations et les intentions d'autres États pouvaient être déduites, sans préciser de quoi.

Parmi les États dont les motivations étaient considérées comme indéchiffrables se trouvaient notamment la Birmanie et la Corée du Nord. Ces deux États avaient pour points communs un régime politique non démocratique, en fait autoritaire, voire totalitaire, et un comportement sur la scène internationale non conforme aux standards américains et internationaux et, partant, aux attentes des membres de la « communauté internationale ». Par conséquent, du point de vue américain, l'interprétation des motivations et des intentions des dirigeants des autres États n'était pas rendue automatiquement impossible par la simple altérité entre les dirigeants d'un État A et ceux d'un État B, mais par l'absence d'identité entre eux, au sens de possibilité d'identification. Cette dernière dépendait de la nature du régime politique

---

<sup>242</sup> G.W. Bush (2006, 21 juin). *The President's News Conference With European Leaders in Vienna, Austria*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=177>.

<sup>243</sup> S. Hadley (2006, 22 juin). *Press Briefing by National Security Advisor Steve Hadley*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=60183>.

<sup>244</sup> Administration Obama (2011, 18 novembre/a). *Briefing on Burma by Senior Administration Officials*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=97066>.

de l'État considéré, de son comportement sur la scène internationale et, partant, de son intégration à la « communauté internationale », cette représentation étant partagée par les membres des administrations américaines successives. A plus forte raison, nous le verrons, le caractère universel que prêtaient les dirigeants américains à leurs propres représentations constituait un obstacle à la compréhension des cultures politiques nord-coréenne et iranienne qu'ils méconnaissaient profondément et par conséquent à une potentielle identification. Si, face à un État tel que la Corée du Nord, il n'était ni possible de connaître de façon certaine les intentions de ses dirigeants<sup>245</sup>, ni possible de connaître de façon précise les capacités dont il disposait en raison de son opacité, l'administration Bush essayait davantage de se baser sur les capacités militaires nord-coréennes pour élaborer sa politique<sup>246</sup>. Bien qu'elle se soit défendue de chercher à connaître les intentions des dirigeants nord-coréens, l'interprétation des capacités nucléaires militaires de la Corée du Nord n'échappait pas à la question des intentions de ses dirigeants, un arsenal nucléaire en la possession de la Corée du Nord et un arsenal nucléaire équivalent en la possession d'un autre État ne représentant pas le même danger dans l'imaginaire sécuritaire américain au regard des intentions **prêtées** à leurs dirigeants<sup>247</sup>. L'interprétation des capacités constituait une manière pour l'administration Bush de présumer des intentions des dirigeants nord-coréens<sup>248</sup> : si, une fois analysé, le lancement d'un missile révélait des capacités inférieures aux déclarations nord-coréennes, les membres de l'administration Bush auraient pu en déduire qu'il s'agissait d'une façon d'attirer l'attention, tandis que s'il révélait des capacités concordantes aux déclarations nord-coréennes, les intentions de la Corée du Nord auraient paru plus

---

<sup>245</sup> « *It's hard to interpret their motives.* » [T. Snow (2006, 20 juin). *Press Gaggle by Tony Snow and National Security Advisor Steve Hadley*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=64729>].

<sup>246</sup> [S. Hadley (2006, 22 juin), *op. cit.*].

<sup>247</sup> Y compris lorsque cet arsenal nucléaire était possédé par un État non signataire du TNP et n'appartenant par conséquent pas au Club nucléaire officiel. Nous y reviendrons dans le chapitre 4.

<sup>248</sup> En témoigne cette déclaration d'Hadley : « *one of the things we've got to do is analyze each of these launches, certainly analyze the Taepodong-2 launch and see what it tells us about what the North Koreans had in mind.* » [Administration Bush (2006, 4 juillet), *op. cit.*].

menaçantes. De tels postulats ne reposaient que sur les représentations que pouvaient avoir les membres de l'administration Bush de la Corée du Nord et de ses dirigeants, des intentions différentes pouvant leur être prêtées dans les deux cas. Il en allait de même dans le cas de l'Iran, l'appréciation des intentions et des motivations des dirigeants iraniens constituant un enjeu pour l'ensemble des administrations américaines successives, à la fois parce que cette appréciation était à la base des politiques menées à l'égard de l'Iran, mais aussi parce qu'elle était communiquée aux autres États et que les membres des administrations américaines tentaient de faire en sorte que les dirigeants de ces derniers la partagent<sup>249</sup>. Les membres de l'administration Bush appréciaient les intentions des dirigeants iraniens à travers une analyse de leurs discours et de leurs actions<sup>250</sup>, une contradiction jugée manifeste entre les discours et les actes constituant la preuve de leurs mauvaises intentions, de même que certains actes ne pouvant être que sous-tendus par de mauvaises intentions. Nous ne pouvons d'autant moins faire l'économie de la question des intentions que le respect des normes internationales n'était manifestement pas le seul critère sur lequel se basaient les dirigeants américains pour juger de la dangerosité d'un arsenal nucléaire.

Enfin, les déclarations d'intention des dirigeants nord-coréens ou iraniens faisaient également l'objet d'une réception et d'une interprétation de la part des membres des administrations américaines successives. La plupart du temps, les dirigeants américains se montraient prudents quant à la crédibilité de ces déclarations, estimant que les discours des dirigeants nord-coréens ou iraniens ne suffisaient pas à avérer leurs intentions, seules leurs actions pouvant les confirmer ou les infirmer. Étaient par

---

<sup>249</sup> Des échanges entre le Secrétaire d'Etat W. Christopher et son homologue russe avaient essentiellement porté sur ce sujet [M. McCurry (1995, 3 avril). *Press Briefing by Mike McCurry*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=59554>].

<sup>250</sup> En matière de terrorisme par exemple [C. Rice (2002, 1<sup>er</sup> février). *Remarks by the National Security Advisor Condoleezza Rice to the Conservative Political Action Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=79393>].

conséquent distinguées les déclarations d'intentions, les intentions réelles et les pratiques politiques parce qu'elles étaient considérées par les administrations américaines successives comme traduisant concrètement les intentions réelles des dirigeants nord-coréens et iraniens.

#### 0.4.1.3 Saisir la multidimensionnalité de l'imaginaire sécuritaire américain

L'un des objectifs de notre thèse est de comprendre la manière dont l'imaginaire sécuritaire américain s'exprimait dans les discours des dirigeants américains, dont il influençait leur politique et en éclairait l'évolution. La variété des questions à l'origine de notre question générale de recherche témoigne de celle des représentations qui en étaient parties prenantes.

Les représentations dont ont fait l'objet les régions dans lesquelles se situent respectivement la Corée du Nord et l'Iran de la part des administrations successives sont essentielles pour comprendre la manière dont les présidents américains ont mené leur politique à l'égard des deux États, en particulier en matière de négociation. A la question d'un journaliste portant sur les raisons pour lesquelles l'administration Bush ne se montrait pas aussi ferme avec la Corée du Nord qu'avec l'Irak, alors accusé de développer un programme d'armes de destruction massive, un membre de la première administration Bush répondit :

*The reason is because not every nation is the same, and not every foreign policy needs to be put into a photocopier. The world is much more complicated than that. And the President's foreign policy is reflective of those nuances and those important differences between how to make certain that peace is protected **by dealing with different regions of the world in different ways**. The world is not one place, in terms of how nations need to be treated. **Different solutions work differently in different regions.**<sup>251</sup>*

---

<sup>251</sup> A. Fleischer (2002, 4 décembre). *Press Briefing by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=47458>, nous soulignons. .



De même, les membres de la première administration Bush ont affirmé à plusieurs reprises : « *Different threats require different strategies.*<sup>252</sup> » La différence de traitement et de solution à apporter à un problème étant justifiée par l'ensemble régional dans lequel se situent les États, et ce de manière récurrente<sup>253</sup>, il nous faudra étudier la manière dont les administrations successives percevaient l'Asie du Nord-Est et le Moyen-Orient. La démarche sera particulièrement complexe dans le cas de l'Iran, celui-ci se trouvant à la confluence de deux régions distinctes : le Moyen-Orient et l'Asie centrale. Cependant, nos recherches nous ont permis de mettre en évidence le lien systématiquement établi entre l'Iran et le Moyen-Orient, notamment en raison des relations que le premier entretenait avec les États composant le second ou avec des organisations y agissant, comme le Hezbollah libanais. Cela dit, l'influence de l'Iran en Afghanistan fut un facteur non négligeable à partir du moment où les États-Unis y intervinrent, après le 11 septembre 2001.

De même, le positionnement passé et présent des États par rapport au droit international, aux traités et aux résolutions du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU) était pris en compte par les administrations américaines. La première administration Bush expliquait la différence de traitement dont faisaient l'objet la Corée du Nord et l'Irak par les antécédents de l'Irak en matière de violation du droit international et de résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, la Corée du

---

<sup>252</sup> Au moins à trois reprises : G. W. Bush (2003, 28 janvier). *Address Before a Joint Session of the Congress on the State of the Union*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=29645> ; G. W. Bush (2004, 20 janvier). *Address Before a Joint Session of the Congress on the State of the Union*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=29646> ; et S. McClellan (2004, 27 janvier). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=73603>.

<sup>253</sup> Par exemple ici : A. Fleischer (2003, 26 février). *Press Briefing by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=61046>. Ou encore ici : A. Fleischer (2003, 10 mars). *Press Briefing by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=61052>.

Nord n'ayant pas un tel passé<sup>254</sup>. Par extension, on peut supposer que le cadre légal dans lequel les États étaient supposés s'inscrire orientait la politique menée par les administrations américaines, qui se réclamaient toutes du droit international pour justifier leurs décisions en matière de politique étrangère. Cela ne signifie pas que le droit international était le critère déterminant, certaines décisions ayant été prises en dehors de ce cadre<sup>255</sup>, mais qu'il était l'un des critères pris en compte ou, du moins, mis en exergue pour justifier une politique. Le comportement passé des États, au-delà du simple respect des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, était évoqué par les différentes administrations américaines pour étayer l'appréciation de la menace qu'ils représentaient pour la sécurité des États-Unis. La première administration Bush, si elle refusait de hiérarchiser les menaces nord-coréenne et irakienne, distinguait toutefois les deux États en raison de leur passé :

*I haven't heard the President make a delineation one above the other. Iraq, of course, does have a history that North Korea does not have of engaging in war against its neighbors, in resorting to the deadly use of massive force, including weapons of mass destruction against its neighbors, including the invasion of sovereign nations.*<sup>256</sup>

Quant à l'Iran, s'il s'est fait attaquer par l'Irak pendant les années 1980 et avait subi des attaques chimiques régulièrement rappelées par l'administration Bush pour illustrer le caractère mauvais de Saddam Hussein, il n'avait attaqué aucun pays depuis l'avènement de la révolution islamique. En revanche, il était accusé de soutenir des organisations déstabilisant d'autres pays, à commencer par le Hezbollah. Ses liens avec des organisations qualifiées de terroristes par les États-Unis le plaçaient dans une posture d'État non fréquentable<sup>257</sup>.

---

<sup>254</sup> [A. Fleischer (2002, 4 décembre), *op. cit.*].

<sup>255</sup> L'exemple le plus marquant étant la décision d'envahir l'Irak en mars 2003.

<sup>256</sup> A. Fleischer (2002, 4 décembre), *op. cit.*

<sup>257</sup> D'autres éléments que le soutien de l'Iran au terrorisme, précisés dans les chapitres 1 et 5 respectivement consacrés au label *rogue state* et aux représentations américaines de l'Iran, entrent en ligne de compte.

#### 0.4.2 Epistémologie

Nous considérerons la politique étrangère en général et les décisions de négocier ou pas en particulier comme « *a performance that imposes an interpretation of the world and therefore of its structure*<sup>258</sup> ». Notre ontologie idéaliste ne se prête pas aux méthodes d'acquisition du savoir propres aux sciences naturelles<sup>259</sup>, la causalité ne pouvant être établie de la même manière dans l'ordre social. Au contraire des constructivistes conventionnels<sup>260</sup>, nous tenons à nous démarquer des hypothèses épistémologiques des approches *mainstream* afin, d'une part, de ne pas créer de contradiction interne entre ontologie et épistémologie et, d'autre part, de ne pas souscrire à une épistémologie « pauvre », inappropriée pour rendre compte des problèmes du politique<sup>261</sup>. Toutefois, la distinction établie par les constructivistes entre ordre naturel et ordre social n'implique pas « *the rejection of scientific method or the abandonment of any pretension to independent criteria of validity*<sup>262</sup> ». En effet, la validité comme l'objectivité sont des critères imaginés et partagés par une communauté épistémique<sup>263</sup>. Ainsi, la reconnaissance de l'instabilité de l'ordre social et de sa capacité à évoluer n'implique pas nécessairement le rejet catégorique de toute conceptualisation qui pourrait mener à un relativisme intellectuel dangereux.

Pouliot propose une voie à mi-chemin entre le réalisme scientifique et l'antifondationalisme. Cette voie nous semble la meilleure façon de garantir la cohérence théorique de notre thèse, c'est-à-dire de faire en sorte que notre ontologie

---

<sup>258</sup> N. Messari (2001), *loc. cit.*, p. 235.

<sup>259</sup> Les approches réflexivistes sont d'ailleurs critiquées pour leurs choix épistémologiques et pour ne pas constituer une science sociale [S. Smith (2001), *loc. cit.*, p. 42].

<sup>260</sup> B. McSweeney (1999), *op. cit.*, p. 203. Ces constructivistes n'offrent pas d'alternative au néolibéralisme et cherchent explicitement à compléter les approches *mainstream*, plutôt qu'à les critiquer [V. Kubalkova (2001c). Soviet "New Thinking" and the End of the Cold War : Five Explanations. Dans V. Kubalkova (dir.), *op. cit.*, p. 121 et J. Sterling-Folker (2000). « Competing Paradigms or Birds of a Feather ? Constructivism and Neoliberal Institutionalism Compared ». *International Studies Quarterly*, 44(1), p. 97-119].

<sup>261</sup> F. Kratochwil, cité par M. Zehfuss (2001), *op. cit.*, p. 64.

<sup>262</sup> B. McSweeney (1999), *op. cit.*, p. 105-106.

<sup>263</sup> V. Pouliot (2007), *op. cit.*, p. 378.

et notre épistémologie ne se contredisent pas. L'acquisition du savoir est basée sur la validation des faits sociaux réifiés par les agents ; ce que ces derniers affirment comme étant réel peut également être considéré comme tel par les théoriciens<sup>264</sup>. Conformément à l'ontologie préalablement présentée, seuls les faits vus comme tels par les agents et, partant, mis en avant dans leurs discours constituent une source de connaissance à travers une interprétation, une compréhension et une description des déterminants de cette sélection : nous interpréterons par exemple les faits identifiés par le Président Bush du soutien apporté par l'Iran à des rebelles chiites en Irak<sup>265</sup> ou de l'annonce par la Corée du Nord de la réalisation d'un essai nucléaire<sup>266</sup>. Cette démarche est rendue possible par la persistance temporelle relative des structures de signification indispensable à la communication du sens entre les agents<sup>267</sup>. Les structures de signification propres aux dirigeants américains étaient composées des règles et normes qu'ils suivaient, mais également de leur imaginaire sécuritaire. Par exemple, la conviction selon laquelle les États-Unis auraient une destinée manifeste leur donnant « *the responsibility [...] to shape a world that is more peaceful, more secure, more free.* »<sup>268</sup> imprégnait les discours des dirigeants politiques américains. Si certaines structures de signification sont identifiables dans les discours de la plupart des dirigeants américains, d'autres sont davantage liées à une administration spécifique ou à un contexte particulier. Ces spécificités permettront de comprendre

---

<sup>264</sup> *Ibid.*, p. 364.

<sup>265</sup> G.W. Bush (2007, 15 septembre). *The President's Radio Address*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=75798>.

<sup>266</sup> G.W. Bush (2006, 14 octobre). *The President's Radio Address*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=24216>.

<sup>267</sup> B. McSweeney (1999), *op. cit.*, p. 141.

<sup>268</sup> W.J. Clinton (1999, 19 janvier). *Address Before a Joint Session of the Congress on the State of the Union*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=57577>, nous soulignons.

les différences de politique en matière de négociation, puisque le discours « *produces preconditions for action*<sup>269</sup> ».

#### 0.4.3 Méthode de recherche et étude de cas

Notre étude de cas consiste en l'analyse de la politique américaine en matière de négociation diplomatique à l'égard de l'Iran et de la Corée du Nord, cas que nous avons déjà succinctement présenté. En effet, notre recherche étant réalisée à l'aide des concepts constructivistes critiques, notre compréhension ne peut qu'être limitée à un cas précis s'inscrivant dans un contexte particulier : le constructivisme critique rejette l'idée selon laquelle il serait possible de comprendre un comportement de façon globale et générale. Il n'est pas envisagé d'établir des lois générales expliquant le refus de négocier.

Le choix de notre cas d'étude est motivé par plusieurs raisons. Premièrement, la politique américaine en matière de négociation diplomatique étant changeante à l'égard de l'Iran et de la Corée du Nord, elle nous permet à la fois d'étudier le changement et le contexte dans lequel il survient et des « non-cas<sup>270</sup> » de négociation, lorsque les dirigeants américains ont refusé de négocier. Deuxièmement, vu l'importance que nous accordons au langage, seuls les cas d'États dont nous maîtrisons suffisamment la langue pouvaient être envisagés. Cependant, en tant que Française, nous avons estimé être excessivement concernée par la politique étrangère française pour avoir le recul nécessaire à son analyse<sup>271</sup>. Troisièmement, l'analyse de discours exige un « *basic level of cultural competence* », afin d'identifier « *the shared understandings that create a common frame of reference*<sup>272</sup> ». Les compétences

---

<sup>269</sup> I.B. Neumann (2008). Discourse Analysis. Dans A. Klotz et D. Prakash (dir.). *Qualitative Methods in International Relations. A Pluralist Guide*. New York : Palgrave Macmillan, p. 62.

<sup>270</sup> A. Klotz (2008). Case Selection. Dans *ibid.*, p. 47.

<sup>271</sup> Neumann met en garde les chercheurs contre leurs propres biais de « *native speakers* » (*ibid.*, p. 64-65).

<sup>272</sup> *Loc. cit.*

développées en la matière à propos des États-Unis, notamment dans le cadre de notre mémoire de master, nous ont également incitée à choisir ce cas d'étude.

Nous avons réalisé cette étude de cas à travers une analyse des discours des dirigeants américains qui nous ont permis d'identifier les éléments de discours autorisant ou non la pratique de la négociation (puisque les discours « *allocate social capacities and resources and make practices possible*<sup>273</sup> ») et de prendre en compte le langage de ces dirigeants. La prise en compte de ce dernier est essentielle, puisqu'à travers le langage les dirigeants politiques construisent la réalité sociale<sup>274</sup>, et que par le biais des discours se fait sentir « *the influence of the intersubjective context*.<sup>275</sup> » L'administration Bush elle-même estimait qu'il était nécessaire de « *listen carefully to the words of the enemy*<sup>276</sup> » parce qu'ils éclairaient leur capacité et-ou leur volonté à négocier. Ces « *words of the enemy* » reflétaient l'identité de cet ennemi dont découlaient les attentes de l'administration Bush à son égard, en l'espèce une attente négative en termes de capacité et-ou de volonté de négocier. Le Président Bush lui-même cherchait à « *telling the compassionate side of the American story*<sup>277</sup> », non seulement pour améliorer l'image des États-Unis dans le monde, mais parce qu'il **attendait que l'amélioration de cette image produise des effets concrets et pratiques**. L'administration Obama partageait ce point de vue :

---

<sup>273</sup> J. Weldes, M. Laffey, H. Gusterson et R. Duvall (1999). Introduction: Constructing Insecurity. Dans J. Weldes, M. Laffey, H. Gusterson, R. Duvall (dir.), *op. cit.*, p. 16, nous soulignons.

<sup>274</sup> Le langage est en effet « *the most powerful tool available to us for social construction* » (V. Kubalkova, N. Onuf et P. Kowert (1998c). Constructing Constructivism. Dans V. Kubalkova, N. Onuf et P. Kowert (dir.), *loc. cit.*, p. 19).

<sup>275</sup> M. Zehfuss (2001), *op. cit.*, p. 70.

<sup>276</sup> G.W. Bush (2006, 21 septembre). *Remarks at a Reception for Gubernatorial Candidate Charles J. Crist, Jr., and the Republican Party of Florida in Orlando*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=23709>.

<sup>277</sup> G.W. Bush (2002, 27 février). *Remarks Following a Roundtable Discussion on Welfare Reform and an Exchange With Reporters in Charlotte, North Carolina*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=63738>.

*what's important is that the removal of skepticism and distrust in world opinion (...) helps our ability to bring along those on a world stage to do things that are important to increase the security of people throughout the world.*<sup>278</sup>

Nous avons analysé les discours de « géopolitique pratique », c'est-à-dire

les discours présidentiels et les discours politiques officiels, les publications gouvernementales ou émanant d'organisations gouvernementales américaines qui forment la production stratégique des praticiens politiques.<sup>279</sup>

Plus précisément, nous avons étudié les discours prononcés par les présidents américains Clinton, Bush et Obama, leurs secrétaires d'État respectifs et les porte-paroles des administrations successives, en fait l'ensemble des personnes disposant d'une légitimité pour s'exprimer sur le sujet, mais également leurs interviews<sup>280</sup> et les supports de communication de leur politique tels que les sites web de la Maison-Blanche et du Département d'État américain. Les personnes considérées comme légitimes l'étaient en tant qu'elles représentaient l'État américain ; elles avaient l'autorité de définir les problèmes auxquels étaient confrontés les États-Unis et d'identifier les meilleurs moyens de les résoudre<sup>281</sup>. Cette légitimité leur était accordée par l'imaginaire sécuritaire américain, fondement de leur reconnaissance comme « *the appropriate, responsible agents with respect to the definition and the protection of the U.S. national interest*<sup>282</sup> ». Les transcriptions des conférences de presse ont aussi été intéressantes à analyser parce que les questions des journalistes nous ont renseignée sur la manière dont les discours des représentants des administrations successives étaient reçus par les journalistes et dont ces derniers se les appropriaient, mais également sur les questions que pouvaient poser les politiques menées sans qu'elles soient pour autant évoquées par les dirigeants américains. Par

<sup>278</sup> R. Gibbs (2010, 7 septembre). *Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=88425>.

<sup>279</sup> D. Grondin (2012). Le poids du discours et du langage. Dans C.P. David (dir.), *Théories de la politique étrangère américaine. Auteurs, concepts et approches*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, p. 133.

<sup>280</sup> M.G. Hermann (2008). Content Analysis. Dans A. Klotz et D. Prakash (dir.), *op. cit.*, p. 153-154.

<sup>281</sup> De la même manière qu'elles ont autorité pour définir la sécurité et l'insécurité [J. Weldes, M. Laffey, H. Gusterson et R. Duvall (1999), *op.cit.*, p. 18].

<sup>282</sup> J. Weldes (1999/a), *op. cit.*, p. 11.

exemple, un journaliste posa la question suivante à un membre de la deuxième administration Bush : « *Given the recent contacts with North Korea and the weekend presence at the talks with Iran, are North Korea and Iran still part of the axis of evil?* »<sup>283</sup> » La question laissait entendre que l'absence de contacts avec la Corée du Nord et l'Iran était associée à leur représentation comme faisant partie de l'*Axis of evil*, ses membres ne pouvant être considérés comme des interlocuteurs potentiels. Or, pour l'administration Bush, cette représentation restait viable, le changement de pratique des États-Unis envers l'Iran et la Corée du Nord ne constituant pas un critère déterminant permettant de la modifier. L'administration Bush annonça alors que cette catégorisation persisterait tant que les deux États n'auraient pas changé de comportement en matière de prolifération nucléaire<sup>284</sup>. Lorsque les journalistes exprimaient une interprétation erronée<sup>285</sup> des représentations diffusées par les administrations américaines, leurs membres pouvaient rectifier leur interprétation.

L'analyse des discours repose sur trois prémisses théoriques : les discours sont des systèmes de signification construisant la réalité sociale ; les discours sont les produits de cette réalité sociale ; les discours s'articulent aux pratiques des agents<sup>286</sup>. Bien que l'intention sous-tendant un discours (propagande ou désinformation, par exemple) peut sembler invalider son contenu<sup>287</sup>, il n'en reste pas moins que ce discours nous renseigne sur l'image que souhaitait alors donner l'orateur à ses interlocuteurs et sur les représentations qu'il estimait pouvoir utiliser pour convaincre ou manipuler autrui. Par ailleurs, la façon dont les politiques étaient mises en œuvre – la décision et le refus de négocier par exemple – nous ont permis d'éclairer l'opérationnalisation

---

<sup>283</sup> D. Perino (2008, 21 juillet). *Press Briefing by Dana Perino*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=77672>.

<sup>284</sup> « *I think that until they give up their nuclear weapons programs completely and verifiably, I think that we keep them in the same category.* » (*ibid.*).

<sup>285</sup> En tout cas erronée du point de vue des membres de l'administration concernée.

<sup>286</sup> J. Milliken (1999), *op. cit.*, p. 229-230.

<sup>287</sup> Intention qui ne peut de toute façon qu'être interprétée, nous y reviendrons.



des catégories discursives utilisées par les agents<sup>288</sup>. Nous avons analysé les discours identifiés en mettant en évidence la construction des significations opérée à travers deux processus : l'articulation et l'interpellation.

*The term “articulation” refers to the process through which meaning is produced out of extant cultural raw materials or linguistic resources. [...] “Interpellation” refers to a dual process whereby subject positions or identities are created and concrete individuals are interpellated by, or “hailed” into, those subject positions.*<sup>289</sup>

L'articulation établit, à force de répétitions, une connexion entre des termes dont la logique n'a de sens que dans une société spécifique, créant ainsi « *contingent and contextually specific representations of the world.*<sup>290</sup> » Elle désigne le processus conduisant à la création de liens entre l'Iran, la Corée du Nord et *threat, terrorism* ou *proliferation* ou entre les États-Unis et *freedom, responsibility* ou encore *peace*. L'origine de ces liens s'inscrit directement dans l'imaginaire sécuritaire américain. Quant à l'interpellation, elle dote les sujets d'une position sociale qui « *carries with it particular ways of functioning in the world, is located within specific power relations, and is characterized by particular interests*<sup>291</sup> ». Elle fournit aux sujets une identité leur prescrivant la manière dont ils devraient se comporter, conformément aux attentes créées par le processus d'interpellation. Par-là, elle légitime les actes posés au nom de cette position et de cette identité.

Cette analyse nous a permis de caractériser à la fois les représentations des dirigeants américains et les politiques en matière de négociation présentées comme en découlant légitimement. Cependant, la façon dont les politiques étaient mises en œuvre nous renseignant sur l'opérationnalisation des catégories discursives utilisées par les agents<sup>292</sup>, nous avons également usé du concept d'opérationnalisation développé par

---

<sup>288</sup> J. Milliken (2001). *Discourse Study: Bringing Rigor to Critical Theory*. Dans K.M. Fierke et K.E. Jorgensen (dir.) (2001), *op. cit.*, p. 150.

<sup>289</sup> J. Weldes (1999/a), *op. cit.*, p. 98 et 103.

<sup>290</sup> *Ibid.*, p. 98.

<sup>291</sup> *Ibid.*, p. 104.

<sup>292</sup> J. Milliken (2001), *op. cit.*, p. 150.

McSweeney pour analyser la politique étrangère américaine en matière de négociation. En effet, si cette politique était présentée comme découlant légitimement de l'imaginaire sécuritaire américain, la construction de l'interprétation l'imaginaire sécuritaire américain et son opérationnalisation étaient par ailleurs sujettes à concurrence et à négociation permanente<sup>293</sup>. La réflexion de McSweeney sur le concept de sécurité et sur son opérationnalisation<sup>294</sup> peut être appliquée à la politique étrangère américaine, en particulier en matière de négociation. Premièrement, la politique étrangère américaine est intrinsèquement liée à l'imaginaire sécuritaire américain et donc à l'identité des États-Unis<sup>295</sup>. Deuxièmement, l'opérationnalisation des objectifs de politique étrangère tels qu'assignés aux États-Unis par leurs dirigeants, c'est-à-dire les moyens qui sont engagés pour les atteindre, est liée à leur conceptualisation.

#### 0.5 Annonce du plan

Notre thèse se divise en deux parties, l'une consacrée à l'analyse de l'imaginaire sécuritaire américain ayant joué à plein durant la période de vingt ans que nous avons analysée et ayant évolué, sa construction, sa reproduction et son renouvellement étant des processus jamais inachevés puisqu'alimentés par les discours, les pratiques politiques et les interactions sociales ; l'autre dédiée à l'étude des pratiques politiques des administrations américaines à l'égard de la Corée du Nord et de l'Iran comme autorisées et légitimées par leur imaginaire sécuritaire.

Nous l'avons dit, l'imaginaire sécuritaire américain était et est multidimensionnel, l'ensemble de ses composantes représentationnelles étant intrinsèquement liées pour former un tout cohérent – mais pas forcément dénué de contradictions –, à savoir ce qu'était le monde selon les dirigeants américains et comment il convenait d'y agir.

---

<sup>293</sup> Ce qui permet par exemple de comprendre les changements de politique américaine à l'égard de l'Iran et de la Corée du Nord, en particulier pendant les deux mandats de Bush, nous y reviendrons.

<sup>294</sup> Voir B. McSweeney (1999), *op. cit.*.

<sup>295</sup> *Ibid.*, p. 209.

Par conséquent, bien que notre étude de cas porte sur la politique que ces derniers ont menée à l'égard de l'Iran et de la Corée du Nord, nous ne pouvions nous contenter d'étudier uniquement les représentations dont faisaient l'objet ces deux États, d'autres représentations permettant à la fois de comprendre les premières et la manière dont les administrations américaines ont traité les deux problèmes. L'identification d'autrui passant par la différenciation, il nous a fallu comprendre la manière dont les dirigeants américains se représentaient leur propre État, en termes d'identité et de rôle, ainsi que la place qu'ils lui attribuaient au sein de l'ordre international (chapitre I), pour saisir les critères de différenciation des États-Unis d'avec la Corée du Nord et l'Iran et la place qu'ils leur octroyaient dans ce même ordre. Si une certaine continuité existe en matière d'identité américaine d'une administration à une autre, les États-Unis étant quoi qu'il arrive considérés comme les champions des libertés politiques et économiques et, partant, de la paix<sup>296</sup> et comme ayant par conséquent un devoir d'exemplarité, nous verrons que ce dernier ne s'est pas exprimé de la même manière selon les administrations. Afin de comprendre la place que les États-Unis devaient occuper au sein de l'ordre international selon les dirigeants américains, il nous a été également nécessaire d'examiner les représentations dont il faisait l'objet (chapitre II), notamment à travers le concept de « communauté internationale » employé par les membres des trois administrations successives, à la fois en termes identitaires, la question de l'appartenance des États étant cruciale, et en termes de pratiques politiques admises en son sein. De cette partie découle logiquement un chapitre portant sur l'identification de l'Iran et de la Corée du Nord comme États s'inscrivant en dehors de l'ordre international (chapitre III), tant, encore une fois, en termes identitaires que de pratiques politiques. Cette identification a justifié une similarité de traitement de la part des administrations américaines, qu'elle soit exclusivement discursive, à travers l'usage de la catégorie de « *rogue state* », ou politique, à travers l'application de mesures d'isolement par exemple. Au-delà des

---

<sup>296</sup> Les présidents américains ont tous point commun de se représenter les libertés politiques et économiques comme un facteur de paix, nous y reviendrons.

différents points communs identifiés par les dirigeants américains entre la Corée du Nord et l'Iran, la problématique nucléaire fera l'objet d'un chapitre à part entière (chapitre IV), puisque c'est précisément à son propos que les États-Unis ont accepté ou refusé de négocier avec les deux États. Les deux chapitres suivants porteront respectivement sur les représentations spécifiques dont ont fait à la fois l'objet la Corée du Nord (chapitre V) et l'Iran (chapitre VI) en raison de leur relations passées avec les États-Unis et des événements traumatisants auxquels les dirigeants américains les associaient, à savoir la Guerre de Corée et la prise d'otages de l'ambassade américaine à Téhéran. Enfin, les représentations différentes que se faisaient les dirigeants américains des régions dans lesquelles se situent respectivement la Corée du Nord et l'Iran, Asie du Nord-Est et Moyen-Orient, feront l'objet d'un unique chapitre (chapitre VI). Nous y comparerons les représentations des deux régions en termes d'intégration à l'ordre international, de maturité et de culture anarchiques, la distinction établie entre les deux régions ayant contribué à notre compréhension de la différence de politique menée par les administrations américaines successives à l'égard de l'Iran et de la Corée du Nord.

Quant à la deuxième partie, elle débutera également par une analyse des représentations des administrations américaines, mais cette fois à l'égard de leurs pratiques politiques. Pour comprendre les choix effectués en termes de politique étrangère et de négociation, il nous a d'abord fallu comprendre la manière dont les dirigeants américains poursuivaient cette politique et entendaient négocier, mais aussi les enjeux qu'elles recouvraient selon eux. Le chapitre VII portera sur la conception de la négociation des administrations américaines successives, intrinsèquement liée à leurs représentations de la diplomatie, de la manière dont un conflit doit être résolu, mais aussi du rôle des États-Unis au sein de l'ordre international tel qu'elles se le représentaient. L'analyse des conceptions de la négociation des administrations américaines dans leur variété permettra de comprendre leurs éventuelles réticences, leur acceptation et leur refus d'y recourir. Enfin, les politiques effectivement menées

vis-à-vis de la Corée du Nord (chapitre VIII) et l'Iran (chapitre IX) eu égard à leurs programmes nucléaires respectifs seront examinées de manière à mettre en exergue la façon dont l'imaginaire sécuritaire américain, incluant les représentations américaines de la capacité et-ou de la volonté des dirigeants nord-coréens et iraniens de négocier, la conception américaine de la négociation et la définition du problème à résoudre ont affecté les décisions des administrations américaines de négocier ou pas. Nous concluons en mettant en regard les politiques menées en matière de négociation à l'égard de la Corée du Nord et de l'Iran et en identifiant les représentations ayant fondé les différences de traitement dont ont fait l'objet les deux États.

## PREMIÈRE PARTIE : LE MONDE SELON LES AMÉRICAINS

En dépit de leurs choix politiques très différents, voire opposés, les administrations des trois présidents américains dont nous étudions la politique étrangère partageaient un certain nombre de valeurs communes<sup>297</sup>, formant l'ADN de l'identité américaine<sup>298</sup>. Or, la promotion de valeurs similaires et le partage de représentations communes n'ont pour autant pas généré une politique identique. L'imaginaire sécuritaire des trois administrations américaines successives leur était spécifique en ce qu'il leur offrait une grille de lecture et d'action : les représentations qui le composaient ne constituaient pas uniquement une vision du monde, mais aussi une pratique du monde. Si la manière dont les représentations ont été opérationnalisées doit être analysée, les autres valeurs et représentations auxquelles elles étaient associées, et qui ont pu différer d'une administration à une autre, doivent aussi être étudiées.

---

<sup>297</sup> Le réaliste Stephen Walt cite parmi ces valeurs communes les idéaux wilsoniens : « *Convinced liberal democracy was the only viable political formula for a globalizing world, the last three U.S. administrations embraced Wilsonian ideals and made democracy promotion a key element of U.S. foreign policy. For Bill Clinton, it was the "National Security Strategy of Engagement and Enlargement." For George W. Bush, it was the "Freedom Agenda" set forth in his second inaugural address and echoed by top officials like Condoleezza Rice. Barack Obama has been a less fervent Wilsonian than his predecessors, but he appointed plenty of ardent liberal internationalists to his administration, declaring, "There is no right more fundamental than the ability to choose your leaders." And he has openly backed democratic transitions in Egypt, Libya, Yemen, and several other countries.* » [S. Walt (2016, 25 avril). « Why Is America So Bad at Promoting Democracy in Other Countries? ». *Foreign Policy*. Consultable ici : <http://foreignpolicy.com/2016/04/25/why-is-america-so-bad-at-promoting-democracy-in-other-countries/>].

<sup>298</sup> Ce qui ne signifie pas que ces valeurs soient gravées dans le marbre, mais qu'elles sont une caractéristique forte marquant les représentations de l'identité américaine en dépit d'une construction constante. Ces représentations peuvent aussi donner lieu à une opérationnalisation différente.

Nous avons identifié trois processus distincts d'identification au sein de l'imaginaire sécuritaire américain correspondant aux trois premiers chapitres de notre thèse. Premièrement, à travers leur imaginaire sécuritaire, les dirigeants américains particularisaient les États-Unis en soulignant leurs traits identitaires, ce que nous appelons le noyau identitaire américain (*core identity*), caractérisé par la prépondérance des valeurs de liberté, et ce dans tous les domaines : politique et économique en particulier, donnant lieu respectivement à la promotion de la démocratie, d'une part, et à la défense du libre-entrepreneuriat, du libre-échange et du capitalisme, d'autre part. Ce noyau identitaire était associé à une composante identitaire secondaire : non secondaire en termes d'importance, puisqu'elle affectait la manière dont le noyau identitaire était opérationnalisé, mais secondaire en ce qu'elle était susceptible d'évoluer d'une administration à une autre, voire au sein d'une même administration. Le premier chapitre sera dédié à l'analyse de ces deux composantes identitaires et à leur évolution ou à leur persistance au cours du temps et entre les administrations.

Deuxièmement, à la particularisation des États-Unis était associé un processus d'universalisation des valeurs centrales américaines, celles relevant du noyau identitaire, à la base de la conception américaine de ce qu'étaient et devaient être la « communauté » et l'ordre internationaux. L'ordre international était déterminé par la structure dans laquelle se déroulaient les relations internationales et par la place qu'y occupaient les États-Unis. La Guerre froide, par exemple, désigne à la fois une période historique et un type d'ordre international caractérisé par l'opposition entre les deux superpuissances américaine et soviétique et donc la bipolarité. La « communauté internationale » désignait la manière dont les relations internationales devaient fonctionner en termes normatifs et celle dont les États devaient se regrouper autour de valeurs communes et faire corps dans diverses situations. Nous verrons que la déclaration d'appartenance à la « communauté internationale » valait interpellation puisqu'elle dotait ses membres désignés, mais aussi les États qui en étaient exclus,

d'une position sociale spécifique à laquelle étaient associés un comportement et des intérêts. En outre, si les deux concepts, ordre international et communauté internationale, étaient socialement construits, seul le deuxième avait une dimension normative explicitement reconnue par les administrations américaines successives.

Par conséquent, troisièmement, l'imaginaire sécuritaire américain incluait un processus de différenciation des États-Unis, mais aussi de la « communauté internationale », par rapport aux États qui, du fait de leur identité telle que les dirigeants américains se la représentaient ou de leur comportement tel qu'interprété par ces derniers, s'inscrivaient en dehors de cette « communauté ». C'était le cas des *rogue states* comme des membres de l'*Axis of evil* et de tous les États faisant l'objet de ce type de catégorisation ou plus simplement désignés comme ne faisant pas partie de la « communauté internationale ». Le processus d'interpellation lié à l'appartenance à celle-ci que nous avons mentionné précédemment avait donc deux facettes, plus ou moins catégoriques selon les administrations<sup>299</sup>, l'une positive, qui sera analysée dans le deuxième chapitre, l'autre négative, qui fera l'objet du troisième chapitre.

La différenciation visant les États non-membres de la communauté internationale, en particulier la Corée du Nord et l'Iran, était notamment basée sur les violations des normes internationales dont ils se rendaient coupables. Ces violations étaient multiples, mais, dans le cas de la Corée du Nord et de l'Iran, la violation de leurs obligations internationales en matière nucléaire a particulièrement présidé à leur exclusion, ou à leur maintien en dehors, de la « communauté internationale ». La problématique nucléaire a eu un rôle d'autant plus prégnant dans le processus de

---

<sup>299</sup> La déclaration du Président Bush selon laquelle « *[e]ither you're with us, or against us* » témoignait d'une différenciation particulièrement aigüe et d'une interpellation particulièrement dogmatique, tant à l'égard des États soutenant les États-Unis que des États s'y opposant [G.W. Bush (2002, 10 janvier). *Remarks Following a Meeting With the Economic Team and an Exchange With Reporters*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73216>].



différenciation visant les deux États qu'elle occupait une place centrale dans la politique de défense des États-Unis et dans les relations qu'ils entretenaient avec la Russie, spécifiquement dans leur normalisation, puisqu'elle était présentée comme un objet de coopération réussie entre les deux anciens ennemis. Nous consacrerons donc un chapitre entier aux représentations américaines du problème nucléaire en général.

Au processus collectif de différenciation concernant plusieurs États simultanément, de façon d'autant plus explicite qu'une catégorisation type « *rogue state* » était utilisée, s'ajoutait un processus de différenciation singulier dont faisaient respectivement l'objet la Corée du Nord et l'Iran. Ce processus singulier était lié à leurs relations passées et présentes avec les États-Unis. Si les processus de différenciation singulier et collectif dont étaient l'objet la Corée du Nord et l'Iran étaient concomitants, leur impact sur les politiques menées était variable, ces dernières étant distinctes et similaires à différents égards. La différenciation des deux États en raison de leur environnement régional semble avoir été particulièrement déterminante et justifie conséquemment d'être traitée de concert dans un chapitre comparatif.

## CHAPITRE I

### GRANDEUR ET EXEMPLARITÉ : IDENTITÉ ET PRINCIPE D'ACTION DES ÉTATS-UNIS SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

Pour comprendre la manière dont les dirigeants américains voyaient le monde et y agissaient, il convient d'abord d'analyser l'identité des États-Unis telle qu'ils se la représentaient. Nous l'avons dit, cette dernière était caractérisée par un noyau identitaire commun, autour duquel chaque administration a brodé, à la fois en termes identitaires et pratiques, notamment en fonction du contexte dans lequel elle exerçait son mandat. Les membres de chacune d'entre elles s'accordaient sur l'idée que les États-Unis avaient une responsabilité particulière, à la fois en raison de leur exceptionnalisme et de leur puissance : champion de la démocratie des libertés, ils se devaient de la diffuser ; première puissance mondiale, ils se devaient d'assumer le fardeau afférent. A cette responsabilité était associé un devoir d'exemplarité que les administrations américaines successives ont interprété de façon distincte, mais qu'elles ont toutes érigé en principe d'action. En outre, les trois présidents américains dont nous étudions la politique étrangère étaient convaincus de la nécessaire diffusion, non seulement de la démocratie, mais des libertés économiques et commerciales, ainsi que du capitalisme<sup>300</sup>.

---

<sup>300</sup> Par exemple, le Président Clinton aspirait à augmenter le nombre des Etats démocratiques dans le monde, mais pas seulement, comme en témoigne la déclaration suivante : « *In a new era of peril and opportunity, our overriding purpose must be to expand and strengthen the world's community of marketbased democracies.* » [W.J. Clinton (1993, 27 septembre). *Remarks to the 48th Session of the United Nations General Assembly in New York City*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The*

Il ne s'agit pas seulement de favoriser la démocratie, mais aussi l'économie de marché<sup>301</sup> : la liberté à promouvoir n'est pas seulement celle du citoyen, mais aussi celle de l'entrepreneur. Plutôt que la conviction en faveur de la seule paix démocratique, nous défendrons l'idée selon laquelle la croyance en une paix démocratique et capitaliste était profondément ancrée dans l'identité américaine et que la croisade menée par les États-Unis ne consistait pas seulement en l'expansion de la démocratie, mais en la propagation d'un ensemble de libertés : comme le reconnaît Risse, « *[m]ost liberal systems not only share democratic values, but also a common appreciation of capitalist market economies*<sup>302</sup> ». Cela nous permettra de comprendre d'abord les bonnes relations qu'entretenaient les États-Unis avec des États non démocratiques, néanmoins intégrés dans le système économique et commercial mondial, et ensuite, dans les chapitres III, V et VI, les représentations négatives dont étaient l'objet l'Iran et la Corée du Nord.

### 1.1 De l'exceptionnalisme à l'universalisme américain : le fardeau assumé de la destinée manifeste des États-Unis

Les discours et les actions des dirigeants américains contribuaient à alimenter et étaient fortement marqués par l'articulation solidement établie entre le dessein divin des États-Unis issu de leurs valeurs et leurs responsabilités en tant que première puissance mondiale : les États-Unis étaient exceptionnels en raison de leurs valeurs et se devaient de les diffuser, à la fois en raison de leur destinée manifeste et des responsabilités liées à leur puissance, les deux formes de justification ayant été utilisées à des degrés divers par les administrations américaines successives.

---

*American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=47119>, nous soulignons].

<sup>301</sup> Qui joue un rôle à part entière dans la puissance des États-Unis et donc dans la préservation de leur sécurité : « *It is difficult to promote a concept of national security that has nothing to do with the economic strength of our Nation. That is what permits us to pay for not only defense but the other things which make us more secure.* » [W.J. Clinton (1993, 8 octobre). *Remarks at a Democratic National Committee Breakfast*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=47183>].

<sup>302</sup> T. Risse (1995), *op. cit.*, p. 506.

### 1.1.1 Le mythe américain : la plus grande des nations et un modèle pour tous

#### 1.1.1.1 A valeurs exceptionnelles, État et peuple exceptionnels, et réciproquement

Le noyau identitaire des États-Unis, tel que se le représentaient les trois présidents, mais également la plupart des dirigeants américains qui se sont succédés, était particulièrement marqué par l'exceptionnalisme américain : ce dernier consistait à croire que les États-Unis étaient manifestement destinés à répandre la liberté, la démocratie et leurs valeurs de façon générale dans le monde. Mieux encore, les États-Unis ne se contentaient pas de porter leurs valeurs, ils en étaient l'incarnation, la représentation, le drapeau américain étant « *a symbol of democracy and hope to a fractious world*<sup>303</sup> ». Les trois présidents ont alimenté cette idée à travers l'articulation récurrente entre « *United States (of America)* », « *democracy* » et « *freedom* ». L'articulation entre le nom des États-Unis et les différentes valeurs dont se réclamaient les dirigeants américains en leur nom avait pour effet de construire les représentations intersubjectives de l'ensemble des agents, celles des dirigeants américains eux-mêmes comme celles des dirigeants d'autres États, mais aussi les représentations intersubjectives des Américains, ce que les dirigeants américains souhaitaient, puisque les États-Unis étaient pour eux **effectivement** l'incarnation de ces valeurs. Toutefois, le revers de la médaille d'une telle identification des États-Unis avec ces valeurs résidait dans le caractère négatif qu'elle pouvait avoir, comme Clinton l'avait d'ailleurs admis, lorsqu'elle était le fait d'agents rejetant les valeurs américaines : « *we know many people see us as a symbol of a system and values they reject, and often they find it expedient to blame us for problems with deep roots elsewhere.*<sup>304</sup> » Par conséquent, à cette conception des États-Unis comme leader du monde libre et porte-drapeau des valeurs universelles était associée une forme de

---

<sup>303</sup> W.J. Clinton (1993, 10 juillet/a). *Remarks to the Korean National Assembly in Seoul*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46829>.

<sup>304</sup> W.J. Clinton (1998, 21 septembre). *Remarks to the 53d Session of the United Nations General Assembly in New York City*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=54944>.

croyance en la cible privilégiée qu'ils représentaient pour les porteurs d'idéologies antinomiques : parce qu'ils « *stood in the way of their attempt to force their ideology on others* », les Américains furent la cible des Japonais pendant la Seconde Guerre mondiale et celle des communistes pendant les guerres de Corée et du Vietnam, puis celles des terroristes à l'occasion des attentats du 11 septembre 2001<sup>305</sup>. En cela, le Président Bush se représentait l'identité américaine comme inchangée depuis la Seconde Guerre mondiale jusqu'au début des années 2000, et les États-Unis comme l'indéboulonnable défenseur des libertés, fatalement adversaire des ennemis des libertés et cible privilégiée de ces derniers. Les termes articulés au nom des États-Unis ont d'ailleurs évolué en fonction des ennemis dont les dirigeants américains ont cherché à distinguer les États-Unis. Nous reviendrons particulièrement sur le processus de différenciation dont ont été l'objet les États-Unis et les *rogue states*, en particulier la Corée du Nord et l'Iran, dans le chapitre III, mais notons qu'après les attentats du 11 septembre le Président Bush affirma de façon récurrente l'appartenance des États-Unis au « *civilized world* », ce qui lui permettait d'opposer « *civilization* » et « *terror* »<sup>306</sup> et donc l'ensemble des valeurs américaines aux valeurs de ceux qui pratiquaient la terreur, verrouillant toute velléité de rapprochement ou de réconciliation faute de base commune.

En outre, c'est au titre de l'exceptionnalisme américain que les Présidents Bush et Clinton usaient de termes grandiloquents pour caractériser l'action internationale des États-Unis, décrits comme étant engagés dans une croisade et porteurs d'une mission qu'ils ne pouvaient refuser. Il s'agissait de leur croix et ils se devaient de la porter, d'une part, parce que « *no nation in history [had] had the opportunity and the responsibility [the United States] now [had] to shape a world [...] more peaceful,*

---

<sup>305</sup> G.W. Bush (2007, 22 août). *Remarks at the Veterans of Foreign Wars National Convention in Kansas City, Missouri*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75710>.

<sup>306</sup> G.W. Bush (2004, 19 mars). *Remarks on the Anniversary of Operation Iraqi Freedom*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=72580>.

*more secure, more free*<sup>307</sup> » et, d'autre part, parce que « *America [was] far more than a place. It [was] an idea, the most powerful idea in the history of nations.*<sup>308</sup> » Conformément à l'exceptionnalisme américain, les États-Unis étaient explicitement placés sur un piédestal parmi les nations<sup>309</sup>, non en raison de leur superpuissance, mais en raison de la force de leurs valeurs.

En dépit de l'unanimité des dirigeants américains à reconnaître l'exceptionnalisme des États-Unis, leurs discours en faisaient état à des degrés différents. De même, ils utilisaient tous trois fréquemment des références religieuses explicites ou, à tout le moins, morales pour justifier leur politique étrangère. Ce que Bellah appelait la religion civile américaine, celle-ci ayant « *as its underlying motivation the desire to carry out God's will on earth*<sup>310</sup> », prêchait l'idée que la création des États-Unis était un geste de la providence et que la mise en œuvre responsable de leur politique étrangère devait conduire à créer un monde viable et cohérent, dans lequel la religion civile américaine ne deviendrait qu'une partie d'une nouvelle religion civile mondiale<sup>311</sup>. Elle constituait également une justification de la propagande dont faisait l'objet le mode de vie américain dans le monde entier, témoignant de l'ethnocentrisme des dirigeants américains<sup>312</sup>. Au-delà des intérêts qu'avaient les États-Unis à voir la démocratie prévaloir dans le monde, nous y reviendrons, le Président Bush était convaincu que tous les peuples sans distinction aspiraient à la démocratie<sup>313</sup>.

---

<sup>307</sup> W.J. Clinton (1999, 19 janvier), *op. cit.*

<sup>308</sup> W.J. Clinton (1997, 4 février). *Address Before a Joint Session of the Congress on the State of the Union*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=53358>.

<sup>309</sup> Nous verrons un peu plus loin que la religion civile américaine ne menait pas forcément à une hiérarchisation des nations entre elles, mais que les États-Unis occupaient toutefois une place particulière parmi elles.

<sup>310</sup> R. Bellah cité par R.L. Coles (2002). « Manifest Destiny Adapted for 1990's War Discourse : Mission and Destiny Intertwined ». *Sociology of Religion*, 63(4), p. 405.

<sup>311</sup> *Ibid.*, p. 406.

<sup>312</sup> W. Herberg, cité par *loc. cit.*

<sup>313</sup> Voir le point 1.1.1.2.

La religion civile américaine peut être interprétée de deux manières. Premièrement, la vision conservatrice, ou sacerdotale, dispose que les États-Unis sont la nation « choisie » ; elle légitime la politique de leur gouvernement et érige le mode de vie américain comme unique et souhaitable. Deuxièmement, la vision libérale ou prophétique insiste sur l'égalité entre elles de toutes les nations, les États-Unis n'étant pas choisis mais uniquement bénis. Les tenants de cette deuxième interprétation agissaient « *more as prophets, rather than priests* » et au nom de toutes les nations, appelant les États-Unis à s'améliorer<sup>314</sup>. Aucune des trois administrations américaines dont nous étudions la politique étrangère n'a fait intégralement sienne l'une des deux interprétations de la religion civile américaine. En revanche, leurs représentations respectives de l'identité des États-Unis témoignaient d'une influence plus ou moins forte des deux interprétations. Celle du Président Obama était par exemple plus proche de l'interprétation libérale de la religion civile américaine, ce dernier ayant reconnu que les États-Unis, à travers les choix des précédentes administrations, avaient fait des erreurs et devaient dès lors prendre des décisions réhabilitant leur image et leur réputation morale<sup>315</sup>. Il faisait également de la défense de la démocratie et de la liberté une tâche que devait endosser l'ensemble des nations démocratiques, et plus seulement les États-Unis : il mentionnait le soutien que les États-Unis devaient apporter à ceux qui « *[sought] their universal rights* », par exemple les Iraniens, mais affirmait que les États-Unis se tenaient à cette fin « *[a]long with all free nations* »<sup>316</sup>. Il ne s'agissait plus de la seule croix des États-Unis, mais de celle de l'ensemble des « *free nations* », ainsi objet d'une interpellation devant les pousser à endosser des responsabilités similaires à celles des États-Unis. A l'instar de ses prédécesseurs, il continua pour autant à souligner l'exceptionnalisme américain, estimant que les États-

<sup>314</sup> R.L. Coles (2002), *op. cit.*, p. 407.

<sup>315</sup> Si le Président Obama a moins mobilisé les références religieuses que ses deux prédécesseurs pour justifier sa politique étrangère, il s'est en revanche réclamé d'une certaine morale, également liée à sa représentation exceptionnaliste de l'identité américaine (voir le point 1.1.2).

<sup>316</sup> B. Obama (2009, 28 décembre). *Remarks in Kaneohe, Hawaii*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=87025>.

Unis devaient rester « *the light to the world* » et que « *America's moral example must always shine for all who yearn for freedom and justice and dignity* »<sup>317</sup>. Les Présidents Clinton et Bush portaient à l'inverse une vision des États-Unis plus proche de l'interprétation conservatrice de la religion civile américaine, néanmoins teintée d'une dimension prophétique certaine en ce qu'ils faisaient de la diffusion des valeurs et du mode de vie américains l'une des dimensions principales de leur politique étrangère, les États-Unis étant érigés en modèle à suivre.

Enfin, la construction identitaire de l'exceptionnalisme américain passait par l'attribution de qualités spécifiques aux citoyens américains par les présidents américains, qui peuplaient ainsi les États-Unis de personnes méritant qu'ils se montrent exemplaires. En cela, le peuple américain était articulé avec des qualités similaires à celles qui étaient accordées aux États-Unis en tant qu'État. Par exemple, pour le Président Clinton, les Américains témoignaient de « *grit and courage and generosity* » en raison de « *[t]hat indomitable American spirit [...] recognized as far away as Tokyo and Korea* »<sup>318</sup> : non seulement il prêtait au peuple américain dans son ensemble des qualités propres, mais il affirmait que ces qualités lui étaient reconnues jusqu'en Extrême-Orient, alimentant l'idée que la grandeur des États-Unis et de son peuple ne relevait pas du seul mythe national. Après les attentats du 11 septembre, le Président Bush encouragea pour sa part les Américains à témoigner de leur empathie, à se montrer solidaires à l'égard de leurs voisins, faisant de la capacité des Américains à aimer et à aider leur prochain à la fois la preuve qu'ils n'avaient pas mérité la haine des terroristes, le signe qu'ils leur étaient supérieurs en manifestant de

---

<sup>317</sup> B. Obama (2011, 25 janvier). *Address Before a Joint Session of the Congress on the State of the Union*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88928>.

<sup>318</sup> W.J. Clinton (1993, 17 juillet). *The President's Radio Address*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46863>.



l'amour en retour de la haine qui leur avait été manifestée, mais surtout le signe qu'ils persévéreraient dans leurs qualités exceptionnelles malgré la haine de terroristes<sup>319</sup>.

#### 1.1.1.2 L'universalisme américain comme moyen et comme fin

Les trois administrations successives ont mis régulièrement en cause l'idée selon laquelle tous les peuples ne seraient pas aptes à vivre dans une société démocratique et présentaient la démocratie comme étant une aspiration naturellement universelle de tous les peuples, quelle que soit la région du monde. Le Président Clinton remettait par exemple en cause l'idée selon laquelle la démocratie ne pourrait pas convenir aux pays d'Asie, arguant que « *[i]t [was] not Western urging or Western imperialism but the aspiration of Asian peoples themselves* » qui expliquait « *the growing number of democracies and democratic movements in this region* » et rejetant tout « *moral relativism* »<sup>320</sup>. L'administration Bush soutenait pour sa part que la démocratie serait toujours préférée à la tyrannie<sup>321</sup>, idée que développait également le Président Obama<sup>322</sup>, et rappelait le caractère divin de la démocratie qui constituait donc un droit universel<sup>323</sup>. De manière générale, l'universalisme de l'aspiration aux libertés et à la démocratie participait également à la composition du noyau identitaire américain. Il permet particulièrement de comprendre la politique de diffusion des valeurs démocratiques et de déstabilisation des régimes non démocratiques menée par l'administration Bush, notamment au Moyen-Orient, en Irak, mais aussi en Iran, le

---

<sup>319</sup> « *And out of the evil acts of September the 11th will come incredible goodness and kindness and compassion. And if any country on the face of this Earth can set that example, it is the great country called America.* » [G.W. Bush (2002, 11 février). *Remarks at a Fundraiser for Governor Scott McCallum of Wisconsin in Milwaukee*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63622>].

<sup>320</sup> W.J. Clinton (1993, 7 juillet). *Remarks and a Question-and-Answer Session at Waseda University in Tokyo*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46813>.

<sup>321</sup> C. Rice (2002, 29 avril), *op. cit.*

<sup>322</sup> B. Obama (2011, 20 mars). *Videotaped Remarks on the Observance of Nowruz*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=90173>.

<sup>323</sup> A. Fleischer (2002, 19 septembre). *Press Briefing by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63231>..

Président Bush ne pouvant envisager un seul instant que les Iraniens désirent vivre dans un régime autre que démocratique<sup>324</sup>. Se basant sur la même représentation d'universalisme des valeurs américaines, Christopher Warren, alors secrétaire d'État au sein de l'administration Clinton, déclara en 1993 lors de la Conférence mondiale sur les droits de l'Homme que les États-Unis « *cannot let cultural relativism become the last refuge of repression* », faisant écho à l'opposition entre les pays occidentaux prônant l'universalité des droits de l'Homme et des pays, parmi lesquels se trouvait alors l'Iran, qui dénonçaient les droits de l'Homme comme étant imposés par les pays occidentaux et désirant les redéfinir « *in religious, cultural, economic and social terms* »<sup>325</sup>. A travers cet acte de langage engageant, Warren annonçait que les États-Unis défendraient leur vision universaliste des droits de l'Homme pour empêcher les États de réprimer leur population, contribuant à différencier les États-Unis des États ne partageant pas cette vision : non seulement les États-Unis s'en distinguaient, mais ils affirmaient qu'ils ne laisseraient pas les États concernés imposer une norme internationale leur permettant de justifier tous les dérapages liés à l'application de leur souveraineté. En cela, le lien entre identité américaine et identité de la « communauté internationale » résidait notamment dans la volonté des États-Unis de façonner le cadre normatif international de telle manière à façonner les pratiques politiques des États en leur sein. La vision américaine défendue par Warren Christopher fut confirmée par Madeleine Albright sept ans plus tard<sup>326</sup>. L'identification de peuples aspirant effectivement à profiter des valeurs promues par les États-Unis permettait par ailleurs aux administrations américaines de se dédouaner de toute accusation de néo-colonialisme ou d'occidentalisation, l'aspiration dont étaient l'objet les valeurs concernées témoignant de leur universalité. Le Président

---

<sup>324</sup> Nous n'affirmons pas ici que le Président Bush avait tort de penser que les Iraniens souhaitent vivre dans un régime démocratique, mais mettons en exergue l'influence de sa croyance en l'universalité des valeurs américaines sur sa politique étrangère.

<sup>325</sup> E. Sciolino (1993, 15 juin). « U.S. Rejects Notion That Human Rights Vary With Culture ». *The New York Times*. Consultable ici : <http://www.nytimes.com/1993/06/15/world/us-rejects-notion-that-human-rights-vary-with-culture.html>.

<sup>326</sup> Foreign Policy's editors (2000). « Clinton's Foreign Policy ». *Foreign Policy*, 121, p. 19.

Clinton justifia la lutte engagée par les États-Unis contre les régimes non démocratiques en défendant l'idée qu'un soutien était apporté aux peuples souhaitant se libérer non sur la base des intérêts des États-Unis, mais sur celle des aspirations de ces peuples à vivre en paix avec les États-Unis<sup>327</sup>. L'ethnocentrisme de cette croyance en « *the universality and superiority of American values* » était cependant tempéré par une autre dimension de l'identité américaine et donc des intérêts américains<sup>328</sup>, qui avait également pour effet « *to discipline U.S. power* »<sup>329</sup>. En témoigne la tolérance que les États-Unis manifestaient à l'égard de certains de leurs alliés bafouant pourtant la liberté et les droits de l'Homme de leurs peuples, l'Arabie Saoudite par exemple.

Pour autant, et quelles que fussent les concessions faites à des régimes non démocratiques, les administrations américaines ne se représentaient pas seulement la diffusion des valeurs de liberté comme souhaitable, mais comme allant dans le sens de l'histoire, voire comme étant inéluctable<sup>330</sup>. A l'inverse, pour le Président Bush, l'autoritarisme, quel que fût l'État dans lequel il régnait, allait à l'encontre de « *the wave of the future* » et constituait « *the last gasp of a discredited past* »<sup>331</sup>, au contraire de la démocratie. En cela, l'administration Bush avait une vision téléologique de l'histoire, celle-ci allant nécessairement vers le progrès et vers l'avènement de la démocratie partout dans le monde, « *liberty* » étant « *the direction*

---

<sup>327</sup> W.J. Clinton (1993, 27 septembre), *op. cit.*

<sup>328</sup> Dimension sur laquelle nous reviendrons dans la section 1.2 dédiée à la paix démocratique et capitaliste.

<sup>329</sup> M.P. Leffler (2004).*op. cit.*, p. 26.

<sup>330</sup> Pour le Président Obama, « *experience [showed] us that history [was] on the side of liberty* » [B. Obama (2010, 23 septembre). *Remarks to the United Nations General Assembly in New York City*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88483>].

<sup>331</sup> G.W. Bush (2005, 8 mars). *Remarks on the War on Terror*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64430>.

*of history* »<sup>332</sup>. Cette vision reflète l'influence des néoconservateurs sur sa politique étrangère, en particulier de la thèse de Fukuyama prévoyant *La fin de l'histoire*, titre de son ouvrage le plus connu<sup>333</sup>. Son administration agissait conformément au courant historique qui portait le monde vers la démocratie, les États dictatoriaux ou autoritaires en général, la Corée du Nord et l'Iran en particulier, allant à contre-courant de l'histoire et du progrès. En ce sens, le Président Bush interprétait l'histoire de la Seconde Guerre mondiale à l'aune du filtre de la défense des libertés, estimant que le devenir de l'Allemagne, du Japon et des nations européennes témoignaient de la nécessité de lutter pour la liberté et de la paix que générait la diffusion de la liberté<sup>334</sup>. Cette interprétation confirmait également sa vision d'une histoire progressant vers la liberté, dès lors que la Seconde Guerre mondiale était vue comme y ayant contribué. Le fait que, selon lui, le modèle proposé par les États-Unis ait été le seul à avoir survécu à la fin du 20<sup>ème</sup> siècle contribuait aussi à valider cette vision<sup>335</sup>. Les deux autres présidents américains abondaient en ce sens, se représentant la Corée du Nord et l'Iran comme se positionnant du mauvais côté de l'histoire et comme non représentatifs du modèle d'avenir que défendaient au contraire les États-Unis, nous y reviendrons.

Tant l'exceptionnalisme que l'universalisme américains fondaient la représentation selon laquelle les États-Unis étaient destinés à apporter la paix et la liberté au reste du

---

<sup>332</sup> G.W. Bush (2003, 6 novembre). *Remarks on the 20<sup>th</sup> Anniversary of the National Endowment for Democracy*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=844>.

<sup>333</sup> Sur le néo-conservatisme et la thèse de la fin de l'histoire, voir F. Gagnon et G. Mascotto (2010). Le néoconservatisme. Dans A. Macleod et D. O'Meara (dir.), *op. cit.*, p. 185.

<sup>334</sup> « *Because we and our allies were steadfast, Germany and Japan are democratic nations that no longer threaten the world. (...) The nations of Europe are moving towards unity, not dividing into armed camps and descending into genocide. Every nation has learned or should have learned an important lesson: Freedom is worth fighting for, dying for, and standing for, and the advance of freedom leads to peace.* » [G.W. Bush (2003, 6 novembre), *op. cit.*].

<sup>335</sup> « *The 20<sup>th</sup> century ended with a single surviving model of human progress, based on nonnegotiable demands of human dignity, the rule of law, limits on the power of the state, respect for women, and private property and free speech and equal justice and religious tolerance.* » [G.W. Bush (2002, 1<sup>er</sup> juin), *op. cit.*].

monde : ils le devaient parce qu'ils étaient les plus dignes représentants du « *free world*<sup>336</sup> » ou du « *civilized world*<sup>337</sup> » ou encore du « *globe's leading champion of freedom*<sup>338</sup> » et le devaient parce que les libertés constituaient l'aspiration et l'avenir de tous les peuples. Si les administrations Clinton, Bush et Obama ont mené des politiques différentes en matière de diffusion des valeurs américaines, en particulier des libertés et de la démocratie, elles ont toute endossé le principe selon lequel les États-Unis avaient une responsabilité particulière à assumer.

### 1.1.2 La destinée manifeste d'une puissance responsable

*We must make sure that America enters the 21<sup>st</sup> century as the greatest force on Earth for peace and freedom.*

Président Clinton<sup>339</sup>

La conviction des dirigeants américains d'appartenir au « monde civilisé », mais aussi d'en être le leader, était associée au devoir de le protéger des « *terrible threats*<sup>340</sup> » dont il était la cible. C'est pourquoi les États-Unis « *must not be isolationist* » ni « *be the world's policeman* » mais plutôt « *can and should be the world's very best peacemaker* » selon le Président Clinton<sup>341</sup>. Quant à Madeleine Albright, elle écrivit que les États-Unis voulaient que leur « *foreign policy to reflect [its] status as the*

---

<sup>336</sup> Expression utilisée par l'administration Bush [A. Fleischer (2001, 26 septembre). *Press Briefing by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=47571>] et par l'administration Obama [J. Earnest (2012, 30 juillet). *Press Briefing by Principal Deputy Press Secretary Josh Earnest*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=101666>].

<sup>337</sup> Expression employée par l'administration Bush [G.W. Bush (2004, 11 février). *Remarks at the National Defense University*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63485>].

<sup>338</sup> M.K. Albright (1998), *op. cit.*, p. 63.

<sup>339</sup> W.J. Clinton (1996, 25 mai). *The President's Radio Address*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=52874>.

<sup>340</sup> G. W. Bush (2003, 28 janvier), *op. cit.*

<sup>341</sup> W.J. Clinton (1996, 23 janvier). *Address Before a Joint Session of the Congress on the State of the Union*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=53091>.

*globe's leading champion of freedom*<sup>342</sup> ». A l'articulation déjà mentionnée des États-Unis avec des qualités et des valeurs particulières, s'ajoutait une articulation des États-Unis avec un certain degré de représentation de ces valeurs, à savoir le plus fort, celui permettant aux administrations américaines de revendiquer la place de « *leader* », de « *champion* » ou de « *greatest force on Earth* ». Les dirigeants américains se représentaient les États-Unis comme porteurs d'une mission du fait de la grandeur des idées fondatrices de leur nation et des valeurs qui étaient les leurs, la liberté et la démocratie en particulier, et ce quel que fût leur président et quel que fût le parti auquel il appartenait, faisant de la « destinée manifeste » un thème constant de la politique étrangère américaine malgré le caractère changeant du monde<sup>343</sup> et l'alternative politique. Cette doctrine politique fut généralement utilisée pour justifier la politique interventionniste des États-Unis, en Bosnie par exemple, où les États-Unis avaient pris leurs responsabilités<sup>344</sup>, en particulier dans les conflits armés, selon Coles,

*by embedding the action in strategic and moral justification and using the opportunity to build a vision and identity for the country by weaving each war into the historical and mythological tapestries of America.*<sup>345</sup>

Il en ressort que la revendication d'une destinée manifeste des États-Unis jouait comme un processus d'interpellation appelant les États-Unis, d'une part, à assumer leurs responsabilités sur la scène internationale, tant en raison de leur exceptionnalisme que de leur puissance, et, d'autre part, à adopter une posture morale et d'exemplarité, au regard à la fois de leur dessein divin et de leur capacité à orienter l'action des autres États.

---

<sup>342</sup> M.K. Albright, *op. cit.*, p. 63.

<sup>343</sup> R.L. Coles (2002), *op. cit.*, p. 403.

<sup>344</sup> W.J. Clinton (1994, 25 janvier). *Address Before a Joint Session of the Congress on the State of the Union*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=50409>.

<sup>345</sup> R.L. Coles (2002), *op. cit.*, p. 404.

### 1.1.2.1 Les responsabilités d'une puissance exceptionnelle

Sous les présidences Clinton et Bush, les États-Unis se distinguaient d'autres États démocratiques du monde en ce que leurs dirigeants croyaient à la fois en l'universalité de la liberté comme aspiration et valeur centrale et comme un cadeau divin<sup>346</sup> et en ce qu'ils déduisaient de cette croyance la nécessité de voir les autres pays bénéficier de cette liberté<sup>347</sup>. Les dirigeants américains présentaient les États-Unis, outre comme le porteur de la bonne parole et l'exemple à suivre, comme étant dans l'action, c'est-à-dire comme mettant en œuvre les idées en lesquelles leurs dirigeants croyaient, se montrant ainsi particulièrement dignes de leur liberté puisqu'ils étaient enclins à en faire profiter les autres. Si le Président Obama ne se départit pas de la croyance en l'universalité de la liberté, ce qui en fait, nous l'avons dit, une composante du noyau identitaire américain, il proposa une vision différente de l'exemplarité dont devaient faire preuve les États-Unis. La démocratie était considérée comme étant une aspiration naturellement universelle, ce qui justifiait la démarche américaine<sup>348</sup>, de même que les droits dont bénéficiaient les Américains étaient considérés comme « *the birthright of all people*<sup>349</sup> ». C'est sur cette base que les administrations américaines soulignaient la responsabilité dont elles avaient la charge, à savoir celle de diffuser la démocratie : Dieu ayant accordé aux Américains les libertés dont ils bénéficiaient, ils se devaient de faire en sorte que les autres

---

<sup>346</sup> « *freedom is God's gift to every individual in the world.* » [G.W. Bush (2003, 26 août). *Remarks at a Dinner for Senator Christopher S. "Kit" Bond of Missouri in St. Louis*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63936>].

<sup>347</sup> « *If you believe liberty is universal, then you would hope liberty would spread to those countries as well.* » [G.W. Bush (2006, 10 mars). *Remarks at the National Newspaper Association Government Affairs Conference and a Question-and-Answer Session*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=65341>].

<sup>348</sup> Par exemple à l'égard des Iraniens : « *Iranians, like all people, have a right to choose their own Government and determine their own destiny, and the United States supports their aspirations to live in freedom.* » [G.W. Bush (2003, 28 janvier), *op. cit.*]

<sup>349</sup> G.W. Bush (2002, 17 juillet). *Proclamation 7577—Captive Nations Week*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61871>.

peuples puissent également en profiter. C'est en ce sens que le Président Clinton évoquait ce que les États-Unis « *[owed] to the world for the gifts [it had] been given*<sup>350</sup> », leur statut de pays béni leur commandant de rendre aux autres ce que Dieu leur avait accordé.

Puisque l'action américaine dans le monde était guidée par la destinée manifeste et d'ordre divin des États-Unis, les dirigeants américains étaient convaincus de son bien-fondé, au-delà même de la défense des intérêts américains. Seul le Président Obama résolut d'en convaincre à nouveau les autres États, estimant que les États-Unis avaient perdu la primauté morale qui les caractérisait auparavant. Le Président Clinton déclarait pour sa part en 1993 que « *[t]he world [needed] a strong United States*<sup>351</sup> », puis, en 1996, que la défense des libertés nécessitait que « *America [entered] the 21<sup>st</sup> century as the greatest force on Earth for peace and freedom*<sup>352</sup> ». Pour l'administration Clinton, la puissance des États-Unis comme étant au service de la paix et de la liberté était à la fois un fait reconnu par les autres États et une ambition qu'elle poursuivait. Ce fut par exemple le cas lorsque les États-Unis obtinrent de la Corée du Nord qu'elle suspende son retrait du TNP, ce qui devait « *benefit all nations* » et ce que les négociateurs américains avaient obtenu « *not only on behalf of the people of the United States but on behalf of the entire international community* »<sup>353</sup>. De même, il affirma en 1996 qu'il fallait

*to maintain America's leadership in the fight for freedom and peace throughout the world. Because of American leadership, more people than ever before live free and at peace.*<sup>354</sup>

---

<sup>350</sup> W.J. Clinton (1995, 23 février). *Remarks to the Canadian Parliament in Ottawa*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=51017>.

<sup>351</sup> W.J. Clinton (1993, 16 avril). *The President's News Conference With Prime Minister Kiichi Miyazawa of Japan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46438>.

<sup>352</sup> W.J. Clinton (1996, 25 mai), *op. cit.*

<sup>353</sup> W.J. Clinton (1993, 11 juin). *Statement on Nuclear Nonproliferation Talks With North Korea*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46679>.

<sup>354</sup> W.J. Clinton (1996, 23 janvier), *op. cit.*



La représentation de la puissance des États-Unis comme étant une nécessité pour l'ensemble des nations du monde était particulièrement présente dans les discours des membres de l'administration Clinton, les États-Unis du Président Bush de l'immédiat après 11 septembre se devant d'être forts d'abord pour défendre les Américains et leur propre sécurité. Cela se comprend aisément à l'aune du contexte du début des années 1990, au cours desquelles, suite à l'effondrement de l'URSS et à la fin de la Guerre froide, les États-Unis n'avaient plus d'adversaire à sa taille identifié.

Par conséquent, la responsabilité des États-Unis découlait, d'une part, de sa destinée manifeste consistant en la diffusion de la démocratie et des libertés, soit une responsabilité d'ordre divin, et, d'autre part, de son statut de leader, de « *sole indispensable power in the world*<sup>355</sup> », soit une responsabilité d'ordre hégémonique. Parce qu'ils étaient présentés comme exceptionnels et bénis par Dieu, mais aussi comme la seule puissance comptant comme telle dans le monde, les États-Unis faisaient l'objet d'un processus d'interpellation les dotant effectivement de ces deux positions sociales, en termes normatifs et matériels, à laquelle était associée une façon spécifique de se comporter et d'endosser les responsabilités afférentes. Le processus d'interpellation était d'autant plus complexe qu'il faisait régulièrement de ces deux positions sociales une unique position sociale bidimensionnelle, laissant entendre successivement ou concomitamment que les États-Unis étaient puissants parce qu'ils étaient bénis ou que les États-Unis étaient exceptionnels parce qu'ils étaient puissants. En cela, les comportements attendus du fait de leur position sociale étaient également associés : la diffusion de la démocratie était une responsabilité issue de leur destinée manifeste, mais était rendue possible par leur puissance, tandis que le maintien de la paix et de la sécurité mondiales, tâches leur incombant en raison de leur puissance, passait par la diffusion de la démocratie. Un tel entrelacement entre les différentes sources de responsabilité contribuait à faire de la position des États-

---

<sup>355</sup> J. Carney (2012, 20 janvier). *Press Briefing by Press Secretary Jay Carney*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=98987>.

Unis une position naturelle, dont les origines ne pouvaient être que divines<sup>356</sup>. Le Président Clinton mentionnait d'ailleurs conjointement les deux dimensions identitaires des États-Unis, normative et matérielle, en tant que « *the world's most powerful arsenal, its oldest democracy, its most daring experiment in forging different races, religions, and cultures into a single people*<sup>357</sup> ». La puissance militaire américaine et la capacité des États-Unis à être un modèle pour les autres États étaient intrinsèquement liées et s'appuyaient réciproquement l'une sur l'autre.

L'idée selon laquelle les responsabilités endossées par les États-Unis leur étaient assignées par leur puissance est proche de la théorie de l'hégémon bienveillant de Kindleberger, selon laquelle l'hégémon bienveillant est prompt à assumer les coûts associés à son statut ou « *[t]he burdens of leadership*<sup>358</sup> ». Notre point de vue constructiviste nous conduit à compléter la théorie de Kindleberger<sup>359</sup> en lui ajoutant une dimension identitaire. La volonté des administrations américaines de voir les États-Unis assumer les coûts de leur statut sur la scène internationale peut être comprise à l'aune des représentations américaines de l'identité des États-Unis et de l'ordre international, ainsi qu'au regard du processus d'interpellation qui contribuait à définir la manière dont les relations entre États devaient se dérouler. Cette volonté ne résultait pas du seul rapport de puissance dont bénéficiaient les États-Unis, leurs intérêts étant intrinsèquement liés à leur identité<sup>360</sup>. Le fardeau des États-Unis résidait

---

<sup>356</sup> Sur les origines et les conséquences du mythe de la destinée manifeste, voir A. Stephanson (1996). *Manifest Destiny: American Expansion and the Empire of Right*. New York : Hill and Wang.

<sup>357</sup> W.J. Clinton (1994, 3 mai). *Interview on CNN's "Global Forum With President Clinton*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=50095>.

<sup>358</sup> W.J. Clinton (1995, 22 février). *Remarks to the Business Council*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=51014>.

<sup>359</sup> La théorie de Kindleberger a trait à la présence d'un hégémon au sein du système international. L'hégémonie bienveillante étant caractéristique de l'ordre international tel que vu par les dirigeants américains, nous l'exposerons de façon plus détaillée dans le deuxième chapitre (en particulier dans la sous-section 2.1.2 consacrée au projet libéral de la « communauté » internationale et de l'ordre international).

<sup>360</sup> La théorie de Kindleberger a d'ailleurs été critiquée par différents auteurs cités par P. Katzenstein, R. Keohane et S. Krasner [(1998), *op. cit.*, p. 661], en ce qu'elle affirmait que « *for the world economy*

à la fois dans les responsabilités qu'ils assumaient en tant qu'hégémon bienveillant et dans leur capacité à faire les bons choix et à orienter leur action dans la bonne direction, les deux éléments étant articulés de façon étroite dans les discours des dirigeants américains. En effet, les États-Unis étaient la seule puissance parce qu'ils étaient exceptionnels, ils étaient exceptionnels parce qu'ils incarnaient les valeurs et les droits universels, ils les incarnaient parce qu'ils prenaient des décisions qui y étaient conformes, ils prenaient ces décisions parce qu'ils devaient donner l'exemple en tant que seule puissance... Ils s'en trouvaient isolés face à différentes problématiques, se retrouvant contraints à agir seuls alors que leur action était évidemment juste. Ce fut le cas lorsque le Président Clinton décida de sanctionner les États accusés de soutenir le terrorisme, dont l'Iran<sup>361</sup>, mais également lorsque les dirigeants américains agirent face aux *rogues states*, contrairement à d'autres États s'inquiétant pourtant également de leur comportement<sup>362</sup>. Par conséquent, deux des qualités des États-Unis en tant que leader étaient, d'après l'administration Clinton, d'une part, de poursuivre une politique non soutenue par les autres États, mais dont leurs dirigeants savaient évidemment qu'elle était légitime et du côté du bien<sup>363</sup>, la vérité finissant par être reconnue par les autres États, et, d'autre part, de mettre en conformité les discours de leurs dirigeants avec leurs actes. Le sentiment selon lequel

---

*to be stabilized, there has to be a stabilizer, one stabilizer* » [C. Kindleberger (1973). *The World in Depression 1929-1939*. London: Penguin, p. 305, cité par A. Hasenclever, P. Mayer et V. Rittberger (1996). « Interests, Power, Knowledge : The Study of International Regimes ». *Mershon International Studies Review*, 40(2), p. 197].

<sup>361</sup> Même si le Président Clinton nota un peu moins d'un an après avoir sollicité en vain l'appui des autres États que ces derniers ne critiquaient plus la politique américaine en la matière, les événements ayant donné raison aux États-Unis et à leur politique [W.J. Clinton (1996, 17 mars). *Remarks to the United Jewish Appeal Young Leadership Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=52555>].

<sup>362</sup> W.J. Clinton (1996, 20 juin). *Press Briefing by Daniel Tarullo, Deputy Assistant to the President for Economic Policy*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=49965>.

<sup>363</sup> Le Président Clinton démarquait en cela les États-Unis de leurs alliés refusant de cesser de commercer avec les États accusés de financer le terrorisme, distinguant également le bien du mal [W.J. Clinton (1996, 5 août/a). *Remarks on International Security Issues at George Washington University*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=53161>].

les États-Unis et leurs exigences étaient totalement légitimes était récurrent et partagé, même s'il fut exprimé différemment par les membres de l'administration Obama.

L'intérêt et l'identité des États-Unis tels que se les représentaient les dirigeants américains n'ont cessé de s'alimenter et de se co-construire : intérêt à supporter les coûts du *leadership* et identité de puissance à la destinée manifeste allaient de pair. Le Président Clinton considérait que les États-Unis devaient « *be willing to assume the obligations and the risks of leadership*<sup>364</sup> » et associait cette préoccupation à l'idée selon laquelle les peuples attendaient des États-Unis qu'ils leur permettent de bénéficier des mêmes avantages que les Américains – à savoir essentiellement les libertés –, les y aident<sup>365</sup> et qu'ils devaient donc satisfaire ces attentes. Au regard des attentes et de l'admiration des autres peuples à l'égard des États-Unis, le Président Clinton invitait les Américains à avoir une foi similaire en leur pays, comme si un regard extérieur, celui des autres peuples, légitimait les représentations d'exceptionnalisme que les administrations américaines alimentaient à l'égard de leur propre pays<sup>366</sup>. Au-delà du contexte d'élections de mi-mandat dans lequel le Président Clinton cherchait à convaincre les Américains qu'ils vivaient dans un monde « *more prosperous and a safer place than it was 2 years ago*<sup>367</sup> », contexte qu'il convient de prendre en compte, il est intéressant d'analyser la manière dont il tentait d'étayer auprès de ses potentiels électeurs les représentations qu'il souhaitait leur transmettre. A cette fin, il soulignait les réalisations fructueuses des États-Unis à l'étranger,

---

<sup>364</sup> W.J. Clinton (1994, 3 mai), *op. cit.*

<sup>365</sup> « *[P]eople still look to us and trust us to help them seek the blessings of peace and freedom.* » [W.J. Clinton (1996, 23 janvier), *op. cit.*].

<sup>366</sup> Il évoquait les Américains de la manière suivante : « *They see other people in other parts of the world, from the Middle East and the Persian Gulf, to Korea, to Haiti, to Northern Ireland, looking to us for energy and support. And I think they're feeling better about themselves and their country.* » [W.J. Clinton (1994, 1<sup>er</sup> novembre/a). *Interview With Ken Herrera and Jayne Bower of WWJ Radio, Detroit, Michigan.* Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project.* Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=49410>].

<sup>367</sup> W.J. Clinton (1994, 1<sup>er</sup> novembre/b). *Remarks at a Rally for Democratic Candidates in Cleveland, Ohio.* Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project.* <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=49413>.

consistant essentiellement en une aide apportée à des États dans le besoin ou devant résoudre un conflit<sup>368</sup>, comme devant être une source de fierté pour les Américains, confortant l'idée selon laquelle les États-Unis se devaient de prendre leurs responsabilités de seule grande puissance mais surtout de pays exemplaire<sup>369</sup>. Le Président Obama tenait le même type de discours, affirmant : « *when people around the world are asked which country do you most admire, one nation comes out on top: the United States of America.*<sup>370</sup> » Convaincus du modèle que les États-Unis représentaient pour les autres États, les Présidents américains l'étaient aussi de l'admiration que suscitait leur État ou tentèrent de faire en sorte de susciter à nouveau cette admiration, à l'instar du Président Obama.

Au regard de leurs responsabilités, mais aussi des nombreux enjeux auxquels faisaient face les États-Unis, le Président Clinton défendait l'idée selon laquelle ils ne pouvaient se permettre de mener une politique isolationniste<sup>371</sup>. Quant au Président Bush, il affirmait que la responsabilité des États-Unis ne se limitait pas à « *just being the leader in the war against terror* » et, partant, à assurer leur propre sécurité et celle du monde libre ; elle consistait aussi à « *lift countries out of terrible poverty by opening [its] markets for their goods and services* » et à faire des États-Unis « *the*

---

<sup>368</sup> Plus précisément, « *to restore democracy in Haiti, to work for peace in Northern Ireland after hundreds of years of the Catholics and Protestants fighting each other, to stand up against aggression in the Persian Gulf, to help to make peace between Israel and Jordan, to facilitate the peace between Israel and the PLO, to work to finish the job in the Middle East, to work to diffuse the nuclear threat in North Korea.* » [W.J. Clinton (1994, 3 novembre). *Remarks at a Reception for Democratic Candidates in Des Moines*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=49427>].

<sup>369</sup> « *[W]e need only look around the world (...) to see how important it is for America to continue the role of engagement in the world.* » [W.J. Clinton (1994, 10 novembre). *Remarks at the Edmund A. Walsh School of Foreign Service at Georgetown University*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=49469>].

<sup>370</sup> B. Obama (2012, 23 mai). *Commencement Address at the United States Air Force Academy in Colorado Springs, Colorado*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=100920>.

<sup>371</sup> W.J. Clinton (1995, 1<sup>er</sup> mars). *Remarks to the Nixon Center for Peace and Freedom Policy Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=51049>.

*leader in the war against hunger and disease and hopelessness* »<sup>372</sup>, puisque la guerre contre le terrorisme était aussi menée à travers la diffusion des libertés politiques et économiques. Les deux guerres que les États-Unis devaient mener de front, parfois avec les mêmes armes, peuvent en ce sens être comprises à l'aune de la double position sociale des États-Unis sur la scène internationale. Enfin, le Président Obama estimait que les « *unique responsibilities* » des États-Unis venaient « *with [its] power* »<sup>373</sup>, mais aussi de leur statut de « *leader of the free world*<sup>374</sup> », contribuant à l'articulation entre les États-Unis et la puissance matérielle et normative.

A l'effacement des origines du lien entre puissance et exceptionnalisme américains évoqué précédemment, s'ajoutait celui des origines des responsabilités et de la mission des États-Unis sur la scène internationale. La mission américaine était historiquement issue des représentations identitaires des dirigeants américains, les dirigeants des autres États n'ayant pas assigné aux États-Unis une quelconque mission avant même que l'identité américaine exceptionnaliste ne soit portée par les dirigeants américains *via* leurs discours et leurs politiques. Toutefois, les dirigeants américains considéraient que les responsabilités américaines découlaient d'une demande de la « communauté internationale » et donc d'autres États, contribuant à objectiver les relations qu'entretenaient les États-Unis avec la « communauté internationale », ses membres et ceux qui en étaient exclus. Les États-Unis faisaient en ce sens l'objet d'un processus d'interpellation les dotant de la position d'hégémon bienveillant. Les membres de l'administration Clinton estimaient ainsi que « *the United States of America [had] unique responsibilities in this world assigned to us by*

---

<sup>372</sup> G.W. Bush (2004, 21 avril). *Remarks and a Question-and-Answer Session at the Newspaper Association of America Convention*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64509>.

<sup>373</sup> B. Obama (2010, 23 septembre), *op. cit.*

<sup>374</sup> J. Earnest (2012, 30 juillet), *op. cit.*

*the international community*<sup>375</sup> » : leurs responsabilités ne découlaient pas seulement du fait qu'ils étaient bénis par Dieu ou qu'ils étaient la première, voire la seule, puissance mondiale, mais aussi du « mandat » qui leur avait été confié par la « communauté internationale ». Le fait que celle-ci avait été largement façonnée par les États-Unis, qui s'étaient de ce fait eux-mêmes confiés cette mission, était occulté. De même que l'administration Clinton estimait devoir répondre aux attentes des membres de la « communauté internationale », le Président Obama ne se démarqua en rien de ses prédécesseurs, puisque, selon lui, « *the United States [had] been, and [would] always be, the one indispensable nation in world affairs*<sup>376</sup> », indispensable au regard des services rendus. Une telle représentation, dès lors qu'elle était au moins partiellement partagée par d'autres États, permet de comprendre l'exigence de ces derniers de traiter directement avec les États-Unis, comme ce fut le cas de la Corée du Nord. Les États acceptés comme interlocuteurs des États-Unis bénéficiaient d'une forme de considération de la part de la plus grande puissance mondiale.

#### 1.1.2.2 L'exigence américaine d'exemplarité

Au regard de l'exceptionnalisme américain, de l'universalité des valeurs défendues par les États-Unis, mais aussi de leurs responsabilités au titre de leur statut d'hégémon bienveillant, les administrations américaines faisaient de l'exemplarité des États-Unis un élément central de leur politique étrangère. Pour autant, cette exigence d'exemplarité n'était pas interprétée de la même manière par les trois administrations et ne donna pas lieu aux mêmes décisions politiques, loin s'en faut.

Les trois présidents américains successifs situaient régulièrement leur action sur le plan moral, l'octroi d'une caution morale à une politique répondant à l'exigence d'exemplarité. La dimension morale de la politique étrangère américaine était

---

<sup>375</sup> W.J. Clinton (1997, 10 octobre). *Press Briefing by Mike McCurry*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=48543>.

<sup>376</sup> B. Obama (2012, 23 mai), *op. cit.*

directement liée à la croyance en la destinée manifeste des États-Unis. Par exemple, la défense de la liberté, qui participait de la destinée manifeste américaine, était présentée comme relevant d'un devoir moral pour les États-Unis<sup>377</sup>. Le Président Bush faisait des États-Unis les serviteurs de ces derniers puisque, s'il estimait que « *freedom [was] the future of all humanity*<sup>378</sup> » et « *the Almighty God's gift to each man and woman in this world*<sup>379</sup> », il menait une politique pouvant être interprétée comme un « coup de pouce » aux desseins divins. Il a par exemple eu fréquemment recours à l'interpellation morale que constituait l'expression « *Axis of evil* ». À l'inverse des membres de l'« *Axis of evil* » ou des terroristes, les États-Unis agissaient sur la base d'une « *[m]oral truth* » qui était « *the same in every culture, in every time, and in every place* », l'universalité des valeurs américaines étant ici rappelée, et étaient engagés « *in a conflict between good and evil* »<sup>380</sup>. En affirmant que la guerre menée contre l'« *Axis of evil* » était une guerre du bien contre le mal, le Président Bush faisait des États-Unis les représentants du bien, à l'opposé de l'« *axis of evil* » représentant le mal : les États-Unis étaient alors exemplaires, non au regard des moyens employés, mais du but poursuivi et du fait qu'ils « *[led] the world in opposing it* ». C'est à ce titre que l'administration Clinton souhaita que les États-Unis puissent bénéficier d'exceptions en matière d'interdiction des mines anti-personnel : les États-Unis avaient besoin de les utiliser dans la péninsule coréenne<sup>381</sup> afin de « *maintain the warfighting capability and safety of [its] men and women in uniform* »

---

<sup>377</sup> Voir notamment C. Rice (2002, 29 avril), *op. cit.*.

<sup>378</sup> G.W. Bush (2004, 29 juin). *Remarks at Galatasaray University in Istanbul*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64397>.

<sup>379</sup> G.W. Bush (2004, 25 octobre). *Remarks in Council Bluffs, Iowa*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=62908>.

<sup>380</sup> G.W. Bush (2002, 1<sup>er</sup> juin), *op. cit.*.

<sup>381</sup> W.J. Clinton (1997, 23 novembre). *The President's News Conference With Prime Minister Jean Chretien of Canada in Vancouver, British Columbia*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=53618>.



et de « *protect [the American] troops and allies* »<sup>382</sup>. Quant à la représentation qu'avait le Président Obama de l'identité des États-Unis, elle comprenait aussi une dimension morale, celui-ci appelant à « *once again achieve the kind of moral primacy that America had previously been known for* »<sup>383</sup>. Il était ainsi le seul des trois présidents successifs à évoquer le processus de construction sociale fondant le statut moral des États-Unis.

Le souci de l'exemplarité était récurrent au sein des administrations américaines successives, mais s'exprimait dans des domaines différents. L'administration Clinton insistait sur la nécessité pour les États-Unis de se montrer exemplaires dans le domaine économique. Ce dernier estimait que les États-Unis obtiendraient des autres États qu'ils prennent des décisions jugées douloureuses en matière économique dès lors que les États-Unis auraient ouvert la voie en ce sens<sup>384</sup>, l'exemplarité visant ici à orienter l'action des autres États. Il reconnaissait que « *all nations [had] more work to do and the United States [was] no exception [...] even as [it] fulfill [its] responsibility to insist on improvement in other nations* », en particulier « *in totalitarian states, like North Korea* »<sup>385</sup>. La reconnaissance de l'imperfection des États-Unis rendait le discours américain moins condescendant et arrogant et le modèle américain plus atteignable. A l'inverse, le Président Bush soulignait l'erreur que commettaient des États refusant d'en sanctionner d'autres, en l'espèce la Chine et

---

<sup>382</sup> W.J. Clinton (2001, 19 janvier). *Statement on Landmines*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64243>.

<sup>383</sup> B. Obama (2009, 15 octobre). *Remarks at a Democratic National Committee Dinner in San Francisco, California*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86765>.

<sup>384</sup> « *I was able to say to the world's other leaders, "The American people are willing to make some tough choices, and now your nations must do the same thing so that together we can get the world's economy growing again."* » [W.J. Clinton (1993, 10 juillet/b). *The President's Radio Address*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46831>].

<sup>385</sup> W.J. Clinton (1998, 10 décembre). *Remarks on Presenting the Eleanor Roosevelt Awards for Human Rights*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=55384>.

la Russie, sous prétexte que leurs intérêts économiques étaient en jeu. Il laissait entendre à l'inverse que les États-Unis avaient le sens des priorités<sup>386</sup>, la définition de ces dernières étant intrinsèquement liée à sa représentation de la « communauté internationale », et, en ce sens, étant exemplaire.

Pour sa part, le Président Obama s'inscrivait dans une logique d'exemplarité similaire en engageant les États-Unis dans la voie du désarmement, c'est-à-dire dans la voie du respect total du TNP, même si la mobilisation du thème de l'exemplarité ne visait pas le même objectif. Alors que le Président Clinton soulignait la nécessaire exemplarité des États-Unis en raison de leur rôle auprès des autres États, à savoir celui d'un pays « *setting an example, offering hope, and providing inspiration* » et n'ayant « *never shied away from challenges* »<sup>387</sup>, constituant une forme de moteur du progrès, le Président Obama faisait de l'exemplarité des États-Unis en matière nucléaire un moyen de pression sur les autres États ne respectant pas leurs engagements dans ce domaine, visant explicitement la Corée du Nord et l'Iran. Il présenta aussi les États-Unis comme un exemple en termes de respect des droits de l'Homme à l'occasion d'une rencontre avec le Président chinois en 2009, l'invitant à remettre en question les pratiques chinoises en la matière et soulignant le rôle des valeurs américaines dans les accomplissements américains<sup>388</sup>. En cela, il alimentait l'articulation établie entre

---

<sup>386</sup> A propos de la Chine et de la Russie opposées à la mise en œuvre de sanctions sévères à l'égard de la Corée du Nord, le Président Bush déclara par exemple : « *And part of our objective is to make sure that national security interests, security of the world interests, trump economic interests. And sometimes that takes a while to get people focused in the right direction.* » [G.W. Bush (2006, 7 juillet). *The President's News Conference in Chicago*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=277>]. Un tel discours tendait à discréditer le positionnement chinois et russe en le cataloguant comme une manifestation d'un égoïsme national malvenu au sein de la communauté internationale.

<sup>387</sup> W.J. Clinton (1993, 10 juillet/b), *op. cit.*

<sup>388</sup> C'est le compte-rendu qu'en fit J. Bader : « *He talks about American values. He talks about how they have helped us to achieve what we have achieved.* » [Administration Obama (2009, 17 novembre). *Press Briefing by White House Press Secretary Robert Gibbs, and Ambassador to China Jon Huntsman, Senior Director for the National Security Council for Asian Affairs Jeff Bader, Deputy National Security Advisor Mike Froman, and Deputy National Security Advisor Ben Rhodes*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86904>].

puissance et exceptionnalisme américains, l'un ne pouvant aller sans l'autre. Enfin, le Président Obama faisait de l'exemplarité américaine un facteur central de la réhabilitation de l'image des États-Unis. A ce titre, il fut le seul des trois présidents à se préoccuper explicitement de la crédibilité des États-Unis et de son administration au regard des exigences formulées à l'égard des autres États en matière de démocratie : l'administration Obama ne pouvait pas se contenter de demander à l'Iran de se démocratiser, elle devait demander la même chose à ses amis et alliés, *a fortiori* ceux du Moyen-Orient, citant les exemples du Yémen et de Bahreïn<sup>389</sup>. La question de la crédibilité des États-Unis était clairement liée à celle de l'image et de la réputation américaine et de leur nécessaire restauration, cheval de bataille de l'administration Obama témoignant d'une certaine remise en cause inexistante durant les deux mandats du Président Bush.

## 1.2 La paix libérale pour objectif et principe d'action

### 1.2.1 L'intérêt des États-Unis à diffuser la liberté et la démocratie

La confusion sémantique entre valeurs et intérêts témoigne de leur imbrication et de leur nécessaire prise en compte conjointe pour comprendre l'attachement des administrations américaines à la démocratie et à la liberté. Pour les administrations Clinton et Bush, les États-Unis ne se contentaient pas de porter des valeurs pour la beauté du geste, ni pour le seul amour de la paix mondiale, les valeurs portées par les États-Unis devant « *bring lasting peace*<sup>390</sup> » selon le Président Bush : ils avaient également **intérêt** à les défendre<sup>391</sup>, et ce à trois titres. Premièrement, nous l'avons

<sup>389</sup> « *But if America is to be credible, we must acknowledge that at times our friends in the region have not all reacted to the demands for consistent change.* » [B. Obama (2011, 19 mai/a). *Remarks at the Department of State*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=90397>, nous soulignons].

<sup>390</sup> G.W. Bush (2002, 29 janvier). *Address Before a Joint Session of the Congress on the State of the Union*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=29644>.

<sup>391</sup> « *Our interests are served when former enemies become democratic partners (...). Our interests are served by the spread of democratic societies.* » [G.W. Bush (2005, 19 avril). *Remarks at the Abraham Lincoln Presidential Library and Museum Dedication in Springfield, Illinois*. Mis en ligne par G.

vu, les dirigeants américains étaient convaincus que le statut de leader des États-Unis était intrinsèquement lié à leurs valeurs et à leur opérationnalisation politique à travers leur diffusion dans le monde et au fait qu'ils étaient reconnus en ce sens par les autres États<sup>392</sup>. Un arrêt de cette dernière aurait conséquemment affecté leur statut, soit en étant interprété comme un aveu d'impuissance, soit en remettant en cause les représentations dont faisaient l'objet les États-Unis dans le monde. La volonté du Président Obama de rétablir la réputation morale des États-Unis peut d'ailleurs être comprise comme visant à renforcer le statut, ne serait-ce que moral, des États-Unis. Deuxièmement, les dirigeants américains prêtaient aux démocraties des qualités propres qui, au-delà de leur effet sur la pacification du monde, étaient souhaitables pour l'ensemble des peuples, tant pour leurs effets sur les peuples bénéficiant d'un tel régime politique que pour leurs effets sur leurs voisins :

*Democracies not only are more likely to meet the needs and respect the rights of their people, they also make better neighbors. They do not wage war on each other, practice terrorism, generate refugees or traffic in drugs and outlaw weapons. They make more reliable partners in trade and in the kind of dialogs we announced today.*<sup>393</sup>

En ce sens, le Président Bush se défendait cependant d'être idéaliste, terme présenté comme péjoratif et forcément synonyme d'une certaine naïveté, en soulignant l'intérêt des États-Unis à promouvoir la liberté. Ce faisant, il mettait en exergue le caractère réaliste de sa politique :

*part of our strategy to defend the country is the promotion of freedom around the world. As an aside, (...) some have called him hopelessly idealistic to believe in the power of freedom to transform parts of the world that seem impervious to liberty. I believe it is the only realistic way to protect ourselves in*

---

Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64734>.

<sup>392</sup> Le Président Clinton assurait que les peuples attendaient un soutien particulier de la part des États-Unis en matière de démocratisation, la représentation des États-Unis comme ayant une responsabilité dans ce domaine étant partagée par l'ensemble des peuples aspirant à la liberté [W.J. Clinton (1994, 31 octobre). *Remarks at a Rally for Democratic Candidates in Philadelphia, Pennsylvania*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=49400>].

<sup>393</sup> W.J. Clinton (1993, 10 juillet/a), *op. cit.*

*the long term, and that is to address the conditions that create hatred, envy, and violence.*<sup>394</sup>

De manière générale, les démocraties étaient considérées comme bien plus dignes de confiance que les autres régimes politiques. En outre, la démocratie était associée à la capacité de faire d' « *honorable compromise* »<sup>395</sup>, le compromis étant lui-même articulé à la négociation, nous y reviendrons, et opposé à l'agressivité sous-tendant la volonté de conquête : « *Democracy is rooted in compromise, not conquest.*<sup>396</sup> ». Le Président Obama affirmait que la manière dont les dirigeants étatiques – ici les dirigeants iraniens<sup>397</sup> – traitaient les contestations internes contribuait à façonner les relations qu'ils entretenaient avec les autres États : des dirigeants capables de prendre en compte les revendications de leur population et de ne pas les réprimer étaient considérés comme aptes à ajuster leurs représentations et à témoigner d'une compréhension des représentations et des positions de leurs interlocuteurs, dans leur propre pays comme sur la scène internationale. Lorsque des dirigeants étatiques acceptaient l'existence d'une contestation interne et qu'ils en tenaient compte, ils étaient réputés prêts à dialoguer avec les tenants de cette dernière sur une base commune.

Troisièmement, en lien direct avec le deuxième point, les dirigeants américains se représentaient le processus de la démocratisation comme étant nécessairement associé

---

<sup>394</sup> G.W. Bush (2007, 20 avril). *Remarks to the World Affairs Council of Western Michigan and a Question-and-Answer Session in East Grand Rapids, Michigan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=25179>. Notons que cette disction entre idéalisme et réalisme sur la base de la notion d'intérêt qui serait en contradiction avec celle de valeur découle du procès d'intention typique dont a souffert l'idéalisme de l'entre-deux-guerres.

<sup>395</sup> « *That's what democracy is about. Read the United States Constitution. It's about honorable compromise.* » [W.J. Clinton (1993, 20 juillet/a). *Remarks to Democratic Members of the House of Representatives*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46873>].

<sup>396</sup> W.J. Clinton (1993, 27 septembre), *op. cit.*

<sup>397</sup> « *And the Iranian Government should understand that how they handle the dissent within their own country, generated indigenously, internally, from the Iranian people, will help shape the tone not only for Iran's future but also its relationship to other countries.* » [B. Obama (2009, 23 juin). *The President's News Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86323>].

à celui de la pacification du monde. Cette représentation tenait à la fois aux qualités que prêtaient les dirigeants américains aux autres démocraties, plus aptes à coopérer avec les autres États que les régimes dictatoriaux ou autoritaires, et aux valeurs communes, voire aux objectifs communs, que partageaient les États-Unis et les autres démocraties en matière de préservation de la paix et de la sécurité mondiales. Communauté de valeurs et d'objectifs qui faisait des démocraties des alliées, voire des amies des États-Unis. A ce titre, le meilleur moyen « *to protect our land, our people, and our way of life*<sup>398</sup> » était pour le Président Clinton de diffuser ce dernier, de même que pour le Président Bush, qui soulignait le « *power of liberty to transform enemies into allies*<sup>399</sup> » et mentionnait *ad nauseam* les exemples-types qu'étaient selon lui le Japon et la Corée du Sud.

Quoi qu'il en soit, les trois présidents américains successifs avaient acté que « *[d]emocracies rarely wage war on one another*<sup>400</sup> », tandis que les Présidents Clinton<sup>401</sup> comme Bush<sup>402</sup> faisaient ouvertement de la diffusion de la démocratie une stratégie pour assurer la sécurité et la paix américaines et mondiales<sup>403</sup> : à nouveau monde, sous-entendu nouvelle structuration du monde, nouvelle stratégie. La

<sup>398</sup> W.J. Clinton (1994, 3 mai), *op. cit.*

<sup>399</sup> G.W. Bush (2007, 20 avril), *op. cit.*

<sup>400</sup> W.J. Clinton (1993, 27 septembre), *op. cit.*

<sup>401</sup> Par exemple ici : W.J. Clinton (1994, 25 janvier), *op. cit.*] L'un des membres de son administration déclarait également sans ambages : « *I think promoting democracy and stability around the world is certainly in the U.S. long-term interests.* » [D. Myers (1993, 30 juin). *Press Briefing by Dee Dee Myers*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60086>]. De même : « *The United States believes that an expanded community of market democracies not only serves our own security interests, it also advances the goals enshrined in this body's Charter and its Universal Declaration of Human Rights.* » [W.J. Clinton (1993, 27 septembre), *op. cit.*].

<sup>402</sup> En particulier dans le cadre de la lutte contre le terrorisme : « *Today our Nation is committed to an historic, long-term goal: the end of tyranny in our world. (...) Dictatorships shelter terrorists, feed resentment and radicalism, and seek weapons of mass destruction. Democracies replace resentment with hope, respect the rights of their citizens and their neighbors, and join the fight against terror.* » [G.W. Bush (2006, 31 janvier/b). *Fact Sheet: State of the Union: A Strong America Leading the World*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=82961>].

<sup>403</sup> Le Président Clinton faisait à ce titre de la « *[s]ecurity* », de la « *prosperity* » et de la « *democracy* » « *the pillars of our strategy in the new world* », les trois objectifs étant considérés comme ne pouvant être atteints que de façon concomitante [W.J. Clinton (1994, 3 mai), *op. cit.*].

démocratie était même vue comme une condition indispensable à la sécurité des États-Unis par le Président Clinton<sup>404</sup>, le Président Obama faisant lui aussi référence au double intérêt des États-Unis de défendre et de promouvoir leurs valeurs<sup>405</sup>. Il confirmait l'idée selon laquelle, dès lors qu'un État était démocratique, il ne pouvait qu'être allié ou ami des États-Unis, le partage de valeurs communes prévalant dans l'établissement de relations partenariales et amicales entre États. Les États-Unis pouvaient travailler avec « *any nation, large or small, that will contribute to a world that is more peaceful and more prosperous, and more just and more free* » et seraient amis avec « *any nation that respects the rights of its citizens and the responsibilities of international law* »<sup>406</sup>, puisque de telles nations étaient considérées comme non susceptibles de remettre en cause l'identité américaine dans sa dimension de diffusion des valeurs qui lui étaient associées. Condoleezza Rice ne disait pas autre chose lorsqu'elle affirmait que « *our values and our security cannot be separated*<sup>407</sup> » : au-delà de l'idée que la défense et davantage encore la diffusion des valeurs américaines étaient indispensables au maintien de la paix dans le monde *via* une homogénéisation morale et normative, la diffusion des valeurs américaines faisant partie intégrante du noyau identitaire américain, toute remise en cause de ces valeurs revenait à menacer l'identité même des États-Unis. L'ennemi de l'identité américaine était nécessairement une menace pour la sécurité des États-Unis.

---

<sup>404</sup> « *America can only rest secure when every individual knows liberty and all nations live at peace.* » [W.J. Clinton (1994, 27 octobre). *Proclamation 6750—Veterans Day, 1994*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=49377>].

<sup>405</sup> « *And no other nation has made the advancement of human rights and dignity so central to its foreign policy. And that's because it's central to who we are as Americans. It's also in our self-interest because democracies become our closest allies and partners.* » [B. Obama (2012, 23 mai), *op. cit.*].

<sup>406</sup> B. Obama (2012, 19 novembre). *Remarks at the University of Yangon in Rangoon, Burma*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=102661>.

<sup>407</sup> C. Rice (2003, 26 juin). *Remarks by Dr. Condoleezza Rice*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=80457>.

La démocratie était donc à la fois un moyen et une fin, puisqu'elle était un objectif désirable en soi, les libertés qu'elle garantissait étant une aspiration universelle selon les Américains, tandis que sa diffusion était l'une des pierres angulaires de la *War on terror* menée par l'administration Bush et le moyen de défendre l'identité et la sécurité des États-Unis. D'ailleurs, si Condoleezza Rice admit que « *America cannot impose its vision on the world* », elle prévint cependant qu'elle « *[would] use [its] influence to favor freedom* »<sup>408</sup>, ce qui signifiait que l'administration Bush userait de tous les moyens non militaires à sa disposition lui permettant de diffuser sa vision qui faisait de la liberté la valeur centrale. De cette manière, elle contribuait à accompagner les peuples et les États vers le progrès de toute façon présenté comme inexorable puisqu'allant dans le sens de l'histoire. Au-delà de l'intérêt général des États-Unis, tel que se le représentaient les administrations successives, à diffuser leurs valeurs pour favoriser la paix et la sécurité mondiales, la « guerre normative » était présentée par l'administration Bush comme une réponse particulièrement adaptée, mais non exclusive, à la menace terroriste. La volonté de diffuser les valeurs américaines constitua par conséquent une dimension de la politique mise en œuvre en réaction aux attentats du 11 septembre. Les discours du Président Bush laissaient entendre que le terrorisme était davantage un symptôme ou une conséquence du mal que le mal lui-même. Le mal originel résidait dans le déni de libertés, politiques et économiques que subissaient de nombreuses populations. En affirmant cela, il valorisait les États-Unis à deux égards. Premièrement, en identifiant le manque de liberté comme le mal, il faisait des États-Unis les représentants du bien, leur identité étant intrinsèquement liée à la défense de la liberté. Cette dernière fut présentée par le Président Bush comme partie prenante de la guerre contre le terrorisme, qui témoignait selon lui du dévouement des États-Unis en faveur d'un futur meilleur pour l'ensemble des populations. Deuxièmement, en faisant résider le bien et le mal dans les valeurs défendues et non dans les moyens employés, il plaçait les États-Unis dans

---

<sup>408</sup> C. Rice (2002, 29 avril), *op. cit.*



le camp du bien quels que fussent les moyens utilisés pour atteindre leur objectif, forcément vertueux. En cela, il put également élargir les cibles de la *War on terror* aux États non impliqués dans les attentats du 11 septembre mais ayant violé les libertés fondamentales de leur peuple<sup>409</sup>.

Cependant, si la nature du régime politique de ces derniers a été régulièrement mis en cause par l'administration Bush, de même que les violations des droits de l'Homme, des libertés fondamentales étaient condamnées par les administrations Clinton et Obama, les trois administrations soulignaient également la nécessité de diffuser les libertés d'ordre économique et commerciale, non uniquement les libertés d'ordre politique. Les valeurs favorisant la paix aux yeux des dirigeants américains ne relevaient pas uniquement de la démocratie, mais d'un ensemble de valeurs que nous pouvons qualifier de libérales.

### 1.2.2 La croyance en la paix libérale

*Freedom is America's purpose.*

Madeleine Albright<sup>410</sup>

La déclaration de guerre des États-Unis à l'Irak en 2003, ainsi que l'invasion de l'Irak, la chute du régime de Saddam Hussein et l'installation d'un régime démocratique qui ont suivi peuvent être présentées comme l'application par l'administration Bush de la théorie de la paix démocratique, le nouveau régime politique irakien étant alors plus favorable aux États-Unis en raison d'une identité démocratique partagée. Néanmoins, le Président Bush comme les autres dirigeants américains qui nous intéressent ici ne visaient pas à diffuser seulement et prioritairement la démocratie, mais aussi leur modèle économique, puisque la liberté d'entreprendre et de commercer était vue comme favorisant le développement

---

<sup>409</sup> G.W. Bush (2002, 9 décembre). *Proclamation 7634—Human Rights Day, Bill of Rights Day, and Human Rights Week, 2002*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61925>.

<sup>410</sup> M.K. Albright (1998), *op. cit.*, p. 64.

économique et, partant, la démocratisation<sup>411</sup>. Alors que, par exemple, la libéralisation de l'économie russe était présentée par le Président Clinton comme un progrès au même titre que la démocratisation de ses institutions<sup>412</sup>, le Président Bush affirmait que les sociétés qui réussissaient n'étaient pas seulement les sociétés respectueuses des libertés (même s'il présentait la démocratie comme « *the only path to national success and dignity* »), mais aussi les sociétés qui « *privatize their economies and secure the rights of property* »<sup>413</sup>. En ce sens, l'absence tant des libertés politiques qu'économiques était pointée du doigt par le Président Bush comme étant à l'origine des difficultés du Moyen-Orient<sup>414</sup> et justifiait l'augmentation de l'aide au développement américaine<sup>415</sup>.

Précisons que notre propos n'est pas ici d'amender la théorie de la paix démocratique telle qu'elle a été développée au sein des Relations internationales, mais de comprendre les représentations des dirigeants américains en termes de valeurs et de pratiques politiques favorisant la paix. L'étude des discours, mais aussi des pratiques, des dirigeants américains, nous permet d'affirmer qu'ils puisaient dans leur imaginaire sécuritaire des justifications de leurs décisions relevant bien davantage de la paix libérale que de la paix strictement démocratique. Le fait que la paix libérale ait

---

<sup>411</sup> Voir l'application succincte de l'ensemble des dimensions de la paix libérale à la guerre américaine en Irak, proposée par S. Roussel et D. O'Meara (2012). Le libéralisme classique. Dans A. MacLeod et D. O'Meara (dir.), *op. cit.*, p. 150.

<sup>412</sup> Le fait que, en Russie, « *[a]lmost 60 percent of the Russian economy is now in private hands* » était présenté comme une avancée, au même titre que le fait que « *the elements of a free society—elections, open debate, and a strong, independent media, whether the politicians like it or not—[were] beginning to take root* ». [W.J. Clinton (1995, 7 mai). *Remarks to the American Israel Public Affairs Committee Policy Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=51325>].

<sup>413</sup> G.W. Bush (2003, 6 novembre), *op. cit.*

<sup>414</sup> « *The freedom deficit (...) has terrible consequences for the people of the Middle East and for the world. In many Middle Eastern countries, poverty is deep, and it is spreading. Women lack rights and are denied schooling. Whole societies remain stagnant while the world moves ahead. These are not the failures of a culture or a religion. These are the failures of political and economic doctrines.* » [G.W. Bush (2003, 6 novembre), *op. cit.*].

<sup>415</sup> C. Rice (2002, 8 avril). *Remarks by Condoleezza Rice, Assistant to the President for National Security Affairs at the William Waldo Cameron Forum on Public Affairs*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=79483>.

constitué une dimension de l'imaginaire sécuritaire américain ne valide en rien sa potentielle valeur théorique dans le sens positiviste du terme, mais valide sa valeur subjective pour les dirigeants américains : qu'ils aient raison ou tort de croire en la paix libérale ne nous intéresse pas ici, mais il nous faut nous pencher sur la manière dont la paix libérale a pu jouer un rôle sur leurs pratiques politiques dès lors qu'ils la considéraient comme avérée.

#### 1.2.2.1 L'interprétation américaine de la paix libérale

La théorie de la paix démocratique établit un lien entre le régime politique des États et leur manière d'interagir, et, plus précisément, que les démocraties ne se font pas la guerre entre elles<sup>416</sup>, constituant le pendant politique de la paix libérale. Quant au pendant économique de la paix libérale, ce que Gartzke appelle la paix capitaliste, il postule que « *[p]eace can result from at least three attributes of mature capitalist economies* ». Premièrement, « *the rising importance of intellectual and financial capital* » tempère les aspirations à l'expansion territoriale associées au capitalisme. Deuxièmement, le rapprochement des objectifs des « *developed nations* » en matière de politique étrangère « *limits the scope and scale of conflict* ». Troisièmement, l'existence d'un « *new mechanism for competition and communication* » généré par l'émergence des « *global capital markets* » remplace les mécanismes traditionnels d'expression de la compétition entre États, la guerre essentiellement.<sup>417</sup> La paix capitaliste trouve ses racines dans une vaste littérature, de Montesquieu et sa théorie du doux commerce à Kant et sa théorie de paix perpétuelle. La paix capitaliste telle que vue par les dirigeants américains se doublait de la conviction qu'un niveau de vie

---

<sup>416</sup> Pour des raisons tenant, d'une part, aux caractéristiques mêmes du régime politique démocratique (interprétation monadique de la paix démocratique), notamment en termes de transparence des décisions publiques et de contrôle de ces dernières par les citoyens peu enclins à partir se faire tuer sur un champ de bataille, qui rendraient plus difficile la possibilité pour les dirigeants d'un Etat démocratique de déclarer la guerre, et, d'autre part, aux relations qu'entretiendraient entre elles les démocraties, pacifiées par leurs capacités à négocier et à coopérer, mais également aux valeurs et à la culture communes qu'elles partageraient (interprétation dyadique de la paix démocratique).

<sup>417</sup> E. Gartzke (2007). « The Capitalist Peace ». *American Journal of Political Science*, 51 (1), p.166.

élevé, selon les standards occidentaux<sup>418</sup>, et le développement économique favoriseraient la paix. Ce présupposé était typiquement libéral également : il était fondé sur l'idée selon laquelle tous les individus seraient similaires et viseraient le bien-être matériel et l'auto-préservation, une harmonie d'intérêt existant conséquemment entre tous les individus<sup>419</sup> et ce quelle que soit leur culture<sup>420</sup>. C'est sur la base de cette similarité qu'était fondée la conviction des dirigeants américains selon laquelle l'histoire allait vers l'avènement de la liberté et de la démocratie.

Or, pour le Président Clinton, « *people [were] most dangerous when they [felt] most threatened and most helpless, most frustrated*<sup>421</sup> », ce qui permet de comprendre en quoi, selon lui, la démocratie et le capitalisme, en favorisant l'élévation des personnes et leur développement, contribuaient au maintien de la paix. La même idée était défendue par le Président Obama, qui promouvait les « *living standards* » sud-coréens comme ne provenant pas uniquement du caractère démocratique du régime politique nord-coréen, mais de la « *free society* » sud-coréenne, dont ses dimensions politiques mais aussi sociales et économiques<sup>422</sup>. L'identification du développement économique comme facteur de paix est intrinsèquement liée à celle du commerce comme favorisant la paix, puisque le commerce est rendu possible par le

---

<sup>418</sup> « Nous aurons à nous demander combien d'énergie [devra être utilisée] pour l'alimentation, l'eau, le chauffage, le transport, les combustibles synthétiques, l'industrie, la climatisation, la modification des climats locaux et les divers agréments permettant d'atteindre une qualité de la vie conforme à nos conceptions idéales » [AIEA. W.B. Lewis (1972). « Energie nucléaire et qualité de vie ». *Bulletin de l'AIEA*, 14(4) p. 14].

<sup>419</sup> J.M. Owen (1994). « How Liberalism Produces Democratic Peace ». *International Security*, 19(2), p. 89 et 94.

<sup>420</sup> Le Président Obama mettait en exergue « *all those things that human beings all around the world share* » au-delà de leurs différences culturelles et qui étaient selon lui « *more important than the things that [were] different* ». [B. Obama (2009, 7 avril). *Remarks in a Discussion With Students in Istanbul, Turkey*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=85971>].

<sup>421</sup> W.J. Clinton (1997, 17 septembre). *Remarks on International Efforts To Eliminate Landmines and an Exchange With Reporters*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=54631>.

<sup>422</sup> B. Obama (2012, 25 mars). *The President's News Conference With President Lee Myung-bak of South Korea in Seoul*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=100383>.

développement économique : ce dernier étant lié aux capacités de production, il est logique d'affirmer que si un pays ne produit rien, il ne peut rien échanger. Or, le commerce est considéré par les libéraux comme un vecteur essentiel de la paix parce qu'il crée une interdépendance entre les États. De façon générale, la culture occidentale, en particulier américaine, et libérale est, selon Rosow, caractérisée par « *the belief that private property, free trade, and the rational, utilitarian self, can produce a society of peace and secure prosperity*<sup>423</sup> ». De même que le Plan Marshall accordé aux pays européens après la Seconde Guerre mondiale visait à éviter qu'ils ne tombent dans l'escarcelle de l'URSS et qu'ils continuent à commercer avec les États-Unis, ainsi qu'à préserver leur caractère démocratique, l'aide au développement était dédiée à la sécurisation de la démocratie dans les États en développement et à la promotion de l'économie de marché.

Cependant, l'idée de *capitalist peace* est intrinsèquement liée à celle de la paix démocratique dans l'imaginaire sécuritaire américain tel qu'exprimé dans les discours des dirigeants, puisque la liberté d'entreprendre et le développement économique y étaient présentés comme facilités par les régimes démocratiques. Inversement, le libéralisme économique et le commerce étaient considérés par le Président Clinton comme favorisant la démocratisation, l'ouverture économique étant associée à l'ouverture politique<sup>424</sup>. Remarquons que la manière dont le Président Clinton

---

<sup>423</sup> S.J. Rosow (1989). « Nuclear Deterrence, State Legitimation, & Liberal Democracy ». *Polity*, 21(3), p. 568.

<sup>424</sup> « *Expanded trade and more open economies will not only enrich people, they also empower them. Trade is a revolutionary force that wears down the foundations of despotic rule. The experiences of the Philippines, Taiwan, Korea, and others prove that the move toward more open economies also feeds people's hunger for democracy and freedom and more open political systems.* » (*loc. cit.*). Le Président Clinton développa la même idée à plusieurs reprises en prenant des États d'Asie comme exemple, ici par exemple : W.J. Clinton (1994, 16 novembre). *Remarks to the International Business Community in Jakarta*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=49495>. A propos des Chinois, il était également convaincu que « *their movement toward market reform and decentralization will promote more democracy in China and better policies* » [W.J. Clinton (1993, 7 novembre). *Interview With Timothy Russert and Tom Brokaw on "Meet the Press"*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46080>].

décrivait l'ouverture économique de différents pays d'Asie, associée notamment à un accroissement du niveau d'éducation des populations à de la circulation de l'information, correspond aux attributs des « *mature capitalist economies* » qui, selon Gartzke, permettent à ces dernières d'éviter de recourir à la guerre entre elles<sup>425</sup>. Le lien entre démocratisation et développement économique, celui-ci passant inévitablement par la libéralisation de l'économie, était également établi par le Président Obama, pour qui « *the journey to democracy [went] hand in hand with development*<sup>426</sup> ». La diffusion de l'économie de marché et des différentes libertés économiques – en particulier d'entreprendre et de commercer – était aussi importante que celle de la démocratie. L'histoire n'est d'ailleurs pas avare d'exemples où celle de la première a été privilégiée au détriment de celle de la deuxième<sup>427</sup>. En témoigne le discours de Condoleezza Rice, dans lequel elle établit un parallèle entre le contexte post-Seconde Guerre mondiale et le contexte de l'après 11 septembre, confirmant le parallèle entre le Plan Marshall et l'aide apportée aux États en développement, fragiles et susceptibles d'être concernés par l'extension de la tyrannie<sup>428</sup>.

A l'aune de cet imaginaire sécuritaire faisant de la démocratie et du libéralisme économique des facteurs de paix et de sécurité mondiale, les États-Unis et leurs dirigeants avaient intérêt à diffuser la démocratie et à favoriser le développement économique d'autres États, en particulier des plus pauvres : selon le Président Bush, « *a strong world economy [enhanced] our national security by advancing prosperity and freedom in the rest of the world*<sup>429</sup> », puisque la pauvreté formait le terreau de la haine et du terrorisme, principale menace à la sécurité et à la paix américaine et mondiale.

---

<sup>425</sup> E. Gartzke (2007), *op. cit.*, p.166.

<sup>426</sup> B. Obama (2012, 19 novembre), *op. cit.*

<sup>427</sup> L'exemple le plus typique étant celui du Chili et du coup d'Etat orchestré par la CIA pour faire tomber Salvador Allende, qui venait de nationaliser plusieurs entreprises étrangères, dont l'américaine ITT.

<sup>428</sup> Voir la justification de Condoleezza Rice de l'augmentation de l'aide au développement [C. Rice (2002, 8 avril), *op. cit.*].

<sup>429</sup> Cité par R. Howard (2004), *op. cit.*, p. 16.

### 1.2.2.2 L'opérationnalisation de la paix libérale américaine

La paix libérale comme dimension du noyau identitaire américain permet de comprendre, davantage que la seule paix démocratique, que les administrations américaines aient, d'une part, noué des alliances avec des États non démocratiques et ne respectant pas les droits de l'Homme<sup>430</sup> et, d'autre part, qu'elles aient parfois privilégié le développement économique d'un État plutôt que sa démocratisation. Pour cette raison, la paix libérale américaine donnait lieu à des politiques qui pouvaient parfois paraître contradictoires. Il a été souvent reproché aux dirigeants américains, notamment à l'administration Bush, de mener une politique à géométrie variable en matière d'exigences démocratiques et de respect des libertés : comment comprendre la concomitance entre la croisade<sup>431</sup> menée à l'égard de certains États pour que la démocratie s'y développe et l'entretien de relations privilégiées avec des États très loin d'être démocratiques, l'Arabie Saoudite par exemple ? La démocratie et l'économie de marché étaient aussi importantes aux yeux du Président Obama, à plus forte raison parce qu'elles étaient des valeurs partagées avec les États européens, fondant justement les relations privilégiées que les États-Unis entretenaient avec ces derniers<sup>432</sup>.

En ce sens, les cas de la Russie et de la Chine, régulièrement accusées de violer les droits de l'Homme, étaient aussi mentionnés, en particulier par des journalistes. Le

---

<sup>430</sup> L'accent mis sur l'importance de l'ensemble des libertés, y compris économiques, au même titre que les libertés politiques, pouvait être considéré comme l'étant au détriment d'un autre idéal caractérisant théoriquement la démocratie, celui de l'égalité des citoyens. Si l'attachement des dirigeants américains aux droits de l'Homme était régulièrement rappelé, la question nous semble mériter d'être posée.

<sup>431</sup> Le Président Clinton contestait une quelconque volonté de mener « *some crusade to force our way of life and doing things on others or to replicate our institutions* », mais expliquait que les États-Unis se rangeraient aux côtés des peuples exprimant de telles aspirations [W.J. Clinton (1993, 27 septembre), *op. cit.*].

<sup>432</sup> « *Our common values, our common belief in the rule of law, in democracy, in freedom, in a free market system, all those things bind us together.* » [B. Obama (2011, 28 novembre). *Remarks Following a Meeting With President Herman Van Rompuy of the European Union and President Jose Manuel Durao Barroso of the European Commission*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=97325>].

Président Bush affirmait pour sa part aborder constamment la question des droits de l'Homme avec les dirigeants chinois et russes et leur rappeler que « *democracy [was] the way forward* », précisant toutefois que « *developing a democratic society [...] adhering to the traditions and customs of other nations [would] be a work in process* »<sup>433</sup>. Pour sa part, le Président Clinton estimait que la croissance économique était porteuse de davantage de libertés dans tous les domaines, économiques et sociétaux<sup>434</sup> et, dans le cas de la Chine, il assurait que l'intérêt des États-Unis y résidait d'abord dans la mise en œuvre des libertés économiques et commerciales, le respect des droits de l'Homme devant presque en découler naturellement et ne nécessitant de toute façon qu'une évolution progressive. Alors que, selon la théorie de la paix perpétuelle de Kant, « *economic interdependence reinforces constitutional constraints and liberal norms by creating transnational ties that encourage accommodation rather than conflict* »<sup>435</sup>, la dimension économique libérale venant confirmer l'effet pacifique de la dimension politique libérale, les dirigeants américains faisaient du libéralisme économique une base sur laquelle faire évoluer vers davantage de démocratie les États qui s'y conformaient. Le Président Obama ne disait rien d'autre lorsqu'il promouvait le pouvoir d'une « *modern and prosperous economy* » pour « *create a powerful force for reform in the Middle East and North Africa* »<sup>436</sup>, ne s'éloignant en rien des positions de ses prédécesseurs sur le sujet, mais aussi du caractère supérieur des valeurs politiques et économiques américaines par rapport à d'autres<sup>437</sup>.

---

<sup>433</sup> G.W. Bush (2005, 26 janvier/a). *The President's News Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64292>.

<sup>434</sup> C'était le cas de la Chine, dont la « *economic growth [was] bringing broader changes as steps toward freer enterprise [fuelled] the hunger for a more free society.* » [W.J. Clinton (1996, 20 mai). *Remarks to the Pacific Basin Economic Council*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=52835>].

<sup>435</sup> J.R. Oneal, F.H. Oneal, Z. Maoz et B. Russett (1996). « The Liberal Peace: Interdependence, Democracy, and International Conflict, 1950-85 ». *Journal of Peace Research*, 33(1), p. 12.

<sup>436</sup> B. Obama (2011, 19 mai/a), *op. cit.*

<sup>437</sup> B. Obama (2012, 23 mai), *op. cit.*



En cela, il est aisé de comprendre les alliances conclues avec des États non démocratiques, mais qui, non seulement ne remettaient pas en cause le système économique et commercial tel que défendu par les États-Unis, mais y participaient activement, étant par conséquent susceptibles d'évoluer dans la « bonne direction » du point de vue américain. D'autant plus que, si la croissance économique pouvait « *occur in closed societies, even in repressive ones* », elle ne pouvait « *ultimately be maintained* », en particulier en raison de l'importance de l'information dans son développement, information bridée dans les sociétés non démocratiques. Le Président Clinton en concluait que « *[o]pen societies [were] better able to address the frictions that economic growth creates and to assure the continuance of prosperity* » et que « *[t]he rule of law [encouraged] and [protected] investments* ». <sup>438</sup> Par conséquent, les États intégrés dans l'économie et le commerce mondiaux devaient forcément se démocratiser s'ils souhaitaient maintenir leurs performances économiques. Inutile donc de chercher à précipiter la démocratisation d'États qui y viendraient d'eux-mêmes en temps voulu, exceptés les États considérés comme réfractaires et comme représentant une menace pour la sécurité des États-Unis.

Pour autant, si, dans le cas de la Chine, le Président Clinton déclara qu'il était de la responsabilité des États-Unis de ne pas « *simply have a commerce-only relationship* <sup>439</sup> », ce type de relation constituait une porte d'entrée pour propager les autres valeurs américaines rendant possible la paix libérale. Pour lui qui fit de l'économie son cheval de bataille <sup>440</sup>, la sécurité économique représentait « *a big part*

---

<sup>438</sup> W.J. Clinton (1993, 7 juillet), *op. cit.*

<sup>439</sup> W.J. Clinton (1993, 14 septembre). *The President's News Conference With Prime Minister Paul Keating of Australia*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=47072>.

<sup>440</sup> Il constatait que la dimension économique des relations qu'entretenaient les États-Unis avec d'autres États avait pâti de la prédominance des questions sécuritaires durant la Guerre froide et entendait par conséquent rétablir un équilibre entre les deux problématiques : « *[O]ur strength at home depends increasingly on open and equitable engagement with our major trading partners. That requires that we now pay special attention to the economic side of our relationship.* » [W.J. Clinton (1993, 16 avril), *op. cit.*].

*of America's national security*<sup>441</sup> », particulièrement parce qu'elle permettait aux États-Unis de disposer des moyens à la mesure de leur destinée et de leurs responsabilités et parce qu'elle permettait conséquemment aux dirigeants américains de pouvoir agir conformément à leur imaginaire sécuritaire. Il présentait le monde comme un vaste marché et un potentiel débouché pour les produits américains et affirmait que démocratie et économie de marché se développaient mieux de concert. Sur cette base, il justifia l'aide économique accordée à la Russie en 1993 : il s'agissait, d'une part, de faire en sorte que les Russes puissent consommer des produits américains et, d'autre part, de consolider la transition démocratique russe, évitant aux États-Unis de devoir accroître, ou simplement maintenir à un niveau élevé, leurs dépenses militaires, la Russie étant alors engagée dans la voie de la paix libérale<sup>442</sup>.

Les administrations américaines successives ont opérationnalisé leur conviction en la paix libérale à travers la conclusion ou le maintien d'alliances avec des États non démocratiques, mais participant au système économique mondial, et l'entretien de relations commerciales et économiques avec ce même type d'États. Elles l'ont aussi opérationnalisée à travers une régionalisation de l'enjeu de la démocratisation et de la libération économique et commerciale : les deux processus étaient considérés comme pouvant essaimer au-delà des frontières d'un État, par le biais des relations économiques, commerciales, mais aussi diplomatiques qu'il entretenait avec les autres États, en particulier ses voisins. Dans le cas de la péninsule coréenne, le

---

<sup>441</sup> W.J. Clinton (1993, 16 novembre). *Remarks on Governors' Endorsements of NAFTA and an Exchange With Reporters*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46125>.

<sup>442</sup> « *[W]e have a real interest in keeping Russia democratic and keeping them committed to reducing their nuclear arsenals. Why? Because otherwise we have to turn right around and rebuild our defenses at very high levels (...). So a safe, a democratic, a free market-oriented Russia is in the immediate economic interest of every working American (...). If it reverts to a nationalist, even if not a Communist, a highly nationalist nuclear power that forces us to spend more of our money keeping our guard higher.* » [W.J. Clinton (1993, 24 mars). *Interview With Dan Rather of CBS News*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46370>].

Président Bush était convaincu que « *trade, flows of capital, will lead to a more peaceful Peninsula*<sup>443</sup> », l'exemple sud-coréen témoignant déjà du lien entre système politique démocratique et prospérité économique<sup>444</sup>. En outre, les membres des administrations américaines semblaient penser qu'un exemple réussi de démocratisation et-ou de libéralisation économique et commerciale au sein d'une région témoignait de la capacité des autres États de la région à se démocratiser et à se libéraliser économiquement et commercialement<sup>445</sup>. Nous aborderons de manière plus approfondie la dimension régionale appliquée aux cas nord-coréen et iranien dans le chapitre VI. Sans même en avoir l'obligation, comme l'avaient les États-Unis selon leurs dirigeants, de diffuser leurs valeurs, le Président Bush soulignait la capacité des « *free societies and democratic societies* », en tant que « *transforming societies* », à « *transform in a positive way whole societies and whole regions of the world* », à condition de travailler ensemble<sup>446</sup>. L'universalisme des valeurs d'obédience libérale fondait la capacité des sociétés qui s'en réclamaient à les diffuser. En cela, si une société fermée, opprimée et subissant un régime politique dictatorial, voire tyrannique, ne détenait *a priori* pas cette capacité, elle pouvait constituer une concurrence normative dès lors qu'elle était fondée sur un socle normatif et identitaire se voulant universaliste et qu'elle était considérée comme cherchant à contrer l'essaimage libéral.

---

<sup>443</sup> G.W. Bush (2001, 7 mars). *Remarks Prior to Discussions With President Kim Dae-jung of South Korea and an Exchange With Reporters*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=45757>.

<sup>444</sup> A. Fleischer (2002, 25 septembre). *White House Press Briefing*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63255>.

<sup>445</sup> La région était vue comme un ensemble relativement homogène et pouvant faire l'objet de généralisations. Le Président Bush constatait que « *[i]n every region, free markets and free trade and free societies are proving their power to lift lives* », toute région et, partant, tout Etat pouvant conséquemment connaître la même évolution [G.W. Bush (2002, 29 janvier), *op. cit.*].

<sup>446</sup> G.W. Bush (2003, 14 novembre). *Interview With British Journalists*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=885>.

Pour conclure, la mise en exergue des processus d'articulation et d'interpellation dont ont fait respectivement l'objet la démocratie et le libéralisme économique, d'une part, et les sociétés libres et-ou démocratiques, d'autre part, permet de comprendre comment les deux dimensions de la paix libérale, politique et capitaliste, étaient unies en un même objectif et principe d'action pour les administrations américaines. La démocratie et le libéralisme économique étaient tous deux articulés avec les « *basic rights* » des êtres humains, tant dans leur dimension politique – la liberté de choisir ses représentants, la libre expression, l'accès à une presse libre, etc. – qu'économique – le droit à la propriété, la liberté d'entreprendre, etc. – et étaient, à ce titre, présentés comme souhaitables pour l'ensemble des êtres humains. De même, ils étaient articulés à l'idée de progrès et de conformité avec l'histoire, ce qui permettait aux administrations américaines de justifier à la fois des actions contre des États mettant en cause la marche du progrès et des politiques non volontaristes en matière de démocratisation sous couvert d'inévitabilité<sup>447</sup> de cette dernière quelles que fussent les politiques menées. Ils étaient aussi articulés avec l'idée d'ouverture et de transparence : il était possible de prévoir et de comprendre *a minima* les actions des États démocratiques, dont les intentions étaient relativement transparentes, mais aussi celles, au moins sur les plans économique et commercial, des États non démocratiques mais parties prenantes du système économique et commercial mondial, dès lors qu'ils en respectaient les règles, encore une fois *a minima*. En ce sens, les États démocratiques et-ou capitalistes faisaient l'objet d'un processus

---

<sup>447</sup> Le caractère inéluctable de la démocratisation du monde était essentiellement perceptible dans les discours des membres de l'administration Bush. Pour sa part, le Président Clinton avait affirmé qu'il était d'autant plus nécessaire pour les Etats-Unis de promouvoir et de diffuser la démocratie qu'il ne pensait pas que « *freedom [...] or the triumph of democracy* » étaient « *inevitable* » ; à ce titre, « *the power of [american] example and the strength of [american] engagement* » devaient être déployés pour renforcer l'unité du monde [W.J. Clinton (2000, 30 novembre). *Interview With the New York Times*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=1084>]. Au contraire, malgré sa conviction que « *authoritarian rule [was] not the wave of the future* », mais « *the last gasp of a discredited past* », le Président Bush estimait que les Etats-Unis devaient accompagner cette « *wave of the future* » [G.W. Bush (2005, 8 mars), *op. cit.*]. Le noyau identitaire américain n'en restait pas moins marqué par la nécessité de voir les Etats-Unis porter la paix libérale dans le monde.

d'interpellation leur prescrivant de se comporter conformément à l'objectif de paix libérale qu'ils étaient censés viser et les dotant d'un intérêt particulier, celui, d'une part, d'entretenir un ordre international bâti pour favoriser leur développement économique, la protection des droits humains et, partant, l'atteinte d'une paix libérale universelle et, d'autre part, donc d'en respecter les règles.

## CHAPITRE II

### JOUER LES RÈGLES DU JEU ET FAIRE CORPS : COMMUNAUTÉ ET ORDRE INTERNATIONAUX

Le noyau identitaire américain permet de comprendre la manière dont les dirigeants américains se représentaient la manière dont l'ordre international fonctionnait et aurait dû fonctionner et la manière dont les États faisaient et auraient dû faire corps autour de valeurs et d'une identité communes au sein de la « communauté internationale ». Bien qu'ils soient intrinsèquement liés, nous avons choisi de distinguer les deux concepts, celui de « communauté internationale » n'incluant pas l'ensemble des États et, partant, ne permettant pas de comprendre l'ensemble des attentes exprimées par les dirigeants américains à l'égard de tous les États et pas seulement des membres de la « communauté internationale ». Nous le verrons, les représentations dont faisaient l'objet les *rogue states* ne peuvent être comprises qu'au regard de celles visant la « communauté internationale », celles de l'ordre international étant essentielles. Tous les dirigeants américains de la période ont cependant mobilisé de façon bien plus régulière et approfondie le concept de « communauté internationale » que celui d'ordre international : si le premier faisait l'objet d'un processus d'articulation clair et ses membres l'objet d'un processus d'interpellation non moins explicite, le deuxième était davantage sous-entendu, comme s'il était déjà donné et non l'objet d'une construction permanente.

Il nous a fallu définir le concept d'ordre international sur une base bien plus étroite que celle de la définition de la « communauté internationale », mais, une fois défini, nous avons pu alors identifier ce qui en relevait dans les discours des dirigeants

américains sans que le concept soit formellement mentionné. **Par ordre international, tel que représenté par les dirigeants américains, nous désignons la structure des rapports de puissance entre les États, en particulier entre les grandes puissances, dans laquelle les États observent ou sont censés observer des règles de comportement , afin d'en assurer la stabilité.** L'ensemble de ces règles représente le cadre institutionnel de l'ordre international. Il est composé à la fois des règles encadrant le comportement des États, des organisations formellement établies et de normes implicites relatives à la hiérarchie entre les États (la composition du Conseil de sécurité de l'ONU en témoigne). Il façonne la réalité sociale et les pratiques des agents, en particulier des États, en ce que « *[s]ocial and political institutions are (...) seen as collective responses to the physical material context* », à savoir les rapports de puissance entre États, à travers lesquelles les agents reproduisent l'ordre établi<sup>448</sup>. L'affirmation du Président Obama, acte de langage déclaratoire, selon laquelle « *[n]o other nation can play the role that we play in global affairs* », ce qui incluait « *shaping the global institutions of the 20<sup>th</sup> century to meet the challenges of the 21<sup>st</sup>* », <sup>449</sup> faisait du caractère irremplaçable des États-Unis une réalité incontestable. Elle témoigne du rôle des institutions dans le maintien de l'ordre international tel qu'il était, les défis du 21<sup>ème</sup> siècle menaçant l'ordre établi dans lequel les États-Unis occupaient une place prépondérante. L'ordre international désigne la structure des rapports de puissance telle qu'interprétée par les dirigeants américains, sur la base de laquelle un cadre institutionnel a été négocié à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, évoluant à travers les pratiques des agents qui elles-mêmes contribuent à façonner les rapports de puissance. Nous verrons qu'à cette définition basique du concept d'ordre international s'ajoutent des dimensions spécifiques à

---

<sup>448</sup> B. McSweeney (1999), *op. cit.*, p. 111.

<sup>449</sup> B. Obama (2012, 23 mai), *op. cit.*

l'imaginaire sécuritaire américain et caractérisant ce que Ikenberry appelle le « *liberal hegemonic order*<sup>450</sup> ».

Nous avons choisi le terme d'ordre international pour deux raisons relatives aux discours tenus par les dirigeants américains<sup>451</sup>. Premièrement, parce que la notion d'ordre, international ou mondial, a été employée par les trois administrations dont nous étudions la politique étrangère : le Président Clinton exprimait son souhait de voir assurée l'existence de « *a new world order, rooted in peace, dedicated to prosperity and opportunity*<sup>452</sup> » et le Président Bush constatait le défi que représentaient pour « *the fundamental principles of international order*<sup>453</sup> » des extrémistes s'en prenant à d'innocentes victimes. Quant au Président Obama, il mettait en garde contre l'inévitable échec de « *any world order that elevates one nation or group of people over another*<sup>454</sup> ». Les trois citations mettent l'accent sur différentes dimensions de cet ordre, qu'il soit international ou mondial, relatives à ses objectifs, ses principes fondamentaux et sa structure en termes de puissance. Nous verrons que les représentations des membres des administrations américaines successives en matière d'ordre international montraient davantage de différences entre elles que celles portant sur l'identité américaine, objet du premier chapitre. Deuxièmement, si les expressions « *international order* » et « *world order* » sont toutes deux utilisées, nous avons choisi de privilégier la première parce que la vision

---

<sup>450</sup> G.J. Ikenberry (2009). « Liberal Internationalism 3.0: America and the Dilemmas of Liberal World Order ». *Perspectives on Politics*, 7(1), p. 71-87.

<sup>451</sup> Mais aussi parce que la définition de l'ordre international donnée par Aron nous semble proche de notre interprétation du concept tel qu'il ressort des discours des dirigeants américains. Aron le caractérise comme « un ordre incertain, favorable à la limitation des conflits armés, soumis à une oligarchie camouflée sous une phraséologie démocratique » [R. Aron (1972). *Les désillusions du progrès*. Paris : Calmann-Lévy, p. 204].

<sup>452</sup> W.J. Clinton (1993, 12 mars). *Remarks to the Crew of the U.S.S. Theodore Roosevelt*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46330>.

<sup>453</sup> G.W. Bush (2008, 23 septembre). *Remarks to the United Nations General Assembly in New York City*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=84377>.

<sup>454</sup> B. Obama (2009, 4 juin). *Remarks in Cairo*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86221>.



américaine de cet ordre, transcendant les administrations, tourne fondamentalement autour des États, bien que les droits des individus, notamment en tant que citoyens, en constituent l'une des dimensions, nous y reviendrons. Quant à la définition de la « **communauté internationale** », elle est bien davantage issue de l'analyse de l'usage récurrent du concept par les administrations américaines successives. De façon générale, elle désigne **l'ensemble des États, mais aussi des organisations internationales, faisant corps autour de valeurs et d'un projet communs pour le monde**<sup>455</sup>, valeurs et projet que nous détaillerons dans le développement de ce chapitre.

Selon les représentations américaines, « communauté » et ordre internationaux étaient intrinsèquement liés et ne pouvaient exister l'un sans l'autre. La « communauté internationale » s'appuyait sur l'ordre international et ses institutions pour s'affirmer, tandis que l'ordre international trouvait une partie de sa légitimité dans les valeurs et le projet défendus par la « communauté internationale », en particulier sa dimension relative à la domination incontestable, sinon incontestée, des États-Unis. C'est pourquoi il nous faut les examiner de concert. L'analyse des discours des dirigeants américains montre que les États en tant que membres ou potentiels membres de la « communauté internationale » faisaient beaucoup plus souvent l'objet d'un processus d'interpellation spécifique fondé sur leur identité de membre, l'ensemble des États étant considérés comme participant de fait à la définition de l'ordre international. Pour autant, des comportements particuliers étaient attendus de l'ensemble des États et de leurs dirigeants, notamment en matière diplomatique : le Président Obama affirmait ainsi « *[o]ne of the principles of international behavior is*

---

<sup>455</sup> La définition de la « communauté internationale » sur la base des représentations américaines est proche de celle de la « société internationale » telle que conceptualisée par l'École anglaise.

*that our diplomats (...) are going to be protected, they are not targets for threats or physical violence*<sup>456</sup> ».

## 2.1 La co-construction de la communauté et de l'ordre internationaux

Aux représentations de l'identité américaine étaient intrinsèquement associées des représentations de l'ordre international. L'identité des États-Unis comme « *sole indispensable power in the world* »<sup>457</sup> et hégémon bienveillant s'inscrivait dans un ordre international caractérisé par la présence d'une unique puissance mondiale. Inversement, cet ordre international était reproduit parce que les dirigeants américains faisaient en sorte que les États-Unis occupent cette place. En ce sens, nous appliquons à la période post-Guerre froide l'affirmation de Ruggie concernant la construction de l'ordre international post-Seconde Guerre mondiale selon laquelle

*America's choice of the specific features of the postwar institutional frameworks (...) cannot be rendered accurately merely in terms of marginal utility but also reflected America's sense of self as a nation.*<sup>458</sup>

Les dirigeants américains avaient une idée très précise de la manière dont les autres États devaient se conduire sur la scène internationale pour y occuper légitimement leur place, la légitimité provenant de la reconnaissance des autres États, *a fortiori* des États dont l'appartenance à la « communauté internationale » ne faisait pas débat<sup>459</sup>.

### 2.1.1 Seuls pour tous ? Les États-Unis dans l'après-Guerre froide

#### 2.1.1.1 Consubstantialité de l'ordre international et de l'identité américaine

L'ordre international et l'identité américaine étaient mutuellement construits en ce qu'ils se justifiaient l'un l'autre. L'ordre international structuré par la domination

---

<sup>456</sup> B. Obama (2011, 13 octobre). *The President's News Conference With President Lee Myung-bak of South Korea*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=96889>.

<sup>457</sup> J. Carney (2012, 20 janvier), *op. cit.*

<sup>458</sup> J.G. Ruggie (1998), *op. cit.*, p. 863.

<sup>459</sup> Nous n'interrogeons pas ici la légitimité de l'absence de débat sur l'appartenance presque automatique de certains États à cette « communauté internationale », même si elle mériterait à nos yeux de l'être. Ce n'est pour autant pas notre propos ici.

américaine était justifié par les représentations identitaires des dirigeants américains dont faisaient l'objet les États-Unis en tant qu'hégémon assumant la charge de leur statut. Le statut des États-Unis était pour sa part justifié par l'incapacité et l'absence de volonté d'autres États de prendre la place des États-Unis ou de porter une vision concurrente de la dimension institutionnelle de l'ordre international<sup>460</sup>. En cela, le Président Obama déclarait :

*The United States does not fear the rise of peaceful, responsible emerging powers (...) because when more nations step up and contribute to peace and security, that doesn't undermine American power, it enhances it.*<sup>461</sup>

La paix et la sécurité étant par ailleurs articulées au rôle joué par les États-Unis comme hégémon bienveillant, les États étaient considérés comme y contribuant dès lors qu'ils ne remettaient pas en cause ce rôle d'hégémon bienveillant des États-Unis. Les États-Unis étaient, d'après les représentations du Président Obama, un hégémon bienveillant à plusieurs égards. Premièrement, ils assumaient volontairement un rôle qu'aucun autre État ne voulait et n'était en capacité de jouer, un rôle de prise en charge des affaires mondiales et ce au bénéfice de l'ensemble des États membres de la « communauté internationale » : nous parlons volontairement des membres de la « communauté internationale » et non de tous les États composant l'ordre international, puisque les bénéfices provenaient bien de l'appartenance à cette première et non de la simple existence en tant qu'État<sup>462</sup>. La « communauté » et l'ordre international étaient mutuellement construits et intrinsèquement liés en ce que la structure et la base institutionnelle de l'un rendaient possible les conditions d'existence de l'autre, tandis que l'appartenance à l'une offrait la possibilité aux États de profiter des avantages que représentait l'encadrement institutionnel des relations

---

<sup>460</sup> Ikenberry affirme que l'absence de concurrence à laquelle faisaient face les États-Unis était reconnue par les internationalistes : « *Although American power is not uniformly welcome around the world, serious ideological challengers or geopolitical balancers are not to be found. Scholars who a decade ago were debating the prospect of co-operation and conflict in a post-hegemonic world are now debating the character and future of world politics within an American unipolar order.* » [G.J. Ikenberry (2009), *op. cit.*, p. 191].

<sup>461</sup> B. Obama (2012, 23 mai), *op. cit.*

<sup>462</sup> Nous y reviendrons dans la section 2.2.

internationales. Deuxièmement, ils ne s'opposaient pas à l'émergence de puissances secondaires, qui, à condition qu'elles contribuent à la paix et à la sécurité internationales, jouaient le jeu des États-Unis et concouraient à renforcer leur puissance. La « bienveillance » des États-Unis ne pouvait être présentée comme telle qu'en faisant l'impasse sur la définition de la paix et de la sécurité que l'identité et les intérêts américains impliquaient.

Pour paraphraser Ruggie<sup>463</sup>, nous pensons que le caractère américain de l'hyperpuissance et de l'unipolarité était aussi significatif que le caractère unipolaire de l'ordre international dans le façonnement de ce dernier. Autrement dit, l'unipolarité vue comme un facteur de paix à l'inverse de la multipolarité favorisait **particulièrement** la paix parce qu'elle était américaine. De même que la manière dont les dirigeants américains entendaient opérationnaliser le statut d'hégémon des États-Unis affectait la structure et le cadre institutionnel de l'ordre international, la manière dont les États considérés comme puissants se représentaient la façon dont ils devaient témoigner de leur « *greatness* » était cruciale selon le Président Clinton, puisque le futur de l'ordre international en dépendait au moins partiellement :

*One of the big questions that will define the world for the next 10 years is, how will Russia and China define their greatness in the 21<sup>st</sup> century? Will they define it as their ability to dominate their neighbors or to control their own people? Or will they define it in a more modern sense, in their ability to develop their people's capacity to cooperate with their neighbors, to compete and win in a global economy and a global society?*<sup>464</sup>

Le Président Clinton distinguait deux manières de concevoir la « *greatness* » d'un État. L'une, que l'on qualifiera de traditionnelle en opposition à la conception caractérisée comme moderne, consistait en la capacité d'un État à dominer ses voisins, cette domination ayant une connotation belliqueuse, ou à contrôler son

---

<sup>463</sup> Qui affirme « *that American hegemony was every bit as important as American hegemony in shaping the postwar order* » [J.G. Ruggie (1998), *op. cit.*, p. 863, souligné dans l'original].

<sup>464</sup> W.J. Clinton (2000, 8 décembre). *Remarks at the University of Nebraska at Kearney, Nebraska*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=957>.

peuple, le contrôle ayant pour sa part une connotation oppressive et non démocratique. L'autre correspondait à la conception américaine et renvoyait à la capacité des États de respecter les « *rules and the responsibilities of membership in the world community* ». C'était le comportement des États-Unis, respectueux des règles de l'ordre international et des valeurs et des objectifs de la « *world community* », qui était considéré comme conforme aux attentes de cette dernière et comme donnant droit à « *get the full benefits and be a full partner, not a junior partner* ». <sup>465</sup> Le Président Clinton articulait la pratique des rapports de puissance, le respect des valeurs fondatrices de la « communauté internationale » et de ses attentes et, enfin, la reconnaissance des États-Unis comme incarnation de ces valeurs. Cette articulation impliquait que toute remise en cause des États-Unis était également celle de l'ordre international et de la « communauté internationale ». Elle était alimentée par les représentations qu'avaient les dirigeants américains des conséquences de la fin de la Guerre froide, à savoir le maintien des États-Unis comme unique hyper puissance, sans concurrent idéologique sérieux et dont les valeurs étaient légitimées par la chute de l'URSS, sa puissance étant pour autant bénéfique à tous ceux qui en acceptaient et respectaient les corollaires. Les bénéfices résidaient dans la protection que les États-Unis leur offraient : alors que, pendant la Guerre froide, les États-Unis poursuivait une logique de *containment*, préservant les États, essentiellement occidentaux, de la menace soviétique, ils étaient passés à une logique de diffusion de la démocratie <sup>466</sup>, conformément aux attentes des autres peuples <sup>467</sup>. La présence

---

<sup>465</sup> W.J. Clinton (2000, 8 décembre), *op. cit.*

<sup>466</sup> L'« *expansionist adversary* » qu'était l'Union Soviétique ayant disparu [W.J. Clinton (1993, 11 novembre). *Remarks at the Veterans Day Ceremony at Arlington National Cemetery, Virginia*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46098>].

<sup>467</sup> En matière de diffusion de la démocratie (*ibid.*) et de défense, de stabilité et de maintien de la paix

militaire des États-Unis dans toutes les régions du monde, présence non imposée mais découlant de la volonté des États, corroborait cette représentation<sup>468</sup>.

### 2.1.1.2 L'unipolarité de l'ordre international

Quel que fût le Président en poste, les discours des administrations américaines étaient émaillés d'analyses de l'état du monde, de ce qu'il avait été, était, serait ou aurait dû être. Les Présidents Clinton, Bush et Obama avaient pour point commun de distinguer la période à laquelle ils officiaient de celle de la Guerre froide, période de référence en matière de structure spécifique de l'ordre international. C'est sur la base d'une évolution de cette structure que le Président Clinton distinguait le contexte qui lui était contemporain et celui de la Guerre froide : puisque « *[t]he cold war [was] over* » et que « *[t]he world [was] no longer divided into two armed and angry camps* », le monde était par conséquent uni, notamment autour de la démocratie comme en témoignait la naissance de « *[d]ozens of new democracies* »<sup>469</sup>. Nous le verrons plus précisément dans la deuxième sous-partie de ce chapitre, mais les trois présidents américains établissaient un lien explicite entre l'état de l'ordre international en termes de rapports de puissance, d'institutions et de règles et l'état politique de ses composantes principales, les États.

L'administration Bush louait l'unipolarité en termes de normativité, la multipolarité étant au contraire « *a theory of rivalry; of competing interests -- and at its worst -- competing values* », ne pouvant « *promote the triumph of peace* » : le monde n'était pas unipolaire parce que dominé par les États-Unis, mais devait l'être en tant que tout entier dévoué « *to freedom* »<sup>470</sup>. Condoleezza Rice procédait à un transfert de la

---

<sup>468</sup> « *No other nation in history has achieved a global force presence, not through intimidation, not through invasion, but through invitation. (...) No other nation has acquired mastery of land, sea, sky, and space and used it to help advance world peace, instead of to pursue conquest.* » [W.J. Clinton (1998, 29 janvier). *Remarks at the National Defense University*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=54760>].

<sup>469</sup> W.J. Clinton (1993, 27 septembre), *op. cit.*

<sup>470</sup> C. Rice (2003, 26 juin), *op. cit.*

définition de la polarité de l'ordre international : plutôt que de la baser sur le nombre de grandes puissances en place comme c'est le cas dans la tradition réaliste<sup>471</sup>, l'existence de plusieurs grandes puissances relativement équivalentes constituant la multipolarité, elle la fondait sur le nombre d'ensembles de valeurs concurrents sur la scène internationale. La rivalité n'existerait finalement pas entre les États, mais entre des intérêts et des valeurs différents, voire contradictoires. Une telle affirmation lui permettait de rappeler la nécessaire unité des États partageant les mêmes valeurs, de minimiser les différends pouvant exister entre ces derniers, mais aussi de donner à l'unipolarité la connotation positive dont elle pouvait manquer, au même titre que l'hégémonie<sup>472</sup>. De la même manière, le Président Clinton souhaitait que le monde ne connaisse pas à nouveau la bipolarité, mais que, au contraire, la présence d'un seul *leader* permette la convergence des valeurs de chaque peuple vers une base commune sur laquelle fonder à la fois des attentes en termes de comportement, le respect des frontières par exemple, et des luttes faisant l'unanimité<sup>473</sup>. S'il reconnaissait ne pas avoir les moyens de résoudre tous les problèmes auxquels le monde était confronté<sup>474</sup>, aucun conflit idéologique ou de valeur ne lui semblait être en capacité ni de générer une nouvelle bipolarisation du monde sur le modèle de la Guerre froide ni de concurrencer la vision américaine de la communauté et de l'ordre internationaux.

---

<sup>471</sup> Aron différencie pour sa part différents types de système international en fonction de la configuration du rapport de forces et de son homogénéité ou hétérogénéité « qui dépend de la parenté ou de l'opposition entre les régimes intérieurs des différents acteurs » [R. Aron (1967). « Qu'est-ce qu'une théorie des relations internationales ? ». *Revue française de science politique*, 17(5), p. 846].

<sup>472</sup> Dans le même discours, Rice précisait que son propos ne constituait pas « *a description of a unipolar world* » [C. Rice (2003, 26 juin), *op. cit.*].

<sup>473</sup> « *[W]e hope the end of the cold war gives us a chance to develop a partnership with people all around the world based on shared values and shared commitments to democracy and to economic opportunity and to respecting borders, neighbors' borders, so that we can focus on fighting things that we all disagree with, including the proliferation of dangerous weapons and terrorism.* » [W.J. Clinton (1994, 14 février). *The President's News Conference With President Nursultan Nazarbayev of Kazakhstan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=49652>].

<sup>474</sup> « *We understand fully that neither the United States nor any international organization has the power to wipe all the troubles from the world* », qui « *will probably occur as long as human beings inhabit this planet.* » (*ibid.*).

Dans la même logique, l'administration Bush faisait des attentats du 11 septembre, au même titre que la chute de l'URSS pour l'ordre international post-Guerre froide, un événement déterminant et consubstantiel de l'ordre international contemporain, à tout le moins révélateur de son caractère bipolaire au sens donné par Condoleezza Rice. Les deux événements fonctionnaient comme des moments charnières, où le monde aurait basculé dans une nouvelle ère, dont les caractéristiques déterminaient la manière dont les États-Unis devaient agir pour atteindre leurs objectifs. Le Président Bush affirmait que deux camps s'opposaient dans le monde post-11 septembre, celui des États-Unis dirigeant la coalition menant la guerre contre le terrorisme et celui des « *forces of terror and tyranny*<sup>475</sup> ». « *The world* » était pour autant toujours présenté comme l'entité dont la sécurité devait être préservée et comme se trouvant naturellement dans le camp des États-Unis. La confusion entre ordre international et « communauté internationale » apparaissait de façon particulièrement prégnante dans les discours des membres de l'administration Bush, cette dernière ayant globalement soutenu une uniformisation du monde en termes de valeurs et de morale sur laquelle assoir la domination américaine, prétendant ne pas défendre et promouvoir uniquement les intérêts des États-Unis, mais ceux de l'ensemble de la « communauté internationale ». Dans ce cadre, les États-Unis étaient présentés comme les plus à mêmes d'endosser le rôle d'hégémon bienveillant avec le soutien de leurs alliés et de leurs amis et *via* la coopération<sup>476</sup> : l'unipolarité normative ne devait en aucun cas empêcher le multilatéralisme.

Le Président Clinton estimait que son administration devait travailler avec les autres États pour les convaincre du bien-fondé de ses politiques, plutôt que de les leur imposer. Il affirmait que les modalités du *leadership* avaient évolué compte tenu du

---

<sup>475</sup> G.W. Bush (2004, 12 juillet). *Remarks at Oak Ridge National Laboratory in Oak Ridge, Tennessee*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=72686>.

<sup>476</sup> Condoleezza Rice citait en ce sens le Président de la *National Security Strategy* : « *there is little lasting consequence that the United States can accomplish in the world without the sustained cooperation of allies and friends* » [C. Rice (2003, 26 juin), *op. cit.*].



contexte : la manière dont il concevait le *leadership* américain ne découlait pas exclusivement de l'identité des États-Unis telle qu'il se la représentait, mais aussi du contexte international et de la manière dont les États interagissaient alors. Il ne suffisait plus au *leader* en général, aux États-Unis en particulier, de disposer de l'armée la plus importante pour imposer ses vues aux autres nations, il convenait plutôt de travailler avec elles pour satisfaire ses objectifs<sup>477</sup>, d'autant plus que « *most times the problems cannot be solved by military means* ». Partant, la réussite du *leadership* américain dépendait non seulement de la capacité des États-Unis à coopérer avec d'autres nations, mais aussi de la volonté de ces dernières de travailler avec eux. C'est en cela que la compatibilité des représentations mutuelles et des attentes à l'égard des autres États était essentielle. Non seulement, le Président Clinton appelait à la mise en œuvre d'une « *structure* » dans laquelle « *the right things [would] be done when problems arise* », mais estimait qu'il relevait de « *the United States role* » de tenter de créer une telle structure, bénéfique à l'ensemble des peuples et non aux seuls intérêts égoïstes des États-Unis.<sup>478</sup> En ce sens, les États-Unis devaient « *continue to lead the world toward peace, freedom, and prosperity*<sup>479</sup> ».

Si les États-Unis jouaient bien le rôle d'hégémon bienveillant car ils en avaient seuls les capacités, leurs dirigeants considéraient que le projet de la « communauté » internationale et de l'ordre international devait être mis en œuvre par tous leurs membres.

---

<sup>477</sup> « *But most days you get more done by finding a way to engage countries and work with them and persuade them that you're doing the right thing. It's important to have allies in the world we live in, to be more cooperative; even from a leader's point of view, you have to have allies and people that will work with you.* » [W.J. Clinton (1998, 1<sup>er</sup> juillet). *Interview With Central China Television in Shanghai*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=56245>].

<sup>478</sup> *Loc. cit.*

<sup>479</sup> W.J. Clinton (1998, 15 août). *The President's Radio Address*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=54791>.

### 2.1.2 Le projet libéral de la communauté et de l'ordre internationaux

Dans cette sous-section, nous illustrerons particulièrement nos propos par l'exemple de l'AIEA, qui a joué un rôle dans la manière dont les problèmes nucléaires iranien et nord-coréen ont été traités et dont l'objectif s'apparentait, au moins dans un premier temps, à celui poursuivi par les États-Unis dans les deux cas. Et pour cause, l'AIEA fut créée en 1957<sup>480</sup> sous l'impulsion du Président américain Eisenhower, dont le discours, « *Atoms for Peace*<sup>481</sup> », posa les bases d'une vision pacifique de l'usage de l'atome<sup>482</sup>. L'objectif de l'AIEA était alors de promouvoir une coopération en matière nucléaire favorisant la paix, la sécurité et la sûreté nucléaire<sup>483</sup>. Au-delà des actions engagées pour éviter la prolifération des armes nucléaires, conformément à la fonction régulatrice de l'AIEA, cette dernière assurait également une fonction symbolique de diffusion d'une certaine conception de la paix et de la sécurité étroitement liée à la gestion de l'énergie nucléaire<sup>484</sup>, conception libérale similaire à celle des dirigeants américains.

#### 2.1.2.1 Garantir la paix et la stabilité internationales

L'ensemble des missions que les dirigeants américains affirmaient relever de la responsabilité des États-Unis était au moins partiellement endossé par les institutions internationales, en particulier les organisations internationales appartenant à la « famille » des Nations unies et visant à favoriser la paix et le développement

---

<sup>480</sup> Pour un historique succinct de cette création, voir B. Goldschmidt (1977a). « Les origines de l'Agence internationale de l'énergie atomique ». *Bulletin de l'AIEA*, 19(4), p. 12-19.

<sup>481</sup> D.D. Eisenhower (1953, 8 décembre). *Address Before the General Assembly of the United Nations on Peaceful Uses of Atomic Energy, New York City*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=9774>.

<sup>482</sup> S. Eisenhower (2003). « L'atome au service de la paix, 50 ans plus tard ». *Bulletin de l'AIEA*, 45(2), p. 6.

<sup>483</sup> Voir les statuts de l'AIEA : AIEA (1998-2017). *Statute of the IAEA*. Consultable ici : [https://www.iaea.org/sites/default/files/statute\\_fr.pdf](https://www.iaea.org/sites/default/files/statute_fr.pdf).

<sup>484</sup> Les statuts de l'AIEA insistent à plusieurs reprises sur le caractère pacifique que les activités nucléaires doivent revêtir (*loc. cit.*). Au sujet des fonctions symboliques de l'AIEA, voir P. Ségard (2013). *Les fonctions symboliques de l'AIEA dans le cadre de la régulation internationale de la non-prolifération nucléaire : approche constructiviste*. Communication présentée au 12<sup>ème</sup> Congrès de l'AFSP, Paris.

économique<sup>485</sup>, reposant sur la conviction selon laquelle le développement économique « sûr et durable<sup>486</sup> » est une condition de la stabilité et de la sécurité mondiales<sup>487</sup>. Or, cette conviction est une dimension fondamentale de l'identité et des missions des États-Unis. Un parallèle peut par exemple être établi entre la déclaration du Président Obama selon laquelle « *peace [was] not just the absence of war* », mais que « *[t]rue peace [depended] on creating the opportunity that makes life worth living* » et que, conséquemment, les États-Unis « *must confront the common enemies of humanity: nuclear weapons and poverty, ignorance and disease* »<sup>488</sup> et l'article 55 de la Charte des Nations unies<sup>489</sup>, qui met l'accent sur les individus comme objet des politiques onusiennes, sur le développement économique et sur les libertés fondamentales.

Le Président Bush était convaincu des vertus des valeurs libérales en termes de paix et de stabilité internationales, mais déclarait aussi que « *[c]ompetition between great nations [was] inevitable, but armed conflict in our world [was] not.* » A cet égard, il convenait à la fois de « *keep military strengths beyond challenge, thereby making the destabilizing arms races of other eras pointless* », en particulier la puissance militaire américaine, « *and limiting rivalries to trade and other pursuits of peace* »<sup>490</sup>. En ce sens, il faisait de l'économie et du commerce une sorte de domaine de la *catharsis* dans lequel les « *great nations* » pouvaient réaliser, et donc purger, leur inévitable penchant pour la compétition. Le projet des États-Unis pour le monde consistait à faire en sorte que la compétition se limite au domaine économique, tout en

---

<sup>485</sup> M.V. Winspeare-Guicciardi (1977). « Les Nations unies et l'AIEA ». *Bulletin de l'AIEA*, 19(6), p. 4.

<sup>486</sup> Q. Jihui, T. Tisue et A. Volkoff (2001). « L'Atome au service de la paix : à la recherche de résultats par la coopération technique ». *Bulletin de l'AIEA*, 42(1), p. 7.

<sup>487</sup> P. Ségard (2013), *op. cit.*, p. 11.

<sup>488</sup> B. Obama (2011, 21 septembre). Remarks to the United Nations General Assembly in New York City. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=96787>.

<sup>489</sup> *Charter of the United Nations* (1945, 26 juin). Consultable ici : <http://www.un.org/en/sections/un-charter/chapter-ix/index.html>.

<sup>490</sup> G.W. Bush (2002, 1<sup>er</sup> juin), *op. cit.*.

maintenant un contexte dans lequel tant la puissance militaire que la puissance économique américaines seraient indépassables. L'association de la « communauté internationale », comme cadre normatif et moral dans lequel seule la rivalité commerciale et économique était acceptée, et de la puissance militaire américaine, dont l'ampleur visait à décourager toute course à l'armement, devait contribuer à garantir la paix. En cela, les dirigeants américains faisaient preuve d'un mode de raisonnement fondé sur les postulats rationalistes ou libéraux, puisqu'ils avaient appris « *how to construct principles of international order that can command widespread consent* » sur la base de « *a realm of "moral-practical" learning*<sup>491</sup> » qu'ils voulaient universel – affirmant par exemple que tous les peuples pouvaient apprendre et pratiquer la démocratie et les libertés en général.

L'AIEA<sup>492</sup> véhiculait également l'idée selon laquelle les États ne devaient pas chercher à acquérir l'arme nucléaire en raison du coût considérable de cette démarche<sup>493</sup>. Le développement économique contribuant à l'établissement de la paix, l'équipement en armes nucléaires était doublement mis en cause du fait de son coût prohibitif. À l'inverse, l'AIEA faisait la promotion de l'énergie nucléaire comme pouvant contribuer au développement économique des États. En ce sens, McKinney plaida dès les débuts de l'AIEA en faveur de l'énergie nucléaire comme contribuant à la paix mondiale en tant qu'instrument de *self-help* économique et de survie nationale<sup>494</sup>. L'AIEA suivit en cela les prérogatives des Nations unies de favoriser la

---

<sup>491</sup> A. Linklater (1990). « The Problem of Community in International Relations ». *Alternatives: Global, Local, Political*, 15(2), p. 144.

<sup>492</sup> L'ensemble de nos propos portant sur la vision libérale portée par l'AIEA est issu de notre papier déjà cité [P. Ségard (2013), *op. cit.*].

<sup>493</sup> Blix expliquait que « le renoncement à la bombe [était] quasiment universel [...] la plupart des États [n'estiment] plus que l'acquisition d'armes nucléaires [servait] au mieux les intérêts de leur sécurité nationale », mais, au contraire, « que leur intérêt [était] lié à des conditions sociales, écologiques et économiques, d'où l'inutilité d'un armement nucléaire onéreux. » [H. Blix (1995). « L'AIEA, les Nations unies et le nouveau projet nucléaire mondial ». *Bulletin de l'AIEA*, 37(3), p. 4].

<sup>494</sup> R. McKinney (1957). « Atomic Energy: Its Contribution to World Peace Through Economic Self-Help ». *Proceedings of the Academy of Political Science*, 26(3), p. 76.

paix et le développement économique<sup>495</sup>. De même, la stabilité économique et financière et la sécurisation des débouchés commerciaux des États-Unis<sup>496</sup> constituaient deux des objectifs premiers des dirigeants américains. Pour le Président Clinton, « *for the first time ever, (...) in 1945, America was forced to lead the rest of the world and to be involved in the rest of the world* », en particulier afin de

*build an economic system that would avoid having another Great Depression, that would enable everybody to make a living and work hard and raise their children and have a good life in our country and in other countries.*<sup>497</sup>

Sa déclaration confirme notre analyse selon laquelle il était convaincu de la nécessité pour les États-Unis de jouer un rôle d'hégémon bienveillant, proche de celui conceptualisé par Kindleberger, d'autant plus qu'il se référait à la « *Great Depression* » analysée par l'économiste. Pour Kindleberger, celle-ci « *was caused by the absence of a lender of last resort in the international financial system* », par conséquent « *[o]nly a hegemon would have the capacity and interest to provide the public good of financial stability* ». <sup>498</sup> Pour les dirigeants américains, le « *public good* » à fournir aux composantes de l'ordre international résidait aussi dans l'ouverture des marchés, pour libérer l'économie et le commerce : l'hégémon américain n'était pas bienveillant parce qu'il cherchait à garantir la stabilité internationale de façon désintéressée, mais ses dirigeants interprétaient cette stabilité à travers la grille de lecture que leur fournissait leur imaginaire sécuritaire comme étant dans l'intérêt des États-Unis. En fonction du contexte international, les États-Unis eurent différents objectifs de politique étrangère dépendamment de l'interprétation qu'avaient leurs dirigeants des menaces pesant sur l'identité américaine et des « *public goods* » à garantir ou à fournir : alors qu'il s'agissait d'assurer le maintien des démocraties existantes pendant la Guerre froide, une des

<sup>495</sup> M.V. Winspeare-Guicciardi (1977), *op. cit.*, p. 4.

<sup>496</sup> Le commerce constituant l'une des sources de la puissance et du *leadership* américains [W.J. Clinton (1993, 10 juillet/a), *op. cit.*]

<sup>497</sup> W.J. Clinton (1995, 5 septembre). Remarks and a Question-and-Answer Session With Students at Abraham Lincoln Middle School in Selma, California. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=51802>.

<sup>498</sup> P. Katzenstein, R. Keohane et S. Krasner (1998), *op. cit.*, p. 660.

« *pole stars that guided our affairs in the past years*<sup>499</sup> », les « *economic challenges* » devaient désormais guider l'action des États-Unis. Pour les relever, il convenait d'assurer l'expansion de la « démocratie de marché »<sup>500</sup>, non seulement parce que « *market democracies (...) [made] more peaceful and constructive partners*<sup>501</sup> », mais aussi parce qu'il était dans l'intérêt des États de se conformer aux standards américains<sup>502</sup>, sous peine de connaître un sort similaire à celui de Cuba<sup>503</sup>. À l'inverse, le Président Bush comptait la Chine parmi les États avec lesquels les États-Unis avaient « *a lot in common* » aux côtés du Japon et de la Corée du Sud<sup>504</sup>, en raison de leurs « *trading interests* » communs. À ses yeux, un État n'était pas fréquentable uniquement lorsqu'il était démocratique ou respectait les droits de l'Homme, mais aussi lorsqu'il mettait en œuvre des mesures économiques et commerciales compatibles avec les standards américains et internationaux : à l'instar des libéraux, le Président Bush semblait convaincu « *that trade and exchange have a modernizing and civilizing effect on states, undercutting illiberal tendencies and strengthening the fabric of international community*<sup>505</sup> ».

---

<sup>499</sup> W.J. Clinton (1993, 19 novembre/a). *Remarks to the Seattle APEC Host Committee*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46137>.

<sup>500</sup> Le fait que « *with the demise of state socialism and the ideological battle between capitalism and communism, capitalism has emerged triumphant and is now virtually global in extent* » est considéré par Laffey comme l'une des caractéristiques du monde post-Guerre froide « *on which most IR scholars would agree* » [M. Laffey (2003). « Discerning the Patterns of World Order: Noam Chomsky and International Theory after the Cold War ». *Review of International Studies*, 29(4), p. 589].

<sup>501</sup> W.J. Clinton (1993, 19 novembre/a), *op. cit.*

<sup>502</sup> Nous y reviendrons dans la sous-section 2.2.3.

<sup>503</sup> Pour le Président Clinton, « *[t]he real problem [was] the stubborn refusal of the Castro regime to have an open democracy and an open economy* » [W.J. Clinton (1994, 19 août). *The President's News Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=48994>]. Le Président Bush partageait son point de vue et reprochait à Castro non seulement d'avoir « *[imprisoned] people because of their beliefs* », mais aussi d'avoir « *[ruined] an island* » [G.W. Bush (2008, 28 février). *The President's News Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=76474>].

<sup>504</sup> G.W. Bush (2002, 16 février/b). *Remarks to the Republican Party of Alaska in Anchorage*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64704>.

<sup>505</sup> G.J. Ikenberry (2009), *op. cit.*, p. 72, nous soulignons.

### 2.1.2.2 Les contradictions de la « communauté » et de l'ordre internationaux

Leurs contradictions provenaient de la confrontation de leurs différentes dimensions normatives entre elles et de l'opérationnalisation distincte de la communauté et de l'ordre internationaux tels que se les représentaient les dirigeants américains à travers leur imaginaire sécuritaire. Premièrement, l'objectif de stabilité de l'ordre international tel que poursuivi par les dirigeants américains pouvait entrer en contradiction avec la promotion de la démocratie et des droits humains dans le monde et donc avec l'une des dimensions institutionnelles de l'ordre international et avec l'une des dimensions normatives de la « communauté internationale ». Puisque la responsabilité des États-Unis consistait notamment à diffuser les libertés à la fois politiques et économiques, la question des droits de l'Homme n'était qu'une dimension normative parmi d'autres défendues par les États-Unis sur la scène internationale. Aucune hiérarchie n'avait d'ailleurs été explicitement établie entre ces deux normes par aucun des présidents américains<sup>506</sup>. Les États non démocratiques mais respectueux du leadership américain et de l'ordre international étaient présentés comme ne menaçant pas la stabilité de l'ordre international, voire comme faisant partie de la « communauté internationale », au contraire des États qui, non seulement, n'étaient pas démocratiques, mais remettaient en cause les normes internationales par leur comportement extérieur. Or, le respect du leadership américain et de l'ordre international pouvait passer par la pleine et entière participation de l'État concerné à l'économie et au commerce mondiaux, ces derniers fonctionnant selon les standards établis par les États-Unis. De plus, le fait pour le dirigeant d'un État non démocratique de reconnaître publiquement la nécessité de faire progresser la démocratie ou de mettre en œuvre une réforme, même timide, constituait pour le Président Bush<sup>507</sup> un signal positif, voire suffisant. Dès lors que la question de la

---

<sup>506</sup> Sauf peut-être durant la présidence de Jimmy Carter.

<sup>507</sup> Par exemple, il déclara : « *I urge my friend His Majesty to make sure that democracy continues to advance in Jordan. I noticed today that he put forth a reform that will help more people participate in*

démocratie était évoquée et que les dirigeants étatiques en acceptaient le principe, cela pouvait signifier qu'ils ne souhaitaient pas froisser les États-Unis et qu'ils respectaient ce qu'étaient les États-Unis, ainsi que l'ordre international que leurs dirigeants promouvaient<sup>508</sup>. Cependant, en se concurrençant, les différentes dimensions normatives de la communauté et de l'ordre internationaux risquaient de s'affaiblir. Par exemple, le principe du partage des connaissances scientifiques en matière d'énergie atomique comme facteur de paix était critiqué, en particulier dans le cas de l'Iran, nous y reviendrons, alors qu'il était initialement présenté comme l'un des moteurs du développement économique, qu'il justifiait la politique de l'AIEA en termes de programmes de formation et de recherche, d'organisation de colloques, d'assistance technique et d'élaboration de codes et de règlements internationaux<sup>509</sup> et, *last but not least*, qu'il était censé combler le « fossé qui [séparait] pays développés et pays en développement, riches et pauvres, pays qui [possédaient] des connaissances techniques et ceux qui n'en [possédaient] pas » en grande partie responsable de « l'instabilité de notre monde »<sup>510</sup>. En effet, plus les connaissances sur les techniques liées aux armes atomiques se répandaient à travers le monde, plus le risque de prolifération augmentait<sup>511</sup>. Ce principe ne contribuait donc pas systématiquement à la paix telle que l'entendait l'AIEA ; c'est sans doute pour cette raison que « certains secrets scientifiques et techniques » avaient été « jalousement gardés<sup>512</sup> ». <sup>513</sup>

---

*future governments of Jordan. I appreciate His Majesty's understanding of the need for democracy to advance in the greater Middle East.* » [G.W. Bush (2005, 26 janvier/a), *op. cit.*].

<sup>508</sup> Courmont estime que les dirigeants américains percevaient comme logique l'hégémonie américaine sur le monde en raison de la grandeur de leurs valeurs. Peu importait qu'un régime fût dictatorial ou répressif tant qu'il ne contestait pas cet état de fait [B. Courmont (2007). *Washington et les États voyous : une stratégie plurielle ?*. Paris : Dalloz, p. 25].

<sup>509</sup> S.W. Cole (1961). « Rapport annuel de l'AIEA à l'Assemblée générale des Nations unies ». *Bulletin de l'AIEA*, 3(1), p. 15.

<sup>510</sup> C. Vélez Ocón (1982). « La coopération technique internationale pour un monde plus sûr ». *Bulletin de l'AIEA*, 24(0), p. 22.

<sup>511</sup> M.V. Winspeare-Guicciardi (1977), *op. cit.*, p. 5.

<sup>512</sup> S. Eklund (1977). « Discours du Directeur général à la XXIème session de la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique ». *Bulletin de l'AIEA*, 19(6), p. 7.

<sup>513</sup> P. Ségard (2013), *op. cit.*, p. 12 et 14.



Deuxièmement, les projets respectifs de la « communauté » internationale et de l'ordre international et des États-Unis se sont co-construits, mais sont distincts l'un de l'autre. Le premier concerne l'ensemble du monde alors que le deuxième a d'abord trait aux États-Unis. En dépit de la vision de l'ordre international qu'il impliquait, le projet américain relevait d'abord de la place que les États-Unis devaient y occuper. Le premier s'est progressivement émancipé de la seule vision américaine, dès lors qu'il était approprié par les dirigeants d'autres États et par le personnel des Nations unies, qui contribuaient en cela à sa (re)construction permanente : de façon paradoxale, dès lors que les dirigeants des États-Unis ont impulsé la création des institutions internationales inspirées de leurs propres représentations et institutions – les États-Unis ont même, selon Ikenberry, « *found itself taking responsibility for organizing and operating the system*<sup>514</sup> » –, ils devaient accepter qu'elles leur échappent au moins partiellement. L'exemple de l'AIEA est encore une fois très parlant à cet égard. Susan Eisenhower et Mohamed Elbaradei évoquèrent en 2003 de façon similaire la « vision » animant l'AIEA<sup>515</sup>, selon laquelle la puissance de l'atome devait être utilisée pour faire le bien et non le mal<sup>516</sup>, sa fonction symbolique consistant en la diffusion de cette vision. En revanche, Elbaradei plaida pour sa part en faveur de l'instauration d'un système de sécurité collective, allant à rebours de « la dissuasion nucléaire dans le cadre d'une conception “bons contre méchants”<sup>517</sup> », en référence directe au discours du Président Bush, nous y reviendrons. Il rejetait explicitement une vision manichéenne de l'ordre international, bien que le vocabulaire employé par les agents de l'AIEA ait maintenu une vision peu nuancée de l'usage devant être fait de l'énergie nucléaire. L'AIEA a longtemps légitimé la hiérarchie créée par la possession de l'arme nucléaire par les deux superpuissances, par le Royaume-Uni au moment de sa création et par la France et la Chine au moment

<sup>514</sup> G.J. Ikenberry (2009), *op. cit.*, p. 79.

<sup>515</sup> S. Eisenhower (2003), *op. cit.*, p. 6 et M. Elbaradei (2003b). « L'atome au service de la paix. Une vision pour l'avenir ». *Bulletin de l'AIEA*, 45(2), p. 17.

<sup>516</sup> M. Elbaradei (2003b), *loc. cit.*

<sup>517</sup> M. Elbaradei (2005). « Une course que nous pouvons gagner : le monde peut – et doit – construire un cadre de sécurité plus solide ». *Bulletin de l'AIEA*, 46(2), p. 35.

de la conclusion du TNP<sup>518</sup>. Garante de son respect, elle justifiait la distinction établie entre États nucléaires et États non-nucléaires<sup>519</sup>, ainsi que « le principe de la perpétuation du partage du monde en deux catégories de puissance » et dans sa configuration caractéristique de la Guerre froide<sup>520</sup>, rendant illégitime toute velléité de développement d'un arsenal nucléaire par un État non-membre du Club<sup>521</sup>. Pour autant, la qualification du TNP comme étant « discriminatoire », le constat selon lequel « les négociations en vue d'une réduction des forces armées classiques [annulaient] [...] les raisons du maintien des grands arsenaux nucléaires », alors même que « relativement peu nombreux [étaient] ceux qui [préconisaient] le démantèlement de tous les systèmes d'armement nucléaire dans le proche avenir<sup>522</sup> », et enfin la critique d'Elbaradei quant à l'absence d'engagement des États nucléaires en faveur du désarmement nucléaire, « les armes nucléaires [ayant] conservé leur prépondérance comme moyen d'ultime puissance<sup>523</sup> », témoignèrent d'une évolution et d'une certaine forme d'émancipation du projet d'ordre international tel que porté par l'AIEA par rapport à celui porté par les administrations Clinton et Bush.<sup>524</sup> En outre, si l'ONU a d'abord été pour les dirigeants américains un support de promotion de leurs valeurs et de leur vision du monde face à la conception soviétique, cela a ensuite changé avec la décolonisation et la multiplication des pays du Tiers-monde à

---

<sup>518</sup> Celui-ci précise : « *a nuclear-weapon State is one which has manufactured and exploded a nuclear weapon or other nuclear explosive device prior to 1 January, 1967.* » [Nations unies (1968, 1<sup>er</sup> juillet). *Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP)*. Consultable ici : [http://www.un.org/fr/conf/npt/2015/pdf/text%20of%20the%20treaty\\_fr.pdf](http://www.un.org/fr/conf/npt/2015/pdf/text%20of%20the%20treaty_fr.pdf), p. 4].

<sup>519</sup> Pour Bull, la conclusion du TNP révélait la crainte des superpuissances de voir un jour le rapport de force avec les pays du Tiers-Monde s'inverser ; il était alors préférable que ces derniers ne puissent se doter de l'arme nucléaire [H. Bull (1975). « Rethinking Non-Proliferation ». *International Affairs*, 51(2), p. 178].

<sup>520</sup> B. Goldschmidt (1977b). « La négociation du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) ». *Bulletin de l'AIEA*, 19(4), p. 81.

<sup>521</sup> A. Bargman (1977). « The United Nations, the Superpowers, and Proliferation ». *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 430, p. 124.

<sup>522</sup> L. Scheinman (1992). « Le Traité de non-prolifération : vers l'horizon 1995 ». *Bulletin de l'AIEA*, 34(1), p. 35.

<sup>523</sup> M. Elbaradei (2003a). « ADM et sécurité mondiale : l'heure de la réforme ». *Bulletin de l'AIEA*, 45(1), p. 5.

<sup>524</sup> P. Ségard (2013), *op. cit.*, p. 13 à 15.

l'Assemblée des Nations unies, rendant plus difficile la possibilité pour les États-Unis d'imposer leur vues sous couvert du compromis onusien. Cela est d'autant plus visible que les dirigeants américains n'ont pas hésité à passer outre les décisions ou les règles des Nations unies ou du Conseil de sécurité, lorsqu'elles n'allaient pas dans un sens qui leur était favorable. Le Président Bush ne prit par exemple pas la peine de lancer l'opération « Liberté en Irak » sous mandat des Nations unies, conscient du risque de se voir refuser ce mandat, notamment face à la levée de boucliers de la France.<sup>525</sup>

## 2.2 Appartenir (ou pas) à la communauté internationale

*[T]his is not the way you conduct business in the world; this is not the way that peaceful nations conduct their affairs. [...] [I]n order to be an accepted nation, a nonisolated nation, there are certain international norms that you must live by.*

Président Bush<sup>526</sup>

Les Présidents Clinton, Bush et Obama ont tous constaté l'exclusion de la Corée du Nord et de l'Iran de la « communauté internationale » et estimé que les deux États auraient pu la rejoindre à condition de satisfaire différents critères, en particulier en termes de politique étrangère et de politique nucléaire. Cela pose la question de leurs représentations respectives de ce que devaient être les comportements étatiques au sein de cette « communauté internationale », une communauté étant notamment définie par une identité propre et des comportements attendus par ses membres en son sein. L'idée de « communauté internationale » était mobilisée par les présidents américains et leurs administrations respectives lorsqu'il était question de paix et-ou de sécurité mondiales de manière générale, lorsqu'un conflit menaçait ces dernières, qu'il heurtait les valeurs et les principes d'action fondant l'unité au moins apparente des membres de cette communauté<sup>527</sup> ou qu'il était considéré par les dirigeants

<sup>525</sup> P. Ségard (2009), *op. cit.*, p. 27-28.

<sup>526</sup> A propos du comportement de la Corée du Nord [G.W. Bush (2006, 21 juin), *op. cit.*].

<sup>527</sup> L'Iran était par exemple régulièrement présenté comme représentant « *a threat to the international community* » [Administration Clinton (1993, 8 juillet). *Background Briefing by Senior Administration*

américains comme devant être nécessairement résolu de façon collective. La « communauté internationale » était alors l'objet de processus d'articulation et d'interpellation, à travers une large gamme d'actes de langage : déclaratoires – la « communauté internationale » étant présentée comme s'exprimant à travers « *a single voice* »<sup>528</sup> –, directifs – en particulier à l'égard des engagements pris par la « communauté internationale »<sup>529</sup> – et engageants<sup>530</sup>. A travers ces actes de langage, les dirigeants américains contribuaient à façonner la « communauté internationale », puisque lui prêter des caractéristiques particulières, mais aussi des déclarations, des engagements et des promesses, participait des processus d'articulation et d'interpellation. Ces processus faisaient d'elle une entité identitaire relativement unie – à tout le moins du point de vue américain –, entretenant des relations particulières avec les différents types d'État, dont ses membres, interprétant les situations auxquelles elle était confrontée de façon spécifique et y répondant de manière particulière.

Les États-Unis étaient régulièrement présentés comme représentatifs de la « communauté internationale », soit en ce que leurs dirigeants considéraient avoir agi en son nom, soit en ce qu'ils étaient convaincus que les responsabilités des États-Unis « *assigned (...) by the international community* »<sup>531</sup> » faisaient d'eux les plus éminents membres de cette dernière, soit enfin en ce qu'ils avaient les mêmes attentes que

---

*Official*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59963>].

<sup>528</sup> Par exemple à l'égard de l'Iran [S. McClellan (2005, 11 février). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66141>].

<sup>529</sup> En affirmant que « *the words of the international community must mean something* » et en poursuivant par l'idée que « *[s]anctions must exact a real price* » et que « *[i]ntransigence must be met with increased pressure* », c'est bien à la « communauté internationale » que le Président Obama demandait de faire preuve d'intransigeance [B. Obama (2009, 10 décembre), *op. cit.*].

<sup>530</sup> L'administration Bush affirmant que « *the international community has said, no more carrots, no more rewards for bad behavior; there are going to be punishments, there are going to be consequences for bad behavior* » à propos de la Corée du Nord [T. Snow (2006, 13 octobre). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60269>].

<sup>531</sup> W.J. Clinton (1997, 10 octobre), *op. cit.*

celles qu'ils présentaient comme étant celles de cette hypothétique communauté. Par exemple, le Président Obama déclarait que « *the United States [was] prepared to offer North Korea a different future* » en précisant qu'un tel futur « *must be reached by a nation that takes its place in the international community by fully living up to its international obligations* »<sup>532</sup>. Il véhiculait ainsi l'idée selon laquelle entretenir de bonnes relations avec les États-Unis équivalait à appartenir à la « communauté internationale », la décision des dirigeants américains paraissant déterminante dans l'amélioration des perspectives nord-coréennes. En incluant à et en excluant un État<sup>533</sup> de la « communauté internationale », les dirigeants américains contribuaient à en construire l'identité.

### 2.2.1 Le club sélect de la « communauté internationale »

L'appartenance des États à la « communauté internationale » impliquait qu'ils soient reconnus comme des membres responsables par les dirigeants américains, qui leur laissaient alors l'opportunité de prospérer. À l'inverse, tout était fait pour que les États qui en étaient exclus en subissent âprement les conséquences.

#### 2.2.1.1 La nécessaire reconnaissance des États-Unis

La représentation du Président Clinton de ce qu'était et de ce que devait être la « communauté internationale » était intrinsèquement liée à la façon dont les États devaient s'y comporter. Il était conséquemment possible d'affirmer l'appartenance d'un État à la « *world community* » uniquement lorsque son comportement avait été jugé conforme aux « *international standards* ». Ce jugement avait pour corollaire l'acceptation par les États que les dirigeants américains « *[felt] free to speak firmly and honestly* » lorsqu'ils estimaient que ce qu'ils avaient fait était « *wrong by international standards* ».<sup>534</sup> L'appréciation de la manière dont les États se

<sup>532</sup> B. Obama (2009, 14 novembre), *op. cit.*

<sup>533</sup> Par exemple à travers la désignation d'un État comme étant un *rogue state*, voir le troisième chapitre.

<sup>534</sup> W.J. Clinton (2000, 8 décembre), *op. cit.*

comportaient et de son adéquation avec les attentes de la « communauté internationale » influençait fortement leur intégration ou leur exclusion de cette dernière. Le comportement d'un État ne pouvait être « bon » ou « mauvais » en soi, mais pouvait uniquement être jugé comme tel par les autres États, en particulier par les États-Unis au regard de leur rôle dans la construction identitaire de la « communauté internationale ». Un État souhaitant en faire partie et bénéficier des avantages associés devait se préoccuper des représentations dont il faisait l'objet chez les dirigeants des autres États. C'est ce qu'affirmait l'administration Bush à propos des États soutenant le terrorisme :

*[n]ations should stop harboring terrorists because it is the wrong thing to do if a nation wants to be seen as a serious and legitimate player on the international stage.*<sup>535</sup>

La légitimité d'un État et son droit à être traité avec respect ne pouvaient provenir que de la reconnaissance des autres agents, le respect des règles et des normes internationales n'ayant de conséquences que dans le cadre de leurs interactions. En outre, l'administration Bush mettait l'accent sur la nécessaire dimension morale de l'action des États : elle n'évoquait pas le respect d'une règle précise, mais un critère d'appréciation de l'action se référant au bien et au mal, concepts universels du point de vue américain<sup>536</sup>. Dans le cas des politiques à mettre en œuvre face au terrorisme, elle ne mettait que rarement en exergue la dimension normative et légale des exigences auxquelles était soumise toute nation membre de la « communauté internationale », mais bien la dimension morale, à savoir l'adhésion à un ensemble d'obligations non nécessairement écrites, signées et ratifiées, mais découlant d'une prétendue morale universelle et partagée par l'ensemble des peuples et des cultures. Pour autant, elle voyait l'appartenance à la communauté internationale comme dépendant de plusieurs éléments relevant du respect des normes écrites. Il était par exemple annoncé à la Corée du Nord que « *an end to all involvement in criminal*

<sup>535</sup> A. Fleischer (2003, 27 mai), *op. cit.*, nous soulignons.

<sup>536</sup> Le problème de l'idée de « communauté » en Relations internationales soulève de toute façon des « *issues of moral inclusion and exclusion* » selon A. Linklater (1990), *op. cit.*, p. 135.

*activity [was] a necessary prerequisite to entry into the international community*<sup>537</sup> », à savoir l'arrêt de tout comportement violant le droit international. L'administration Bush exprimait en cela la volonté de voir une « communauté internationale » initialement particulariste devenir universaliste<sup>538</sup>. Alors que la première conception se référait « *to the West, or a bit more broadly to the set of liberal democratic states* », celle-ci ayant été effectivement élargie dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, en particulier avec la démocratisation du Japon<sup>539</sup>, la seconde désignait « *some form of moral collectivity of humankind which exists as an ethical referent* »<sup>540</sup>. Les États-Unis incarnant, selon les représentations de l'administration Bush, la morale à laquelle ils se référaient<sup>541</sup>, leur reconnaissance de l'adéquation des autres États à cette morale était indispensable à leur intégration à la « communauté internationale ». Le Président Obama avait une conception similaire de la

---

<sup>537</sup> G.W. Bush (2006, 15 septembre). *Presidential Determination on Major Drug Transit or Major Illicit Drug Producing Countries for Fiscal Year 2007*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=23714>.

<sup>538</sup> Un universalisme de façade si l'on se réfère à la définition de l'objectif de l'universalisme selon Linklater : « *to defend moral inclusion and equality without positing a single human identity, and to value difference without subscribing to doctrines of innate superiority and inferiority and correlative forms of moral exclusion* » [A. Linklater (1990), *op. cit.*, p. 141], soit l'inverse de ce que pratiquait l'administration Bush.

<sup>539</sup> Le Président Bush répétait à l'envi [au point qu'il reconnaissait que son « *press corps [was] bored with this (...) Koizumi story* » [G.W. Bush (2006, 7 juillet), *op. cit.*] que, en dépit de « *a lot of wondering whether or not Japan could conceivably self-govern, whether or not the reconstruction efforts were working* », le Japon était désormais libre et « *a partner in peace* ». A ce titre, il pouvait « *sit at a table with somebody like Prime Minister Koizumi—the leader of a country against whom [his] dad fought* » [G.W. Bush (2004, 20 juillet). *Remarks in a Discussion at Kirkwood Community College in Cedar Rapids, Iowa*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=72697>].

<sup>540</sup> B. Buzan et A. Gonzalez-Pelaez (2005). « 'International Community' after Iraq ». *International Affairs*, 81(1), p. 32-33. Nous avons amputé la définition de la conception universaliste précisant « *even if not organized in any way* » (*ibid.*, p. 32), puisque, conformément aux représentations des membres de l'administration Bush, la « communauté internationale » reposait sur une organisation institutionnelle.

<sup>541</sup> Selon l'administration Bush, appartenir à la « communauté internationale » s'apparentait au fait d'être civilisé. Or, la civilisation devait profiter à tous les peuples, en particulier sous la forme de l'accès à la liberté. [G.W. Bush (2003, 6 novembre), *op. cit.*]. La liberté faisant partie des « *natural rights* » ayant façonné les États-Unis [G.W. Bush (2006, 21 mars). *The President's News Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=65409>], les conceptions particulariste et universaliste de la « communauté internationale » de l'administration Bush ne faisaient qu'une.

« communauté internationale » en ce qu'il mettait l'accent sur la justice vers laquelle tendrait « *[t]he arc of the moral universe* » et affirmait que la communauté internationale partageait ce point de vue<sup>542</sup>. Il signalait de surcroît que l'Iran pourrait prendre toute sa place en son sein dès lors que

*a Iranian Government [would] act responsibly (...), along the lines of not just basic codes of conduct or diplomatic norms, but just basic humanity and common decency.*<sup>543</sup>

La définition de ces derniers critères, encore plus subjectifs et sujets à interprétation que les « *diplomatic norms* », correspondait nécessairement à celle des dirigeants américains qui les érigeaient comme critères d'inclusion à la « communauté internationale ».

S'inscrivant davantage dans une conception particulariste de la « communauté internationale », l'administration Clinton avait pour sa part détaillé les attentes associées à l'appartenance à la « *Community of Democratic Nations* », les termes employés étant à eux seuls révélateurs puisqu'ils ne désignaient pas une hypothétique communauté de tous les États, mais uniquement celle, non moins hypothétique, des États démocratiques. Pour autant, l'appartenance des États à cette « communauté » n'était pas uniquement articulée au caractère démocratique de leur régime politique, cité pour qualifier la « communauté », mais à la politique étrangère que ses membres devaient mener. Par exemple, la Russie faisait l'objet d'un processus d'interpellation en tant que potentiel « *full member of the Community of Democratic Nations* » : il lui était demandé de mettre en œuvre « *a foreign policy in a spirit of cooperation on a global basis* », plus précisément « *based on the principles of international law and justice* ». En ce sens, la Russie devait mettre derrière elle

---

<sup>542</sup> B. Obama (2009, 20 juin). *Statement on the Situation in Iran*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86307>.

<sup>543</sup> B. Obama (2010, 24 septembre), *op. cit.*, nous soulignons. Remarquons d'ailleurs que le Président Bush père utilisait une sémantique similaire lorsqu'il affirmait que « *the world [trusted] [the United States of America] to be on the side of decency* » [Cité par W. Blum (2006). *Rogue State. A Guide to the World's Only Superpower*. Zed Books Ltd, p. 4].



« *the troublesome legacies of the past* », particulièrement à travers « *[t]he full normalization of relations between Russia and Japan* ». <sup>544</sup> L'opérationnalisation de l'appartenance de la Russie à la « communauté » étant définie par le Président Clinton, la politique étrangère russe devait être reconnue par les dirigeants américains comme manifestant effectivement cette appartenance. Autrement, cela aurait signifié que les dirigeants russes ne concevaient pas cette dernière de la même manière que les dirigeants américains.

Les Présidents Clinton comme Bush présentaient l'inclusion ou l'exclusion d'un État de la « communauté internationale » comme automatique et comme découlant de son respect ou non de ses obligations, taisant complètement le rôle des autres États, en particulier celui des États-Unis, dans la décision. En revanche, le Président Obama associait à l'idée de « communauté internationale » et au fait d'en être membre celle d'« *international recognition* » <sup>545</sup>, rétablissant le rôle des autres États dans l'inclusion ou l'exclusion d'un État de la « communauté ». Le positionnement des autres États, *a fortiori* celui des États-Unis, était d'autant plus déterminant que rares étaient les États respectant l'ensemble des attentes de la « communauté internationale » : leurs dirigeants devaient juger de la conformité des actes d'un État et en constataient l'exclusion si nécessaire. Nous avons déjà évoqué l'exemple de la Chine eu égard aux violations répétées des droits de l'Homme dont elle était accusée ; les exemples de l'Inde et du Pakistan étaient pour leur part significatifs quant à la manière dont les autres États appréhendaient la question nucléaire comme devant être décisive, ou non, dans l'inclusion dans ou l'exclusion d'un État de la « communauté

---

<sup>544</sup>Administration Clinton (1993, 9 juillet). *Background Briefing by Senior Administration Official*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59995>.

<sup>545</sup>B. Obama (2010, 8 avril). *Remarks on Signing the Strategic Arms Reduction Treaty With President Dmitry A. Medvedev of Russia and an Exchange With Reporters in Prague, Czech Republic*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=87747>.

internationale »<sup>546</sup>. Alors que ces deux États possédaient l'arme nucléaire en dehors du TNP, dont ils n'étaient pas signataires, ils n'étaient pas considérés comme se trouvant en dehors de la « communauté internationale », puisqu'ils respectaient par ailleurs d'autres critères d'inclusion, relatifs aux relations qu'il entretenait avec les États-Unis pour le Pakistan et à son caractère démocratique pour l'Inde<sup>547</sup>.

#### 2.2.1.2 Les (dés)avantages d' (de ne pas) en être

Le Président Clinton estimait que les États-Unis agissaient conformément à une conception libérale de la manière dont leur grandeur devait s'exprimer, dans le respect des règles et des responsabilités associées au « *membership in the world community* » et que, par conséquent, ils en bénéficiaient. Le respect de ces dernières était systématiquement articulé avec les bénéfices à en retirer. Les États au comportement conforme profitaient de tout ce qu'ils étaient en droit d'attendre au regard de leur importance du point de vue américain ou de leur simple existence en tant qu'État : être les partenaires des États-Unis pour la Chine et la Russie, se développer économiquement et améliorer la situation de leurs populations pour la Corée du Nord et l'Iran, être respecté par les autres États pour l'ensemble des États. Tous les États faisaient l'objet d'une interpellation explicite en ce sens, liant fermement l'exercice des droits et des devoirs des États sur la scène internationale et le respect auquel ces derniers pouvaient prétendre.

L'appartenance à la « communauté internationale » dépendait de multiples dimensions, relevant à la fois du régime politique de l'État, de son adhésion au système économique et commercial dominant, à savoir le capitalisme néo-libéral impliquant le respect et la mise en œuvre des libertés économiques et commerciales, et le respect des règles internationales, mais relevait finalement toujours des

---

<sup>546</sup> Nous reviendrons plus précisément sur ce sujet dans le chapitre 4.

<sup>547</sup> W.J. Clinton (1998, 18 mai). *The President's News Conference With European Union Leaders in London, United Kingdom*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=55983>.

représentations des dirigeants américains. Pour autant, si un État ne respectait pas ses obligations internationales, en matière nucléaire par exemple, la possibilité de bénéficier du système capitaliste néo-libéral tel que promu par les dirigeants américains leur était refusée. A cet égard, l'exemple libyen est révélateur. Après avoir abandonné son programme nucléaire<sup>548</sup>, la Libye de Khadafi se vit progressivement réhabilitée et accorder les opportunités auxquelles tout État avait droit. Entre autres mesures, les États-Unis, autorisèrent à nouveau sous conditions les entreprises américaines à s'implanter en Libye dès le mois de février 2004<sup>549</sup> et, le 20 septembre 2004, le Président Bush annonça la « *termination of the national emergency with respect to Libya* », levant ainsi « *the trade, commercial, and travel sanctions imposed against Libya* », tout en précisant que « *a wide variety of other sanctions imposed on Libya due to its designation as a state sponsor of terrorism* » étaient maintenues<sup>550</sup>. A l'inverse, il était signalé à la Corée du Nord que si elle souhaitait faire partie de « *those who are viewed with respect in the world* », il lui fallait abandonner son programme nucléaire militaire<sup>551</sup>. Les dirigeants américains affirmaient en cela une autre facette de l'hégémonie américaine : si l'hégémon était bienveillant à l'égard des États respectueux de leurs obligations internationales en leur fournissant la possibilité de se développer économiquement et commercialement, il pouvait aussi se montrer implacable face aux États sortis du droit chemin. Ceux-ci ne pouvaient envisager d'avoir un avenir autre que celui que les États-Unis accepteraient qu'ils aient. En ce sens, le Président Bush s'appuyait sur la réussite de la Corée du Sud, pour rappeler :

---

<sup>548</sup> Abandon annoncé le 19 décembre par l'administration Bush [G.W. Bush (2003, 19 décembre/b). *Fact Sheet: The President's National Security Strategy to Combat WMD Libya's Announcement*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=80052>].

<sup>549</sup> Administration Bush (2004, 26 février). *Statement by the Press Secretary on Libya*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=80771>.

<sup>550</sup> G.W. Bush (2004, 20 septembre). *Message to the Congress on Termination of the National Emergency With Respect to Libya*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=72754>.

<sup>551</sup> G.W. Bush (2005, 31 mai). *The President's News Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73921>.

*When nations accept the rules of the modern world, they find the benefits of the modern world. And when nations treat men and women with dignity, they find true greatness.*<sup>552</sup>

Le refus des mêmes bénéfices aux États ne respectant pas les règles était ici sous-entendu. A plus forte raison, la Corée du Sud devait être un exemple pour la Corée du Nord, comme l'Irak devait l'être ensuite pour les autres États du Moyen-Orient, nous y reviendrons. En cela, le « *pressing need for movement* », identifié par Bull<sup>553</sup>, visant à aller « *beyond states that are jealous of their sovereign rights to states that acknowledge an obligation to act as "the local agents of a world common good"* » s'inscrivait dans la construction par les États-Unis de leur « communauté internationale ». Les membres de l'administration Bush liaient explicitement la réussite de la politique étrangère d'un État à son bien-être intérieur, tandis qu'aucun État en disgrâce auprès des États-Unis et des membres de la « communauté internationale » ne pouvait espérer être prospère ou garantir sa sécurité<sup>554</sup> :

*Those nations that follow the rules will find greater security and opportunity. Those nations that refuse to meet their obligations will be isolated and denied the opportunity that comes with international recognition.*<sup>555</sup>

L'identité de la « communauté internationale » était portée et construite par un constat véhiculé par un acte de langage déclaratoire (les États exclus de la « communauté internationale » ne pouvaient profiter des bénéfices de l'appartenance, notamment en matière de commerce), mais aussi une forme de menace véhiculée par un acte de langage engageant (les États ne se comportant pas de façon conforme aux attentes de la « communauté internationale » seront sanctionnés, leurs difficultés

<sup>552</sup> G.W. Bush (2002, 20 février). *Remarks at the Dorasan Train Station in Dorasan, South Korea*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63917>, nous soulignons.

<sup>553</sup> H. Bull (1977). *The Anarchical Society*. London: Columbia University Press, p. 8, cité par A. Linklater (1990), *op. cit.*, p. 145.

<sup>554</sup> Cette idée était notamment développée dans le cas de la Corée du Nord, à laquelle des « *security guarantees* » avaient été proposées dans le cadre d'initiatives diplomatiques visant à résoudre la crise nucléaire et qui lui auraient été concédées uniquement en cas de respect de ses obligations internationales [T. Snow (2006, 10 octobre). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60267>].

<sup>555</sup> B. Obama (2010, 8 avril), *op. cit.*

économiques et sécuritaires s'accroissant conséquemment) devant les inciter à changer de comportement. Les Présidents Clinton et Obama défendaient exactement la même idée : le premier à propos de la Russie et de la Chine devant faire le choix « *to be constructive members of our global community* » en vue, du moins pour la Russie, d'un « *democratic, prosperous future* »<sup>556</sup> ; le deuxième à propos de la Corée du Nord :

***there is a path for North Korea to take in which they are joining the world community, becoming integrated into the world economy, able to feed their own people, able to provide prosperity for their people. But in order to take that path, North Korea has to make a decision and understand that prestige and security and prosperity are not going to come through the path of threatening neighbors and engaging in violations of international law.***<sup>557</sup>

Les administrations Bush et Obama ont successivement contribué à alimenter l'idée selon laquelle le comportement d'un État sur la scène internationale contribuerait ou non à sa prospérité intérieure, à son économie, ainsi qu'à la qualité de vie offerte à sa population<sup>558</sup> et conditionnerait sa position par rapport aux autres États, son isolement ou son intégration à la « communauté internationale », alors que la réussite économique et commerciale et le développement économique et social des États n'étaient à l'inverse nullement garantis par une pleine et entière intégration à la « communauté internationale ». En pointant du doigt la piètre qualité de vie des populations des États exclus de la « communauté internationale », les dirigeants américains avançaient que l'origine des difficultés des États se révélant incapables d'améliorer la situation économique et sociale de leur population résidait dans un

---

<sup>556</sup> W.J. Clinton (2000, 27 janvier). *Address Before a Joint Session of the Congress on the State of the Union*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=58708>.

<sup>557</sup> B. Obama (2009, 16 juin/a). *The President's News Conference With President Lee Myung-bak of South Korea*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86297>, nous soulignons.

<sup>558</sup> A propos de la Corée du Nord, Gibbs affirmait : « *I think the quality of life of their citizens demonstrates that the actions that they've taken have isolated them from the world community.* » [R. Gibbs (2010, 20 mai). *Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=87936>].

comportement inadéquat au regard des exigences de la « communauté internationale » et donc dans de mauvais choix<sup>559</sup>. Notons que l'ensemble des représentations que nous venons d'exposer était sous-tendu par une autre représentation, celle de ce qu'était une « *successful society* », non seulement aux yeux des dirigeants américains mais à ceux de tous les peuples, croyait le Président Bush, qui dressait une liste des pré-requis du succès établissant un lien indiscutable entre le succès d'une société et son caractère démocratique et respectueux des libertés<sup>560</sup>. Plutôt qu'un modèle de société universel, c'est bien le modèle américain qu'il décrivait<sup>561</sup>. En cela, les trois présidents américains successifs se rejoignaient sans nuance, faisant du « succès » de la société américaine un modèle à suivre.

Dans la même logique, le Président Clinton considérait que la meilleure manière de gagner l'estime des autres États était d'être un « *good citizen* »<sup>562</sup> : au même titre que les citoyens composant un État, les États du monde devaient respecter les règles pour

---

<sup>559</sup> Nous faisons une référence inversée aux propos du Président Obama, selon lequel « *the path to security and prosperity [did] not lie outside the boundaries of international law and respect for human rights* » et, partant, que « *peace and progress [came] to those who [made] the right choices* » [B. Obama (2012, 25 septembre). *Remarks to the United Nations General Assembly in New York City*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=102306>].

<sup>560</sup> « *There are [...] essential principles common to every successful society in every culture. Successful societies limit the power of the state and the power of the military, so that governments respond to the will of the people and not the will of the elite. Successful societies protect freedom with the consistent and impartial rule of law, instead of selectively applying the law to punish political opponents. Successful societies allow room for healthy civic institutions, for political parties and labor unions and independent newspapers and broadcast media. Successful societies guarantee religious liberty, the right to serve and honor God without fear of persecution. Successful societies privatize their economies and secure the rights of property. They prohibit and punish official corruption and invest in the health and education of their people. They recognize the rights of women. And instead of directing hatred and resentment against others, successful societies appeal to the hopes of their own people.* » [G.W. Bush (2003, 6 novembre), *op. cit.*].

<sup>561</sup> Les affirmations en faveur de la privatisation de l'économie et du sacralisé droit de propriété comme facteurs déterminants de la réussite d'une société sont particulièrement sujets à caution et révélateurs du caractère américano-centré des représentations du Président Bush.

<sup>562</sup> En opposition, par exemple, avec la volonté de la Corée du Nord de se doter de l'arme nucléaire dans un souci de prestige [W.J. Clinton (1994, 20 janvier). *Interview With Larry King*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=50243>].

gagner l'estime des autres. Il comparait d'ailleurs la manière dont aurait dû selon lui fonctionner le monde avec celle dont se déroulaient les Jeux Olympiques :

*I believe we love the Olympics because they work the way we think the world ought to work. (...) No one wins by breaking their opponent's legs or by bad-mouthing their opponents in a public forum. Instead, **victory comes from doing well in a good way.***<sup>563</sup>

Cette déclaration articulait la victoire, tant dans le contexte olympique que dans le contexte international, avec le respect des règles et le respect mutuel, plutôt qu'avec la puissance et la force par exemple. Le Président Clinton sous-entendait que le vainqueur devrait être celui qui respectait les règles du jeu. Au regard des représentations dont étaient l'objet les États-Unis en termes d'exemplarité et puisque les États-Unis respectaient évidemment<sup>564</sup> des règles qu'ils avaient eux-mêmes édictées, il laissait également entendre également que les États-Unis garderaient leur place de vainqueur<sup>565</sup>, y compris sur la scène internationale, si le monde avait réellement fonctionné comme les Jeux olympiques. Une telle affirmation encourageait les autres États à se conformer aux règles internationales, puisqu'ils étaient censés y gagner bien davantage qu'en les violant, et faisait du respect des règles une victoire en soi, une victoire morale, dotant les États pouvant s'en réclamer d'une aura positive et d'une bonne réputation auprès des autres États. Cette idée était récurrente et mobilisée par les trois administrations américaines dans les cas nord-coréen et iranien, leur refus de se conformer à leurs engagements et aux règles internationales ne pouvant que provoquer leur perte, y compris en termes de réputation.

---

<sup>563</sup> W.J. Clinton (1996, 5 août/a), *op. cit.*, nous soulignons.

<sup>564</sup> Nous n'affirmons pas ici que les États-Unis n'ont jamais violé le droit international, mais plutôt que les dirigeants américains n'ont soit jamais estimé qu'ils le violaient, soit qu'ils le violaient en vertu d'autres règles issues de leurs représentations de la « communauté » et de l'ordre internationaux.

<sup>565</sup> Le Président Clinton s'exprimait quelques années seulement après la fin de la Guerre froide, interprétée comme une la victoire des États-Unis. Laffey affirme que l'idée selon laquelle « *the Cold War is over, and the United States won* » est l'une des « *four or five empirical claims about the contemporary world on which most IR scholars would agree* » [M. Laffey (2003), *op. cit.*, p. 589].

Outre l'absence de relations officielles avec les États-Unis, les États considérés comme irresponsables au regard des attentes de la « communauté internationale » étaient menacés de, sinon condamnés à, être isolés des autres États et donc à être exclus de la « communauté internationale »<sup>566</sup>. Ils étaient toujours représentés comme étant isolés ou comme n'ayant comme alliés que des États également irresponsables, formant par exemple l'« *Axis of evil* » dénoncé par le Président Bush, nous y reviendrons dans le troisième chapitre. Au même titre que l'isolement, l'exclusion de la « communauté internationale » était toujours présentée comme étant négative en soi, puisqu'elle témoignait d'une morale et d'un comportement défailants : les États concernés n'avaient pas encore appris « *how to coexist with others in an orderly environment*<sup>567</sup> », au contraire de ceux qui faisaient partie de l'« *area where wars do not happen* » et qui s'étendait au gré des alliances conclues par les États-Unis et visant à « *build a more peaceful 21<sup>st</sup> century world* »<sup>568</sup>. L'exclusion constituait une sanction au regard de l'ensemble des administrations américaines dont nous avons étudié la politique étrangère. Qu'ils appartiennent ou non à la « communauté internationale » et qu'ils en tirent ou non des bénéfices, des responsabilités incombaient à tous les États.

### 2.2.2 Responsabilité et maturité des États

Pour les trois présidents américains, tout État, et à plus forte raison tout membre de la « communauté internationale », avait des responsabilités qu'il se devait d'assumer. Alors que la responsabilité d'un État était appréciée à l'aune de son attitude face à ses obligations internationales, notamment dans le cadre des relations qu'il entretenait avec d'autres États, la maturité d'un État était issue d'un processus de maturation et

<sup>566</sup> « *[T]he few nations whose leaders have refused to take even the first steps to freedom are finding themselves out of step with their neighbors and isolated from the world.* » [G.W. Bush (2005, 16 novembre). *Remarks in Kyoto*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73665>].

<sup>567</sup> A. Linklater (1990), *op. cit.*, p. 144.

<sup>568</sup> W.J. Clinton (1999, 26 février). *Remarks on United States Foreign Policy in San Francisco*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=57170>.



considérée par les dirigeants américains à la fois comme un objectif à atteindre et comme la fin de la « communauté » et de l'ordre internationaux<sup>569</sup>. Par conséquent, **le degré de maturité d'un État était défini par son degré de conformité aux attentes des dirigeants américains, à la fois en termes de régime politique et de modèle économique** – une démocratie de marché solidement ancrée et respectueuse des libertés individuelles, politiques, économiques et commerciales représentant le degré le plus élevé de conformité à l'inverse des États considérés comme fragiles, autoritaires, répressifs et non libéraux sur les plans économique et commercial, communiste par exemple –, **tandis que le degré de maturité d'une région l'était en fonction du degré de maturité des États la composant et compte tenu de la nature des relations internationales qui y prévalait**<sup>570</sup>. Les dirigeants américains croyant en la destinée démocratique et, partant, pacifique du monde, la maturité des États constituait un témoin de l'avancée de l'histoire en ce sens. Notons que s'il était indispensable que les États se montrent responsables, cette dimension était cependant insuffisante pour apprécier leur maturité.

Les États-Unis n'étaient pas le seul État membre de la « communauté internationale » devant se montrer responsable. Le Président Bush exigeait par exemple de la Corée du Nord qu'elle prenne une « *prompt action to denuclearize, as the crucial first step for it to be welcomed as a responsible member of the international community* »<sup>571</sup>,

---

<sup>569</sup> Si nous empruntons à Buzan les termes de « maturité » et d'« immaturité », nous ne reprenons pour autant pas le sens de ces concepts *in extenso* (développés en 1991 dans son ouvrage *People, States, and Fear: an agenda for international security studies in the post-cold war era*. Boulder, Col. : Lynne Rienner, 393 p.). Alors que, à l'aide de ces derniers, Buzan caractérise l'anarchie internationale, nous nous en servons pour analyser la manière dont les dirigeants américains se représentaient les États et les régions à l'aune de leur avancée vers leurs communauté et ordre internationaux souhaités et espérés. En effet, le contexte international était, du point de vue des dirigeants américains, davantage marqué par l'existence d'une « communauté » et d'un ordre internationaux qu'ils avaient contribué à façonner, que par la réalité d'une anarchie internationale dont la « *principal defining characteristic* » serait « *the absence of overarching government* » [B. Buzan (1991), *ibid.*, p. 94].

<sup>570</sup> Nous développerons particulièrement cette dimension du concept de maturité dans le chapitre 6.

<sup>571</sup> G.W. Bush (2007, 9 septembre). *Fact Sheet: Asia-Pacific Economic Cooperation (APEC) 2007*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=83244>.

tandis que l'administration Obama attendait de l'Iran qu'il contribue « *to advance stability or security* » dans sa région en tant que « *responsible member of the world community* »<sup>572</sup>, mais aussi qu'il y gagne sa place « *through peaceful actions that demonstrate the true greatness of the Iranian people and civilization* » et non « *through terror or arms* »<sup>573</sup>. L'appartenance à la « communauté internationale » était associée à un ensemble de devoirs et de responsabilités, comme le fait d'être citoyen impliquait des droits et des devoirs, des « *standards* » comportementaux selon le terme employé par le Président Obama<sup>574</sup>, mais aussi par le Président Clinton. Par exemple, les États ne devaient pas « *put the pursuit of nuclear weapons ahead of regional stability and the security and opportunity of their own people* »<sup>575</sup>.

Pour autant, l'exigence de voir les États « *be held accountable* »<sup>576</sup> lorsqu'ils ne respectaient pas leurs obligations concernait tant les États appartenant à la « communauté internationale » que ceux qui n'y appartenaient pas : les États devaient respecter leurs obligations pour être considérés comme des « *responsible member[s] of the international community* »<sup>577</sup>, le fait de les respecter étant considéré par les dirigeants américains comme une manière pour un État de témoigner de son sens des responsabilités ; les États devaient se montrer responsables au titre de leur appartenance à la « communauté », puisque « *their rights as members of the* »

---

<sup>572</sup> R. Gibbs (2009, 3 février). *Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=85707>.

<sup>573</sup> B. Obama (2009, 20 mars). *Videotaped Remarks on the Observance of Nowruz*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=85878>. On retrouve ici une préoccupation proche de celle du Président Clinton à propos de la définition de la « *greatness* » de la Russie et de la Chine, considérée comme susceptible d'affecter l'avenir de l'ordre international (voir page 143).

<sup>574</sup> B. Obama (2009, 3 avril/a). *The President's News Conference With President Nicolas Sarkozy of France in Strasbourg, France*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=85954>.

<sup>575</sup> B. Obama (2009, 23 septembre). *Remarks to the United Nations General Assembly in New York City*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86659>.

<sup>576</sup> Expression utilisée tant par l'administration Bush que par l'administration Obama.

<sup>577</sup> G.W. Bush (2007, 9 septembre), *op. cit.*

*community of nations* » étaient intrinséquement liés à leurs devoirs ; et, enfin, tous les États, y compris ceux qui étaient exclus de la « communauté internationale », « *[had] responsibilities as well* »<sup>578</sup>, par exemple celle de respecter les « *diplomatic norms* » déjà évoquées<sup>579</sup>. L'exigence des dirigeants américains de voir tous les États assumer leurs responsabilités était d'autant plus vive lorsqu'il s'agissait d'assurer l'effectivité d'un régime international comme celui dans lequel s'inscrivait le TNP<sup>580</sup>. En ce sens, la responsabilité des États résidait aussi dans l'acceptation de la restriction de leur souveraineté de manière à appartenir à la « communauté internationale », le champ des comportements possibles y étant restreint. L'appartenance à la « communauté internationale » dépendait donc au moins partiellement de la volonté des États d'être comptables auprès des autres États de leurs actions et de leurs faits et gestes dans différents domaines, mais aussi de leur capacité à être reconnus comme tels par les autres États. Elle impliquait également que les manquements des États à leurs responsabilités soient suivis de conséquences décidées par les membres de cette « communauté internationale », dès lors que « *the words of the international community [...] [meant] something* »<sup>581</sup> et que les traités étaient autre chose que « *just words on a page* »<sup>582</sup>. Dans le cas du TNP, le Président Obama craignait que « *[i]f [all nations failed] to stand together, then the NPT and the Security Council [would] lose credibility, and international law [would] give way to the law of the jungle* »<sup>583</sup>. Le Président Bush avait partagé la préoccupation de son successeur de voir les mots,

---

<sup>578</sup> B. Obama (2009, 23 septembre), *op. cit.*

<sup>579</sup> Page 163.

<sup>580</sup> « *[F]or the non-proliferation regime to work effectively those who break the rules and fail to live up to their obligations have to be held accountable.* » [Administration Obama (2010, 8 avril/a). *Press Gaggle by Press Secretary Robert Gibbs and Deputy National Security Advisor Ben Rhodes*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=87727>].

<sup>581</sup> B. Obama (2009, 10 décembre), *op. cit.*

<sup>582</sup> B. Obama (2010, 8 avril), *op. cit.*

<sup>583</sup> B. Obama (2009, 7 juillet). *Remarks at a Graduation Ceremony at the New Economic School in Moscow, Russia*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86379>.

pour sa part prononcés et non écrits, ne pas être vidés de leur sens<sup>584</sup>. Le multilatéralisme et l'existence même de la « communauté internationale » passaient par conséquent par le partage par les dirigeants étatiques d'un langage commun et signifiant.

En outre, comme en témoignent les justifications des sanctions prises contre l'Iran, à savoir les incertitudes entourant son programme nucléaire et les violations de ses obligations internationales dont il était accusé<sup>585</sup>, un État se montrait responsable lorsqu'il cherchait à – ou acceptait de – rassurer les autres États sur ses propres intentions, par exemple à travers le respect de ses obligations internationales en matière de transparence nucléaire. Compte tenu du comportement de l'Iran à l'égard du cadre normatif international, il constituait selon les dirigeants américains un véritable enjeu pour la « communauté internationale » et ses fondements normatifs. Le problème de la connaissance des intentions d'un État pouvait être résolu de différentes manières selon les administrations américaines successives, deux étant récurrentes. Premièrement, le caractère démocratique d'un État constituait un gage de transparence en matière d'intentions, les démocraties étant réputées pour leur transparence en termes d'élaboration de leurs politiques, y compris internationale et de défense, et d'intentions sous-jacentes. En cela, l'extension de la démocratie à l'ensemble des États était d'autant plus souhaitable. Deuxièmement, l'appartenance à la « communauté internationale » et, partant, le respect de ses normes et valeurs étaient présentés comme des gages en termes d'intentions, sinon pacifiques, non agressives : les normes internationales étant conçues pour préserver la paix, un

---

<sup>584</sup> Par exemple : « *when the world speaks out clearly and then nothing happens, all we've got is empty words. It's tyrants that take advantage of that. (...) if tyrants (...) feel like they can torture and kill with impunity, feel like they can blackmail the world, and all the world does is put out empty words, it makes multilateralism extremely ineffective.* » [G.W. Bush (2003, 12 novembre). *Interview With Sir David Frost of BBC Television*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=822>].

<sup>585</sup> J. Carney (2012, 15 mars). *Press Briefing by Press Secretary Jay Carney*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=100109>.

comportement qui leur était conforme était considéré comme ne pouvant pas menacer la paix. Cependant, le raisonnement binaire sous-tendant la représentation selon laquelle un État ne respectant pas les normes internationales est un État qui cache de « mauvaises » intentions ne peut tenir compte de la complexité des intentions à la base de la politique d'un État. Par exemple, le fait que l'Iran ne respecte pas les normes internationales en matière de nucléaire, en particulier qu'il refuse d'ouvrir l'ensemble de ses sites nucléaires aux inspecteurs de l'AIEA, pouvait être vu comme une revendication de souveraineté et-ou de grandeur<sup>586</sup>, certes contradictoires avec l'engagement de l'Iran dans le TNP. De même, si le caractère militaire de son programme nucléaire avait été indiscutablement avéré, il aurait pu être justifié par des intentions défensives face à l'arsenal nucléaire officieux d'Israël, nous y reviendrons. Contrairement à ce qu'affirmaient les membres des administrations américaines successives, il était faux que le seul irrespect des normes internationales par un État ne pût révéler que des intentions agressives, un contexte multidimensionnel devant être considéré pour interpréter ses intentions.

Enfin, la question de la responsabilité des États était liée à celle de leur maturité, un État responsable étant un État respectant ses engagements et se comportant conformément aux attentes des autres États, l'un des critères d'appréciation de la maturité d'un État. Le degré de maturité d'un État, affectait la qualité de la relation, plus ou moins mature, qu'il entretenait avec les États-Unis et fondait au moins partiellement la possibilité de coopérer avec ces derniers sur différents sujets, en dépit de la possible persistance de désaccords<sup>587</sup>. En outre, la représentation des dirigeants américains selon laquelle un État était irresponsable et immature pouvait

---

<sup>586</sup> Cela confirme l'idée selon laquelle une conception spécifique de la « *greatness* » des États est associée à l'appartenance à la « communauté internationale » et à la configuration de l'ordre international.

<sup>587</sup> Par exemple, les États-Unis coopéraient avec la Chine « *on nonproliferation on North Korea, or working on a response to the global economic crisis* » tout en ayant des désaccords avec ses dirigeants [R. Gibbs (2010, 17 février). *Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=87553>].

s'accompagner d'une forme d'infantilisation de l'État concerné et de ses dirigeants. L'exemple de la Corée du Nord illustre particulièrement notre propos. Alors que le Président Clinton affirmait à propos des Nord-Coréens que « *[m]ature, disciplined adults [...] have to take responsibility for their own behavior* » et « *cannot anymore blame [the United States] for their behavior* »<sup>588</sup>, les membres de l'administration Bush plaçaient les États-Unis en autorité distribuant les bons et les mauvais points, les récompenses et les punitions, comme s'ils se devaient d'éduquer les dirigeants nord-coréens, la comparaison de ces derniers à des enfants mal élevés étant explicite :

*In the past, when the North Koreans [...] have committed bad behavior, they've been rewarded. **It's sort of like, you know, dealing with a bratty child** -- you give them a piece of candy and hope that they'll shut up. (...) What's now happened is that the international community has said, no more carrots, no more rewards for bad behavior; there are going to be punishments, there are going to be consequences for bad behavior.*<sup>589</sup>

En conclusion, l'ordre international et la « communauté internationale » se distinguaient dans l'imaginaire sécuritaire américain par la place qu'y occupaient les États-Unis. Ils étaient un exemple fondateur au sein de la seconde, se considéraient comme formant avec les autres États un ensemble homogène en termes de valeurs, ces derniers représentant aussi de potentiels exemples pour leurs voisins, et occupaient la place d'hégémon bienveillant dans l'ordre international. L'intrinsèque exemplarité des États-Unis, tenant à la fois à leur identité et à leur place dans la « communauté » et l'ordre internationaux, nous permettra de comprendre leur politique à l'égard de la Corée du Nord et de l'Iran, même si cette exemplarité a été opérationnalisée de différentes manières. Leur mode de raisonnement rationaliste associé à leurs représentations aveuglément particularistes d'une « communauté » et d'un ordre internationaux dominés par la puissance et les valeurs américaines a conduit les dirigeants américains à pratiquer une politique reproduisant une situation

---

<sup>588</sup> W.J. Clinton (1994, 5 juin/a). *Interview With Harry Smith of CBS News*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=50292>.

<sup>589</sup> T. Snow (2006, 13 octobre), *op. cit.*, nous soulignons.

qui leur était favorable. L'accent mis par les dirigeants américains sur la « communauté internationale » peut être vu comme témoignant de leur conviction que les États-Unis étaient et resteraient la seule puissance indispensable au sein de l'ordre international et de leur volonté d'accroître l'importance de la dimension identitaire et son homogénéisation sur la scène internationale, espérant faire oublier le grignotage par d'autres États, en particulier la Chine, de l'avance américaine en termes de puissance.

### CHAPITRE III

#### DIFFÉRENCIER ET EXCLURE : DES *ROGUE STATES* A L'AXIS OF EVIL

*A rogue state is whoever the United States says it is.*

Robert S. Litwak<sup>590</sup>

L'identité américaine, l'identité de la « communauté internationale » et les caractéristiques de l'ordre international telles qu'affirmées par les dirigeants américains fondaient à la fois l'ensemble d'États auquel appartenaient les États-Unis, qu'ils représentaient et dominaient de leur stature morale, et l'ensemble des États qui en étaient exclus. Alors que le premier correspondait à ce qu'étaient les États-Unis, en tant qu'État et en tant que membre de la « communauté internationale » (le « nous »), le deuxième définissait ce qu'ils n'étaient pas et ce qui était susceptible de les menacer – « les autres » désignés comme ennemis. Comme l'affirment Weldes et Saco<sup>591</sup>, la capacité des États-Unis à définir la Corée du Nord et l'Iran, en particulier comme *rogue states*<sup>592</sup>, constituait une conséquence de l'inégalité des États entre eux,

---

<sup>590</sup> Cité par C. Croisier (2007). Les relais dans l'opinion publique, ou comment se construit l'ennemi. Dans B. Courmont (dir.), *op. cit.*, p. 116.

<sup>591</sup> « *An important but largely unrecognised consequence of the inequality of states in the international system is the asymmetric capacity to define or be defined.* » [J. Weldes et D. Saco (1996). « Making State Action Possible : The United States and the Discursive Construction of 'The Cuban Problem', 1960-1994 ». *Millennium - Journal of International Studies*, 25, p. 372, citant M. Laffey et H. Muppidi (1992). « Can We Build Bridges with Epistemic Communities? Rationalism, Constructivism, and International Relations Theory ». Paper presented at the annual meeting of the International Studies Association – Midwest, East Lansing].

<sup>592</sup> En outre, « [l]a définition du *rogue state* dépend largement de la perception qu'ont les États-Unis de leur propre puissance » [P.-O. Draï (2007). Un concept en pleine évolution. Dans B. Courmont, *op. cit.*, p. 43].



inégalité dont les États-Unis étaient les principaux bénéficiaires. La catégorisation des États exclus de la « communauté internationale » comme appartenant à la même engeance, comme formant une unité au moins partiellement homogène, contribuait inversement à fonder l'unité supposée de la « communauté internationale ». A cet égard, le concept d'imaginaire sécuritaire et le processus de sécuritisation afférent sont encore une fois éclairants. La « *depiction of a threatening world beyond US borders (how and why "they" threaten "us")* » était associée et intrinsèquement liée à la description d'un monde situé en dehors des frontières de la « communauté internationale » et tout aussi menaçant. Puisque nous avons déjà étudié la manière dont les dirigeants américains identifiaient

*who [was] included in and who [was] excluded from the American community, and what [were] the appropriate social relations and power structure within that community,*

il nous faut maintenant examiner plus en détail la manière dont ces dirigeants construisaient parallèlement le monde auquel appartenait les États exclus.<sup>593</sup> Ils le faisaient notamment en affirmant les représentations dont ces derniers faisaient l'objet, à la fois en termes d'identité et de pratiques, faisant d'eux des « barbares » ontologiques autant que comportementaux, pour ce qu'ils étaient autant que pour ce qu'ils faisaient<sup>594</sup>. Ces États étaient autoritaires – c'était l'une de leurs caractéristiques identitaires – et cherchaient à se doter de l'arme nucléaire – c'était l'une de leurs pratiques répréhensibles. Nous verrons au cours de ce chapitre que le Président Obama est le seul des trois présidents américains de la période à avoir abandonné l'identification collective des États exclus de la « communauté internationale », en particulier de la Corée du Nord et de l'Iran. Pour autant, il est essentiel de remarquer que les *rogue states* n'étaient pas les seuls à faire l'objet d'une différenciation identitaire : c'était également le cas des « *terrorists* » auxquels étaient reliés les *rogue states*.

---

<sup>593</sup> Les deux citations précédentes sont tirées de Dan O'Meara *et al.* (2016), *Movies, Myth and the National Security State*, Boulder : Lynne Rienner, p. 19-20.

<sup>594</sup> D. Battistella (2011). Chapitre 4. Une communauté démocratique exclusive. Dans *Un monde unidimensionnel*. Paris: Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), p. 129-159.

### 3.1 Le nécessaire renouvellement de l'ennemi des États-Unis

Le concept de « *rogue states* » trouve ses premiers fondements dans les efforts considérables qui furent fournis à la fin de la Seconde Guerre mondiale, en particulier par les dirigeants américains, en vue de construire un ordre mondial. Ces efforts aboutirent à la création de l'ONU et d'un ensemble de normes et de règles rassemblées notamment dans la Charte des Nations unies. L'ordre mondial ainsi établi visait à éviter qu'un comportement similaire à celui de l'Allemagne hitlérienne ne puisse à nouveau perturber les relations internationales et que ne se reproduise un conflit d'une ampleur comparable : édicter des règles et des normes qui s'appliqueraient à l'ensemble des États devait permettre de préserver la paix<sup>595</sup>. L'existence même de cet ensemble normatif et l'exigence de son respect qui lui était associé pouvait donner lieu à l'identification de comportements déviants et non conformes.

#### 3.1.1 Remplacer l'ennemi soviétique

A de nombreuses reprises dans ses discours, et tout au long de ses deux mandats, le Président Clinton a fait référence à la fin de la Guerre froide, aux défis et menaces auxquels faisaient désormais face les États-Unis et à l'avènement nécessaire et effectif d'une nouvelle ère<sup>596</sup> : à nouvel ordre mondial, nouvel ennemi. La catégorisation des *rogue states* s'inscrivait dans l'ensemble représentationnel qu'avait le Président Clinton de cette nouvelle ère annoncée comme devant se poursuivre au cours du 21<sup>ème</sup> siècle<sup>597</sup>. La construction des menaces post-Guerre froide avait

---

<sup>595</sup> P. Ségard (2009), *op. cit.*, p. 29.

<sup>596</sup> Il faisait encore référence en 1998 à la fin de la Guerre froide comme déterminant les enjeux auxquels les États-Unis faisaient face et à l'opportunité de construction d'une nouvelle ère qu'elle avait générée : « *Superpower conflict has ended. (...) And we have a rare opportunity and a profound responsibility to build a new era of peace and cooperation in the world.* » [W.J. Clinton (1998, 29 janvier), *op. cit.*].

<sup>597</sup> « *[T]here is a nexus of new threats: terrorists, rogue states, international criminals, drug traffickers. They, too, menace our security, and they will do more of it in the new century.* » [W.J. Clinton (1996, 20 novembre). *Remarks to the Australian Parliament in Canberra*. Mis en ligne par G.

toutefois débuté avant son arrivée à la présidence américaine. Le rapport *Quiet Study II* d'octobre 1989 portant sur l'évolution du monde au cours des cinq années à venir et commandé par le chef d'état-major américain de l'époque, Colin Powell, avait mis l'accent sur la fin de la Guerre froide se profilant alors et sur l'attention que les États-Unis devaient porter aux « menaces régionales émergentes du Tiers-monde<sup>598</sup> ». De ce rapport découla l'élaboration par Colin Powell de la *Base Force* constituant le fil directeur de la stratégie militaire américaine et suggérant de « désigner des États ayant été négligés par le passé comme des adversaires majeurs<sup>599</sup> ». La Corée du Nord, l'Irak et l'Iran étaient pour leur part présentés comme restant des menaces en dépit de la fin de la Guerre froide<sup>600</sup>. Au mois de janvier 1993, quelques jours avant l'entrée en fonction du Président Clinton, Richard Cheney, le secrétaire à la Défense, signa *The Regional Defense Strategy*, qui donnait pour objectif aux États-Unis de

*preclude hostile nondemocratic powers from dominating regions critical to [its] interests and otherwise work to build an international environment conducive to [its] values.*<sup>601</sup>

Le terreau était prêt pour faire naître le concept de « *rogue state* »<sup>602</sup>. L'objectif affiché de l'administration Clinton « *to write the international rules of the road for the 21<sup>st</sup> century* » était similaire à celui défendu par Cheney et avait pour conséquence l'engagement des États-Unis de « *[protect] those who've joined the family of nations*

---

Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=52265>, nous soulignons].

<sup>598</sup> Office of the Chairman of the Joint Chiefs of Staff. Joint History Office. L.S. Jaffe (1993). *The Development of the Base Force 1989-1992*. Cité dans C.-P. David, E. Lévesque et J. Tourreille (2007). *L'échec de la réponse militaire : les administrations américaines de l'après-guerre froide aux "États voyous"*. Dans B. Courmont (dir.), *op. cit.*, p. 57.

<sup>599</sup> M. Klare (1996). *Rogue State and Nuclear Outlaws : America's Search for a New Foreign Policy*. Hill & Wang. Cité dans *ibid.*, p. 57-58.

<sup>600</sup> « *We can still point to a North Korea, a weakened Iraq, and perhaps even a hostile Iran as specific threats for which we must maintain forces.* » [U.S. Department of Defense. Chairman of the the Joint Chiefs of Staff. C. Powell (1992). *National Military Strategy of the United States*. Consultable ici : <http://history.defense.gov/Portals/70/Documents/nms/nms1992.pdf?ver=2014-06-25-123420-723>, p. 3].

<sup>601</sup> U.S. Department of Defense. Secretary of Defense. D. Cheney (1993). *Defense Strategy for the 1990s : The Regional Defense Strategy*, p. 2.

<sup>602</sup> P. Ségard (2009), *op. cit.*, p. 29.

*and [isolate] those who do not* »<sup>603</sup>. De surcroît, avant même que la Corée du Nord et l'Iran ne soient réunis dans une même catégorie, ils étaient cités ensemble par le Président Clinton pour illustrer l'ombre de « *expanding threat of these deadly weapons* » susceptible de remplacer « *the cold war nightmare of nuclear annihilation* »<sup>604</sup>. La définition des points de préoccupation de l'OTAN par l'administration Bush en 2006 confirme cette analyse, puisque la menace contre laquelle l'Organisation devait désormais lutter n'était plus l'URSS, mais la Corée du Nord et l'Iran<sup>605</sup>. Une menace en remplaçait donc bien une autre dans l'imaginaire sécuritaire américain.

Le Président Clinton admit à demi-mot cependant que la catégorie des *rogue states* avait été élaborée au cours d'une période lors de laquelle les États-Unis n'avaient plus d'ennemis clairement et explicitement définis, à l'inverse de la révolue, mais alors récente, période de Guerre froide :

***Foreign Minister Peres said that he felt sorry for me because we had lost our enemy. And we all laughed a little bit uncomfortably because we knew there was a grain of truth in what he said. Oh, we knew so clearly when we had the Soviet Union, the cold war, and the massive nuclear threat.***<sup>606</sup>

Il n'est pas anodin que ce soit le ministre des Affaires étrangères israélien qui ait tenu de tels propos au Président Clinton, *a fortiori* dans le contexte des Accords d'Oslo, par lesquels l'État d'Israël perdait, au moins temporairement, son ennemi palestinien, dont le rôle dans la construction identitaire d'Israël fut et est toujours déterminant. Le Président Clinton reconnaissait le confort que représentait pour les administrations

---

<sup>603</sup> W.J. Clinton (1998, 29 janvier), *op. cit.*

<sup>604</sup> Les « *SCUD missiles* » que la Corée du Nord était accusée de développer et de vendre étaient considérés comme « *enough for North Korea to threaten Osaka or for Iran to threaten Tel Aviv* » [W.J. Clinton (1993, 10 juillet/a), *op. cit.*].

<sup>605</sup> « *[T]his is part of NATO getting its mind around the problems which constitute a potential threat to transatlantic security, which are no longer located in what used to be the Soviet Union. It's now problems in Iran, problems in North Korea.* » [Administration Bush (2006, 29 novembre). *Background Briefing by Senior Administration Officials on the NATO Summit*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60304>].

<sup>606</sup> W.J. Clinton (1995, 30 avril), *op. cit.*, nous soulignons.

américaines l'identification claire d'un ennemi contre lequel combattre et en opposition duquel construire l'identité américaine. Dans ce contexte, la désignation des *rogue states* répondait au besoin de l'administration Clinton de créer un nouvel ordre, caractérisé par l'opposition entre les États-Unis et un « autre » déviant au regard des règles régissant cet ordre. La caractérisation des *rogue states* passait par une différenciation systématique des États-Unis vis-à-vis d'eux, tant par l'administration Clinton que par l'administration Bush, plaçant les *rogue states* dans une position résolument opposée à celle des États-Unis au sein de l'ordre international. Par exemple, le Président Bush affirmait que « *[n]o friend or enemy (...) [doubted] the word of the United States*<sup>607</sup> », alors que, à l'inverse, les *rogue states* étaient systématiquement représentés comme indignes de confiance et comme ne respectant pas la parole donnée. En précisant que le crédit accordé à la parole des dirigeants américains l'était tout autant par les amis que par les ennemis des États-Unis, le Président Bush laissait entendre que ce crédit ne dépendait pas de la relation que les États-Unis entretenaient avec les autres États, mais de leur réputation générale sur la scène internationale.

Au-delà de l'identification de la menace matérielle que pouvaient représenter les *rogue states* en raison de leur programme d'armes de destruction massive, l'administration Clinton soulignait l'antinomie identitaire entre eux et les États-Unis. En effet, l'ensemble des dangers identifiés par le Président Clinton et associés aux *rogue states*, à savoir « *terrorism, organized crime, drug running, and weapon sales*<sup>608</sup> », devait faire l'objet de mesures fermes et solides pour que les Américains puissent « *fulfill [their] dreams and be totally free* », conformément à leur identité profonde. Le Président Bush a pour sa part approfondi la dimension d'antinomie

---

<sup>607</sup> G.W. Bush (2004, 26 février). *Remarks at a Bush-Cheney Luncheon in Louisville*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=72561>.

<sup>608</sup> W.J. Clinton (1996, 5 avril). *Remarks at the University of Central Oklahoma in Edmond, Oklahoma*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=52638>.

identitaire en associant au concept de *rogue states* une dimension absente des discours de son prédécesseur, celle de la haine des États-Unis et de leurs valeurs : les « *rogue nations* » étaient désormais celles qui ne pouvaient « *stand America's freedoms*<sup>609</sup> » et « *[hated] America, [hated] [its] values, and [hated] what [it stood] for*<sup>610</sup> ». C'est en raison des valeurs de liberté que les États-Unis défendaient et qu'ils incarnaient que le Président Bush estimait qu'ils représentaient une cible privilégiée<sup>611</sup>. Cette représentation antinomique se renforça après les attentats du 11 septembre qui avaient, selon le Président Bush, coupé le monde en deux, divisé entre deux camps. Le recours à la sémantique du bien et du mal et l'articulation établie entre les États-Unis et le bien, d'une part, et les terroristes, les composantes de l'*axis of evil* et le mal, d'autre part, permettaient de renforcer l'idée qu'aucune voie intermédiaire n'existait, la logique binaire prévalant dans tous les cas. Le Président Bush élevait d'ailleurs au rang de doctrine l'idée selon laquelle « *[e]ither you're with us, or against us*<sup>612</sup> », lui octroyant de cette manière un caractère indiscutable.

Lors du discours dans lequel le Président Clinton fit référence à la remarque de Shimon Peres, il expliqua également que les États-Unis devaient travailler pour « *make the forces of terror the past*<sup>613</sup> ». Pour agir et pour se donner des objectifs de politique étrangère, il était nécessaire d'avoir identifié la menace : alors que, face à l'URSS, les États-Unis mettaient en œuvre une politique de *containment*, la définition de l'objectif de politique étrangère des États-Unis après la Guerre froide constitua un

---

<sup>609</sup> G.W. Bush (2001, 16 juin). *The President's News Conference With President Vladimir Putin of Russia in Kranj*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=45978>.

<sup>610</sup> G.W. Bush (2001, 29 août). *Remarks at the American Legion Convention in San Antonio, Texas*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73413>.

<sup>611</sup> « *Our commitment to freedom has always made us a target of tyranny and intolerance. Anyone who sets out to destroy freedom must eventually attack America, because we're freedom's home.* » [G.W. Bush (2001, 30 octobre). *Remarks Announcing the Lessons of Liberty Initiative in Rockville, Maryland*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=62896>].

<sup>612</sup> G.W. Bush (2002, 10 janvier), *op. cit.*.

<sup>613</sup> W.J. Clinton (1995, 30 avril), *op. cit.*

enjeu. En 1993, une tentative de définition fut faite par Anthony Lake, alors conseiller à la Sécurité nationale, qui déclara : « *[the] successor to a doctrine of containment must be a strategy of (...) enlargement of the world's free community of market democracies.*<sup>614</sup> » Le *containment* de l'URSS, parce qu'elle incarnait l'idéologie communiste contre laquelle devaient lutter les États-Unis, avait été la clé de voûte de la politique étrangère américaine pendant la Guerre froide, tandis que l'*enlargement* de la « communauté » des démocraties de marché passait notamment par la lutte contre les *rogue states* et leur *containment*. Les *rogue states* incarnaient à la fois un ensemble de « nouvelles » menaces et une résistance à cette nouvelle doctrine d'expansion post-Guerre froide<sup>615</sup>. En ce sens, deux catégories de critères permettaient de classer un État parmi les *rogue states* : les dimensions effectivement déviantes de son comportement et les politiques qu'il devait mettre en œuvre pour rentrer dans le rang, c'est-à-dire rejoindre les « nations civilisées » ou la « communauté internationale » selon l'appellation privilégiée par les dirigeants américains. Dans le cas de l'Irak, il lui était demandé de mettre en place un régime politique démocratique, de respecter les droits de l'Homme et de respecter les « *basic norms of international behavior* »<sup>616</sup>. Nous verrons que les critères de réhabilitation des *rogue states* ont évolué dans le temps, pour ne concerner plus qu'exclusivement le respect de leurs obligations internationales, en particulier dans le domaine nucléaire.

Le glissement de la figure de l'ennemi de l'URSS, concurrente idéologique des États-Unis et partie prenante de l'ordre international bipolaire caractéristique de la période

---

<sup>614</sup> Cité par R.N. Haas (1997). « Fatal Distraction : Bill Clinton's Foreign Policy ». *Foreign Policy*, 108, p. 113.

<sup>615</sup> Pour le Président Clinton, il s'agissait de « *contain* » les *rogue states* [W.J. Clinton (April 30, 1995), *op. cit.*] et donc de contenir leurs « *expansionist ambitions* » [W.J. Clinton (1995, 1<sup>er</sup> mars), *op. cit.*], l'influence de la sémantique employée au cours de la Guerre froide et de la grille d'analyse qui y avait cours étant notable. Les Présidents Bush et Obama ne firent pour leur part aucune allusion à ce type d'ambition de la part des *rogue states*.

<sup>616</sup> W.J. Clinton (1994, 7 avril). *Letter to Congressional Leaders Reporting on Iraq's Compliance With United Nations Security Council Resolutions*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=49925>.

de Guerre froide, aux *rogue states*, exclus de cet ordre pour ne pas s'y conformer, est significatif. L'opposition entre les États-Unis et l'URSS constituait l'essence même de l'ordre international prévalant pendant la Guerre froide, la chute de l'URSS ayant conséquemment laissé place à un « *new world order*<sup>617</sup> ». Au contraire, l'insoumission des *rogue states* aux attentes des États-Unis et de « communauté internationale » représentait un simple obstacle à l'avènement total d'un ordre international qui, une fois les *rogue states* rentrés dans le rang, aurait été confirmé plutôt que remplacé. De manière générale, l'ensemble des *rogue states* n'étaient de toute façon pas vus comme porteurs de représentations universalistes concurrentes comme l'avait été l'URSS. D'autant plus que les *rogue states* n'étaient pas présentés comme les seuls ennemis des États-Unis, mais de l'ensemble des États composant l'ordre international et membres de la « communauté internationale », la lutte contre les *rogue states* contribuant à légitimer l'ordre international tel que promu par les dirigeants américains, y compris auprès de la Russie et de la Chine.

### 3.1.2 Les *rogue states* comme ennemis communs aux États-Unis et à la Russie

Pour les administrations Clinton et Bush, les *rogue states* représentaient l'un des types d'État présents dans – ou en dehors de – l'ordre international. Madeleine Albright classifiait les États en fonction de leur intégration et de leur participation à l'ordre international : États membres de l'ordre international ; États en transition et cherchant à participer pleinement ; États trop faibles, trop pauvres ou trop enlisés dans un conflit pour participer d'une manière significative ; les *rogue states*, rejetant les règles sur lesquels le système était basé<sup>618</sup>. L'identification des *rogue states* de cette manière répondait à au moins deux enjeux. Premièrement, elle permettait de confirmer un ordre international et une « communauté internationale » dont les règles

<sup>617</sup> Expression utilisée à la fois par le Président Bush père et par le Président Clinton (voir note n°492).

<sup>618</sup> M.K. Albright (1998), *op. cit.*, p. 51. En cela, la définition donnée ensuite par l'administration Bush ne se différencie pas de celle de l'administration Clinton, la première estimant que les États voyous étaient les États qui rejetaient l'ordre international et se maintenaient volontairement dans la « fracture » entre les États fonctionnels et les États effondrés [P.-O. Draï (2007), *op. cit.*, p. 51].



et les valeurs fondatrices permettaient de cataloguer les *rogue states* comme tels. L'ordre international et « communauté » internationale au sein desquels les dirigeants américains entendaient voir les États-Unis jouer un rôle central. Deuxièmement, elle contribuait à mettre en exergue les valeurs que l'administration Clinton souhaitait diffuser en vue du 21<sup>ème</sup> siècle qui devait rompre avec le passé, en particulier avec la Guerre froide. Quant au Président Bush, il se représentait le monde de façon hiérarchisée : alors que les États-Unis faisaient pour lui figures de modèle et étaient nécessairement placés en haut de la pyramide, les *rogue states* ou membres de l'*axis of evil* se situaient au bas de l'échelle. Parce que les États-Unis représentaient un exemple à suivre, ils étaient considérés comme pouvant dicter leur comportement à d'autres États et décider lesquels étaient autorisés à agir de telle ou telle manière. C'est ce que laissa entendre le Président Bush lorsqu'il affirma que les États-Unis « *must not permit the world's most dangerous regimes to threaten us with the world's most dangerous weapons*<sup>619</sup> », plaçant les régimes en question dans une situation de subordination basée sur le caractère vertueux du régime politique américain et des valeurs américaines. Si les implications des deux conceptions n'étaient pas nécessairement les mêmes, elles s'inscrivaient dans une représentation similaire : celle de *rogue states* constituant les derniers obstacles à un ordre international pacifié et surtout homogénéisé autour de valeurs communes<sup>620</sup>. Au contraire de la période de Guerre froide lors de laquelle l'ordre international était divisé, au moins en deux autour des blocs de l'Ouest et de l'Est, les années 1990 se caractérisaient, selon l'administration Clinton, par l'unité de la « famille des nations » ou « communauté

---

<sup>619</sup> G.W. Bush (2002, 20 février), *op. cit.* Déclaration similaire réitérée de concert avec la Russie en 2006 [G.W. Bush (2006, 15 juillet). *Fact Sheet: The Global Initiative to Combat Nuclear Terrorism*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=82592>].

<sup>620</sup> Au point que Rice affirma que « *[t]hese regimes [were] living on borrowed time, so there need be no sense of panic about them.* » [C. Rice (2000). « Promoting the National Interest ». *Foreign Affairs*, 79(1), p. 61]. Cette vision fut totalement revue après le 11 septembre, notamment du fait de la montée en force des néo-conservateurs, qui diffusèrent une perception d'une menace réelle et imminente provenant de ces États [M. Senn (2008). *Wolves in the Woods. The Rogue State Concept from a Constructivist Perspective*. Paper presented at the 2<sup>nd</sup> ECPR Graduate Conference, Universitat Autònoma de Barcelona, August 25-27 2008., p. 19].

internationale », seulement perturbée par les *rogue states*<sup>621</sup>. L'un des corollaires les plus significatifs de cette représentation était que, pour les dirigeants américains, la Russie et la Chine devaient également se sentir concernées par la menace que posaient les *rogue states*, puisqu'elles étaient membres de l'ordre international. A partir du moment où, le 9 janvier 1994, l'Iran fut pour la première fois qualifié de « *rogue state* » par le Président Clinton<sup>622</sup>, il fut question de la menace qu'il représentait pour les pays européens, y compris pour la Russie. Or, cet argument de la menace posée par les *rogue states* a été constamment repris par les administrations américaines successives pour justifier la politique de défense américaine en Europe, en particulier l'installation d'un système anti-missile devant contrer la « *possibility of a long-range missile attack on American soil by a rogue state*<sup>623</sup> » et auquel la Russie n'a en revanche eu de cesse de s'opposer. Sur cette base, le Président Clinton cherchait à faire accepter le système anti-missile par les Russes en mobilisant le thème de l'intérêt commun<sup>624</sup> et en les invitant à y participer, précisant que sa mise en œuvre « *[would] require a lot of joint research and a lot of trust and a lot of understanding about what the problem [was] and how [they were] going to develop*

---

<sup>621</sup> La phrase suivante est symptomatique de cette vision : « *As we worked together to promote the progress of market democracies, we reaffirmed our intention to ensure that those states that stand outside our community, such as Iran, Iraq, and Libya, fully adhere to the fundamental norms we all agree should guide us into the next century.* » [W.J. Clinton (1997, 22 juin). *Remarks at the Presentation of the Final Communiqué of the Summit of the Eight in Denver*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=54302>].

<sup>622</sup> Ainsi que la Libye [W.J. Clinton (1994, 9 janvier). *Remarks to Future Leaders of Europe in Brussels*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=49643>].

<sup>623</sup> W.J. Clinton (1996, 22 mai). *Remarks at the United States Coast Guard Academy Commencement in New London, Connecticut*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=52848>.

<sup>624</sup> Egalement en matière de lutte contre la prolifération nucléaire et d'armes de destruction massive, en particulier au bénéfice des *rogue states* [Administration Clinton (1995, 4 mai). *Press Briefing by Secretary of State Warren Christopher, Secretary of Defense William Perry, and Secretary of Treasury Robert Rubin*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59467>].

*it*<sup>625</sup> ». L'opposition aux *rogues states* contribuait à la construction de la base identitaire sur laquelle les États-Unis et la Russie pouvaient envisager de coopérer. En la matière, le Président Bush emprunta la même voie que son prédécesseur tout au long de ses deux mandats<sup>626</sup> : il proposa à la Russie de participer au système de défense anti-missile orienté contre les *rogue states*<sup>627</sup>, soulignant son appartenance au même camp que les États-Unis, la Guerre froide étant terminée<sup>628</sup>, et en la présentant comme une cible des *rogue states* et des terroristes. En cela, pour les Présidents Clinton comme Bush, les *rogue states* représentaient l'ennemi commun, formant le nécessaire *common ground* entre les États-Unis et la Russie, la base sur laquelle les deux États pouvaient construire un éventuel rapprochement et des positions communes. Si, à partir des attentats du 11 septembre, l'administration Bush utilisa davantage les termes d'*axis of evil* ou d'*outlaw regimes* que celui de *rogue states*, elle continua d'employer ce dernier quasiment systématiquement pour qualifier les États contre lesquels était orienté le système de défense anti-missile américain installé en Europe et qui menaceraient aussi la Russie. L'usage du terme n'était pas anodin, mais s'inscrivait dans un contexte particulier et s'adressait spécifiquement à la Russie,

---

<sup>625</sup> W.J. Clinton (2000, 19 novembre). *Interview With John King of CNN in Ho Chi Minh City*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=998>, nous soulignons.

<sup>626</sup> En 2003 [G.W. Bush (2003, 1er juin). *The President's News Conference With President Vladimir Putin of Russia in St. Petersburg, Russia*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=347>]; mais aussi en 2007 : « *to have a system that (...) could prevent a future Iranian regime, for example, from launching a weapon—it's in Russia's security interests.* » [G.W. Bush (2007, 30 avril). *The President's News Conference With European Union Leaders*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73992>].

<sup>627</sup> « *As a matter of fact, this system is aimed at protecting NATO allies, and if you want to participate, we would like you to participate with us. (...) We want to be wide open because this system is not geared toward Russia; it's geared toward a rogue state that may be able to acquire a nuclear weapon.* » [G.W. Bush (2007, 31 mai). *Interview With Eberhard Piltz of Zweites Deutsches Fernsehen, Germany*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75149>].

<sup>628</sup> « *[I]t is important for Russia and Russians to understand that I believe the cold war ended, that Russia is not an enemy of the United States, that there's a lot of areas where we can work together.* » [G.W. Bush (2007, 7 juin). *Remarks Following Discussions With Prime Minister Tony Blair of the United Kingdom and an Exchange With Reporters in Heiligendamm*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75284>].

qu'il convenait de convaincre de l'innocuité pour elle du système de défense anti-missile américain<sup>629</sup>. Y compris après l'abandon total de la catégorisation en tant que *rogue states* par le Président Obama à son arrivée à la Maison blanche, la capacité de l'Iran à lancer un missile de longue portée pouvant atteindre l'Europe continua à être soulignée comme nécessitant la mise en place d'un rempart digne de ce nom, également capable de protéger la Russie. L'administration Obama reprit également quasiment intégralement à son compte les représentations dont étaient l'objet la Corée du Nord et l'Iran pendant les deux mandats du Président Bush comme les plus grandes menaces auxquelles étaient confrontés les États-Unis<sup>630</sup>. A ce titre, le Président Obama estimait que la défense des États-Unis contre les missiles devait être améliorée. Au contraire, la Chine et la Russie, qui disposaient pourtant des moyens militaires les plus considérables face aux États-Unis selon l'administration Obama<sup>631</sup>, mais n'avaient pas l'« *intent to be an adversary to the United States* », faisaient l'objet de représentations loin de leur être hostiles. En effet elles ne faisaient pas partie des nations que les dirigeants américains « *[perceived] to pose the greatest threat in terms of their intent to harm U.S. interests* » et l'administration Obama avait par conséquent « *pursued a policy (...) of building cooperative relationships with the Chinese and the Russians* »<sup>632</sup>. L'idée selon laquelle les États-Unis auraient installé un système anti-missile destiné à contrer une attaque russe était pour le Président

---

<sup>629</sup> « *So this missile defense cooperation (...) does not pose a threat to Russia. Hopefully, it is also not about threats from Russia. Indeed, this is not about encircling Russia or anything else -- quite the contrary.* » [Administration Bush (2007, 4 juin). *Press Gaggle by Senior Administration Officials on the President's Trip to Europe and the G8 Summit*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75152>].

<sup>630</sup> B. Obama (2009, 6 juillet/b). *Interview with Novaya Gazeta*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86374>.

<sup>631</sup> « *In terms of pure capability, obviously China and Russia are nations with large nuclear arsenals and large armies.* » [B. Obama (2011, 10 mars). *Briefing by National Security Advisor Tom Donilon and Deputy National Security Advisor Ben Rhodes on Libya and the Middle East*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=90058>].

<sup>632</sup> *Loc. cit.*

Obama « *simply a legacy of the Cold War*<sup>633</sup> ». Les relations de coopération qu'il appelait de ses vœux avec la Chine et la Russie s'appuyaient d'ailleurs sur la nécessaire résolution des problématiques posées par la Corée du Nord et l'Iran<sup>634</sup>.

### 3.2 Unir la « communauté internationale » face à la menace

La raison d'être de la catégorie des *rogue states* résidait dans la différenciation qu'elle permettait entre les États ainsi labellisés et les autres, diversement qualifiés, mais appartenant tous à l'ordre international promu par les États-Unis. En cela, il contribuait à la construction permanente de l'identité partagée des membres de la « communauté » et de l'ordre internationaux, mais aussi à celle de l'imaginaire sécuritaire américain. Dès lors que les *rogue states* étaient reconnus par les autres États comme représentant une menace et qu'ils faisaient l'objet d'une politique commune, ils contribuaient à alimenter le socle représentationnel commun aux membres de la « communauté internationale » que les administrations américaines brandissaient comme justification de leurs propres représentations et politiques afférentes. Les membres de l'administration Obama laissaient effectivement entendre que les problèmes posés par la Corée du Nord et l'Iran constituaient une opportunité pour les États-Unis et les autres membres de la « communauté internationale » de construire, confirmer et renforcer leur identité commune<sup>635</sup>, l'identification des comportements anormaux permettant à l'inverse de mettre en exergue les comportements normaux et attendus.

---

<sup>633</sup> B. Obama (July 6, 2009), *op. cit.*

<sup>634</sup> Déjà l'administration Clinton soulignait l'enjeu que représentaient les problèmes nord-coréen et iranien dans la relation qu'entretenaient les États-Unis avec la Chine [Administration Clinton (1997, 29 octobre/a). *Press Briefing by Secretary of State Madeleine Albright and National Security Advisor Sandy Berger*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=48680>].

<sup>635</sup> Administration Obama (2010, 20 septembre). *Press Briefing on the President's Upcoming Visit to the United Nations*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88478>.

Cronin identifie deux manières permettant de mettre en exergue le partage d'une même identité par des acteurs et son impact sur leurs choix politiques. Premièrement, il est possible d'analyser la nature du discours caractérisant les interactions entre les acteurs politiques concernés, puisque

*[t]he surest sign that a society or group has adopted a new concept or understanding is the development of a new vocabulary in terms of which the concept can then be publicly articulated.*<sup>636</sup>

Justement, identifier plusieurs États menaçants dans une catégorie commune devait permettre de favoriser la coopération des membres de la « communauté internationale » face à eux, à plus forte raison parce que la catégorie choisie indiquait sur quelle base la menace était appréciée. En effet, alors que la formule de « *rogue states* » véhiculait une idée d'indiscipline ou de subversion par rapport aux normes et valeurs de la « communauté » et de l'ordre internationaux, celle de « *Axis of evil* » était associée à une opposition à un ensemble se voulant davantage encore universel, celui de la conception du bien. La catégorie de membre de l'« *Axis of evil* » devait avoir cela de plus puissant qu'elle était débarrassée de ses racines humaines et sociales et se situait à un niveau divin *a priori* moins susceptible d'être contesté. Manifestement, et bien que ce ne soit pas ici l'objet premier de notre travail<sup>637</sup>, les deux catégories ont fait long feu et semblent avoir été davantage critiquées que reprises par les autres membres de la « communauté » et de l'ordre internationaux, en particulier la seconde. Deuxièmement, le chercheur peut étudier et interpréter le comportement du groupe en ayant préalablement défini les comportements appropriés selon l'identité précisée<sup>638</sup>.

De ces deux méthodes découle la proposition suivante : l'usage par les dirigeants américains d'un vocabulaire désignant une menace spécifique et d'interpellations à

---

<sup>636</sup> B. Cronin (1999), *op. cit.*, p. 15.

<sup>637</sup> Il pourrait toutefois être intéressant d'analyser la reprise ou non des deux formules par les États et de la comprendre par exemple à travers l'appropriation ou le rejet, d'une part, du sens des deux formules en tant que tel ou, d'autre part, des pratiques politiques associées.

<sup>638</sup> *Loc. cit.*

l'égard des membres de la « communauté » internationale et de l'ordre international face à cette menace constituait une tentative de construction et/ ou de renforcement de l'identité partagée de ces membres ; renforcement devant les mener à élaborer et à mettre en œuvre des politiques coopératives face à la menace. En outre, le processus de construction identitaire passait par une différenciation entre les membres de la communauté et de l'ordre internationaux et les *rogue states* à travers trois processus<sup>639</sup> :

- la catégorisation, « *where individuals mentally partition the world into comprehensive units* », les *rogue states* étant l'une d'entre elles,
- l'identification, « *where actors define themselves and are viewed by others as members of certain social categories* », les administrations américaines successives identifiant les États-Unis à la catégorie sociale qu'était la « communauté internationale »,
- la comparaison sociale entre les groupes ou les catégories, « *which helps actors distinguish between their conceptual « in-group » and other out-groups* », largement pratiquée par les membres des administrations américaines, plus ou moins explicitement.

Nous avons déjà présenté la manière dont les dirigeants américains identifiaient les États-Unis à la « communauté internationale »<sup>640</sup>, mais aussi partiellement la façon dont ils comparaient les États-Unis et les autres membres de la « communauté internationale » aux *rogue states* au début de ce chapitre. Nous nous attacherons à compléter l'analyse de cette comparaison sociale dans la deuxième partie de cette section, mais nous nous pencherons d'abord davantage sur les critères de catégorisation des *rogue states*.

---

<sup>639</sup> Présentés par B. Cronin (1999), *op. cit.*, p. 20.

<sup>640</sup> Voir notre deuxième chapitre, mais aussi le début du troisième.

### 3.2.1 Articuler les menaces pour mieux les combattre

Les *rogues states* pouvaient être concomitamment ou successivement catégorisés comme les « *outlaw states* » et les « *ontological outlaws* » auxquels fait référence Donnelly pour qualifier les États souffrant de « *sovereign inequalities* » : les premiers, en violant des normes internationales, se placent eux-mêmes dans l'illégalité, alors que les seconds « *are outlaws more for who they are than what they have done* »<sup>641</sup>. Les critères de catégorisation des *rogues states* – ou des membres de l'*Axis of evil*, ou encore de la Corée du Nord et de l'Iran comme représentant une menace similaire, en fonction de la période – étaient en effet de nature diverse : ils relevaient soit de leur comportement à l'égard des autres États ou sur la scène internationale de manière générale, soit de leur ontologie, à savoir leur régime politique et les pratiques associées de violation des libertés de leurs citoyens<sup>642</sup>. Alors que le premier type de critères a toujours joué un rôle dans la catégorisation de la Corée du Nord et de l'Iran, le deuxième type n'a pas toujours été mis en exergue de manière égale. Quoi qu'il en soit, les différents critères adoptés faisaient l'objet d'un processus d'articulation créant des représentations dans lesquelles les différentes sources de menace semblaient intrinsèquement liées, en particulier le soutien au terrorisme et le développement d'un programme nucléaire dont le caractère militaire

---

<sup>641</sup> J. Donnelly (2006). « Sovereign Inequalities and Hierarchy in Anarchy: American Power and International Society ». *European Journal of International Relations*, 12(2), p. 145-147.

<sup>642</sup> En cela, la catégorie de *rogue state* reste floue. D'une part, des auteurs l'ayant étudiée affirment que la dimension externe, les ambitions nucléaires surtout, constitue le cœur de la catégorie de *rogue state* [M. Senn (2008), *op. cit.*, p. 2]. Cette idée est étayée par la déclaration de Mike McCurry qui articulait le fait de poursuivre un programme nucléaire et le fait d'être une « *rogue nation* » [M. McCurry (1998, 28 mai). *Press Briefing by Mike McCurry*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=48232>]. D'autre part, des auteurs incluent une dimension interne. C'est le cas de Rotberg, qui distingue les « *repressive regimes* » des « *rogue states* », les premiers opprimant leur population et violant les droits de l'Homme, les seconds agissant de façon belligène et déstabilisante sur la scène internationale, en plus de violer les droits de leur propre population. Il intègre donc la Corée du Nord mais pas l'Iran dans la catégorie des *rogue states*. Il n'en reste pas moins que les administrations Clinton comme Bush incluait l'Iran dans cette dernière catégorie.



était plus ou moins avéré<sup>643</sup>. C'était justement l'articulation des critères de catégorisation qui fondait le caractère particulièrement menaçant de la Corée du Nord et de l'Iran puisque d'autres États remplissaient certains des critères sans pour autant être catégorisés de la sorte<sup>644</sup>. Cette articulation fondait par conséquent aussi les nécessaires politiques engagées contre ces États, quelles qu'elles fussent. En outre, les États catégorisés comme *rogue states* pouvaient être à la fois cités parmi une liste de menaces auxquelles devaient faire face tous les États, un grand nombre d'entre eux ou encore les États démocratiques, menaces conçues comme globales, tout en représentant l'ensemble – ou presque – de ces menaces globales en raison des liens qu'ils étaient réputés entretenir avec leurs différents protagonistes<sup>645</sup>. L'identification de ces États avec des menaces représentées comme insaisissables du fait de leur caractère global permettait aux dirigeants américains de désigner des responsables étatiques, auxquels ils étaient susceptibles de demander des explications ou de rendre des comptes. En cela, le concept de *rogue state* a été particulièrement utile après les attentats du 11 septembre, constituant un « repère coutumier dans l'enchevêtrement chaotique des réseaux terroristes internationaux ». Au contraire des réseaux transnationaux difficilement identifiables et repérables géographiquement, le *rogue state* apparaissait comme « un ennemi "rassurant" » ou « tout au moins, "familier", puisqu'à la fois identifiable, territorial et étatique ».<sup>646</sup> L'usage de la catégorie de *rogue state* ou de membre de l'*Axis of evil* permettait d'articuler de nouveau avec des entités étatiques des menaces qui en semblaient émancipées et qui, par conséquent, ne pouvaient que difficilement être traitées par l'intermédiaire de pratiques conçues dans

---

<sup>643</sup> C'est bien dans le cas où des « *countries which develop weapons of mass destruction, nations with a history of brutality* », « *regimes such as Iran, Iraq, and North Korea* », auraient été « *ever able to mate up with terrorist organizations* » que « *the free world [would have] be threatened* », ainsi que l'aurait été le « *way of life* » américain [G.W. Bush (2002, 11 février), *op. cit.*].

<sup>644</sup> Voir chapitre 4.

<sup>645</sup> C'est le cas ici : « *ethnic and religious hatred, the reckless aggression of rogue states, terrorism, organized crime, drug trafficking, the proliferation of weapons of mass destruction* » [W.J. Clinton (1995, 22 octobre). *Remarks to the United Nations General Assembly in New York City*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=50683>].

<sup>646</sup> C. Croisier (2007), *op. cit.*, p. 117. Citée dans P. Ségard (2009), *op. cit.*, p. 36.

le cadre d'interactions étatiques. C'est en ces termes que peut notamment être comprise la différence de traitement politique de l'Afghanistan, d'une part, et de la Corée du Nord et de l'Iran, d'autre part. Bien que ces derniers aient été accusés de soutenir le terrorisme, ils n'étaient pas considérés comme des États contrôlés par des organisations terroristes, contrairement à l'Afghanistan avant l'invasion américaine, le recours à la force ne s'imposant donc pas avec la même acuité que dans le cas de l'Afghanistan<sup>647</sup>. Les membres de l'administration Bush affirmaient d'ailleurs systématiquement le fait que, plutôt ici en comparaison du cas irakien, la Corée du Nord et l'Iran faisaient l'objet d'une politique diplomatique et que le recours à la force à leur encontre ne serait envisagé qu'ultimement en cas d'épuisement des autres moyens<sup>648</sup>. Au-delà de l'exemple que constituait le terrorisme en tant que menace globale à laquelle étaient confrontés tous les États et que représentaient les *rogue states*, le soutien au terrorisme a été un critère permanent de catégorisation parmi ces derniers.

### 3.2.1.1 La lutte contre le terrorisme et les menaces afférentes

Les liens entre les *rogue states* et les terroristes étaient établis de deux manières. Premièrement, les *rogue states* étaient considérés comme soutenant et/ou finançant le terrorisme. Deuxièmement, le risque d'agression par des terroristes ou par un *rogue state*, de même que l'acquisition d'armes de destruction massive, en particulier d'armes nucléaires<sup>649</sup>, étaient placés au même niveau par les Présidents Clinton, Bush

---

<sup>647</sup> La déclaration suivante du Président Bush en témoigne : « *We saw the terrible harm that terrorists did by taking effective control over the Government of Afghanistan, a terrorist victory that led directly to the attacks of September the 11th. (...) We will prevent the emergence of terrorist-controlled states.* » [G.W. Bush (2004, 2 juin). *Commencement Address at the United States Air Force Academy in Colorado Springs, Colorado*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=72640>].

<sup>648</sup> S. McClellan (2004, 17 juin). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66010>.

<sup>649</sup> Rappelons que les *rogue states* furent, dans un premier temps, « caractérisés par leur volonté d'acquérir des armes de destruction massive et de contribuer à leur prolifération » [C.-P. David, E. Lévesque et J. Tourreille (2007), *op. cit.*, p. 54].

et Obama. En effet, le risque de voir des armes de destruction massive, qu'il s'agisse d'armes nucléaires ou d'armes chimiques ou biologiques, entre de mauvaises mains était considéré comme émanant tant des terroristes que des *rogue states*<sup>650</sup>. Quelle que fût l'administration en place et qu'un processus de catégorisation fût plus ou moins explicitement en cours, les États désignés comme *rogue states* firent l'objet d'une identification avec les « terroristes ». A l'articulation des *rogue states* et du terrorisme était associée l'idée que les États concernés par la menace terroriste auraient de la même manière dû se préoccuper de la menace que représentaient les *rogue states* : à plus forte raison après les attentats du 11 septembre, les *rogue states* auraient dû faire l'unanimité contre eux de même que le terrorisme.

De manière générale, l'articulation d'autres menaces à celle du terrorisme contribuait à accroître la légitimité de la lutte engagée contre celles-ci, à tout le moins au regard des représentations des dirigeants américains, d'autant plus qu'elle était fondée sur leur parenté<sup>651</sup>. L'opposition américaine au développement d'armes de destruction massive de la part des *rogue states*<sup>652</sup>, ou plus précisément de programme nucléaire supposément militaire ou reconnu comme tel, était particulièrement justifiée<sup>653</sup> par les relations qu'entretenaient de surcroît ces États avec des organisations terroristes. Quelques mois après le 11 septembre 2001, Condoleezza Rice constatait « *that the list of states that [sponsored] terror and the list of states that [were] seeking to acquire weapons of mass destruction [happened] to overlap substantially*<sup>654</sup> ». C'est pourquoi l'administration Bush put légitimement citer la Libye comme constituant un

---

<sup>650</sup> « [Y]ou will have to worry more about chemical and biological weapons put in the hands of terrorists as well as rogue states. » [W.J. Clinton (1998, 19 novembre). *Remarks in "A Conversation With President Clinton" With Tetsuya Chikushi in Tokyo*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=55292>].

<sup>651</sup> Le Président Clinton affirmait que « *terrorism, organized crime, drug running, and weapon sales* » étaient « *all related* » [W.J. Clinton (1996, 5 avril), *op. cit.*, nous soulignons].

<sup>652</sup> La problématique des armes de destruction massive est pour sa part associée par le Président Clinton à l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord dès le mois de mai 1994 [W.J. Clinton (1994, 3 mai), *op. cit.*].

<sup>653</sup> Mais pas seulement, nous le verrons dans le chapitre 4.

<sup>654</sup> C. Rice (2002, 8 avril), *op. cit.*

exemple d'État agissant contre le terrorisme par le seul fait d'avoir abandonné ses programmes de production d'armes de destruction massive<sup>655</sup>. Pour autant, si l'articulation de la menace terroriste avec la Corée du Nord et l'Iran contribuait à reterritorialiser une menace et à possiblement en faciliter la réduction, elle avait un effet inverse sur la menace relative aux armes de destruction massive ou nucléaires. Au regard des vertus nécessaires à la lutte contre « *the proliferation of weapons of mass destruction* » et « *the missiles that deliver them* », à savoir « *close cooperation, honesty, and discipline, and a willingness of some not now willing to do it to forgo immediate financial gain* »,<sup>656</sup> il ne paraissait pas possible d'engager une telle coopération avec les *rogue states* compte tenu des « qualités » qui leur étaient habituellement reconnues, similaires à celles des terroristes. Remarquons toutefois que, bien que les *rogue states* aient été associés à la menace terroriste, l'articulation du terrorisme avec la Corée du Nord était beaucoup moins récurrente et nourrie que celle du terrorisme avec l'Iran, les liens de la Corée du Nord avec des organisations terroristes semblant beaucoup plus distendus dans les représentations américaines que celles que l'Iran était accusé d'entretenir. Par exemple, la différence entre les politiques menées à l'égard de l'Irak, d'une part, et de la Corée du Nord, d'autre part, était présentée comme relevant de l'inscription de l'invasion de l'Irak dans la guerre contre le terrorisme, alors que la problématique nord-coréenne en était disjointe<sup>657</sup>, remettant un peu plus en cause encore l'articulation établie entre le terrorisme et la Corée du Nord en tant que *rogue state*. A l'inverse, cette dernière remplissait les critères ontologiques de sa catégorie.

Enfin, parce qu'ils représentaient une multiplicité de menaces, la Corée du Nord et l'Iran étaient présentés « *as being not challenges for the United States or challenges*

---

<sup>655</sup> « *Libya has discovered that abandoning the pursuit of weapons of mass murder has opened a better path to relations with the free world.* » [G.W. Bush (2004, 2 juin), *op. cit.*].

<sup>656</sup> W.J. Clinton (1994, 9 janvier), *op. cit.*

<sup>657</sup> C'est en tout cas ce que laissait entendre T. Snow, comparant la Corée du Nord et l'Irak présenté comme « *a country that was directly involved in a war on terror, that was paying off terrorists* ». [T. Snow (2006, 10 octobre), *op. cit.*].

*for Japan or any single country, but challenges for the global leaders, challenges for the G8*<sup>658</sup> ». La représentation de la Corée du Nord et l'Iran comme des défis pour l'ensemble des global leaders permet de conforter celle de l'ordre international : à l'identification des menaces pour ce dernier étaient associées ses caractéristiques, qui devaient être préservées, d'autant plus que le sujet faisait l'unanimité parmi les membres du G8<sup>659</sup>. De la même manière, l'administration Clinton présentait « *the aggression of rogue states* » comme une menace que « *no nation can defeat (...) alone* », au même titre que « *the spread of weapons of mass destruction or organized crime or drug trafficking or terrorism* »<sup>660</sup>, menaces auxquelles les *rogue states* étaient d'ailleurs accusés de contribuer. C'est pourquoi les autres États devaient participer à l'effort consenti par les États-Unis pour lutter contre ces menaces<sup>661</sup>. Il était d'autant plus difficile de vaincre cette menace qu'il s'agissait d'une menace polymorphe.

### 3.2.1.2 Les critères internes de catégorisation

Par critères internes, nous entendons ceux relevant des pratiques politiques au sein des États concernés, qu'il s'agisse de leur régime politique en général ou de dimensions plus spécifiques comme le respect des droits de l'Homme ou de la liberté d'expression, pratiques et comportements pouvant être considérés comme constitutifs des régimes politiques de ces États. En cela, ces critères peuvent être considérés comme relevant à la fois du comportement des États et de leur ontologie. Comme le remarque Donnelly, « *[p]articular cases may not fall neatly into one or the other*

---

<sup>658</sup> Administration Bush (2007, 7 juin). *Press Briefing by Deputy National Security Advisor for International Economic Affairs, David McCormick*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75292>.

<sup>659</sup> *Loc. cit.*

<sup>660</sup> W.J. Clinton (1996, 20 avril/a). *The President's Radio Address*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=52701>.

<sup>661</sup> « *[N]o nation can defeat it alone. But together we can deal with these problems and we can make America more secure.* » (*loc. cit.*).

*category* » : « *Were pirates or piracy proscribed? Heretics or heresy?* »<sup>662</sup>. En outre, dans l’imaginaire sécuritaire américain, les pratiques politiques internes de ces États n’étaient pas sans lien avec leurs pratiques politiques et leurs comportements sur la scène internationale.

Dans sa *National Security Strategy of the United States of America*, l’administration Bush identifiait cinq attributs des *rogue states*, parmi lesquels deux concernaient au moins partiellement la manière dont leurs dirigeants se comportaient à l’égard de leur population, à savoir leur brutalité et leur caractère corrompu, d’une part, et le rejet des « *basic human values* », d’autre part. Ce dernier attribut était associé à la haine des États-Unis et « *everything for which it [stood]* ». <sup>663</sup> Le comportement des *rogue states* était d’autant moins acceptable pour les présidents américains successifs qu’ils considéraient tous, d’une part, que l’expansion de la démocratie constituait une forme de fin de l’histoire ou du moins qu’elle était la voie dans laquelle l’ensemble des États s’engageait irrémédiablement et, d’autre part, que la démocratie et le libre-marché tendaient à devenir la règle sur l’ensemble des continents. Le maintien de la célébration de la « *Captive Nations Week* » malgré la chute de l’URSS relevait des mêmes pratiques représentationnelles. Lancée par le Président Eisenhower en 1959, la *Captive Nations Week* visait à témoigner du soutien des États-Unis et des Américains aux peuples et nations « *made captive by the imperialistic and aggressive policies of Soviet communism* », « *deprived of their national independence and their individual liberties* » et ayant cependant de « *just aspirations for freedom and national independence* »<sup>664</sup>. La chute de l’Union soviétique aurait pu signer la fin de cette célébration annuelle. Toutefois, le Président Bush père, interprétant la chute de l’URSS comme le témoignage du bien-fondé de la foi américaine « *in the inevitable*

<sup>662</sup> J. Donnelly (2006), *op. cit.*, p. 147.

<sup>663</sup> U.S. Department of State (2002). *National Security Strategy of the United States of America*. Consultable ici : <https://www.state.gov/documents/organization/63562.pdf>, p. 12-13.

<sup>664</sup> D.D. Eisenhower (1959, 17 juillet). *Proclamation 3303—Captive Nations Week, 1959*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=107400>.

*triumph of freedom and democratic ideals* », décida de la maintenir « *until freedom and independence have been achieved for every captive nation* », arguant de la persistance de peuples opprimés<sup>665</sup>. Il fut suivi en cela par ses trois successeurs. La Corée du Nord et l’Iran étaient tous deux classés parmi les *captive nations*, leur peuple voyant leur droits violés quotidiennement et ne jouissant par exemple pas du « *right to choose their government, speak out against oppression, and practice their religion freely*<sup>666</sup> ». Alors que le Président Clinton mentionnait uniquement des critères internes de catégorisation parmi les *captive nations*, constatant qu’il restait des « *tyrants who [used] brutality, ethnic cleansing, guns, and prisons to silence voices of reason and tolerance **within their countries***<sup>667</sup> », le Président Bush intégra des critères relevant du comportement de ces États à l’égard des autres États, contribuant à articuler leurs comportements internes et externes<sup>668</sup>. Quant au Président Obama, sans citer le comportement international des *captive nations*, il rappelait que « *[i]n an interdependent world, instability, disease, and hardship abroad affect us here at home*<sup>669</sup> ». Les deux présidents démocrates avaient pour point commun de ne jamais citer d’États alors catégorisés comme *captive nations*, contrairement au Président Bush qui, dans la plupart de ses proclamations relatives à la *Captive Nations Week*, attribuait des exemples de violation des droits fondamentaux à des États précis, parmi lesquels la Corée du Nord et l’Iran,

---

<sup>665</sup> G. Bush (1991, 12 juillet). *Proclamation 6315—Captive Nations Week, 1991*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=19782>.

<sup>666</sup> G.W. Bush (2003, 18 juillet). *Proclamation 7691—Captive Nations Week, 2003*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61977>.

<sup>667</sup> W.J. Clinton (2000, 14 juillet). *Proclamation 7330—Captive Nations Week, 2000*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=62309>, nous soulignons.

<sup>668</sup> « *Some governments, such as those in North Korea, Iraq, and Iran, starve their people, take away their voices, traffic in terror, and threaten the world with weapons of mass destruction.* » [G.W. Bush (2002, 17 juillet), *op. cit.*]. Il distinguait cependant ces trois États d’autres États tels que Cuba ou le Zimbabwe qui, catégorisés parmi les *captive nations*, n’étaient pas considérés comme des *rogue states*.

<sup>669</sup> B. Obama (2009, 17 juillet). *Proclamation 8396—Captive Nations Week, 2009*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86439>.

alimentant l'articulation explicite entre ces deux États et des comportements représentés comme déviants et-ou dangereux. Si les *captive nations* n'étaient pas nécessairement des *rogue states*, les *rogue states* étaient systématiquement des *captive nations*. En revanche, l'administration Bush ne caractérisait pas de la même manière les *failed states* ou les États peinant à contrôler leurs propres territoire ou frontière et n'adoptait pas le même comportement à leur égard. Alors que la Corée du Nord et l'Iran et d'autres États accusés d'héberger des terroristes faisaient l'objet d'une politique présentée comme intransigeante, l'administration Bush offrait son aide aux États susceptibles de compter des terroristes sur leur sol non volontairement, mais en raison d'un défaut de contrôle de leurs frontières<sup>670</sup>.

En plus des violations des droits de leurs citoyens, l'opacité de leur régime politique s'ajoutait au discrédit des *rogue states*. L'administration Bush estimait que le début du 21<sup>ème</sup> siècle se caractérisait par une plus grande complexité par rapport à la période de Guerre froide, en particulier en matière de renseignements, à la fois en raison de l'évolution de la guerre et des armements, de l'opacité de certains régimes et de l'apparition d'organisations à propos desquelles il était plus difficile d'obtenir des renseignements. En outre, les membres des trois administrations successives insistaient régulièrement sur le fait que la Corée du Nord et l'Iran n'étaient pas des régimes transparents, contrairement aux États démocratiques, ce qui avait différentes incidences, à la fois en termes de compréhension de ces États et de leurs politiques<sup>671</sup>,

---

<sup>670</sup> « *Terrorist havens are found within states that have difficulty controlling areas of their own territory. So we're helping Governments like the Philippines and Kenya to enforce anti-terrorist laws, through information sharing and joint training. (...) Regimes in Iraq and Afghanistan learned that providing support and sanctuary to terrorists carries with it enormous costs.* » [G.W. Bush (2004, 2 juin), *op. cit.*].

<sup>671</sup> Selon les propos de l'administration Clinton évoquant l'Iran comme « *a society that [was] that opaque with a ruling elite that [was] difficult at time to understand* » [M. McCurry (1998, 23 juillet). *Press Briefing by Mike McCurry*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=48255>]; et ceux de l'administration Bush à propos de la Corée du Nord, « *a very opaque society and very hard to read* » [S. Hadley (2006, 22 juin), *op. cit.*]. Idée confirmée par l'administration Obama, présentant la Corée du Nord comme « *one of the world's most opaque governments and societies* » [J. Carney (2012, 16



mais aussi en termes de simple connaissance ou de niveau d'information de ce qui s'y passait<sup>672</sup>. Ce qui renforçait l'incertitude des administrations américaines face aux *rogue states* : en particulier, la Corée du Nord et l'Iran constituaient une « *equal (...) security threat* », puisque « *any time there [was] a nontransparent regime without a free press to hold people to account, it [created] an unpredictability in the world* »<sup>673</sup>. Au moins partiellement en raison de cette incertitude, la Corée du Nord et l'Iran ne disposaient pas de « *the confidence of the international community in their ambitions*<sup>674</sup> », en particulier en matière nucléaire. Homolar remarque que la notion d'incertitude a été réifiée comme « *the principal threat to US national security* » et qu'elle est à ce titre restée « *a core term in the lexicon of US defence planning during the 1990s and beyond* », ainsi que « *an effective tool for key actors in US defence policymaking to advance their policy goals* »<sup>675</sup>. De même, l'absence d'informations quant aux intentions des autres États<sup>676</sup> rendait possible ou alimentait des représentations qui, pour certaines d'entre elles, pouvaient relever au moins partiellement de la spéculation. Par exemple, suite à la diffusion d'une rumeur selon laquelle un général nord-coréen avait été exécuté par un tir de mortier, Madden expliqua que

*little snippets of information [were] imaginatively threaded together by creative diplomats or intelligence officials (...) and peddled to journalists working in the hyper-competitive South Korean and Japanese media markets. And yet sometimes the stories of elites [emerged] from gossip inside the country.*

---

juillet). *Press Gaggle* by Press Secretary Jay Carney. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=101384>].

<sup>672</sup> C'était le constat du Président Bush : « *Nontransparent societies run by Governments that aren't selected by the people are—very difficult to tell what's going on.* » [G.W. Bush (2006, 6 juillet), *op. cit.*].

<sup>673</sup> G.W. Bush (2006, 10 mars), *op. cit.*

<sup>674</sup> Administration Obama (2010, 26 mars). *Press Briefing by Secretary of State Clinton, Secretary of Defense Gates, and Chairman of the Joint Chiefs of Staff Admiral Mullen on the Announcement of the New START Treaty*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=87683>.

<sup>675</sup> A. Homolar (2010). « *Rebels without a conscience: The evolution of the rogue states narrative in US security policy* ». *European Journal of International Relations*, 17(4), p. 710.

<sup>676</sup> Ce manque d'information quant aux intentions des autres États est à l'origine de l'instabilité de l'anarchie internationale selon les réalistes et constitue l'un des principaux obstacles à la coopération que l'existence d'institutions internationales est susceptible de surmonter selon les néolibéraux.

Il précisa que l'information ne pouvait être vérifiée, la Corée du Nord étant « *notoriously opaque, with strict controls on information and a rigorously censored state media* », laissant libre cours au développement de telles rumeurs.<sup>677</sup> Spéculatives étaient également les représentations associées à l'expression *Axis of evil*, désignant un axe formé par trois États autour duquel aurait évolué une nébuleuse d'organisations terroristes au titre de « *the indivisibility of terrorism*<sup>678</sup> », l'ensemble de ses composantes étant susceptible de s'allier pour frapper les États-Unis<sup>679</sup>. En cela, les représentations de l'administration Bush se distinguaient de celles de l'administration Clinton qui, par la voix de Lake, avait précisé que ceux qu'ils qualifiaient alors de « *backlash states (...) [did] not function effectively in alliances – even with those like-minded*<sup>680</sup> ».

L'articulation des comportements déviants<sup>681</sup> sur la scène internationale (soutien au terrorisme et prolifération nucléaire en particulier) à des caractéristiques internes (ou ontologiques pour Donnelly) contribuait à faire du régime politique des États concernés une menace. Régimes politiques et pratiques associées, celles-ci étant constitutives de ceux-là, pouvaient par conséquent être considérés comme une cause ou à tout le moins comme un facteur facilitateur du caractère déviant et agressif du comportement extérieur des *rogue states*. En ce sens, les deux facettes de l'*outlawry*

---

<sup>677</sup> M. Madden (2012, 31 octobre). « Was a North Korean General Really Executed by Mortar Fire? ». *Foreign Policy*, consultable ici : <http://foreignpolicy.com/2012/10/31/was-a-north-korean-general-really-executed-by-mortar-fire/>.

<sup>678</sup> Expression employée par R. Cornwell (2002). « How War in the Middle East Roils Transatlantic Relations ». *European Affairs*, 3(2), consultable ici : <http://www.europeaninstitute.org/index.php/27-european-affairs/spring-2002/414-how-war-in-the-middle-east-roils-transatlantic-relations>.

<sup>679</sup> La manière dont le Président Bush évoquait la guerre contre le terrorisme visait manifestement à en faire une menace d'autant plus dangereuse qu'elle était cachée et donc insaisissable : « *the war against terrorists is a war against individuals who hide in caves in remote parts of the world, individuals who have these kind of shadowy networks, individuals who deal with rogue nations.* » [G.W. Bush (2004, 7 février). *Interview With Tim Russert Broadcast on NBC's "Meet the Press"*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75523>].

<sup>680</sup> A. Lake (1994). « Confronting Backlash States ». *Foreign Affairs*, 73(2), p. 46.

<sup>681</sup> Les comportements déviants constituent le pendant comportemental de l'*outlawry* étudiée par Donnelly (2006), *op. cit.*

identifiées par Donnelly étaient intrinsèquement liées et difficilement séparables. Les « *rigid ideologies* » des « *pariah nations* » (dont les caractéristiques étaient globalement les mêmes que celles des *rogue states*), associées à « *a world of nuclear trouble* », étaient articulées à des « *expansionist ambitions* »<sup>682</sup>. De telles ambitions n'ont à l'inverse jamais été prêtées à des États démocratiques par les dirigeants américains, en tout cas pas en ces termes. L'articulation entre régime politique non-démocratique et comportement extérieur agressif constitue le pendant négatif de la représentation des dirigeants américains selon laquelle la démocratie serait source de paix. A l'aune d'une vision monadique de la théorie de la paix démocratique – en particulier celle, fondatrice, de Kant – un État doté d'une constitution non républicaine serait bien plus en capacité d'adopter un comportement agressif sur la scène internationale, non contraint qu'il est par la voix de ses citoyens. Un tel comportement agressif pourrait contribuer à détourner ces derniers des difficultés internes de l'État. C'est en ce sens que peut être compris le fait que « *Ahmadinejad [was] creating a smokescreen with the nuclear issue* » et ainsi « *keeping the domestic public's focus on another point than his undelivered social and economic promises* »<sup>683</sup>. Ainsi, les critères internes permettant aux dirigeants américains d'apprécier la déviance des *rogue states* ont toujours été associés à la défiance dont devaient faire l'objet les États concernés, aucune intention pacifique ne pouvant être prêtée à des dirigeants affamant, emprisonnant de façon arbitraire, torturant ou opprimant leur population.

Néanmoins, à l'encontre de la multiplication des labels désignant une famille d'ennemis des États-Unis sous les deux mandats du Président Bush, le Président Obama n'a pour sa part ni forgé ni repris à son compte les diverses appellations utilisées par ses prédécesseurs. L'adjectif *rogue* a été employé par des membres de

---

<sup>682</sup> W.J. Clinton (1995, 1<sup>er</sup> mars), *op. cit.*

<sup>683</sup> R. Khalaf (2007, 5 mars). « *Pride under Pressure: a Resurgent Iran Fears its Leader's Defiance May Backfire* ». *Financial Times*, cité par S.A. Roudsari (2007). « *Talking Away the Crisis? The E3/EU-Iran Negotiations on Nuclear Issues* ». *EU Diplomacy Paper*, 6, p. 10.

son administration<sup>684</sup>, mais pas le label *rogue state*<sup>685</sup> à l'exception d'Hillary Clinton, dont l'implication en tant que Première dame dans les deux administrations Clinton peut au moins partiellement permettre de comprendre qu'elle ait fait usage de cette expression. Quant au Président Obama, il évoqua uniquement le risque de « *a rogue missile from any source*<sup>686</sup> » dans le cadre de la promotion du système de défense anti-missile américain en Europe, se gardant de qualifier directement de « *rogue* » cette éventuelle source. En revanche, il a poursuivi l'articulation établie entre la Corée du Nord et l'Iran sur la base d'un grief principal, à savoir la violation par les deux États de leurs obligations internationales, en particulier en matière nucléaire. Enfin, le « *rogue behavior* » de l'Iran a été évoqué et caractérisé comme « *the fact that it won't live up to its international obligations with regards to its nuclear program* »<sup>687</sup>. Cette acception de ce qu'était un *rogue behavior* pour l'administration Obama était débarrassée des représentations manichéennes dont faisaient l'objet les *rogue states* et l'*Axis of evil* durant les mandats des Présidents Bush et Clinton. À l'inverse des administrations précédentes qui articulaient les *rogue states* à des représentations très construites et riches de nombreux éléments relevant du soutien au terrorisme, de la violation des droits de l'Homme, etc., l'administration Obama reprochait essentiellement à la Corée du Nord et à l'Iran la violation de leurs obligations internationales en matière nucléaire. Les *rogue states*, et à plus forte raison l'*Axis of evil*, ne constituaient plus la pierre angulaire du discours identitaire et sécuritaire américain. Nous verrons dans la deuxième partie de notre thèse que la

---

<sup>684</sup> Quelques occurrences de l'usage du qualificatif *rogue* ont été trouvées lors du premier mandat du Président Obama. Par exemple : « *We are putting a great deal of pressure on Iran broadly because of its **rogue** behavior* » [J. Carney (2012, 9 janvier). *Press Briefing by Press Secretary Jay Carney*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=98850>].

<sup>685</sup> Le Président Obama utilisa l'expression une fois, d'une manière similaire à celle du Président Bush, à savoir articulée avec les armes de destruction massive et les terroristes [B. Obama (2011, 19 janvier). *The President's News Conference With President Hu Jintao of China*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88927>].

<sup>686</sup> B. Obama (2010, 8 avril), *op. cit.*

<sup>687</sup> J. Carney (2012, 9 janvier), *op. cit.*

« désarticulation » entre les différentes menaces que posait l'Iran a été concomitante à une ouverture des États-Unis en matière de négociation avec l'Iran<sup>688</sup>.

### 3.2.2 La construction identitaire par la différenciation

L'ensemble des critères d'identification des *rogue states* correspondait à des pratiques politiques dont les dirigeants américains distinguaient celles privilégiées ou devant l'être par les membres de la « communauté internationale ». Par exemple, le soutien au terrorisme n'était pas seulement un critère de catégorisation des *rogue states*, mais aussi une pratique en opposition de laquelle la « communauté internationale » était construite. De manière générale, un certain registre d'actions politiques était associé à la « communauté internationale », alors que d'autres registres étaient reliés au fait d'en être exclu<sup>689</sup> : menacer, chercher à faire peur aux autres États et à les faire réagir constitue un registre d'action belliqueux dans lequel ne s'inscrit pas et même auquel s'oppose le fait de chercher à discuter et à négocier et d'adopter un comportement responsable selon l'expression répétée des dirigeants américains. En ce sens, Donnelly remarque que le critère du respect de standards communs de civilisation, dont participent les registres d'actions politiques, peut fonder l'inégalité entre les États et faire des États les violant des « *ontological outlaws*<sup>690</sup> ». Pour notre part, nous considérons que la distinction entre différents registres d'actions politiques relève aussi de la différence entre les États immatures et les États matures, les premiers se caractérisant par le recours à des registres d'actions politiques considérés comme agressifs et irresponsables<sup>691</sup>. Par exemple, les actes posés par les dirigeants nord-coréens étaient généralement présentés comme cohérents au regard de leur comportement général, présent et passé, et des discours

---

<sup>688</sup> La Corée du Nord et le traitement du problème nucléaire nord-coréen ont été moins affectés par l'articulation des différentes menaces, ce que nous verrons dans les chapitres V et VIII.

<sup>689</sup> L'exclusion d'un État de la « communauté internationale » étant de toute façon provoquée par son comportement déviant au regard des attentes associées au fait d'y appartenir (voir chapitre II).

<sup>690</sup> J. Donnelly (2006), *op. cit.*, p. 148.

<sup>691</sup> Nous reviendrons en détails sur la distinction entre États matures et immatures et entre régions matures et immatures dans le chapitre VI.

qu'ils tenaient, également agressifs : lorsque la Corée du Nord annonça avoir conduit un essai nucléaire, le Président Obama ne se dit pas surpris « *given its statements and actions to date*<sup>692</sup> ». Les liens que les *rogue states* étaient réputés entretenir avec des « terroristes<sup>693</sup> » constituaient également une base de comparaison sociale, aucun État membre de la « communauté internationale » ne pouvant soutenir d'une façon ou d'une autre le terrorisme, *a fortiori* après les attentats du 11 septembre. Au même titre que les *rogue states*, les « terroristes » formaient une catégorie que les dirigeants américains différenciaient de celle des États membres de la « communauté internationale ». C'est essentiellement sur la base de ces registres d'action que les administrations américaines basaient à la fois la catégorisation des *rogues states* ou des membres de l'*Axis of evil*, d'une part, et des membres de la « communauté internationale », d'autre part, ainsi que leur comparaison sociale.

### 3.2.2.1 Les *rogues states* et l'*Axis of evil* ou le pendant maléfisant de la « communauté internationale »

La définition identitaire d'une communauté, ici internationale, est exclusive et donc négative : la description de ce qu'elle n'est pas constitue le pendant inévitable de la description de ce qu'elle est. A ce titre, les *rogue states* comme les terroristes constituaient pour les administrations américaines le pendant négatif de la « communauté internationale » telle que leurs membres se la représentaient et telles qu'ils tentaient de la construire, de la développer et de la maintenir. Le département de la Défense américain fut le premier, dans le *Report on the Bottom-Up Review* publié en 1993, à utiliser le qualificatif « *rogue* » pour décrire l'Iran, l'Irak et la Corée du Nord. Ces trois États y étaient présentés comme ayant à leur tête

---

<sup>692</sup> B. Obama (2009, 25 mai). *Statement on the Situation in North Korea*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86201>.

<sup>693</sup> Nous choisissons ici de mettre entre guillemets l'expression, afin de signaler qu'il s'agit du sens employé par les dirigeants américains, sens non fixe par ailleurs, que nous tâcherons d'analyser. Nous mettrons particulièrement en exergue les points communs relevés par les dirigeants américains entre les « terroristes » et les *rogue states*.

des dirigeants voyous dont l'objectif [était] la domination régionale à travers l'agression militaire tout en cherchant simultanément à se doter d'armes nucléaires, biologiques ou chimiques.<sup>694</sup>

Autant de comportements – agressivité militaire et prolifération nucléaire en tête – condamnés par les États-Unis et devant l'être par les membres de la « communauté internationale », l'appartenance à cette dernière impliquant l'abandon de ce type de pratiques. Puis, Lake définit précisément ce qu'il appelait alors les « *backlash states* » : non seulement ces États avaient choisi de ne pas faire partie de la « *family of nations*<sup>695</sup> », « *failed to respect basic international values* », notamment « *the peaceful settlement of disputes* »<sup>696</sup>, et avaient un « *behavior (...) often aggressive and defiant* ». Ils auraient toutefois été susceptibles « *to seriously threaten the democratic order being created around them* » si « *the resources of a superpower* » ne leur avaient pas manqué<sup>697</sup>. En articulant les *rogue states* à une potentielle menace pour l'ordre international, Lake interpellait l'ensemble de ses membres, la « communauté internationale », et les invitait à lutter contre eux, constatant déjà que ces États étaient « *increasingly criticized and targeted with sanctions in international forums* », témoignage le plus probant de leur déviance par rapport à l'ordre international. Comme mentionné précédemment, Lake affirmait que les *rogue states* ne s'alliaient pas entre eux ; en cela y compris ils étaient distingués des membres de la « communauté internationale » qui avaient justement pour caractéristique d'être alliés entre « *like-minded* ». Par leurs pratiques, les *rogue* ou *backlash states* incarnaient ce que les membres de la « communauté internationale » ne devaient pas être et la manière dont ils ne devaient pas se comporter, comme un parfait repoussoir.

L'articulation entre les *rogue states* et un ensemble de diverses activités criminelles a été maintenue en permanence des administrations Clinton aux administrations Bush,

---

<sup>694</sup> U.S. Department of Defense. L. Aspin (1993). *Report on the Bottom-Up Review*, cité dans C.-P. David, E. Lévesque et J. Tourreille (2007), *op. cit.*, p. 62.

<sup>695</sup> Expression utilisée par Lake (1994), *op. cit.*, p. 46.

<sup>696</sup> R.I. Rotberg, *op. cit.*, p. 9.

<sup>697</sup> A. Lake (1994), *op. cit.*

leur sortie de la catégorie étant présentée comme dépendant de l'abandon de ce type d'activités<sup>698</sup>. Elle se doublait de l'articulation entre les *rogue states* et d'autres entités peu recommandables au regard des standards américains et internationaux, des organisations terroristes en particulier. Après les attentats du 11 septembre, la Corée du Nord et l'Iran, devenus membres de l'*Axis of evil*, furent présentés comme appartenant à une nébuleuse relativement floue, « *the forces of terror and tyranny*<sup>699</sup> », dans laquelle se côtoyaient à la fois des organisations terroristes, des États les soutenant et des États, souvent les mêmes, cherchant à acquérir ou à produire des armes de destruction massive. Les *rogue states* ou les États faisant partie de cette nébuleuse constituaient un repère parmi les menaces présentées comme globales et non étatiques et une cible des politiques à mettre en œuvre par la « communauté internationale ».

Quelles que fussent les différentes représentations auxquelles était associée la « communauté internationale », les *rogue states* faisaient l'objet des représentations inverses : de manière récurrente, les *rogue states* constituaient le côté obscur d'un monde binaire et peu nuancé, d'autant moins nuancé après les attentats du 11 septembre 2001<sup>700</sup>. Par exemple, le Président Clinton avait le souci d'articuler les caractéristiques des *rogue states*, notamment le soutien au terrorisme et la prolifération d'armes de destruction massive, à une période distincte du « *modern world* », dans lequel « *terrorism and the proliferation of weapons of mass destruction*

---

<sup>698</sup> Une telle exigence avait été formulée à l'égard de la Corée du Nord : « *The United States Government has made clear to the DPRK that an end to all involvement in criminal activity is a necessary prerequisite to entry into the international community.* » [G.W. Bush (2006, 15 septembre), *op. cit.*].

<sup>699</sup> G.W. Bush (2004, 12 juillet), *op. cit.*

<sup>700</sup> Pour autant, il n'a pas été nécessaire que le Président Clinton vive les attentats du 11 septembre 2001 en tant que président pour qu'il formule un discours similaire à celui du Président Bush après cet événement : il confondait en effet « *the friends of peace and the enemies of terrorism* », les États devant selon lui reconnaître « *that they cannot have it both ways* » et, partant, qu'ils ne pouvaient à la fois être alliés avec les États-Unis et avoir des relations économiques et commerciales avec l'Iran [W.J. Clinton (1994, 26 octobre). *The President's News Conference With President Hosni Mubarak of Egypt in Cairo*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=49371>].



*[had] no place* »<sup>701</sup> et devant se caractériser par le respect des normes internationales et l'usage de moyens adéquats. L'anachronisme du comportement des *rogue states* était souligné de cette manière<sup>702</sup>. Ce « *modern world* » était directement lié à l'idée du nouvel ordre international tel qu'annoncé par le Président Bush père à la fin de la Guerre froide. Les *rogue states* étaient donc initialement représentés comme manifestant les derniers soubresauts d'une époque révolue. Or, de reliquats de la Guerre froide les *rogue states* furent progressivement présentés comme des menaces caractéristiques de la période à laquelle s'exprimaient les présidents américains successifs, alors qu'était maintenue l'antinomie identitaire entre « eux » et « nous ». Cette transition s'effectua rapidement, dès le premier mandat du Président Clinton. Au moins deux des trois objectifs poursuivis par son administration pour protéger la sécurité des États-Unis « *[i]n these new and different times* » étaient reliés aux griefs dont faisaient l'objet les *rogue states* : alors que le premier consistait à « *combat those who would destroy democratic societies, including ours, through terrorism, organized crime, and drug trafficking* », le deuxième visait à « *reduce the threat of weapons of mass destruction, whether they're nuclear, chemical, or biological* »<sup>703</sup>. Annonçant les menaces qui marqueraient selon lui le 21<sup>ème</sup> siècle, le Président Clinton estimait qu'elles correspondaient au « *dark underside of possibility for evil* » des « *forces of integration that are lifting the world up* »<sup>704</sup>. Les *rogue states* constituaient au moins une partie de ces « *seeds of disintegration*<sup>705</sup> » en se démocratisant pas,

---

<sup>701</sup> W.J. Clinton (1995, 4 mai). *Remarks to the American Jewish Committee*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=51316>.

<sup>702</sup> Nous verrons dans le chapitre V que le grief de l'anachronisme était particulièrement formulé à l'égard de la Corée du Nord davantage qu'à l'Iran.

<sup>703</sup> W.J. Clinton (1995, 31 mai). *Remarks at the United States Air Force Academy Commencement Ceremony in Colorado Springs, Colorado*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=51427>.

<sup>704</sup> W.J. Clinton (1995, 30 avril), *op. cit.*

<sup>705</sup> *Loc. cit.* Au même titre que « *an unholy axis of terrorists, drug traffickers, and international criminals* », considérés comme les « *21<sup>st</sup> century predators* » [W.J. Clinton (1997, 22 septembre). *Remarks to the 52d Session of the United Nations General Assembly in New York City*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=54652>].

en violant les normes et règles internationales que les États étaient supposés respecter et, partant, en déstabilisant le monde. Leur refus de respecter les normes internationales risquait d'inciter d'autres États à les violer. La norme violée aurait alors été fragilisée aux yeux de ceux qui la respectaient ou, pire, aux yeux de ceux qui étaient tentés de ne pas la respecter<sup>706</sup>. Cette idée était particulièrement prégnante dans le domaine nucléaire<sup>707</sup>.

Par ailleurs, les *rogue states* se distinguaient des menaces propres à la Guerre froide en ce qu'ils étaient présentés par le Président Clinton comme les forces destructrices auxquelles devait faire face la « communauté internationale », dont ne faisaient plus partie le communisme et le fascisme pour leur part « *dead or discredited*<sup>708</sup> ». Les périls qu'il identifiait n'étaient pas des idéologies politiques et n'en avaient même pas l'envergure, le communisme et le fascisme étant des rivaux reconnus de l'idéologie promue par les États-Unis en faveur de la démocratie de marché. Ils résidaient davantage dans des comportements déviants ou des menaces très concrètes tel qu'un type d'armes.

En ce sens, le discours du Président Bush et les représentations des *rogue states* et de l'*Axis of evil* qu'il charriaient se distinguait de celui de son prédécesseur. Lors de son discours sur l'état de l'Union de 2002, le Président Bush désigna pour la première fois l'Iran, l'Irak et la Corée du Nord comme faisant partie d'un « *Axis of evil* »<sup>709</sup>, englobant trois des *rogue states* depuis longtemps identifiés comme tels. Les deux types de « membres » de l'*Axis of evil* étaient discursivement articulés en raison de la

---

<sup>706</sup> Les violations de normes étaient également mal perçues lorsqu'elle étaient le fait d'États membres de la « communauté internationale ». Ce fut le cas lorsque l'Inde annonça son intention de réaliser des essais nucléaires, alors que l'administration Clinton promouvait l'application du nouveau traité les interdisant [M. McCurry (1998, 11 mai). *Press Briefing by Mike McCurry*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=48221>].

<sup>707</sup> W.J. Clinton (1995, 1<sup>er</sup> mars), *op. cit.*

<sup>708</sup> W.J. Clinton (1996, 5 août/a), *op. cit.*, ce qui place la Corée du Nord dans la situation visiblement paradoxale de menace révolue et contemporaine.

<sup>709</sup> G.W. Bush (2002, 29 janvier), *op. cit.*

haine qu'ils étaient accusés de vouer aux États-Unis et à leurs valeurs. S'appuyant sur le traumatisme des attentats du 11 septembre, l'administration Bush a conforté l'évolution des représentations du terrorisme engagée par l'administration Clinton d'un phénomène marginal et quasiment anachronique à une menace prédominante et particulièrement actuelle, en le représentant de surcroît, non seulement comme un comportement déviant, mais comme une idéologie directement dirigée contre les États-Unis et leurs valeurs. Il est significatif que l'administration Bush ait parlé des « *evils of communism*<sup>710</sup> » : contrairement à l'administration Clinton, elle ne différenciat pas spécifiquement le communisme et le terrorisme<sup>711</sup> ou le soutien à celui-ci associé à un régime politique tyrannique, insistant uniquement sur leur point commun, le fait d'être les ennemis des États-Unis et de leurs desseins divins. Le terrorisme n'était plus une menace mais LA menace prépondérante car parfaitement et essentiellement antinomique de ce que défendaient les États-Unis et la « communauté internationale ». En témoigne l'opposition manichéenne et tranchée établie entre le camp de ceux luttant contre le terrorisme et les autres que nous avons déjà mentionnée. Le fait de vendre des armes, potentiellement de destruction massive, à des organisations considérées comme terroristes ou d'entretenir un lien avec ces dernières, constituait un comportement lui-même terroriste et fondait et légitimait l'accusation formulée contre l'agent concerné d'être lui-même terroriste<sup>712</sup>. La Corée du Nord, l'Iran et les « *terrorists* » étaient d'ailleurs régulièrement confondus dans les discours du Président Bush, soit sous le terme d'*Axis of evil*, soit sous celui de « *the*

---

<sup>710</sup> R.B. Cheney (2003, 17 octobre). *Remarks by the Vice President at the James A. Baker III Institute for Public Policy in Houston, Texas*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=80687>.

<sup>711</sup> Les terroristes avaient aux yeux des membres de l'administration Bush « *very similar ambitions that evil ideologies of the past have, like communism* » [S. McClellan (2005, 5 octobre). *Press Briefing with Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73160>].

<sup>712</sup> Notons cependant que des États considérés comme terroristes ne faisaient pas partie de l'*Axis of evil*, la Syrie par exemple [A. Fleischer (2003, 15 avril). *Press Briefing by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61074>].

*enemy*<sup>713</sup> » : l'administration Bush se figurait que les États et les organisations terroristes auxquels elle prêtait des méthodes similaires étaient susceptibles d'agir de concert et formaient un unique ennemi. Ennemi d'ailleurs regroupé dans un seul camp : celui du mal contre le bien<sup>714</sup>. L'expression « *axis of evil* » faisait en effet écho à la religion civile américaine évoquée dans le chapitre I : les ennemis des États-Unis n'étaient pas seulement leurs ennemis, mais aussi ceux du bien, voire de Dieu puisque les États-Unis étaient considérés comme bénis et, partant, de la « communauté internationale ». En cela, elle témoigne d'une manière de présenter le monde similaire à celle qui caractérisait la politique étrangère du Président Reagan, ainsi que celle qui sous-tendait les représentations émaillant ses discours, caractérisée par le « *black-and-white thinking (i.e., to ascribe all good to "us" and all bad to "them"* »<sup>715</sup> ». A l'inverse de l'expression de *rogue states* qui ne sous-entendait aucune relation spécifique entre les États catégorisés de la sorte et ne renseignait que sur la nature du régime politique ou du comportement extérieur des États désignés, celle d'*Axis of evil* rendait compte des relations supposément entretenues par les États en faisant partie. Le choix du terme « *axis* » est d'ailleurs significatif puisqu'il rappelle l'« *Axis* » formé par l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste pendant la Seconde Guerre mondiale<sup>716</sup>. De même, la façon dont le Président Bush dépeignait le monde comme divisé en deux camps créait un parallèle entre la période *post* 11 septembre et celle de la Guerre froide tout en les distinguant : alors que la Guerre froide laissait la

---

<sup>713</sup> G.W. Bush (2004, 2 juin), *op. cit.*

<sup>714</sup> « [I]n this dualistic picture of the world, the United States is a Force for Good, even the Force for Good. This means that anything it chooses to do is Good and anything that offends or inconveniences it is Evil », la « communauté internationale » se situant elle aussi nécessairement du côté du bien [D. Heradstveit et G.M. Bonham (2007). « What the Axis of Evil Metaphor Did to Iran ». *Middle East Journal*, 61(3), p. 425].

<sup>715</sup> B. Glad (1983). « Black-and-White Thinking: Ronald Reagan's Approach to Foreign Policy ». *Political Psychology*, 4(1), p. 38.

<sup>716</sup> « "*Axis*" evokes "*our*" enemies of the Second World War, and it is a metonym for Nazism and fascism. » [D. Heradstveit et G.M. Bonham, (2007), *op. cit.*, p. 426]. Rice avait aussi établi un parallèle entre la situation rencontrée par les États-Unis à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, dans laquelle il convenait de diffuser la démocratie et d'en faciliter l'implantation, en particulier en Allemagne et au Japon, et celle de l'après-11 septembre [C. Rice (2002, 8 avril), *op. cit.*].

possibilité à des États de se déclarer non alignés, le Président Bush excluait d'emblée et durant ses deux mandats toute velléité de troisième voie<sup>717</sup>.

De surcroît, à partir de 2004<sup>718</sup> et le démantèlement du réseau Khan accusé d'avoir « *supplied Iran and Libya and North Korea with equipment and know-how that advanced their efforts to obtain nuclear weapons*<sup>719</sup> », l'évocation très régulière de ce réseau renforça la représentation d'un axe dans le cadre duquel les membres de l'*axis of evil* auraient été « *not only Evil countries in themselves, but (...) in alliance with one another against the rest of us* » et « *not merely Evil but a conspiracy of Evil* »<sup>720</sup>. L'invocation répétée des liens entre, d'une part, la prolifération nucléaire ou d'armes de destruction massive et le soutien au terrorisme et, d'autre part, entre les États s'y prêtant à travers une coopération active entre eux<sup>721</sup>, contribuait à dessiner une nébuleuse du mal, d'autant plus menaçante que ses contours étaient flous. De cette manière, l'impression de menace était renforcée, des États liés entre eux paraissant plus forts qu'isolés. C'est notamment pour cela que l'un des objectifs affichés de l'administration Bush était d'isoler les *rogue states* tentant d'acquérir des armes de destruction massive. Cette idée de réseau d'États non fréquentables sous-tendait déjà les discours du Président Clinton avant même que n'émerge le label *rogue state*, en particulier à travers le lien établi entre la Corée du Nord et l'Iran, à la fois sous la

---

<sup>717</sup> « *I view this as a struggle of tyranny versus freedom, of evil versus good. And there's no in-between.* » [G.W. Bush (2002, 5 février). *Remarks at the University of Pittsburgh in Pittsburgh*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73253>].

<sup>718</sup> Un « *traffic in ballistic missile technologies between North Korea and Iran* » durant depuis plusieurs années fut cependant évoqué dès 2003 [C. Rice (2003, 31 octobre). *Remarks by National Security Advisor Dr. Condoleezza Rice to the National Legal Center for the Public Interest*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=79930>].

<sup>719</sup> G.W. Bush (2006, 5 septembre/a). *Remarks to the Military Officers Association of America*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=780>.

<sup>720</sup> D. Heradstveit et G.M. Bonham (2007), *op. cit.*, p. 426.

<sup>721</sup> Administration Bush (2008, 24 avril). *Statement by the Press Secretary*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=83891>.

forme d'un commerce d'armes et en raison de mauvaises intentions partagées à l'égard d'États alliés et amis des États-Unis<sup>722</sup>. Cependant, alors que, sous la présidence Clinton, le lien avec le terrorisme jouait davantage comme un critère de catégorisation des *rogue states* que comme un élément affectant la nature même des États en question et la politique qui leur était opposée – les États visés étaient *rogue* avant d'être terroristes –, le Président Bush inscrivit la prolifération des armes de destruction massive parmi les déterminants de la *War on terror*. Bien que l'administration Bush ait affirmé que son discours sur le sujet s'inscrivait dans la continuité des politiques américaines à l'égard d'États comme la Corée du Nord ou l'Irak, il prenait toutefois une nouvelle dimension dès lors que le soutien au terrorisme était susceptible de justifier un recours à la force.

Tout cela participait de la différenciation de la « communauté internationale » des *rogue states* et de l'*Axis of evil* à travers la comparaison sociale établie entre les deux catégories qui contribuait elle-même à la construction identitaire de la « communauté internationale ». En particulier, l'*Axis of evil*, en tant que nébuleuse composée d'agents étatiques et non étatiques, correspondait particulièrement et de façon antinomique au flou artistique entourant la « communauté internationale », elle-même composée d'une multiplicité d'agents, parmi lesquels des organisations internationales et des organisations non gouvernementales dont les valeurs étaient au moins partiellement les mêmes que ceux dont se réclamaient les administrations américaines et dont l'action était compatible avec celle du camp du bien. La *War on terror*, mais aussi les politiques menées à l'égard de la Corée du Nord, l'Irak et l'Iran, aussi distinctes fussent-elles, peuvent pour leur part être analysées comme ayant contribué à la construction ou au renforcement d'un ordre mondial caractérisé par des valeurs spécifiques, celles qui sous-tendaient les représentations dont faisaient l'objet les États-Unis et la « communauté internationale ». L'expression *Axis of evil* n'a pourtant pas perduré après la chute de Saddam Hussein, l'axe se trouvant ainsi

---

<sup>722</sup> W.J. Clinton (1993, 10 juillet/a), *op. cit.*

amputé d'un tiers. De surcroît, Condoleezza Rice admit que le terme d'*Axis of evil* n'avait pas fait l'unanimité parmi les États européens, pourtant aussi concernés par le danger qu'il représentait. Elle affirma cependant qu'ils ne pouvaient nier le caractère dangereux des États membres de l'*Axis of evil*<sup>723</sup>. L'abandon des différents labels mentionnés fut justifié par la nécessité de réunir les membres de la « communauté internationale » autour des représentations américaines de ces États comme représentant une menace et, surtout, celle de déterminer et de mettre en œuvre une politique commune. L'émergence du terme « *outlaw regimes* » dans la deuxième partie de l'année 2003<sup>724</sup>, qui ne signa pas l'abandon de tout label mais en représenta une forme adoucie, peut être comprise en ce sens. Le terme est intéressant parce qu'il ne s'inscrivait pas dans la rhétorique du bien et du mal dont avait usé et abusé le Président Bush, mais dans une sémantique plus neutre, le biais privilégié étant celui du droit et de sa violation, sujets faisant *a priori* moins débat qu'une représentation spécifique du bien et du mal. En mettant l'accent sur les violations du droit dont se rendaient coupables les États ainsi désignés, l'expression « *outlaw regimes* » permettait à l'administration Bush de témoigner de sa préoccupation à l'égard des normes et du droit internationaux, qu'elle avait elle-même violés, dans un contexte où la capacité américaine à mener une politique multilatérale conforme au droit international était remise en cause. Après le début de l'intervention américaine en Irak, le Président Bush avait en ce sens affirmé à maintes reprises son attachement au multilatéralisme et à la coopération, en particulier avec les Européens face à la Corée

---

<sup>723</sup> « *And whether or not Europeans liked the way the President said it, it is very hard to argue with the logic that states that repress their own people, try to acquire weapons of mass destruction and are not transparent, and have demonstrated their willingness to violate and to completely shove aside all international norms, those states are a danger.* » [C. Rice (2002, 20 mai). *Press Briefing by National Security Advisor Dr. Condoleezza Rice on the President's Trip to Europe and Russia*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=79571>].

<sup>724</sup> Nous en avons trouvé la première occurrence ici : G.W. Bush (2003, 27 septembre). *The President's News Conference With President Vladimir Putin of Russia at Camp David, Maryland*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=663>.

du Nord et à l'Iran<sup>725</sup> et dans la lutte contre la prolifération d'armes de destruction massive<sup>726</sup>. Avec l'arrivée du Président Obama à la Maison-Blanche, les catégories de *rogue state* et *Axis of evil* furent définitivement abandonnées. Cela ne l'empêcha pour autant pas de persister dans une différenciation de la « communauté internationale », d'une part, et de la Corée du Nord et de l'Iran, d'autre part.

### 3.2.2.2 Maintenir la représentation menaçante en l'absence de catégorisation explicite

La seule articulation des États anciennement catégorisés comme *rogue states* ou membres de l'*Axis of evil* à des pratiques déviantes par rapport à celles de la « communauté internationale », en dehors de toute catégorisation explicite, était également source de différenciation à travers le processus de comparaison sociale. Ce dernier a pris deux formes au cours de la période qui nous intéresse : l'identification des pratiques acceptables et non acceptables par la « communauté internationale » et la représentation des pratiques inacceptables comme menaçant cette dernière dans son ensemble, la désignation des menaces dont elle était l'objet contribuant à sa construction identitaire.

Premièrement, le Président Bush lui-même, pourtant particulièrement friand de l'usage de catégories à la dénomination humiliante pour leurs objets, participait déjà à la différenciation des *rogue states* et de la « communauté internationale », sans recourir systématiquement à la catégorisation mais en faisant référence aux pratiques que devaient respecter les États pour entrer dans le rang, les pratiques acceptables, et les décisions qu'ils devaient prendre en ce sens, en particulier l'abandon des pratiques inacceptables. Il affirma aussi très régulièrement que la balle était dans le camp de la Corée du Nord et de l'Iran. En effet, leurs comportements respectifs étaient présentés

<sup>725</sup> G.W. Bush (2003, 19 novembre). *Remarks at Whitehall Palace in London, United Kingdom*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=812>.

<sup>726</sup> G.W. Bush (2003, 20 novembre). *Effective Multilateralism To Build a Better World: Joint Statement by President George W. Bush and Prime Minister Tony Blair*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=826>.



comme susceptibles d'évoluer alors que les normes sur lesquelles se basaient l'administration américaine pour condamner leur programme nucléaire et leur régime politique étaient considérées comme immuables. De la même manière, l'administration Obama promettait à l'Iran qu'il se retrouverait aussi isolé que la Corée du Nord s'il ne se décidait pas à respecter ses obligations internationales, les deux cas étant similaires<sup>727</sup>. A l'inverse, il affirmait que le principe selon lequel l'Iran devait respecter ses obligations internationales afin de quitter « *its pariah status* » et d'intégrer la « communauté internationale » s'appliquait également à la Corée du Nord en dépit des différences entre les deux États<sup>728</sup>. Au-delà de l'enjeu nucléaire et sécuritaire, la Corée du Nord et l'Iran représentaient un défi d'intégration et de consolidation de la « communauté internationale », parce que le constat de leur exclusion en questionnait les critères d'appartenance. De surcroît, la volonté des administrations américaines successives de voir les deux États intégrer la « communauté internationale » peut se comprendre, outre comme un moyen de pression exercé sur les deux États pour les convaincre d'abandonner leur programme nucléaire militaire, comme une manière de s'assurer minimalement que les deux États se comporteraient ensuite conformément à leurs obligations internationales. Toutefois, au cours de sa première année de mandat, le Président Obama affirma à propos de la Corée du Nord et de l'Iran que son administration respectait « *their rights as members of the community of nations*<sup>729</sup> », remettant en cause leur exclusion de cette dernière. C'est justement en vertu de leur appartenance à la « communauté internationale » que la responsabilité des deux États pouvait être mise en cause en cas de violation des « *international standards*<sup>730</sup> » en matière nucléaire. En dépit de cette

---

<sup>727</sup> R. Gibbs (2009, 16 décembre). *Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86999>.

<sup>728</sup> J. Carney (2012, 13 décembre). *Press Briefing by Press Secretary Jay Carney*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=102752>.

<sup>729</sup> B. Obama (2009, 23 septembre), *op. cit.*

<sup>730</sup> *Loc. cit.*

déclaration, l'administration Obama persista dans la voie ouverte par les administrations Bush en opposant à l'isolement dans lequel la Corée du Nord et l'Iran se trouvaient la possibilité pour les deux États de devenir membres de la « communauté internationale » à part entière en renonçant à leur programme nucléaire militaire.

Quant à l'articulation déjà évoquée entre *rogue states* et terroristes, elle ne s'arrêtait pas à leur supposée alliance et au soutien que les premiers étaient accusés d'apporter aux seconds, mais reposait également sur une similarité dénoncée de pratiques et de comportements sur la scène internationale. Les *rogue states* et les terroristes étaient ainsi considérés comme susceptibles de recourir au chantage au détriment des membres de la « communauté internationale ». L'un des motifs récurrents du refus des États-Unis de voir un *rogue state* se doter de l'arme nucléaire résidait dans l'usage qu'il pourrait en faire au niveau diplomatique. Alors que jamais un État officiellement nucléaire comme la France ou le Royaume-Uni, ni même l'Inde ou le Pakistan, n'était présenté comme risquant d'utiliser son arme nucléaire pour exercer une pression dans un cadre diplomatique, les *rogue states* l'étaient systématiquement, en raison de leur supposée irresponsabilité. Or, le chantage était une pratique associée aux terroristes, de même que le fait de ne pas avoir peur ni de mourir ni d'utiliser des armes de destruction massive<sup>731</sup>, ou encore la prise d'otage. Au même titre que les terroristes, les *rogue states* devaient être empêchés « *from holding Western Europe and/or America to hostage*<sup>732</sup> ». Les représentations dont ils faisaient l'objet étaient explicitement articulées à ces pratiques, contraires à celles promues par les États-Unis et la « communauté internationale »<sup>733</sup>. En cela, la Corée du Nord et l'Iran

---

<sup>731</sup> Point commun qu'ils partageaient avec « *dictators, people who [were] not afraid of using weapons of mass destruction, people who [tried] to impose their will on the world or blackmail free nations* » [G.W. Bush (2003, 6 mars). *The President's News Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=119>].

<sup>732</sup> G.W. Bush (2007, 30 avril), *op. cit.*

<sup>733</sup> En tout cas telle que se la représentaient les administrations américaines successives.

s'inscrivaient en dehors du cadre normatif international de la même manière et pour les mêmes raisons que les organisations terroristes : leurs revendications étant de toute façon illégitimes, elles ne pouvaient être défendues que par des pratiques elles aussi illégitimes<sup>734</sup>. La confusion entre la revendication et la manière de la défendre est frappante : les *rogue states* comme les terroristes étaient d'abord caractérisés par leur manière d'agir, par les moyens qu'ils employaient pour se faire entendre, et non par les idées, intérêts ou positions qu'ils défendaient, dans une totale opposition aux États-Unis et à la « communauté internationale », porteurs de valeurs largement identifiées.

C'est aussi, deuxièmement, en la potentielle fragilisation de la « communauté internationale » que risquaient d'induire les *rogue states*, ainsi qu'en la mise à mal de la paix et de la stabilité de leur région et du monde<sup>735</sup>, qu'ils représentaient une menace. Cette fragilisation pouvait justement passer par un désaccord sur les pratiques acceptables ou inacceptables en son sein. Le Président Obama affirmait que les parties prenantes aux SPT visant à résoudre la crise nucléaire nord-coréenne devaient se montrer honnêtes quant à l'identification des comportements acceptables sur la scène internationale pour permettre à la Corée du Nord de l'intégrer, explicitant l'idée selon laquelle le traitement et la résolution internationaux des problèmes qu'elle posait contribuaient à construire la « communauté internationale », à tester

---

<sup>734</sup> En ce sens, nous pouvons établir un parallèle avec la thèse de Barkawi, qui affirme que, en l'absence totale d'empathie ou de compréhension des Occidentaux à l'égard des fondements mêmes des mouvements de résistance du « Sud » face au néocolonialisme, les premiers ne peuvent envisager que le terrorisme soit l'arme des faibles face aux puissants, motifs comme moyens étant frappés du sceau de l'illégitimité ou de l'inacceptabilité : « *Yet many persist in seeing in 'terrorist acts' some kind of innate barbarity rather than classic weapons of the weak.* » [T. Barkawi (2004). « On the Pedagogy of 'Small Wars' ». *International Affairs*, 80(1), p. 29].

<sup>735</sup> Ce fut le cas de l'Iran et de l'Irak dès le mois d'octobre 1993 : « *Iraq and Iran both continue to pose problems for peace and stability in the world.* » [W.J. Clinton (1993, 15 octobre). *The President's News Conference With Prime Minister Tansu Ciller of Turkey*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=47209>].

l'efficacité de ses règles et à en rapprocher les membres<sup>736</sup>. La crédibilité de cette « communauté » était en jeu, si ses membres ne parvenaient pas à se mettre d'accord sur les comportements anormaux et sur les sanctions à prendre le cas échéant : faute d'un socle commun solide constitutif, la « communauté internationale » ne pouvait exister. Ce point était d'autant plus essentiel dans la relation qu'entretenaient les États-Unis avec la Chine et la Russie que persistaient entre eux plusieurs points de désaccord significatifs nécessitant que les points d'accord soient suffisamment explicites et mis en valeur pour paraître surpasser leurs différends. En outre, les membres de l'administration Obama liaient quasiment systématiquement la bonne entente de l'Iran ou de la Corée du Nord avec les États-Unis et celle d'avec la « communauté internationale », assimilant les exigences américaines à l'égard de l'Iran à celles des membres de la « communauté internationale » ou faisant découler les exigences des États-Unis de leur appartenance à cette « communauté ». Les partenaires des États-Unis ayant décidé de sanctionner l'Iran étaient qualifiés de « *like-minded* »<sup>737</sup>, la similarité étant située non exclusivement au niveau des intérêts, mais aussi au niveau idéal des représentations dont faisaient l'objet la « communauté internationale » et les États qui en étaient exclus.

Cependant, l'abandon par l'administration Obama de toute catégorisation sous forme de label peut se comprendre au regard de la volonté exprimée par le Président Obama de modifier les relations qu'entretenaient les États-Unis avec leurs partenaires et alliés et avec l'ensemble de la « communauté internationale », nous y reviendrons dans notre deuxième partie. Il peut aussi se comprendre à l'aune des conséquences induites par l'usage des labels évoqués pour la politique étrangère des États-Unis, l'humiliation des États ainsi désignés n'ayant pas été appréciée de tous les dirigeants

---

<sup>736</sup> « *We'd like to see a North Korea that is a responsible member of the world community, which would be good for the people of North Korea. But that's only going to happen if we're honest about what's taking place right now and if we're honest about our basic expectations of how nations behave in an international order.* » [B. Obama (2010, 27 juin), *op. cit.*].

<sup>737</sup> Administration Obama (2010, 20 septembre), *op. cit.*

d'États membres de la « communauté internationale ». L'accent mis sur la définition commune des pratiques acceptables ou inacceptables constituait une base nécessaire de résolution commune des problèmes provoqués par des pratiques inacceptables. Si les *rogue states* étaient d'abord les ennemis des États libres<sup>738</sup>, l'ensemble des membres de la « communauté internationale » devaient combattre ensemble les États déviants et les forces criminelles transnationales, qui étaient leurs ennemis communs<sup>739</sup>. La « communauté internationale », « *searching for peace* », se trouvait en lutte avec « *those determined to deny it* », par exemple au Moyen-Orient<sup>740</sup>. En outre, l'idée selon laquelle tous les États sans exception étaient concernés par les menaces que représentaient les *rogue states* – au même titre qu'ils l'étaient par le trafic de drogues et la crise environnementale en tant que « *collective challenges*<sup>741</sup> », mais aussi des menaces considérées comme transnationales et comme ne connaissant « *no nation's borders* »<sup>742</sup> – permettait de justifier la volonté continue des dirigeants américains de traiter les problèmes posés par la Corée du Nord et l'Iran de manière multilatérale, en accord avec tous les membres de la « communauté internationale ». C'est pourquoi face aux enjeux que posaient la Corée du Nord et l'Iran l'administration Obama estimait nécessaire de « *demonstrate that international law [was] not an empty promise and that treaties [would] be enforced* » et de « *insist that the future [did] not belong to fear* »<sup>743</sup>. Le respect des traités fondait la force de la « communauté internationale » parce qu'il était articulé à l'absence de peur ou à tout le moins à un niveau de peur réduit. Il permettait effectivement aux États membres de

---

<sup>738</sup> Le Président Clinton mentionnait la prolifération des « *world's deadliest weapons* » à laquelle étaient associés les *rogue states* parmi les « *storm clouds that may overwhelm our work and darken the march toward freedom* » dont devaient se saisir les États, d'autant plus que, si elle n'était pas jugulée, « *no democracy can feel secure* » [W.J. Clinton (1993, 27 septembre), *op. cit.*].

<sup>739</sup> « *These forces are our enemies. We must face them together because no one can defeat them alone.* » [W.J. Clinton (1997, 22 septembre), *op. cit.*].

<sup>740</sup> W.J. Clinton (1995, 7 mai), *op. cit.*

<sup>741</sup> W.J. Clinton (1996, 17 avril). *The President's News Conference With Prime Minister Ryutaro Hashimoto of Japan in Tokyo*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=52678>.

<sup>742</sup> W.J. Clinton (1996, 23 janvier), *op. cit.*

<sup>743</sup> B. Obama (2009, 23 septembre), *op. cit.*

la « communauté internationale » d'attendre de la part des autres États un comportement conforme aux traités. À l'inverse, l'absence de respect des traités ouvrait la porte à une incertitude croissante, source d'instabilité et d'effritement de la « communauté internationale ». L'administration Obama insista particulièrement sur un unique domaine dans lequel la Corée du Nord et l'Iran devaient respecter les règles internationales : leur programme nucléaire<sup>744</sup>.

En résumé, quel que fût le procédé, catégorisation, identification ou comparaison sociale, les administrations américaines successives différençaient explicitement la Corée du Nord, l'Iran et les États associés des États-Unis et de la « communauté internationale », bien que l'administration Obama ait temporairement infléchi cette différenciation en soulignant leur appartenance à la « communauté internationale » et leurs droits afférents. Pour autant, cette différenciation s'est faite sur des bases distinctes, l'accent mis sur la similarité des pratiques des États concernés et des terroristes ayant été par exemple bien plus prononcé pendant les deux mandats du Président Bush. Nous verrons dans notre deuxième partie que, en lien avec les procédés de différenciation fondant au moins partiellement l'imaginaire sécuritaire américain, les administrations américaines ont disposé de marges de manœuvre plus ou moins étroites ou larges en termes de politique à mener face à la Corée du Nord et à l'Iran. Il en allait de même de leurs représentations en matière nucléaire.

---

<sup>744</sup> « *[W]e want them to be a full member of the community of nations, but that they have to act consistent with international rules and responsibilities with respect to their nuclear program.* » [B. Obama (2009, 3 novembre). *Remarks Following a Meeting With European Union Leaders*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86858>].



## CHAPITRE IV

### COMBATTRE OU TOLÉRER LA PROLIFÉRATION NUCLÉAIRE

Plusieurs enjeux relevant de la question nucléaire et mentionnés par les administrations américaines successives permettent d'éclairer leur politique envers l'Iran et la Corée du Nord au regard de leurs programmes nucléaires respectifs. Les administrations américaines ont toutes mis en œuvre une politique de dissuasion nucléaire, tout en souhaitant diminuer les capacités nucléaires américaines et voir la Russie faire de même, arguant du fait que la diminution des capacités n'amoindrirait pas la force de la dissuasion. Dans ce contexte, elles ne pouvaient accepter que de nouveaux pays s'arment, même si l'attitude adoptée variait en fonction des États concernés. Pour autant, la question de la prolifération nucléaire fut traitée de différentes manières par les administrations américaines successives, qui mirent en exergue l'une ou l'autre des questions posées de manière récurrente. Premièrement, celle des équilibres régionaux et de l'équilibre mondial en matière de dissuasion nucléaire et les conséquences d'un éventuel déséquilibre<sup>745</sup>, puisque le problème nucléaire faisait l'objet d'une double lecture de la part des administrations américaines : en termes d'équilibre global impliquant essentiellement les États-Unis et la Russie et en termes d'équilibres régionaux. Deuxièmement, celle de la menace terroriste, en particulier après les attentats du 11 septembre même si le Président Clinton l'évoquait déjà, puisque la prolifération nucléaire risquait d'augmenter le

---

<sup>745</sup> Le Président Obama opposait la « *regional stability and the security and opportunity of their own people* » à « *the pursuit of nuclear weapons* » générant « *the dangers of escalating nuclear arms races in both East Asia and the Middle East* » [B. Obama (2009, 23 septembre), *op. cit.*].



nombre d'armes nucléaires susceptibles de tomber entre les mains d'organisations terroristes. Terrorisme et prolifération nucléaire étaient intimement liés pour les administrations américaines. Troisièmement, celle du respect des traités existant, notamment le TNP, et celle des États n'ayant pas signé le TNP. Alors que, parmi ces derniers, ceux qui possédaient l'arme nucléaire de façon explicite ou non n'étaient pas mis au ban de la « communauté internationale », les programmes nucléaires nord-coréen et iranien, militaires de façon avérée ou seulement supposée, étaient considérés comme problématiques au regard du régime de non-prolifération<sup>746</sup>. Son efficacité, voire sa survie, était vue comme menacée par les violations dont il était l'objet<sup>747</sup>.

Enfin, la problématique nucléaire, les représentations dont elle faisait l'objet et son traitement étaient intrinsèquement liés à l'histoire de la Guerre froide, à son issue et à son héritage, également objets manifestes de représentations chez les dirigeants américains et constituant une période de référence en matière de menace nucléaire : l'ensemble des dirigeants américains auraient pu s'approprier la déclaration d'un membre de l'administration Clinton selon lequel « *nuclear issues [were] changing in the post-Cold War world*<sup>748</sup> ». Plus précisément, l'administration Bush évoquait « *an emerging world where you do have the prospect of rogue nations with nuclear weapons, and the ability to deliver them* », soit « *the opposite of a revival of the Cold War* », caractérisée par « *a face-off of weaponry* », « *the doctrine of Mutually Assured Destruction, where the United States and NATO are facing off against the Soviet Union and the Warsaw Pact* » et la « *notion that (...) the prospect of a nuclear*

---

<sup>746</sup> Nous employons ici le terme de « régime » comme l'ont fait les administrations américaines successives et non par choix théorique.

<sup>747</sup> C'est pourquoi ces violations ne pouvaient rester impunies [Administration Obama (2010, 8 avril/a), *op. cit.*].

<sup>748</sup> D. Myers (1993, 8 juin). *Press Briefing by Dee Dee Myers*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60077>.

*exchange was too horrible to contemplate* »<sup>749</sup>. Alors que le risque de guerre nucléaire semblait ne reposer que sur les États-Unis et l'URSS pendant la Guerre froide, ce sont les tests nucléaires effectués par l'Inde et le Pakistan en 1999 qui furent considérés par l'administration Clinton comme le signe que « *the next big war could still be nuclear* »<sup>750</sup>. Quant au Président Obama, il annonça avoir « *embraced the vision of John F. Kennedy and Ronald Reagan through a strategy that [reversed] the spread of these weapons and [sought] a world without them* »<sup>751</sup>, soit une vision issue de la Guerre froide. La « *nuclear war* » pour laquelle la Corée du Nord et l'Iran étaient accusés de s'armer<sup>752</sup> restait « *perhaps the greatest danger to the American people* »<sup>753</sup>. Alors que la première section de ce chapitre s'intéressera à l'évolution de la menace nucléaire, à travers celle des adversaires des États-Unis et celle de la politique de dissuasion américaine, la deuxième section portera sur les réponses à apporter aux enjeux de la problématique nucléaire, l'identification des premières étant associée à celle des seconds. Les politiques mises en œuvre l'étaient au regard tant de la sécurité et de l'identité des États-Unis que de la sécurité de l'ordre international *via* la préservation de différents équilibres, soit, finalement, au regard de l'ensemble des dimensions de l'imaginaire sécuritaire américain<sup>754</sup>. Par exemple, c'est en termes de sécurité et d'intérêts des États-Unis, intérêts que nous considérons comme co-construits avec l'identité, que le Président Clinton présentait les deux types de

---

<sup>749</sup> Administration Bush (2007, 31 mai). *Press Briefing by Tony Snow and Jim Connaughton, Chairman of the Council on Environmental Quality*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75128>.

<sup>750</sup> W.J. Clinton (1999, 26 février), *op. cit.*, nous soulignons.

<sup>751</sup> B. Obama (2010, 27 janvier). *Address Before a Joint Session of the Congress on the State of the Union*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=87433>.

<sup>752</sup> B. Obama (2009, 10 décembre), *op. cit.*

<sup>753</sup> B. Obama (2010, 27 janvier), *op. cit.*

<sup>754</sup> Par exemple, le traité d'interdiction des essais nucléaires posait deux enjeux, à savoir la sécurité des États-Unis et l'affirmation de leur statut de leader en matière de lutte contre la prolifération nucléaire : [Administration Clinton (1999, 5 octobre). *Press Briefing by Under Secretary of State for Arms Control John Holum, Assistant Secretary of Defense for Strategy and Requirements Ted Warner, Under Secretary of Energy Ernie Moniz, and Former N.S.C. Senior Director for Defense and Arms Control Policy Bob Bell*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=47861>].

prolifération nucléaire, horizontale<sup>755</sup> comme verticale<sup>756</sup>, ainsi que « *the spread of [...] missile delivery systems* » : ils étaient selon lui une « *threat to the national security and foreign policy interests of the United States* »<sup>757</sup>. En ce sens, il estimait que « *[n]othing [was] more important to prevent the spread of nuclear weapons than extending the [Non-Proliferation Treaty] indefinitely and unconditionally* »<sup>758</sup>, réaffirmant par ce biais l'importance du TNP et du multilatéralisme, ce que ne fit pas le Président Bush.

#### 4.1 L'évolution de la menace nucléaire après la Guerre froide

Après la fin de la Guerre froide, le caractère central de la problématique nucléaire à la fois dans les politiques étrangère et de défense des États-Unis et dans les relations qu'ils entretenaient avec les autres États, en particulier la Russie, ne fut pas remis en cause<sup>759</sup>. Cependant, la menace nucléaire ne fut plus dès lors associée à la Russie ou à la Chine, mais aux terroristes et aux *rogue states*, liée à celle des armes de destruction massive en général<sup>760</sup>. Davantage que les arsenaux nucléaires russe et chinois, non plus considérés comme une menace pour les États-Unis<sup>761</sup> mais comme un potentiel danger à neutraliser et dont l'ampleur devait être réduite, la prolifération nucléaire

---

<sup>755</sup> Soit l'augmentation du nombre d'armes nucléaires au niveau mondial et du nombre de pays détenteurs.

<sup>756</sup> Soit celle, caractéristique de la Guerre froide, résultant de la compétition entre les cinq grandes puissances qu'étaient les États-Unis, l'Union soviétique, la Chine, la France et la Grande-Bretagne [C.-P. David, E. Lévesque et J. Tourreille (2007), *op. cit.*, p. 54] et concernant le perfectionnement de l'armement nucléaire (le passage de la bombe A à la bombe H, par exemple).

<sup>757</sup> W.J. Clinton (1993, 27 avril). *Message to the Congress Reporting on the Continuation of Export Control Regulations*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46488>.

<sup>758</sup> W.J. Clinton (1995, 1<sup>er</sup> mars), *op. cit.* Ce qu'il obtint au mois d'avril 1995.

<sup>759</sup> Par exemple, au début du premier mandat du Président Clinton, Myers déclarait que « *nuclear issues (...) will continue to be central in our relationship with the former Soviet Union, with Russia and the other republics, and with other countries.* » [D. Myers (1993, 8 juin), *op. cit.*].

<sup>760</sup> En témoigne cette affirmation du Président Clinton : « *the more likely future threat to our existence is not a strategic nuclear strike from Russia or China but the use of weapons of mass destruction by an outlaw nation or a terrorist group.* » [W.J. Clinton (1999, 26 février), *op. cit.*].

<sup>761</sup> Ce qui fit dire au Président Clinton que « *[t]he specter of nuclear annihilation [was] clearly receding* », les États-Unis et la Russie n'étant plus susceptibles de recourir à l'arme nucléaire l'un contre l'autre [W.J. Clinton (1994, 3 mai), *op. cit.*].

constitua une préoccupation primordiale pour les administrations américaines, généralement associée à celle de la prolifération d'autres armes de destruction massive<sup>762</sup>. En outre, le sujet de la prolifération nucléaire fut un sujet clivant, puisqu'il était présenté comme déterminant dans les relations qu'entretenaient les États-Unis avec les autres États, en particulier avec la Russie et la Chine, mais également avec l'Inde et le Pakistan<sup>763</sup>, et puisqu'il l'est devenu avec la Corée du Nord et l'Iran. La Guerre froide étant intrinsèquement liée à la menace, à la dissuasion et à la destruction nucléaires<sup>764</sup>, une fois terminée, plus rien ne justifiait qu'une telle menace persiste. C'est pourquoi, de la même manière qu'il considérait la diffusion de la démocratie comme allant dans le sens de l'histoire, le Président Clinton affirmait qu'en matière nucléaire certains comportements étaient conformes à la direction de l'histoire tandis que d'autres allaient à l'encontre de cette dernière. Par exemple, il assurait que les essais nucléaires réalisés par l'Inde et le Pakistan les empêcheraient, contrairement à ce que leurs dirigeants croyaient, d'accroître la grandeur de leur État respectif<sup>765</sup>. Les représentations des dirigeants américains à l'égard de l'arme et de la dissuasion nucléaires ont évolué à la faveur de la fin de la Guerre froide : la prolifération et l'armement nucléaires étaient d'autant moins légitimes que les États-Unis et la Russie s'engageaient dans la voie de la réduction de

---

<sup>762</sup> En mai 1994, parmi les difficultés rencontrées par les États et énumérées par le Président Clinton figurent « *the spread of nuclear weapons technology and the spread of other weapons of mass destruction around the world* » [W.J. Clinton (1994, 28 mai). *The President's Radio Address*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=50255>].

<sup>763</sup> W.J. Clinton (2000, 16 mars). Videotaped Remarks to the Carnegie Endowment's Annual Nonproliferation Conference. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=58256>.

<sup>764</sup> « *And the cold war basically involved (...) our being divided because we had nuclear weapons and they did, too. And we knew that if either side exploded the nuclear weapons it could lead to a war that would end the human race because the bombs had the power to kill so many people.* » [W.J. Clinton (1995, 5 septembre), *op. cit.*].

<sup>765</sup> « *Both these countries could achieve real, different, fundamental greatness in the 21<sup>st</sup> century, but it will never happen if they divert precious resources from their people to develop nuclear and huge military arsenals.* » [W.J. Clinton (1998, 3 juillet). *Remarks to the Business Community in Hong Kong Special Administrative Region*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=56262>].

leurs propres arsenaux et que des succès étaient enregistrés dans ce domaine. Le Président Clinton répéta à de multiples reprises :

*for the first time in nearly half a century, parents can put their children to bed [...] knowing that nuclear weapons from the former Soviet Union are no longer pointed at those children.*<sup>766</sup>

Il souligna aussi le fait que la Biélorussie, le Kazakhstan et l'Ukraine avaient accepté de signer le TNP et de renoncer aux armes nucléaires « *left on their territory when the Soviet Union dissolved*<sup>767</sup> ». Il était conséquemment essentiel que cette réussite ne fût pas oblitérée par l'émergence d'une nouvelle menace nucléaire : suite à la victoire des États-Unis ayant mis fin à la Guerre froide, « *it [was its] common responsibility not to squander the peace* », « *the full potential of that victory* » devant être réalisé<sup>768</sup>. Même si la remarque concernait d'abord les États d'Europe de l'Est, elle pouvait aisément être généralisée à l'ensemble du monde compte tenu de l'appropriation par le Président Clinton de l'annonce qui avait été faite par son prédécesseur de l'avènement d'un nouvel ordre mondial, pas seulement européen<sup>769</sup>. L'exemplarité américaine s'exprimait aussi dans ce domaine : la politique menée par les États-Unis était exemplaire car conforme au sens de l'histoire et les États-Unis devaient de toute façon montrer l'exemple<sup>770</sup>. A plus forte raison parce qu'une fois la démarche lancée le défaut de ratification par les États-Unis du traité interdisant les essais nucléaires aurait envoyé un mauvais signal aux autres États, à savoir que les États-Unis

---

<sup>766</sup> W.J. Clinton (1994, 24 décembre). *The President's Radio Address*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=49624>.

<sup>767</sup> W.J. Clinton (1995, 1<sup>er</sup> mars), *op. cit.*

<sup>768</sup> W.J. Clinton (1995, 13 janvier). *Remarks in Cleveland, Ohio, at the White House Conference on Trade and Investment in Central and Eastern Europe*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=51234>.

<sup>769</sup> Il évoquait pour sa part « *a new world in which we're reducing the number of nuclear weapons* » [W.J. Clinton (1995, 5 septembre), *op. cit.*].

<sup>770</sup> Ce fut l'un des arguments du Président Clinton lorsqu'il appela le Sénat à ratifier le traité interdisant les essais nucléaires [W.J. Clinton (1999, 19 janvier), *op. cit.*].

« *[wanted] to lead the world away from the cause of nonproliferation*<sup>771</sup> ». Cela se justifiait d'autant plus que les États-Unis, en partenariat avec la Russie cette fois, avaient une responsabilité particulière dans le domaine nucléaire, bien que les administrations américaines aient assumé cette responsabilité de manière variée. Leur responsabilité en matière nucléaire provenait d'abord de l'ampleur de leurs arsenaux respectifs<sup>772</sup>. C'est justement en opposition au sens des responsabilités qui caractérisait les États-Unis et les puissances nucléaires officielles, y compris pendant la Guerre froide, que les administrations américaines caractérisaient leurs nouveaux adversaires en matière nucléaire. Cette caractérisation passait à la fois par un processus d'articulation, en ce que les États-Unis et les puissances nucléaires officielles étaient liés à la responsabilité et à la rationalité alors que la Corée du Nord et l'Iran étaient liés à leurs contraires, et par un processus d'interpellation, en ce que les puissances nucléaires officielles **se devaient** de se comporter de manière responsable et rationnelle en raison de leur position sociale.

#### 4.1.1 Une menace à géométrie variable

La nouveauté de la menace nucléaire après la fin de la Guerre froide résidait dans le risque de prolifération à des États de plus en plus nombreux et de moins en moins fiables, ainsi qu'à des agents non étatiques, en particulier des organisations considérées comme terroristes. La prolifération nucléaire avait cependant toujours été combattue en raison des déséquilibres militaires et stratégiques, régionaux et mondiaux, qu'elle était susceptible de générer. Dans ce contexte toutefois, la prolifération nucléaire à des États considérés comme alliés ou amis ne suscitait pas

---

<sup>771</sup> W.J. Clinton (1999, 4 octobre). *Remarks on the Comprehensive Nuclear-Test-Ban Treaty and an Exchange With Reporters*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=56648>.

<sup>772</sup> Idée que partageaient l'administration Clinton [Administration Clinton (1994, 21 septembre). *Background Briefing by Senior Administration Officials*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59744>] et le Président Obama [B. Obama (2009, 2 juillet). *Interview With ITAR-TASS/Rossiia TV*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86370>].

les mêmes craintes, tant en termes d'usage irraisonné de l'arme nucléaire que d'impact stratégique sur les régions concernées.

#### 4.1.1.1 La prolifération nucléaire, entre soif de prestige et garantie sécuritaire

La nucléarisation d'un État pouvait être analysée de manière positive au regard des intentions qui lui étaient prêtées : les administrations américaines reconnaissaient que le programme nucléaire militaire d'un État pouvait ne pas être agressif à l'égard d'autres États<sup>773</sup>, mais répondre à ses aspirations en termes de prestige et de plein exercice de sa souveraineté. Pour autant, elles considéraient la prolifération nucléaire comme dangereuse en tant que telle, au regard des effets qu'elle risquait de générer et ce quels que fussent les acteurs qui y contribuaient. La doctrine américaine en matière de prolifération nucléaire avait une dimension régionale centrale<sup>774</sup> parce que « *there [were] always regional contexts in which arms races [took] place*<sup>775</sup> » et que « *[t]hese weapons [destabilized] entire regions*<sup>776</sup> ». Ces représentations s'inscrivent dans le champ représentationnel sous-tendant la théorie classique du dilemme de la sécurité, selon laquelle un État s'armant affecterait l'équilibre stratégique établi avec ses voisins qui, doutant de ses intentions (celle d'accroître son prestige par exemple), ne pourraient que se résoudre à s'armer en retour sous peine de mettre en danger leur propre sécurité, mais qui, se faisant, entreraient dans un cercle vicieux de course à l'armement contribuant à finalement diminuer, ou à tout le moins affecter, leur sécurité. A ce titre, il était attendu de la nucléarisation d'un État qu'elle suscite un tel

---

<sup>773</sup> Le caractère agressif des intentions sous-tendant un programme nucléaire militaire constitue en revanche une analyse négative de la nucléarisation d'un État.

<sup>774</sup> En ce sens, les dirigeants américains estimaient souhaitable, voire indispensable, que des régions demeurent dénuées de tout arsenal nucléaire, l'Amérique latine par exemple. Yost mentionne les « *various regional nuclear-weapon-free zones* » parmi les « *longstanding multilateral arms control measures* » auxquelles la politique de l'administration Bush en la matière serait restée conforme [D.S. Yost (2007). « Analysing International Nuclear Order ». *International Affairs*, 83(3), p. 568].

<sup>775</sup> Administration Clinton (1998, 11 mai). *Press Briefing by National Security Advisor Sandy Berger, Chairman of the Economic Council Gene Sperling, and Deputy Assistant to the President for National Security Affairs Jim Steinberg*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=48304>.

<sup>776</sup> W.J. Clinton (1993, 27 septembre), *op. cit.*

dilemme de la sécurité chez ses voisins<sup>777</sup>. Notons que l'arme nucléaire, théoriquement conçue comme essentiellement dissuasive, n'était susceptible d'avoir un tel effet que dès lors qu'elle était considérée comme offensive : alors que sa représentation défensive ne contribue pas à aggraver le dilemme de sécurité, voire le diminue, y compris lorsque la quantité d'armes augmente, l'usage offensif ou agressif que les *rogue states* étaient soupçonnés de vouloir en faire exacerber le dilemme de sécurité devenant un dilemme de survie selon Van Evera<sup>778</sup>. Une telle réaction était d'autant plus attendue dans les régions où les États non nucléaires n'étaient pas susceptibles de « *rely on the stability of deterrence relations among nuclear weapon states as a foundation of security globally or in their particular region* »<sup>779</sup> »<sup>780</sup>. En cela, la manière dont les États exprimaient leur soif de prestige était néfaste à la sécurité régionale et mondiale. C'est en ce sens que les administrations Clinton et Obama ont cherché à modifier les représentations dont faisait l'objet l'arme nucléaire en termes de sécurité, mais aussi de prestige.

Les dirigeants indiens avaient déclaré que les armes nucléaires étaient pour eux des « *weapons of self-esteem* ». Pour le Président Clinton, ce point de vue était dangereux dès lors que « *every nation in the entire world has the same right to self-esteem* », que, partant, « *everyone that can afford one ought to have a nuclear weapon* » et que, en conséquence, le monde ne s'en trouverait pas plus sûr mais « *more dangerous* »<sup>781</sup>.

---

<sup>777</sup> C'était en tout cas ce que sous-entendait l'administration Obama à propos de la nucléarisation de la Corée du Nord et de l'Iran [B. Obama (2009, 7 juillet), *op. cit.*]. Le fait que « *the acquisition of nuclear weapons by additional states had an exceptional capacity to disrupt power balances and create security dilemmas* » et que « *[n]uclear proliferation implied a constant destabilization of regional and global structures of power* » est d'ailleurs présenté par Walker comme l'un des trois « faits » caractérisant ce qu'il appelle « *the nuclear age* » [W. Walker (2000). « Nuclear Order and Disorder ». *International Affairs*, 76(4), p. 705].

<sup>778</sup> S. Van Evera (1999). *Causes of War, Power, and the Roots of Conflict*. Ithaca, N.Y. : Cornell University Press, cité dans D. Battistella (2006). *Retour de l'état de guerre*. Paris : Armand Colin.

<sup>779</sup> D.S. Yost (2007), *op. cit.*, p. 571.

<sup>780</sup> Nous nous pencherons davantage sur ce point, en lien avec le caractère mature ou immature des régions telles que se les représentaient les dirigeants américains, dans notre chapitre VI.

<sup>781</sup> W.J. Clinton (2000, 21 mars). *Interview With Peter Jennings of ABC's "World News Tonight" in New Delhi*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=58277>.



Cette position témoigne d'une hiérarchie établie entre le besoin pour une nation d'améliorer sa « *self-esteem* » et celui d'accroître sa sécurité et celle du monde. Or, la sécurité était prioritaire selon le Président Clinton, d'autant plus à la fin des années 1990 où, selon lui, la grandeur des nations ne devait plus se mesurer à l'aune de la possession ou non d'un arsenal nucléaire. S'il admettait qu'un État se dotant d'un arsenal nucléaire visait « *to establish [itself] as a great nation* », il affirmait, y compris dans le cas de l'Inde, que « *[t]hat [was] not a way to define a nation's greatness in the 21<sup>st</sup> century* »<sup>782</sup>. Au contraire « *building economies and people, not weapons of mass destruction, is every nation's best path to greatness* », comme en témoignait le fait que

*The vast majority of nations [were] moving away from not toward nuclear weapons, and away from the notion that their influence in the future [would] be defined by the size of their military.*<sup>783</sup>

Par cette affirmation, mais aussi par la politique qu'il mit en œuvre dans le domaine nucléaire, le Président Clinton tentait de faire évoluer les représentations qu'avaient les dirigeants des autres nations à l'égard de l'arme nucléaire, soulignant l'erreur des États cherchant à s'en doter, comme si les États-Unis détenaient la vérité en la matière. Cela témoigne de représentations spécifiques et du monde et des États, pas forcément partagées par les dirigeants d'autres États, mais que l'administration Clinton tenta de diffuser *via* le traité d'interdiction des essais nucléaires et la réduction de l'arsenal nucléaire américain, la représentation même de la place du nucléaire dans les stratégies sécuritaires des États étant en jeu<sup>784</sup>. La mission qu'endossaient les États-Unis<sup>785</sup>, face à « *nations who [thought] they may have to develop nuclear weapons to protect themselves* », consistait à faire en sorte qu'elles

---

<sup>782</sup> W.J. Clinton (1998, 16 mai). *Interview With Prime Minister Tony Blair of the United Kingdom by David Frost of the British Broadcasting Corporation in Weston-under-Lizard, United Kingdom*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=55976>.

<sup>783</sup> W.J. Clinton (1998, 3 juillet), *op. cit.*

<sup>784</sup> W.J. Clinton (1998, 16 mai), *op. cit.*

<sup>785</sup> W.J. Clinton (1994, 19 mai). *The President's News Conference With Prime Minister P.V. Narasimha Rao of India*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=50204>.

fassent les bons choix en matière de sécurité en réalisant qu'elles pouvaient « *have their security guaranteed in other ways* » et que « *it [was] not in their long term security interest to develop such weapons* »<sup>786</sup>. Davantage que la question de l'arme nucléaire, ce positionnement interrogeait le modèle d'ordre international souhaité par les États-Unis : la volonté d'un État de se doter de l'arme nucléaire pour assurer sa sécurité allait à l'encontre des représentations américaines de l'ordre international et des comportements qui devaient y prévaloir, notamment en matière de sécurité et de défense. C'est en cela que l'administration Clinton regrettait les tests nucléaires réalisés par l'Inde et le Pakistan, puisqu'ils témoignaient d'un ancrage de ces États dans des représentations anachroniques de l'ordre international<sup>787</sup>. Les États-Unis du Président Bush et leurs alliés européens partageaient cette vision : l'arme nucléaire allait à l'encontre de l'ordre international qu'ils défendaient parce qu'elle s'inscrivait dans une vision dépassée du prestige et de la grandeur des États. En ce sens, « *[p]roliferation [was] a threat not only to our security, but also to the wider international system* »<sup>788</sup>.

Le Président Obama visait également à faire évoluer les représentations dont faisait l'objet l'arme nucléaire<sup>789</sup>, notamment « *the notion that prestige [came] from holding*

---

<sup>786</sup> *Ibid.*

<sup>787</sup> Pour l'administration Clinton, les essais nucléaires réalisés par les deux États « *[impeded] our capacity to really have a different kind of post-Cold War relationship with India and Pakistan.* » [S. Berger (1998, 21 septembre). *Press Briefing by National Security Advisor Sandy Berger*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=48296>].

<sup>788</sup> G.W. Bush (2003, 25 juin/a). *Joint Statement by President George W. Bush and European Council President Konstandinos Simitis and European Commission President Romano Prodi on the Proliferation of Weapons of Mass Destruction*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=285>.

<sup>789</sup> L'AIEA poursuivait le même objectif. Plusieurs articles du *Bulletin de l'AIEA* avaient salué la prise de conscience des États non nucléaires que la possession de l'arme nucléaire n'augmentait en rien leur prestige mais diminuait la sécurité de tous, tandis qu'ElBaradei avait regretté que les États se lançant dans des programmes de fabrication d'armes nucléaires cherchaient notamment à acquérir un « statut ». En ce sens, l'AIEA ambitionnait d' « instaurer dans le monde une culture de la sécurité fondée sur la solidarité et les valeurs partagées » et plaidait davantage pour une vision « mondiale » plutôt que « locale » de la sécurité [M. Elbaradei (2005), *op. cit.*, p. 34-36].

*these weapons*<sup>790</sup> », à la notion de prestige étant associées celles de souveraineté et de respect<sup>791</sup>. C'est en ce sens qu'il souhaitait que les États-Unis et la Russie s'engagent dans une diminution de leurs arsenaux nucléaires respectifs et *in fine* dans un désarmement nucléaire total. Les ambitions iraniennes et nord-coréennes en matière nucléaire révélaient aussi une différence de représentation de la sécurité : alors que la Corée du Nord et hypothétiquement l'Iran voulaient obtenir l'arme nucléaire pour des raisons de sécurité et de prestige, le Président Obama estimait que « *true security will not come through the pursuit of nuclear weapons* », mais plutôt « *through adherence to international law and the demonstration of [their] peaceful intent* »<sup>792</sup>. Le fait pour un État de se soumettre au droit international contribuait à accroître sa sécurité puisqu'il se liait de cette manière aux autres États qui y étaient aussi soumis et appartenait à la « communauté internationale », dont les membres pouvaient comprendre et décrypter les intentions des autres du fait même de leur appartenance à cette dernière.

Pour autant, la tolérance accordée *in fine* aux programmes nucléaires militaires de l'Inde et du Pakistan<sup>793</sup> n'était en aucun cas offerte à l'Iran et à la Corée du Nord. D'une part, cette différence de traitement peut être comprise à l'aune de critères ontologiques, à savoir l'appartenance effective des premiers à la « communauté

---

<sup>790</sup> B. Obama (2009, 7 juillet), *op. cit.*

<sup>791</sup> « [T]here are other means by which countries can ensure their sovereignty and gain respect around the world. » [B. Obama (2009, 8 juillet/a). *Remarks Following a Meeting With President Giorgio Napolitano in Rome, Italy*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86387>].

<sup>792</sup> B. Obama (2010, 9 juin). *Remarks on the United Nations Security Council Resolution on Iran Sanctions*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88016>.

<sup>793</sup> Les deux États ont bénéficié d'une sorte de laisser-faire, contrairement à ce dont se défendait l'administration Clinton et en dépit de son objectif de dénucléarisation du sous-continent indien [Administration Clinton (1998, 17 mai). *Press Briefing by Mike McCurry, Deputy National Security Advisor Jim Steinberg and Deputy Secretary of State Strobe Talbott*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=48321>] et n'ont fait l'objet que de sanctions temporaires suite aux essais nucléaires effectués en 1998.

internationale » et leur identification comme « *two of America's friends*<sup>794</sup> » et l'exclusion des seconds de cette « communauté » de façon antérieure à leur programme nucléaire militaire<sup>795</sup>. Alors qu'il était visiblement plus complexe d'exclure de la « communauté internationale » l'un de ses États membres, y compris lorsqu'il développait un programme nucléaire militaire à l'encontre des traités existant en la matière mais auxquels il n'avait pas souscrit, il semblait plus aisé de maintenir hors de la « communauté internationale » des États dont le programme nucléaire militaire était uniquement l'un des (nombreux) griefs qui pouvaient leur être reprochés, mais assez essentiel pour que sa résolution leur permette de ne plus être traité en parias<sup>796</sup>. D'autre part, la différence de traitement peut être analysée à travers des critères comportementaux, comme issue du passé des différents États en matière de prolifération profitant à des organisations non étatiques, en particulier terroristes. Pour les membres de l'administration Bush, il était essentiel que « *nuclear power [was] handled in a responsible way and [did] not contribute to concerns about proliferation and ultimate nuclear weapons*<sup>797</sup> ». Or, la Corée du Nord et l'Iran étaient catalogués comme des États dont les dirigeants s'inscrivaient en dehors du cadre établi par les États-Unis et la « communauté internationale » : un État incapable de se montrer responsable dans un domaine était réputé incapable de se montrer responsable dans le domaine nucléaire ou comme indigne de bénéficier de la confiance des autres États en la matière. A l'inverse, les membres de l'administration

<sup>794</sup> W.J. Clinton (1996, 20 mai), *op. cit.* Mais aussi comme « *the largest democracy in the world* » pour l'Inde et « *a traditional friend of the United States* » pour le Pakistan [S. Berger (1998, 21 septembre), *op. cit.*].

<sup>795</sup> Hayes analyse le traitement distinct des programmes nucléaires indien et iranien par les dirigeants américains en termes de sécuritisation différenciée sur la base de l'identification de l'Inde comme une démocratie et de l'Iran comme non démocratique [J. Hayes (2009). « Identify and Securitization in the Democratic Peace: The United States and the Divergence of Response to India and Iran's Nuclear Programs ». *International Studies Quarterly*, 53(4), p. 977-999].

<sup>796</sup> Si l'on en croit les différentes déclarations en ce sens des administrations américaines successives. Il était par exemple demandé à la Corée du Nord « *to take prompt action to denuclearize, as the crucial first step for it to be welcomed as a responsible member of the international community* » [G.W. Bush (2007, 9 septembre), *op. cit.*, nous soulignons].

<sup>797</sup> S. Hadley (2005, 2 novembre). *Press Briefing with National Security Advisor Stephen Hadley*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73346>.

Bush estimaient que l'Inde s'était montrée responsable parce qu'elle avait « *protected its nuclear technology over the 30 years of the India nuclear program* », était « *a good steward of its own nuclear materials* », mais aussi qu'elle avait « *not proliferated, unlike North Korea, which has been a major proliferator* » et qu'elle s'était pliée à « *all the international guidelines pertaining to nuclear technology, unlike Iran, for instance, which has been a great violator of those international programs* »<sup>798</sup>. Notons cependant que le Président Clinton exprimait un avis beaucoup moins positif sur le sujet. En dépit de la doctrine nucléaire indienne du « *no first use* » privilégiant un usage exclusivement défensif de l'arme nucléaire, le programme nucléaire militaire indien

*[had] the prospect of spreading not just to Pakistan, but to others in a way that could reverse decades of movement away from the nuclear precipice, in ways that clearly [would] not increase the security of countries, no matter how many times they [said] over and over and over again they only [wanted] these weapons for defensive purposes.*<sup>799</sup>

Les États-Unis ont toujours refusé de s'approprier publiquement une telle doctrine, ce qui leur était reproché par la Chine<sup>800</sup>, même si leur position semblaient *de facto* en relever<sup>801</sup>. De même, le Pakistan n'était pas épinglé pour irresponsabilité en matière de prolifération nucléaire, alors même que le réseau Khan de commerce illicite de matériels nucléaires avait le territoire pakistanais pour base. Enfin, la différence de traitement peut être comprise à l'aune des représentations négatives dont faisaient l'objet la Corée du Nord et l'Iran, présentés comme irrationnels et imprévisibles.

---

<sup>798</sup> N. Burns (2006, 2 mars). *Press Briefing by Under Secretary of State for Political Affairs Nick Burns*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64029>.

<sup>799</sup> W.J. Clinton (1998, 18 mai), *op. cit.*

<sup>800</sup> Administration Clinton (1998, 26 juin). *Press Briefing by Mike McCurry and National Security Advisor Sandy Berger*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=48282>.

<sup>801</sup> J.S. Nye (1987). « Nuclear Learning and U.S.-Soviet Security Regimes ». *International Organization*, 41(3), p. 386.

#### 4.1.1.2 D'un adversaire rationnel aux ennemis insensés

Au-delà de la modification des équilibres mondial et régionaux et, partant, des courses à l'armement régionales que les administrations américaines craignaient que les programmes nucléaires nord-coréen et iranien entraînent, les ambitions nucléaires nord-coréennes et iraniennes constituaient une menace en raison des représentations négatives dont les deux États faisaient l'objet et de la défiance qu'ils suscitaient parmi les dirigeants américains. Ces représentations concernaient les relations que la Corée du Nord et l'Iran étaient accusés d'entretenir avec des organisations terroristes et l'usage qu'ils auraient fait de l'arme nucléaire, à la fois un usage du fait de leur manque de retenue et de leur irrationalité, et un usage indirect au niveau diplomatique. A l'inverse, les dirigeants américains n'ont quasiment jamais prêté d'intentions non agressives en matière de nucléarisation aux États qui en étaient accusés ou soupçonnés. A tout le moins, ils ont eu des pratiques différentes en la matière, en témoignent la quasi absence de citations de discours de membres de l'administration Bush exprimant une interprétation non agressive des programmes nucléaires nord-coréen et iranien dans la précédente sous-sous-section, mais aussi les politiques mises en œuvre face à ces derniers par cette même administration. L'administration Bush insistait davantage sur les caractéristiques et les intentions qu'elle prêtait aux dirigeants nord-coréens et iraniens pour justifier son refus de les voir se doter de l'arme nucléaire. Les administrations Clinton et Obama ont également étayé leur refus par de telles représentations, mais dans une moindre mesure.

Premièrement, la nucléarisation de la Corée du Nord et de l'Iran posait problème aux administrations américaines au regard de la prolifération que les deux États pourraient alors alimenter au profit d'organisations terroristes : l'articulation entre Corée du Nord et Iran, d'une part, et terrorisme, d'autre part, fondait le refus de les voir se nucléariser, au moins autant que l'argument relatif à leurs obligations découlant de leur adhésion au TNP. Le Président Bush identifia la fourniture d'armes de

destruction massive par des États à des terroristes comme l'une des pires menaces qu'encouraient les États-Unis et leurs alliés<sup>802</sup>, la violation du TNP n'étant pas présentée comme telle. Si la menace devint à ses yeux particulièrement prégnante après les attentats du 11 septembre, de nouveaux attentats utilisant des armes de destruction massive devant à tout prix être évités, son prédécesseur et son successeur identifièrent également la menace dans des contextes différents. Or, les armes de destruction massive, dont l'arme nucléaire, étaient considérées comme particulièrement dangereuses dans le cadre d'une association spécifique, à savoir « *the dangerous combination of outlaw states, terrorist groups, and weapons of mass destruction*<sup>803</sup> », qui renvoyait aux composantes de l'*Axis of evil*. Refuser à la Corée du Nord et à l'Iran de se doter de l'arme nucléaire visait donc à la fois à « *deny terrorist weapons [...] to be used for means of terror getting in the hands of nations that will use them*<sup>804</sup> » et à les empêcher d'équiper des organisations terroristes, les deux objectifs participant de la *War on terror*. C'est également sur la base du comportement de la Corée du Nord en matière de prolifération nucléaire, qui avait « *a track record of proliferation* », c'est-à-dire qu'elle n'avait « *not shown in the past any restraint in terms of exporting weapons to not only state actors, **but also non-state actors*** », que le Président Obama estimait « *unacceptable for them to be accepted as a nuclear power* »<sup>805</sup>, et non sur celle de la violation du TNP. Enfin, l'articulation entre la Corée du Nord, l'Iran et le terrorisme laissait entendre que les deux États se comportaient de la même manière que les organisations terroristes sur la scène internationale et que les attentes que les autres États pouvaient avoir à leur égard étaient identiques. En cela, la menace nucléaire telle que le Président Bush se la

---

<sup>802</sup> G.W. Bush (2002, 17 juillet), *op. cit.*

<sup>803</sup> G.W. Bush (2004, 19 mars), *op. cit.*

<sup>804</sup> G.W. Bush (2001, 26 novembre). *Remarks at a Welcoming Ceremony for Humanitarian Aid Workers Rescued From Afghanistan and an Exchange With Reporters*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73553>.

<sup>805</sup> Ainsi que sur la base de « *their past behavior* » et de « *the belligerent manner in which they [were] constantly threatening their neighbors* » [B. Obama (2009, 16 juin), *op. cit.*].

représentait se distinguait de celle qu’avaient connue les États-Unis et le reste du monde pendant la Guerre froide par son caractère secret et imprévisible. Cela tenait aux représentations du Président Bush à l’encontre des divers acteurs soupçonnés de recourir à l’arme nucléaire ou à toute arme de destruction massive<sup>806</sup> : d’une part, les organisations terroristes, le terrorisme se caractérisant par son caractère imprévisible et la volonté des terroristes de surprendre leur cible<sup>807</sup>, et, d’autre part, les *rogue states* ou autres membres de l’*Axis of evil*, également imprévisibles car ne respectant pas leur parole et indignes de confiance. C’est pour cette raison que « *[i]t should make people nervous when nontransparent regimes (...) announced that they’ve got nuclear warheads fire missiles*<sup>808</sup> ». Le programme nucléaire nord-coréen était problématique justement parce qu’il posait « *an issue of intentions, what the North Koreans [were] intending to do, and [...] what [were] they prepared to do, or what [...] [did] they have the capability to do*<sup>809</sup> » : il n’était possible de connaître de façon certaine ni les intentions de ses dirigeants<sup>810</sup>, ni ses capacités en raison de son opacité<sup>811</sup>. En plus de leur caractère imprévisible commun, le Président Bush articulait les organisations terroristes, la Corée du Nord et l’Iran, d’une part, et des intentions qui, bien qu’inconnues, étaient fondamentalement mauvaises à l’égard des États-Unis et de leurs alliés<sup>812</sup> : les « *extremists and radicals* », s’ils en avaient eu le contrôle, auraient pu utiliser le pétrole « *to use to inflict incredible economic damage*

---

<sup>806</sup> G.W. Bush (2004, 11 février), *op. cit.*

<sup>807</sup> Notre objectif ici n’étant pas de donner une définition du terrorisme, qui mériterait de toute façon un traitement conséquent, nous laissons la question aux spécialistes du sujet.

<sup>808</sup> G.W. Bush (2006, 21 juin), *op. cit.*

<sup>809</sup> S. Hadley (2006, 22 juin), *op. cit.*

<sup>810</sup> T. Snow (2006, 20 juin), *op. cit.*

<sup>811</sup> Même si l’administration Bush tentait de se baser sur les capacités nord-coréennes pour élaborer sa politique [S. Hadley (2006, 22 juin), *op. cit.*].

<sup>812</sup> Une haine à l’égard des Etats-Unis, similaire à celle des terroristes qui « *[hoped] to gain chemical, biological, or nuclear weapons, the means to match their hatred* », leur était prêtée [G.W. Bush (2003, 23 octobre). *Remarks to the Australian Parliament in Canberra*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64758>].



on those [...] who [loved] liberty», tandis que les «state[s] sponsors of terror» armés d'une arme nucléaire auraient été en capacité «to blackmail the world»<sup>813</sup>.

Ainsi, deuxièmement, les armes nucléaires pouvaient être utilisées comme un argument diplomatique, ce que les administrations américaines considéraient que la Corée du Nord et l'Iran n'hésiteraient pas à faire. Plus précisément, l'arme nucléaire pouvait être utilisée par ces derniers pour faire chanter<sup>814</sup> ou intimider<sup>815</sup> d'autres États, ce qui, d'une part, serait allé à l'encontre des pratiques diplomatiques communément admises par la «communauté internationale» et, d'autre part, aurait exposé des États à devoir céder à des exigences forcément déraisonnables et illégitimes. Si l'arme nucléaire suscitait une crainte particulière en raison de son caractère destructeur inégalé, les représentations dont son détenteur faisait l'objet<sup>816</sup> étaient décisifs quant à l'émergence de la peur, l'arme étant alors articulée au mauvais usage susceptible d'en être fait<sup>817</sup>, l'usage diplomatique faisant partie des «misuses» potentiels. La déclaration suivante du Président Bush résume parfaitement cette idée : «*The wrong weapons, the wrong technology in the wrong hands, has never been so great a danger, and we are meeting that danger together.*»<sup>818</sup> » Alors que détenue par les États-Unis ou par les États officiellement nucléaires, l'arme nucléaire était représentée comme la pierre angulaire de leur

---

<sup>813</sup> G.W. Bush (2006, 7 septembre/a). *Remarks at a Reception for Congressional Candidate Max Burns in Pooler, Georgia*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=760>.

<sup>814</sup> Ce que craignait aussi l'administration Clinton [R. Bell (1999, 21 janvier). *Press Briefing by Robert Bell, Special Assistant to the President for National Defense and Arms Control*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=47822>].

<sup>815</sup> Intimidation dont la Corée du Nord était considérée comme coutumière par l'administration Clinton [Administration Clinton (1994, 4 juin). *Background Briefing by Senior Administration Official*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59697>].

<sup>816</sup> Rejoignant l'idée évoquée par Wendt selon laquelle une arme n'aurait pas la même signification pour un agent selon son détenteur [A. Wendt (1992), *op. cit.*, p. 397)].

<sup>817</sup> W.J. Clinton (1996, 22 juillet). *Remarks at the Asian-American Democratic Dinner in Los Angeles, California*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=53101>.

<sup>818</sup> G.W. Bush (2003, 23 octobre), *op. cit.*

système de défense, elle devenait néfaste dès lors que les dirigeants des régimes considérés comme les plus dangereux du monde par l'administration Bush pouvaient en disposer<sup>819</sup>. Pour autant, les armes nucléaires étaient singulièrement susceptibles de faire l'objet d'un usage diplomatique en raison de la manière dont les dirigeants américains se représentaient l'ampleur des dégâts qu'elles étaient en capacité de produire, ainsi que le pouvoir dont elle dotait ses rares détenteurs, justement au titre de leur singularité parmi l'ensemble des États : alors que quasiment tous les États du monde disposaient des capacités de faire la guerre, l'arme nucléaire restait l'apanage de quelques-uns, renforçant le rôle diplomatique qui lui était prêté. Pour le Président Bush, c'est l'ensemble de la diplomatie mondiale qui aurait été affectée par la nucléarisation d'un *rogue state* tel que l'Irak de Saddam Hussein<sup>820</sup>, en raison du manque de retenue dont il aurait fait preuve.

Troisièmement, pendant la Guerre froide, « *Soviet leaders were frequently described as cold, rational calculators* » en dépit de leurs « *expansionist policies* »<sup>821</sup>. Il paraissait possible de discuter avec eux, ce dont avait témoigné la conclusion de différents traités entre les États-Unis et l'URSS, mais, surtout, les objectifs qui leur étaient prêtés dépassaient la simple satisfaction aveugle d'un sentiment de haine à l'égard des États-Unis. L'ensemble de ces représentations étaient articulées avec l'idée qu'ils ne recourraient à l'arme nucléaire qu'en dernier ressort. Contrairement à l'URSS, les États ambitionnant de se doter de l'arme nucléaire et, surtout, les organisations terroristes auxquelles ils étaient susceptibles de vendre ou de transférer de telles armes, n'auraient pas hésité à l'utiliser en premier ressort, ce que le Président Bush déclarait explicitement :

---

<sup>819</sup> « *America is committed to keeping the world's most dangerous weapons out of the hands of the most dangerous regimes.* » [G. W. Bush (2004, 20 janvier), *op. cit.*]. Idée partagée par le Président Clinton [W.J. Clinton (1995, 31 mai), *op. cit.*].

<sup>820</sup> G.W. Bush (2002, 7 novembre). *The President's News Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63868>.

<sup>821</sup> R.N. Lebow et J. Gross Stein (1995). « Deterrence and the Cold War ». *Political Science Quarterly*, 110(2), p. 166 et 168.

*In the cold war, Americans lived under the threat of weapons of mass destruction but believed that deterrents made those weapons a last resort. What has changed in the 21<sup>st</sup> century is that in the hands of terrorists, weapons of mass destruction would be a first resort.*<sup>822</sup>

Le recours à l'arme nucléaire en premier ressort, « *without hesitation*<sup>823</sup> », était une possibilité dont les *rogue states* étaient également jugés capables<sup>824</sup>. Il est intéressant de constater que la détermination comme qualité était habituellement articulée aux États-Unis<sup>825</sup>, alors que la détermination comme aveuglement meurtrier était elle articulée aux *rogue states*. Le risque de voir les États-Unis répliquer n'aurait eu aucune prise sur eux compte-tenu de « *their ideology of suicide and random murder*<sup>826</sup> » et de leur caractère nébuleux et non territorialisé<sup>827</sup>. Cet aveuglement meurtrier était articulé aux intentions belliqueuses prêtées à la Corée du Nord et à l'Iran, alors que l'usage rationnel de l'arsenal nucléaire américain était articulé à sa visée défensive et dissuasive et au fait que les États-Unis étaient « *a peaceful nation*<sup>828</sup> ». Par conséquent, alors qu'il était admis pendant la Guerre froide que les

---

<sup>822</sup> G.W. Bush (2004, 11 février), *op. cit.* Le Président Obama analysait l'évolution de la menace nucléaire sensiblement de la même manière, puisqu'il estimait que le risque d'une attaque nucléaire avait crû en dépit de la fin de la Guerre froide [B. Obama (2009, 5 avril). *Remarks in Prague*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=85963>].

<sup>823</sup> G.W. Bush (2006, 5 septembre/a), *op. cit.*

<sup>824</sup> Pour Senn, le fait que les dirigeants américains s'attendaient à ce que les *rogue states* suivent une logique conforme à leur identité hobbesienne et violent les normes comportementales associées à la culture lockienne caractérisait le système international actuel qui rendait *menaçante* leur acquisition d'armes de destruction massive et de missiles pour les lancer [(2008), *op. cit.*, p. 22].

<sup>825</sup> Le Président Clinton louait les « *strength and resolve* » américaines [W.J. Clinton (1999, 16 juillet). *Proclamation 7209—Captive Nations Week, 1999*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=57894>] et le Président Bush rappelait que les États-Unis seraient « *firm in [its] resolve for them not to have a nuclear weapon* » face à l'Iran [G.W. Bush (2006, 7 juillet), *op. cit.*], ce que le Président Obama affirmait également [B. Obama (2011, 13 novembre). *The President's News Conference in Kapolei*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=97048>].

<sup>826</sup> G.W. Bush (February 11, 2004), *op. cit.*

<sup>827</sup> La crainte de la riposte résidant essentiellement dans les potentiels dégâts sur une population, des ressources ou un territoire précis.

<sup>828</sup> G.W. Bush (2002, 13 mars). *The President's News Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=65091>.

« *Soviet leaders would be most restrained when they regarded the military balance as unfavorable and American resolve as unquestionable*<sup>829</sup> » et que la dissuasion nucléaire américaine était conséquemment vue comme efficace, cette dernière était présentée comme vaine compte tenu des « qualités » et des intentions prêtées à la Corée du Nord et à l’Iran.

#### 4.1.2 La dissuasion nucléaire, de possible à vaine

*Deterrence (...) means nothing against shadowy terrorist networks with no nation or citizens to defend.*

Président Bush<sup>830</sup>

Les administrations américaines n’envisageaient pas la dissuasion nucléaire – définie comme « *the promise of massive retaliation against nations*<sup>831</sup> » par le Président Bush, riposte entendue comme étant nucléaire – face à une Corée du Nord et à un Iran devenus des puissances nucléaires, mais s’en expliquaient de manière différente. Alors que l’administration Bush insista particulièrement sur l’impossibilité de dissuader des États aux régimes et dirigeants politiques qu’elle ne comprenait pas mais se représentait comme parfaitement irrationnels, les administrations Clinton et Obama mirent davantage l’accent sur la dissuasion nucléaire comme résultant de la limitation du nombre de puissances nucléaires.

##### 4.1.2.1 La force de la dissuasion : le salaire de la peur nucléaire

Pour le Président Bush, la stratégie nationale américaine en matière de sécurité et de doctrine nucléaire était affectée par les nouvelles menaces nucléaires liées aux *rogue states* :

*In the Cold War, (...) we faced a generally status quo, risk-averse adversary. Deterrence was an effective defense. But deterrence based only upon the threat*

---

<sup>829</sup> R.N. Lebow et J. Gross Stein (1995), *op. cit.*, p. 166-167.

<sup>830</sup> G.W. Bush (2002, 1<sup>er</sup> juin), *op. cit.*

<sup>831</sup> *Ibid.*

*of retaliation is less likely to work against leaders of rogue states more willing to take risks.*<sup>832</sup>

Non que l'URSS ait fait l'objet de représentations positives pendant la Guerre froide, mais, quelle que fût la doctrine de dissuasion nucléaire des États-Unis parmi les trois types identifiés par Lebow et Gross Stein, elle était basée sur l'idée qu'il était **possible** de dissuader l'URSS d'utiliser l'arme nucléaire contre les États-Unis. Cependant, la solidité de la dissuasion résidait dans la peur de la guerre partagée par les deux camps et par la conscience mutuelle qu'ils avaient de la peur de l'autre<sup>833</sup>. Les modalités de la dissuasion variaient en fonction des représentations dont faisaient l'objet l'URSS et ses dirigeants. Alors que la « MAD » (*Mutually Assured Destruction*) reposait sur l'idée « *that the Soviet Union could be deterred by the American capability to destroy 50 percent of its population and industry in a retaliatory strike*<sup>834</sup> » et donnait lieu à une stabilité entre les deux superpuissances via leur capacité à infliger des dégâts d'une telle ampleur à l'autre<sup>835</sup>, les partisans du « *War-fighting* » estimaient que dissuader les leaders soviétiques de frapper les États-Unis passaient par une supériorité militaire américaine globale, nucléaire mais aussi conventionnelle, à tous les niveaux de conflit. Le troisième type de dissuasion, qualifié de « *finite* » était fondé sur la représentation de dirigeants soviétiques « *as cautious as their Western counterparts and just as frightened by the prospects of nuclear war* », ce qui impliquait l'existence d'un arsenal nucléaire bien plus limité que le précédent type de dissuasion.<sup>836</sup> Lebow et Gross Stein affirment que « *[d]ifferences about the requirements of deterrence reflected deeper disagreements*

---

<sup>832</sup> The White House. National Security Council (2002). *The National Security Strategy of the United States of America*. Consultable ici : <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/nsc/nss/2002/nss5.html>.

<sup>833</sup> R.N. Lebow et J. Gross Stein (1995), *op. cit.*, p. 179.

<sup>834</sup> *Ibid.*, p. 159.

<sup>835</sup> Ce que le secrétaire à la Défense américain d'alors, Robert McNamara saluait d'ailleurs : « *He welcomed the effort by the Soviet Union to develop a similar capability in the expectation that secure retaliatory capabilities on both sides would foster stability.* » (*loc. cit.*).

<sup>836</sup> *Ibid.*, p. 160.

*about the intentions of Soviet leaders* »<sup>837</sup> ; nous estimons pour notre part que les différences doctrinales en matière de dissuasion nucléaire reflètent d'abord des différences en termes d'imaginaire sécuritaire, en particulier de représentations auxquelles étaient associées des intentions spécifiques et cohérentes prêtées aux dirigeants soviétiques. Dans le cas de la Corée du Nord et de l'Iran, les trois administrations américaines successives laissaient entendre que la dissuasion nucléaire américaine était vaine face à leurs dirigeants respectifs, en raison des représentations dont ces derniers faisaient l'objet, notamment leur prétendue irrationalité, et de leur articulation avec d'autres menaces, particulièrement la menace terroriste, que nous avons exposées précédemment et qui toutes allaient dans le sens de la représentation générale suivante : la Corée du Nord et l'Iran étaient fondamentalement agressifs et opposés à la paix<sup>838</sup>. En ce sens, l'administration Bush remit en cause « *the old nuclear balance of terror* », soulignant la nécessaire prépondérance de la dimension défensive de la stratégie à mener en matière de sécurité, ainsi que les efforts à fournir en termes de non-prolifération<sup>839</sup>. Il ne s'agissait plus d'équilibrer les capacités militaires et nucléaires de la Russie, mais de protéger les États-Unis contre des aléas non prévisibles, comme une erreur de lancement d'arme nucléaire ou la folie de groupes terroristes.

Précisons que, selon Lebow et Gross Stein, les dirigeants américains avaient des représentations différentes voire contradictoires de l'URSS et de ses dirigeants. Certains des dirigeants américains, dont Kennedy, étaient convaincus « *that their*

---

<sup>837</sup> *Loc. cit.*

<sup>838</sup> Le Vice-président Cheney distinguait les États des organisations terroristes, estimant que « *[a] nuclear weapon in the hand of a terrorist [was] a very different proposition than a nuclear weapon in the hand of a state* », puisqu'un terroriste ne pouvait être dissuadé [R.B. Cheney (2001, 11 décembre). *Interview of the Vice President by Jim Angle of Fox TV News*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=85609>]. En revanche, les propos tenus par ailleurs par l'administration Bush articulaient nettement le comportement des terroristes et des *rogue states*, notamment en termes de manque de retenue et d'irrationalité.

<sup>839</sup> C. Rice (2001, 15 juin). *Press Briefing by National Security Advisor Condoleezza Rice*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=78914>.

*adversary was as committed as they were to avoiding nuclear war* », alors que d'autres « *continued to regard their adversary as implacably hostile and willing to use nuclear weapons* »<sup>840</sup>. Toutefois, la possibilité de dissuader l'URSS d'utiliser l'arme nucléaire n'était guère questionnée, en raison de la représentation de ses dirigeants comme étant malgré tout rationnels. En cela, c'était bien la représentation des capacités américaines à dissuader les dirigeants soviétiques qui était en jeu. Or, celles-ci n'ont jamais été incriminées face à la Corée du Nord et à l'Iran, ni même d'ailleurs citées. Et pour cause : pour l'ensemble des administrations américaines, la question n'était pas là puisqu'aucun moyen militaire n'était susceptible d'arrêter la haine et la folie prêtées aux dirigeants nord-coréens et iraniens<sup>841</sup>. La manière dont ces derniers traitaient leur population respective, les choix stratégiques qu'ils faisaient et leurs impacts sur la situation économique de leur pays, ainsi « *gambling with the lives of their people, and the wealth of their nations* »<sup>842</sup>, étaient mentionnés par l'administration Bush comme des obstacles à la dissuasion nucléaire parce qu'ils manifestaient leur irrationalité et leur mépris de la vie humaine<sup>843</sup>. En effet, le fait d'affamer et d'opprimer leurs propres populations était considéré par l'administration Bush comme un signe que les dirigeants concernés ne se préoccupaient pas de les protéger d'une attaque nucléaire. C'est pourquoi il n'était pas possible d'attendre de leur part qu'ils se restreignent dans l'usage de l'arme nucléaire, n'ayant que faire de son éventuel impact sur leur population. Quant à l'argument économique, il était également mobilisé par l'AIEA pour justifier la non-prolifération : pour Hans Blix,

le renoncement à la bombe [était] quasiment universel [...] la plupart des États [n'estimaient] plus que l'acquisition d'armes nucléaires [servait] au mieux les intérêts de leur sécurité nationale.

Au contraire, ils jugeaient

---

<sup>840</sup> R.N. Lebow et J. Gross Stein (1995), *op. cit.*, p. 179.

<sup>841</sup> D'autant plus que leurs décisions ne faisaient pas l'objet d'une validation ou d'un contrôle démocratiques [G.W. Bush (2002, 1<sup>er</sup> juin), *op. cit.*].

<sup>842</sup> The White House. National Security Council (2002), *op. cit.*

<sup>843</sup> L'administration Bush articulait les *rogue states* et les terroristes sur la base de l'absence de nécessité ou de volonté pour eux de défendre un peuple :

plutôt que leur intérêt [était] lié à des conditions sociales, écologiques et économiques, d'où l'inutilité d'un armement nucléaire onéreux, et que les techniques nucléaires pacifiques, plus abordables, [prenaient] toute leur valeur.<sup>844</sup>

De surcroît, le développement économique contribuant à l'établissement de la paix, l'équipement en armes nucléaires était doublement mis en cause en raison de son coût prohibitif<sup>845</sup>. Par conséquent, l'usage pacifique de l'énergie nucléaire était un usage économiquement viable et contribuant au développement économique de l'État concerné<sup>846</sup>. L'inscription de leurs programmes nucléaires respectifs en dehors d'une tendance de fond rationnelle et marquant l'ordre international, mais aussi leur irrationalité économique, faisaient de la Corée du Nord et de l'Iran des États ne pouvant être dissuadés puisqu'ils n'avaient rien à perdre.

#### 4.1.2.2 L'impossible dissuasion dans un contexte de défiance

De façon générale, les administrations américaines se représentaient l'efficacité de la dissuasion nucléaire comme étant assurée seulement en présence d'un nombre minimal de puissances nucléaires, en contradiction avec la position de Kenneth Waltz en la matière. Ce dernier argumentait effectivement en faveur de la prolifération nucléaire, celle-ci permettant un maintien du *statu quo* international et la quasi-suppression du risque de guerre entre les États nucléaires ; il estimait également que, les États étant rationnels et agissant à la suite d'un calcul coût-avantage, ils ne

---

<sup>844</sup> H. Blix (1995), *op. cit.*, p. 4.

<sup>845</sup> Au même titre, la création d'une zone dénucléarisée en Amérique latine favorisait le développement économique de ces pays, [AIEA (1976). « Introduction – L'Amérique latine et l'énergie nucléaire ». *Bulletin de l'AIEA*, 18(3-4), p. 20]. Si les programmes nucléaires militaires étaient présentés par l'AIEA comme allant à l'encontre du développement économique, ce n'était pas le cas des programmes nucléaires civils, puisque le modèle de développement économique qu'elle défendait n'aurait « sans énergie (...) [relevé] que de l'utopie » [C. Vélez Ocón (1982), *op. cit.*, p. 22.]. Le niveau de consommation d'énergie était ainsi perçu comme un indicateur du niveau de développement économique et du « progrès de la civilisation » [AIEA (1959). « L'énergie d'origine nucléaire dans les régions sous-développées ». *Bulletin de l'AIEA*, 1(2), p. 3-4], il devait donc augmenter pour accompagner « l'expansion de l'industrie et de l'économie en général » [AIEA (1959). « Les programmes énergétiques des Etats membres : l'Inde adopte l'énergie nucléaire ». *Bulletin de l'AIEA*, 1(3), p. 14].

<sup>846</sup> P. Ségard (2013), *op. cit.*, p. 10.



prendraient en aucun cas le risque de provoquer une guerre nucléaire. Par conséquent, l'arme nucléaire ne pouvait selon lui n'être qu'un outil de dissuasion et non d'agression.<sup>847</sup> Nous avons précédemment montré en quoi l'argument de la rationalité des États n'était pas partagé par les administrations américaines, *a fortiori* par l'administration Bush. En revanche, comment comprendre la représentation selon laquelle la multiplication des puissances nucléaires affecteraient les capacités dissuasives des puissances nucléaires en général, des États-Unis en particulier<sup>848</sup> ?

Cette représentation est concordante avec celle de la nucléarisation d'un État comme entraînant une course à l'armement dans sa région et dans le monde<sup>849</sup>. Le Président Obama mentionnait par exemple l'« *unacceptable risk to global security* » de la prolifération nucléaire que faisait courir l'obtention de l'arme nucléaire par l'Iran et la Corée du Nord, « *raising the specter of arms races from the Middle East to East Asia* »<sup>850</sup>, soit une partie considérable du monde. Il considérait également que plus les nations nucléaires étaient nombreuses, plus leur capacité à protéger leur arsenal et à se retenir de l'utiliser devait être questionnée<sup>851</sup>, avançant qu'il aurait été plus difficile de s'assurer de la retenue d'un nombre élevé de pays nucléaires. Il estimait de surcroît

---

<sup>847</sup> M.R. Kraig (1999). « Nuclear Deterrence in the Developing World: A Game-Theoretic Treatment ». *Journal of Peace Research*, 36(2), p. 142-144 et R. Rauchhaus (2009). « Evaluating the Nuclear Peace Hypothesis : A Quantitative Approach ». *The Journal of Conflict Resolution*, 53(2), p. 261-262. Cité tel quel dans P. Ségard (2013), *op. cit.*, p. 14. Waltz a pour sa part exposé sa théorie en la matière dans l'ouvrage suivant : K.N. Waltz (1981). *The Spread of Nuclear Weapons: More May Be Better*. London : International Institute for Strategic Studies. Voir aussi son débat avec Sagan [ S. Sagan et K.N. Waltz (2012). *The Spread of Nuclear Weapons: An Enduring Debate* (3<sup>ème</sup> éd.). New York : Norton] ainsi que son article « Why Iran Should Get the Bomb: Nuclear Balancing Would Mean Stability » [K.N. Waltz (2012). *Foreign Affairs*, 91 (4), p. 2-5], sur lequel nous reviendrons dans le chapitre IX.

<sup>848</sup> Si toutes les administrations américaines affirmaient lutter contre la prolifération nucléaire, l'administration Bush mettait d'abord l'accent sur la prolifération à des agents jugés dangereux plutôt que sur la prolifération à un nombre croissant d'agents quels qu'ils fussent : la lutte contre la prolifération nucléaire était donc essentiellement qualitative plutôt que quantitative. Par exemple, à l'occasion du lancement de la « *Global Initiative To Combat Nuclear Terrorism* », l'administration Bush déclara : « *America will not permit terrorists and dangerous regimes to threaten us with the world's most deadly weapons.* » [G.W. Bush (2006, 15 juillet), *op. cit.*].

<sup>849</sup> Idée partagée par l'AIEA [H. Blix (1982). « A quoi sert l'AIEA ? ». *Bulletin de l'AIEA*, 24(0), p. 4].

<sup>850</sup> B. Obama (2010, 8 avril), *op. cit.*

<sup>851</sup> B. Obama (2009, 7 juillet), *op. cit.*

que les États-Unis et la Russie avaient tiré des leçons de la Guerre froide, en avaient conservé un héritage, notamment sous la forme d'une conscience accrue des dangers d'une guerre nucléaire, au contraire d'autres pays<sup>852</sup>. En outre, les administrations américaines se représentaient le risque de course à l'armement comme démultiplié lorsque l'État se nucléarisant était un État en lequel ses voisins ou d'autres États n'avaient pas confiance : prêtant des intentions agressives à ses dirigeants et ayant des représentations négatives à leur égard, ses voisins – Israël et Corée du Sud dans le cas de l'Iran et de la Corée du Nord par exemple – étaient beaucoup plus susceptibles de s'engager dans une course à l'armement<sup>853</sup>. Les dirigeants américains partageaient d'ailleurs, au moins dans une certaine mesure, des incertitudes quant aux intentions nord-coréennes et iraniennes, qu'ils palliaient généralement en prêtant des intentions agressives aux deux États. Si l'URSS avait fait l'objet d'une telle défiance de la part des dirigeants américains au cours de la première partie de la Guerre froide, la crise de Cuba en ayant constitué le climax, leurs représentations à son égard avaient évolué, permettant également une formalisation de la dissuasion nucléaire entre les deux superpuissances.

Après la crise de Cuba, une ligne téléphonique d'urgence fut installée entre la Maison blanche et le Kremlin, témoignant de l'importance de la communication entre deux États impliqués dans une relation de dissuasion nucléaire, en particulier en temps de crise. Joseph Nye explique que les États-Unis et l'URSS étaient parvenus à mettre en œuvre plusieurs mesures visant à éviter un accident nucléaire, mesures participant de leur « *nuclear learning*<sup>854</sup> », dont la mise en place d'une « *hotline*<sup>855</sup> ». Une telle

---

<sup>852</sup> *Loc. cit.*

<sup>853</sup> Hopf affirme que le dilemme de sécurité généré par l'incertitude des États à l'égard des intentions des autres États se trouve ainsi résolu, non parce que la sécurité des États s'en trouve accrue mais parce que « *[k]nowing that another state is an aggressor* » remplace le dilemme de sécurité par « *certain insecurity, an increased confidence that the other state is in fact threatening* » [T. Hopf (1998). « The Promise of Constructivism in International Relations Theory ». *International Security*, 23(1), p. 188].

<sup>854</sup> Pour une présentation du concept de « *nuclear learning* » et de ses différentes modalités, voir J.S. Nye (1987), *op. cit.*

<sup>855</sup> *Ibid.*, p. 390.

communication n'était pas entretenue par les États-Unis ni avec l'Iran, ni avec la Corée du Nord. Leurs relations restaient enfermées dans des représentations par conséquent difficilement modifiables par le biais d'échanges et d'interactions sociales rares sinon inexistantes. Pour les trois présidents américains dont nous étudions la politique étrangère, la question nucléaire était intrinsèquement liée aux relations qu'entretenaient les États-Unis et la Russie en raison de l'importance de leurs arsenaux nucléaires respectifs et du partenariat que les deux États étaient parvenus à nouer sur le sujet, y compris pendant la Guerre froide. Une fois celle-ci terminée, le caractère transitoire des relations russo-américaines justifia le maintien d'une « *[s]trategic stability, based on mutual deterrence* » et ce « *despite the end of the cold war* » selon le Président Clinton : la dissuasion était nécessaire lorsqu'il n'était pas estimé possible d'accorder une confiance totale à l'autre État et contribuait alors à accroître « *trust and confidence on both sides* »<sup>856</sup>. Or, les administrations américaines ont rappelé de manière récurrente ne pas accorder une once de confiance aux dirigeants nord-coréens et iraniens, à tout le moins en matière nucléaire, faute de respect de la parole donnée<sup>857</sup>, même si elles affirmaient aspirer à construire une telle relation de confiance. Notons qu'une relation dissuasive n'existait pas entre des États se considérant comme alliés ou amis. Au-delà du caractère plus restreint des arsenaux nucléaires français ou britannique, il n'était pas question de dissuasion nucléaire entre les États-Unis, le Royaume-Uni et la France, par exemple. *A contrario*, si les États-Unis et la Russie « *[were] no longer adversaries* », ils n'étaient pas « *yet real*

---

<sup>856</sup> W.J. Clinton (2000, 1<sup>er</sup> septembre). *Remarks at Georgetown University*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=1416>.

<sup>857</sup> Par exemple, l'administration Obama voyait l'implication de l'Iran dans la crise syrienne comme « *another indication of why the international community [did] not trust the Iranian regime to keep its word* » [J. Carney (2012, 31 mai). *Press Briefing by Press Secretary Jay Carney*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=100972>]. Quant au Président Clinton, il attendait des dirigeants nord-coréens qu'ils « *[kept] their word.* » [W.J. Clinton (1994, 4 juin). *Remarks and an Exchange With Reporters Following Discussions With Prime Minister John Major in North Aylesbury, United Kingdom*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=50288>].

*allies* »<sup>858</sup>, ce qu'étaient encore moins la Corée du Nord et l'Iran pour les États-Unis. Par la suite, la signature par les États-Unis et la Russie d'un nouveau traité de non-prolifération en 2002 a rendu caduque la dissuasion nucléaire entre les deux anciens adversaires et ce à deux égards. Premièrement, elle n'avait plus lieu d'être entre deux États se considérant désormais comme amis – c'était en tout cas le point de vue américain défendu par le Président Bush<sup>859</sup>. Deuxièmement, elle ne pouvait constituer la base de la politique nucléaire des États-Unis face aux autres menaces nucléaires, représentées, d'une part, par les organisations terroristes et, d'autre part, par des États aux dirigeants non dignes de confiance. Plus précisément, le caractère mutuel de la dissuasion était essentiel, puisque cette dernière ne pouvait fonctionner que dès lors que les autres possesseurs d'arsenaux nucléaires étaient vus comme les utilisant aussi à des fins de dissuasion : la réciprocité de l'intention dissuasive et surtout sa représentation comme telle par les agents étaient vues comme primordiales par les administrations américaines comme l'un des fondements de la confiance mutuelle. Or, cette réciprocité d'intention était justement déniée à la Corée du Nord et à l'Iran ainsi qu'aux organisations vues comme terroristes. Si la dissuasion nucléaire n'existait pas en tant que telle entre des États s'accordant une réelle confiance basée sur des représentations positives et une identification mutuelles, à savoir entre États alliés ou amis, elle ne pouvait être mise en œuvre entre des États dont la relation était caractérisée par la défiance, à plus forte raison elle ne pouvait faire l'objet d'un accord explicite<sup>860</sup>. En cela, l'administration Bush souhaitait rompre avec la politique nucléaire américaine ayant principalement caractérisé la Guerre froide :

*For much of the last century, America's defense relied on the cold war doctrines of deterrence and containment. In some cases, those strategies still apply, but new threats also require new thinking. (...) **We cannot defend America and our friends by hoping for the best. We cannot put our faith in the***

<sup>858</sup> W.J. Clinton (2000, 1<sup>er</sup> septembre), *op. cit.*

<sup>859</sup> G.W. Bush (2001, 16 juin), *op. cit.*

<sup>860</sup> Alors qu'entre les États-Unis et l'URSS, la « *mutual deterrence as codified in the ABM Treaty of 1972* » avait été « *a cornerstone of stability for the past 28 years* » [S. Talbott (2000, 4 juin). *Press Briefing by Deputy Secretary of State Strobe Talbott*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=47933>].

*word of tyrants who solemnly sign nonproliferation treaties and then systemically break them. If we wait for threats to fully materialize, we will have waited too long.*<sup>861</sup>

Si l'ensemble de la citation est intéressante parce qu'elle illustre nos précédents propos, les deux phrases soulignées sont essentielles car elles font référence à la doctrine Bush ayant présidé à l'invasion de l'Irak, c'est-à-dire le recours à la guerre préventive et non à la guerre préemptive qui implique que la menace soit au contraire pleinement matérialisée<sup>862</sup>. Manifestement, pour le Président Bush, la dissuasion nucléaire constituait un risque face à des États sans scrupules puisqu'elle impliquait pour les États-Unis d'accepter l'existence d'une menace, matérialisée sous la forme d'un arsenal nucléaire, en espérant que l'État concerné n'en fasse pas usage, l'espérance étant généralement basée sur les capacités militaires américaines réputées dissuasives. Battistella, dans son analyse en termes de culture anarchique, concept emprunté à Wendt<sup>863</sup>, caractérise les actions préventives comme étant symptomatiques de la culture anarchique hobbienne dans laquelle les États se considèrent mutuellement comme des ennemis. Il souligne aussi qu'elles sont irrespectueuses du droit international en ce qu'elles sont fondées sur les seules intentions agressives prêtées aux États ciblés, « intentions que le droit international refuse de prendre en compte<sup>864</sup> ». Nous pouvons considérer dans une certaine mesure que le refus de voir la Corée du Nord et l'Irak devenir des puissances nucléaires sur la base des intentions qu'une telle démarche révélerait, à tout le moins du point de vue américain, comme la politique mise en œuvre à l'égard de l'Irak de Saddam Hussein et ses justifications officielles trouvent leur fondement dans les mêmes

---

<sup>861</sup> G.W. Bush (2002, 1<sup>er</sup> juin), *op. cit.*.

<sup>862</sup> Le droit international reconnaît la légitimité d'une action préemptive face à une menace qui « doit se concrétiser sous forme de mobilisation visible des armées, flottes et forces aériennes préparant une attaque contre un autre État, pour que celui-ci puisse prendre les devants » [D. Battistella (2004). « "Liberté en Irak" ou le retour de l'anarchie hobbienne ». *Raisons politiques*, 13, p. 71, note de bas de page n°38].

<sup>863</sup> Dont l'ensemble de la théorie est présentée dans son ouvrage (1999), *Social theory of international politics*. Cambridge, UK : Cambridge University Press.

<sup>864</sup> D. Battistella (2004), *op. cit.*, p. 71.

représentations et des interpellations similaires à l'égard des États-Unis<sup>865</sup>, nous y reviendrons dans notre deuxième partie.

Enfin, la volonté de l'administration Obama de voir le nombre de puissances nucléaires le plus réduit possible était exprimée parallèlement à la promesse que les États respectant leurs engagements en matière nucléaire « *[would] not be threatened by America's nuclear arsenal* », mais aussi qu'ils « *[would] find greater security and opportunity* »<sup>866</sup>. Cela impliquait toutefois que les États concernés aient confiance en ces promesses, d'une part, et que, contrairement aux administrations américaines qui se représentaient les États-Unis comme devant être une puissance nucléaire au regard de leurs responsabilités, leurs dirigeants ne se représentent pas leur État comme devant également posséder l'arme nucléaire. Cela nécessitait également qu'ils acceptent l'idée que la dissuasion nucléaire fût bonne pour les puissances officiellement nucléaires mais pas pour eux-mêmes. La manière dont le Président Carter rendit hommage en 1977 aux services que l'AIEA

[rendait] au monde en s'efforçant de mettre à la portée de nombreux pays les bienfaits pacifiques de l'énergie nucléaire et de protéger le genre humain des dangers que peut créer un détournement de cette énergie à des fins militaires<sup>867</sup>, alors que les États-Unis étaient la plus grande puissance nucléaire, illustre ce paradoxe. McSweeney a perçu cette contradiction, affirmant que : « *If nuclear deterrence is as good as the five always claimed, then it must be good for others who perceive military threats to their security.*<sup>868</sup> » Enfin, les États concernés devaient aussi admettre que « le contrôle, la limitation et la vérification à l'échelon

---

<sup>865</sup> Interpellations formulées à travers des actes de discours engageants tel que : « *we will not permit the world's most dangerous regimes to threaten us or our friends or our allies with weapons of mass destruction* » [G.W. Bush (2002, 21 février). *Remarks to the Troops at Osan Air Base in Seoul*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64173>].

<sup>866</sup> B. Obama (2010, 8 avril), *op. cit.*

<sup>867</sup> AIEA. J. Carter (1977). « Message du Président Jimmy Carter ». Encadré dans « Conférence internationale sur l'énergie d'origine nucléaire et son cycle de combustible (2-13 mai 1977) ». *Bulletin de l'AIEA*, 19(3), p. 11.

<sup>868</sup> B. McSweeney., *op. cit.*, p. 178.

international de la fabrication des armes nucléaires » fussent « la seule solution permettant d'établir la sécurité dans le monde<sup>869</sup> », alors que les puissances nucléaires officielles assuraient leur propre sécurité grâce à leur arsenal nucléaire. Or, ces idées visiblement paradoxales n'étaient pas argumentées dans la documentation de l'AIEA : davantage que convaincre les États non nucléaires de ne pas s'équiper en armes nucléaires, l'AIEA cherchait à susciter la peur en évoquant les conséquences d'une guerre nucléaire, d'une part, et, d'autre part, en cherchant à établir un « climat de confiance<sup>870</sup> » favorisant l'acceptation des contraintes liées à l'appartenance à l'AIEA en termes de garanties et de contrôle, ainsi que l'inégalité de traitement entre États nucléaires et États non nucléaires.<sup>871</sup>

#### 4.2 Résorber la menace nucléaire

Dans ce contexte d'évolution de la menace nucléaire, les politiques prônées et mises en œuvre par les administrations américaines ont été variées, évoluant notamment au gré de la construction d'une relation de confiance entre les États-Unis et la Russie. Alors que, peu de temps après la fin de la Guerre froide, l'administration Clinton visait à « solder » l'héritage de cette période, favorisant le bilatéralisme russo-américain, l'objectif de l'administration Bush en matière nucléaire était essentiellement associé à ceux de la *War on terror*, tandis que l'administration Obama inscrivait sa politique nucléaire dans sa tentative de redorer le blason américain, en particulier *via* un retour vers le multilatéralisme. Cependant, l'objectif principal de chacune des administrations pouvait être partagé par les autres administrations tout en faisant l'objet de politiques différentes ou occuper une place

---

<sup>869</sup> M. Wrigth (1973). « Traité interdisant les armes nucléaires ». *Bulletin de l'AIEA*, 15(4), p. 18. A ce titre, la mise en place du premier programme d'inspection international fut perçue comme l'une des mesures les plus importantes « pour maintenir la paix et la sécurité internationales » [G. Seaborg, cité par S. Eklund (1965). « L'AIEA va de l'avant ». *Bulletin de l'AIEA*, 7(4), p. 17].

<sup>870</sup> S.W. Cole (1958). « ...L'humanité exige ». *Bulletin de l'AIEA*, 0(1), p. 3.

<sup>871</sup> L'ensemble du passage traitant du rôle de l'AIEA dans la diffusion du paradoxe que constituait l'association de la promotion de la dissuasion nucléaire pour un nombre limité d'Etats et de la lutte contre la prolifération nucléaire est issu de notre communication déjà citée [P. Ségard (2013), *op. cit.*, p. 7-8].

moins centrale. Quoi qu'il en soit, la variété de leurs objectifs permet de comprendre les différences de positionnement des administrations successives à l'égard du TNP et de sa mise en œuvre.

#### 4.2.1 Du bilatéralisme russo-américain issu de la Guerre froide au multilatéralisme

Qu'il se soit agi de le « *address*<sup>872</sup> », « *liquidate*<sup>873</sup> » ou encore « *leave behind*<sup>874</sup> », les trois Présidents américains ont exprimé la volonté d'agir sur « *the legacy of the cold war* » ou « *the legacy of the 20<sup>th</sup> century* ». Leurs représentations de cet héritage comprenant une dimension notable relative aux arsenaux nucléaires russe et américain et à la dissuasion mutuelle qu'ils permettaient, il leur apparaissait légitime de traiter le problème avant tout en partenariat avec la Russie, mais aussi d'occuper la place de leader de la lutte contre la prolifération dans laquelle l'issue de la Guerre froide avait laissé les États-Unis. Les interpellations dont faisaient l'objet les États-Unis et la Russie allaient dans ce sens.

##### 4.2.1.1 Solder l'héritage de la Guerre froide

Au-delà de la responsabilité commune des États-Unis et de la Russie en matière nucléaire que leur octroyaient leurs arsenaux respectifs, le Président Clinton considérait que les deux États avaient aussi « *an excellent opportunity to lead, to work together and to work out some solutions to these problems* », la coopération entre eux ne pouvant que contribuer à les rapprocher et à renforcer leur nouvelle relation vers une « *relationship of mutual assured safety* », plutôt que « *a special relationship of mutual assured destruction* » existant depuis les années 1960<sup>875</sup>. La liquidation de l'héritage passait aussi par l'apaisement de la relation entre les deux

<sup>872</sup> W.J. Clinton (1994, 25 janvier), *op. cit.*

<sup>873</sup> G.W. Bush (2002, 24 mai/a). *The President's News Conference With President Vladimir V. Putin of Russia in Moscow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73310>.

<sup>874</sup> B. Obama (2010, 26 mars). *Remarks on the Strategic Arms Reduction Treaty*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=87679>.

<sup>875</sup> Administration Clinton (1994, 21 septembre), *op. cit.*



anciens adversaires et, partant, du renforcement de sa dimension coopérative. La démarche de l'administration Bush était similaire, puisqu'elle interpellait les États-Unis et la Russie de manière à renforcer leur relation bilatérale, plutôt qu'à améliorer le régime global de lutte contre la prolifération nucléaire. Le Président Obama plaida pour la réduction des arsenaux nucléaires américain et russe comme moyen d'entrer « *into a new era* » et de « *get beyond the cold war* »<sup>876</sup>, mais il insista aussi sur la nécessité de renforcer le régime général de lutte contre la prolifération nucléaire *via* la mise en œuvre des engagements pris par les États-Unis au titre du TNP – voir la prochaine sous-section.

De même, le Président Clinton, considérant que la fin de la Guerre froide constituait une opportunité « *to cut weapons of mass destruction stockpiles while working to prevent lethal weapons and materials from falling into the wrong hands* »<sup>877</sup>, laissait entendre que le contexte de la Guerre froide avait justifié la possession par les États-Unis et l'URSS de considérables arsenaux militaires, particulièrement nucléaires, faisant des armes nucléaires un moyen de défense légitime uniquement pour les grandes puissances dans un contexte spécifique<sup>878</sup>. Ce point de vue justifia la liquidation d'une autre composante de l'héritage de la Guerre froide et de l'Union soviétique : la présence d'armes nucléaires sur le territoire de trois États nouvellement indépendants, l'Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan. Or, le Président Clinton identifia parmi ses « *highest national security priorities (...) to ensure that the breakup of the former Soviet Union did not lead to the creation of new nuclear states* »<sup>879</sup>. Dans ce contexte, une démarche de diminution des arsenaux nucléaires américain et russe fut engagée, en vue de « *continue to denuclearize the*

---

<sup>876</sup> B. Obama (2009, 2 juillet), *op. cit.*

<sup>877</sup> Democratic Party Platforms (1996, 26 août). *1996 Democratic Party Platform*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=29611>.

<sup>878</sup> Les trois administrations successives ont toujours justifié l'existence de l'arsenal nucléaire américain, bien que le Président Obama ait poursuivi une politique de désarmement plus ambitieuse que celle de ses prédécesseurs, nous y reviendrons.

<sup>879</sup> W.J. Clinton (1994, 25 janvier), *op. cit.*

*world*<sup>880</sup> », face à laquelle le programme nucléaire militaire nord-coréen fut particulièrement dénoncé, l'exemplarité américaine étant une fois de plus soulignée. En outre, le Président Clinton initia « *negotiations toward a comprehensive ban on nuclear testing* » et, afin de les faciliter, annonça que les États-Unis « *would suspend [its] testing if all other nuclear states would do the same* »<sup>881</sup>, laissant à la fois entendre qu'un échec en la matière ne pourrait venir de la mauvaise volonté des États-Unis. Cependant, paradoxalement, il considérait que les États-Unis se devaient de montrer la marche à suivre, un rejet du traité d'interdiction des tests nucléaires par le Sénat américain risquant d'avoir un effet négatif sur les autres États, en particulier « *India, Pakistan, China, Russia, Iran*<sup>882</sup> », qui auraient pu interpréter un vote négatif comme « *the green light* » à la prolifération<sup>883</sup>, mais aussi comme le renoncement des États-Unis à être « *the leading advocate of nonproliferation in the world*<sup>884</sup> ». Son objectif était « *to ensure that the fear of nuclear confrontation [would] remain a relic of the past*<sup>885</sup> », mais aussi de « *let the nuclear threat edge more and more and more into history*<sup>886</sup> », articulante encore davantage la menace nucléaire et la peur qu'elle engendrait avec la période passée de la Guerre froide. Il visait aussi à « *keep the number of people in the nuclear club as small as possible and then reduce the nuclear arsenals that they have, including our own*<sup>887</sup> », soit sensiblement le même objectif que celui que poursuivait l'administration Obama. Conformément à son intention « *to reduce the number of nuclear warhead* » de manière à maintenir « *a deterrence and [...] the peace* », le Président Bush s'engagea lui aussi dans une

---

<sup>880</sup> W.J. Clinton (1993, 8 octobre), *op. cit.*

<sup>881</sup> W.J. Clinton (1993, 27 septembre), *op. cit.*

<sup>882</sup> W.J. Clinton (1999, 5 octobre/a). *Remarks on Signing the National Defense Authorization Act for Fiscal Year 2000*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=56650>.

<sup>883</sup> W.J. Clinton (1999, 4 octobre), *op. cit.*

<sup>884</sup> W.J. Clinton (October 5, 1999), *op. cit.*

<sup>885</sup> W.J. Clinton (1994, 14 janvier). *The President's News Conference With President Boris Yeltsin of Russia in Moscow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=50021>.

<sup>886</sup> W.J. Clinton (1996, 22 juillet), *op. cit.*

<sup>887</sup> W.J. Clinton (1994, 19 mai), *op. cit.*

démarche de réduction de l'arsenal nucléaire américain<sup>888</sup>. Toutefois, il présenta sa démarche uniquement comme une manière de liquider « *the cold war legacy of nuclear hostility between [both] countries* », « *friends really don't need weapons pointed at each other* »<sup>889</sup>, et, partant, d'améliorer la relation entre les États-Unis et la Russie, non comme une façon pour les États-Unis de respecter leurs engagements dans le cadre du TNP. De surcroît, il soutint parallèlement de nouvelles recherches visant à intégrer à l'arsenal nucléaire américain de plus petites armes nucléaires davantage susceptibles d'être utilisées en raison de leur impact plus restreint<sup>890</sup> et justifiées par la nature différente des nouveaux adversaires des États-Unis :

*We worry about terrorist states and terrorist networks that might not be deterred by our nuclear forces. To deal with such adversaries, we need a new approach to deterrence. This approach combines deep reductions in offensive nuclear forces with new, advanced conventional capabilities and defenses to protect free people from nuclear blackmail or attack.*<sup>891</sup>

D'après le candidat démocrate malheureux aux élections présidentielles de 2004, John Kerry, cette démarche avait envoyé un message contradictoire aux autres États<sup>892</sup>. En clair, celle-ci ne témoignait pas d'une réelle volonté de désarmer les États-Unis mais plutôt du choix de s'adapter à un contexte international et à des menaces renouvelés. A l'inverse de la démarche du Président Obama, la réduction de l'arsenal nucléaire américain menée par l'administration Bush ne s'inscrivait pas dans une interpellation des États-Unis comme devant être respectueux de leurs obligations au titre du TNP, mais dans une interpellation fondant la nécessité pour les États-Unis de faire évoluer leur armement face à leurs adversaires. En ayant interpellé uniquement des puissances nucléaires comme légitimes parties prenantes à

---

<sup>888</sup> En témoigne l'accord conclu avec la Russie sur le sujet [G.W. Bush (2002, 24 mai/a), *op. cit.*].

<sup>889</sup> *Loc. cit.*

<sup>890</sup> G.W. Bush (2002, 13 mars), *op. cit.*

<sup>891</sup> G.W. Bush (2007, 23 octobre). *Remarks at the National Defense University*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75953>.

<sup>892</sup> G.W. Bush (2004, 30 septembre). *Presidential Debate in Coral Gables, Florida*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=72770>.

l'élaboration d'une politique nucléaire mondiale<sup>893</sup>, les administrations Clinton et Bush faisaient d'elles les uniques récipiendaires du droit d'en décider et légitimaient les choix américains en matière nucléaire, quels qu'ils fussent<sup>894</sup>. En soulignant d'ailleurs le succès de la coopération des États-Unis avec la Russie et la Chine en matière de lutte contre la prolifération nucléaire, les deux administrations faisaient de la non-prolifération nucléaire un sujet ne devant pas être source de différends au niveau international, les puissances les plus importantes parvenant à se mettre d'accord, et révélateur de représentations communes.

Pour autant, la coopération bilatérale avec la Russie en matière de lutte contre la prolifération nucléaire ne put être reproduite dans le domaine de la défense anti-missile, contrairement au souhait des administrations américaines successives. La Corée du Nord, l'Iran et l'Irak étaient vus comme posant des « *emerging missile threats*<sup>895</sup> » par le Président Clinton, puis comme des « *ballistic missile challenges of the 21<sup>st</sup> century*<sup>896</sup> » par le Président Obama, justifiant selon eux, mais aussi selon le Président Bush, l'installation d'un système anti-missile en Europe. Si les administrations américaines ont toutes souhaité associer la Russie au projet de système de défense anti-missile, celui-ci a cependant contribué à un regain de tensions entre les deux États, accentuant pour les États-Unis la nécessité de recourir davantage au multilatéralisme qu'au bilatéralisme en matière nucléaire.

---

<sup>893</sup> La Chine par exemple [W.J. Clinton (1998, 19 juin/a). *Interview With Chinese Journalists*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=56171>].

<sup>894</sup> Et mettaient en œuvre un « minilatéralisme », selon l'expression de Devin, plutôt qu'un réel multilatéralisme (.

<sup>895</sup> W.J. Clinton (2000, 16 mars), *op. cit.*

<sup>896</sup> B. Obama (2009, 6 juillet/a). *The President's News Conference With President Dmitry A. Medvedev of Russia in Moscow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86378>.

#### 4.2.1.2 Multilatéralisme et désarmement

Les administrations américaines ont généralement lié la problématique nucléaire à la relation que le ou les pays concernés entretenaient soit avec les États-Unis soit avec la « communauté internationale » et réciproquement : l'administration Clinton faisait de son traitement une dimension majeure des relations bilatérales mutuelles des États-Unis, non seulement avec la Russie, mais aussi avec l'Inde et le Pakistan<sup>897</sup> ; l'administration Bush la présentait comme un obstacle prépondérant dans les relations que les États concernés entretenaient avec la « communauté internationale », les États-Unis n'étant pour leur part pas en cause ; tandis que l'administration Obama rétablissait une forme de réciprocité en en soulignant le poids dans les relations que les États-Unis eux aussi entretenaient avec la « communauté internationale ». Si la position de l'administration Clinton favorisa des règlements bilatéraux ou dans lesquels les États-Unis avaient un poids primordial, les positions respectives des administrations Bush et Obama témoignèrent de représentations distinctes du multilatéralisme. L'administration Bush fit du multilatéralisme un moyen de légitimation de ses positions et de son recours une preuve de l'exemplarité américaine – puisque les membres de la « communauté internationale » acceptaient de coopérer avec les États-Unis, cela signifiait qu'ils estimaient que les États-Unis n'avaient rien à se reprocher. Quant à l'administration Obama, elle associa le multilatéralisme à une vision renouvelée de l'exemplarité américaine, particulièrement en matière nucléaire. Alors que les administrations Clinton et Obama plaidèrent pendant leur mandat en faveur d'une ratification par les États-Unis du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, les Républicains combattirent cette idée, soit en votant contre la ratification sous l'administration Clinton, soit en ne l'envisageant même pas sous les deux administrations Bush, le considérant comme « *another anachronism of obsolete*

---

<sup>897</sup> S. Berger (1998, 21 septembre), *op. cit.*

*strategic thinking*<sup>898</sup> ». Cette position témoignait du manque de crédit accordé aux outils du multilatéralisme qu'étaient les traités internationaux et les institutions en charge de leur application et permet de comprendre l'absence de volontarisme en matière de désarmement nucléaire et la priorité accordée à la lutte contre la prolifération dans la démarche multilatérale de l'administration Bush<sup>899</sup>.

En revanche, l'un des objectifs de politique étrangère du Président Obama fut de restaurer l'image des États-Unis telle qu'elle était et qui avait disparu selon lui, afin de « *renew American leadership in the world*<sup>900</sup> », mais aussi parce que la manière dont les États-Unis étaient vus « *in the world [had] consequences for [its] national security*<sup>901</sup> ». Dans les deux cas, la restauration de l'image des États-Unis par « *the removal of skepticism and distrust in world opinion [was] (...) not an end* » mais « *a means* »<sup>902</sup>. Or, la capacité des États-Unis « *to remain a world leader* » dépendait également de leur capacité « *to work cooperatively and to lead* », en particulier dans certaines régions du monde comme l'Asie-Pacifique<sup>903</sup>. L'exemplarité des États-Unis, pour l'administration Obama, devait passer par la satisfaction de l'ensemble de leurs obligations, y compris celles induites par leur adhésion au TNP, nous y reviendrons. C'est en ce sens que le Président Obama, dès son arrivée au pouvoir, ré-engagea les États-Unis dans une démarche de désarmement, en proposant à la Russie d'ouvrir des négociations sur le sujet. Il présenta sa démarche comme un gage d'exemplarité de la part des États-Unis, leur permettant ainsi d'accroître leur légitimité à exiger de la part des autres États signataires du TNP, en particulier l'Iran, de respecter leur part de l'accord. A ce titre, il estimait que « *just as [the United States] meet [its]*

---

<sup>898</sup> Republican Party Platforms (2000, 31 juillet). *2000 Republican Party Platform*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=25849>.

<sup>899</sup> G.W. Bush (2004, 2 juin), *op. cit.*

<sup>900</sup> Administration Obama (2010, 20 septembre), *op. cit.*

<sup>901</sup> B. Obama (2012, 23 mai), *op. cit.*

<sup>902</sup> R. Gibbs (2010, 7 septembre), *op. cit.*

<sup>903</sup> B. Obama (2011, 9 novembre). *Press Briefing Previewing the President's Trip to Hawaii, Australia and Indonesia*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=97015>.

*responsibilities, so must other nations, including Iran and North Korea* », la Russie, les États-Unis, la Corée du Nord et l’Iran étant ici mis sur le même plan, celui d’États devant prendre leurs responsabilités pour lutter contre la prolifération nucléaire et agir en faveur du désarmement<sup>904</sup>.

Pour autant, l’idée selon laquelle la Corée du Nord et l’Iran ne devaient en aucun cas se doter de l’arme nucléaire restait prégnante, les deux États et les terroristes étant renvoyés dos à dos<sup>905</sup>. La démarche de l’administration Obama visait ainsi également à rendre « *clear to the world that [...] the problem here [was] not the United States, it [was] Iran and Iranian behavior*<sup>906</sup> », les États-Unis respectant leurs engagements en matière nucléaire : alors que, pour l’administration Bush, il allait de soi que le différend opposant la Corée du Nord et l’Iran aux États-Unis ne relevait pas de la responsabilité de ces derniers, l’administration Obama considérait que les États-Unis devaient étayer cette affirmation par des mesures concrètes. De manière générale, la sécurité nucléaire, non des seuls États-Unis, mais de l’ensemble du monde, passait par le renforcement des traités et, partant, du régime de non-prolifération nucléaire. A travers sa volonté de renforcement des traités, l’administration Obama défendit la coopération multilatérale institutionnalisée, estimant qu’elle était davantage en capacité de défendre la non-prolifération de l’arme nucléaire dès lors que les États-Unis étaient de nouveau sur la voie du désarmement nucléaire prévu par le TNP au même titre que la lutte contre la prolifération nucléaire. En cela, elle affirma qu’une « *new international norm [was] emerging* », constatant que « *[t]reaties [were] binding, rules [would] be enforced, and violations [would] have consequences* »<sup>907</sup>. Si, nous l’avons vu, l’administration Bush jugeait le régime de non-prolifération

<sup>904</sup> B. Obama (2009, 26 septembre). *The President's Weekly Address*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86683>.

<sup>905</sup> Administration Obama (2010, 26 mars), *op. cit.*

<sup>906</sup> J. Carney (2012, 20 janvier), *op. cit.*

<sup>907</sup> B. Obama (2012, 26 mars). *Remarks at Hankuk University of Foreign Studies in Seoul*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=100382>.

nucléaire imparfait, elle n'a cependant pas cherché à l'améliorer, pariant davantage sur la force persuasive des sanctions, en particulier à l'égard de l'Iran, nous y reviendrons. La démarche de renforcement de ce régime a en revanche été l'une des pierres angulaires de la stratégie de l'administration Obama à l'égard de l'Iran et de la Corée du Nord, pour les convaincre d'abandonner leur programme nucléaire militaire, reconnu ou supposé, mais également l'une de ses priorités en termes de politique étrangère :

*one of our top priorities is to strengthen the global non-proliferation regime and keep nuclear materials out of the wrong hands. The new START treaty demonstrates our commitment to making progress toward disarmament under the nuclear non-proliferation treaty, the so-called NPT.*<sup>908</sup>

Pourtant, le TNP était un outil de lutte contre la prolifération nucléaire décrié ou malmené dans son application, tant par les administrations américaines que par les autres gouvernements, en particulier nord-coréen et iranien.

#### 4.2.2 Le TNP, (il)légitime outil de lutte contre la prolifération nucléaire

Le TNP était problématique tant en sa qualité de traité international qu'en ses dispositions et son application. La question de sa légitimité s'en trouvait posée, tandis que celle de la légitimité de la possession de l'arme nucléaire par quelques États et pas par d'autres se posait avant même l'institution de ce que Walker appelle « *an effective nuclear order*<sup>909</sup> ».

##### 4.2.2.1 Le paradoxe du TNP en tant que traité international

En tant que traité international, dès lors que tous les États n'en étaient pas membres, le TNP posait la question de leur égalité<sup>910</sup>. Hjorth comprend l'égalité « *as a normative principle that is supposed to regulate the relations of states or other*

<sup>908</sup> Administration Obama (2010, 26 mars), *op. cit.*

<sup>909</sup> W. Walker (2000), *op. cit.*, p. 706.

<sup>910</sup> Le droit, dont participent les traités internationaux, « repose sur les principes d'égalité (entre États dits « civilisés » exclusivement), de neutralité (indifférence du droit international à l'égard des régimes politiques internes) et d'intégrité territoriale. » [A. Geslin (2013). Le droit international. Dans T. Balzacq et F. Ramel (dir.). *Traité de relations internationales*. Paris : Presses de Sciences Po, p. 614].



*units* », basé sur une « *common descriptive property* »<sup>911</sup>. En cohérence avec notre cadre théorique, nous amendons sa proposition en basant le principe normatif qu'est l'égalité sur une communauté d'articulations et d'interpellations discursives dont feraient l'objet les États et qui affecterait le traitement qu'ils recevraient : par exemple, la Corée du Nord et l'Iran auraient dû être traités de la même manière eu égard à leur programme nucléaire en raison de leur appartenance au TNP<sup>912</sup>, ou encore en raison de leur statut de *rogue states*. L'égalité pouvait donc tout aussi bien découler de propriétés objectives<sup>913</sup> – le fait d'être signataire du TNP – que de qualités prêtées par les administrations américaines aux États-Unis et autres États, l'égalité impliquant au moins deux agents. Pour autant, la communauté d'articulations et d'interpellations fondant l'égalité de traitement des États en matière nucléaire – y compris des États non membres du TNP – a varié d'une administration américaine à une autre. Autrement dit, les actes de langage directifs selon lesquels ni la Corée du Nord ni l'Iran ne devaient être des États nucléaires étaient alimentés par des articulations et des interpellations différentes en fonction des administrations ou, plutôt, ces dernières ont mis l'accent sur des articulations et des interpellations que pouvaient n'avoir que peu employées les administrations précédentes. De surcroît, elles étaient différentes des articulations et interpellations dont faisaient l'objet d'autres États non-membres du TNP et possédant l'arme nucléaire. Dans un cas comme dans l'autre, le respect du régime de non-prolifération nucléaire en général et du TNP en particulier n'était pas forcément érigé en motif prépondérant du refus des États-Unis et de la « communauté internationale » de voir les États concernés être ou devenir des puissances nucléaires.

---

<sup>911</sup> R. Hjorth (2011). « Equality in the theory of international society: Kelsen, Rawls and the English School ». *Review of International Studies*, 37(5), p. 2586, souligné dans l'original.

<sup>912</sup> Hjorth donne l'exemple suivant : « *Spain and Finland should be treated equally with regard to membership in the UN because both units are sovereign states.* » (*ibid.*, p. 2587).

<sup>913</sup> Auxquelles les dirigeants américains associaient évidemment des significations subjectives. Si l'appartenance à un traité est une donnée objective, elle n'a cependant pas de sens en dehors de l'intersubjectivité des agents.

Pour l'ensemble des administrations américaines, la violation des engagements pris par la Corée du Nord et par l'Iran au titre de leur adhésion au TNP constituait un signal bien plus dangereux que celui envoyé par les États n'ayant jamais adhéré au TNP et ayant développé leur programme nucléaire militaire. Les États ayant signé le TNP et le violant étaient conséquemment présentés comme envoyant un signal plus négatif que les États n'ayant jamais signé le TNP et développé un programme nucléaire militaire, puisque la violation d'un traité par un État pouvait laisser présager d'autres violations de traités et diminuait la capacité des autres États à lui faire confiance et à coopérer avec lui ultérieurement<sup>914</sup>. D'autant plus que le TNP était présenté comme un traité central en termes d'intégration à la « communauté internationale ». Dans le cas de la Corée du Nord, son adhésion n'était pas interprétée par l'administration Clinton seulement comme une manière de s'engager « *to join the nonproliferation group* », à ne pas « *make atomic weapons* » et à se laisser inspecter, mais aussi « *to reach out to the rest of the world, not withdraw from it* ». Il s'agissait également de partager une « *way of thinking* », à savoir une façon spécifique de penser le monde et d'y interagir et des représentations communes. A ce titre, la décision de la Corée du Nord de ne pas laisser l'AIEA inspecter ses installations nucléaires était vue par les membres de l'administration Clinton comme une façon de « *move in the other way* » par rapport à la Russie et la Chine qui « *[had] both changed* » et « *[had] moved closer to [the American] way of thinking* ». <sup>915</sup> En ce sens, le Président Clinton déplaçait l'objet du désaccord entre les États-Unis et la « communauté internationale », d'une part, et la Corée du Nord, d'autre part, du programme nucléaire militaire nord-coréen à l'intégration ou non de la Corée du

---

<sup>914</sup> C'est ce qu'affirmait Ari Fleischer, se basant sur le cas de la Corée du Nord : « *Once a sovereign nation gives its word as part of an agreement, it's very important for that nation to live up to its agreement, otherwise it makes it harder to enter into future agreements.* » [A. Fleischer (2002, 3 novembre). *Press Gaggle by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=45938>].

<sup>915</sup> W.J. Clinton (1994, 5 juin/b). *Interview With Wolf Blitzer of CNN*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=50291>.

Nord au sein de la « communauté internationale »<sup>916</sup>. La problématique nucléaire était en effet présentée comme symptomatique d'un comportement général déviant à l'égard des normes internationales, ce qui n'était pas le cas d'États tels que le Pakistan et l'Inde<sup>917</sup>. En ce sens, l'annonce du retrait de la Corée du Nord du TNP en 1993 fut interprétée par le Président Clinton comme le fait que les Nord-Coréens « *[were] going to put themselves outside the family of nations seeking to contain nuclear weapons*<sup>918</sup> », ce qui représentait « *a very serious situation because North Korea [had] agreed to be a nonnuclear state, to follow nonproliferation policies*<sup>919</sup> ». La violation de l'un de ses engagements jetait le discrédit sur l'ensemble de ses engagements, les États-Unis s'attendant à ce que « *the commitment that North Korea made to be a nonnuclear state to be honored*<sup>920</sup> ». Ce que l'administration Clinton demandait aux Nord-Coréens était de « *keep their word* » en mettant en œuvre « *the requirements of the NPT to which North Korea voluntarily pledged its allegiance* »<sup>921</sup>, justifiant sa demande par l'interpellation suivante :

*when you become a member of one of these international organizations and you assume the responsibilities of membership, then you have to honor those responsibilities.*<sup>922</sup>

---

<sup>916</sup> Ce que firent aussi les administrations Bush et Obama.

<sup>917</sup> Le Président Clinton usait en effet d'interpellations explicites à l'égard de la Corée du Nord et du comportement qu'elle aurait dû adopter : « *the ultimate sanction is going to be for them to decide what kind of country they want to be. (...) Everybody is saying, "Come on and be part of this world. Don't withdraw and be part of a dark future."* » [W.J. Clinton (1994, 5 juin/c). *Interview With Tom Brokaw of NBC News*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=50294>]. Il établissait également des articulations claires entre la conformité du comportement extérieur de Corée du Nord, les attentes des membres de la « communauté internationale » et sa situation interne et celle de son peuple : « *[S]hould it be a country that is in harmony with its neighbors and friends, using the industry and ability of its people to strengthen trade and commerce and the personal development of its people?* » [W.J. Clinton (1994, 1<sup>er</sup> juillet), *Interview With Foreign Journalists*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=50437>].

<sup>918</sup> W.J. Clinton (1993, 24 mars), *op. cit.* Quant au Président Bush, il plaçait la nécessité de la non-prolifération sur le plan de la civilisation à travers l'interpellation suivante : les États civilisés luttent nécessairement contre la prolifération [G.W. Bush (2004, 11 février), *op. cit.*].

<sup>919</sup> W.J. Clinton (1994, 3 mai), *op. cit.*

<sup>920</sup> *Loc. cit.*

<sup>921</sup> W.J. Clinton (1994, 4 juin), *op. cit.*

<sup>922</sup> W.J. Clinton (1994, 1<sup>er</sup> juillet), *op. cit.*

L'administration Clinton faisait du revirement nord-coréen un danger plus grand que la cohérence indienne ou pakistanaise de ne pas signer le TNP et de se doter de l'arme nucléaire, le Président Clinton affirmant faire confiance aux Indiens et aux Pakistanais<sup>923</sup>, alors que le résultat matériel était le même. Une analyse en termes d'intersubjectivité nous paraît encore une fois particulièrement pertinente parce que le danger provenait de la rupture du comportement nord-coréen au regard des attentes et des représentations des dirigeants américains et non du programme nucléaire militaire nord-coréen en tant que tel. Alors que les administrations américaines ont accepté que le Pakistan et l'Inde se placent dans une position similaire à celle des États-Unis (en particulier l'Inde qui, en dépit de son arsenal nucléaire et de la réalisation d'essais nucléaires, « *had been a strong advocate of a 'global nuclear disarmament' and had always professed a desire to work towards a 'nuclear-free world'*<sup>924</sup> »), elles ont refusé que la Corée du Nord se dote de l'arme nucléaire y compris une fois sortie du TNP. En acceptant *in fine* le caractère nucléaire de l'Inde et du Pakistan et en ne les sanctionnant que peu ou plus à ce titre, les administrations américaines en ont fait les égaux des États-Unis : les États-Unis, l'Inde et le Pakistan devaient être traités de la même manière eu égard à leur caractère nucléaire parce qu'ils étaient des États responsables en matière de prolifération nucléaire. Le TNP n'était alors absolument pas mobilisé dans une quelconque articulation ou interpellation vis-à-vis de l'Inde et du Pakistan, sa légitimité s'en trouvant entamée, y compris pour les États qui en étaient signataires, *a fortiori* pour les États qui s'en émancipaient. En cela, le TNP, comme d'autres traités internationaux, était problématique, puisque son efficacité ne reposait que sur l'acceptation des États de contraindre leur souveraineté<sup>925</sup> et que, en dehors du cadre qu'il établissait, les États pouvaient mener les politiques qu'ils souhaitaient. Pour leur part, les États non signataires du TNP, en refusant initialement

---

<sup>923</sup> W.J. Clinton (2000, 21 mars), *op. cit.*

<sup>924</sup> L. Varadarajan (2004). « Constructivism, Identity and Neoliberal (In)security ». *Review of International Studies*, 30(3), p. 329.

<sup>925</sup> Dans le cas du TNP, les États non nucléaires acceptaient de « *give up their sovereign rights to develop, hold and use such weapons in return for economic, security and other benefits* » [W. Walker (2000), *op. cit.*, p. 706].

de se lier, paraissaient avoir choisi dès le départ la transparence<sup>926</sup> : c'est d'ailleurs le manque de transparence de l'Iran qui lui était explicitement reproché et qui fondait son caractère menaçant<sup>927</sup>. Est-ce à dire qu'il était préférable de ne pas signer les traités pour ne pas avoir à les violer et pouvoir ne pas les respecter puisque n'étant pas tenu de le faire, plutôt que de signer les traités puis de les violer ? Pour les administrations américaines, la parole donnée et la transparence prévalaient sur l'adhésion à un traité. La préoccupation principale de l'administration Clinton au moment où la Corée du Nord refusa d'ouvrir ses sites nucléaires aux inspecteurs de l'AIEA était d'ailleurs, tout en admettant que « *there [would] always be some uncertainty* », de « *minimize that uncertainty* », considérant que « *the more transparency [had] into the program, the less uncertainty [it would] have* »<sup>928</sup>. Par ailleurs, les États ayant d'abord refusé d'adhérer au TNP, puis l'ayant finalement rejoint, avaient pour eux d'avoir suivi un processus allant dans la bonne direction, c'est-à-dire celle attendue par les dirigeants américains et par les membres de la « communauté internationale ». Sur la scène internationale, et dans le domaine nucléaire à plus forte raison, les États étaient invités à être transparents, quelles que fussent leurs intentions, le fait de ne pas être signataire du TNP étant une forme de transparence en soi : davantage encore que les mauvaises intentions, les administrations américaines craignaient les mauvaises intentions dissimulées. La distinction établie par l'administration Bush entre la Corée du Nord et l'Inde reposait

---

<sup>926</sup> Le cas d'Israël, détenteur seulement supposé de l'arme nucléaire, est évidemment à considérer à part de ceux de l'Inde et du Pakistan.

<sup>927</sup> « *Iran is a threat to peace. And they're a threat to peace because they have been nontransparent.* » [G.W. Bush (2008, 4 janvier/a). *Interview With Foreign Print Media*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=76255>].

<sup>928</sup> Administration Clinton (1993, 23 novembre). *Background Briefing by Senior Administration Officials*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59997>. La continuité des inspections de l'AIEA devait permettre de réduire l'incertitude pesant sur la nature des installations nucléaires dont disposait la Corée du Nord et, en ce sens, constituait un élément clé du système de lutte contre la prolifération nucléaire [W.J. Clinton (1993, 6 décembre). *The President's News Conference With Prime Minister Felipe Gonzalez of Spain*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46207>].

au demeurant sur l'opacité de l'une et sur la transparence de l'autre en matière nucléaire, mais aussi sur la manière dont elles avaient mené leur programme nucléaire militaire, menaçante ou non<sup>929</sup>.

Les États signataires pouvaient néanmoins regretter que les États non signataires du TNP n'y aient pas adhéré ou aient un comportement le mettant en danger<sup>930</sup>, voire leur imposer des sanctions, comme le firent les États-Unis à l'égard du Pakistan, notamment *via* l'amendement Pressler. Constatant que le régime de sanctions adopté à l'égard du Pakistan ne produisait pas les effets escomptés et n'espérant probablement plus qu'il finirait par ratifier le TNP<sup>931</sup>, le Président Clinton envisagea une autre stratégie compatible avec les représentations positives qu'il avait par ailleurs à l'égard du Pakistan. La nouvelle stratégie consista en la construction de « *a stronger relationship with a secure, more prosperous Pakistan* » et visait à supprimer toute « *exception in our policy for anyone* ». L'amendement Pressler, « *directed only against Pakistan* » et conditionnant l'assistance économique qui lui serait offerte à la capacité du Président américain de garantir que le pays ne possédait ni ne produisait d'arme nucléaire, fut conséquemment supprimé afin d'engager une autre relation avec

---

<sup>929</sup> « *Now, there is a significant difference and a noteworthy difference between India and North Korea. India has pursued its program in such a way as not to be a threat of provocation to its neighbors. (...) It did it in a transparent and non-threatening way. North Korea, meanwhile, not only defied the express wishes of its neighbors and others in the neighborhood, it also fired missiles as a provocation, without warning, to others, and therefore, has created the diplomatic activity that you now see.* » [T. Snow (2006, 10 juillet). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60197>].

<sup>930</sup> Le comportement « *in flagrant violation of its international obligations* » de la Corée du Nord, alors qu'elle n'était alors plus membre du TNP, était accusé de « *[undermine] the global non-proliferation regime* » [J. Carney (2012, 12 décembre). *Press Briefing by Press Secretary Jay Carney*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=102753>].

<sup>931</sup> L'objectif affiché du Président Clinton était pourtant de voir « *everybody to be a member of the nonproliferation regime* » [W.J. Clinton (1995, 4 avril). *The President's News Conference With Prime Minister John Major of the United Kingdom*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=51186>].

ce dernier.<sup>932</sup> Une relation plus privilégiée était présentée comme une opportunité d'avoir une plus grande prise sur les décisions des dirigeants pakistanais. Alors que cet amendement constituait une manière formelle et institutionnelle de pallier la non-adhésion du Pakistan au TNP et pouvait être vu comme contribuant au régime de non-prolifération nucléaire, sa suppression participait, d'une part, à la légitimation de la position pakistanaise et, d'autre part, de la prépondérance des relations bilatérales qu'entretenaient les États-Unis avec les États<sup>933</sup> au détriment du régime de non-prolifération nucléaire international. La position des administrations américaines consistant à refuser à la Corée du Nord et à l'Iran le droit de se doter de l'arme nucléaire mais à tolérer que le Pakistan, l'Inde<sup>934</sup> et très certainement Israël en disposent allait à l'encontre de l'égalité même des États et de la non-prise en compte par le droit international des intentions prêtées aux États.

Pour sa part, l'administration Bush estimait que le fait que l'Iran fût signataire de la Convention sur les armes biologiques et de son protocole d'application témoignait de leur faiblesse, alors que l'Iran « *[was] known to be producing biological weapons* ». Par conséquent, son adhésion au régime d'interdiction des armes biologiques ne pouvait que se comprendre par le fait que le régime « *[was] so flimsy that [Iran could] cheat [its] way right through it* » et que le protocole d'application de la Convention « *[was] not worth the paper that it [was] written on* ». <sup>935</sup> La position de l'administration Bush peut paraître paradoxale parce qu'elle induisait qu'il aurait été préférable pour la force du régime de non-prolifération nucléaire que les États susceptibles de le violer n'y adhèrent pas, faisant du régime un outil de

---

<sup>932</sup> W.J. Clinton (1995, 11 avril). *The President's News Conference With Prime Minister Benazir Bhutto of Pakistan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=51220>.

<sup>933</sup> Y compris avec la Corée du Nord et avec l'Iran, mais avec des conséquences différentes.

<sup>934</sup> L'administration Clinton estimait que les cas de l'Inde et du Pakistan n'étaient pas désespérés, invoquant l'exemple d'États ayant finalement renoncé à l'arme nucléaire après avoir initié un programme nucléaire militaire [Administration Clinton (1998, 17 mai), *op. cit.*].

<sup>935</sup> A. Fleischer (2001, 27 juillet). *Press Briefing by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=47549>.

communication et d'affichage plutôt que de contrainte et de changement. Elle posait la question du périmètre d'adhésion et d'application d'un régime en termes de ce qui aurait été souhaitable voire optimal pour son efficacité : un traité, voire le droit international de manière générale, entérine-t-il une situation existante – le fait de ne pas produire ni d'utiliser des armes biologiques – ou contribue-t-il à modifier les comportements – aller vers un arrêt de la production et de l'usage des armes chimiques ? Elle questionnait aussi le principe même des traités et de leur (in)capacité à être associés à un mécanisme effectif de surveillance et de vérification de la conformité des pratiques de leurs signataires<sup>936</sup>.

En outre, en présentant l'acquisition d'armes de destruction massive par les *rogue states* comme « *[o]ne of the worst things that could possibly happen to freedom-loving people* »<sup>937</sup>, le Président Bush mettait en avant la nature de l'État possédant l'arme, en contradiction avec la neutralité du droit international qui aurait pourtant pu fonder la politique américaine en matière de non-prolifération. A l'inégalité créée de fait par le TNP entre les puissances nucléaires officielles et les autres États signataires non autorisés à se doter de l'arme nucléaire, l'administration Bush ajoutait une inégalité entre les États en fonction des représentations américaines à leur égard. Le Président Obama n'agissait pas autrement lorsqu'il expliquait pourquoi la Corée du Nord ne devrait pas être une puissance nucléaire, ses explications ne relevant pas du droit international mais s'appuyant uniquement sur la réputation et sur le comportement de la Corée du Nord<sup>938</sup>. Il laissait ainsi entendre qu'un État ayant eu un comportement différent aurait au contraire pu être autorisé à devenir une puissance nucléaire, faisant résider le ressort décisionnel dans la confiance que les autres États

---

<sup>936</sup> Sur la base de l'exemple iranien, l'administration Bush remet en cause la capacité de l'AIEA ou de toute autre organisation nationale à surveiller les activités nucléaires d'États décidés à les dissimuler et ce à l'occasion de la découverte du programme nucléaire iranien au début de l'année 2003 [A. Fleischer (2003, 10 mars), *op. cit.*].

<sup>937</sup> G.W. Bush (2002, 16 février/a). *Remarks to the Troops at Elmendorf Air Force Base in Anchorage, Alaska*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73257>.

<sup>938</sup> B. Obama (2009, 16 juin), *op. cit.*



accordaient à l'État concerné – dès lors qu'il n'était pas signataire du TNP – et non dans un quelconque régime international<sup>939</sup>. Cette position, de notre point de vue, était aussi susceptible de mettre en danger le régime de non-prolifération nucléaire, puisqu'elle entérinait l'existence d'un deuxième cadre tolérant voire légitimant la possession de l'arme nucléaire et reposant sur les seules représentations des États-Unis et de leurs amis. Pour autant, le Président Obama défendait l'idée qu'aucun double standard n'était à l'œuvre dans le domaine nucléaire, réfutant toute accusation selon laquelle la Corée du Nord et l'Iran n'auraient pas disposé des mêmes droits que les autres dans le cadre du TNP<sup>940</sup>, nous y reviendrons.

La qualification de la politique du Président Clinton en matière de lutte contre la prolifération nucléaire de « *filled with inconsistencies* » par un journaliste aurait finalement pu être appliquée à la politique des administrations américaines successives en matière nucléaire, compte tenu de la géométrie variable avec laquelle elle semblait élaborée et de la variété des exigences qui en découlaient selon les États concernés et dès lors que les représentations intersubjectives n'étaient pas considérées comme fondant la cohérence d'une politique. Dans le cas du Président Clinton, alors qu'il voulait « *to stop Russia from building a nuclear reactor in Iran* », « *to ease sanctions against Pakistan* » pourtant accusé de développer des armes nucléaires, que l'Égypte signe le TNP, ainsi que « *all other states in the area* », il « *never [tried] to persuade Israel, which [did] have a nuclear arsenal, to sign the treaty* ». A la demande d'explications du journaliste, le Président Clinton invoqua le comportement iranien, justifiant selon lui le fait de lui fournir la « *increased capacity to develop nuclear fuel and technology for other purposes* », mais aussi la nécessité de revoir la politique américaine à l'égard du Pakistan en vue de faire des États-Unis « *a stronger*

---

<sup>939</sup> Ce que confirme d'ailleurs cette déclaration d'Hillary Clinton : « *Then the Non-Proliferation Treaty in May takes it one step further, about how do we bring the non-proliferation regime into the 21<sup>st</sup> century, when we know (...) states that (...) don't have the confidence of the international community in their ambitions, like Iran and North Korea, are also pursuing nuclear weapons.* » [Administration Obama (2010, 26 mars), *op. cit.*, nous soulignons].

<sup>940</sup> « *[T]here is no double standard at play here.* » [B. Obama (2010, 9 juin), *op. cit.*].

*force for peace and reconciliation [...] in the area* ». <sup>941</sup> S'il ne répondit pas sur le cas de l'arsenal nucléaire israélien, ce qui était généralement le cas des Présidents américains interrogés sur le sujet, il est possible de comprendre la politique de l'administration Clinton et des administrations suivantes au regard des représentations de leurs membres à l'égard de l'ensemble des États mentionnés par le journaliste, plutôt qu'à l'aune de leur positionnement vis-à-vis du régime de non-prolifération nucléaire.

#### 4.2.2.2 Le TNP, traité intrinsèquement inégalitaire

Le TNP était bâti sur un double standard explicite, différenciant les puissances nucléaires et les autres États, seules les premières étant autorisées à détenir l'arme nucléaire, et contribuant à reproduire une configuration datant des années 1960 : pour Walker, le TNP était « *a normative order, albeit an order that reflected the interests and the technological and structural features of the time* », reposant sur « *a managed system of deterrence, and a managed system of abstinence* » <sup>942</sup>, les pays concernés par chacun des deux systèmes étant cependant distincts, nous l'avons vu. Les États étaient distingués en deux catégories, mais également les régions, certaines d'entre elles devant, du point de vue des administrations américaines, être exemptes de toute arme nucléaire. Le TNP fondait en cela deux mondes – « *one where nuclear arms could be deployed and deterrence could operate; the other where nuclear arms and nuclear deterrence were disallowed* » <sup>943</sup> – distinction qui n'apparaît pas comme légitime en raison de la configuration historique de l'ordre international en termes de puissance à laquelle elle renvoie. Walker souligne justement la grande difficulté avec laquelle « *this inherently inequitable order [could] acquire international legitimacy and thereby gain broad allegiance* » <sup>944</sup>. La légitimité du TNP, en particulier aux yeux des dirigeants des États ne disposant pas de l'arme nucléaire, reposait sur l'équilibre

<sup>941</sup> W.J. Clinton (1995, 4 avril), *op. cit.*

<sup>942</sup> W. Walker (2000), *op. cit.*, p. 703.

<sup>943</sup> *Ibid.*, p. 707.

<sup>944</sup> *Ibid.*, p. 708.

établi entre les États nucléaires et les États non nucléaires, issu de ce que le Président Obama appelait le « *basic bargain*<sup>945</sup> », le renoncement des uns à l'arme nucléaire étant contrebalancé par l'engagement des autres à poursuivre un désarmement nucléaire total. En cela, « *the famous Article VI of the NPT may have been vague, but its intent was unambiguous*<sup>946</sup> ». Toutefois, la manière dont les deux premiers présidents américains dont nous étudions la politique étrangère présentaient le TNP avait la fâcheuse tendance de se focaliser uniquement sur la première dimension et d'oublier la seconde. Non, qu'ils ne procédèrent pas à un désarmement nucléaire partiel, mais ils n'articulèrent pas la démarche au TNP et à son pendant relevant de la responsabilité des États non nucléaires<sup>947</sup>, mais plutôt à la bonne volonté des États-Unis et de la Russie en raison de la fin de la Guerre froide<sup>948</sup>. Surtout, alors qu'ils limitèrent, voire diminuèrent, leur prolifération horizontale, ils pratiquèrent la prolifération verticale en améliorant les technologies nucléaires dont les États-Unis disposaient, ce que firent également les autres puissances nucléaires officielles. Ils contribuèrent en cela à amoindrir la légitimité du TNP, les États non nucléaires étant présentés comme les seuls à devoir fournir des efforts au titre de leur adhésion au TNP, au mépris de la réciprocité nécessaire à son bon fonctionnement.

Si les administrations américaines ne présentaient pas le TNP comme reproduisant un double standard en matière nucléaire, plusieurs de leurs positionnements en étaient pourtant sous-tendus. L'administration Bush, par exemple, légitima en quelque sorte l'approfondissement de ce double standard en dehors de tout fondement normatif, en tout cas dans un premier temps. En effet, le Président Bush estimait que la faille du

---

<sup>945</sup> B. Obama (2009, 5 avril), *op. cit.*

<sup>946</sup> W. Walker (2000), *op. cit.*, p. 708.

<sup>947</sup> Par exemple, alors que le Président Bush soulignait que le TNP prévoyait que les États détenant officiellement l'arme nucléaire aideraient les autres États à acquérir une capacité nucléaire civile, à condition que ces derniers renoncent à se doter de l'arme nucléaire, il ne faisait aucune mention de l'engagement des États nucléaires à désarmer [G.W. Bush (2004, 11 février), *op. cit.*]

<sup>948</sup> M. Senn date d'ailleurs l'« *impressive comeback* » du « *topic of nuclear disarmament* » de l'année 2007 et de la tribune publiée par Shultz, Perry, Kissinger et Nunn dans *The Wall Street Journal* [M. Senn (2012). « Spoiler and enabler: The role of ballistic-missile defence in nuclear abolition ». *International Journal*, 67(3), p. 747].

TNP résidait dans la possibilité qu'il laissait aux États de développer du matériel nucléaire susceptible d'être utilisé pour produire une arme nucléaire, *via* l'enrichissement d'uranium par exemple, sous couvert d'un programme nucléaire civil. Sa position reposait sur l'idée que la technologie nucléaire était susceptible de poser des problèmes d'interprétation, son double emploi, civil et militaire, pouvant prêter à confusion. Un journaliste l'interrogeant à propos de la volonté du Président Poutine de fournir de l'uranium enrichi à l'Iran assimila la proposition de ce dernier à de la fourniture d'armes aux « *outlaw regimes* »<sup>949</sup>, témoignant des interprétations larges et parfois erronées dont pouvait faire l'objet le nucléaire et renforçant l'idée que l'existence physique des programmes nucléaires nord-coréen et iranien n'avaient pas de sens en soi, mais qu'elle en acquérait à travers les pratiques discursives. Cependant, dans un contexte où les membres de l'administration Bush voyaient le programme d'enrichissement d'uranium iranien comme l'expression de la volonté iranienne de se doter de l'arme nucléaire, le Président Bush estimait nécessaire de restreindre les droits des États non nucléaires non seulement en matière d'acquisition de matériels nucléaires conformément au TNP, mais également en matière de savoir scientifique et de maîtrise de la technologie nucléaire. Il avait ainsi *de facto* réinterprété le TNP en estimant qu'un pays comme l'Iran était trop dangereux pour être autorisé à maîtriser la technologie d'enrichissement d'uranium, alors même que le TNP ne l'interdisait pas explicitement<sup>950</sup>. En revanche, l'uranium enrichi étant indispensable à l'usage civil de l'énergie nucléaire, le Président Bush considérait que

---

<sup>949</sup> G.W. Bush (2005, 28 avril). *The President's News Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63128>. L'initiative du Président russe visait à permettre à l'Iran de développer son programme nucléaire civil sans disposer de la technique nécessaire à l'enrichissement d'uranium, ce que le Président Bush déclarait interpréter comme un « *gesture* » de la part de « Vladimir » qui « *was trying to help there* ».

<sup>950</sup> E. Sciolino (2005, 23 mars). « Nuclear Power Is Good: U.S. and Iran Have No Argument There ». *The New York Times*. Consultable ici : <http://www.nytimes.com/2005/03/23/world/middleeast/nuclear-power-is-good-us-and-iran-have-no-argument-there.html>.

*[t]he world's leading nuclear exporters should ensure that states have reliable access at reasonable cost to fuel for civilian reactors, so long as those states renounce enrichment and reprocessing.*<sup>951</sup>

Les États souhaitant faire un usage civil de l'énergie nucléaire auraient alors dû faire appel aux puissances nucléaires, une forme de dépendance des premiers s'instaurant à l'égard des secondes et l'inégalité déjà actée par le TNP étant accentuée. Or, l'AIEA avait notamment pour mission de favoriser la coopération scientifique dans le domaine nucléaire et donc la diffusion de savoirs scientifiques partagés<sup>952</sup>. Au contraire, la construction du savoir scientifique est considérée par les constructivistes comme un enjeu de pouvoir essentiel, le savoir étant à la fois socialement construit et co-constitutif de la réalité<sup>953</sup>. Par la formation et le partage d'un savoir spécifique, une certaine conception du monde, mais aussi de la paix et de l'usage de l'énergie atomique, était diffusée<sup>954</sup>, participant au renforcement des identités partagées en matière de politique nucléaire<sup>955</sup>. En cela, le refus de l'administration Bush du partage de ce savoir scientifique avec les Iraniens contribuait à dénier à l'Iran un pouvoir d'agence sur l'ordre nucléaire international. De surcroît, la distinction établie par l'administration Bush entre les connaissances que pouvait sans risque maîtriser l'Iran et les connaissances qui lui étaient refusées témoigne de l'ordre international

<sup>951</sup> G.W. Bush (2004, 11 février), *op. cit.*

<sup>952</sup> Néanmoins, le partage des savoirs scientifiques en matière nucléaire faisait débat jusqu'au sein-même de l'AIEA. D'une part, la coopération scientifique mise en œuvre dans le cadre de l'AIEA pouvait être présentée comme intrinsèquement pacifique, puisque dénuée de considération politique. En ce sens, le Secrétaire général de la première Conférence générale, W.G. Whitman, insistait sur l'espoir levé par la réunion des scientifiques de tous les pays [W.G. Whitman (1964). « Une évaluation de la première Conférence ». *Bulletin de l'AIEA*, 6(3), p. 4]. D'autre part, la conception du partage des connaissances scientifiques en matière d'énergie atomique comme facteur de paix était critiquée, puisque plus les connaissances sur les techniques liées aux armes atomiques se répandaient à travers le monde, plus le risque de prolifération augmentait [M.V. Winspeare-Guicciardi (1977), *op. cit.*, p. 5]. Ce principe ne contribuait donc pas systématiquement à la paix telle que l'entendait l'AIEA.

<sup>953</sup> V. Pouliot (2007), *op. cit.*, p. 361 et 363.

<sup>954</sup> « Hommes de science et hommes d'Etat, mesurant le chemin parcouru, peuvent se féliciter d'avoir contribué à la compréhension internationale » [AIEA (1964). « 8 décembre 1953 – 8 décembre 1963 : Coopération aux Nations unies dans le domaine atomique ». *Bulletin de l'AIEA*, 6(1), p. 2]. La mise sur le même plan de deux types différents d'agents producteurs de savoir légitime nous semble révélatrice de la mission de l'AIEA.

<sup>955</sup> J.G. March et J.P. Olsen (1998), *op. cit.*, p. 961. L'ensemble du passage portant sur la mission de l'AIEA est issu de P. Ségard (2013), *op. cit.*, p. 13-14.

nucléaire inégalitaire qu'elle défendait alors. En dépit de sa mission en matière de coopération scientifique, l'AIEA était enfermée dans une contradiction considérable : tout en défendant une conception collective de la sécurité mondiale, elle était contrainte par le contexte dans lequel l'Agence avait été créée et le TNP signé et par la conception nationale de la sécurité des États nucléaires. Cette contradiction allait à l'encontre de l'objectif de l'AIEA « d'édifier une communauté internationale<sup>956</sup> », puisque ses membres n'avaient pas les mêmes droits. De plus, la remise en cause de l'universalité de la théorie de la dissuasion nucléaire, spécialement *via* le TNP<sup>957</sup>, était sous-tendue par l'idée selon laquelle les États du Tiers-Monde n'étaient pas en capacité de gérer la responsabilité impliquée par la possession d'armes nucléaires. Cette inégalité de droit peut être vue comme « *modern versions of the doctrine of the white man's burden*<sup>958</sup> » ou comme une conséquence de la responsabilité de grande puissance des États-Unis et de leur destinée manifeste : puisque les États-Unis représentaient une cible privilégiée pour les ennemis de la liberté et de la paix, il leur fallait être correctement armés pour pouvoir se défendre eux-mêmes et défendre les valeurs qu'ils incarnaient.<sup>959</sup> Le refus du partage du savoir scientifique et de la maîtrise technologique, en un mot le refus de l'universalité de la technologie nucléaire contribuait à remettre en cause ce que Walker appelle le « *nuclear enlightenment* »<sup>960</sup>. En effet, pour Hassner, les critères d'un ordre nucléaire éclairé étaient la rationalité, l'universalité et la réciprocité. Nous avons vu que la réciprocité n'était pas le fort de la mise en œuvre du TNP par les administrations Clinton et

---

<sup>956</sup> Selon le souhait de Blix lors de sa nomination au poste de Directeur général de l'AIEA [cité dans AIEA (1981). « M. Hans Blix nommé Directeur général ». *Bulletin de l'AIEA*, 23(4), p. 4].

<sup>957</sup> Considéré « *by the representatives of half the world's population as simply the instrument of the nuclear weapon Haves in their struggle to maintain their ascendancy over the Have Nots* » [H. Bull (1975), *op. cit.*, p. 177].

<sup>958</sup> K. Subrahmanyam (1974). *The Indian Nuclear Test in a Global Perspective*. New Delhi : India International Centre, p. 11, cité par *loc. cit.*

<sup>959</sup> L'ensemble du passage relatif à la contradiction de l'AIEA est issu de P. Ségard (2013), *op. cit.*, p. 16.

<sup>960</sup> Egalement menacé par les programmes nucléaires indien, pakistanais, nord-coréen et iranien [W. Walker (2007). « Nuclear Enlightenment and Counter-Enlightenment ». *International Affairs*, 83(3), p. 432].

Bush, l'universalité ne caractérisant pas non plus le projet proposé par le Président Bush de voir les puissances nucléaires officielles fournir les États non nucléaires en uranium enrichi<sup>961</sup>. A l'inverse, le Président Clinton plaida en faveur d'une « *indefinite extension* » et d'un « *universal membership* » du et au TNP<sup>962</sup>. Il parvint à convaincre les autres États d'étendre le TNP de façon indéfinie et inconditionnelle, mais aussi à interdire les tests nucléaires, en dehors des circonstances dans lesquelles le Président américain

*would be prepared (...) to exercise [his] supreme national interest rights under a comprehensive test ban to conduct necessary testing if the safety or reliability of our nuclear deterrent could no longer be certified.*<sup>963</sup>

Si le traité d'interdiction des essais nucléaires avait le mérite de permettre aux États-Unis de porter une initiative allant dans le sens d'une dénucléarisation progressive, l'administration Clinton rappela que les États-Unis étaient en mesure de « *maintain effective and strong deterrent without testing* ». Or, « *[there were] people around the world -- whether it be Russia and China, India and Pakistan -- who [couldn't] say that* ». Le traité visait donc avant tout à « *[keep] other people from testing* »<sup>964</sup> et, partant, de développer et de moderniser des arsenaux nucléaires. *In fine*, il contribuait à renforcer la supériorité technologique américaine. Ce fut en tout état de cause l'un des arguments opposés aux sénateurs républicains qui annonçaient leur intention de ne pas voter en faveur de la ratification du traité<sup>965</sup>. En dépit de ses déclarations d'intention, le Président Clinton ne travailla pas autant qu'il le dit à l'amélioration de l'universalité de l'ordre nucléaire.

---

<sup>961</sup> P. Hassner (2007). « Who Killed Nuclear Enlightenment? ». *International Affairs*, 83(3), p. 458.

<sup>962</sup> W.J. Clinton (1995, 1<sup>er</sup> mars), *op. cit.*

<sup>963</sup> W.J. Clinton (1995, 11 août). *Remarks Announcing Comprehensive Nuclear Weapons Test Ban Negotiations*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=51731>.

<sup>964</sup> J. Lockhart (1999, 4 octobre). *Press Briefing by Joe Lockhart*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=47773>.

<sup>965</sup> W.J. Clinton (1999, 5 octobre/b). *Remarks on Proposed Patients' Bill of Rights Legislation and an Exchange With Reporters*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=56649>.

Rompant avec ses deux prédécesseurs, le Président Obama tenta de rétablir un semblant de réciprocité entre les États nucléaires et les États non nucléaires membres du régime de non-prolifération nucléaire. Contrairement au Président Bush, il reconnaissait l'inégalité de fait instaurée par le TNP entre les États nucléaires et les États non nucléaires, comprenait qu'elle puisse être vécue comme injuste et plaidait conséquemment en faveur d'un monde dénucléarisé<sup>966</sup>. Il estimait que le TNP découlait d'un marchandage clair, impliquant l'engagement de l'ensemble des nations quel que fût leur statut nucléaire. Selon lui, seul un rééquilibrage des exigences découlant du TNP à l'égard des pays signataires était susceptible de créer

*a stable consensus in which countries who [wanted] [...] nuclear power for peaceful civilian use [would be] able to do so, (...) to eliminate proliferation, lock down loose nuclear materials that[were] out there, negotiate a whole series of treaties that [would] lower the temperature, and ultimately, make nuclear weapons obsolete.*<sup>967</sup>

Afin que l'ensemble des termes du « *basic bargain* » soit respecté et garantisse son maintien, il se disait décidé à faire respecter le traité, dans toutes ses dimensions, celle concernant les États-Unis et la Russie en tant que puissances nucléaires prépondérantes et prévoyant à terme un désarmement nucléaire, d'une part, et celle s'appliquant aux États cherchant à obtenir l'arme nucléaire ou soupçonnés de le faire, d'autre part. Dans ce domaine, il exprimait sa volonté de faire en sorte que les États-Unis montrent l'exemple en appliquant le TNP, non en cherchant à le faire appliquer de manière unilatérale au seul détriment des États cherchant à obtenir l'arme nucléaire, mais en mettant en œuvre leur propre part du contrat. De cette manière, il témoignait de « *America's commitment to the NPT as a cornerstone of [its] security strategy*<sup>968</sup> ». L'adoption d'une stratégie « *that [reversed] the spread of these weapons* » visait à terme à en débarrasser le monde<sup>969</sup>. Toutefois, le désarmement,

<sup>966</sup> B. Obama (2009, 4 juin), *op. cit.*

<sup>967</sup> B. Obama (2009, 6 juin). *The President's News Conference With President Nicolas Sarkozy of France in Caen, France*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86254>.

<sup>968</sup> B. Obama (2010, 8 avril), *op. cit.*

<sup>969</sup> B. Obama (2010, 27 janvier), *op. cit.*



qu'il fût russe ou américain, ne devait intervenir uniquement dès lors que l'arme nucléaire aurait disparu de l'ensemble des moyens militaires, le Président Obama ayant assuré que « *[s]o long as these weapons exist, the United States [would] maintain a strong and effective nuclear deterrent that guarantees the defense of [its] allies*<sup>970</sup> ». Par conséquent, il ne s'agissait pas d'un renoncement à l'arme nucléaire face à d'autres États en disposant, mais d'un désarmement global auquel devaient participer logiquement les États-Unis : l'idée que les États-Unis puissent respecter leurs engagements de façon unilatérale était exclue. Son ambition principale était de faire respecter la lettre du TNP<sup>971</sup>, dont les « *core principles* » avaient été « *embraced by a lot of countries* », la Corée du Nord et l'Iran faisant à ce titre figure de « *outliers [...] that [had] insisted on flouting international rules and U.N. Security Council resolutions* » et « *[were not] cooperating the way they [needed] to with the IAEA* »<sup>972</sup> : en dépit de l'iniquité intrinsèque du TNP, il lui semblait légitime car il était accepté par une majorité d'États.

Soulignons que le Président Obama estimait nécessaire de préciser que vouloir voir à terme le monde débarrassé de toute arme nucléaire ne signifiait pas qu'il était naïf ou rêveur, exprimant de cette manière que cette ambition était encore loin d'être partagée par tous ou considérée comme réalisable. Afin de la rendre plus crédible, il l'articulait avec des préoccupations sécuritaires pour les États-Unis et la « communauté internationale », les deux pouvant aller de pair : désarmer nucléairement l'ensemble des pays à travers l'application intégrale du TNP aurait en effet supprimé le risque de prolifération nucléaire. C'est à ce titre qu'il considérait que la question devait être traitée avec l'ensemble des États et qu'il plaidait en faveur d'une application intégrale du TNP, seule manière légitime de protéger les États-Unis et le monde contre la

---

<sup>970</sup> B. Obama (2009, 14 novembre), *op. cit.*

<sup>971</sup> « *[W]e are willing to be bound by our obligations, and we're not asking any other countries to do anything different, but simply to follow the rules of the road that have been set forth and have helped to maintain a--at least a lack of the use of nuclear weapons over the last several decades.* » [B. Obama (2010, 8 avril), *op. cit.*].

<sup>972</sup> B. Obama (2010, 6 mai), *op. cit.* .

menace nucléaire. S'il visait idéalement « *a world without nuclear weapons*<sup>973</sup> », justifiant que toute arme nucléaire, quel que fût son propriétaire, devait être éliminée, il développa comme ses prédécesseurs l'idée que la Corée du Nord et l'Iran s'étaient montrés indignes de disposer de l'arme nucléaire. Les trois présidents, de manière différente, basèrent cette idée sur les représentations négatives qu'ils se faisaient des deux États, au-delà de la catégorie commune à laquelle ils étaient associés.

---

<sup>973</sup> B. Obama (2009, 7 juillet), *op. cit.*



## CHAPITRE IV

### PERSISTER DANS L'HOSTILITÉ : LA RECONSTRUCTION PERMANENTE DE LA CORÉE DU NORD ET DE L'IRAN COMME DANGERS<sup>974</sup>

La construction de la Corée du Nord et de l'Iran comme dangers dans l'imaginaire sécuritaire américain s'est appuyée sur les pratiques discursives relatives à l'histoire des relations des États-Unis avec les deux États et aux événements présentés comme fondateurs de ces relations : la Guerre de Corée et la prise d'otages de l'ambassade américaine à Téhéran<sup>975</sup>. Davantage encore que simplement fondateurs de ces relations, ces deux événements constituaient au moins partiellement l'origine des représentations qu'avaient les administrations américaines des régimes politiques nord-coréen et iranien, régimes qui étaient réifiés de façon distincte des peuples nord-coréen et iranien auxquels les membres des administrations américaines s'adressaient parfois directement. Si les régimes politiques et les dirigeants nord-coréens et iraniens étaient dangereux, les Nord-Coréens et les Iraniens n'étaient pas présentés comme tels, mais plutôt comme les victimes des politiques de leurs dirigeants, de la même manière que, selon Weldes et Saco, « *'the Cuban people' were constructed as distinct from 'the Cuban regime'* », ce dernier ne représentant pas « *the wishes of the Cuban*

---

<sup>974</sup> Le titre de ce chapitre se réfère à la fois à ce que Weldes et Saco appellent la « *hostile US foreign policies towards Cuba* » [J. Weldes et D. Saco (1996), *op. cit.*] cas autour duquel la première a construit le concept d'imaginaire sécuritaire que nous avons repris à notre compte, et à ce que Campbell a appelé une « *representation of danger* » (cité par les deux auteures mentionnées précédemment, *ibid.*, p. 372).

<sup>975</sup> Événements qui ont contribué au bouleversement de ce que Tom Englehardt appelle la culture de la victoire américaine et donc profondément déstabilisé l'imaginaire sécuritaire américain [T. Englehardt (1995). *The End of Victory Culture: Cold War America and the Disillusioning of a Generation*. New York : BasicBooks].

*people* » et ayant « *enslaved the Cuban population* », qui « *in contrast to their leaders, as sharing the same aspirations as other members of 'the American family'* ». <sup>976</sup> Au-delà de ce traitement discursif commun et dont nous avons déjà partiellement rendu compte dans le troisième chapitre, nous mettrons surtout en exergue dans ce cinquième chapitre les représentations américaines spécifiques de la Corée du Nord et de l'Iran, dont l'idéologie, les ambitions et les motivations étaient nettement différentes aux yeux des dirigeants américains.

### 5.1 Le régime nord-coréen ou le résidu de la Guerre froide

La Corée du Nord telle que représentée par les dirigeants américains était directement liée à un ordre révolu en général, et à la Guerre froide en particulier : qu'il s'agisse de son origine et de son devenir ou de son comportement sur la scène internationale, la Corée du Nord était renvoyée au passé et aux pratiques politiques associées, que n'employaient plus les autres États, y compris ses rares alliés.

#### 5.1.1 La Corée du Nord comme produit de la Guerre de Corée

La Guerre de Corée, et la Guerre froide, dans laquelle cette première s'est inscrite, fondaient les représentations américaines de la péninsule coréenne, en particulier de la Corée du Nord. Cela se comprend au regard des représentations américaines quant à l'histoire de la péninsule coréenne et au rôle que les États-Unis y ont joué et qu'ils entendaient encore jouer, entre autres en promouvant la réunification des deux Corées.

##### 5.1.1.1 La valorisation de la Guerre de Corée dans l'imaginaire sécuritaire américain

La colonisation japonaise que connut la péninsule coréenne à partir de 1910 cessa à la fin de la Seconde Guerre mondiale, sous l'effet conjugué de l'action américaine, en particulier les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki, et de l'action soviétique,

---

<sup>976</sup> *Ibid.*, p. 385-386. S'agissant des Nord-Coréens et des Iraniens, ils étaient présentés comme partageant les aspirations universelles des individus et de la « communauté internationale » à la liberté.

l'Armée rouge occupant la Corée jusqu'au trente-huitième parallèle. Il fut décidé lors de la conférence de Moscou que chaque moitié de Corée serait administrée respectivement par l'une des deux grandes puissances, tutelle devant favoriser la réunification du pays<sup>977</sup>, dans l'attente d'un accord qui ne fut jamais conclu. Très vite, la république « populaire et démocratique » de Corée du Nord prit forme, soutenue par l'URSS. Une fois la péninsule coréenne évacuée par les deux armées au mois de juin 1949, les tensions et les instabilités ne cessèrent de croître autour de la frontière au trente-huitième parallèle.<sup>978</sup> Cette situation dégénéra le 25 juin 1950 lorsque les Nord-Coréens attaquèrent la Corée du Sud, entraînant l'intervention des Américains avec l'accord de l'Assemblée générale de l'ONU, à travers l'adoption de la résolution Acheson<sup>979</sup>. D'abord en position de force, la coalition dirigée par le général MacArthur fut contrainte de battre en retraite avec l'entrée en guerre de la Chine<sup>980</sup>. La frontière entre les deux Corées, l'une pro-communiste et l'autre pro-occidentale, fut alors fixée à proximité du trente-huitième parallèle par la convention d'armistice signée le 27 juillet 1953.<sup>981</sup> La scission de la péninsule coréenne en deux États entraîna le refus américain de reconnaître le régime communiste de Pyongyang, refus manifesté par l'absence de relations diplomatiques officielles. La reconnaissance de la Corée du Nord par les États-Unis fut d'ailleurs un enjeu évoqué lors des crises successives générées par le programme nucléaire militaire nord-coréen<sup>982</sup>. Le Président Clinton souhaitait en effet « *close the last chapter in the aftermath of the*

---

<sup>977</sup> M. Vaïsse (2005). *Les relations internationales depuis 1945* (10<sup>e</sup> éd.). Paris : Armand Colin, p. 30.

<sup>978</sup> P. Rigoulot (2007). *Corée du Nord, État voyou*. Paris : Buchet-Chastel, p. 9-14.

<sup>979</sup> L'Union soviétique ne siégeant alors plus au Conseil de sécurité, arguant de l'illégitimité du siège de la Chine nationaliste, qui devait selon ses dirigeants revenir à la Chine communiste, celui-ci ne pouvait pas se réunir.

<sup>980</sup> L'URSS, pour sa part, n'y prit pas directement part.

<sup>981</sup> M. Vaïsse (2005). *op. cit.*, p. 30-31.

<sup>982</sup> Toutefois, il ne s'agissait pas de marchander cette reconnaissance, en témoigne le démenti catégorique opposé par D. Myers à un journaliste qui lui avait demandé si les États-Unis « *[was] considering a deal with North Korea* », consistant à lui accorder la reconnaissance américaine « *in exchange for a resumption of an IAEA monitor* » [D. Myers (1993, 8 novembre). *Press Briefing by Dee Dee Myers*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60020>].

*Korean war*<sup>983</sup> », mais aussi l'un des derniers chapitres de la Guerre froide : si la Guerre de Corée fut l'une des premières manifestations de la Guerre froide, la résolution du problème coréen tant nucléaire que politique, devait la clore définitivement. Il estimait également que la victoire américaine à l'issue de la Guerre froide trouvait ses racines dans la Guerre de Corée, à l'occasion de laquelle la détermination américaine s'était particulièrement exprimée. Il soulignait ainsi son importance historique et symbolique pour les États-Unis et pour leur statut post-Guerre froide<sup>984</sup>. Les États-Unis avaient joué un « *historic role* » dans la péninsule coréenne<sup>985</sup>, la Guerre de Corée ayant été menée « *to contest the forces of communism*<sup>986</sup> » et « *in defense of freedom*<sup>987</sup> ». Cette guerre restait inscrite dans l'histoire américaine et dans les représentations des membres des administrations américaines comme un épisode glorieux pour les États-Unis, au cours duquel « *more than 54,000 Americans gave their lives for the cause of freedom* » et « *[American] Armed Forces [...] risked their lives to defend democracy, human dignity, and the right to self-determination* ». Si le nombre important de victimes et le résultat, la division de la péninsule coréenne, auraient pu représenter une défaite, le fait que la Guerre de Corée vit « *22 countries [join] the United States and South Korea in resisting communist aggression by sending troops and providing medical support* », témoignant du fait « *that free nations everywhere share a profound responsibility to assist those who seek to defend themselves from the aggression of brutal and*

<sup>983</sup> W.J. Clinton (2000, 23 octobre). *Remarks at a Reception for Representative Maurice D. Hinchey in Kingston, New York*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=1170>.

<sup>984</sup> « *We learned that the American people were tough enough and determined enough to prevail in the long struggle of the Cold War. Our victory in that struggle had its roots in the Korean War.* » [W.J. Clinton (1997, 25 juillet). *Proclamation 7014—National Korean War Veterans Armistice Day, 1997*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=54451>].

<sup>985</sup> W.J. Clinton (1993, 10 juillet/c). *Remarks and an Exchange With Reporters Following Discussions With President Kim Yong-sam of South Korea in Seoul*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46828>.

<sup>986</sup> W.J. Clinton (1993, 9 juillet). *The President's News Conference in Tokyo*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46821>.

<sup>987</sup> W.J. Clinton (1993, 10 juillet/a), *op. cit.*

*oppressive regimes* », constituait une source de satisfaction pour les dirigeants américains. Cela se comprend au regard du rôle de leader du monde libre qu'ils attribuaient aux États-Unis. La manifestation de la convergence des États démocratiques en matière de valeurs était une réussite pour les États-Unis, même au prix d'un lourd sacrifice, en vies humaines spécialement.<sup>988</sup> En ce sens, le Président Clinton alla jusqu'à affirmer que si « *Korea was war at its worst* », « *it was also America at its best* »<sup>989</sup>. À l'inverse, l'histoire de la présence américaine en Iran était présentée de façon bien moins glorieuse et ne faisait pas l'objet de telles représentations positives dans le cadre de l'imaginaire sécuritaire américain ni d'un jour de commémoration nationale<sup>990</sup>, nous y reviendrons.

#### 5.1.1.2 Réunifier la péninsule coréenne pour parachever la Guerre froide

Véritablement terminer et la Guerre de Corée et la Guerre froide – dans sa dimension relative à l'opposition entre deux idéologies antinomiques – impliquait pour les dirigeants américains de voir les deux Corées se réconcilier. En ce sens, le Président Bush estimait que « *[t]he Korean Peninsula [was] still caught in the past* », puisque « *a truce [frozen] the battle lines from a war that [had] never really come to an end* »<sup>991</sup>. Quant à la frontière entre les deux Corées, elle était présentée comme « *the last cold war frontier*<sup>992</sup> » par le Président Clinton – qui avait également établi un parallèle entre la potentielle réunification des deux Corées et celle, alors récemment effective, de l'Allemagne<sup>993</sup> – et comme « *one of the most dangerous places on*

---

<sup>988</sup> W.J. Clinton (1999, 26 juillet). *Proclamation 7213—National Korean War Veterans Armistice Day, 1999*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=57960>.

<sup>989</sup> W.J. Clinton (2000, 25 juin). *Remarks on the Observance of the 50th Anniversary of the Korean War*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=58158>.

<sup>990</sup> En l'honneur des vétérans et de l'armistice de la Guerre de Corée, chaque année le 25 juillet.

<sup>991</sup> G.W. Bush (2005, 16 novembre), *op. cit.*

<sup>992</sup> W.J. Clinton (1996, 20 avril/a), *op. cit.*

<sup>993</sup> W.J. Clinton (1993, 24 mars), *op. cit.*



*Earth, where barbed wire [marked] a line dividing freedom and oppression*<sup>994</sup> » par le Président Bush. Les deux représentations étaient similaires en ce qu'elles faisaient de la frontière coréenne une séparation entre la liberté et l'oppression, chacune associée à l'un des camps opposés pendant la Guerre froide, qui n'avait plus lieu d'être. La Guerre froide étant terminée, la frontière était amenée à disparaître, le régime nord-coréen représentant pour les Américains un reliquat de la Guerre froide n'ayant de toute façon pour inexorable devenir que de disparaître pour laisser la place à un régime politique similaire à celui adopté par la Corée du Sud ou le Japon. En cela, la réconciliation entre les deux Corées devait contribuer à « *the cold war's last divide*<sup>995</sup> ». En dépit de la préservation d'un régime démocratique en Corée du Sud et de la confirmation du rôle américain en matière de défense des libertés, la Guerre de Corée constituait donc une victoire en demi-teinte, incomplète, pour les États-Unis. L'objectif fixé par le Président Bush aux SPT – à savoir l'intégration de la Corée du Nord à la « communauté internationale » et « *moving from the current armistice mechanism to a peace mechanism* »<sup>996</sup> – est particulièrement compréhensible à l'aune de cette représentation de la Guerre de Corée, nous y reviendrons. Alors que le Président Bush mentionnait également les « *two halves* » de la péninsule coréenne devant se réconcilier<sup>997</sup> au regard de leur « *common heritage* » et « *common future* »<sup>998</sup>, le Président Obama affirmait l'unicité du peuple coréen<sup>999</sup>, mettant tous

---

<sup>994</sup> G.W. Bush (2002, 16 février/c). *The President's Radio Address*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=25080>.

<sup>995</sup> W.J. Clinton (1997, 4 février), *op. cit.*

<sup>996</sup> G.W. Bush (2005, 17 novembre/a). *Joint Declaration on the ROK-U.S. Alliance and Peace on the Korean Peninsula*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73698>.

<sup>997</sup> G.W. Bush (2002, 20 février), *op. cit.*

<sup>998</sup> G.W. Bush (2002, 19 février). *Remarks to the Diet in Tokyo*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73259>.

<sup>999</sup> B. Obama (2012, 26 mars), *op. cit.*

deux en exergue l'illégitimité de leur division<sup>1000</sup>. Les relations qu'entretenaient les deux Corées étaient par conséquent présentées comme un enjeu crucial : pour le Président Clinton, « *[d]irect dialog between the two Koreas [was] something [the United States had] long advocated and [was] fundamental to solving the problems of the Korean Peninsula*<sup>1001</sup> ». C'est d'abord à ce titre qu'il déplora la volonté de la Corée du Nord de quitter l'AIEA<sup>1002</sup>, puisqu'il salua la programmation au mois de juin 2000 d'un sommet entre les deux Corées<sup>1003</sup> sans qu'il ne soit nécessaire que les États-Unis y jouent le rôle d'intermédiaire<sup>1004</sup>, soulignant ainsi la possibilité même d'un dialogue entre les deux États coréens.

Au-delà de la nécessaire réunification des deux Corées au regard de leurs liens linguistiques, historiques et culturels<sup>1005</sup>, les administrations américaines considéraient que rien ne justifiait la méfiance entre la Corée du Nord et les États-Unis, au-delà d'une opposition qui n'avait plus lieu d'être depuis la fin de la Guerre froide. Compte tenu des liens indéfectibles entre les États-Unis et la Corée du Sud et l'identité profonde entre les deux peuples coréens, de pareils liens devaient pouvoir être noués entre les États-Unis et la Corée du Nord, à condition que ses dirigeants fassent les bons choix. De même, vu la réussite économique et politique de la Corée du Sud du point de vue américain, la Corée du Nord était réputée pouvoir atteindre le

---

<sup>1000</sup> Notons que, si les tensions entre les deux Corées n'avaient pas cessé depuis la Guerre de Corée, les relations entre les deux États s'étaient améliorées à partir des années 1970 [P. Rigoulot (2007), *op. cit.*, p. 98].

<sup>1001</sup> W.J. Clinton (2000, 10 avril). *Statement on the Announcement of a Summit Meeting Between South Korea and North Korea*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=58358>.

<sup>1002</sup> W.J. Clinton (1993, 15 mars). *The President's News Conference With Prime Minister Yitzhak Rabin of Israel*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46339>.

<sup>1003</sup> W.J. Clinton (2000, 10 avril), *op. cit.*

<sup>1004</sup> W.J. Clinton (2000, 14 juin). *Remarks on Proposed Medicare Prescription Drug Benefit Legislation and an Exchange With Reporters*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=58630>.

<sup>1005</sup> Le Président Bush évoquait par exemple les liens fraternels entre Coréens du Sud et du Nord : [G.W. Bush (2007, 5 juin). *Remarks to the Democracy and Security Conference in Prague*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75306>].

même niveau, tant en matière démocratique que de développement économique, d'autant plus que les deux Corées partaient d'un niveau de développement similaire après la Guerre de Corée<sup>1006</sup>. A ce titre, la réussite de la Corée du Sud était systématiquement prise en exemple de ce à quoi aurait pu aspirer la Corée du Nord<sup>1007</sup>. Persuadés de l'inéluctable mort du régime nord-coréen, les dirigeants américains n'associaient pas le comportement de la Corée du Nord à une quelconque volonté d'expansion, mais à une volonté de ses dirigeants de protéger leur régime politique et de surmonter ses nombreuses difficultés.

### 5.1.2 Un régime anachronique craignant pour sa survie

Le régime politique de la Corée du Nord paraissait d'autant plus anachronique que la Corée du Sud correspondait pour sa part aux standards américains et avait réussi économiquement, commercialement et démocratiquement.

#### 5.1.2.1 Un régime à l'archaïsme inversement proportionnel à la modernité de son voisin du Sud

Compte tenu des représentations américaines particulièrement positives dont la Corée du Sud faisait l'objet, celles ayant trait à la Corée du Nord étaient d'autant plus négatives que les deux États étaient voisins et historiquement liés : la Corée du Sud représentait tout ce que défendaient les États-Unis, tandis que la Corée du Nord représentait ce contre quoi ils se battaient ; et les deux États étaient systématiquement comparés en ce sens<sup>1008</sup>. Les oppositions entre la lumière et l'obscurité, la démocratie

---

<sup>1006</sup> Administration Obama (2010, 1<sup>er</sup> novembre). *Press Gaggle on the President's Upcoming Trip to Asia* by Press Secretary Gibbs, Deputy National Security Advisor Froman, Deputy National Security Advisor Rhodes and Treasury Under Secretary for International Affairs Brainard. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88660>.

<sup>1007</sup> Par exemple ici : A. Fleischer (2002, 25 septembre), *op. cit.*

<sup>1008</sup> Pour le Président Bush par exemple : « *there [was] no place on Earth that more clearly [demonstrated] the contrast between free and open societies and repressive, closed societies than the Korean Peninsula. No better place to see an example between the beauty of freedom and the hope of freedom and the difficulties with repressive and closed societies.* » [G.W. Bush (2008, 6 août). *Remarks to Military Personnel at United States Army Garrison—Yongsan, South Korea*. Mis en

et la tyrannie, la liberté et l'oppression, les premières caractérisant la Corée du Sud et les secondes la Corée du Nord, émaillaient nombre des discours du Président Bush et contribuaient à renforcer le caractère anachronique et arriéré du régime nord-coréen, oppositions également utilisées dans les discours du Président Obama<sup>1009</sup>. Les dirigeants américains mettaient en exergue l'exemplarité positive de la Corée du Sud, alors que la Corée du Nord n'offrait comme exemples que des comportements que les États-Unis réprouvaient<sup>1010</sup>. La Corée du Sud était ainsi décrite comme un guide vers la liberté en Asie, rôle que jouaient pour leur part au niveau mondial les États-Unis. L'alliance entre les deux États était singulièrement justifiée par un partage de valeurs qui ne caractérisait pas, loin s'en faut, l'ensemble des alliances nouées par les États-Unis :

*The United States and South Korea are bound by common interests. Our alliance is defined by common values. (...) Like the United States, South Korea has become a beacon of freedom, showing to the world the power of human liberty to bring down walls and uplift lives.*<sup>1011</sup>

A ce titre, le Président Bush se représentait la Corée du Sud comme un modèle pour le monde, pour ses voisins et à plus forte raison pour la Corée du Nord qui, à l'inverse de sa sœur du Sud, n'avait pas accepté « *the rules of the modern world*<sup>1012</sup> », laissant entendre qu'elle suivait des règles archaïques. De même, le Président Obama soulignait le « *leadership role* » de la Corée du Sud dans sa région « *and around the*

ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=77810>].

<sup>1009</sup> Par exemple ici : « *Today, the Korean Peninsula provides the world's clearest contrast between a society that is open and a society that is closed, between a nation that is dynamic and growing and a government that would rather starve its people than change. It's a contrast that's so stark, you can see it from space, as the brilliant lights of Seoul give way to the utter darkness of the North.* » [B. Obama (2010, 11 novembre). *Remarks at a Veterans Day Ceremony in Seoul, South Korea*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88703>].

<sup>1010</sup> Tony Snow, évoquant la Corée du Nord : « *And if you want to talk about a failed state, [...] where its people are starving, where its infrastructure is decrepit, where you've got a leader who is completely isolated from the rest of the world [...]. That's what a failure is.* » [T. Snow (2006, 6 juillet). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60195>].

<sup>1011</sup> G.W. Bush (2002, 20 février), *op. cit.*

<sup>1012</sup> *Loc. cit.*

*world* », faisant d'elle une « *global Korea* »<sup>1013</sup>, la Corée du Nord étant pour sa part isolée et fermée. C'est justement en raison du « *leadership* » de la Corée du Sud que le Président Obama affirmait s'y être rendu à plusieurs reprises<sup>1014</sup>. Le rôle également global des États-Unis s'en trouvait souligné – les États-Unis étant présenté comme accordant de l'intérêt aux États ayant une telle envergure –, tandis que le fait pour un État de bénéficier de l'attention de l'administration américaine était présenté comme provenant de son rôle pivot dans une région ou dans le monde. Les décisions militaires sud-coréennes et nord-coréennes faisaient également l'objet d'un traitement discursif opposé, les premières étant généralement jugées comme « *prudent, proportional* », constituant une « *specific response to the DPRK* » et ayant conséquemment un caractère défensif<sup>1015</sup>, alors que les secondes avaient un caractère offensif et menaçant. Y compris en matière nucléaire, la Corée du Sud était considérée comme exemplaire par le Président Clinton en raison de l'abandon de son programme nucléaire militaire<sup>1016</sup>, le programme nucléaire militaire nord-coréen étant à l'inverse source de préoccupations pour les dirigeants américains. Au regard du traitement discursif dont faisaient l'objet la Corée du Nord, les décisions de ses dirigeants et les mesures que les administrations américaines successives leur demandaient de prendre, la mise en valeur de la Corée du Sud, des politiques conduites par ses dirigeants et des qualités sud-coréennes peut être comprise comme une interpellation à l'égard de la Corée du Nord de se comporter davantage comme la Corée du Sud afin de bénéficier de la considération américaine à laquelle ses dirigeants étaient réputés aspirer. L'articulation du caractère adéquat du comportement de la Corée du Sud, de sa réussite économique et politique et de son

---

<sup>1013</sup> B. Obama (2012, 25 mars), *op. cit.*

<sup>1014</sup> *Loc. cit.*

<sup>1015</sup> J. Carney (2012, 7 octobre). *Press Gaggle by Press Secretary Jay Carney*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=102354>.

<sup>1016</sup> W.J. Clinton (1998, 9 juin). *The President's News Conference With President Kim of South Korea*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=56109>.

alliance avec les États-Unis constituait le pendant inverse et positif de l'articulation du caractère inadéquat du comportement de la Corée du Nord, de ses difficultés économiques et de ses piètres relations avec les États-Unis. Louer le comportement de la Corée du Sud permettait aux dirigeants américains d'opposer aux dirigeants nord-coréens un exemple concret de ce qu'ils auraient obtenu si seulement ils avaient pris de meilleures décisions.

A la comparaison des deux Corées au détriment de celle du Nord, s'ajoutait l'opprobre systématique que jetaient les administrations américaines sur ses politiques (contraires à l'idée que se faisaient les administrations américaines d'une politique moderne<sup>1017</sup>), qui expliquaient la situation difficile dans laquelle elle se trouvait. Pour l'administration Obama, par exemple, son isolement sur la scène internationale et la pauvreté de sa population constituaient le « *direct result* » de la voie que ses dirigeants avaient empruntée en matière de politique étrangère, à savoir « *a path of confrontation and provocation* »<sup>1018</sup>, tandis que l'administration Clinton érigeait en loi l'inévitable punition d'un État ne se pliant pas à la compétition, en particulier économique<sup>1019</sup>. Si l'ouverture au monde était à la fois vertueuse en matière politique et économique et donc légitimement récompensée, comme en témoignait la réussite de la Corée du Sud et comme aurait pu en tirer profit la Corée du Nord si elle avait pris les bonnes décisions, la fermeture était à l'inverse sanctionnée. De même que l'étaient les comportements contraires aux normes internationales et aux attentes des États s'y conformant : en 1999, la Corée du Nord fut qualifiée de « *country of concern* » dans le cadre de la « *Letter to Congressional*

---

<sup>1017</sup> G.W. Bush (2001, 16 octobre). *Interview With Asian Editors*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73434>.

<sup>1018</sup> B. Obama (2010, 11 novembre), *op. cit.*

<sup>1019</sup> C'est en tout cas les conclusions que tirait l'administration Clinton de son analyse d'un monde interdépendant, dans lequel : « *we are rewarded when we are productive and aggressive in selling our products and services, and in which we are punished if we refuse to compete.* » [W.J. Clinton (1993, 20 novembre). *Remarks to the United States Coast Guard in Seattle*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46151>].

*Leaders on Certification of Major Drug Producing and Transit Countries* »<sup>1020</sup>, l'administration Bush associant également la Corée du Nord au trafic de drogues, ainsi qu'au faux-monnayage<sup>1021</sup>. En matière militaire, au-delà de la menace qu'étaient susceptibles de représenter pour les autres États l'armée et les missiles nord-coréens, les administrations américaines étaient critiques des choix nord-coréens, premièrement au regard du coût de l'entretien de moyens militaires considérés comme disproportionnés, compte tenu à la fois de la taille du pays, de ses difficultés économiques et de la famine dont a régulièrement souffert sa population<sup>1022</sup> ; deuxièmement, compte tenu du caractère anachronique de la démarche nord-coréenne de nucléarisation « *at a time when Russia and the United States, for example, [were] trying to reduce their nuclear arsenals*<sup>1023</sup> ». Les trois Présidents américains successifs cherchèrent à pallier les lacunes des dirigeants nord-coréens à l'égard de leur population à travers l'octroi d'aides alimentaires – les États-Unis étant les plus gros pourvoyeurs en la matière, comme le rappelait régulièrement le Président Bush, en dépit des difficultés pour vérifier que la nourriture était bien transmise aux populations<sup>1024</sup> – et d'une aide humanitaire en cas de besoin<sup>1025</sup>. Cependant, les dirigeants américains ne se contentaient pas de mettre en exergue les politiques nord-coréennes qu'ils réprouvaient, mais précisaient les politiques qu'auraient dû mettre en œuvre les dirigeants nord-coréens au regard des besoins de la population nord-coréenne, renforçant la représentation d'incompétence des dirigeants nord-coréens et

---

<sup>1020</sup> W.J. Clinton (1999, 10 novembre). *Letter to Congressional Leaders on Certification of Major Drug Producing and Transit Countries*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=56910>.

<sup>1021</sup> T. Snow (2006, 5 juillet). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60193>.

<sup>1022</sup> Pour Clemens, la Corée du Nord menaçait le monde non seulement en raison de son armement, mais aussi en raison de sa fragilité économique et politique [W.C. Clemens (2016). *North Korea and the World*. University Press of Kentucky, p. 8].

<sup>1023</sup> W.J. Clinton (1993, 7 juillet), *op. cit.*

<sup>1024</sup> G.W. Bush (2004, 21 avril), *op. cit.*

<sup>1025</sup> Par exemple lors d'un accident de train survenu en Corée du Nord [G.W. Bush (2004, 26 avril). *Statement by the Press Secretary on Train Accident in North Korea*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=80911>].

concomitamment la représentation d'aptitude à la réussite des États-Unis, mais aussi de la Corée du Sud. De même, la Corée du Nord suscitait les inquiétudes de l'administration Clinton, particulièrement parce qu'elle « *[dealt] with countries that (...) [were] rogue states and [supported] terrorism*<sup>1026</sup> ». De telles relations témoignaient des bases inadéquates du point de vue américain sur lesquelles les dirigeants nord-coréens choisissaient de traiter avec les autres États. Ainsi, l'administration Bush représentait la Corée du Nord comme « *the world's number one merchant for ballistic missiles, open for business with anyone, no matter how malign the buyer's intentions*<sup>1027</sup> », sous-entendant que les dirigeants américains discriminaient pour leur part les États auxquels ils prêtaient de mauvaises intentions. Là encore, l'interpellation des États à se soucier des intentions de leurs potentiels acheteurs d'armes reposait sur l'idée que l'imaginaire sécuritaire américain (à tout le moins les représentations américaines des autres États) et l'interprétation que faisaient les dirigeants américains des intentions des autres États auraient été partagés par tous. De manière générale, c'est bien le portrait de dirigeants nord-coréens inaptes à satisfaire les besoins basiques de leur population, à entretenir des relations pacifiques et cordiales avec les autres États et à se comporter conformément aux normes internationales que dressaient les administrations américaines, en bref une inaptitude à s'inscrire dans le « *single surviving model of human progress*<sup>1028</sup> » ayant survécu au 20<sup>ème</sup> siècle. En cela, l'anachronisme de la situation coréenne ne relevait pas seulement de la persistance d'une frontière qui n'avait de sens qu'au regard des

---

<sup>1026</sup> W.J. Clinton (1994, 5 juin/c), *op. cit.*

<sup>1027</sup> C. Rice (2002, 1<sup>er</sup> février), *op. cit.* . La Corée du Nord a été ajoutée à la liste du Département d'État américain des États soutenant le terrorisme en 1988 et en fut retirée en octobre 2008.

<sup>1028</sup> Et basé, selon le Président Bush, « *on nonnegotiable demands of human dignity, the rule of law, limits on the power of the state, respect for women, and private property and free speech and equal justice and religious tolerance* » [G.W. Bush (2002, 1<sup>er</sup> juin), *op. cit.*].



tenants et aboutissants d'une guerre qui avait par ailleurs pris fin<sup>1029</sup>, mais aussi de la nature du régime politique nord-coréen.

#### 5.1.2.2 Un régime appelé à disparaître et craignant pour sa survie

La chute, d'une manière ou d'une autre, du régime nord-coréen était présentée comme quasiment inéluctable au regard de la fin de la Guerre froide et de la chute de l'URSS : le communisme ne fonctionnant pas, il devait laisser la place au capitalisme et à la démocratie<sup>1030</sup>. En raison de « *the collapse of the communist system and the Soviet empire* », la « *long and twilight struggle against that expansionist adversary* » était terminée<sup>1031</sup> : les enjeux posés par la Corée du Nord et par son régime politique s'inscrivaient dans une lutte que les États-Unis avaient déjà menée, gagnée et qui appartenait à l'histoire. Et ce d'autant plus dans un contexte où « *the cold war [receded] into history* » et où le Président Clinton regrettait que « *a divided Korea [remained] one of its most bitter legacies* »<sup>1032</sup>, la persistance de « *perhaps the most anachronistic Communist regime remaining in the world*<sup>1033</sup> » étant un autre de ces amers héritages.

Bien que décrite comme agressive et provocatrice et en dépit de son étiquette de *rogue* ou de *pariah state*, il n'a jamais été prêté à la Corée du Nord les « *expansionist ambitions* » associées aux « *[p]ariah nations with rigid ideologies* » cherchant à

---

<sup>1029</sup> En dépit de l'absence de « *formal peace agreement* » à l'issue de la Guerre de Corée [W.C. Clemens (2016), *op. cit.*, p. 6].

<sup>1030</sup> « *History has decided the debate that waged here in 1962, a debate over whether communism works. It didn't. Its ruins litter the world stage. Our two nations have proved that capitalism works, that democracy works, that freedom works.* » [W.J. Clinton (1993, 7 juillet), *op. cit.*] De plus, le Président Clinton rappelait que les États-Unis « *contained communism until it could collapse of its own failures and the truth reaching in to all these Communist countries* » [W.J. Clinton (1994, 5 juin/a), *op. cit.*].

<sup>1031</sup> W.J. Clinton (1993, 11 novembre), *op. cit.*

<sup>1032</sup> W.J. Clinton (1993, 10 juillet/a), *op. cit.*

<sup>1033</sup> W.J. Clinton (1993, 11 juillet/a). *Remarks at the U.S.S. Arizona Memorial in Honolulu, Hawaii*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46838>.

acquérir des armes nucléaires<sup>1034</sup>. Au contraire, le régime nord-coréen, acculé par le cours inéluctable de l'histoire, était représenté comme un régime dont rien ne justifiait la survie : non seulement les administrations américaines plaidèrent toutes pour une réunification de la péninsule coréenne, mais elles n'envisageaient cette dernière qu'à travers l'extension du modèle sud-coréen à la partie Nord de la péninsule, ce qui signifiait la mort du régime nord-coréen. Alors qu'il était clair pour le Président Clinton « *that the people of South Korea would like reunification to be possible, if you can preserve democracy and freedom*<sup>1035</sup> » et que « *the sunshine of peace and freedom* » devait « *[illuminate] the entire Korean Peninsula*<sup>1036</sup> », le Président Bush annonçait que « *[t]he 21<sup>st</sup> century [would] be freedom's century for all Koreans*<sup>1037</sup> », tandis que le Président Obama aspirait à

*build a better future for all people on the Korean Peninsula, establishing a durable peace on the Peninsula and leading to peaceful reunification on the principles of free democracy and a market economy.*<sup>1038</sup>

Le Président Clinton était encore plus explicite lorsqu'il affirma devant le *Bridge of No Return* de la zone démilitarisée séparant les deux Corées que « *in the end our side*

---

<sup>1034</sup> W.J. Clinton (1995, 1<sup>er</sup> mars), *op. cit.* La Corée du Nord n'avait d'ailleurs pas immédiatement été concernée par le label de *rogue state*, l'administration Clinton ayant dans un premier temps privilégié une attitude moins stigmatisante à son égard, nous y reviendrons. De plus, les membres de l'administration Bush présentaient les menaces irakienne, iranienne et nord-coréenne différemment, l'Irak et l'Iran étant tour à tour accusés de vouloir dominer leur région. En revanche, la Corée du Nord n'a jamais été soupçonnée d'avoir de telles ambitions en Asie du Nord-Est.

<sup>1035</sup> W.J. Clinton (1993, 11 juillet/b). *Exchange With Reporters at the Demilitarized Zone*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46836>, nous soulignons.

<sup>1036</sup> W.J. Clinton (2000, 13 octobre). *Statement Congratulating President Kim Dae-jung of South Korea on Winning the Nobel Peace Prize*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=1217>.

<sup>1037</sup> G.W. Bush (2005, 16 novembre), *op. cit.*

<sup>1038</sup> B. Obama (2009, 16 juin/b). *Joint Statement by the United States of America and the Republic of Korea on the Alliance Between the United States of America and the Republic of Korea*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86292>, nous soulignons.

*of that bridge [would] prevail*<sup>1039</sup> », s'appuyant encore une fois sur une logique de fin de l'histoire<sup>1040</sup> forcément au détriment de la Corée du Nord.

De surcroît, les administrations américaines successives laissaient entendre plus ou moins explicitement que ce qui était généralement vu comme des provocations de la part de la Corée du Nord, en particulier son programme nucléaire militaire et ses manifestations, visait à attirer l'attention américaine<sup>1041</sup>, à obtenir différents avantages, mais aussi à assurer la survie de la Corée du Nord dans un contexte régional et mondial guère favorable à un tel régime. Face à la Corée du Sud soutenue par les États-Unis, la Corée du Nord et son régime politique n'auraient d'ailleurs eu aucune chance de l'emporter selon le Président Clinton<sup>1042</sup>, qui reconnaissait de toute façon que la menace de la Corée du Nord d'envahir la Corée du Sud en cas de sanctions prises à son égard n'était que peu crédible<sup>1043</sup>. Les dirigeants nord-coréens en avaient certainement conscience puisqu'ils affirmaient être confrontés au « *specter of a nuclear threat*<sup>1044</sup> », bien que le Président Clinton ait affirmé que les États-Unis « *[had] not sought a confrontation with them*<sup>1045</sup> » : les États-Unis n'avaient en effet

---

<sup>1039</sup> W.J. Clinton (1993, 11 juillet/b), *op. cit.*

<sup>1040</sup> Difficile de ne pas y voir l'influence, même lointaine, du néoconservateur Fukuyama et de sa théorie de la fin de l'histoire, bien que les néoconservateurs fussent absents de l'administration Clinton [J. Vaisse (2008). *Histoire du néoconservatisme aux États-Unis : le triomphe d'une idéologie*. Paris : Odile Jacob, p. 20, cité par F. Gagnon et G. Mascotto (2010), *op. cit.*, p. 180].

<sup>1041</sup> Y compris de manière négative, le Président Bush ayant classé Kim Jong-il parmi les « *tyrants who [were] doing everything they [could] to be a 21<sup>st</sup> century menace* » [déclaration effectuée pendant la campagne présidentielle de 2000 et citée par A. Fleischer (2001, 26 novembre). *Press Briefing By Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=47605>].

<sup>1042</sup> W.J. Clinton (1993, 23 novembre). *The President's News Conference With President Kim Yong-sam of South Korea*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46165>.

<sup>1043</sup> « *I don't think that they would risk the certain terrible defeat and destruction that would occur if they did that. (...) Senator Dole says they're bluffing when they consider sanctions to be an act of war; I think that may be the opinion most people have.* » [W.J. Clinton (1994, 5 juin/d). *Interview With Sam Donaldson of ABC News*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=50293>]. Il ne s'appropriait cependant pas explicitement cette accusation de bluff faite à l'encontre des dirigeants nord-coréens.

<sup>1044</sup> Propos rapportés par un membre de l'administration Clinton [Administration Clinton (1993, 23 novembre), *op. cit.*].

<sup>1045</sup> W.J. Clinton (1994, 5 juin/b), *op. cit.*

pas besoin de se confronter à un régime déclinant. Les membres de l'administration Clinton savaient avoir affaire à un État qui craignait pour sa survie<sup>1046</sup>, tandis que ceux de l'administration Obama considéraient que la « *belligerence towards its neighbors and defiance of the international community* » dont faisait preuve la Corée du Nord constituait des « *signs of weakness, not strength* »<sup>1047</sup>, confirmant la représentation d'une Corée du Nord affaiblie et craignant pour sa survie<sup>1048</sup>.

Le fait que la normalisation des relations entre la Corée du Nord et les États-Unis ait été représentée comme l'une des exigences des dirigeants nord-coréens en 2007 dans le cadre des SPT<sup>1049</sup> s'inscrivait dans le même ensemble représentationnel faisant de la Corée du Nord un État en quête de la reconnaissance et d'une forme de légitimation de la part des États-Unis, comme une garantie pour sa survie. La volonté de normalisation des dirigeants nord-coréens<sup>1050</sup> contribuait à alimenter les

---

<sup>1046</sup> Ponctuellement, la manière dont le Président Clinton évoquait la Corée du Nord, comme d'un Etat indécis tentant « *to decide what direction to take now, sometimes seeming to reach out to South Korea, sometimes seeming to draw back* », paraît empathique : s'il reconnaissait que la période lors de laquelle la menace de la Corée du Nord de quitter l'AIEA constituait « *a difficult moment in our relationship with them* », il ajoutait qu'elle l'était probablement aussi pour les Nord-Coréens, semblant témoigner une certaine empathie pour leurs « *enormous economic problems* » et la croisée des chemins à laquelle se trouvaient son régime politique et ses dirigeants [W.J. Clinton (1993, 7 novembre), *op. cit.*].

<sup>1047</sup> B. Obama (2010, 19 mai). *Statement by the Press Secretary on the Republic of Korea Navy ship the Cheonan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=89325>.

<sup>1048</sup> Senn décrit la Corée du Nord comme le *rogue state* le plus anxieux du fait de la Guerre de Corée, du déploiement d'armes nucléaires en Corée du Sud à partir de 1991, de sa désignation comme cible potentielle de frappes nucléaires par le *Nuclear Posture Review* en 2002 et enfin de rapports indiquant que le Pentagone élaborait de nouveaux plans dans le but de renverser son régime [M. Senn (2008), *op. cit.*, p. 13-14].

<sup>1049</sup> L'administration Bush présentait la possibilité pour les dirigeants nord-coréens de discuter directement et de façon bilatérale avec les dirigeants américains comme une incitation pour la Corée du Nord à reprendre les négociations multilatérales, en parallèle desquelles des discussions bilatérales auraient pu être initiées [T. Snow (2006, 26 juin). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60186>].

<sup>1050</sup> L'administration Bush affirmait qu'il était important pour les dirigeants nord-coréens de « *not to be on a list that [said] "enemies," and not to be on a list as supporters of terror* » [S. Hadley (2008, 26 juin). *Press Briefing by National Security Advisor Stephen Hadley*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=77524>]. A l'inverse, les dirigeants américains n'ont jamais

représentations américaines dont faisait l'objet la Corée du Nord comme d'un État qui avait davantage besoin de se prémunir des États-Unis *via* une normalisation de leurs relations mutuelles, plutôt que de se les aliéner, son agressivité et la crédibilité des menaces proférées par ses dirigeants pouvant conséquemment être remises en cause. De surcroît, la Corée du Nord reconnaissait le statut des États-Unis d'unique superpuissance mondiale ; en témoigne la volonté de ses dirigeants de traiter avec « le seul pays qui (à leurs yeux) [comptait] véritablement dans la région<sup>1051</sup> ». En dépit de ces représentations, les administrations américaines rencontraient des difficultés pour interpréter les intentions nord-coréennes, rendues illisibles par l'opacité du régime. Par exemple, lorsque les dirigeants nord-coréens réclamèrent de l'argent en échange de l'inspection d'une infrastructure nucléaire suspecte, le Président Clinton admit que

*no one [could] be absolutely sure of whether the North Korean position [was] simply a product of economic difficulties, so they [were] attempting to get more money out of various countries for doing what they ought to be doing anyway, or whether they really [were] moving toward a more hostile posture.*<sup>1052</sup>

Pour autant, certains actes posés par le régime nord-coréen faisaient l'objet d'une dédramatisation par les membres de l'administration Clinton en raison de leur caractère récurrent permettant de ne pas les interpréter comme une menace. Par exemple, ce qui pouvait être interprété comme « *a wartime mobilization* » fut surveillé comme « *an annual winter military exercise* » que les membres de l'administration Clinton savaient que la Corée du Nord menait chaque année. Les activités effectuées étant « *consistent with what they [had] done each and every year around about this time* », McCurry ne détectait aucune « *particular cause for concern or alarm in [his] government* », précisant que de telles activités faisaient toutefois

---

relayé une quelconque volonté des dirigeants iraniens d'échapper aux labellisations dont ils affublaient l'Iran, alimentant la représentation du gouvernement iranien comme volontairement subversif et non soucieux de voir l'Iran intégrer la « communauté internationale ».

<sup>1051</sup> B. Courmont (2007), *op. cit.*, p. 126.

<sup>1052</sup> W.J. Clinton (1998, 20 novembre). *Remarks Following Discussions With Prime Minister Keizo Obuchi of Japan and an Exchange With Reporters in Tokyo*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=55302>.

l'objet d'une surveillance étroite de la part des États-Unis.<sup>1053</sup> Toutes les administrations américaines dont nous étudions la politique étrangère dédramatisèrent les actes ou les discours nord-coréens : dès lors qu'ils étaient considérés comme habituels, mais aussi comme visant à attirer l'attention des États-Unis ou à obtenir des avantages de leur part<sup>1054</sup>, ils témoignaient du caractère provocateur mais non fondamentalement menaçant de la Corée du Nord et de ses dirigeants. Si les intentions et les motivations des dirigeants nord-coréens demeuraient obscures, les récurrences comportementales constituaient des repères sur lesquels s'appuyaient les administrations américaines et auxquels leurs membres faisaient sans cesse référence<sup>1055</sup> pour relativiser la gravité ou le caractère menaçant des actes de provocation nord-coréens. En ce sens, la déclaration suivante de McLellan est particulièrement représentative : « *I would never try to guess their motives, but we've seen this from time to time. It's nothing new.*<sup>1056</sup> » La validation des représentations américaines de la Corée du Nord et de son comportement contribuait à sécuriser les décisions prises et la politique menée par les administrations successives à l'égard de cette dernière, par exemple celle de ne pas céder aux menaces ou déclarations provocatrices proférées par les dirigeants nord-coréens<sup>1057</sup>. Et ce d'autant plus que la

---

<sup>1053</sup> W.J. Clinton (1998, 13 mars). *Press Briefing by Mike McCurry*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=48208>.

<sup>1054</sup> Si le Président Clinton se questionnait sur la volonté des dirigeants nord-coréens d'obtenir des bénéfices de la part des États-Unis, les membres de l'administration Bush se montraient beaucoup moins prudents dans leurs déclarations, affirmant que les dirigeants nord-coréens usaient d'une « *strident rhetoric as a diplomatic tool* » pour obtenir des « *economic or other benefits* » [A. Fleischer (2003, 18 février). *Press Briefing by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61039>]. L'administration Obama interpréta l'annonce de la réalisation d'un essai nucléaire par les dirigeants nord-coréens de manière similaire [R. Gibbs (2009, 28 mai). *Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86237>].

<sup>1055</sup> C'était particulièrement le cas de la violation de l'accord de 1994 et de la rhétorique agressive redondante des dirigeants nord-coréens.

<sup>1056</sup> S. McClellan (2005, 11 février), *op. cit.*

<sup>1057</sup> Déclarations dont ils étaient coutumiers [S. McClellan (2005, 14 avril). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66175>].

Corée du Nord était associée au « *bluff* », à la « *bravado* »<sup>1058</sup>, à une « *strategy of divide and conquer*<sup>1059</sup> » et à des déclarations auxquelles les administrations américaines n'accordaient que peu de crédit<sup>1060</sup>. Le caractère anachronique du régime utilisant des outils diplomatiques éculés et peu conformes aux standards de la « communauté internationale » était de cette manière renforcé. De façon générale, les Présidents américains interprétaient le comportement nord-coréen comme plutôt défensif, la menace offensive étant jugée peu crédible, et n'ont jamais identifié l'existence du régime nord-coréen comme constituant une problématique urgente pour les États-Unis, au contraire de l'Irak de Saddam Hussein par exemple.

La différence de traitement discursif dont étaient l'objet les deux Corées, synonyme de pratiques représentationnelles tout aussi distinctes, associée à la représentation d'une péninsule coréenne devant se réunifier, contribuait à la fois à délégitimer la Corée du Nord en tant que régime politique et État et, partant, à menacer sa survie à moyen ou à long terme.

## 5.2 L'Iran, État révisionniste

*It is the number one state sponsor of international terrorism.*

Administration Clinton<sup>1061</sup>

Alors que les dirigeants américains se représentaient la Corée du Nord comme favorable à un *statu quo* qui avait le mérite de préserver la survie de son régime, l'Iran était davantage dépeint comme une puissance en devenir, ambitionnant de

<sup>1058</sup> T. Snow (2006, 10 octobre), *op. cit.*

<sup>1059</sup> C. Rice (2003, 31 octobre), *op. cit.*

<sup>1060</sup> Par exemple, le Président Clinton signalait que les dirigeants nord-coréens « *[had] said that they would consider sanctions an act of war* », mais qu'il ne « *[didn't] really believe that.* » [W.J. Clinton (1994, 5 juin/c), *op. cit.*]. Ce manque de crédit était accentué sous l'administration Bush qui véhiculait des représentations à la fois négatives et grotesques [un journaliste avait affirmé qu'un membre de l'administration Bush avait comparé Kim Jong-il à « *an unloved child looking for attention* », ce qui en dit long sur la crédibilité qui lui était accordée [G.W. Bush (2006, 6 juillet), *op. cit.*].

<sup>1061</sup> Administration Clinton (1995, 30 avril). *Background Briefing by Senior Administration Official*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59431>.

croître en influence au sein de sa région. Toutefois, si le régime politique iranien était l'objet de vives critiques comme l'était la Corée du Nord, la survie de l'État iranien en tant que tel n'a à l'inverse jamais été mise en cause, même implicitement. Plus encore, l'Iran était articulé avec des ambitions que la Corée du Nord n'aurait pu se permettre d'avoir du point de vue américain. Au-delà de la volonté de domination du Moyen-Orient qu'ils prêtaient aux dirigeants iraniens, les dirigeants américains les associaient régulièrement à la crise des otages de l'ambassade américaine de Téhéran, événement considéré comme représentatif du comportement iranien, de son soutien au terrorisme et de son irrespect des normes internationales, et fondateur de la vive inimitié entre les deux États. Inimitié nourrie par le manque de connaissance des membres des administrations américaines à l'égard de l'Iran : l'absence de relations diplomatiques depuis plusieurs décennies entre les États-Unis, d'une part, et l'Iran et la Corée du Nord, d'autre part,<sup>1062</sup> avait rendu les contacts entre leurs représentants sporadiques ou inexistant<sup>1063</sup>, n'avait donc pas facilité l'émergence d'une connaissance mutuelle et avait laissé libre cours à la perpétuation de représentations plus ou moins datées ou fondées. Le Président Clinton admettait d'ailleurs cette méconnaissance, semblant se compter parmi « *those [...] who [didn't] feel privy to all the details of daily life in that country* » et susceptibles d'interpréter l'élection de Khatami à la présidence de l'Iran comme « *at least a reaffirmation of the democratic process there* »<sup>1064</sup>. Son administration justifiait cette méconnaissance à la fois par l'opacité de la société iranienne et par la « *ruling elite that [was] difficult at time to understand* »<sup>1065</sup>, d'une part, et à l'absence de relations entre les deux États, d'autre part. Ce n'est qu'à partir de 1997, année de l'élection de Khatami à la présidence iranienne, que les États-Unis et l'Iran commencèrent à faciliter les échanges non

<sup>1062</sup> En 2006, parmi les États qualifiés de *rogue* par les États-Unis, seule la Syrie avait une ambassade aux États-Unis [R.I. Rotberg (2007), *op. cit.*, p. 30].

<sup>1063</sup> M. Senn (2008), *op. cit.*, p. 16.

<sup>1064</sup> W.J. Clinton (1997, 29 mai). *The President's News Conference With Prime Minister Tony Blair of the United Kingdom in London*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=54196>.

<sup>1065</sup> M. McCurry (1998, 23 juillet), *op. cit.*



officiels, en particulier dans le domaine universitaire, un retard considérable devant alors être rattrapé en termes de connaissance de l'autre. Des efforts furent fournis en ce sens par les États-Unis, le Département d'État n'ayant toutefois créé un bureau dédié à l'Iran qu'en mars 2006, seules deux personnes travaillant jusqu'alors sur l'Iran à plein temps<sup>1066</sup>. Dans les discours des membres de l'administration Bush, l'Iran faisait également régulièrement l'objet d'articulations simplistes, voire erronées. Par exemple, l'Iran était parfois trop rapidement articulé avec l'« *Arab world* », ce dernier étant lui-même confondu avec, d'une part, le monde musulman et, d'autre part, les pays producteurs de pétrole. Il s'agit bien d'une simplification et non d'une méconnaissance puisque, par ailleurs, l'administration Bush était au fait des différences existant entre l'Irak et l'Iran, par exemple, et les utilisait pour remettre en cause la capacité de l'Iran d'influencer les populations chiites irakiennes<sup>1067</sup>.

En outre, les Présidents Bush et Obama estimaient tous deux qu'il était difficile de traiter avec les dirigeants iraniens en raison du flou entourant l'organisation des institutions iraniennes<sup>1068</sup> et, surtout, en raison de l'incertitude pesant sur le crédit à accorder à la parole des uns et des autres. Parole qui pouvait du reste être plurielle,

---

<sup>1066</sup> P. Baker et G. Kessler (2006, 13 mars). « U.S. Campaign Is Aimed at Iran's Leaders ». *The Washington Post*. Consultable ici : <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2006/03/12/AR2006031201016.html>.

<sup>1067</sup> A. Fleischer (2003, 23 avril). *Wednesday's Press Briefing*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61078>.

<sup>1068</sup> L'administration Bush affirmait pour sa part que « *the unelected people* », à savoir le pouvoir spirituel iranien, « *[were] the real rulers of Iran* », au détriment du gouvernement élu [G.W. Bush (2002, 12 juillet). *Statement on Iran*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73063>]. Tandis que le Président Obama déclarait que l'Iran était « *a very complicated country with a lot of different power centers* », mais que « *[t]he Supreme Leader, Khamenei [was] the person who [exercised] the most direct control over the policies of the Islamic Republic* » [B. Obama (2009, 21 avril). *Remarks Following a Meeting With King Abdullah II of Jordan and an Exchange With Reporters*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86029>].

voire contradictoire<sup>1069</sup>, et changeante<sup>1070</sup>, rendant difficile la mise en œuvre d'une politique à l'égard de l'Iran, en particulier en matière de négociation, en raison de son caractère imprévisible et de l'instabilité de certaines de ses positions. De manière générale, les administrations américaines n'accordaient que peu de crédit à la parole des dirigeants iraniens, parce que, d'une part, « *the words and the deeds of the Iranian leadership rarely [coincided]*<sup>1071</sup> » et, d'autre part, « *the Iranian government [said] a lot of things from time to time*<sup>1072</sup> », la multiplicité de propos peu suivis d'actions concrètes témoignant de leur manque de crédibilité. Les administrations Bush et Obama remirent particulièrement en cause à plusieurs reprises la crédibilité du Président Ahmadinejad, en raison de ses fréquentes sorties jugées provocatrices et incompréhensibles et échappant à la rationalité des dirigeants américains<sup>1073</sup>.

Dans ce contexte, les administrations américaines estimaient ne pouvoir que formuler des hypothèses quant aux intentions politiques du gouvernement iranien, en témoignent par exemple les formulations prudentes du rapport de l'*Iraq Study Group* à propos de l'Iran<sup>1074</sup>. Or, le manque d'informations, ainsi que l'incertitude quant à

---

<sup>1069</sup> Le président Obama mentionnait les « *mixed signals* » envoyés par l'Iran [B. Obama (2010, 9 février). *The President's News Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=87517>].

<sup>1070</sup> L'administration Obama affirmait par exemple que les dirigeants iraniens étaient « *sometimes [had] accepted ideas and agreements only to come back a week or so later and not accept them* » [Administration Obama (2010, 11 février). *Press Briefing by Chair of the Council of Economic Advisers Christine Romer and Press Secretary Robert Gibbs*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=87521>].

<sup>1071</sup> R. Gibbs (2010, 17 mai/a). *Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=87937>.

<sup>1072</sup> S. McClellan (2004, 20 août). *Press Gaggle by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66050>.

<sup>1073</sup> « *President Ahmadinejad [said] foolish, offensive and sometimes unintelligible things with great regularity* » [J. Carney (2010, 24 septembre). *Press Briefing by Press Secretary Jay Carney*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=102294>].

<sup>1074</sup> J.A. Baker III et L.H. Hamilton (dir.) (2006). *The Iraq Study Group Report*. New York : Vintage Books, a division of Random House, Inc., p. 52. Consultable ici : [http://image.guardian.co.uk/sys-files/Guardian/documents/2006/12/06/iraq\\_study\\_group\\_report.pdf](http://image.guardian.co.uk/sys-files/Guardian/documents/2006/12/06/iraq_study_group_report.pdf).

leur véracité, ont étayé des suppositions américaines à l'égard de l'Iran « superficielles et fausses »<sup>1075</sup>. Cela permet de comprendre comment, bien que la politique étrangère iranienne « *became quite pragmatic* » et que « *Iran stopped being a revisionist state long ago and (...) [became] a medium-sized power seeking regional preeminence* », la représentation des administrations américaines à l'égard de l'Iran « *as a destabilizing force* » ait été « *congealed in the U.S. imagination and has endured ever since* »<sup>1076</sup>. Nous donnons finalement ici une lecture constructiviste des « *misperceptions* » théorisées par Jervis<sup>1077</sup> – perceptions d'autrui enracinées dans des croyances pré-établies et finissant par devenir des perceptions faussées –, à savoir des représentations qui, ancrées dans l'imaginaire sécuritaire américain et reproduites à travers les discours et les pratiques politiques, finissent par ne plus être questionnées et sont présentées comme objectives alors qu'elles sont intrinsèquement subjectives. Nous divergeons de l'approche de Jervis parce qu'il ne s'intéresse pas aux interactions entre les États<sup>1078</sup>, auxquelles nous accordons au contraire une importance primordiale en tant que constructiviste, mais aussi parce qu'il s'intéresse aux individus<sup>1079</sup> alors que nous nous intéressons aux représentations intersubjectives partagées, diffusées et reproduites collectivement.

### 5.2.1 Le rejet viscéral<sup>1080</sup> du régime iranien

Les représentations négatives des administrations américaines à l'égard de l'Iran reposaient à la fois sur l'histoire des relations américano-iraniennes telle que se la racontaient les dirigeants américains et sur la manière dont ils se représentaient le

<sup>1075</sup> M. Senn (2008), *op. cit.*, p. 17. Senn ajoute que le manque d'informations a contribué à la persistance de la culture hobbesienne entre les États-Unis et l'Iran.

<sup>1076</sup> R. Takeyh (2007). « Time for Détente with Iran ». *Foreign Affairs*, 86(2), p. 19.

<sup>1077</sup> R. Jervis (1976). *Perception and Misperception in International Politics*. Princeton : Princeton University Press.

<sup>1078</sup> J. Mitzen (2006). « Ontological Security in World Politics: State Identity and the Security Dilemma ». *European Journal of International Relations*, 12(3), p. 343.

<sup>1079</sup> *Ibid.*, p. 352.

<sup>1080</sup> De nombreux officiels américains avaient un réel dégoût personnel et viscéral pour l'Iran, comme par exemple Warren Christopher, ancien Secrétaire d'État au sein de l'administration Clinton [J.A. Bill (1999). « Iran and the United States: A Clash of Hegemonies ». *Middle East Report*, 212, p. 45].

régime iranien, d'une part, et sur l'articulation qu'ils alimentaient entre l'Iran et le terrorisme.

#### 5.2.1.1 Une défiance historique mutuelle

La révolution islamique du début de l'année 1979, impulsée notamment par l'imam Khomeini, fut le résultat de mécontentements couvant depuis plusieurs années du fait des réformes engagées par le Shah, aveuglément soutenu par les États-Unis. Ce soutien contribua à baser la radicalisation de la Révolution iranienne et le régime qui en a découlé sur l'antiaméricanisme<sup>1081</sup>. Les États-Unis perdirent un allié de poids dans une région que leurs dirigeants considéraient comme stratégiquement clé en matière d'énergie. L'Iran, « allié zélé » des Occidentaux<sup>1082</sup>, avait jusque-là également joué un rôle en matière de sécurité au Moyen-Orient et entretenait des relations courtoises avec Israël tout en acceptant de lui livrer du pétrole. L'administration Carter ne réussit pas à gérer cette crise positivement pour les États-Unis, ne cherchant ni à remplacer le Shah, ni à négocier avec Khomeini, ni, dans un premier temps, à intervenir militairement. Elle fut presque contrainte de le faire le 25 avril 1980, la crise des otages américains se prolongeant, mais trop tard et avec des moyens insuffisants : l'opération se termina en fiasco, porta « un coup sérieux à la crédibilité de l'outil militaire américain et de l'exécutif paralysé par cette affaire<sup>1083</sup> », et aggrava l'image impérialiste associée aux États-Unis depuis leur participation au coup d'État contre le Premier ministre iranien en 1953<sup>1084</sup>. Cet épisode témoigna aussi de la perte d'influence américaine et de la « crise de conscience de la politique étrangère américaine » – selon l'expression de Vaïsse qui parle d'un « repli diplomatique général » des États-Unis dans les années 1970, dû aux conséquences de la Guerre du Vietnam et du Watergate telles qu'interprétées par le Président Carter –,

<sup>1081</sup> A. Hummel (2007). "Comment peut-on être persan ?" Les Etats-Unis face à la singularité iranienne. Dans B. Courmont (dir.), *op. cit.*, p. 152.

<sup>1082</sup> P. Milza (2001). *Les relations internationales de 1973 à nos jours*. Paris : Hachette, p. 30.

<sup>1083</sup> M. Vaïsse (2005), *op. cit.*, p. 126.

<sup>1084</sup> S. Kinzer (2003). *All the Shah's men : an American coup and the roots of Middle East terror*. Hoboken : John Wiley & Sons.

permettant de comprendre l'impression d'impuissance des États-Unis face à la crise des otages de Téhéran<sup>1085</sup>.

Au-delà de l'humiliation que vécurent les Américains lors de la crise des otages et dont font état les historiens<sup>1086</sup>, cette dernière resta ancrée dans les représentations des dirigeants américains, notamment sous la forme d'une blessure narcissique<sup>1087</sup>. Howard affirme même que la prise d'otages de 1979, comme plus tard les attentats du 11 septembre 2001, avait créé un besoin de catharsis nationale parmi les Américains lambda qui s'était traduit par l'intervention des États-Unis en faveur de l'Irak pendant la guerre Iran-Irak dans les années 1980<sup>1088</sup>. Cette intervention aurait été un moyen de panser les plaies d'Américains encore traumatisés par la prise d'otages et ses conséquences<sup>1089</sup>. Cette dernière imprégnait les représentations des Présidents Clinton et Bush, le Président Obama y ayant pour sa part moins fait référence. Le Président Clinton mettait par exemple sur le même plan la Guerre du Vietnam et la crise des otages<sup>1090</sup>, au rang des « *troubles* » qu'avaient connus les États-Unis de son vivant, les deux évènements ayant traumatisé les Américains à différents égards, et affirmait que « *[t]he crisis between the United States and Iran that began in 1979 [had] not*

---

<sup>1085</sup> M. Vaïsse (2005), *op. cit.*

<sup>1086</sup> Un autre épisode est évoqué par les historiens comme ayant affecté les relations entre les États-Unis et l'Iran, même s'il est généralement tu par les dirigeants américains dont nous étudions la politique étrangère : l'affaire Iran-Contra [Voir C.-P. David, L. Balthazar et J. Vaïsse (2008). *La politique étrangère des États-Unis : Fondements, acteurs, formulation* (2<sup>ème</sup> éd.). Paris : Les Presses de Sciences Po, p. 154-155 et 327].

<sup>1087</sup> Le fiasco de l'intervention militaire pour résoudre la crise des otages était présenté comme tel par le Vice-président Cheney [R.B. Cheney (2001, 28 février). *Remarks by the Vice President to the National Association of Manufacturers*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=85587>].

<sup>1088</sup> R. Howard (2004), *op. cit.*

<sup>1089</sup> Jusqu'aux attaques du World Trade Center, des images de la crise des otages avaient continué à hanter un large public américain [M. Senn (2008), *op. cit.*, p. 23].

<sup>1090</sup> W.J. Clinton (2000, 19 octobre). *Remarks to the Congregation of Shiloh Baptist Church*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=1113>.

*been fully resolved*<sup>1091</sup> ». Quant au Président Bush, il comptait la crise des otages parmi les signes de faiblesse qu’avaient montrés les États-Unis durant les années 1980 et 1990<sup>1092</sup>. Le souvenir et le traumatisme de la crise des otages furent réactivés lors de l’arrivée au pouvoir du Président iranien Ahmadinejad, soupçonné dans un premier temps d’avoir participé à la prise d’otages. Alors que les dirigeants américains préconisaient à d’autres États dans d’autres contextes de tourner la page d’un évènement passé<sup>1093</sup>, ils ne l’ont fait que tardivement à l’égard de l’Iran.

Si la crise des otages constituait pour les Américains l’évènement fondateur de l’inimitié des États-Unis envers le régime iranien, c’est le coup d’État contre le Premier ministre iranien Mossadegh, partiellement organisé par la CIA (Central Intelligence Agency) en 1953<sup>1094</sup>, qui jouait ce rôle pour les Iraniens. Kinzer affirme au demeurant que l’opération Ajax, nom de code donné par la CIA au coup d’État, n’a pas seulement traumatisé les Iraniens, mais aussi l’ensemble du Moyen-Orient et du « *colonial world* », au sein desquels l’image des États-Unis avait depuis lors radicalement changé<sup>1095</sup>. En 2005 encore, Katz affirmait que « *[b]itterness over the American role in the 1953 ouster of Dr. Mohamed Mossadeq [remained] strong*<sup>1096</sup> ». Les administrations Bush et Obama adoptèrent un comportement différent face à cet épisode sombre des relations américano-iraniennes, en cohérence toutefois avec les

---

<sup>1091</sup> W.J. Clinton (1993, 1<sup>er</sup> novembre). *Message to the Congress Transmitting the Notice on Continuation of Iran Emergency*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46051>.

<sup>1092</sup> G.W. Bush (2005, 30 août). *Remarks on the 60th Anniversary of V-J Day in San Diego, California*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64853>.

<sup>1093</sup> Par exemple, le Président Clinton estimait que tout Premier ministre israélien, pour pouvoir négocier avec les Palestiniens, devait être « *able to set aside the accumulated burdens of the past to at least see them with respect and understand how they perceive the legitimacy of their aspirations* » [W.J. Clinton (1998, 11 novembre). *Remarks at a Veterans Day Ceremony in Arlington, Virginia*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=55256>].

<sup>1094</sup> Le coup d’Etat organisé à la suite de la nationalisation du pétrole iranien par Mossadegh, en particulier des biens de l’*Anglo Iranian Oil Company* [M. Vaïsse (2005), *op. cit.*, p. 43].

<sup>1095</sup> S. Kinzer (2003), *op. cit.*, p. x.

<sup>1096</sup> M.N. Katz (2005). « Iran and America : Is Rapprochement Finally Possible ? ». *Middle East Policy*, 12(4), p. 60.

représentations qu'elles avaient de l'Iran et avec les politiques qu'elles mirent en œuvre à l'égard de ce dernier, nous y reviendrons. Alors que, à l'occasion de la parution de l'ouvrage de Kinzer<sup>1097</sup> portant sur l'opération menée par la CIA pour faire tomber le gouvernement démocratique de Mossadegh, l'administration Bush fut interrogée par un journaliste sur le sujet et se contenta de répondre qu'elle n'avait pas eu connaissance du livre<sup>1098</sup>, le Président Obama reconnut la responsabilité des États-Unis dans le coup d'État<sup>1099</sup> dans son désormais célèbre discours du Caire. Le Président Obama considérait que « *[f]or many years, Iran [had] defined itself in part by its opposition to [his] country* », soulignant la « *tumultuous history* » entre les deux États<sup>1100</sup>, mais aussi que le régime politique iranien plaçait sa légitimité même dans son opposition aux États-Unis<sup>1101</sup>. En cela, il était le seul des trois présidents américains dont nous étudions la politique étrangère à évoquer la construction identitaire mutuelle et conflictuelle des deux États, la méfiance ne se situant pas seulement du côté des États-Unis à l'égard de l'Iran, mais aussi du côté de l'Iran à l'égard des États-Unis. Partant, il était aussi le seul président américain à reconnaître la part de responsabilité des États-Unis dans l'inimitié mutuelle entre ces derniers et l'Iran, ce qui, nous le verrons, constituait une différence fondamentale pour « *[make] state action possible*<sup>1102</sup> ». Toutefois, le Président Obama distinguait les dirigeants américains et les dirigeants iraniens. Les premiers étaient selon lui capables d'exprimer une identité positive à travers l'expression de leur volonté et donc de s'émanciper de l'identification négative des États-Unis par rapport à l'Iran. Si les dirigeants américains avaient à l'égard de l'Iran leur « *own grievances* », ils étaient

---

<sup>1097</sup> S. Kinzer (2003), *op. cit.*

<sup>1098</sup> S. McClellan (2003, 29 juillet). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61137>.

<sup>1099</sup> B. Obama (2009, 4 juin), *op. cit.*

<sup>1100</sup> *Loc. cit.*

<sup>1101</sup> B. Obama (2010, 20 mars). *Videotaped Remarks on the Observance of Nowruz*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=87665>.

<sup>1102</sup> Pour reprendre le titre de l'article de Weldes et Sacco déjà cité.

cependant « *prepared to move forward* », ce qui n'était pas le cas des dirigeants iraniens.<sup>1103</sup> Les trois présidents américains dont nous étudions la politique étrangère ont d'ailleurs tous exprimé des regrets quant à l'état des relations entre les États-Unis et le peuple iranien, rappelant, d'une part, l'estime qu'ils avaient pour ce dernier et pour sa riche histoire et, d'autre part, son potentiel non réalisé<sup>1104</sup>, mais aussi que le caractère désastreux des relations entre les États-Unis et l'Iran était dû au comportement du gouvernement iranien.

Comportement que les administrations américaines considéraient comme critiquable également à l'encontre de la population iranienne, dont les dirigeants iraniens bridaient le potentiel et brimaient les aspirations. Par exemple, Condoleezza Rice pointait du doigt « *the un-elected few in Iran who [continued] to frustrate the hopes of their own people, who repeatedly [turned] out and [voted] to throw off tyranny* » et témoignant de « *the nature of Iran* », l'Iran désignant ici le régime iranien<sup>1105</sup>. En raison de l'incapacité de ce dernier à satisfaire les demandes du peuple iranien<sup>1106</sup>, en particulier en matière de liberté<sup>1107</sup>, le Président Bush et son administration lui

---

<sup>1103</sup> Le Président Obama s'adressait aux dirigeants iraniens : « *We know what you're against; now tell us what you're for* ». Or, il estimait que « *[f]or reasons known only to them, the leaders of Iran [had] shown themselves unable to answer that question.* » [B. Obama (2010, 20 mars), *op. cit.*]. Le Président Bush exprimait également la capacité des États-Unis à avancer en affirmant que « *America looks forward to the day when our Nation can be closest of friends with a free and democratic Iran* » [G.W. Bush (2006, 4 mai/a). *Remarks at the American Jewish Committee's Centennial Dinner*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=72869>], alors que les dirigeants iraniens étaient représentés comme n'ayant pas de telles aspirations.

<sup>1104</sup> W.J. Clinton (1999, 21 juillet). *The President's News Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=57928>.

<sup>1105</sup> C. Rice (2002, 29 avril), *op. cit.*

<sup>1106</sup> G.W. Bush (2003, 6 novembre), *op. cit.*

<sup>1107</sup> S. McClellan (2006, 9 janvier). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63633>. Les dirigeants américains étaient beaucoup moins enclins à dénoncer les violations des droits de l'Homme dans des pays avec lesquels les États-Unis étaient alliés ou amis, l'Arabie Saoudite par exemple. Or, les Iraniens jouissaient de beaucoup plus de libertés que la plupart des peuples du Golfe [R Howard (2004), *op. cit.*, p. 12-13]. Une partie de l'administration Bush avait conscience de cela et estimait que l'intégration de l'Iran dans l'« *Axis of evil* » n'allait conséquemment pas forcément de soi, en témoigne l'échange révélé par Woodward à ce



déniaient toute légitimité et toute représentativité du peuple iranien. Le Président Obama, comme le Président Bush avant lui, considérait pour sa part que les dirigeants iraniens avaient pris l'habitude d'accuser l'Occident en général et les États-Unis en particulier de manipuler une partie de la population iranienne et de la pousser à manifester, « *an old distraction that (...) [had] been trotted out periodically*<sup>1108</sup> ». Ce fut le cas après les élections de juin 2009 dont les résultats furent violemment contestés par une partie du peuple iranien. Pour Obama, les dirigeants iraniens désignaient un bouc-émissaire afin d'éviter de se questionner sur leur propre régime politique<sup>1109</sup>. La manière dont le pouvoir iranien diabolisait les États-Unis auprès de la population iranienne constituait d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles les administrations Clinton et Bush, moins régulièrement l'administration Obama, exprimaient une profonde défiance à son égard. L'idée que le Président Clinton pensait véhiculée en Iran selon laquelle les États-Unis étaient « *infidels and outside the faith* », alors que l'Iran était « *God's chosen* »<sup>1110</sup>, allait à l'encontre du mythe américain d'une nation choisie et bénie par Dieu, les dirigeants des deux États se disputant les faveurs divines<sup>1111</sup>, mais, surtout, niant à l'autre une dimension identitaire pourtant fortement revendiquée. Il paraissait donc nécessaire aux administrations américaines, non seulement de redorer le blason américain auprès de

---

sujet : « *Hadley had second thoughts about adding Iran, because it had a democratically elected president, but Bush liked the idea of including Iran. "No," the president said, "I want it in."* » [B. Woodward (2004). *Plan of Attack*. New York: Simon and Schuster, p. 88, cité par D. Heradstveit et G.M. Bonham (2007), *op. cit.*, p. 423].

<sup>1108</sup> B. Obama (2009, 19 juin). *Transcript of the President's Answer to Harry Smith's Question on Iran*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86302>.

<sup>1109</sup> B. Obama (2009, 23 juin), *op. cit.*

<sup>1110</sup> W.J. Clinton (1999, 12 avril). *Remarks at the Seventh Millennium Evening at the White House*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=57396>.

<sup>1111</sup> Cette dimension religieuse et spirituelle participait au rejet iranien de l'ordre international en place, en particulier du système international westphalien tel qu'il existait depuis 1648. En effet, Ray Takeyh affirme que le rejet par l'ancien Guide spirituel Khomeini de « *the concept of the nation-state and an international system with its arbitrary demarcations* » était directement lié à l'idéologie de Khomeini qui « *decried the notion of the nation-state as the creation of "weak minds" who failed to appreciate the mandate from heaven.* » [R. Takeyh (2006). *Hidden Iran: Paradox and Power in the Islamic Republic*. New York, NY: Times Book, p. 18].

la population iranienne, mais d'affirmer auprès de la population iranienne l'identité américaine telle qu'ils se la représentaient. En ce sens, à l'occasion d'un tremblement de terre en Iran, le Président Bush assouplit les restrictions que subissait ce dernier en matière d'aide humanitaire, afin de témoigner aux Iraniens de la « *great compassion for human suffering*<sup>1112</sup> » du peuple américain. La distinction claire établie par les administrations américaines entre les dirigeants iraniens et le peuple iranien<sup>1113</sup> contribuait à la démarche américaine de délégitimation du régime iranien, d'une part, et, d'autre part, éclaire les fondements de la politique que les administrations Clinton et Bush ont particulièrement menée à l'égard des Iraniens, en vue de provoquer un changement de régime en Iran, nous y reviendrons dans le chapitre IX.

#### 5.2.1.2 L'Iran, État terroriste

La stigmatisation du régime politique iranien passait également par son articulation régulière avec le terrorisme, menace considérée comme prépondérante par les administrations américaines. L'articulation entre l'Iran et le terrorisme était étayée de différentes manières<sup>1114</sup> : les dirigeants iraniens étaient accusés de soutenir des organisations terroristes, voire de fomenter directement des attentats terroristes ; les intentions que leur prêtaient les dirigeants américains étaient sensiblement les mêmes que celles prêtées aux terroristes ; et la base idéologique du régime politique iranien était présentée comme proche de celle du terrorisme islamique. Alors que

---

<sup>1112</sup> G.W. Bush (2004, 1<sup>er</sup> janvier). *Remarks on New Year's Day and an Exchange With Reporters in Falfurrias, Texas*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63872>.

<sup>1113</sup> L'administration Obama distinguait explicitement la population iranienne de ses dirigeants, contribuant à délégitimer ces derniers en raison de leur manque de représentativité des Iraniens. Elle s'appuyait par exemple sur l'empathie qu'avaient manifestée les Iraniens lors des attentats du 11 septembre, témoignant de valeurs dont le gouvernement iranien était pour sa part incapable de faire preuve [B. Obama (2010, 24 septembre), *op. cit.*]. Alors même que tant le Président iranien Khatami que l'ayatollah Khamenei avaient condamné les attentats du 11 septembre. Notons cependant que les dirigeants iraniens, à l'instar du Président Khatami, distinguaient aussi la population américaine de ses dirigeants et affirmait même que les Iraniens « *[sensed] an intellectual affinity with the essence of the American civilization* » [CNN (1998, 7 janvier/b). « Khatami suggests warmer relations with U.S. ». *CNN*. Consultable ici : <http://edition.cnn.com/WORLD/9801/07/iran/>].

<sup>1114</sup> Au-delà de l'articulation avec le terrorisme dont faisaient l'objet les *rogue states* en général (voir sous-section 3.2.2.1).

l'inscription de la Corée du Nord sur la liste des États soutenant le terrorisme paraissait pragmatique, l'Iran était vu et présenté comme lié au terrorisme presque naturellement, notamment en raison de son régime politique, et le soutien que son gouvernement était accusé d'apporter au terrorisme était systématiquement soulevé comme étant rédhibitoire<sup>1115</sup>.

Or, le terrorisme était vu par l'administration Clinton « *as the emergent threat of the '90s* » et de surcroît « *the major threat that America faces globally into the next century* »<sup>1116</sup>, tandis que l'Iran était épinglé comme l'un des « *most dangerous supporters of terrorism in the world*<sup>1117</sup> » et, partant, comme l'un des principaux foyers de la menace. L'administration Clinton reprochait en particulier à l'Iran de soutenir le Hamas palestinien et le Hezbollah libanais, organisations considérées comme terroristes<sup>1118</sup>, dans leurs tentatives de perturbation des pourparlers pour la paix au Moyen-Orient. Or, les représentations des dirigeants iraniens à l'égard de ces organisations étaient très différentes de celles des dirigeants américains : les militants du Hamas ou du Hezbollah étaient représentés comme luttant contre l'oppression israélienne, y compris par des dirigeants considérés comme modérés. Le Président Khatami, par exemple, déclara en janvier 1998 sur CNN :

---

<sup>1115</sup> Par exemple ici : W.J. Clinton (2000, 14 février). *Interview With Wolf Blitzer on CNN.com*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=58086>.

<sup>1116</sup> Administration Clinton (1998, 12 août). *Press Briefing by Joe Lockhart and Colonel P.J. Crowley*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=48150>.

<sup>1117</sup> W.J. Clinton (1996, 5 août/b). *Remarks on Signing the Iran and Libya Sanctions Act of 1996 and an Exchange With Reporters*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=53160>. L'Iran fut même soupçonné d'avoir été impliqué dans les premiers attentats contre le World Trade Center en 1993 [D. Jehl (1993, 27 mai). « U.S. Seeks Ways To Isolate Iran ; Describes Leaders as Dangerous ». *The New York Times*. Consultable ici : <http://www.nytimes.com/1993/05/27/world/us-seeks-ways-to-isolate-iran-describes-leaders-as-dangerous.html>].

<sup>1118</sup> Elles furent classées dans la liste du Département d'État américain des organisations terroristes par l'administration Bush le 30 janvier 2003.

*supporting peoples who fight for the liberation of their land is not, in my opinion, supporting terrorism. It is, in fact, supporting those who are engaged in combating state terrorism.*<sup>1119</sup>

Il condamnait en revanche fermement le terrorisme<sup>1120</sup> : ce que les dirigeants américains se représentaient comme un soutien au terrorisme n'était donc pas considéré comme tel par les dirigeants iraniens, cet exemple illustrant le fossé considérable séparant les représentations américaines des représentations iraniennes.

La représentation d'un Iran soutenant le terrorisme a perduré sous l'administration du Président Bush. En 2006, par exemple, l'Iran fut mentionné aux côtés de la Syrie parmi les ennemis des États-Unis ayant « *continued their support for terror and extremism*<sup>1121</sup> ». En outre, les intentions prêtées aux terroristes au Moyen-Orient étaient très similaires à celles prêtées aux dirigeants iraniens, en particulier celle de s'équiper en armes de destruction massive<sup>1122</sup>. De même que l'administration Clinton avait mis en exergue le terrorisme comme étant une menace majeure, l'administration Bush faisait de la *War on terror* « *a war that [was] unlike any we [had] seen before* » et des terroristes « *an enemy unlike any we [had] seen before* ». Elle y associait l'Iran en l'accusant d'en être un allié en raison de leur idéologie commune – « *Islamic radicalism* » –, mais aussi d'avoir des objectifs communs orientés contre les États-Unis<sup>1123</sup> et d'employer les mêmes procédés, en particulier celui « *to blame their own failures on the West and America* »<sup>1124</sup>. Dans le cadre de sa doctrine binaire faisant des États ne s'étant pas ralliés à la *War on terror* des ennemis des États-Unis, le

---

<sup>1119</sup> CNN (1998, 7 janvier/a). « Transcript of interview with Iranian President Mohammad Khatami ». *CNN*. Consultable ici : <http://edition.cnn.com/WORLD/9801/07/iran/interview.html>.

<sup>1120</sup> *Loc. cit.*

<sup>1121</sup> G.W. Bush (2006, 7 septembre/b). *Remarks to the Georgia Public Policy Foundation in Atlanta, Georgia*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=759>.

<sup>1122</sup> G.W. Bush (2004, 19 mars), *op. cit.*

<sup>1123</sup> Parmi lesquels « *the goal of hurting America* » et celui « *to end American and Western influence in the broader Middle East, because [they stood] for democracy and peace and [stood] in the way of their ambitions* » [G.W. Bush (2005, 6 octobre). *Remarks to the National Endowment for Democracy*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73821>].

<sup>1124</sup> *Loc. cit.*

Président Bush ne différenciait pas l'Iran des terroristes qu'il était accusé de soutenir<sup>1125</sup> : les représentations dont faisait l'objet l'Iran, mais également la politique étrangère américaine à l'égard de l'Iran, étaient intrinsèquement liées aux représentations dont faisaient l'objet le terrorisme et les terroristes et à la politique que les États-Unis menaient à leur endroit. La prise d'otages de l'ambassade américaine à Téhéran fut d'ailleurs mise sur le même plan que d'autres attentats perpétrés par des organisations classées comme terroristes<sup>1126</sup> et, partant, la politique américaine à l'égard de l'Iran fut inscrite dans la *War on terror* et la nécessaire politique de démocratisation du Moyen-Orient. Si l'Iran était différencié d'Al-Qaïda, en raison de leurs différences confessionnelles, voire de leurs différends confessionnels,<sup>1127</sup> ils étaient pour autant articulés à travers leur appartenance, ou du moins leur soutien, à un unique mouvement partageant une idéologie totalitaire, ennemie de la liberté et issue d'une lecture radicale de l'Islam, contre laquelle devait être menée « *the decisive ideological struggle of the 21<sup>st</sup> century*<sup>1128</sup> » :

*Despite their differences, these groups form the outlines of a single movement, a worldwide network of radicals that use terror to kill those who stand in the way of their totalitarian ideology. And the unifying feature of this movement, the link that spans sectarian divisions and local grievances, is the rigid conviction that free societies are a threat to their twisted view of Islam.*<sup>1129</sup>

---

<sup>1125</sup> *Loc. cit.*

<sup>1126</sup> G.W. Bush (2006, 14 août). *Remarks Following a Meeting With Secretary of State Condoleezza Rice and the Foreign Policy Team and an Exchange With Reporters*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=555>.

<sup>1127</sup> R.B. Cheney (2002, 24 mars/a). *Interview of the Vice President on CBS News' Face the Nation*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=85621>.

<sup>1128</sup> G.W. Bush (2006, 28 novembre). *Remarks at Latvia University in Riga*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=24325>.

<sup>1129</sup> G.W. Bush (2006, 31 août/a). *Remarks at the American Legion National Convention in Salt Lake City*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=749>.

Cependant, ce que l'administration Bush appelait le « *Shi'a strain of Islamic radicalism* » fut présenté comme étant parvenu à réaliser « *something that Al Qaida [had] so far failed to do* », à savoir

*took control of a major power, the nation of Iran, subjugating its proud people to a regime of tyranny and using that nation's resources to fund the spread of terror and pursue their radical agenda.*<sup>1130</sup>

Si, de manière générale, l'administration Clinton avait pu se montrer moins virulente que l'administration Bush dans la description qu'elle faisait de l'Iran et de son régime politique, elle ne contestait pas l'idée que « *there really [weren't] any moderates in Iran, just sort of different levels of fanaticism* », constatant « *no evidence that there [was] any serious moderate course in Iran* »<sup>1131</sup>. Dès lors, la chute du régime iranien ne pouvait être qu'un objectif associé à celui de voir l'Iran changer de comportement sur la scène internationale.

### 5.2.2 L'Iran, État perturbateur de l'ordre établi

Au contraire de la Corée du Nord, État extrêmement isolé sur la scène internationale et ayant pour seul véritable allié la Chine<sup>1132</sup>, l'Iran n'était pas isolé sur la scène internationale. L'administration Bush le reconnaissait d'ailleurs<sup>1133</sup>, même si ses membres répétaient à l'envi que l'Iran, par son comportement, s'isolait du reste du monde. Cette affirmation constitue un exemple d'idée régulièrement répétée et ainsi ancrée dans les représentations alors même qu'elle ne correspondait pas à une réalité reconnue par ailleurs. Les Européens commerçaient et avaient des relations diplomatiques avec l'Iran, ce qui permet de comprendre, d'une part, leur rôle dans la résolution de la problématique nucléaire iranienne et, d'autre part, le fait qu'ils

<sup>1130</sup> G.W. Bush (2006, 5 septembre/a), *op. cit.*

<sup>1131</sup> Administration Clinton (1995, 30 avril), *op. cit.*

<sup>1132</sup> Alliance toutefois analysée comme complexe par Hildebrandt : en 2003, « *China has shown far more interest in cultivating its important economic relations with South Korea than in rejuvenating its ideological partnership with North Korea* » [T. Hildebrandt (2003). « Introduction ». *Asia program Special Report*, 115, p. 2].

<sup>1133</sup> S. Hadley (2006, 6 août). *Press Briefing by National Security Advisor Steve Hadley*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60224>.

n'aient pas immédiatement suivi la politique de sanctions menée par les États-Unis à l'égard de l'Iran. Cette différence de traitement peut être comprise à travers le rôle des États-Unis en matière de maintien de l'ordre international et du rôle subversif de l'Iran que les dirigeants américains lui attribuaient, ainsi qu'à l'aune des ambitions que lui prêtaient ces derniers au Moyen-Orient, région concentrant de multiples enjeux du point de vue américain<sup>1134</sup>.

### 5.2.2.1 Les ambitions de l'Iran au Moyen-Orient

A de nombreux égards, l'Iran était représenté par les membres de l'administration Clinton comme cherchant à étendre son influence, à la fois dans sa région – c'était le cas dans le Kurdistan irakien<sup>1135</sup> – et en Europe, l'exemple de l'aide de cent millions de dollars proposée à la Bosnie en témoignant<sup>1136</sup>. Or, les États-Unis cherchaient systématiquement à contrecarrer les initiatives iraniennes en la matière<sup>1137</sup>. Toutefois, l'administration Bush fut de loin celle dont les représentations de l'Iran comme puissance volontairement déstabilisatrice au Moyen-Orient furent les plus fortement exprimées. Elle se représentait l'Iran comme étant « *a key piece in the Middle East*<sup>1138</sup> ». Par conséquent, la volonté prêtée à ses dirigeants d'influencer leurs

<sup>1134</sup> Nous analyserons ici les ambitions que les dirigeants américains prêtaient à l'Iran au Moyen-Orient, l'étude des représentations américaines de cette région étant l'objet du chapitre suivant.

<sup>1135</sup> W.J. Clinton (1996, 15 mars). *Letter to Congressional Leaders Reporting on Iraq's Compliance With United Nations Security Council Resolutions*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=52502>.

<sup>1136</sup> M. McCurry (1996, 9 avril). *Press Briefing by Mike McCurry*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59378>.

<sup>1137</sup> Tant en Bosnie, puisque l'administration Clinton avait demandé au gouvernement bosniaque de cesser toute coopération, en particulier militaire et en matière de renseignements, avec l'Iran [W.J. Clinton (1996, 26 juin). *Memorandum on Bosnian Compliance on Withdrawal of Foreign Forces and Terminating Intelligence Cooperation With Iran*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=107569>], qu'auprès des Kurdes irakiens [W.J. Clinton (1996, 4 novembre). *Letter to Congressional Leaders Reporting on Iraq's Compliance With United Nations Security Council Resolutions*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=52216>]. Les membres de l'administration Clinton répétèrent en ce sens maintes fois que l'Iran n'avait aucun rôle à jouer dans le Nord de l'Irak et auprès des Kurdes.

<sup>1138</sup> Administration Bush (2003, 12 juin), *op. cit.*

voisins<sup>1139</sup>, voire de les dominer, mais aussi « *to drive America out of the region* » et « *to destroy Israel* »<sup>1140</sup>, était davantage significative que s'il s'était agi d'un État considéré comme mineur au sein de sa région comme pouvait l'être la Corée du Nord en Asie du Nord-Est. A ce titre, le régime iranien fut même considéré par le Président Bush comme « *the single biggest threat to peace in the Middle East*<sup>1141</sup> ». L'objectif politique de l'administration Bush face à l'Iran était double : il s'agissait à la fois « *to prevent Iran from gaining nuclear weapons and dominating the region*<sup>1142</sup> ». L'enjeu irakien, tel que présenté par l'administration Bush, résidait aussi dans la nécessité de contenir la volonté prêtée à ses dirigeants de voir l'Iran dominer sa région : si l'administration Bush niait à la fois la capacité de l'Iran à influencer l'Irak de façon significative, notamment en raison de leurs différences culturelles, elle estimait que l'Iran « *would benefit from the chaos and would be encouraged in its efforts to gain nuclear weapons and dominate the region*<sup>1143</sup> ». Dans l'ensemble de sa région d'influence composée du Moyen-Orient et d'une partie de l'Asie centrale<sup>1144</sup>, en particulier de l'Afghanistan<sup>1145</sup>, l'Iran était par ailleurs accusé de s'opposer à l'émergence de la démocratie dans différents États. Il allait en cela à l'encontre de la

<sup>1139</sup> G.W. Bush (2006, 28 juillet). *The President's News Conference With Prime Minister Tony Blair of the United Kingdom*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=511>.

<sup>1140</sup> Objectifs que l'administration Bush affirmait partagés tant par l'Iran que par Al-Qaïda [G.W. Bush (2006, 5 septembre/a), *op. cit.*].

<sup>1141</sup> G.W. Bush (2008, 12 mai/a). *Interview With Jacob Eilon and Gil Tamari of Channel 10 TV of Israel*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=77349>.

<sup>1142</sup> G.W. Bush (2007, 10 janvier). *Address to the Nation on Military Operations in Iraq*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=24432>.

<sup>1143</sup> G.W. Bush (2007, 13 septembre). *Address to the Nation on Military Operations in Iraq*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75733>.

<sup>1144</sup> Parfois désignée par l'administration Bush comme « *the broader Middle East* », allant de l'Égypte à l'Afghanistan, en passant par l'Arabie Saoudite et les Territoires palestiniens [S. McClellan (2005, 7 mars). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66152>].

<sup>1145</sup> L'Iran était cité comme l'un des États concernés par ce qui se passait en Afghanistan [R.B. Cheney (2001, 15 novembre). *Interview of the Vice President by the BBC*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=85605>].



mission qu’avaient endossée les États-Unis du Président Bush<sup>1146</sup> mais aussi du futur annoncé des États de la région<sup>1147</sup>. En cela, le régime iranien était présenté comme destiné à disparaître, s’inscrivant dans une vision du Moyen-Orient que l’administration Bush estimait éculée mais dangereuse. En effet, le Président Bush affirmait que l’Iran était « *the true culprit in the Middle East in terms of radicalism* » de par son soutien prépondérant au terrorisme et à des groupes radicaux<sup>1148</sup>. Il mettait ainsi à la fois l’accent sur le succès de l’Iran en matière de mise en œuvre concrète et politique du radicalisme islamique et sur son rôle dans la place occupée par ce radicalisme au Moyen-Orient. Cela confirme l’analyse selon laquelle la déconvenue américaine que constituait l’issue de la crise des otages et surtout l’installation d’un régime politique hostile aux États-Unis en Iran s’était doublée de la menace d’un effet « tache d’huile » de la révolution islamique dans la région – menace qui s’était réalisée à en croire l’administration Bush –, voire au-delà puisque son succès contribuait à stimuler les mouvements radicaux islamiques dans le monde entier<sup>1149</sup>.

En outre, le régime iranien était représenté comme incarnant particulièrement une menace pour l’État d’Israël, puisqu’il était incarné par « *a group of extremists who*

---

<sup>1146</sup> « *And every time one of these emerging democracies -- whether it's Afghanistan, Iraq, Lebanon or an inchoate Palestinian state -- tries to move forward, who are they opposed by? They are opposed by Hezbollah in Lebanon, they are opposed by Hamas on the West Bank, they are opposed by various elements -- some of them al Qaeda and some of them Iranian-backed militia in Iraq.* » [Administration Bush (2008, 14 mai). *Press Gaggle by Dana Perino and National Security Advisor Steve Hadley and Deputy Assistant to the President for National Security Elliott Abrams*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=77334>].

<sup>1147</sup> « *Yet liberty is the future of every nation in the Middle East because liberty is the right and hope of all humanity.* » [G.W. Bush (2006, 31 janvier/a). *Address Before a Joint Session of the Congress on the State of the Union*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=65090>].

<sup>1148</sup> Propos repris et explicités par le porte-parole de la Maison-Blanche [T. Snow (2006, 27 octobre). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60282>].

<sup>1149</sup> M. Vaïsse (2005), *op. cit.*, p. 154.

*fund terrorist activity, who clearly [hated] our (...) friend Israel*<sup>1150</sup> ». La prégnance de la menace fut d'ailleurs brandie comme raison au refus catégorique de l'administration Bush d'autoriser l'Iran à enrichir de l'uranium, compte tenu de l'usage qu'il était susceptible d'en faire. Les administrations américaines complétaient le tableau en faisant de Téhéran un obstacle, ou du moins une source de critique persistante, au processus de paix israélo-palestinien<sup>1151</sup>. En 1997, l'ayatollah Khamenei avait par exemple condamné les efforts américains en faveur du processus de paix israélo-palestinien en les qualifiant de « *unjust, arrogant, contemptuous and, finally, illogical* » et en dénonçant une « *losing transaction* » pour les Palestiniens<sup>1152</sup>. Au-delà des discours, le soutien au Hamas palestinien constituait également une entrave au processus de paix selon l'administration Bush, qui affirmait que le soutien iranien à l'organisation palestinienne s'était accru au fil des années<sup>1153</sup>. Le soutien apporté par le gouvernement iranien, de façon plus ou moins officielle, à l'Autorité palestinienne dirigée par Arafat fit également l'objet de nombreuses polémiques en janvier 2002 suite à l'incident du *Karine A* – navire transportant des armes que l'administration Bush affirmait venir d'Iran et à destination de l'Autorité palestinienne<sup>1154</sup> – et contribua à dégrader la réputation de l'Iran<sup>1155</sup>. Le régime iranien était quoi qu'il en soit réputé hostile à Israël, de même que ses ambitions lui étaient considérées comme nuisibles, alors que les États-Unis étaient ses indéfectibles alliés. Parce que les dirigeants iraniens étaient dépeints comme agressifs à l'égard

<sup>1150</sup> G.W. Bush (2002, 23 mai). *The President's News Conference With Chancellor Gerhard Schroeder of Germany in Berlin*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73309>.

<sup>1151</sup> Ce qui constituait l'un des obstacles à la réconciliation des États-Unis avec l'Iran pour l'administration Clinton [W.J. Clinton (1997, 29 mai), *op. cit.*].

<sup>1152</sup> D. Jehl (1997, 10 décembre). « U.S. Presence in Gulf Is Denounced in Iran ». *The New York Times*. Consultable ici : <http://www.nytimes.com/1997/12/10/world/us-presence-in-gulf-is-denounced-in-iran.html>.

<sup>1153</sup> Administration Bush (2008, 14 mai), *op. cit.*

<sup>1154</sup> R.B. Cheney (2002, 24 mars/b). *Interview of the Vice President on Late Edition (CNN)*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=85622>.

<sup>1155</sup> R.B. Cheney (2002, 27 janvier). *Interview of the Vice President on ABC's This Week*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=85611> et R.B. Cheney (2002, 24 mars/b), *op. cit.*

d'Israël, ils s'inscrivaient encore une fois en faux par rapport à ce que portaient les administrations américaines dans la région. Si ces dernières reconnurent de temps à autre que les dirigeants iraniens étaient capables d'apporter leur aide ou à tout le moins de coopérer avec les États-Unis, en Irak et en Afghanistan notamment, elles persistèrent dans leurs représentations de l'Iran comme un État perturbateur de l'ordre établi et que les États-Unis s'efforçaient de préserver.

#### 5.2.2.2 Une volonté générale de déstabilisation

Le régime iranien était d'abord perturbateur parce qu'il n'acceptait pas l'image des États-Unis que les administrations américaines portaient, en particulier en tant que puissance représentant le modèle politique et économique universellement souhaité et souhaitable. Si le Président Khatami identifiait des similitudes entre les « *standards of the American civilization* » et ceux de la révolution islamique iranienne, il dénonçait cependant la « *flawed policy of domination* » que constituait la politique étrangère américaine<sup>1156</sup>. Or, cette dernière était l'un des supports de la mission des États-Unis dans le monde<sup>1157</sup>. Les dirigeants iraniens dénoncèrent à plusieurs reprises, en particulier durant les mandats du Président Bush, le caractère humiliant, voire insultant, de propos tenus par les présidents américains ou par des membres des administrations américaines. Ce fut le cas après le discours du Président Bush sur l'état de l'Union en janvier 2002, dans lequel il avait présenté l'Iran comme faisant partie d'un « *Axis of evil* », le Président Khatami ayant affirmé que ses propos avaient été « *insulting to the Iranian people* »<sup>1158</sup>. Ce fut également le cas en 2006, lorsque Ali Larijani, alors chef de l'équipe de négociation iranienne, déclara : « *If America wants to be a superpower, it should learn its manners. One should not humiliate*

---

<sup>1156</sup> CNN (1998, 7 janvier/b), *op. cit.*

<sup>1157</sup> Voir le chapitre II.

<sup>1158</sup> CNN (2002, 9 février). « Iran's Khatami backs anti-U.S. protest ». *CNN*. Consultable ici: <http://edition.cnn.com/2002/WORLD/meast/02/09/iran.warning/index.html>.

*others*.<sup>1159</sup> » C'est donc le statut de puissance irréprochable que revendiquait au moins l'administration Bush pour les États-Unis que les dirigeants iraniens mettaient en cause. Les propos des dirigeants iraniens allaient également à l'encontre des déclarations des dirigeants américains selon lesquelles ils estimaient et respectaient le peuple iranien. Cependant, concomitamment, les ambitions nucléaires de l'Iran, parce qu'elles étaient réputées militaires, contribuaient à la réalisation du rôle des États-Unis dans le monde tel que se le représentait le Président Bush<sup>1160</sup> : comment les États-Unis auraient-ils pu jouer leur rôle de défenseur de la démocratie si celle-ci n'avait pas été considérée comme menacée ? Au contraire de celui des États-Unis, l'intérêt iranien était décrit par l'administration Bush comme n'allant pas dans le sens de la diffusion de la démocratie et du maintien de la paix<sup>1161</sup>. Précisons cependant que l'administration Bush estimait qu'il convenait de convaincre la Corée du Nord et l'Iran qu'ils n'avaient pas intérêt à développer un programme nucléaire militaire, distinguant en fait les intérêts de l'Iran tels que se les représentaient selon elle les dirigeants iraniens et les intérêts de l'Iran tels qu'elle se les représentait.

En outre, dès 1993, le comportement iranien fut présenté comme déstabilisant pour le monde dans son ensemble et fit à ce titre l'objet d'une déclaration du G7<sup>1162</sup>. De manière générale, les administrations américaines dont nous étudions la politique étrangère ont eu le souci de voir le caractère déstabilisateur de l'Iran reconnu par le

---

<sup>1159</sup> Cité par M. Slackman et D.E. Sanger (2006, 17 mars). « U.S. and Iranians Agree to Discuss Violence in Iraq ». *The New York Times*. Consultable ici : <http://www.nytimes.com/2006/03/17/world/middleeast/us-and-iranians-agree-to-discuss-violence-in-iraq.html>.

<sup>1160</sup> « *I happen to believe it's an important role of the United States to stand with democracies and to stand strong against terrorists, whether it be to stand with Israel against the existential threat of a nuclear weapon with Iran or whether it be to stand with the Siniora Government.* » [G.W. Bush (2008, 14 mai). *Remarks Following a Meeting With Prime Minister Ehud Olmert of Israel in Jerusalem*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=77328>, nous soulignons].

<sup>1161</sup> Il en allait de même pour la Syrie [A. Fleischer (2003, 23 avril), *op. cit.*].

<sup>1162</sup> Administration Clinton (1993, 8 juillet), *op. cit.*

plus grand nombre possible d'États<sup>1163</sup>, en particulier ceux considérés comme appartenant à la « communauté internationale ». En effet, un large partage des représentations américaines légitimait les sanctions prises à l'égard de l'Iran et facilitait la décision collective et multilatérale, nous y reviendrons dans le chapitre IX. L'enjeu était d'ailleurs beaucoup plus important que celui de faire reconnaître le caractère menaçant ou déstabilisateur de la Corée du Nord et de son programme nucléaire, « *a number of the countries* » parmi les membres du G7 ayant « *very full economic relations with Iran* »<sup>1164</sup>. Les États ayant des relations approfondies avec la Corée du Nord se limitaient en revanche à la Chine et à la Corée du Sud, qui n'étaient pour leur part pas membres du G7. Cette préoccupation des administrations américaines se comprend au regard de la manière dont elles se représentaient le comportement iranien : à de nombreux égards et dans différents domaines, le comportement iranien ne correspondait pas aux standards internationaux. Nous l'avons vu, le soutien de l'Iran à des organisations cataloguées comme terroristes participait à sa réputation d'État déstabilisateur, de même que la volonté prêtée à ses dirigeants de produire ou d'acquérir des armes de destruction massive. Mais l'Iran était aussi classé parmi les « *major producing and/or major transit countries* » dans le cadre du *International Narcotics Control Strategy Report of 1994*<sup>1165</sup>. Il était également présenté par l'administration Bush comme n'ayant pas non plus un comportement conforme aux canons américains dans le domaine économique, de même que l'URSS et que Cuba, puisque si « *the best evidence for free market capitalism [was] its performance compared to other economic systems* », les Iraniens, pour leur part, « *cannot put enough gasoline [...] in their cars* » alors que « *Iran [sat]*

---

<sup>1163</sup> Ce que confirme par exemple le Président Clinton dans cette interview : W.J. Clinton (1995, 13 avril). *Interview With Wolf Blitzer and Judy Woodruff of CNN*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=51225>.

<sup>1164</sup> Administration Clinton (1993, 8 juillet), *op. cit.*

<sup>1165</sup> W.J. Clinton (1994, 1<sup>er</sup> avril). *Memorandum on Certifications for Major Narcotics Producing and Transit Countries*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=49903>.

*atop giant oil reserves* »<sup>1166</sup>. En cela, l'administration Bush faisait totalement abstraction des conséquences des sanctions américaines sur l'économie iranienne, comme si le système politique et économique iranien était le seul responsable de la mauvaise situation économique du pays. De même, elle établissait un parallèle entre les systèmes économiques iranien et communiste alors même que les dirigeants iraniens avaient rejeté toute adhésion au communisme comme au capitalisme peu de temps après la Révolution<sup>1167</sup>. Pour autant, le Président Bush a nourri l'articulation entre l'Iran et le communisme à travers le parallèle qu'il établissait entre ce dernier et les « *new enemies* » auxquels les États-Unis devaient faire face, en particulier « *the followers of violent Islamic radicalism* » dont faisaient à ses yeux partie les dirigeants iraniens<sup>1168</sup>. De surcroît, pour les trois administrations américaines successives, l'Iran témoignait à travers son comportement international de son refus de se conformer aux normes internationales respectées par l'ensemble des États membres de la « communauté internationale ». L'ensemble des griefs qui lui étaient faits était articulé avec son positionnement en dehors de cette dernière : c'était le cas du soutien qu'il offrait à des organisations considérées comme terroristes, de son programme nucléaire soupçonné d'être militaire, des tentatives de déstabilisation qu'il était accusé de mener dans divers pays, etc. Comme le démontrait le complot supposément ourdi par les dirigeants iraniens pour assassiner l'ambassadeur saoudien aux États-Unis, le Président Obama considérait qu'il était difficile de travailler avec les

---

<sup>1166</sup> G.W. Bush (2008, 13 novembre). *Remarks to the Manhattan Institute in New York City*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=84854>.

<sup>1167</sup> Et avaient également refusé de s'allier avec les États-Unis ou avec l'URSS [G. Bahgat (2006). « Nuclear Proliferation: The Islamic Republic of Iran ». *Iranian Studies*, 39(3), p. 325].

<sup>1168</sup> G.W. Bush (2007, 12 juin). *Remarks at the Victims of Communism Memorial Dedication*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75320>. Il participait de cette manière au remplacement d'un ennemi par un autre, répondant à la même préoccupation que celle de son prédécesseur dans les années 1990 (voir la première section du chapitre III). Pour autant, les États-Unis avaient « *even during the Cold War era, (...) maintained diplomatic, cultural and economic relations with Russia and other communist states* » [W.O. Beeman (2003). « Iran and the United States: Postmodern Culture Conflict in Action ». *Anthropological Quarterly*, 76(4), p. 671], ce qu'ils n'avaient pas fait avec l'Iran.

dirigeants iraniens, leur irrespect des normes internationales ne pouvant susciter une quelconque confiance, à plus forte raison parce qu'il s'agissait de normes qui auraient dû être intériorisées par tous les agents depuis très longtemps :

*[F]or Iran to have been involved in a plot like this indicates the degree to which it has been outside of accepted norms of international behavior for far too long. This is just one example of a series of steps that they've taken to create violence and to behave in a way that you don't see other countries doing.*<sup>1169</sup>

L'Iran fut également rappelé à l'ordre après l'attaque de l'ambassade du Royaume-Uni à Téhéran, au titre de sa « *responsibility to protect the diplomatic missions present in its country, and the personnel stationed in them*<sup>1170</sup> », responsabilité que l'administration Obama se représentait comme partagée par tous les États. Si les dirigeants iraniens n'étaient pas capables de respecter des normes aussi anciennes et aussi universellement acceptées, rien alors ne laissait augurer qu'ils pouvaient respecter des normes plus récentes et dont l'intégration pouvait par conséquent paraître plus fragile. En violant les normes les plus anciennes de l'ordre international défendu et promu par les États-Unis, l'Iran contribuait à le mettre en danger.

Toutefois, le caractère intersubjectif des représentations des dirigeants américains à l'égard de l'Iran était particulièrement souligné par l'existence de représentations concurrentes<sup>1171</sup>, mais aussi par l'accent que mettaient les administrations américaines successives sur les intentions iraniennes. Non que ces dernières fussent bien connues et pussent faire l'objet de représentations stables, mais elles constituaient au contraire un enjeu de connaissance et de compréhension : il était

---

<sup>1169</sup> B. Obama (2011, 13 octobre), *op. cit.*

<sup>1170</sup> Administration Obama (2011, 29 novembre). *Press Briefing by Press Secretary Jay Carney and Chairman of the President's Council of Economic Advisers Alan Krueger*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=97330>.

<sup>1171</sup> Par exemple, un journaliste s'interrogeant sur le caractère menaçant de l'Iran pour les États-Unis rappela que ce dernier « *never threatened any country since the 16<sup>th</sup> century* [Administration Obama (2009, 17 septembre). *Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs and Secretary of Health and Human Services Kathleen Sebelius*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86626>].

essentiel à la fois d'identifier les *vraies* intentions de l'Iran et de les démontrer<sup>1172</sup>. Cependant, les actes posés par l'Iran étaient systématiquement interprétés comme témoignant d'intentions agressives et déstabilisatrices. Or, l'interprétation des intentions dépend de l'acte posé, mais aussi de la grille de lecture, et donc des représentations, à travers laquelle l'acte est analysé : de cette manière, les dirigeants américains reproduisaient et nourrissaient leurs représentations négatives de l'Iran et de ses dirigeants. Par exemple, le Président Bush avait une représentation spécifique de la base sur laquelle les propos tenus par les dirigeants iraniens pouvaient être considérés comme vrais. Dans le cas de l'affirmation de la suspension de l'enrichissement d'uranium par les dirigeants iraniens, le Président Bush affirma que « *the definition of truth [was] the willingness for the Iranian regime to allow for verification*<sup>1173</sup> », le refus des dirigeants iraniens de laisser l'AIEA vérifier leurs installations et la véracité de leurs propos étant à l'inverse nécessairement le signe qu'ils mentaient. Dès lors qu'il était possible d'interpréter les actes et les discours des dirigeants iraniens comme témoignant de leurs ambitions déstabilisatrices et agressives, les administrations américaines s'engouffraient dans la brèche. Compte tenu des intentions prêtées aux dirigeants iraniens, les dirigeants américains ne pouvaient ainsi envisager qu'ils fussent sincères lorsqu'ils affirmaient que le programme iranien d'enrichissement d'uranium était à visée civile et qu'il était « *a sovereign right and a matter of national pride*<sup>1174</sup> ».

---

<sup>1172</sup> La violation des obligations de l'Iran dans le cadre de son appartenance au TNP et des exigences de l'AIEA était analysée comme démontrant son intention de se doter de l'arme nucléaire [S. McClellan (2004, 27 juin). *Press Gaggle by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66017>].

<sup>1173</sup> G.W. Bush (2004, 22 novembre). *The President's News Conference With President Alvaro Uribe Velez of Colombia in Cartagena, Colombia*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64090>.

<sup>1174</sup> E. Sciolino (2004, 6 novembre). « Iran and Europe Locked in Nuclear Talks ». *The New York Times*. Consultable ici : <http://www.nytimes.com/2004/11/06/world/europe/iran-and-europe-locked-in-nuclear-talks.html>.



Il apparaît que les représentations des administrations américaines à l'égard de la Corée du Nord et de l'Iran étaient significativement distinctes, en dépit de leurs points communs signalés par leur désignation commune. Si leurs comportements respectifs pouvaient être similaires, leurs ambitions étaient en revanche beaucoup plus éloignées, à tout le moins aux yeux des dirigeants américains. Elles l'étaient d'autant plus que les régions d'Asie du Nord-Est et du Moyen-Orient telles que se le représentaient les administrations américaines n'offraient pas les mêmes possibilités de subversion.

## CHAPITRE VI

### ASIE DU NORD-EST ET MOYEN-ORIENT : DEUX REPRÉSENTATIONS ANTINOMIQUES DE MATURITÉ

Les deux régions auxquelles la Corée du Nord et l'Iran étaient respectivement associées par les administrations américaines faisaient l'objet de représentations très différentes, voire antinomiques, en particulier en termes de maturité. Nous avons défini dans la sous-section 2.2.2 ce qu'entendaient les dirigeants américains par maturité des États et des régions<sup>1175</sup>. La maturité de celles-ci dépendait notamment de la nature des relations internationales qui y prévalaient, elle-même caractérisée par la manière dont les dirigeants étatiques s'y représentaient leur propre État et celui de leurs voisins et par les politiques mises en œuvre entre eux, en matière diplomatique par exemple. Les représentations des dirigeants étatiques avaient pour objets les relations entretenues entre les États (amitié, inimitié, alliance, méfiance, etc.) relevant d'une dimension mutuelle et de réciprocité et les caractéristiques des États (démocratique ou non, fiable ou non, pacifique, agressif, etc.).

Pour Buzan, une anarchie immature est dénuée de tout élément caractérisant la société internationale ou à tout le moins est « *an underdeveloped system* » en matière de culture commune, de « *conventions for diplomatic communication* » et de reconnaissance mutuelle entre États<sup>1176</sup>. Autant d'éléments qui contribuent « *to*

---

<sup>1175</sup> Voir page 171.

<sup>1176</sup> B. Buzan (1993). « From International System to International Society: Structural Realism and Regime Theory Meet the English School ». *International Organization*, 47(3), p. 341. Il y ajoute « *[o]ther norms, like non-interference in internal affairs, respect for different organising ideologies,*

*moderate the effects of political fragmentation* »<sup>1177</sup>, fragmentation qui fonde justement l'anarchie internationale. Dans une telle anarchie, « *each state recognised no other legitimate sovereign unit except itself, and (...) relations among the units took the form of a continuous struggle for dominance*<sup>1178</sup> ». La définition qu'il donne de ce qu'il qualifie de « *extreme case* » d'anarchie immature s'apparente à celle de la culture anarchique hobbesienne selon Wendt, la différence entre les deux conceptions résidant essentiellement dans l'absence de prise en compte de l'intersubjectivité des États par Buzan. Wendt cite d'ailleurs Buzan et son concept d'anarchie mature et immature, affirmant que

*"Mature" anarchies are less likely than "immature" ones to be reduced by predation to a Hobbesian condition, and maturity, which is a proxy for structures of identity and interest, is a function of process.*<sup>1179</sup>

Pour autant, nous avons choisi de reprendre la terminologie employée par Buzan pour plusieurs raisons. Premièrement, contrairement à Wendt qui ne s'intéresse qu'à la dimension structurelle des cultures anarchiques, au détriment de la dimension considérée comme interne aux États, Buzan souligne « *both the component units and the pattern of relations among them* », puisque

*[a] mature anarchy must be composed of mature states, because only states well ordered and stable within themselves could generate and support strong common norms for the system as a whole.*<sup>1180</sup>

La terminologie de Wendt en matière de culture anarchique ne caractérise que les relations des États entre eux et les représentations qu'ils en ont<sup>1181</sup>. C'est pourquoi il

*avoidance of force in the settlement of disputes, and adherence to a variety of international institutions for dealing with problems of a multinational scale* » comme complétant « *the social machinery of the mature anarchy* » [B. Buzan (1991), *op. cit.*, p. 97].

<sup>1177</sup> Buzan reprenant ici les termes de Bull (*ibid.*, p. 96).

<sup>1178</sup> *Loc. cit.*

<sup>1179</sup> A. Wendt (1992), *op. cit.*, p. 409.

<sup>1180</sup> B. Buzan (1991), *op. cit.*, p. 98.

<sup>1181</sup> L'anarchie hobbesienne est caractérisée par une situation « *of maximum insecurity* » en raison des « *competitive conceptions of security* » des États qui se considèrent comme des ennemis ; dans l'anarchie lockienne prévalent en revanche des conceptions égoïstes de la sécurité, les États se voyant comme des rivaux ; tandis que, au sein d'une anarchie kantienne, règne une sécurité collective, les États se représentant les autres comme des amis [A. Wendt (1992), *op. cit.*, p. 408 et 415]. De manière générale, Wendt différencie les trois types de culture anarchique « *in terms of the degree of*

est difficile de l'utiliser pour qualifier la manière dont les États fonctionnent en leur sein. En tout état de cause, les concepts d'État hobbesien, d'État lockien et d'État kantien mériteraient d'être élaborés à cette fin. Or, nous l'avons vu, les administrations américaines jugeaient aussi le niveau de maturité des États en fonction de leur régime politique, de leur fonctionnement interne et de la manière dont leurs dirigeants traitaient leur population : un État de droit, démocratique, dans lequel les dirigeants respectaient les libertés des citoyens constituait un État mature, au contraire du modèle inverse que représentait particulièrement la Corée du Nord.

Deuxièmement, alors que la terminologie de Buzan fait davantage référence à un spectre allant d'une anarchie extrêmement immature à une anarchie pleinement mature, l'anarchie et les États pouvant être considérés comme immatures à différents égards et matures à d'autres égards, celle de Wendt distingue trois types de culture anarchique entre lesquelles il n'est guère aisé de concevoir ni le passage ni les processus d'évolution à l'œuvre<sup>1182</sup>. Wendt mentionne par exemple l'imitation comme un mécanisme d'acquisition d'identités et d'intérêts pouvant contribuer à un changement structurel. Un tel mécanisme survient « *when actors adopt the self-understandings of those whom they perceive as "successful"* » et « *tends to make populations more homogeneous* ». Toutefois, si Wendt différencie le succès matériel et le succès relatif au statut et s'il admet que des comportements auparavant considérés comme glorieux sont désormais vus comme constitutifs des *rogue states*<sup>1183</sup>, il n'envisage pas que l'imitation puisse au contraire menacer l'ordre normatif en cours et constituer une forme de critique de ce dernier. La volonté prêtée aux dirigeants iraniens de se doter de l'arme nucléaire pour des raisons de prestige dans le cadre d'un processus d'imitation des États nucléaires – ce type d'arsenal étant

---

*cooperative behavior exhibited by states* » [D.C. Copeland (2006), « The Constructivist challenge to structural realism ». Dans S. Guzzini et A. Leander (dir.). *Constructivism and International Relations: Alexander Wendt and His Critics*. London : Routledge, p. 2].

<sup>1182</sup> Pour autant, Wendt reconnaît que le monde a bien connu des changements structurels de culture anarchique [A. Wendt (1999), *op. cit.*, p. 314].

<sup>1183</sup> *Ibid.*, p. 325.

considéré comme contribuant à leur grandeur symbolique – ne peut pour autant être analysée comme un signe de la socialisation de l’Iran à la culture anarchique des puissances nucléaires.

Troisièmement, le terme même de maturité comprend une dimension normative parce que la maturité est nécessairement préférable à l’immaturité – dimension normative manifeste dans les discours des dirigeants américains. Il sous-entend également une forme de jugement de valeur rendant davantage compte des représentations subjectives des dirigeants américains et de leur tendance à stigmatiser et à déprécier certains de leurs ennemis. A l’inverse, la terminologie de Wendt a pour défaut de pouvoir faire l’objet des mêmes critiques que les auteurs dont les patronymes sont utilisés pour qualifier les différents types d’anarchie : alors que la culture anarchique hobbesienne peut être vue comme une vision pessimiste et cynique des relations internationales, la culture anarchique kantienne peut être moquée comme une projection naïve et irréaliste. En revanche, l’idée de maturité a le mérite de ne pas susciter *a priori* de scepticisme.

Quatrièmement, le recours à la terminologie de Buzan nous permet d’analyser la politique étrangère américaine comme s’inscrivant dans une continuité, celle de l’action volontariste en faveur de la maturation des relations internationales, et non comme témoignant d’un changement de culture anarchique, de l’hobbesienne à la lockienne<sup>1184</sup>. En effet, si l’on suit Buzan, la mise en œuvre d’une politique volontariste voire à marche forcée de démocratisation du Moyen-Orient n’est pas contradictoire avec la vision téléologique de l’histoire en faveur d’une avancée du monde vers la démocratisation, la libéralisation et la pacification des États, c’est-à-dire la maturité, que portaient les membres de l’administration Bush<sup>1185</sup>.

---

<sup>1184</sup> Analyse développée par Dario Battistella (2006), *op. cit.*

<sup>1185</sup> B. Buzan (1991), *op. cit.*, p. 98.

La conception des cultures anarchiques de Wendt et la terminologie associée lient ces dernières à des pratiques politiques spécifiques, par exemple en matière de résolution de conflit. En revanche, la conception des dirigeants américains de la maturité que nous formalisons sur la base des travaux de Buzan apparaît plus souple, moins linéaire et permet de rendre davantage compte de la complexité des interpellations dont faisaient l'objet les États-Unis de la part de leurs dirigeants. Par exemple, le recours à la force à l'encontre de la position de la « communauté internationale » n'était pas en contradiction avec l'imaginaire sécuritaire américain, mais en était une mise en pratique spécifique. Pour autant, nous rompons avec l'approche de Buzan qui estime que les normes caractérisant un système international mature sont uniquement susceptibles d'enrichir mais non de transformer « *the basic structure of anarchy* »<sup>1186</sup>. Pour notre part, nous pensons, avec Wendt, qu'il n'existe pas de structure anarchique en dehors des représentations et des pratiques des agents, en particulier des États.

Enfin, sur la base des représentations des dirigeants américains, nous insistons sur la dimension régionale de leur conception de la paix libérale. Selon eux, la démocratisation des États et leur ouverture à l'économie de marché favorisaient des relations pacifiques entre les États sur la scène internationale et à plus forte raison entre des États d'une même région. La proximité entre États était effectivement singulièrement susceptible de susciter à la fois de vives tensions – pour des raisons tenant à leurs frontières communes par exemple – et de solides relations de coopération et d'amitié. En ce sens, les démocraties ne faisaient pas simplement de meilleurs alliés ou partenaires, mais de « *better neighbors* » et l'expansion de la démocratie était « *one of the best guarantees of regional peace and prosperity and stability* »<sup>1187</sup>.

---

<sup>1186</sup> *Ibid.*, p. 94 et 98. C'est notamment à cet égard que la thèse de Buzan n'est pas concurrente du réalisme, en témoigne sa tentative d'établir des ponts entre Néoréalisme et Ecole anglaise [B. Buzan (1993), *op. cit.*].

<sup>1187</sup> W.J. Clinton (1993, 7 juillet), *op. cit.*

## 6.1 L'Asie du Nord-Est<sup>1188</sup> ou l'évolution exemplaire vers la maturité

*[T]he region is relatively peaceful except for one outpost, one system that's not open and transparent, one system that doesn't respond to the will of the people, one system that's dark, and that's North Korea.*<sup>1189</sup>

Président Bush

Pour les dirigeants américains, le régime nord-coréen et son comportement international étaient d'autant plus manifestement immature que la Corée du Nord était encerclée par des États considérés comme matures ou comme résolument engagés dans la voie de la maturité. De même, il était particulièrement important pour eux de préserver la maturité, et donc la stabilité, de la région au regard des sacrifices qu'ils y avaient réalisés et des bénéfices qu'ils en tiraient en termes de possibilité de coopération.

### 6.1.1 Une maturité gagnée à la faveur de l'implication américaine dans la région

A au moins deux égards l'Asie du Nord-Est était considérée par les dirigeants américains comme illustrant particulièrement bien les évolutions qu'avait connues le monde depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, à la fois en matière d'expansion de la démocratie et d'économie de marché et d'adhésion à l'ordre international tel qu'instauré par les États-Unis. Les deux tendances étaient cependant intrinsèquement liées parce qu'elles participaient toutes deux de la maturation des États et des relations internationales.

Premièrement, la région était représentée comme reflétant la capacité des États à se reconstruire et à faire fi d'un passé douloureux. En ce sens, le Président Clinton rappelait que cette « *part of the world [...] [had] suffered enough in the 20<sup>th</sup> century through world war and regional conflicts and (...) [was] now in the midst of*

---

<sup>1188</sup> Notons que l'appellation « Asie-Pacifique » était également utilisée.

<sup>1189</sup> G.W. Bush (2006, 7 juillet), *op. cit.*

*profound change*<sup>1190</sup> », bien que « *peace and stability* » y étaient déjà « *more firmly rooted than at any time since World War II* »<sup>1191</sup> en raison de la démocratisation et de l'ouverture à l'économie de marché<sup>1192</sup>. Les cas du Japon et de la Corée du Sud étayaient l'idée que l'ouverture économique favorisait l'ouverture politique et donc l'idée centrale sous-tendant la politique étrangère de l'administration Clinton : les États commerçant ensemble entretenaient plus facilement des relations pacifiées et participaient aux représentations d'une région stable car essentiellement composée d'États matures. La présence dans la région d'une majorité d'États pleinement matures ou en passe de le devenir permettait par ailleurs aux dirigeants américains d'afficher un certain optimisme quant au potentiel avenir de la Corée du Nord et de ses habitants<sup>1193</sup>, « *the wave of democratic reform sweeping across this region*<sup>1194</sup> » devant bien finir par atteindre la Corée du Nord. Dans le cas du Moyen-Orient, nous le verrons, l'administration Bush tenta de porter un optimisme similaire en se fondant sur le cas irakien qu'elle souhaitait exemplaire pour ses voisins. Par ailleurs, sur la base de leurs valeurs et des relations privilégiées qu'entretenaient les États-Unis et la Corée du Sud, les Présidents Clinton et Bush entendaient atteindre les objectifs américains de réconciliation des deux Corées, de stabilité et de paix dans la péninsule coréenne<sup>1195</sup>. Le Président Clinton aspirait également à « *create a new Pacific*

---

<sup>1190</sup> W.J. Clinton (1996, 18 avril). *Remarks to the Diet in Tokyo*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=52686>.

<sup>1191</sup> W.J. Clinton (1995, 2 juillet). *Remarks at the Dedication Ceremony for the Korean War Veterans Memorial*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=51662>.

<sup>1192</sup> « *[W]e remain convinced that strengthening the ties of trade among nations can help to break down chains of repression, that as societies become more open economically, they also become more open politically. (...) Commerce does tend to open more closed societies. (...) Japan, Taiwan, and South Korea have all demonstrated this to an admirable degree.* » [W.J. Clinton (1994, 16 novembre), *op. cit.*].

<sup>1193</sup> Par exemple, pour le Président Obama : « *And if just given the chance, if given their freedom, Koreans in the North are capable of great progress as well.* » [B. Obama (2012, 26 mars), *op. cit.*].

<sup>1194</sup> W.J. Clinton (1993, 7 juillet), *op. cit.*

<sup>1195</sup> G.W. Bush (2003, 24 juillet). *Proclamation 7692—National Korean War Veterans Armistice Day, 2003*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61978>.



*community built on shared strength, shared prosperity, and a shared commitment to democratic values* », basée sur les relations qu'entretenaient les États-Unis avec la Corée du Sud et le Japon<sup>1196</sup>.

Deuxièmement, les trois Présidents américains successifs insistaient justement sur la place privilégiée qu'occupaient la Corée du Sud et le Japon parmi les alliés des États-Unis. Ces derniers étaient considérés comme forts d'un régime politique démocratique et d'une économie de libre-marché qui constituent les deux piliers défendus par les dirigeants américains. En cela, les États-Unis, la Corée du Sud et le Japon partageaient des valeurs communes essentielles aux yeux des dirigeants américains, ce dont ne pouvaient pas autant se targuer les dirigeants saoudiens par exemple, pourtant importants alliés des États-Unis au Moyen-Orient. De même, le Président Clinton considérait que les qualités propres des Américains étaient reconnues comme telles au Japon et en Corée du Sud<sup>1197</sup> et, par extension, que la puissance américaine était vue de façon positive dans ces deux pays, ce qui était loin d'être le cas dans tous les pays du Moyen-Orient. De surcroît, il assurait que la présence américaine en Asie du Nord-Est visait à maintenir la stabilité de la région, parce qu'elle contribuait à préserver le caractère démocratique de la Corée du Sud et du Japon. Elle avait aussi pour but de soutenir les alliés des États-Unis, non à dominer quelqu'autre État, et était au demeurant vue comme telle et réclamée en ce sens par leurs alliés<sup>1198</sup>. Le Président Bush partageait ce point de vue, de même que le Président sud-coréen Roh Moo-hyun<sup>1199</sup>. La présence américaine dans la région répondait aux besoins des alliés des États-Unis à cet endroit et témoignait des responsabilités assumées par les États-Unis, qui « *[intended] to be a force for peace*

---

<sup>1196</sup> W.J. Clinton (1993, 10 juillet/a), *op. cit.*

<sup>1197</sup> W.J. Clinton (1993, 17 juillet), *op. cit.*

<sup>1198</sup> W.J. Clinton (1996, 17 avril), *op. cit.*

<sup>1199</sup> G.W. Bush (2003, 20 octobre). *Joint Statement Between the United States of America and the Republic of Korea*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=608>.

*and reconciliation in Asia and throughout the Pacific region*<sup>1200</sup> ». La reconnaissance des États-Unis comme hégémon bienveillant et comme allié exemplaire aux qualités exceptionnelles apparaissait comme l'une des attentes des dirigeants américains sur la base desquelles était estimée la maturité d'un État : plus un État considérait les États-Unis comme tels, plus il était considéré comme mature par les dirigeants américains. En outre, le soutien des États-Unis au Japon et à la Corée du Sud a toujours été réitéré par les Présidents américains successifs, de même que la présence militaire américaine y a toujours été maintenue<sup>1201</sup>. En ce sens, cette dernière était présentée par le Président Obama comme « *a foundation for security and prosperity in Asia in the 21<sup>st</sup> century*<sup>1202</sup> ». A l'inverse, la présence américaine au Moyen-Orient ne pouvait qu'être difficilement présentée comme un élément déterminant dans la stabilité de la région, voire pouvait être accusée d'y avoir plutôt généré de profonds troubles. Pour le Président Clinton, évoquant la « *long, deep, and rich relationship* » entre les États-Unis et le Japon, « *[n]o relationship in the world [was] more important* »<sup>1203</sup>. La menace que représentaient la Corée du Nord et son programme nucléaire militaire et l'absence de reconnaissance qui lui était accordée par les États-Unis tranchaient d'autant plus avec la relation privilégiée et prépondérante qu'entretenaient les États-Unis avec le Japon que les deux États sont voisins. Le Président Bush accordait une importance similaire à la relation sino-américaine, en particulier en matière de sécurité, puisque « *the U.S.-Japan alliance [was] the cornerstone of peace and stability in the Asia Pacific region*<sup>1204</sup> ».

---

<sup>1200</sup> W.J. Clinton (1996, 16 mai). *Remarks at the Congressional Asian Pacific American Caucus Institute Dinner*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=52820>.

<sup>1201</sup> W.J. Clinton (1993, 9 juillet), *op. cit.*

<sup>1202</sup> B. Obama (2011, 13 octobre), *op. cit.*

<sup>1203</sup> W.J. Clinton (1994, 11 février). *The President's News Conference With Prime Minister Morihiro Hosokawa of Japan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=49609>.

<sup>1204</sup> G.W. Bush (2001, 30 juin). *Joint Statement by President George W. Bush and Prime Minister Junichiro Koizumi: Partnership for Security and Prosperity*. Mis en ligne par G. Peters et J.T.

En outre, les Présidents Clinton, Bush et Obama évoquaient de façon récurrente le rôle des États-Unis dans la paix établie dans la péninsule coréenne, mais également leur devoir à son égard<sup>1205</sup>. Devoir qui concernait l'ensemble de l'Asie du Nord-Est en général. Le Président Clinton rappelait que les États-Unis « *[had] fought three wars [...] in this century* » dans la région (la Seconde Guerre mondiale, la Guerre de Corée et la Guerre du Vietnam) et que, par conséquent, ils ne devaient pas « *squander that investment* ». Compte tenu des raisons pour lesquelles les États-Unis avaient mené des guerres en Asie-Pacifique, en particulier « *in defense of freedom* », le Président Clinton tenait à ce que les États-Unis en tirent les dividendes escomptés, ce qui passait *a minima* par un maintien des résultats obtenus en termes de démocratisation et de libéralisation économique et commerciale, voire par leur extension<sup>1206</sup>. Au-delà des trois guerres conduites dans la région, l'investissement américain y était constant et déterminant, notamment en termes de présence militaire qui

*[had] enabled Asia to focus less energy on an arms race and more energy on the peaceful race toward economic development and opportunity for the peoples of this region.*<sup>1207</sup>

En ce sens, le programme nucléaire militaire nord-coréen, en risquant de stimuler une course à l'armement dans la région, allait directement à l'encontre des objectifs qu'y poursuivaient les administrations américaines. Pour ces dernières, la région constituait un exemple de succès historique de l'influence des États-Unis en tant que puissance Pacifique et pacifique<sup>1208</sup>, succès qu'il convenait de préserver. Elle était également présentée comme une sorte de laboratoire régional, dans lequel les États-

---

Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=45945>.

<sup>1205</sup> Par exemple ici : G.W. Bush (2002, 20 février), *op. cit.*

<sup>1206</sup> Le « *support for democracy and more open societies throughout this region* » est présenté comme l'une des quatre priorités pour assurer la sécurité de la « *new Pacific community* » [W.J. Clinton (1993, 10 juillet/a), *op. cit.*].

<sup>1207</sup> *Loc. cit.*

<sup>1208</sup> B. Obama (2011, 9 novembre), *op. cit.*

Unis s'étaient impliqués et sacrifiés<sup>1209</sup>, afin d'en favoriser la démocratisation et le passage à une économie de marché. Toutefois, le rôle des États-Unis dans la région ne découlait pas seulement des sacrifices et des investissements qu'y avaient déjà réalisés les États-Unis d'après le Président Clinton, mais aussi des « *unique responsibilities in this world assigned to [the United States] by the international community* ». En cela, les États-Unis « *[had] to protect the people of South Korea from a very large armed deployment to the North* », qui aurait constitué « *one special circumstance in which there [had] to be some accounting for the requirements of [its] role of global leadership in this world* »<sup>1210</sup>. Au-delà de leurs devoirs et responsabilités, les États-Unis devaient préserver leurs liens avec l'Asie, *a fortiori* avec l'Asie-Pacifique, pour deux raisons. Premièrement, une raison relative à la sécurité des États-Unis : ceux-ci avaient « *fought 3 wars in Asia in [the 20<sup>th</sup>] century* » et « *37,000 American troops still [stood] guard for freedom in Korea* » et la démographie chinoise rendait le pays incontournable. Deuxièmement, une raison relative à la prospérité des États-Unis « *because Asia [bought] nearly a third of what [the United States sold] abroad, supporting millions of high-paying American jobs* ».<sup>1211</sup> D'une manière différente mais tout aussi stratégique, le Moyen-Orient représentait quant à lui une large part des réserves de pétrole du monde, ce qu'ont souligné tous les Présidents américains, nous y reviendrons.

Notons par ailleurs que l'ensemble de la région de l'Asie du Nord-Est était présentée comme devant constituer un exemple pour la Corée du Nord. La Corée du Sud et le Japon étaient exemplaires en matière de démocratisation, de prospérité économique et de pleine intégration au commerce mondial. La Russie et la Chine l'étaient également

---

<sup>1209</sup> Le Président Obama jugeait par exemple que « *the democratic values (...) [had] spread across Asia, frankly because of the sacrifices of the American people* » [B. Obama (2011, 9 novembre), *op. cit.*].

<sup>1210</sup> W.J. Clinton (1997, 10 octobre), *op. cit.*

<sup>1211</sup> W.J. Clinton (1997, 22 novembre). Remarks on Arrival and an Exchange With Reporters in Denver, Colorado. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=53611>.

pour avoir su, pour la première, sortir de la Guerre froide et dans une certaine mesure se démocratiser et adhérer aux normes économiques et commerciales internationales et, pour la seconde, avoir fait évoluer son modèle économique et politique pour s'ouvrir au monde et entrer dans la mondialisation. Si le Président Bush reconnaissait que, dans le cas chinois, « *the political system [had] got a long way to go* », il affirmait toutefois qu'il existait en Chine « *an open marketplace, based upon the principles where consumers get to decide things, not the state* » et « *beginning to redefine that society* »<sup>1212</sup>, réaffirmant ainsi que la maturité des États relevait autant de leur démocratisation que de leur libéralisation économique<sup>1213</sup>.

#### 6.1.2 La capacité à coopérer des États de l'Asie du Nord-Est

De manière générale, les dirigeants américains considéraient qu'il était possible de coopérer avec les États d'Asie du Nord-Est au regard de la maturité de ces États et de la région,

*where international rules and norms [were] upheld, where nations [contributed] to regional security, where commerce and freedom of navigation [were] not impeded, and where disputes[were] resolved peacefully. As such, we continue our close consultations on the provocative actions of North Korea.*<sup>1214</sup>

De surcroît, dès 1993, le Président Clinton observa que « *for the first time in this century, no great military rivalry [divided] the Asia-Pacific region*<sup>1215</sup> ». Jamais, nous y reviendrons, aucun des dirigeants américains ne représenta les voisins de l'Iran comme susceptibles d'être consultés de cette manière à propos du problème nucléaire iranien sur la base d'une quelconque dynamique normative témoignant de la maturité du Moyen-Orient, des conflits militaires y persistant au contraire.

<sup>1212</sup> G.W. Bush (2007, 20 avril), *op. cit.*

<sup>1213</sup> Voir notre premier chapitre, en particulier la section 1.2.

<sup>1214</sup> B. Obama (2012, 30 avril). *The President's News Conference With Prime Minister Yoshihiko Noda of Japan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=100728>.

<sup>1215</sup> W.J. Clinton (1993, 19 novembre/a), *op. cit.*

Dans le cadre de cette coopération, les États-Unis se devaient de jouer un rôle prépondérant. Le Président Obama estimait que la capacité des États-Unis à rester « *a world leader* » dépendait particulièrement de leur « *ability to work cooperatively and to lead in the Asia Pacific* »<sup>1216</sup>. Il alimentait ainsi l'articulation entre, d'une part, la capacité des États-Unis à coopérer selon leurs propres termes et donc à diffuser et à faire accepter des standards comportementaux et normatifs sur lesquels baser cette coopération et des relations cordiales ou du moins partenariales avec les États de la région et, d'autre part, la solidité de leur *leadership*. Ne pas y parvenir dans une région du monde aussi stratégique que celle de l'Asie du Nord-Est aurait constitué un signe de faiblesse de la part des États-Unis, de surcroît parce qu'elle était présentée comme une région mature et dans laquelle, logiquement, l'ordre international tel qu'institué par les États-Unis était reconnu. Avant lui, l'administration Clinton avait même estimé que « *Asia [looked] to the United States to take a lead in dealing with the North Korean nuclear threat* », quand bien même « *[t]his [was] an international problem (...) not just a United States problem* »<sup>1217</sup>. Les pays d'Asie étaient présentés comme acceptant le *leadership* américain au point d'attendre qu'il s'exprime en faveur de la résolution du problème nord-coréen. Pour autant, le Président Obama insista davantage que ses prédécesseurs sur le caractère stratégique de cette région, le Président Bush s'étant pour sa part davantage concentré sur le Moyen-Orient. Sa conception de la région Asie-Pacifique comme prépondérante au regard des intérêts américains<sup>1218</sup> et comme « *the center of gravity in the 21<sup>st</sup> century* » était essentiellement liée à « *a rising China* »<sup>1219</sup>, en particulier comme puissance économique mondiale. En ce sens, la volonté des États de la région, *a fortiori* de la

<sup>1216</sup> B. Obama (2011, 9 novembre), *op. cit.*

<sup>1217</sup> Administration Clinton (1993, 6 juillet). Press Briefing by Secretary of State Warren Christopher and Counselor to the President David Gergen. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60016>.

<sup>1218</sup> Intérêts américains qui plaident en faveur de l'émergence des États asiatiques « *as successful, peaceful, developing economies* » et du « *success of a lot of the emerging democracies in this part of the world* » (*loc. cit.*).

<sup>1219</sup> *Loc. cit.*

Chine, de coopérer avec les États-Unis représentait un témoignage à la fois de la puissance des États-Unis et de la maturité des États se conformant au moins en partie aux attentes et aux standards américains.

Dans un contexte marqué par les ambitions nucléaires de la Corée du Nord, il était essentiel pour les dirigeants américains de pouvoir coopérer avec la Chine, seule alliée de la Corée du Nord et État clé dans la région. En cela, le Président Clinton présenta la Chine et les États-Unis comme devant affronter « *the challenge of security in Asia* » et annonça que les deux États « *[were] working together for a permanent peace and a future free of nuclear weapons* »<sup>1220</sup>. Puisque les États-Unis et la Chine n'étaient plus adversaires dans la péninsule coréenne et que la Chine avait joué « *a very constructive role* » pour résoudre « *this critical issue* » que constituait le programme nucléaire nord-coréen<sup>1221</sup>, rien n'aurait dû faire obstacle à une pacification et une dénucléarisation de cette dernière, en cohérence avec la maturité reconnue de son voisin et de sa région. Si la péninsule coréenne « *could know war again*<sup>1222</sup> », le risque ne résidait désormais que dans le comportement de la Corée du Nord, les États autrefois adversaires des États-Unis dans la péninsule coréenne, la Chine et l'URSS, ne l'étant plus pour des raisons distinctes. Le Président Bush alla jusqu'à inclure la Chine parmi les États avec lesquels les États-Unis avaient « *a lot in common* », aux côtés du Japon et de la Corée du Sud<sup>1223</sup>, les « *trading interests* » et une nécessaire ouverture mutuelle des marchés de ces États justifiant une telle inclusion. De cette manière, la Chine, pourtant non démocratique et non respectueuse des droits de l'Homme, était articulée à des valeurs que partageaient les États-Unis. La possibilité de la coopération était ainsi affirmée. La Chine était aussi distinguée de

---

<sup>1220</sup> W.J. Clinton (1998, 29 juin). *Remarks and a Question-and-Answer Session With Students at Beijing University in Beijing, China*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=56236>.

<sup>1221</sup> W.J. Clinton (1998, 18 novembre). *Remarks on Departure for Tokyo, Japan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=55290>.

<sup>1222</sup> W.J. Clinton (1998, 3 juillet), *op. cit.*

<sup>1223</sup> G.W. Bush (2002, 16 février/b), *op. cit.*

la Corée du Nord puisqu'elle témoignait d'une réelle volonté de faire partie de la « communauté internationale », son siège au sein du Conseil de sécurité de l'ONU l'y aidant, en particulier dans le domaine économique et commercial. En ce sens, le Président Obama estimait que la Chine « *[had] leapt into the 21<sup>st</sup> century, in part by abandoning some of the practices that North Korea still [clung] to (...) at least on the economic front*<sup>1224</sup> ». Dans ces conditions discursives et représentationnelles, la Chine a toujours été considérée comme un interlocuteur essentiel pour résoudre le problème nucléaire nord-coréen, en raison de sa position de seul et « *old ally*<sup>1225</sup> », qui plus est de poids, de la Corée du Nord<sup>1226</sup>. De manière générale, les États voisins de la Corée du Nord – son « *neighborhood*<sup>1227</sup> » – étaient mentionnés comme les plus à même de l'influencer et comme des « *equal partners*<sup>1228</sup> » des États-Unis face à la Corée du Nord.

Enfin, les États-Unis étaient en capacité de coopérer individuellement avec les voisins de la Corée du Nord sur la problématique nucléaire. L'administration Clinton travailla par exemple avec le Japon en faveur de la lutte contre la prolifération nucléaire et du traité d'interdiction des tests nucléaires<sup>1229</sup>. A l'inverse, elle ne travaillait de la même manière avec aucun des États voisins de l'Iran, ce que ne fit pas

---

<sup>1224</sup> B. Obama (2012, 25 mars), *op. cit.*

<sup>1225</sup> W.J. Clinton (1994, 5 avril). *Remarks in a Town Meeting in Charlotte, North Carolina*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=49912>.

<sup>1226</sup> Même si cette alliance n'était pas jugée très solide, le Président Clinton rappelant que la Corée du Nord était « *isolated economically* », puisque même la Chine qui « *used to be a big ally of theirs* » faisait alors « *8 or 10 times as much trade with South Korea as with North Korea* » [W.J. Clinton (1994, 20 janvier), *op. cit.*].

<sup>1227</sup> G.W. Bush (2003, 22 octobre). *Interview With Members of the White House Press Pool*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=604>.

<sup>1228</sup> T. Snow (2006, 10 octobre), *op. cit.*

<sup>1229</sup> W.J. Clinton (1995, 17 novembre). *Interview With NHK Television of Japan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=50781>.



non plus l'administration Bush<sup>1230</sup>. Si cette dernière pouvait affirmer que « *[a]ll nations in the region [were] sending a unified, clear message to North Korea that it [needed] to end its nuclear weapons program* » et qu'elles voulaient « *a nuclear-free peninsula* »<sup>1231</sup>, une telle unanimité n'existait en revanche pas parmi les États composant le Moyen-Orient.

## 6.2 L'immaturation du Moyen-Orient

Même si la plupart d'entre eux s'en défendaient, les dirigeants américains avaient tendance à essentialiser<sup>1232</sup> le Moyen-Orient (« *Middle East* » ou « *broader Middle East* »); essentialisation d'abord générée par la simplification qu'implique toute désignation d'un ensemble d'éléments, plus ou moins homogènes entre eux, puis renforcée par l'articulation récurrente de représentations spécifiques à cet ensemble. Bien que les situations des différents États du Moyen-Orient fussent variées, de même que leurs populations, l'administration Bush en faisait un tout objectif sur la base duquel elle construisait des politiques plus ou moins différenciées en fonction des États. Par exemple, aux yeux de ses membres, la réussite de la démocratie irakienne devait témoigner « *of what [was] possible in the Middle East*<sup>1233</sup> » et pas seulement de ce qui était possible en Irak. En ce sens, un Irak démocratique était présenté comme menaçant la légitimité « *of Iran's oppressive theocracy*<sup>1234</sup> »,

---

<sup>1230</sup> Si le Président Bush pouvait affirmer que son administration « *[was] working closely with the governments in Asia to convince North Korea to abandon its nuclear ambitions* », il ne pouvait en dire autant sur le cas iranien, à propos duquel une coopération était essentiellement menée avec les Européens [G.W. Bush (2005, 2 février). *Address Before a Joint Session of the Congress on the State of the Union*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=58746>].

<sup>1231</sup> S. McClellan (2005, 3 février). *Press Gaggle by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66135>.

<sup>1232</sup> L'essentialisation consiste à prêter à un objet des caractéristiques internes propres qui existeraient indépendamment de tout contexte social.

<sup>1233</sup> G.W. Bush (2005, 20 novembre). *Remarks and an Exchange With Reporters in Beijing*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73758>.

<sup>1234</sup> G.W. Bush (2005, 12 décembre). *Remarks to the World Affairs Council of Philadelphia and a Question-and-Answer Session in Philadelphia, Pennsylvania*. Mis en ligne par G. Peters et J.T.

l'oppression des peuples moyen-orientaux ne pouvant alors plus être présentée comme une nécessité<sup>1235</sup>. En outre, l'Iran et son régime politique étaient aussi présentés comme les principales menaces à la démocratisation du Moyen-Orient. En revanche, la légitimité des régimes des États du Golfe, de l'Arabie Saoudite par exemple<sup>1236</sup>, n'était pour sa part absolument pas questionnée par l'administration Bush. La démocratisation du Moyen-Orient constituait de toute façon un objectif central pour l'administration Bush puisqu'elle devait contribuer au processus de maturation de la région, nécessaire à l'éradication des origines de la violence qui y prévalait, qui en était issue et qui avait frappé les États-Unis à plusieurs reprises. Cependant, ces derniers manquaient d'un véritable relais dans la région, susceptible de porter le flambeau de la démocratie comme le faisaient la Corée du Sud ou le Japon en Asie du Nord-Est selon les représentations des dirigeants américains.

#### 6.2.1 L'immaturation, terreau de la violence au Moyen-Orient

Le Moyen-Orient était présenté par les trois administrations dont nous étudions la politique étrangère comme « *a volatile region of the world*<sup>1237</sup> », voire comme « *the*

---

Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=65068>.

<sup>1235</sup> Les représentations faisant du Moyen-Orient une région « *hopelessly mired in conflict and misery - somehow incapable of liberty, or prosperity, or democracy* » étaient régulièrement dénoncées par l'administration Bush, qui revendiquait de voir le Moyen-Orient comme « *a region of potential, filled with talented and resourceful people who, when blessed with greater political and economic freedom, and better and more modern education, can fully join in the progress of our time* » [C. Rice (2003, 31 octobre), *op. cit.*].

<sup>1236</sup> Les membres de l'administration Bush éludaient régulièrement la question du régime politique saoudien, le fait de ne pas en parler contribuant à en faire un sujet de second plan, voire un non-sujet.

<sup>1237</sup> Ici par un membre de l'administration Obama [R. Gibbs (2011, 11 février). *Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs With Remarks by the President*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88985>], mais le même adjectif était utilisé par les membres des administrations Clinton [ici par exemple : M. McCurry (1996, 6 mars). *Press Briefing by Mike McCurry*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=48754>] et Bush [par exemple ici : S. McClellan (2006, 5 mai). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64444>].

*most volatile region in the world*<sup>1238</sup> », son caractère instable étant particulièrement souligné. Le Moyen-Orient était marqué par la prolifération des foyers prêts à s'enflammer, alors que seule la Corée du Nord troublait le relatif calme établi en Asie du Nord-Est. Dans ce contexte, tout facteur d'instabilité supplémentaire comme le programme nucléaire iranien<sup>1239</sup> était susceptible de détruire l'équilibre précaire qui empêchait la région de s'embraser<sup>1240</sup>. Cet équilibre instable était lié à la présence prépondérante d'États non démocratiques et non libres dans la région, où Israël était décrit comme étant pour les États-Unis « *[its] one democratic ally in the region with whom [it shared] moral bonds and common strategic interests*<sup>1241</sup> ». Sa sécurité était en outre présentée comme un enjeu de la démocratisation du Moyen-Orient<sup>1242</sup>. Quant au conflit israélo-palestinien, il occupait une place centrale dans les représentations qu'avaient les administrations Clinton et Bush du Moyen-Orient, davantage que dans celles des membres de l'administration Obama, au point que leurs membres signifiaient par « *Middle East* » le conflit israélo-palestinien lui-même. Discursivement, la politique américaine au Moyen-Orient semblait donc régulièrement cantonnée aux initiatives prises pour résoudre ce conflit, comme si sa fin était susceptible de contribuer à la résolution de l'ensemble des autres problèmes

---

<sup>1238</sup> B. Obama (2012, 22 octobre). *Presidential Debate in Boca Raton, Florida*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=102344>. Affirmation déjà formulée par les Républicains alors en campagne présidentielle [Republican Party Platforms (1996, 12 août). *Republican Party Platform of 1996*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=25848>].

<sup>1239</sup> L'Iran comme l'Irak étaient présentés par l'administration Clinton comme des « *regional threat* », soit, pour le premier, en raison de ses « *intentions in the near- and the long-term on developing and building weapons of mass destruction* », soit, pour le deuxième, en raison de ses capacités existantes en matière d'armes de destruction massive [Administration Clinton (1993, 15 mars). *Background Briefing by Senior Administration Official*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60000>].

<sup>1240</sup> La région ayant été par ailleurs « *marked by ethnic tensions* » [A. Fleischer (2003, 14 avril). *Press Briefing by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61073>].

<sup>1241</sup> Republican Party Platforms (August 12, 1996), *op. cit.*

<sup>1242</sup> G.W. Bush (2005, 12 décembre), *op. cit.*

de la région<sup>1243</sup>. L'obstacle au processus de paix que représentait l'Iran pour les dirigeants américains lui était d'autant plus reproché. En ce sens, les représentations dont faisaient l'objet l'Iran et son programme nucléaire étaient intrinsèquement liées à celles de l'impact qu'ils étaient susceptibles d'avoir sur Israël et sur la potentielle résolution du conflit israélo-palestinien.

Au moins deux représentations unanimement communes aux administrations américaines successives fondaient l'importance de préserver le Moyen-Orient d'un déséquilibre accru : premièrement, la région était vue comme stratégique pour les intérêts américains, particulièrement au regard de ses ressources en hydrocarbures ; deuxièmement, son immaturité était identifiée comme la source de différents maux dont les États-Unis avaient été victimes, à commencer par le terrorisme. En effet, la volonté du Président Bush de démocratiser et de stabiliser le Moyen-Orient, et donc d'en avancer la maturation, découlait directement des attentats du 11 septembre et de la nécessité de mettre fin à ce qu'il appelait le *statu quo* moyen-oriental, à l'origine même des violences terroristes dirigées contre les États-Unis au cours des années précédentes :

*It was the status quo of the Middle East that led to the bombing of our Embassies in Kenya and Tanzania. It was the status quo in the Middle East that led to the attack of the USS Cole that killed 17 American sailors. It was the status quo in the Middle East that produced 19 hijackers and took planes and crashed them into the Pentagon and the World Trade Towers and killed nearly 3,000 innocent people on September the 11th, 2001. The status quo in the Middle East was dangerous and unacceptable, and our security demanded that we change it.*<sup>1244</sup>

<sup>1243</sup> Telle qu'il la présentait, la « *Middle East policy* » du Président Bush semblait ne traiter que du conflit israélo-palestinien [G.W. Bush (2003, 14 octobre). *Interview With Asian Print Journalists*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=634>].

<sup>1244</sup> G.W. Bush (2006, 24 février). *Remarks to the American Legion*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=65267>. Idée confirmée par son administration, qui insistait sur la nécessaire transformation du Moyen-Orient [S. McClellan (2003, 17 novembre). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61595>].

Le maintien du régime politique iranien, régime soutenant et finançant le terrorisme, était considéré comme contribuant au *statu quo*. En revanche, notons que la Corée du Nord, aussi considérée comme un État *statu quo*, était différenciée de l'Iran sur la base de l'ampleur du *statu quo* et de son acceptabilité : alors que le *statu quo* nord-coréen ne concernait que la Corée du Nord, son régime et sa survie, le *statu quo* moyen-oriental concernait l'ensemble de la région et ses effets sur les États-Unis et leur sécurité étaient présentés comme bien plus significatifs. Au-delà de la démocratisation des États moyen-orientaux, possiblement favorisée par l'action des États-Unis, et censée contribuer à la lutte contre le terrorisme, l'administration Bush affirmait que les régimes politiques en place (en particulier l'Iran, la Syrie et la Palestine) pouvaient progresser en matière de lutte contre le terrorisme<sup>1245</sup>, les insuffisances en la matière étant aussi susceptibles d'être interprétées comme volontaires. L'implication dans la lutte contre le terrorisme était pourtant explicitement présentée comme un critère et d'appartenance à la « communauté internationale » et de non-opposition aux États-Unis, les États défaillants dans ce domaine s'exposant à l'ire américaine. Elle l'était, non seulement par le Président Bush qui en fit son cheval de bataille, mais aussi par le Président Clinton qui articulait, d'une part, haine des Israéliens et des Américains, pauvreté et soutien au terrorisme et, d'autre part, intégration à la « communauté internationale », réconciliation et opportunités économiques<sup>1246</sup>, en conformité avec l'idée que la pauvreté est source de frustration et donc de violence.

De manière générale, « *the habits of violence and fear and frustration that had spawned terror in the Middle East* » étaient directement articulées au manque de

---

<sup>1245</sup> G.W. Bush (2002, 30 mars). *Remarks on the Situation in the Middle East and an Exchange With Reporters in Crawford, Texas*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64697>.

<sup>1246</sup> W.J. Clinton (2000, 14 novembre). *Interview With Terence Hunt and Walter M. Mears of the Associated Press*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=1040>.

liberté et de démocratie qui régnait dans la région<sup>1247</sup>. Le Moyen-Orient, « *caught for generations in a cycle of tyranny and despair and radicalism*<sup>1248</sup> », s'en trouvait identifié comme une région de choix pour mettre en œuvre la « croisade » américaine en faveur de la démocratie et de la liberté<sup>1249</sup>. Compte tenu du fait que « *America [had] done the hard work necessary to give liberty a chance to prevail* » en Extrême-Orient (« *Far East* »), le Président Bush estimait que les États-Unis « *[did] so in the Middle East for the sake of peace for a young generation of Americans* »<sup>1250</sup> et que cela porterait ses fruits en dépit de la difficulté de la démarche<sup>1251</sup>. La différenciation entre les deux régions en termes de maturité politique était ici manifeste : l'évolution des deux régions n'en était pas au même stade en matière de démocratisation, d'ouverture des marchés économiques et d'intégration des États à la communauté internationale en termes de comportement approprié et acceptable. Au-delà de la dimension conjoncturelle de la volonté du Président Bush de démocratiser le Moyen-Orient suite aux attentats du 11 septembre, cette dernière s'inscrivait dans une tendance plus générale de la politique étrangère des États-Unis consistant à chercher à étendre la démocratie dans le monde, nous l'avons vu. A chaque période sa région à faire mûrir politiquement et démocratiquement et ce *a fortiori* parce que l'impact de la démocratisation de l'Europe et du Japon sur la paix mondiale après la Seconde Guerre mondiale était jugé déterminant par l'administration Bush. Il était temps par

---

<sup>1247</sup> G.W. Bush (2004, 27 février). *Remarks Following Discussions With Chancellor Gerhard Schroeder of Germany and an Exchange With Reporters*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=72562> et G.W. Bush (2003, 6 novembre), *op. cit.*

<sup>1248</sup> G.W. Bush (2005, 8 mars), *op. cit.*

<sup>1249</sup> Voir particulièrement : S. McClellan (2005, 18 janvier). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66128> et G.W. Bush (2005, 2 février), *op. cit.*

<sup>1250</sup> G.W. Bush (2007, 20 avril), *op. cit.*

<sup>1251</sup> G.W. Bush (2006, 7 juillet), *op. cit.*

conséquent de faire du Moyen-Orient une région contribuant à la paix mondiale<sup>1252</sup>.

L'un des membres de son administration alla jusqu'à affirmer que

*If the 20<sup>th</sup> century was about establishing peace, democracy and prosperity and freedom in Asia and Europe, at the dawn of the 21<sup>st</sup> century I think we're going to find that the struggles that we are charged with are to be on the side of those that bring freedom, democracy and prosperity in the Middle East, against the forces of terror and oppression.*<sup>1253</sup>

Après avoir mené à bien leur mission en Europe et en Asie, les États-Unis devaient contribuer à la démocratisation et à l'accès à la prospérité des pays du Moyen-Orient<sup>1254</sup>. Alors que la Corée du Nord faisait figure d'exception au sein de sa région et que les progrès de la Chine étaient soulignés en particulier en matière économique<sup>1255</sup>, l'Iran ne pouvait être – et ne l'était d'ailleurs pas – présenté comme une exception au Moyen-Orient mais seulement comme un État s'orientant dans la mauvaise direction<sup>1256</sup>.

Cela était d'autant plus nécessaire que la région occupait une place prépondérante dans la lutte que les États-Unis menaient alors<sup>1257</sup> : l'Asie du Nord-Est après la Seconde Guerre mondiale, l'Europe de l'Est après la chute du mur de Berlin, le Moyen-Orient après les attentats du 11 septembre. La démocratisation du Moyen-Orient représentait au regard du Président Bush une nécessaire étape, voire la

---

<sup>1252</sup> S. McClellan (2005, 28 septembre). Press Briefing by Scott McClellan. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73143>.

<sup>1253</sup> Administration Bush (2008, 14 mai), *op. cit.*

<sup>1254</sup> L'Europe et l'Asie étaient explicitement distinguées du Moyen-Orient par le Président Bush en termes de diffusion de la liberté et d'avancée dans la voie du développement et de la paix [G.W. Bush (2006, 19 septembre). *Remarks to the United Nations General Assembly in New York City*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73966>].

<sup>1255</sup> Seule la Corée du Nord était présentée comme un Etat posant problème en Extrême-Orient, région en paix, ce qui était encore loin d'être le cas du Moyen-Orient [G.W. Bush (2006, 7 juillet), *op. cit.*].

<sup>1256</sup> La Syrie était aussi présentée comme telle.

<sup>1257</sup> En ce sens, l'administration Bush établissait un parallèle entre l'Europe durant la Guerre froide et le Moyen-Orient dans le contexte de la *War on Terror* [S. McClellan (2004, 2 juin). *Press Gaggle by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66005>].

dernière, dans la démocratisation du monde qui relevait de la responsabilité des États-Unis, conformément à la vision téléologique que véhiculait l'administration Bush<sup>1258</sup>.

Dans tous les cas, la combinaison du caractère « *vital to American security* » de la région et de son instabilité fondait l'attention des dirigeants américains à son égard, mais aussi, à leurs yeux, leur légitimité pour y intervenir plus ou moins directement. Toutefois, l'administration Bush considérait le Moyen-Orient comme une région dans laquelle les États-Unis devaient encore faire leurs preuves. Puisque l'origine des différents événements traumatisants qu'avaient vécus les États-Unis depuis la fin des années 1970 s'y trouvait, cela signifiait que le *leadership* américain n'y faisait qu'insuffisamment effet. Par conséquent, elle avait à cœur de montrer que les États-Unis n'y étaient pas « *a paper tiger*<sup>1259</sup> », ce qu'ils n'étaient par ailleurs pas en Extrême-Orient où ils jouissaient d'une véritable reconnaissance.

#### 6.2.2 L'absence de réel relais des États-Unis au Moyen-Orient

Alors que les dirigeants américains estimaient bénéficier de relais en Asie du Nord-Est en matière de défense et de promotion de la démocratie et du libéralisme économique, il n'en allait pas de même au Moyen-Orient. Pour cette raison le Président Bush s'appuyait sur l'histoire de la présence américaine en Extrême-Orient après la Seconde Guerre mondiale en considérant que les États-Unis y avaient favorisé l'émergence de la démocratie pour avancer que

*the U.S. [could] provide a presence in order to give people confidence necessary to make decisions that [would] enable democracies to emerge and say to other people, step back and let the democracies emerge.*<sup>1260</sup>

<sup>1258</sup> « *I believe that freedom is the future of the Middle East, because I believe that freedom is the future of all humanity. And the historic achievement of democracy in the broader Middle East will be a victory shared by all.* » [G.W. Bush (2004, 29 juin), *op. cit.*].

<sup>1259</sup> G.W. Bush (2008, 31 janvier). *Remarks on the War on Terror in Las Vegas, Nevada*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=76379>.

<sup>1260</sup> G.W. Bush (2007, 6 juin). *Interview With Members of the White House Press Pool in Heiligendamm, Germany*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75281>.



En outre, la manière dont l'administration Bush présentait la politique qu'elle menait en Irak et en Afghanistan en faveur de la démocratie était sous-tendue par la représentation des États-Unis comme étant destinés à étendre la démocratie dans le monde<sup>1261</sup>, l'intervention américaine étant nécessaire à cette extension : si l'administration Bush refusa de reprendre à son compte l'idée selon laquelle les États musulmans et-ou arabes ne pouvaient être démocratiques, elle laissa entendre toutefois que la démocratisation de ces États nécessitait une intervention extérieure, en particulier américaine, pour aller à l'encontre des mauvaises habitudes moyen-orientales en matière politique, en particulier « *the habits of violence and fear and frustration*<sup>1262</sup> ». Cependant, rappelons que, malgré la présence américaine en Corée du Sud, la première élection d'un président de la République sud-coréenne au suffrage universel direct n'eut lieu qu'en 1987, soit bien après la fin de la Guerre de Corée, et que la pratique démocratique dans le domaine politique n'y devint effective qu'au milieu des années 1990<sup>1263</sup>. En espérant que la présence américaine, en particulier en Irak, favorise la démocratisation du Moyen-Orient, le Président Bush oubliait que « *countries [did] not become mature democracies overnight*<sup>1264</sup> ». Pour autant, il mentionnait l'exemple d'autres régions pour étayer l'idée qu'un État se démocratisant aurait été capable d'initier une vague de démocratisation dans sa région ou sur les États situés dans sa zone d'influence :

*In the 1970s, the advance of democracy in Lisbon and Madrid inspired democratic change in Latin America. In the 1980s, the example of Poland ignited a fire of freedom in all of Eastern Europe. With Afghanistan and Iraq showing the way, we are confident that freedom will lift the sights and hopes of millions in the greater Middle East.*<sup>1265</sup>

---

<sup>1261</sup> L'accent mis dans la phrase suivante sur le rôle des États-Unis dans la démocratisation de l'Irak et de l'Afghanistan confirme cette idée : « *And above all, we will finish the historic work of democracy in Afghanistan and Iraq so those nations can light the way for others and help transform a troubled part of the world.* » [G. W. Bush (2004, 20 janvier), *op. cit.*].

<sup>1262</sup> G.W. Bush (2004, 27 février), *op. cit.*

<sup>1263</sup> M-O. Rivé-Lasan (2006). « La démocratie sud-coréenne : absence de logiques dynastiques ? ». *Critique Internationale*, 4(33), p. 165.

<sup>1264</sup> E.D. Mansfield et J. Snyder (1995). « Democratization and War ». *Foreign Affairs*, 74(3), p. 79.

<sup>1265</sup> G.W. Bush (2004, 19 mars), *op. cit.*

Les discours et les politiques de son administration témoignaient de sa recherche quasi permanente d'un relais promouvant les facteurs politiques et économiques de la paix libérale. Cette démarche l'amenait à désigner comme relais des États qui n'auraient que difficilement pu jouer ce rôle de façon crédible. Par exemple, le Président Bush estimait que l'Égypte, alors encore sous le joug de Moubarak, « *should show the way toward democracy in the Middle East*<sup>1266</sup> ». De manière générale, la capacité d'influence des États du Moyen-Orient était explicitement associée par le Président Bush à leur avancée en matière de démocratie, qu'il s'agît de l'Égypte ou de l'Arabie Saoudite<sup>1267</sup>. Une telle association contribuait à délégitimer les aspirations prêtées à l'Iran d'influencer, voire de dominer le Moyen-Orient, à défaut de les décrédibiliser, tant l'articulation de l'Égypte et de l'Arabie Saoudite avec la démocratie pouvait paraître absurde<sup>1268</sup> et que l'Iran était plus avancé en matière de démocratie à de nombreux égards. Cela en dit long sur la manière dont l'administration Bush se représentait le Moyen-Orient, région dans laquelle la démocratie ne s'était pas encore imposée et manquant de modèle ou de guide en la matière, qu'il convenait donc de désigner et, surtout, d'autoriser. À l'inverse, en Asie du Nord-Est, les États considérés comme devant montrer la voie en matière démocratique étaient présentés comme bien plus avancés dans ce domaine que, par exemple, l'Égypte de Moubarak. De même, le Président Clinton présentait l'influence iranienne comme susceptible d'être positive lorsque l'Iran serait devenu membre de la « communauté internationale » et que son influence serait alors conforme aux

---

<sup>1266</sup> G.W. Bush (2003, 6 novembre), *op. cit.*

<sup>1267</sup> « *The Saudi Government is taking first steps toward reform, including a plan for gradual introduction of elections. By giving the Saudi people a greater role in their own society, the Saudi Government can demonstrate true leadership in the region. The great and proud nation of Egypt has shown the way toward peace in the Middle East and now should show the way toward democracy in the Middle East.* » [G.W. Bush (2003, 6 novembre), *op. cit.*].

<sup>1268</sup> Nous avons conscience ici de porter un jugement de valeur, mais la confrontation des représentations américaines des caractéristiques de la démocratie et du respect des libertés témoigne de la cruelle insuffisance de l'Égypte et de l'Arabie Saoudite en la matière au moment où le Président Bush était en fonction.

attentes des États-Unis en matière politique et économique<sup>1269</sup>. C'est seulement en tant que membre de la « communauté internationale » que l'Irak aurait pu obtenir des dirigeants américains d'être reconnu comme puissance régionale légitime.

Quant à l'invasion de l'Irak et à l'occupation américaine qui s'ensuivit, elles répondaient à la volonté du Président Bush de voir se répandre « *freedom and prosperity throughout the Middle East*<sup>1270</sup> » à la faveur de l'émergence d'une démocratie sur laquelle auraient pu prendre exemple les autres États de la région<sup>1271</sup>. En ce sens, l'invasion de l'Irak avait notamment pour objectif d'en faire « *a secure, hopeful, and self-governing nation that will stand as an example of freedom to all the Middle East*<sup>1272</sup> », un exemple susceptible d'essaimer dans la région et de la rendre plus favorable aux Américains<sup>1273</sup>. Il était par conséquent d'autant moins acceptable pour l'administration Bush que l'Irak cherche à influencer la construction du nouvel État irakien, ce dernier devant à l'inverse influencer ses voisins. Un Irak démocratique, relais des États-Unis dans la région, aurait aussi eu pour avantage de contrecarrer l'influence iranienne au Moyen-Orient : il constituait à la fois une réponse aux ambitions que prêtaient les dirigeants américains à l'Irak en Irak et une alternative à l'influence iranienne dans la région, la démocratie dotant l'Irak d'une aura dont ne pouvait se targuer l'Irak. En ce sens, l'administration Bush défendit le maintien des troupes américaines en Irak en vue de le sécuriser contre l'influence du

---

<sup>1269</sup> W.J. Clinton (1993, 24 mars), *op. cit.*

<sup>1270</sup> S. McClellan (2004, 13 février). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73950>.

<sup>1271</sup> Objectif qu'il considérait comme atteint avec la chute de Saddam Hussein en Irak et l'avènement d'une jeune démocratie [G.W. Bush (2004, 23 février). *Remarks to the Republican Governors Association*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=72552>]. L'un des membres de son administration allait encore plus loin en affirmant qu'un Irak démocratique contribuerait de toute façon à la sécurité des États-Unis, sinon du Moyen-Orient [S. McClellan (2004, 17 juin), *op. cit.*].

<sup>1272</sup> R.B. Cheney (2003, 17 octobre), *op. cit.*

<sup>1273</sup> « *Iraq will serve as an example for other countries in the Middle East and help advance peace and prosperity in that region, which means that it will help advance lasting peace for generations to come.* » [Scott McClellan (September 28, 2005), *loc. cit.*].

gouvernement iranien<sup>1274</sup>, mais aussi contre celle des terroristes<sup>1275</sup>. En effet, le Moyen-Orient en général et l'Irak en particulier concentraient les deux principales menaces à la paix du monde selon l'administration Bush : les extrémismes sunnite et chiite<sup>1276</sup>. En ce sens, l'Iran était vu, non seulement comme une menace, mais comme un rival des États-Unis au Moyen-Orient, le retrait des États-Unis de la région ou une volonté et un engagement insuffisants risquant de conduire à un renforcement de l'Iran dans la région. L'Irak représentait donc deux enjeux intrinsèquement liés : celui de l'expression de la puissance américaine et celui de la promotion d'une alternative politique aux extrémismes. Notons que la Corée du Nord n'a en revanche jamais été présentée comme un potentiel rival pour les États-Unis en Extrême-Orient pour au moins deux raisons. Premièrement, un manque de crédibilité des États-Unis face à l'Iran aurait eu des conséquences considérables, alors qu'un manque de crédibilité face à la Corée du Nord n'était même pas envisagé puisqu'elle n'apparaissait pas comme un Etat plausiblement en capacité de rivaliser avec les États-Unis. Deuxièmement, nous l'avons vu, l'idéologie que portaient les dirigeants nord-coréens était considérée comme moribonde, au contraire de l'extrémisme chiite caractéristique du régime politique iranien.

Enfin, Israël, en tant qu'allié des États-Unis et, selon leurs dirigeants, seule démocratie de la région<sup>1277</sup>, aurait pu, à première vue, jouer le rôle de relais que les

---

<sup>1274</sup> Ce dont s'inquiétait également l'administration Obama, en particulier de la capacité de l'Iran à déstabiliser l'Irak [Administration Obama (2010, 24 août). *Press Briefing by Deputy Press Secretary Bill Burton and Assistant to the President for Counterterrorism and Homeland Security John Brennan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88371>].

<sup>1275</sup> T. Snow (2007, 26 février). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60360>.

<sup>1276</sup> « *There are two forms of extremism that have now converged on Iraq. One is Sunni extremism in the likes of Al Qaida. (...) And then there's the strain of Shiism extremism that is fostered by Iran. And these are the two major threats to world peace, and they've converged on Iraq.* » [G.W. Bush (2007, 30 août). *Interview With David Speers of Sky News*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75701>].

<sup>1277</sup> Notons toutefois que le caractère démocratique de l'Etat d'Israël ne fait pas l'unanimité. Yiftachel, par exemple, affirme qu'Israël n'est pas une démocratie, mais une ethnocratie [O. Yiftachel (2006).

dirigeants américains cherchaient à octroyer. Néanmoins, Israël n'était pas considéré comme étant en mesure de porter un quelconque flambeau en la matière – contrairement à la Corée du Sud en Asie du Nord-Est par exemple – puisqu'il occupait davantage une position défensive vis-à-vis de la plupart des autres États du Moyen-Orient, à l'exception notable de l'Égypte et de la Jordanie, et n'était pas en position d'être accepté comme modèle par ses voisins.

## CONCLUSION PARTIELLE

Les défis posés par la Corée du Nord et l'Iran ne s'inscrivaient pas de la même manière dans le projet global des administrations américaines, en particulier leurs objectifs ayant trait à chacune des deux régions concernées, à la manière dont la communauté et l'ordre internationaux devaient fonctionner et le rôle que les États-Unis devaient y jouer, des objectifs à la dimension identitaire cruciale. Par exemple, l'Iran et son régime étaient considérés comme allant à l'encontre du projet de l'administration Bush, puisqu'ils représentaient ce contre quoi cette dernière prétendait lutter pour préserver la sécurité des États-Unis et du monde. L'idée selon laquelle la liberté pourrait transformer un ennemi en un ami ou un allié était centrale dans l'imaginaire sécuritaire américain, en particulier celui véhiculé par l'administration Bush, ainsi que celle, sous-jacente, que tous les défenseurs de la liberté ne pouvaient être que les amis des États-Unis. La dangerosité respective de la Corée du Nord et de l'Iran ne dépendait pas simplement de leurs capacités militaires ou nucléaires, mais de la vigueur de leurs idéologies respectives et de la menace qu'elles représentaient pour la vision du monde américaine : la lutte menée par l'administration Bush était idéologique, de même que l'avait été la lutte menée contre le fascisme, le nazisme et le communisme lors de la Seconde Guerre mondiale et de la Guerre froide, comme l'affirmait lui-même le Président Bush<sup>1278</sup>. La lutte contre le communisme dont avait participé la Guerre de Corée était présentée comme terminée

---

<sup>1278</sup> G.W. Bush (2006, 31 août/a), *op. cit.*

et gagnée et le communisme, idéologie à laquelle était associée la Corée du Nord dans l'imaginaire sécuritaire américain, était considéré comme vaincu et comme ayant fait preuve de ses faiblesses. Au contraire, l'idéologie des terroristes, contre laquelle se battaient les États-Unis du Président Bush dans le cadre de la *War on terror* et à laquelle était largement associé l'Iran, en particulier son gouvernement spirituel, ne pouvait être d'une actualité plus brûlante.<sup>1279</sup> De même, alors que les ennemis des États-Unis se trouvaient notamment en Extrême-Orient pendant la Seconde Guerre mondiale et au début de la Guerre froide, leurs nouveaux ennemis se trouvaient en Irak et en Afghanistan, deux États encadrant l'Iran. Nous l'avons vu, à la conception des États-Unis comme leader du monde libre était associée une croyance en la cible privilégiée qu'ils représentaient pour les porteurs d'idéologies antinomiques. En cela, le Président Bush portait une identité américaine inchangée de la Seconde Guerre mondiale au début des années 2000, faisant des États-Unis les indéfectibles défenseurs des libertés et fatalement adversaires des ennemis des libertés<sup>1280</sup>. Il situait aussi le cœur de la nouvelle lutte des États-Unis au Moyen-Orient, alors que la lutte en Extrême-Orient était terminée. Partant, l'Iran se trouvait au cœur des préoccupations américaines, à l'inverse de la Corée du Nord, dont les dirigeants se complaisaient dans une opposition devenue caduque du point de vue américain. Non que les administrations américaines successives n'aient pas reconnu les progrès restant à faire en Extrême-Orient, en particulier en Corée du Nord<sup>1281</sup>, mais le cœur de cible du projet américain d'extension des libertés et de la démocratie dans le monde se situait désormais au Moyen-Orient. La Corée du Nord était

---

<sup>1279</sup> S. McClellan (2005, 5 octobre), *op. cit.*

<sup>1280</sup> En cela, le principe d'indivisibilité de la liberté, que Weldes identifie comme dimension de l'identité américaine au moment de la Crise des missiles de Cuba, semblait encore central dans l'identité américaine *post* Guerre froide [J. Weldes (1999/b). « The Cultural Production of Crises: U.S. Identity and Missiles in Cuba ». Dans J. Weldes *et al.* (dir.). *Cultures of Insecurity : States, Communities, and the Production of Danger*. MN: University of Minnesota Press, p. 35-62].

<sup>1281</sup> Le Président Bush reconnaissait par exemple : « *There's more work to be done here.* » [G.W. Bush (2007, 7 septembre). *Remarks at the Asia-Pacific Economic Cooperation Business Summit in Sydney*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75753>].

particulièrement isolée en raison de la nature de son voisinage, puisqu'elle était entourée de régimes s'inscrivant soit dans la mouvance américaine, à savoir démocratiques et capitalistes, soit évoluant progressivement et favorablement aux « canons » américains et ayant des intérêts communs avec les États-Unis. En ce sens, le Président Bush remarquait à la fin de son deuxième mandat que jamais les États-Unis n'avaient entretenu des relations aussi « *strong and robust* » avec la Corée du Sud, le Japon, la Chine et la Thaïlande<sup>1282</sup>. La Corée du Nord était aussi entourée de pays stables. Au contraire, l'Iran était environné de pays soit dictatoriaux, le Turkménistan et l'Irak jusqu'à l'opération *Iraqi Freedom*, soit de pays déstabilisés, comme l'Afghanistan et le Pakistan<sup>1283</sup>, puis l'Irak quelques années après l'opération *Iraqi Freedom*, et situé dans une région en proie à un conflit constant depuis plusieurs décennies et déstabilisateur pour l'ensemble de la région. Les États-Unis ne pouvaient donc se reposer sur aucun allié de poids dans la région pour traiter la question iranienne.

Par conséquent, les problèmes nord-coréen et iranien n'étaient pas présentés comme situés sur la même échelle : alors que, pour la Corée du Nord, c'est la dimension régionale du conflit qui était soulignée, le problème iranien était vu comme opposant l'Iran à l'ensemble du monde libre et s'inscrivait explicitement dans la politique étrangère globale des États-Unis, notamment en lien avec la lutte contre le terrorisme. Pour leur part, la Corée du Nord et son gouvernement ne furent jamais accusés ni de soutenir une organisation considérée comme terroriste en particulier, ni de déstabiliser un autre État ou d'y susciter un conflit, ni encore d'être « *responsible for the deaths of hundreds of innocent civilians worldwide* » au contraire de l'Iran, « *the*

---

<sup>1282</sup> G.W. Bush (2008, 30 juillet). *Interview With Foreign Print Journalists*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=77775>.

<sup>1283</sup> Seuls la Turquie et Israël échappaient à cette classification.



*leading state sponsor of terrorism* »<sup>1284</sup>. En raison de ses liens avec l'organisation classée comme terroriste, l'Iran ne pouvait, aux yeux des membres de l'administration Bush, qu'être impliqué dans la guerre qui opposa le Hezbollah à Israël au mois de juillet 2006<sup>1285</sup> et constituait par conséquent une source d'instabilité au Moyen-Orient au-delà de son seul programme nucléaire<sup>1286</sup>. La problématique du terrorisme était donc clairement clivante dans la démarche de comparaison des deux États. La Corée du Nord était vue comme frayant avec des organisations terroristes pour des raisons pragmatiques, la vente d'armes à ce type d'organisations représentait par exemple pour elle une source de revenus non négligeable. Au contraire, l'Iran était considéré comme intrinsèquement et idéologiquement proche d'organisations terroristes et comme s'inscrivant dans la menace terroriste globale<sup>1287</sup>, le soutien qu'il leur apportait n'étant pas pragmatique mais politique. Le fait que le gouvernement iranien ne considérait pas les organisations pointées du doigt par les administrations américaines comme terroristes était significatif parce qu'il témoignait d'une différence substantielle de représentations. Le retrait de la Corée du Nord de la liste des États soutenant le terrorisme permit aussi à l'administration Bush d'annoncer que « *their numbers [were] growing fewer, and they [were] growing more isolated from the world* », même si « *[a] few nations--regimes like Syria and Iran--continue to*

---

<sup>1284</sup> Administration Bush (2006, 11 novembre). *Statement by the Press Secretary*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=82822>.

<sup>1285</sup> Voir particulièrement Administration Bush (2006, 13 juillet). *Press Briefing by Secretary of State Condoleezza Rice and National Security Advisor Steve Hadley*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60199> et Administration Bush (2005, 15 juillet). *Press Briefing by National Security Advisor Steve Hadley, U.S. Trade Representative Susan Schwab and Press Secretary Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60201>.

<sup>1286</sup> G.W. Bush (2006, 16 juillet). *Remarks Following Discussions With Prime Minister Tony Blair of the United Kingdom and an Exchange With Reporters in Strelna*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=319>.

<sup>1287</sup> Administration Bush (2007, 23 janvier). *Press Briefing on the State of the Union Speech*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60338>.

*sponsor terror* »<sup>1288</sup> et, partant, de renforcer l'isolement de l'Iran vis-à-vis de la « communauté internationale ».

Au demeurant, la Corée du Nord et l'Iran étaient différenciés par les administrations américaines successives en termes d'intégration à la « communauté internationale ».

L'administration Bush comparait directement les deux États en ces termes :

*Iran is very much integrated into the international community. We have had sanctions on Iran, but the international community has not, the Europeans have not. (...) Iran is a different case than North Korea, which has already isolated itself. Iran has not. Iran has commercial relations, it has diplomatic relations.*<sup>1289</sup>

Pourtant, les deux États ont été tous deux présentés comme isolés par rapport à la « communauté internationale » en conséquence de l'irrespect de leurs engagements et des violations de leurs obligations internationales dont ils se sont rendus coupables à maintes reprises. Dans le cas de l'Iran, les remarques répétées des administrations américaines quant à son isolement s'apparentaient davantage à un vœu pieu qu'à un constat et avaient pour effet de légitimer la politique américaine à son égard dès lors que son isolement était présenté comme découlant automatiquement de son comportement. Par exemple, le Président Bush affirmait que le Président iranien avait fait de son pays le paria du monde et l'avait isolé, comme si l'isolement de l'Iran était volontaire, alors que c'est l'analyse de son comportement et de sa politique à l'aune de la grille d'analyse américaine qui faisait de l'Iran un paria et la façon dont ses politiques étaient reçues par les autres États qui fondait son isolement. L'une des caractéristiques des discours des membres de l'administration Bush était de porter une vision du monde présentée comme naturelle alors qu'elle résultait d'une construction sociale.

Ceci étant, la Corée du Nord et l'Iran posaient des problèmes relativement similaires, d'où une catégorisation commune sous des labels variés. Les deux États n'étaient quasiment jamais distingués à l'aune de la menace qu'ils représentaient, constituant

<sup>1288</sup> G.W. Bush (2008, 23 septembre), *op. cit.*

<sup>1289</sup> S. Hadley (2006, 6 août), *op. cit.*

tous deux des « *issues facing both nations and the global community*<sup>1290</sup> », des « *leading national security priorities*<sup>1291</sup> », mais aussi les « *biggest adversaries in the world today*<sup>1292</sup> ». En outre, l'administration Obama les citait tous deux comme « *America's core national security interests*<sup>1293</sup> ». Bien que les journalistes aient régulièrement interrogé les membres des administrations américaines successives sur les raisons d'un traitement distinct des deux États lorsque c'était le cas, les membres des administrations bottaient généralement en touche et réaffirmaient la similarité des préoccupations que suscitaient la Corée du Nord et l'Iran<sup>1294</sup>. En particulier, leurs programmes nucléaires respectifs étaient problématiques du point de vue américain. Toutefois, la manière dont les dirigeants américains se représentaient la menace nucléaire était différente selon son origine. D'une part, le programme nucléaire militaire nord-coréen était vu comme menaçant l'équilibre établi dans la région de l'Asie du Nord-Est ou Asie-Pacifique et comme mettant en cause une forme d'ordre établi à la faveur de guerres symboliques au sens fort du terme pour les États-Unis, en raison de l'ampleur des sacrifices et des pertes en vies humaines qu'elles avaient induits. Mais la manière dont la Corée du Nord était présentée, comme un régime aux abois à l'idéologie vouée à disparaître, contribuait à légitimer les aspirations nord-coréennes à l'égard de l'arme nucléaire ou en tout cas la peur des dirigeants nord-coréens de voir leur régime s'effondrer et qu'ils exprimaient à travers leurs différentes provocations. D'autre part, le programme nucléaire iranien, supposément militaire, était présenté comme l'expression agressive d'un État dont les dirigeants cherchaient à accroître l'influence et qui menaçait les autres États plutôt qu'il n'était

---

<sup>1290</sup> Administration Obama (2010, 5 juin). *Press Release - Readout of the President's Call with Prime Minister-Designate Kan of Japan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=89506>.

<sup>1291</sup> Administration Obama (2010, 22 juin). *Conference Call Briefing with Administration Officials on President Medvedev's Visit to the White House*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88111>.

<sup>1292</sup> B. Obama (2011, 10 mars), *op. cit.*

<sup>1293</sup> Administration Obama (2009, 18 septembre). *Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs and Ambassador to the United Nations Susan Rice*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86641>.

<sup>1294</sup> Par exemple ici : A. Fleischer (2003, 27 mai), *op. cit.*

lui-même menacé. La distinction entre les deux programmes nucléaires témoigne d'une compréhension des ambitions nucléaires des États dont la situation les justifierait, même si elles allaient à l'encontre de l'ordre établi. Compréhension dont ne bénéficiait pas un État dont les ambitions qui lui étaient prêtées dépassaient la seule survie de son régime.

L'imaginaire sécuritaire américain dans ses différentes dimensions étant ainsi établi, de même que ses évolutions et ses continuités à travers les administrations américaines successives de 1993 à 2012, les politiques menées par les administrations américaines successives à l'égard de la Corée du Nord et l'Iran peuvent désormais être éclairées. De même, peut être comprise la manière dont elles ont été rendues possibles à travers la construction discursive de cet imaginaire sécuritaire. L'Iran et la Corée du Nord comme objets de l'imaginaire sécuritaire américain étaient à la fois assimilés et distingués. Ce faisant, une politique menée à l'égard d'un des deux États ou d'un autre État ayant manifestement des points communs avec l'un d'entre eux paraissait **logiquement** inadéquate pour l'autre des deux États. Par exemple, à un journaliste l'ayant interrogé quant aux raisons sous-tendant la différence de politique commerciale des États-Unis à l'égard de l'Iran et de la Chine, Mike McCurry, alors Porte-parole de la Maison-Blanche, répondit en deux fois. Il insista d'abord sur le caractère fallacieux de la question et laissa entendre qu'il était évident que la politique des États-Unis envers les deux États **devait** être différente. Puis il distingua l'Iran et la Chine sur la base de la stabilité ou de l'instabilité de leur région, de la nature de leur régime politique et de leur comportement à l'égard du terrorisme<sup>1295</sup>. Dans le cas de la Corée du Nord et de l'Iran, leurs différences sous-jacentes semblent avoir davantage fondé les politiques menées à leur égard que leurs points communs pourtant patents et régulièrement rappelés par les administrations américaines.

---

<sup>1295</sup> M. McCurry (1996, 6 mars), *op. cit.*



## DEUXIÈME PARTIE : NÉGOCIER OU NE PAS NÉGOCIER, TELLE EST LA QUESTION<sup>1296</sup>

*Jean Monnet noted that the key to successful negotiation is to move the parties facing each other as adversaries across the table to the same side of the table facing the problem as the adversary. Recognizing risk as the problem can bring parties together to deal with it.*

William Zartman<sup>1297</sup>

Les administrations américaines successives ont eu des discours changeants, parfois contradictoires, y compris au sein d'une même administration, quant à la politique qui devait être menée face aux *rogue states* en général, à l'égard de la Corée du Nord et de l'Iran en particulier. Dans ce contexte, la question de la négociation a été récurrente parce qu'elle constituait un moyen de résolution des conflits privilégié dans l'ordre international porté par les États-Unis. Alors que les sanctions étaient employées à l'encontre d'un État jugé inapte à la négociation, soit en première instance, soit à l'issue de négociations non concluantes, le recours à la force ne devait constituer qu'un dernier ressort à l'endroit d'un État ayant à maintes reprises agi en contradiction avec les injonctions de la « communauté internationale ». C'était explicitement le cas de l'Irak de Saddam Hussein selon l'administration Bush. Afin de comprendre les tenants et les aboutissants de l'usage de la négociation par les administrations américaines, il nous faudra d'abord analyser les représentations de leurs membres quant à celle-ci. En effet, l'exploration de l'imaginaire sécuritaire américain nous a permis de comprendre dans quel contexte représentationnel et

---

<sup>1296</sup> Nous reprenons ici le titre de notre mémoire de master déjà cité [P. Ségard (2009), *op. cit.*].

<sup>1297</sup> W. Zartman (2009). « Risk and Prevention in Identity Negotiations ». *Négociations*, 11, p. 90.

intersubjectif les administrations américaines se trouvaient au cours de la période où elles devaient décider d'agir et de pratiquer ou non la négociation. Toutefois, nous avons montré que l'imaginaire sécuritaire américain a pu varier d'une administration à l'autre, sans que la politique menée ne change pour autant, de même qu'une administration a pu modifier sa politique sans que son imaginaire sécuritaire n'en paraisse foncièrement différent. L'imaginaire sécuritaire américain ne donne pas lieu à une politique précise et son opérationnalisation se révèle sujette à des variations qu'il nous faudra comprendre dans cette seconde partie. Nous verrons que la confrontation entre les différentes dimensions de l'imaginaire sécuritaire américain a joué un rôle primordial dans cette opérationnalisation, ainsi que la réception par les agents concernés des politiques mises en œuvre à leur égard et leurs réactions. De même, puisque nous nous intéressons à l'usage de la négociation des administrations américaines face aux programmes nucléaires nord-coréen et iranien, il apparaît que les conceptions des administrations américaines de la négociation et des politiques qui devaient être menées en matière nucléaire, tant par les deux États mis en cause que par les États-Unis, ont également influencé leurs pratiques.

En ce sens, le premier chapitre de cette deuxième partie (chapitre VII) sera consacré à la manière dont les administrations américaines traitaient discursivement l'opérationnalisation politique de leur imaginaire sécuritaire, tant en matière de négociation que de politique nucléaire, intrinsèquement liée aux représentations américaines des États visés par ces politiques. La négociation n'était pas un outil évident en ce qu'il n'était pas automatiquement mis en pratique : quels étaient les enjeux liés à la pratique de la négociation selon les administrations américaines et en quoi étaient-ils liés à l'imaginaire sécuritaire américain et à leurs potentiels interlocuteurs ? De manière plus générale, quelle politique les dirigeants américains entendaient-ils et affirmaient-ils mener à l'endroit de la Corée du Nord et de l'Iran, notamment pour résoudre les problèmes qu'ils posaient en matière nucléaire ? Quant à la politique nucléaire des États-Unis et la politique nucléaire que les administrations

américaines estimaient devoir être menée par les autres États, elles n'allaient pas non plus de soi, les dirigeants américains ayant eu des pratiques variées en la matière. La mise en œuvre de la politique nucléaire américaine était très souvent actionnée en réaction aux programmes nucléaires nord-coréen et iranien. Cette politique participait des représentations des administrations américaines relatives aux droits et aux devoirs à la fois des États-Unis en tant que puissance nucléaire prépondérante et des autres États en tant que membres du TNP, en tant que *rogue states*, en tant qu'États matures ou immatures, responsables ou irresponsables, etc. En cela, la politique nucléaire américaine a généralement consisté à préciser ou à modifier ces droits et ces devoirs.

Or, ce chapitre suscitera d'autres interrogations : s'il nous permettra de défricher les enjeux généraux de la négociation du point de vue américain, il nous faudra également nous demander quels étaient spécifiquement ces enjeux face à la Corée du Nord, d'une part, et à l'Iran, d'autre part, et comment ils ont influencé la décision de négocier ou non des administrations américaines. Des représentations américaines ont-elles rendu possible la pratique de la négociation à l'égard de la première, tandis que d'autres l'ont compromise à l'égard du second ? D'autres mécanismes ont-ils affecté l'opérationnalisation de la négociation ? En outre, comment comprendre les différences de modalités des processus de négociation initiés par les administrations américaines à l'égard de la Corée du Nord et de l'Iran ? Pour répondre à ces questions, nous distinguerons les cas nord-coréen (chapitre VIII) et iranien (chapitre IX). Nous analyserons les politiques mises en œuvre à l'égard de la Corée du Nord et de l'Iran par les administrations américaines à l'aune non seulement des différences représentationnelles analysées dans la première partie, mais aussi de leurs programmes nucléaires respectifs, développés dans une temporalité distincte et à la finalité affichée également dissemblable. Les modalités des tentatives de résolution des deux conflits feront l'objet d'une attention spécifique, en particulier celles relatives à la négociation.





## CHAPITRE VII

### NÉGOCIER LE PROGRAMME NUCLÉAIRE D'UN *ROGUE STATE*

*Diplomacy is much more than just talking to your friends. You've got to talk to people who aren't our friends, and even people you dislike. Some people in the administration think that diplomacy is a sign of weakness. In fact, it can show that you're strong.*

Richard L. Armitage<sup>1298</sup>

Comme toute dimension de politique étrangère, la possibilité de négocier le programme nucléaire d'un *rogue state* avec ce dernier doit être construite discursivement pour être envisagée : elle s'inscrit alors dans un ensemble de pratiques que les dirigeants américains **peuvent**, voire **doivent**<sup>1299</sup>, mettre en œuvre ou privilégier au nom des États-Unis, conformément à leur imaginaire sécuritaire et donc aux représentations qu'ils se font de l'identité de ces derniers et de leur rôle sur la scène internationale. De surcroît, la négociation ne représente qu'un procédé de résolution de conflit parmi d'autres, étant entendu que les administrations américaines refusaient généralement de se lier les mains en excluant d'emblée l'un de ces procédés, y compris le recours à la force<sup>1300</sup>. Les administrations américaines se

---

<sup>1298</sup> Cité par S.R. Weisman (2006, 27 mai), *op. cit.*

<sup>1299</sup> Les deux types d'interpellations dont faisaient l'objet les États-Unis, en termes de capacité et de devoir, sont identifiés à l'aide des actes de langage distingués par Onuf (voir page 67) : les actes de langage déclaratoires peuvent faire état de capacités existantes, tandis que les actes de langage directifs peuvent rendre compte d'une exigence découlant d'un devoir.

<sup>1300</sup> Ce fut le cas de l'administration Bush [D. Perino (2007, 18 octobre). *Press Briefing by Dana Perino*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75926>] et de l'administration Obama [B. Obama (2012, 24 janvier). *Address Before a Joint Session of the Congress on the State of the Union*. Mis en ligne par G.

souciaient aussi le plus souvent de la correspondance de leurs pratiques avec ce qu'elles pensaient être les représentations des dirigeants des autres États et des attentes associées, afin d'être comprises et, si nécessaire, soutenues et suivies. Dans le cas contraire, elles auraient alors rompu la confiance à l'égard des États-Unis des autres dirigeants étatiques, qui auraient pu s'estimer floués et dans l'impossibilité de prévoir ne serait-ce qu'*a minima* le comportement des États-Unis. Cela ne signifie en aucun cas que les dirigeants américains s'abstenaient de prendre des décisions susceptibles de surprendre les dirigeants des autres États ou de manifestement remettre en cause une partie de l'ordre international jusque-là défendu. En revanche, ces décisions étaient alors autant que faire se peut enchâssées dans une cohérence représentationnelle et discursive globale *via* la mise en exergue de la ou des dimensions de l'imaginaire sécuritaire sur lesquelles elles étaient au moins partiellement fondées<sup>1301</sup>. Cela signifie que, pour cohérent que fut l'imaginaire sécuritaire américain, son opérationnalisation n'était pas exempte de contradictions. La politique étrangère des États-Unis était également élaborée autour de l'identification d'un ennemi ou d'une menace, en témoigne par exemple l'affirmation du Président Obama selon laquelle voir la Russie comme principale menace à laquelle auraient été confrontés les États-Unis correspondait à la politique étrangère des années 1980 et au contexte de Guerre froide<sup>1302</sup>. Cependant, l'identification de la menace ou de l'ennemi ne permet pas de présumer de la politique étrangère menée à son égard : alors que les trois Présidents américains successifs identifiaient le même type d'ennemi et de menace, ils n'y ont pas répondu de la même manière. Pour autant, le critère de l'efficacité de la politique menée figurait parmi les justifications de l'ensemble des administrations américaines que nous avons étudiées : leurs

---

Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=99000>].

<sup>1301</sup> L'exemple le plus révélateur de la période que nous étudions est la décision de l'administration Bush de recourir à la force contre l'Irak en l'absence d'avis conforme du Conseil de sécurité de l'ONU, toutefois en accord avec la dimension de l'imaginaire sécuritaire américain relative à la paix libérale.

<sup>1302</sup> B. Obama (2012, 22 octobre), *op. cit.*

membres affirmaient qu'une politique avait été choisie au regard de sa capacité à contribuer à l'atteinte des objectifs établis. Par exemple, si la diplomatie n'était pas ou plus jugée efficace face à un État, elle pouvait être abandonnée au profit du recours à la force<sup>1303</sup>. De même, l'administration Bush questionna l'efficacité d'un recours au Conseil de sécurité de l'ONU en vue de modifier le comportement des États proliférateurs ; l'Irak devait en ce sens constituer un exemple de traitement des problèmes de prolifération tels que le posaient également la Corée du Nord et l'Iran<sup>1304</sup>. Pour sa part, l'administration Obama expliqua entretenir des relations avec la Syrie, mais pas avec les autres États accusés de financer le terrorisme, parce qu'elle estimait qu'il lui était utile de pouvoir parler directement avec les dirigeants syriens<sup>1305</sup>. De même, « *sanctions [were] not a magic wand* » et « *[u]nfortunately, nothing in international relations [was]* » selon le Président Obama<sup>1306</sup>, l'efficacité des sanctions et de toute autre politique n'étant ni systématique ni garantie. Par conséquent, nous nous sommes interrogée sur les éléments auxquels les administrations américaines articulaient l'efficacité d'une politique, ainsi présentés comme critères d'appréciation de cette efficacité : en quoi la négociation paraissait ou non plus efficace que la seule application de sanctions ou qu'au recours à la force ? Néanmoins, le critère de l'efficacité comme participant au choix politique n'était pas toujours prépondérant et surtout était soumis au prisme des représentations, de la même manière que les autres critères relevant de la conformité de la politique avec l'imaginaire sécuritaire américain. L'usage du critère de l'efficacité par les administrations américaines pose aussi la question du début et de la fin de validité de

---

<sup>1303</sup> En 2002, l'administration Bush laissait ainsi entendre que le recours à la force pourrait être privilégié face à l'Irak, alors que l'efficacité de la diplomatie face à la Corée du Nord n'était pas remise en cause [A. Fleischer (2002, 4 décembre), *op. cit.*].

<sup>1304</sup> A. Fleischer (2003, 10 mars), *op. cit.*

<sup>1305</sup> J. Carney (2011, 25 avril). *Press Briefing by Press Secretary Jay Carney*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=90299>.

<sup>1306</sup> B. Obama (2010, 13 avril). *The President's News Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=87760>.

son appréciation : à partir de quel moment et de quel contexte la négociation était-elle vue comme efficace et jusqu'à quel point ? A quel moment et dans quel contexte une administration a-t-elle pu décider de rejoindre une négociation ou de s'en retirer ?

Nous nous proposons de répondre à ces questions en plusieurs temps et de plusieurs manières. Notre raisonnement sera cependant systématiquement lié aux représentations américaines des programmes nucléaires nord-coréen et iranien. D'abord, dans le présent chapitre, nous verrons que les administrations américaines voyaient la négociation diplomatique comme un procédé se méritant et ne pouvant être mis en œuvre face à n'importe quel agent : la négociation était en effet vue comme une manière de s'ouvrir à l'autre et à ses propres représentations, en particulier du problème à traiter. Pour autant, les administrations américaines ont opérationnalisé leur conception de la négociation de manière à museler au maximum les représentations concurrentes des leurs, faisant davantage de la négociation un outil de réaffirmation de la puissance américaine et de la « communauté internationale » telle qu'elles souhaitaient que celle-ci fonctionne. La négociation pouvait constituer pour les administrations américaines un vecteur d'intégration à la « communauté internationale », mais selon les modalités qu'elles fixaient. Les résultats attendus étaient aussi censés contribuer à l'intégration de l'État concerné à la « communauté internationale ». Les administrations américaines ont tenté d'opérationnaliser leur conception de la négociation diplomatique en ce sens. Ensuite, dans les deux chapitres suivants, nous analyserons précisément la mise en œuvre ou le refus de la négociation diplomatique face à la Corée du Nord et à l'Iran et ses modalités.

## 7.1 La négociation diplomatique, un procédé qui se mérite

*I think the Bush administration has a visceral as well as an intellectual problem with negotiating with countries that are reprehensible in their domestic and international behavior.*

Robert L. Gallucci<sup>1307</sup>

Pour l'administration Clinton, la négociation se distinguait d'un simple dialogue dans lequel deux parties prenantes auraient exposé leur point de vue et visait au contraire l'obtention d'un accord, d'un résultat, autre que la simple confrontation des positions et, partant, impliquait de céder sur certains points. C'est pourquoi la négociation nécessitait une volonté spécifique des parties prenantes de parvenir à un accord, associée à une acceptation d'une potentielle évolution de leur propre position. Toutefois, le fait de se rencontrer et de dialoguer pouvait déjà constituer un signe que les parties prenantes souhaitaient voir leurs relations s'améliorer puisqu'il était susceptible de favoriser une meilleure compréhension mutuelle.<sup>1308</sup> Le fait d'annoncer conduire une négociation constituait une étape significative, en témoigne la réticence de l'administration Clinton à employer le terme de négociation pour évoquer le dialogue en cours avec la Corée du Nord. Une telle annonce était d'autant plus difficile lorsque l'État concerné était considéré comme peu apte à la négociation ou comme ayant un comportement tel que les États-Unis n'auraient en rien dû lui céder, nous y reviendrons. En outre, une négociation portait sur un point particulier : à l'occasion de discussions-négociations des États-Unis avec la Corée du Nord, les journalistes s'enquérèrent de ce que l'administration Clinton était en train de négocier et donc du point sur lequel cette dernière estimait disposer d'une marge de manœuvre

---

<sup>1307</sup> Diplomate américain ayant négocié l'accord de gel du programme nord-coréen en 1994, cité par M.L. Gordon (2002, 14 février). « The "Evil" Missiles ». *The New York Times*. Consultable ici : <http://www.nytimes.com/2002/02/14/world/the-evil-missiles.html>.

<sup>1308</sup> L'administration Clinton l'avait expliqué dans le contexte d'une rencontre entre le Président américain et le Président chinois Jiang : « *it's not a negotiation, it is an opportunity to try to put all this in context* » [Administration Clinton (1993, 16 novembre). *Background Briefing by Senior Administration Officials*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59970>].

et pouvoir faire des concessions. Ce point était d'autant plus significatif que ses membres affirmaient que la position américaine n'avait pas changé. Le fait qu'une négociation soit ouverte ne représentait qu'une information mineure tant que l'objet même de la négociation n'était pas connu.<sup>1309</sup> Plus tard, l'administration Clinton affirma que les discussions en cours visaient « *to make sure they [understood] what their options [were] in this case*<sup>1310</sup> », laissant entendre que les options étaient déjà fixées et qu'il ne s'agissait pas de les négocier et, partant, de faire un compromis avec les Nord-Coréens. De la même manière, l'administration Bush déclara en janvier 2003 qu'elle refusait de négocier avec ces derniers, à savoir de faire « *any additional offers* » ou « *any inducements* », ce que n'impliquait en revanche pas le simple fait de discuter avec les Nord-Coréens « *about how North Korea [intended] to come back into compliance and honor its word* »<sup>1311</sup>. Après qu'un nouvel accord fut conclu le 19 septembre 2005, l'administration Bush continua d'insister sur le cadre des négociations restant à mener, ces dernières devant exclusivement porter sur la manière dont l'accord devait être appliqué et non sur des sujets souhaités par la Corée du Nord et jugés comme susceptibles de détourner l'attention des autres parties prenantes de son programme nucléaire<sup>1312</sup>. L'administration Bush véhicula de surcroît des représentations négatives de la diplomatie et de la négociation, régulièrement présentées comme étant un jeu de dupes et comme pouvant être utilisées à des fins de déstabilisation ou de tromperie. Raison supplémentaire pour ne pas les employer face

---

<sup>1309</sup> L'échange entre Myers et un journaliste lors d'une conférence de presse est très parlant, celle-ci se contentant d'affirmer que les Etats-Unis « *[was] in discussion with them* » (les Coréens du Nord), ne confirmant pas qu'il s'agissait de négociations comme le déclarait le journaliste, mais répétant : « *It's a dialogue, it's ongoing.* » [D. Myers (1993, 10 décembre). *Press Briefing by Dee Dee Myers*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60117>].

<sup>1310</sup> D. Myers (1993, 14 décembre). *Press Briefing by Dee Dee Myers*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60118>.

<sup>1311</sup> A. Fleischer (2003, 8 janvier). *Press Briefing by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61015>.

<sup>1312</sup> S. Hadley (2006, 9 novembre). *Press Briefing by National Security Advisor Steve Hadley*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60290>.

à des États considérés comme coutumiers de ce type de comportements. Par exemple, à l'occasion d'un entretien avec Vladimir Poutine, le Président Bush précisa qu'il avait été dénué de tout « *kind of diplomatic chitchat, trying to throw each other off balance* », au profit d'un « *frank* » et « *straightforward dialog* », signe du « *beginning of a very constructive relationship* »<sup>1313</sup>. Il articulait ainsi diplomatie et tromperie, articulation qui fondait l'interpellation de ne pas négocier avec des interlocuteurs susceptibles de ne pas être honnêtes ou de bonne foi. Pour sa part, l'administration Obama rappela que « *you [didn't] get everything you want in a negotiation* »<sup>1314</sup>, laissant entendre qu'il allait de soi que les parties prenantes acceptent de faire des compromis. Or, pour l'ensemble des administrations américaines, faire des compromis face à des agents honnis signifiait se compromettre soi-même.

En outre, les administrations Clinton, Bush et Obama présentèrent toutes à un moment ou un autre la diplomatie comme un rapport de force, nécessitant l'usage de « *diplomatic muscle* »<sup>1315</sup>, mais aussi l'existence de capacités militaires avérées **et la volonté de les utiliser si nécessaire**. En cela, le Président Clinton affirmait que « *[d]iplomacy and force [were] two sides of the same coin* », expliquant que la diplomatie américaine « *[was] effective precisely because it [was] backed by the finest military in the world* »<sup>1316</sup>. De même, l'administration Bush assurait que « *no President (...) either him or anyone in the future, should take options off the table* », puisque « *[i]t [was] not a smart way to negotiate* »<sup>1317</sup>. Il était donc nécessaire soit de pouvoir menacer de façon crédible son interlocuteur de recourir à la force en cas

---

<sup>1313</sup> G.W. Bush (2001, 16 juin), *op. cit.*

<sup>1314</sup> J. Carney (2012, 29 novembre). *Press Briefing by Press Secretary Jay Carney*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=102718>.

<sup>1315</sup> Selon l'expression de Snow [T. Snow (2006, 10 octobre), *op. cit.*].

<sup>1316</sup> W.J. Clinton (1998, 29 janvier), *op. cit.*

<sup>1317</sup> D. Perino (2008, 20 mai). *Press Briefing by Dana Perino*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=77340>.



d'échec de la diplomatie, soit de laisser planer cette menace sans pour autant la spécifier clairement<sup>1318</sup>, ce que confirme par exemple le systématique refus des administrations américaines d'exclure tout recours à la force face à la Corée du Nord ou à l'Iran. L'action militaire constituait toujours dans les discours des membres des administrations américaines un dernier recours en cas d'échec des démarches diplomatiques, en particulier des négociations et des sanctions, sauf à l'égard de certains agents explicitement identifiés, nous y reviendrons. Si l'administration Obama ne prit pas le contre-pied du positionnement de l'administration Bush à cet égard, son discours se fit cependant plus prudent : en termes de moyens à mobiliser pour arriver à ses fins, le Président Obama mit l'accent sur la nécessité de « *develop alternatives to violence that [were] tough enough to actually change behavior*<sup>1319</sup> ». Si l'administration Bush utilisait aussi des moyens non militaires, en particulier des sanctions économiques et commerciales, à l'égard des États ne respectant pas les normes internationales, elle ne les présentait pas comme des alternatives à la violence, mais davantage comme une étape précédant le recours à la violence. Toutefois, la « *public negotiating position* », que pouvait par exemple constituer le refus d'exclure tout recours à la force, représentait une contrainte aux yeux des dirigeants américains, parce qu'elle devait être tenue aussi longtemps que l'interlocuteur ne modifiait pas sa propre position, sous peine de paraître affaiblis<sup>1320</sup>. La représentation que les dirigeants américains souhaitaient que les Américains et les autres dirigeants aient des États-Unis et du rapport de force qui leur serait favorable a influencé, voire contraint, leur politique en matière de négociation. D'autant plus lorsqu'ils avaient exprimé des positions radicales, un refus de négocier par exemple. Négocier avec une dictature était de toute façon vu comme défavorable à la grande démocratie que sont les États-Unis, dont les positions de négociation étaient

<sup>1318</sup> Ce que se refusaient généralement de faire les administrations américaines, se contentant de rappeler qu'aucune option n'était exclue, mais ne souhaitant pas se lier excessivement.

<sup>1319</sup> B. Obama (2009, 10 décembre), *op. cit.*

<sup>1320</sup> T. Snow (2007, 28 février). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60362>.

davantage susceptibles d'être révélées au grand jour par la presse par exemple. Lorsque des négociations étaient entamées, il était de bon ton de ne pas envisager publiquement les mesures qui auraient été prises en cas d'échec, sauf si de telles déclarations publiques s'inscrivaient dans la stratégie de l'État concerné<sup>1321</sup>.

Ces éléments témoignent des enjeux que les administrations américaines associaient à la négociation diplomatique, particulièrement identifiés sous forme de risques, et qui fondaient du point de vue de leurs membres la possibilité ou non de négocier avec un interlocuteur potentiel au regard des représentations dont il faisait l'objet, du moment dans la chronologie du conflit (est-il déjà ou encore temps de négocier ?) et des représentations qu'ils avaient de l'identité des États-Unis. Nous analyserons dans une première sous-section la possibilité et l'impossibilité de négocier telles que se les représentaient les administrations américaines. Puis dans une seconde sous-section, nous verrons que, en lien avec la question des intentions des agents, les administrations américaines articulaient la négociation et la reconnaissance qu'elles accordaient à leur interlocuteur. Ce qui posait également la question de leur compréhension mutuelle.

#### 7.1.1 La possibilité et l'impossibilité de négocier

*[D]etermined proliferators cannot always be stopped by diplomacy alone.*

Condoleezza Rice<sup>1322</sup>

Face à certains agents, les administrations américaines estimaient impossible de négocier<sup>1323</sup> : pas tant parce que les conditions d'une négociation possiblement

<sup>1321</sup> Ce n'était pas le cas des États-Unis de Clinton face à la Corée du Nord [W.J. Clinton (1993, 9 juillet), *op. cit.*].

<sup>1322</sup> C. Rice (2003, 31 octobre), *op. cit.*

<sup>1323</sup> Cette impossibilité était établie au point d'être édictée en réalité spécifique, sous la forme d'actes de langage déclaratoires. Par le Président Clinton : « *We don't bargain or negotiate with terrorists.* » [W.J. Clinton (1993, 15 octobre), *op. cit.*]. Par le Président Bush : « *No nation can negotiate with terrorists.* » [G.W. Bush (2002, 4 avril). *Remarks on the Situation in the Middle East*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=84799>]. Et enfin par le Président Obama : « *Negotiations*

fructueuse n'étaient pas réunies, mais parce que la nature même de l'agent ne permettait pas la négociation. Les caractéristiques antinomiques à la négociation relevaient, premièrement, des objectifs de l'agent (ses intentions<sup>1324</sup> selon les dirigeants américains) et, deuxièmement, des moyens qu'il utilisait pour les atteindre (ses pratiques politiques habituelles) ; intentions et pratiques politiques étant, d'une part, intrinsèquement liées et, d'autre part, fondant la nature de l'agent du point de vue américain. S'appuyant sur ces deux caractéristiques, certains dirigeants américains rejettent ou se méfiaient de la négociation en raison de son caractère discursif, qu'ils opposaient au registre de l'action.

#### 7.1.1.1 Les intentions incompatibles avec la négociation

Les administrations américaines mentionnaient tour à tour les mauvaises intentions des agents avec lesquelles elles refusaient de négocier – mauvaises car considérées comme allant à l'encontre de leurs propres intentions – et le caractère incertain de ces intentions. Lorsque les dirigeants américains prêtaient de façon assurée des mauvaises intentions à un autre agent, ils refusaient catégoriquement de négocier avec ce dernier, alors que souligner leur caractère incertain ouvrait une porte à la négociation dès lors qu'ils acceptaient de lui laisser le bénéfice du doute et la possibilité de témoigner de ses intentions réelles. Dans un tel cadre, le refus des dirigeants de l'État concerné de saisir cette opportunité était considéré comme une preuve du fait qu'ils avaient quelque chose à cacher, nécessairement mauvaise. Notons que la question des intentions des autres dirigeants étatiques et, partant, des États qu'ils représentaient, était récurrente dans les discours des membres des administrations américaines, y compris à l'égard des États faisant l'objet de représentations globalement positives. C'est d'ailleurs bien sur les représentations qu'elles avaient des intentions des États

---

*cannot convince Al Qaida's leaders to lay down their arms.* » [B. Obama (2009, 10 décembre), *op. cit.*].

<sup>1324</sup> Nous distinguons les objectifs des intentions des agents, les premiers relevant de leur prétendue rationalité et les secondes participant de leur subjectivité intangible. Alors que les objectifs sont décrits de manière froide et parfois comptable, les intentions le sont davantage à travers des jugements de valeur : elles sont souvent dites bonnes, mauvaises, pacifiques ou belliqueuses.

que les administrations américaines fondaient leur politique à leur égard : l'administration Obama admettait que les perceptions dont faisaient l'objet les autres États, en particulier la Chine et la Russie, présidaient à leur représentation comme menace ou comme allié des États-Unis. Or, alors que les capacités militaires des États, par exemple leur arsenal nucléaire, auraient pu être appréciées d'un point de vue purement comptable<sup>1325</sup>, elles étaient perçues et représentées à travers le filtre de l'imaginaire sécuritaire américain :

*Clearly China and Russia do not represent our biggest adversaries in the world today, or the nations that we perceive to pose the greatest threat in terms of their intent to harm U.S. interests.*<sup>1326</sup>

Tant dans le cas de la Chine et de la Russie que de la Corée du Nord et de l'Iran<sup>1327</sup>, l'administration Obama évoquait leurs intentions **comme si elle en avait tout à fait connaissance**. Or, la question des intentions, présentes ou futures, et de l'impossibilité de les connaître de manière certaine est récurrente en Relations internationales. Elle fonde en particulier l'idée réaliste que la coopération est improbable entre les États en raison de l'incertitude générée par cette impossibilité<sup>1328</sup>, ainsi que la nécessité de l'existence d'institutions internationales pour atténuer l'incertitude selon les néolibéraux<sup>1329</sup>. La distinction établie par l'administration Obama entre la Chine et la Russie d'un côté et la Corée du Nord et

<sup>1325</sup> D'un point de vue purement rationnel, les capacités militaires des États peuvent être chiffrées et comparées, mais ne renseignent pas sur les intentions des États.

<sup>1326</sup> B. Obama (2011, 10 mars), *op. cit.*, nous soulignons.

<sup>1327</sup> « [W]hen you look at the issue of (...), **intent to be an adversary to the United States**, that leads you to focus on nations such as North Korea, organizations such as al Qaeda, who again are a great focus of what we do here every day » (*loc. cit.*, nous soulignons).

<sup>1328</sup> Pour le néo-réaliste Grieco, par exemple, « [s]tates are uncertain about one another's future **intentions** ; thus they pay close attention to how cooperation might affect relative **capabilities** in the future » [J.M. Grieco (1990). *Cooperation among Nations : Europe, America, and Non-Tariff Barriers to Trade*. Cornell University Press, p. 45, souligné dans l'original]. De même, Kydd affirme que, pour le néoréaliste offensif Mearsheimer, « there is "little room for trust among states" **because intentions are difficult to discern and hence fear "can never be reduced to a trivial level."** » [A. Kydd (2000). « Trust, Reassurance, and Cooperation ». *International Organization*, 54(2), p. 325, nous soulignons. Il cite J. Mearsheimer (1994-95), *op. cit.*, p. 11].

<sup>1329</sup> Le rôle des institutions internationales étant de fournir aux États l'information leur manquant par ailleurs [voir à ce sujet R.O. Keohane (1984), *op. cit.* et R.O. Keohane et L.L. Martin répondant aux arguments de Mearsheimer (1995). « The Promise of Institutionalist Theory ». *International Security*, 20(1), p. 39-51].

l'Iran de l'autre indique que les intentions des quatre États n'étaient pas appréciées à l'aune de leurs capacités militaires ou nucléaires existantes mais au regard d'autres éléments, par exemple la nature des relations qu'ils entretenaient avec les États-Unis telle que se la représentait l'administration Obama. Des capacités inférieures associées à de mauvaises intentions étaient considérées comme bien plus menaçantes que des capacités supérieures couplées à de bonnes intentions : les capacités seules ne disent rien des intentions de leur détenteur.

L'articulation de la Corée du Nord, de l'Iran et du terrorisme témoignait à elle seule des mauvaises intentions de leurs dirigeants, en particulier pour l'administration Bush<sup>1330</sup>. Le refus de négocier peut être au moins partiellement compris à travers cette articulation entre les *rogue states* et les terroristes, les trois présidents successifs ayant exclu la possibilité de négocier avec des terroristes, *a fortiori* le Président Bush dont la « doctrine » pouvait être résumée de la façon suivante : « *[I]f you harbor a terrorist, you're as bad as a terrorist.*<sup>1331</sup> » Le refus de négocier avec des terroristes et avec des *rogue states* était étayé par l'articulation de leurs mauvaises intentions et de leur irrationalité : ils étaient décrits comme incapables de négocier et comme aveuglés par une idéologie leur refusant toute rationalité. Aux yeux des dirigeants américains, cette même idéologie fondait des intentions en totale contradiction avec celles des États-Unis et qui paraissaient inébranlables par des arguments rationnels<sup>1332</sup>. A ce titre, le Président Bush les comparait aux nazis, estimant qu'il

---

<sup>1330</sup> Qui alimenta généreusement cette articulation, la Corée du Nord et l'Iran étant qualifiés d'Etats terroristes ou représentés comme soutenant le terrorisme et classés en tant que tels : « *[T]here are states that are classified by the State Department, after careful review, as terrorists states or states that support terrorism.* » [A. Fleischer (2003, 27 mai), *op. cit.*].

<sup>1331</sup> La doctrine Bush est résumée ainsi par un journaliste [S. McClellan (2003, 17 septembre). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61164>].

<sup>1332</sup> Les terroristes étaient décrits comme « *not [responding] to reason* » par le Président Bush [G.W. Bush (2003, 23 octobre), *op. cit.*].

aurait été vain de tenter de négocier avec ces derniers, puisque « *the false comfort of appeasement [had] been repeatedly discredited by history*<sup>1333</sup> ».

A ce titre, l'administration Bush se montrait intransigeante à l'égard des agents situés dans le camp du terrorisme et auxquels était articulé l'Iran, qui devaient être « *confronted, not coddled*<sup>1334</sup> ». La négociation dans le cadre de laquelle des incitations auraient été offertes aux États concernés aurait été une forme de passivité et d'apaisement, voire de renoncement<sup>1335</sup>. Autant de termes contre lesquels les dirigeants américains construisaient en permanence l'identité américaine, les États-Unis étant posés comme le chantre de l'action. En outre, les intentions mauvaises étaient aussi les intentions irrationnelles, et l'aveuglement idéologique et l'impossibilité de négocier avec les terroristes étaient articulés avec l'impossibilité de « *convince them of the error of their ways*<sup>1336</sup> ». Alors que les États-Unis étaient pour leur part articulés à des intentions et un comportement rationnels, le Président Bush laissait entendre que la négociation consistait au moins partiellement en la mise en question de l'autre partie prenante, qui nécessairement se trompait. Une telle représentation de la négociation s'inscrivait dans une représentation binaire du monde, dans lequel les États-Unis se battaient pour la bonne cause dans le cadre de la *War on terror* à laquelle l'administration Bush articulait la lutte contre la prolifération d'armes de destruction massive, *a fortiori* d'armes nucléaires<sup>1337</sup>. En effet, les États produisant illégalement des armes nucléaires susceptibles de « *be used to terrorize*

---

<sup>1333</sup> G.W. Bush (2008, 15 mai). *Remarks to Members of the Knesset in Jerusalem*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=77330>. S'il ne citait pas les accords de Munich, sa dénonciation de l'« *appeasement* » allait pourtant dans le sens d'une remise en cause de la pertinence de tels accords, soit une position assez consensuelle *a posteriori*.

<sup>1334</sup> C. Rice (2002, 29 avril), *op. cit.*

<sup>1335</sup> Pour le Président Bush, même négocier avec Raul Castro aurait envoyé « *a discouraging message to those who wonder whether America will continue to work for the freedom of prisoners* » [G.W. Bush (2008, 28 février), *op. cit.*].

<sup>1336</sup> G.W. Bush (2004, 4 mai). *Remarks and a Question-and-Answer Session in Dayton, Ohio*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64824>.

<sup>1337</sup> Par exemple ici : C. Rice (2003, 26 juin), *op. cit.*

*nations* » étaient considérés comme contribuant au terrorisme<sup>1338</sup>. Par ailleurs, l'attribution de mauvaises intentions à un agent, qu'il soit étatique ou non, allait de pair avec une position politique intransigeante et jusqu'au-boutiste : puisque le pire était certain, il fallait tout faire pour l'éviter. L'administration Bush se distingua particulièrement en la matière, en se fixant pour objectif initial de faire en sorte que l'Iran ne puisse même pas disposer du nucléaire civil, arguant du fait qu'il n'en avait pas besoin compte tenu de ses réserves en hydrocarbures et que ses intentions étaient donc forcément mauvaises ; soit une position en totale contradiction avec l'objectif iranien affiché et ne laissant aucune porte ouverte à la négociation<sup>1339</sup>. La manière dont son objectif politique était formulé affectait fortement la possibilité de négocier ou non : plus l'objectif était précis et restreint, moins il était facile de le concilier avec l'objectif de la partie adverse. A l'inverse, le maintien de la paix aurait été un objectif suffisamment – trop ? – large pour laisser la place à des négociations sur son sens et sur ses modalités.

Le caractère incertain des intentions des parties adverses était quant à lui encore davantage invoqué par les administrations américaines pour justifier l'impossibilité de négocier, d'autant plus que les États concernés faisaient l'objet de représentations négatives solidement ancrées : l'incertain était particulièrement susceptible de cacher de mauvaises intentions dans de tels cas. L'administration Clinton indiquait que la difficulté de la négociation résidait justement dans le fait qu'elle nécessitait « *to assume intent or motivation on the part of people without being able to look into their minds*<sup>1340</sup> ». La politique menée à l'égard de la Corée du Nord et de l'Iran était au demeurant explicitement différenciée de celle qui fut privilégiée au cours d'une

---

<sup>1338</sup> A. Fleischer (2001, 26 novembre), *op. cit.*

<sup>1339</sup> De même, l'administration Bush maintenait que « *Iraq [had] to comply with the terms of the world to disarm* » et que, par conséquent, « *that [was] not a matter that [was] subject to negotiations* » [A. Fleischer (2002, 19 septembre), *op. cit.*].

<sup>1340</sup> M. Kantor (1993, 30 novembre). *Press Briefing by U.S. Trade Representative Ambassador Mickey Kantor*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60167>.

longue partie de la Guerre froide à l'égard de l'URSS, à savoir le *containment*, associé à des notions de passivité, d'attente, mais aussi de confiance accordée aux États concernés<sup>1341</sup>. Plutôt que de « *hope for the best* », le Président Bush estimait qu'il était plus prudent d'imaginer le pire<sup>1342</sup>, en raison des liens qu'il prêtait aux *rogue states* avec des organisations terroristes et de leur tendance à briser leur parole et à ne pas respecter les traités signés. A ce titre, ils ne pouvaient faire l'objet d'un *containment*, auquel il articulait le procédé de la négociation, mais plutôt d'une politique plus offensive qui permettait de ne pas perdre le temps qu'une négociation aurait accordé à la partie adverse. Pour l'administration Bush, la menace représentée par l'*axis of evil* était davantage hypothétique qu'effective, produite par l'acquisition d'armes de destruction massive par un État susceptible de les fournir à des organisations terroristes :

*We live in a time of grave threats to our national security -- to our very national life -- from terrorists, from rogue states, from the proliferation of weapons of mass destruction. And the gravest threat of all is the **potential** nexus between them -- the dreadful **possibility** that terrorists **could** gain nuclear, biological or chemical weapons from an outlaw regime, thereby realizing their means -- and rationalizing their means to match their hatred.*<sup>1343</sup>

Dans la logique de la guerre préventive mise en œuvre face à l'Irak, il convenait d'empêcher à la menace même d'émerger<sup>1344</sup>. Citant Grotius, Battistella affirme qu'il

---

<sup>1341</sup> En ce sens, le Président Bush déclara : « *Containment is not possible when unbalanced dictators with weapons of mass destruction can deliver those weapons on missiles or secretly provide them to terrorist allies. (...) We cannot put our faith in the word of tyrants who solemnly sign nonproliferation treaties and then systemically break them. If we wait for threats to fully materialize, we will have waited too long.* » [G.W. Bush (2002, 1<sup>er</sup> juin), *op. cit.*]. Le pendant militaire du refus du *containment* s'appuya pour sa part sur le caractère irrationnel des *rogue states* et prit la forme d'un refus de la dissuasion nucléaire face à ces derniers : « *In the Cold War, (...) we faced a generally status quo, risk-averse adversary. Deterrence was an effective defense. But deterrence based only upon the threat of retaliation is less likely to work against leaders of rogue states more willing to take risks, gambling with the lives of their people, and the wealth of their nations.* » [The White House. National Security Council (2002), *op. cit.*].

<sup>1342</sup> Donnant raison, dans le cas spécifique des *rogue states*, aux réalistes qui, selon Keohane et Martin, « *contend that in an uncertain, anarchic world, states must assume the worst, particularly about others' intentions, when making policy choices* » [R.O. Keohane et L.L. Martin (1995), *op. cit.*, p. 43].

<sup>1343</sup> C. Rice (2003, 31 octobre), *op. cit.*, nous soulignons.

<sup>1344</sup> Comme le dit Zartman, la négociation « *itself carries an inherent risk* », en tant qu'elle est « *the exchange of contingent promises and predictions* ("I will or will not do this if you will or will not do



ne serait pas tolérable « qu'en vertu du droit des gens les armes puissent être prises légitimement pour diminuer une puissance qui se développe » en raison de la crainte qu'elle génèrerait<sup>1345</sup> ; serait-il en revanche tolérable qu'un État se voit refuser sur la base des intentions prêtées à ses dirigeants, premièrement, le droit de disposer du nucléaire civil et, deuxièmement, le droit de produire l'uranium enrichi nécessaire à cet usage civil ? Si le déni préventif de droit sous sa première forme fit long feu, il n'en fut pas de même pour sa deuxième forme, finalement acceptée par les alliés des États-Unis dans le dossier iranien, nous y reviendrons. Le recours à la négociation aurait pu avoir pour effet de laisser du temps aux États concernés et de réduire la fenêtre de tir dans laquelle les États-Unis étaient susceptibles de pouvoir agir préventivement, en l'espèce empêcher l'Iran de devenir une puissance nucléaire, y compris à travers l'application de sanctions. En effet, l'administration Bush ne souhaitait pas lui laisser la possibilité de rendre une menace qui, tangible et imminente et pouvant donner lieu à une intervention préemptive cette fois, était considérée comme beaucoup trop dangereuse.

En outre, l'administration Bush avait tendance à récompenser davantage la transparence des États quant à leurs intentions, alors que la violation de leurs engagements était présentée comme un obstacle majeur à la négociation parce qu'elle accroissait l'incertitude : si un État était capable de violer l'un de ses engagements, rien ne garantissait qu'il respecterait un accord négocié, à plus forte raison lorsqu'il s'agissait d'un État non démocratique et donc non transparent. En ce sens, il était possible de conclure un accord avec l'Inde en matière nucléaire, pourtant non membre du TNP et puissance nucléaire en dehors de tout cadre légal international, mais pas avec l'Iran et la Corée du Nord, non dignes de confiance. Seul un

---

*that.*”), and so involves the dangerous uncertainty that I or you will not act as promised ». Quant aux négociations préventives, comme c'était le cas face à la Corée du Nord et à l'Iran, elles « *do not just involve risk, among other things: risk is their subject* », puisque c'était le risque que les deux États se dotent de l'arme nucléaire qu'il convenait de traiter [W. Zartman (2009), *op. cit.*, p. 78].

<sup>1345</sup> H. Grotius (1625). *Le droit de la guerre et de la paix*, trad. du latin par Paul Pradier-Fodéré (1999). Paris, PUF, cité par D. Battistella (2004), *op. cit.*, p. 62.

changement de comportement concret, par exemple l'arrêt de leurs programmes nucléaires respectifs, était présenté comme témoignant d'intentions favorables à la négociation par les administrations Bush et Obama, qui refusaient de se contenter de déclarations d'intention auxquelles elles n'accordaient aucun crédit.

L'incertitude quant aux intentions des deux États provenait également des politiques étrangères instables et difficilement compréhensibles de la Corée du Nord et de l'Iran, caractéristiques sur lesquelles insistait régulièrement l'administration Bush, en opposition avec le caractère continu, régulier et inchangé de sa propre politique étrangère. Cette incertitude concernait également la volonté de négocier, et de négocier de bonne foi, des dirigeants nord-coréens et iraniens. Pour autant, elle ne généra pas une réponse automatique, les « *some mixed signals* » émis par les dirigeants nord-coréens avant une session de négociations des SPT n'ayant pas découragé les membres de l'administration Bush de poursuivre les négociations<sup>1346</sup>, alors qu'ils exigèrent plus tard des dirigeants iraniens qu'ils prouvent leur bonne foi pour engager des négociations. Par ailleurs, la manière dont l'administration Bush distinguait la politique américaine à l'égard de la Corée du Nord et la politique nord-coréenne contribuait à établir une analogie entre les qualités de l'État et la politique étrangère qu'il menait : alors que les États-Unis faisaient preuve de fermeté et de stabilité, la Corée du Nord était présentée comme changeant régulièrement d'avis, ses intentions étant par conséquent d'autant plus illisibles. L'inconstance nord-coréenne fondait partiellement son irresponsabilité ; or, l'administration Bush affirmait que « *[its] first choice and [its] constant practice [was] to work with other responsible governments*<sup>1347</sup> », la négociation ou la coopération avec les gouvernements considérés comme irresponsables ne faisant en revanche l'objet d'aucune priorité.

---

<sup>1346</sup> S. McClellan (2005, 11 février), *op. cit.*

<sup>1347</sup> G.W. Bush (2003, 19 novembre), *op. cit.*

### 7.1.1.2 Les pratiques politiques antinomiques de celle de la négociation

En lien avec les bienfaits qu'ils attribuaient à la démocratie et avec la manière dont ils la caractérisaient, les dirigeants américains estimaient qu'il était beaucoup plus facile, et donc possible, de négocier avec des États démocratiques qu'avec des États non démocratiques. Alors que les dirigeants d'États démocratiques étaient vus comme aptes à négocier en raison de leur acculturation aux processus démocratiques de coopération et de négociation, processus faisant partie intégrante de l'ADN d'un régime démocratique<sup>1348</sup>, les dirigeants d'États non démocratiques étaient réputés ne pas pratiquer le compromis, voire de ne pas tolérer la contradiction ou les remises en question inhérentes à un processus de négociation. A ce titre, l'administration Bush affirmait que « *when one man [made] all the decisions, there [was] no need for negotiation or compromise*<sup>1349</sup> ». Le Président Bush se basait de surcroît sur la pratique de la négociation pour différencier l'Europe d'autres régions non démocratiques, en particulier le Moyen-Orient, et ne pratiquant par conséquent que beaucoup moins voire pas du tout la négociation. Il s'agissait d'un argument supplémentaire en faveur de la démocratisation de la région et de la défense des libertés :

*because European countries now [resolved] differences through negotiation and consensus, there [was] sometimes an assumption that the entire world [functioned] in the same way. (...) [B]eyond Europe's borders, in a world*

---

<sup>1348</sup> C'est l'une des idées que défendent les théoriciens de la version monadique de la paix démocratique, à savoir que « *[o]ne fundamental democratic norm is the willingness to accept compromise solutions to contentious public issues* », que « *[i]f we extend this norm to the international arena, then it becomes reasonable to expect democratic states to adopt compromise solutions to international problems as well* » [W.J. Dixon (1993). « Democracy and the Management of International Conflict ». *The Journal of Conflict Resolution*, 37(1), p. 43] et que, par conséquent, les démocraties, « *[m]uch more often than other states, (...) settle their disagreements by mediation, negotiation, or other forms of peaceful diplomacy* » [B. Russett, C. Layne, D.E. Spiro et M.W. Doyle (1995). « The Democratic Peace ». *International Security*, 19(4), p. 172]. En ce sens, le Président Bush associait à la démocratie l'apprentissage de la « *cooperation, the free exchange of ideas, and the peaceful resolution of differences* » [G.W. Bush (2003, 6 novembre), *op. cit.*].

<sup>1349</sup> G.W. Bush (2006, 10 janvier). *Remarks to the Veterans of Foreign Wars*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=65169>.

*where oppression and violence are very real, liberation is still a moral goal, and freedom and security still need defenders.*<sup>1350</sup>

Le Président Bush articulait de cette manière la pratique politique de la liberté et la sécurité régionale à la pratique de la négociation comme moyen privilégié et efficace de résolution des différends. Notons que, à l'occasion de la démocratisation de l'Irak que promouvait l'administration Bush, cette dernière constata que « *the process of overcoming differences through negotiations, not conflict, [had] begun to take root*<sup>1351</sup> » dans le cadre de la négociation de la constitution irakienne, la pratique de la négociation étant encore une fois articulée à la démocratie<sup>1352</sup>. Dans le cas de la Corée du Nord, l'administration Bush expliquait que le fait qu'une seule personne y décide de sa politique accentuait le caractère incertain des attentes que les dirigeants américains pouvaient avoir à son égard, en particulier parce que les informations fondant la prise de décision n'étaient pas partagées publiquement comme elles pouvaient l'être dans une démocratie<sup>1353</sup>. Le problème de la prise de décision individuelle résidait également dans l'irrationalité qui pouvait être prêtée aux dirigeants nord-coréens, nous l'avons vu. Faisant par ailleurs référence au régime iranien, le Président Bush remarquait que « *it [was] hard to trust a regime that [didn't] trust their own people*<sup>1354</sup> », déplorant le manque de liberté d'expression des Iraniens et le refus du régime iranien qu'une quelconque contradiction à sa politique ne soit exprimée ; or, il était indispensable de faire *a minima* confiance à son

---

<sup>1350</sup> G.W. Bush (2003, 19 novembre), *op. cit.*

<sup>1351</sup> Administration Bush (2005, 26 octobre). *Press Briefing by Scott McClellan and Ambassador to Iraq Zal Khalilzad*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73275>.

<sup>1352</sup> De manière tout à fait explicite ici : « *Democracy is about compromise and negotiation.* » [S. McClellan (2006, 27 mars). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64201>].

<sup>1353</sup> G.W. Bush (2008, 19 avril). *The President's News Conference With President Lee Myung-bak of South Korea at Camp David, Maryland*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=77186>.

<sup>1354</sup> G.W. Bush (2005, 18 février/a). *Interview With TV3-France*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73715>.

interlocuteur pour négocier avec lui. De manière générale, les pratiques politiques ne favorisant pas la négociation étaient justement celles qui ne contribuaient pas à construire ou à améliorer la confiance qu'accordaient les dirigeants américains à la partie adverse. En cela, la Corée du Nord et l'Iran étaient tous deux blâmés, en particulier par l'administration Bush, pour leur manque de transparence, tant dans le domaine nucléaire que dans le domaine des droits de l'Homme. En l'absence de transparence, il était difficile de savoir ce qui se passait à l'intérieur d'un État et donc de lui faire confiance : les « *outlaw regimes and closed, secretive societies (...) [went] to great lengths to conceal their conduct to deceive and to deny and to hide*<sup>1355</sup> ». Face à un État opaque, les dirigeants américains ne pouvaient que se fier aux déclarations de ses propres dirigeants et à ce que ces derniers acceptaient de rendre public, sans aucune garantie d'exhaustivité. En matière nucléaire, le cas iranien en témoigna<sup>1356</sup>, des infrastructures secrètes pouvaient se cacher derrière les infrastructures ouvertes à l'inspection de l'AIEA. A ce titre, les dirigeants américains estimaient difficile de faire confiance aux représentants d'un État non transparent, dans lequel ils ignoraient ce qui se tramait et dont les intentions ne pouvaient être déduites d'autres informations disponibles.

Par ailleurs, les pratiques politiques d'un État sur la scène internationale contribuaient ou non à favoriser la négociation : alors que l'administration Obama estimait que les Américains avaient développé avec la Chine et la Russie des relations basées sur la coopération, celles-ci n'étant par conséquent plus considérées comme des adversaires, la Corée du Nord et l'Iran étaient vus comme défiant volontairement et intentionnellement les intérêts américains, ainsi que le droit international<sup>1357</sup>, et

---

<sup>1355</sup> S. McClellan (2004, 2 février). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73618>, nous soulignons.

<sup>1356</sup> Voir le chapitre IX.

<sup>1357</sup> « *There is great similarity between how Iran operates and how North Korea operates: a willingness on their part to break international rules, to flout international norms, to not live up to their own commitments.* » [B. Obama (2011, 13 octobre), *op. cit.*].

comme cherchant à se positionner en tant qu'adversaires des États-Unis. Leurs relations étaient davantage marquées par la défiance que par la confiance. De surcroît, toute négociation ou coopération avec un État non transparent posait le problème de la vérification de la mise en œuvre des engagements pris, ce que rappelaient les administrations américaines successives<sup>1358</sup>. En effet, « *when you [were] dealing with a society in which it [was] hard to get information out of, you just [had] to wait and see whether they [were] sincere or not*<sup>1359</sup> ». Il était alors nécessaire de créer un dispositif de vérification de l'application des engagements pris, ce qui ajoutait une contrainte au processus de négociation et pouvait décourager les parties prenantes, d'autant plus si les parties adverses étaient vues comme peu enclines à se soumettre à un tel dispositif.

#### 7.1.1.3 Le piège discursif

Les administrations américaines ont tenté de différentes manières de contourner l'obstacle que constituait à leurs yeux le caractère discursif de la négociation : opposant de façon assez simpliste l'action et le discours, elles accordaient davantage de valeur à la première, estimant que le deuxième était susceptible d'être utilisé à mauvais escient par leur interlocuteur.

Premièrement, elles tentaient de façonner concrètement le contexte de la négociation, en particulier à travers l'imposition de pré-requis<sup>1360</sup>, actes que l'une des parties

---

<sup>1358</sup> A propos des Nord-Coréens, l'administration Clinton affirmait que les inspecteurs de l'AIEA devaient pouvoir « *verify that they [were] abiding by their agreement* », la vérification constituant « *the basis for these talks* » [Administration Clinton (1994, 22 juin). *Background Briefing by Senior Administration Official*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59728>] ; position que partageait le Président Bush sur le même sujet, puisqu'il déclara que « *any negotiation would require complete verification of the terms of a potential agreement* » [G.W. Bush (2001, 7 mars), *op. cit.*].

<sup>1359</sup> G.W. Bush (2008, 19 avril), *op. cit.*

<sup>1360</sup> Notons que si les pré-requis demandés étaient concrets, ils importaient en raison de leur signification intersubjective, tant pour les dirigeants américains que pour les dirigeants de l'Etat concerné, à tout le moins tels que se les représentaient les dirigeants américains.

prenantes se devait de poser pour témoigner de sa bonne foi<sup>1361</sup>. Ces pré-requis permettaient en quelque sorte de sortir du seul registre discursif dont relevait la négociation et qui posait problème aux dirigeants américains, celui-ci étant vu comme davantage susceptible de cacher de mauvaises intentions ou d'être manipulé. Une fois satisfaits, les pré-requis constituaient « *a basis of trust*<sup>1362</sup> » sur laquelle fonder plus largement la relation entre les parties prenantes. C'est aussi en ce sens que le respect d'accords préalablement signés pouvait constituer un pré-requis : alors que la signature de l'accord en tant que tel était considéré comme relevant du registre discursif – oral et-ou écrit – le respect concret de cet accord à travers la mise en œuvre des mesures adéquates participait du registre de l'action, auquel les dirigeants américains accordaient une plus grande confiance<sup>1363</sup>. La concrétisation des engagements pris par l'État concerné ou des pré-requis formulés par les administrations américaines octroyaient aux mots un effet, dont la nécessité était régulièrement soulignée par les administrations Bush et Obama : c'est à travers leur opérationnalisation que les mots devaient signifier quelque chose, seule l'action témoignant véritablement des intentions de leurs interlocuteurs. Si l'administration Obama, contrairement à l'administration Bush, n'articulait pas le registre discursif à des comportements considérés comme négatifs, elle soulignait cependant la nécessité de le voir suivi d'effets concrets<sup>1364</sup>. Pour autant, le fait de « *[make] it clear that no*

---

<sup>1361</sup> Cette dernière était en effet considérée comme essentielle pour mener des négociations à bien. Pour le Président Clinton, par exemple, « *when you sit down and negotiate with people, you have a good-faith obligation to try to come to agreement* ». [W.J. Clinton (2000, 27 octobre). *Remarks on the Budget and the Legislative Agenda and an Exchange With Reporters*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=1169>].

<sup>1362</sup> T. Snow (2006, 1<sup>er</sup> juin). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64597>.

<sup>1363</sup> Si le Président Bush saluait « *some progress* » obtenus dans le cadre des SPT, il indiquait cependant que « *it [had] been mainly talk* » et qu'il espérait « *to see action, results* » [G.W. Bush (2005, 8 novembre). *Interview With the Korean Broadcasting System*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=65049>].

<sup>1364</sup> B. Obama (2009, 7 avril), *op. cit.*

*one [was] coming in with any preconditions to those talks*<sup>1365</sup> » était présenté comme censé faciliter la reprise des négociations, le retour de la Corée du Nord dans les SPT étant ici l'objectif de l'administration Bush<sup>1366</sup>. A l'inverse, l'imposition de pré-requis compromettait les chances d'ouvrir ou de reprendre des négociations.

Deuxièmement, « *a basis for returning to talks*<sup>1367</sup> », était représentée par l'administration Clinton dans le cas de la Corée du Nord comme pouvant non seulement être établie à travers, d'une part, l'identification d'efforts que les dirigeants nord-coréens auraient été prêts à consentir ou de changements de position qu'ils auraient accepté d'effectuer et le respect des engagements pris préalablement, mais aussi, d'autre part, un accord sur l'objet de la négociation, à savoir « *the terms by which you get back to a negotiation*<sup>1368</sup> ». Ces termes concernaient essentiellement la définition de l'objet des négociations et dépendaient aussi du diagnostic établi<sup>1369</sup>. Ils étaient cruciaux pour les administrations américaines parce qu'elles voulaient se prémunir de toute contrainte en la matière : elles refusaient par exemple qu'un quelconque traité de paix clôturant enfin la Guerre de Corée ne soit établi avant que le problème nucléaire nord-coréen ne soit résolu, alors que l'inverse aurait permis, aux yeux des dirigeants nord-coréens, d'assurer davantage leur sécurité. Circonscrire

---

<sup>1365</sup> S. McClellan (2005, 9 mai). *Press Gaggle by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66195>.

<sup>1366</sup> Objectif en termes de « *serious way* » permettant d'atteindre l'objectif plus global de « *a denuclearized peninsula* » [S. McClellan (2005, 11 juillet). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66235>].

<sup>1367</sup> R. Gallucci (1994, 16 juin). *Press Briefing by Assistant Secretary of State for Political and Military Affairs Robert Gallucci*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59747>.

<sup>1368</sup> Administration Clinton (1998, 11 mai), *op. cit.* Cette représentation est très proche de la thèse de Zartman, selon laquelle le succès d'une négociation dépend de l'élaboration d'une *proper formula* définissant l'objet de la négociation (voir page 16 de notre introduction).

<sup>1369</sup> Zartman indique que toute négociation est précédée d'un diagnostic : les acteurs prennent conscience qu'il y a quelque chose à empêcher ou un risque de quelque chose et une chance de l'empêcher, c'est la première étape. La seconde étape consiste en la prise de conscience que des mesures appropriées peuvent être prises. [W. Zartman (1970), *op. cit.* p. 80].



l'objet à négocier visait à empêcher qu'un autre sujet ne s'invite à la table des négociations et ne pollue les discussions en étant par exemple utilisé à travers un marchandage dont ne voulaient pas les dirigeants américains. Tant que les termes de la négociation n'étaient pas conformes à leurs représentations et à leur propre définition du problème à résoudre, les administrations américaines refusaient de négocier. Notons que le premier point mentionné, l'imposition de pré-requis à l'ouverture ou à la reprise de négociations, pouvait aussi participer de l'encadrement des négociations : en exigeant de la Corée du Nord ou de l'Iran qu'ils respectent leurs engagements préalables, les dirigeants américains signifiaient que ces engagements n'avaient plus à faire l'objet de négociation.

Par ailleurs, la négociation fut rejetée à plusieurs reprises par l'administration Bush en raison de son caractère discursif qu'elle différenciait du registre de l'action : ses membres ont souvent répété que le Président Bush « *[was] looking for action, not words*<sup>1370</sup> ». Par exemple, le Président Bush estimait que la *War on terror* « *[would] not be won on the defensive* », que les États-Unis se devaient de « *take the battle to the enemy, disrupt his plans, and confront the worst threats before they emerge* », « *the only path to safety* » étant « *the path of action* »<sup>1371</sup>. Le rejet du registre discursif participait donc également de l'action préventive dont l'administration Bush s'était fait le chantre. En effet, elle appliqua au cas de l'Iran le principe d'action préventive qui avait présidé à l'invasion de l'Irak : alors qu'elle avait envahi ce dernier avant qu'une menace avérée ne se présente, elle justifiait, d'une part, son refus de voir l'Iran disposer de la seule capacité d'enrichir de l'uranium par le risque qu'il s'en serve pour produire une arme nucléaire, mais aussi, d'autre part, son refus de négocier par le fait que la négociation aurait pu permettre à l'Iran de gagner du temps et de poursuivre son programme nucléaire concomitamment. Le Président Bush

---

<sup>1370</sup> A. Fleischer (2001, 21 septembre). *Press Briefing by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=47568>.

<sup>1371</sup> G.W. Bush (2002, 1<sup>er</sup> juin), *op. cit.*

présenta régulièrement la négociation comme ne relevant pas de l'action en raison de son inefficacité : selon lui, l'action était exclusivement l'action efficace, portant ses fruits de façon immédiate. Car l'immédiateté était intrinsèque à la conception que se faisait le Président Bush de l'efficacité et, partant, de l'action : la négociation était notamment considérée comme relevant de la passivité parce qu'elle était un processus potentiellement long<sup>1372</sup>, se déroulant souvent en plusieurs étapes, ne réglant pas le problème rapidement et, surtout, laissant du temps à l'État posant problème pour éventuellement tromper les parties prenantes à la négociation. En cela, l'administration Bush était claire : « *the one thing you [didn't] want to do [was] to permit either the Iranians or the North Koreans to try to run out the clock, to try to buy time*<sup>1373</sup> ». Elle faisait régulièrement part de ses craintes de voir les deux États profiter d'une période de négociation pour poursuivre leurs programmes nucléaires respectifs et parvenir à un point de non-retour, par exemple défini par les membres de l'administration Bush comme la capacité à enrichir de l'uranium à un taux suffisant pour produire une arme nucléaire. Selon elle, lorsqu'elle négociait, elle n'agissait pas, la menace pouvant alors continuer de croître.

L'accent mis sur la nécessaire immédiateté de certaines mesures à prendre par l'État concerné était également lié à la temporalité de la politique à mettre en œuvre : la question du moment adéquat pour négocier était posée de façon récurrente par les administrations américaines<sup>1374</sup>, articulée plus ou moins explicitement à celle du

---

<sup>1372</sup> Citant le Président Bush et évoquant plus précisément des négociations en cours avec la Chine, Fleisher rappela que « *diplomacy [took] time* » [A. Fleischer (2001, 10 avril). *Press Briefing by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=47508>]. Snow, pour sa part, fit remarquer aux journalistes que la diplomatie ne se faisait pas « *with an egg timer* » [T. Snow (2006, 6 juillet), *op. cit.*].

<sup>1373</sup> T. Snow (2006, 19 novembre). *Press Gaggle by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60299>.

<sup>1374</sup> Le Président Clinton estimait le temps de la négociation encore d'actualité en déclarant que « *[t]here [was] still time for North Korea to change its course* » et « *to work with other countries* » [W.J. Clinton (1994, 5 juin/a), *op. cit.*]. Au contraire, en indiquant que « *[i]t [was] time for actions, not words* », l'administration Bush excluait toute négociation, toute « *room for diplomacy* » [A.

caractère urgent du problème à résoudre ou de la menace à contrer. Le temps de la négociation, du discursif, était distingué du temps de l'action, celle-ci pouvant prendre de multiples formes (sanctions économiques ou recours à la force par exemple). Le Président Obama expliquait pour sa part qu'une menace imminente n'était « *not conducive to negotiations*<sup>1375</sup> », partageant en ce sens les représentations de l'administration Bush en la matière. La temporalité des négociations était d'autant plus importante qu'elles devaient permettre d'éviter un recours à la force. Or, des négociations tardives ou trop longues étaient susceptibles de contribuer à précipiter la nécessité d'un recours à la force, dès lorsqu'elles pouvaient endormir temporairement la vigilance des parties prenantes et être utilisées en ce sens à dessein. Le Président Obama alertait à ce sujet à propos de l'Iran, laissant entendre que la possibilité de négocier dépendait aussi des avancées de l'Iran en matière de technologie nucléaire :

*We're not going to allow Iran to perpetually engage in negotiations that lead nowhere. (...) Because of the intelligence coordination that we do with a range of countries, including Israel, we have a sense of when they would get breakout capacity, which means that we would not be able to intervene in time to stop their nuclear program. And that clock is ticking.*<sup>1376</sup>

Sans toutefois défendre de la même manière que son prédécesseur la nécessité de prévenir toute émergence de menace, le Président Obama avait également le souci de ne pas « *create a situation in which talks become an excuse for inaction while Iran [proceeded] with developing (...) and deploying a nuclear weapon*<sup>1377</sup> », tout en témoignant d'une certaine compréhension quant à la situation interne de l'Iran, alors en période d'élections présidentielles<sup>1378</sup>. La négociation pouvait en effet constituer

---

Fleischer (2001, 28 septembre). *Press Briefing by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=47572>].

<sup>1375</sup> B. Obama (2009, 18 mai). *Remarks Following a Meeting With Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel and an Exchange With Reporters*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86174>.

<sup>1376</sup> B. Obama (2012, 22 octobre), *op. cit.*

<sup>1377</sup> B. Obama (2009, 18 mai), *op. cit.*, nous soulignons.

<sup>1378</sup> « *I don't want to set an artificial deadline. I think it's important to recognize that Iran is in the midst of its own elections. (...) election time is not always the best time to get business done.* » [B. Obama (2009, 18 mai), *op. cit.*].

un prétexte à l'attentisme, parce qu'il était délicat de prendre des mesures concrètes tout en négociant sous peine de menacer le cours des négociations.

### 7.1.2 La négociation comme vecteur de reconnaissance et de compréhension mutuelles

La caractérisation de l'impossibilité de négocier du point de vue américain pose la question des enjeux associés à l'acceptation de négocier : si accepter de négocier n'avait ni signification ni implication, pourquoi alors refuser de négocier ? Que les administrations américaines entendaient-elles ou se représentaient-elles offrir aux États avec lesquelles elles acceptaient de négocier, à part du temps ? L'analyse de leurs discours met en exergue au moins deux enjeux liés à l'acceptation de négocier : celui de la reconnaissance de l'agent concerné et celui de la compréhension de sa position ; en un mot celui de sa légitimation, celle de son existence comme de ses représentations.

#### 7.1.2.1 La reconnaissance par la négociation

L'administration Bush, évoquant les relations entre le Hamas et Israël, affirmait par le biais d'une question rhétorique qu'il n'était pas possible de négocier avec un agent dont l'existence n'était pas reconnue : « *how can you negotiate peace with a country whose right to exist you do not recognize*<sup>1379</sup> ». De même, le refus de négocier pouvait constituer un déni de reconnaissance, soit de l'existence indépendante de l'État lui-même, soit de son régime politique, soit encore de ses ambitions et aspirations ; dans les trois cas, sa souveraineté était remise en question. C'est pourquoi le refus de négocier avec un État compte selon nous parmi les dénis de reconnaissance mentionnés par Lindemann, *a fortiori* lorsqu'il va de pair avec des dépréciations rhétoriques répétées<sup>1380</sup>. Ce dernier définit le déni de reconnaissance

---

<sup>1379</sup> Administration Bush (2008, 14 mai), *op. cit.*

<sup>1380</sup> S'appuyant sur le travail de Honneth [A. Honneth (1992). *Kampf um Anerkennung*, Francfort a.M. : Suhrkamp, p.212-226], Lindemann affirme que « [l]a reconnaissance ou les dénis de reconnaissance se reflètent aussi dans les interactions entre acteurs, comme, par exemple, les

comme une situation dans laquelle « l'image revendiquée [par un agent] est meilleure que celle renvoyée par les autres<sup>1381</sup> ». Dès lors qu'un État souhaitant négocier avec un autre État se voit signifier un refus, les significations de ce dernier peuvent être vécues comme une blessure narcissique : il peut être motivé par l'incapacité prêtée à l'État concerné à négocier (en raison de son irrationalité ou de son idéologie, ce qui était systématiquement dépréciatif dans la bouche des dirigeants américains) ; il peut être justifié par l'absence ou l'insuffisance de confiance accordée à l'État demandeur (ce dernier étant alors présenté comme **indigne** de confiance) ; ou encore il peut exprimer l'intransigeance de l'État refusant de négocier, généralement associée à un procès en illégitimité des aspirations de l'État rejeté. En outre, Lindemann explique que, selon Habermas, « la communication ne sert pas seulement à la compréhension, mais aussi à l'établissement des relations sociales et à la confirmation d'une reconnaissance mutuelle<sup>1382</sup> ». La négociation, en tant que forme de communication, a cette même fonction (*a fortiori* lorsque les relations diplomatiques entre les États concernés sont rompues), dès lors qu'elle est mise en œuvre en dehors de tout comportement d'imposition, de contrainte, d'intimidation ou de chantage et lorsqu'elle ne se déroule pas dans un contexte excessivement marqué par un rapport de force déséquilibré.

En ce sens, le refus de négocier avec des terroristes était justifié par la nécessité de ne pas les reconnaître et, partant, de les légitimer en acceptant de négocier avec eux. Puisque la négociation était considérée comme un moyen de résolution d'un conflit, son usage impliquait, nous l'avons vu, que le conflit fasse l'objet d'une même définition, à tout le moins partiellement. Or, partager une représentation, celle du conflit (pas de son existence, mais bien de ses termes), fondaient un point commun entre les parties prenantes : celui de voir le conflit, une partie du monde, de la même

---

dépréciations rhétoriques. » [T. Lindemann (2010). *Sauver la face, sauver la paix. Sociologie constructiviste des crises internationales*. Paris : L'Harmattan, p. 14].

<sup>1381</sup> *Ibid.*, p. 21.

<sup>1382</sup> *Ibid.*, p. 30.

manière. La reconnaissance de l'existence de points communs légitime l'autre en ce qu'il est dès lors possible de s'identifier à lui, même *a minima*. Dans le cas des terroristes, mais aussi des *rogue states*, les représentations américaines reposaient justement sur l'opposition radicale entre les États-Unis et les terroristes ainsi que les *rogue states* : les États-Unis n'avaient rien de commun avec eux, ni en termes d'objectifs, ni en termes de représentations. Les objectifs des terroristes et des États-Unis étaient présentés comme radicalement antinomiques, le Président Bush estimant que « *[n]o nation [could] negotiate with terrorists, for there [was] no way to make peace with those whose only goal [was] death*<sup>1383</sup> » et dont le « *political agenda* » consistait en « *the taking of lives* »<sup>1384</sup>. De même, dès lors que l'agenda politique de l'Iran était contesté par les administrations américaines, puisque, selon leurs représentations respectives, il visait la remise en cause de l'ordre international tel que promu par les États-Unis, la destruction d'Israël ou encore la domination du Grand Moyen-Orient, la négociation était difficilement envisageable. De surcroît, négocier impliquant de reconnaître la légitimité de son interlocuteur, une politique de déstabilisation d'un régime, témoignant du manque de légitimité de ce dernier aux yeux des dirigeants américains, n'était que difficilement compatible avec une politique de négociation. La représentation de l'illégitimité de l'agent concerné était généralement associée à un procès en irresponsabilité, la politique américaine étant à l'inverse présentée comme « *the responsible way to proceed*<sup>1385</sup> ». Le refus de

---

<sup>1383</sup> G.W. Bush (2002, 4 avril), *op. cit.* L'administration Bush le leur rendait bien puisque le Vice-président Cheney déclarait que la guerre contre le terrorisme « *[would] not end in a treaty* », que « *[t]here [would] be no summit meeting or negotiations with the terrorists* » et que le conflit se terminerai « *only in their complete and utter destruction* » [R.B. Cheney (2002, 7 août). *Vice President Discusses the President's Economic Security Agenda*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=79731>].

<sup>1384</sup> A. Fleischer (2003, 19 mai). *Press Briefing with Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61095>.

<sup>1385</sup> Ici dans le cas de la politique menée à l'égard de l'Iran en matière de négociation et de conditions associées [T. Fratto (2007, 5 décembre). *Press Gaggle by Tony Fratto*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=76099>].

négocier pour éviter toute légitimation était d'autant plus justifié aux yeux de l'administration Bush que ceux que le Président Bush appelaient les « *tyrants* » agissaient de manière à profiter du statut de l'État avec lequel ils négociaient, en l'espèce les États-Unis, pour justifier et légitimer leurs politiques<sup>1386</sup>. Il n'était pas possible, par exemple, de leur demander de libérer des prisonniers politiques, parce que « *[t]hat [was] not how they [acted]*<sup>1387</sup> » : ils ne répondaient pas positivement à ce type de demandes, mais profitaient simplement du gain en termes de statut et d'image. À l'inverse, le risque de la négociation résidait dans la dégradation qu'auraient pu subir les États-Unis en termes d'image et, partant, des attentes dont ils faisaient l'objet. Interrogé par un journaliste sur les raisons pour lesquelles il refusait de discuter avec les adversaires des États-Unis, en particulier Cuba et l'Iran, sans conditions préalables, le Président Bush mentionna le « *great status* » qu'octroierait l'ouverture de négociations « *to those who have suppressed human rights and human dignity* »<sup>1388</sup>. Il s'agissait de ne pas accorder de légitimité à ces États et à leurs dirigeants, mais aussi de **montrer** que l'administration Bush ne leur en accordait pas, d'autant plus lorsque ces États étaient présentés comme mettant directement en cause le rôle que les États-Unis s'étaient octroyés à travers leur noyau identitaire.

De surcroît, aux yeux du Président Bush, l'un des risques de la négociation résidait dans l'absence de réelle volonté des parties prenantes de trouver un accord, ces dernières pouvant « *just showing up for the sake of showing up*<sup>1389</sup> », en particulier à des fins de propagande et de légitimation. Sa représentation en la matière était

---

<sup>1386</sup> Le Président Bush l'explicitait clairement : « *Sitting down at the table, having your picture taken with a tyrant such as Raul Castro, for example, lends the status of the office and the status of our country to him. He gains a lot from it by saying, "Look at me; I'm now recognized by the President of the United States."* » [G.W. Bush (2008, 28 février), *op. cit.*]. Le candidat républicain malheureux en 2012, Mitt Romney, parlait même de « *an unusual honor* » qui serait fait aux « *world's worst actors* » en acceptant de négocier avec eux [B. Obama (2012, 22 octobre), *op. cit.*].

<sup>1387</sup> G.W. Bush (2008, 28 février), *op. cit.*

<sup>1388</sup> *Loc. cit.*

<sup>1389</sup> G.W. Bush (2007, 31 mars). *The President's News Conference With President Luiz Inacio Lula da Silva of Brazil at Camp David, Maryland*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=25026>.

intrinsèquement liée aux représentations qu'il avait des États-Unis, de leur grandeur morale et de leur mission divine : négocier avec les États-Unis pouvait passer pour une forme de bénédiction ou d'absolution. En outre, les administrations américaines craignaient également que la Corée du Nord et l'Iran ne cherchent à obtenir des avantages de la part des États-Unis sans que cela ne fasse définitivement disparaître le risque que représentaient leurs programmes nucléaires respectifs<sup>1390</sup>. C'est notamment en ce sens que l'administration Bush privilégia des négociations multilatérales, dans le cadre desquelles un nombre plus important d'États auraient été concernés par une éventuelle défection et auraient réagi en conséquence, nous y reviendrons.

Enfin, si la négociation comme la coopération nécessitent que les États concernés s'accordent une confiance mutuelle, elles peuvent aussi contribuer à construire cette dernière et à la renforcer. Lorsque l'administration Clinton tenta de coopérer avec la Chine, afin d'élaborer « *a nuclear detargeting agreement between China and the United States* », le Président Clinton admit qu'y parvenir aurait consisté en « *a confidence building measure* », qui, en permettant aux deux États de se faire confiance, aurait facilité la poursuite de la coopération entre eux par ailleurs<sup>1391</sup>, mais aurait symbolisé aussi « *the growing friendship of the two countries*<sup>1392</sup> ». De surcroît, il considérait que, en signant le traité d'interdiction des essais nucléaires, la Chine avait fait en sorte que les autres États lui fassent confiance, décidant de se lier les mains en matière nucléaire, contrairement à l'Inde et au Pakistan<sup>1393</sup>, et accroissant sa

---

<sup>1390</sup> Selon Zartman, ce problème est propre à la négociation préventive : « *in preventive negotiations, risks are issue-related and trade-offs give up a certain present cost against a risk, an uncertain future danger, with no assurance that the one will prevent the other.* » [W. Zartman (2009), *op. cit.*, p. 79, nous soulignons].

<sup>1391</sup> W.J. Clinton (1998, 19 juin/b). *Interview With CBS News, Cox Newspapers, and McClatchy Newspapers*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=56172>.

<sup>1392</sup> W.J. Clinton (1998, 1<sup>er</sup> juillet), *op. cit.*

<sup>1393</sup> Dont il souhaitait contrebalancer l'effet des tests nucléaires *via* la conclusion d'un accord de « *detargeting* » avec la Chine, qui « *would [have been] a helpful signal as a counterweight to the recent nuclear tests in India and Pakistan* » [W.J. Clinton (1998, 27 juin). *The President's News*



capacité « *to play a constructive role in all the security issues in Asia*,<sup>1394</sup> ». Encore fallait-il que les dirigeants américains estiment possible la construction d'une telle confiance et se représentent l'agent concerné comme en étant digne et comme capable de jouer un rôle constructif, le cas inverse constituant un déni de reconnaissance.

#### 7.1.2.2 Se comprendre pour négocier ou négocier pour se comprendre ?

Au-delà de la reconnaissance que témoignait l'acceptation de négocier d'un État à l'égard d'un autre État, cette acceptation était également susceptible d'exprimer la volonté de comprendre les représentations et les aspirations de l'autre, dépendamment de ses modalités et des actions de ses parties prenantes. Habermas caractérise un « *behavior oriented toward reaching a common understanding* » de la façon suivante : « *when the action orientations of the participating actors are not coordinated via egocentric calculations of success, but through acts of understanding* », les participants (à une négociation par exemple) poursuivant « *their individual goals under the condition that they can co-ordinate their action plans on the basis of shared definitions of the situation* »<sup>1395</sup>. Toutefois, une telle posture nécessite que les parties prenantes soient prêtes à remettre en cause leur « *validity claims*<sup>1396</sup> » et « *to change their views of the world or even their interests in light of the better argument* »<sup>1397</sup>. Or, les dirigeants américains, plutôt que de chercher à construire une compréhension commune de la situation avec la Corée du Nord et l'Iran se sont employés à établir solidement leur propre compréhension de la

---

*Conference With President Jiang Zemin of China in Beijing*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=56229>].

<sup>1394</sup> W.J. Clinton (1998, 19 juin/b), *op. cit.*

<sup>1395</sup> J. Habermas (1981), *op. cit.*, cité par T. Risse (2000), *op. cit.*, p. 9.

<sup>1396</sup> Risse précise que les « *validity claims* » sont « *inherent in any causal or normative statement* » (*ibid.*, p. 7). Signalons pour notre part que ceux des dirigeants américains s'appuyaient sur leur noyau identitaire, en particulier sur sa dimension universaliste. Le fait que la « communauté internationale » partage leurs valeurs et leur compréhension de situations, telles que celles créées par les programmes nucléaires nord-coréen et iranien, témoignait selon eux de la validité de leurs assertions.

<sup>1397</sup> *Loc. cit.*

situation, à faire en sorte que leurs partenaires, communément regroupés sous l'appellation « communauté internationale », se l'approprient et à verrouiller cette compréhension de manière à ce que la compréhension respective de la Corée du Nord et de l'Iran soit *de facto* illégitimée. Par exemple, l'administration Obama considérait que l'Iran aurait eu une « *constructive approach* » à des négociations avec les États-Unis à propos de son programme nucléaire dès lors que ses dirigeants auraient repris à leur compte les objectifs fixés par les États-Unis, à savoir « *to live up to its international obligations and to abandon its nuclear weapons ambitions* »<sup>1398</sup>. C'est seulement à cette condition qu'elle déclarait pouvoir négocier avec les dirigeants iraniens. L'imposition de pré-requis ou de conditions préalables à la négociation permettaient également aux administrations américaines, outre les points vus dans la sous-section précédente, de contourner l'enjeu de la compréhension mutuelle du problème à résoudre : l'État satisfaisant leurs demandes partageait de façon contrainte leurs propres représentations en matière de contexte propice à la négociation et leur compréhension de la menace. Par exemple, alors que l'enrichissement d'uranium était présenté par les dirigeants iraniens comme un droit, l'administration Bush attendait d'eux qu'ils y renoncent en reconnaissant qu'il pouvait être considéré comme menaçant par les États-Unis et par la « communauté internationale ». En acceptant les conditions préalables américaines, les dirigeants iraniens auraient exprimé une compréhension des représentations américaines qui ne leur était à l'inverse pas accordée. La reconnaissance du caractère acceptable des intentions de la Corée du Nord et de l'Iran devait nécessairement passer par la satisfaction des exigences américaines puisqu'il s'agissait de gagner la confiance américaine. Or, répondre aux exigences américaines pouvait signifier pour les dirigeants des deux autres États de renoncer à une dimension qu'ils considéraient comme essentiel à l'identité de leur État, à son prestige et à l'estime que ses dirigeants avaient d'eux-mêmes. La

---

<sup>1398</sup> J. Carney (2012, 17 février). *Press Gaggle by Press Secretary Jay Carney*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=99414>.

définition des conditions de la construction de confiance de manière unilatérale était vouée à l'échec. Mais les définir de concert, de façon négociée, aurait signifié que la confiance devait se construire mutuellement, des deux côtés. Pour cela, il était nécessaire que les dirigeants américains acceptent *a priori* d'être considérés comme indignes de confiance à travers une reconnaissance de la légitimité des représentations et de la compréhension de la situation des dirigeants nord-coréens et iraniens, ce qui était exclu par l'administration Bush. En ce sens, l'incompréhension du Président Bush face au refus de Kim Jong-il de négocier avec les États-Unis était révélateur<sup>1399</sup> de son incapacité plus générale à comprendre la position de la Corée du Nord et la manière dont ses dirigeants pouvaient se représenter la situation, en particulier leur programme nucléaire militaire et la menace que représentaient les États-Unis à leurs yeux. Quant à l'administration Obama, elle annonça avoir fait sienne « *the Russian proverb that President Reagan frequently employed* », à savoir : « *trust, but verify* », que les membres de l'administration Bush s'étaient également approprié, « *[v]erification [providing] the transparency and [building] the trust needed to reduce the chance for misunderstandings and miscalculations* »<sup>1400</sup>, notamment à l'égard de la Corée du Nord<sup>1401</sup>. Toutefois, la question de la vérification était systématiquement articulée aux engagements de la Corée du Nord et de l'Iran, laissant entendre que les États-Unis n'avaient pour leur part à prendre aucun engagement puisqu'ils n'étaient pas en cause.

Pour autant, dès le début de son mandat, le Président Obama s'engagea dans une voie différente en mettant en œuvre une politique de réhabilitation de l'image des États-Unis dans le monde, reconnaissant le « *skepticism and distrust in world opinion* »<sup>1402</sup>

---

<sup>1399</sup> « *And so we want to have discussions with Kim Chong-il. We've made the offer to have discussions with Kim Chong-il. But he refuses to talk. And I'm always—which makes me wonder, why? Why would he not want to talk? What is it about this man who refuses to—not only to talk with us but to fulfill an agreement he made with your Government?* » [G.W. Bush (2001, 16 octobre), *op. cit.*].

<sup>1400</sup> Administration Obama (2010, 26 mars), *op. cit.*

<sup>1401</sup> G.W. Bush (2001, 7 mars), *op. cit.*

<sup>1402</sup> R. Gibbs (2010, 7 septembre), *op. cit.*

dont faisaient l'objet les États-Unis. Regagner la confiance des autres États devait rendre possible la coopération en vue de la résolution des problèmes posés par la Corée du Nord et l'Iran. Alors que la politique et les discours des deux administrations Bush laissaient entendre que les États-Unis ne représentaient pas le problème, au contraire de la Corée du Nord et de l'Iran, et que leur politique était légitime dès lors qu'elle visait à préserver la sécurité des Américains et l'ordre international, l'administration Obama souhaitait réhabiliter l'image des États-Unis auprès des autres États, pré-requis pour entretenir de bonnes relations avec eux. Plutôt que d'affirmer le caractère indiscutablement légitime des intérêts américains, l'administration Obama se présenta comme souhaitant d'abord améliorer les représentations dont faisaient l'objet les États-Unis dans le monde, tout en précisant qu'il s'agissait d'un moyen et non d'une fin<sup>1403</sup>. Cette différence de vue témoigne d'une différence en matière de représentations de la coopération et de la négociation : pour le Président Bush, les États-Unis n'avaient pas à modifier leur comportement, nécessairement légitime puisque visant à assurer leur sécurité, mais aussi parce qu'ils n'étaient pas directement en cause, alors que le Président Obama tenta de comprendre les réticences auxquelles faisaient face les États-Unis, d'y remédier et de faire en sorte que le comportement américain suscite une plus grande compréhension « *in world opinion* », ne prenant pas celle-ci pour acquise. L'administration Bush tenta de faire en sorte que les pourparlers engagés avec les dirigeants de la Corée du Nord, en particulier concernant son programme de missiles, « *help them understand [the American] concerns and eventually to see if they will abandon that program*<sup>1404</sup> », la compréhension des préoccupations américaines étant un moyen, voire un préalable indispensable, pour convaincre les dirigeants nord-coréens de stopper le programme en cause. En revanche, elle fit preuve d'une intransigeance mal venue face à l'Iran, compromettant les possibilités de négociation. A l'inverse, l'administration Obama

---

<sup>1403</sup> *Loc. cit.*

<sup>1404</sup> Administration Clinton (2000, 15 juin). *Press Briefing by Jake Siewert and P.J. Crowley*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=47951>.

afficha, au moins dans une certaine mesure, une volonté de compréhension des représentations des autres et de remise en cause du comportement américain en proposant de le modifier, en particulier en matière de désarmement nucléaire et de possibilité de négocier avec l'Iran.

De surcroît, l'exigence de la compréhension de son interlocuteur pour négocier se double de la nécessité de la volonté de le comprendre : les dirigeants américains faisaient parfois part de leur refus de comprendre les représentations et les ambitions des dirigeants nord-coréens et iraniens, jugées non conciliables avec leurs propres représentations et aspirations. Aucun effort de compréhension n'était alors fourni. Au contraire, dans le cas de la Chine, le Président Clinton manifesta une volonté d'améliorer les relations entre cette dernière et les États-Unis à travers une plus grande compréhension mutuelle : il ne s'agissait pas uniquement de coopérer sur les sujets à propos desquels ils avaient des intérêts mutuels, mais de mieux se comprendre pour améliorer globalement leur relation<sup>1405</sup>. Le refus de comprendre les positions des dirigeants nord-coréens et iraniens se manifestait aussi par le fait que les dirigeants américains persistaient à apprécier leurs décisions et leurs comportements à l'aune de leurs propres représentations sans chercher à remettre en cause celles-ci. Pour les dirigeants américains, la difficulté de traiter avec les dirigeants nord-coréens et iraniens résidait essentiellement dans l'irrationalité qui leur était invariablement prêtée. Irrationalité qui décrédibilisait d'emblée toute tentative des Nord-Coréens et des Iraniens « *to give reasons why they [preferred] certain courses of action or why their interests [were] justified*<sup>1406</sup> ». Or, la politique choisie et mise en œuvre l'était nécessairement à partir des représentations des membres des administrations américaines influençant leur propre rationalité. Les choix politiques effectués l'étaient au regard de critères considérés comme rationnels, puisque l'efficacité des

---

<sup>1405</sup> « *I want a growing understanding between our two countries. I realize that neither of us is perfect, and both of us are going to have a great say over what the future looks like, and we have to work hard to understand each other and to work together.* » [W.J. Clinton (1996, 16 mai), *op. cit.*].

<sup>1406</sup> T. Risse (2000), *op. cit.*, p. 8.

politiques menées influençait la décision, même s'ils étaient basés sur des représentations intersubjectives. Par exemple, lorsque l'administration Obama décida de sanctionner la Corée du Nord, elle le fit en se basant sur l'idée selon laquelle les dirigeants nord-coréens **auraient dû** réagir d'une certaine manière à condition qu'ils fussent rationnels. Lors d'une conférence de presse, Robert Gibbs expliqua que les sanctions dont faisait l'objet la Corée du Nord auraient dû générer un changement en présence d'un « *rational leadership* », alors qu'un journaliste affirmait que les dirigeants nord-coréens avaient à maintes reprises montré qu'ils ne se préoccupaient pas des sanctions qui n'avaient conséquemment aucun effet sur eux<sup>1407</sup>. Malgré les propos répétés des administrations américaines successives selon lesquels les dirigeants nord-coréens étaient irrationnels, elles continuèrent de mener les politiques qu'elles avaient l'habitude de conduire face à un État dont elles considéraient les dirigeants comme rationnels et qui correspondaient aux politiques acceptables et conformes aux représentations qu'elles avaient de l'ordre international. C'est pourquoi les administrations américaines cherchèrent toutes à **éduquer** les dirigeants nord-coréens, à intégrer la Corée du Nord dans la « communauté internationale », son exclusion condamnant leurs politiques à ne pas être comprises et donc à ne pas susciter les réactions attendues.

Enfin, les représentations articulées aux différentes appellations utilisées par les administrations américaines, de *rogue state* à membre de l'*Axis of evil*, compromettaient l'ouverture de négociations parce qu'elles témoignaient d'un déni de reconnaissance exprimé par des dépréciations rhétoriques et parce qu'elles exprimaient un refus de compréhension des aspirations des États concernés, celles-ci étant nécessairement illégitimes et du côté du mal. Elles ne laissaient que peu la possibilité aux dirigeants américains de céder quelque chose aux parties adverses, ce qui n'augurait rien de très fructueux. Le Président Clinton l'affirma à propos de l'Iran :

---

<sup>1407</sup> R. Gibbs (2010, 20 mai), *op. cit.*

*we have to find some way to get dialog, and going into total denial when you're in a conversation with somebody who's been your adversary [...] is not exactly the way to begin.*<sup>1408</sup>

En ce sens, l'administration Clinton annonça le 19 juin 2000 qu'elle emploierait désormais l'expression « *state of concern* » (État préoccupant) à la place de « *rogue state* », arguant du caractère non représentatif du concept, mais également de la contrainte qu'il représentait pour la politique étrangère américaine, de nombreux législateurs considérant comme risqué le fait de négocier avec un État voyou.<sup>1409</sup> Ce changement de sémantique pour une expression plus édulcorée, mais qui désignait les mêmes États et les mêmes menaces, témoigne de la volonté de l'administration Clinton de ne plus donner aux États désignés le prétexte de la diabolisation pour justifier leur programme nucléaire par exemple. À l'inverse, le retour avec l'administration Bush de l'expression plus percutante de « *rogue state* » permettait de justifier plus facilement la politique coercitive privilégiée par la Maison-Blanche après les attentats du 11 septembre. Notons dans le même sens que Spector analyse l'identification du potentiel interlocuteur comme un « *villain* » comme une contrainte et propose à ce titre trois modèles dans lesquels les États décident de négocier avec les « *villains* », de manière à contourner cette contrainte<sup>1410</sup>. Au-delà des arguments justifiant le caractère secret de la diplomatie en général et des négociations en particulier et relatifs au bon déroulé de ces dernières, la difficulté de négocier avec des « *villains* » était aussi susceptible de fonder la nécessité de leur confidentialité<sup>1411</sup>.

<sup>1408</sup> W.J. Clinton (1999, 12 avril), *op. cit.*

<sup>1409</sup> C.-P. David, E. Lévesque et J. Tourreille (2007), *op. cit.*, p. 65.

<sup>1410</sup> Voir B. Spector (1999). Negotiating with "Villains". Dans T.D. Sisk (dir.), *New Approaches to International Negotiation and Mediation. Findings from USIP-Sponsored Research*. U.S. Institute of Peace, p. 34-35, cité dans P. Ségard (2009), *op. cit.*

<sup>1411</sup> L'administration Clinton avait pour principe « *not to talk about the details of a negotiation* ». [Administration Clinton (1993, 6 juillet), *op. cit.*]. Sur différents sujets et à plusieurs reprises, les membres des administrations américaines rétorquèrent aux journalistes les interrogeant sur la conduite de négociations qu'ils n'étaient pas disposés à négocier en public ou par médias interposés : voir par exemple S. McClellan (2002, 13 novembre). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=47447> ; W.J. Clinton (2000, 19 décembre). *Exchange With Reporters Prior to Discussions With President-Elect George W. Bush*. Mis en ligne par G. Peters et

En effet, il pouvait être délicat pour les dirigeants américains d'annoncer publiquement ce qu'ils avaient l'intention ou envisageaient de céder aux dirigeants nord-coréens ou iraniens, par crainte de se voir reprocher d'être faibles.

## 7.2 Façonner le monde à travers la négociation diplomatique

En dépit de l'articulation établie entre les États cherchant à acquérir des armes de destruction massive et les organisations terroristes, les administrations américaines ont cherché à mener à l'égard des premiers des politiques différentes de celle de l'annihilation prônée face aux secondes, à l'exception notable de l'Irak et du régime de Saddam Hussein, puisque la Corée du Nord et l'Iran ont invariablement bénéficié de la préférence des administrations américaines pour une politique diplomatique<sup>1412</sup> à leur égard, plus ou moins coercitive toutefois. Il leur fallait par conséquent surmonter cette contradiction apparente ou, à tout le moins, la justifier, d'autant plus que des procédés similaires étaient mobilisés dans les deux cas, en particulier le multilatéralisme<sup>1413</sup>.

Accepter de négocier le programme nucléaire de la Corée du Nord et de l'Iran revenait pour les dirigeants américains à opérationnaliser leurs propres représentations des modalités d'intégration et d'appartenance de ces deux États à la « communauté internationale » dont ils étaient présentés comme étant exclus, leurs

---

J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=1260> ; J. Carney (2012, 18 janvier). *Press Briefing by Press Secretary Jay Carney*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=98986>. Ari Fleischer alla jusqu'à déclarer : « *I'm going to leave private conversations where they belong, which is in the realm of good diplomacy.* » [A. Fleischer (2003, 23 avril), *op. cit.*]. [].

<sup>1412</sup> Étaient considérés par les administrations américaines comme relevant de la diplomatie tous les procédés pacifiques, c'est-à-dire non militaires, visant à modifier le comportement d'un autre État et/ou à résoudre un conflit, allant des discussions, négociations et médiations aux sanctions diverses et variées, qu'elles soient unilatérales, bilatérales ou multilatérales, concertées ou pas.

<sup>1413</sup> Par exemple, l'administration Bush souhaitait que soit fourni un travail « *with friends and allies and international institutions to isolate and confront terrorists and outlaw regimes* » [G.W. Bush (2004, 21 juillet). *Fact Sheet: Progress in the War on Terror*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=81159>, nous soulignons].



représentations de la « communauté internationale » et du rôle que devaient y jouer les États-Unis et leurs représentations des normes relatives au nucléaire, elles-même partie intégrante de l'ensemble normatif sous-tendant la « communauté internationale ». Pour ce faire, il leur fallait répondre à plusieurs questions :

- A quelles conditions les deux États pouvaient-ils intégrer la communauté internationale et de quelle manière leur intégration était-elle susceptible d'affecter leurs relations avec les États-Unis ?
- Sous quelle forme et selon quelles modalités était-il acceptable que les deux États disposent de la puissance nucléaire et dans quelle mesure était-ce négociable ?
- En quoi les normes s'appliquant à l'ensemble des États pouvaient-elles s'en trouver affectées ?

Nous verrons précisément que les administrations américaines se sont efforcées de diffuser et de renforcer l'adhésion à leurs propres représentations en matière de comportements souhaitables de la part des membres de la « communauté internationale » en général et dans le domaine nucléaire en particulier, afin d'y renforcer le rôle de *leader* des États-Unis et d'encadrer solidement les modalités d'intégration de la Corée du Nord et de l'Iran, y compris lorsqu'elles refusaient de négocier avec ces derniers.

#### 7.2.1 Négocier de manière à (re)construire la « communauté internationale »

La « communauté internationale » faisait l'objet d'une construction permanente à travers les discours et les pratiques des agents, ici des membres des administrations américaines. Elle devait à la fois agir à l'égard de la Corée du Nord et de l'Iran, et faisait à ce titre l'objet d'interpellations, et induire des comportements de la part de ces derniers, les interpellant en retour. En tant que pratiques, le recours à la diplomatie, en particulier à la négociation, et ses modalités participaient à spécifier l'ensemble de ces interpellations, le rôle que les États-Unis devaient y jouer

contribuant aussi à façonner le visage de cette « communauté internationale ». Nous verrons dans cette première sous-section comment les administrations américaines ont cherché à affirmer le rôle des États-Unis à travers le recours à la diplomatie et à la négociation, rôle qu'elles se représentaient de manière similaire<sup>1414</sup> mais avec quelques variations, puis que les modalités du recours à la diplomatie et à la négociation, en particulier son caractère bilatéral ou multilatéral, constituaient des interpellations à l'égard de la « communauté internationale », contribuant à la (re)façonner.

#### 7.2.1.1 Renforcer le rôle des États-Unis à travers la diplomatie et la négociation

Pour le Président Clinton, du contexte international découlaient le ou les principes d'action des États-Unis. Or, avec la fin de la Guerre froide, lors de laquelle les administrations américaines avaient élaboré leurs principes d'action, ce dernier estimait nécessaire de fixer un nouveau cadre susceptible d'orienter la politique étrangère des États-Unis. Si ceux-ci étaient devenus la seule superpuissance suite à la chute de l'URSS, la conduite qu'ils devaient tenir n'en était pour autant pas évidente : alors que le Président Clinton privilégia les relations bilatérales face à la Corée du Nord et à l'Iran, il n'en fut pas de même pour ses successeurs, qui s'appuyèrent davantage sur le multilatéralisme. A l'instar de Zartman, nous analysons l'incertitude manifestée par les dirigeants américains quant aux comportements nord-coréen et iranien, mais aussi les tâtonnements politiques américains, comme témoignant au moins partiellement du contexte de (re)construction de l'ordre international et de son pendant, la « communauté internationale », ainsi que de (re)définition du rôle que les États-Unis estimaient être appelés à y jouer. La fin de la Guerre froide a en effet selon lui laissé le monde sans l'ordre établi que constituait l'opposition Est-Ouest, créant un « *lack of consensus about world order and normal conduct within it, and unclarity about commitments to enforce norms and limits on deviant behavior*<sup>1415</sup> ». De

<sup>1414</sup> Voir le chapitre 2, en particulier la première section.

<sup>1415</sup> W. Zartman (2009), *op. cit.*, p. 82.

surcroît, l'accusation d'irrationalité des dirigeants nord-coréens et iraniens est analysée par Beeman comme l'incompréhension que les dirigeants américains manifestaient à l'égard des dirigeants des États non industrialisés avec lesquels ils n'avaient pas pris l'habitude de négocier durant la Guerre froide, puisque

*the legitimate needs and desires of the peoples of these countries, especially when they were in conflict with the recognized elite leadership structures were never a part of U.S. foreign policy considerations.*<sup>1416</sup>

La question de la manière dont les dirigeants américains devaient agir face à ces « nouveaux » interlocuteurs se posait, dès lors qu'ils souhaitaient préserver leur rôle prédominant et s'impliquer dans la résolution de conflits menaçant leur propre sécurité et celle du monde. En ce sens le Président Clinton déclara que bien que les États-Unis « *[couldn't] be everywhere* » ni « *do everything* », dès lors que « *[its] interests and [its] values [were] at stake* » et que « *[it could] make a difference, America must lead* »<sup>1417</sup>.

Dans l'un de ses discours<sup>1418</sup>, le Président Clinton mentionna le problème de l'« *organizing principle* » devant présider à l'action ou à l'absence d'action des États-Unis. Dans un monde bipolaire, « *the old rules (...) were pretty simple* », à savoir que la politique des États-Unis consistait à contenir le communisme et donc « *to promote countries within [its] sphere of influence (...) as long as they were anti-Communist* ». La nécessité d'établir le nouvel « *organizing principle* » des États-Unis était par conséquent articulée à celle d'identifier le nouvel ennemi des États-Unis<sup>1419</sup> et à celle « *to construct the framework for the post-cold-war world*<sup>1420</sup> ». En cela, la manière de répondre aux enjeux et aux menaces dépendait à la fois du rôle que les dirigeants américains voulaient que les États-Unis jouent dans le monde et des caractéristiques

<sup>1416</sup> W.O. Beeman (2003), *op. cit.*, p. 680.

<sup>1417</sup> W.J. Clinton (1996, 23 janvier), *op. cit.* Cette idée fut reprise et répétée tout au long de l'année 1996, quasiment mot pour mot. Voir par exemple W.J. Clinton (1996, 22 octobre). *Remarks to the Community in Detroit*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=52146>.

<sup>1418</sup> W.J. Clinton (1993, 8 octobre), *op. cit.*

<sup>1419</sup> Voir chapitre 3, en particulier sa première section.

<sup>1420</sup> W.J. Clinton (1993, 8 octobre), *op. cit.*

de la « communauté internationale » qu'ils entendaient construire. Si, pour promouvoir la liberté et la démocratie comme le souhaitait le Président Clinton, les États-Unis devaient travailler en partenariat avec les autres nations, les moyens à engager pour répondre à leurs autres objectifs « *often more complex*<sup>1421</sup> » qu'auparavant n'étaient pas précisés. De plus, comme il le reconnaissait, « *[i]t [was] not easy there* », puisque l'établissement de partenariat avec les autres nations ne pouvait être décidé de façon unilatérale par l'administration américaine et, alors que les deux superpuissances parvenaient à négocier sur différents sujets, notamment en matière de non-prolifération nucléaire et de désarmement, leurs dirigeants respectifs visant *a priori* le même but – celui de la survie –, le recours à la négociation pouvait s'avérer délicat dans un monde dans lequel le « *framework* » devait être construit et où le dessein des États-Unis de promouvoir la démocratie et l'économie de marché pouvait rencontrer des résistances. A la fin de son deuxième mandat, il identifia comme un succès le fait que les États-Unis soient parvenus à démontrer « *that America was going to be involved and use force when necessary in the rest of the world*<sup>1422</sup> », tandis que son successeur souligna à maintes reprises l'échec que constituaient *a posteriori* les négociations bilatérales menées avec la Corée du Nord à propos de son programme nucléaire, au regard de la violation par cette dernière de l'accord conclu. Toutefois, l'administration Clinton estimait disposer d'une « *sufficient statutory authority to administer an effective sanctions program against terrorist countries*<sup>1423</sup> », dont l'Iran et la Corée du Nord. L'autorité dont elle se prévalait justifiait la mise en œuvre de politiques unilatérales, mais également le recours à la négociation bilatérale, les États-Unis n'ayant pas besoin du soutien

---

<sup>1421</sup> W.J. Clinton (1995, 31 mai), *op. cit.*

<sup>1422</sup> W.J. Clinton (2000, 5 juillet). *Interview With Joe Klein of the New Yorker in New York City*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=1257>.

<sup>1423</sup> Administration Clinton (1997, 8 juillet). *Statement of Administration Policy: H.R. 748 - Prohibition on Financial Transactions with Countries Supporting Terrorism Act*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75040>.

d'autres États pour atteindre leurs objectifs de politique étrangère. A l'inverse, l'administration Obama eut le souci de s'adjoindre le soutien d'un nombre maximal d'États dans la mise en œuvre de sanctions à l'égard de l'Iran. Cette différence de point de vue souligne la différence de représentations dont faisaient l'objet les États-Unis dans l'imaginaire sécuritaire porté respectivement par les administrations Clinton et Obama. Alors que la première faisait des États-Unis le gendarme du monde, notamment en raison de sa victoire à l'issue de la Guerre froide, la seconde se représentait les États-Unis comme souffrant d'un déficit d'image ne lui permettant pas de pratiquer un quelconque unilatéralisme. Tandis que la première s'appuyait sur l'autorité qu'elle pensait posséder pour mettre en œuvre sa politique de sanction, mais aussi des négociations bilatérales avec la Corée du Nord, la deuxième comptait sur l'union de la « communauté internationale » pour légitimer sa politique à l'égard de l'Iran.

En ce sens, le Président Obama estimait que la capacité des États-Unis « *to remain a world leader* » dépendait de celle « *to work cooperatively and to lead* », en particulier dans certaines régions du monde, « *the Asia Pacific* » par exemple<sup>1424</sup>. A ce titre, dès lors que la coopération était mise en œuvre selon les termes des États-Unis, à savoir qu'elle permettait de résoudre un problème tel que défini par les dirigeants américains, elle constituait un outil de puissance pour les États-Unis. Par exemple, la capacité des États-Unis à « *lead other nations towards historic and unprecedented sanctions and pressure on Iran* », cas de coopération entre États au sens de politique conduite de façon concertée, était interprétée par l'administration Obama comme le signe qu'elle était parvenue à rétablir les États-Unis comme « *sole indispensable power in the world* »<sup>1425</sup>. Cette position témoigne de la représentation dont était l'objet la coopération de la part des membres de l'administration Obama : la résolution d'un problème de façon coopérative nécessitant que sa définition et son

---

<sup>1424</sup> B. Obama (2011, 9 novembre), *op. cit.*

<sup>1425</sup> J. Carney (2012, 20 janvier), *op. cit.*

appréciation soient communes (par exemple : le programme nucléaire iranien posant problème, il convenait de prendre des mesures exerçant une pression sur les dirigeants iraniens), la diffusion et l'acceptation par les autres États de la version américaine était un enjeu que nous pouvons qualifier d'épistémique au sens de Haas et d'Adler<sup>1426</sup>, le partage orienté et contrôlé du savoir constituant « *an important dimension of power* »<sup>1427</sup>. Nous y reviendrons dans la sous-section suivante, la maîtrise de la définition du problème nucléaire et de la manière dont il convenait de le traiter ayant été essentielle dans la politique des administrations américaines.

Le fait que d'autres États aient accepté de s'appropriier la version américaine des problèmes nucléaires nord-coréen et iranien peut être vu comme un signe du crédit qu'ils accordaient à la parole des dirigeants américains et de la confiance qu'ils leur accordaient<sup>1428</sup> ou, à tout le moins, de leur reconnaissance de la puissance américaine. En effet, la position de l'administration Obama témoignait de sa représentation de la puissance comme pouvant être appréciée à l'aune de la capacité des États-Unis à convaincre les autres États de mener la politique qu'ils avaient édictée : il n'était ici pas question de contrainte, mais de diffusion, à la faveur de la diplomatie<sup>1429</sup>, des représentations américaines faisant d'une Corée du Nord et d'un Iran nucléaires des menaces à combattre. De surcroît, concomitamment de sa volonté de maintenir la position prédominante des États-Unis en matière militaire, le Président Obama faisait part de son ambition « *to lead with diplomacy* » et « *to lead with [american] values and [...] ideals* »<sup>1430</sup>, articulant de cette manière le recours à la diplomatie et le

---

<sup>1426</sup> Nous avons présenté la thèse d'Adler dans notre introduction, pages 36-37.

<sup>1427</sup> P.M. Haas (1992). « Introduction : Epistemic Communities and International Policy Coordination ». *International Organization*, 46(1), p. 2-3.

<sup>1428</sup> Le Président Obama observait une « *new confidence* » de la « communauté internationale » dans le *leadership* américain, lui permettant de conduire une coopération internationale [B. Obama (2012, 23 mai), *op. cit.*].

<sup>1429</sup> « *Through the power of our diplomacy, a world that was once divided about how to deal with Iran's nuclear program now stands as one.* » [B. Obama (2012, 24 janvier), *op. cit.*].

<sup>1430</sup> B. Obama (2012, 20 septembre). *Remarks at an Obama Victory Fund 2012 Fundraiser in Tampa, Florida*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=102285>.

respect des valeurs américaines : à travers la diffusion des représentations américaines d'un problème, c'étaient également les valeurs et les idéaux américains qui étaient transmis. Si le recours à la diplomatie multilatérale était présenté comme nécessaire pour restaurer l'image des États-Unis, il était aussi vu comme un moyen de réaffirmer la puissance américaine. Bien que l'administration Bush ait pour sa part longtemps refusé de prendre part aux négociations menées par les EU3, elle témoigna du même souci que l'administration Obama de voir sa propre compréhension du problème nucléaire iranien partagée par ses partenaires européens. L'enjeu était d'autant plus fort que les États-Unis du Président Bush, même s'ils s'étaient passé de l'accord de la « communauté internationale » pour envahir l'Irak, en particulier de celui du Conseil de sécurité de l'ONU, avaient essuyé un échec en matière de partage unanime de la définition d'un problème et de solution à lui apporter. C'est notamment en cela que l'administration Bush souhaitait s'assurer que l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni, qui discutaient de part et d'autre avec l'Iran et les États-Unis, « *really [had] a clear understanding of what the goals [were] and [shared] them* », afin d'être en capacité « *to be speaking with one voice very clearly to Iran* ». La négociation multipartite nécessitait un accord entre les parties prenantes se trouvant dans le même camp et s'affichant comme telles, d'autant qu'elles pouvaient endosser, parfois contre leur gré et dans les représentations de leurs interlocuteurs, des rôles spécifiques : l'administration Bush considérait que les négociateurs iraniens pouvaient avoir tendance à se représenter les Européens comme distribuant les « *carrots* » et les Américains comme chargés des « *sticks* ». <sup>1431</sup> En dépit de cette répartition des rôles plus ou moins volontaire <sup>1432</sup>, les dirigeants américains

---

<sup>1431</sup> L'ensemble des citations de ce paragraphe sont tirées du discours suivant : S. Hadley (2005, 23 février). *Press Briefing by National Security Advisor Stephen Hadley on the President's Visit to Germany*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66146>.

<sup>1432</sup> L'administration Bush avait globalement le souci de ne pas faire des États-Unis le seul État sanctionnant la Corée du Nord et/ou l'Iran, mais l'idée que les États-Unis étaient les premiers défenseurs de la « communauté » et de l'ordre international impliquait que les punitions à leur infliger relevaient essentiellement de leurs responsabilités, les *rogue states* menaçant l'ensemble de l'ordre international.

souhaitaient que la multiplicité et la variété des parties prenantes soient gommées à travers une unité de parole et de positionnement à l'égard de l'Iran et de son programme nucléaire<sup>1433</sup>. En parvenant à convaincre les Européens d'adopter son propre positionnement, l'administration Bush pouvait confirmer le rôle de *leader* des États-Unis, particulièrement en termes épistémiques, alors même qu'ils ne participaient pas directement aux négociations. Cet enjeu était particulièrement important dans le cas de l'Iran, que l'administration américaine se représentait comme réfractaire au *leadership* américain.

#### 7.2.1.2 La diplomatie multilatérale comme moyen de renforcer les normes internationales

Outre l'affirmation du rôle des États-Unis sur la scène internationale, les administrations américaines ont cherché, en fonction des modalités des négociations qu'elles menaient ou pas avec la Corée du Nord et l'Iran, à renforcer les normes internationales en matière de comportements adéquats des États. Tout d'abord, le recours au multilatéralisme était lié à la manière dont les dirigeants américains se représentaient le problème à traiter. Or, l'identification de l'ennemi contribuait à la construction de l'identité de la « communauté internationale » dès lors qu'il était présenté comme la menaçant, identité à laquelle étaient articulées des méthodes spécifiques de résolution de conflit, au moins à privilégier. Le Président Clinton proposait que des « *common solutions*<sup>1434</sup> » soient élaborées pour répondre aux « *collective challenges* » que représentaient les *rogue states*, le terrorisme et la prolifération d'armes de destruction massive. Il interpellait de cette manière les États

---

<sup>1433</sup> Le Président Bush affirmait d'ailleurs que « *our diplomatic objective [was] to continue working with our friends to make it clear to Iran we [spoke] with a single voice* », l'objectif de l'unité surpassant même celui du succès des négociations, auquel il ne croyait pas [G.W. Bush (2005, 16 mars). *The President's News Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63360>].

<sup>1434</sup> W.J. Clinton (1996, 17 avril), *op. cit.*



susceptibles de se reconnaître dans ce collectif, mais plus largement l'ensemble des nations « *because no nation [was] immune to them*<sup>1435</sup> ». <sup>1436</sup>

Alors que, aux yeux de l'administration Clinton, le recours à des négociations bilatérales suffisaient à réaffirmer les standards comportementaux qu'elle promouvait en raison du statut même des États-Unis, les administrations Bush et Obama ont exprimé le besoin de rassembler autour de leur propre définition des problèmes posés et de l'identification des comportements problématiques et des comportements qu'elles attendaient de la Corée du Nord et de l'Iran pour les résoudre. La définition des problèmes posés influençait la manière dont il convenait d'y répondre. Par exemple, pour le Président Clinton : « *When our most important interests are at stake, we will not hesitate to act alone if necessary.*<sup>1437</sup> » Si le Président Bush décida de manière unilatérale d'envahir l'Irak, toutefois soutenu par une coalition d'États, sans l'approbation du Conseil de sécurité de l'ONU, il s'attacha ensuite, au moins dans les cas nord-coréen et iranien, à donner à sa politique internationale une dimension multilatérale supposée la légitimer<sup>1438</sup>. Quant au Président Obama, nous l'avons vu, il tenta de réhabiliter l'image des États-Unis par le biais de la diplomatie multilatérale.

La justification du recours au multilatéralisme par les administrations Bush et Obama était fondée sur des éléments similaires à ceux qui permettaient au Président Clinton de promouvoir la coopération plutôt que l'intransigeance. La première était davantage susceptible d'influencer positivement un État que la seconde, à tout le moins dans le

---

<sup>1435</sup> W.J. Clinton (1996, 20 avril/a), *op. cit.*

<sup>1436</sup> Tant l'administration Bush que l'administration Obama présentèrent les programmes nucléaires nord-coréen et iranien comme des problèmes collectifs, ne concernant pas seulement les États-Unis, mais l'ensemble de la « communauté internationale », contribuant à l'affirmation de l'identité de cette dernière en ce sens.

<sup>1437</sup> W.J. Clinton (1994, 3 mai), *op. cit.*

<sup>1438</sup> Le Président Bush utilisait l'exemple du multilatéralisme opposé à la Corée du Nord pour contrer les critiques dont il avait fait l'objet pour son unilatéralisme [G.W. Bush (2004, 4 octobre). *Remarks in a Discussion in Clive, Iowa*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64446>].

cas d'un État dont le comportement général était déjà partiellement conforme aux standards internationaux<sup>1439</sup>. Dès lors, il était plus facile de résoudre un différend avec un État « *in a rules based, law-abiding international system than outside it*<sup>1440</sup> », son comportement étant au moins prévisible *a minima*. Sur cette base, et en dépit de l'impossibilité de garantir le respect des accords conclus, « *because rules [could] be violated, because perfect verification [was] impossible, because we [couldn't] always count on others to keep their word*<sup>1441</sup> », le Président Clinton expliquait que le recours à la coopération contribuait à construire un monde de règles et de confiance<sup>1442</sup>. En outre, différentes menaces comme « *the aggression of rogue states or the spread of weapons of mass destruction or organized crime or drug trafficking or terrorism* » exigeaient aux yeux de l'ensemble des dirigeants américains d'être traités *via* la coopération<sup>1443</sup>. La coopération était nécessaire en raison de leur ampleur globale et de leur capacité à affecter tous les États dans un monde interdépendant<sup>1444</sup>, mais aussi parce qu'elle permettait de réaffirmer les comportements adéquats et attendus sur la scène internationale par la pratique<sup>1445</sup>, en particulier en réaction aux comportements inadéquats et condamnés. Il s'agissait d'initier et d'alimenter un cercle vertueux,

---

<sup>1439</sup> Ici dans le cas de la Chine : « *I can tell you that we'll have a lot more influence on Chinese foreign policy (...) and on human rights and religious rights and political rights in China, if we have an open hand of working with them, than if we say no, if we turn our backs on them.* » [W.J. Clinton (2000, 12 mai). Remarks to the Community in Shakopee, Minnesota. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=58478>].

<sup>1440</sup> *Loc. cit.*

<sup>1441</sup> W.J. Clinton (2000, 16 mars), *op. cit.*

<sup>1442</sup> A l'inverse, « *[t]he alternative [was] a world with no rules, no verification, and no trust at all.* » [*Loc. cit.*]. Pour autant, la croyance du Président Clinton en la coopération et en la force des traités n'était pas totale, puisqu'il affirmait que « *[i]t would be foolish to rely on treaties alone to protect our security.* » [W.J. Clinton (2000, 12 mai), *op. cit.*].

<sup>1443</sup> Cette idée fut répétée régulièrement par le Président Clinton au cours de ses deux mandats, par exemple ici : W.J. Clinton (1998, 18 juin). *Remarks on the Nominations of Bill Richardson To Be Secretary of Energy and Richard C. Holbrooke To Be United Nations Ambassador and an Exchange With Reporters*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=56156>.

<sup>1444</sup> Représentation rappelée de façon récurrente par le Président Clinton, par exemple ici : « *Whether we like it or not, in ways both good and bad we are living in an interdependent world.* » [W.J. Clinton (1996, 5 août/a), *op. cit.*].

<sup>1445</sup> Rappelons que « *[a]ctors not only reproduce normative structures, they also change them by their very practice* » [F. Kratochwil et J.G. Ruggie (1986), *op. cit.*, p. 770].

consistant « *to engage countries and work with them and persuade them that you're doing the right thing* », afin « *to have allies in the world we live in, to be more cooperative* »<sup>1446</sup>. A ce titre, la coopération et la renonciation à la violence étaient aussi « *not simply an American or a Western responsibility* », mais « *the world's responsibility* », d'autant plus que « *people [...] [had] everything to gain*<sup>1447</sup> » à s'y astreindre. Alors que ce dernier argument fondait pour le Président Clinton la nécessaire appropriation par tous d'un comportement coopératif, il ne le poussa pas à chercher à impliquer d'autres États dans la résolution de problèmes qu'il considérait pourtant comme mondiaux, comme le programme nucléaire nord-coréen<sup>1448</sup>. Les Présidents Bush et Obama, en revanche, estimaient que les États-Unis n'avaient pas à résoudre seuls ce type de problème, la charge de la préservation de la « communauté » et de l'ordre internationaux devant être partagée puisqu'elle bénéficiait à tous. Le Président Bush redoutait plus précisément que les États-Unis se retrouvent dans une position de faiblesse face à l'Iran et à la Corée du Nord, mais aussi face au reste du monde qui aurait pu leur reprocher l'échec de négociations bilatérales ou à tout le moins décliner toute responsabilité en la matière, les États-Unis se trouvant ainsi désavantagés<sup>1449</sup>. L'enjeu pour l'administration Bush était de contourner le « *free viewer effect* », à travers lequel les autres États étaient susceptibles de se dédouaner du problème posé par la Corée du Nord et l'Iran alors que l'administration Bush se le représentait comme « *a collective bad* »<sup>1450</sup>. Elle le fit

---

<sup>1446</sup> W.J. Clinton (1998, 1<sup>er</sup> juillet), *op. cit.*

<sup>1447</sup> W.J. Clinton (1998, 21 septembre), *op. cit.*

<sup>1448</sup> Le programme nucléaire iranien n'avait alors pas encore été identifié comme tel, bien que l'Iran fût suspecté de chercher à se doter d'armes de destruction massive en général, nous y reviendrons dans le chapitre 9.

<sup>1449</sup> « *It's amazing that when we're in a bilateral position, or kind of just negotiating one on one, somehow the world ends up turning the tables on us. And I'm not going to put my country in that position.* » [G.W. Bush (2006, 10 avril). *Remarks at the Paul H. Nitze School of Advanced International Studies and a Question-and-Answer Session*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=71903>].

<sup>1450</sup> Zartman explique que, alors que « *[t]he viewer claims that the danger is someone else's problem and will pass him by, (...) the rider claims that the danger calls for someone else's solution from which*

en tentant de convaincre d'autres États de partager sa propre lecture du problème et de lancer une démarche diplomatique conjointe.

En outre, les administrations Bush et Obama considéraient aussi que le multilatéralisme et *a fortiori* les sanctions multilatérales étaient plus efficaces<sup>1451</sup>. Leur plus grande efficacité n'était pas seulement basée sur l'association de la puissance matérielle des États, qui pouvaient infliger de graves préjudices économiques et commerciaux à un autre État par le biais de sanctions. Elle était également fondée sur l'affirmation décuplée d'une ou plusieurs normes que l'action diplomatique des États visait à faire respecter parce qu'elles ne régulaient pas seulement l'ordre international mais en étaient constitutives. Pour les dirigeants américains, la consolidation de certaines normes pouvait justifier la réalisation de sacrifices économiques et commerciaux de la part d'États qui entretenaient des relations relativement importantes avec les États sanctionnés en matière économique et commerciale, la préservation de la paix relevant d'un intérêt commun supérieur, intrinsèquement lié à leur représentation identitaire de la « communauté internationale ». Non seulement l'application unilatérale de sanctions était susceptible d'affecter davantage l'État les appliquant que l'État les subissant<sup>1452</sup>, mais elle pouvait laisser entendre que la norme qui était ainsi défendue n'était pas suffisamment importante aux yeux des dirigeants des autres États pour qu'ils acceptent de pénaliser leurs propres relations avec la Corée du Nord et/ou l'Iran. Alors qu'une négociation bilatérale mettait en exergue le rôle des États-Unis face à leur interlocuteur, quelle meilleure promotion de la diplomatie multilatérale que

---

*he will benefit. Free riders enjoy a collective good, whereas free viewers feel untouched by a collective bad.* » [W. Zartman (2009), *op. cit.*, p. 80].

<sup>1451</sup> C'était en tout cas le cas face à la Corée du Nord [T. Snow (2006, 26 juin), *op. cit.*].

<sup>1452</sup> C'est ce que laissait entendre l'administration Obama : « *Our belief is that for these sanctions to be most effective, they need to be multilateral and have multilateral participation. They need to be timed and phased in a way that avoids negative repercussions to international oil markets and in ways that might cause more damage to ourselves than to Iran.* » [J. Carney (2012, 9 janvier), *op. cit.*].

l'usage de de la diplomatie multilatérale elle-même<sup>1453</sup> ? Autrement dit, quelle meilleure manière de faire respecter les règles du jeu qu'en en mettant en exergue l'application par le plus grand nombre d'États possible ? Puisque,

*collective norms and understandings constitute the social identities of actors and also define the basic "rules of the game" in which actors find themselves in their interactions*<sup>1454</sup>,

nous affirmons que l'identité collective même de la « communauté internationale », telle que se la représentaient les dirigeants américains, était au moins partiellement en jeu dans la décision des dirigeants américains de négocier ou non avec la Corée du Nord et avec l'Iran et selon quelles modalités. Egalement dans un souci d'efficacité du multilatéralisme, les administrations Bush et Obama partageaient la préoccupation de voir les mots ne pas être vidés de leur sens, le multilatéralisme et la « communauté internationale » étant caractérisés par le partage d'un langage commun et signifiant, sous-tendant un cadre normatif également commun et partagé. Or, parce qu'il réunissait autour d'une table plusieurs États défendant le même ordre international, le multilatéralisme permettait de conforter et de légitimer ce dernier, de même que la base sur laquelle un comportement était jugé anormal ou dangereux. En affirmant que « *empty words* » contribuaient à rendre le « *multilateralism extremely ineffective* », le Président Bush s'appropriait et diffusait l'idée selon laquelle le multilatéralisme et son efficacité reposaient sur un ensemble discursif signifiant pour l'ensemble des parties prenantes<sup>1455</sup>. En cela, les négociations multilatérales étaient un moyen et un moment de diffusion du modèle mondial dominant à travers un langage et des

---

<sup>1453</sup> L'administration Bush mentionnait sa volonté « *to address issues diplomatically by working with our friends and allies, and working with regional partners (...) in a way that reflects multilateral consensus and cooperation* » [T. Snow (2006, 12 juillet). *Press Gaggle by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60198>], en particulier dans le cas des problèmes nucléaires nord-coréen et iranien, pour se défendre contre les accusations d'unilatéralisme ou de violation du droit international par l'usage de la guerre préemptive dont elle faisait l'objet suite à l'invasion de l'Irak [S. McClellan (2006, 16 mars). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64160>].

<sup>1454</sup> T. Risse (2000), *op. cit.*, p. 5.

<sup>1455</sup> G.W. Bush (2003, 12 novembre), *op. cit.*

définitions des enjeux également dominants. « *Military option [was] the last option*<sup>1456</sup> » une fois que le recours au discours avait échoué et que l'État concerné avait témoigné de son imperméabilité à son égard et, partant, au « *common lifeworld* » porté par les dirigeants américains et leurs partenaires de la « communauté internationale. Dans le cas de la Corée du Nord et de l'Iran, présentés comme exclus de la « communauté internationale », la négociation multilatérale devait participer à leur processus de socialisation en s'appuyant sur « *a shared culture, a common system of norms and rules perceived as legitimate, and the social identity of actors being capable of communicating and acting* », constitutifs du « *common lifeworld* » identifié par Habermas comme l'une des conditions de l'agir communicationnel<sup>1457</sup>. Nous affirmons sur cette base que les dirigeants américains n'étaient enclins et prêts à négocier qu'à partir du moment où leurs interlocuteurs étaient considérés comme partageant ou étant susceptibles de partager le « *common lifeworld* » caractérisant la « communauté internationale » et comme pouvant être convaincus de la position américaine devenue celle de la « communauté internationale »<sup>1458</sup>. En l'absence de langage commun et d'échec des autres registres d'action, dont les sanctions faisaient partie, seul restait le recours à la force signifiant que toutes les possibilités étaient épuisées et que l'État ciblé ne pouvait désormais plus survivre d'une manière similaire : il ne s'agissait pas nécessairement de rayer l'État de la carte par une annihilation totale, ni d'en supprimer l'existence en tant qu'État indépendant et encore moins d'en exterminer la population, mais par exemple de viser un changement de régime politique comme ce fut le cas pour l'Irak. Le régime politique était alors considéré comme responsable et du comportement mis en cause et de la non-intégration de l'État à la « communauté internationale » en découlant.

---

<sup>1456</sup> *Ibid.*

<sup>1457</sup> J. Habermas (1981), *Theorie des kommunikativen Handelns* (vol. 2). Frankfurt am Main: Suhrkamp, p. 209, cité par T. Risse (2000), *op. cit.*, p. 10. Notons que Risse emploie pour sa part l'expression « rationalité argumentative » (*ibid.*, p. 7).

<sup>1458</sup> C'était par exemple l'objectif des négociations multilatérales menées avec la Corée du Nord [G.W. Bush (2003, 12 novembre), *op. cit.*].

Par ailleurs, le recours à la négociation multilatérale s'inscrivait pour les dirigeants américains dans un ensemble de registres d'action devant se succéder conformément à leurs représentations des modalités, particulièrement chronologiques, de résolution d'un conflit. Or, ils aspiraient également à diffuser ces représentations parmi les membres de la « communauté internationale », les normes relatives à la résolution des conflits faisant partie intégrante de l'ordre international que devaient respecter ces derniers. Par exemple, si la négociation avait échoué, le temps des sanctions devait suivre selon le Président Clinton, qui observait « *a general sense in the world community* » qu'il était nécessaire « *to go forward with a sanctions resolution in the United Nations* », la coopération de la Corée du Nord n'étant alors pas acquise<sup>1459</sup>. De même, le Président Bush justifiait la différence de politique menée à l'égard de l'Irak, de la Corée du Nord et de l'Iran par le fait que le premier avait fait l'objet de nombreuses résolutions adoptées par le Conseil de sécurité de l'ONU, ce qui n'était pas le cas des deux autres. La régularité avec laquelle il répétait cet argument contribua à construire un modèle de processus politique et diplomatique devant être adopté pour tous les États, à tout le moins dans le cas d'une suspicion avérée ou non de prolifération nucléaire, l'adoption de résolutions par le Conseil de sécurité de l'ONU<sup>1460</sup> et leur violation, ainsi que l'épuisement des moyens diplomatiques perçus comme efficaces<sup>1461</sup>, constituant des préalables nécessaires au recours à la force<sup>1462</sup>. Ce processus était le même dans le cadre d'une action concertée de façon multilatérale : après que les États-Unis eurent proposé à l'Iran de négocier

<sup>1459</sup> W.J. Clinton (1994, 5 juin/d), *op. cit.*

<sup>1460</sup> Le Conseil de sécurité de l'ONU étant pour sa part saisi après l'échec de négociations ; c'est ce qu'affirmait l'administration Bush dans le cas de l'Iran [S. McClellan (2006, 10 janvier). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63638>].

<sup>1461</sup> Le Président Bush affirmait que cela avait été le cas avant l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak : « *In all these cases, military action was preceded by diplomatic initiatives and negotiations and ultimatums and final chances until the final moment.* » [G.W. Bush (2003, 19 novembre), *op. cit.*].

<sup>1462</sup> L'administration Bush présentait d'ailleurs la diplomatie comme visant explicitement à éviter la guerre : « *The purpose of diplomacy is to help them to avoid taking any steps that would lead to war.* » [A. Fleischer (2002, 5 juin). *Press Briefing by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=62839>].

directement à certaines conditions, le Président Bush estima que « *[t]he next step of acting in concert [was] to go to the United Nations Security Council*<sup>1463</sup> », la saisine du Conseil de sécurité marquant déjà un échec de la diplomatie non punitive<sup>1464</sup>. Pour autant, si l'administration Bush affirmait que l'Irak avait déjà suffisamment bénéficié des démarches diplomatiques menées à son égard, l'appréciation de la limite à ne pas dépasser sous peine de susciter un recours à la force restait floue et n'était par conséquent que guère susceptible d'être partagée de manière multilatérale. Cependant, les étapes du processus de résolution d'un conflit étaient réputées connues et engageaient donc la responsabilité des États : les États étaient censés les connaître et ne pouvaient se montrer surpris ou dénoncer le passage à l'étape suivante, par exemple à la saisine du Conseil de sécurité, dès lors que leur comportement le justifiait. A l'inverse, les dirigeants américains pouvaient alors décliner toute responsabilité puisqu'ils se contentaient pour leur part de mettre en œuvre un processus explicite et connu de tous. Par exemple, le Président Clinton estimait que « *North Korea's actions [had] [...] made it virtually imperative that the Security Council consider the question of sanctions* » et, conséquemment, que les dirigeants nord-coréens étaient responsables du fait que les États-Unis et le Conseil de sécurité de l'ONU envisageaient de prendre des sanctions à l'égard de la Corée du Nord, son comportement appelant inévitablement des sanctions<sup>1465</sup>. Ces dernières constituaient les nécessaires pendants de tout traité, la possibilité de sanctionner constituant l'un des garde-fous à leur violation. A ce titre, « *sanctions [were] not any sort of act of war and should not be seen as such*<sup>1466</sup> », mais la simple suite logique à un comportement déviant. En ce sens, les dirigeants américains cherchaient à diffuser

---

<sup>1463</sup> G.W. Bush (2006, 1<sup>er</sup> juin). *Remarks Following a Cabinet Meeting and an Exchange With Reporters*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=80>.

<sup>1464</sup> G.W. Bush (2005, 17 février). *The President's News Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=62597>.

<sup>1465</sup> W.J. Clinton (1994, 4 juin), *op. cit.*

<sup>1466</sup> *Loc. cit.*



leur mode de raisonnement, leur logique d'action, participant du « *common lifeworld* » rendant possible l'agir communicationnel. Conformément à leur mode de raisonnement, par ailleurs présenté comme représentant la rationalité, les dirigeants américains estimaient que lorsqu'un État violait un traité, ses dirigeants étaient les seuls à pouvoir agir pour modifier la situation en décidant de se comporter selon la légalité internationale et respecter le traité signé<sup>1467</sup>. Endosser une part de responsabilité dans un tel cas aurait signifié pour les dirigeants américains remettre en cause au moins partiellement le traité concerné. Le Président Obama évoquait pour sa part le problème dans des termes moraux. A propos du naufrage d'un navire sud-coréen provoqué par la Corée du Nord, il affirma par exemple :

*This is not an issue where you've got two parties of moral equivalence who are having an argument. This is a situation in which you have a belligerent nation that engaged in provocative and deadly acts against the other.*<sup>1468</sup>

La manière dont un différend ou un conflit devait être résolu dépendait aussi d'une dimension morale ; c'est pourquoi les dirigeants américains visaient également à voir leur sens moral partagé par les membres de la « communauté internationale ». Le recours à la diplomatie multilatérale devait témoigner de l'harmonie morale des parties prenantes, aucune nécessité de compromis moral ne s'imposant alors<sup>1469</sup>.

### 7.2.2 Normer les comportements à travers la négociation

A travers la politique qu'elles menèrent à l'égard de la Corée du Nord et de l'Iran, en particulier *via* le recours à la négociation ou le refus de négocier, les administrations américaines entendaient affecter positivement leur comportement et faire en sorte qu'ils se conforment aux attentes de la « communauté internationale ». Celles-ci

<sup>1467</sup> Par exemple, dans le cas de la Corée du Nord : « *There's still time for North Korea to avoid sanctions actually taking effect if we can work out something on the nuclear inspections, but **this is in their hands.*** » [W.J. Clinton (1994, 4 juin), *op. cit.*, nous soulignons].

<sup>1468</sup> B. Obama (2010, 27 juin), *op. cit.*.

<sup>1469</sup> Le Président Obama estimait indispensable que le Président chinois « *[would] recognize as well that this [was] an example of Pyongyang going over the line in ways that just have to be spoken about seriously, because otherwise, we're not going to be able to have serious negotiations with the North Koreans* » [*loc. cit.*].

participaient à la fois du comportement général des États sur la scène internationale, voire en leur sein, et de leur politique en matière nucléaire, particulièrement dans sa dimension militaire. Alors que la Corée du Nord et l'Iran étaient présentés comme étant exclus de la « communauté internationale », l'adhésion à son socle normatif manifestée par la mise en œuvre de mesures adéquates devait faire office de ticket d'entrée. Les administrations américaines ont cependant mené des politiques variées en la matière : alors qu'une situation de négociation pouvait contribuer à la socialisation des États par le truchement de leurs représentants et que, à l'inverse, l'isolement des États pouvait apparaître comme contre-productif<sup>1470</sup>, les administrations Bush et Obama estimèrent que l'isolement pouvait contribuer à modifier les comportements de la Corée du Nord et de l'Iran.

#### 7.2.2.1 Conformer la Corée du Nord et l'Iran aux standards de la « communauté internationale »

La conformité attendue des comportements nord-coréens et iraniens avec les standards normatifs internationaux, à des degrés divers, était à la fois présentée comme un sésame donnant droit à l'ouverture de négociations et comme le nécessaire résultat d'une démarche diplomatique spécifique à leur égard. En particulier, des négociations devaient être mises en œuvre de manière à ce que l'État en cause intègre, de gré ou de force, les standards comportementaux de la « communauté internationale », afin de limiter les risques de récurrence de sa part.

Nous avons évoqué le « verrouillage » par les dirigeants américains de la définition des problèmes posés par la Corée du Nord et l'Iran à travers leur propre compréhension et le fait qu'il témoignait qu'ils n'étaient « *not prepared to change their own beliefs or to be persuaded themselves by the "better argument"* »<sup>1471</sup>.

---

<sup>1470</sup> C'était à tout le moins la représentation de l'administration Clinton à propos de la Corée du Nord : [D. Myers (1993, 2 décembre). *Press Briefing by Dee Dee Myers*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60113>].

<sup>1471</sup> T. Risse (2000), *op. cit.*, p. 8.

L'effet d'illégitimation des représentations nord-coréennes et iraniennes de ce verrouillage était associé à une légitimation des comportements attendus par les membres de « communauté internationale » et à leur vision du monde, puisque les comportements nord-coréens et iraniens étaient présentés comme étant de toute façon incompréhensibles. Les dirigeants américains insistaient sur le fait que les Nord-Coréens et les Iraniens devaient **comprendre** qu'ils se trompaient. A l'inverse d'un agir communicationnel dans le cadre duquel « *[t]he goal (...) is to achieve argumentative consensus with the other* », l'objectif des dirigeants américains consistait « *to push through [their] own view of the world or moral values* »<sup>1472</sup>. C'est finalement la capacité d'agence même de la Corée du Nord et de l'Iran que les dirigeants américains tentaient d'affaiblir, voire de supprimer, afin d'éviter que leurs dirigeants ne contribuent à la constitution de la structure sociale qu'était l'ordre international. L'affirmation du Président Bush selon laquelle « *just talking for the sake of talking [didn't] yield positive results often* », mais que « *it [could] reaffirm behavior that [was] not in our interests* »<sup>1473</sup>, témoigne de la nécessité à ses yeux d'encadrer les négociations de telle manière que seuls les comportements attendus par les dirigeants américains pourraient être légitimés et adoptés par l'État en cause. Cette considération associée à l'idée que « *[d]iplomacy [worked] when people [sat] down at the table and [needed] something from you* » justifiait de la part de l'administration Bush qu'elle garantisse un rapport de forces exclusivement favorable aux États-Unis et à leurs partenaires avant d'envisager toute négociation. En ce sens, le fait pour la Corée du Nord ou pour l'Iran de subir une situation d'isolement et-ou des sanctions économiques devait faire passer leur besoin de sortir de cette situation avant la pérennité de leur programme nucléaire militaire : bien que les taxant régulièrement d'irrationalité, les dirigeants américains attendaient des dirigeants nord-coréens et iraniens qu'ils procèdent à un calcul coût-avantage dont le résultat devait inéluctablement les conduire à choisir les comportements considérés comme

---

<sup>1472</sup> *Ibid.*, p. 10.

<sup>1473</sup> G.W. Bush (2007, 20 avril), *op. cit.*

adéquats. Or, au regard de l'absence de relations, en particulier économiques et commerciales, entre les États-Unis et la Corée du Nord et l'Iran, les administrations Bush et Obama estimèrent que le renforcement du rapport de forces en faveur des États-Unis ne pouvaient passer par leurs seules actions, leurs sanctions ayant un impact limité, et qu'ils devaient par conséquent s'adjoindre le poids des États susceptibles de faire plier les deux États. Ainsi, l'administration Bush affirmait qu'il était nécessaire « *to get the people who [were] directly involved to go ahead and start using their influence, whether it be moral suasion, economy sanctions* », afin de « *build strength* »<sup>1474</sup>. En cas de violation de l'accord conclu, toutes les parties prenantes seraient alors « *insulted* » par l'État en cause<sup>1475</sup>. De manière générale, le Président Bush était convaincu que « *[o]ne [had] a stronger hand when there [was] more people playing your same cards*<sup>1476</sup> ». Le rapport de forces était d'autant plus difficile à mettre en œuvre en tant que démocratie négociant ou s'appêtant à négocier avec un État non démocratique et non transparent que les positions de celui-ci pouvaient être plus facilement dissimulées que celles d'un État démocratique : le Président Bush mettait directement en cause la presse qui affaiblissait selon lui les positions des États démocratiques dans le cadre de négociations, puisqu'elle pouvait en rendre compte<sup>1477</sup>. Il lui paraissait alors essentiel d'opposer à de tels États un front de plusieurs États parlant d'une seule voix<sup>1478</sup>. Toutefois, l'unité de cette voix nécessitait un dialogue constant, voire une négociation afin de mettre d'accord entre

<sup>1474</sup> T. Snow (2006, 10 octobre), *op. cit.*

<sup>1475</sup> Pour reprendre le terme utilisé par l'administration Bush au regard du comportement nord-coréen [T. Snow (2007, 13 février). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60353>].

<sup>1476</sup> G.W. Bush (2006, 11 octobre). *The President's News Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=24077>.

<sup>1477</sup> G.W. Bush (2006, 4 mai/b). *Interview With Sabine Christiansen of ARD German Television*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=72918>.

<sup>1478</sup> Il exposa cette difficulté particulièrement dans le cas de l'Iran, mais la possibilité de voir se fracturer le front de plusieurs États négociant ensemble s'appliquait aussi dans le cas de la Corée du Nord, qu'il accusait régulièrement de chercher à diviser ses interlocuteurs dans le cadre des SPT [G.W. Bush (2006, 21 mars), *op. cit.*].

elles l'ensemble des parties prenantes : l'administration Bush se représentait la négociation multilatérale d'un groupe d'États contre un seul État comme un jeu à triple niveau, dans lequel elle devait à la fois négocier en son sein au nom de son caractère démocratique, avec ses partenaires et avec la Corée du Nord ou l'Iran<sup>1479</sup>. Le Président Bush considérait la négociation entre partenaires comme indispensable, ici au regard du caractère non démocratique de l'Iran, qui l'avantageait selon lui en matière de négociation : alors que les démocraties devaient non seulement adopter une position de négociation unique en leur nom propre, malgré d'éventuels désaccords en leur sein pouvant s'exprimer justement au nom de la démocratie, elles devaient aussi se mettre d'accord entre elles pour rester unies<sup>1480</sup>. Le manque d'unité entre leurs interlocuteurs aurait pu inciter la Corée du Nord et l'Iran à persister dans leurs comportements déviants. En ce sens, la reconnaissance par le Président chinois du caractère anormal du comportement de la Corée du Nord constituait un préalable à l'ouverture de négociations sérieuses avec cette dernière. Si tous les participants aux SPT poursuivaient les mêmes objectifs, notamment la dénucléarisation de la péninsule coréenne, le Président Obama affirmait qu'ils ne pourraient être atteints si les participants n'avaient pas les mêmes attentes comportementales à l'égard de tout État. La représentation même de ce qu'était un comportement responsable sur la scène internationale était donc en jeu et des négociations préalables sur le sujet avec leurs partenaires pouvaient être nécessaires aux yeux des dirigeants américains.

En outre, l'administration Bush se représentait les négociations multilatérales comme une mise sous pression collective d'un État posant problème<sup>1481</sup>, visant à le faire

---

<sup>1479</sup> Quant au Président Obama, il affirmait que négocier avec une démocratie pouvait être difficile puisque « *you don't just have one person to negotiate with, you have to negotiate with a wider range of views* » [B. Obama (2011, 15 février). *The President's News Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88991>].

<sup>1480</sup> Il expliqua de cette manière son dialogue avec Merkel sur le sujet [G.W. Bush (2006, 4 mai/b), *op. cit.*].

<sup>1481</sup> L'administration Bush identifiait explicitement une mise sous pression permettant de convaincre l'État la subissant de revenir à la table des négociations [T. Snow (2007, 13 février), *op. cit.*]. Or,

rentrer dans le rang. Une telle pression permettant d'affaiblir l'État la subissant contribuait aussi à amoindrir sa capacité à exprimer sa propre compréhension et représentation du problème et, partant, à légitimer son comportement. Pourtant, selon Lindemann, « la lutte contre la prolifération nucléaire [était] perçue en Iran ou en Corée du Nord comme une politique de mépris, et non comme une politique de paix<sup>1482</sup> » ; les dirigeants des deux États auraient donc probablement eu beaucoup à dire sur le sujet. Néanmoins, ouvrir une négociation dans une situation de rapport de force déséquilibré rendait complètement inaudible la compréhension du problème par l'État en situation de faiblesse, qui plus est parce que la compréhension qui lui était opposée était majoritaire et présentée comme la seule légitime. Le comportement des dirigeants étatiques dans le cadre d'une négociation était considéré par le Président Bush comme particulièrement révélateur de leurs intentions et de leur nature :

*The inability to convince people to move forward speaks volumes about them. It ought to say to all the world that we're dealing with people that maybe don't want peace.*<sup>1483</sup>

Alors que les États-Unis refusaient eux-mêmes de s'ouvrir aux éventuels arguments de la Corée du Nord et de l'Iran, le Président Bush dénonçait ce refus lorsqu'il lui était opposé par l'un des deux États. Ce refus associé à l'établissement d'un rapport de forces défavorable à la Corée du Nord et à l'Iran contribuait à rendre les comportements attendus par les États-Unis et la « communauté internationale », qualifiés de « *constructive*<sup>1484</sup> » et témoignant de « *seriousness of purpose and a willingness to negotiate*<sup>1485</sup> », comme incontournables. La recherche par les États-

---

l'analyse du retour d'un Etat à la table des négociations comme la conséquence de cette pression est logiquement associée à une analyse de la négociation en termes de rapport de force, rapport de force qui serait défavorable à cet Etat et à une posture de compréhension à son égard.

<sup>1482</sup> T. Lindemann (2010), *op. cit.*, p. 13.

<sup>1483</sup> G.W. Bush (2006, 11 octobre), *op. cit.*

<sup>1484</sup> J. Carney (2012, 16 février). *Press Gaggle by Press Secretary Jay Carney*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=99413>.

<sup>1485</sup> J. Carney (2011, 19 décembre). *Press Briefing by Press Secretary Jay Carney*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=97995>. Le Président Obama réclamait de manière générale

Unis d'un « *communicative consensus about their understanding of a situation as well as justifications for the principles and norms guiding their action*<sup>1486</sup> » n'a donc concerné que leurs partenaires de la « communauté internationale » susceptibles d'avoir un impact sur la Corée du Nord et l'Iran, le consensus devant ensuite leur être imposé. L'administration Bush estimait en effet ne pas disposer des leviers nécessaires face aux deux États : la Corée du Nord était essentiellement atteignable *via* sa relation avec la Chine, tandis que les États européens avaient des relations, en particulier commerciales, avec l'Iran que n'avaient pas les États-Unis. En conséquence de quoi, la négociation bilatérale n'était pas souhaitable car non efficace, au contraire d'une « *universal application (...) of sanctions* » constituant « *the only way to achieve consequences through diplomacy* »<sup>1487</sup>. La question des conséquences était essentielle pour le Président Bush, qui l'exprimait en termes de comportement des États : par exemple, une conséquence attendue était l'impossibilité pour un État de violer un accord négocié sans être sanctionné, en particulier à travers l'établissement d'un rapport de forces multilatérales qui lui était défavorable. Il n'était pas question de négocier de façon compréhensive, mais d'élaborer un cadre dans lequel l'État interlocuteur n'aurait pas ou peu de marge de manœuvre lui permettant de ne pas respecter ses engagements et, partant, de se comporter de manière déviante. Le Président Bush expliquait par ailleurs s'intéresser davantage aux résultats qu'au processus<sup>1488</sup>, alors même que le processus pouvait avoir un sens aux yeux de ses interlocuteurs et-ou de ses alliés et que les modalités du processus diplomatique affectaient ses résultats.

---

que la Corée du Nord respecte ses précédents engagements, ainsi que le droit international [B. Obama (2012, 25 mars), *op. cit.*].

<sup>1486</sup> T. Risse (2000), *op. cit.*, p. 7.

<sup>1487</sup> G.W. Bush (2008, 13 juin). *Interview With Ned Temko of the Observer in Rome, Italy*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=77537>.

<sup>1488</sup> *Loc. cit.*

L'ensemble des administrations américaines, qu'elles aient négocié ou non avec la Corée du Nord et l'Iran, leur ont dénié la possibilité de contribuer à normer les comportements internationaux, leurs propres comportements étant représentés comme étant totalement contradictoires avec ceux que les États-Unis affirmaient adopter et promouvoir. À l'inverse, l'administration Clinton appréciait la maturité de la relation entre les États-Unis et le Japon à l'aune de la capacité des deux États « *to disagree as friends*<sup>1489</sup> ». En effet, le fait que les deux États aient été amis laissaient entendre que, en dépit de leurs désaccords, ils étaient en accord sur l'essentiel. Wendt définit l'amitié comme

*a role structure within which states expect each other to observe two simple rules: (1) disputes will be settled without war or the threat of war (the rule of non-violence); and (2) they will fight as a team of the security of any one is threatened by a third party (the rule of mutual aid).*<sup>1490</sup>

Ajoutons que, du point de vue américain, l'amitié impliquait également une forme d'identification mutuelle basée sur des valeurs et des représentations communes en matière de régime politique, de système économique et d'ordre international souhaitables et de manière dont les États devaient s'y comporter, contrairement à l'inimitié :

*friendship 'does what enmity cannot, namely compel the actors to creatively support each other in formulating and sustaining their respective narratives through a shared idea of international order'.*<sup>1491</sup>

---

<sup>1489</sup> Administration Clinton (1994, 11 février). *Background Briefing by Senior Administration Officials*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59718>. Au-delà des désaccords entre pays amis, l'administration Obama remarquait que les relations internationales étaient caractérisées par le fait que des États pouvaient simultanément et successivement être en désaccord ou d'accord sur différents sujets, se basant sur les cas chinois et russe, sans pour autant que cela ne soit problématique [R. Gibbs (2010, 3 juin). *Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=87973>].

<sup>1490</sup> A. Wendt (1999), *op. cit.*, p. 298-299.

<sup>1491</sup> F. Berenskoetter (2014). *Friendship, security and power*. Dans S. Koschut S et A. Oelsner (dir.). *Friendship and International Relations*. London: Palgrave Macmillan, cité par C.S. Browning et P. Joenniemi (2017). « Ontological security, self-articulation and the securitization of identity ». *Cooperation and Conflict*, 52(1), p. 43.



Les États-Unis et le Japon pouvaient de ce fait négocier, la compréhension mutuelle que permettait leur grille de lecture commune faisant partie de leur amitié. Le Président Bush admettait pour sa part que la coopération comme la négociation nécessitaient l'identification d'un « *common ground* » relatif aux comportements adéquats et aux mesures à prendre face à une menace spécifique et possible entre des États ne se considérant pas comme des ennemis et pouvant conséquemment « *work together* »<sup>1492</sup>. C'est ce qui permettait à deux États comme les États-Unis et la Russie, dont la relation était complexe, de travailler ensemble sur des sujets soigneusement définis et circonscrits<sup>1493</sup>. A l'inverse, les différends des États-Unis avec les *rogue states* reflétaient le comportement déviant de ces derniers, ainsi que leur rejet de l'ordre international et, partant, de ce qui faisait le noyau identitaire américain, rendant les différends davantage insurmontables. Dans un tel contexte, l'identification d'un début de grille de lecture commune, particulièrement participant des comportements attendus et souhaitables, n'était guère aisée. Cependant, le Président Obama proposa d'établir une base de dialogue constituée des aspirations qui étaient selon lui communes à l'ensemble du genre humain<sup>1494</sup>, précisant que ce que les êtres humains partageaient était plus important que ce qui les séparait et insistant sur la possibilité de faire des progrès par le biais du dialogue lorsqu'un différend devait être résolu. Il affirmait aussi que des habitudes en termes de représentations se créaient au fur et à mesure et dépendaient du contexte dans lequel les personnes évoluaient : des personnes ayant l'habitude de rejeter la négociation avec l'Iran peinaient logiquement davantage à accepter l'idée d'ouvrir des négociations, d'autant plus que les relations américano-iraniennes étaient suspendues depuis la crise des otages. La suspicion n'était donc à ses yeux ni naturelle ni forcément rationnelle, mais s'était créée au fil des relations et pouvait se maintenir pour des raisons indépendantes du contexte une

---

<sup>1492</sup> G.W. Bush (2007, 31 mai), *op. cit.*

<sup>1493</sup> « *We don't agree with every decision Russia has made. She doesn't agree with every decision I have made. But I have worked hard to make sure that we can find common ground on issues like proliferation and dealing with Islamic radicals and Iran or North Korea.* » (*loc. cit.*).

<sup>1494</sup> A ce sujet, voir la sous-sous-section 1.2.2.1.

fois solidement ancrées. C'est pourquoi le Président Obama considérait que des regards neufs étaient susceptibles de changer la donne, ce qui signifiait aussi qu'un changement de pratiques pouvait contribuer à modifier des habitudes et des représentations pourtant anciennes<sup>1495</sup>. Si sa conception du dialogue, mais aussi de la négociation, semblait se rapprocher de l'agir communicationnel et de l'idée de mode de vie commun, notons cependant que le fait de s'appuyer sur une vision universaliste de l'humanité et de ses aspirations relevant d'une vision fondamentalement occidentale de l'Homme pouvait rencontrer des oppositions et, partant, ne pas constituer une base de dialogue et de négociation pertinente. Or, en l'absence d'ouverture aux arguments de l'autre la négociation ne peut être un vecteur d'agir communicationnel par le biais duquel le conflit social pourrait pourtant être reconnu et mis en avant au contraire des seuls griefs reprochés à l'une des parties prenantes. Nous mentionnons ici le conflit social au sens d'Honneth, qui le décrit comme un « *conflit portant sur la légitimité des normes sociales existantes et l'introduction de nouvelles*<sup>1496</sup> ». Refuser de négocier, mais aussi négocier de manière à étouffer toute ambition de refonte, ou à tout le moins de mise en cause, des normes sociales, constitue une forme de négation de la légitimité du caractère social du conflit. La reconnaissance diplomatique est la première étape de la légitimation de la parole et du positionnement, y compris critique, voire contestataire, d'un État à l'égard de l'ordre international. Alors qu'accepter de négocier avec la Corée du Nord ne paraissait pas aux administrations américaines susceptible de légitimer une parole proposant un autre modèle, l'acceptation de négocier avec l'Iran, associé à une contestation de l'ordre international, *via* le terrorisme mais pas seulement, paraissait légitimer cette dernière.

Par ailleurs, les administrations américaines ont utilisé la négociation comme une incitation au changement de comportement : l'acceptation de négocier de leur part ne

---

<sup>1495</sup> B. Obama (2009, 7 avril), *op. cit.*

<sup>1496</sup> A. Honneth (1993). *The Critic of Power*. Cambridge Massachusetts: MIT Press, p. 270, cité par T. Lindemann (2010), *op. cit.*, p. 31.

pouvait être obtenue que grâce à un changement de comportement de la part de la Corée du Nord et de l'Iran, et non en raison d'un « *old blackmail game*<sup>1497</sup> » et d'une « *strident rhetoric*<sup>1498</sup> » dont la Corée du Nord était par exemple réputée coutumière. L'administration Bush avait décidé de ne plus accorder de quelconques bénéfices à la Corée du Nord, la négociation étant présentée comme telle, en réponse aux menaces proférées par ses dirigeants. De manière générale, le recours aux incitations s'inscrivait dans l'ensemble cohérent formé par les représentations américaines de l'ordre international et des comportements qui y étaient attendus. L'appartenance même à la « communauté internationale » et le nécessaire respect des droits et devoirs afférents en impliquait un encadrement strict. L'administration Bush estimait qu'aucune nation ne devait héberger de terroristes en raison même de son appartenance à la « communauté internationale ». Par conséquent, aucune incitation ne devait être offerte à un État dans le but de l'inviter à ne plus héberger de terroristes, puisque cela aurait envoyé un mauvais message à l'ensemble des États, selon lequel l'accueil de terroristes ne constituait pas une infraction aux normes internationales qui, dans le cas contraire, devait être punie et non récompensée : alors que « *it [was] a wrong premise to say that it should be the obligation of the United States or any other nation to offer a carrot in return for nations behaving in a civilized way*<sup>1499</sup> », le comportement au moins partiellement civilisé d'une nation était une prémisses à la négociation, cette exigence devant contribuer à encourager les États à se comporter de manière « civilisée ». Afin de contourner le problème, plutôt que de présenter l'octroi d'aides économiques à la Corée du Nord comme résultant d'un

---

<sup>1497</sup> G.W. Bush (2003, 24 avril). *Interview With Tom Brokaw of NBC News*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=14>.

<sup>1498</sup> A. Fleischer (2003, 18 février), *op. cit.*

<sup>1499</sup> « *Well, no nation should need a carrot to stop harboring terrorists. Nations should stop harboring terrorists because it is the wrong thing to do if a nation wants to be seen as a serious and legitimate player on the international stage.* » [A. Fleischer (2003, 27 mai), *op. cit.*].

marchandage et d'une politique de donnant-donnant par exemple<sup>1500</sup>, l'administration Bush affirmait que la Corée du Nord pourrait y prétendre dès lors qu'elle se serait intégrée à la « communauté internationale » en adoptant un comportement adéquat. De même, les exigences posées par l'administration Obama pour négocier avec l'Iran, à savoir que celui-ci fasse preuve d'un « *constructive behavior*<sup>1501</sup> » et respecte ses obligations internationales, étaient les mêmes que celles qui devaient lui permettre de faire cesser « *the most severe sanctions regime in history and diplomatic isolation brought about by rogue behavior and a refusal to honor its international obligations* » et d'emprunter « *a path to reengagement with the international community* »<sup>1502</sup>. En ce sens, dialoguer et négocier manifestaient et renforçaient concomitamment la légitimité dont jouissaient les membres de la « communauté internationale », *a fortiori* lorsque l'interlocuteur se trouvait être l'administration américaine. En cela, le rejet de la négociation par cette dernière pouvait signifier à la fois qu'elle ne considérait pas l'agent auquel la négociation était refusée comme membre de la « communauté internationale », qu'elle ne souhaitait pas qu'il le devînt ou qu'elle estimait que l'État n'avait pas suffisamment fait preuve de sa volonté en la matière<sup>1503</sup>. Au contraire, accepter de négocier laissait entendre que l'État concerné était vu comme disposé à conclure un accord et à le respecter, contribuant ainsi à la normalisation de son comportement.

La similarité observée entre les critères d'appartenance à la « communauté internationale » et les prérequis nécessaires à l'ouverture de négociations avec un autre État était récurrente, quelle que fût l'administration américaine en place. Cette

---

<sup>1500</sup> Telle que décrite ici par exemple : T. Snow (2006, 5 octobre). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60265>.

<sup>1501</sup> Opposé à son « *rogue behavior* » [J. Carney (2012, 17 février), *op. cit.*].

<sup>1502</sup> *Loc. cit.*

<sup>1503</sup> L'administration Clinton estimait que le fait pour les Etats-Unis de s'engager auprès d'un Etat comme la Chine, c'est-à-dire de traiter directement avec lui, devait contribuer à l'intégrer à la « communauté internationale » [W.J. Clinton (1997, 14 juin). *The President's Radio Address*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=54267>].

observation a deux implications. Premièrement, la différence de traitement en matière de négociation de la Corée du Nord et de l'Iran a pu signifier que les deux États n'étaient pas considérés de la même manière quant à leur appartenance ou non à la « communauté internationale », ou encore que l'État avec lequel les États-Unis acceptaient de négocier était plus susceptible d'adhérer aux normes sous-tendant cette dernière. Deuxièmement, notre idée selon laquelle la négociation pouvait constituer une étape dans l'intégration d'un État à un groupe s'en trouve confortée, dès lors que le différend opposant les États parties prenantes à la négociation relevait directement des normes présidant au moins partiellement à l'existence de ce groupe et aux comportements en son sein. A ce titre, le cas de la Libye est particulièrement révélateur. Le Président Bush constata le succès des négociations secrètes menées avec le régime de Khadafi en partenariat avec le Royaume-Uni et qui aboutirent au mois de janvier 2004 au retrait de la Libye de la liste des *rogue states*. Il souligna alors que « *[n]ine months of intense negotiations (...) succeeded with Libya, while 12 years of diplomacy with Iraq did not* ». Il expliqua ce succès par le fait que la Libye de Khadafi, contrairement à l'Irak de Saddam Hussein, avait à la fois pris au sérieux ses interlocuteurs (ce que n'avait pas fait Saddam Hussein en n'accédant pas aux exigences américaines, à tout le moins selon l'administration Bush) et prouvé sa bonne foi<sup>1504</sup>. En cela, les États-Unis du Président Bush se plaçaient dans une position à la fois de juge et partie, à partir de laquelle ils acceptaient de négocier avec la Corée du Nord et l'Iran tout en détenant la vérité sur le comportement à adopter et en se donnant la capacité de les récompenser ou de les sanctionner<sup>1505</sup>, affectant l'équité entre les parties prenantes. De cette manière, l'administration Bush privilégiait une socialisation des deux États à marche forcée, de manière contrainte, « *in such a way*

---

<sup>1504</sup> Il estimait aussi que ce succès démontrait la bonne foi des Etats-Unis dans leur volonté de négocier lorsqu'ils le jugeaient possible et tentait par là de récuser l'idée que l'invasion de l'Irak avait été voulue par les Etats-Unis [G. W. Bush (2004, 20 janvier), *op. cit.*].

<sup>1505</sup> L'administration Bush annonçait que, dans le cadre d'éventuelles négociations avec l'Iran, « *there [would] be carrots for good behavior, and there [would] be sticks for bad behavior* » [T. Snow (2006, 31 mai). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64584>].

*that [it would] feel it's in [its] self-interest to come back to the talks*<sup>1506</sup> » et de se comporter de façon adéquate, risquant ainsi de renforcer le sentiment d'humiliation que pouvaient ressentir les dirigeants des deux États à se voir dicter leur comportement et à se trouver dans une situation où ils devaient faire profil bas face aux exigences américaines. Elle ne semblait pas non plus se soucier du renoncement que pouvait représenter l'acceptation de conditions préalables pour les dirigeants nord-coréens ou iraniens en termes d'image et d'estime de soi ; ou, à tout le moins, elle considérait que ce renoncement était forcément positif pour l'État concerné et qu'il était dans son intérêt d'y procéder puisqu'il était conforme aux demandes des États-Unis et de la « communauté internationale ». Cette représentation confirme l'idée que les administrations américaines ne questionnaient absolument pas l'ordre international tel qu'il existait, n'admettaient pas qu'il soit remis en cause et qu'elles refusaient de légitimer et de discuter le message que leurs interlocuteurs potentiels étaient susceptibles de porter en termes de remise en cause de l'ordre international, en raison de son inégalité par exemple. Les comportements adéquats et attendus étaient connus et étaient constitutifs de l'ordre international<sup>1507</sup> et, par conséquent, il était, d'une part, inutile de les négocier et, d'autre part, de négocier avec un État ne les respectant pas au moins partiellement. L'identification du non-négociable nous renseignait sur la nature et les caractéristiques des relations que les administrations américaines souhaitaient entretenir avec l'agent auquel elles l'imposaient<sup>1508</sup>. Cette posture fut particulièrement caractéristique de l'administration Bush et de son intransigeance dans un contexte de « *ideological struggle* », dans le cadre de laquelle « *those who [were] driven by tyranny and extremism* », cherchant « *to impose their*

---

<sup>1506</sup> Il était alors question de la Corée du Nord [T. Snow (2006, 10 octobre), *op. cit.*].

<sup>1507</sup> Autrement dit, « *international order is conceived as a relationship based on shared understandings of expectations and behaviors* » [J.B. Mattern (2005), *Ordering international politics : identity, crisis, and representational force*. London : Routledge, p. 22].

<sup>1508</sup> En ce sens, le Président Bush articulait explicitement l'amélioration des relations entre les États-Unis et la Syrie et un changement de comportement de la part de cette dernière : « *Syria knows exactly what it takes to get better relations with the United States.* » [G.W. Bush (2007, 20 avril), *op. cit.*].

*fanatical views* » et les comportements afférents, se trouvaient par conséquent « *on the other side* »<sup>1509</sup>.

#### 7.2.2.2 Normer la puissance nucléaire

Nous avons vu dans notre quatrième chapitre que les attentes des administrations américaines dans le domaine du nucléaire pouvaient varier d'un État à un autre : l'appréciation de l'importance et de la gravité de l'inadéquation de certains comportements dépendait d'autres dimensions prises en compte par les membres des administrations américaines, les représentations dont faisait l'objet un État se comportant de façon inappropriée étant aussi importantes que le comportement lui-même dans l'élaboration de la réponse politique qui lui était faite. En ce sens, et comme l'affirmait le Président Bush, les dirigeants américains estimaient que « *it [was] much easier to solve (...) an issue like proliferation amongst friends*<sup>1510</sup> », « *the foundation [...] to work in a spirit of cooperation and a spirit of trust*<sup>1511</sup> » pouvant être facilement établie. Or, nous l'avons vu, la confiance devait être totalement reconstruite entre les États-Unis et la Corée du Nord et l'Iran. Le manque de confiance fonda les exigences renforcées que formulèrent les administrations américaines à l'égard des deux États en matière nucléaire par rapport à d'autres États qui bénéficièrent d'une plus grande souplesse<sup>1512</sup>, en fait d'une plus grande compréhension. En effet, le contexte dans lequel ces derniers, comme l'Inde, le Pakistan ou Israël, avaient développé leurs programmes nucléaires respectifs était bien compris des États-Unis et, surtout, les représentations qu'en avaient les dirigeants des États concernés et qui fondaient leur programme nucléaire ne remettait pas fondamentalement en cause les représentations américaines. Les dirigeants des trois États cités précédemment mettaient particulièrement en exergue les

---

<sup>1509</sup> G.W. Bush (2006, 31 août/b). *Remarks at a Reception for Senatorial Candidate Orrin G. Hatch in Salt Lake City*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=741>.

<sup>1510</sup> G.W. Bush (2002, 23 mai), *op. cit.*

<sup>1511</sup> G.W. Bush (2002, 24 mai/a), *op. cit.*

<sup>1512</sup> Voir le chapitre 4.

représentations des potentielles menaces qu'ils estimaient devoir affronter. La rivalité entre l'Inde et le Pakistan était bien connue des dirigeants américains et faisait partie de leurs représentations des deux États. C'est pourquoi les dirigeants américains pouvaient comprendre – sinon cautionner – les ambitions nucléaires des deux États parce qu'elles s'inscrivaient dans une politique de dissuasion que les États-Unis eux-mêmes avaient utilisée et continuaient d'utiliser<sup>1513</sup>, même s'ils utilisèrent d'abord l'arme nucléaire comme une arme effective avant de l'utiliser comme une arme de dissuasion. De même, et bien que la réalité de son programme nucléaire militaire n'ait jamais été reconnue par les administrations américaines, Israël était représenté comme un État isolé et menacé de toute part dans une région instable. A l'inverse, les dirigeants américains ne pouvaient se représenter l'Iran à la fois comme une menace et comme un État susceptible d'être menacé par un autre État<sup>1514</sup> : les raisons de ses dirigeants de vouloir se doter de l'arme nucléaire devaient donc nécessairement être mauvaises, c'est-à-dire offensives, soit dans son usage direct, soit comme outil de chantage. Alors que les représentations indiennes, pakistanaises et israéliennes étaient au moins partiellement comprises et partagées par les dirigeants américains, celles de la Corée du Nord et de l'Iran faisant de l'arme nucléaire un facteur de prestige ou de grandeur ne l'étaient pas, la prolifération nucléaire étant en soi négative et facteur d'insécurité et la grandeur d'une nation découlant à leurs yeux d'autres éléments<sup>1515</sup>. Le Président Clinton indiquait clairement qu'il n'était pas d'accord avec l'idée selon laquelle « *a country needs nuclear weapons to manifest its esteem or its national greatness* », tandis que le Président Bush allait plus loin en déclarant que les armes de destruction massive « *[did] not bring influence or prestige* », mais « *isolation and otherwise unwelcome consequence* »<sup>1516</sup>. Via l'articulation des armes de destruction

<sup>1513</sup> Delory indique que la puissance nucléaire militaire de l'Inde et du Pakistan a la même fonction de dissuasion que celle des États-Unis et de l'URSS pendant la Guerre froide [S. Delory (2010). « Le Traité de non-prolifération nucléaire face au nouvel ordre mondial ». *Sécurité globale*, 1(11), p. 91].

<sup>1514</sup> Le cas de la Corée du Nord étant sensiblement différent, nous l'avons vu dans le chapitre 5.

<sup>1515</sup> W.J. Clinton (2000, 21 mars), *op. cit.*

<sup>1516</sup> G.W. Bush (2003, 19 décembre/a). *Remarks on the Decision by Colonel Muammar Abu Minyar al-Qadhafi of Libya To Disclose and Dismantle Weapons of Mass Destruction Programs*. Mis en ligne



massive et des conséquences non désirées pour les États s'en dotant, il soulignait la cohérence de sa politique de sanction et de refus de négocier – la négociation étant source d'influence – voire son caractère impératif. Elle était d'autant plus impérative qu'il était exclu de négocier par ailleurs sur d'autres sujets, y compris à la demande de l'Iran et de la Corée du Nord, qui devaient préalablement respecter leurs engagements en matière nucléaire. Tant que cet objectif ne serait pas atteint, aucun autre problème ne pouvait être résolu, puisque

*[on]ce a sovereign nation [gave] its word as part of an agreement, it [was] very important for that nation to live up to its agreement, otherwise it [made] it harder to enter into future agreements.<sup>1517</sup>*

Traiter prioritairement la problématique nucléaire que posaient la Corée du Nord et l'Iran permettait aux dirigeants américains de chercher à résoudre l'enjeu qui leur paraissait le plus urgent en tant que menace : tant que la menace nucléaire planait, que la Corée du Nord et l'Iran disposaient de capacités de chantage<sup>1518</sup> et, par conséquent, que les dirigeants américains considéraient que le rapport de forces en faveur des États-Unis était dégradé, il n'était pas envisageable de résoudre d'autres questions. Cela participait de la construction de

*the proliferation of weapons of mass destruction and their delivery systems, together with international terrorism, as the pre-eminent threat to international peace and security<sup>1519</sup>,*

mais aussi du problème nucléaire comme facteur déterminant d'exclusion de la « communauté internationale ». En ce sens, la résolution des problèmes nord-coréen et iranien devait initier l'intégration des deux États à la « communauté internationale » à travers les négociations menées et la conclusion et le respect d'un

---

par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64351>.

<sup>1517</sup> A. Fleischer (2002, 3 novembre), *op. cit.*

<sup>1518</sup> Alors que les États officiellement nucléaires et les États bénéficiant d'une forme de complaisance en la matière étaient représentés comme responsables et, partant, comme non enclins à utiliser leur arme nucléaire pour procéder à un chantage, ce n'était pas le cas de la Corée du Nord et de l'Iran.

<sup>1519</sup> Reconnus comme tels par les membres du G8 en 2004 [G.W. Bush (2004, 9 juin/a). *G-8 Action Plan on Nonproliferation*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=81012>].

accord. Elle devait à la fois procurer, par l'abandon de « *the pursuit of chemical, biological, and nuclear weapons and the means to deliver them* », « *an open path to better relations with the United States and other free nations*<sup>1520</sup> » et « *a better life for their people and acceptance into the international community*<sup>1521</sup> », les deux éléments étant étroitement articulés. L'accent mis sur la problématique nucléaire contribuait aussi à fixer l'attention sur la responsabilité de la Corée du Nord et de l'Iran, qui devaient faire le premier pas en vue d'améliorer leurs relations avec les États-Unis et la « communauté internationale ». Le Président Bush appréciait l'efficacité des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU visant l'Iran parce qu'elles « *[created] a sense of isolation amongst the Iranians*<sup>1522</sup> » et soulignaient de ce fait que la résolution de leurs autres problèmes, économiques et commerciaux, passait nécessairement par celle du problème nucléaire qu'ils posaient. En cela, y compris dans le cas de la Corée du Nord, les membres de l'administration Bush répétaient inlassablement que « *the regimes in these countries [...] [needed] to make a strategic decision to abandon their nuclear weapons programs*<sup>1523</sup> », signifiant ainsi que la Corée du Nord comme l'Iran étaient en capacité de faire un choix stratégique, c'est-à-dire de prendre une décision rationnelle leur permettant de « gagner », d'atteindre leurs objectifs et d'en retirer davantage de bénéfices que de coûts, mais aussi que leur seule possibilité de « gagner » était d'abandonner leur programme nucléaire militaire<sup>1524</sup>. En ce sens, la possession de la puissance nucléaire militaire apparaissait

---

<sup>1520</sup> G.W. Bush (2003, 19 décembre/a), *op. cit.*

<sup>1521</sup> G.W. Bush (2006, 7 juillet), *op. cit.*

<sup>1522</sup> G.W. Bush (2008, 4 janvier/b). *Interview With Yonit Levi of Channel 2 News of Israel*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=76257>.

<sup>1523</sup> S. McClellan (2005, 2 mai). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66186>.

<sup>1524</sup> A ce titre, le lancement de missiles par la Corée du Nord n'était pas un acte stratégique aux yeux des membres de l'administration Bush, puisque ses dirigeants ne pouvaient en aucun cas en retirer un quelconque bénéfice [T. Snow (2006, 6 juillet), *op. cit.*]. L'administration Bush allait jusqu'à présenter sa politique étrangère à l'égard de la Corée du Nord et de l'Iran comme façonnée pour répondre à la fois à ses propres objectifs (empêcher la Corée du Nord et l'Iran de se doter de l'arme nucléaire), et à

stratégique et moralement acceptable lorsqu'elle était acceptée par les dirigeants américains et *vice versa*. Les pré-requis associés à la possibilité de négocier avec la Corée du Nord et l'Iran en témoignaient et, partagés par d'autres États membres de la « communauté internationale », voire acceptés par l'État mis en cause, contribuaient à la diffusion des représentations sous-jacentes.

La base sur laquelle les dirigeants américains acceptèrent ou exigèrent de négocier avec plus ou moins de succès avec la Corée du Nord et l'Iran excluait ainsi les représentations de ces derniers en matière nucléaire, et tant les négociations que leur aboutissement devaient contribuer à y substituer les représentations américaines et de la « communauté internationale ». C'est sur cette même base que les États-Unis du Président Clinton dialoguèrent « *[in] the course of normal diplomatic relations [...] with other countries in Central Europe, South Asia, and the Middle East* » à propos de la prolifération nucléaire, en particulier avec les dirigeants chinois, indiens et pakistanais<sup>1525</sup>, et qu'ils prirent des mesures contraignantes de lutte contre la prolifération s'inscrivant dans une même stratégie<sup>1526</sup>. La nécessité d'encadrer normativement la possession de la puissance nucléaire civile et à plus forte raison militaire, en faveur de laquelle les administrations américaines ont toujours plaidé, relevait également de cette stratégie. En particulier, face aux États membres du TNP dont faisaient partie l'Iran et la Corée du Nord jusqu'en 2003, il était crucial non seulement de le renforcer, mais aussi d'en étendre les dispositions. La politique qu'ont menée les administrations américaines en matière de normatisation de la

---

celui de la Corée du Nord et de l'Iran tel qu'elle se le représentait (être membre à part entière de la « communauté internationale »).

<sup>1525</sup> W.J. Clinton (2000, 9 novembre). *Letter to Congressional Leaders on the National Emergency Regarding Proliferation of Weapons of Mass Destruction*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=1042>.

<sup>1526</sup> Pour le Président Clinton, « *[g]lobal nonproliferation treaties and norms, multilateral nonproliferation regimes, interdictions of shipments of proliferation concern, sanctions, export control assistance, redirection and elimination efforts, and robust U.S. military, intelligence, and diplomatic capabilities all [worked] in conjunction with export controls as part of our overall nonproliferation strategy.* » (*loc. cit.*).

possession de la puissance nucléaire était intrinsèquement liée à leur posture face à la négociation et dans la négociation. Dès lors qu'elle était fructueuse, elle leur permettait d'étayer et de légitimer cette posture. Pour autant, les représentations ayant sous-tendu leurs initiatives en faveur de la normatisation ont varié d'une administration à une autre. Pour l'administration Bush, les « *bottom lines* » sur lesquelles devait être basée une négociation avec l'Iran comprenaient l'exigence que les dirigeants iraniens **comprennent** « *that a civil nuclear program for Iran [was] going to have to be one that [did] not include enrichment and reprocessing on Iranian territory*<sup>1527</sup> », alors même que le régime de non-prolifération nucléaire dont faisait partie le TNP n'interdisait pas aux États souhaitant disposer de la puissance nucléaire civile d'enrichir eux-mêmes l'uranium nécessaire. En cela, elle visait à maintenir l'Iran dans une situation d'infériorité, dans laquelle il ne pourrait disposer de la puissance nucléaire que grâce au bon vouloir des États autorisés à enrichir de l'uranium, et, partant, à restreindre sa souveraineté. Cette exigence reposait sur la représentation selon laquelle l'Iran n'était pas digne de confiance. De même, afin de compléter le TNP et d'étayer encore davantage sa position à l'égard de la Corée du Nord et de l'Iran, l'administration Bush porta au Conseil de sécurité de l'ONU un projet de criminalisation de la prolifération nucléaire qui aboutit en 2004, suite à l'adoption par ce dernier de la résolution 1 540, que les membres du G8 appelèrent les États à appliquer<sup>1528</sup>. Pour l'administration Bush, cette résolution visait explicitement les États qu'elle accusait de contribuer à la prolifération nucléaire, notamment la Corée du Nord et l'Iran, et non les États s'étant dotés de l'arme nucléaire en dehors du cadre de régime de non-prolifération nucléaire mais se comportant de manière « responsable » en matière de prolifération. De surcroît, lors de la 7<sup>ème</sup> Conférence d'examen du TNP en 2005, les États-Unis comme les autres

<sup>1527</sup> C. Rice (2006, 4 mars). *Press Briefing by Secretary of State Condoleezza Rice*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64059>.

<sup>1528</sup> G.W. Bush (2004, 9 juin/b). *Fact Sheet: Accomplishments at the G-8 Summit: Day One*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=81022>.

puissances nucléaires « avaient résolument repoussé toute question relative au désarmement nucléaire<sup>1529</sup> » pourtant prévu par l'article VI du TNP, l'accent étant exclusivement mis sur les devoirs des États membres du TNP et non officiellement nucléaires.

Par ailleurs, la contradiction entre l'existence d'un Club nucléaire et les efforts de l'AIEA en vue d'éradiquer le risque nucléaire n'a pas été dénoncée dès la création de cette dernière. Au contraire, les articles publiés dans le *Bulletin de l'AIEA* mettaient davantage l'accent sur l'aide apportée aux États en voie de développement et sur les avantages créés par l'usage pacifique de l'énergie nucléaire. C'est seulement à partir du milieu des années 1980 que les directeurs successifs de l'AIEA évoquèrent cette contradiction. En 1985, Blix souligna que « la conclusion d'un accord de désarmement nucléaire encouragerait vivement les États non dotés d'armes nucléaires à persévérer dans cette voie<sup>1530</sup> » ; puis, en 2002, Elbaradei déplora « qu'au moins huit pays [possédassent] l'arme nucléaire et que l'objectif d'un monde dénucléarisé [restât] hors d'atteinte ». Il souligna aussi les manquements en termes de respect des engagements, notamment des cinq États détenteurs de l'arme nucléaire au moment de la conclusion du TNP, qui s'étaient « engagés à se défaire de ces armes par des négociations “de bonne foi” ». <sup>1531</sup> Selon lui, « le lien entre non-prolifération et désarmement [aurait dû] maintenant être évident<sup>1532</sup> », ce que confirme Delory :

l'effort de non-prolifération requis des puissances occidentales – dans le cadre d'un traité de plus en plus perçu comme discriminatoire par les grandes puissances non nucléaires émergentes de la planète – ne peut avoir de sens que si les États dotés réalisent un effort réel pour réduire cette discrimination et acceptent l'idée d'un désarmement nucléaire potentiellement total.<sup>1533</sup>

---

<sup>1529</sup> S. Delory (2010), *op. cit.*, p. 89.

<sup>1530</sup> H. Blix (1985). « Garanties et non-prolifération ». *Bulletin de l'AIEA*, 27(2), p. 4.

<sup>1531</sup> M. Elbaradei (2002). « Non-prolifération nucléaire : revoir les principes fondamentaux ». *Bulletin de l'AIEA*, 44(2), p. 2. Passage issu de P. Ségard (2013), *op. cit.*, p. 8-9.

<sup>1532</sup> M. Elbaradei (2007). « La sécurité aujourd'hui et demain ». *Bulletin de l'AIEA*, 48(2), p. 5.

<sup>1533</sup> S. Delory (2010), *op. cit.*, p. 90.

S'appuyant sur la vision collective et solidaire de l'ordre international que prônait l'AIEA, plutôt qu'une vision en termes d'intérêts égoïstes<sup>1534</sup>, Elbaradei critiquait l'absence d'engagement des États nucléaires en faveur du désarmement nucléaire, « les armes nucléaires [ayant] conservé leur prépondérance comme moyen d'ultime puissance<sup>1535</sup> ».

La conception de la politique nucléaire des États-Unis évolua cependant à la faveur d'un changement d'administration, du Président Bush au Président Obama : alors que le premier ne remettait absolument pas en cause la posture des États-Unis en la matière et insistait sur la lutte contre la prolifération nucléaire horizontale à travers la résolution des problématiques nord-coréenne et iranienne, le deuxième se concentra sur le renforcement du régime de non-prolifération à l'égard de l'ensemble des États, y compris des États-Unis et de la Russie à travers le désarmement, dans un souci de non-prolifération nucléaire verticale. Le discours qu'il tint à Prague à l'occasion d'un sommet entre les États-Unis et l'Union européenne, dans lequel il plaida en faveur de « *a world without nuclear weapons* », en témoigna<sup>1536</sup>. En ce sens, il relança les négociations sur le désarmement entre les États-Unis et la Russie. Son initiative en la matière peut être classée parmi « *a range of confidence-building measures* » qu'il estimait que les États-Unis pouvaient prendre, de même que « *all sides* » d'une négociation, et promettant de « *improve the prospects of a successful negotiation* »<sup>1537</sup>. Les États-Unis témoignaient ainsi de leur bonne volonté et de leur bonne foi et anticipaient le « *give and take* » caractérisant toute négociation selon le

---

<sup>1534</sup> La volonté de détenir le moyen d'ultime puissance qu'est l'arme nucléaire découle d'une vision compétitive plutôt que coopérative de la sécurité, une vision réaliste plutôt que libérale de la sécurité. En particulier, selon les réalistes offensifs, la logique dominante de compétition pour la sécurité ne peut être supprimée par la coopération, quel que soit son niveau [J. Mearsheimer (1994-95), *op. cit.*, p. 9].

<sup>1535</sup> M. Elbaradei (2003a), *op. cit.*, p. 5.

<sup>1536</sup> B. Obama (2009, 5 avril), *op. cit.*

<sup>1537</sup> B. Obama (2010, 6 juillet). *Remarks Following a Meeting With Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel and an Exchange With Reporters*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88158>.

Président Obama<sup>1538</sup>, alors que le Président Bush affichait une position selon laquelle les États-Unis n'avaient rien à céder à la Corée du Nord et à l'Iran<sup>1539</sup>. La volonté du Président Obama de faire respecter intégralement le TNP, « *as a cornerstone of [his] security strategy*<sup>1540</sup> », devint la « *centerpiece of [his] foreign policy*<sup>1541</sup> », cherchant à légitimer son exigence et celle de ses partenaires de la « communauté internationale » selon laquelle « *the Non-Proliferation Treaty [had] got to be the foundation of the relationship between Iran and the international community with regard to its nuclear program*<sup>1542</sup> ». S'il n'entendait pas modifier l'ordre international tel qu'il existait, il exprimait la volonté de faire en sorte que tous les États, quels qu'ils fussent, en assumant les conséquences, y compris les puissances nucléaires officielles :

*when it comes to North Korea and Iran, that I've said it's not sufficient for the United States or France or other members of the nuclear club simply to say, "All of you have to stop, but we're not going to do anything to change ourselves." I gave a speech in Prague in which I said all of us have responsibilities.*<sup>1543</sup>

En matière de coopération, en particulier dans le domaine nucléaire, le Président Obama fut le premier des trois présidents américains étudiés à mettre en exergue une forme de réciprocité qui devait prévaloir pour rendre les traités plus efficaces et crédibles. S'il brandissait la menace de la course à l'armement nucléaire dans

---

<sup>1538</sup> B. Obama (2010, 18 décembre). *The President's Weekly Address*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88849>.

<sup>1539</sup> L'administration Bush soulignait davantage et de façon récurrente le crédit qui pouvait et devait être accordé à la parole des États-Unis, en opposition avec la parole des dirigeants nord-coréens ou iraniens. La bonne foi affichée des États-Unis et de leurs dirigeants était intrinsèquement liée à l'exemplarité dont ils se réclamaient et, partant, à l'absence de nécessité pour eux d'en apporter la preuve : il relevait de l'unique responsabilité de la Corée du Nord et de l'Iran de témoigner de leur bonne foi.

<sup>1540</sup> B. Obama (2010, 8 avril), *op. cit.*

<sup>1541</sup> B. Obama (2009, 10 décembre), *op. cit.*

<sup>1542</sup> Administration Obama (2012, 14 avril). *Press Briefing by Press Secretary Jay Carney and Deputy National Security Advisor for Strategic Communications Ben Rhodes*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=100496>.

<sup>1543</sup> B. Obama (2009, 6 juin), *op. cit.*

différentes régions pour agir, il estimait, contrairement à ses prédécesseurs, que l'action devait être engagée à la fois du côté des États soupçonnés de chercher à acquérir l'arme nucléaire et du côté des puissances nucléaires devant initier un désarmement progressif conformément à la lettre du TNP. Ce dernier, aussi fragile qu'il était, était présenté comme un obstacle à la prolifération nucléaire, à condition que le marchandage qui le sous-tendait soit appliqué de part et d'autres des différentes parties prenantes. C'est pourquoi le Président Obama lança une démarche de reconstruction du « *nonproliferation framework* », de renouvellement de « *its basic bargain* »<sup>1544</sup>, qui fonctionnerait « *for all countries* » et passerait notamment par le respect des engagements américains et russes en matière de désarmement « *so that other countries feel that this is an international effort and it's not something simply being imposed by the United States or Russia or members of the nuclear club* »<sup>1545</sup>. De cette manière, le Président Obama réinjecta de la réciprocité et, partant, de l'équité dans le jeu diplomatique et *a fortiori* dans le contexte de la négociation proposée à l'Iran. Il combattait « une érosion du régime de non-prolifération des armes nucléaires » que craignait déjà Klein en 1999, au regard du manque d'empressement des grandes puissances à respecter leurs engagements en la matière<sup>1546</sup>, en réaffirmant « *a set of international norms of behavior that [the United States was] expecting everybody to abide by*<sup>1547</sup> » et non seulement la Corée du Nord et l'Iran<sup>1548</sup>. Il alla même jusqu'à justifier l'effort fourni par les États-Unis et la

---

<sup>1544</sup> Dont les termes étaient les suivants : « *Countries with nuclear weapons will move towards disarmament, countries without nuclear weapons will not acquire them, and all countries can access peaceful nuclear energy.* » [B. Obama (2009, 27 juillet). *Remarks at the United States-China Strategic and Economic Dialogue*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86473>].

<sup>1545</sup> B. Obama (2009, 10 juillet). *The President's News Conference in L'Aquila, Italy*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86408>.

<sup>1546</sup> J. Klein (1999), « Vingt ans de négociations sur le désarmement et la maîtrise des armements ». *Politique étrangère*, 3 (64<sup>ème</sup> année), p. 675.

<sup>1547</sup> B. Obama (2009, 10 juillet), *op. cit.*

<sup>1548</sup> Pour autant, le caractère global de sa démarche en faveur d'un désarmement nucléaire progressif ne l'empêcha pas de viser particulièrement la Corée du Nord et l'Iran. En témoigne la déclaration de sa Secrétaire d'Etat, Hillary Clinton : « *The treaty also shows the world -- particularly states like Iran*



Russie « *to strengthen the nonproliferation treaty* » par le fait qu'il leur permettait de « *go after Iran and North Korea from a place of moral stature* »<sup>1549</sup>, le renforcement du traité s'imposant non seulement par sa nécessité intrinsèque, mais aussi par le moyen supplémentaire qu'il octroyait aux États-Unis d'agir face à la Corée du Nord et à l'Iran. Puisque les États-Unis respectaient leurs engagements, il était légitime qu'ils attendent des autres États qu'ils respectent les leurs. Dans ce domaine, comme de manière plus générale, le Président Obama mena une politique de réaffirmation et de renforcement de la « *moral primacy that America had previously been known for* »<sup>1550</sup>. Une fois les engagements des États-Unis rappelés et confirmés, le Président Obama souligna la nécessité pour chaque État de respecter ses obligations internationales en matière de nucléaire, afin d'améliorer la sécurité et la sûreté de tous les peuples, pas seulement celles des Américains. La position américaine s'en trouva renforcée et légitimée<sup>1551</sup>, permettant à l'administration Obama d'inviter l'Iran et la Corée du Nord à négocier dans un contexte normatif renouvelé et plus propice à l'équité entre parties prenantes nécessaire à toute négociation. Une négociation menée sur cette base aurait contribué à entériner les nouvelles modalités d'application du TNP telles que promues par le Président Obama. C'est essentiellement sur cette base que l'administration Obama fonda sa politique à l'égard des deux États, les considérations relevant du régime politique interne de ces derniers étant beaucoup moins régulièrement mises en exergue que sous l'administration précédente.

---

*and North Korea -- that one of our top priorities is to strengthen the global non-proliferation regime and keep nuclear materials out of the wrong hands.* » [Administration Obama (2010, 26 mars), *op. cit.*, nous soulignons].

<sup>1549</sup> B. Obama (2010, 16 octobre). *Remarks at a Democratic Senatorial Campaign Committee Reception in West Newton, Massachusetts*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88601>.

<sup>1550</sup> B. Obama (2009, 15 octobre), *op. cit.*

<sup>1551</sup> Le Président Obama considérait que « *these diplomatic efforts [had] (...) strengthened our hand in dealing with those nations that [insisted] on violating international agreements in pursuit of nuclear weapons* », l'efficacité des mesures de sanction prises à l'égard de la Corée du Nord et de l'Iran s'en trouvant améliorée [B. Obama (2010, 27 janvier), *op. cit.*].

## CHAPITRE VIII

### NÉGOCIER SANS APAISER : L'IMPOSSIBLE ÉQUATION AMÉRICAINE FACE À LA CORÉE DU NORD

Les administrations Clinton, Bush et Obama ont souligné la responsabilité exclusive de la Corée du Nord dans le conflit qui l'opposait aux États-Unis, aux parties prenantes des SPT à partir de 2003 et à l'ensemble de la « communauté internationale » selon les représentations américaines. Au mépris des représentations des dirigeants nord-coréens de leur programme nucléaire et de leurs attentes vis-à-vis des États-Unis, les administrations américaines affirmaient qu'ils **savaient** quelles mesures prendre pour le résoudre. Il ne tenait donc qu'à eux de les mettre en œuvre et de passer de leur « *pattern* » habituel à celui attendu par la « communauté internationale ». Pour autant, les administrations américaines mentionnées ont suivi des politiques différentes, en particulier en matière de négociation, bien que similaires à certains égards. Principalement, elles partageaient la préoccupation de ne pas faire apparaître les États-Unis comme cédant à la Corée du Nord. En cela, étaient en jeu les représentations de l'identité des États-Unis qu'en avaient les dirigeants américains et les autres agents. Enjeu qui se posait dans un contexte de reconstruction de l'identité et du rôle des États-Unis sur la scène internationale suite à la fin de la Guerre froide, après les attentats du 11 septembre et après l'invasion de l'Irak en 2003. De manière générale, la politique étrangère de l'administration Bush avait eu un impact calamiteux sur les représentations qu'avaient des États-Unis les membres de la « communauté internationale ». Dans un tel contexte, il s'agissait d'affirmer l'identité des États-Unis et les pratiques politiques qui étaient censées en découler, mais qui

n'allaient finalement pas de soi. Par exemple, la dimension « Pacifique » de la puissance américaine était soulignée par l'ensemble des administrations américaines et justifiait leur implication dans la résolution du problème nucléaire nord-coréen. Ajoutées à cela, les dénégations des dirigeants américains d'un changement de politique à l'égard de la Corée du Nord témoignaient de la nécessaire stabilité politique et identitaire qu'ils poursuivaient et qui fondaient leur sécurité ontologique<sup>1552</sup>. La sécurité ontologique « *refers to the need to experience oneself as a whole, continuous person in time (...) in order to realize a sense of agency* ». De surcroît, puisque « *ends are constitutive of identity* », l'objectif de la péninsule coréenne dénucléarisée érigé en totem non négociable ne pouvait être abandonné et devait être poursuivi par tous les moyens, aucun moyen n'étant *a priori* exclu.<sup>1553</sup> Si les administrations américaines mettaient en exergue l'incertitude qui entourait les intentions de la Corée du Nord, la réalité et l'avancée de son programme nucléaire militaire, les sources de cette incertitude (l'opacité du régime nord-coréen, sa propension à discourir et à agir d'une manière considérée comme agressive, l'incompréhension récurrente de sa politique, etc.) constituaient cependant une forme de certitude pour les dirigeants américains. Par exemple, tout en rejetant la politique de l'administration Clinton, présentée comme routinière et comme consistant à récompenser la Corée du Nord pour son mauvais comportement, l'administration Bush se basait sur l'habitude de la Corée du Nord de proférer des menaces et d'agir de façon provocatrice (soit une forme de routine) pour justifier sa volonté de ne pas changer sa politique et souligner le fait que le comportement nord-coréen était conforme à ses attentes, non en termes de ce qui était souhaitable mais de ce qui était prévisible. Or, « *routines are understood as central in helping create a sense of stability about the nature of the world*<sup>1554</sup> », en l'espèce la nature de la Corée du Nord et des politiques à mettre en œuvre face à son comportement déviant. Ces politiques,

---

<sup>1552</sup> C.S. Browning et P. Joenniemi (2017), *op. cit.*, p. 34.

<sup>1553</sup> J. Mitzen (2006), *op. cit.*, p. 342.

<sup>1554</sup> C.S. Browning et P. Joenniemi (2017), *op. cit.*, p. 35.

articulées à diverses représentations identitaires, constituaient des « *claims to specific identities* » par lesquelles les dirigeants américains cherchaient « *to locate [the United States] and routinize [its] relationships with the world* »<sup>1555</sup>. Les dirigeants américains définissaient également l'identité américaine et ce que les États-Unis pouvaient ou ne pouvaient pas faire à cet égard à travers ce que Mitzen appellent les « *routines of enmity* »<sup>1556</sup>. Les administrations américaines ont ainsi refusé de négocier un traité de paix avec la Corée du Nord, la dénucléarisation vérifiable et vérifiée de la péninsule coréenne représentant un préalable indispensable, de même que pour traiter d'autres sujets « *like a peace mechanism on the Korean Peninsula* » ou « *economic issues (...) and humanitarian issues* »<sup>1557</sup>. La définition de l'objet à négocier et l'accord des parties prenantes sur le sujet constituaient des enjeux primordiaux, les discussions ne pouvant être productives sans un tel accord. Une fois établis, ils contribuaient à identifier et à renforcer ce qui n'était pas négociable ou ne l'était que sous certaines conditions et qui devait être stabilisé comme tel.

Or, la stabilisation de l'identité des États-Unis et la garantie de leur sécurité ontologique passaient par l'absence de compréhension de l'identité de la Corée du Nord et des représentations qu'avaient ses dirigeants du conflit les opposant aux États-Unis. L'inimitié entre les deux États ne représentait pas un terrain favorable à la compréhension mutuelle et, réciproquement, l'absence de compréhension mutuelle ne facilitait pas la résolution de l'inimitié. La compréhension des représentations nord-coréennes aurait par conséquent manifesté un affaiblissement de l'inimitié pourtant articulée à l'identité américaine. Le contexte du développement du programme nucléaire nord-coréen, caractérisé par la peur des dirigeants nord-coréens de subir une

---

<sup>1555</sup> *Loc. cit.*

<sup>1556</sup> J. Mitzen (2006), *op. cit.*, p. 362.

<sup>1557</sup> M. Green (2005, 16 novembre). *Press Briefing with Mr. Michael Green, Senior Director at the National Security Council for Asian Affairs, on the President's Bilateral with Prime Minister Koizumi*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73400>.

attaque des États-Unis, à plus forte raison après la Guerre froide<sup>1558</sup>, fut parfois mentionné, mais affecta de manière inégale la façon dont les dirigeants américains traitèrent le problème nord-coréen. Nous verrons tout d'abord que, en dépit de dépréciations rhétoriques récurrentes bien que se raréfiant progressivement, la politique de l'administration Clinton a mené une politique de négociations bilatérales avec la Corée du Nord, témoignant de représentations identitaires davantage compatibles avec les représentations et les demandes nord-coréennes que celles de l'administration Bush. Celle-ci, nous le montrerons ensuite, a mis en œuvre une politique de négociation multilatérale pour résoudre le problème nord-coréen tout en affirmant dans un premier temps qu'il ne s'agissait pas de négociations. Le contexte des attentats du 11 septembre et des accusations d'unilatéralisme qui ont visé l'administration Bush, affectant l'intersubjectivité des dirigeants américains et des autres États, nous permettra de comprendre ce positionnement. Quant à la « *strategic patience*<sup>1559</sup> » de l'administration Obama face à la Corée du Nord, elle ne témoigna que de la persistance de représentations rigides de la Corée du Nord et de la manière dont ses dirigeants étaient supposés réagir : puisque l'administration Obama pensait savoir comment les dirigeants nord-coréens réagiraient à la « patience » américaine, elle savait comment agir en ce sens<sup>1560</sup>.

#### 8.1 Au nom de la « communauté internationale » : les négociations bilatérales avec la Corée du Nord

A son arrivée à la présidence des États-Unis, le Président Clinton se fit dire par son prédécesseur, le Président Bush père, que « *the biggest problem that [the United*

---

<sup>1558</sup> Les relations entre la Corée du Nord et les États-Unis, même si elles n'ont jamais été normalisées depuis la guerre de Corée, se sont dégradées après la fin de la Guerre froide, Pyongyang se retrouvant isolé et craignant que les États-Unis exigent un changement de régime [B. Courmont (2007), *op. cit.*, p. 124].

<sup>1559</sup> T. Roehrig (2017). STABILITY OR INSTABILITY? The US Response to North Korean Nuclear Weapons. Dans S.C. Kim et M.C. Cohen (dir.). *North Korea and Nuclear Weapons: Entering the New Era of Deterrence*. Georgetown University Press, p. 130.

<sup>1560</sup> J. Mitzen (2006), *op. cit.*, p. 359.

*States was] facing was the nuclear program in North Korea*<sup>1561</sup> ». La Corée du Nord avait adhéré au TNP en 1985 et signé une *Joint Declaration on the Denuclearization of the Korean Peninsula* avec la Corée du Sud faisant de la péninsule coréenne une zone dénucléarisée, ainsi que l'*IAEA safeguards agreement* en 1992. Pourtant, elle avait jusque-là refusé toute inspection internationale. En réaction, les États-Unis et la Corée du Sud avaient repris leurs exercices militaires communs. En 1993, la Corée du Nord annonça qu'elle se retirait du TNP. Dès lors, l'administration Clinton s'attacha à éviter une confrontation militaire avec la Corée du Nord et à négocier l'*Agreed Framework*<sup>1562</sup>. Rendue possible par l'imaginaire sécuritaire faisant des États-Unis la puissance responsable par excellence, « *the one country that [could] nearly always make a difference* »<sup>1563</sup> et « *the indispensable nation*<sup>1564</sup> », cette politique visait à faire rentrer la Corée du Nord dans le droit chemin à travers la préservation des normes fondant ses obligations. A cette fin, devait cependant être créée la possibilité de négocier avec les dirigeants nord-coréens, *a priori* peu compatible avec les représentations identitaires des dirigeants américains.

#### 8.1.1 Normaliser la situation de la Corée du Nord

La normalisation de la Corée du Nord devait passer par le respect de ses obligations au titre de son adhésion au TNP, afin de renforcer le régime de non-prolifération nucléaire considéré comme une pièce maîtresse de la sécurité internationale, et par la normalisation des relations qu'elle entretenait avec ses voisins, en particulier avec la Corée du Sud.

---

<sup>1561</sup> W.J. Clinton (2000, 19 décembre), *op. cit.*

<sup>1562</sup> W.C. Clemens (2016), *op. cit.*, p. 196.

<sup>1563</sup> W.J. Clinton (1995, 23 septembre). *The President's Radio Address*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=51901>.

<sup>1564</sup> W.J. Clinton (1996, 5 août/a), *op. cit.*

### 8.1.1.1 Préserver le TNP et donc l'ordre international

Les dirigeants nord-coréens annoncèrent leur volonté de se retirer du TNP le 12 mars 1993. En dépit de la menace qu'une telle annonce représentait pour les dirigeants américains ou pour les États voisins, elle pouvait aussi être interprétée comme un signe de transparence de la part de la Corée du Nord : par ce retrait, elle manifestait ses intentions et ne se rendait pas coupable d'une violation d'un traité dont elle était membre, d'autant plus que le TNP prévoyait les dispositions d'un tel retrait, en particulier un délai de 90 jours entre sa notification et son effectivité. Néanmoins, le retrait de la Corée du Nord du TNP serait allé à l'encontre de « *two cardinal objectives* » de l'administration Clinton, à savoir « *[o]ne, a nonnuclear peninsula and two, a strong non-proliferation regime* »<sup>1565</sup>, la défection d'un État étant vue comme susceptible d'en entraîner d'autres. Rappelons que, à la même période, les États-Unis œuvrèrent pour que les anciens États soviétiques, l'Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan, s'engagent à abandonner leur arsenal nucléaire au profit de la Russie. Le contexte international était par conséquent marqué par la volonté du Président Clinton de « *reduce the number of countries with nuclear weapons* »<sup>1566</sup>, comme l'une des conséquences de la fin de la Guerre froide. Accepter que la Corée du Nord se dote de l'arme nucléaire aurait contrarié la construction identitaire des États-Unis à travers la liquidation de l'héritage de la Guerre froide. Après la conclusion de *l'Agreed Framework*, sur laquelle nous reviendrons, le Président Clinton estima que l'accord conclu avec la Corée du Nord consistant à suspendre son retrait du TNP constituait « *a first but vital step towards ensuring North Korean participation in a strong international nonproliferation regime* »<sup>1567</sup>, la politique de l'administration Clinton visant à acter une « *indefinite extension* » du TNP<sup>1568</sup>. La participation de la Corée du

---

<sup>1565</sup> Administration Clinton (1993, 23 novembre), *op. cit.*

<sup>1566</sup> W.J. Clinton (1994, 20 janvier), *op. cit.*

<sup>1567</sup> W.J. Clinton (1993, 11 juin), *op. cit.*

<sup>1568</sup> Administration Clinton (1993, 8 juillet), *op. cit.*

Nord au TNP, réaffirmée à travers la négociation, devait contribuer à sa solidité. En ce sens,

*[t]he American negotiating team (...) achieved this important step not only on behalf of the people of the United States but on behalf of the entire international community,*

renforçant l'image des États-Unis, non seulement comme gendarme du monde, mais comme négociateur en chef.<sup>1569</sup> Rôle d'autant plus légitime que les premiers concernés par la menace nucléaire nord-coréenne, ses voisins<sup>1570</sup>, partageaient le point de vue des États-Unis. Si l'administration Clinton privilégia des négociations bilatérales avec la Corée du Nord, elle consulta ses alliés sud-coréens et japonais, mais aussi la Chine. Or, aucun État de la région, à commencer par la Chine et le Japon, « *[did] not wish to have a nuclear North Korea*<sup>1571</sup> ». Si les dirigeants japonais et chinois étaient présentés comme « *very cooperative* » et comme s'efforçant de donner « *good advice* »<sup>1572</sup>, le rôle de négociateur en tant que tel était toujours réservé aux États-Unis. Dans l'ensemble de la région, l'administration Clinton privilégiait les relations bilatérales : elle discuta par exemple avec les Chinois lors de « *a number of bilateral meetings in Beijing and Washington*<sup>1573</sup> », en particulier pour résoudre le problème nord-coréen. Ce faisant, elle renforçait les relations des États-Unis avec chacun des États de la région, spécialement avec la Chine qu'elle s'attachait à ne pas isoler. A travers les négociations bilatérales avec la Chine, elle s'efforçait de la socialiser, la formulation commune de solutions au problème nord-coréen témoignant

---

<sup>1569</sup> W.J. Clinton (1993, 11 juin), *op. cit.*

<sup>1570</sup> C'est pourquoi le problème nord-coréen devait être réglé en collaboration avec les Sud-Coréens, qui « *[had] the biggest stake* », les États-Unis ayant « *the next biggest stake* » en raison des 40 000 soldats américains présents en Corée du Sud, et le Japon encore « *the next biggest stake* » compte tenu de sa proximité géographique avec la Corée du Nord [W.J. Clinton (1994, 5 avril), *op. cit.*].

<sup>1571</sup> W.J. Clinton (1993, 19 novembre/b). *Remarks and an Exchange With Reporters Following Discussions With President Jiang Zemin of China in Seattle*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46139>.

<sup>1572</sup> W.J. Clinton (1993, 19 novembre/c). *Exchange With Reporters Prior to Discussions With Prime Minister Morihiro Hosokawa of Japan in Seattle*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46138>.

<sup>1573</sup> W.J. Clinton (1993, 19 novembre/b), *op. cit.*



de et contribuant à la formation d'une base représentationnelle partagée. En ce sens, et parce que la Chine était l'une des puissances nucléaires officielles et devait par conséquent partager la préoccupation des États-Unis de préserver le TNP, la problématique nucléaire lui semblait une porte d'entrée pertinente. La Chine était de surcroît présentée comme un allié face au problème nord-coréen<sup>1574</sup>, ses intérêts étant vus comme allant dans le même sens que ceux des États-Unis en termes de dénucléarisation de la péninsule coréenne<sup>1575</sup>.

Toutefois, afin d'atteindre son objectif de faire respecter de « *robust global rules against proliferation*<sup>1576</sup> » par la Corée du Nord, l'administration Clinton chercha à isoler la Corée du Nord<sup>1577</sup> et « *to put pressure on the North Koreans to live up to their international obligations*<sup>1578</sup> », en particulier celles liées à l'accord signé le 31 décembre 1991. La possibilité de reconnaître la Corée du Nord en échange de la reprise de la surveillance exercée par l'AIEA fut en revanche exclue : il n'était pas question pour l'administration Clinton de faire « *any deals* », afin de ne pas « récompenser » le mauvais comportement nord-coréen<sup>1579</sup>. Le déni de reconnaissance dont faisait l'objet la Corée du Nord constituait à lui-même un objet de conflit, mais l'administration Clinton soulignait par là le caractère non négociable des dispositions de mise en œuvre du TNP et, par extension, de la base normative de l'ordre international. Alors que les dirigeants nord-coréens tentaient de sécuriser leur propre régime et d'obtenir des garanties de sécurité, dont la nécessité devait leur paraître d'autant plus prégnante que leur isolement allait croissant, l'administration Clinton faisait en sorte de les priver de l'une des seules armes qui leur aurait permis

---

<sup>1574</sup> D. Myers (1993, 7 décembre). *Press Briefing by Dee Dee Myers*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60114>.

<sup>1575</sup> W.J. Clinton (1994, 30 mars). *Remarks and an Exchange With Reporters in San Diego, California*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=49885>.

<sup>1576</sup> W.J. Clinton (1993, 10 juillet/a), *op. cit.*

<sup>1577</sup> Administration Clinton (1993, 8 juillet), *op. cit.*

<sup>1578</sup> D. Myers (1993, 8 novembre), *op. cit.*

<sup>1579</sup> *Loc. cit.*

de peser dans les négociations, du moins à leurs yeux. S'ensuivit une année de tensions jusqu'à ce que la Corée du Nord accepte que l'AIEA procédât à de « *full inspections*<sup>1580</sup> », ce qui devait témoigner de sa volonté d'honorer ses engagements au titre du TNP et donc de sa capacité à se conformer aux attentes de la « communauté internationale » en matière de respect de l'ordre international et de comportement adéquat. En l'absence de signe de « *a willingness on the part of North Korea to allow the inspections and to resume the dialog*<sup>1581</sup> », et bien que la saisine du Conseil de sécurité de l'ONU et l'application de sanctions contre la Corée du Nord ne fussent pas « *a particularly attractive option*<sup>1582</sup> », la persistance de la rupture des garde-fous de l'AIEA par la Corée du Nord ne laissait aux États-Unis que le choix de se tourner vers le Conseil de sécurité et de prendre des mesures coercitives<sup>1583</sup>. La solidité de toute norme internationale, à commencer par le TNP, résidait pour les dirigeants américains dans son caractère contraignant et dans la possibilité de sanctionner tout comportement déviant.

Les tensions furent désamorçées à la faveur de l'intervention de l'ex-Président Carter<sup>1584</sup>, qui initia des discussions avec les dirigeants nord-coréens et obtint d'eux le maintien du dispositif de surveillance et d'inspection de l'AIEA en Corée du Nord et le remplacement de leur programme nucléaire d'alors par une technologie moins favorable à la prolifération<sup>1585</sup>. Cela constituait, avec le gel du programme nucléaire nord-coréen pendant les discussions<sup>1586</sup>, une base de négociation adéquate selon les

---

<sup>1580</sup> D. Myers (1994, 2 février). *Press Briefing by Dee Dee Myers*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59855>.

<sup>1581</sup> W.J. Clinton (1993, 23 novembre), *op. cit.*

<sup>1582</sup> W.J. Clinton (1993, 23 novembre), *op. cit.*

<sup>1583</sup> Administration Clinton (1993, 23 novembre), *op. cit.*

<sup>1584</sup> Son intervention peut être analysée comme la mise en œuvre de la stratégie de la corde raide, l'une des trois stratégies possibles en matière de négociation avec un « vilain » selon Spector [B. Spector (1999), *op. cit.*, p. 34-35].

<sup>1585</sup> R. Gallucci (1994, 16 juin), *op. cit.*

<sup>1586</sup> W.J. Clinton (1994, 20 juin). *Interview With Katie Couric and Bryant Gumbel on "Today"*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=50360>.

représentations américaines, justement parce que les dispositions du TNP ainsi respectées n'auraient pas été négociées. Un troisième tour de négociations bilatérales entre les États-Unis et la Corée du Nord, en coopération avec la Corée du Sud et le Japon, commença le 8 juillet 1994 à Genève. Le jour même survint la mort du Président nord-coréen, Kim Il-Sung, suspendant les négociations jusqu'au 5 août. Ces dernières aboutirent à la conclusion de l'*Agreed Framework* le 18 octobre 1994, dans lequel « *North Korea (...) agreed to freeze its existing nuclear program and to accept international inspection of all existing facilities* » et « *[t]he United States and North Korea (...) agreed to ease trade restrictions and to move toward establishing liaison offices in each other's capitals* », l'isolement de la Corée du Nord devant ainsi être atténué<sup>1587</sup>. Le Président Clinton précisait cependant que l'accord ne reposait pas sur la confiance, mais que son respect serait certifié par l'AIEA : bien que les négociations n'aient impliqué que les États-Unis et la Corée du Nord, il était essentiel, pour renforcer le TNP, que l'accord implique l'AIEA, garante de son respect. L'accord prévoyait aussi la création de la KEDO (*Korean Energy Development Organization*), dont les modalités firent l'objet d'un autre accord conclu le 13 juin 1995, participant à la mise en œuvre de l'*Agreed Framework* et conséquemment à fournir à la « communauté internationale » des assurances contre la menace nucléaire nord-coréenne et à offrir à la Corée du Nord l'opportunité d'intégrer la « communauté »<sup>1588</sup>.

La manière dont le Président Clinton décrivit le « *simple choice* » que devaient faire les dirigeants nord-coréens en matière nucléaire ne laissait aucun doute sur le caractère non-négociable de l'objectif de dénucléarisation de la péninsule coréenne : la Corée du Nord pouvait soit abandonner son programme nucléaire et honorer ses

---

<sup>1587</sup> W.J. Clinton (1994, 18 octobre). *Remarks on the Nuclear Agreement With North Korea*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=49319>.

<sup>1588</sup> W.J. Clinton (1995, 13 juin). *Statement on the Nuclear Agreement With North Korea*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=51487>.

engagements internationaux en matière de non-prolifération, auquel cas « *the door [would] be open on a wide range of issues not only with the United States but with the rest of the world* » ; soit ne pas obtempérer et risquer de faire face à « *the increased opposition of the entire international community* » et « *further deterioration their economic situation* »<sup>1589</sup>. Le respect du TNP était ainsi érigé en sésame de l'ouverture de la « communauté internationale » à la Corée du Nord, dès lors qu'elle ne risquait plus de remettre en cause cette dimension essentielle de la sécurité et de l'ordre internationaux. Il permettait en effet à l'administration Clinton « *to bring uncertainty within tolerable limits* », « *to feel confident that [its] environment [would] be predictably reproduced* » et ainsi pouvoir « *be [itself] and to act* »<sup>1590</sup>, c'est-à-dire négocier.

#### 8.1.1.2 Ouvrir le régime nord-coréen

Selon les représentations américaines, l'ouverture du régime nord-coréen devait passer par l'amélioration de ses relations avec ses voisins, *a fortiori* avec la Corée du Sud, et par l'intégration progressive de son économie à l'économie mondiale. De la même manière que le respect du TNP, ces modalités d'ouverture devaient contribuer à façonner le comportement nord-coréen de manière à ce qu'il corresponde aux attentes des États-Unis et de la « communauté internationale ». En effet, l'ouverture visait à modifier progressivement mais profondément le régime nord-coréen. L'administration Clinton avait besoin de cela pour accepter de négocier avec la Corée du Nord d'autres sujets que les seules modalités de l'abandon de son programme nucléaire.

L'ensemble des accords conclus avec la Corée du Nord avait pour point commun de lui proposer d'améliorer sa « *relationship with the United States and the rest of the*

---

<sup>1589</sup> W.J. Clinton (1993, 23 novembre), *op. cit.* et D. Myers (1993, 14 décembre), *op. cit.*

<sup>1590</sup> J. Mitzen (2006), *op. cit.*, p. 346.

*international community* » et ses « *economic, political and diplomatic relations* »<sup>1591</sup>, non en échange de l'arrêt de son programme nucléaire militaire, mais parce que seul un tel arrêt aurait rendu possible ce changement de relations. De même, l'*Agreed Framework* constituait « *an ambitious undertaking in regional security cooperation* » et une base sur laquelle auraient pu se développer « *stronger habits of security cooperation* » dans la région<sup>1592</sup>. C'était bien la routinisation de relations de coopération que visait l'administration Clinton à travers l'établissement d'un certain nombre de conditions qui garantissaient la sécurité ontologique des États-Unis.

La conclusion de l'*Agreed Framework* avec la Corée du Nord témoignait aussi de sa capacité à traiter de façon mature avec un autre État. Toutefois, l'accord ne constituait pas un blanc-seing puisqu'il ne représentait qu'une première étape de la maturation de la Corée du Nord et de son intégration à la « communauté internationale ». Une telle intégration constituait davantage un processus qu'un résultat susceptible d'être obtenu rapidement. C'est pourquoi il était encore nécessaire que l'AIEA en surveille la mise en œuvre<sup>1593</sup>. En outre, l'*Agreed Framework* ne devait être qu'un préalable à la conduite d'autres négociations visant à intégrer la Corée du Nord à la « communauté internationale » : il était véritablement un cadre et non un aboutissement. De plus, l'intégration de la Corée du Nord à la « communauté internationale » nécessitait qu'elle effectuât un « *structural change [...] that would [have permitted] [...] to feed [its people] and to purchase whatever foodstuffs [it needed] from beyond their borders* »<sup>1594</sup>. Ce changement structurel devait consister en la sortie de son isolement, afin de ne plus avoir besoin d'aides alimentaires de la part d'autres États, mais aussi en la diminution des fonds consacrés à son équipement

---

<sup>1591</sup> R. Gallucci (1994, 18 octobre). *Press Briefing by Ambassador Robert Gallucci*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59746>.

<sup>1592</sup> Administration Clinton (1994, 2 novembre). *Background Briefing by Senior Administration Officials*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59736>.

<sup>1593</sup> W.J. Clinton (1994, 18 octobre), *op. cit.*

<sup>1594</sup> W.J. Clinton (1998, 9 juin), *op. cit.*

militaire. Une autre dimension de ce changement structurel, déjà opéré par les anciennes républiques soviétiques, résidait dans l'ouverture et la libéralisation de l'économie nord-coréenne, alors même que l'idéologie nord-coréenne du *Juche* était fondée sur « *a drive for self-mastery and resistance to foreign influences* » et visait « *self-assertion and self-reliance* »<sup>1595</sup>, y compris en matières politique et économique. Or, l'ouverture au sens américain impliquait justement le passage de l'influence américaine, en termes économiques et politiques, la Corée du Nord étant vue comme un marché potentiel « *to American goods and services* »<sup>1596</sup> et comme un État à démocratiser à terme. Bien que des réformes, en particulier économiques, aient été menées par les dirigeants nord-coréens, ils procédèrent progressivement et de façon maîtrisée, afin de préserver le contrôle social que le régime exerçait sur la population<sup>1597</sup>, à l'encontre de l'objectif américain de démocratisation.

Pour autant, l'acceptation de l'administration Clinton de négocier avec la Corée du Nord doit aussi être comprise à l'aune de la fin de la Guerre froide et de la défaite du communisme telles que se les représentaient les dirigeants américains : il était possible de négocier avec la Corée du Nord car la fin de son régime politique et économique était inéluctable, l'Histoire l'avait montré. De surcroît, le Président Clinton liait l'ouverture de négociations avec la Corée du Nord, outre à la continuité des garde-fous de l'AIEA à travers ses inspections, à l'acceptation par ses dirigeants d'un dialogue avec la Corée du Sud<sup>1598</sup>. Il porta particulièrement l'objectif de réunification de la péninsule coréenne pendant ses deux mandats qu'il liait expressément à la démocratisation. La situation entre les deux Corées était d'autant plus déséquilibrée que, si les États-Unis rappelaient régulièrement leur engagement

<sup>1595</sup> W.C. Clemens (2016), *op. cit.*, p. 17.

<sup>1596</sup> W.J. Clinton (1997, 22 novembre), *op. cit.*

<sup>1597</sup> Cha et Kang identifient la démarche de réforme comme susceptible de fissurer la résilience du régime en fragilisant les fondements mêmes du régime : « *As Montesquieu observed, revolutions don't occur when the people's conditions are at rock bottom but when reform creates a spiral of expectations that spurs people to action against the old stultifying system.* » [V.D. Cha et D.C. Kang (2003). « The Korea Crisis ». *Foreign Policy*, 136, p. 21].

<sup>1598</sup> W.J. Clinton (1993, 23 novembre), *op. cit.*

en faveur de la sécurité de la Corée du Sud<sup>1599</sup> et leur solidarité en cas d'attaque, la Chine s'était pour sa part éloignée de la Corée du Nord<sup>1600</sup>, qui était devenue un allié encombrant. Dans un tel contexte, les dirigeants nord-coréens refusèrent de se rendre aux « *four-party talks* »<sup>1601</sup>, proposés par les États-Unis et la Corée du Sud au mois d'avril 1996, devant se dérouler en la présence des dirigeants américains, chinois et sud-coréens et visant l'établissement d'une paix stable et durable entre les deux Corées. Selon Harrison, les dirigeants nord-coréens craignaient que, dans le cadre de négociations multilatérales, « *China, the U.S. and South Korea [were] going to gang up on them*<sup>1602</sup> ». Les *four-party talks* furent finalement ouverts en avril 1998, mais se terminèrent « *in mutual blame*<sup>1603</sup> ». A la faveur de la *Sunshine policy* menée par la Corée du Sud à l'égard de la Corée du Nord et à l'initiative du Président Kim Dae-jung<sup>1604</sup>, les Présidents sud-coréen et nord-coréen se rencontrèrent toutefois, pour la première fois depuis 1948<sup>1605</sup>, alors que, en amont, des discussions portant sur les relations bilatérales entre la Corée du Nord et les États-Unis avaient débuté. Ils signèrent le 15 juin 2000 une déclaration conjointe dans laquelle elles annonçaient qu'elles avaient « *agreed to resolve the question of reunification*<sup>1606</sup> ». Notons que l'objectif de coexistence pacifique des deux Corées qui était celui de la politique sud-

<sup>1599</sup> Lors d'une conversation avec le Président sud-coréen Kim par exemple [W.J. Clinton (1994, 3 juin). *Statement by the Press Secretary on the President's Telephone Conversations With President Boris Yeltsin of Russia and President Kim Yong-sam of South Korea*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=50284>].

<sup>1600</sup> « *Even China used to be a big ally of theirs. China now does 8 or 10 times as much trade with South Korea as with North Korea.* » [W.J. Clinton (1994, 20 janvier), *op. cit.*].

<sup>1601</sup> Refus que déplora le Président Clinton [W.J. Clinton (1997, 25 avril). *The President's News Conference With Prime Minister Ryutaro Hashimoto of Japan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=54053>].

<sup>1602</sup> Cité par M. Chinoy (1997, 8 décembre 8). « *Difficult Korean peace talks to begin* ». *CNN Interactive*. Consultable ici : <http://edition.cnn.com/WORLD/9712/08/korea.talks.advancer/index.html>.

<sup>1603</sup> E. Eckholm (1998, 19 avril). « *Talks Between 2 Koreas Collapse in Mutual Blame* ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/1998/04/19/world/talks-between-2-koreas-collapse-in-mutual-blame.html>.

<sup>1604</sup> Ce qui lui valut le Prix Nobel de la Paix en 2000.

<sup>1605</sup> Date de la création des deux républiques [K.Y. Son (2006). *South Korean Engagement Policies and North Korea: Identities, Norms and the Sunshine Policy*. Taylor & Francis, p. 1].

<sup>1606</sup> *The South-North Joint Declaration* (15 June 2000), annexée dans *ibid.*, p. 189.

coréenne volontariste d'engagement auprès de la Corée du Nord devait être atteint à travers cinq étapes que n'auraient pas reniées les dirigeants américains : la réactivation de l'Accord de Réconciliation, de Non-agression et d'Echanges et de Coopération conclu en 1991 ; la normalisation des relations diplomatiques de la Corée du Nord avec les États-Unis et le Japon ; le renforcement des interactions entre la « communauté internationale » et la Corée du Nord ; la dénucléarisation de la péninsule coréenne ; et le remplacement de l'armistice par un traité de paix entre les deux Corées<sup>1607</sup>. De manière générale, dès qu'un accord était trouvé sur le programme nucléaire nord-coréen, l'administration Clinton exprimait son souhait que la Corée du Nord accepte de reprendre les négociations avec la Corée du Sud.

La conclusion d'un traité de paix avec celle-ci aurait cependant pu constituer le début de la fin du régime de Pyongyang, qui menait une politique d'armement nucléaire sur le fil du rasoir, tout en bénéficiant de l'aide américaine et sud-coréenne. La situation de tensions le menant au bord du gouffre pouvait être vue comme l'une des seules manières de se pérenniser, parce qu'elle était susceptible de pousser les États-Unis à conclure un traité de paix avec la Corée du Nord<sup>1608</sup>. A l'inverse, une amélioration de sa situation économique aurait amoindri la charge qu'aurait dû supporter la Corée du Sud en cas de réunification, celle-ci s'en trouvant alors facilitée. C'est ce que laissait entendre le Président Clinton en réclamant des dirigeants nord-coréens qu'ils « *lift the burden of a system that [was] failing them in food and other ways off their back* » en résolvant « *their differences with the South* », affirmant encore que « *it [was] time to bring this long divide to an end, as well as to alleviate the misery of so many of their*

---

<sup>1607</sup> Korean Overseas Culture and Information Service (1999), *The Sunshine Policy of the Republic of Korea: President Kim Dae-jung's Satellite Appearance on the CNN World Report Conference at the CNN Headquarters in Atlanta, Georgia, USA*. Seoul : Korean Overseas Culture and Information Service, cité par *ibid.*, p. 2.

<sup>1608</sup> D'après l'analyse de Kwak et Joo, selon lesquels « *North Korea's intention to scrap the armistice regime [was] clearly related to its survival strategy* » ; en effet, « *Pyongyang intended to force the U.S. to conclude a peace treaty* » [T.H. Kwak, S.J. Joo (1997). « The Four-Party Peace Talks: Inter-Korean Bilateral Agenda ». *Pacific Focus*, 12(1), p. 6].



*people* »<sup>1609</sup>. La volontaire absence de prise en compte des suspicions d'existence d'un programme nucléaire illicite en Corée du Nord s'inscrivait dans un contexte de détente des relations de la Corée du Nord avec les États-Unis, mais aussi avec la Corée du Sud<sup>1610</sup>. Dans un tel contexte, l'administration Clinton préférait « *to watch and wait, believing it [was] wiser to improve relations and then deal with the problem quietly* »<sup>1611</sup>.

Or, la volonté américaine en la matière ignorait la position, certes contradictoire, de la Corée du Nord face à une potentielle réunification avec sa voisine du Sud : Kim remarque que les dirigeants nord-coréens étaient passés « *from the one-Korea reunification obsession to an oxymoronic formula of "one nation, one State, two systems, two governments"* ». Alors que les dirigeants nord-coréens ambitionnaient initialement de révolutionner la Corée du Sud, la menace s'était inversée, sous l'effet conjugué de la politique de détente mise en œuvre par les dirigeants sud-coréens et du volontarisme américain en la matière, une réunification ne pouvant dès lors être envisagée qu'au détriment du régime nord-coréen.<sup>1612</sup> La disposition de l'*Agreed Framework* instaurant la *Korean Peninsula Energy Development Organization* (KEDO), par laquelle la Corée du Sud devait fournir à la Corée du Nord l'énergie qu'elle ne pourrait produire elle-même du fait de l'abandon d'une partie de son programme nucléaire<sup>1613</sup>, justifia la poursuite de négociations, afin d'en fixer les modalités. L'administration Clinton souhaitait que la Corée du Sud y joue « *a leading role* »<sup>1614</sup>, mais, ce faisant, orientait encore les négociations dans une voie

<sup>1609</sup> W.J. Clinton (1997, 25 avril), *op. cit.*

<sup>1610</sup> W.C. Clemens (2016), *op. cit.*, p. 202-203.

<sup>1611</sup> *Ibid.*, p. 212.

<sup>1612</sup> S.S. Kim (1995). « North Korea in 1994: Brinkmanship, Breakdown, and Breakthrough ». *Asian Survey*, 35(1), p. 25.

<sup>1613</sup> W.J. Clinton (1994, 21 octobre). *The President's News Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=49341>.

<sup>1614</sup> M. McCurry (1995, 7 février). *Press Briefing by Mike McCurry*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59528>.

contradictoire avec les représentations identitaires de la Corée du Nord et faisant fi de la menace que représentait désormais le rapprochement des deux Corées aux yeux des dirigeants nord-coréens. Son affirme que, depuis la fin de la Guerre froide, la Corée du Nord connaissait une crise d'identité provoquée par les représentations confuses des Sud-Coréens à son égard, incertains quant au statut d'ami ou d'ennemi à lui articuler<sup>1615</sup>, ce qui a donné lieu à la formulation oxymoronique de la politique nord-coréenne à l'égard de la Corée du Sud telle que soulignée par Kim. Si notre thèse ne s'intéresse pas directement aux représentations identitaires nord-coréennes, il importe de souligner que les administrations américaines n'ont qu'inégalement témoigné de leur compréhension de ces représentations et logiquement pas adapté leur politique en conséquence. L'administration Clinton fit cependant mieux en la matière que les administrations suivantes, nous y reviendrons dans la sous-section suivante.

Par ailleurs, la politique de négociation de l'administration Clinton s'inscrivait dans une politique plus large de renforcement des relations des États-Unis avec les voisins de la Corée du Nord à travers la construction d'une position commune face au programme nucléaire nord-coréen, accroissant son isolement ; mais aussi dans un contexte où le Président Clinton entendait participer à la construction d'une « *Pacific community*<sup>1616</sup> », dont la base identitaire aurait évidemment été en contradiction avec celle de la Corée du Nord. De surcroît, le traitement du problème nord-coréen a témoigné de l'importance de l'alliance des États-Unis avec le Japon et la Corée du Sud et de leurs objectifs communs, mais a aussi contribué à la solidifier et à l'améliorer<sup>1617</sup> : en posant un problème et en incitant des États à coopérer entre eux

---

<sup>1615</sup> K.Y. Son (2006), *op. cit.*, p. 4.

<sup>1616</sup> W.J. Clinton (1993, 19 novembre/a), *op. cit.*

<sup>1617</sup> W.J. Clinton (1995, 11 janvier). *The President's News Conference With Prime Minister Tomiichi Murayama of Japan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=51157> s'agissant du Japon. W.J. Clinton (1995, 27 juillet/a). *The President's News Conference With President Kim Yong-sam of South Korea*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=51661> s'agissant de la Corée du Sud.

pour le résoudre, la Corée du Nord participait à leur rapprochement. L'administration Clinton attendait qu'elle remplisse le même office entre les États-Unis et la Chine.

### 8.1.2 Changer sans faiblir : créer la possibilité de négocier avec la Corée du Nord

Tout au long de ses deux mandats, l'administration Clinton mit en œuvre une politique au fil du rasoir face à la Corée du Nord. Pour espérer résoudre le conflit, il lui fallait comprendre les représentations et les attentes des dirigeants nord-coréens, mais il ne lui était pas possible de les comprendre lorsqu'elles se situaient à l'opposé de ses propres représentations et attentes et, surtout, elle ne pouvait agir qu'à travers les possibilités politiques créées par ses représentations identitaires. Des succès furent enregistrés, mais l'administration Clinton dut faire face à des critiques permanentes et à des accusations d'apaisement de la Corée du Nord, notamment de la part des Républicains.

#### 8.1.2.1 Reconnaître la vulnérabilité de la Corée du Nord

La reconnaissance de la situation de crise<sup>1618</sup> dans laquelle se trouvait la Corée du Nord à différents égards, ainsi que des représentations de ses dirigeants quant à ses capacités militaires par rapport aux capacités des États-Unis, était essentielle à la compréhension des représentations de ses dirigeants en matière nucléaire. En effet, c'est seulement en tenant compte de ces représentations que la compréhension du programme nucléaire nord-coréen comme moyen de dissuasion pouvait être envisagée. Néanmoins, la reconnaissance même de sa vulnérabilité telle que se la représentaient ses dirigeants ne suffisait pas, puisqu'elle ne légitimait à elle seule ni la volonté de la Corée du Nord de s'affranchir de ses obligations internationales au titre de son adhésion au TNP ni les actes provocateurs dont elle se rendait coupable aux yeux des dirigeants américains, inacceptables au regard des standards de la « communauté internationale ». En outre, cette reconnaissance ne signifiait pas que la

---

<sup>1618</sup> A l'instar de Weldes, nous pensons qu'une « crise » est une construction sociale fondée sur l'identité des agents qui la qualifient ainsi [J. Weldes (1999b), *op. cit.*].

Corée du Nord n'était par ailleurs pas considérée comme dangereuse, d'autant moins que la rationalité de ses dirigeants était sujette à caution selon les dirigeants américains.

Bien que les administrations américaines aient fait de la dénucléarisation de la péninsule coréenne un objectif non négociable, la compréhension des motivations des dirigeants nord-coréens rendait possible de négocier d'autres objets participant de la menace à laquelle la Corée du Nord estimait devoir faire face. Notons cependant que les dirigeants nord-coréens employèrent l'expression « *nuclear deterrent* » pour la première fois seulement le 6 juin 2003, puisqu'ils avaient jusque-là toujours affirmé que leur programme nucléaire était pacifique, tout en réclamant parallèlement des garanties de non-agression de la part des États-Unis, ce qui entretenait un certain flou. De plus, selon Chull, « *North Korea's declaration concerning nuclear deterrence was in line with its nuclear development program* » poursuivi pendant les années 1990. Il n'était pas surprenant qu'elle n'ait pas reconnu la dimension dissuasive de son programme nucléaire, l'Inde, le Pakistan et Israël ayant fait de même avant elle.<sup>1619</sup> Compte tenu du flou entretenu autour de son programme nucléaire, de la représentation des dirigeants nord-coréens d'être confrontés au « *specter of a nuclear threat*<sup>1620</sup> » et de leur crainte d'être « *stifled* » et « *strangled* » et de faire face à « *a nuclear threat from not only [the United States], but from others in the region* »<sup>1621</sup>, le caractère potentiellement militaire et dissuasif du programme nucléaire nord-coréen était envisageable. En outre, le Président Clinton assura que « *no one (...) seriously [believed] that the United States and the Republic of Korea would be defeated in a war of aggression by North Korea if they were to attack* » et que cette dernière n'y survivrait probablement pas<sup>1622</sup>. En dépit de ce constat et alors même

---

<sup>1619</sup> S.C. Kim (2017). « North Korea's Nuclear Doctrine and Revisionist Strategy ». Dans S.C. Kim et M.D. Cohen (dir.), *op. cit.*, p. 32-33.

<sup>1620</sup> Crainte dont fit part un membre de l'administration Clinton [Administration Clinton (1993, 23 novembre), *op. cit.*].

<sup>1621</sup> *Loc. cit.*

<sup>1622</sup> W.J. Clinton (1993, 23 novembre), *op. cit.*

qu'elle pouvait être considérée comme contribuant à la menace que les dirigeants nord-coréens se représentaient subir, la présence américaine en Corée du Sud était présentée comme non négociable puisqu'elle avait « *deterred North Korea in aggression for 47 years*<sup>1623</sup> ». A l'inverse, mis à part le coût engendré par la chute du régime nord-coréen<sup>1624</sup>, la Corée du Nord pouvait estimer que seule l'arme nucléaire était susceptible de dissuader une attaque américaine. Dans ce contexte, l'administration Clinton reconnaissait qu'il était nécessaire de rassurer les dirigeants nord-coréens,

*perhaps taking a more comprehensive approach to all the differences between us in an attempt to demonstrate again to North Korea that they [had] nothing to be afraid of from an honest dialog with the South and from allowing the inspectors to come back in.*<sup>1625</sup>

L'administration Clinton savait avoir affaire à un État qui craignait pour sa survie, mais également qu'il pouvait à ce titre être légitime de résoudre l'ensemble des différends existant entre les États-Unis et la Corée du Nord, le problème nucléaire pouvant être un symptôme de la persistance de ces différends. C'est en ce sens qu'elle s'était déclarée prête « *to discuss [its] political relationships with them, including the issue of normalization* » et « *to discuss economic relationships* »<sup>1626</sup>. La reconnaissance des problématiques sécuritaires de la Corée du Nord, et donc de sa propre définition du différend qui l'opposait aux États-Unis et de ce qui devait être négocié, constitua le fondement de *l'Agreed Framework*. Celui-ci fut jugé par le Président Clinton comme « *good for the United States, good for [its] allies, and good for the safety of the entire world* », comme réduisant « *the danger of the threat of nuclear spreading in the region* » et comme représentant « *a crucial step toward drawing North Korea into the global community* ». En effet, il posait les bases de

---

<sup>1623</sup> W.J. Clinton (2000, 1<sup>er</sup> septembre), *op. cit.*

<sup>1624</sup> Sherman affirmait que « *its sudden collapse would pose terrible security and economic challenges that South Korea and the world can ill afford* » [W. Sherman (2001, 7 mars). « Talking to the North Koreans ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2001/03/07/opinion/talking-to-the-north-koreans.html>].

<sup>1625</sup> W.J. Clinton (1993, 19 novembre/b), *op. cit.*

<sup>1626</sup> Administration Clinton (1994, 22 juin), *op. cit.*

« *an improved relationship with the United States and the rest of the international community; improved economic, political and diplomatic relations* », dépassant largement la problématique nucléaire, comme l'avaient souhaité les dirigeants nord-coréens.<sup>1627</sup> En 2000, c'est aussi au regard de la menace que se représentaient les dirigeants nord-coréens et à la faveur de la volonté des États-Unis et de la Corée du Nord « *to undertake a new direction in their relations* », que les dirigeants américains et nord-coréens déclarèrent que « *neither government would have hostile intent toward the other* »<sup>1628</sup>. De cette manière, le différend provenant du caractère menaçant des intentions qui leur étaient mutuellement prêtées était en passe d'être résolu. Clemens note que l'importance de cet engagement « *was underlined in 2002 when the Bush administration refused to reaffirm it*<sup>1629</sup> ».

Néanmoins, et malgré la reconnaissance d'une partie des représentations nord-coréennes, l'administration Clinton ne pouvait comprendre l'ensemble des décisions prises par les dirigeants nord-coréens. Alors que, durant la première année du premier mandat du Président Clinton, la Corée du Nord était encore considérée comme étant en capacité de négocier et de faire des choix rationnels<sup>1630</sup>, elle refusa de laisser les inspecteurs de l'AIEA contrôler ses installations nucléaires. Dès lors, l'incompréhension dont firent l'objet ses décisions prévalut dans les discours du Président Clinton, tant ces dernières paraissaient aller à l'encontre de ce qui était souhaitable pour la Corée du Nord et son peuple du point de vue américain. En ce sens, il affirma que les dirigeants nord-coréens « *apparently [were] pursuing a course of their own interests, which at least to the rest of us [seemed] self-*

<sup>1627</sup> R. Gallucci (1994, 18 octobre), *op. cit.*

<sup>1628</sup> Communiqué commun des États-Unis et de la Corée du Nord publié à l'occasion de la visite du *Special Envoy* nord-coréen Marshal Jo Myong Rok à Washington du 9 au 12 octobre 2000, cité dans W.J. Clinton (2000, 9 novembre), *op. cit.*

<sup>1629</sup> W.C. Clemens (2016), *op. cit.*, p. 204.

<sup>1630</sup> Des accords conclus entre la Corée du Nord et la Corée du Sud et entre la Corée du Nord et l'AIEA étaient alors encore récents et constituaient des exemples de bon augure [Administration Clinton (1993, 23 novembre), *op. cit.*].

*defeating.* »<sup>1631</sup> L'administration Clinton pouvait manifester une certaine compréhension de représentations nord-coréennes, elle ne pouvait en revanche comprendre ni encore moins accepter les pratiques politiques que la Corée du Nord associait à ces représentations. Par exemple, en dépit de la représentation des dirigeants nord-coréens que la Corée du Nord était menacée, l'administration Clinton soulignait le problème persistant posé par « *more than a million people under arms* » dont disposait la Corée du Nord<sup>1632</sup>. Pour les dirigeants américains, une armée disproportionnée manifestait des intentions agressives, alors qu'elle pouvait aussi être considérée comme un moyen de défense<sup>1633</sup>. L'interprétation des capacités militaires, qu'il s'agisse de l'arme nucléaire – dissuasive dans les mains des Américains – ou d'autres moyens militaires, est intrinsèquement liée aux intentions et motivations prêtées à ceux qui les possèdent : par exemple, la représentation du caractère exclusivement défensif d'un dispositif militaire dépend essentiellement des intentions qui sont prêtées à son détenteur<sup>1634</sup>. Face aux capacités militaires nord-coréennes, la question des intentions et des motivations de ses dirigeants a émergé<sup>1635</sup>, d'autant plus qu'ils étaient représentés comme ne les exprimant pas et laissant par conséquent les dirigeants américains dans l'incompréhension<sup>1636</sup>. Contraints de seulement supposer les motivations nord-coréennes, les membres de l'administration Clinton considéraient qu'il était dangereux « *to become wildly optimistic or wildly pessimistic at any stage, based on [their] assumptions about what is motivating them* », souhaitant fonder leur opinion uniquement sur « *what they [said] and what they*

---

<sup>1631</sup> W.J. Clinton (1994, 15 juin). *Remarks on North Korea and an Exchange With Reporters*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=50340>.

<sup>1632</sup> W.J. Clinton (1995, 17 novembre), *op. cit.*

<sup>1633</sup> Pour une discussion de l'interprétation du caractère défensif ou offensif des moyens militaires au regard des motivations prêtées aux Etats, voir par exemple C. Glaser (1997). « The Security Dilemma Revisited ». *World Politics*, 50(1), p. 171-201, dont l'analyse est enrichie d'éléments d'intersubjectivité difficilement compatibles avec l'ontologie néoréaliste, approche dont il se réclame pourtant.

<sup>1634</sup> A. Wendt (1999), *op. cit.*, p. 265.

<sup>1635</sup> « *I don't really know what North Korean motivations are.* » [R. Gallucci (1994, 16 juin), *op. cit.*].

<sup>1636</sup> « *They don't confide in us their motives -- never have, never will. [...]* . » [Administration Clinton (1994, 22 juin), *op. cit.*].

[*did*] »<sup>1637</sup>. Or, en se basant sur les discours et les actes des dirigeants nord-coréens, les dirigeants américains leur attribuèrent les motivations qui leur semblaient les plus évidentes au regard de leurs différentes représentations, même s'il leur arrivait de reconnaître que des incertitudes persistaient<sup>1638</sup>. Par exemple, lorsque les dirigeants nord-coréens réclamèrent de l'argent en échange de l'inspection d'une infrastructure suspecte, le Président Clinton admit :

*no one can be absolutely sure of whether the North Korean position is simply a product of economic difficulties, so they're attempting to get more money out of various countries for doing what they ought to be doing anyway, or whether they really are moving toward a more hostile posture.*<sup>1639</sup>

A l'inverse, l'administration Clinton n'envisageait pas que les démonstrations de force des États-Unis et de la Corée du Sud, en particulier à travers les opérations dites *Team Spirit*, puissent être représentées comme hostiles. Si ces dernières furent finalement arrêtées en 1994, les États-Unis débutèrent la même année en Corée du Sud le déploiement du système de protection anti-missile Patriot, décision que le Président Clinton présenta comme « *purely defensive in nature*<sup>1640</sup> », assurant par ailleurs que les États-Unis « [*was*] *not trying to provoke North Korea*<sup>1641</sup> ». Or, les dirigeants nord-coréens pouvaient voir le dispositif anti-missiles américain comme une façon pour les États-Unis de préparer une offensive contre la Corée du Nord à laquelle cette dernière ne pourrait répliquer efficacement. Cependant, l'administration Clinton, comme la plupart des dirigeants américains, considérait que sa parole suffisait à témoigner de ses intentions, ce qui n'était pas le cas de celle des dirigeants

---

<sup>1637</sup> *Loc. cit.*

<sup>1638</sup> L'une des incertitudes concernait l'avancée du programme nucléaire nord-coréen, « *the intelligence reports* » étant « *divided on the question of how far the North Koreans [had] gone in developing a nuclear weapon* » [W.J. Clinton (1994, 20 janvier), *op. cit.*]. Les négociations visaient justement à clarifier ce point [W. J. Clinton (1994, 9 juillet). *The President's News Conference in Naples*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=50469>]. Encore fallait-il que les dirigeants américains acceptent de négocier.

<sup>1639</sup> W.J. Clinton (1998, 20 novembre), *op. cit.*

<sup>1640</sup> W.J. Clinton (1994, 21 mars). *Exchange With Reporters in Deerfield Beach, Florida*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=49845>.

<sup>1641</sup> W.J. Clinton (1994, 5 juin/a), *op. cit.*



nord-coréens. En ce sens, elle appelait les dirigeants nord-coréens à « *understand [its] intentions* », à savoir « *to prevent aggression, not to initiate it* »<sup>1642</sup>, mais ne leur offrait pas la possibilité de vérifier ses intentions, à tout le moins en guise de préalable à des négociations, alors qu'elle avait cette exigence à l'égard de cette dernière. Elle demandait en fait à la Corée du Nord de lui accorder une confiance qu'elle ne lui offrait pas en retour : une fois que la Corée du Nord aurait abandonné son programme nucléaire militaire, ses dirigeants pouvaient estimer que rien ne garantissait la parole des dirigeants américains, bien qu'ils affirmassent le contraire<sup>1643</sup>. Dans un tel contexte, la compréhension partielle des représentations des dirigeants nord-coréens ne suffisait pas à établir un climat de confiance durable, ce qui permet de comprendre le besoin récurrent des dirigeants nord-coréens d'agir de manière à rééquilibrer autant que possible le rapport de forces en faveur de la Corée du Nord, par exemple au moyen de tests de missiles balistiques.

A la suite de la conclusion de l'*Agreed Framework*, la relation des États-Unis avec la Corée du Nord fut donc marquée à la fois par des périodes de négociation et par les sanctions que prirent les États-Unis à l'encontre de la Corée du Nord. La reconnaissance partielle des représentations nord-coréennes ne pouvait en effet se faire au détriment de la propre identité des États-Unis et des représentations dont l'administration Clinton souhaitait qu'ils fassent l'objet. De surcroît, l'irrationalité prêtée aux dirigeants nord-coréens et le caractère incompréhensible de la plupart de leurs décisions pour les dirigeants américains empêchèrent de justifier une politique d'apaisement au sens neutre du terme, la vulnérabilité de la Corée du Nord ne conduisant pas nécessairement ses dirigeants à faire preuve de retenue. Dans le doute, l'administration Clinton ne pouvait se montrer excessivement souple à l'égard de la

---

<sup>1642</sup> W.J. Clinton (1993, 10 juillet/a), *op. cit.*

<sup>1643</sup> « *[S]o long as North Korea abides by the U.N. Charter and international nonproliferation commitments, it has nothing to fear from America* » (*loc. cit.*).

Corée du Nord ; au contraire, elle devait être « *resolute and (...) firm*<sup>1644</sup> », afin de résoudre le problème nord-coréen.

#### 8.1.2.2 Se montrer constructif en refusant l'apaisement

Pour l'administration Clinton, négocier avec la Corée du Nord impliquait de rendre compatibles, en termes de représentations et de pratiques politiques, ses propres attentes et celles des dirigeants nord-coréens : il en allait à la fois de la sécurité ontologique des États-Unis et de la résolution du problème nord-coréen. En cela, les États-Unis devaient se montrer intransigeants en matière de « non-négociable » tout en témoignant de leur volonté de négocier les sujets souhaités par la Corée du Nord. Ils devaient aussi manifester une certaine compréhension des représentations nord-coréennes sans justifier les pratiques politiques que les dirigeants nord-coréens y associaient. L'administration Clinton avait aussi le souci d'élaborer une réponse adéquate en termes d'ampleur et de mesure, une réponse disproportionnée étant susceptible de donner lieu à un cercle vicieux d'actions et de réactions. L'administration Obama manifesta la même préoccupation : elle envisagea de réinscrire la Corée du Nord sur la liste des États soutenant le terrorisme<sup>1645</sup>, mais fit cependant part de sa volonté de ne pas entrer « *into a tit-for-tat reaction to every North Korean provocative act*<sup>1646</sup> » que la résolution 1874 était susceptible de provoquer. L'administration Clinton, pour sa part, s'employa à faire preuve de

---

<sup>1644</sup> W.J. Clinton (1993, 11 juillet/b), *op. cit.*

<sup>1645</sup> Administration Obama (2009, 8 juin). *Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs and the Vice President's Chief Economist Jared Bernstein*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86272>.

<sup>1646</sup> Administration Obama (2009, 12 juin). *Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs and U.N. Ambassador Susan Rice*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86276>.

prudence face aux déclarations et aux actions nord-coréennes, invoquant des différences de signification et la nécessité de ne pas « *overreact* »<sup>1647</sup>.

L'imposition de conditions à l'ouverture de négociations avec la Corée du Nord et l'usage de sanctions permirent à l'administration Clinton de répondre de manière plus ou moins fructueuse à ces nécessités. Plutôt que de seulement formuler des exigences à l'égard de la Corée du Nord relatives à son programme nucléaire et à ses obligations internationales, l'administration Clinton convint avec les dirigeants sud-coréens et japonais d'adopter « *a broad and thorough approach* » à travers laquelle il aurait été offert à la Corée du Nord de respecter ses obligations internationales et concomitamment « *to discuss a broader array of issues* », en particulier concernant sa sécurité<sup>1648</sup>. En ce sens, elle articulait le comportement nord-coréen en matière nucléaire à ses préoccupations sécuritaires et, partant, ne le délégitimait pas catégoriquement, même s'il restait à ses yeux inacceptable. Elle faisait ainsi preuve de sa bonne foi, en particulier auprès de la Chine qu'il était nécessaire de convaincre que la prise de sanctions s'imposait, non seulement pour éviter un *veto* de sa part au Conseil de sécurité de l'ONU, mais aussi parce que « *North Korea [was] not the most exposed nation in terms of the effectiveness of sanctions* » et que, par conséquent, toute sanction devait bénéficier de « *strong support from all of the countries* »<sup>1649</sup>, *a fortiori* de la Chine. L'administration Clinton s'attacha à pratiquer une « *diplomatic finesse* » et un « *art of the possible* » dont l'*Agreed Framework* constitua un modèle<sup>1650</sup>. Si elle reconnaissait par la voix de Madeleine Albright que « *[t]he regime*

---

<sup>1647</sup> W.J. Clinton (1993, 1<sup>er</sup> décembre). *Exchange With Reporters Prior to Discussions With Prime Minister Carl Bildt of Sweden*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46187>.

<sup>1648</sup> Administration Clinton (1993, 23 novembre), *op. cit.*

<sup>1649</sup> *Loc. cit.*

<sup>1650</sup> W.C. Clemens (2016), *op. cit.*, p. 198 et 200.

*in Pyongyang hardly [inspired] trust* », l'*Agreed Framework* rendait cependant possible la résolution du problème nucléaire qu'il posait<sup>1651</sup>.

Après l'annonce des dirigeants nord-coréens de retirer leur État de l'AIEA et l'expulsion de ses inspecteurs au mois de juin 1994, le Président Clinton estima que les États-Unis n'avaient d'autre choix que de saisir le Conseil de sécurité de l'ONU, en cohérence avec ses représentations d'un bon fonctionnement de l'ordre international, afin que des sanctions soient prises contre la Corée du Nord<sup>1652</sup>. Avant cela, et au regard des craintes de la Corée du Nord pour sa survie, l'administration Clinton avait souhaité éviter de prendre des sanctions à l'égard de la Corée du Nord, en accord avec la Corée du Sud et la Chine, même si une telle option n'avait pas été exclue<sup>1653</sup>, conformément au souci des dirigeants américains de ne s'interdire d'emblée aucune possibilité. L'administration Clinton tenta de manier habilement les sanctions, afin d'équilibrer la réponse apportée à la Corée du Nord, en conformité avec ses propres représentations<sup>1654</sup>, mais essaya aussi d'éviter d'aggraver immodérément la situation de la Corée du Nord, afin d'éviter son effondrement brutal. En effet, tant les États-Unis que la Chine et le Japon « *all [shared] a common interest in a reunification of Korea* » sous la forme d'un « *soft landing, rather than a hard landing, rather than a collapse of North Korea* »<sup>1655</sup>. Un effondrement de la Corée du Nord était en effet susceptible de fragiliser la Corée du Sud, en particulier économiquement, mais également la Chine dont les dirigeants souhaitaient se prémunir de tout afflux de réfugiés. C'est également pour cette raison qu'ils se positionnaient contre « *harsh sanctions against North Korea*<sup>1656</sup> », ce qui pouvait tout aussi bien être vu comme un signe de faiblesse et de renonciation. L'administration

<sup>1651</sup> M.K. Albright (1998), *loc. cit.*, p. 60.

<sup>1652</sup> W.J. Clinton (1994, 5 juin/d), *op. cit.*

<sup>1653</sup> D. Myers (1993, 2 décembre), *op. cit.*

<sup>1654</sup> Selon lesquelles certaines actions « *made it virtually imperative that the Security Council consider the question of sanctions* », la responsabilité de la décision ne relevant pas des États-Unis mais du fonctionnement même de l'ordre international [W.J. Clinton (1994, 4 juin), *op. cit.*].

<sup>1655</sup> Administration Clinton (1994, 2 novembre), *op. cit.*

<sup>1656</sup> Positionnement rapporté par un journaliste [T. Snow (2006, 6 juillet), *op. cit.*].

Clinton campait ainsi sur une position qui pouvait apparaître comme contradictoire puisqu'elle plaidait simultanément en faveur de la diffusion de la démocratie partout dans le monde, en particulier dans la région Pacifique<sup>1657</sup> et donc pour la disparition à terme du régime nord-coréen, ce qui contribuait à obscurcir ses intentions.

C'est dans ce contexte caractérisé par la menace des États-Unis de sanctionner la Corée du Nord, que l'ex-président Carter négocia un accord avec celle-ci. A cette occasion, ses dirigeants manifestèrent leur intérêt « *in assurances against the use of nuclear weapons against them*<sup>1658</sup> ». En dépit de la résolution au moins temporaire de la crise nucléaire que permit la conclusion de l'*Agreed Framework*, la décision de l'administration Clinton de privilégier une politique d'engagement envers la Corée du Nord fut interprétée par de nombreux membres du Congrès comme un signe que les États-Unis avaient cédé au chantage nord-coréen et s'étaient laissés tenter par une politique d'apaisement<sup>1659</sup>. En effet, l'administration Clinton avait fait précéder l'intervention de Carter par des discussions avec les membres du Conseil de sécurité de l'ONU quant à d'éventuelles sanctions à prendre à l'encontre de la Corée du Nord : en suspendant les discussions portant sur les sanctions<sup>1660</sup>, les États-Unis faisaient un compromis en reprenant les discussions avec la Corée du Nord. La négociation basée sur la reconnaissance des représentations de l'autre et de sa compréhension du conflit pouvait constituer une source d'apaisement en ce qu'elle instaurait une forme d'égalité entre les parties prenantes et impliquait des concessions mutuelles<sup>1661</sup>. Une négociation pouvait donc être dénoncée en tant que telle.

---

<sup>1657</sup> W.J. Clinton (1993, 10 juillet/a), *op. cit.*

<sup>1658</sup> Administration Clinton (1994, 22 juin), *op. cit.*

<sup>1659</sup> C.-P. David, E. Lévesque et J. Tourreille (2007), *op. cit.*, p. 65.

<sup>1660</sup> L'administration Clinton avait annoncé que « *during the third round of talks* », elle « *would suspend efforts at the Security Council to gain the sanctions* » [Administration Clinton (1994, 30 juin). *Press Briefing by National Security Advisor Tony Lake and National Economic Council Advisor Bob Rubin*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59757>].

<sup>1661</sup> T. Lindemann (2010), *op. cit.*, p. 30.

Cependant, la situation pouvait aussi être analysée comme une habile stratégie diplomatique, l'administration Clinton s'étant créé une marge de manœuvre face à la Corée du Nord, probablement désireuse d'éviter les sanctions. Plutôt que d'apaiser la Corée du Nord, l'administration Clinton avait fait en sorte que le contexte de négociations soit davantage équitable et que les dirigeants nord-coréens ne soient pas les seuls à apparaître comme effectuant des concessions<sup>1662</sup>.

De manière générale, la politique que menait l'administration Clinton à l'égard de la Corée du Nord constitua une mise en scène des États-Unis qui visait à diffuser et à renforcer les représentations dont ils faisaient l'objet. Par exemple, l'administration Clinton manifesta la volonté « *to demonstrate to the world community that [it was] doing a responsible jobs of trying to bring this thing to closure*<sup>1663</sup> », soit de donner l'image d'un État prenant ses responsabilités. De même, le Président Clinton souhaitait que la Corée du Nord sache que les États-Unis prenaient la situation « *very seriously*<sup>1664</sup> », ne minimisant pas l'importance des actes posés par la Corée du Nord. Pour l'administration Clinton, les États-Unis assumaient leurs responsabilités à travers leur engagement dans des négociations bilatérales avec la Corée du Nord. En dépit du fait que « *South Korea, Japan, and China [were] intimately interested and personally affected by those developments* », le *leadership* dans la démarche de résolution du problème nord-coréen devait être endossé par les États-Unis : si les trois États étaient consultés, ils ne participaient pas directement aux négociations<sup>1665</sup>. Or, ce point était l'un des rares sur lesquels les positions américaines et nord-coréennes se rejoignaient : la représentation américaine selon laquelle les États-Unis devaient endosser la responsabilité de traiter avec la Corée du Nord était susceptible de

---

<sup>1662</sup> En 1997 également le Président Clinton apparut comme se préoccupant des représentations des dirigeants nord-coréens, estimant que les États-Unis avaient « *given them every opportunity to come with honor and to be treated with fairness* », ce qui devait selon lui les convaincre de reprendre les négociations sans perdre la face [W.J. Clinton (1997, 25 avril), *op. cit.*].

<sup>1663</sup> Administration Clinton (1993, 23 novembre), *op. cit.*

<sup>1664</sup> D. Myers (1993, 2 décembre), *op. cit.*

<sup>1665</sup> W.J. Clinton (1993, 19 novembre/b), *op. cit.*

répondre de manière satisfaisante à la volonté des dirigeants nord-coréens de résoudre la menace que représentaient pour eux les États-Unis. Le choix de négociations bilatérales était davantage conforme aux attentes et aux représentations des dirigeants nord-coréens que ne le furent ensuite les négociations multilatérales décidées par l'administration Bush. En cela, bien qu'il ait été aussi rendu possible par le rôle des États-Unis tel que se le représentait l'administration Clinton, ce choix fut interprété comme une concession faite à la Corée du Nord et comme une manière de l'apaiser, ce qui était tout aussi déshonorant du point de vue républicain. La variété des représentations articulées à la négociation en général et à la négociation bilatérale ajoutait à la complexité de la décision.

Par ailleurs, les administrations américaines se posèrent la question de la nécessité de modifier les politiques américaines à l'aune des représentations et des aspirations nord-coréennes. Elles craignaient qu'une telle modification ne soit interprétée comme une légitimation du régime et du comportement nord-coréens et comme un signe de faiblesse et de démission de la part des États-Unis. Par exemple, malgré des coupes dans le budget de la défense américaine, le Président Clinton souligna le maintien des « *troop levels in Korea or Japan*<sup>1666</sup> », ce qui n'apaisa pas les inquiétudes des dirigeants nord-coréens. Selon lui, le maintien de la présence américaine en Asie était indispensable tant que le problème nucléaire nord-coréen n'était pas résolu<sup>1667</sup> : il demandait en fait à la Corée du Nord de renoncer à un moyen de faire face aux capacités américaines, alors que les États-Unis persistaient à alimenter la menace que se représentaient les dirigeants nord-coréens. Clemens souligne d'ailleurs que les administrations américaines se sont interrogées de la même manière :

---

<sup>1666</sup> W.J. Clinton (1993, 11 juillet/c). *Remarks to the Troops at Camp Casey, South Korea*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46837>.

<sup>1667</sup> W.J. Clinton (1993, 20 juillet/b). *Interview With the Wisconsin Media*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46874>.

*Should Washington try to conciliate the North by canceling the maneuvers conducted annually by U.S. and ROK forces? Or should it conduct and amplify the exercises to intimidate the North and please hard-liners in Seoul and in Washington?*<sup>1668</sup>

Parallèlement, l'administration Clinton ne choisit pas systématiquement de sanctionner ou de remettre en cause des négociations en cours face à ce qu'elle considérait comme des provocations de la part de la Corée du Nord, la poursuite de son programme de développement de missiles balistiques et la réalisation de lancements-tests par exemple. A l'inverse, en septembre 1999 à Berlin, elle négocia un moratoire sur les tests de missiles balistiques pendant la durée des négociations en échange de la poursuite de l'allègement des sanctions imposées à la Corée du Nord, déjà négocié dans le cadre de l'*Agreed Framework* et susceptible d'engager une normalisation des relations économiques entre la Corée du Nord et les États-Unis<sup>1669</sup>. Jusqu'alors, selon la propre déclaration de l'administration Clinton, un tel allègement avait été réalisé « *a little bit; (...) [not] too much*<sup>1670</sup> ». Aux mois de septembre 1999 et de juin 2000, elle leva presque totalement l'embargo sur la Corée du Nord, en œuvre depuis 1950<sup>1671</sup>, de manière conditionnelle, « *based on [its] understanding that [North Korea would] refrain from [long-range missile] testing*<sup>1672</sup> ».

Justement, entre 1998 et 2000, la politique de l'administration Clinton à l'égard de la Corée du Nord tendait vers une normalisation. En témoigne la recommandation de William Perry, coordinateur de la politique nord-coréenne, en faveur d'une reconnaissance mutuelle des deux États et du rachat de tous les missiles nord-coréens.

<sup>1668</sup> W.C. Clemens (2016), *op. cit.*, p. 197.

<sup>1669</sup> W.J. Clinton (1999, 14 septembre). *Remarks on the Asia-Pacific Economic Cooperation Summit and an Exchange With Reporters in Auckland*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=56505>.

<sup>1670</sup> S. Berger (1999, 12 septembre). *Readout to the Press Pool by National Security Advisor Sandy Berger*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=47834>.

<sup>1671</sup> S. Matelly (2007), « Le pouvoir économique des États-Unis face aux États voyous ». Dans B. Courmont (dir.) (2007), *op. cit.*, p. 87.

<sup>1672</sup> J. Lockhart (1999, 17 septembre). *Press Briefing by Joe Lockhart*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=47687>.



Cela fut dénoncé par les Républicains comme une concession faite à un *rogue state*. Ces propositions allaient dans le sens de la politique initiée par Madeleine Albright, qui décida de « laisser de côté les jugements idéologiques » pour privilégier un « dialogue durable » et normaliser les relations avec le régime de Pyongyang, afin d'empêcher les dirigeants nord-coréens de justifier leur comportement par la diabolisation dont ils étaient victimes de la part de Washington<sup>1673</sup>. En octobre 2000, dans un contexte de normalisation des relations de la Corée du Nord avec plusieurs pays occidentaux<sup>1674</sup>, Madeleine Albright rencontra deux fois le vice-président de la Commission de défense nationale de Corée du Nord pour engager des pourparlers concernant le programme de missiles de la Corée du Nord<sup>1675</sup> et l'abandon du label « *rogue state* ». Ces dernières négociations n'aboutirent pas faute de temps. Toutefois, elles couronnèrent une politique d'engagement des États-Unis qui s'était voulue équilibrée entre politique d'ouverture et politique de sanction à l'égard de la Corée du Nord et propre au pragmatisme tel qu'envisagé par Madeleine Albright<sup>1676</sup>. Elles témoignaient pourtant aussi que « *on this matter as on so many others in the post-cold war world, (...) the proper course of action [was] hard to discern*<sup>1677</sup> ». Le Président Clinton avait attribué aux États-Unis un « *organizing principle* » distinct de celui qui présidait à leur destinée pendant la Guerre froide mais avait dû faire face à

---

<sup>1673</sup> B. Courmont (2007), *op. cit.*, p. 28.

<sup>1674</sup> L'ambassade britannique à Pyongyang fut inaugurée le 30 juillet 2001 et l'Union européenne établit des relations diplomatiques avec la Corée du Nord le 14 mai 2002 [B. Courmont (2007). Washington face à la rationalité de Pyongyang. Dans B. Courmont (dir.), *op. cit.*, notes de bas de page, p. 129.

<sup>1675</sup> Administration Clinton (2000, 15 juin), *op. cit.*

<sup>1676</sup> Elle rappelait à ce titre que convaincre les autres de changer de politique pouvait « *entail simple logic, economic incentives, technical assistance, new commitments, information-sharing, coercion, the threat of coercion, sanctions, the threat of sanctions, or any combination of the above* », mais aussi « *require a different mix of those elements tomorrow than it does today* » [M.K. Albright (1998), *op. cit.*, p. 59].

<sup>1677</sup> R.W. Apple Jr (1994, 12 juin). « The World; Facing Up to the Legacy Of an Unresolved War ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/1994/06/12/weekinreview/the-world-facing-up-to-the-legacy-of-an-unresolved-war.html>.

un problème qu'il articulait à de nombreux égards à la Guerre froide et à sa conclusion<sup>1678</sup>.

En outre, l'abandon du label « *rogue state* » fut décidé parce qu'il restreignait les possibilités en termes de pratiques politiques : être confronté à un *rogue state* impliquait la mise en œuvre de pratiques politiques spécifiques mais certainement pas celle de l'apaisement et de la compréhension. Le label avait eu l'avantage de contribuer à la routinisation des pratiques politiques à l'égard des États concernés, en particulier par l'exclusion des pratiques qu'ils ne méritaient pas, mais avait contraint les dirigeants américains dans la formulation de leur politique et les exposait davantage à la critique en termes de manque de cohérence ou de faiblesse. Il avait aussi contribué à renforcer des positions hostiles de la part des États labellisés comme tel, ce qui était contre-productif au regard des objectifs fixés. Toutefois, il témoignait également de représentations profondément ancrées à l'égard des États ainsi qualifiés : il illustre la persistance de certaines dimensions de l'imaginaire sécuritaire américain et fondait un « *distrustful state behavior*<sup>1679</sup> » de la part des États-Unis reproduit ensuite par les administrations Bush et Obama. Le label « *rogue state* » constituait un *norm entrapment*, c'est-à-dire « *the inability to pursue a preferred policy that violates a norm because of prior rhetorical affirmation of the norm*<sup>1680</sup> », parce qu'il n'était pas une simple appellation mais constituait une interpellation à l'égard de ceux qui l'utilisaient. Face à un *rogue state*, il convenait de ne pas céder, de ne pas se montrer faible, de ne pas chercher à l'apaiser, de ne lui

---

<sup>1678</sup> Par exemple, l'administration Clinton inscrivait la résolution du problème nord-coréen dans la nécessité de « *ensure that the end of the cold war [did] not provide an opening for regional rivalries, chaos, and arms races* » [W.J. Clinton (1993, 10 juillet/a), *op. cit.*].

<sup>1679</sup> Expression utilisée par J. Mitzen (2006), *op. cit.*, p. 352.

<sup>1680</sup> L. Cass (2005). « Norm Entrapment and Preference Change : The Evolution of the European Union Position on International Emissions Trading ». *Global Environmental Politics*, 5(2), p. 39. Risse parle pour sa part de « *argumentative self-entrapment* », caractéristique des acteurs qui « *are uncertain about their own identities, interests, and views of the world* » ou de contextes dans lesquels « *rhetorical arguments are subject to scrutiny and counterchallenges* », ce qui était le cas dans un monde post-Guerre froide que les États-Unis cherchaient à (continuer de) façonner [T. Risse (2000), *op. cit.*, p. 23].

donner raison en aucun cas. En ce sens, la politique de main tendue poursuivie par l'administration Clinton sous la forme de négociations bilatérales fit l'objet d'accusations d'apaisement de la part du Congrès à majorité républicaine<sup>1681</sup> et généra un scepticisme largement répandu dans la presse nationale après la conclusion de l'*Agreed Framework*<sup>1682</sup>. En dépit de son usage du label, l'administration Clinton mena une politique diplomatique équilibrée entre négociation, concessions et sanctions qui visait l'intégration progressive de la Corée du Nord à la « communauté internationale »<sup>1683</sup>. Elle le fit en arguant que l'ouverture économique et politique contribuerait à la pacification de la Corée du Nord et qu'un effondrement de son régime n'était pas souhaitable. Elle parvint donc à s'émanciper de ce *norm entrapment* en mobilisant d'autres dimensions de son imaginaire sécuritaire, ce qui ne fut en revanche pas le cas de l'administration Bush ou alors tardivement. Les représentations des membres de l'administration Clinton à l'égard de la Corée du Nord évoluèrent à la faveur de la pratique du pouvoir et de la diplomatie et de l'établissement d'une routine, celle de négocier avec la Corée du Nord tout en la sanctionnant si nécessaire. Cela ne fut manifestement pas le cas des Républicains et à plus forte raison des membres de l'administration Bush. L'abandon du label en 2000 fut finalement trop tardif et les représentations articulées à la Corée du Nord trop ancrées pour que d'autres puissent y être progressivement substituées à travers un changement de pratiques.

## 8.2 Négocier sans perdre la face : les négociations multilatérales avec la Corée du Nord

L'administration Clinton était parvenue à créer un contexte favorable à la négociation parce qu'elle avait saisi et compris au moins dans une certaine mesure les

---

<sup>1681</sup> En cohérence avec l'idée que décider de négocier avec un « vilain » revient à céder et constitue donc un signe de faiblesse de décideurs trop enclins au compromis [B. Spector (1999), *op. cit.*, p. 33].

<sup>1682</sup> R.N. Haas (1997), *op. cit.*, p. 116.

<sup>1683</sup> La participation pleine et entière des « *transitional or otherwise troubled states* » à ce que Madeleine Albright appelait ici « *the international system* » était l'un des quatre enjeux de l'administration Clinton en matière de politique étrangère [M.K. Albright (1998), *op. cit.*, p. 52].

représentations de la Corée du Nord, en particulier celles relatives à la menace que représentaient les États-Unis. Il en fut tout autrement de l'administration Bush pour laquelle les États-Unis n'avaient rien à se reprocher dans ce cas précis. Par conséquent, les « *physical security aspirations* » de la Corée du Nord ne pouvaient « *be made salient for interaction because they [were] not recognized by the other*<sup>1684</sup> » qu'étaient les États-Unis.

### 8.2.1 Ne pas réitérer les erreurs du passé

L'administration Clinton avait laissé derrière elle un chantier diplomatique inachevé : celui portant sur les modalités de vérification de l'application d'un accord qui « *would [have] both [halted] North Korea's exports of missiles and related technology and [stopped] further production, deployment and testing of long-range missiles*<sup>1685</sup> ». Alors que Colin Powell alors Secrétaire d'État semblait avoir entrouvert la porte à la poursuite de négociations avec la Corée du Nord, il affirma peu de temps après qu'il n'était pas vrai « *that imminent negotiations [were] about to begin*<sup>1686</sup> ». De plus, en promouvant la construction d'un système de défense anti-missile plutôt que la négociation avec la Corée du Nord qu'il jugeait problématique en raison de son manque de transparence, le Président Bush plongea « *years of diplomacy into deep freeze*<sup>1687</sup> ». De manière générale, en critiquant la politique de négociation de l'administration Clinton pendant ses deux mandats<sup>1688</sup>, les Républicains avaient construit et nourri un ensemble d'articulations et d'interpellations qui excluait toute négociation à l'occasion de laquelle un certain degré de confiance aurait pu être témoigné à la Corée du Nord. Celle-ci était articulée à un « *bad behavior* » et les États-Unis ainsi interpellés ne devaient pas récompenser un tel comportement par l'ouverture de négociations<sup>1689</sup>, d'autant moins que la Corée du Nord avait déjà « *pocketed those parts of the agreement and then [it] walked out on [its] part of the agreement*<sup>1690</sup> ». La position de la nouvelle administration fut

---

<sup>1684</sup> J. Mitzen (2006), *op. cit.*, p. 360.

jugée hostile par la Corée du Nord qui y vit une « *black-hearted intention to torpedo the dialogue between north and south [Korea]* »<sup>1691</sup>.

#### 8.2.1.1 Préserver les États-Unis de tout outrage

Suite à la visite en Corée du Nord au mois d'octobre 2002 de James Kelly, Secrétaire d'État assistant pour l'Asie de l'Est et le Pacifique, il fut reproché aux dirigeants nord-coréens d'avoir dissimulé un programme d'enrichissement d'uranium en violation de l'*Agreed Framework*. A cette occasion, l'un de ses dirigeants avait en effet reconnu pour la première fois que la Corée du Nord poursuivait un programme d'enrichissement d'uranium<sup>1692</sup>, déclaration qui fut reniée sur la base d'une erreur de traduction. Décidant que la Corée du Nord n'était pas un interlocuteur digne de confiance et qu'elle tardait à mettre en œuvre l'accord, en particulier à travers l'abandon de son programme nucléaire militaire, alors que les États-Unis lui avaient déjà octroyé « *a series of benefits and programs, including the shipment of fuel oil and other potential benefits*<sup>1693</sup> », l'administration Bush gela les discussions en cours. La référence constante que fit l'administration Bush à cet accord comme un échec, le

---

<sup>1685</sup> Selon la tribune de Wendy Sherman, coordinatrice de la politique de l'administration Clinton à l'égard de la Corée du Nord de 1997 à 2001 [W. Sherman (2001, 7 mars), *op. cit.*].

<sup>1686</sup> C. Powell (2001, 7 mars). *Remarks by Secretary of State Colin Powell to the Pool*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=78724>.

<sup>1687</sup> Y. Dreazen (2013, 15 octobre). « Sherman's March ». *Foreign Policy*, consultable ici : <http://foreignpolicy.com/2013/10/15/shermans-march/>.

<sup>1688</sup> Par exemple, l'ancien Secrétaire d'Etat James Baker dénonça l'échec de la « *policy of appeasement* » conduite par l'administration Clinton à l'égard de la Corée du Nord [J.A. Baker (1999, 19 mars). « North Korea Wins Again ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/1999/03/19/opinion/north-korea-wins-again.html>].

<sup>1689</sup> C'était le propos de James Baker (*loc. cit.*).

<sup>1690</sup> A. Fleischer (2003, 8 janvier), *op. cit.*

<sup>1691</sup> Arms Control Association (2018, janvier). *Chronology of U.S.-North Korean Nuclear and Missile Diplomacy*. Consultable ici : <https://www.armscontrol.org/factsheets/dprkchron>.

<sup>1692</sup> G.J. Moore (2008). « America's Failed North Korea Nuclear Policy : A New Approach ». *Asian Perspective*, 32(4), p. 12.

<sup>1693</sup> A. Fleischer (2003, 8 janvier), *op. cit.*

qualifiant de « *nullified*<sup>1694</sup> », contribua par ailleurs à occulter tout le travail diplomatique qu'avait mené l'administration Clinton. Or, la politique de son prédécesseur avait au contraire fourni au Président Bush le moyen de peser sur la Corée du Nord, les « *Clinton's carrots* » qu'étaient les différentes aides octroyées à la Corée du Nord et les relations diplomatiques renforcées avec différents pays étant devenues les « *Bush's sticks* » et les États-Unis ayant pris conscience « *of the North's interest in swapping its proliferation threat for external assistance* »<sup>1695</sup>. Toutefois, négocier de nouveau avec la Corée du Nord aurait signifié que l'administration Bush acceptait l'irrespect de l'accord conclu par la Corée du Nord, soit un outrage à l'égard des États-Unis, et qu'elle « *[rewarded] North Korea for bad behavior*<sup>1696</sup> ». Si le cadre de l'*Agreed Framework* et la poursuite de relations avec la Corée du Nord sortant du cadre habituel constituaient effectivement un risque, il valait la peine d'être pris selon Wendy Sherman<sup>1697</sup>. Cette appréciation n'était manifestement pas partagée par les membres de l'administration Bush. Le problème nucléaire posé par la Corée du Nord devait être résolu préalablement à tout autre différend, afin de ne pas permettre à la Corée du Nord d'utiliser son programme nucléaire comme un moyen de chantage et d'éviter de répondre « favorablement » à ce chantage qui participait du comportement déviant de la Corée du Nord.

En octobre 2002, les dirigeants américains, sud-coréens et japonais s'accordèrent pour résoudre le problème nucléaire nord-coréen « *peacefully in close consultation trilaterally and with other concerned nations around the globe* », entérinant le passage d'une gestion bilatérale du conflit à une gestion multilatérale, et surtout conditionnèrent la normalisation de leurs relations avec la Corée du Nord à la

---

<sup>1694</sup> A. Fleischer (2002, 21 octobre). *Press Briefing by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63504>.

<sup>1695</sup> V.D. Cha et D.C. Kang (2003), *op. cit.*, p. 24-25.

<sup>1696</sup> A. Fleischer (2003, 29 avril). *Press Briefing by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61082>.

<sup>1697</sup> W. Sherman (2001, 7 mars), *op. cit.*

résolution du problème que posait son programme nucléaire. Au demeurant, la balle restait dans le camp de la Corée du Nord<sup>1698</sup>, dont les

*relations with the international community (...) [rested] on [its] prompt and visible actions to dismantle its program to produce highly enriched uranium for nuclear weapons.*<sup>1699</sup>

En outre, l'administration Bush articulait la récompense au « *bad behavior* » nord-coréen à la négociation bilatérale en général et à l'*Agreed Framework* en particulier et insista de manière récurrente pour démarquer sa propre politique de la démarche qu'avait privilégiée l'administration Clinton, caricaturée comme « *the old policy of appeasing these guys*<sup>1700</sup> ». Plutôt que de « récompenser » la Corée du Nord pour son mauvais comportement, le « *business as usual*<sup>1701</sup> » sous l'administration Clinton, il convenait de la sanctionner et de maintenir une position ferme. Cette tendance à la caricature de la politique de l'administration précédente fut constante et particulièrement illustrée par les propos sarcastiques tenus par Tony Snow :

*I understand what the Clinton administration wanted to do. They wanted to talk reason to the government of Pyongyang, and they engaged in bilateral conversations. And Bill Richardson went with flowers and chocolates, and he went with light-water nuclear reactors, and he went with promises of heavy oil, and a basketball signed by Michael Jordan, and many other inducements for the "Dear Leader" to try to agree not to develop nuclear weapons, and it failed.*<sup>1702</sup>

Les membres de l'administration Bush décrivirent leur propre politique comme offrant à la fois « *carrots and sticks* » à l'inverse de celle de l'administration Clinton

<sup>1698</sup> Selon l'expression utilisée par Ari Fleischer [A. Fleischer (2003, 8 janvier), *op. cit.*].

<sup>1699</sup> G.W. Bush (2002, 26 octobre), *op. cit.*

<sup>1700</sup> T. Snow (2006, 10 octobre), *op. cit.*

<sup>1701</sup> Expression employée par l'administration Bush pour souligner le changement de politique à l'égard de la Corée du Nord [S. McClellan (2002, 13 novembre), *op. cit.*] en ce qu'elle assurait que « *the United States [would] not enter into dialogue in response to threats or broken commitments, and [it would] not bargain or offer inducements for North Korea to live up to the treaties and agreements it [had] signed* » [A. Fleischer (2002, 12 décembre). *Press Gaggle with Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=47464>].

<sup>1702</sup> T. Snow (2006, 10 juillet), *op. cit.*

qui avait mis en œuvre une approche exclusivement « *carrots-oriented* »<sup>1703</sup> et qui « *[would] no longer be effective* »<sup>1704</sup>.

L'administration Obama afficha également l'ambition de modifier la politique des États-Unis à l'égard de la Corée du Nord, affirmant avoir « *broken the cycle of rewarding provocative actions by the North Koreans* », dans lequel elle estimait que l'administration précédente s'était fourvoyée. Alors que, pour l'administration Bush, il s'agissait de ne pas récompenser la Corée du Nord dès lors qu'elle ne faisait que respecter des engagements pris, l'administration Obama décida de cesser d'octroyer des aides alimentaires à la Corée du Nord, ne pouvant vérifier qu'elles étaient bien distribuées aux populations auxquelles elles étaient destinées.<sup>1705</sup> Ce qui était présenté comme la réponse incontournable à une exigence humanitaire par l'administration Bush l'était comme une récompense malvenue par l'administration Obama. De la même manière que l'administration Bush avant elle l'administration Obama adopta une posture de refus du « *pattern* » nord-coréen, selon lequel la Corée du Nord se comportait « *in a belligerent fashion, and if it [waited] long enough, [was] then rewarded with foodstuffs and fuel and concessionary loans and a whole range of benefits* ». Le Président Obama déclara par conséquent que tout « *belligerent, provocative behavior that [threatened] neighbors [would] be met with significant, serious enforcement of sanctions that [were] in place* ».<sup>1706</sup> Aussi, l'administration Obama estima que la responsabilité de la reprise des SPT ne relevait pas des États-Unis mais de la seule Corée du Nord, excluant également toute initiative d'apaisement de la part des États-Unis<sup>1707</sup>. Pour autant, la politique menée par les

---

<sup>1703</sup> T. Snow (2006, 10 octobre), *op. cit.*

<sup>1704</sup> A. Fleischer (2003, 18 février), *op. cit.*

<sup>1705</sup> Administration Obama (2012, 13 avril). *Press Gaggle by Press Secretary Jay Carney and Deputy National Security Advisor for Strategic Communications Ben Rhodes*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=100490>.

<sup>1706</sup> B. Obama (2009, 16 juin/a), *op. cit.*

<sup>1707</sup> « *[T]his isn't a step for us to take, this is a step for the North Koreans to take in living up to (...) those obligations.* » [R. Gibbs (2010, 11 janvier). *Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs*. Mis



administrations Bush et Obama ne fut pas tout à fait similaire, le Président Obama considérant notamment que « *diplomacy was not working with North Korea*<sup>1708</sup> » alors que le Président Bush n'exclut que les négociations bilatérales. Le Président Obama indiqua en outre qu'il était hors de question de faire les mêmes erreurs face à l'Iran que face à la Corée du Nord, refusant par conséquent « *to duplicate what [had] happened with North Korea, in which talks just continue forever without any actual resolution to the issue*<sup>1709</sup> ». L'administration Obama envoya un représentant discuter avec les dirigeants nord-coréens pour sonder leur volonté de revenir à la table des négociations comme l'administration Bush l'avait fait en dépêchant James Kelly en Corée du Nord en 2002, mais elle le fit discrètement et précisa qu'elle ne comptait pour autant pas offrir des incitations à la Corée du Nord à cette fin<sup>1710</sup>.

Pendant cinq ans, l'administration Bush refusa de dialoguer avec la Corée du Nord en dehors d'un contexte multilatéral, refusant des discussions bilatérales arguant du fait que la Corée du Sud, le Japon, la Russie et la Chine devaient y prendre part pour trouver une solution sur le long terme, mais également par souci de ne pas reprendre la politique de son prédécesseur<sup>1711</sup> qu'il qualifiait de « *bad policy (...) naive and dangerous* »<sup>1712</sup>. Le retour à la négociation avec la Corée du Nord selon d'autres modalités permit à l'administration Bush de continuer à dénoncer les erreurs de l'administration précédente et donc de ne pas avoir à se dédire, mais aussi d'afficher

---

en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=87390>.

<sup>1708</sup> Déclaration reprise par un journaliste lors d'une conférence de presse [Administration Obama (2009, 12 juin), *op. cit.*].

<sup>1709</sup> B. Obama (2009, 19 novembre). *The President's News Conference With President Lee Myung-bak of South Korea in South Korea*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86947>.

<sup>1710</sup> C. Sang-Hun (2009, 8 décembre). « U.S. Envoy Makes Rare Visit to North Korea ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2009/12/09/world/asia/09korea.html>.

<sup>1711</sup> M. Fitzpatrick (2006). « Iran and North Korea : The Proliferation Nexus ». *Survival*, 48(1), p. 72-73. Clemens va dans le même sens en affirmant que « *[m]any observers thought that Bush's policies reflected an ABC complex—"anything but Clinton."* » [W. Clemens (2016), *op. cit.*, p. 211].

<sup>1712</sup> G.W. Bush (2004, 8 octobre). *Presidential Debate in St. Louis, Missouri*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=72776>.

sa volonté de procéder différemment et de manière plus fructueuse. En fait, elle se résignait finalement à recourir à la négociation, la stigmatisation de la Corée du Nord s'étant révélée inefficace. Elle considérait de surcroît que des négociations bilatérales auraient fourni un pouvoir de nuisance aux Nord-Coréens qu'elle n'était pas disposée à leur accorder, en particulier celui de flouer les États-Unis. Elle craignait aussi d'être accusée d'avoir cédé à un État n'ayant pas respecté un accord préalable et donc d'avoir fait preuve de faiblesse. Contre toute évidence, elle maintenait même ne pas mener de négociations, mais simplement des discussions avec la Corée du Nord. Pourtant, les négociateurs américains rencontrèrent dans le cadre des SPT les représentants de la Corée du Nord de manière bilatérale. Interrogée sur ce sujet par des journalistes au fait de son positionnement politique de ne pas négocier bilatéralement avec la Corée du Nord, l'administration Bush affirma que « *it was not a negotiating session* » mais « *more of a discussion to talk about modalities for the six-party talks* »<sup>1713</sup>. Elle réaffirma par la suite qu'elle n'avait « *no intention of negotiating any bilateral agreement with North Korea* »<sup>1714</sup>.

Quant aux potentielles négociations bilatérales avec la Corée du Nord en tant que telles, le Président Bush se les représentait comme « *[t]he path of least resistance* » face à celle-ci et comme une concession à un « *rogue state* ». Face à la « *strategy of divide and conquer* » que l'administration Bush estimait adoptée par les dirigeants nord-coréens elle choisissait de leur opposer un front uni, la conduite de négociations multilatérales en étant selon elle l'une des manifestations les plus flagrantes.<sup>1715</sup> Jervis affirme que le recours au multilatéralisme était dans ce cas simplement instrumental, puisqu'il était utilisé comme

---

<sup>1713</sup> S. McClellan (2005, 25 juillet). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66246>.

<sup>1714</sup> S. McClellan (2005, 28 juillet). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66250>.

<sup>1715</sup> C. Rice (2003, 31 octobre), *op. cit.*

*a way to avoid giving what the United States regards as a concession to North Korea and a means of further weakening and isolating it, despite others believing this is unwise.*<sup>1716</sup>

Or, nous arguons au contraire que le recours au multilatéralisme avait sa place parmi les pratiques politiques rendues possibles par les représentations identitaires de l'administration Bush, au moins jusqu'en 2005 – nous y reviendrons. Représentations mutuellement construites avec ce que l'administration Bush considérait comme les intérêts des États-Unis : les États-Unis n'avaient pas intérêt à paraître faibles et leurs dirigeants se les représentaient comme puissants et comme ne pouvant céder face à un État tel que la Corée du Nord. De plus, le recours au multilatéralisme s'inscrivait dans la politique prônée par l'administration Bush consistant à isoler les « *outlaw regimes*<sup>1717</sup> » et avait en cela une véritable assise représentationnelle. Dès lors que l'administration Bush s'était exprimée en faveur de négociations multilatérales, la désignation des parties prenantes représentait une façon de garder la main sur le processus : alors que les dirigeants chinois souhaitèrent maintenir la configuration des négociations trilatérales de Pékin conduites en avril 2003 en l'état, l'administration Bush estima que le problème devait être résolu également en collaboration avec le Japon et la Corée du Sud. De même, elle balaya d'un revers de la main le refus des dirigeants nord-coréens de voir le Japon participer aux SPT, affirmant que « *North Korea [didn't] have a say in who [attended] those meetings*<sup>1718</sup> ». Il était également exclu que les États-Unis se fassent insulter par la Corée du Nord à travers une énième violation de ses engagements<sup>1719</sup>, les dirigeants nord-coréens ne semblant pas avoir pris suffisamment la parole des dirigeants américains au sérieux puisqu'ils n'avaient pas hésité à leur mentir selon l'administration Bush<sup>1720</sup>. Il était essentiel de mener des

<sup>1716</sup> R. Jervis (2003). « Understanding the Bush doctrine ». *Political Science Quarterly*, 118(3), p. 374.

<sup>1717</sup> G.W. Bush (2004, 21 juillet), *op. cit.*

<sup>1718</sup> S. McClellan (2003, 10 octobre). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61175>.

<sup>1719</sup> T. Snow (2007, 13 février), *op. cit.*

<sup>1720</sup> « *[W]e tried the bilateral approach, and it didn't work because [Kim Chong-il] didn't tell the truth.* » [G.W. Bush (2003, 14 août). *Interview With the Armed Forces Radio and Television*]

négociations multilatérales avec la Corée du Nord, à tout le moins avec la Chine qui était son partenaire commercial quasiment exclusif, puisque ainsi, « *if Kim Chong-il [decided] again to not honor an agreement, he [was] not only doing injustice to America, he [would] be doing injustice to China as well*<sup>1721</sup> ». Un front multilatéral devait aussi permettre de contrer la « *strategy of divide and conquer*<sup>1722</sup> » jusque-là menée par la Corée du Nord. Il s'agissait de placer le leader nord-coréen dans une position dans laquelle une violation de ses engagements aurait eu des conséquences, contrairement aux négociations bilatérales puisque les États-Unis ne disposaient pas des leviers nécessaires pour affecter la politique nord-coréenne<sup>1723</sup>. L'association des paroles des dirigeants américains, russes, chinois, japonais et sud-coréens était supposée avoir une plus grande capacité d'influence sur la Corée du Nord que la seule parole des dirigeants américains et fonder ce que Tony Snow appelait l'« *[e]ffective diplomacy* », à savoir « *holding a number of states together so that, unified, they [could] assert their influence on North Korea* »<sup>1724</sup>. Cela confirme la représentation de la négociation qu'avait l'administration Bush à tout le moins face à la Corée du Nord : celle d'un exercice de rapport de forces dans le cadre duquel des pressions devaient être exercées<sup>1725</sup>. En cela, le Président Bush refusait que la Corée du Nord puisse à nouveau mettre les États-Unis dans une situation où leur insuffisant avantage sur la Corée du Nord apparaîtrait au grand jour. Négocier avec un État sans garantie qu'il ne respecte ses engagements exposait les États-Unis à une perte de crédibilité puisque cela aurait témoigné de la possibilité pour cet État de rompre un

---

Service. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=467>].

<sup>1721</sup> G.W. Bush (2004, 30 septembre), *op. cit.*

<sup>1722</sup> C. Rice (2003, 31 octobre), *op. cit.*

<sup>1723</sup> « *I was concerned that they didn't honor agreements from the past, and so therefore, I said, we're not going to continue the bilateral negotiations that I inherited, because I felt very strongly that those negotiations were nonconsequential.* » [G.W. Bush (2007, 3 octobre). *Remarks and a Question-and-Answer Session in West Hempfield Township, Pennsylvania*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75865>].

<sup>1724</sup> T. Snow (2006, 26 juin), *op. cit.*

<sup>1725</sup> T. Snow affirmait explicitement que le « *diplomatic consensus* » devait permettre « *to put whatever appropriate pressure on the government in Pyongyang* » [T. Snow (2006, 5 juillet), *op. cit.*].

engagement sans être inquiété et donc de l'incapacité de l'État trompé d'affecter l'État tricheur, comme si le rapport de forces n'était qu'insuffisamment favorable aux États-Unis.

A l'inverse, convaincre la Chine de mettre ses propres capacités de persuasion au service de l'idée défendue par les États-Unis – faire en sorte de dénucléariser la péninsule coréenne – représentait une victoire. L'administration Obama mit également en exergue l'influence qu'elle prêtait à la Chine sur la Corée du Nord lorsqu'elle « *[urged] China to use its influence and persuasion*<sup>1726</sup> » sur la Corée du Nord. Or, la coopération à travers la négociation multilatérale avec la Chine et la Russie face à la Corée du Nord était d'autant plus porteuse de sens que la Corée du Nord était associée à ces deux États dans l'imaginaire sécuritaire américain, à la fois en raison de son régime politique, de son histoire et de sa localisation. Obtenir le soutien de la Chine et de la Russie face à la Corée du Nord constituait une victoire idéologique dans la continuité de la fin de la Guerre froide : l'ensemble de la démarche face à la Corée du Nord était une confirmation du processus de maturité dans lequel étaient engagés les États de la région et la région dans son ensemble<sup>1727</sup>. Le Président Obama inscrivit sa propre politique de consultation des voisins de la Corée du Nord en vue de résoudre pacifiquement le conflit dans la continuité du processus de maturation engagé par la région Asie-Pacifique,

*a region where international rules and norms [were] upheld, where nations [contributed] to regional security, where commerce and freedom of navigation [was] not impeded, and where disputes [were] resolved peacefully.*<sup>1728</sup>

---

<sup>1726</sup> R. Gibbs (2010, 29 novembre). *Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88814>.

<sup>1727</sup> La réunion autour de la même table des Américains, des Japonais, des Chinois et des Russes « *trying to convince Kim Jong Il to give up his nuclear weapons program* » était considérée comme « *pretty remarkable* » par le Président Bush [G.W. Bush (2006, 10 juillet). *Interview With Foreign Journalists*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=295>].

<sup>1728</sup> B. Obama (2012, 30 avril), *op. cit.*

De plus, les tentatives de résolution du problème nord-coréen constituaient une occasion pour les États-Unis et de coopérer avec la Chine et de construire un partenariat durable avec celle-ci, fondé sur la poursuite d'objectifs communs, ici la sécurisation d'une péninsule coréenne dénucléarisée<sup>1729</sup>. De même que la problématique nucléaire était présentée comme un domaine de coopération totem dans la relation entre les États-Unis et la Russie, la coopération en vue de résoudre le problème nord-coréen était présentée comme pouvant devenir celui de la relation sino-américaine.

De manière générale, le choix du multilatéralisme dans le cas du problème nord-coréen permettait à l'administration Bush de renforcer « *U.S. cooperation with major Northeast Asia powers*<sup>1730</sup> », la résolution commune ou à tout le moins la tentative commune de résolution d'un conflit mettant en exergue les représentations elles aussi communes aux parties prenantes et favorisant une coopération future. Notons que la dimension régionale du conflit et des parties prenantes à associer était mise en exergue de façon récurrente. Le Président Bush présentait la problématique nucléaire nord-coréenne comme « *a regional issue* », énumérant la Chine, la Corée du Sud, le Japon et la Russie comme « *[having] got a direct stake into whether or not North Korea [had] nuclear weapons*<sup>1731</sup> ». En effet,

*[i]f North Korea were to have a nuke, it certainly would have a lot more impact in the capitals -- in Seoul and Beijing and Tokyo and even Moscow than it would here in Washington.*<sup>1732</sup>

Le fait de justifier l'implication des autres États par le caractère régional du problème nord-coréen contribuait à maintenir les États concernés dans une dimension régionale plutôt que mondiale ou témoignait à tout le moins de la dimension régionale dans

<sup>1729</sup> T. Snow (2006, 17 octobre). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60271>.

<sup>1730</sup> G.W. Bush (2003, 13 décembre). *Fact Sheet: 2003: A Year of Accomplishment for the American People*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=80031>.

<sup>1731</sup> G.W. Bush (2003, 6 mars), *op. cit.*

<sup>1732</sup> T. Snow (2006, 10 octobre), *op. cit.*

laquelle l'administration Bush souhaitait inscrire les États cités. La Chine et la Russie n'étaient pas sollicitées en tant que puissances mondiales mais en tant qu'États voisins de la Corée du Nord, au même titre que la Corée du Sud et le Japon<sup>1733</sup>. Le Président Bush expliquait que les voisins de la Corée du Nord « *[were] North Korea's principal sources of food, energy, and trade* » et que conséquemment « *it [made] sense to enlist them in the effort to get the North Korean regime to end its nuclear program* »<sup>1734</sup>. Il mettait ainsi en exergue la capacité d'influence de ces États sur la Corée du Nord, ce qui ne constituait en rien une reconnaissance de leur puissance, étant donné que pour le Président Bush le fait de disposer d'une capacité d'influence sur un État aussi isolé n'était pas particulièrement significatif. Condoleezza Rice mentionnait en ce sens « *the regional players* » impliqués dans la crise provoquée par le programme nucléaire militaire nord-coréen<sup>1735</sup>, même si elle estimait par ailleurs que « *the six-party talks [were] the vehicle (...) that the international community [was] using to deal with North Korea*<sup>1736</sup> ». De surcroît, en 2008, l'administration Bush ne citait plus la Corée du Nord parmi les États dont la situation devait être évoquée par le Président Bush et le Secrétaire général de l'ONU au contraire de l'Iran<sup>1737</sup>, comme pour ne pas faire du programme nucléaire nord-coréen une problématique mondiale. Pour autant, si l'administration Bush insistait de façon récurrente sur l'objectif commun poursuivi par les parties prenantes des SPT, elle évoquait à peine les divergences en matière de posture de négociation, les dirigeants chinois et sud-coréens ayant à plusieurs reprises « *[urged] the United States to offer*

<sup>1733</sup> G.W. Bush (2003, 22 octobre), *op. cit.*

<sup>1734</sup> G.W. Bush (2006, 14 octobre), *op. cit.*

<sup>1735</sup> Administration Bush (2003, 22 septembre). *National Security Advisor Briefs Press on President's Trip to United Nations*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=80619>.

<sup>1736</sup> C. Rice (2006, 16 juillet). *Press Briefing by Secretary of State Condoleezza Rice*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60202>.

<sup>1737</sup> Administration Bush (2008, 11 février). *Statement by the Press Secretary: President Bush to Welcome United Nations Secretary-General Ban Ki-moon to the White House*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=84185>.

"flexibility" to North Korea<sup>1738</sup> » sous la forme d'incitations. Les dirigeants chinois exprimèrent par ailleurs leur opposition à des sanctions sévères à l'égard de la Corée du Nord, craignant « *that the regime could crumble and that [caused] a refugee problem for them*<sup>1739</sup> ». De même, l'administration Bush se félicita du vote positif de la Chine dans le cadre de l'adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU de la résolution 1695 condamnant les tests de missiles balistiques par la Corée du Nord et lui demandant de revenir à la table des pourparlers<sup>1740</sup>, Condoleezza Rice précisant qu'il s'agissait du premier vote positif de la Chine depuis 1993 d'une telle résolution mais pas que celle-ci ne prévoyait aucune sanction supplémentaire<sup>1741</sup>. Davantage encore, l'administration Bush présenta l'adoption de la résolution comme la preuve que les États-Unis « *[was] rallying the world behind North Korea*<sup>1742</sup> », réaffirmant leur rôle de *leader*. Pour autant, le recours au multilatéralisme ne garantissait aucune unanimité ni sur la posture à opposer à la Corée du Nord ni sur la nature et l'intensité des sanctions à lui imposer ; la Russie, la Chine et la Corée du Sud reprochèrent par exemple aux États-Unis leur refus de négocier directement avec la Corée du Nord<sup>1743</sup>, tandis que la position du Président Bush à l'égard de la Corée du Nord dès le début de son premier mandat atterra le Président sud-coréen<sup>1744</sup>.

Désireuse d'éviter que les États-Unis ne se fassent à nouveau flouer par la Corée du Nord, l'administration Bush exigea qu'elle abandonne l'ensemble de ses programmes nucléaires, civil comme militaire. Cette exigence présentée comme non-négociable contraignit l'ouverture et la conduite des négociations. Le second cycle des SPT qui

<sup>1738</sup> J. Brinkley (2005, 22 mars). « China Balks at Pressing the North Koreans ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2005/03/22/washington/world/china-balks-at-pressing-the-north-koreans.html>.

<sup>1739</sup> Propos rapportés par un journaliste [T. Snow (2006, 6 juillet), *op. cit.*].

<sup>1740</sup> United Nations. Security Council. *Security Council condemns Democratic People's Republic of Korea's missile launches, unanimously adopting resolution 1695 (2006)*. Consultable ici : <http://www.un.org/press/en/2006/sc8778.doc.htm>.

<sup>1741</sup> C. Rice (2006, 16 juillet), *op. cit.*

<sup>1742</sup> G.W. Bush (2003, 20 novembre), *op. cit.*

<sup>1743</sup> L.A. Niksch (2006). « North Korea's Nuclear Weapons Program ». *CRS Report for Congress*, p. 2. Consultable ici : <https://fas.org/sgp/crs/nuke/RL33590.pdf>.

<sup>1744</sup> W.C. Clemens (2016), *op. cit.*, p. 212.



se tint du 25 au 28 février 2004 sans que d'avancées significatives ne soient obtenues achoppa justement sur la question de l'arrêt des programmes nucléaires de la Corée du Nord, qui souhaitait produire de l'électricité grâce à l'énergie atomique. Or, « *[e]xperts [said] the country [did] not now have a civilian nuclear program to produce electricity*<sup>1745</sup> ». Dans ces conditions, les États-Unis et le Japon n'étaient pas prêts à consentir à l'octroi d'aides à la Corée du Nord au contraire de la Corée du Sud et de la Chine. Un troisième cycle se tint du 23 au 26 juin de la même année, à l'occasion duquel les États-Unis présentèrent en collaboration avec la Corée du Sud et le Japon « *a practical series of steps to achieve **the complete, verifiable and irreversible dismantlement** of North Korea's nuclear program*<sup>1746</sup> », soulignant le cadre strict et non propice à la tricherie ou à la défection que voulait mettre en œuvre l'administration Bush. De manière générale, le Président Bush insistait pour que « *any negotiation* » avec la Corée du Nord « *require complete verification of the terms of a potential agreement* »<sup>1747</sup>, ce qui n'avait selon lui pas été le cas pendant les deux mandats du Président Clinton.

Par ailleurs, le Président Bush assimila la négociation bilatérale à de l'unilatéralisme en opposition au dispositif multilatéral que son administration mit en place par la suite<sup>1748</sup>. Or, après l'invasion de l'Irak en 2003, il était essentiel aux yeux de l'administration Bush de témoigner de l'attachement des États-Unis au multilatéralisme. En outre, le recours à la négociation multilatérale témoignait de la formulation américaine du problème nord-coréen qui concernait l'ensemble de la « communauté internationale » et n'était pas exclusivement un « *Americans'*

---

<sup>1745</sup> J. Kahn (2004, 28 février). « Diplomats See Modest Progress In North Korea Nuclear Talks ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2004/02/28/world/diplomats-see-modest-progress-in-north-korea-nuclear-talks.html>.

<sup>1746</sup> S. McClellan (2004, 23 juin). *Press Gaggle by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66013>, nous soulignons.

<sup>1747</sup> G.W. Bush (2001, 7 mars), *op. cit.*

<sup>1748</sup> G.W. Bush (2004, 4 octobre), *op. cit.*

*problem*<sup>1749</sup> » selon l'administration Bush, puisque l'un des enjeux était justement l'intégration de la Corée du Nord à la « communauté internationale ». En ce sens, la Corée du Nord pouvait s'attendre à ce que se présentent « *opportunities to discuss energy aid* » et que puisse être conclu entre elle et les États-Unis « *not a formal treaty probably, but some sort of language on a nonaggression agreement* » uniquement si elle respectait ses engagements, en particulier si elle abandonnait son programme nucléaire de manière vérifiable. Cela ne constituait pas une récompense de la part des États-Unis mais un retour à la situation qui prévalait entre les deux États avant que la Corée du Nord ne viole ses engagements selon l'administration Bush.<sup>1750</sup> Il ne s'agissait pas non plus d'incitations car la Corée du Nord devait d'abord agir de manière adéquate pour espérer ensuite que lui soient accordés les bénéfices auxquels elle aspirait et auxquels elle aurait alors eu droit : l'administration Bush ne les présentait pas comme le fruit de négociations mais comme des avantages articulés à l'appartenance à la « communauté internationale »<sup>1751</sup> qu'aurait acquise la Corée du Nord à travers la procédure multilatérale qui lui était proposée. De surcroît, les négociations multilatérales étaient également vues comme une manière de pallier la mauvaise foi de la Corée du Nord dont elle pouvait plus difficilement faire preuve face à un plus grand nombre de pays, d'autant moins face à des États auxquels elle était liée, voire dont elle était dépendante, en particulier la Chine. A la mauvaise foi nord-coréenne n'était pas opposée la bonne foi de plusieurs pays mais une plus forte légitimité de la position opposée à celle de la Corée du Nord, façon de placer ses dirigeants au pied du mur et de les contraindre à reconnaître leurs torts, nous y reviendrons. L'administration Clinton avait estimé que la position américaine à l'égard de la Corée du Nord et de son programme nucléaire militaire était d'autant plus légitime et indiscutable que « *[its] allies on this issue, [...] not just South Korea*

<sup>1749</sup> T. Snow (2006, 10 octobre), *op. cit.*

<sup>1750</sup> A. Fleischer (2003, 14 janvier). *Press Briefing by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61020>.

<sup>1751</sup> Comme l'étaient à l'inverse « *isolation, economic stagnation, and continued hardship* » aux armes nucléaires [G. W. Bush (2003, 28 janvier), *op. cit.*].

*and Japan but Russia and China [...] [had] the same interests and the same desires* » que ceux des États-Unis<sup>1752</sup>. A l'instar cette fois de son prédécesseur, le Président Bush insistait sur l'unanimité des parties prenantes aux SPT sur le sujet, ainsi que d'autres États non directement voisins de la Corée du Nord, les Philippines<sup>1753</sup> ou la Mongolie<sup>1754</sup> par exemple.

#### 8.2.1.2 Recréer une *norm-entrapment*

L'administration Bush ayant défini sa politique à l'égard de la Corée du Nord en opposition avec celle de l'administration précédente et en l'articulant étroitement avec l'identité américaine, elle recréa la *norm entrapment* dont l'administration Clinton avait cherché à s'émanciper. Elle le fit aussi d'abord en dépréciant violemment et systématiquement la Corée du Nord sans manifester de volonté de compréhension des représentations de ses dirigeants, puis en excluant la négociation comme mode de résolution acceptable du conflit nord-coréen.

Le Président Bush dénonça la Corée du Nord à l'occasion de son discours sur l'état de l'Union en janvier 2002, faisant de celle-ci un membre de l'*Axis of evil* menaçant la paix du monde. Alors que l'administration Clinton s'était concentrée sur les problématiques relatives aux programmes militaires nord-coréens, nucléaire et balistiques, l'administration Bush ajouta la famine que subissaient les Nord-Coréens à la liste des griefs que les États-Unis avaient à l'encontre de la Corée du Nord<sup>1755</sup>. La politique affichée de son administration « *to talk any time, any place, anywhere,*

---

<sup>1752</sup> W.J. Clinton (1994, 22 juin). *Remarks and an Exchange With Reporters on North Korea*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=50374>.

<sup>1753</sup> G.W. Bush (2003, 19 mai). *Joint Statement Between the United States of America and the Republic of the Philippines*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64737>.

<sup>1754</sup> G.W. Bush (2004, 15 juillet). *Joint Statement Between the United States of America and Mongolia*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=72691>.

<sup>1755</sup> A nouveau lors de son discours sur l'état de l'Union en 2003 [G.W. Bush (2003, 28 janvier), *op. cit.*].

*without any preconditions with North Korea*<sup>1756</sup> », tout en prenant soin de distinguer le fait de discuter de celui de négocier, apparaissait par conséquent comme une dissonance peu propice à l'ouverture de négociations. En fait, l'administration Bush favorisa plutôt la réalisation d'une forme de prophétie auto-réalisatrice, qualifiée de « *perverse and self-defeating* » par Kim, en poussant la Corée du Nord à adopter de nouveau une posture agressive. Selon celui-ci,

*[f]aced with such a clear and present danger, along with the U.S. decision to stop sending the monthly heavy fuel supplies that were part of the 1994 U.S.-DPRK Agreed Framework, Pyongyang did what most countries under similar circumstances would do.*<sup>1757</sup>

Or, le fait que les dirigeants nord-coréens aient répondu à la nouvelle stratégie américaine par « *more bellicose statements and more steps taken to add to their stockpile of nuclear weapons that they already have*<sup>1758</sup> » alimentait les représentations américaines faisant de la Corée du Nord un État hostile et dangereux et justifiant la stratégie choisie.

De même, selon l'explication du Président Bush, le recours au multilatéralisme face à la Corée du Nord, c'est-à-dire le fait « *to work with friends and allies, as well as those who've agreed to be a part of the six-party talks* », contribuait à « *[plan] for the worst* »<sup>1759</sup> et participait de la prophétie auto-réalisatrice. L'intégration de la Corée du Nord à l'*Axis of evil* n'eut pour sa part qu'un seul mérite : celui de témoigner de la volonté de l'administration Bush de se montrer ferme à l'égard de cet État, au même

---

<sup>1756</sup> C. Powell (2002, 5 février). *Statement on President Bush's Budget Request for FY 2003. U.S. Department of State. Archive.* Consultable ici : <https://2001-2009.state.gov/secretary/former/powell/remarks/2002/7806.htm>.

<sup>1757</sup> S.S. Kim (2003), *op. cit.*, p. 15.

<sup>1758</sup> G.W. Bush (2003, 30 juillet). *The President's News Conference.* Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project.* Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63289>.

<sup>1759</sup> G.W. Bush (2006, 6 juillet), *op. cit.* Interrogé par un journaliste s'enquérant du « *potential to put [nuclear weapons] on a long-range missile and hit the United States* » dont disposait la Corée du Nord, McClellan répondit aussi en envisageant le pire au regard des représentations qu'avait le Président Bush du régime nord-coréen : « *[T]he President talked about we don't know if they have the capability to do that or not, but that that's all the more reason why we need to take steps under the assumption that they can, because of the regime that is in power there.* » [S. McClellan (2005, 2 mai), *op. cit.*].

titre qu'à l'égard des autres États ainsi qualifiés. Alors que le lien entre la Corée du Nord et l'Iran était ténu, la première ayant réalisé des transferts de « *missile technology* » au bénéfice du second, que la Corée du Nord « *[did] not share any religious, ideological, or strategic goals with Iran and Iraq* », qu'elle « *[had] not engaged in terrorism in the last 16 years, and there [had] never been any link, nor any suggested, between North Korea and al Qaeda* »<sup>1760</sup>, l'administration Bush avait élaboré une catégorie contraignante pour sa politique et aux bénéfices incertains. Selon l'expression de Kim, « *the Bush administration has boxed itself—and North Korea—into a corner* », en cohérence avec le remplacement par l'administration Bush de la « *rogue-state strategy* » de l'administration précédente (à tout le moins jusqu'en 2000 et l'abandon du label) par « *the evil-state strategy* » prônant un effondrement du régime nord-coréen : « *After all, “evil” is something to be destroyed, not something to negotiate with.* » Stratégie à laquelle elle souhaitait rallier la Chine, qui choisit plutôt de la parer par une « *proactive preventive diplomacy* ». <sup>1761</sup> Si les propos tenus par l'administration Bush ont contribué à durcir la position nord-coréenne, ils ont aussi affecté sa disposition à discuter et à négocier. Par exemple, après la déclaration de John Bolton, Sous-secrétaire d'État à la maîtrise des armements, selon laquelle « *North Korea was a "hellish nightmare" in the grip of a tyrant* <sup>1762</sup> », les dirigeants nord-coréens indiquèrent qu'il ne serait pas le bienvenu aux pourparlers. En dépit de sa fermeté revendiquée et de l'affirmation de la volonté du Président Bush de choisir les représentants des États-Unis dans le cadre des

---

<sup>1760</sup> V.D. Cha et D.C. Kang (2003), *op. cit.*, p. 20.

<sup>1761</sup> S.S. Kim (2003). « China and North Korea in a Changing World ». *Asia program Special Report*, 115, p. 14-15.

<sup>1762</sup> Propos rapportés par C. Marquis (2003, 2 septembre). « Absent From the Korea Talks: Bush's Hard-Liner ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2003/09/02/world/absent-from-the-korea-talks-bush-s-hard-liner.html>.

pour parler avec la Corée du Nord<sup>1763</sup>, l'administration Bush choisit finalement de ne pas intégrer John Bolton à la délégation américaine.

De telles représentations en totale opposition avec la manière dont l'administration Bush se représentait les États-Unis ne permettaient ni une quelconque compréhension des représentations nord-coréennes et des attentes associées ni une quelconque capacité à se mettre à la place des dirigeants nord-coréens. En dépit de leurs représentations négatives à l'égard de la Corée du Nord, les membres de l'administration Bush affirmaient n'avoir pas l'intention de l'attaquer<sup>1764</sup> et considéraient probablement que leurs déclarations en ces termes devaient suffire à convaincre les dirigeants nord-coréens. En ce sens, ils refusèrent de tenir compte de la déclaration de « *an unnamed North Korean Foreign Ministry spokesman* » selon laquelle « *if the U.S. were to normalize its relationships with North Korea, then there wouldn't be a need for them to have nuclear weapons program* », qu'ils interprétèrent comme une condition préalable à la reprise des négociations<sup>1765</sup>. L'articulation entre programme nucléaire militaire nord-coréen et nature des relations entre Corée du Nord et États-Unis pouvait effectivement être interprétée de plusieurs manières : elle pouvait être prise au sérieux par les membres de l'administration Bush mais être contrebalancée par les déclarations selon lesquelles les États-Unis n'avaient pas l'intention d'attaquer la Corée du Nord, les paroles des dirigeants américains ne pouvant être mises en cause contrairement à celles des dirigeants nord-coréens ; mais elle pouvait aussi être vue comme une manœuvre de la part des dirigeants nord-coréens pour gagner du temps ou obtenir des avantages de la part des États-Unis. Or,

---

<sup>1763</sup> S. McClellan (2003, 4 août). *Press Gaggle by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61141>.

<sup>1764</sup> Par exemple : « *I went to Korea and clearly said that the United States has no intention of invading North Korea.* » [G.W. Bush (2003, 6 janvier). *Remarks Following a Cabinet Meeting and an Exchange With Reporters*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=243>].

<sup>1765</sup> Propos rapportés par « *Chinese official news* », puis par un journaliste américain [S. McClellan (2005, 21 juillet). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66245>].

en dépit du caractère multilatéral de la démarche américaine à l'égard de la Corée du Nord, ses dirigeants continuèrent de mettre en cause les États-Unis pour justifier leur comportement. Par exemple, l'essai nucléaire réalisé en octobre 2006 « *was entirely attributable to United States threats, sanctions and pressure* », tandis que la résolution 1 718 adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU à la suite de cet essai nucléaire négligeait « *the nuclear threat posed by the United States* » à l'égard de la Corée du Nord<sup>1766</sup>. Or, à l'inverse, les arsenaux nucléaires chinois et russe ne représentaient pas une menace pour la Corée du Nord. L'objectif de l'administration Bush de faire du problème nucléaire nord-coréen un problème concernant l'ensemble de la « communauté internationale » ne fut donc que partiellement atteint : il le fut en termes de politique menée, puisque les modalités des négociations témoignèrent de la conviction des parties prenantes des SPT d'être concernées, mais pas en termes de compréhension qu'avaient du conflit les dirigeants nord-coréens, ce dont l'administration Bush n'était pas en mesure de tenir compte.

Ce que les dirigeants américains se représentaient comme des tentatives de la part des dirigeants nord-coréens « *to try to split a united coalition* » consistaient en la diffusion d'une compréhension alternative du conflit. L'administration Bush affirmait que les dirigeants nord-coréens comprenaient désormais que leur programme nucléaire militaire « *[was] not just the Americans' concern or the Americans' problem* », mais leurs propres discours indiquaient la persistance d'une compréhension différente.<sup>1767</sup> Par conséquent, alors que ce qu'offrait l'administration Bush à la Corée du Nord (« *better economy, more security, better relations with their neighbors, integration into the global community, as opposed to isolation* », soit un « *[p]retty good deal* ») correspondait à sa propre compréhension du problème, elle ne pouvait répondre à celle des dirigeants nord-coréens qui se représentaient l'offre

---

<sup>1766</sup> United Nations. Security Council (2006, 14 octobre). *Security Council condemns Nuclear test by Democratic People's Republic of Korea, unanimously adoption resolution 1718 (2006)*. Consultable ici : <http://www.un.org/press/en/2006/sc8853.doc.htm>.

<sup>1767</sup> T. Snow (2006, 10 octobre), *op. cit.*

américaine comme un signe que « *the U.S. [wanted the North Koreans] to kneel down before them* »<sup>1768</sup>. De manière générale, l'administration Bush refusa de donner une quelconque prise aux représentations nord-coréennes, ce qui se traduisit particulièrement dans sa posture de négociation. Selon Cha et Kang, les « *[p]rovocations such as test-firing missiles, shadowing spy planes, and walking away from treaties* » étaient un moyen pour la Corée du Nord de « *grab attention and even force the United States and its allies to provide inducements* », dans le cadre d'une « *coercive bargaining strategy designed to ratchet up a crisis with the United States* »<sup>1769</sup>. Cette stratégie visait à interpeller les États-Unis sur la base de leur identité et des pratiques afférentes, en particulier en matière de préservation de la paix mondiale et de solidarité avec leurs alliés sud-coréen et japonais. Or, l'administration Bush contra cette interprétation de la stratégie nord-coréenne arguant que son comportement ne pouvait qu'isoler davantage la Corée du Nord et que les États-Unis ne céderaient pas au chantage, refusant ainsi de légitimer une stratégie allant à l'encontre des standards comportementaux internationaux. Standards que les dirigeants nord-coréens étaient supposés connaître et par conséquent adopter : en ce sens, le problème nord-coréen relevait uniquement des actions de la Corée du Nord<sup>1770</sup>, le partage de la responsabilité par les États-Unis ou un autre État étant exclu. Pourtant, le fait même que « *North Korea [did] make comments from time to time, [...] [expecting] the international community to react to those comments*<sup>1771</sup> » indiquait que le comportement nord-coréen était au moins en partie influencé par l'existence d'autres États, par les représentations que les dirigeants nord-coréens en avaient et par la réponse qu'ils espéraient ou pensaient obtenir de leur part. En

---

<sup>1768</sup> Propos tenus par le général nord-coréen Ri Chan Bok lors d'une interview avec Diane Sawyer, journaliste sur la chaîne ABC News et rapportés par un journaliste [T. Snow (2006, 19 octobre). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60273>].

<sup>1769</sup> V.D. Cha et D.C. Kang (2003), *op. cit.*, p. 21.

<sup>1770</sup> Par exemple, pour Scott McClellan : « *But this is about North Korea and North Korea's behavior. North Korea is the one that is isolating itself from the international community through its own actions.* » [S. McClellan (2005, 2 mai), *op. cit.*].

<sup>1771</sup> S. McClellan (2005, 14 avril), *op. cit.*



mettant uniquement en cause la responsabilité de la Corée du Nord, en raison de son comportement et de ses discours provocateurs, l'administration Bush ignorait le fait que la politique nord-coréenne était issue des représentations co-construites de ses dirigeants, en interaction avec les propres représentations de dirigeants américains. En ce sens, elle établissait une articulation concurrente et contradictoire avec celle alimentée par l'administration Clinton entre le problème nucléaire nord-coréen et la relation qu'entretenaient les États-Unis avec la Corée du Nord, passif issu de la Guerre de Corée. C'est pourtant bien pour modifier leurs attentes à l'égard des États-Unis que les membres de l'administration Bush refusèrent de négocier de façon bilatérale avec la Corée du Nord et de lui concéder quoi que ce fût en réponse aux provocations et menaces de ses dirigeants : le changement de pratique de l'administration Bush par rapport à l'administration Clinton visait une modification de représentations et donc des pratiques associées. La mise en cause exclusive du comportement nord-coréen permettait aussi à l'administration Bush de répondre négativement à la demande nord-coréenne de normalisation de ses relations avec les États-Unis, vue comme une condition préalable à la reprise des négociations<sup>1772</sup>, alors même que les dirigeants nord-coréens associaient explicitement le développement de leur programme nucléaire militaire et les relations « anormales » que la Corée du Nord et les États-Unis entretenaient. De manière générale, toute condition préalable formulée par la Corée du Nord reçut une fin de non-recevoir, tant celle relative à la conclusion d'un pacte de non-agression entre les États-Unis et la Corée du Nord que celle demandant le retrait des forces américaines de Corée du Sud, de même que celle demandant aux dirigeants américains de cesser de s'immiscer dans les affaires internes à la Corée du Nord et de clarifier « *conflicting statements on U.S. policy (...) toward North Korea*<sup>1773</sup> ». Si les États-Unis changèrent la structure de leurs forces présentes en Corée du Sud, cela fut fait au titre d'une réforme du Pentagone, afin de

---

<sup>1772</sup> Demande relayée par un journaliste [S. McClellan (2005, 21 juillet), *op. cit.*].

<sup>1773</sup> Demande rapportée par un journaliste [S. McClellan (2005, 23 mai). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66204>].

les rendre « *more capable, mobile, flexible* » et de les moderniser, et également en vertu d'un accord avec la Corée du Sud consistant à diminuer les effectifs militaires américains, « *about 12,000 over several years* »<sup>1774</sup>. Il n'était en revanche pas question de les retirer dans leur intégralité. A l'inverse, les exigences américaines n'étaient pas présentées comme des conditions préalables : l'administration Bush affirma en 2003 que les SPT pouvaient reprendre sans condition préalable<sup>1775</sup>, alors que le caractère non-négociable de certains de ses objectifs pouvait être interprété comme tel<sup>1776</sup> et compromettre la reprise de ces négociations qui ne disaient pas leur nom. Une négociation menée dans un tel contexte, en l'absence d'égalité des parties prenantes face au conflit à résoudre, relevait davantage de la pression exercée sur un État, en l'espèce par plusieurs États, et donc de l'exercice d'un rapport de force plutôt que d'un exercice de compréhension et de conviction mutuelles.

Dépréciations rhétoriques renforcées et affirmation intransigeante des représentations américaines au détriment des représentations nord-coréennes ont fondé le refus de négocier de l'administration Bush à l'égard de la Corée du Nord, refus qu'elle peina à remettre en cause contre toute évidence. Elle affirmait en effet que seules des discussions étaient engagées avec la Corée du Nord, puisque l'*Agreed Framework* avait déjà été négocié et qu'elle devait par conséquent le respecter : il en allait de la sécurité ontologique des États-Unis, particulièrement après les attentats du 11 septembre, puisqu'il était devenu particulièrement essentiel de ne pas prêter le flanc à une potentielle fragilisation ou humiliation des États-Unis à travers une défection de la Corée du Nord. Le refus de l'administration Bush de négocier autre

---

<sup>1774</sup> Administration Bush (2004, 21 septembre). *Background Briefing by a Senior Administration Official on the President's Bilateral Meetings*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66069>.

<sup>1775</sup> S. McClellan (2003, 12 décembre). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61609>.

<sup>1776</sup> Un journaliste interrogea justement Scott McClellan en ce sens : « *North Korea needs to end their nuclear program once and for all, isn't that a precondition?* » [S. McClellan (2003, 18 décembre). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61612>].

chose que les seules modalités de l'abandon du programme nucléaire militaire nord-coréen, dont l'*Agreed Framework* prévoyait effectivement le démantèlement, témoigne de sa volonté de préserver l'identité et la sécurité ontologique des États-Unis et de la « communauté internationale » : au regard de l'imaginaire sécuritaire américain, ni l'administration Bush ni la « communauté internationale » ne pouvaient céder face à la Corée du Nord en matière nucléaire. Pour autant, l'administration Bush afficha dès 2003 sa volonté « *to talk to North Korea* ». Comme en témoignèrent les questions et remarques de journalistes, la position adoptée par l'administration Bush en la matière pouvait être vue comme un changement de politique puisqu'il était auparavant catégoriquement exclu de discuter avec la Corée du Nord<sup>1777</sup>. Un tel changement était susceptible d'être interprété comme un aveu de faiblesse qui aurait pu contribuer au renforcement de la position de la Corée du Nord.

Le refus de l'administration Bush de réitérer ce qu'elle voyait comme des erreurs commises par l'administration Clinton l'empêcha de constater l'évolution de la nature même du problème nord-coréen, qui aurait pu justifier un changement de pratique, dès lors que le 10 février 2005 la Corée du Nord annonça avoir produit des armes nucléaires<sup>1778</sup>. Jusqu'alors, les administrations Bush et Clinton avaient été confrontées à une « *positive entrapment* », définie par Zartman comme une situation dans laquelle « *the problem continues to grow faster than the efforts to control it and therefore attracts increasing and unsuccessful involvement* »<sup>1779</sup>, en particulier en raison de leurs interrogations persistantes quant à l'avancée du programme nucléaire militaire nord-coréen. En ce sens, l'administration Clinton avait reconnu que « *time [was] not*

---

<sup>1777</sup> La question suivante fut par exemple posée à Ari Fleischer : « *But the willingness to talk is a new position. (...) By staking out such a hard-nosed, we-aren't-going-to-talk, and now having to climb down from that, is that making the situation worse?* » [A. Fleischer (2003, 8 janvier), *op. cit.*].

<sup>1778</sup> J. Brooke et D.E. Sanger (2005, 11 février). « North Koreans Say They Hold Nuclear Arms ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2005/02/11/world/asia/north-koreans-say-they-hold-nuclear-arms.html>.

<sup>1779</sup> W. Zartman (2009), *op. cit.*, p. 84-85.

on [its] side<sup>1780</sup> », à l'inverse de l'administration Bush qui estimait que « *time [was] not in North Korea's favor* » en raison de sa « *very backward economy* » et de la situation de famine qui y sévissait<sup>1781</sup>.

Dès lors que la Corée du Nord avait annoncé disposer d'armes nucléaires, l'administration Bush aurait pu envisager de modifier son objectif en la matière, sur la base de l'idée qu'il était plus aisé d'empêcher la Corée du Nord de se procurer des armes nucléaires que de la convaincre de s'en débarrasser une fois qu'elle en serait dotée. L'objectif de la dénucléarisation de la péninsule coréenne intrinsèquement liée à l'imaginaire sécuritaire américain fut pourtant maintenu, les dirigeants américains continuant de s'interroger sur la réussite des essais nucléaires ou de missiles balistiques réalisés par la Corée du Nord, alors qu'elle avait annoncé quitter le TNP le 10 janvier 2003<sup>1782</sup>. Le *credo* de l'administration Bush ayant toujours été d'agir plutôt que d'attendre et de se montrer passive<sup>1783</sup>, elle poursuivit dans la même voie, en maintenant un cadre d'action similaire, alors que la situation avait changé. Continuer à négocier une dénucléarisation de la péninsule coréenne à la faveur du doute persistant quant à la réalité des dires nord-coréens permettait à l'administration Bush de ne pas avoir à se poser la question d'une reconnaissance officielle de la possession de l'arme nucléaire par la Corée du Nord, inenvisageable compte tenu de son imaginaire sécuritaire. En déclarant que les États-Unis « *[would] not tolerate nuclear*

---

<sup>1780</sup> Administration Clinton (1993, 23 novembre), *op. cit.*

<sup>1781</sup> A. Fleischer (2003, 18 février), *op. cit.*

<sup>1782</sup> S. Mydans (2003, 10 janvier). « Threats and Responses: Nuclear Standoff; North Korea Says It Is Withdrawing From Arms Treaty ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2003/01/10/world/threats-responses-nuclear-standoff-north-korea-says-it-withdrawing-arms-treaty.html>. De surcroît, un rapport de la CIA portant sur le premier semestre de l'année 2001 et rendu public estimait dès février 2002 « *that North Korea [had] produced enough plutonium for at least one, and possibly two, nuclear weapons* » [CNN (2002, 1<sup>er</sup> février). « CIA outlines N. Korean weapons plan ». *Cnn.com*, consultable ici : <http://edition.cnn.com/2002/US/02/01/cia.nkorea/index.html>].

<sup>1783</sup> Notamment dans le cadre de la *War on terror* où « *inaction [was] not an option* » [C. Rice (2002, 8 avril), *op. cit.*].

*weapons in North Korea*<sup>1784</sup> », le Président Bush s'était condamné à ne pas pouvoir accepter un *statu quo* en la matière. Désormais, il ne s'agissait plus de prévenir l'obtention d'armes nucléaires par la Corée du Nord, mais de faire en sorte qu'elle s'en défasse. Les dirigeants nord-coréens annoncèrent cependant que « *they might get rid of all their nuclear programs* » et « *stop their missile exports* » d'après Richard Boucher, porte-parole du Département d'État. Toutefois, « *of course* », déclara Colin Powell, « *[they expected] something considerable in return* » incluant la normalisation des relations entre la Corée du Nord et les États-Unis et une assistance économique.<sup>1785</sup> Ces demandes, répétées par les dirigeants nord-coréens lors du premier cycle des SPT, confirmaient l'idée selon laquelle les dirigeants nord-coréens craignaient avant tout pour la survie de leur régime. Néanmoins, les actes de langage engageants qu'avait prononcés à maintes reprises le Président Bush selon lesquels les États-Unis « *[would] not give into blackmail* », ainsi que ses représentations du fonctionnement souhaitable de l'ordre international, ne rendaient pas possible une quelconque décision à travers laquelle les États-Unis seraient apparus comme cédant à la Corée du Nord et à son détestable régime.

Au contraire du Président Clinton qui, en son temps, supplia la Corée du Nord de revenir à la table des négociations, l'administration Bush adopta pour sa part une posture de supériorité qui excluait que les États-Unis ne quémandent quoi que ce fût à la Corée du Nord. A ce titre, elle rappela que « *[t]he goal [was] not for North Korea to come back to the talks; the goal [was] a denuclearized peninsula*<sup>1786</sup> ». Une fois l'accord de septembre 2005 conclu cependant l'administration Bush se fit plus insistante à l'égard de la Corée du Nord afin qu'elle revienne à la table des

---

<sup>1784</sup> G.W. Bush (2003, 23 mai). *The President's News Conference With Prime Minister Junichiro Koizumi of Japan in Crawford, Texas*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=922>.

<sup>1785</sup> Cités par J. Brinkley (April 28, 2003). « Powell Says U.S. Is Studying North Korean Nuclear Offer ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2003/04/28/international/asia/powell-says-us-is-studying-north-korean-nuclear-offer.html>.

<sup>1786</sup> S. McClellan (2005, 11 juillet), *op. cit.*

pourparlers « *as soon as possible*<sup>1787</sup> ». La balle restait pour autant dans le camp des Nord-Coréens, l'administration Bush étant décidée à ce que rien ne se passe tant que la Corée du Nord n'aurait pas obtempéré<sup>1788</sup>. En outre, l'administration Bush évoqua des négociations en cours dans le cadre des SPT, lorsque Scott McClellan, poussé dans ses retranchements par des journalistes qui insistaient pour qu'il reconnaisse qu'elle avait changé de politique en ayant des échanges bilatéraux avec la Corée du Nord, assura que « *the place to negotiate [was] in the context of the six-party talks and with all parties at the table*<sup>1789</sup> ». L'administration Bush articula d'ailleurs son intransigeance en matière d'objectif à atteindre à son refus de négocier de manière bilatérale, s'enfermant dans des modalités de négociation spécifiques et contraires au souhait des dirigeants nord-coréens. Même lorsqu'elle semblait changer de politique, elle affirmait que ce n'était pas le cas puisqu'il ne s'agissait pas de négociations<sup>1790</sup> mais de « *discussions that [related] to the modalities of the talks*<sup>1791</sup> ». Ce fut le cas lorsque, au mois de mai 2005, l'administration Bush rencontra directement une délégation nord-coréenne, « *not to negotiate*<sup>1792</sup> » mais pour transmettre le message qu'elle portait déjà publiquement depuis plusieurs mois et selon lequel les Nord-Coréens devaient revenir à la table des pourparlers. Ce fut également le cas lors d'une rencontre directe et bilatérale entre les délégations américaine et nord-coréenne à

---

<sup>1787</sup> S. McClellan (2006, 25 janvier). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63761>.

<sup>1788</sup> T. Snow (2006, 18 mai). *Press Gaggle by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64535>.

<sup>1789</sup> S. McClellan (2005, 28 juillet), *op. cit.*

<sup>1790</sup> L'échange suivant entre un journaliste et Scott McClellan est particulièrement révélateur :  
« Q: *You would not acknowledge that this was a different approach to the way you've conducted in the past with the --* MR. McCLELLAN: *Well, if you're suggesting it was negotiations, no, not at all.* » (*loc. cit.*)

<sup>1791</sup> S. McClellan (2005, 28 juillet), *op. cit.*

<sup>1792</sup> T. Duffy (2005, 19 mai). *Press Gaggle by Trent Duffy*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66202>.

New-York le 6 juin 2005<sup>1793</sup>, ainsi que la veille d'un nouveau cycle des SPT<sup>1794</sup>. Dans les trois cas l'administration Bush affirma qu'il ne s'agissait pas de négociations. Or deux ans auparavant, l'administration Bush avait prévenu que les États-Unis n'auraient pas de contacts bilatéraux avec la Corée du Nord au sens où ils « *[were] not going to go into a separate room (...) not going to say, please, North Korea, you come and talk (...) without the Chinese listening in on what's going on here*<sup>1795</sup> ». Il s'agissait donc bien d'un changement de politique, ce que l'administration Bush refusa de reconnaître. Un journaliste le constata face à Scott McClellan : « *you're afraid to say there's been a change*<sup>1796</sup> ». Par la suite, les contacts directs entre les États-Unis et la Corée du Nord, s'ils étaient toujours décrits comme ne relevant pas de la négociation, furent présentés comme habituels et comme relevant du « *pattern of these negotiations (...) going back a year-and-a-half*<sup>1797</sup> », renforçant l'idée selon laquelle l'administration Bush ne changeait et n'avait pas changé de politique. Il est significatif que l'administration Bush ait par la suite, tant dans le cas de la Corée du Nord que dans celui de l'Iran, toujours assuré qu'elle n'avait pas changé de politique, frôlant parfois la mauvaise foi<sup>1798</sup>.

### 8.2.2 Persister dans des politiques contradictoires

La *norm entrapment* dans laquelle s'est enfoncée l'administration Bush, intrinsèquement liée à son imaginaire sécuritaire, s'est heurtée à la fois aux représentations des autres parties-prenantes des SPT, le multilatéralisme défendu avec

---

<sup>1793</sup> S. McClellan (2005, 7 juin). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66211>.

<sup>1794</sup> S. McClellan (2005, 25 juillet), *op. cit.*

<sup>1795</sup> Administration Bush (2003, 1<sup>er</sup> juin). *Background Press Briefing by a Senior Administration Official on the President's Meeting with Chinese President Hu*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=80382>.

<sup>1796</sup> S. McClellan (2005, 28 juillet), *op. cit.*

<sup>1797</sup> T. Snow (2006, 18 décembre). *Press Gaggle by Tony Snow and Nicholas Burns, Undersecretary of State for Political Affairs*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60318>.

<sup>1798</sup> Kim parle pour sa part de « *non sequitur diplomacy* » [S.S. Kim (2003), *op. cit.*, p. 15].

ténacité par l'administration Bush ne lui étant pas forcément favorable, et à la nécessité qu'elle avait établie de résoudre le problème nord-coréen. Désireuse d'éviter le recours à la force sans pour autant l'exclure, elle persista dans la voie de la négociation, qui ne s'accommodait guère ni des dépréciations rhétoriques constantes dont faisaient l'objet la Corée du Nord et son régime politique ni de la politique de déstabilisation qu'elle menait de front envers le régime nord-coréen.

#### 8.2.2.1 Une responsabilisation asymétrique

Le recours non reconnu comme tel (ou à demi-mot) à la négociation impliquait pour l'administration Bush de responsabiliser la Corée du Nord : par là, elle entendait faire en sorte que les actes de la Corée du Nord aient des conséquences, en particulier lorsqu'il s'agissait d'actes déviants, afin que soient réaffirmées les attentes de la « communauté internationale » et ses représentations en termes de comportements acceptables. Dès lors que la Corée du Nord était responsable, elle ne pouvait blâmer les autres ni pour ses propres décisions et comportements, ni pour leurs conséquences, son isolement par exemple. Or, l'administration Bush insista exclusivement sur la responsabilisation de la Corée du Nord, occultant la responsabilité des autres États, en particulier celle des États-Unis, insoupçonnables d'irresponsabilité. Les effets délétères des dépréciations rhétoriques permanentes, de la défense d'un ordre international inégalitaire, en particulier à travers celle du TNP, et de la politique de démocratisation aveugle ne pouvaient être envisagés dans un tel cadre. En outre, la démarche de responsabilisation de la Corée du Nord signifiait que les dirigeants américains considéraient que celle-ci recherchait l'approbation des autres États et le respect de l'ordre international auquel elle était supposée appartenir<sup>1799</sup>. Or, la principale préoccupation des dirigeants nord-coréens était d'assurer la survie d'un régime dont les caractéristiques étaient profondément antinomiques avec celles des autres États et peu voire pas du tout compatibles avec

---

<sup>1799</sup> V.P. Shannon (2000). « Norms Are What States Make of Them: The Political Psychology of Norm Violation ». *International Studies Quarterly*, 44(2), p. 299.



une potentielle intégration de la Corée du Nord à la « communauté internationale ». En ce sens, les dirigeants nord-coréens souhaitaient négocier avec les États-Unis un pacte de non-agression ou mettre en œuvre un système de dissuasion nucléaire pour survivre, pas pour s'intégrer à la « communauté internationale ».

L'administration Bush ne l'avait pas compris, ne pouvait probablement pas le comprendre tant les représentations nord-coréennes étaient à l'opposé des siennes, et ne comprenait pas non plus les décisions et les comportements nord-coréens<sup>1800</sup>. Notons que le fait pour l'administration Bush d'être habituée au comportement déviant de la Corée du Nord, l'usage de la menace et du chantage par exemple, et d'avoir élaboré une réponse politique à ce type d'attitude<sup>1801</sup> ne signifie pas qu'elle le comprenait ou qu'elle l'estimait justifiable. Au contraire, c'est parce que le comportement déviant de la Corée du Nord était injustifiable au regard des standards de la « communauté internationale » qu'il était nécessaire de la responsabiliser. Shannon définit la justification comme le type d' « *account (...) whereby actors accept responsibility for an act but deny the pejorative quality associated with it*<sup>1802</sup> ». C'était le cas lorsque les dirigeants nord-coréens affirmaient que le tir d'un missile était purement défensif alors que les dirigeants d'autres États pouvaient le juger agressif ou comme un moyen de chantage. Par exemple, lorsque la Corée du Nord réalisa « *the Taepodong-2 launch* », Steve Hadley affirma qu'il s'agissait de « *a bit of an effort to get attention, perhaps because so much attention [had] been focused on the Iranians*<sup>1803</sup> ». Il établit également un lien entre les intentions nord-coréennes et le fait que « *a missile that [failed] after 40 seconds [was] not a threat to*

<sup>1800</sup> Steve McClellan mentionna par exemple les « *mixed signals coming from [the North Koreans] over the last couple of days, with some saying that their intention is to come back to the talks, and others talking about that they've simply suspended the talks.* » [S. McClellan (2005, 11 février), *op. cit.*].

<sup>1801</sup> Tony Snow expliquait en ce sens qu'à travers ses tests de missiles balistiques, la Corée du Nord « *[was] trying to provoke (...) trying to get people to say that the government [was] a threat* », afin que les autres États décident « *to appease them* ». Or, « *that [was] simply not the way the international community has responded* ». [T. Snow (2006, 6 juillet), *op. cit.*].

<sup>1802</sup> V.P. Shannon (2000), *op. cit.*, p. 304.

<sup>1803</sup> Administration Bush (2006, 4 juillet), *op. cit.*

*the territory of the United States*<sup>1804</sup> », alors que l'échec d'un lancement de missile ne pouvait permettre de déduire que l'échec était effectivement recherché. De même, le lancement de cinq missiles, dès lors qu'il avait échoué, ne pouvait que difficilement être interprété comme visant uniquement à provoquer d'autres États<sup>1805</sup>. Avant même que les analyses n'aient été réalisées, l'administration Bush affirmait déjà avec certitude qu'à travers le lancement de ces missiles, la Corée du Nord « *[was] trying to provoke* », « *[was] trying to get people to panic* », « *[was] trying to get people to say that the government [was] a threat, and by golly, what [the United States needed] to do [was] to appease them* »<sup>1806</sup>. Aussi, la justification que donnaient les dirigeants nord-coréens à leur programme nucléaire militaire comme nécessaire pour « *cut their military and devote more money to the economy, the collapsing economy*<sup>1807</sup> » n'était pas recevable par l'administration Bush alors qu'elle aurait pu passer pour une forme de responsabilisation des dirigeants nord-coréens à l'égard de leur population. Néanmoins, l'administration Bush estimait qu'il aurait été préférable que les dirigeants nord-coréens diminuent leurs dépenses militaires en général, en particulier nucléaires, afin de consacrer davantage de fonds à développer leur pays. Or, la responsabilité a une dimension intersubjective, puisqu'une responsabilité non reconnue comme telle par les autres agents perd sa fonction contributive à la reconnaissance sociale. En ce sens, la volonté des dirigeants américains de responsabiliser la Corée du Nord impliquait que les dirigeants nord-coréens adoptent un comportement et un discours qui auraient également été reconnus comme responsables par les autres États. Par conséquent, elle nécessitait une modification

---

<sup>1804</sup> *Ibid.*

<sup>1805</sup> C'est ce que sous-entendait en tout cas le Président Bush : « *It's hard to understand why he would not only fire one missile that failed but five others.* » [G.W. Bush (2006, 5 juillet). *Remarks Following Discussions With President Mikheil Saakashvili of Georgia and an Exchange With Reporters*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=289>.

<sup>1806</sup> T. Snow (2006, 6 juillet), *op. cit.*

<sup>1807</sup> Déclaration telle que reprise par un journaliste américain [A. Fleischer (2003, 9 juin). *Press Briefing by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61105>].

profonde des représentations des dirigeants nord-coréens, sur lesquelles ils fondaient leurs décisions et leurs justifications. Le besoin de changement en la matière témoigne du manque de représentations communes aux dirigeants américains et aux dirigeants nord-coréens pourtant essentielles pour mener des négociations de type agir communicationnel.

Pour autant, seule une modification des représentations nord-coréennes était envisagée puisqu'elles étaient associées à un état d'immatunité, au contraire des représentations américaines qui plus est partagées par la « communauté internationale ». La Corée du Nord et ses dirigeants étaient régulièrement infantilisés par les dirigeants américains : alors que le Président Clinton affirmait à propos des Nord-Coréens que « *[m]ature, disciplined adults [...] have to take responsibility for their own behavior* » et « *cannot anymore blame [the United States] for their behavior* »<sup>1808</sup>, les membres de l'administration Bush plaçaient les États-Unis en autorité distribuant les bons et les mauvais points, les récompenses et les punitions<sup>1809</sup>. Un tel positionnement permettait aux administrations américaines de nier toute responsabilité dans le comportement des autres États, comme si le comportement des États-Unis et l'ordre international qui le justifiait n'influençaient pas celui des autres ou ne pouvaient faire l'objet de critiques, voire de résistances. A ce titre, les administrations Clinton et Bush tinrent le même type de discours<sup>1810</sup>. Alors que l'administration Obama prit le contre-pied des administrations précédentes à propos de l'Iran, elle ne le fit pas à l'égard de la Corée du Nord. Elle continua par exemple de refuser de tenir compte de l'interprétation qui pouvait être faite des mouvements militaires américains, en particulier les « *U.S.-South Korean naval exercises* » pourtant analysés par la Chine comme susceptibles de déstabiliser

---

<sup>1808</sup> W.J. Clinton (1994, 5 juin/a), *op. cit.*

<sup>1809</sup> Voir la déclaration de Tony Snow citée en page 185.

<sup>1810</sup> Le Président Clinton déclara par exemple : « *What happens in North Korea and to North Korea is a function of what North Korea does, not the rest of us.* » [W.J. Clinton (1994, 5 juin/d), *op. cit.*] Déclaration que n'auraient certainement pas reniée les membres de l'administration Bush.

davantage la région. Pour elle, ces exercices étaient « *defensive in nature* » et, partant, envoyaient « *a clear signal of deterrence to the aggression of North Korea and in support of the defense of South Korea* », comme si l'engagement des États-Unis auprès de la Corée du Sud avait encore besoin d'être affirmé et comme si la Corée du Nord devait être dissuadée davantage, ce dont nous pouvons douter.<sup>1811</sup> L'appartenance des États-Unis à la « communauté internationale » constituait en soi une preuve de responsabilité dont ne pouvait se réclamer la Corée du Nord. C'est à ce titre que celle-ci était appelée à devenir « *a responsible member of the international community* » à travers « *the crucial first step* » qu'aurait représenté une dénucléarisation<sup>1812</sup> et à travers le respect de la parole donnée<sup>1813</sup>.

La remise en cause des représentations nord-coréennes passait également par la posture condescendante qu'adoptaient les États-Unis à l'égard de la Corée du Nord, contribuant à son infantilisation : il était nécessaire d'expliquer à la Corée du Nord « *the way you conduct business in the world* » et « *the way that peaceful nations conduct their affairs* »<sup>1814</sup>, de lui donner « *a piece of advice* » en déclarant que « *the North Koreans shouldn't fire a missile* »<sup>1815</sup> et « *to bring some common sense to the leader of North Korea* »<sup>1816</sup>. L'administration Obama adopta le même type de posture, appelant par exemple la Corée du Nord à « *understand that belligerence towards its neighbors and defiance of the international community [were] signs of*

---

<sup>1811</sup> R. Gibbs (2010, 21 juillet). *Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88245>.

<sup>1812</sup> G.W. Bush (2007, 9 septembre), *op. cit.*

<sup>1813</sup> « *And talking is one thing, but we expect people to honor obligations. And for Kim Chong-il to be a credible member of the world community, he's got to understand that he's got to do what he says he's going to do.* » [G.W. Bush (2003, 6 janvier), *op. cit.*].

<sup>1814</sup> G.W. Bush (2006, 21 juin), *op. cit.*

<sup>1815</sup> T. Snow (2006, 23 juin). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60184>.

<sup>1816</sup> G.W. Bush (2005, 19 juillet). *The President's News Conference With Prime Minister John Howard of Australia*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63983>.

*weakness, not strength*<sup>1817</sup> ». En outre, alors que l'administration Bush affichait une volonté de responsabilisation de la Corée du Nord, elle refusait de lui accorder le droit de disposer d'un programme nucléaire civil par peur qu'elle ne le détourne à des fins militaires, mettant en exergue les devoirs de la Corée du Nord en tant qu'État responsable mais lui déniait une partie de ses droits d'État membre de la « communauté internationale ».

Les dirigeants américains étaient initialement radicalement opposés à ce que « *a civilian nuclear plant* » soit fourni à la Corée du Nord, craignant qu'il fût considéré comme un « *trophy* » par les dirigeants nord-coréens<sup>1818</sup>. Pourtant, l'accord du 19 septembre 2005 s'appuya sur un compromis entre les positions américaine et nord-coréenne sur le sujet. Il fut ainsi décidé « *to discuss, at an appropriate time, the subject of the provision of light water reactor to the D.P.R.K.*<sup>1819</sup> ». Or, rappelons que *l'Agreed Framework* avait prévu la fourniture de deux réacteurs à eau légère, construits par la KEDO, mais que de nombreux obstacles, en particulier le refus du Congrès à majorité républicaine de ratifier *l'Agreed Framework* sous l'administration Clinton, avaient eu raison de cet accord<sup>1820</sup>. Les dirigeants nord-coréens s'étaient alors interrogés sur la volonté des États-Unis et de leurs partenaires de saboter le développement nord-coréen<sup>1821</sup> : tout engagement des États-Unis en la matière était par conséquent susceptible de générer une certaine méfiance de la part des dirigeants nord-coréens, ce qui ne facilitait pas la conduite de négociations sur le sujet. Justement, le cycle suivant de pourparlers en novembre 2005 achoppa en raison des désaccords persistants entre les États-Unis et la Corée du Nord et aux « *key points* »

---

<sup>1817</sup> Par exemple : « *North Korea must.* » [B. Obama (2010, 19 mai), *op. cit.*].

<sup>1818</sup> J. Kahn (2005, 19 septembre). « North Korea Says It Will Abandon Nuclear Efforts ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2005/09/19/world/asia/north-korea-says-it-will-abandon-nuclear-efforts.html>.

<sup>1819</sup> U.S. Department of State. Six-Party Talks, Beijing, China (2005, 19 septembre). *Joint Statement of the Fourth Round of the Six-Party Talks - Beijing 19 September 2005*. Consultable ici : <https://www.state.gov/p/eap/regional/c15455.htm>.

<sup>1820</sup> W.C. Clemens (2016), *op. cit.*, p. 201.

<sup>1821</sup> *Ibid.*, p. 213.

que l'accord conclu au mois de septembre avait laissés ouverts<sup>1822</sup>, par exemple eu égard à la fourniture du réacteur à eau légère à la Corée du Nord. En effet, les dirigeants nord-coréens estimaient que « *the agreement (...) [did not bind] them to give up nuclear weapons before they [got] any assistance*<sup>1823</sup> », alors que l'administration Bush assurait que « *[t]he bargain [was] that the things that [were] in that statement of principles [depended] on and [were] a part of a non-nuclear Korean Peninsula*<sup>1824</sup> ». En ce sens, les États-Unis étaient revenus sur l'un de leur engagement à l'égard de la Corée du Nord, mais n'en assumaient pas la responsabilité.

Le changement des représentations nord-coréennes et l'engagement dans la voie de la responsabilité passaient selon l'administration Bush par la mise en œuvre d'un certain nombre de mesures devant témoigner de sa bonne foi et de son appropriation progressive des représentations américaines et internationales. L'administration Obama partageait en cela le point de vue de l'administration précédente, selon lequel « *the action must come not from their words, but from their deeds* » et que des négociations n'auraient pu être engagées qu'après que les mesures attendues aient été prises, excluant le fait de « *have six-party talks just for the feel-good notion of having six-party talks* »<sup>1825</sup>. Les négociations devaient être « *productive* » et pour cela la Corée du Nord devait témoigner de sa bonne foi<sup>1826</sup> : les SPT ne pouvaient

---

<sup>1822</sup> Pour reprendre le titre de l'article de J. Kahn et D.E. Sanger (2005, 20 septembre). « U.S.-Korean Deal on Arms Leaves Key Points Open ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2005/09/20/world/asia/uskorean-deal-on-arms-leaves-key-points-open.html>.

<sup>1823</sup> Propos rapportés par un journaliste lors d'une conférence de presse commune aux Présidents américain et sud-coréen [G.W. Bush (2005, 17 novembre/b). *The President's News Conference With President Roh Moo-hyun of South Korea in Gyeongju, South Korea*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=62754>].

<sup>1824</sup> C. Rice (2005, 20 novembre). *Press Briefing by Secretary of State Condoleezza Rice on the President's Visit to China*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73429>.

<sup>1825</sup> R. Gibbs (2010, 21 décembre). *Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88823>.

<sup>1826</sup> B. Obama (2012, 25 mars), *op. cit.*

« *substitute for action by North Korea to comply with its obligations and to cease its destabilizing actions on the Korean Peninsula*<sup>1827</sup> ». En ce sens, l'administration Bush obtint que les SPT qui reprirent le 13 septembre 2005 se concluent par l'adoption par l'ensemble des parties prenantes de « *an agreement of principles, a road map*<sup>1828</sup> » pour de futures négociations. Encore une fois, l'administration Bush laissait entendre qu'elle n'avait pas négocié mais préparé de futures négociations basées sur ses exigences partagées par les autres parties prenantes. Or, la déclaration commune qui en ressortit confirme que les États-Unis avaient aussi fait des concessions : la promesse de la Corée du Nord d'arrêter son programme nucléaire militaire avait été formulée contre une promesse de non-agression de la part des États-Unis, contre un projet d'assistance offert par la Corée du Sud pour satisfaire les besoins énergétiques de la Corée du Nord privée de ses réacteurs nucléaires, contre la promesse respective des États-Unis et du Japon d'aller vers une normalisation de leurs relations avec la Corée du Nord et enfin contre la déclaration formelle des États-Unis et de la Corée du Sud de l'absence d'armes nucléaires sur la péninsule coréenne<sup>1829</sup>. Toutefois, l'accord signé le 19 septembre fut remis en cause dès le lendemain par les dirigeants nord-coréens : en cela, « *if there [was] a failure in diplomacy, it [was] on their part*<sup>1830</sup> ».

En outre, la dépréciation rhétorique qui visait la Corée du Nord prenait une dimension moins explicite, mais non moins effective, lorsque l'administration Bush résumait par exemple l'offre qu'elle avait faite aux dirigeants nord-coréens de la façon suivante :

*what we're trying to do is offer them a better deal -- better economy, more security, better relations with their neighbors, integration into the global community, as opposed to isolation.*

De cette manière, elle présentait le différend opposant la Corée du Nord et les États-Unis comme ne résidant que dans des éléments matériels, dans l'opposition entre une

---

<sup>1827</sup> R. Gibbs (2010, 29 novembre), *op. cit.*

<sup>1828</sup> M. Green (2005, 16 novembre), *op. cit.*

<sup>1829</sup> G.J. Moore (2008), *op. cit.*, p. 13.

<sup>1830</sup> T. Snow (2006, 10 octobre), *op. cit.*

situation économique prospère et une pauvreté endémique. Au contraire, pour la Corée du Nord, le fait « *to enjoy the same kinds of privileges and prosperity that [were] available to other nations in the region* » pouvait impliquer la perte d'une des dimensions de son identité.<sup>1831</sup> Or, l'effacement de la dimension idéologique mais surtout identitaire permettait aux États-Unis d'accepter de négocier avec la Corée du Nord. Une telle présentation du différend, associée à l'affirmation selon laquelle « *[u]ltimately, the success of these talks [depended] on the regime in North Korea*<sup>1832</sup> », contribuait à faire du comportement nord-coréen la seule variable d'ajustement, comme s'il n'était pas lié à de fortes représentations identitaires. L'administration Bush pouvait ainsi établir un raccourci entre ce qui relevait de l'intérêt nord-coréen et les exigences de la « communauté internationale » sans passer par le prisme de compréhension pourtant puissant qu'était l'identité nord-coréenne et par là la nier. La conception de la négociation de l'administration Bush doit ici encore être mise en cause : telle que présentée, la négociation avec la Corée du Nord ne devait pas consister en une compréhension commune et mutuelle menant à la réalisation de compromis et de concessions de part et d'autre, mais en un marchandage dans lequel la Corée du Nord n'avait que peu de marge de manœuvre compte tenu de l'illégitimité de sa position et devait seule modifier sa position puisqu'il en allait de son propre intérêt.

Le principe « *action for action* » s'inscrivait dans cette conception en ce qu'il impliquait que des actions soient engagées de part et d'autre et successivement, mais sans que leur valeur en termes identitaires ne soit appréciée ou ne serait-ce qu'envisagée. L'établissement de ce principe découlait d'une des leçons que l'administration Bush affirmait avoir tirées des échecs précédents, à savoir qu'il était nécessaire d'offrir des avantages à la Corée du Nord une fois seulement ses

---

<sup>1831</sup> T. Snow (2006, 19 octobre), *op. cit.*

<sup>1832</sup> G.W. Bush (2006, 16 novembre). *Remarks at the National Singapore University in Singapore*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=24303>.



engagements respectés, « *rather than give them benefits on the expectation they will carry out their commitments*<sup>1833</sup> ». A la suite de la déclaration par la Corée du Nord de l'abandon de ses programmes nucléaires, deux mesures furent prises par l'administration Bush selon le principe « *action for action* » : la levée des dispositions du *Trading With the Enemy Act* à l'encontre de la Corée du Nord et la notification au Congrès de l'intention du Président Bush de retirer la Corée du Nord de la liste des États soutenant le terrorisme. Elles furent cependant présentées comme ne devant avoir que « *little impact on North Korea's financial and diplomatic isolation*<sup>1834</sup> » et comme étant des « *symbolic acts*<sup>1835</sup> ». L'administration Bush avait tendance à minimiser ce que les États-Unis accordaient à la Corée du Nord en échange d'une amélioration de son comportement, le fait de qualifier les actes posés de symboliques signifiant qu'ils n'avaient que des conséquences limitées pour les États-Unis et pour la Corée du Nord en termes de levée des sanctions : « *the degree of easing of sanctions [was] relatively minor* » et conséquemment « *North Korea [remained] one of the most sanctioned regimes* »<sup>1836</sup>. Même si elle reconnaissait que « *in diplomacy it [was] important to do things that also [were] important with the people with whom you [were] negotiating*<sup>1837</sup> », elle atténuait également la représentation que les États-Unis cédaient face à la Corée du Nord en posant comme condition que la Corée du Nord cédât aux États-Unis en premier lieu, puis en présentant en second lieu les avantages ainsi gagnés par la Corée du Nord<sup>1838</sup> comme non cédés par les États-Unis mais comme étant constitutifs du processus d'intégration de la Corée du Nord à la

---

<sup>1833</sup> S. Hadley (2008, 26 juin), *op. cit.*

<sup>1834</sup> G.W. Bush (2008, 26 juin). *Remarks on the Situation in North Korea and an Exchange With Reporters*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=77575>.

<sup>1835</sup> S. Hadley (2008, 26 juin), *op. cit.*

<sup>1836</sup> *Loc. cit.*

<sup>1837</sup> T. Snow (2006, 17 novembre). *Press Briefing by Press Secretary Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60295>.

<sup>1838</sup> C'était par exemple le cas du retrait de la Corée du Nord des États soutenant le terrorisme, qui n'était ni « *a political accommodation* », ni « *a political deal* » [T. Snow (2007, 16 février). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60355>].

« communauté internationale ». Cette dernière représentation était d'autant plus crédible qu'elle était étayée par une démarche diplomatique multilatérale. De cette manière, l'administration Bush soulignait par ailleurs le sens de la justice des États-Unis. À l'inverse, l'abandon de son programme nucléaire, militaire ou civil, représentait pour la Corée du Nord un renoncement en termes de souveraineté et, surtout, d'autosuffisance pourtant identitairement fondamentale.

De même, le retrait de la Corée du Nord de la liste des États finançant le terrorisme n'était pas présentée comme une concession des États-Unis faite à la Corée du Nord mais comme découlant des critères mêmes de l'inscription d'un État sur cette liste, les États-Unis ne disposant pas des preuves nécessaires pour y inscrire la Corée du Nord<sup>1839</sup>. L'action mise en œuvre par les États-Unis en échange d'une action de la Corée du Nord était ainsi minimisée. Le manque d'empressement de l'administration Bush<sup>1840</sup> à concrétiser le retrait de la Corée du Nord de la liste des États soutenant le terrorisme raviva toutefois les tensions<sup>1841</sup>, ce qui fut interprété par l'administration Bush comme la résurgence du « *pattern* » nord-coréen « *of negotiating and then trying to provoke, if you will, test, create divisions, see if the six parties [were] serious in sticking together and sticking by their deals*<sup>1842</sup> », la question du respect des engagements pris par les États-Unis n'étant en revanche pas posée. Le retrait de la Corée du Nord de la liste des États soutenant le terrorisme n'intervint finalement que le 11 octobre 2008, après qu'un accord portant sur les modalités de vérification des

---

<sup>1839</sup> *Loc. cit.*

<sup>1840</sup> L'accent mis sur la dimension symbolique du retrait de la Corée du Nord de la liste des États soutenant le terrorisme pouvait aussi se comprendre à l'aune de la division de l'administration Bush sur le sujet, elle-même ayant contribué au caractère tardif de la mesure [H. Cooper (2008, 27 juin). « Bush Rebuffs Hard-Liners to Ease North Korean Curbs ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2008/06/27/world/asia/27nuke.html>].

<sup>1841</sup> La Corée du Nord avait alors « *threatened to restart its plutonium-based weapons program and barred international inspectors from the Yongbyon plant* » [H. Cooper (2008, 12 octobre). « U.S. Declares North Korea Off Terror List ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2008/10/13/world/asia/13terror.html>].

<sup>1842</sup> S. Hadley (2008, 20 septembre). *Press Briefing by National Security Advisor Stephen Hadley on the Upcoming United Nations General Assembly*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=78669>.

engagements pris par la Corée du Nord fut finalement trouvé<sup>1843</sup>, les États-Unis étant désormais « *able to fulfill [its] side of the bargain*<sup>1844</sup> ». Dans ce contexte, les critiques américaines portant sur le régime nord-coréen se firent moins récurrentes, la Corée du Nord n'étant par exemple pas citée parmi les « *oppressive regimes* » que les États-Unis sanctionnaient en raison de leurs violations des droits de l'Homme<sup>1845</sup>.

L'administration Obama analysa le retrait de la Corée du Nord de la liste des États soutenant le terrorisme comme une récompense accordée à la Corée du Nord alors même qu'elle poursuivait une politique de provocation<sup>1846</sup>. Elle mit en œuvre une politique de sanction à l'encontre de la Corée du Nord tout en l'appelant à accepter de négocier, les sanctions visant à la responsabiliser et sa volonté de négocier devant manifester son engagement sérieux en faveur de la résolution du conflit<sup>1847</sup>. Le Conseil de sécurité de l'ONU condamna en ce sens le lancement d'un missile balistique par la Corée du Nord en contravention avec la résolution 1718 et appela au renforcement des mesures punitives mises en œuvre en vertu de cette résolution<sup>1848</sup>. La Corée du Nord réagit en annonçant son retrait des SPT et de tous ses engagements pris dans ce cadre, ainsi que la reprise de son programme nucléaire<sup>1849</sup>. Une nouvelle résolution fut prise à l'unanimité par le Conseil de sécurité de l'ONU le 12 juin 2009, renforçant les sanctions prises à l'égard de la Corée du Nord et lui demandant de

---

<sup>1843</sup> H. Cooper (2008, 12 octobre), *op. cit.*

<sup>1844</sup> D. Perino (2008, 9 octobre). *Press Briefing by Dana Perino*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=84540>.

<sup>1845</sup> G.W. Bush (2008, 10 décembre). *Fact Sheet: Promoting Human Rights Worldwide*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=85312>.

<sup>1846</sup> Administration Obama (2012, 13 avril), *op. cit.*

<sup>1847</sup> B. Obama (2009, 6 juin), *op. cit.*

<sup>1848</sup> United Nations. Security Council (2009, 13 avril). *Security Council condemns launch by Democratic People's Republic of Korea, agrees to adjust travel ban, assets freeze, arms embargo imposed in 2006*. Consultable ici : <http://www.un.org/press/en/2009/sc9634.doc.htm>.

<sup>1849</sup> M. Landler (2009, 14 avril). « North Korea Says It Will Halt Talks and Restart Its Nuclear Program ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2009/04/15/world/asia/15korea.html>.

revenir à la table des négociations<sup>1850</sup>. Face à la Corée du Nord, l'administration Obama pratiqua la patience stratégique fondée sur un renforcement des sanctions censées responsabiliser la Corée du Nord et rationaliser son comportement et sur un appel constant à la Corée du Nord à négocier. Cependant, les quelques dépréciations rhétoriques qui visèrent les dirigeants nord-coréens, décrits par Hillary Clinton comme « *small children and unruly teenagers and people who [were] demanding attention*<sup>1851</sup> », en affaiblirent considérablement la portée.

#### 8.2.2.2 Intégrer et déstabiliser la Corée du Nord

L'enjeu de l'intégration de la Corée du Nord à la « communauté internationale » fut mis en avant par toutes les administrations américaines, de même que celui de la réunification des deux Corées qui impliquait implicitement une démocratisation de la Corée du Nord. L'objectif du changement de régime en Corée du Nord prit toutefois une place accrue sous l'administration Bush, les mesures prises pour l'atteindre ayant pour effet de susciter des réactions de rejet de la part des dirigeants nord-coréens et des comportements déviants par rapport aux attentes de la « communauté internationale ». La poursuite simultanée des deux objectifs paraissait vouée à l'échec : alors que l'intégration de la Corée du Nord à la « communauté internationale » impliquait une ouverture que ses dirigeants ne souhaitaient pas nécessairement, cet objectif paraissant donc vain, le caractère concomitant de l'objectif de démocratisation du régime nord-coréen favorisait l'articulation des deux objectifs et leur rejet commun de la part des dirigeants nord-coréens. La déstabilisation interne du régime nord-coréen était aussi d'autant plus liée à l'intégration de la Corée du Nord à la « communauté internationale » que leur nécessité était fondée sur des représentations américaines similaires en termes de paix et de sécurité internationales.

---

<sup>1850</sup> United Nations. Security Council (2009, 12 juin). *Security Council, Acting Unanimously, Condemns in Strongest Terms Democratic People's Republic of Korea Nuclear Test, Toughens Sanctions*. Consultable ici : <https://www.un.org/press/en/2009/sc9679.doc.htm>.

<sup>1851</sup> Citée par W.C. Clemens (2016), *op. cit.*, p. 242.

La proposition que l'administration Bush soumit à la Corée du Nord dans le cadre des SPT était présentée comme traitant de

*the way that [North Korea] can enjoy better relations with the international community, and ways that [North Korea] can become part of the international community,*

intégration qui devait être rendue possible par « *a commitment to end [its] nuclear weapons program* »<sup>1852</sup>. Le recours à la négociation visait donc à faire en sorte que les dirigeants nord-coréens acceptent d'abandonner leur programme nucléaire et ce faisant manifestent leur volonté d'intégrer la « communauté internationale », alors que la démocratisation de la Corée du Nord devait nécessairement être initiée à l'encontre de leur volonté. Les bénéfices articulés à la rupture de l'isolement de la Corée du Nord et à son intégration à la « communauté internationale » étaient d'ailleurs présentés comme valant largement l'abandon de son programme nucléaire puisqu'ils comprenaient le passage « *from the current armistice mechanism to a peace mechanism* » qui « *would [have contributed] to full reconciliation and peaceful reunification on the Korean Peninsula* »<sup>1853</sup>. Ils représentaient les « *carrots* » que l'administration Bush entendait brandir pour convaincre la Corée du Nord. C'était le sens du plan d'action adopté lors de la session des SPT du mois de février 2007 suite à l'essai nucléaire réalisé par la Corée du Nord le 9 octobre 2006 et à la mise en œuvre de sanctions prévues par la résolution 1718 adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité de l'ONU<sup>1854</sup>. En effet, il stipulait que, après la fermeture de la centrale de Yongbyon, le retour des inspecteurs de l'AIEA sur le territoire nord-coréen et l'établissement d'une liste de l'ensemble des programmes nucléaires nord-coréens à abandonner, « *[t]he DPRK and the US [would] start bilateral talks aimed at resolving pending bilateral issues and moving toward full diplomatic relations* », de même que la Corée du Nord et le Japon entameraient des discussions bilatérales

<sup>1852</sup> S. McClellan (2005, 1<sup>er</sup> février). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66134>.

<sup>1853</sup> G.W. Bush (2005, 17 novembre/a), *op. cit.*

<sup>1854</sup> United Nations. Security Council (2006, 14 octobre), *op. cit.*

pour normaliser leurs relations<sup>1855</sup>, une telle normalisation contribuant à son intégration à la « communauté internationale ». L'abandon par la Corée du Nord de son programme nucléaire et son intégration à la « communauté internationale » ne devaient pas uniquement profiter à ses voisins et aux États-Unis en supprimant les incertitudes générées à la fois par le risque nucléaire nord-coréen et par ses comportements déviants, avantageusement remplacés par les registres d'action propres à la « communauté internationale ». En effet, si l'exclusion de la Corée du Nord de la « communauté internationale » n'empêchait pas l'administration Bush d'identifier des schémas comportementaux reproduits par la Corée du Nord, elle soulignait la difficulté de s'assurer que le comportement nord-coréen s'inscrivait bien dans le schéma habituel ou s'il devait être interprété différemment, reflétant par exemple « *a change in policy*<sup>1856</sup> ».

Le recours à la négociation multilatérale devait participer à l'intégration de la Corée du Nord à la « communauté internationale » sous la pression conjointe de plusieurs États compte tenu des représentations de l'administration Bush en la matière. Il participait de la volonté de l'administration Bush d'isoler la Corée du Nord et de l'acculer afin que ses dirigeants prennent conscience de leur intérêt à satisfaire les exigences américaines. L'administration Bush s'engageait ce faisant dans une politique exclusivement coercitive mais présentée comme légitime à l'égard de la Corée du Nord, lui déniait « *the right to disagree* »<sup>1857</sup>. A travers les sanctions imposées à la Corée du Nord, les dirigeants américains ne pouvaient qu'espérer produire artificiellement le « *common lifeworld* » à la fois nécessaire à une négociation de type agir communicationnel et fondant la « communauté » et l'ordre internationaux, plutôt qu'à travers « *inherited forms of life* » ; les sanctions et les

---

<sup>1855</sup> U.S. Department of State. Archive (2007, 13 février). *North Korea - Denuclearization Action Plan*. Consultable ici : <https://2001-2009.state.gov/r/pa/prs/ps/2007/february/80479.htm>.

<sup>1856</sup> S. Hadley (2008, 20 septembre), *op. cit.*

<sup>1857</sup> J. Mitzen (2005). « Reading Habermas in Anarchy: Multilateral Diplomacy and Global Public Spheres ». *The American Political Science Review*, 99(3), p. 403.

pressions jouant alors le rôle de « *means of social integration* »<sup>1858</sup>. Quant à la négociation, elle devenait à la fois une phase de vérification de l'intégration forcée des normes imposées par le biais des sanctions et une phase de légitimation de l'État enfin rentré dans le rang. La condamnation de la Corée du Nord et de son programme nucléaire se devait d'être également multilatérale. Les États-Unis du Président Bush parvinrent au prix de « *a lot of work*<sup>1859</sup> » à faire en sorte que le Bureau de l'AIEA participe à cette condamnation le 6 janvier 2003, alors que la Corée du Nord venait d'expulser les inspecteurs de l'AIEA et de briser les scellées de ses infrastructures nucléaires. Or, le Bureau de l'AIEA comprenait des représentants de l'Iran et de Cuba : leur participation à la condamnation du comportement nord-coréen était d'autant plus significative pour l'administration Bush que les deux États étaient habituellement présentés comme des congénères de la Corée du Nord. Cela témoignait de l'ampleur de la réprobation internationale face à son comportement :

*what's happening here is you see the world coming together. And the nations that were involved in this decision today are very broad. It's not only China, Russia, South Korea, Japan and the United States that are troubled by North Korea's unilateralist actions. The nations that made up the board that voted in Vienna today include Australia, Malaysia, Iran, Cuba.*<sup>1860</sup>

En dépit du constat de l'isolement de la Corée du Nord, de son exclusion de la « communauté internationale » et de sa nécessaire intégration, l'administration Bush fondait sa politique à l'égard de la Corée du Nord sur les représentations qu'elle avait des attentes de cet État comme s'il était membre de la « communauté internationale » ou comme si son exclusion de fait relevait de la volonté de ses dirigeants et non de son identité profonde. En fait, compte tenu des représentations américaines de la « communauté internationale », les dirigeants américains, y compris l'administration

---

<sup>1858</sup> J. Habermas (1996). *Between Facts and Norms*. Cambridge, MA : MIT Press, p. 30 et 462, cité par J. Mitzen (2005), *ibid.*, p. 404.

<sup>1859</sup> A. Fleischer (2003, 6 janvier). *Press Briefing by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64739>.

<sup>1860</sup> *Loc. cit.*, nous soulignons.

Obama<sup>1861</sup>, ne concevaient pas que l'appartenance à la « communauté internationale » et les bénéfices qui y étaient articulés pouvaient ne pas être désirés.

L'ensemble de la politique américaine à l'égard de la Corée du Nord, qu'il s'agît des négociations ou des sanctions, visait à faire en sorte que la Corée du Nord s'approprie les représentations américaines en matière de comportement adéquat sur la scène internationale et de critères d'appartenance à la « communauté internationale » et que ses dirigeants se représentent leur intérêt comme résidant dans l'inclusion de leur pays à la « communauté internationale ». L'enjeu résidait aussi dans la hiérarchisation des priorités : alors que pour l'administration Bush les dirigeants de la Corée du Nord avaient davantage intérêt à respecter le droit international afin que la Corée du Nord prît sa place au sein de la « communauté internationale », ils préféraient se doter de l'arme nucléaire pour être en capacité de se défendre et exercer pleinement leur souveraineté. Les dirigeants nord-coréens avaient une vision individuelle de la sécurité de la Corée du Nord en opposition avec la vision collective prônée par le TNP et l'AIEA et souhaitaient disposer de l'arme nucléaire au même titre que les États-Unis, par exemple, à la différence près que les représentations américaines permettaient d'inscrire la force de dissuasion nucléaire américaine dans la vision collective de la sécurité internationale. De même, l'administration Bush soutenait la proposition de la Corée du Sud de construire ses propres infrastructures nucléaires civiles et de partager l'énergie créée avec la Corée du Nord, ce qui « *[made] good sense*<sup>1862</sup> » à l'aune de ses propres représentations priorisant la dénucléarisation de la péninsule coréenne favorable à la sécurité collective de la région. Or, une telle proposition était vue par les dirigeants nord-coréens comme un déni de souveraineté, puisque le droit de développer un programme nucléaire civil lui était ainsi dénié. De

---

<sup>1861</sup> B. Obama (2009, 17 novembre). *Remarks Following a Meeting With President Hu Jintao of China in Beijing*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86895>.

<sup>1862</sup> G.W. Bush (2005, 9 août). *The President's News Conference in Crawford, Texas*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64757>.



plus, si l'administration Bush formulait des propositions qui laissaient entendre qu'elle considérait les dirigeants nord-coréens comme étant en capacité de se comporter conformément aux attentes de la « communauté internationale », sa politique de déstabilisation du régime nord-coréen témoignait du contraire.

Sa volonté que le régime nord-coréen s'effondre, avec la perspective de l'installation d'une démocratie par absorption de son territoire par la Corée du Sud, témoigne du besoin de l'administration Bush de créer une situation dans laquelle ses attentes auraient été bien plus certaines sinon garanties, les démocraties libérales ne faisant pas la guerre entre elles. Les dirigeants nord-coréens en avaient bien conscience, qui manifestèrent leur volonté de reprendre les SPT en janvier 2005 à la condition que l'administration Bush « *[didn't] slander their internal system or meddle with their internal system*<sup>1863</sup> ». En effet, l'administration Bush mena une politique de déstabilisation des régimes politiques nord-coréen et iranien. Pour le Vice-président Cheney, « *regime change in Pyongyang was the only way to end the nuclear threat from North Korea*<sup>1864</sup> », la formulation de termes de négociation volontairement inacceptables pour les dirigeants nord-coréens visant à légitimer la politique de changement de régime de l'administration Bush<sup>1865</sup>. Plutôt que de chercher à régler directement le problème de la prolifération nucléaire dont les deux pays étaient soupçonnés de se rendre coupables, elle visa le changement de régime dans ces deux États, estimant que leur comportement sur la scène internationale était intrinsèquement lié à la nature de leur régime politique. Ce dernier, nous l'avons vu dans notre deuxième chapitre, était qualifié de manière diverse, mais était de toute façon explicitement différencié de la démocratie américaine. Comme avancé dans

---

<sup>1863</sup> Propos rapportés par un journaliste lors de séance de questions-réponses [S. McClellan (2005, 14 janvier). *Press Gaggle with Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66127>].

<sup>1864</sup> Point de vue de Cheney tel que résumé par Aaron Friedberg, son conseiller en matière de sécurité nationale de 2003 à 2005 et cité par M. Chinoy (2008). *Meltdown: The Inside Story of the North Korean Nuclear Crisis*. New York: St. Martin's, p. 194, lui-même cité par W.C. Clemens (2016), *op. cit.*, p. 207.

<sup>1865</sup> *Ibid.*, p. 208.

notre premier chapitre, la conviction du caractère universel de l'aspiration à la démocratie justifiait les tentatives de l'administration Bush de déstabiliser les régimes nord-coréen et iranien en s'adressant directement à leurs populations : explicitant la mission de *Voice of America*, il cita le Président Reagan, selon lequel « *[f]reedom [was] not the sole prerogative of a lucky few but the inalienable and universal right of all human beings* ». Parce que « *tyranny [could not] survive forever in an atmosphere of truth* », *Voice of America* « *[sent] a message of tolerance and respect* », « *[showed] freedom's strength and determination* » et « *[brought] truth* ». <sup>1866</sup> *Voice of America* était un instrument assumé de diffusion de la démocratie dans les États qualifiés de tyranniques et à terme de déstabilisation fatale de leurs régimes politiques. L'administration Bush adopta également une politique de déstabilisation interne de la Corée du Nord à travers l'adoption du *North Korean Human Rights Act* le 31 mars 2004, entré en vigueur en octobre suivant et accordant une aide aux réfugiés nord-coréens à la recherche d'un asile, les aidant à s'organiser et à multiplier les contacts dans leur pays d'origine et soutenant les ONG promouvant la démocratie et la liberté d'information, notamment à travers le développement de programmes radiophoniques à destination de la Corée du Nord et la distribution de téléphones portables <sup>1867</sup>. Ces aides étaient censées amener à un effondrement du régime de l'intérieur en encourageant la subversion. Or, un contexte dans lequel le régime politique de la Corée du Nord était non seulement expressément remis en cause mais contre lequel une politique active de déstabilisation était aussi menée n'était guère propice à des négociations de type agir communicationnel, de même que l'intégration d'un tel État à la « communauté internationale » semblait vaine.

Les dépréciations rhétoriques de l'administration Bush à l'égard de la Corée du Nord et sa volonté de déstabilisation de son régime politique eurent également pour effet de

---

<sup>1866</sup> G.W. Bush (2002, 25 février). *Remarks Commemorating the 60th Anniversary of the Voice of America*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=72983>.

<sup>1867</sup> P. Rigoulot (2007), *op. cit.*, p. 132-133, cité dans P. Ségard (2009), *op. cit.*, p. 61.

dégrader les relations qu'entretenaient les États-Unis avec la Corée du Sud, dont les représentations à l'égard de la Corée du Nord avaient évolué, ainsi que sa propre identité, à la faveur de la *Sunshine policy*. Selon Son, celle-ci a en cela constitué un obstacle à l'alliance qu'elle formait avec les États-Unis, puisque, pour les Sud-Coréens,

*President George W. Bush's administration was increasingly seen as posing a greater threat than their official enemy, North Korea, particularly if it were to attack what it called part of the 'axis of evil' and unleash an unaccountable amount of human and property losses.*<sup>1868</sup>

La Corée du Sud retira à ce titre à la Corée du Nord le titre de « *main enemy of South Korea* » dans son « *annual defense report* »<sup>1869</sup>. Quant à l'administration Obama, elle cessa la politique de l'administration précédente en matière de déstabilisation du régime nord-coréen, tenant compte de la préoccupation chinoise d'éviter un effondrement brutal de la Corée du Nord<sup>1870</sup>. Le changement de dirigeant au sommet de l'État sud-coréen s'accompagna par ailleurs de l'abandon de la *Sunshine Policy* et du retour à une politique beaucoup plus punitive à l'égard de la Corée du Nord. Les tensions se ravivèrent entre les deux parties de la péninsule coréenne, en particulier à l'occasion du naufrage du navire sud-coréen Cheonan, et l'amélioration de leurs relations devint un préalable à toute reprise des négociations dans le format des SPT puisque devant manifester « *a seriousness of purpose*<sup>1871</sup> » de la part des dirigeants nord-coréens de revenir à la table des négociations et « *to live up to their commitments*<sup>1872</sup> ». En ce sens, les États-Unis déclinèrent la proposition de la Chine

<sup>1868</sup> K.Y. Son (2006), *op. cit.*, p. 5.

<sup>1869</sup> S. McClellan (2005, 14 mars). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66157>.

<sup>1870</sup> Le Président Obama expliquait qu'il était « *sympathetic to the fact that North Korea [was] on China's border* » et que les Chinois avaient par conséquent « *a security interest in not seeing complete chaos on the Korean Peninsula or a collapse that could end up having a significant impact on them.* » [B. Obama (2010, 27 juin), *op. cit.*].

<sup>1871</sup> R. Gibbs (2010, 29 novembre), *op. cit.*

<sup>1872</sup> R. Gibbs (2011, 11 février), *op. cit.*

de reprendre les négociations de façon urgente<sup>1873</sup>. Cependant, dès lors que les dirigeants sud-coréens manifestaient une plus grande hostilité à l'égard de la Corée du Nord et de son régime, faire du rapprochement entre les deux Corées une condition de reprise des négociations n'aurait pas dû relever de la seule responsabilité de la Corée du Nord qui n'avait toutefois pas pour elle d'être une démocratie libérale.

De manière générale, les administrations américaines ont toutes été bridées par leurs représentations et leur imaginaire sécuritaire dans les réponses qu'elles ont opposées au programme nucléaire nord-coréen et à son comportement déviant, même si l'administration Clinton semblait être parvenue à formuler une politique qui, si elle constituait une prise de risque, ne remettait pas fondamentalement en cause ses représentations tout en s'adaptant davantage à celles des dirigeants nord-coréens. Les administrations américaines suivantes mirent toutefois davantage en avant la possibilité pour la Corée du Nord de s'intégrer à la « communauté internationale » *via* l'abandon de son programme nucléaire militaire, plutôt que celle de normaliser ses relations avec les États-Unis. C'est pourtant bien à cette deuxième normalisation qu'aspirait la Corée du Nord, le reste de la « communauté internationale » ne représentant pas aux yeux de ses dirigeants la menace que constituaient les forces américaines à sa frontière sud et l'absence de traité de paix avec les États-Unis ; de même que ses voisins montrèrent plus de souplesse à son égard que les dirigeants américains. Seule l'administration Clinton sut à divers égards et dans une certaine mesure apaiser un État qui en avait besoin. Au contraire, l'accusation d'« *appeasement* » telle que l'entendaient les Républicains concernait un État dont les dirigeants avaient des aspirations subversives et révisionnistes, en un mot offensives, et non un État se sentant véritablement menacé et souhaitant garantir la survie de son régime politique. Une diabolisation excessive de la Corée du Nord par l'administration Bush ne contribua qu'à renouveler une prophétie auto-réalisatrice

---

<sup>1873</sup> H. Cooper et S. LaFraniere (2010, 29 novembre). « U.S. and South Korea Balk at Talks With North ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2010/11/30/world/asia/30seoul.html>.

néfaste à tous, tandis que la patience stratégique de l'administration Obama, proche de l'attentisme, reproduisit plusieurs des erreurs de l'administration Bush et ne parvint pas à créer un contexte favorable à la négociation.

## CHAPITRE IX

### NÉGOCIER SANS SE RENIER : L'IDENTITÉ AMÉRICAINE À L'ÉPREUVE DU PROGRAMME NUCLÉAIRE IRANIEN

Les administrations Clinton, Bush et Obama se sont positionnées de manière différenciée face à l'Iran et à son programme nucléaire. Le problème s'est en effet posé avec moins d'acuité pendant les deux mandats du Président Clinton même si dès le début de son premier mandat les « *important new long-term issues* » qu'étaient « *the proliferation of ballistic missiles* » et « *the proliferation of weapons of mass destruction* » au Moyen-Orient étaient évoqués<sup>1874</sup>. Dans un rapport rédigé en 1993, la CIA « *warned that Iran may acquire a nuclear weapon by the end of the decade* » sur la base de la possible fourniture de réacteurs nucléaires par la Chine et la Russie<sup>1875</sup>. La suspicion d'une coopération entre la Corée du Nord et l'Iran dans le domaine nucléaire à partir des années 1990 laissa également supposer que l'Iran aurait aidé à financer le programme nucléaire nord-coréen en échange de technologie nucléaire, d'équipement et de coopération dans l'enrichissement d'uranium<sup>1876</sup>. Cependant, le lien entre les deux États ne fut pas confirmé par l'AIEA, d'autant moins que les deux pays n'avaient pas basé leur recherche sur le nucléaire sur le même minerai : plutonium pour la Corée du Nord, uranium pour l'Iran. L'Iran comme potentielle menace nucléaire ne fut donc essentiellement cité par le Président Clinton qu'en raison de la vente de matériel et de technologie nucléaires par la Russie

---

<sup>1874</sup> Administration Clinton (1993, 15 mars), *op. cit.*

<sup>1875</sup> D. Jehl (May 27, 1993), *op. cit.*

<sup>1876</sup> G.J. Moore (2008), *op. cit.*, p. 16.

à l'Iran et ne fut sanctionné au titre de ses activités de prolifération de missiles qu'au mois d'avril 2000<sup>1877</sup>. Ce n'est enfin qu'à la fin de son mandat que la CIA cessa d'exclure la possibilité que l'Iran ait pu se doter de l'arme nucléaire, tout en continuant de souligner la difficulté de tracer de telles transactions et donc d'établir avec certitude la nucléarisation militaire de l'Iran<sup>1878</sup>.

La situation de l'Iran en matière nucléaire fut au demeurant continuellement l'objet de conjectures et d'hypothèses et, partant, d'interprétations. Les administrations Bush et Obama s'intéressèrent à l'intention sous-tendant les programmes nucléaires nord-coréen et iranien mais, alors que les dirigeants nord-coréens ne cachaient pas leurs ambitions nucléaires militaires, les dirigeants iraniens niaient développer un programme nucléaire militaire, arguant du caractère exclusivement civil de leur programme nucléaire. Pour autant, les administrations Bush et Obama doutaient du caractère pacifique de ce dernier pour des raisons relativement similaires : aux yeux de leurs membres, les dirigeants iraniens refusaient de soumettre leurs installations nucléaires aux inspections de l'AIEA et ils n'étaient pas en capacité de prouver le caractère pacifique de leur programme nucléaire<sup>1879</sup>. Autant d'éléments sur lesquels se basaient les administrations Bush et Obama pour conclure au caractère militaire du programme nucléaire iranien. En outre, le fait que son programme nucléaire ait été caché pendant une vingtaine d'années fondait les suspicions de l'administration Bush quant au caractère belliqueux des intentions du gouvernement iranien puisqu'elle estimait qu'il aurait pu le rendre public s'il n'avait rien eu à se reprocher<sup>1880</sup>. Nous verrons cependant que l'administration Bush affirmait de manière beaucoup plus nette le caractère menaçant du programme nucléaire iranien que ne le fit

---

<sup>1877</sup> W.J. Clinton (2000, 9 novembre), *op. cit.*

<sup>1878</sup> J. Risen et J. Miller (2000, 17 janvier). « C.I.A. Tells Clinton An Iranian A-Bomb Can't Be Ruled Out ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2000/01/17/world/cia-tells-clinton-an-iranian-a-bomb-can-t-be-ruled-out.html>.

<sup>1879</sup> Le Président Obama l'affirmait par exemple ici : B. Obama (2011, 21 septembre), *op. cit.*

<sup>1880</sup> S. McClellan (2005, 4 avril). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66169>.

l'administration Obama. Cette dernière témoigna à tout le moins d'un imaginaire sécuritaire et de pratiques associées le plus souvent distincts de ceux qui avaient soutenu la politique de l'administration précédente. L'administration Clinton et à plus forte raison l'administration Bush ont pour leur part exercé ce que Bially Mattern appelle la **force représentationnelle** (« *representational force* ») :

*Wielded through language, representational force enables a perpetrator to bluntly, self-interestedly and nonnegotiablely compel its victim to abide by his version of some contested story. It accomplishes this by brandishing a threat, which traps the victim with no real option but to comply.*<sup>1881</sup>

La « *contested story* » concernait en l'espèce le programme nucléaire iranien à propos duquel le régime iranien tentait de substituer sa propre version à la version américaine et *vice versa*, tandis que la menace brandie par les États-Unis allait de l'application de sanctions isolant l'Iran au maintien du recours à la force comme option envisageable pour l'empêcher d'acquérir l'arme nucléaire. Dans le cas de l'administration Bush, était en jeu de manière plus globale l'ensemble des représentations qu'elle se faisait de l'Iran parce qu'elle ne pouvait accepter la version iranienne sans reconnaître que l'Iran était digne de confiance, ce qui allait à l'encontre de ses représentations. En outre, la force représentationnelle a été utilisée par les dirigeants américains pour souder la « communauté internationale » contre l'Iran et renforcer son identité et l'ordre auquel elle était associée à travers la problématique nucléaire. Réaffirmer les caractéristiques du régime de non-prolifération nucléaire telles que promues par l'administration Bush revenait à entériner une « communauté internationale » qui acceptait un ordre international inégalitaire, dans lequel des États avaient davantage de droits que d'autres, sous couvert de doubles standards basés sur l'imaginaire sécuritaire américain et de l'intersubjectivité des États qui fondait ou non la confiance accordée aux autres États.

---

<sup>1881</sup> J. Bially Mattern (2001). « The Power Politics of Identity ». *European Journal of International Relations*, 7(3), p. 351.



Comme la coercition caractérisée par Schelling, la force représentationnelle fonctionne comme un piège, laissant la « victime » « *into non-choices between suffering and compliance*<sup>1882</sup> ». La force représentationnelle telle qu'exercée par les États-Unis à travers le refus de négocier, l'acceptation très contrainte de négocier ou l'usage de sanctions avait un tel objectif. Bially Mattern suggère que « *representational force may be fundamental to the process by which we-ness is maintained among members of the security community during crises*<sup>1883</sup> ». Si elle mentionne la force représentationnelle dans le contexte de communautés de sécurité, nous employons pour notre part le concept pour caractériser les moyens employés par les États-Unis face à ce que leurs dirigeants appelaient la « communauté internationale » (que nous ne pouvons toutefois qualifier de communauté de sécurité) dans un contexte de menace pesant sur le régime de non-prolifération nucléaire.

Notons que notre méthodologie d'analyse de discours est compatible avec le concept de force représentationnelle<sup>1884</sup> parce qu'elle nous a permis de mettre en exergue l'imaginaire sécuritaire américain, en particulier ses dimensions relatives à la « communauté » et à l'ordre internationaux, à l'Iran et à la prolifération nucléaire. Imaginaire sécuritaire qui fonctionnait comme un filtre à travers lequel les dirigeants américains se représentaient le monde, qui produisait par conséquent « *meaning and knowledge*<sup>1885</sup> » et sous-tendait les représentations et interprétations du programme nucléaire iranien. Comme la narration, l'imaginaire sécuritaire américain constitue « *a social structure which organizes expectations, calculations and behavior*<sup>1886</sup> » et les discours, à travers les articulations et les interpellations qu'ils contiennent, contribuent à reproduire cette structure sociale. La manière dont les dirigeants

---

<sup>1882</sup> J. Bially Mattern (2001), *op. cit.*, p. 359.

<sup>1883</sup> *Ibid.*, p. 360.

<sup>1884</sup> Bially Mattern utilise pour sa part une « *narrative analysis* » [*ibid.*, p. 362].

<sup>1885</sup> *Loc. cit.*

<sup>1886</sup> *Ibid.*, p. 364.

américains ont cherché à diffuser leurs représentations et leur compréhension du programme nucléaire iranien relève de la force représentationnelle.

Nous arguons que la force représentationnelle a été utilisée par les dirigeants américains avec plus ou moins de succès comme un moyen de renforcer l'identité de la « communauté internationale », par le biais de la préservation du régime de non-prolifération nucléaire caractéristique de l'ordre international tel que promu par les dirigeants américains<sup>1887</sup>. Elle a aussi été employée pour renforcer leur propre identité qu'ils concevaient comme intrinsèquement liée à celle de la « communauté internationale »<sup>1888</sup>. Par l'usage de la force représentationnelle, les dirigeants américains visaient à diffuser les représentations américaines du problème nucléaire iranien et à les faire partager par les membres de la « communauté internationale ». L'enjeu était d'autant plus aigu que les représentations américaines allaient à l'encontre des représentations et des déclarations iraniennes, problème qui ne se posait pas dans le cas de la Corée du Nord : les dirigeants américains devaient en effet parvenir à faire du programme nucléaire iranien une menace alors même que les dirigeants iraniens affirmaient qu'ils ne cherchaient pas à fabriquer une arme nucléaire. En ce sens, le problème nucléaire iranien a constitué une véritable crise du régime de non-prolifération nucléaire tel que se le représentaient les dirigeants américains, puisque la position de l'Iran tentait de concurrencer les représentations américaines de ce qui était acceptable ou non dans le cadre du TNP mais aussi en dehors de ce cadre compte-tenu des États n'en faisant pas partie. Les représentations américaines en la matière étaient manifestement largement tributaires de leur imaginaire sécuritaire dans son ensemble. Or, en défendant leurs propres représentations, les dirigeants américains ont été confrontés à leurs propres contradictions, c'est-à-dire à leurs doubles standards en matière nucléaire. Nous avançons que les dirigeants américains, en particulier les membres de l'administration

---

<sup>1887</sup> Voir chapitre 4.

<sup>1888</sup> Voir chapitre 2.

Bush, ont exercé leur force représentationnelle en choisissant la coercition plutôt que la négociation, captifs qu'ils étaient de leur imaginaire sécuritaire hostile à l'Iran dans le contexte de la *War on Terror* ; hostilité ayant compromis la possibilité de négocier en faisant de l'Iran un impossible interlocuteur.

Quant à l'administration Obama, elle a exercé ce que nous appelons la **légitimation représentationnelle**. Celle-ci permet à l'agent l'exerçant à travers son discours et ses pratiques politiques de légitimer auprès d'autres agents ses représentations d'une situation, ici de la prolifération nucléaire en général et du problème nucléaire iranien en particulier. L'agent, ici les États-Unis du Président Obama, procède à cette légitimation en s'appuyant sur une interprétation des normes sociales mobilisées dans la situation en cause ; interprétation qui se veut consensuelle à défaut d'être objective. L'administration Obama s'est engagée dans une démarche de désarmement nucléaire, témoignant de sa volonté de respecter les engagements pris par les États-Unis au titre du TNP. La légitimation représentationnelle relève d'un « *rule-guided behavior* », en ce que les agents qui l'exercent « *try to 'do the right thing' rather than maximizing or optimizing their given preferences*<sup>1889</sup> ». En s'efforçant d'agir de façon juste, l'administration Obama entendait restaurer l'image des États-Unis comme une puissance juste, leur comportement étant constitutif de leur identité<sup>1890</sup>. La politique de l'administration Bush, tant sa décision unilatérale d'attaquer l'Irak que son intransigeance hostile à l'égard de l'Iran, avait provoqué une crise de la légitimité des États-Unis. Elle pouvait en effet être vue comme irrespectueuse du cadre normatif qui fondait l'ordre international et que l'administration Bush affirmait pourtant défendre. L'usage de la force représentationnelle devait pallier ce manque de légitimité. À l'inverse, l'administration Obama a cherché à rétablir la légitimité des États-Unis de deux façons. D'abord elle s'est émancipée de représentations négatives de l'Iran profondément ancrées dans l'imaginaire sécuritaire américain mais qu'elle savait

---

<sup>1889</sup> T. Risse (2000), *op. cit.*, p. 4.

<sup>1890</sup> *Ibid.*, p. 5.

étrangères à la plupart des autres États. Ensuite elle a caractérisé ses représentations du problème nucléaire iranien comme directement issues du cadre normatif qu'elle tentait de sauver et, partant, comme légitimes. En cela, l'usage de la légitimation représentationnelle devait permettre aux États-Unis de retrouver leur autorité morale et donc leur *leadership*.

Au contraire de la force représentationnelle, la légitimation représentationnelle ne relève pas de la coercition, mais de la capacité à convaincre autrui. L'usage de la force représentationnelle par les dirigeants américains se comprenait dans un contexte où leur discours était difficile à légitimer puisque, nous le verrons, il alimentait des doubles standards en matière nucléaire. L'administration Obama s'est en revanche attachée à créer un contexte et à développer un discours dont la légitimité devait être bien plus manifeste que ceux qu'avait privilégiés l'administration précédente. Elle considérait que si les États-Unis agissaient de façon exemplaire et s'émancipaient de représentations conflictuelles, il était plus difficile pour l'Iran de justifier un comportement irrespectueux de ses engagements. Cela ne signifie pas que les dirigeants américains de l'ère Obama étaient prêts à adhérer à n'importe quel argument en faveur du programme nucléaire iranien, mais des possibilités de conviction mutuelles existaient puisque les dirigeants iraniens affirmaient ne pas vouloir se doter de l'arme nucléaire. L'administration Obama a en cela rendu possible la négociation comme ne l'avaient jamais fait les administrations précédentes. Nous verrons toutefois qu'un lent virage identitaire posant les jalons du tournant notoire que prit l'administration Obama fut initié dès avant l'arrivée du Président Obama à la Maison-Blanche.

### 9.1 L'intransigeance identitaire américaine, entrave à la négociation

L'imaginaire sécuritaire américain dont faisait l'objet l'Iran rendait davantage possible les politiques coercitives à son égard qu'il ne facilitait la négociation. De même, la mise en œuvre de politiques coercitives voire hostiles ne permettait pas, ou

difficilement, la pratique concomitante de politiques plus compréhensives, empathiques et tolérantes, dont participait la négociation de type agir communicationnel, nous y reviendrons. Or, l'administration Clinton et à plus forte raison encore l'administration Bush, en reproduisant des représentations négatives de l'Iran, en particulier à travers l'articulation entre son régime politique et le terrorisme, ont considérablement restreint le champ des possibles. En ce sens, plutôt que d'une *norm entrapment* comme face à la Corée du Nord<sup>1891</sup>, les administrations américaines ont été la proie de leur propre imaginaire sécuritaire et donc d'un piège représentationnel. Alors que dans le cas d'un *norm entrapment* la politique exclue est pourtant préférée, la politique exclue ne peut être que difficilement préférée au regard des représentations auxquelles elle est associée dans le cas d'un piège représentationnel. Négocier avec l'Iran posait en cela des enjeux identitaires bien plus profonds pour les États-Unis que négocier avec la Corée du Nord : aux problématiques associées à la négociation avec un « vilain » selon Spector s'ajoutaient des animosités et des haines profondément ancrées qui ne pouvaient être traitées par une seule négociation<sup>1892</sup>. C'est pourquoi les dirigeants américains ont davantage eu besoin de renforcer les identités respectives des États-Unis et de la « communauté internationale » en exerçant leur force représentationnelle face à la problématique nucléaire iranienne.

### 9.1.1 L'Iran : l'impossible interlocuteur

Compte tenu de leurs représentations, les politiques qui semblaient s'imposer aux administrations Clinton et Bush visaient d'abord un changement de régime en Iran, ce à quoi ne pouvaient mener des négociations respectueuses de l'ensemble des parties prenantes. A plus forte raison après les attentats du 11 septembre, la déclaration de la *War on Terror* et l'inscription de l'Iran parmi les membres de l'*Axis of evil*, l'administration Bush s'est piégée dans un ensemble représentationnel peu propice à

---

<sup>1891</sup> Voir la définition de la *norm entrapment* p. 526.

<sup>1892</sup> B. Spector (1999), *loc. cit.*, p. 35-36.

la négociation avec l'Iran. En effet, cet ensemble représentationnel constituait un obstacle au « *common lifeworld* » rendant possible la négociation de type agir communicationnel : l'imaginaire sécuritaire américain faisant des États-Unis le champion de la liberté d'après l'expression de Madeleine Albright était irréconciliable avec la représentation de « Grand Satan » que les dirigeants iraniens associaient aux États-Unis, dénonçant leur impérialisme.

#### 9.1.1.1 La volonté de changement de régime

« *[T]he best way to deal with problems such as the Iranian problem is to encourage people to be free.* »

Président Bush<sup>1893</sup>

Les représentations américaines du régime politique iranien associées à l'imaginaire sécuritaire américain en matière de paix libérale plaidaient en faveur d'un changement de régime en Iran, plutôt qu'en faveur de la négociation qui aurait contribué à la légitimation du régime en place. Même lorsque les administrations Clinton et Bush exprimaient leur souhait de négocier avec l'Iran, les discours de leurs membres et les représentations qu'ils véhiculaient continuaient à rendre davantage possible une politique visant un changement de régime parce qu'elles délégitimaient, décrédibilisaient et stigmatisaient le régime en place. Les administrations Clinton et Bush ont effectivement mené de façon plus ou moins explicite et plus ou moins agressive une politique de changement de régime en Iran. Elles n'ont de surcroît pas fait évoluer leur discours à propos de l'Iran par rapport au discours dominant employé par les dirigeants américains depuis la crise des otages. Elles ont continué à stigmatiser l'Iran même lorsqu'elles affirmaient envisager d'ouvrir des négociations avec Téhéran et se sont enfermées dans une rhétorique menaçante, à l'instar des dirigeants iraniens vis-à-vis des États-Unis. Le discours portant sur le régime

---

<sup>1893</sup> G.W. Bush (2006, 9 mai). *Remarks on the Medicare Prescription Drug Benefit and a Question-and-Answer Session in Sun City Center, Florida*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=72906>.

politique iranien n'ayant pas évolué, la politique de rejet dont il faisait l'objet, concrétisée par l'absence de relations diplomatiques directes entre les deux États, n'était pas non plus susceptible d'être modifiée. En ce sens, l'administration Clinton affirmait ne pas envisager d'entretenir avec l'Iran de « *normal relations until [it] stops this type of unacceptable behavior in the world*<sup>1894</sup> ».

L'administration Clinton tenta de maintenir une politique étrangère équilibrée et conforme aux valeurs des États-Unis en faisant par exemple pression sur l'Iran pour qu'il respecte les normes internationales relatives à la prolifération nucléaire et au terrorisme. Elle ouvrit toutefois une porte à la négociation avec l'Iran à la faveur de l'élection du Président Khatami réputé plus modéré que son prédécesseur. Elle se disait ouverte au dialogue avec l'Iran dès lors qu'il aurait été prêt à évoquer l'ensemble des préoccupations américaines « *on terrorism, on the acquisition of weapons of mass destruction, on its opposition to the peace process*<sup>1895</sup> ». Madeleine Albright considérait qu'il s'agissait d'une opportunité historique potentielle pour baisser les murs de défiance qui avaient longtemps séparé les deux pays.<sup>1896</sup> Pour autant, l'administration Clinton s'interrogea sur la capacité du nouveau Président iranien à modérer le comportement du régime iranien<sup>1897</sup>. Elle soulignait de cette manière la complexité du pouvoir iranien et insistait sur la nécessité pour ces négociations d'être menées « *with an authorized representative of the [Iranian] government* »<sup>1898</sup>, ce qui incluait un représentant du pouvoir spirituel iranien. Le

---

<sup>1894</sup> M. McCurry (1995, 14 mars). *Press Briefing by Mike McCurry*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59543>.

<sup>1895</sup> Administration Clinton (1997, 29 mai). *Press Briefing by Mike McCurry and Jim Steinberg*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=48686>.

<sup>1896</sup> M.K. Albright (1998), *op. cit.*, p. 54.

<sup>1897</sup> M. McCurry (1997, 1<sup>er</sup> août). *Press Briefing by Mike McCurry*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=48512>.

<sup>1898</sup> M. McCurry (1997, 15 décembre). *Press Briefing by Mike McCurry*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=48576>.

pouvoir reposait en dernière instance entre les mains du pouvoir spirituel et donc du Suprême leader l'Ayatollah Khamenei : c'est avec lui que devaient ultimement négocier les Occidentaux sur le dossier nucléaire<sup>1899</sup>. Or, les dirigeants américains ont pendant longtemps été réticents à l'idée de négocier avec celui-ci, hostiles à l'idée de reconnaître par ce biais ce pouvoir spirituel et par conséquent le régime issu de la Révolution islamique de 1979. Leur volonté de négocier avec les dirigeants iraniens qu'ils considéraient comme modérés ou en tout cas de bonne volonté, mais qui n'étaient par conséquent pas forcément soutenus par le pouvoir spirituel iranien, témoignait de leur rejet du régime politique iranien dans lequel le pouvoir spirituel était central. En outre, en mettant en doute la réalité du pouvoir du nouveau Président Khatami, l'administration Clinton discréditait la portée qu'auraient pu avoir des négociations avec ses représentants et ne pouvait que difficilement en faire la promotion : si des négociations avec l'Iran étaient inutiles, la concession qu'elles représentaient pour les dirigeants américains était d'autant moins justifiée et justifiable. En ce sens, le Président Bush avait affirmé à ses homologues européens qu'il déclencherait « *a political furor* » aux États-Unis s'il acceptait de négocier avec l'Iran puisqu'il aurait ainsi signalé « *that Washington was prepared to recognize the legitimacy of the Iran government* »<sup>1900</sup> : les représentations qu'il véhiculait à travers ses discours constituait bien un piège l'empêchant de mener une politique considérée comme antinomique avec ces représentations.

La négociation était de plus considérée par les administrations Clinton et Bush comme un obstacle au changement de régime en Iran. L'administration Clinton craignait par exemple que « *the genuine reformers* » iraniens ne soient « *weakened because of their willingness to at least talk to [the United States]* »<sup>1901</sup>. La

---

<sup>1899</sup> K. Barzegar (2009). « The Paradox of Iran's Nuclear Consensus ». *World Policy Journal*, 26(3), p. 30.

<sup>1900</sup> S.R. Weisman (2005, 28 février). « U.S. Reviewing European Proposal for Iran ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2005/02/28/politics/us-reviewing-european-proposal-for-iran.html>.

<sup>1901</sup> W.J. Clinton (2000, 14 février), *op. cit.*



négociation aurait alors nui à (ou à tout le moins freiné) une évolution du régime que l'administration Clinton appelait de ses vœux, en décrédibilisant les réformateurs alors accusés de se compromettre auprès des États-Unis. L'administration Bush avait également le souci de ne pas s'aliéner la population iranienne, en particulier les opposants au régime iranien, dans la perspective d'un changement de régime : accepter de négocier avec le régime en place n'aurait que difficilement permis aux États-Unis de s'afficher comme les alliés des opposants au régime et de surcroît des futurs dirigeants de l'Iran en cas de chute du régime. Elle était par ailleurs convaincue que la seule voix des États-Unis en faveur de la démocratie avait un impact significatif :

*when the President of the United States speaks out with moral clarity and urges governments to engage in openness and tolerance, and to welcome dissent and democracy, it has a profound impact.*<sup>1902</sup>

Davantage que l'acceptation de négocier avec un régime honni, un changement de régime en Iran porté par la population iranienne aurait constitué une forme de victoire représentationnelle pour l'administration Bush en validant le fait que la population iranienne aspirait à un régime politique différent<sup>1903</sup>.

En ce sens, les administrations Clinton et Bush se sont appuyées sur ce qu'elles affirmaient être les aspirations des peuples en faveur de la démocratie et de l'économie de marché, y compris celles du peuple iranien. Contestant une quelconque volonté de mener une croisade pour ces dernières, le Président Clinton expliquait cependant que les États-Unis se rangeraient fermement aux côtés des peuples exprimant de telles aspirations<sup>1904</sup>. L'administration Bush adopta le même type de positionnement qui se traduisit en pratique par un soutien affiché à des opposants internes à des régimes non démocratiques, en particulier en Iran. Les administrations

---

<sup>1902</sup> A. Fleischer (2003, 18 juin). *Press Briefing by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61112>.

<sup>1903</sup> Pour autant, le fait qu'un renversement de régime n'ait pas eu lieu ne constitue pas une preuve en soi que la population iranienne n'aspire pas à un autre régime politique.

<sup>1904</sup> W.J. Clinton (1993, 27 septembre), *op. cit.*

des deux Présidents reconnaissaient l'intérêt pour les États-Unis de voir la démocratie se diffuser parmi les États du monde, mais l'identification de peuples aspirant effectivement à profiter des valeurs promues par les États-Unis leur permettait de se dédouaner de toute accusation de néo-colonialisme ou d'occidentalisation, les valeurs souhaitées se révélant ainsi universelles. Le Président Clinton utilisa le même raisonnement pour justifier la lutte engagée par les États-Unis contre les régimes non démocratiques, défendant le soutien apporté aux peuples souhaitant se libérer non sur la base des intérêts des États-Unis mais sur celle des aspirations des peuples à vivre en paix avec les États-Unis<sup>1905</sup>. En revanche, le Président Obama exprima rapidement sa volonté de voir les États-Unis changer de politique au Moyen-Orient et cesser toute ingérence dans les affaires internes des États, nous y reviendrons dans la deuxième section.

Les administrations Clinton et Bush aspiraient pourtant à un changement de relations avec l'Iran qu'il savait incontournable à plusieurs titres, en particulier pour sa localisation pivot entre le Moyen-Orient et l'Asie centrale. Le Vice-président Cheney soulignait en ce sens « *the importance of trying to rebuild the relationship with Iran (...), given the size and importance of Iran and that part of the world*<sup>1906</sup> ». Les administrations Clinton et Bush souhaitaient établir une relation de confiance entre l'Iran et les États-Unis, à tout le moins des relations diplomatiques non marquées par une défiance mutuelle ou *a minima* réconcilier les deux États. Il s'agissait d'objectifs de moyen ou de long terme. Le Président Clinton parlait d'un « *constructive partnership with Iran* » comme « *one of the best things [the United States] could do for the long-term peace and health of the Middle East and, indeed, much of the rest of the world* »<sup>1907</sup>. Or, l'établissement d'un tel partenariat ne pouvait que passer par le

---

<sup>1905</sup> *Loc. cit.*

<sup>1906</sup> R.B. Cheney (2002, 15 février). *Remarks by the Vice President to the Council on Foreign Relations*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=85613>.

<sup>1907</sup> W.J. Clinton (2000, 14 février), *op. cit.*

rétablissement des relations diplomatiques et la reprise du dialogue. Le fait de refuser de négocier avec les dirigeants iraniens ne signifiait pas que les États-Unis n'y avaient pas intérêt mais plutôt que les conditions, y compris représentationnelles, dans lesquelles l'administration Clinton s'estimait en capacité de le faire n'étaient pas réunies. Quant au Président Bush, il espérait « *that an American President [would be] able to say to the Iranian people, "You're free, and we look forward to having good relations with you"*<sup>1908</sup> », la possibilité d'entretenir de bonnes relations avec l'Iran étant articulée avec la liberté accordée à son peuple. Peuple qui n'était pas correctement représenté par ceux que l'administration Bush appelaient « *the Iranian mullahs*<sup>1909</sup> », « *the unelected few*<sup>1910</sup> » ou encore « *the ayatollahs*<sup>1911</sup> ». Logiquement, le Président Bush expliquait que les États-Unis

*[sought] an Iran whose Government [was] accountable to its people instead of to leaders who [promoted] terror and [pursued] the technology that could be used to develop nuclear weapons.*<sup>1912</sup>

En distinguant ainsi le peuple iranien de ses dirigeants, des « *extremists who [hated] America* » ayant « *a vision of the world* »<sup>1913</sup> différant de celle des États-Unis, le Président Bush laissait entendre que la chute de la République islamique signerait la fin de cette vision du monde et, partant, qu'une vision du monde nécessairement compatible avec la vision américaine triompherait. En ce sens, l'administration Bush estimait que « *democracy [was] always the answer, everywhere*<sup>1914</sup> ». C'était d'autant

---

<sup>1908</sup> G.W. Bush (2006, 9 mai), *op. cit.*

<sup>1909</sup> G.W. Bush (2004, 30 septembre), *op. cit.*

<sup>1910</sup> S. McClellan (2004, 19 juillet). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66029>.

<sup>1911</sup> G.W. Bush (2005, 22 février). *The President's News Conference With European Union Leaders in Brussels*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73725>.

<sup>1912</sup> G.W. Bush (2007, 28 août). *Remarks at the American Legion National Convention in Reno, Nevada*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75688>.

<sup>1913</sup> G.W. Bush (2007, 12 janvier). *Interview with Scott Pelley of CBS News' "60 Minutes" at Camp David, Maryland*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=77362>.

<sup>1914</sup> A. Fleischer (2002, 19 septembre), *op. cit.*

plus le cas en Iran que la première des préoccupations de l'administration Bush le concernant était le « *freedom deficit* »<sup>1915</sup>. Hayes souligne que l'administration Bush estimait que « *the solution to the problem of Iranian nuclear weapons [called] for more than simply forcing Iran to comply by international law*<sup>1916</sup> ». Alors que le respect du droit international aurait pu être l'objectif d'une négociation avec l'Iran, ce n'était pas le cas d'un changement de régime, solution ultimement préférée par l'administration Bush. En 2003, l'Iran avait proposé aux États-Unis « *a broad dialogue* » dans le cadre duquel

*everything was on the table -- including full cooperation on nuclear programs, acceptance of Israel and the termination of Iranian support for Palestinian militant groups.*

L'administration Bush était alors convaincue que « *the Iranian government was on the verge of collapse* » et refusa par conséquent d'accorder à la proposition l'intérêt qu'elle aurait pu mériter. D'autant moins qu'elle ne voulait pas d'un « *grand bargain* » qui aurait permis à l'Iran de mettre en balance la problématique nucléaire avec d'autres sujets<sup>1917</sup>. Or, l'Iran était justement prêt « *to put on the table its support for Hezbollah and Hamas and its opposition to the Israeli-Palestinian peace process, but not its right to a nuclear fuel cycle*<sup>1918</sup> ». Le refus persistant de négocier avec l'Iran fit perdre à l'administration Bush l'occasion de négocier dans un contexte où l'Iran semblait pourtant inquiet de la victoire des États-Unis en Irak et souhaitait voir ses « *legitimate security interests* » reconnus. Selon Parsi, cela eut aussi pour effet de

---

<sup>1915</sup> U.S. Department of State. Archive. R.N. Burns (2005, 19 mai). *United States' Policy towards Iran. Statement before the Senate Foreign Relations Committee*. Consultable ici : <https://2001-2009.state.gov/p/us/rm/2005/46528.htm>, cité par F. Heisbourg (2005). *Iran : The Moment of Truth. A European Perspective*. Working Paper n° 20 of the European Security Forum, p. 2.

<sup>1916</sup> J. Hayes (2009), *op. cit.*, p. 991.

<sup>1917</sup> T. Snow (2006, 31 mai), *op. cit.*

<sup>1918</sup> S. Hurst (2012). « Obama and Iran ». *International Politics*, 49, p. 550.

*[strengthen] the hands of those in Iran who [believed] the only way to compel the United States to talk or deal with Iran [was] not by sending peace offers but by being a nuisance.*<sup>1919</sup>

Y compris lorsque l'administration Bush sembla changer de politique à l'égard de l'Iran en matière de négociation en l'incitant à reprendre des relations diplomatiques avec les États-Unis, elle continua d'employer un discours coercitif à son égard. Elle annonça par exemple qu'elle « *[was] going to continue to press [Iran] hard until [it changes its] behavior*<sup>1920</sup> ». De plus, « *[w]hile Secretary Rice [had] said recently that overthrowing the mullahs [was] not United States policy, President Bush [had] pointedly refused to affirm her statements*<sup>1921</sup> », ce qui n'était pas de nature à rassurer l'Iran sur les intentions des États-Unis à l'égard de son régime politique.

L'administration Bush ne pouvait en tout état de cause justifier de négocier avec l'Iran puisqu'elle ne le souhaitait pas au regard de son imaginaire sécuritaire et qu'elle visait ultimement un changement de régime en Iran. L'influence des néo-conservateurs au sein de l'administration Bush a joué un rôle prépondérant en ce sens. Douglas Feith, Sous-secrétaire à la Politique de défense de 2001 à 2005, avait co-signé en 1996 un papier qui plaidait en faveur d'une évolution de la stratégie israélienne de la seule riposte militaire vers la mise en œuvre du principe de préemption, consistant en particulier à viser un changement de régime dans les États considérés comme menaçants comme l'était alors l'Irak de Saddam Hussein<sup>1922</sup> et comme le fut ensuite l'Iran. De manière générale, les néo-conservateurs présents au sein de l'administration Bush défendaient l'idée d'un changement de régime en Iran.

---

<sup>1919</sup> G. Kessler (2006, 18 juin). « In 2003, U.S. Spurned Iran's Offer of Dialogue ». *Washington Post*, consultable ici : <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2006/06/17/AR2006061700727.html>.

<sup>1920</sup> G.W. Bush (2007, 19 juillet). *Remarks on the Federal Budget and a Question-and-Answer Session in Nashville, Tennessee*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75582>.

<sup>1921</sup> F. Leverett et H. Mann Leverett (2007, 11 décembre). « How to Defuse Iran ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2007/12/11/opinion/11leverett.html>.

<sup>1922</sup> A. Adib-Moghaddam (2007). « Manufacturing War: Iran in the Neo-Conservative Imagination ». *Third World Quarterly*, 28(3), p. 637-638.

Difficile de ne pas voir non plus l'influence néo-conservatrice derrière les dépréciations rhétoriques du processus électoral en Iran au moment des élections présidentielles de 2005. Adib-Moghaddam affirme que ces dépréciations rhétoriques poursuivaient un double objectif : délégitimer dès avant son élection le futur président de la République islamique d'Iran et représenter celle-ci comme irrationnelle en raison de l'absence d'un « *regulatory context in which decision makers and others operate* », créant de cette manière des représentations susceptibles de justifier un recours à la force. La rumeur selon laquelle le Président Ahmadinejad avait directement participé à la prise des otages de l'ambassade américaine de Téhéran en 1979 s'inscrit dans cette campagne de dépréciation. Adib-Moghaddam souligne que le pouvoir iranien était dès lors décrédibilisé et délégitimé avant même les propos du Président Ahmadinejad contre le sionisme et Israël.<sup>1923</sup> Les comparaisons établies entre le Président Ahmadinejad et Adolf Hitler et entre l'Iran et l'Allemagne nazie largement exploitées par les néo-conservateurs<sup>1924</sup> ont de surcroît été utilisées par le Président Bush et son administration. Or, les néo-conservateurs excluaient la possibilité de contenir un Iran doté de l'arme nucléaire et de la capacité du régime iranien de négocier de bonne foi<sup>1925</sup>. Selon Hayes, « *[p]olicies involving negotiation and reconciliation – democratic political behavior – are justified by appealing to democratic norms and identity* », alors que « *[p]olicies involving aggression and violence – nondemocratic political behavior – are justified by demonstrating that the target state is beyond reason or trust*<sup>1926</sup> », ce qui était le cas de l'Iran aux yeux des dirigeants américains. Non seulement la seule parole de ses représentants était considérée comme indigne de confiance en raison des promesses qu'ils avaient déjà

---

<sup>1923</sup> A. Adib-Moghaddam (2007), *op. cit.*, p. 641-642.

<sup>1924</sup> *Ibid.*, p. 642-644.

<sup>1925</sup> C'était le propos de William Kristol, éditorialiste néo-conservateur, dans W. Kristol (2006, 16 juillet). « Why Bush should go to Tel Aviv – and confront Iran ». *Financial Times*, consultable ici : <https://www.ft.com/content/d1e9154e-14e0-11db-b391-0000779e2340>, cité dans *ibid.*, p. 649-650.

<sup>1926</sup> J. Hayes (2009), *op. cit.*, p. 983.

pu formuler sans les tenir<sup>1927</sup>, mais en plus le Président Bush considérait que « *it [was] hard to trust a regime that [didn't] trust their own people*<sup>1928</sup> ». Toutefois, nous l'avons, vu, négocié de bonne foi implique d'accorder une confiance minimale à son interlocuteur. Les deux politiques ne pouvaient être menées de manière concomitante sans que leur incompatibilité ne soit soulignée voire dénoncée.

Au-delà de ses discours, l'administration Bush, comme l'administration Clinton avant elle, a mis en œuvre une politique ciblant explicitement la population iranienne à travers la diffusion de programmes radiophoniques censés lui procurer une information censurée sur le territoire iranien. Le Président Bush déclarait même que la population iranienne réclamait une telle diffusion. Par conséquent, celle-ci devint « *available to more Iranians by airing news and music and cultural programs nearly 24 hours a day* ». <sup>1929</sup> Ils devaient aussi contribuer « *[t]o cut through the barriers of hateful propaganda*<sup>1930</sup> » dont les dirigeants américains estimaient les États-Unis victimes : l'administration Bush s'efforçait de présenter les États-Unis comme un soutien « *to those who [loved] freedom inside of Iran*<sup>1931</sup> » et non comme l'ennemi que dépeignaient les dirigeants iraniens. Les Présidents américains s'adressaient également directement à la population iranienne, contournant des dirigeants qu'ils estimaient ne pas la représenter. Il était essentiel d'envoyer des messages réguliers à la population iranienne sous des formes variées, un Irak libre devant par exemple aussi « *send a clear message to people in Iran (...) that free societies [were]*

---

<sup>1927</sup> C. Rice (2003, 13 novembre). *Press Briefing by National Security Advisor Dr. Condoleezza Rice on the President's Trip to the United Kingdom*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=79960>.

<sup>1928</sup> G.W. Bush (2005, 18 février/a), *op. cit.*

<sup>1929</sup> G.W. Bush (2002, 21 décembre). *Radio Remarks to the People of Iran*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64835>.

<sup>1930</sup> G.W. Bush (2004, 20 janvier), *op. cit.*

<sup>1931</sup> G.W. Bush (2004, 9 août). *Remarks in a Discussion at Northern Virginia Community College in Annandale, Virginia*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64949>.

*possible*<sup>1932</sup> ». Il est aussi significatif que l'administration Bush ait répété de manière récurrente que « *this [was] a problem that **the regime** [had] with the international community, with the world*<sup>1933</sup> », soulignant l'inadéquation générale du régime politique iranien plutôt que de l'Iran en tant que tel, et donc sa population, avec la « communauté internationale » et les attentes de ses membres. L'administration Bush mit également en œuvre une stratégie de déstabilisation interne : l'*Iran Democracy Act* fut adopté par le Congrès en mai 2003, défendant l'allocation de 57 millions de dollars à des mouvements iraniens non spécifiés et visant l'organisation d'un référendum qui devait permettre de changer pacifiquement le système de gouvernement iranien<sup>1934</sup>. Puisque « *[f]reedom [had] the capacity to change enemies into friends* » et que l'administration Bush s'estimait en droit de mener une politique de déstabilisation du régime iranien<sup>1935</sup>, elle ne pouvait ni souhaiter ni justifier une négociation qui aurait contribué au moins dans une certaine mesure à la pérennisation d'un régime qu'elle abhorrait.

« *The portrayal of Iran's government as undemocratic* » étant devenu « *a central theme in constructing the Iranian threat*<sup>1936</sup> », la négociation avec le régime iranien n'aurait de surcroît pas fait intégralement disparaître la menace représentée par l'Iran. Le Président Bush reconnaissait que « *misunderstandings [occured] when you [didn't] meet often enough, when you [didn't] talk to each other often enough*<sup>1937</sup> » et, partant, que la négociation pouvait contribuer à résorber les incompréhensions

---

<sup>1932</sup> *Loc. cit.*

<sup>1933</sup> S. McClellan (2006, 26 avril). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64405>, nous soulignons.

<sup>1934</sup> R. Howard (2004), *op. cit.*, p. 22.

<sup>1935</sup> Bien qu'elle affirmât ne pas favoriser un changement de régime en Iran [S.R. Weisman (2003, 29 octobre). « U.S. Takes Softer Tone on Iran, Once in the 'Axis of Evil' ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2003/10/29/world/us-takes-softer-tone-on-iran-once-in-the-axis-of-evil.html>].

<sup>1936</sup> J. Hayes (2009), *op. cit.*, p. 990.

<sup>1937</sup> G.W. Bush (2006, 13 janvier). *The President's News Conference With Chancellor Angela Merkel of Germany*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=65176>.



mutuelles. Cependant, il ne se représentait pas le problème iranien comme relevant d'une incompréhension susceptible d'être résolue par la négociation mais comme participant d'une incompatibilité représentationnelle et identitaire fondamentale et irréductible. Il refusait dès lors d'avoir des contacts directs avec les dirigeants iraniens qui n'étaient ni dignes d'être compris ni même compréhensibles, tant leurs représentations étaient incompatibles avec les représentations américaines et avec la direction prise par « *others in the broader Middle East that [were] taking steps toward a more peaceful and free future*<sup>1938</sup> ». Le manque d'intérêt manifeste des États-Unis à négocier avec l'Iran apprécié à l'aune de l'imaginaire sécuritaire véhiculé par l'administration Bush permet de comprendre l'interprétation que fit une partie de la presse américaine de l'annonce de Richard Armitage, selon lequel les États-Unis étaient « *prepared to engage in limited discussions with the government of Iran about areas of mutual interest, as appropriate*<sup>1939</sup> ». Il s'agissait sinon d'un changement concret de politique à tout le moins d'un revirement discursif peu compatible avec l'imaginaire sécuritaire de l'administration Bush. Celle-ci dénia toutefois tout changement de politique, affirmant que des canaux de communication avec l'Iran étaient déjà ouverts et qu'elle l'avait toujours reconnu. Elle affirmait n'être ouverte au dialogue avec l'Iran « *only if that would serve U.S. interests*<sup>1940</sup> » tout en continuant de véhiculer des représentations selon lesquelles un changement de régime en Iran aurait satisfait au mieux les intérêts américains.

---

<sup>1938</sup> S. McClellan (2006, 13 janvier). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63680>.

<sup>1939</sup> United States Senate. R.L. Armitage (2003, 28 octobre). *U.S. Policy and Iran. Testimony before the Senate Foreign Relations Committee*. Consultable ici : <https://www.foreign.senate.gov/imo/media/doc/ArmitageTestimony031028.pdf>.

<sup>1940</sup> S. McClellan (2003, 29 octobre). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61582>.

### 9.1.1.2 Le contexte de la *War on Terror*

Les représentations négatives que les dirigeants américains avaient à l'égard du régime politique iranien et leur volonté de le voir tomber furent rapidement articulées à la *War on Terror*. Celle-ci constitua un contexte représentationnel qui décupla la réticence déjà forte des dirigeants américains de négocier avec l'Iran et leur volonté de voir tomber le régime iranien. L'imaginaire sécuritaire américain avait déjà été peu propice à la négociation sous l'administration Clinton mais il fut d'autant moins possible de négocier avec l'Iran dès lors qu'il fut articulé avec le terrorisme auquel l'administration Bush avait déclaré la guerre après les attentats du 11 septembre. La *War on Terror* répondait en effet à un traumatisme particulièrement vif pour les dirigeants américains : celui d'avoir été attaqués sur leur sol national. L'administration Bush articula sa politique à l'égard de l'Iran aux mêmes nécessités qui avaient présidé à sa politique vis-à-vis de l'Irak en lien avec la *War on terror*, l'ensemble des griefs faits à l'Iran y étant également articulés :

*September 11<sup>th</sup> taught us that we had to confront those threats before that happens. That's why he's been working with the international community to get Iran to end its pursuit of nuclear weapons and to abide by the international obligations Iran agreed to. That's why we are pressing Iran to turn over those al Qaeda members in their country to their country of origin. That's why we are continuing to urge the unelected few in Iran to heed the aspirations of the Iranian people.*<sup>1941</sup>

L'Iran était de cette manière à la fois articulé au 11 septembre et à la *War on terror*, mais aussi à diverses menaces auxquelles le changement de régime était la solution la plus évidente, même si l'administration Bush répétait à l'envi « *that every situation [required] a different response when it [came] to foreign policy* ». En outre, l'Iran était articulé à la *War on terror* parce que ceux qui condamnaient son programme nucléaire représentaient à l'inverse le « *free world* », à l'inverse jamais mobilisé face à la Corée du Nord.<sup>1942</sup> Or,

---

<sup>1941</sup> S. McClellan (2004, 19 juillet), *op. cit.*

<sup>1942</sup> G.W. Bush (2004, 9 août), *op. cit.*

*the 'global war on terror' and the Bush doctrine of pre-emption have emerged as the primary institutions of US foreign policy, advocating military intervention against potential adversaries even if they are not considered an immediate threat to US national security.*<sup>1943</sup>

Tous les éléments discursifs légitimant un changement de régime en Iran et si nécessaire un recours à la force étaient présents. Les mesures prises en faveur de la promotion de la démocratie et de la stabilité en Iran furent logiquement présentées comme s'inscrivant dans la *War on Terror*, ce qui ne fut pas le cas de celles prises à la même fin dans le cas de la Corée du Nord<sup>1944</sup>. 75 millions de dollars supplémentaires furent par exemple débloqués en 2006 pour « *expand radio and television broadcasts into Iran* », émissions supposées « *support reformers and dissidents and human rights activists and civil society organizers in Iran* » et aider les Iraniens à « *challenge the repressive policies of the clerical regime* »<sup>1945</sup>. En tant que pays musulman, l'Iran était tout désigné, au même titre que l'Irak ou que la Palestine, par l'ambition de l'administration Bush d'étendre la démocratie au « *Muslim World* »<sup>1946</sup>, en fait surtout au Moyen-Orient. A l'inverse, la Corée du Nord ne s'inscrivait pas dans un ensemble plus large, la Guerre froide se trouvant derrière les États-Unis et sa région étant déjà largement mature par rapport au Moyen-Orient<sup>1947</sup>. De plus, l'articulation entre la Corée du Nord et le terrorisme n'a jamais été aussi prégnante et récurrente que celle qui liait l'Iran au terrorisme. Alors qu'au même titre que la Corée du Nord l'Iran était représenté comme « *pursuing nuclear weapons while depriving its people of the freedom they seek and deserve* », il était surtout

---

<sup>1943</sup> A. Adib-Moghaddam (2007), *op. cit.*, p. 645.

<sup>1944</sup> G.W. Bush (2006, 16 février). *Fact Sheet: President Requests \$72.4 Billion for the Global War on Terror*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=82999>.

<sup>1945</sup> G.W. Bush (2006, 24 février), *op. cit.*

<sup>1946</sup> Le « *Fact Sheet 2003* » présentait la promotion de « *a Forward Strategy of Freedom to Expand Democracy in the Muslim World* » comme l'une des démarches entreprises par l'administration Bush pour gagner « *the War on Terror* » et traiter les « *global challenges* » [G.W. Bush (2003, 13 décembre), *op. cit.*].

<sup>1947</sup> Voir chapitre 6.

considéré comme « *the world's primary state sponsor of terror*<sup>1948</sup> », ce qui fondait au moins partiellement la différence de politique mise en œuvre à l'égard des deux États.

Par conséquent, l'administration Bush ne pouvait accepter de négocier avec l'Iran sans mettre en péril les fondements mêmes de sa politique de *War on terror* à laquelle elle avait intimement lié sa politique à l'égard de l'Iran et les représentations de l'Iran qu'elle diffusait. De même que l'identité de la « *European international community* », « *based on a European and liberal collective identity* », justifiait que les États partageant cette identité y soient intégrés<sup>1949</sup>, la *War on Terror* impliquait que ceux qui s'identifiaient aux États-Unis la mènent également. La *War on Terror* était fondée sur une représentation binaire du monde, séparé entre ceux qui étaient avec les États-Unis et ceux qui étaient contre eux, et constituait une interpellation à l'égard des États de s'identifier à l'un des deux camps. Chaque camp était caractérisé de façon spécifique dans les discours des dirigeants américains : au « *free world* » étaient opposés les terroristes, dont le comportement tranchait de manière radicale avec celui attendu au sein du monde libre. Or, le fondement même de la *War on Terror* rendait impossible la négociation avec les agents de la *Terror* : négocier avec l'Iran était inenvisageable, il s'agissait d'un enjeu identitaire, à moins de modifier les représentations dont il faisait l'objet, ce que n'a pas fait l'administration Bush. Bien que Risse précise qu'il n'est pas nécessaire que les parties prenantes d'une négociation soient d'accord sur tout et que « *[s]ome pragmatic cooperative arrangements can be achieved by "agreeing to disagree"* »<sup>1950</sup>, l'opposition des États-Unis à l'Iran telle que se la représentaient les dirigeants américains dans le cadre de la *War on Terror* relevait du désaccord fondamental et, partant, constituait un obstacle à la négociation.

---

<sup>1948</sup> G.W. Bush (2005, 2 février), *op. cit.*

<sup>1949</sup> F. Schimmelfennig (2001). « The Community Trap: Liberal Norms, Rhetorical Action, and the Eastern Enlargement of the European Union ». *International Organization*, 55(1), p. 59.

<sup>1950</sup> T. Risse (2000), *op. cit.*, p. 13.

En outre, comme l'explique Balthazar, le discours du Président Bush et de son administration était émaillé de ce que l'historien Hofstadter appelle le style paranoïaque ; or,

le « paranoïaque » ne pense pas que le conflit absolu, tel qu'il l'entrevoit, est susceptible d'être arbitré par une médiation ou une négociation : on ne négocie pas avec le diable. Pour ceux qui voient les conflits internationaux en ces termes, il n'y a donc pas de place pour la diplomatie, pas de compromis possible entre le bien absolu qu'on défend et le mal absolu auquel on s'oppose.<sup>1951</sup>

Dans le cadre de la *War on Terror*, l'Iran était présenté comme appartenant au même camp qu'Al-Qaïda, la comparaison entre les deux étant régulièrement nourrie<sup>1952</sup>, d'autant plus que l'administration Bush reprochait à l'Iran de refuser « *to turn over those al Qaeda members in their country to their country of origin*<sup>1953</sup> ». Alors que les membres d'Al-Qaïda étaient présentés comme d'impossibles interlocuteurs, les représentants de l'Iran ne pouvaient pas être considérés autrement. Dans un même discours, le Président Bush articula explicitement le programme nucléaire iranien et les objectifs politiques d'Al-Qaïda au Moyen-Orient pour justifier la *War on terror* et affirma également :

*We face a brutal enemy, an enemy that uses murder to achieve political objectives. You can't negotiate with these people. There's no such thing as a peace treaty with these kind of killers. The best way to protect the American people is to stay on the offense and bring them to justice before they hurt America again.*<sup>1954</sup>

L'articulation de l'Iran avec le terrorisme en général et Al-Qaïda en particulier altérerait fortement la possibilité de justifier une politique de négociation à son égard. A partir de 2006, les déclarations de l'administration Bush selon lesquelles elle accepterait de négocier avec l'Iran à certaines conditions ne furent pour autant pas

---

<sup>1951</sup> L. Balthazar (2008). Le cadre culturel : le style national. Dans C.P. David, L. Balthazar et J. Vaisse (dir.). *La Politique étrangère des Etats-Unis*, Paris : Presses de Sciences Po, p. 79-80.

<sup>1952</sup> Voir le chapitre 5.

<sup>1953</sup> S. McClellan (2004, 19 juillet), *op. cit.*

<sup>1954</sup> G.W. Bush (2006, 19 octobre). *Remarks at a Reception for Senatorial Candidate George Allen in Richmond, Virginia*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=24195>.

assorties d'un changement de discours et de représentations. Son administration continua de ne pas distinguer l'Iran d'organisations qu'elles avaient classées comme terroristes, en témoigne cet échange entre un journaliste et Tony Snow :

Q: *If the U.S. believes that the Iranian regime supports terrorists, how is this different than, let's say, Hamas?*

MR. SNOW: *Well, actually, it's not.*

Cela paraissait contradictoire avec la volonté affichée de l'administration Bush « *to create a climate* » dans lequel elle aurait pu « *work diplomatically with the government of Iran* ». <sup>1955</sup> La contradiction manifeste de la posture de l'administration Bush face à l'Iran fut d'ailleurs soulevée à plusieurs reprises <sup>1956</sup>, en particulier dans le contexte de la campagne présidentielle de 2008 : alors qu'elle condamnait les contacts entre la France et le Hamas palestinien, qualifiés de « *unhelpful* » et assimilés « *to appeasement of the Nazis* » <sup>1957</sup>, elle souhaitait en revanche discuter avec l'Iran pourtant présenté comme « *the world's leading sponsor of terrorism* » <sup>1958</sup> quelques mois plus tôt. L'administration Bush se fendit même d'un courrier adressé au président de NBC News, suite à une interview du Président Bush coupée au montage qui ne rendait pas compte correctement de sa position à l'égard de l'Iran <sup>1959</sup>. En effet, l'interview telle que diffusée laissait entendre que le Président Bush avait caractérisé de potentielles négociations avec l'Iran comme relevant de l'apaisement, ce qui aurait alors fortement contraint l'administration Bush en l'empêchant de négocier avec l'Iran sans perdre la face. Au regard des représentations que l'administration Bush avait de l'Iran, nous considérons aussi comme contradictoires

---

<sup>1955</sup> T. Snow (2006, 31 mai), *op. cit.*

<sup>1956</sup> Par exemple par un journaliste lors d'un *briefing* [S. Stanzel (2008, 19 mai). *Press Briefing by Scott Stanzel*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=77339>].

<sup>1957</sup> S. Erlanger (2008, 20 mai). « France Admits Contacts With Hamas ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2008/05/20/world/europe/20france.html>.

<sup>1958</sup> S.L. Myers (2008, 14 janvier). « Bush Urges Unity Against Iran ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2008/01/14/world/middleeast/14prexy.html>.

<sup>1959</sup> G.W. Bush (2008, 19 mai). *Setting the Record Straight: President Bush's Interview With Richard Engel of NBC News*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=83945>.

ses injonctions à l'égard de celui-ci pour qu'il agisse « *in a constructive manner* » et contribue « *to the stability in Iraq* »<sup>1960</sup>, notamment en ne cherchant pas à interférer dans les élections irakiennes<sup>1961</sup>. La capacité de nuisance de l'Iran en Irak constitua de fait une problématique récurrente pour l'administration Bush, après l'invasion de l'Irak en 2003. Pour autant, l'articulation qu'alimentait l'administration Bush entre l'Iran et les terroristes avait au moins deux effets : elle contribuait à dissocier fortement l'Iran d'une quelconque capacité à agir de manière constructive<sup>1962</sup> et à renforcer la défiance mutuelle entre les deux États. Or, si les dirigeants américains étaient hostiles à l'idée de négocier avec l'Iran, leurs discours à l'égard de celui-ci alimenta une hostilité similaire parmi les dirigeants iraniens.

En dépit de l'envoi aux Américains de condoléances de la part des dirigeants iraniens après les attentats du 11 septembre<sup>1963</sup>, le Président Bush identifia l'Iran comme appartenant à un *Axis of evil* dès le mois de janvier 2002. Sariolghalam remarque en revanche que les Européens employaient un vocabulaire plus nuancé que celui des dirigeants américains, prêtant plus d'attention « *to the psychological consequences of the vocabulary they use* ». Par exemple, « *the European Union [used] "Iran's support for extremist groups" instead of the common U.S. usage of "terrorist groups."* »<sup>1964</sup>. Alors que des Iraniens auraient eu des raisons de soutenir la politique étrangère du Président Bush, ils ne purent cependant lui pardonner d'avoir rangé l'Iran aux côtés de deux États dont ils reconnaissaient la brutalité : « *Iran [was] a*

---

<sup>1960</sup> S. McClellan (2004, 16 décembre). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66112>.

<sup>1961</sup> G.W. Bush (2005, 26 janvier/b). *Interview With Al Arabiya Television*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73735>.

<sup>1962</sup> Bien que Rice reconnût ponctuellement que l'administration Bush « *[had] had some useful interaction with Iran around Afghanistan* », témoignant de la possibilité de discuter de façon constructive avec l'Iran sur certains sujets [C. Rice (2002, 29 avril), *op. cit.*].

<sup>1963</sup> A. Fleischer (2001, 21 septembre), *op. cit.*

<sup>1964</sup> M. Sariolghalam (2001). « Justice for All ». *The Washington Quarterly*, 24(3), p. 122, cité par S.A. Roudsari (2007), *op. cit.*, p. 18. Ce constat dressé en 2001 aurait mérité d'être actualisé au cours de la période que nous étudions.

“civilized” country and (...) the Islamic Republic [was] not at all like these two other regimes », il n’était pas possible « that the Bush administration [did] not recognize this » et par conséquent la « designation of Iran as part of the axis of evil [demonstrated] an intention to bring about “regime change” in Tehran »<sup>1965</sup>. Conviction qu’avaient déjà les dirigeants iraniens à la fin du mandat du Président Clinton puisqu’ils se représentaient « the United States’ willingness to talk with Iran (...) as a strategy of disintegration through engagement<sup>1966</sup> ». La délégitimation constante du pouvoir iranien fut aussi celle des « Tehran’s legitimate security and regional interests », qui auraient pourtant pu constituer une « part of an overall settlement of [their] differences » du point de vue iranien. Toutefois, en plaçant l’Iran en position d’accusé, voire de coupable, l’administration Bush ne pouvait adopter une telle posture : avant d’accepter les proposition européennes visant la reprise de négociations multilatérales avec l’Iran, elle avait insisté pour que « all language addressing Iran’s security interests be removed ».<sup>1967</sup> Dans ces conditions, et puisque les dirigeants iraniens estimaient de leur côté que leur programme nucléaire n’était pas négociable, les dirigeants américains ne favorisaient pas une acceptation de négocier de la part des dirigeants iraniens.

### 9.1.2 Terreur ou Exil : le prétendu choix laissé à l’Iran

Plusieurs représentations américaines étaient concurrencées par les représentations iraniennes : celle d’un Iran ayant violé ses obligations internationales, ce que les dirigeants iraniens niaient, celle d’un Iran cherchant à se doter de l’arme nucléaire, ce que les dirigeants iraniens niaient également, et celle d’un Iran par conséquent menaçant pour la sécurité de la région et du monde. En mettant en cause les représentations américaines, les représentations iraniennes incriminaient également l’imaginaire sécuritaire américain, l’identité américaine et les responsabilités que les

---

<sup>1965</sup> M.N. Katz (2005), *op. cit.*, p. 59.

<sup>1966</sup> M. Sariolghalam (2001), *op. cit.*, p. 120.

<sup>1967</sup> F. Leverett et H. Mann Leverett (2007, 11 décembre), *op. cit.*



États-Unis assumaient à ce titre. En outre, l'administration Bush a fait de la problématique du nucléaire iranien un sujet sur lequel interpellier la « communauté internationale » ou le « monde libre ». En ce sens, ses membres répétèrent, à partir de 2005 et jusqu'à la fin du deuxième mandat du Président Bush, que cette problématique ne concernait pas spécifiquement les États-Unis mais l'ensemble du monde et de la « communauté internationale », l'Iran étant alors considéré comme « *the most dangerous threat to peace*<sup>1968</sup> ». Les dirigeants européens et américains étaient d'accord pour affirmer que « *[p]roliferation [was] a threat (...) to the wider international system*<sup>1969</sup> », mais il était nécessaire que l'Iran soit précisément représenté comme participant à cette menace. En outre, le Président Bush affirmait que le problème iranien représentait un défi en termes de valeurs, dans un monde qui « *[required] great confidence in our values and strength of purpose*<sup>1970</sup> ». L'administration Bush contribua à construire l'identité de la « communauté internationale » *via* l'articulation de cette dernière à des valeurs spécifiques et *via* l'identification des menaces dont elle était l'objet ainsi que des politiques qu'elle était censée mettre en œuvre pour s'en prémunir : face à l'Iran la solution devait être collective et non exclusivement américaine parce qu'il menaçait les valeurs de la « communauté internationale ». Par exemple, au début de l'année 2006, le Président Bush affirma que l'ensemble du « *Free World [could] not allow Iran to have a nuclear weapon, not just the United States, but those [...] who [valued] freedom*<sup>1971</sup> », n'évoquant pas une position commune des États appartenant au monde libre mais une impossibilité intrinsèque pour ses États d'autoriser l'Iran à se doter de l'arme nucléaire, comme si de leur appartenance même au « *Free World* » découlait

---

<sup>1968</sup> G.W. Bush (2006, 4 mai/b), *op. cit.*

<sup>1969</sup> G.W. Bush (2003, 25 juin/a), *op. cit.*

<sup>1970</sup> G.W. Bush (2006, 5 mai). *Interview With Kai Diekmann of Bild*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=72910>.

<sup>1971</sup> G.W. Bush (2006, 27 janvier). *Interview with Bob Schieffer of CBS News*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=77365>.

leur position par rapport au nucléaire iranien. Cette affirmation constituait une interpellation à l'égard des États du « *Free World* » les enjoignant à s'opposer au programme nucléaire militaire iranien supposé. Elle contribuait aussi à légitimer la position des États-Unis qui n'était pas présentée comme liée à leur histoire particulière avec l'Iran mais comme relevant de leur appartenance au « *Free world* ».

A cet égard, nous avançons que les deux stratégies « *Terror or Exile* », qui peuvent être mises en œuvre en cas de crise et en cas de représentation ou d'interprétation alternative « *unacceptably threatening*<sup>1972</sup> » selon Bially Mattern, permettent de caractériser les positions qu'ont adoptées les dirigeants américains à l'égard de l'Iran, en particulier en matière de négociation. La stratégie de la Terreur « *traps the victim into conceding an uncontested victory for the force-wielding author* », la représentation concurrencée étant imposée et menaçant l'identité de la victime. En ce sens, la stratégie de la Terreur constitue un moyen de réaffirmer le *statu quo* identitaire et représentationnel *via* la conformité du dissident – ici l'Iran – à cet ensemble représentationnel ; elle consiste à demander à la victime : « *adapt your aspirations to our ends – or else*<sup>1973</sup> ». Les dirigeants américains ont appliqué une stratégie de la Terreur en cherchant à imposer à l'Iran l'abandon de son programme d'enrichissement d'uranium sous couvert d'une « négociation ». L'Iran devait alors renoncer à ce que ses dirigeants considéraient comme un droit inaliénable relevant de sa souveraineté, soit un reniement identitaire, tandis qu'auraient été réaffirmées les représentations américaines du régime de non-prolifération nucléaire. L'objectif des dirigeants américains était d'empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire, voire de la capacité scientifique et technologique même de fabriquer une arme nucléaire ; l'Iran devait alors abandonner ses aspirations à un programme nucléaire civil entièrement souverain. Quant à la stratégie de l'Exil, elle enferme « *dissidents in a non-choice situation where they must accept silence* », leur message étant alors réduit

---

<sup>1972</sup> J. Bially Mattern (2001), *op. cit.*, p. 366.

<sup>1973</sup> J.F. Lyotard (1979). *The Postmodern Condition: A Report on Knowledge*. Minneapolis : University of Minnesota Press, p. 79, cité par *ibid.*, p. 366-367.

« *to an external, apolitical status* »<sup>1974</sup> et leur capacité d'agence niée. Le refus de négocier, associé à l'application de sanctions visant à isoler l'Iran, relevait d'une telle stratégie. Le fait que l'Iran fût « *excluded from the game* »<sup>1975</sup> était considéré par les dirigeants américains comme décrédibilisant en soi la position de ses dirigeants. Bially Mattern affirme que cette deuxième stratégie n'est pas privilégiée car elle ne conduit pas à une victoire représentationnelle et, partant, ne contribue pas à renforcer le « *we-ness* » de la « communauté » concernée. Toutefois, nous verrons que les dirigeants américains ont tenté de faire de cette stratégie une victoire représentationnelle en mettant en exergue l'union des membres de la « communauté internationale » autour de la mise en œuvre de sanctions à l'encontre de l'Iran. Nous arguons donc qu'une stratégie de l'exil unilatérale n'implique pas de victoire représentationnelle mais qu'une stratégie de l'exil multilatérale nécessite une telle victoire.

La négociation n'était pas possible avec l'Iran parce que la concurrence représentationnelle que constituait son programme nucléaire et la façon dont ses dirigeants le défendaient étaient illégitimes aux yeux des dirigeants américains, qui n'admettaient aucune vision rivale de la leur. Une telle vision aurait en effet menacé la « communauté » et l'ordre internationaux tels qu'ils fonctionnaient. C'est d'ailleurs ce qui différenciait cette période de celle la Guerre froide au cours de laquelle les États-Unis avaient négocié à plusieurs reprises avec l'URSS, notamment sur la question nucléaire, puisqu'il était entendu que le monde était bipolaire et divisé entre deux idéologies concurrentes. Dans un monde considéré comme caractérisé par un « ordre nouveau » dans lequel les États-Unis n'avaient pas de rival à leur hauteur, la concurrence représentationnelle que portait l'Iran était inacceptable, illégitime et devait être vaincue. Risse assure que des négociations de type agir communicationnel ont pu avoir lieu entre les États-Unis, l'URSS, la France, le Royaume-Uni et les deux

---

<sup>1974</sup> *Ibid.*, p. 367.

<sup>1975</sup> *Ibid.*, p. 368.

Allemagne et aboutir à la réunification de l'Allemagne à la faveur de l'établissement d'un « *common lifeworld establishing mutual trust* »<sup>1976</sup>, ce qui n'a été le cas avec l'Iran ni pendant les deux mandats du Président Clinton ni pendant la majeure partie des deux mandats du Président Bush. A l'inverse, les dirigeants américains visaient de manière intraitable une victoire représentationnelle face à l'Iran à travers l'alternative binaire constituée d'une stratégie de la Terreur et d'une stratégie multilatérale de l'Exil. L'engagement dans une telle démarche a non seulement témoigné de leur intransigeance représentationnelle et identitaire mais a aussi renforcé leur enfermement dans un piège représentationnel. De surcroît, « *Exile, like Terror, is blunt, self-interested and nonnegotiable* » ; puisque les deux stratégies « *are coercive threat systems used to promote stability in international politics they are a form of power politics – a power politics of identity* »<sup>1977</sup>. Le piège représentationnel dans lequel étaient pris les dirigeants américains a exclu toute tolérance à l'égard de l'Iran. Or, la tolérance permet de répondre « *to alternatives with an open mind and so it does not even attempt resist challenges to its logic* » ; elle existe lorsque les parties prenantes sont prêtes à se laisser convaincre et ne cherchent pas à perpétuer leur identité. « *The point of Tolerance is to generate discussion, so one might find it in an environment akin to Habermas's ideal speech situation* »<sup>1978</sup> : l'absence de tolérance rendait alors impossible la négociation de type agir communicationnel. Face à l'Iran, les dirigeants américains ont mis en œuvre les stratégies de la Terreur et de l'Exil à travers le refus de négocier, usant de la force représentationnelle des États-Unis, explicitement distinguée de la négociation. En effet, celle-ci « *presupposes the very conditions that need repairing in a security*

---

<sup>1976</sup> Il précise également que, si le rapport de forces entre l'URSS et les États occidentaux avait clairement évolué en faveur des seconds, la première était encore en mesure de « *make life quite miserable for the West* » [T. Risse (2000), *op. cit.*, p. 24].

<sup>1977</sup> J. Bially Mattern (2001), *op. cit.*, p. 369.

<sup>1978</sup> *Ibid.*, p. 365 et 369.

*community during crises* », alors que la force représentationnelle « *requires no common interpretative ground in order to be effective* »<sup>1979</sup>.

Les deux stratégies ont pu être mises en œuvre de façon successive sur de courtes périodes, donnant parfois l'impression d'être concomitantes. L'administration Bush est passée régulièrement de l'une à l'autre, même si certaines périodes se sont caractérisées par la domination de l'une sur l'autre. Leur imbrication temporelle constitue néanmoins un élément confortant notre thèse : les dirigeants américains cherchaient ultimement à assurer la victoire représentationnelle des États-Unis à travers ces deux stratégies. Pour autant, nous les présenterons séparément et parfois au détriment de la chronologie, afin de mettre en exergue les points communs des politiques menées par l'administration Bush. Quant à l'administration Clinton, nous verrons que certaines de ses politiques se sont apparentées à celles de l'administration Bush, mais pas spécifiquement sur la question nucléaire qui n'était alors pas aussi prégnante.

#### 9.1.2.1 La Terreur par le refus de négocier directement avec l'Iran

Le refus des États-Unis de négocier avec l'Iran prit d'abord la forme d'un refus de prendre part directement aux négociations menées par les Européens avec l'Iran. Il prit ensuite la forme d'un verrouillage tel des « négociations » qu'il s'agit d'une mise sous pression de l'Iran et non d'une négociation de type agir communicationnel. Ces deux formes constituèrent un exercice spécifique de la force représentationnelle des États-Unis et participèrent de la stratégie de la Terreur à l'encontre de l'Iran. La première visait avant tout à cimenter l'identité de la « communauté internationale » telle que se la représentait l'administration Bush *via* le partage par les EU3 des représentations américaines du programme nucléaire iranien et des attentes américaines vis-à-vis de l'Iran en matière nucléaire. La deuxième ciblait plus directement l'Iran en le confrontant directement aux exigences américaines.

---

<sup>1979</sup> *Ibid.*, p. 361.

Des négociations eurent lieu dès l'an 2000 entre les membres du *Nuclear Suppliers Group* (le Royaume-Uni, l'Italie et la France) et l'Iran. Les trois premiers visaient à convaincre le second de signer un protocole additionnel avec l'AIEA renforçant les garde-fous à la prolifération. De la même manière que l'administration Bush après elle, l'administration Clinton adopta une position floue, exprimant son souhait que les États-Unis soient « *an active participant in all NSG Troika activities in the coming years* » tout en déclarant que « *any involvement in Troika contacts with Iran [would] need to be evaluated on a case-by-case basis prior to the meetings* »<sup>1980</sup>. La question du nucléaire iranien resurgit en 2003, les échanges impliquant les États-Unis et l'Iran ne portant alors que sur son rôle en Afghanistan et en Irak<sup>1981</sup>. Notons d'ailleurs que des discussions<sup>1982</sup> eurent lieu à plusieurs reprises entre les États-Unis et l'Iran à propos de l'Irak, en particulier en 2006 et en 2007, mais que la seule question de la sécurité en Irak était présentée par l'administration Bush comme pouvant être résolue à travers un dialogue n'impliquant que les États-Unis. Ce n'était au contraire pas le cas du problème nucléaire en tant que « *issue that the [Iranian] regime [had] with the world*<sup>1983</sup> ». L'administration Bush estimait en effet que « *it [was] not acceptable to use good behavior in Iraq as a bargaining chip on a potential nuclear program*<sup>1984</sup> ». Elle refusait d'autant plus de mêler la question irakienne à celle du nucléaire iranien qu'elle considérait l'Irak « *as a bulwark against Tehran* » et « *a barrier against*

---

<sup>1980</sup> W.J. Clinton (2000, 9 novembre), *op. cit.*

<sup>1981</sup> L'Iran était par exemple présent lors de la Conférence de Bonn consacrée à la reconstruction de l'Afghanistan [A. Fleischer (2003, 22 avril). *Press Briefing by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61077>].

<sup>1982</sup> Condoleezza Rice insista sur le fait que ces discussions n'étaient pas des négociations [M. Slackman et D.E. Sanger (2006, 17 mars), *op. cit.*], tandis que l'administration Bush reconnaissait qu'il était difficile de dire si ces échanges relevaient de « *the notion of direct engagement* » [T. Snow (2006, 8 décembre). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60312>].

<sup>1983</sup> S. McClellan (2006, 17 mars). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64161>.

<sup>1984</sup> T. Snow (2006, 8 décembre), *op. cit.*

*Iranian expansionism* »<sup>1985</sup>. En juin 2003, l'administration Bush appela l'Iran à respecter ses obligations en tant que membre du TNP, les inspecteurs de l'AIEA n'ayant pu avoir accès à l'ensemble de ses infrastructures nucléaires<sup>1986</sup>. Les États-Unis déclarèrent ensuite de concert avec l'Union européenne que l'Iran devait respecter ses obligations internationales en matière nucléaire, le Président Bush affirmant qu'il s'attendait à ce que l'Iran s'y astreignît dès lors que « *the free world [came] together*<sup>1987</sup> ». Il était alors déjà question de faire triompher les représentations de la « communauté internationale » telles qu'elles existaient, soutenant « *the status quo identity*<sup>1988</sup> » de la « communauté internationale », sans possibilité pour l'Iran de faire autrement. Selon les termes employés par l'administration Bush, les dirigeants iraniens **savaient** ce qu'ils devaient faire pour respecter leurs engagements internationaux et il n'y avait donc rien à négocier, ce qu'exprimait explicitement le Président Bush : « *So what's there to negotiate? I mean, they know my position.*<sup>1989</sup> ».

À partir de novembre 2003, l'Allemagne, le Royaume-Uni et la France (EU3) s'allièrent « *in an unusual coalition to press Iran to cooperate* » et freiner les tentatives américaines de sanctionner l'Iran. À l'inverse des États-Unis, les EU3 tentèrent de privilégier une approche conciliatrice et de ne pas fuir les négociations avec l'Iran.<sup>1990</sup> Plutôt que par un rejet catégorique de la négociation avec l'Iran, le

---

<sup>1985</sup> Cité par D.S. Cloud (2007, 19 janvier). « Gates Says U.S. Has Few Options to Halt Iran's Atomic Plans ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2007/01/19/world/middleeast/19gates.html>.

<sup>1986</sup> A. Fleischer (2003, 18 juin), *op. cit.*

<sup>1987</sup> G.W. Bush (2003, 25 juin/b). *The President's News Conference With European Union Leaders*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63370>.

<sup>1988</sup> Selon l'expression de J. Bially Mattern (2001), *op. cit.*, p. 367.

<sup>1989</sup> G.W. Bush (2008, 12 mai/b). *Interview With Lukman Ahmed of BBC Arabic*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=77323>.

<sup>1990</sup> S.R. Weisman (2003, 25 novembre). « U.S. Acquiesces to Allies on New Iran Nuclear Resolution ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2003/11/25/world/us-acquiesces-to-allies-on-new-iran-nuclear-resolution.html>.

refus de négocier avec l'Iran exprimé par l'administration Bush se concrétisa alors par un soutien sceptique à la négociation conduite par les EU3 dans laquelle elle affirmait cependant être impliquée<sup>1991</sup>. A d'autres périodes, ce refus fut mis en œuvre à travers l'exercice d'une négociation par procuration lorsque l'administration Bush soutint de façon plus assurée l'initiative européenne sans pour autant accepter de s'y joindre directement. Un tel positionnement devait lui permettre de conforter ses représentations quelle que fût l'issue des négociations. En cas de réussite, elle pouvait mettre en avant son rôle à travers sa capacité à cadrer et à conditionner les négociations des Européens avec l'Iran conformément à ses propres représentations : un accord conclu sans le soutien des États-Unis ne résolvait pas le problème tandis qu'un échec pouvait justifier son scepticisme, l'Iran apparaissant comme un État avec lequel il n'était pas possible de négocier. Le scepticisme de l'administration Bush sur la capacité des dirigeants iraniens de négocier fut constant quel que fût le caractère jugé modéré ou au contraire radical du gouvernement iranien. Le Président Bush affirma par la suite :

*[I]n 2003, the Iranian Government began to come to the table in discussions with the EU-3, facilitated by the United States. (...) **It was all an attempt to take advantage of what we thought was a more openminded Iranian regime at the time**— a willingness of this regime to talk about a way forward. (...) What changed was the change of leadership in Iran. In other words, we had a diplomatic track going, and Ahmadinejad came along and took a different tone.*<sup>1992</sup>

Un ton qui était jugé « *more confrontational*<sup>1993</sup> ». Or, son administration n'avait aucunement tiré avantage de la présence d'un gouvernement iranien considéré comme modéré avant l'arrivée d'Ahmadinejad au pouvoir puisqu'elle s'était montrée

---

<sup>1991</sup> S. Hadley (2005, 18 novembre). *Press Briefing with National Security Advisor Stephen Hadley on APEC Summit Meetings*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73412>.

<sup>1992</sup> G.W. Bush (2007, 4 décembre). *The President's News Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=76131>, nous soulignons.

<sup>1993</sup> G.W. Bush (2008, 2 juillet). *Interview With Foreign Print Journalists*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=77635>.



intransigente et avait refusé toute négociation directe. Cette position était bien plus confortable face à l'Iran qu'une posture d'engagement direct, dans lequel la capacité des États-Unis à enregistrer une victoire représentationnelle face à l'Iran aurait pu être remise en cause, mettant à mal non seulement l'identité américaine mais aussi celle de la « communauté internationale » telles que les dirigeants américains se les représentaient. En outre, elle était cohérente avec une conception de la négociation avec l'Iran comme devant constituer un dernier recours, conception à tout le moins partagée par une partie de l'administration Bush et interprétée comme telle par une partie de la presse américaine<sup>1994</sup>. En octobre 2004 par exemple, alors qu'elle cherchait depuis plusieurs mois à aborder le sujet iranien au Conseil de sécurité afin d'envisager des sanctions<sup>1995</sup>, l'administration Bush ne s'opposa pas au pack proposé à l'Iran par les EU3 incluant entre autres une incitation au dialogue, la fourniture d'énergie nucléaire pour les réacteurs civils et l'amélioration des liens économiques et commerciaux. Pour autant, le diplomate américain John Bolton jugea la proposition européenne naïve, témoignant d'une mauvaise lecture des intentions iraniennes<sup>1996</sup>, tandis que l'administration Bush se montra sceptique à plusieurs reprises et affirma que l'Iran devait être puni et non récompensé pour ses activités nucléaires<sup>1997</sup>. Les discussions de novembre 2004 aboutirent à l'acceptation par l'Iran de suspendre immédiatement son programme d'enrichissement d'uranium en gage de bonne volonté et comme mesure de reconstruction de la confiance, tant que les négociations avec les Européens continuaient et le temps qu'un accord à plus long

---

<sup>1994</sup> Le titre de l'article de D.E. Sanger (2006, 1<sup>er</sup> juin) est révélateur : « For Bush, Talks With Iran Were a Last Resort ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2006/06/01/world/middleeast/01iran.html>.

<sup>1995</sup> S.R. Weisman (2004, 19 novembre). « Bush Confronts New Challenge on Issue of Iran ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2004/11/19/world/middleeast/bush-confronts-new-challenge-on-issue-of-iran.html>.

<sup>1996</sup> S.R. Weisman (October 16, 2004), *op. cit.*

<sup>1997</sup> E. Sciolino (2004, 15 novembre). « Iran Gives Pledge on Uranium, but Europeans Are Cautious ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2004/11/15/world/europe/iran-gives-pledge-on-uranium-but-europeans-are-cautious.html>.

terme fût trouvé<sup>1998</sup>. Le Président Bush apporta son soutien à l'initiative européenne avant de reprendre ses distances à la fin du même mois, estimant que l'affirmation de l'Iran selon laquelle il avait suspendu son programme d'enrichissement d'uranium devait absolument être vérifiée<sup>1999</sup> puisque « *the only good deal [was] one that [was] verifiable*<sup>2000</sup> ». Même une fois une procédure de vérification établie, l'administration Bush rappela régulièrement que « *Iran [had] time and time again deceived (...) the international community*<sup>2001</sup> », alimentant la suspicion et les représentations négatives dont l'Iran était l'objet.

Au-delà de sa répulsion à l'idée de négocier avec l'Iran, l'administration Bush s'attacha à ce que la force représentationnelle des États-Unis soit d'abord victorieuse auprès de leurs partenaires : il était exclu pour les États-Unis d'intégrer une coalition de négociation tant que cette victoire n'était pas acquise, sans quoi l'Iran aurait pu exploiter les différends persistant entre ses interlocuteurs. L'administration Bush accusait d'ailleurs régulièrement l'Iran « *to play a game of stall tactics* », de chercher à gagner du temps par des discours de façade par exemple, et de jouer la carte de la division des États-Unis et de leurs partenaires<sup>2002</sup>. Si les États-Unis avaient dû, en dernier ressort, négocier avec l'Iran, l'administration Bush entendait le faire de manière à ce qu'il ne s'agisse pas d'une négociation de type agir communicationnel mais d'un simulacre de négociation consistant à imposer à l'Iran des représentations partagées par l'ensemble de ses interlocuteurs. Ni le Président Bush ni son administration ne faisaient mention d'aucune différence de vue entre les États-Unis et

---

<sup>1998</sup> *Loc. cit.*

<sup>1999</sup> G.W. Bush (2004, 22 novembre), *op. cit.*

<sup>2000</sup> G.W. Bush (2004, 26 novembre). *Exchange With Reporters in Crawford, Texas*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=72838>.

<sup>2001</sup> S. McClellan (2004, 29 novembre). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66100>.

<sup>2002</sup> D. Perino (2008, 21 juillet), *op. cit.*

leurs partenaires, ici les P5+1, « *that really [required] attention*<sup>2003</sup> ». Une négociation avec l'Iran ne devait en aucun cas contribuer à remettre en cause les prétentions de vérité inhérentes à l'identité, aux représentations et aux intérêts des États-Unis et de la « communauté internationale » tels que se les représentaient les dirigeants américains, ni faire passer au second plan les relations de pouvoir et les hiérarchies sociales sous-jacentes aux représentations américaines<sup>2004</sup>, nous y reviendrons dans la section suivante. La stratégie de la Terreur mise en œuvre par l'administration Bush se manifestait par l'articulation que celle-ci établissait entre le respect des obligations internationales de l'Iran, son appartenance à la « communauté internationale » et le renforcement de l'identité de la « communauté internationale » : en respectant ses obligations internationales, l'Iran intégrait la « communauté internationale » et légitimait les représentations américaines de celle-ci. Selon les termes de Bially Mattern, le respect par l'Iran de ses obligations internationales aurait alors renforcé les fondements du « *we-ness* » au sein de la « communauté internationale »<sup>2005</sup>. Pour cela, l'administration Bush avait besoin que d'autres États légitiment ses propres représentations : c'est pourquoi le Président Bush « *[believed] it [was] better for the Iranians to hear from more than one voice as to whether or not the world [accepted] them as a viable nation in the international affairs*<sup>2006</sup> ».

L'administration Bush exprimait également le souci de voir partagées ses représentations de l'identité des États-Unis. Conditionner l'ouverture de négociations avec l'Iran était présenté par le Président Bush comme étant pour les États-Unis « *the best way to achieve an objective without undermining [its] credibility, without*

---

<sup>2003</sup> Administration Bush (2006, 15 septembre). *Press Briefing on President's Participation in 61st United Nations General Assembly*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60249>.

<sup>2004</sup> T. Risse (2000), *op. cit.*

<sup>2005</sup> J. Bially Mattern (2001), *op. cit.*, p. 367.

<sup>2006</sup> G.W. Bush (2006, 29 mars). *Remarks to Freedom House and a Question-and-Answer Session*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=67066>.

*sending the wrong signal to people*<sup>2007</sup> », autrement dit sans diffuser des représentations qui n'étaient pas celles des dirigeants américains. Hormis la représentation selon laquelle le programme nucléaire iranien constituait une menace<sup>2008</sup>, l'administration Bush chercha à diffuser la représentation selon laquelle c'était bien l'Iran qui posait problème et non les États-Unis. En ce sens, l'absence de participation des États-Unis aux négociations avec l'Iran ne devait pas être interrogée. Au contraire, la capacité et la volonté de l'Iran de respecter ses engagements étaient en cause. De même, l'accent ne devait jamais être mis sur ce qu'étaient prêts à faire les États-Unis sous peine de détourner les regards de la seule et véritable source du problème : l'Iran et son programme nucléaire. Le Président Bush expliquait que « *these discussions [were] occurring because [the Iranians had] breached a contract with the international community* ». Par conséquent, « *[t]hey [were] the party that [needed] to be held to account* ». <sup>2009</sup> Les griefs que les Iraniens pouvaient formuler à l'encontre des États-Unis étaient décrédibilisés par le Président Bush, qui considérait que « *[t]he Iranians [didn't] need (...) any excuses* <sup>2010</sup> ». Or le fait de reprocher aux États-Unis de n'être pas pleinement partie prenante du processus était présenté comme une excuse, de même que la remise en cause des termes du « contrat » brisé par les Iraniens. Le refus des États-Unis de prendre part directement aux négociations avec l'Iran était aussi une manière de conforter les représentations de l'administration Bush parce qu'il permettait de souligner le rôle qu'ils auraient pu jouer dans de telles négociations, d'autant plus qu'ils poussaient ainsi les EU3 à réclamer leur engagement direct. C'est d'ailleurs ce que laissait entendre l'administration Bush en

---

<sup>2007</sup> G.W. Bush (2007, 3 octobre), *op. cit.*

<sup>2008</sup> Nous y reviendrons dans la sous-section 9.2.1.

<sup>2009</sup> G.W. Bush (2005, 23 février). *The President's News Conference With Chancellor Gerhard Schroeder of Germany in Mainz*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73726>

<sup>2010</sup> G.W. Bush (2005, 18 février). *Interview With European Print Journalists*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73724>.

soulignant la manière dont les États-Unis pouvaient soutenir la démarche des Européens :

*it [was] not about [the United States] providing incentives, as some people [had] suggested, or not providing incentives, it [was] about [the United States] supporting the efforts of the Europeans to succeed.*<sup>2011</sup>

Pour obtenir des États-Unis qu'ils se joignent à eux, les EU3 devaient accepter de partager les représentations des dirigeants américains quant au programme nucléaire iranien. Le besoin exprimé par les EU3 que les États-Unis participent aux négociations avec l'Iran était l'un des signes de la victoire représentationnelle à venir des États-Unis, leur statut de puissance incontournable étant confirmé. Les dirigeants américains craignaient à l'inverse que les dirigeants iraniens ne refusent leur proposition de négocier<sup>2012</sup> ce qui aurait pu constituer une remise en cause du statut des États-Unis, que ne contestaient en revanche pas les dirigeants nord-coréens. La participation ponctuelle des États-Unis aux négociations menées par les EU3 avec l'Iran semblait lui avoir acquis la victoire représentationnelle tant recherchée jusqu'alors. Une fois cette victoire représentationnelle acquise, la persistance du refus de négocier des États-Unis apparaissait pour autant davantage comme une forme d'intransigeance. Or, nous l'avons vu, l'un des objectifs de l'administration Bush était de mettre en exergue l'intransigeance des dirigeants iraniens, à tout le moins le comportement iranien comme constituant le problème à résoudre.

La volonté de l'administration Bush de s'assurer une victoire représentationnelle, cette fois face à l'Iran, permet de comprendre qu'elle ait verrouillé l'acceptation des États-Unis de négocier avec l'Iran. Elle procéda à ce verrouillage par la formulation de conditions préalables que les dirigeants iraniens avaient déjà identifiées comme étant inacceptables puisqu'elles revenaient à remettre en cause leurs propres représentations. L'administration Bush présentait au contraire ces conditions comme

---

<sup>2011</sup> S. McClellan (2005, 4 mars). *Press Gaggle with Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66151>.

<sup>2012</sup> S. R. Weisman (2006, 27 mai), *op. cit.*

relevant des obligations internationales de l'Iran, reconnues comme telles par la « communauté internationale ». Par exemple, l'administration Bush conditionna la participation des États-Unis à des négociations avec l'Iran à un gel de son programme d'enrichissement d'uranium<sup>2013</sup>, ce que les Iraniens avaient déjà exclu et ce qu'ils refusèrent donc de faire : ils n'étaient pas prêts « *to lose their rights just to create a dialogue with the West* » affirma Javad Vaeidi, membre du Conseil de sécurité suprême iranien<sup>2014</sup>. D'autant moins que les États-Unis de Bush avaient continuellement refusé de négocier directement avec l'Iran de 2003 à 2005 alors même que son programme d'enrichissement d'uranium était suspendu. Puisque les dirigeants iraniens avaient « *already suspended enrichment for almost two years, from 2003 to 2005* » et que « *from their perspective, they got nothing for that* », ils annonçaient que « *they [were] not going to do that again* »<sup>2015</sup>. Pour l'administration Bush, une suspension du programme d'enrichissement iranien aurait témoigné d'une forme de renoncement du régime iranien face aux États-Unis et ainsi d'une victoire représentationnelle et d'une amélioration du rapport de force en faveur des États-Unis : une nécessité pour négocier selon elle. Par le verrouillage des négociations, l'administration Bush s'assurait que les États-Unis ne paraissent pas faibles mais en capacité d'exercer leur force représentationnelle. C'est en cela que la stratégie de la Terreur de l'administration Bush plaçait les dirigeants iraniens « *in a non-choice situation where they have to support the status-quo identity* »<sup>2016</sup>, celle de la « communauté internationale », tout en renonçant à une part de leur propre identité. Cette dimension n'était évidemment pas présente dans les discours de l'administration Bush qui insistait sur l'intérêt indiscutable de l'Iran à respecter ses engagements internationaux. A la fin de l'année 2004, le ministre iranien des Affaires

---

<sup>2013</sup> D.E. Sanger (2006, 1<sup>er</sup> juin), *op. cit.*

<sup>2014</sup> M. Slackman (2006, 2 juin). « *Iranians Dismiss U.S. Terms for Beginning Direct Talks* ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2006/06/02/world/middleeast/02iran.html>.

<sup>2015</sup> F. Leverett, directeur du « *Iran Project at the New America Foundation* », cité par M. Slackman (2009, 14 octobre). « *Some See Iran as Ready for Nuclear Deal* ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2009/10/15/world/middleeast/15iran.html>.

<sup>2016</sup> J. Bially Mattern (2001), *op. cit.*, p. 367.

étrangères déclara que « *[i]f negotiations [were] on the basis of equality and mutual respect in the same way [Iran was] talking to Europeans now, there [was] no reason not to talk to others* », en l'espèce les États-Unis. L'administration Bush réagit en affirmant que « *the United States "[had] never been opposed to discussing things with Iran when something useful can be accomplished"* »<sup>2017</sup>. Cependant, compte tenu des discours qu'elle tenait par ailleurs, seule la mise en conformité de l'Iran avec les attentes de l'administration Bush était présentée comme utile, l'égalité et le respect mutuel demandés par l'Iran étant largement secondaires.

En outre, les conditions préalables que l'administration Bush exigeait que l'Iran satisfasse avant toute négociation directe constituaient une base sur laquelle fonder une toute nouvelle relation entre les États-Unis et l'Iran : elle n'espérait pas seulement pouvoir négocier le programme nucléaire iranien,

*but also dealing with issues of human rights, terror, and moving forward to look at ways to build closer relations down the road in terms of economic, cultural ties, educational exchanges, and so on.*<sup>2018</sup>

En revanche, lorsque l'Iran mentionnait d'autres sujets de discussion et de négociation, l'administration Bush exigeait que les négociations ne puissent porter que sur le programme nucléaire iranien. Elle constata par exemple que la lettre du Président Ahmadinejad adressée au Président Bush en mai 2006 « *[did] nothing at all to address the concerns of the international community*<sup>2019</sup> », en particulier le programme nucléaire iranien. Le Président Ahmadinejad y pointait en revanche l'échec des valeurs portées par les États-Unis, principalement le libéralisme et la démocratie, et les invitait à « *turn more toward religion* » et s'y présentait « *as the defender not only of Muslims but of all oppressed people, including those in Africa*

---

<sup>2017</sup> N. Fathi (2004, 15 décembre). « Minister Says Iran Is Open to U.S. Talks ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2004/12/15/world/middleeast/minister-says-iran-is-open-to-us-talks.html>.

<sup>2018</sup> T. Snow (2006, 1<sup>er</sup> juin), *op. cit.*

<sup>2019</sup> S. McClellan (2006, 9 mai). *Press Gaggle by Scott McClellan and Julie Goon, Director of Medicare Outreach, HHS*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64474>.

*and Latin America* », se faisant le porte-drapeau de l'anti-américanisme<sup>2020</sup>. L'administration Bush interpréta la lettre comme une tentative « *to change the subject*<sup>2021</sup> », ce qu'elle n'avait aucune intention d'accepter<sup>2022</sup>. Cet épisode témoigne de la seule légitimité des griefs américains à l'égard de l'Iran aux yeux de l'administration Bush, seule leur résolution étant en mesure de fonder une relation future acceptable entre les deux États : placé dans une « *non-choice situation* », l'Iran ne pouvait intégrer la « communauté internationale » qu'aux conditions américaines.

En cohérence avec l'exercice de la force représentationnelle des États-Unis, le Président Bush eut à cœur de prendre des décisions qui n'auraient en aucun cas pu manifester une faiblesse de la part des États-Unis. Il justifia par exemple partiellement sa décision de ne pas retirer les troupes américaines d'Irak par le « *message it would send to a country like Iran (...) that the United States of America couldn't be counted on*<sup>2023</sup> ». Le Président Bush avait d'autant plus à cœur de ne pas laisser les États-Unis paraître faibles face à l'Iran que la crise des otages avait déjà constitué un signe de faiblesse de la part des États-Unis, à l'instar d'autres événements marquants des années 1980 et 1990 :

*They believe that democracies are inherently weak and corrupt and can be brought to their knees. They looked at our response after the hostage crisis in Iran, the bombings of the Marine barracks in Lebanon, the first World Trade Center attack, the killing of American soldiers in Somalia, the destruction of two U.S. embassies in Africa, and the attack on the USS Cole. They concluded that free societies lack the courage and character to defend themselves against a determined enemy.*

---

<sup>2020</sup> M. Slackman (May 10, 2006), « Iranian Letter: Using Religion to Lecture Bush ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2006/05/10/world/middleeast/10iran.html>.

<sup>2021</sup> S. McClellan (2006, 9 mai), *op. cit.*

<sup>2022</sup> T. Snow (2006, 24 mai). *Press Gaggle by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64559>.

<sup>2023</sup> G.W. Bush (2007, 30 mai). *Remarks at a New Jersey Republican Committee Reception in Edison, New Jersey*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75142>.



L'ensemble de la politique étrangère du Président Bush exprimait son obsession d'affirmer la force des États-Unis, fustigeant tous potentiels renoncement ou faiblesse et cherchant à démentir le diagnostic de déclin des États-Unis qu'avait posé Ben Laden, affirmant que les États-Unis avaient oublié d'être « *the world leader* ». Le Président Bush ayant décidé de privilégier l'usage de la diplomatie à l'égard de l'Iran, il lui fallait cependant faire preuve de la plus grande des fermetés en cohérence avec la leçon qu'il estimait avoir donné aux terroristes à travers les invasions de l'Afghanistan et d'Irak.<sup>2024</sup> De cette manière, la stratégie de la Terreur devait avoir « *the same ultimate effects as physical terror*<sup>2025</sup> » en matière de renforcement représentationnel et identitaire des États-Unis et de la « communauté internationale », mais aussi de négation identitaire et représentationnel de l'autre et de négation de sa capacité d'agence. Notons que l'administration Bush refusa d'exclure la possibilité de recourir à la force à l'encontre de l'Iran, en particulier le bombardement des infrastructures nucléaires iraniennes ou toute autre action militaire<sup>2026</sup>, sans toutefois l'en menacer directement. En janvier 2005, *The New Yorker* révéla même que le Pentagone préparait une liste de cibles iraniennes pour une éventuelle intervention militaire et que le spectre d'une intervention militaire israélienne contre l'Iran se dessinait<sup>2027</sup>. Dès 2003 l'Iran était toutefois vu par la presse comme la potentielle « *America's next target*<sup>2028</sup> » après l'invasion de l'Irak. Le Président Clinton avait pour sa part été desservi par un Congrès à majorité républicaine qui aurait pu l'empêcher de mener une guerre tout en lui reprochant son manque de fermeté face à l'Iran. Quant au Président Bush, il lui aurait été difficile de déclencher une troisième

<sup>2024</sup> G.W. Bush (2005, 30 août), *op. cit.*

<sup>2025</sup> J. Bially Mattern (2001), *op. cit.*, p. 365.

<sup>2026</sup> S.R. Weisman (2004, 12 décembre). « U.S. and Europe Are at Odds, Again, This Time Over Iran ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2004/12/12/politics/us-and-europe-are-at-odds-again-this-time-over-iran.html>.

<sup>2027</sup> E. Sciolino (2005, 28 janvier). « United States and Europe Differ Over Strategy on Iran ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2005/01/29/world/europe/united-states-and-europe-differ-over-strategy-on-iran.html>.

<sup>2028</sup> G.W. Bush (2003, 29 mai). Interview With RTR TV of Russia. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64636>.

guerre compte tenu de l'enlèvement dans lequel commençaient à s'installer les États-Unis en Afghanistan et en Irak. Les États-Unis n'avaient pas non plus la capacité de procéder à des frappes « chirurgicales » sur les infrastructures nucléaires iraniennes, l'Iran ayant retenu la leçon d'Osirak<sup>2029</sup> et dispersé, voire caché, ses centrales nucléaires. En outre, interrogé sur la raison pour laquelle il ne menait pas la même politique à l'égard de l'Iran qu'à l'égard de l'Irak, le Président Bush expliqua que les États-Unis « *used force in Iraq after a long, long period of diplomacy*<sup>2030</sup> », que les États-Unis étaient face à l'Iran « *in the early stages of diplomacy*<sup>2031</sup> », que « *the Iranian issue [hadn't] even gone up to the Security Council yet* » et que par conséquent « *there [was] more diplomacy [...] to be done* »<sup>2032</sup>. Le Vice-président Dick Cheney indiqua en ce sens qu'il avait « *warned Israel not to have any action against Iran*<sup>2033</sup> », la politique de l'administration Bush consistant à privilégier la diplomatie pour résoudre le problème militaire iranien. L'administration Bush devait aussi témoigner de sa capacité à « tenir » son allié israélien. Les jugeant « *simply ridiculous*<sup>2034</sup> », le Président Bush balaya les affirmations selon lesquelles « *in terms of military action against Iran, the question [was] not "if," but "when" and "how" the U.S. [would] act* » et censées refléter « *the thinking of the administration* »<sup>2035</sup>. Une victoire représentationnelle était en effet essentielle pour l'administration Bush après la brèche ouverte par l'invasion de l'Irak : envahir ou bombarder l'Iran sans le soutien des Européens n'aurait que renforcé la crise de légitimité dont les États-Unis

---

<sup>2029</sup> Osirak est le lieu où se trouvait la centrale nucléaire irakienne bombardée par les Israéliens en 1981. Cet événement fut le premier cas de ce qu'on appela ensuite une intervention préventive.

<sup>2030</sup> G.W. Bush (2003, 29 mai), *op. cit.*

<sup>2031</sup> G.W. Bush (2005, 21 février). *Remarks in Brussels, Belgium*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73719>.

<sup>2032</sup> G.W. Bush (2005, 17 février), *op. cit.*

<sup>2033</sup> G.W. Bush (2005, 26 janvier/b), *op. cit.*

<sup>2034</sup> G.W. Bush (2005, 22 février), *op. cit.*

<sup>2035</sup> Propos de Patrick Clawson, chercheur au Washington Institute, ici rapportés par un journaliste [S. McClellan (2005, 25 janvier). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66130>].

souffraient alors. Malgré son scepticisme de nouveau exprimé en mars 2006<sup>2036</sup> de voir l'Iran respecter ses engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris, l'administration Bush accepta en mai 2006 de porter avec les Européens une proposition excluant la menace du recours à la force<sup>2037</sup> ; soit peu de temps après l'appel de Koffi Annan aux États-Unis leur demandant de négocier directement avec l'Iran à propos de son programme nucléaire<sup>2038</sup>. L'administration Bush avait jusqu'alors toujours refusé de garantir la survie du gouvernement iranien, alors que les EU3 estimaient que c'était justement ce qu'attendaient les Iraniens pour abandonner leur programme nucléaire militaire présumé<sup>2039</sup>. Pour sa part, le Vice-président Cheney tenta de façon quasi permanente de convaincre le Président Bush d'employer la force face à l'Iran<sup>2040</sup>, ce qui conduisit celui-ci à envisager à nouveau des frappes aériennes américaines et-ou israéliennes contre l'Iran dans la deuxième partie de l'année 2007<sup>2041</sup>.

#### 9.1.2.2 L'Exil par les sanctions multilatérales

Les stratégies de Terreur et d'Exil se sont succédées, voire entremêlées, soulignant le caractère binaire des représentations américaines : soit l'Iran intégrait la « communauté internationale » à la faveur d'une victoire représentationnelle totale des États-Unis, soit il en restait exclu, ce qui témoignait également d'une victoire représentationnelle dès lors que les autres États s'associaient à la démarche

---

<sup>2036</sup> Administration Bush (2006, 14 mars). *Press Gaggle by Scott McClellan and Dr. Mark McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64152>.

<sup>2037</sup> S.R. Weisman (2006, 31 mai). « U.S. Accepts Draft on Iran That Omits Use of Force ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2006/05/31/world/middleeast/31diplo.html>.

<sup>2038</sup> Agence Reuters (2006, 5 mai). « Annan Urges U.S. To Talk With Iran ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2006/05/05/world/05tehran.html>.

<sup>2039</sup> S.R. Weisman (2006, 25 mai). « U.S. Rejects Direct Talks With Iran but Keeps Meeting With Europe, China and Russia ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2006/05/25/world/middleeast/25iran.html>.

<sup>2040</sup> H. Cooper (2007, 2 juin). « Rice Plays Down Hawkish Talk About Iran ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2007/06/02/world/middleeast/02diplo.html>.

<sup>2041</sup> H. Cooper (2007, 16 septembre). « In Bush Speech, Signs of Split on Iran Policy ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2007/09/16/washington/16diplo.html>.

d'exclusion de l'Iran conduite par les États-Unis à travers une stratégie de sanctions. Par exemple, en 1997 l'administration Clinton chercha à convaincre les autres États de participer à la politique d'isolement économique de l'Iran<sup>2042</sup>, constatant que la politique des États européens de mener « *a so-called critical dialogue with Iran (...) [had] not yielded much result*<sup>2043</sup> ». Le Président Clinton rappela inversement en 2000 qu'il avait autorité pour conduire d'éventuelles « *negotiations leading to any normalization process*<sup>2044</sup> » alors qu'il conduisait toujours une politique de sanctions à l'encontre de l'Iran. L'administration Bush avait un discours similaire, dans lequel elle défendait concomitamment une politique de sanctions menant à l'isolement de l'Iran et l'idée que des négociations pouvaient être ouvertes si l'Iran respectait les conditions fixées. Dans un autre registre, elle présentait aussi la démocratisation de l'Afghanistan et de l'Irak comme susceptible de contribuer à l'isolement de l'Iran et par conséquent à un possible changement de régime politique en son sein<sup>2045</sup>.

Les dirigeants américains tentèrent d'utiliser les sanctions de manière prudente afin d'atteindre leurs objectifs. Les sanctions ne devaient par exemple pas avoir d'effet contre-productifs compromettant la victoire représentationnelle des États-Unis : c'était bien l'Iran qui devait être sanctionné non les autres États, à tout le moins pas directement. En ce sens, suite aux demandes<sup>2046</sup> de son administration « *on the grounds that it [would have poisoned] relations with Russia and other countries* »,

---

<sup>2042</sup> M. McCurry (1995, 14 mars), *op. cit.*

<sup>2043</sup> M. McCurry (1997, 30 septembre). *Press Briefing by Mike McCurry*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=48536>.

<sup>2044</sup> W.J. Clinton (2000, 28 octobre). *Statement on Signing the Victims of Trafficking and Violence Protection Act of 2000*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=1105>.

<sup>2045</sup> Administration Bush (2003, 12 juin), *op. cit.*

<sup>2046</sup> Demandes exprimées à deux reprises : W.J. Clinton (1998, 21 mai). *Statement of Administration Policy: H.R. 2709 - Iran Missile Proliferation Sanctions Act of 1997*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=74398> et W.J. Clinton (1998, 5 juin). *Statement of Administration Policy: H.R. 2709 - Iran Missile Proliferation Sanctions Act of 1997*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=74397>.

le Président Clinton opposa un *veto* à l'*Iran Missile Proliferation Sanctions Act of 1997*. Adopté par le Congrès et le Sénat, celui-ci prévoyait de sanctionner les entreprises ou institutions étrangères fournissant à l'Iran une technologie ou une expertise en matière de missile.<sup>2047</sup> Le Président Clinton estimait alors que « *the vast machinery of U.S. sanctions law [had] not served [American] interests well and [was] in serious need of an overhaul*<sup>2048</sup> », mais aussi qu'il convenait de privilégier une diplomatie coopérative plutôt qu'une diplomatie coercitive à l'égard de la Russie<sup>2049</sup>. En cela, il exprimait la possibilité de convaincre les dirigeants russes de la pertinence des représentations américaines à l'égard de l'Iran et la possibilité d'enregistrer une victoire représentationnelle au détriment de celui-ci, capacité de conviction dont il considérait ne pas disposer face aux dirigeants iraniens. Toute politique de coopération avec l'Iran « *[was] not a helpful development* » parce qu'elle ne contribuait pas à le convaincre de changer de comportement<sup>2050</sup>. Le Président Clinton doutait par conséquent que « *the best route to change Iranian behavior [was] by engaging the country*<sup>2051</sup> ». Il privilégia donc une politique d'isolement de l'Iran par les sanctions, en particulier commerciales. L'abandon de la politique de *Dual containment* consistant en l'isolement de l'Iran et de l'Irak fut conditionné à l'arrêt du soutien iranien au terrorisme, à la subversion contre d'autres gouvernements et de sa quête de l'arme nucléaire<sup>2052</sup>. En 1995 et 1996 furent ainsi votées deux lois, l'*Iran*

---

<sup>2047</sup> E. Schmitt (1998, 23 mai). « Bill to Punish Giving Missile Help to Iran Passes in Senate ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/1998/05/23/world/bill-to-punish-giving-missile-help-to-iran-passes-in-senate.html>.

<sup>2048</sup> W.J. Clinton (1998, 23 juin). *Statement on Returning Without Approval to the House of Representatives Legislation on Missile Proliferation Sanctions*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=56195>.

<sup>2049</sup> W.J. Clinton (1998, 12 novembre). *Letter to Congressional Leaders on Continuation of the National Emergency Regarding Weapons of Mass Destruction*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=55265>.

<sup>2050</sup> M. McCurry (1995, 7 mars). *Press Briefing by Mike McCurry*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59539>.

<sup>2051</sup> W.J. Clinton (1995, 30 avril), *op. cit.*

<sup>2052</sup> D. Jehl (1993, 27 mai), *loc. cit.*

*Transactions Regulations*, embargo commercial auquel le Président Clinton appela les autres nations à participer, et l'*Iran Libya Sanction Act* (ILSA)<sup>2053</sup> instaurant contre l'Iran un embargo économique très strict. La loi D'Amato suscita des tensions entre les États-Unis et les Européens. Le Président français d'alors, Jacques Chirac, estimait notamment que l'application de cette législation était susceptible de les plonger dans « *a dangerous cycle of action-reaction*<sup>2054</sup> », tandis que les Européens ne souhaitaient pas voir leurs entreprises sanctionnées.

Cependant, même lorsque la politique de sanction à l'égard de l'Iran était menée de manière unilatérale, elle avait également pour but une victoire représentationnelle des États-Unis. En mettant en œuvre unilatéralement des sanctions fortes à l'égard de l'Iran, soit une « *very bold and courageous action* », les dirigeants américains entendaient témoigner de la fermeté des États-Unis à son endroit « *to convince the rest of the world of [its] strong concern about what Iran [was] doing and what it [meant] to the rest of the world* »<sup>2055</sup>. Ils visaient à terme l'adoption par les autres États d'une politique similaire à l'encontre de l'Iran<sup>2056</sup>. Ils exprimaient également la supériorité morale des États-Unis, la politique de sanction à l'égard de l'Iran étant entre autres justifiée par le refus américain de « *do business with countries that practice commerce with you by day while funding or protecting the terrorists who kill you and your innocent civilians by night* », le Président Clinton parlant de

---

<sup>2053</sup> La loi d'Amato-Kennedy, ou *Iran-Libya Sanction Act* (ILSA), votée en juillet 1996 contre l'Iran et la Libye, prévoyait par exemple des sanctions contre toute société étrangère qui investirait plus de 40 millions de dollars par an dans les domaines pétrolier et gazier en Iran et en Libye [B. Courmont (2007), *op. cit.*, p. 26 et M. Vaïsse (2005), *op. cit.*, p. 203].

<sup>2054</sup> Propos cités dans Administration Clinton (1996, 27 juin). *Press Briefing by Press Secretary Mike McCurry, Assistant Secretary of State for East Asian and Pacific Affairs Winston Lord, National Economic Advisor, Dr. Laura Tyson, and Senior Director for Europe at N.S.C. Sandy Vershbow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59376>.

<sup>2055</sup> Administration Clinton (1995, 13 juin). *Press Briefing by Secretary of State Warren Christopher and Secretary of Treasury Bob Rubin*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59688>.

<sup>2056</sup> G. Kemp (2001), « Iran : Can the United States Do a deal ? ». *The Washington Quarterly*, 24 (1), p. 110.

« *fundamental truth* » en la matière<sup>2057</sup>. Enfin, la politique de sanction attestait la capacité américaine à « *be willing to sacrifice and lead the way*<sup>2058</sup> ». La victoire représentationnelle des États-Unis était d'autant plus nécessaire que l'animosité américaine à l'égard de l'Iran était bien connue. Il leur fallait donc justifier leur politique de sanctions par des représentations susceptibles d'être partagées par les dirigeants d'États ayant une histoire différente avec l'Iran. Comme espéré, le Président Clinton constata un an plus tard qu'en dépit de leur opposition initiale à la politique américaine à l'égard de l'Iran « *[p]eople [were] beginning to see **the truth*** »<sup>2059</sup>, c'est-à-dire « *to recognize the true nature of Iranian intentions*<sup>2060</sup> ». L'administration Clinton obtint finalement en mai 1998 de ses partenaires européens qu'ils s'engagent à prévenir les transferts de technologie vers l'Iran susceptibles de contribuer au développement d'armes de destruction massive<sup>2061</sup>.

Les sanctions ont constitué l'un des moyens par lesquels l'administration Clinton a « *conditioned some of [its] friends and allies to be more sensitive than they might [had] been otherwise to the dangers that [were] represented by Iran*<sup>2062</sup> ». La politique des États-Unis envers l'Iran et envers leurs partenaires visait à souligner « *[its] view of the seriousness of the threat* » et à faire en sorte que cette dernière « *[would] resonate in their own populations as well* »<sup>2063</sup>. L'administration Bush s'attachait également à ce que ses représentations du programme nucléaire iranien soient partagées par les partenaires des États-Unis, indiquant que certains d'entre eux avaient été « *first [...] a little [...] reluctant* » à prendre « *the Iranian threat*

---

<sup>2057</sup> W.J. Clinton (1996, 5 août/a), *op. cit.*

<sup>2058</sup> W.J. Clinton (1995, 30 avril), *op. cit.*

<sup>2059</sup> W.J. Clinton (1996, 17 mars), *op. cit.*, nous soulignons.

<sup>2060</sup> W.J. Clinton (1994, 24 août). *Teleconference Remarks With B'nai B'rith*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=49014>.

<sup>2061</sup> W.J. Clinton (1998, 18 mai), *op. cit.*

<sup>2062</sup> Administration Clinton (1993, 8 juillet), *op. cit.*

<sup>2063</sup> Administration Clinton (1995, 30 avril), *op. cit.*

*seriously* »<sup>2064</sup>. Il était pourtant essentiel que les différents partenaires des États-Unis comprennent à la fois les enjeux du problème<sup>2065</sup>, la menace que représentait l'Iran et son programme nucléaire<sup>2066</sup>, les conséquences de son comportement<sup>2067</sup> et les propositions américaines qui en découlaient<sup>2068</sup>. L'enjeu se situait dans l'évolution de l'imaginaire sécuritaire des dirigeants et des populations des États partenaires des États-Unis à l'égard de l'Iran en vue d'une modification des pratiques et des politiques à son encontre, donc dans une victoire représentationnelle des États-Unis. Une telle victoire permit à l'administration Clinton de traiter directement avec les États qui avaient des relations économiques et commerciales voire militaires avec l'Iran. Cela dans le but de résoudre le problème iranien sans devoir traiter directement avec l'Iran et surtout de l'isoler progressivement en restreignant ses liens avec les autres États. Par exemple, l'administration Clinton se tourna vers la Russie pour qu'elle cesse de vendre des armes à l'Iran et de coopérer avec lui en matière nucléaire, notamment à travers « *the provision of whitewater reactor technology* »<sup>2069</sup>. Avec ces États, la négociation était possible et mise en œuvre<sup>2070</sup> puisque la légitimité de leur position n'était *a priori* pas remise en cause, au contraire de celle de l'Iran. L'administration Clinton reconnaissait que « *Russia [had] an economic interest in this kind of cooperation* », à savoir la vente d'un réacteur nucléaire à eau légère à

---

<sup>2064</sup> G.W. Bush (2007, 20 novembre). *Interview of the President and First Lady by ABC News' Charles Gibson*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=77317>.

<sup>2065</sup> La déstabilisation du Moyen-Orient par exemple [G.W. Bush (2005, 13 septembre). *The President's News Conference With President Jalal Talabani of the Iraqi Transitional Government*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=62612>].

<sup>2066</sup> Par exemple, il était important « *that President Putin [understood] that an Iran that's got the capacity to launch a missile [was] dangerous for him and his country.* » [G.W. Bush (2002, 26 mai). *The President's News Conference With President Jacques Chirac of France in Paris, France*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63941>].

<sup>2067</sup> En particulier l'isolement de l'Iran [G.W. Bush (2006, 4 mai/b), *op. cit.*].

<sup>2068</sup> En termes diplomatiques notamment [G.W. Bush (2007, 20 novembre), *op. cit.*].

<sup>2069</sup> M. McCurry (1995, 15 mars). *Press Briefing by Mike McCurry*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59544>.

<sup>2070</sup> W.J. Clinton (1995, 4 avril), *op. cit.*



l'Iran, mais affirmait à l'inverse que « *there [was] no legitimate basis for Iran to seek a nuclear reactor* » et que sa position n'était par conséquent pas entendable<sup>2071</sup>. Les relations qu'entretenait la Russie avec l'Iran constituait un enjeu pour les États-Unis puisque la première vendait des armes au second<sup>2072</sup> et que « *Russia, as a neighbor of Iran, [had] a particular interest* » à lutter contre la prolifération des armes nucléaires et de destruction massive dans laquelle l'Iran était accusé d'être engagé<sup>2073</sup>. Il est significatif que parmi les six points négociés entre les Présidents Clinton et Yeltsin au mois de mai 1995 visant à améliorer la sécurité des États-Unis trois concernaient l'Iran dans les domaines nucléaire et militaire<sup>2074</sup> : la Russie accepta de n'honorer que les contrats déjà en cours et de ne pas en contracter de nouveaux afin d'éviter de « *introduce new kinds of capabilities into Iran or alter the overall military balance as it currently [existed]* »<sup>2075</sup>. De même, la Chine renonça à vendre deux réacteurs nucléaires à l'Iran<sup>2076</sup> puis l'administration Clinton obtint qu'elle ne s'engage dans aucune coopération nucléaire avec l'Iran, condition contre laquelle les États-Unis acceptèrent de procéder à des transferts de technologie nucléaire civile vers la Chine<sup>2077</sup>. Le Président Clinton put d'autant plus se passer de négocier directement avec l'Iran que la politique qu'il menait était essentiellement préventive : il visait à empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire principalement en le privant de l'aide

---

<sup>2071</sup> Administration Clinton (1995, 4 mai), *op. cit.*

<sup>2072</sup> W. Christopher (1994, 27 septembre). *Press Briefing by Secretary of State Warren Christopher*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59894>.

<sup>2073</sup> W.J. Clinton (1995, 30 avril), *op. cit.*

<sup>2074</sup> W.J. Clinton (1995, 13 mai). *The President's Radio Address*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=51364>.

<sup>2075</sup> Administration Clinton (1995, 10 mai). *Background Briefing by Senior Administration Officials*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59430>.

<sup>2076</sup> R. Suettinger (1995, 24 octobre). *Press Briefing by Assistant Secretary of State for East Asian and Pacific Affairs Winston Lord and Director of Asian Affairs Robert Suettinger*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59457>.

<sup>2077</sup> Administration Clinton (1997, 29 octobre/b). *Background Briefing by Senior Administration Officials*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=48642>.

d'États qui maîtrisaient la technologie, alors que l'administration Bush craignait que le programme iranien ne soit déjà trop avancé pour qu'une telle politique suffise. Nous pouvons comprendre de cette manière l'enchevêtrement plus prononcé des stratégies de la Terreur et de l'Exil menées par l'administration Bush qui verrouilla les négociations avec l'Iran et agit au détriment de l'influence iranienne dans sa région. En son temps, l'administration Clinton se prononça contre la construction d'un pipeline dédié au transport du pétrole et au gaz caspiens et passant par l'Iran qui lui aurait offert « *a disproportionate influence on the development of economic and political events in the newly independent caucus in Central American states*<sup>2078</sup> ». De même, l'administration Bush s'opposa à la construction d'un pipeline reliant l'Inde à l'Iran en passant par le Pakistan et qui « *would [have undermined] the U.S. policy of isolating the Iranian regime in the global polity and economy*<sup>2079</sup> ». Qui plus est, le Président Bush soulignait l'importance pour les États-Unis de travailler avec l'Inde et le Pakistan « *to send a firm message to the Iranians that a development of a nuclear weapon [was] unacceptable*<sup>2080</sup> ».

De manière générale, l'administration Bush insista beaucoup plus que l'administration précédente sur la nécessité de recourir à une approche multilatérale face à l'Iran, comme pour la Corée du Nord. Le parti Républicain soulignait dans le contexte de la campagne présidentielle de 2000 que le futur président des États-Unis « *[would] work to convince [its] friends and allies, most importantly the Europeans, to join [the United States] in a firm, common approach toward Iran*<sup>2081</sup> ». Il était désormais hors de question que les États-Unis se sacrifient en menant une politique

---

<sup>2078</sup> Administration Clinton (1998, 18 mai). *Press Briefing by Senior Background Officials*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=48413>.

<sup>2079</sup> B.M. Ahmad (2014). « America And Iran-Pakistan-India (IPI) Gas Pipeline ». *African Journal of Political Science and International Relations*, 8(8), p. 264.

<sup>2080</sup> G.W. Bush (2006, 22 février/a). *Interview With Pakistani Journalists*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=65283>.

<sup>2081</sup> Republican Party Platforms (2000, 31 juillet), *op. cit.*

de sanctions en espérant que d'autres États finissent par faire de même : la résolution des problématiques de prolifération nucléaire devait « *start with a strong effort by the world community to convince people to abandon (...) nuclear weapons programs*<sup>2082</sup> ». D'autant plus que les États-Unis étaient déjà « *out of sanctions* » puisqu'ils avaient « *totally sanctioned* » l'Iran depuis la crise des otages. Ils avaient par conséquent besoin de convaincre d'autres États de sanctionner l'Iran<sup>2083</sup>. Puisque les « *European counterparts* » des États-Unis étaient de ce fait considérés comme « *influential, more so than [the United States were], in Iran* »<sup>2084</sup>, ils devaient prioritairement être convaincus par les dirigeants américains de la pertinence de leurs propres représentations. L'administration Bush employa à cette fin un discours qui laissait entendre que l'Iran humiliait l'ensemble de la « communauté internationale » et non pas seulement les États-Unis : elle affirmait par exemple que les dirigeants iraniens « *[continued] to thumb their nose at the international community*<sup>2085</sup> ». Plus tard, plaidant en faveur de l'adoption d'une troisième résolution contre l'Iran par le Conseil de sécurité de l'ONU, le Président Bush « *underlined the need for international solidarity, particularly among the Perm 5*<sup>2086</sup> », alimentant encore une fois l'idée qu'il s'agissait de protéger la « communauté » et l'ordre internationaux. Notons toutefois que l'administration Bush se montra frileuse face à la possibilité d'intégrer l'Italie au groupe des P+5 : elle salua le fait qu'un État supplémentaire exerce des pressions sur l'Iran mais s'interrogea sur le risque que l'inclusion de l'Italie n'ouvre la porte à l'inclusion d'autres États et donc à un élargissement incontrôlé du cadre diplomatique. Or, « *it [had] been a group that [had] been useful*

---

<sup>2082</sup> G.W. Bush (2004, 29 janvier). *Interview With Mouafac Harb of the Middle East Television Network*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64206>.

<sup>2083</sup> G.W. Bush (2004, 9 août), *op. cit.*

<sup>2084</sup> G.W. Bush (2003, 22 octobre), *op. cit.*

<sup>2085</sup> S. McClellan (2006, 18 janvier). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63687>.

<sup>2086</sup> Administration Bush (2007, 6 septembre). *Press Briefing by Deputy Press Secretary Dana Perino and Senior Administration Officials*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75720>.

*to keep small* » et « *it [had] been fairly responsive* ». L'Italie était cependant « *the strongest trade partner of Iran* » et était soupçonnée de ne pas être en capacité de « *look past [its] commercial ties* » avec l'Iran. Son inclusion aux P5+1 était susceptible de diviser le groupe quant à la sévérité des sanctions à mettre en œuvre car la participation aux P5+1 nécessitait « *to make some tough decisions that [were] contrary to commercial interests* ». <sup>2087</sup> En maintenant le cadre restreint des P5+1 pour négocier avec l'Iran, les dirigeants américains prêtaient pourtant le flanc aux critiques iraniennes selon lesquelles les demandes qui lui étaient faites « *[amounted] to big-power bullying* » <sup>2088</sup> ».

La principale difficulté que rencontra l'administration Bush face à sa volonté d'isoler l'Iran par l'application de sanctions résida dans le souhait de ses partenaires, en particulier européens, de contrebalancer le régime de sanctions par la formulation d'incitations devant pousser l'Iran à changer de comportement. Les Européens privilégièrent du reste une politique d'incitations envers l'Iran pendant quasiment toute la durée des mandats du Président Bush. Or, l'administration Bush considérait que les incitations envoyaient un message trompeur à l'Iran parce qu'elles pouvaient laisser entendre que les demandes de la « communauté internationale » ne correspondaient pas à des obligations légales qui s'imposaient à lui comme aux autres États et qu'il avait à respecter sans devoir y être incité ; une partie de la légitimité de ces obligations légales et des représentations qui les sous-tendaient leur était ainsi ôtée. Les incitations pouvaient aussi compromettre le respect par les dirigeants iraniens des obligations de l'Iran en tant qu'État responsable, en particulier en matière nucléaire. L'administration Bush présenta en cela systématiquement les avantages obtenus par l'Iran non comme des contreparties cédées par les États-Unis et leurs

---

<sup>2087</sup> Administration Bush (2008, 12 juin). *Press Briefing by Dana Perino and National Security Advisor Steve Hadley*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=77490>.

<sup>2088</sup> R. Gladstone (2012, 28 septembre). « Iran Ridicules Netanyahu's Bomb Theatrics, and Calls on Israel to Renounce Nukes ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2012/09/29/world/middleeast/iran-ridicules-netanyahus-bomb-theatrics.html>.

partenaires mais comme les bienfaits dont n'importe quel État pouvait profiter en tant que membre responsable de la « communauté internationale ». L'accord conclu en octobre 2003, dit Accord de Paris, prévoyait que les EU3 offrirait à l'Iran des incitations économiques en échange de l'arrêt de son programme d'enrichissement d'uranium et d'inspections internationales plus strictes de ses sites nucléaires<sup>2089</sup> ; incitations qui ne furent pas concrétisées selon les dirigeants iraniens. L'Iran se dit néanmoins prêt à donner des garanties aux Européens quant au caractère pacifique de son programme nucléaire dans le cadre du protocole additionnel du TNP<sup>2090</sup>. L'administration Bush vit la signature du Protocole additionnel de l'AIEA<sup>2091</sup> par l'Iran le 21 octobre 2003 comme une preuve de l'efficacité des pressions qu'il subissait de la part de « *countries around the world* » et surtout comme une victoire des États-Unis à établir « *a broad consensus that the international community must be proactive in countering this growing threat* », c'est-à-dire la prolifération nucléaire<sup>2092</sup>. Des discussions eurent ensuite lieu entre les États-Unis et les EU3 afin que des incitations économiques soient proposées à l'Iran incluant l'accès à de l'énergie nucléaire importée en échange de la suspension de ses activités d'enrichissement d'uranium. L'administration Bush annonça cependant qu'elle n'envisagerait de soutenir ces incitations qu'après les élections présidentielles américaines de 2004 compte tenu du changement de politique que représentait l'association des États-Unis à une politique d'incitation. Elle était en fait plus encline à proposer des sanctions au Conseil de sécurité de l'ONU en cas d'échec du pack d'incitations économiques proposé par les Européens, quitte à ce que seuls l'Allemagne, le Japon, la France, le Royaume-Uni et les États-Unis les appliquent en

---

<sup>2089</sup> E. Sciolino (2004, 6 novembre), *op. cit.*

<sup>2090</sup> N. Fathi (2004, 13 septembre). « Iran Says It Will Reject Limits on Its Mastery of Atomic Science ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2004/09/13/world/middleeast/iran-says-it-will-reject-limits-on-its-mastery-of-atomic.html>.

<sup>2091</sup> Décrit par l'AIEA comme « *a protocol to a safeguards agreement that provides additional tools for verification* » [AIEA (1998-2017). *Additional Protocol*. Consultable ici : <https://www.iaea.org/topics/additional-protocol>].

<sup>2092</sup> C. Rice (2003, 31 octobre), *op. cit.*

cas de *veto* d'un des membres permanents du Conseil de sécurité. L'administration Bush se décida finalement à soutenir la proposition des EU3 d'offrir des incitations économiques et commerciales à l'Iran, en particulier son adhésion à l'OMC, après qu'ils manifestèrent leurs inquiétudes à propos de l'Iran dans d'autres domaines. Ils le firent dans une lettre adressée aux États-Unis dans laquelle ils affirmaient que « *they [shared its] concern about Iran's behavior in other areas* » et reconnaissaient « *the need to address those concerns* »<sup>2093</sup>, leurs représentations se rapprochant ainsi des représentations américaines. Pour autant, lorsque les EU3 tentèrent de poursuivre une politique d'incitations envers l'Iran et d'y inclure les États-Unis arguant d'un risque d'échec en cas d'absence américaine de l'accord, l'administration Bush ne cessa pas d'envisager de possibles sanctions contre l'Iran. En effet, l'administration Bush considérait qu'il revenait à l'Iran d'agir puisque son comportement sur la scène internationale était en cause et que les États-Unis et les Européens n'avaient conséquemment pas à l'inciter à changer de comportement en amont<sup>2094</sup>. Les négociations entre les États-Unis et les EU3 débouchèrent en mars 2005 à un accord prévoyant une « *sticks-and-carrots approach* » à l'égard de l'Iran, c'est-à-dire à l'implication des États-Unis dans la politique d'incitations envers l'Iran en échange du soutien européen à la saisine du Conseil de sécurité de l'ONU en cas de reprise du programme d'enrichissement d'uranium iranien. Cependant, une telle approche ne pouvait mener à de réelles négociations selon Habermas :

*If one side uses privileged access to arms, wealth, or prestige in order to wring agreement from the other by way of sanctions or rewards, none of the participants will doubt that the conditions for argumentation are no longer satisfied.*<sup>2095</sup>

<sup>2093</sup> S. McClellan (2005, 11 mars). *Press Gaggle by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66156>.

<sup>2094</sup> S. McClellan (2005, 2 mars). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66149>.

<sup>2095</sup> J. Habermas (1995). *Vorstudien und Ergänzungen zur Theorie des kommunikativen Handelns*. Frankfurt am Main: Suhrkamp, p. 553, cité par T. Risse (2000), *op. cit.*, p. 17.

L'administration Bush reconnut alors que le Président Bush « *moved only after becoming convinced that he was in danger of being blamed if the talks failed because he had repeatedly rebuffed European demands to join in the incentives*<sup>2096</sup> ». Un tel blâme aurait contribué à partager la faute entre l'Iran et les États-Unis, ce que l'administration Bush voulait à tout prix éviter<sup>2097</sup> comme en témoigne l'incessante répétition de l'idée selon laquelle « *the issue here [was] Iran's behavior and Iran's pursuit of a nuclear weapon*<sup>2098</sup> ». La politique américaine face à un Iran responsable d'une situation délétère ne pouvait être remise en cause, comme si toute politique constituant une réaction à un comportement inopportun était acceptable. De même, la manière dont l'administration Bush présentait la démarche diplomatique des États-Unis témoignait de sa solide croyance en son bon droit, en particulier face aux critiques russes<sup>2099</sup> : puisque « *the United States [was] not at fault* », que « *[t]he international community [was] not at fault* », que « *Iran [was] at fault for not stopping its activities* » et que « *sanctions [were] part of the diplomatic process* », elle assurait que sa politique n'était pas irresponsable<sup>2100</sup>, ce qui constituait un sophisme discutable. Les États-Unis n'avaient pas à fournir d'effort particulier pour négocier avec l'Iran, par exemple accepter de négocier sans condition, puisque les

---

<sup>2096</sup> S.R. Weisman (2005, 12 mars). « Europe and U.S. Agree on Carrot-and-Stick Approach to Iran ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2005/03/12/washington/world/europe-and-us-agree-on-carrotandstick-approach-to-iran.html>.

<sup>2097</sup> Y compris à propos de l'action que l'Iran était accusé de mener en Irak. Face à un journaliste considérant qu'elle avait « *[closed] the door to U.S. negotiations with Iran* », l'administration Bush estimait qu'il n'y avait pas là « *a problem of lack of communication* » de la part des États-Unis mais « *a problem of Iran pursuing very destructive policies* » [S. Hadley (2006, 28 novembre). *Press Briefing by National Security Advisor Steve Hadley*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60302>].

<sup>2098</sup> S. McClellan (2005, 2 mars), *op. cit.*

<sup>2099</sup> Un journaliste affirma que Poutine avait décrit « *the U.S. imposing of new sanctions on Iran* » comme « *running around like a madman with a blade in his hands* ». Le journaliste faisait le lien avec les critiques considérant « *that these sanctions [were] counterproductive to the U.S. objective of getting Iran to give up its nuclear programs* ». [D. Perino (2007, 26 octobre). *Press Briefing by Dana Perino*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75935>].

<sup>2100</sup> *Loc. cit.*

dirigeants iraniens savaient « *how to get [the United States] to the table* » et par conséquent « *[t]he choice [was] theirs to make* »<sup>2101</sup>.

Pour autant, la politique multilatérale de l'administration américaine à l'égard de l'Iran dut s'accommoder des représentations des EU3 en faveur d'une politique d'incitations, au moins dans la mesure où cela lui permit de rallier les EU3 à une politique multilatérale de sanctions. Le fait pour les États-Unis de ne pas négocier directement avec l'Iran mais de négocier par procuration à travers les EU3 permettait à l'administration Bush de continuer de donner l'impression qu'elle ne cédait pas face à l'Iran mais seulement face à ses partenaires européens, ce qui n'avait absolument pas le même impact en termes identitaires. Qui plus est, un tel accord avait le mérite de souligner la capacité des membres de la « communauté internationale » à se mettre d'accord entre eux et donc la compatibilité de leurs représentations, mais aussi ce que Colin Powell appelait la « *division of labor* » entre Américains et Européens<sup>2102</sup>. Au regard des représentations américaines de l'exceptionnalisme américain, il pouvait paraître logique que les États-Unis en protecteurs auto-déclarés de l'ordre international assument la responsabilité de sévir à l'égard d'un État dissident. Alors que l'administration Clinton présentait l'exercice de cette responsabilité comme un sacrifice que devaient consentir les États-Unis, l'administration Bush la concevait comme une manière de réaffirmer la fermeté et la crédibilité des États-Unis.

Toutes les modalités de négociation possibles n'ayant pas été mises en œuvre, en particulier des négociations auxquelles auraient participé directement les États-Unis, l'administration Bush ne pouvait que difficilement arguer de l'échec des négociations même si elle considérait que les dirigeants iraniens « *[had] shown that they [were]*

---

<sup>2101</sup> G.W. Bush (2006, 30 novembre). *The President's News Conference With Prime Minister Nuri al-Maliki of Iraq in Amman, Jordan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=24333>.

<sup>2102</sup> Cité par E. Sciolino (2004, 14 décembre). « Iran and Europeans Open a New Round of Negotiations ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2004/12/14/world/europe/iran-and-europeans-open-a-new-round-of-negotiations.html>.



*not interested in negotiating in good faith*<sup>2103</sup> ». L'administration Bush plaيدا pourtant sans relâche pour la mise en œuvre collective de sanctions à l'encontre de l'Iran au titre de leur capacité accrue à modifier le comportement iranien. En effet, l'isolement qu'elles généreraient devait causer une « *[i]nflation (...) way too high* » et « *economic pain* »<sup>2104</sup> en Iran, de manière à ce que les dirigeants iraniens réalisent que l'intérêt de l'Iran résidait dans la conformité à ses obligations internationales telles qu'interprétées par les États-Unis et leurs partenaires. En témoignant de leur incapacité à se représenter correctement « *Iran's true interests*<sup>2105</sup> », les dirigeants iraniens témoignaient de leur « *serious miscalculation* » en dépit de la chance que leur offrait la « communauté internationale » « *to finally come clean and negotiate in good faith* »<sup>2106</sup> et surtout de l'incompatibilité de leur régime avec les standards internationaux. De surcroît, l'administration Bush assurait que des sanctions étaient cohérentes avec la politique préventive qu'elle entendait mener contrairement à une politique d'incitations. L'objectif affiché des États-Unis et de leurs partenaires était effectivement d'empêcher que la menace d'un Iran armé de la bombe nucléaire ne se matérialise. Il était nécessaire d'isoler l'Iran de manière à le priver des moyens de poursuivre son programme nucléaire. En août 2005, dans l'attente de l'application par l'Iran de l'Accord de Paris, l'administration Bush annonça que « *the next step*<sup>2107</sup> » devait consister en la saisine du Conseil de sécurité de l'ONU. De même, elle fit savoir à plusieurs reprises en 2006 que « *if the negotiations [had] run their course,*

---

<sup>2103</sup> S. McClellan (2006, 18 janvier), *op. cit.*

<sup>2104</sup> G.W. Bush (2007, 17 octobre). *The President's News Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75943>.

<sup>2105</sup> G.W. Bush (2006, 4 février). *Statement on the International Atomic Energy Agency Board of Governors Vote To Report Iran to the United Nations Security Council*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=65121>.

<sup>2106</sup> S. McClellan (2006, 11 janvier). *Press Gaggle by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63639>.

<sup>2107</sup> S. McClellan (2005, 1<sup>er</sup> août). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66252>.

(...) *there really [was] no other alternative but to refer the matter to the Security Council*<sup>2108</sup> ». Ce constat ne faisait pas l'unanimité : la Russie se montrait réticente à une saisine du Conseil de sécurité de la problématique nucléaire iranienne, le Président Poutine estimant que la crise iranienne était susceptible d'être résolue « *without abrupt, erroneous steps*<sup>2109</sup> », tandis que le roi Abdallah d'Arabie Saoudite tentait de « *refrain from taking Iran's nuclear program to the United Nations*<sup>2110</sup> ». L'administration Bush avait fait de l'unanimité de la « communauté internationale » l'une de ses justifications de son intransigeance à l'égard de l'Iran. Or, une opposition manifeste de la Russie au sein du Conseil de sécurité aurait expressément affiché les désaccords existant entre les membres de la « communauté internationale », tant quant au problème iranien qu'à la manière d'y répondre, questionnant l'universalité des représentations américaines. « *In one conciliatory gesture*<sup>2111</sup> » et en dépit de leur opposition de voir le problème nucléaire iranien inscrit à l'ordre du jour du Conseil de sécurité, la Chine et la Russie ne bloquèrent pas l'organisation d'une session extraordinaire du Conseil des gouverneurs de l'AIEA le 4 février 2006. Au cours de cette session, ses membres appelèrent l'Iran à respecter l'Accord de Paris, à suspendre ses activités d'enrichissement d'uranium, à coopérer pleinement avec l'AIEA et à revenir à la table des négociations avec les EU3<sup>2112</sup>. A cette occasion, l'administration Bush souligna que les seuls États ayant voté contre la résolution de l'AIEA étaient la Syrie, Cuba et le Vénézuéla<sup>2113</sup>, États avec lesquels elle n'entretenait pas de bonnes relations et qui se maintenaient en dehors de la

---

<sup>2108</sup> S. McClellan (2006, 12 janvier). *Press Gaggle by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63661>.

<sup>2109</sup> Propos cités dans E. Sciolino et A. Cowell (2006, 17 janvier). « Russia and China Demand Iran Freeze Nuclear Activity, but Reject Referral to U.N. ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2006/01/17/world/russia-and-china-demand-iran-freeze-nuclear-activity-but-reject.html>.

<sup>2110</sup> Propos rapportés par un journaliste [S. McClellan (2006, 18 janvier), *op. cit.*].

<sup>2111</sup> E. Sciolino et A. Cowell (2006, 17 janvier), *loc. cit.*

<sup>2112</sup> G.W. Bush (2006, 4 février), *op. cit.*

<sup>2113</sup> « *The only nations to support Iran were Syria, Cuba, and Venezuela.* » [G.W. Bush (2006, 24 février), *op. cit.*].

« communauté internationale » : leur insensibilité à l'effort représentationnel américain ne faisait que confirmer leur dissidence. Cette prise de position du Conseil des Gouverneurs de l'AIEA eut pour effet la reprise du programme d'enrichissement d'uranium de l'Iran. Notons que conformément à sa volonté d'isoler l'Iran de la « communauté internationale » en restreignant au maximum son rôle au sein d'organisations internationales, l'administration Bush avait souhaité en 2004 empêcher « *countries under investigation for violating nuclear nonproliferation obligations [...] to serve on the IAEA Board of Governors* » et suspendre les États membres de ce dernier dès lors qu'ils étaient « *under investigation* », puisque « *[i]hose actively breaking the rules should not be entrusted with enforcing the rules* »<sup>2114</sup>.

En avril 2006, l'administration Bush annonça qu'elle cherchait « *a chapter seven resolution under the Security Council* » afin de se doter de « *more diplomatic tools (...) to pressure the regime to change its behavior* »<sup>2115</sup>, et ce contre la volonté de la Russie<sup>2116</sup>. Une résolution prise au titre du chapitre VII, qui régissait les actions pouvant être mises en œuvre « en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix et d'actes d'agression<sup>2117</sup> », devait permettre selon l'administration Bush de « *[compel] countries to change their behavior if they [were] defying the international community*<sup>2118</sup> ». Il ne s'agissait plus dans ce cas de convaincre les partenaires des États-Unis de la menace qu'aurait représentée un Iran doté de l'arme nucléaire, ce à quoi elle était déjà parvenue, mais plutôt « *that the Iranians [were] not negotiating in*

<sup>2114</sup> G.W. Bush (2004, 11 février), *op. cit.*

<sup>2115</sup> S. McClellan (2006, 26 avril), *op. cit.*

<sup>2116</sup> G.W. Bush (2006, 28 avril). *The President's News Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=72491>.

<sup>2117</sup> Nations Unies. La Charte des Nations Unies. *Chapitre VII : Actions en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix et d'actes d'agression*. Consultable ici : <http://www.un.org/fr/sections/un-charter/chapter-vii/index.html>.

<sup>2118</sup> S. McClellan (2006, 2 mai). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64414>.

*good faith and [weren't] willing to go forward* ». En ce sens, elle « *[was] spending a lot of time working with [its] Russian friends, in particular, to make it clear to them that Iran [was] showing no good faith* ». L'absence de bonne foi des dirigeants iraniens se matérialisait d'après le Président Bush par leur refus de renoncer à leurs activités d'enrichissement d'uranium.<sup>2119</sup> Cela confirme l'idée que l'isolement de l'Iran représentait un véritable enjeu représentationnel pour l'administration Bush.

Les dirigeants iraniens répondirent en août 2006 qu'ils ne suspendraient pas leur programme à la date du 31 août, date limite proposée par les Occidentaux, mais proposèrent d'engager des pourparlers à propos de leur programme nucléaire. Les Européens et les Iraniens cherchèrent alors sans succès à éviter des sanctions prises par le Conseil de sécurité de l'ONU. Au contraire, l'administration Bush était déterminée à imposer des sanctions à l'Iran<sup>2120</sup> en cohérence avec ses représentations extrêmement négatives de l'Iran, renforcées dans le contexte de la guerre entre Israël et le Hezbollah du mois de juillet 2006. A cette période, elle publia par exemple un « *Fact sheet* » intitulé « *In Their Own Words: What the Terrorists Believe, What They Hope to Accomplish, and How They Intend to Accomplish It* » qui citait essentiellement des extraits de discours du Président Ahmedinejad témoignant de son « *Absolute Hostility Towards America* »<sup>2121</sup>. En décembre 2006, devant l'échec des différentes négociations menées par les EU3<sup>2122</sup>, la question du programme nucléaire iranien fut portée au Conseil de sécurité de l'ONU. Ses membres adoptèrent à

---

<sup>2119</sup> G.W. Bush (2006, 23 mai). *The President's News Conference With Prime Minister Ehud Olmert of Israel*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=42>.

<sup>2120</sup> E. Sciolino (2006, 4 octobre). « *Iran's Proposal to End Nuclear Standoff Is Rejected by the West* ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2006/10/04/world/middleeast/04iran.html>.

<sup>2121</sup> G.W. Bush (2006, 5 septembre/b). *Fact Sheet: In Their Own Words: What the Terrorists Believe, What They Hope to Accomplish, and How They Intend to Accomplish It*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=82682>.

<sup>2122</sup> J.F. Burns (2007, 1<sup>er</sup> décembre). « *As Talks With Europe End, Iran Gives No Sign of Concession on Nuclear Program* ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2007/12/01/world/middleeast/01iran.html>.

l'unanimité la résolution 1737 qui donnait soixante jours à l'Iran pour geler son programme d'enrichissement d'uranium et demandait à tous les États de cesser de fournir l'Iran en matériel et technologie pouvant l'aider à poursuivre son programme nucléaire<sup>2123</sup>. D'après un rapport des inspecteurs de l'AIEA de février 2007, les dirigeants iraniens répondirent à cette résolution en redoublant d'efforts en matière nucléaire<sup>2124</sup>. S'ensuivit en mars 2007 l'adoption à l'unanimité par le Conseil de sécurité de la résolution 1747, pack de sanctions qui disposait l'interdiction des exportations d'armes iraniennes et élargissait la liste des compagnies et des personnes sujettes au gel de leurs avoirs<sup>2125</sup>. La résolution 1747 fut dénoncée par l'Iran comme « illégale » et ses dirigeants annoncèrent en réaction qu'ils limiteraient leur coopération avec l'AIEA<sup>2126</sup>. Des négociations reprirent pourtant en mai 2007. Les EU3 ne cessaient en effet pas de chercher une solution par la négociation avec l'Iran, tentant en cela d'équilibrer la volonté américaine d'isoler l'Iran. L'administration Bush continuait pour sa part de mettre en cause l'intransigeance iranienne. La déclaration de Rice – « *The question is not why won't we talk to Tehran, but why won't Tehran talk to us*<sup>2127</sup> » – soulignait la bonne volonté des États-Unis en rendant inaudibles les revendications iraniennes en termes de souveraineté nucléaire, l'objectif même de la stratégie de l'Exil. Le 3 mars 2008, le Conseil de sécurité adopta une troisième résolution qui imposait des sanctions à l'Iran et prévoyait par exemple l'inspection des cargos suspectés de transporter du matériel prohibé en

<sup>2123</sup> United Nations. Security Council (2006, 23 décembre). *Security Council imposes sanctions on Iran for failure to halt uranium enrichment, unanimously adopting resolution 1737 (2006)*. Consultable ici : <http://www.un.org/press/en/2006/sc8928.doc.htm>.

<sup>2124</sup> D.E. Sanger et W.J. Broad (2007, 23 février). « Iran Expanding Nuclear Effort, Agency Reports ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2007/02/23/world/middleeast/23iran.html>.

<sup>2125</sup> United Nations. Security Council (2007, 24 mars). *Security Council toughens sanctions against Iran, adds arms embargo, with unanimous adoption of resolution 1747 (2007)*. Consultable ici : <http://www.un.org/press/en/2007/sc8980.doc.htm>.

<sup>2126</sup> T. Shanker et W.J. Broad, (2007, 26 mars). « Iran to Limit Cooperation With Nuclear Inspectors ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2007/03/26/world/middleeast/26iran.html>.

<sup>2127</sup> Propos cités dans V. Burnett et H. Cooper (2007, 1<sup>er</sup> juin). « No Breakthrough as Iranian Nuclear Talks Recess ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2007/06/01/world/europe/01dipl.html>.

provenance et à destination de l'Iran et renforçait le contrôle des institutions financières iraniennes<sup>2128</sup>. Même si le travail mené avec les autres États sur le « *sanction regime* » était « *hard, because not everybody [shared] the same anxiety as Israel and the United States [did]* »<sup>2129</sup>, l'administration Bush avait témoigné de sa victoire représentationnelle en convaincant ses partenaires d'adopter à plusieurs reprises des sanctions à l'encontre de l'Iran. Sa victoire était d'autant plus significative qu'elle concernait les membres permanents du Conseil de sécurité. Ses représentations du programme nucléaire iranien comme une menace et de la manière adéquate d'y faire face, en particulier exiger de l'Iran qu'il abandonne son programme d'enrichissement d'uranium, avaient largement fait florès et pris le pas sur des représentations moins hostiles à l'égard de l'Iran. Compte-tenu de cette victoire, la participation ponctuelle des États-Unis à une session de pourparlers en juillet 2008 ne fut pas présentée par l'administration Bush comme des négociations mais comme une façon de donner un signe de bonne foi aux autres membres des P5+1, « *to underscore the seriousness that [it wanted] to solve this issue diplomatically* »<sup>2130</sup> et de réaffirmer que l'intransigeance se trouvait du côté iranien, permettant ainsi un renforcement des sanctions à l'égard de l'Iran. La rencontre lui avait en effet permis de gagner « *support for additional sanctions*<sup>2131</sup> ». L'aggravation de l'isolement de l'Iran après cette rencontre fut d'ailleurs mentionnée parmi les victoires de la politique américaine de contre-terrorisme<sup>2132</sup>.

---

<sup>2128</sup> W. Hoge et E. Sciolino (2008, 4 mars). « Security Council Adds Sanctions Against Iran ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2008/03/04/world/middleeast/04nations.html>.

<sup>2129</sup> G.W. Bush (2008, 12 mai/a), *op. cit.*

<sup>2130</sup> D. Perino (2008, 16 juillet). *Press Briefing by Dana Perino*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=77632>.

<sup>2131</sup> D. Perino (2008, 21 juillet), *op. cit.*

<sup>2132</sup> G.W. Bush (2008, 10 septembre). *Fact Sheet: The Seventh Anniversary of 9/11*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=84403>.

La pratique des stratégies de la Terreur et de l'Exil par les administrations Clinton et Bush témoignait de leur volonté de voir les États-Unis remporter une victoire représentationnelle à propos de l'Iran. En dehors d'une situation dans laquelle les dirigeants iraniens auraient eu besoin des États-Unis et des Européens pour améliorer la situation économique interne de l'Iran et, partant, comme étant contraints de taire leurs propres représentations en matière nucléaire, les administrations américaines exclurent la négociation. Inversement, accepter de négocier dans les conditions édictées par les dirigeants américains et acceptées par les autres parties prenantes, en particulier l'abandon de leur programme d'enrichissement d'uranium, revenaient pour les dirigeants iraniens à reconnaître *a minima* le caractère légitime de ces conditions et à devoir passer sous silence au moins partiellement leurs propres revendications. La mise au ban de l'Iran témoignait de l'absence de la possibilité de « *argue over norms* », pourtant signe d'un égal accès au discours<sup>2133</sup> : les dirigeants iraniens n'étaient légitimes ni pour discuter des normes internationales ni même pour témoigner de leur manque de confiance envers les États-Unis ni encore pour formuler des propositions de reprise des négociations. L'administration Bush attendait des dirigeants iraniens qu'ils fassent profil bas afin de témoigner de leur réelle volonté mais aussi de leur **besoin** de négocier, plutôt qu'ils ne défient la « communauté internationale » :

*Iran can't have it both ways. They can't say they want to engage in negotiations, and then continue to thumb their nose at the international community. And that's what they are doing by pursuing their nuclear activities.*<sup>2134</sup>

En revanche, les États-Unis pouvaient-ils continuer à déprécier rhétoriquement l'Iran et obtenir des concessions de sa part ? L'administration Bush semble l'avoir cru. Javad Zarif affirmait que « *[s]ince August 2004, Iran [had] made eight far-reaching*

---

<sup>2133</sup> T. Risse (2000), *op. cit.*, p. 18.

<sup>2134</sup> S. McClellan (2006, 18 janvier), *op. cit.*

*proposals*<sup>2135</sup> ». Pourtant, aux yeux des dirigeants américains l'Iran n'était pas en position de proposer mais seulement de se plier aux exigences formulées à son égard, de même qu'il ne pouvait apprécier justement ce qui relevait des « *confidence-building measures* » alors que ses dirigeants considéraient que « *a voluntary suspension of its rightful enrichment activities for two years* » relevait bien de celles-ci<sup>2136</sup>. Les dirigeants américains ne répondirent jamais positivement aux demandes et propositions de négociation des dirigeants iraniens qui devaient, à l'inverse, répondre aux demandes américaines. Le Président Bush expliqua que « *[i]n order for diplomacy to work, the other side [needed] as much or more from you as you [needed] from them*<sup>2137</sup> ». Tout dans sa politique donnait à penser que l'Iran devait avoir bien plus besoin des États-Unis que l'inverse, l'administration Bush ne pouvant se résoudre à un rapport de forces équilibré avec l'Iran, en particulier en matière représentationnelle.

## 9.2 L'évolution identitaire des États-Unis ou le consentement progressif à la négociation

L'arrivée de Barack Obama à la Maison-Blanche a constitué une rupture en matière de politique américaine à l'égard de l'Iran à la fois en termes représentationnels et pratiques. Nous verrons toutefois que les représentations dont faisaient l'objet et l'Iran et son programme nucléaire avaient déjà commencé à évoluer avant que ne débute le premier mandat du Président Obama, même si ce processus s'est affirmé à partir de 2009. La rupture représentationnelle en tant que telle a davantage concerné la manière dont les dirigeants américains concevaient et mettaient en pratique l'exemplarité des États-Unis, en particulier en matière nucléaire et en termes de

<sup>2135</sup> J. Zarif (2006, 6 avril). « We Do Not Have a Nuclear Weapons Program ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2006/04/06/opinion/we-do-not-have-a-nuclear-weapons-program.html>.

<sup>2136</sup> AIEA. Board of Governors (2003, 10 novembre). *Implementation of the NPT Safeguards Agreement in the Islamic Republic of Iran*, p. 10, § 52. Consultable ici : <https://www.iaea.org/sites/default/files/gov2003-75.pdf>.

<sup>2137</sup> G.W. Bush (2007, 3 octobre), *op. cit.*



positionnement sur la scène internationale des États-Unis en tant que superpuissance bienveillante. Pour autant, la communauté de représentations entre les États-Unis et leurs partenaires dans les tentatives de résolution du problème nucléaire iranien est restée une préoccupation pour l'administration Obama au même titre qu'elle l'avait été pour l'administration Bush. La communauté de représentations permettait en effet de faire de ce problème « *instead of (...) a bilateral issue between the United States and Iran or any other country and Iran, [...] an issue about Iran and the international community*<sup>2138</sup> ». L'exercice de la force représentationnelle américaine avait fait son œuvre pendant les deux mandats du Président Bush puisqu'un Iran doté de l'arme nucléaire était désormais vu par l'ensemble des partenaires des États-Unis comme une menace. À l'inverse, l'administration Obama choisit de faire davantage profil bas en cohérence avec l'humilité que le Président Obama souhaitait que les États-Unis manifestent sur la scène internationale. Plutôt que de travailler à convaincre ses partenaires, l'administration Obama s'efforça de créer un contexte dans lequel les dirigeants iraniens pourraient rejoindre des négociations avec les États-Unis la tête haute. Nous examinerons d'abord le lent virage représentationnel timidement initié pendant les deux mandats du Président Bush et confirmé de façon plus franche pendant le premier mandat du Président Obama, puis nous verrons que la politique d'humilité de celui-ci a en fait permis aux États-Unis de reprendre le *leadership* de la politique internationale conduite vis-à-vis à l'Iran.

### 9.2.1 Le lent virage représentationnel

L'un des principaux enjeux auxquels furent confrontées les administrations américaines dans la résolution du problème iranien résidait dans la réunion de la « communauté internationale » ou du « *free world*<sup>2139</sup> » autour de leur propre

---

<sup>2138</sup> Administration Obama (2012, 20 mars). *Press Briefing by Senior Administration Officials on the President's Upcoming Trip to the Republic of Korea*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=100125>.

<sup>2139</sup> L'expression était essentiellement utilisée par les membres de l'administration Bush, tant dans le contexte de la problématique nucléaire iranienne que de la guerre contre le terrorisme.

définition du problème iranien afin d'engager une démarche collective à l'égard de l'Iran. L'administration Bush estimait à ce titre que l'une des réussites du Président Bush avait été de parvenir à ce que d'autres dirigeants étatiques, en particulier les Européens et les Russes, partagent les représentations américaines à l'égard de l'Iran et la **compréhension** de la menace iranienne : grâce au Président Bush, « *the international community [was] beginning to understand what [was] at stake in the broader context of this current struggle*<sup>2140</sup> ». L'enjeu était de taille puisque les représentations négatives des dirigeants américains à l'égard de l'Iran et de ses dirigeants étaient bien connues. Il leur fallait légitimer leurs représentations auprès de dirigeants d'autres États n'ayant pas vécu l'humiliation et le traumatisme de la crise des otages et parvenir à déconnecter leurs propres représentations de la menace iranienne de cet événement, afin de faire en sorte que les dirigeants des autres États puissent les partager. Le Président Obama manifestait la même préoccupation lorsqu'il déclarait que la potentielle nucléarisation militaire de l'Iran « *[was] not acceptable to the international community, not just to the United States*<sup>2141</sup> ». Le Président Bush admit de surcroît la légitimité des différences existant entre les politiques menées à l'égard de l'Iran par les États-Unis et par exemple les dirigeants européens :

*[T]he President recognizes that different nations have different policies. They weren't the victims of the hostage-taking the way the United States was; they are in a different position.*<sup>2142</sup>

Les dirigeants européens et russes ne reconnurent le caractère menaçant de l'Iran que bien après les États-Unis :

*[I]f you look at where we were with the Europeans in the 1990s about our views on Iran, it was not a shared conception. The Europeans, the Russians did not view Iran as a threat, let alone the strategic threat that it has become.*<sup>2143</sup>

---

<sup>2140</sup> S. Hadley (2006, 6 août), *op. cit.*

<sup>2141</sup> B. Obama (2010, 9 février), *op. cit.*

<sup>2142</sup> Propos cités par Ari Fleischer [A. Fleischer (2003, 18 juin), *op. cit.*].

<sup>2143</sup> S. Hadley (2006, 6 août), *op. cit.*

En ce sens, les Européens devaient fournir « *a collective effort to recognize the true threat of an armed Iran to achieving peace in the Middle East*<sup>2144</sup> ». Dans ce contexte, toute position commune des États-Unis et d'autres États ou de la « communauté internationale » constituait un succès diplomatique pour les États-Unis. Ce fut par exemple le cas lorsqu'en 2003 une date limite fut imposée à l'Iran par les États-Unis et « *all countries together* » pour prouver la conformité de son programme nucléaire avec ses obligations internationales<sup>2145</sup> sous peine de subir une « *universal condemnation*<sup>2146</sup> ». Pour autant, et en dépit de l'intransigeance représentationnelle et identitaire affichée particulièrement par l'administration Bush, des voix s'élevèrent parmi les dirigeants américains, dès la période Clinton, pour assouplir les représentations dont l'Iran était l'objet. En outre, confrontées aux représentations de leurs partenaires et même à celles des dirigeants iraniens, celles des administrations américaines successives montrèrent des signes d'évolution, parfois en contradiction avec les politiques menées et les discours formulés. A la faveur de ce glissement représentationnel, les dirigeants américains firent progressivement quelques concessions à l'endroit de l'Iran et de son programme nucléaire, même s'ils ne le reconnurent pas toujours. Nous verrons que la capacité des dirigeants américains à se montrer empathiques envers les dirigeants iraniens s'est plus ou moins discrètement développée avec le temps, facilitant l'émergence d'une certaine tolérance à l'égard du programme nucléaire iranien et par conséquent le recours à la négociation.

---

<sup>2144</sup> G.W. Bush (2003, 30 juillet), *op. cit.*

<sup>2145</sup> Administration Bush (2003, 22 septembre), *op. cit.*

<sup>2146</sup> G.W. Bush (2003, 25 septembre). *Remarks Following a Meeting With the Congressional Conferees on Medicare Modernization and an Exchange With Reporters*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63602>.

### 9.2.1.1 Vers une empathie américaine en faveur de l'Iran

« *Empathy is about experiencing the Other's feelings and welfare as if they were one's own, **about identifying with him.***<sup>2147</sup> » L'identification permise par la capacité à se mettre à la place de l'Autre est centrale dans l'empathie, parce qu'il est possible de se mettre à la place de l'Autre sans pour autant éprouver d'empathie à son égard. L'identification signifie pouvoir anticiper les réactions de l'Autre face à Soi-même et surtout de les comprendre, de les considérer, sinon avec sympathie, du moins avec respect et de leur accorder une légitimité.<sup>2148</sup> Or, compréhension, empathie<sup>2149</sup> et reconnaissance de la légitimité de son interlocuteur et de ses aspirations caractérisent les situations de négociation de type agir communicationnel.

Différents observateurs et chercheurs ont souligné le manque d'empathie que les dirigeants américains témoignaient à l'égard de l'Iran et ce à différents moments de notre cadre chronologique. Dans ce contexte, le Président Khatami appela peu après son élection à établir « *relations of "peace and tranquillity" that safeguard the rights, interests, and independence of all nations*<sup>2150</sup> ». Pour autant, le manque d'empathie put également être reproché aux dirigeants iraniens vis-à-vis des États-Unis. L'allocution du Président Khatami en décembre 1997, dans laquelle il demanda le respect du peuple américain contre ceux qui le qualifiaient de « Grand Satan » et exprima des regrets pour la prise d'otages de 1979, constitue cependant un contre-exemple. L'administration Clinton proposa dès le mois d'août 1997 aux dirigeants iraniens d'ouvrir des pourparlers directs et annonça que le Département d'État allait réétudier l'efficacité des sanctions économiques et commerciales notamment envers l'Iran. Les relations américano-iraniennes auraient pu être normalisées à ce moment

<sup>2147</sup> A. Wendt (1999), *op. cit.*, p. 333.

<sup>2148</sup> *Loc. cit.* Voir aussi J. Mercer (1995). « Anarchy and Identity ». *International Organization*, 4(2), p. 236 et T. Risse (2000), *op. cit.*, p. 25.

<sup>2149</sup> La recherche d'un consensus argumentatif requiert « *the ability to empathize, that is, to see things through the eyes of one's interaction partner* » [T. Risse (2000), *op. cit.*, p. 10].

<sup>2150</sup> Cité dans R. Wright et S. Bakhash (1997). « The U. S. and Iran: An Offer They Can't Refuse? ». *Foreign Policy*, 108, p. 128.

là, voire devenir amicales selon Katz<sup>2151</sup>. Les États-Unis auraient par exemple eu intérêt à revoir leur politique envers l'Iran et à dialoguer avec ses dirigeants, notamment en ce qui concernait l'Irak : en 1998, la bonne entente avec l'Iran aurait été la meilleure carte à jouer face au régime de Saddam Hussein et à la Syrie d'Hafez al-Assad<sup>2152</sup>. Pour autant, si le Président Clinton déclara en décembre 1997 qu'il « *would like nothing better than to have a dialogue with Iran* », il ne reconsidéra pas la politique d'isolement envers l'Iran qui restait inchangée depuis la Révolution iranienne et la crise des otages<sup>2153</sup>. En outre, il déclara vouloir ouvrir des discussions avec l'Iran à propos de trois préoccupations : le développement d'armes de destruction massive, le financement du terrorisme et le sabotage du processus de paix israélo-arabe, en échange d'une « *vague promise to restore diplomatic and economic relations* »<sup>2154</sup>. Sa proposition ne tenait donc compte que des griefs américains à l'égard de l'Iran et laissait entendre que seul l'Iran devait changer de comportement pour que les relations entre les deux États soient normalisées. Ce fut également le cas de la proposition de Madeleine Albright en 1998. Elle demanda à l'Iran de faire des progrès en matière de droits de l'Homme, d'abandonner le terrorisme et de fournir des preuves de l'absence d'efforts iraniens pour acquérir des armes de destruction massive, mais ne formula ni promesses ni incitations en retour<sup>2155</sup>. De même, la publication du rapport annuel sur le terrorisme international du Département d'État américain en avril 1998 dénonçant l'Iran comme « *the most active state sponsor of*

---

<sup>2151</sup> M.N. Katz (1998). « The United States and Iran : Ready for Rapprochement ? ». *SAIS Review*, 28(2), p. 169.

<sup>2152</sup> T.L. Friedman (1998, 6 janvier). « Foreign Affairs; A One-Word Strategy ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/1998/01/06/opinion/foreign-affairs-a-one-word-strategy.html>.

<sup>2153</sup> Cité dans E. Sciolino (1997, 16 décembre). « Clinton Hails Iran Overture but Isolation Policy Is Unchanged ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/1997/12/16/world/clinton-hails-iran-overture-but-isolation-policy-is-unchanged.html>.

<sup>2154</sup> R. Wright et S. Bakhsh (1997), *op. cit.*, p. 130.

<sup>2155</sup> B. Crossette (1998, 18 juin). « Albright, in Overture to Iran, Seeks a 'Road Map' to Amity ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/1998/06/18/world/albright-in-overture-to-iran-seeks-a-road-map-to-amity.html>.

*terrorism* »<sup>2156</sup> témoigna de l'intransigeance américaine face à l'Iran, au contraire de ce que cette même administration avait montré face à la Corée du Nord en dissimulant des informations sur son programme nucléaire pour ne pas faire échouer les négociations. De plus, le rapport ne tenait absolument pas compte de la manière dont les dirigeants iraniens se représentaient ce que les dirigeants américains qualifiaient de terroriste. Sariolghalam témoigne de la manière dont ce type de déclarations pouvait être reçu en Iran, citant un quotidien iranien qui y répondait. Il précise que les auteurs probablement dénués de connaissances quant aux systèmes politiques américain et international se contentaient de réagir « *to the contradictions in the behavior of a superpower from an internally generated political perspective* » :

*How could Washington speak of Iran's "attempt" to become nuclear when Israel has possession of 200 atomic bombs?... American officials constantly speak of the hostage taking in the beginning of the Iranian revolution, but they never explain to their people why ... this event happen[ed]? How could the [United States] complain of Iran's weapons of mass destruction when Washington itself holds the largest arsenal of weapons in the history of mankind? ... [The U.S.] secretary of state points out that the future of American-Iranian relations depends on improvements in Iranian behavior in judicial processes, minority rights, human rights, and terrorism. If this is the case, then much of humanity will be deprived of having relations with Washington. ... [The U.S.] secretary of state calls for freedom in Iran but forgets to mention that the Iranian people were deprived of freedom by the Shah who had the full support of the [U.S.] government for 37 years.*<sup>2157</sup>

Cette citation est d'autant plus intéressante que Sariolghalam souligne l'influence croissante de ce type d'auteurs parmi la population iranienne et que les dirigeants américains s'adressaient parfois directement à la population iranienne en espérant contrebalancer les discours des dirigeants iraniens hostiles envers les États-Unis. De manière générale, à la fin du deuxième mandat du Président Clinton, « *Iran and the US [continued] to criticize and condemn one another* » : des dirigeants iraniens

<sup>2156</sup> Rapport cité dans P. Shenon (1998, 1<sup>er</sup> mai). « U.S. Report Calls Iran No. 1 Terror Sponsor, Despite New Leader ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/1998/05/01/world/us-report-calls-iran-no-1-terror-sponsor-despite-new-leader.html>.

<sup>2157</sup> (April 5, 2000) « A Review of U.S. Secretary of State's Assertions Regarding American-Iranian Relations ». *Jumhuri Eslami*, p. 11, cité par M. Sariolghalam (2001), *op. cit.*, p. 122.

voyaient alors toujours les États-Unis « *as a satanic imperialistic bully determined to destroy Iran's Revolution, cripple Iran economically and transform the oil-rich Persian Gulf into an American lake* », tandis que « *[t]he humiliating 444-day hostage crisis [remained] imprinted on the American psyche* »<sup>2158</sup>, les possibilités d'empathie mutuelle paraissant alors inexistantes. De plus, la diabolisation dont faisait l'objet l'Iran empêchait la plupart des dirigeants américains de voir que « *after Israel, Iran [had] the most open political system in the Middle East* »<sup>2159</sup>. En réaction aux dépréciations rhétoriques des membres de l'administration Bush à l'égard de l'Iran, le sénateur Joseph Biden, plus tard Vice-président du Président Obama, avait cependant souligné « *the democratic aspects of Iranian governance* »<sup>2160</sup>, s'inscrivant dans ce que Hayes analyse comme une démarche de désécuritisation tout en condamnant la politique nucléaire iranienne. Cette diabolisation était de surcroît susceptible de provoquer chez les Iraniens et leurs dirigeants un sentiment d'injustice lorsqu'un régime comme celui de l'Arabie Saoudite bénéficiait de la complaisance américaine.

L'Iran avait apporté « une aide discrète et efficace aux États-Unis lors de l'invasion de l'Afghanistan »<sup>2161</sup> censée prouver qu'il ne profiterait pas de la campagne militaire américaine contre le terrorisme pour viser les intérêts américains dans la région<sup>2162</sup>. Il avait également joué un rôle central lors de la Conférence de Bonn consacrée à l'avenir de l'Afghanistan. Néanmoins, le Président Bush décida de l'inclure dans l'*Axis of Evil* au mépris de l'effet que pouvait avoir une telle représentation sur les Iraniens. Selon Heradstveit et Bonham, l'emploi de cette métaphore n'a fait que renforcer les conservateurs iraniens et leur hostilité à l'encontre des États-Unis<sup>2163</sup>.

<sup>2158</sup> J.A. Bill (1999), *op. cit.*, p. 44-45.

<sup>2159</sup> M. Sariolghalam (2001), *op. cit.*, p. 117.

<sup>2160</sup> J. Hayes (2009), *op. cit.*, p. 992.

<sup>2161</sup> A. Hummel (2007), *op. cit.*, p. 153.

<sup>2162</sup> E. Sciolino et N.A. Lewis (2001, 16 octobre). « A NATION CHALLENGED: TEHRAN; Iran Dances A 'Ballet' With U.S. ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2001/10/16/world/a-nation-challenged-tehran-iran-dances-a-ballet-with-us.html>.

<sup>2163</sup> D. Heradstveit et G.M. Bonham, (2007), *op. cit.*

Nous ajoutons que la métaphore a alimenté la construction identitaire iranienne contre les États-Unis et compromis les possibilités d'empathie mutuelle. De surcroît, le projet américain de « Grand Moyen-Orient » contrariait les ambitions iraniennes dans la région et la politique américaine en faveur d'un changement de régime en Iran a fini de dégrader complètement des relations déjà plus que fragiles<sup>2164</sup>. Les États-Unis et l'Iran se rencontrèrent cependant à plusieurs reprises dans le cadre de pourparlers. Ce fut le cas en 2003 : des discussions eurent lieu de manière sporadique entre des officiels iraniens et américains sur différents sujets, en particulier sur l'Irak, jusqu'à ce que les États-Unis suspendent les pourparlers après avoir découvert qu'une série de bombardements visant l'Arabie Saoudite était le fait de groupes basés sur le territoire iranien. En 2004, les États-Unis et l'Iran furent signataires, aux côtés d'autres États tels que la Syrie, d'un communiqué qui appelait « *all countries to contribute to Iraq's stability and to prevent terrorists from coming into Iraq, as well as weapons and financing to support those terrorists* » et « *to increase cooperation to control the borders* »<sup>2165</sup>. L'administration Bush présentait la situation irakienne comme offrant à l'Iran l'opportunité de montrer qu'il était capable d'agir de façon responsable en respectant ses engagements et aux États-Unis la possibilité de vérifier cette capacité : alors qu'elle refusait que le rôle de l'Iran en Irak n'influence la problématique nucléaire posée par l'Iran, elle en faisait un test pour juger de la conformité du comportement iranien avec ses attentes. Or, dans un tel contexte de dépréciations rhétoriques, les dirigeants iraniens ne pouvaient qu'improbablement vouloir complaire à ces attentes.

L'administration Obama invita pour sa part l'Iran à une conférence internationale sur l'Afghanistan au même titre que les autres voisins de ce dernier, estimant que si les Iraniens décidaient d'y être représentés « *they [would] bring constructive solutions*

---

<sup>2164</sup> A. Hummel (2007), *op. cit.*, p. 153.

<sup>2165</sup> S. McClellan (2004, 8 décembre). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66107>.



*and ideas in working with the international community to address the challenges that [were] involved in Afghanistan* ». L’Afghanistan posait en fait l’une des problématiques dont le traitement pouvait contribuer « *to underscore the potential for a new and changed relationship based on our shared rights and responsibilities* ». <sup>2166</sup> Contrairement à l’administration Bush qui avait pu donner l’impression aux dirigeants iraniens d’attendre un faux pas de leur part pour les vouer aux gémonies, l’administration Obama mettait l’accent sur les responsabilités partagées de l’Iran et des États-Unis ainsi placés sur un pied d’égalité avec les autres parties prenantes.

L’absence d’empathie de l’administration Bush à l’égard de l’Iran se manifestait donc aussi lorsqu’il était question des aspirations iraniennes de jouer un rôle central dans son environnement régional. Les dépréciations rhétoriques de l’administration Bush à l’égard de l’Iran étaient formulées de telle manière que la délégitimation de l’Iran comme État responsable avait également pour effet de délégitimer l’ensemble de ses aspirations, l’exemple du programme nucléaire iranien étant le plus révélateur. D’autant que l’intention iranienne à travers son programme nucléaire pouvait être analysée comme ayant visé « *all along (...) to strengthen its hand in dealing with the West, to achieve legitimacy, security and recognition of its leadership in the region* <sup>2167</sup> », ce qui aurait eu pour effet « *to cement the nation's regional status* <sup>2168</sup> ». En cela, la maîtrise du savoir et de la technologie nucléaires s’inscrivaient dans le projet de l’Iran de devenir « *a developed country ranking first in the region economically, scientifically, and technologically* <sup>2169</sup> ». Néanmoins, l’Iran ne pouvait espérer être reconnu comme la puissance régionale qu’il aspirait à être sans être adoubé par les États-Unis. Au contraire, le Président Bush considérait que « *the best way to deal with the Iranians in the Middle East* » consistait à accentuer certaines des

---

<sup>2166</sup> R. Gibbs (2009, 5 mars). *Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=85844>.

<sup>2167</sup> M. Slackman (2009, 14 octobre), *loc. cit.*

<sup>2168</sup> K. Barzegar (2009), *op. cit.*, p. 24.

<sup>2169</sup> « Iran Strategic 20-Year Plan (2005-25) », cité dans *ibid.*, p. 25.

vulnérabilités de l'Iran dans la région, c'est-à-dire « *to help the young democracy of Lebanon survive, (...) to stand up a Palestinian state (...) and succeed in Iraq* »<sup>2170</sup> et, partant, à améliorer le rapport de force en faveur des États-Unis. Cela était d'autant plus nécessaire aux yeux des dirigeants américains que l'Iran avait été promu au rang de puissance régionale dès la fin des années 1990 à la faveur d'un relatif effacement américain dans la région et de la chute de l'URSS et qu'il s'était déclaré prêt au dialogue avec les États-Unis<sup>2171</sup>. En 2006, l'administration Bush affirma que l'Iran « *[saw] itself as a regional power and a global power* »<sup>2172</sup>, représentation qu'elle ne souhaitait absolument pas étayer. Ce que le Président Bush confirma en janvier 2007 via l'annonce de plusieurs mesures prises en faveur de la stabilisation du Moyen-Orient. Il réitéra à cette occasion les accusations habituelles formulées à l'égard du comportement iranien en Irak et dans la région et déclara qu'il l'empêcherait « *from gaining nuclear weapons and dominating the region* ».<sup>2173</sup> L'administration Bush ne mentionna pas l'effet que pouvait avoir le renforcement de la présence américaine au Moyen-Orient sur l'Iran et sur son supposé programme nucléaire militaire ni à plus forte raison ne manifesta aucune empathie pour les ambitions iraniennes dont la légitimité était niée sur la base des représentations américaines. Or, les dirigeants iraniens dénonçaient depuis longtemps la présence américaine dans le Golfe. Ils se sentaient encerclés par un État qui considérait leur pays comme un ennemi et réciproquement : en 1997, l'ayatollah Khamenei avait dénoncé « *the poisonous breath* » des États-Unis et de leur présence militaire dans le Golfe persique<sup>2174</sup>, l'invasion américaine de l'Irak ayant ensuite accentué ce sentiment. De manière générale, la présence américaine dans la région était vue comme une menace pour la

---

<sup>2170</sup> G.W. Bush (2008, 18 mai). *Interview With Richard Engel of NBC News in Sharm el-Sheikh*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=77378>.

<sup>2171</sup> M. Vaïsse (2005), *op. cit.*, p. 212 et 219.

<sup>2172</sup> S. Hadley (2006, 6 août), *op. cit.*

<sup>2173</sup> G.W. Bush (2007, 10 janvier), *op. cit.*

<sup>2174</sup> Cité dans D. Jehl (1997, 10 décembre), *lop. cit.*

sécurité de l'Iran<sup>2175</sup>, d'autant plus que la politique de l'administration Bush au Moyen-Orient pouvait être analysée comme une « *strategy of tension* », particulièrement conduite à travers le stock d'armes nucléaires américain (*Enduring Stockpile*) et l'aide militaire allouée à Israël et aux États du Golfe<sup>2176</sup>. Condoleezza Rice reconnut en 2007 que la posture géostratégique de l'Iran était alors loin d'être idéale, adoptant alors la perspective iranienne :

*if you were Iran and you had an emerging democratic Iraq with an American presence and probably in American long-term strategic relationship agreement, and you look to another border and you've got democratic Afghanistan with American and NATO forces and a long-term strategic relationship agreement, and you've got strengthened strategic cooperation in -- with America's traditional allies in the Gulf -- Saudi Arabia, UAE, Bahrain -- and you've got stronger American relations in central Asia -- (...), that's not such a great geostrategic picture for the long run.*

Elle le fit cependant sans témoigner d'empathie à l'égard de l'Iran, évoquant plutôt les « *significant vulnerabilities* » de l'Iran que les États-Unis étaient susceptibles d'exploiter.<sup>2177</sup> Dans un tel contexte, l'arme nucléaire pouvait être vue comme la seule façon de dissuader une attaque américaine<sup>2178</sup> tandis que jouer avec la peur des dirigeants d'autres États face à la menace nucléaire pouvait permettre aux dirigeants iraniens de ne pas être ignorés, de pouvoir négocier ou encore d'avancer certaines exigences dont la satisfaction aurait permis à l'Iran de devenir le « grand joueur » qu'ils aspiraient le voir devenir<sup>2179</sup>.

L'ensemble des politiques iraniennes en matière militaire et nucléaire ont fait l'objet de suspicions similaires de la part des dirigeants américains. Lorsqu'il était question

<sup>2175</sup> K. Barzegar (2009), *op. cit.*, p. 27.

<sup>2176</sup> L'administration Bush leur accorda « *a \$20 billion arms package* » [V. Nasr et R. Takeyh (2008). « The Costs of Containing Iran: Washington's Misguided New Middle East Policy ». *Foreign Affairs*, 87(1), p. 86].

<sup>2177</sup> C. Rice (2008, 18 mai). *Press Briefing by Secretary of State Condoleezza Rice*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=77337>.

<sup>2178</sup> M.N. Katz (1998), *op. cit.*, p. 173.

<sup>2179</sup> R. Baer (2009). « Entretien avec Robert Baer. Pourquoi il faut parler avec l'Iran ». *Politique Internationale*, 122, p. 237.

des programmes militaires iraniens au-delà du seul programme nucléaire, le traumatisme de la longue guerre contre l'Irak dans les années 1980 et surtout de l'usage d'armes chimiques par le régime de Saddam Hussein, ainsi que le chaos irakien généré par l'invasion américaine en 2003, n'étaient absolument pas pris en compte comme pouvant justifier une volonté iranienne de se prémunir contre d'éventuelles attaques. Les dirigeants américains témoignaient aussi de leur courte vue ou de leur ignorance de l'histoire de l'Iran qui avait été victime d'invasions externes au cours des deux derniers siècles et demi mais n'avait pas cherché à s'étendre ou à attaquer un autre État. Au contraire de ce que préconisait Sariolghalam en 2001, les États-Unis n'ont pas manifesté de « *greater understanding of Iran's security fears* » pour « *then try to appease those fears by engaging Iran with regional countries and perhaps Great Britain* »<sup>2180</sup>. Quant au programme nucléaire iranien, l'administration Bush faisait comme s'il ne relevait que de la volonté des dirigeants iraniens : c'était bien la minorité au pouvoir qu'il convenait « *to convince (...) to abandon [its] nuclear ambitions* »<sup>2181</sup>. Or, la majorité de la population iranienne soutenait ce programme nucléaire considéré comme facteur d'indépendance<sup>2182</sup>, source de fierté nationale et réaction à ce qui était présenté comme l'impérialisme américain. Hurst affirme en ce sens :

*[h]aving an independent nuclear fuel cycle is a long-established national aspiration and perhaps the only thing the Islamic Republic has in common with the regime that it overthrew in 1979.*<sup>2183</sup>

En ce sens, il semblait peine perdue de tenter de dédouaner les États-Unis pour les sanctions qui étaient mises en œuvre à l'égard de l'Iran. C'est pourtant ce que tenta de faire le Président Bush, qui souhaitait que le soutien de la population iranienne au régime ne s'effondre plutôt qu'elle ne blâme « *the source of the sanctions for [its]*

<sup>2180</sup> M. Sariolghalam (2001), *op. cit.*, p. 119.

<sup>2181</sup> G.W. Bush (2004, 30 septembre), *op. cit.*

<sup>2182</sup> Un sondage réalisé en 2012 montrait que 57 % des Iraniens soutenaient le programme nucléaire civil de leur pays [S. Hurst (2012), *op. cit.*, p. 549].

<sup>2183</sup> *Loc. cit.*

*suffering* » et ne « *rally around the target regime as a result* »<sup>2184</sup>. Le Président Bush s'adressait régulièrement au peuple iranien mais échouait à adopter son point de vue et à lui témoigner de l'empathie sur cette base. En outre, la majorité des arsenaux nucléaires existants était justifiée par l'une et/ou l'autre des raisons suivantes : la nécessité de mettre en œuvre une dissuasion nucléaire solide et principalement régionale, en témoignent les exemples des États-Unis et de l'URSS pendant la Guerre froide ainsi que de l'Inde et du Pakistan ; le besoin de l'État détenteur d'affirmer son prestige par la capacité à assurer sa propre sécurité, qu'elle soit d'ailleurs ou non effectivement menacée, en témoignent les exemples britannique et français. En matière de prestige et de sécurité, le rapport du *National Intelligence Estimates* constata en 2007 :

*that convincing the Iranian leadership to forgo the eventual deployment of nuclear weapons will be difficult given the linkage many within the leadership probably see between nuclear weapons development and Iran's key national security and foreign policy objectives.*<sup>2185</sup>

L'administration Bush n'a pour autant jamais tenu compte de cette dimension et donc jamais manifesté aucune empathie à l'égard de ce besoin exprimé par l'Iran.

Quant à la dissuasion, en particulier régionale, les dirigeants américains ont toujours refusé de tenir compte de l'effet de l'existence officieuse de l'arsenal nucléaire israélien sur l'Iran et sur les autres États de la région. Toutes les questions posées à ce sujet par des journalistes ont toujours été balayées ou ignorées par les dirigeants américains. Par exemple, interrogé par un journaliste souhaitant savoir si Israël possédait l'arme nucléaire, Ari Fleischer répondit : « *That's a question you need to*

---

<sup>2184</sup> Ces deux possibilités de réaction d'une population face à des sanctions économiques sont exposées dans *ibid.*, la première étant défendue par J. Green [(1983). *Strategies for evading economic sanctions*. Dans M. Nincic and P. Wallenstein (dir.). *Dilemmas of Economic Coercion: Sanctions in World Politics*. New York: Praeger, p. 61–85] et la deuxième par J. Galtung [(1967), « On the effects of international economic sanctions, with examples from the case of Rhodesia ». *World Politics*, 19(3), p. 378–416].

<sup>2185</sup> National Intelligence Estimates (2007, novembre). *Iran : Nuclear Intentions and Capabilities*. Consultable ici : [https://www.dni.gov/files/documents/Newsroom/Reports%20and%20Pubs/20071203\\_release.pdf](https://www.dni.gov/files/documents/Newsroom/Reports%20and%20Pubs/20071203_release.pdf), p. 7.

*ask to Israel*.<sup>2186</sup> » Les dirigeants américains n'ont à l'inverse jamais été avares de paroles sur le sujet du nucléaire iranien. L'administration Bush justifiait son refus de voir l'Iran se doter de l'arme nucléaire par la menace qu'il aurait alors représenté pour la paix et la stabilité du Moyen-Orient, à plus forte raison compte tenu de son « *stated objective* » qu'était selon elle « *the destruction of Israel* »<sup>2187</sup>. Or, l'Iran était l'un des seuls États de la région à n'avoir jamais été en guerre contre l'État hébreu. La ministre israélienne des Affaires étrangères, Tzipi Livni, affirma d'ailleurs en octobre 2007 « *that Iranian nuclear weapons [did] not pose an existential threat to Israel* »<sup>2188</sup>. De manière générale, l'administration Bush se contentait d'affirmer que « *[t]he United States [had] always supported making the Middle East a region free of weapons of mass destruction* »<sup>2189</sup>, volonté confirmée ensuite par l'administration Obama<sup>2190</sup>. Son acceptation de signer le document issu de la *Non-proliferation Treaty Review Conference* prévoyant l'organisation d'une conférence consacrée à la dénucléarisation du Moyen-Orient témoigne pourtant d'une moindre inflexibilité sur le sujet, même si elle rappela à cette occasion son indéfectible soutien à Israël et à la défense de sa sécurité<sup>2191</sup>. En 2008, Binyamin Ben-Eliezer, alors membre du gouvernement israélien, avait sous-entendu qu'Israël réagirait à une attaque iranienne en détruisant l'Iran<sup>2192</sup>, confirmant implicitement l'idée qu'Israël était une puissance nucléaire. Interrogé sur les capacités nucléaires d'Israël, McCurry éluda la question

---

<sup>2186</sup> A. Fleischer (2003, 22 avril), *op. cit.*

<sup>2187</sup> G.W. Bush (2004, 21 avril), *op. cit.*

<sup>2188</sup> G. Weitz et N. Lanski (2007, 26 octobre). « Livni behind Closed Doors: Iranian Nuclear Arms Pose Little Threat to Israel ». *Haaretz*, consultable ici : <https://www.haaretz.com/news/livni-behind-closed-doors-iran-nukes-pose-little-threat-to-israel-1.231858>, cité par A. Newkirk (2008). « Diplomacy and Hypocrisy: The Case of Iran ». *Middle East Policy*, XV(1), p. 33.

<sup>2189</sup> A. Fleischer (2003, 22 avril), *op. cit.*

<sup>2190</sup> B. Obama (2010, 28 mai). *Statement on the Non-Proliferation Treaty Review Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=87956>.

<sup>2191</sup> J.L. Jones (2010, 28 mai). *Statement by the National Security Advisor, General James L. Jones, on the Non-Proliferation Treaty Review Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=89947>.

<sup>2192</sup> Propos rapportés par un journaliste lors d'un point-presse de Dana Perino (2008, 14 avril). *Press Briefing by Dana Perino*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=76929>.

tout en établissant un lien entre la vision américaine de la « *military capability of governments in that region* » et la politique menée en faveur d'une « *just, comprehensive and lasting peace [...] that would allow the Middle East to become a nuclear weapons-free zone* ». Il laissait ainsi entendre que l'arsenal nucléaire israélien même caché était toléré en raison de la menace qui pesait sur la survie du pays et que seule une résolution du conflit israélo-palestinien était susceptible de remettre en cause un *statu quo* implicite sur le sujet nucléaire au Moyen-Orient. C'était au demeurant également à l'aune de la menace qu'il représentait pour Israël que le programme nucléaire de l'Iran était apprécié par l'administration Bush. A la question d'un journaliste à propos de la réalité de la menace iranienne pour Israël, l'administration Bush répondit « *that virtually all the countries in the region would view an Iran with nuclear weapons as a destabilizing factor in the region*<sup>2193</sup> », les Iraniens étant de toute façon présentés comme « *hostile to the United States and hostile to allies*<sup>2194</sup> ».

Il est toutefois significatif que les administrations américaines successives n'aient pas traité le problème iranien *via* une coopération avec ses voisins. Le Président Clinton discuta du sujet avec son homologue égyptien mais il ne fut pour autant rendu compte d'aucun positionnement particulier de l'Égypte à ce sujet, encore que son statut particulier à l'égard d'Israël en tant que seul pays arabe à avoir alors signé un traité de paix avec l'État hébreu aurait pu le différencier de ses autres voisins. Seule la possibilité pour les États-Unis de « *cooperate with countries such as Egypt* » pour faire face aux menaces identifiées et la manière « *to promote stability and meeting the needs of the people in social justice in the region to stem this growing threat of extremism* » furent évoquées, sans qu'aucun détail ne soit pour autant fourni ni

---

<sup>2193</sup> S. Hadley (2005, 17 février). *Press Briefing by National Security Advisor Stephen Hadley on the President's Trip to Europe*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66145>.

<sup>2194</sup> G.W. Bush (2006, 22 mars). *Remarks on the War on Terror and a Question-and-Answer Session in Wheeling, West Virginia*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=65410>.

qu'une « *specific discussion on specific next steps toward Iran* » ne soit menée.<sup>2195</sup> Il en fut de même sous l'administration Bush qui s'appuya sur les EU3 puis sur les P5+1. Pourtant, les administrations américaines successives affirmaient que le programme nucléaire iranien était discuté avec plusieurs des voisins de l'Iran, mais la teneur des propos tenus n'était soit pas précisée, soit rapportée de façon relativement vague sans faire l'objet d'un communiqué commun par exemple. Ce fut le cas en 2006 lors d'une rencontre entre les présidents américain et pakistanais, dont la discussion « *about nuclear non-proliferation issues* » porta essentiellement « *around Iran and its nuclear program* », sans que l'administration Bush n'en dise davantage<sup>2196</sup>, mais aussi lors d'une rencontre entre le Président Bush et le roi Abdallah de Jordanie où l'Iran figurait simplement parmi les sujets de discussion<sup>2197</sup>, ou encore lors d'une entrevue entre le Président Obama et le roi d'Arabie Saoudite<sup>2198</sup>. Si la plupart des voisins de l'Iran s'accordait avec les États-Unis sur l'idée que l'Iran devrait respecter ses engagements en matière nucléaire, aucune position commune dépassant cette seule idée n'était mise en exergue, probablement parce qu'elle n'existait pas ; et aucun d'entre eux ne qualifia jamais son supposé programme nucléaire militaire d'inacceptable. Un journaliste estimait même à propos de l'éventualité d'un Iran doté de l'arme nucléaire que « *what our Arab allies [said] in public and what they [said] in private sometimes [could] be a little bit different*<sup>2199</sup> ». Alors que son administration affirmait l'opposition des États moyen-

---

<sup>2195</sup> Administration Clinton (1993, 6 avril). *Background Briefing by Senior Administration Official*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59974>.

<sup>2196</sup> S. McClellan (2006, 14 janvier). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63728>.

<sup>2197</sup> G.W. Bush (2006, 8 février). *Remarks Following Discussions With King Abdullah II of Jordan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=65156>.

<sup>2198</sup> B. Obama (2010, 29 juin). *Remarks Prior to a Meeting With King Abdallah bin Abd al-Aziz Al Saud of Saudi Arabia*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88132>.

<sup>2199</sup> Propos tenus lors d'un point presse par un journaliste, auxquels l'administration Obama répondit que les États moyen-orientaux considéraient réellement comme une menace un Iran nucléaire au même



orientaux à un Iran doté de l'arme nucléaire, le Président Bush, interrogé par un journaliste sur les résultats de sa tentative lors de sa tournée au Moyen-Orient « *to mobilize this community against Iran* », nia avoir eu un tel objectif avec d'autres que les Européens<sup>2200</sup>.

Le positionnement prudent des pays de la région à l'égard du programme nucléaire iranien, à l'exception notable d'Israël mais Turquie incluse, peut se comprendre d'au moins deux manières. Premièrement, quelle que fût l'hostilité que vouaient les pays arabes à l'Iran elle ne pouvait se mesurer à celle qu'ils ressentaient à l'égard d'Israël : puisque l'arsenal nucléaire de l'État hébreu était toléré, il n'était pas concevable qu'un État musulman ne puisse bénéficier des mêmes latitudes. Deuxièmement, « *[a] careful reading of the region's mood [revealed] that Iran [was on firmer] ground than the United States* ». Nasr et Takeyh rappellent que « *the Arab masses and Arab opinion-makers [continued] to perceive Israel as a more acute threat* » que l'Iran et que par conséquent « *the notion that Arabs [saw] the rise of Iran as a bigger problem than the decades-old Arab-Israeli conflict [was] misplaced* »<sup>2201</sup>. De même qu'en dépit de la rivalité voire de l'animosité entre l'Iran et ses voisins sunnites, en particulier l'Arabie Saoudite, la rhétorique du Président Ahmadinejad avait « *touched a nerve on the Arab street, where the issue [was] seen almost as a matter of regional pride, beyond merely Iranian interests* » et que parallèlement « *international efforts to curb the Iranian nuclear program [were] perceived as further evidence of Western arrogance and imperialism* »<sup>2202</sup>. Sauer note d'ailleurs que le manque d'empathie à l'égard des préoccupations iraniennes n'était pas propre aux dirigeants américains : « *the EU [looked] very much like the USA* » en ce que « *[t]here [seemed] to be a lack of empathy for the feelings of prestige, respect and other non-quantifiable values that*

---

titre que les Etats-Unis, les Etats européens et Israël [J. Carney (2012, 28 février). *Press Briefing by Press Secretary Jay Carney*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=99723>].

<sup>2200</sup> G.W. Bush (2008, 18 mai), *op. cit.*

<sup>2201</sup> V. Nasr et R. Takeyh (2008), *op. cit.*, p. 90.

<sup>2202</sup> K. Barzegar (2009), *op. cit.*, p. 29.

*[existed] in other parts of the world* »<sup>2203</sup>. C'est aussi compte tenu des opinions publiques arabes que la possibilité d'une intervention militaire contre l'Iran paraissait contre-productive, en plus de n'être que peu susceptible d'avoir les résultats escomptés : le recours à la force contre l'Iran aurait non seulement rendu son régime plus populaire en son sein mais « *it could [have made] Tehran more popular in some corners of the Arab world, where standing up to the United States or Israel [had] a peculiar cachet* »<sup>2204</sup>. De manière générale, la plupart des États voisins de l'Iran, en particulier les pays du Golfe et les pays dans lesquels le Président Bush se rendit lors de son voyage du mois de janvier 2008, ne souhaitaient pas voir « *the U.S. meddling in their relations with Iran* » et préféraient « *conduct their own dealings through their own channels* »<sup>2205</sup>. Sans leur demander de participer directement à des négociations avec l'Iran, ce qu'il savait probablement vain, le Président Bush « *urged wary Persian Gulf allies to rally against Iran "before it is too late"* » et de contribuer à l'isolement de ses dirigeants, en particulier en restreignant l'accès de l'Iran à leurs banques et institutions financières. Or, bien que l'administration Bush affirmât que « *many Arab states [were] wary of Iran's growing power and influence in the region* », les États du Golfe avaient privilégié les contacts diplomatiques avec l'Iran au cours des mois précédents plutôt qu'une politique coercitive d'isolement.<sup>2206</sup>

La prise en compte des perspectives iraniennes et arabes sur le problème nucléaire iranien et l'empathie dont elles ont fait l'objet se sont affirmées avec l'arrivée du Président Obama à la Maison-Blanche, à géométrie variable cependant et même si des évolutions en la matière s'étaient déjà manifestées auparavant. Dès 1997,

---

<sup>2203</sup> T. Sauer (2007). « Coercive Diplomacy by the EU: The Iranian Nuclear Weapons Crisis ». *Third World Quarterly*, 28(3), p. 630.

<sup>2204</sup> Contribution de B.R. Posen dans B.R. Posen, B. Rubin, J.M. Lindsay et R. Takeyh (2010). « The Containment Conundrum: How Dangerous Is a Nuclear Iran? ». *Foreign Affairs*, 89(4), p. 161.

<sup>2205</sup> Propos rapportés par un journaliste lors d'un point presse [Administration Bush (2008, 14 janvier). *Press Briefing by Counselor to the President Ed Gillespie and Press Secretary Dana Perino*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=76261>].

<sup>2206</sup> S.L. Myers (2008, 14 janvier), *op. cit.*

Madeleine Albright reconnut la part de responsabilité américaine dans le renversement du Premier ministre Mossadegh en 1953 à l'encontre de l'avis du Vice-président Al Gore qui « *as a potential Presidential candidate in 2000, (...) [did] not want to be seen as being soft on Iran*<sup>2207</sup> », conscient qu'il était de la vivacité persistante du traumatisme lié à la crise des otages. En outre, la déclaration du Président Clinton affirmant que l'Iran « *because of its enormous geopolitical importance over time, [had] been the subject of quite a lot of abuse from various Western nations*<sup>2208</sup> » aurait pu constituer un premier pas significatif vers une éventuelle réconciliation. Les efforts de son administration pour ouvrir un dialogue avec l'Iran furent néanmoins compromis par le fort sentiment anti-iranien des membres du Congrès à majorité républicaine<sup>2209</sup>. Seul le candidat Obama mena sa campagne présidentielle en annonçant qu'il engagerait directement les États-Unis dans des négociations avec l'Iran. Avant son élection, tous les assouplissements manifestes de politique à l'égard de celui-ci sont par ailleurs toujours advenus lors du second mandat du Président en exercice, qui n'avait alors plus rien à perdre en termes électoraux et pouvait prendre le risque de mener une politique allant à l'encontre de représentations profondément ancrées dans l'imaginaire sécuritaire américain. C'est ce profond ancrage qui fit dire au Président Bush face à l'insistance de ses homologues européens qu'il aurait déclenché « *a political furor*<sup>2210</sup> » aux États-Unis s'il avait rejoint les négociations avec l'Iran. Le Président Obama reconnut pour sa part dès septembre 2010 que sa politique à l'égard de l'Iran avait été menée « *at some political cost* » compte tenu des « *obviously outrageous, disgusting statements* » qu'avait pu tenir le Président Ahmadinejad<sup>2211</sup> et qui rendaient « *the American people*

<sup>2207</sup> E. Sciolino (1997, 16 décembre), *op. cit.*

<sup>2208</sup> W.J. Clinton (1999, 12 avril), *op. cit.*

<sup>2209</sup> J. Perlez et J. Risen (1999, 3 décembre). « Clinton Seeks an Opening to Iran, But Efforts Have Been Rebuffed ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/1999/12/03/world/clinton-seeks-an-opening-to-iran-but-efforts-have-been-rebuffed.html>.

<sup>2210</sup> S.R. Weisman (2005, 28 février), *op. cit.*

<sup>2211</sup> Quelques jours auparavant, le Président iranien avait déclaré : « *The United States has never entered a real war, not in Vietnam, nor in Afghanistan, nor even World War II. (...) War is not just*

*understandably wary of any dealings with the Iranian Government* »<sup>2212</sup>. Nous pouvons comprendre ainsi le durcissement de son discours à l'encontre de l'Iran à la fin de son premier mandat alors que se profilait les élections présidentielles de 2012. En mars 2002, son futur Vice-président alors sénateur, Joseph Biden, proposa d'ouvrir le dialogue avec ses homologues iraniens. Il contrebalançait ainsi le récent discours dans lequel le Président Bush avait fait de l'Iran l'un des pivots de l'*Axis of evil*. Sa proposition fut bien accueillie par la plupart des hommes politiques iraniens, en particulier les parlementaires modérés, position communiquée par le porte-parole du gouvernement iranien<sup>2213</sup>. Elle fut en revanche rejetée par l'ayatollah Ali Khamenei qui accusa Biden de chercher des mercenaires en Iran pour faire avancer les intérêts des États-Unis. Compte tenu du contexte, accepter de négocier avec les États-Unis aurait été humiliant pour l'Iran. C'est pourquoi le Président Khatami pourtant considéré comme modéré rejeta l'idée de négocier avec les États-Unis en mai 2002 arguant que « *the possibility of talks could not be considered "when a power [used] bellicose and threatening tone against us"* »<sup>2214</sup>. Pour sa part, l'administration Bush a toujours souligné l'unique responsabilité de l'Iran dans les mauvaises relations qu'il entretenait avec les États-Unis, affirmant que « *[t]he crisis between the United States and Iran [was] constituted by the actions and policies of the Government of Iran* »<sup>2215</sup> », et estimant par conséquent que les États-Unis n'avaient

---

*bombing someplace. When it starts, it has no limits.* » [cité par N. MacFarquhar (2000, 21 septembre). « Iran's Leader Warns U.S. as He Rebuts Criticism ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2010/09/22/world/middleeast/22iran.html>].

<sup>2212</sup> B. Obama (2010, 24 septembre), *op. cit.*

<sup>2213</sup> N. Fathi (2002, 18 mars). « A NATION CHALLENGED: TEHRAN; Iran's Leader Backs Effort For Talks With U.S. ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2002/03/18/world/a-nation-challenged-tehran-iran-s-leader-backs-effort-for-talks-with-us.html>.

<sup>2214</sup> Cité par N. Fathi (2002, 30 mai). « Iran: President Rejects Talks With U.S. ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2002/05/30/world/world-briefing-middle-east-iran-president-rejects-talks-with-us.html>.

<sup>2215</sup> G.W. Bush (2004, 10 mars). *Message to the Congress on Continuation of the National Emergency With Respect to Iran*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=72570>.

pas à fournir d'effort particulier pour améliorer leurs relations avec l'Iran puisqu'ils n'étaient pas responsables de leur état.

Dans son discours du Caire<sup>2216</sup>, le Président Obama appela à tourner la page de l'humiliation mutuelle qui entâchait l'histoire commune des deux États, reconnaissant lui aussi le rôle des États-Unis dans la chute du gouvernement de Mossadegh en 1953. Il y souligna aussi la difficulté pour les deux États « *to overcome decades of mistrust* », une défiance qui était mutuelle et qui nécessitait « *to move forward (...) on the basis of mutual respect* »<sup>2217</sup>. Il réaffirma plus tard sa volonté « *to change the dynamic that [had] been in place since 1979* »<sup>2218</sup>. Le fait de reconnaître que les États-Unis et l'Iran avaient des « *mutual interests* » en dépit de leurs « *real differences* »<sup>2219</sup> ouvrait la voie à une identification mutuelle au moins partielle et donc à une certaine empathie. En outre, le Président Obama prêta au gouvernement iranien des « *interests of security and international respect and prosperity for its people* »<sup>2220</sup> dès le début de son premier mandat, alors que le Président Bush avait continuellement blâmé son irresponsabilité vis-à-vis de son peuple. Le Président Obama reconnut aussi ses « *legitimate energy concerns* » et ses « *legitimate aspirations* », ainsi que « *the extent that Iran [felt] that they [were] treated differently than everybody else that [made] them embattled* »<sup>2221</sup>, manifestant une compréhension des représentations iraniennes. De cette manière, il prêtait aux dirigeants iraniens d'autres intentions et aspirations que des intentions agressives à l'égard d'autres pays, en particulier Israël, ce qui constituait une interpellation beaucoup plus positive. Au contraire, l'administration Bush n'a jamais pris en

<sup>2216</sup> Déjà évoqué dans le chapitre 5, page 320.

<sup>2217</sup> B. Obama (2009, 4 juin), *op. cit.*

<sup>2218</sup> B. Obama (2010, 24 septembre), *op. cit.*

<sup>2219</sup> B. Obama (2009, 3 avril/b). *Remarks at a Town Hall Meeting and a Question-and-Answer Session in Strasbourg*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=85946>.

<sup>2220</sup> B. Obama (2009, 18 mai), *op. cit.*

<sup>2221</sup> B. Obama (2009, 1<sup>er</sup> juin/a). *Interview With Justin Webb of BBC World News*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86227>.

considération les préoccupations sécuritaires iraniennes alors qu'elle exigeait que les dirigeants iraniens prennent en compte celles des membres de la « communauté internationale ». Dans son rapport du mois de décembre 2006, l'*Iraq Study Group*<sup>2222</sup> avait indiqué à propos de l'Iran que « *its leaders [were] likely to say they [would] not participate in diplomatic efforts to support stability in Iraq* » et que « *this reluctance* » provenait de « *their belief that the United States [sought] regime change in Iran* »<sup>2223</sup>. Citant le rapport, l'administration Bush s'était contentée d'affirmer que cette croyance n'avait pas lieu d'être puisqu'elle avait annoncé qu'elle ne cherchait pas à changer le régime iranien<sup>2224</sup>. A l'inverse, ce n'était pas parce que les dirigeants iraniens avaient annoncé ne pas chercher à acquérir ou à produire des armes nucléaires que les dirigeants américains les avaient crus. A rebours de la politique de son prédécesseur, le Président Obama concrétisa pour sa part son annonce de ne pas s'immiscer dans les affaires iraniennes, en précisant lors des élections présidentielles iraniennes de 2009 qu'il ne se souciait pas de l'identité du Président iranien, d'autant plus que les intérêts iraniens en matière nucléaire n'étaient pas définis par le Président iranien mais par l'Ayatollah Khamenei<sup>2225</sup>. De cette manière, l'administration Obama ne remettait pas en cause la légitimité du régime iranien, au contraire de l'administration Bush : celle-ci n'avait d'ailleurs absolument jamais employé le nom officiel de l'Iran, « *Islamic Republic of Iran* », distinguant ainsi l'Iran de son régime politique, alors que l'administration Obama avait annoncé vouloir « *to move beyond this past and [to seek] a relationship with the Islamic Republic of Iran*<sup>2226</sup> ». De même, plutôt que de considérer que le Président iranien ne représentait pas le peuple

<sup>2222</sup> Ou le Baker-Hamilton Group, du nom de ses deux co-présidents.

<sup>2223</sup> J.A. Baker III et L.H. Hamilton (dir.) (2006), *op. cit.*, p. 52.

<sup>2224</sup> T. Snow (2006, 6 décembre). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60311>.

<sup>2225</sup> B. Obama (2009, 26 juin). *The President's News Conference With Chancellor Angela Merkel of Germany*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86342>.

<sup>2226</sup> B. Obama (2009, 4 novembre). *Statement on the 30th Anniversary of the Seizure of the United States Embassy in Tehran, Iran*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86847>.

iranien<sup>2227</sup> et de s'adresser directement au peuple iranien comme le faisait le Président Bush, compromettant toute possibilité de négociation en l'absence de reconnaissance de la légitimité des dirigeants iraniens<sup>2228</sup>, le Président Obama interpella les dirigeants iraniens<sup>2229</sup>. Le fait de communiquer un message aux dirigeants iraniens témoignait de la légitimité que le Président Obama était prêt à leur accorder. Notons toutefois que la légitimation progressive du régime politique iranien et la timide émergence d'une empathie à l'égard des préoccupations iraniennes n'empêchaient pas l'administration Obama de déprécier le régime iranien, toutefois de façon moins violente et radicale que ne l'avait fait l'administration Bush. Par exemple, l'administration Obama souligna les « *unprecedented internal divisions within Iran's political system* » en opposition avec l'unité de la « communauté internationale » face à l'Iran<sup>2230</sup>, soit « *the reversal of the world as it was when President Obama took office*<sup>2231</sup> », ainsi que le flou qui entourait l'organisation même du pouvoir iranien, à tout le moins aux yeux des dirigeants américains. Il était par conséquent « *not always clear who [was] speaking on behalf of the [Iranian] Government*<sup>2232</sup> », le Président Ahmadinejad n'étant que « *one of the leaders of Iran*<sup>2233</sup> ». Pour autant, l'administration Obama ne précisait pas la nature des divisions internes à l'Iran qui portaient en fait essentiellement sur les modalités de la négociation, l'unanimité en

---

<sup>2227</sup> S. McClellan (2006, 9 janvier), *op. cit.*

<sup>2228</sup> Puisque les agents doivent se considérer comme égaux et accepter le droit de l'autre de formuler un argument [T. Risse (2000), *op. cit.*, p. 13-14].

<sup>2229</sup> Débutant par « *I would like to speak clearly to Iran's leaders* » [B. Obama (2009, 20 mars), *op. cit.*].

<sup>2230</sup> Administration Obama (2011, 12 novembre). *Press Briefing by Press Secretary Jay Carney, Deputy NSA Advisor for Strategic Communications Ben Rhodes, Deputy NSA for International Economic Affairs Mike Froman, and NSC Senior Director Daniel Russel*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=97040>.

<sup>2231</sup> J. Carney (2012, 30 janvier). *Press Briefing by Press Secretary Jay Carney*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=99155>.

<sup>2232</sup> B. Obama (2010, 9 février), *op. cit.*

<sup>2233</sup> R. Gibbs (2009, 29 janvier). *Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=85701>.

faveur de « *an independent nuclear fuel cycle* » maîtrisé par l’Iran transcendant ces divisions<sup>2234</sup>. Enfin, en cohérence avec la politique d’humilité que le Président Obama affirmait vouloir mener, son administration employait de manière régulière des actes de langage déclaratoires en guise d’interpellations de l’Iran alors que l’administration Bush avait privilégié les actes de langage directifs plaçant l’Iran dans une posture où il pouvait apparaître comme cédant aux exigences américaines. Par exemple, l’administration Obama présentait l’Iran « *as a member of the international community*<sup>2235</sup> », alors que l’administration Bush déclarait que l’Iran devait respecter ses obligations pour le devenir, laissant par ailleurs entendre que les États-Unis étaient en mesure d’identifier quel État faisait ou non partie de la « communauté internationale ».

#### 9.2.1.2 Tolérer le programme nucléaire iranien

Nous avons vu dans le chapitre 4 la manière dont les dirigeants américains se représentaient le domaine nucléaire en matière militaire à la fois en termes de légitimité de la possession de l’arme nucléaire et en termes de menace. Leurs représentations correspondaient majoritairement à celles qui sous-tendaient le droit international en la matière ainsi que les missions de l’AIEA. Les dirigeants américains pouvaient de ce fait étayer la plupart de leurs représentations du programme nucléaire iranien par la mobilisation des standards internationaux relatifs à l’usage civil de la puissance nucléaire et à l’armement nucléaire. Ces standards fondaient la légitimité des États à posséder ou non l’arme nucléaire et à maîtriser ou non l’ensemble du processus de fabrication de cette arme, en particulier l’enrichissement d’uranium. Ils étaient « *based on the collective identity, the ideology, and the constitutive values and norms of the political community* » telle que se la représentaient les dirigeants américains. Comme l’explique Schimmelfennig,

<sup>2234</sup> K. Barzegar (2009), *op. cit.*, p. 24.

<sup>2235</sup> Administration Obama (2010, 24 septembre). *Background Briefing by a Senior Administration Official on the President's Interview with BBC Persian*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88522>.



« [t]he standard of legitimacy defines who belongs to the polity as well as the rights and duties of its members ». En déniait la légitimité de l’Iran de disposer de capacités nucléaires, les dirigeants américains témoignaient de l’exclusion de l’Iran de la « communauté internationale ». C’est aussi en raison du manque de légitimité de l’Iran que les dirigeants américains peinaient à témoigner de l’empathie pour ses aspirations politiques dans sa région, qu’ils voyaient comme susceptibles d’être servies par son programme nucléaire : la satisfaction de ces aspirations par ce biais était incompatible avec les « *rightful (...) ways of acquiring, transferring, and exercising political power* » mais était en revanche articulée avec des moyens considérés comme « *improper* ». En allouant « *different degrees of legitimacy to the actors' political aspirations, preferences, and behaviors* », les standards américains en matière de nucléaire désavouaient ceux de l’Iran. Cependant, les dirigeants iraniens continuèrent « *to justify their political goals on the grounds of the institutionalized (...) norms* », en particulier le TNP qui servait « *as a "warrant" or "backing" for the validity of arguments in political discourse* ». <sup>2236</sup> Or, certains des standards que des dirigeants américains cherchèrent à faire respecter à l’Iran – qu’ils affirmaient que les autres États respectaient, à commencer par les États-Unis et à l’exception de la Corée du Nord – et en faveur desquels ils mobilisèrent la force représentationnelle des États-Unis ne correspondaient ni aux dispositions légales ni à la réalité des comportements d’autres États pourtant non stigmatisés comme l’était l’Iran. Lorsque la force représentationnelle est déployée avec succès elle peut fixer les identités visées en renforçant les savoirs et représentations afférents et en réduisant au silence les savoirs et représentations alternatifs, voire concurrents, en tout cas considérés comme menaçants. Dans le cas présent, la représentation alternative était que l’Iran ne violait pas ses engagements internationaux, principalement ceux pris au titre du TNP, et qu’il avait le droit de développer son programme nucléaire tel qu’il affirmait le faire. L’exercice de la force représentationnelle américaine était

---

<sup>2236</sup> F. Schimmelfennig (2001), *op. cit.*, p. 63.

susceptible de renforcer l'identité commune aux membres de la « communauté internationale » mais également l'exclusion des agents porteurs d'un savoir alternatif. Néanmoins, l'usage de la force représentationnelle peut échouer lorsque le « *dissident* » refuse « *to completely relinquish his dissent* »<sup>2237</sup>. Par l'exercice de la force représentationnelle des États-Unis, les dirigeants américains ont en fait tenté avec plus ou moins de succès d'imposer des doubles standards en matière nucléaire sous le couvert d'une interprétation contestable des droits des États mais qui correspondait à leurs représentations de la « communauté internationale » et des États-Unis. Ils ont néanmoins été parfois contraints de faire évoluer leurs représentations et leurs exigences à l'épreuve des représentations des autres États. L'évolution des représentations américaines en matière nucléaire a été particulièrement significative lors du premier mandat du Président d'Obama et a permis de préparer le terrain à des négociations en bonne et due forme avec l'Iran, à la faveur d'un rapprochement des représentations des dirigeants des deux États susceptible de rendre tolérable le programme nucléaire iranien.

Pour s'opposer au programme nucléaire iranien ou à tout le moins pour le brider, les administrations américaines arguèrent du potentiel risque qu'il représentait en termes militaires. Les membres de l'administration Clinton étaient convaincus que l'Iran cherchait à développer un programme nucléaire militaire et celle-ci manifesta par conséquent son désaccord avec la Russie qui souhaitait vendre à l'Iran un réacteur nucléaire à eau légère, technologie dont la Corée du Nord n'avait pour sa part été autorisée à s'équiper qu'en échange de l'abandon de son programme nucléaire militaire<sup>2238</sup>. Le Président Clinton tenta justement d'empêcher la réalisation d'une telle vente afin d'éviter que l'Iran ne devint une menace nucléaire comme l'était déjà

---

<sup>2237</sup> J. Bially Mattern (2001), *op. cit.*, p. 367.

<sup>2238</sup> W.J. Clinton (1996, 20 avril/b). *The President's News Conference in Moscow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=65089>.

la Corée du Nord<sup>2239</sup>. Dans un autre domaine mais sur la base d'un raisonnement similaire, l'administration Bush s'interrogea sur la possibilité de voir l'Iran se servir de son industrie bio-technologique émergente pour produire des armes biologiques<sup>2240</sup>. Face à l'Iran et non seulement dans le domaine nucléaire, les administrations Clinton et Bush appliquèrent un principe de précaution qui fonda particulièrement la politique préventive de l'administration Bush. En effet, pour le Président Bush, « *[t]he doctrine of prevention [was] to work together to prevent the Iranians from having a nuclear weapon* ». Il précisait que « *[i]t [didn't] mean force, necessarily* » puisque « *[i]n this case, it [meant] diplomacy* »<sup>2241</sup>. Les dirigeants américains étaient d'autant plus convaincus que l'Iran cherchait à se doter de l'arme nucléaire que l'Iran était suffisamment doté en ressources pétrolières pour n'avoir point besoin de centrales électriques nucléaires et donc d'un programme nucléaire civil. Sa volonté de s'en doter était donc forcément le signe d'intentions d'ordre militaire de la part de ses dirigeants. Le Président Clinton déclarait sans ambages :

*Because Iran has more than enough oil to supply its energy needs, we must assume that it seeks this technology in order to develop its capacity to build nuclear weapons.*<sup>2242</sup>

L'administration Bush utilisa exactement le même argument en 2003 pour « *completely reject Iran's claim that it [was] doing so for peaceful purposes*<sup>2243</sup> », de même qu'en 2004 ne voyant « *no reason why they [needed] to have nuclear energy, given all their vast oil and gas resources*<sup>2244</sup> ». Sa position n'évolua qu'en 2005 lorsque le Président Bush, tout en rappelant ses réserves, reconnut le droit de l'Iran d'avoir accès à l'énergie nucléaire en dépit de ses réserves d'hydrocarbures :

---

<sup>2239</sup> W.J. Clinton (1995, 4 avril), *op. cit.*

<sup>2240</sup> S. McClellan (2003, 15 mai). *Press Briefing with Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61093>.

<sup>2241</sup> G.W. Bush (2006, 10 avril), *op. cit.*

<sup>2242</sup> W.J. Clinton (1995, 30 avril), *op. cit.*

<sup>2243</sup> A. Fleischer (2003, 10 mars), *op. cit.*

<sup>2244</sup> S. McClellan (2004, 17 mars). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64848>.

*Some of us are wondering why they need civilian nuclear power anyway. They're awash with hydrocarbons. Nevertheless, it's a right of a government to want to have a civilian nuclear program.*<sup>2245</sup>

Les discours du Président Bush continuèrent pourtant de témoigner de ses craintes persistantes à l'égard d'un Iran à la fois riche en hydrocarbures et doté de l'arme nucléaire, qui aurait alors possédé toutes les ressources nécessaires pour faire chanter et punir les États-Unis et leurs alliés. Sans le nommer mais évoquant « *[t]he Shi'a and Sunni extremists* », le Président Bush faisait de l'Iran l'exemple type d'une potentielle menace ultime, cherchant à susciter la peur de son auditoire :

*Imagine a world in which they were able to control governments, a world awash with oil, and they would use oil resources to punish industrialized nations. And they would use those resources to fuel their radical agenda and pursue and purchase weapons of mass murder. And armed with nuclear weapons, they would blackmail the free world and spread their ideologies of hate and raise a mortal threat to the American people.*<sup>2246</sup>

Jusqu'en 2005, la légitimité même de la volonté iranienne de se doter de la puissance nucléaire civile fut remise en cause par les dirigeants américains : « *Iran has no legitimate basis for trying to develop a nuclear reactor program.*<sup>2247</sup> » Or, une telle légitimité était reconnue à l'ensemble des États membres du TNP et à l'inverse le TNP ne comprenait aucune disposition limitant l'accès à la technologie nucléaire civile des États disposant de réserves pétrolières ou gazières. Au contraire, le préambule du TNP stipule que

les avantages des applications pacifiques de la technologie nucléaire, y compris tous les sous-produits technologiques que les États dotés d'armes nucléaires pourraient obtenir par la mise au point de dispositifs nucléaires explosifs, devraient être accessibles, à des fins pacifiques, à toutes les Parties au Traité, qu'il s'agisse d'États dotés ou non dotés d'armes nucléaires.

De surcroît, son article IV avertit que

[a]ucune disposition du présent Traité ne sera interprétée comme portant atteinte au droit inaliénable de toutes les Parties au Traité de développer la recherche, la production et utilisation de l'énergie nucléaire à des fins

<sup>2245</sup> G.W. Bush (2005, 13 septembre), *op. cit.*

<sup>2246</sup> G.W. Bush (2006, 5 septembre/a), *op. cit.*

<sup>2247</sup> Administration Clinton (1995, 4 mai), *op. cit.*

pacifiques, sans discrimination et conformément aux dispositions des articles I et II du présent Traité.<sup>2248</sup>

L'interprétation négative américaine du programme nucléaire iranien n'était initialement basée que sur les représentations qu'avaient les membres de l'administration Clinton des désirs, de la volonté, des intentions ou des motivations des dirigeants iraniens, autant d'éléments subjectifs ne pouvant être que prêtés aux dirigeants iraniens et n'ayant aucune base normative ou réglementaire. En effet, en novembre 2003, soit près de trois ans après la fin du deuxième mandat du Président Clinton, l'AIEA indiquait que « *to date, there [was] no evidence that the previously undeclared nuclear material and activities were related to a nuclear weapons program*<sup>2249</sup> ». Le Président Bush reconnut par la suite que les dirigeants d'autres États endossaient une autre position :

*And what the Iranians have said was, "Don't we deserve to have a nuclear power industry just like you do?" I've kind of wondered why they need one since they've got all the oil, but nevertheless, others in the world say, "Well, maybe that's their right to have their own civilian nuclear power industry."<sup>2250</sup>*

L'administration Bush fit en cela évoluer la position officielle américaine : un programme nucléaire civil iranien devait désormais être toléré, non toutefois à n'importe quelles conditions puisque l'Iran devait intégralement se conformer aux demandes de l'AIEA. Les membres de l'administration Bush allèrent ensuite jusqu'à nier s'être jamais opposés à ce que l'Iran bénéficie de la puissance nucléaire civile<sup>2251</sup>, tandis que le Président Bush adopta progressivement un discours à l'extrême opposé de celui qu'il avait tenu pendant son premier mandat. Il affirma explicitement la légitimité du programme nucléaire civil iranien au mois de juin

<sup>2248</sup> Nations unies (1968, 1<sup>er</sup> juillet), *op. cit.*

<sup>2249</sup> AIEA. Board of Governors (2003, 10 novembre), *op. cit.*, p. 10, § 52.

<sup>2250</sup> G.W. Bush (2005, 28 avril), *op. cit.*

<sup>2251</sup> T. Snow (2007, 20 février). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60356>.

2006<sup>2252</sup>, quelques semaines après l'annonce faite par Ahmadinejad de l'entrée de l'Iran dans le club des pays dotés de la puissance nucléaire à des fins exclusivement civiles et déclara en 2008 que « *Iran [had] the right to have civilian nuclear power* » et que « *Iran [was] a sovereign country, and they should have it* »<sup>2253</sup>.

Dès lors, l'administration Bush concentra son refus du programme nucléaire iranien sur sa dimension relative à l'enrichissement d'uranium. Elle estimait en effet que l'Iran ne devait pas disposer de l'expertise nécessaire en la matière. Elle fit d'ailleurs de la suspension du programme iranien d'enrichissement d'uranium la condition *sine qua non* de la participation des États-Unis à des négociations avec l'Iran et aussi l'une des « *bottom lines* » imposées à l'Iran<sup>2254</sup>. Or, le TNP n'interdisait en aucun cas à ses signataires de disposer d'un programme d'enrichissement d'uranium civil<sup>2255</sup>. L'administration Bush affirma qu'il ne s'agissait pas de sa propre condition préalable, mais qu'elle était commune à l'AIEA et aux partenaires des États-Unis. Elle assurait également que la demande portait sur une suspension permanente de ces activités, alors que la résolution du 4 février 2006 de l'AIEA mentionnait une « suspension complète et durable de toutes les activités liées à l'enrichissement et de retraitement<sup>2256</sup> » permettant d'instaurer la confiance, le caractère durable n'équivalant pas à une quelconque permanence. Le ministre de la Défense allemand

---

<sup>2252</sup> G.W. Bush (2006, 19 juin). *Commencement Address at the United States Merchant Marine Academy in Kings Point, New York*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=198>.

<sup>2253</sup> G.W. Bush (2008, 19 mars). *Interview With Setareh Derakhshesh of VOA Persian News Network*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=76843>.

<sup>2254</sup> C. Rice (2006, 4 mars), *op. cit.*

<sup>2255</sup> W.C. Clemens (2016), *op. cit.*, p. 213.

<sup>2256</sup> AIEA. Conseil des gouverneurs de l'AIEA (4 février 2006). Mise en œuvre de l'accord de garanties TNP en République islamique d'Iran. Consultable ici : [https://www.iaea.org/sites/default/files/gov2006-14\\_fr.pdf](https://www.iaea.org/sites/default/files/gov2006-14_fr.pdf).

estimait pour sa part que l'Iran devrait pouvoir enrichir de l'uranium à des fins civiles<sup>2257</sup>. Les EU3 avaient en fait raté une opportunité en la matière, puisque

*[i]n past talks with the Europeans, Iran sought to negotiate the terms of its enrichment capabilities, but once it faced international sanctions, it abandoned that approach and declared that it would move ahead with a full-scale nuclear energy program.*<sup>2258</sup>

Affirmée avec force, cette exigence a constitué une *norm-entrapment* pour l'administration Bush : se dédire revenait à accepter ce qu'elle avait jusqu'alors présenté comme une inacceptable menace. En l'absence de satisfaction de cette exigence par l'Iran, elle ne put la contourner qu'en présentant la participation d'un représentant américain aux négociations en juillet 2008 que comme un « *one-time event*<sup>2259</sup> ».

La période commençant en 2006 et allant jusqu'à la fin du deuxième mandat du Président Bush est particulièrement intéressante parce qu'elle témoigne à la fois d'une évolution des représentations de son administration et d'un durcissement rhétorique à l'encontre de l'Iran constaté par nombre d'observateurs et d'analystes, comme si l'administration Bush avait estimé nécessaire de contrebalancer son assouplissement en matière de négociation. Le renforcement des griefs formulés à l'égard de l'Iran pouvait être justifié de la sorte : puisque l'administration Bush avait utilisé une incitation qui pouvait être considérée comme ultime, l'engagement direct des États-Unis dans des négociations avec l'Iran, elle pouvait d'autant plus pointer du doigt l'intransigeance iranienne. Le président du *Senate Intelligence Committee*, le sénateur démocrate John D. Rockefeller IV, accusa l'administration Bush de monter en épingle la menace iranienne de la même manière qu'elle l'avait fait pour l'Irak,

---

<sup>2257</sup> Propos rapportés par un journaliste [T. Snow (2006, 28 juin). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60188>].

<sup>2258</sup> D. Linzer (2009, 10 septembre). « Exclusive: Read Iran's New Proposal for Nuclear Talks ». *ProPublica*, consultable ici : <https://www.propublica.org/article/iran-offer-includes-willingness-for-talks-on-nuclear-disarmament-but-no-910>.

<sup>2259</sup> E. Sciolino (2008, 20 juillet), *op. cit.*

« *even as American intelligence agencies still [knew] little about either Iran's internal dynamics or its intentions in the Middle East* »<sup>2260</sup>. Accusation reprise de manière générale par les Démocrates et par une partie de la presse<sup>2261</sup> alors que l'administration Bush se défendait d'avoir « *ratcheted up the rhetoric* » à l'égard de l'Iran<sup>2262</sup>. Nasr et Takeyh confirment pourtant que la « *strategy of tension* » menée par l'administration Bush à l'égard de l'Iran<sup>2263</sup> l'était aussi à travers la diffusion d'une violente propagande à laquelle prirent également part des candidats à la Maison Blanche en 2007 : l'avertissement du Président Bush selon lequel le programme nucléaire iranien aurait pu générer une troisième guerre mondiale constitua « *a harsh form of propaganda* », c'est-à-dire le climax de sa surenchère discursive<sup>2264</sup>.

Il était indéniable que la poursuite d'un programme nucléaire par l'Iran créait le risque qu'il se dote à terme de l'arme nucléaire, il en était de même des programmes nucléaires des autres États, du Brésil par exemple. De même que la possession d'arsenaux nucléaires par d'autres États représentait un risque dès lors que l'alliance voire l'amitié entre les États-Unis et ces États ne pouvait être garantie quel que soit le contexte. Les dirigeants américains ont confondu risque et menace en imaginant le pire à l'égard du programme nucléaire iranien sur la base de leur imaginaire sécuritaire, en témoignent les représentations divergentes des dirigeants russes par exemple. L'ensemble des déclarations américaines sur le sujet relevait soit de la conjecture soit de la croyance subjective. L'administration Bush assurait d'ailleurs que la question du nucléaire iranien ne relevait pas des droits de l'Iran mais d'un problème de confiance<sup>2265</sup>. Elle estimait par exemple que la vente de technologies

<sup>2260</sup> M. Mazzetti (2007, 20 janvier). « Leading Senator Assails Bush Over Iran Stance ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2007/01/20/washington/20intel.html>.

<sup>2261</sup> F. Leverett et H. Mann Leverett (2007, 11 décembre), *op. cit.*

<sup>2262</sup> S. Hadley (2007, 3 décembre). *Press Briefing by National Security Advisor Stephen Hadley*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=76098>.

<sup>2263</sup> Stratégie déjà évoquée page 627.

<sup>2264</sup> A. Newkirk (2008), *op. cit.*, p. 33-35.

<sup>2265</sup> S. McClellan (2006, 18 janvier), *op. cit.*



nucléaires russes à l'Iran « *[could] be seen as helping Iran in the direction of proliferation* » alors que les Russes affirmaient que « *their activities [did] not assist Iran in that direction* », leur plus grande proximité géographique avec l'Iran les rendant plus sensibles à la problématique nucléaire et leur permettant selon eux de formuler de telles affirmations<sup>2266</sup>. Les différences de représentations des dirigeants américains et de leurs partenaires, en particulier les Russes, permettent également de comprendre l'amplification discursive de la prétendue menace nucléaire iranienne par l'administration Bush qui articulait le potentiel programme nucléaire militaire iranien à la supposée volonté de l'Iran de détruire Israël et au déclenchement d'une troisième guerre mondiale<sup>2267</sup>. Une telle surenchère discursive permettait aussi d'étayer l'exigence de l'administration Bush que l'Iran mette fin à son programme nucléaire militaire plutôt qu'il ne se contente de le suspendre<sup>2268</sup> alors même que les dirigeants iraniens niaient toujours la dimension militaire de leur programme nucléaire. Articuler le programme nucléaire iranien à la menace d'une troisième guerre mondiale permettait à l'administration Bush de justifier sa volonté de le voir définitivement abandonné sans pour autant apparaître comme déniait à l'Iran le droit à la puissance nucléaire civile. De même, les différences d'interprétation dont firent l'objet les *National Intelligence Estimates* (NIE) publiés en décembre 2007 témoignent du rôle de la subjectivité dans l'appréciation de la dangerosité d'un programme nucléaire, d'autant plus que les données dont ils faisaient état étaient accusées d'être incomplètes<sup>2269</sup>. Les NIE mirent en évidence l'existence d'un

---

<sup>2266</sup> Propos rapportés par le Secrétaire d'Etat Powell [C. Powell (2002, 25 mai). *Press Briefing by Secretary of State Colin Powell on President's Trip to Russia*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=79588>].

<sup>2267</sup> G.W. Bush (2007, 17 octobre), *op. cit.*

<sup>2268</sup> G.W. Bush (2004, 30 novembre). *The President's News Conference With Prime Minister Paul Martin of Canada in Ottawa, Canada*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=72841>.

<sup>2269</sup> Un « *senior official* » proche de l'AIEA affirmait être « *more skeptical* », que l'AIEA « *[didn't] buy the American analysis 100 percent* » car elle était « *not that generous with Iran* » [propos cités par E. Sciolino (2007, 5 décembre). « *Monitoring Agency Praises U.S. Report, But Keeps Wary Eye on Iran* ». *The New York Times*, consultable ici :

programme nucléaire militaire en Iran jusqu'en automne 2003. L'administration Bush estima alors que ses inquiétudes étaient confirmées, même si l'arrêt du programme nucléaire militaire iranien aurait pu être interprétée comme un signe de bonne volonté des Iraniens. L'administration Bush considéra d'abord le risque d'une reprise de ce programme tout en reconnaissant que les intentions du gouvernement iranien en la matière étaient inconnues. C'est justement l'inconnue qui fut comblée par l'imaginaire sécuritaire américain : en l'absence de données objectives sur les intentions iraniennes – les discours d'Ahmadinejad et ses déclarations d'intention sur la question n'étant pas pris au sérieux – les membres de l'administration Bush ne pouvaient que les imaginer sur la base de données qu'ils considéraient comme objectives mais passées au prisme de leur imaginaire sécuritaire.

Le rapport eut par conséquent un impact limité sur sa politique, soucieuse qu'elle était qu'il ne contribue pas à relâcher les efforts diplomatiques fournis pour résoudre le problème iranien<sup>2270</sup>. En tout état de cause, si le discours de l'administration Bush a évolué en matière de négociation, nous ne pouvons en dire autant de son discours quant à la dangerosité du régime iranien et de la menace qu'il représentait. Notons que la bataille des renseignements connut plusieurs rebondissements. Au mois d'octobre 2009 alors que des négociations avaient repris entre les P5+1 et l'Iran en présence des Américains pour la première fois depuis l'élection du Président Obama, l'AIEA publia un rapport affirmant que « *that Iran [had] acquired "sufficient information to be able to design and produce a workable" atom bomb* ». Il allait dans le sens du Royaume-Uni, de la France et d'Israël qui avaient contesté les conclusions des services de renseignement américains de 2007 et estimaient que le programme

---

[www.nytimes.com/2007/12/05/world/middleeast/05iran.html](http://www.nytimes.com/2007/12/05/world/middleeast/05iran.html)], tandis que des *think tanks*, notamment la Fondation Heritage réputée proche des néo-conservateurs, estimaient que la non-prise en compte du programme d'enrichissement d'uranium déclaré comme civil par le gouvernement iranien faussait le rapport [A ce sujet, voir par exemple l'article de J. Phillips (2008, 11 janvier). *The Iran National Intelligence Estimate: A Comprehensive Guide to What Is Wrong with the NIE*. Consultable ici : <http://www.heritage.org/research/reports/2008/01/the-iran-national-intelligence-estimate-a-comprehensive-guide-to-what-is-wrong-with-the-nie>].

<sup>2270</sup> S. Hadley (2007, 3 décembre), *op. cit.*

nucléaire militaire iranien avait repris depuis. Plusieurs mois plus tôt, son directeur, Mohammed ElBaradei, avait pourtant affirmé que rien ne permettait à l'AIEA d'affirmer que l'Iran avait un jour cherché à produire une arme nucléaire<sup>2271</sup>. Cet épisode souligne à la fois le caractère incertain des informations dont les dirigeants américains disposaient à propos du programme nucléaire iranien et la difficulté de fonder une politique sur de telles informations, susceptibles d'évoluer, difficilement vérifiables et possiblement contestables par les partenaires des États-Unis. Dans un tel contexte il était d'autant plus ardu de convaincre les dirigeants d'autres États de la menace que représentait l'Iran, bien que la seule existence d'un doute dans le cas d'un pays comme l'Iran ait été considérée comme une menace.

En se focalisant sur le programme d'enrichissement d'uranium de l'Iran, l'administration Bush continuait d'alimenter des doubles standards en matière nucléaire. Ces doubles standards étaient susceptibles de générer un sentiment d'injustice au sein des États mis au ban mais aussi d'insécurité dès lors qu'il s'agissait d'États voisins. En termes de sécurité, l'Iran partageait des frontières communes avec les États instables d'Irak, d'Afghanistan et du Pakistan et était entouré de quatre puissances nucléaires officielles ou non (la Russie, le Pakistan, l'Inde et Israël), toutes considérées comme de potentielles menaces pour sa sécurité :

*[i]n this light, it is no wonder that the Iranian leadership sees in the nuclear powers of Pakistan, Israel, and India proof of double standards in the American approach to nuclear proliferation in the region.*<sup>2272</sup>

En termes de justice, alors que le Brésil

*[was] about to put on line a facility to make large quantities of enriched uranium, enough to power its present two plants and a third power plant, but also enough to make nuclear weapons and to export enriched uranium,*

---

<sup>2271</sup> W.J. Broad et D.E. Sanger (2009, 4 octobre). « Report Says Iran Has Data to Make Bomb ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2009/10/05/world/middleeast/05iran.html>.

<sup>2272</sup> K. Barzegar (2009), *op. cit.*, p. 25.

son programme nucléaire ne faisait pas l'objet des mêmes suspicions et ne suscitait pas les mêmes réactions ni même de sanctions. L'administration Bush expliquait cette différence de traitement par la différence de comportement des deux États :

*Iran has shown that they can't be trusted with nuclear technology because they have hidden their activities for some two decades; they failed to comply with their international obligations. And this is a regime that continues to defy, through its actions and comments, the demands of the international community,*

ce que l'administration Bush affirmait ne pas être le cas du Brésil. La construction de la confiance passait à la fois par le régime politique de l'État concerné – la démocratie brésilienne était davantage considérée comme digne de confiance que le régime politique iranien – et par l'intégration de l'État à la « communauté internationale ». <sup>2273</sup> C'était d'ailleurs bien le régime iranien qui avait montré au monde qu'il n'était pas digne de confiance <sup>2274</sup>. Situer la problématique nucléaire iranienne sur le plan de la confiance et non du droit (« *It's not an issue of whether or not they have the right to civilian nuclear power. It's an issue of trust.* <sup>2275</sup> ») permettait à l'administration Bush de se situer sur un plan subjectif qu'elle seule pouvait apprécier alors que sur le plan légal, la situation n'était pas aussi défavorable à l'Iran. Elle lui permettait aussi d'évacuer la question des droits de l'Iran, sur laquelle le Président Ahmadinejad avait annoncé ne pas vouloir transiger puisque « *his country would not stop uranium enrichment or negotiate over **its nuclear rights*** <sup>2276</sup> ». Or, l'AIEA avait précisé dans sa résolution du 4 février 2006 que « les

---

<sup>2273</sup> S. McClellan (2006, 13 février). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63915>.

<sup>2274</sup> S. McClellan (2006, 14 février). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63942>.

<sup>2275</sup> S. McClellan (2006, 1<sup>er</sup> mai). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64407>.

<sup>2276</sup> R.F. Worth (2009, 7 septembre). « Nuclear Agency Said to Be in 'Stalemate' With Iran ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2009/09/08/world/middleeast/08iran.html>, nous soulignons.

mesures d'instauration de la confiance » étaient « volontaires et non juridiquement obligatoires »<sup>2277</sup>.

De même, l'administration Bush considérait que l'appartenance à la « communauté internationale » s'accompagnait de ce qu'elle appelait les « *benchmarks of respect* » réservés aux « *member[s] in good standing of the international community* » et incluant la puissance nucléaire civile<sup>2278</sup>. Sa position face au programme nucléaire iranien relevait davantage de son appréciation de la place occupée par l'Iran dans ou en dehors de la « communauté internationale » et de son adéquation avec la conception américaine de ce que devait être un membre « *in good standing* » de la « communauté internationale ». La manière dont les dirigeants américains ont étayé leur position revenait en fait à

*downplay community values and norms or reinterpret them to their advantage, question their relevance in the given context, or bring up competing community values and norms that support their own preferences,*

de manière « *to avoid or reduce the costs of conforming to the standard of legitimacy* »<sup>2279</sup>. Compte tenu de leur imaginaire sécuritaire, les dirigeants américains estimaient bien trop risqué et coûteux de reconnaître la légitimité de l'Iran à conduire un programme d'enrichissement d'uranium. Les États-Unis du Président Bush se sont ainsi confrontés à certains des risques qu'encourent les agents procédant à une telle manipulation, qu'elle ait été consciente ou non : celui « *to lose their credibility as community members when manipulating social values and norms* » mais aussi d'apparaître comme utilisant « *values and norms cynically and inconsistently* »<sup>2280</sup>.

C'est à ce titre que l'administration Obama a ensuite cherché à restaurer la crédibilité et la légitimité des États-Unis sur la scène internationale, principalement en mettant

---

<sup>2277</sup> AIEA. Conseil des gouverneurs de l'AIEA (4 février 2006), *op. cit.*

<sup>2278</sup> T. Snow (2007, 12 février). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60351>.

<sup>2279</sup> F. Schimmelfennig (2001), *op. cit.*, p. 65.

<sup>2280</sup> *Loc. cit.*

en avant une interprétation plus égalitaire du TNP et des obligations qui en découlaient pour les États-Unis, nous y reviendrons. Précisons que contrairement à Schimmelfennig nous ne considérons pas que les dirigeants américains ont forcément utilisé de manière inconstante les valeurs et les normes à dessein, en particulier celles relatives à la non-prolifération nucléaire. Nous ne leur prêtons pas d'intentions particulières. En revanche la manière dont ils l'ont fait pouvait générer une telle impression chez les dirigeants des autres États, à commencer par l'Iran, comme le confirment d'ailleurs certains de leurs propos. Schimmelfennig explique que même si des agents

*only use the standard of legitimacy opportunistically to advance their self-interest, they can become entrapped by their arguments and obliged to behave as if they had taken them seriously.*<sup>2281</sup>

Quelle que fussent les intentions américaines, l'administration Bush était manifestement tombée dans une *norm-entrapment* que Schimmelfennig évoque sans la nommer.

L'administration Bush a cependant toutefois tenté de se replacer sur le plan du droit en formulant l'idée de créer « *an international framework* » et de « *set up an international regime* » en matière de *reprocessing* et compatible avec les ambitions des États « *to have nuclear energy* »<sup>2282</sup>, suite à la proposition russe de fournir l'Iran en uranium enrichi et de récupérer et de traiter le combustible utilisé contre l'arrêt de son propre programme d'enrichissement. L'adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU de la résolution 1540 criminalisant la prolifération nucléaire peut aussi être vue comme répondant au reproche systématique formulé par l'administration Bush à l'Iran, puisqu'elle précisait que « les utilisations à des fins pacifiques » des matières, équipements et technologies nucléaires ne devaient « pas servir de couverture à la

<sup>2281</sup> *Loc. cit.*, p. 65, nous soulignons.

<sup>2282</sup> D. Bartlett (2006, 31 janvier). *Press Briefing by Dan Bartlett on the State of the Union Address*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63780>.

prolifération »<sup>2283</sup>. La volonté de l'administration Bush de créer un régime international de l'enrichissement d'uranium, c'est-à-dire un ensemble de normes dans le cadre duquel les comportements des États devaient correspondre aux attentes des autres États suscitées par ces normes, répondait clairement au cas iranien et visait essentiellement à encadrer ce dernier. Un tel régime aurait aussi contribué à rendre illégal ou à criminaliser un comportement qui faisait surtout jusqu'alors l'objet de suspicions et, partant, qui permettrait de contraindre l'Iran ou de l'isoler encore davantage de la « communauté internationale ». Pour autant, une autre initiative de partage d'uranium enrichi fut lancée par l'administration Bush dans le cadre de la lutte contre la prolifération nucléaire et dont l'Inde fut le premier bénéficiaire, bien que d'autres États « *like India* » fussent susceptibles d'en profiter<sup>2284</sup>. Le partenariat proposé par les États-Unis leur permettait de fournir aux États intéressés l'uranium enrichi nécessaire à la production d'énergie, tout en gardant le contrôle sur l'enrichissement de l'uranium et limitant *de facto* les risques de prolifération nucléaire. Il était d'autant plus pertinent de le conclure avec l'Inde que les États-Unis « *not only had common interests, but common values -- committed democracy* » et qu'un tel partenariat représentait « *a way to bring India within the Non-Proliferation framework* »<sup>2285</sup>, cadre en dehors duquel elle s'inscrivait jusqu'alors. A l'instar de Hayes, nous constatons à l'aune des cas iranien et indien traités de façon opposés que :

*The contrast in American policy is striking. A state outside the NPT is rewarded with advanced nuclear technology while an original signatory of the treaty is portrayed as an active threat.*<sup>2286</sup>

<sup>2283</sup> Nations Unies. Conseil de sécurité (2004, 28 avril). *Résolution 1540 (2004)*, p. 2. Consultable ici : [http://www.un.org/fr/documents/view\\_doc.asp?symbol=S/RES/1540\(2004\)](http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/1540(2004)).

<sup>2284</sup> G.W. Bush (2006, 22 février/b). *Remarks to the Asia Society*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=65266>.

<sup>2285</sup> Administration Bush (2006, 28 février). *Press Gaggle by Secretary of State Rice and National Security Advisor Hadley*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64014>.

<sup>2286</sup> J. Hayes (2009), *op. cit.*, p. 979.

Par ailleurs, la conclusion d'un tel accord avec l'Inde permettait à l'administration Bush d'évoquer l'exemple indien face au refus de l'Iran de cesser son programme d'enrichissement d'uranium : puisque le gouvernement indien l'avait accepté il n'y avait aucune raison que l'Iran le refuse s'il était un membre respectable de la « communauté internationale », à moins qu'il n'ait eu des intentions militaires cachées. Or, la question du prestige que les dirigeants iraniens associaient à leur programme nucléaire ne se posait pas de la même manière pour l'Inde qui disposait de l'arme nucléaire et maîtrisait la technologie nucléaire. Le Président iranien déclara en février 2007 « *that his country [would] stop uranium enrichment if the Western nations stop theirs*<sup>2287</sup> ». Interrogé sur cette déclaration, le porte-parole de la Maison-Blanche éluda la question des doubles standards et affirma que l'offre d'Ahmadinejad n'était pas recevable puisqu'elle ne correspondait pas à la position de la « communauté internationale »<sup>2288</sup>. Une inégalité de fait entre les États était donc légitime lorsqu'elle était décidée par la « communauté internationale ». En soulignant cette inégalité et en quelque sorte en la dénonçant, Ahmadinejad mettait en cause les fondements mêmes de cette « communauté internationale » à laquelle l'administration Bush le pressait d'intégrer son pays *via* un changement de comportement. Cela permet de comprendre que la proposition américaine de négocier et les conditions afférentes aient été reçues avec fraîcheur par les dirigeants iraniens, bien que la position de l'administration Bush à l'égard du programme nucléaire iranien se fût assouplie par rapport au début du premier mandat du Président Bush et aux mandats du Président Clinton. D'autant que l'Iran avait déjà suspendu son programme d'enrichissement d'uranium de 2003 à 2005 tout en refusant de l'arrêter définitivement. Pendant cette période, les dirigeants iraniens menacèrent régulièrement de reprendre leur programme durant les négociations avec les EU3, arguant de leur droit souverain à produire de l'énergie nucléaire, ce qu'ils firent en

---

<sup>2287</sup> Propos rapportés par un journaliste [T. Snow (2007, 20 février), *op. cit.*].

<sup>2288</sup> *Loc. cit.*



août 2005 (sous la supervision de l'AIEA, cependant<sup>2289</sup>) en dénonçant la lenteur des Européens à leur faire une proposition<sup>2290</sup>.

De manière plus générale, les doubles standards participaient des connaissances et de la maîtrise techniques dont il était toléré que les États disposent. A partir de la publication du rapport du NIE, les arguments convoqués par l'administration Bush pour justifier ses inquiétudes à l'égard du programme nucléaire iranien devinrent davantage techniques : ses membres énumèrent les éléments techniques nécessaires à l'usage d'une arme nucléaire afin de prouver la proximité de l'Iran d'une telle maîtrise technologique. Le rapport du NIE avait en fait mis en évidence la possibilité que la capacité iranienne « *of producing enough HEU for a weapon [...] may not be attained until after 2015*<sup>2291</sup> » mais surtout que la dimension militaire du programme iranien avait été abandonnée. Cela met en exergue le refus intransigeant de l'administration Bush que l'Iran maîtrise la technologie nucléaire. Accepter que l'Iran **connaisse** et **maîtrise** la technologie d'enrichissement d'uranium revenait à prendre le risque qu'il l'utilise à mauvais escient : « *Iran was dangerous; Iran is dangerous; and Iran will be dangerous if they have the knowledge necessary to make a nuclear weapon.*<sup>2292</sup> » Les dirigeants iraniens ont affirmé à de multiples reprises qu'ils ne visaient pas à produire une arme nucléaire mais uniquement à développer une technologie nucléaire civile : le président Khatami en 2003<sup>2293</sup>, l'ambassadeur iranien à l'ONU en 2006 dans une tribune publiée dans *The New York Times*<sup>2294</sup>, le Président

---

<sup>2289</sup> S. Hadley (2005, 11 août). *Press Briefing by National Security Advisor Steve Hadley*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66257>.

<sup>2290</sup> The Associated Press (2005, 25 août). « Iran Pledges to Offer New Proposals in Nuclear Talks With Europe ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2005/08/25/world/iran-pledges-to-offer-new-proposals-in-nuclear-talks-with-europe.html>.

<sup>2291</sup> National Intelligence Estimates (2007, novembre), *op. cit.*, p. 7.

<sup>2292</sup> G.W. Bush (2007, 4 décembre), *op. cit.*, nous soulignons.

<sup>2293</sup> N. Fathi (2003, 10 février). « THREATS AND RESPONSES: NUCLEAR EXPERTISE; Iran Says It Has Developed Ability to Fuel Nuclear Plants but Won't Seek Weapons ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2003/02/10/world/threats-responses-nuclear-expertise-iran-says-it-has-developed-ability-fuel.html>.

<sup>2294</sup> J. Zarif (2006, 6 avril), *op. cit.*

Ahmadinejad à plusieurs reprises pendant ses deux mandats ou encore « *a leading lawmaker* » en avril 2012, qui déclara que l’Iran « “[had] the scientific and technological capability” to produce a nuclear weapon “but [would] never choose this path” »<sup>2295</sup>. Ces déclarations paraissaient n’avoir aucune valeur pour les administrations Clinton et Bush, le programme nucléaire civil iranien étant nécessairement « *a guise for which [the Iranians were] using to develop nuclear weapons* »<sup>2296</sup>, l’un des « *validity claims* » des dirigeants iraniens, leur honnêteté, étant en cela remis en cause et toute négociation étant ainsi compromise<sup>2297</sup>. À l’inverse, la parole de dirigeants d’autres États maîtrisant la technique de l’enrichissement d’uranium était prise au sérieux : c’était le cas du Brésil, exemple déjà mentionné, mais aussi du Japon, qui s’était engagé à ne pas produire d’arme nucléaire alors qu’il en avait la possibilité scientifique et technique « *on short notice* »<sup>2298</sup>. Le Brésil, le Japon et l’Inde bénéficiaient de leur image de démocraties qui justifiait les doubles standards dont ils profitaient, à plus forte raison dans le cas de l’Inde, non membre du TNP : « *[e]ven when India clearly [did] not observe international law, it [was] portrayed as doing so in democratic tradition* » ; il était donc possible de lui faire confiance<sup>2299</sup>. Acquérir de telles capacités nucléaires « *would afford Iran the security and psychological edge it has long sought, and at a lower cost* »<sup>2300</sup>, ce dont les dirigeants américains ont refusé de tenir compte à tout le moins jusqu’à l’arrivée du Président Obama à la Maison-Blanche, nous y reviendrons. Rappelons que le partage orienté et contrôlé du savoir constitue « *an*

<sup>2295</sup> Cité par D.E. Sanger et S. Erlanger (2012, 7 avril). « U.S. Defines Its Demands for New Round of Talks With Iran ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2012/04/08/world/middleeast/us-defines-its-demands-for-new-round-of-talks-with-iran.html>.

<sup>2296</sup> S. McClellan (2005, 13 avril). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66174>.

<sup>2297</sup> « *[T]he truthfulness and authenticity of the speaker* » sont l’un des trois « *validity claims* » identifiés par Habermas et qui « *ultimately [rely] on trust* » [T. Risse (2000), *op. cit.*, p. 10].

<sup>2298</sup> K.N. Waltz (2012), *op. cit.*, p. 3.

<sup>2299</sup> J. Hayes (2009), *op. cit.* p. 988.

<sup>2300</sup> K. Barzegar (2009), *op. cit.*, p. 26.

*important dimension of power* » et influence le comportement des agents en bénéficiant<sup>2301</sup>. De même la formation d'une communauté épistémique dans le domaine de l'énergie nucléaire<sup>2302</sup>, dont les membres partagent la même compréhension d'un problème précis et s'accordent sur les solutions à apporter à ce problème<sup>2303</sup>, évitait la remise en cause des orientations scientifiques décidées par l'AIEA. La formation d'une communauté partageant la même lecture du danger qu'aurait représenté non un Iran doté de l'arme nucléaire mais un Iran maîtrisant les techniques nécessaires à la production d'une telle arme permettait aussi de ne pas remettre en cause l'orientation politique américaine vis-à-vis de l'Iran.

La question du refus américain de voir l'Iran maîtriser la technologie nucléaire et donc d'avoir la capacité de fabriquer une arme nucléaire sans forcément en user se posa aussi durant le premier mandat d'Obama, en témoigne la question suivante posée par un journaliste : « *To clarify, is U.S. policy to prevent Iran from a nuclear weapon, or to prevent it from acquiring nuclear weapons capability?*<sup>2304</sup> ». Contrairement aux administrations précédentes, l'administration Obama affirmait que sa politique visait à empêcher que l'Iran ne se dote de l'arme nucléaire<sup>2305</sup> et elle n'exigeait effectivement pas inconditionnellement de l'Iran qu'il cesse tout enrichissement d'uranium. Elle se contentait de rappeler qu'il était le seul État membre du TNP qui n'était pas parvenu à prouver le caractère pacifique de son programme nucléaire<sup>2306</sup>. Alors que l'administration Bush refusait que l'Iran ne dispose des capacités de développer l'arme nucléaire et faisait par conséquent de l'Iran une menace immédiate en raison du risque qu'il n'obtienne ces capacités,

---

<sup>2301</sup> P. Haas (1992), *op. cit.*, p. 2-3.

<sup>2302</sup> Voir à ce sujet l'article d'E. Adler (1992), *op. cit.*

<sup>2303</sup> A. Hasenclever, P. Mayer et V. Rittberger (1996), *op. cit.*, p. 209.

<sup>2304</sup> J. Carney (2012, 29 février). *Press Briefing by Press Secretary Jay Carney*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=99753>.

<sup>2305</sup> B. Obama (2012, 31 juillet). *On-the-Record Conference Call on Iran Sanctions*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=101670>.

<sup>2306</sup> B. Obama (2010, 9 juin), *op. cit.*

l'administration Obama temporisait en tenant compte des capacités réelles de l'Iran. Elle affirma par exemple au mois de février 2012 que l'Iran n'était alors pas en capacité d'attaquer les États-Unis en dépit des manifestations d'hostilité de certains de ses dirigeants à l'égard des États-Unis<sup>2307</sup>. De cette manière, non seulement elle ne se liait pas excessivement les mains mais elle reconnaissait « *that there [was] something to prevent*<sup>2308</sup> », en l'espèce l'obtention par l'Iran de l'arme nucléaire. Au contraire, l'Iran pouvait déjà être considéré comme en maîtrisant l'essentiel des connaissances nécessaires.

L'exemple de l'évolution des représentations américaines du danger que représentait ou non le programme iranien d'enrichissement d'uranium témoigne de l'accélération du virage représentationnel au moment de l'arrivée du Président Obama à la Maison-Blanche ; virage qui avait été jusqu'alors lent et initié de façon contrainte sous l'administration Bush . Pour autant, les représentations dont faisaient l'objet l'Iran et son programme nucléaire n'ont pas connu de rupture radicale à cette occasion. Les représentations véhiculées par l'administration Obama et relatives au rôle, aux missions et aux devoirs des États-Unis sur la scène internationale, en particulier en matière nucléaire, ont en revanche connu un changement beaucoup plus substantiel et ont rendu possible la négociation avec l'Iran quant à son programme nucléaire.

---

<sup>2307</sup> J. Carney (2012, 6 février). *Press Briefing by Press Secretary Jay Carney*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=99325>.

<sup>2308</sup> W. Zartman (2009), *op. cit.*, p. 80.

### 9.2.2 Reprendre le leadership

*America's nuclear creativity should be focused on convincing nations like Iran and North Korea that nuclear weapons will not enhance their own security, not on setting a perverse contrary example. (...) Now that the superpower arms race has ended, Washington sees nuclear weapons as an important part of its military strategy against small and midsize states. It should be no surprise if those nations conclude that they must develop nuclear weapons of their own.*

Extrait de l'éditorial du *New York Times* du 10 février 2005<sup>2309</sup>

L'administration Bush tint un discours contradictoire quant au positionnement des États-Unis face au problème nucléaire iranien jusqu'en 2006, leur implication dans sa résolution étant progressivement présentée comme croissante. Elle estimait tour à tour que les États-Unis avaient laissé le *leadership* de la résolution de ce problème aux Européens ou à l'AIEA ou qu'ils l'avaient endossé. Par exemple, elle réaffirma en 2004 leur volonté

*to let the three European Union nations take the lead with Iran and report back to Washington, rather than have the United States get involved in dealing directly with Iran*<sup>2310</sup>,

alors que l'implication de Washington dans des négociations directes avec l'Iran et dans une politique d'incitations économiques aurait été nécessaire à l'obtention d'un arrêt définitif du programme d'enrichissement d'uranium iranien selon des diplomates européens<sup>2311</sup>. Le *leadership* européen en la matière fut de nouveau reconnu en 2005<sup>2312</sup>. L'absence des États-Unis dans les négociations avec l'Iran était de surcroît justifiée par le fait que leurs « *European friends (...) [were] handling the*

<sup>2309</sup> Editorial (2005, 10 février). « Encouraging Nuclear Proliferation ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2005/02/10/opinion/encouraging-nuclear-proliferation.html>.

<sup>2310</sup> Propos de membres de l'administration Bush rapportés par S.R. Weisman (2004, 12 octobre). « U.S. in Talks With Europeans on a Nuclear Deal With Iran ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2004/10/12/politics/us-in-talks-with-europeans-on-a-nuclear-deal-with-iran.html>.

<sup>2311</sup> S.R. Weisman (2004, 12 décembre), *op. cit.*

<sup>2312</sup> S. Hadley (2005, 17 février), *op. cit.*

*negotiations on behalf of the rest of the world*<sup>2313</sup> ». La différence de positionnement des États-Unis sous l'administration Bush et sous l'administration Clinton est ici manifeste puisque face à la Corée du Nord dans les années 1990 c'étaient les États-Unis qui négociaient au nom du reste du monde. Les questions des journalistes à l'administration Bush s'enquérant d'une éventuelle participation des États-Unis aux négociations avec l'Iran pouvaient être vues comme des questionnements quant au rôle des États-Unis sur la scène internationale : l'administration Bush pouvait-elle accepter que d'autres États même amis négocient en leur nom ? En outre, l'administration Bush rappelait régulièrement que les États-Unis n'entretenaient pas de relations diplomatiques avec l'Iran (« *as you know, we don't have relationships with Iran. I mean, (...) ever since the late seventies we have no contacts with them*<sup>2314</sup> ») et qu'ils refusaient « *to put [itself] in the position of the negotiations*<sup>2315</sup> » se tenant entre l'Iran et les Européens. Elle soulignait également qu'il n'était pas dans son intention de rétablir de si tôt des relations diplomatiques entre les deux États. Pour autant, à la demande des dirigeants européens d'obtenir « *more support from the U.S. in their negotiations with Iran*<sup>2316</sup> » mais aussi à celle des dirigeants iraniens de voir les États-Unis y participer directement, le Président Bush répondit que les États-Unis étaient impliqués à part entière dans la démarche diplomatique à l'égard de l'Iran en tant que membre du Conseil des gouverneurs de l'AIEA – instance qui fut ensuite présentée comme ayant « *taken the lead on this issue*<sup>2317</sup> » – mais aussi de manière générale et que les Iraniens le savaient<sup>2318</sup>. Dès 2004, l'administration Bush revendiqua finalement le *leadership* dans les tentatives de résolution du problème nucléaire iranien : elle estimait qu'en raison de la diffusion fructueuse des

---

<sup>2313</sup> G.W. Bush (2005, 3 mars). *Remarks at the Central Intelligence Agency and an Exchange With Reporters in Langley, Virginia*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73800>.

<sup>2314</sup> G.W. Bush (2004, 9 août), *op. cit.*

<sup>2315</sup> S. McClellan (2005, 23 mai), *op. cit.*

<sup>2316</sup> Demande mentionnée par un journaliste [G.W. Bush (2005, 17 février), *op. cit.*].

<sup>2317</sup> G.W. Bush (2005, 21 février), *op. cit.*

<sup>2318</sup> G.W. Bush (2006, 4 mai/b), *op. cit.*

représentations américaines du programme nucléaire iranien et du « *leadership that this President [had] provided* » la « communauté internationale » « *[was] confronting Iran* »<sup>2319</sup>. Le candidat démocrate malheureux aux élections présidentielles de 2004, John Kerry, rappela cependant que les EU3 avaient initié des discussions avec l'Iran avant d'intégrer les représentations américaines en la matière :

*the British, French, and Germans were the ones who initiated an effort—without the United States, regrettably—to begin to try to move to deter the nuclear possibilities in Iran.*<sup>2320</sup>

Ce positionnement indécis permettait à l'administration Bush de nier toute responsabilité dans un potentiel échec des négociations ; elle rappelait régulièrement à ce titre qu'elle avait « *been skeptical all along as to whether it would work*<sup>2321</sup> ». Cela lui permettait aussi de s'attribuer le mérite d'un éventuel succès ou à tout le moins de s'y associer. Au mois de mai 2006, le Président Bush annonça que les États-Unis étaient prêts « *to take a leadership position in solving this issue* » en rejoignant la table des négociations avec l'Iran dès qu'il aurait suspendu l'ensemble de son programme nucléaire de manière vérifiable<sup>2322</sup>. Quelques jours auparavant son administration avait mis l'accent sur le refus des États-Unis de conduire « *one-on-one negotiations* » avec l'Iran, laissant entendre par la suite que seules les négociations bilatérales avaient été exclues. En cela, la participation directe des États-Unis à des négociations multilatérales ne constituait pas un changement de politique puisque jusqu'alors elle « *[was] working through international forums; (...) through multiple international forums; (...) through the United Nations; (...) through the EU* »<sup>2323</sup> et

---

<sup>2319</sup> S. McClellan (2004, 9 août). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66041>.

<sup>2320</sup> G.W. Bush (2004, 30 septembre), *op. cit.*

<sup>2321</sup> S. Hadley (2005, 9 mai). *Press Briefing by National Security Advisor Stephen Hadley on the President's Meeting with President Putin*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66194>.

<sup>2322</sup> G.W. Bush (2006, 31 mai). *Remarks Following Discussions With President Paul Kagame of Rwanda and an Exchange With Reporters*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75>.

<sup>2323</sup> T. Snow (2006, 24 mai), *op. cit.*

que « *at least a glimpse of a number of occasions (...) the U.S. and the Iranians had been seated at the same table in multilateral negotiations*<sup>2324</sup> ». Simplement, le Président Bush était parvenu à composer « *a large and robust international coalition* » à l'issue de « *about 15 months of very hard diplomacy* ». « *[A]s Secretary Rice said* », il avait « *created a climate of opinion* » et par conséquent « *a climate for action* ». L'administration Bush décrivit sa démarche comme une manière pour les États-Unis de reprendre la main sur la démarche conduite jusque-là par les Européens en ajoutant « *the power of prestige of the United States to the direct talks* ». <sup>2325</sup> Paradoxalement, à rebours de ce qui aurait pu être attendu du fait de la mobilisation du prestige des États-Unis, le Président Bush s'attacha à minimiser sa décision, qu'il décrivit comme « *a shift in tactics but not a shift in strategy* ». Il s'adressa de surcroît aux dirigeants iraniens en ces termes :

*"You have said you're going to verifiably suspend your program. Now we're going to see whether or not you really mean it. And if you do, **by the way**, the United States will come to the table."*<sup>2326</sup>

La participation directe des États-Unis à des négociations avec l'Iran était ainsi présentée comme relevant du détail. Or, plusieurs mois plus tard, le Président Bush présenta au contraire sa proposition comme « *a possible change in U.S. policy, a policy that [had] been in place for 27 years*<sup>2327</sup> », soit une véritable rupture. L'administration Bush ne semblait qu'imparfaitement assumer sa proposition faite à l'Iran en termes de changement politique, ce qui peut permettre de comprendre que lui furent associées de strictes conditions et que furent maintenues de constantes dépréciations rhétoriques à l'encontre de l'Iran.

<sup>2324</sup> T. Snow (2007, 28 février), *op. cit.*

<sup>2325</sup> T. Snow (2006, 31 mai), *op. cit.*

<sup>2326</sup> G.W. Bush (2006, 9 juin). *The President's News Conference With Prime Minister Anders Fogh Rasmussen of Denmark at Camp David, Maryland*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=103>, nous soulignons.

<sup>2327</sup> G.W. Bush (2006, 7 décembre). *The President's News Conference With Prime Minister Tony Blair of the United Kingdom*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=24350>.



A ce positionnement confus, le candidat puis Président Obama opposa une posture plus claire visant à inverser la situation qui avait prévalu pendant les mandats du Président Bush : alors que celui-ci était passé d'un refus intransigeant de négocier avec l'Iran à une acceptation fortement conditionnée et difficilement acceptable pour les dirigeants iraniens, le Président Obama prit des mesures visant à démontrer que l'intransigeance et donc l'obstacle à la négociation et à la résolution du conflit se trouvaient davantage du côté iranien<sup>2328</sup>. Le Président Obama légitimait de cette manière la position des États-Unis. Il répondait en cela à une préoccupation déjà mentionnée par Condoleezza Rice en 2005, frappée par le fait que pour les dirigeants européens « *somehow the United States was viewed as the problem* » et que les EU3 se positionnaient comme devant par conséquent « *to mediate between Iran and the United States* »<sup>2329</sup>. Pour atteindre son objectif, le Président Obama relança premièrement des négociations de désarmement avec la Russie afin de témoigner de la volonté des États-Unis de remplir leur propre part du contrat qu'était le TNP. Deuxièmement il offrit de négocier directement avec les Iraniens sans conditions préalables. Ces deux actions concrètes relèvent de l'exercice de la légitimation représentationnelle et plus précisément de la stratégie de la Responsabilité : le Président Obama souhaitait d'une part redorer l'image des États-Unis en leur faisant endosser une posture de responsabilité mais aussi d'humilité ; et d'autre part il épura le discours américain dont faisait l'objet l'Iran, le débarrassant au moins partiellement des dépréciations rhétoriques particulièrement caractéristiques de l'ère Bush. La stratégie de la Responsabilité visait à inciter l'Iran à endosser une posture responsable eu égard à ses engagements internationaux et donc à négocier avec des P5+1 également responsables, en particulier les États-Unis et la Russie engagés dans le désarmement nucléaire. En termes représentationnels et identitaires, la stratégie de la

---

<sup>2328</sup> J. Carney (2012, 18 janvier), *op. cit.*

<sup>2329</sup> Administration Bush (2008, 23 novembre). *Press Gaggle by Secretary of State Condoleezza Rice, Press Secretary Dana Perino, and Assistant to the President for International Economic Affairs Daniel Price*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=84960>.

Responsabilité consistait en l'affirmation de l'identité de la « communauté internationale » autour d'une représentation plus équitable et non hypocrite de la mise en œuvre du TNP, représentation non idéologisée par la croyance en la paix libérale et par la croisade américaine qu'était la *War on terror*. Le caractère non idéologique était censé être garanti par le consensus formé autour de cette représentation, dont témoignait la participation de la Russie à la démarche de désarmement nucléaire.

Une fois cette stratégie mise en œuvre sans que le succès escompté n'ait été atteint dans un premier temps, l'administration Obama mit en œuvre une stratégie de la Rationalité à travers l'usage de sanctions. Permise par le succès de la légitimation représentationnelle des États-Unis auprès des autres États, la stratégie de la Rationalité devait convaincre l'Iran de respecter ses engagements internationaux et de répondre positivement aux demandes des P5+1 de les rassurer quant à la nature pacifique de son programme nucléaire. L'administration Obama arguait en effet qu'au regard de l'effet des sanctions sur son économie et sur son isolement du reste de la « communauté internationale » il était rationnel que l'Iran prenne ses responsabilités en légitimant son programme nucléaire auprès des P5+1. Cette légitimation consistait en le respect de ses engagements internationaux pris au titre du TNP et en l'établissement de la confiance des autres États dans le caractère pacifique de son programme nucléaire. Les administrations Clinton et Bush avaient déjà sanctionné l'Iran ; cependant le contexte dans lequel elles l'avaient fait n'était pas caractérisé par les mêmes discours et pratiques politiques. Par exemple, le discours de l'administration Obama à propos de l'Iran n'était plus marqué par les dépréciations rhétoriques particulièrement typiques du discours de l'administration Bush. Rappelons que notre cadre chronologique n'allant que jusqu'à la fin de son premier mandat en 2012, nous ne traiterons pas de la reprise des négociations avec l'Iran en 2013 qui furent finalement fructueuses en 2015, mais nous verrons que les bases représentationnelles ayant rendu possibles ces négociations furent posées dès ce premier mandat.

### 9.2.2.1 Une représentation renouvelée des responsabilités américaines

Conformément à son mode de raisonnement binaire l'administration Bush avait en permanence souligné que seul l'Iran était responsable voire coupable (« *The guilty party is Iran.*<sup>2330</sup> ») du problème nucléaire à résoudre. Par exemple, elle ne fit aucune publicité des engagements pris par les P5+1, dont faisaient pourtant partie les États-Unis, dans le cadre de leur proposition du 1<sup>er</sup> juin 2006 qui prévoyait la prise de mesures de part et d'autre pour « *create the right conditions for negotiations* ». Les P5+1 devaient

*reaffirm Iran's right to develop nuclear energy for peaceful purposes in conformity with its NPT obligations, (...) commit to actively support the building of new light water reactors in Iran (...); agree to suspend discussion of Iran's nuclear programme at the Security Council on resumption of negotiations.*

Pour sa part, ce que se contentait de répéter l'administration Bush, l'Iran devait

*commit to addressing all the outstanding concerns of the IAEA through full cooperation with the IAEA; suspend all enrichment-related and reprocessing activities to be verified by the IAEA (...) and commit to continue this during these negotiations; and resume implementation of the Additional Protocol.*<sup>2331</sup>

En mettant l'accent sur la responsabilité et la menace iraniennes l'administration Bush évitait que la responsabilité des États-Unis ne soit questionnée voire mise en cause et que ne soit également identifié comme problématique l'officieux arsenal israélien. Or, le fait de mettre en exergue que « *the nonproliferation treaty was in trouble from those who would [have signed] it, but easily [violated] its tenets*<sup>2332</sup> », tout en passant sous silence l'absence ou l'insuffisance d'initiatives prises par les États nucléaires en faveur d'un désarmement progressif, ne donnait pas une image positive des États-Unis. Elle contribuait au caractère disparate des politiques américaines en matière nucléaire, qui

<sup>2330</sup> G.W. Bush (2005, 3 mars), *op. cit.*

<sup>2331</sup> *Elements of a proposal to Iran as approved on 1 June 2006 at the meeting in Vienna of China, France, Germany, the Russian Federation, the United Kingdom, the United States of America and the European Union.* Disponible sur le site du Conseil de l'Europe, consultable ici : [http://www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms\\_Data/docs/pressdata/en/reports/90569.pdf](http://www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms_Data/docs/pressdata/en/reports/90569.pdf).

<sup>2332</sup> C. Rice (2003, 31 octobre), *op. cit.*

*[presented] the picture of an inconsistent superpower, bent on applying non-proliferation norms selectively, depending on its view of the day of the regime in question and the regime's relationship with other nuclear-weapons states.*<sup>2333</sup>

Conscient de cet effet délétère sur l'image et la réputation des États-Unis le Président Obama mit en œuvre dès 2009 une politique générale de renforcement de la lutte contre la prolifération nucléaire<sup>2334</sup> à laquelle devaient participer États-Unis en rappelant l'un des objectifs du TNP, celui d'un renoncement à terme à l'arme nucléaire de la part de l'ensemble des États<sup>2335</sup>. Sa démarche était rendue possible par sa représentation normative plus que militaire de la menace qu'aurait représentée un Iran doté de l'arme nucléaire susceptible de « *endanger* » le régime de non-prolifération<sup>2336</sup>. Dès 2004, le candidat démocrate aux élections présidentielles, John Kerry, avait regretté que le Président Bush « *[was] moving toward the creation of our own bunker-busting nuclear weapon* » étant donné qu'il était « *very hard to get other countries to give up their weapons when you're busy developing a new one* »<sup>2337</sup>. L'engagement des parties prenantes du TNP en faveur de l'application de l'ensemble de ses dispositions devait être réciproque et équitable pour que ces dispositions puissent être honnêtement opposées à leur éventuel contrevenant<sup>2338</sup>. A ce titre, l'administration Obama mettait en avant les responsabilités partagées par l'Iran et les États-Unis. Ceux-ci devaient pour leur part témoigner de leur capacité à prendre leur responsabilité en matière nucléaire en réduisant leur stock d'ogives nucléaires et ce

<sup>2333</sup> M. Fitzpatrick (2006), *op. cit.*, p. 71.

<sup>2334</sup> B. Obama (2009, 9 février). *The President's News Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=85728>.

<sup>2335</sup> L'article VI du TNP stipule : « Chacune des Parties au Traité s'engage à poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire, et sur un traité de désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace. » (Nations unies (1968, 1<sup>er</sup> juillet), *op. cit.*).

<sup>2336</sup> B. Obama (2009, 13 novembre). *Joint Statement by the United States of America and Japan Toward a World Without Nuclear Weapons*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86883>.

<sup>2337</sup> G.W. Bush (2004, 8 octobre), *op. cit.*

<sup>2338</sup> Le Président Clinton « *[didn't] think you ever lose anything by talking with someone as long as you're honest* » [W.J. Clinton (1993, 19 novembre/b), *op. cit.*] ; en ce sens, le manque d'honnêteté des États-Unis dans l'application du TNP, en particulier pendant les deux mandats du Président Bush, a certainement joué dans leur refus de négocier avec l'Iran.

de concert avec la Russie. En tant que détenteurs des arsenaux nucléaires les plus conséquents, il était en effet essentiel que les États-Unis et la Russie démontrent qu'ils

*[were] following [their] own obligations under the Nuclear Non-Proliferation Treaty and that [their] interest in Iran or North Korea or any other country following the NPT [was] not based on singling out any one country, but rather [sent] a strong signal that all of [them had] an obligation, **each country [had] an obligation to follow the rules of the road internationally** to ensure a more secure future for [their] children and [their] grandchildren.*<sup>2339</sup>

Une telle démarche avait le mérite de leur fournir « *greater moral authority to say to Iran, don't develop a nuclear weapon, to say to North Korea, don't proliferate nuclear weapons*<sup>2340</sup> », en cohérence avec la préoccupation d'exemplarité des dirigeants américains. La restauration de cette autorité morale était essentielle en raison de l'accusation d'hypocrisie qui pouvait être faite à l'administration Bush, en particulier en raison de l'existence d'un « *double-standard in Washington's denunciations of Iranian nuclear proliferation* ». Newkirk a recensé les votes des États-Unis face aux résolutions soumises à l'Assemblée générale des Nations unies. Or, alors que les États-Unis et Israël avaient voté contre une résolution mettant en garde contre la prolifération nucléaire au Moyen-Orient, l'Iran avait pour sa part voté pour<sup>2341</sup>. Or, Price l'indique,

*while the rhetorical entrapment and shaming involved in hypocrisy can offer real power and tactical benefits (...), if hypocrisy becomes too endemic then it may undercut the power of the moral legitimacy more generally that is required for hypocrisy's piggy-back effects.*<sup>2342</sup>

Autrement dit, l'administration Bush ne pouvait tirer profit – ici sous la forme d'un soutien de sa politique de la part des membres de la « communauté internationale » – d'une trop grande hypocrisie imprégnant l'ensemble de la politique qu'elle menait au Moyen-Orient, *a fortiori* à l'égard de l'Iran, en matière de soutien à la démocratie et

<sup>2339</sup> B. Obama (2010, 8 avril), *op. cit.*, nous soulignons.

<sup>2340</sup> B. Obama (2009, 3 avril/b), *op. cit.*

<sup>2341</sup> A. Newkirk (2008), *op. cit.*, p. 32-33.

<sup>2342</sup> R. Price (2008). « Moral Limit and Possibility in World Politics ». *International Organization*, 62(2), p. 204.

aux libertés ainsi que dans le domaine nucléaire. Notons que cette hypocrisie américaine a particulièrement eut pour objet l'arsenal nucléaire israélien, en témoigne la déclaration de l'ambassadeur des États-Unis à l'AIEA en 2007, Gregory Schulte : « *Israel never signed the [Nuclear] Non-Proliferation Treaty, so [it] never violated the NPT.*<sup>2343</sup> » Les dirigeants iraniens soulignèrent pour leur part l'hypocrisie israélienne après l'intervention du Premier ministre israélien à l'Assemblée générale de l'ONU. Benyamin Netanyahu avait alors tracé une ligne rouge au-delà de laquelle Israël se réservait le droit d'attaquer l'Iran : celle-ci serait dépassée si l'Iran se dotait d'une quantité d'uranium enrichi suffisante pour fabriquer une arme nucléaire, ce que le Premier ministre israélien estimait susceptible d'arriver dans un délai de six mois<sup>2344</sup>. Ce à quoi l'Iran répondit en appelant Israël « *to disband its own unacknowledged nuclear weapons arsenal and sign the Non-Proliferation Treaty*<sup>2345</sup> ».

Le travail mené par l'administration Obama avec la Russie en vue du désarmement progressif des deux États, en conformité avec leurs engagements pris dans le cadre du TNP, a également permis de faciliter leurs discussions concernant l'Iran, des relations franches et claires ayant pu être établies entre eux. Par conséquent, le Président Obama ne fondait pas sa politique à l'égard de l'Iran sur la seule légitimité qu'elle pouvait avoir à ses yeux et à ceux des membres de son administration mais aussi sur celle qu'elle devait avoir aux yeux des dirigeants iraniens au titre de leur adhésion au TNP. Ce qu'il appelait la « *moral authority* » des États-Unis devait participer de cette légitimité. Il témoignait ainsi non plus d'une conception unilatérale du problème, selon laquelle seul l'Iran aurait à modifier son comportement, mais d'une

---

<sup>2343</sup> AFP (2007, 13 décembre). « US Wants Nuclear-free MidEast on Conditions ». *Khaleej Times* (Dubai), cité par A. Newkirk (2008), *op. cit.*, p. 33.

<sup>2344</sup> R. Gladstone et D.E. Sanger (2012, 27 septembre). « Nod to Obama by Netanyahu in Warning to Iran on Bomb ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2012/09/28/world/middleeast/netanyahu-warns-that-iran-bombmaking-ability-is-nearer.html>.

<sup>2345</sup> R. Gladstone (2012, 28 septembre), *op. cit.*

compréhension de la supposée position des dirigeants iraniens, c'est-à-dire que l'arme nucléaire pouvait être utile à la défense de leur pays comme elle l'était pour les États-Unis. Les États-Unis s'engageant dans le désarmement nucléaire, la démarche iranienne présumée de se doter d'une arme nucléaire perdait de son fondement. Dans un monde dénué d'armes nucléaires l'Iran n'aurait pas éprouvé le besoin de conduire un programme nucléaire militaire. Forts de cette légitimité renouvelée les P5+1 rappelèrent à l'occasion des négociations d'avril 2012 « *that the Non-Proliferation Treaty [had] got to be the foundation of the relationship between Iran and the international community with regard to its nuclear program*<sup>2346</sup> ».

L'objectif de l'administration Obama visant la « *suspension of Iran's illicit nuclear weapons program and the meeting of its international obligations and responsibilities*<sup>2347</sup> » était le même que celui de l'administration Bush mais paraissait beaucoup plus légitime à partir du moment où les États-Unis respectaient leurs propres obligations et assumaient leurs propres responsabilités. De surcroît, le renforcement du TNP a contribué à la démarche menée par l'administration Obama « *to reframe the whole question of Iran's nuclear program around its violation of those same international obligations* », afin qu'elle ne soit plus « *a bilateral issue between the United States and Iran or any other country and Iran* », mais « *an issue about Iran and the international community* »<sup>2348</sup>. Même si l'administration Bush avait la même ambition, nous avons vu que ses représentations négatives de l'Iran ont majoritairement présidé à la conduite de sa politique à son encontre, puisque les intentions qui étaient prêtées à ses dirigeants en matière nucléaire étaient articulées aux caractéristiques du régime politique iranien et à l'histoire des relations américano-iraniennes. L'administration Obama a pour sa part pris la responsabilité,

---

<sup>2346</sup> Administration Obama (2012, 14 avril), *op. cit.*

<sup>2347</sup> R. Gibbs (2009, 14 avril). *Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86005>.

<sup>2348</sup> Administration Obama (2012, 20 mars), *op. cit.*

voire le risque, de laisser le bénéfice du doute à l'Iran, nous y reviendrons. Les négociations directes entre l'ensemble des membres des P5+1 et l'Iran devaient en ce sens permettre aux négociateurs iraniens et américains d'échanger clairement leurs vues quant au programme nucléaire iranien sur un pied d'égalité<sup>2349</sup>. De plus, le fait d'affirmer qu'elle visait à empêcher que l'Iran ne se dote de l'arme nucléaire permettait à l'administration Obama de reculer la ligne rouge et d'accepter que la fierté iranienne générée par la maîtrise du savoir nécessaire puisse être ménagée. Pour cela, elle devait cependant accepter que l'Iran maîtrise ce savoir en pariant qu'il ne l'utiliserait pas à mauvais escient. En ce sens, elle déclarait qu'elle « *[had] eyes into the program* », qu'elle « *[was] aware of developments* » et que par conséquent, elle aurait eu connaissance de « *a so-called breakout move by Iran toward the building of a nuclear weapon* »<sup>2350</sup>, contrairement à l'administration Bush qui faisait du manque d'information et de l'incertitude qui planait sur le programme nucléaire iranien une raison de douter des intentions pacifiques des dirigeants iraniens. Elle s'émancipait ainsi de la paranoïa qui avait caractérisé certaines réactions et certains aspects de la politique étrangère des États-Unis et dévoilé leurs faiblesses<sup>2351</sup>, la conviction profonde des dirigeants américains que l'Iran développait un programme nucléaire militaire ne s'appuyant sur aucune preuve tangible. La déclaration de l'administration Obama ne signifiait pas que l'Iran n'avait pas la capacité de construire une arme nucléaire mais qu'il ne s'en servait pas, ce que n'aurait jamais accepté l'administration Bush. Cela laissait la possibilité de faire confiance à l'Iran pour ne pas utiliser ces connaissances à des fins militaires. Pour autant, cette possibilité devait être concrétisée par des mesures prises par l'Iran « *to restore international confidence [...] regarding the nature of its nuclear program* »<sup>2352</sup>. Notons que contrairement à la Corée du Nord, l'Iran a constamment maintenu son adhésion au TNP et a accepté les

<sup>2349</sup> Administration Obama (2012, 14 avril), *op. cit.*

<sup>2350</sup> J. Carney (2012, 10 septembre). *Press Briefing by Press Secretary Jay Carney*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=102021>.

<sup>2351</sup> B. Courmont (2007), *op. cit.*, p. 29.

<sup>2352</sup> B. Obama (2009, 13 novembre), *op. cit.*



visites des inspecteurs de l'AIEA prévues par le Protocole additionnel pourtant non ratifié par le Parlement iranien<sup>2353</sup>, ce que les administrations américaines n'ont jamais évoqué, quel que fût le président en fonction. La tolérance accordée à l'Iran en matière de maîtrise de la technologie nucléaire était d'autant plus déterminante que

*many analysts inside and outside Iran (...) [said] that Tehran's objective [had] been to master — or at least appear to master — the process of preparing nuclear fuel, fashioning a warhead and providing the means to deliver that warhead, but not actually to build a weapon.*<sup>2354</sup>

Maîtrisant désormais la technologie nucléaire, les dirigeants iraniens « *[were] already where they wanted to be* » selon Milani : « *They are virtually a nuclear state; the issue of national pride is resolved.* »<sup>2355</sup> Waltz affirmait que « *[i]f Tehran [determined] that its security [depended] on possessing nuclear weapons, sanctions [were] unlikely to change its mind* »<sup>2356</sup> ; pour le paraphraser de manière constructiviste, si les dirigeants iraniens faisaient de la maîtrise du savoir nucléaire un élément central de l'imaginaire sécuritaire iranien, les sanctions pouvaient difficilement les faire changer d'avis, voire étaient susceptibles de renforcer leur résolution compte tenu de la fierté qui caractérisait l'identité iranienne. L'assouplissement de la position de l'administration Obama se fit cependant au prix de la révélation d'apparentes divisions internes puisque la Secrétaire d'État Clinton laissait entendre que la ligne rouge se situait au niveau de l'acquisition par l'Iran de la capacité à construire une arme nucléaire<sup>2357</sup> alors que le reste de l'administration Obama assurait qu'elle était uniquement déterminée à empêcher l'Iran d'acquérir l'arme nucléaire<sup>2358</sup>. C'est essentiellement sur cette distinction entre la capacité nucléaire et la fabrication effective d'armes nucléaires que les Démocrates et les

<sup>2353</sup> M. Fitzpatrick (2006), *op. cit.*, p. 67.

<sup>2354</sup> M. Slackman (2009, 14 octobre), *op. cit.*

<sup>2355</sup> Cité dans *loc. cit.*

<sup>2356</sup> K.N. Waltz (2012), *op. cit.*, p. 2.

<sup>2357</sup> Position mentionnée par un journaliste dans J. Carney (2012, 1<sup>er</sup> mars). *Press Gaggle by Press Secretary Jay Carney*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=99755>.

<sup>2358</sup> J. Carney (2012, 29 février), *op. cit.*

Républicains s'opposaient par ailleurs, ce dont témoigna le débat entre le Président Obama et le candidat républicain Romney en octobre 2012<sup>2359</sup>.

Cet assouplissement de la position américaine par rapport à celle qui prévalut sous l'administration Bush n'alla toutefois pas jusqu'à rejoindre celle de Waltz. Celui-ci estimait que « *[i]t [was] Israel's nuclear arsenal, not Iran's desire for one, that [had] contributed most to the current crisis*<sup>2360</sup> ». Sa position ne semble pas avoir fait beaucoup d'émules aux États-Unis : si était avancée l'idée que l'Iran aurait pu être dissuadé d'utiliser l'arme nucléaire s'il l'avait acquise<sup>2361</sup>, il n'en demeurerait pas moins qu'un Iran doté de l'arme nucléaire n'était majoritairement pas vu comme souhaitable<sup>2362</sup>. Sans aller aussi loin que Waltz, Walt et Mearsheimer constataient pour leur part que « *Israel [was] the strongest military power in the Middle East* » : en effet, « *[i]t's conventional forces [were] far superior to those of its neighbours and it [was] the only state in the region with nuclear weapons* ». Ils ajoutaient que « *Iran [was] hundreds of miles away* », ce qui prémunissait selon eux Israël au même titre que la signature de traités de paix par l'Égypte et la Jordanie.<sup>2363</sup> L'administration Obama n'a quant à elle jamais explicitement fait sienne la représentation d'un Iran nucléaire pouvant être dissuadé : si elle s'efforçait de rassurer son ami et allié israélien, nous y reviendrons, elle le faisait en mobilisant davantage l'idée selon

<sup>2359</sup> B. Obama (2012, 22 octobre), *op. cit.*

<sup>2360</sup> K.N. Waltz (2012), *op. cit.*, p. 3.

<sup>2361</sup> C'était par exemple le point de vue de Zakaria (2012, 14 mars). « Detering Iran is the best option ». *The Washington Post*, consultable ici : [https://www.washingtonpost.com/opinions/detering-iran-is-the-best-option/2012/03/14/gIQA0Y9mCS\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/opinions/detering-iran-is-the-best-option/2012/03/14/gIQA0Y9mCS_story.html). Voir aussi L.E. Davis, J. Martini, A. Nader, D. Dassa Kaye, J.T. Quinlivan et P. Steinberg (2011). Detering a Nuclear-Armed Iran. *Iran's Nuclear Future. Critical U.S. Policy Choices*. RAND Corporation. Cordesman affirme pour sa part que le rapport du NIE avait montré que les dirigeants iraniens étaient considérés comme « *deterrable* » [A.H. Cordesman (2008). « Iran and The United States: The Nuclear Issue ». *Middle East Policy*, XV(1), p. 25].

<sup>2362</sup> L'article de Waltz lui valut notamment des réponses de Kahl [C.H. Kahl et K.N. Waltz (2012). « Iran and the Bomb: Would a Nuclear Iran Make the Middle East More Secure? ». *Foreign Affairs*, 91(5), p. 157-162] et de Manning [R.A. Manning (2012, 20 juillet). « A Response to Waltz: Why Iran Shouldn't Get the Bomb ». *The Diplomat*, consultable ici : <https://thediplomat.com/2012/07/a-response-to-waltz-why-iran-shouldnt-get-the-bomb/>].

<sup>2363</sup> J. Mearsheimer et S. Walt (2006). « The Israel Lobby ». *London Review of Books*, 28(6), consultable ici : <https://www.lrb.co.uk/v28/n06/john-mearsheimer/the-israel-lobby>.

laquelle l'Iran n'était pas doté de l'arme nucléaire et n'avait pas l'intention de l'être, plutôt qu'en avançant que la dissuasion nucléaire fonctionnerait le cas échéant. En dépit des positions respectives de Waltz, qui soulignait que « *every time another country [had] managed to shoulder its way into the nuclear club, the other members [had] always changed tack and decided to live with it*<sup>2364</sup> », et de Mearsheimer et Walt (« *If Washington could live with a nuclear Soviet Union, a nuclear China or even a nuclear North Korea, it can live with a nuclear Iran.*<sup>2365</sup> »), la possibilité de dissuader un Iran nucléaire ne faisait pas l'unanimité. Des arrangements sécuritaires entre les États-Unis et l'Iran similaires à ceux qui avaient été conclus entre les États-Unis et l'URSS, exemple de dissuasion le mieux connu, étaient en effet peu probables<sup>2366</sup>. Remarquons que les appréciations de ces auteurs néo-réalistes faisaient évidemment fi de l'imaginaire sécuritaire américain qui rendait un Iran doté d'une arme nucléaire difficilement envisageable pour les dirigeants américains, en particulier parce que « *the ending of Israel's nuclear monopoly would [have represented] a major blow to Israel's strategic position in the region*<sup>2367</sup> ». Quand bien même les dirigeants américains y auraient souscrit, un Iran nucléaire restait synonyme de déstabilisation d'une région déjà considérée comme instable, voire comme un baril de poudre sensible à la moindre étincelle : un Iran nucléaire était une chose, une course à l'armement nucléaire dans une telle région en était une autre. La suggestion d'un prince saoudien en décembre 2011 selon laquelle l'Arabie Saoudite pourrait se lancer dans la course à l'armement nucléaire « *if it found itself between atomic arsenals in Iran and Israel*<sup>2368</sup> » confirmait les craintes des dirigeants américains quant aux potentiels effets d'un Iran doté de l'arme nucléaire.

---

<sup>2364</sup> K.N. Waltz (2012), *op. cit.*, p. 3.

<sup>2365</sup> J. Mearsheimer et S. Walt (2006), *op. cit.*

<sup>2366</sup> E.S. Edelman, A.F. Krepinevich et E.B. Montgomery (2011). « The Dangers of a Nuclear Iran: The Limits of Containment ». *Foreign Affairs*, 90(1), p. 67.

<sup>2367</sup> S. Hurst (2012), *op. cit.*, p. 555.

<sup>2368</sup> The Associated Press (2011, 6 décembre). « Prince Hints Saudi Arabia May Join Nuclear Arms Race ». *The New York Times*, consultable ici :

Sur le plan militaire, l'administration Obama privilégia une représentation des menaces associées au programme nucléaire iranien en termes de diminution de la « *nuclear security around the world* » due à la course aux armements ainsi générée<sup>2369</sup> plutôt qu'en termes d'agressivité iranienne<sup>2370</sup>. En matière d'équilibre régional, l'administration Obama considérait que les autres États se représentaient l'Iran comme ne devant pas disposer de l'avantage militaire qu'octroyait un arsenal nucléaire<sup>2371</sup>. Cette tendance caractérisa cependant surtout la première partie du mandat du Président Obama. Le discours des membres de son administration évolua à partir du moment où l'adoption de nouvelles sanctions à l'égard de l'Iran fut décidée, ses dirigeants n'ayant pas répondu favorablement à la proposition de négocier de la « communauté internationale ». Le Président Obama affirma alors de façon explicite la menace que représentaient pour Israël « *Iran and its potential possession of a nuclear weapon* », qualifiés de « *the single most important threat to Israel* »<sup>2372</sup>, ce qu'il n'avait pas fait jusqu'alors. Pour autant, cette dimension ne fut pas centrale dans ses discours comme elle le fut dans ceux de son prédécesseur : elle n'était évoquée qu'à l'occasion de rencontres avec des dirigeants israéliens<sup>2373</sup> ou face à un public considéré comme sensible aux intérêts d'Israël. Par exemple, face à celui de l'*American Israel Public Affairs Committee Policy Conference*, le Président Obama

---

<http://www.nytimes.com/2011/12/07/world/middleeast/saudi-arabia-may-seek-nuclear-weapons-prince-says.html>.

<sup>2369</sup> J. Carney (2012, 20 mars). *Press Briefing by Press Secretary Jay Carney*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=100112>.

<sup>2370</sup> L'Iran restait toutefois présenté comme une menace en termes de missiles ballistiques, ce qui permettait à l'administration Obama de justifier le maintien du projet d'implantation d'un système de défense anti-missile en Europe [Administration Obama (2009, 17 septembre), *op. cit.*].

<sup>2371</sup> B. Obama (2009, 1<sup>er</sup> juin/b). *Interview With Michele Norris and Steve Inskeep of National Public Radio*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86247>.

<sup>2372</sup> B. Obama (2010, 7 juillet). *Interview With Yonit Levi of Israel's Channel 2 News*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88165>.

<sup>2373</sup> Par exemple à l'occasion d'une visite du Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu à Washington [B. Obama (2011, 20 mai). *Remarks Following a Meeting With Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=90420>].

adopta un discours qui aurait pu être prononcé par son prédécesseur, employant des termes et des expressions similaires :

*There are risks that an Iranian nuclear weapon could fall into the hands of a terrorist organization. (...) It would embolden a regime that has brutalized its own people, and it would embolden Iran's proxies, who have carried out terrorist attacks from the Levant to southwest Asia.*<sup>2374</sup>

Comme ses prédécesseurs, le Président Obama ne fit également jamais état des déclarations des dirigeants iraniens selon lesquelles Israël disposait de l'arme nucléaire, qu'il n'était pas signataire du TNP et qu'il représentait une menace pour la paix du monde au regard de son « *history of aggression on Palestinians and Arab neighbors* », mais aussi de

*its nuclear arsenals, its clandestine nuclear program and its unsafeguarded nuclear facilities, which [were] the only source of threat to the peace, security and stability in the Middle East and beyond.*<sup>2375</sup>

De manière plus prégnante cependant, la stratégie de l'administration d'Obama consista en une formulation du problème iranien en termes de violation des normes internationales en matière de prolifération nucléaire et non en termes de problème bilatéral avec un autre pays, les États-Unis ou Israël par exemple. Cela lui permit de faire en sorte que des États, spécialement ceux se trouvant dans le voisinage de l'Iran, se prononcent sur le programme nucléaire de ce dernier sans prendre fait et cause pour la sécurité d'Israël mais en prônant un respect des normes internationales.

L'autorité morale retrouvée des États-Unis permit à l'administration Obama de mettre en œuvre une stratégie de la Rationalité à travers l'application de l'ensemble de sanctions le plus complet auquel l'Iran avait eu à faire face. Cette « *comprehensive strategy* » fut mise à exécution « *with the international community and partners and allies around the world that [was] having a clear impact on the Iranian*

---

<sup>2374</sup> B. Obama (2012, 4 mars). *Remarks at the American Israel Public Affairs Committee Policy Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=99935>.

<sup>2375</sup> Propos tenus par Eshaq Al-e-Habib, ambassadeur de l'Iran auprès des Nations unies, et cités par R. Gladstone (2012, 28 septembre), *op. cit.*

*economy* »<sup>2376</sup>. L'administration Bush avait présenté les plus grandes souplesses russe et chinoise à l'égard de l'Iran comme témoignant du refus des deux pays de consentir les efforts nécessaires, « *to do hard things* » ayant « *consequences for their diplomacy* » et « *for their companies doing business with Iran* ». Puisque « *[p]eople [didn't] like to do that* », elle avait craint que le rapport du NIE soit utilisé « *as an excuse or a pretext for flagging on the effort* »<sup>2377</sup>. De cette manière, elle avait présenté son propre comportement, non comme intransigent mais comme vertueux au contraire de celui des autres États, beaucoup moins prompts à faire les sacrifices que le sens des responsabilités des États-Unis leur commandait de faire. Le Président Bush alla jusqu'à affirmer

*that one of the real challenges [was] to convince people that peace [was] more important than market share, that achieving long-term peace in the Middle East [was] more important than someone's companies having a share of equipment.*<sup>2378</sup>

Cette déclaration est typique de l'hypocrisie et des doubles standards de l'administration américaine d'alors. A son arrivée à la Maison-Blanche, le Président Obama souhaita au contraire résoudre la crise de légitimité que connaissaient les États-Unis sur la scène internationale et à laquelle l'administration Bush s'était heurtée sans l'admettre<sup>2379</sup>. Un an seulement après son élection, le Président Obama estimait avoir « *restored America's standing in the world* ». La coopération entre les États-Unis et les autres États s'en trouvait par conséquent facilitée, par exemple dans le cas de l'Iran<sup>2380</sup>. Il reconnaissait de ce fait la responsabilité des États-Unis dans leurs échecs en matière de coopération plutôt qu'il ne blâmait exclusivement ses partenaires. En revanche, l'administration Obama ne pouvait envisager d'avoir une

---

<sup>2376</sup> J. Carney (2012, 30 janvier), *op. cit.*

<sup>2377</sup> S. Hadley (2007, 3 décembre), *op. cit.*

<sup>2378</sup> G.W. Bush (2008, 2 janvier). *Interview With Nahum Barnea and Shimon Shiffer of Yedioth Ahronoth*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=76254>.

<sup>2379</sup> A. Adib-Moghaddam (2007), *op. cit.*, p. 647.

<sup>2380</sup> B. Obama (2009, 18 novembre). *Interview With Ed Henry on CNN's "The Situation Room"*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88331>.

part de responsabilité dans le refus répété de l'Iran de négocier puisqu'elle estimait avoir fait sa part en tentant de rééquilibrer le régime de non-prolifération nucléaire. Elle n'entra pour autant pas dans un dialogue de sourds avec l'Iran comme l'avait fait l'administration Bush à l'occasion du refus du Président Ahmadinejad de reconnaître ne serait-ce que la légitimité de l'échéance fixée par les P5+1 (un journaliste affirma d'après les propos tenus par le Président iranien que « *the U.S. [could] set all the deadlines it [wanted], it [didn't] matter to them* »). La réaction de l'administration Bush avait alors témoigné de son incompréhension du rejet iranien plus global de la « communauté internationale » telle que se la représentaient les dirigeants américains : « *Mr. Ahmadinejad may not recognize, for whatever reason, the deadline that looms, but that is a very real deadline for the international community.* »<sup>2381</sup> Une fois la balle replacée dans le camp iranien par son initiative en matière de désarmement nucléaire, l'administration Obama entreprit de sanctionner l'Iran. Il ne fut alors plus question des responsabilités américaines, qu'elle avait prouvé être capable d'assumer, mais des responsabilités iraniennes : en souhaitant baser l'approche engagée par les P5+1 et par l'Iran sur la réciprocité, elle entendait « *[respect] Iran's sovereignty and its rights in the international community, but also [recognize] its responsibilities* »<sup>2382</sup>. L'Iran n'assumant pas ses responsabilités de membre du TNP, il était légitime de le sanctionner. En cela, l'administration Obama chercha comme l'administration précédente à isoler l'Iran mais seulement après avoir conduit une initiative convaincante en matière de négociation à l'égard de l'Iran. Sa démarche ne peut par conséquent pas être analysée comme relevant de la stratégie de l'Exil dont avait usé l'administration Bush. Le Président Obama estimait être parvenu à restaurer la crédibilité et la légitimité des États-Unis dans le monde ce dont témoignait selon lui la participation de la Chine et de la Russie (et plus largement de

<sup>2381</sup> R. Gibbs (2009, 22 décembre). *Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=87015>.

<sup>2382</sup> B. Obama (2012, 19 mai). *Remarks Prior to a Working Session With Group of Eight Leaders at Camp David, Maryland*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=100887>.

celle des « *like-minded states* » qu'étaient les membres des P5+1<sup>2383</sup>) à une politique de sanctions à l'encontre de l'Iran<sup>2384</sup>. Sans nullement révolutionner les fondements de la « communauté » et de l'ordre internationaux, l'administration Obama s'est efforcée de renouveler la légitimité des États-Unis en leur sein en respectant les dispositions normatives, légitimité dont l'administration Bush a essayé de se passer au nom de représentations insuffisamment sinon nullement partagées par ses partenaires. L'administration Obama n'a pas cherché à renouveler les normes sociales existantes mais à en modifier l'application. En ce sens, elle n'a pas remis en cause l'inégalité intrinsèque du TNP, que l'Iran acceptait de fait puisqu'il en était membre, mais s'est attachée à ne pas alimenter les doubles standards que l'administration Bush avait défendus, notamment sur la base des représentations américaines en matière de paix libérale.

Par ailleurs, l'exercice de la responsabilité des États-Unis selon l'administration Obama a aussi consisté à faire preuve d'une tempérance dont s'était également passée l'administration Bush. Si l'administration Obama n'a jamais absolument exclu un recours à la force contre l'Iran, elle a davantage cherché à contrebalancer les prises de position offensives du Premier ministre israélien. Alors que les États-Unis du Président Bush étaient généralement apparus comme ayant tendance à mettre de l'huile sur le feu face à l'Iran, les États-Unis du Président Obama prirent le contre-pied face à des Européens et des Israéliens devenus plus suspicieux voire agressifs. Avant même l'arrivée du Président Obama à la Maison-Blanche, les dirigeants européens, qui avaient jusque-là plutôt eu tendance à « calmer le jeu » et à tenter de trouver des solutions diplomatiques et d'éviter les sanctions, durcirent leurs discours à l'égard de l'Iran. Par exemple, en septembre 2009, le ministre français des Affaires

---

<sup>2383</sup> Administration Obama (2011, 11 novembre). *Press Gaggle by Press Secretary Jay Carney and Deputy National Security Advisor for Strategic Communications Ben Rhodes*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=97031>.

<sup>2384</sup> B. Obama (2012, 22 octobre), *op. cit.*



étrangères évoqua la possibilité d'une guerre avec l'Iran<sup>2385</sup>. Par la suite, « *[t]he United States [was] also considered to be more willing than France to offer Tehran certain concessions in return for substantive talks* », ce qui n'avait jamais été le cas auparavant. En témoignent les inquiétudes manifestées par des « *senior French officials* » que les sanctions prises à l'encontre de l'Iran ne fussent « *not (...) strong enough to push the Iranian government into serious, substantive negotiations on its nuclear program* ». <sup>2386</sup> A l'instar de l'administration Bush, l'administration Obama refusait de rendre compte d'une quelconque « *timeline of this potentiel threat* », répétant qu'elle devait « *stay focused on preventing Iran from having a nuclear capability* ». Cependant, alors que la première refusait d'apprécier clairement la dangerosité immédiate du programme nucléaire iranien pour mieux réaffirmer systématiquement les inquiétudes que générait ce dernier, la deuxième faisait de même pour éviter de lancer un compte à rebours qui aurait attisé les tensions. En ce sens, l'administration Obama tenta de rassurer Israël quant au caractère non immédiat de la menace nucléaire iranienne et d'éviter d'éventuelles frappes préventives de sa part sur les infrastructures nucléaires iraniennes. <sup>2387</sup> Elle assurait néanmoins que « *there [was] absolutely no daylight between the United States and Israel when it [came] to the necessity of preventing Iran from acquiring a nuclear weapon* <sup>2388</sup> »,

---

<sup>2385</sup> Déclaration évoquée par un journaliste lors d'une conférence de presse du Président Bush [G.W. Bush (2007, 20 septembre). *The President's News Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75807>].

<sup>2386</sup> S. Erlanger (2012, 20 janvier). « European Union Moves Closer to Imposing Tough Sanctions on Iran ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2012/01/21/world/europe/european-union-planning-tough-sanctions-on-iran.html>.

<sup>2387</sup> Tentative dont rendit compte le *New York Times* [M. Mazzetti et D.E. Sanger (2010, 19 août). « U.S. Assures Israel That Iran Threat Is Not Imminent ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2010/08/20/world/middleeast/20policy.html>] et à propos de laquelle un journaliste interrogea l'administration Obama [Administration Obama (2010, 20 août). *Press Briefing by Deputy Press Secretary Bill Burton and Assistant to The President for Counterterrorism and Homeland Security John Brennan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88351>].

<sup>2388</sup> J. Carney (2012, 2 septembre). *Press Gaggle by Press Secretary Jay Carney*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=101990>.

c'est-à-dire « *the policy objective*<sup>2389</sup> ». Les deux dirigeants étaient en revanche en désaccord s'agissant des moyens à employer « *to deter what both men have called Iran's nuclear threat*<sup>2390</sup> », le gouvernement Netanyahu plaidant davantage en faveur de la manière forte. En décrivant l'Iran doté de l'arme nucléaire comme ne pouvant être « *contained* » et comme menaçant « *the elimination of Israel, the security of Gulf nations, and the stability of the global economy* »<sup>2391</sup>, le Président Obama assurait qu'il avait pris la mesure de ce que serait alors la menace tout en signalant qu'elle n'existait pas encore.

Enfin, la responsabilité des États-Unis telle que se la représentait l'administration Obama consistait aussi à ne pas s'ingérer dans les affaires internes des autres États. En cela, l'administration Obama a rompu avec la politique agressive de « démocratisation » portée par l'administration Bush et a significativement raréfié les dépréciations rhétoriques à l'encontre du régime iranien. Déjà en tant que candidat à la présidence des États-Unis, le futur Président Obama avait affirmé que « *Iran [was] like North Korea* », les deux États voyant « *nuclear arms in defensive terms, as a way to prevent regime change* »<sup>2392</sup>. Le désamorçage des deux crises pouvait par conséquent passer par l'abandon de la politique de changement de régime menée par l'administration Bush. De manière générale, l'abandon de cette politique témoigne des mises en pratique distinctes de l'ambition d'exemplarité que les dirigeants américains nourrissaient pour leur pays. Le Président Bush avait assumé parfois explicitement une certaine ingérence dans les affaires internes des États ne respectant pas les libertés de leurs populations, ainsi qu'une politique de *soft power* très offensive à destination de celles-ci. A l'inverse, le Président Obama annonça dès le début de son mandat qu'il ne pratiquerait pas l'ingérence dans les affaires internes

---

<sup>2389</sup> J. Carney (2012, 12 septembre). *Press Gaggle by Press Secretary Jay Carney*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=102255>.

<sup>2390</sup> R. Gladstone (2012, 28 septembre), *op.cit.*

<sup>2391</sup> B. Obama (2012, 25 septembre), *op. cit.*

<sup>2392</sup> Cité par W.C. Clemens (2016), *op. cit.*, p. 279.

des autres États. A ce titre et à l'occasion des élections présidentielles en Iran et des manifestations que leurs résultats générèrent, l'administration Obama souligna le caractère souverain de l'Iran et le fait que le sujet relevait d'un « *debate inside of Iran for Iranians* »<sup>2393</sup>. Le Président Obama objecta personnellement que « *it [was] not productive, given the history of U.S.-Iranian relations, to be seen [...] the U.S. President meddling in Iranian elections* » tout en rappelant le nécessaire principe de pouvoir manifester librement<sup>2394</sup> ainsi que la responsabilité de l'ensemble des « *free people and free nations* » d'assurer « *these movements of hope and history* » de leur soutien<sup>2395</sup>. Sa mesure à l'égard du régime iranien jugée excessive lui valut des critiques, tant de la part de l'Union européenne que de la part des Républicains et de certains Démocrates. Le Président Obama refusait que les États-Unis puissent être accusés par les dirigeants iraniens d'avoir fait émerger la contestation et que les manifestants soient « *more susceptible to being labeled by Iranian officials as tools of Washington* ». Sa posture fut soutenue par Henry Kissinger qui estimait que « *[a]nything that the United States [said] that [put] us totally behind one of the contenders, behind Moussavi, would be a handicap for that person* ». <sup>2396</sup> Cette posture s'inscrivait dans sa politique de relégitimation des États-Unis et de leur politique qui visait la résolution du problème nucléaire iranien à travers la négociation : la souveraineté des États étant l'un des principes fondateurs de l'ordre international, il lui fallait le respecter quelles que fussent ses représentations en matière de paix libérale afin de pouvoir légitimement exiger de l'Iran qu'il respecte ces mêmes principes. Compte tenu de la voie que semblait emprunter le régime iranien à travers la violente répression des contestations, le Président Obama constata toutefois que les perspectives de résolution du problème nucléaire iranien n'étaient

---

<sup>2393</sup> R. Gibbs (2009, 16 juin). *Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86293>.

<sup>2394</sup> B. Obama (2009, 16 juin/a), *op. cit.*

<sup>2395</sup> B. Obama (2009, 10 décembre), *op. cit.*

<sup>2396</sup> M. Landler (2009, 19 juin). « Obama Resists Calls for a Tougher Stance on Iran ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2009/06/20/world/middleeast/20policy.html>.

guère encourageantes, sa situation interne devant immanquablement influencer la manière dont l'Iran répondrait à la « communauté internationale » sur le sujet<sup>2397</sup>. En cohérence avec les principes évoqués précédemment, il se contenta d'évoquer le « *moral support* » que les États-Unis pouvaient accorder aux populations dans le contexte du Printemps arabe, soucieux de marquer la rupture politique qu'il avait engagée en la matière : « *America cannot ultimately dictate what happens inside of Iran any more than it could inside of Egypt.* »<sup>2398</sup> Cela n'empêcha pas les dirigeants iraniens de voir la main des États-Unis derrière les manifestations qui survinrent au début du mois de mars 2011 en Iran. Accusations dont l'administration Obama dénonça l'hypocrisie au regard du soutien que les dirigeants iraniens avaient exprimé en faveur des manifestations tunisiennes et égyptiennes contestant des dirigeants soutenus par les États-Unis<sup>2399</sup>.

L'évolution des représentations des responsabilités que devaient endosser les États-Unis ainsi que la reformulation de leur mise en pratique furent concomitantes avec l'évolution des représentations dont faisaient l'objet l'Iran, ses dirigeants et la valeur de leur parole. Associées, ces représentations renouvelées rendirent possibles l'acceptation par les dirigeants américains de la négociation avec l'Iran.

### 9.2.2.2 Rendre possible la négociation

Face à l'Iran, le Président Obama mit en œuvre ce qu'il appela une « *dual-track approach* » consistant en l'ouverture de négociations directes et en la formulation d'une proposition juste, d'une part, ainsi qu'en le maintien de la possibilité de sanctionner l'Iran, d'autre part. Elle devait permettre de créer « *the right kinds of environment to support negotiations* » en conjuguant « *the ability to maintain*

<sup>2397</sup> B. Obama (2009, 26 juin), *op. cit.*

<sup>2398</sup> B. Obama (2011, 15 février), *op. cit.*

<sup>2399</sup> Administration Obama (2011, 28 février). *Press Briefing by Press Secretary Jay Carney and U.S. Permanent Representative to the United Nations Susan Rice*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. <Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=89701>.

*pressure and at the same time a willingness to engage Iran, to see if they [were] willing to honor their international obligations*<sup>2400</sup> ». Cet environnement devait témoigner à la fois de la fermeté et de l'ouverture à la négociation des P5+1. C'était seulement à la condition que les deux volets de cette approche soient équilibrés que les autres membres des P5+1 avaient pu accepter de se joindre à la politique américaine selon le Président Obama.

La première mesure visant à créer les conditions appropriées à l'ouverture de négociations consista en l'abandon des conditions préalables qu'avait jusque-là imposées l'administration Bush à l'Iran. La formulation de ces conditions préalables avait suscité une réaction de rejet de la part de l'Ayatollah Khamenei lui-même qui estimait

*that there was "no use" negotiating with the United States over Iran's nuclear program, because his nation had no intention of surrendering what he called "our undeniable right of using nuclear technology".*<sup>2401</sup>

Or, exiger de l'Iran qu'il arrête son programme d'enrichissement d'uranium revenait à lui demander de renoncer à une dimension de la technologie nucléaire. Le Président Obama ne remit jamais en cause le droit de l'Iran en la matière mais précisa néanmoins qu'avec ce droit « *to peaceful nuclear energy, just as all nations [had] it, (...) [came] responsibilities*<sup>2402</sup> ». De même, il souligna en 2012 sa volonté de ménager les aspirations iraniennes :

---

<sup>2400</sup> B. Obama (2012, 11 juin). *Background Conference Call on Today's Presidential Determination Regarding the Availability of Non-Iranian Oil in the Market*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=101015>.

<sup>2401</sup> N. Fathi (2006, 28 juin). « Iran Won't Give Up Right to Use Atomic Technology, Leader Says », *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2006/06/28/world/middleeast/28iran.html>.

<sup>2402</sup> B. Obama (2009, 1<sup>er</sup> octobre/a). *Remarks on the Natural Disasters in the South Pacific and Indonesia and the Situation in Iran*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86694>.

*There should be a way in which they can enjoy peaceful nuclear power while still meeting their international obligations and providing clear assurances to the international community that they're not pursuing a nuclear weapon.*<sup>2403</sup>

L'abandon des conditions préalables par l'administration Obama a également permis au moins dans une certaine mesure de rendre compatibles les représentations américaines de la manière dont le problème nucléaire iranien devait être résolu avec les représentations iraniennes en la matière. A tout le moins il permettait de ne pas exclure d'emblée qu'une telle compatibilité ne soit créée par la négociation. L'existence de cette compatibilité se manifesta par ailleurs dans la lettre envoyée par l'Iran en septembre 2009 et dans laquelle étaient exposées les préoccupations iraniennes relatives à « *Iran's view of the world and its place in it* » et qui relevaient de thèmes évoqués par le Président Obama lors de son discours du Caire en avril de la même année<sup>2404</sup>. De même, sans pour autant abandonner les sanctions prises à l'encontre de l'Iran, l'abandon des conditions préalables pouvait être considéré comme satisfaisant la préoccupation des dirigeants iraniens « *to see America's practical steps* » en faveur d'un dialogue. Le porte-parole du gouvernement iranien avait en effet affirmé en 2003 que les États-Unis ne pouvaient « *threaten from one side and freeze assets from the other side; level accusations from one side and then request dialogue from the other side* ». <sup>2405</sup> Il mettait à la fois en exergue l'importance d'une atmosphère propice au dialogue ou à la négociation et l'incapacité de l'administration Bush de créer une telle atmosphère, mais aussi le besoin des dirigeants iraniens d'avoir confiance en la réelle volonté américaine de négocier. Quelques années plus tard, il était par conséquent incompréhensible voire illégitime que les dirigeants iraniens refusent de répondre favorablement à la demande des

<sup>2403</sup> B. Obama (2012, 14 novembre). *The President's News Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=102644>.

<sup>2404</sup> D. Linzer (2009, 10 septembre), *op. cit.*

<sup>2405</sup> Abdullah Ramezanzadeh est ici cité dans N. Fathi (2003, 30 octobre). « *Iran Demands Concessions From U.S. in Return for Cooperation* ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2003/10/30/world/iran-demands-concessions-from-us-in-return-for-cooperation.html>.

membres du G8 « *to restore confidence in the exclusively peaceful nature of its nuclear activities*<sup>2406</sup> ».

Par la suite, l'abandon des conditions préalables permit à l'administration Obama de justifier et de légitimer sa politique de sanction à l'égard de l'Iran puisque la possibilité de négocier directement avec l'Iran avait été compromise par celui-ci :

*I think our openness to diplomacy (...) and our openness to engagement has helped rally the international community behind the kind of sanctions that we've put in place, because they see (...) Iran as the intransigent actor.*<sup>2407</sup>

En cela, la deuxième mesure consista en la construction d'une coalition internationale solide capable de sanctionner significativement l'Iran. Elle fut rendue possible par la première qui témoignait de la sincérité de l'administration Obama « *about giving Iran an opportunity to pursue peaceful nuclear energy while foreclosing the pursuit of a nuclear weapon* ». Seule cette sincérité permit de mettre en œuvre des sanctions d'une fermeté telle qu'elles ramenèrent l'Iran à la table des négociations<sup>2408</sup>. La troisième mesure, détaillée précédemment, résida dans la démarche américaine de désarmement nucléaire. Elle favorisa dans un premier temps la négociation parce qu'elle remit sur un pied d'égalité les États-Unis et l'Iran, en reconnaissant leurs responsabilités respectives en matière nucléaire, puis elle eut un effet similaire à l'abandon des conditions préalables, en manifestant la bonne volonté des États-Unis auprès des autres membres des P5+1 qui acceptèrent plus facilement de sanctionner l'Iran qui apparaissait comme n'ayant pas saisi « *the many opportunities to begin to*

---

<sup>2406</sup> B. Obama (2009, 8 juillet/b). *L'Aquila Statement on Non-Proliferation*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86410>, nous soulignons.

<sup>2407</sup> Administration Obama (2010, 24 septembre), *op. cit.*

<sup>2408</sup> B. Obama (2012, 15 avril). *The President's News Conference With President Juan Manuel Santos Calderon of Colombia in Cartagena*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=100494>.

*build trust and confidence*<sup>2409</sup> ». La deuxième mesure fut présentée comme fructueuse par l'administration Obama qui affirma qu'elle

*[had] resulted in a level of consensus within the international community regarding Iranian behavior that [had] never been attained before. It [had] resulted in a level of punitive sanctions that [had] never been attained before, that in turn, [had] resulted in a level of disruption to the Iranian economy and the Iranian leadership that [had] never been achieved before, and that that [was] having an impact.*<sup>2410</sup>

De manière générale, l'ensemble des mesures prises par l'administration Obama visait à démontrer que « *Iran was the problem*<sup>2411</sup> » et qu'il était l' « *intransigent actor* », mais aussi à démontrer sa faiblesse tant aux yeux des P5+1 qu'à l'ensemble de la « communauté internationale », y compris les États voisins de l'Iran. Cela était nécessaire puisque, avant son arrivée à la Maison-Blanche, le Président Obama affirmait que

*[i]n the region, Iran was ascendant, increasingly popular and extending its reach (...), the Iranian leadership was united and on the move, and the international community was divided about how to go forward.*<sup>2412</sup>

En acceptant de négocier directement avec l'Iran sans conditions préalables, le Président Obama avait aussi fait disparaître le paradoxe créé par la position de l'administration Bush qui avait salué la tenue de négociations avec l'Iran tout en refusant d'y participer ou en conditionnant sa participation à la satisfaction d'exigences qu'elle savait inacceptables pour l'Iran. Les États-Unis se trouvaient renforcés, tandis que l'inflexibilité de l'Iran était présentée comme une faiblesse par l'administration Obama, de même que l'étaient les violations des droits de l'Homme

---

<sup>2409</sup> Administration Obama (2009, 11 décembre). *Statement by the Press Secretary on the European Council Declaration on Iran*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=89349>.

<sup>2410</sup> J. Carney (2012, 21 février). *Press Briefing by Press Secretary Jay Carney*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=99415>.

<sup>2411</sup> J. Carney (2011, 12 octobre). *Press Briefing by Press Secretary Jay Carney*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=96891>.

<sup>2412</sup> B. Obama (2012, 4 mars), *op. cit.*



constatées en Iran<sup>2413</sup>. Celle-ci estima qu'une majorité de pays se prononça en faveur de résolutions condamnant le comportement de l'Iran en matière nucléaire en raison de cette intransigeance<sup>2414</sup>.

Plutôt que de le présenter comme l'une des principales menaces auxquelles devaient faire face les États-Unis, l'administration Obama souligna la position de faiblesse dans laquelle se trouvait l'Iran. Elle affirma par exemple que les menaces proférées par le gouvernement iranien à l'égard des États-Unis en raison de leur présence dans le Golfe Persique témoignait de sa position de faiblesse<sup>2415</sup>, son gouvernement mettant en œuvre des « *diversionary tactics*<sup>2416</sup> » visant à faire oublier sa responsabilité dans les sanctions frappant l'économie iranienne. Alors que l'administration Bush avait eu pour objectif de faire chuter le régime iranien, l'administration Obama pariait sur un simple ébranlement du pouvoir iranien, cependant suffisamment fort pour pousser les dirigeants iraniens à craindre la chute de leur régime et à accepter de faire des concessions pour le sauver<sup>2417</sup>. En ce sens, elle affirma partager la préoccupation du Président Medvedev de ne pas « *support sanctions that [would] lead to economic hardship for the Iranian people, that would foment economic chaos, or would lead to regime change*<sup>2418</sup> ». Alors que les deux « choix » proposés à l'Iran par l'administration Bush, la Terreur ou l'Exil, ceux

---

<sup>2413</sup> B. Obama (2011, 20 mars), *op. cit.*

<sup>2414</sup> B. Obama (2011, 21 novembre). *Statement on Iran*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=97310>.

<sup>2415</sup> J. Carney (2012, 3 janvier). *Press Briefing by Press Secretary Jay Carney*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=98794>.

<sup>2416</sup> J. Carney (2012, 17 janvier). *Press Briefing by Press Secretary Jay Carney*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=98985>.

<sup>2417</sup> J. Carney (2012, 19 janvier). *Press Gaggle by Press Secretary Jay Carney*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=98988>.

<sup>2418</sup> Administration Obama (2010, 8 avril/b). *Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs, Deputy National Security Advisor For Strategic Communications Ben Rhodes, and Special Assistant to the President and Senior Director for Russian Affairs Michael Mcfaul*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=87728>.

formulés par l'administration Obama semblait beaucoup plus acceptables compte tenu des mesures, y compris en matière discursive, qu'elle avait prises pour apaiser les tensions. L'Iran était désormais face à une réelle alternative :

*fulfill its international obligations and reap the benefits of greater economic and political integration with countries around the world or [...] continue to defy its responsibilities and face even more pressure and isolation.*

Tant que l'Iran ne respecterait pas ses obligations internationales ou ses « *rights and responsibilities*<sup>2419</sup> » comme l'avaient fait les États-Unis, il était vu comme ayant choisi « *the path of international isolation* ». <sup>2420</sup> D'autant qu'en s'engageant dans la voie du désarmement, les États-Unis du Président Obama avaient au moins partiellement répondu à la lettre envoyée par les dirigeants iraniens aux États européens et aux États-Unis par l'intermédiaire des Suisses en septembre 2009. Les dirigeants iraniens y proposaient en effet d'ouvrir « *"comprehensive, all-encompassing and constructive" negotiations on a range of security issues, including global nuclear disarmament*<sup>2421</sup> ». Au regard de la convergence au moins partielle des positions américaine et iranienne, l'ouverture de négociations paraissait possible : « *In contentious, high-stakes negotiations, deals are possible when both sides have a chance to declare victory, and that point may have been reached.*<sup>2422</sup> »

L'abandon des conditions préalables par l'administration Obama eut d'autant plus d'effet que les dirigeants iraniens formulèrent leurs propres conditions préalables à la reprise des négociations, à savoir que les sanctions prises à son encontre devaient être levées par le Conseil de sécurité et que celui-ci reconnaisse son droit d'enrichir de l'uranium dans le cadre du TNP. En octobre 2011, Catherine Ashton, Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de

---

<sup>2419</sup> L'administration qualifiait également sa « *dual-track approach* » de « *approach of "rights and responsibilities"* » [B. Obama (2010, 26 juin). *G8 Muskoka: Non-proliferation and Iran*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=90115>].

<sup>2420</sup> B. Obama (2011, 21 novembre), *op. cit.*

<sup>2421</sup> D. Linzer (2009, 10 septembre), *op. cit.*

<sup>2422</sup> M. Slackman (2009, 14 octobre), *op. cit.*

sécurité, envoya une lettre à l'Iran dans laquelle elle lui offrit de reprendre les négociations sans conditions préalables<sup>2423</sup>. Notons qu'il importait à l'administration Obama de rappeler que la possibilité de négocier avait toujours été offerte à l'Iran et que par conséquent l'intérêt de négocier manifesté par les dirigeants iraniens ne demandait qu'à être concrétisé sans exiger un quelconque mouvement de la part des P5+1, qui s'étaient toujours montrés disponibles.

La création de conditions favorables à la négociation passa aussi par la réhabilitation de la négociation comme moyen de résoudre le problème nucléaire iranien, la négociation ayant jusque-là aussi fait l'objet de dépréciations rhétoriques ne favorisant pas son usage. En 2007, le ministre de la Défense américain, Robert Gates, avait déclaré que « *there [was] really nothing the Iranians [wanted] from [the United States]*<sup>2424</sup> », laissant entendre que les États-Unis n'auraient disposé d'aucune marge de manœuvre dans le cadre de négociations. Le Président Obama s'attacha pour sa part à refaire de la négociation une option acceptable et non à la présenter comme un signe de faiblesse comme l'avait fait John McCain pendant la campagne présidentielle de 2008. La négociation n'était plus un signe particulier de reconnaissance accordé à l'État partie prenante ni un bon point gagné pour « *good behaviour* » comme le laissait entendre l'administration Bush dans le cas de la Syrie<sup>2425</sup>. De même, son rejet ne devait plus être considéré comme un moyen de sanctionner voire de punir l'État y aspirant. Le candidat Obama remarquait au contraire : « *this notion by not talking to people we are punishing them has not worked*<sup>2426</sup> ». La négociation devait permettre de traiter les « *many issues to discuss*

---

<sup>2423</sup> J. Carney (2012, 26 janvier). *Press Gaggle by Press Secretary Jay Carney*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=99073>.

<sup>2424</sup> Cité par D.S. Cloud (2007, 19 janvier), *op. cit.*

<sup>2425</sup> T. Snow (2007, 1<sup>er</sup> février). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60344>.

<sup>2426</sup> Le candidat Obama analysait et condamnait ainsi le refus de négocier de l'administration Bush [Presidential Candidates Debates (2008, 26 septembre). *Presidential Debate at the University of*

*between [the] two countries*<sup>2427</sup> » et donc de fonder de nouvelles relations entre les États-Unis et l’Iran, ce que le Président Obama avait appelé de ses vœux dans son discours du Caire. Accepter de négocier avec l’Iran constituait une mise en pratique de l’idée selon laquelle « *there [was] nothing inevitable that should cause Iran and the United States to be enemies* » et que leur passé conflictuel « *[could] be bridged with mutual understanding, mutual respect* »<sup>2428</sup>. Ce que le Président Bush présentait comme une multiplicité de griefs faits à l’Iran était devenu des sujets de discussion et de négociation. Dès lors, la négociation était une manière pour les États-Unis d’assumer leurs responsabilités dans l’état de leurs relations avec l’Iran. De plus, les négociations devaient permettre de mieux connaître l’intention des Iraniens en matière nucléaire. Ceux-ci pouvaient en effet « *to show that their interest in discussing this is genuine* », l’intérêt à discuter étant présenté comme positif à l’inverse de celui de se montrer intractable ; ils pouvaient aussi « *to convince the world and be transparent* »<sup>2429</sup>. Au contraire, le Président Bush estimait que, faute de connaître ses intentions, il n’était possible ni de négocier avec l’Iran ni de parier sur sa bonne foi. Ce positionnement à l’égard de la négociation permit à l’administration Obama d’accepter l’offre iranienne formulée en septembre 2009 en dépit de ses insuffisances, tout en rappelant que « *[i]t [was] up to Iran to respond in a concrete way to the offers that [were] on the table and to address the concerns of the world community* » et que « *the ball [was] in their court* »<sup>2430</sup>. L’offre iranienne constituait une occasion pour les États-Unis de s’asseoir à la même table que l’Iran : pour l’administration Obama, « *Iran's lack of interest in addressing its nuclear program [was] not a reason to refuse to talk* » puisqu’elle prévoyait « *to bring up the nuclear*

---

*Mississippi in Oxford*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=78691>].

<sup>2427</sup> B. Obama (2009, 4 juin), *op. cit.*

<sup>2428</sup> B. Obama (2010, 24 septembre), *op. cit.*

<sup>2429</sup> R. Gibbs (2009, 30 septembre). *Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86695>.

<sup>2430</sup> Administration Obama (2009, 25 septembre), *op. cit.*

*issue* » si des négociations avaient effectivement lieu<sup>2431</sup>. Même si elle ne souhaitait pas « *to waste time pushing for talks that won't yield results* »<sup>2432</sup> et se disait « *not interested in talking for the sake of talking* »<sup>2433</sup>, elle reconnut bien plus tard que « *there [was] time and space to continue to pursue the policy* » compte tenu de la « *visibility into their programs* » dont elle disposait et du fait que « *Iran [had] not broken out and started to pursue a weapon* »<sup>2434</sup>. A l'inverse, l'argument mobilisé par l'administration Bush au détriment de la négociation relevait davantage de l'incertitude qui pesait sur le programme nucléaire iranien qui n'autorisait aucune perte de temps. Or, la négociation était vue comme une manière pour l'Iran de gagner du temps. Cette représentation de la négociation avait d'ailleurs toujours cours chez certains dirigeants européens. En témoigne la réaction de « *some in Europe* » lorsqu'à la fin du mois de décembre 2011, quelques temps seulement après la mise en œuvre de nouvelles sanctions à son encontre, l'Iran manifesta sa volonté de reprendre les négociations avec les P5+1<sup>2435</sup>. Sa démarche fut alors « *[interpreted] as an effort by Iran to buy time to continue its program* » et l'Union européenne proposa quelques jours après que soit instauré un embargo sur le pétrole contre l'Iran, ce que les dirigeants iraniens dénoncèrent comme « *an economic war* »<sup>2436</sup>. Au mois de juin 2012, les négociations avec l'Iran reprirent cependant à Moscou.

L'administration Obama insista davantage sur la nécessité de respecter un principe de réciprocité essentiel à la bonne conduite de négociations : l'ensemble des parties prenantes avaient des droits et des responsabilités, prenaient des engagements et

---

<sup>2431</sup> Propos tenus par le porte-parole du Département d'Etat, P.J. Crowley, cité par D. Linzer (2009, 10 septembre), *op. cit.*

<sup>2432</sup> *Loc. cit.*

<sup>2433</sup> B. Obama (2009, 1<sup>er</sup> octobre/a), *op. cit.*

<sup>2434</sup> J. Carney (2012, 29 février), *op. cit.*

<sup>2435</sup> The Associated Press (2011, 31 décembre). « Iran Asks to Resume Talks on Its Nuclear Program ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2012/01/01/world/middleeast/iran-asks-to-resume-talks-on-its-nuclear-program.html>.

<sup>2436</sup> J.D. Goodman (2012, 5 janvier). « Iran Responds With Anger to Proposals by Europe ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2012/01/06/world/middleeast/iran-calls-threat-of-sanctions-from-european-union-economic-war.html>.

devaient les respecter au même titre. L'accent mis sur ce principe pouvait permettre d'éviter que les dirigeants iraniens ne se plaignent de nouveau de l'incapacité des Européens « *of keeping their promises* », ce qui avait selon eux contribué à « *erode an atmosphere of trust* » pourtant nécessaire à la conduite des négociations<sup>2437</sup>. Les engagements pris ne furent en effet pas systématiquement respectés. Par exemple, le groupe de travail censé travailler sur l'accession de l'Iran au rang de membre de l'OMC et créé le 26 mai 2005 ne s'est encore aujourd'hui jamais réuni<sup>2438</sup>. Plus grave encore, l'administration Bush avait poursuivi une politique de subversion du régime iranien<sup>2439</sup> alors que, dans le cadre des accords d'Alger signés le 19 janvier 1981 pour résoudre la crise des otages, les États-Unis avaient pris l'engagement suivant : « *that it is and from now on will be the policy of the United States not to intervene, directly or indirectly, politically or militarily, in Iran's internal affairs.*<sup>2440</sup> » La mise en œuvre du principe de réciprocité impliquait que le respect, maintes fois exigé par les administrations américaines successives, des engagements pris par l'Iran soit associé au respect des engagements pris par les autres parties prenantes. En ce sens, l'Iran se déclara prêt, à travers la voix de son négociateur, Saeed Jalili, « *for the “step-by-step” approach and the “reciprocity”* » proposées par Catherine Ashton. Cette approche devait consister en le conditionnement de la levée ou de la suspension des sanctions aux mesures prises par l'Iran pour restaurer une confiance mutuelle alors fortement dégradée.<sup>2441</sup> La mise en œuvre du principe de réciprocité devait aussi permettre de répondre à la demande de justice et d'égalité des Iraniens. La justice

<sup>2437</sup> E. Sciolino et D.E. Sanger (2005, 28 février). « Pressed, Iran Admits It Discussed Acquiring Nuclear Technology ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2005/02/28/world/middleeast/pressed-iran-admits-it-discussed-acquiring-nuclear.html>.

<sup>2438</sup> La page consacrée à ce groupe de travail sur le site web de l'OMC ne donne d'ailleurs aucune autre information (voir [https://www.wto.org/french/thewto\\_f/acc\\_f/a1\\_iran\\_f.htm](https://www.wto.org/french/thewto_f/acc_f/a1_iran_f.htm)).

<sup>2439</sup> A. Adib-Moghaddam (2007), *op. cit.*, p. 646.

<sup>2440</sup> (1981, 19 janvier). *Text of Agreement between Iran and the U.S. to resolve the hostage situation*. Consultable sur le site du *New York Times* : <http://www.nytimes.com/1981/01/20/world/text-of-agreement-between-iran-and-the-us-to-resolve-the-hostage-situation.html>.

<sup>2441</sup> V. Perthes (2012, 11 avril). « If at First Iran Says No, Try, Try Again ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2012/04/12/opinion/if-at-first-iran-says-no-try-try-again.html>.

était « *an important element of Iranian political culture* », de même que « *[r]ealpolitik [was] a much weaker political ideology than egalitarianism* » ; par conséquent, « *[t]here [was] a powerful belief that all countries [were] equal, no matter their size, gross national product (GNP), or level of military technology* ». C'est à ce titre que les dirigeants iraniens s'adressaient aux États-Unis « *on an equal status, disregarding U.S. size, technology, power, and influence* ». <sup>2442</sup> En 2009, le Président Obama insista précisément sur « *[t]he fairness of the deal* » proposé à l'Iran, confirmée par le soutien que lui apportèrent les autres membres du P5+1 et l'AIEA <sup>2443</sup>. Le souci de réciprocité était manifeste dans le processus de préparation de négociations avec l'Iran que l'administration Obama estimait indispensable. Un tel processus devait permettre d'établir « *an understanding and a responsibility by both sides in understanding what [was] going to be talked about, and the responsibilities that each side [had]* » <sup>2444</sup>. Le Président Obama annonça en ce sens que sa « *national security team [was] (...) reviewing [the American] existing Iran policy, looking at areas where [it] can have constructive dialog, where [it] can directly engage with them* ». Sans jamais parler explicitement d'égalité entre les deux États, il envisageait entre les deux États « *the possibility at least of a relationship of mutual respect and progress* ».

Cette nouvelle posture devait témoigner de la volonté de son administration « *to do things differently in the region* ». <sup>2445</sup> Pour autant, la démarche de l'administration Obama eut pour résultat de davantage mettre en exergue le rejet iranien des États-Unis plutôt que le rejet américain de l'Iran. C'était désormais l'Iran qui refusait de négocier face à des États-Unis volontaristes à la fois en matière de négociation et de réduction de leur arsenal nucléaire. Cette représentation ne pouvait être que renforcée à l'aune des accusations proférées par l'Iran à l'encontre des États-Unis, par exemple

---

<sup>2442</sup> M. Sariolghalam (2001), *op. cit.*, p. 114-115.

<sup>2443</sup> B. Obama (2009, 19 novembre), *op. cit.*, nous soulignons.

<sup>2444</sup> R. Gibbs (2009, 29 janvier), *op. cit.*

<sup>2445</sup> B. Obama (2009, 9 février), *op. cit.*

à l'occasion de la parution du rapport des Nations unies sur les ambitions nucléaires iraniennes, présenté par les dirigeants iraniens comme « *an American fabrication*<sup>2446</sup> ». L'administration Obama était en quelque sorte parvenue à attirer l'attention sur le rejet des États-Unis et non sur le rejet de l'ensemble de l'ordre international qu'affirmaient porter les dirigeants iraniens. La question rhétorique posée par le Président Ahmadinejad au directeur de l'AIEA, Yukiya Amano, soulignait d'ailleurs davantage la soumission de la « communauté internationale » aux États-Unis plutôt que le rejet de celle-ci de la part de l'Iran : « *Why do you exploit the I.A.E.A. dignity in favor of the U.S. administration?*<sup>2447</sup> » Or, le principe de réciprocité devait aussi être appliqué de manière à ce que la volonté américaine d'abandonner les représentations hostiles de l'Iran soit partagée par les dirigeants iraniens, dont les représentations hostiles des États-Unis paraissaient d'autant moins légitimes que les États-Unis avaient au moins partiellement battu leur coulpe. En 2010, les États-Unis du Président Obama n'étaient toujours pas parvenus à négocier avec l'Iran, ses dirigeants ne s'étant pas engagés dans une démarche de construction identitaire positive, contrairement à ce qu'avait souhaité le Président américain : « *We know what you're against; now tell us what you're for. For reasons known only to them, the leaders of Iran have shown themselves unable to answer that question.*<sup>2448</sup> » Les déviations de l'Iran au regard des normes communément admises par la « communauté internationale » déjà largement dénoncées par les administrations américaines précédentes furent interprétées comme un refus de ses dirigeants d'appliquer le principe de réciprocité qui lui avait été proposé et comme témoignant

---

<sup>2446</sup> R.F. Worth et R. Gladstone (2011, 9 novembre). « Iran Escalates Anti-U.S. Rhetoric Over Nuclear Report ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2011/11/10/world/middleeast/iran-seeks-to-frame-un-nuclear-report-as-american-bullying.html>.

<sup>2447</sup> A. Cowell (2011, 17 novembre). « Nuclear Watchdog Seeks Mission to Iran ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2011/11/18/world/nuclear-watchdog-considers-iran-report.html>.

<sup>2448</sup> B. Obama (2008, 30 octobre). *Remarks in Columbia, Missouri*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=84665>.



de leur incapacité à respecter leurs engagements, une posture qui paraissait illégitime. Par exemple, la conspiration iranienne avortée visant à assassiner l'ambassadeur saoudien à Washington<sup>2449</sup> et condamnée par l'Assemblée générale de l'ONU<sup>2450</sup>, ainsi que le sacage de l'ambassade britannique à Téhéran par des manifestants protestant contre les sanctions prises à l'encontre de l'Iran, renforcèrent la représentation selon laquelle l'Iran ne respectait pas ses obligations internationales en termes de protection des diplomates.

En outre, accepter de négocier avec l'Iran et envisager que ses dirigeants pussent convaincre le monde du bien-fondé de leurs intentions impliquait d'accorder du crédit à leur parole et, au moins dans une certaine mesure, de leur faire confiance. C'est d'ailleurs ce que souhaitait l'administration Obama<sup>2451</sup>. L'administration Bush avait pour sa part constamment remis en cause la parole des dirigeants iraniens, indiquant que « *the Iranians [said] a lot of things*<sup>2452</sup> » qui ne devaient conséquemment pas être prises pour argent comptant. L'acceptation de négocier valait aussi acceptation de prendre en compte les représentations iraniennes. L'évolution de la position de l'administration Obama quant à la possibilité pour l'Iran de disposer d'un programme d'enrichissement d'uranium, voire de la capacité de fabriquer une arme nucléaire sans toutefois franchir cette étape, témoigne de cette prise en compte progressive des représentations iraniennes qui permettrait ensuite l'accord de 2015. Rappelons que le programme nucléaire iranien était « *seen throughout society as a matter of*

---

<sup>2449</sup> Administration Obama (2011, 12 octobre). *Press Release - Readout of the President's Call with King Abdullah of Saudi Arabia*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=109541>.

<sup>2450</sup> Administration Obama (2011, 18 novembre/b). *Statement by the Press Secretary on Today's United National General Assembly Resolution Condemning the Assassination Plot against the Saudi Ambassador*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=99618>.

<sup>2451</sup> B. Obama (2009, 1<sup>er</sup> octobre/b). *Opening Comments in a Background Briefing by a Senior U.S. Official on Today's P5+1 Meeting*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86692>.

<sup>2452</sup> S. McClellan (2004, 19 août). *Press Gaggle by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66049>.

*technological advancement, national pride, and solidarity*<sup>2453</sup> ». Dans le cadre de négociations, les dirigeants iraniens pouvaient exposer ce type de considérations mais encore fallait-il que les dirigeants des P5+1 soient disposés à les croire. Or, en dépit de son acceptation de négocier, l'administration Obama a continué d'émettre des doutes quant à la crédibilité de la parole des dirigeants iraniens et, partant, d'exiger que ceux-ci prouvent ce qu'ils avançaient. Par exemple, tout en reconnaissant que « *the Supreme Leader* », l'Ayatollah Khamenei, « *[had] stated that Iran [believed] it [was] sinful to develop nuclear weapons* », elle estimait que l'Iran devait être en mesure de prouver le caractère pacifique de son programme nucléaire. En effet, « *Iran [stood] alone as the only member of the NPT unable to convince the international community that its nuclear program [was] for peaceful purposes*<sup>2454</sup> ». Attendant des actions concrètes de la part de l'Iran comme les autres membres des P5+1, l'administration Obama déclarait : « *Promises of better behavior down the road, given the past, won't change our position, and I don't believe it will change anyone's position.*<sup>2455</sup> » Elle souhaitait que les dirigeants iraniens fournissent aux P5+1 des éléments tangibles leur permettant d'interpréter autrement leurs intentions et mettent en œuvre de « *concrete actions that [would] build the confidence in the international community to their [nuclear] program*<sup>2456</sup> ».

Cependant, nous l'avons vu, la technologie nucléaire pouvait poser des problèmes d'interprétation en raison de son double emploi, civil et militaire<sup>2457</sup>. Ce que le Président Poutine avait vu comme « *no evidence to suggest Iran [wanted] to build a*

---

<sup>2453</sup> K. Barzegar (2009), *op. cit.*, p. 24.

<sup>2454</sup> B. Obama (2012, 26 mars), *op. cit.*

<sup>2455</sup> J. Carney (2012, 25 avril). *Press Gaggle by Press Secretary Jay Carney*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=100704>.

<sup>2456</sup> Administration Obama (2012, 19 mai). *Press Briefing by Press Secretary Jay Carney; Mike Froman, Deputy National Security Advisor For International Economics; and Deputy National Security Advisor For Strategic Communications Ben Rhodes*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=100930>.

<sup>2457</sup> Voir pages 282-283.

*nuclear bomb*<sup>2458</sup> » était interprété autrement par les dirigeants américains. De même, le fait que les dirigeants iraniens refusent un accord ou une perspective considérés comme acceptables par les dirigeants américains, les membres du P5+1 et le directeur de l'AIEA était interprété par le Président Obama comme indiquant « *that despite their posturing that their nuclear power [was] only for civilian use, that they, in fact, [continued] to pursue a course that would lead to weaponization*<sup>2459</sup> ». Le rejet de cet accord par les dirigeants iraniens aurait pourtant pu se comprendre comme participant de leurs propres représentations de ce que devait être leur souveraineté nucléaire. Aussi, les dirigeants iraniens expliquèrent dans une lettre adressée aux inspecteurs de l'AIEA que plusieurs des infrastructures nucléaires iraniennes étaient cachées en raison de la menace qui pesait sur elles en cas d'attaque de la part d'Israël, des États-Unis ou des Occidentaux en général<sup>2460</sup>. L'administration Obama tenait en revanche leur caractère secret pour une preuve du refus des Iraniens de respecter leurs obligations internationales en matière nucléaire. C'est la définition même de la vérité et de la manière de la démontrer qui était en jeu : pour le Président Bush, la véracité des affirmations iraniennes ne pouvait être vérifiée qu'à l'aune de l'acceptation des dirigeants iraniens de les voir vérifier par l'AIEA par exemple. En ce sens, il estimait que « *the definition of truth [was] the willingness for the Iranian regime to allow for verification*<sup>2461</sup> », la vérité n'étant reconnue comme telle que lorsque autorisée par les États-Unis ou une composante de la « communauté internationale ». L'Iran ne pouvait en aucun cas prétendre pouvoir fonder une vérité sur les seuls discours de ses dirigeants, alors que le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, avait estimé que « *North Korea [posed] a fundamental threat, but Iran [did] not*<sup>2462</sup> » en se

<sup>2458</sup> Propos cités par un journaliste interrogeant le Président Bush à ce sujet [G.W. Bush (2007, 17 octobre), *op. cit.*].

<sup>2459</sup> B. Obama (2010, 9 février), *op. cit.*

<sup>2460</sup> D.E. Sanger et W.J. Broad (2009, 16 novembre). « Inspectors fear Iran is hiding nuclear plants ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2009/11/17/world/middleeast/17nuke.html>.

<sup>2461</sup> G.W. Bush (2004, 22 novembre), *op. cit.*

<sup>2462</sup> Propos rapportés par un journaliste interrogeant la porte-parole de la Maison-Blanche [D. Perino (2007, 23 octobre). *Press Briefing by Dana Perino*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75932>].

fondant sur les objectifs affichés des deux États en matière nucléaire. Le Président Obama ne se démarqua pas de la représentation de son prédécesseur en la matière. Cependant, à la faveur de la démarche de légitimation représentationnelle qu'il avait engagée, cette représentation paraissait s'inscrire dans un ensemble représentationnel relatif aux modalités de conclusion d'un accord international plutôt qu'aux exigences devant être imposées au seul Iran.

Par ailleurs, les dirigeants iraniens utilisaient aussi un discours de légitimation de leur position. Dans une interview, le ministre des Affaires étrangères iranien, Manouchehr Mottaki, annonça sans les nommer que différents États soutenaient la résistance de l'Iran qui les encourageait « *to seek [their] legitimate rights* ». Affichant l'Iran comme le défenseur d'un nouveau monde, il déclara également : « *We think a new world is going to be born. In this new world nothing can be monopolized and you cannot impose your will on other nations.* »<sup>2463</sup> En cela, l'Iran peut aussi être vu comme ayant tenté d'exercer une légitimation représentationnelle concurrente de celle des États-Unis en s'appuyant sur des États susceptibles de partager les critiques qu'il formulait à l'égard de l'ordre international. Or, nous l'avons dit, si l'administration Obama avait assoupli sa position à l'égard de l'Iran pour la rendre plus légitime, elle n'était pas disposée à remettre en cause les fondements de l'ordre international tel qu'il existait et tel qu'elle le défendait. L'appui que le Brésil manifesta à l'Iran à plusieurs reprises, particulièrement lors de son initiative en collaboration avec la Turquie, témoigne d'une certaine réussite du Président Ahmadinejad en matière d'élargissement du débat nucléaire

*to encompass still resonant anger over colonialism and Western imperialism, pride in the rise of the global South, and the immorality of denying other nations the technology their people desire.*<sup>2464</sup>

---

<sup>2463</sup> Propos recueillis par N. MacFarquhar (2009, 30 septembre). « An Interview With Iran's Foreign Minister ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2009/10/01/world/middleeast/01mottaki-text.html>.

<sup>2464</sup> K. Barzegar (2009), *op. cit.*, p. 28.

Le Président Obama manifesta une fin de non-recevoir sur le sujet, la mise en œuvre stricte du cadre normatif sous-tendant l'ordre international devant suffire à le légitimer. En ce sens, il expliqua : « *What I've also tried to do is build an international consensus so that Iran can't somehow play a victim, can't suggest somehow that they're being singled out by the West.*<sup>2465</sup> » L'Iran était isolé uniquement en raison de son comportement irresponsable face à des normes dont il avait lui-même reconnu la légitimité en y adhérant. D'autant plus que le sentiment qu'avaient les Iraniens d'avoir « *been singled out for especially hostile treatment by the United States for decades* » n'avait plus lieu d'être, le Président Obama ayant abandonné la posture hostile de ses prédécesseurs. En reconnaissant les actes répréhensibles qu'avaient pu avoir les États-Unis à l'égard de l'Iran, le Président Obama avait validé au moins partiellement les représentations des Iraniens selon lesquelles l'attaque de l'ambassade américaine à Téhéran « *should be understood as a natural reaction to previous American hostility toward Iran and that Americans had suffered far less at the hands of Iranians than vice versa* ». Ce faisant, il avait également répondu au moins partiellement à la demande des Iraniens telle qu'interprétée par Katz que « *Americans, including the U.S. government, to acknowledge their view of history as the truth* ». <sup>2466</sup> L'évolution représentationnelle et identitaire américaine ne pouvait toutefois aller plus loin, d'autant moins que la démarche du Président Obama en la matière lui avait déjà coûté politiquement. En matière nucléaire, il était aussi exclu que les États-Unis dépassent les responsabilités et obligations qui leur incombaient au titre du TNP. C'est pourquoi l'administration Obama refusa de formuler aucune incitation concrète, ne détaillant pas ce qu'elle aurait été prête à concéder à l'Iran<sup>2467</sup>. Si elle se disait « *ready to reciprocate steps* » que prendraient les Iraniens, elle rappelait que « *the onus [was] on the Iranian*

---

<sup>2465</sup> B. Obama (2010, 7 juillet), *op. cit.*

<sup>2466</sup> M.N. Katz (2005), *op. cit.*, p. 60.

<sup>2467</sup> J. Carney (2012, 11 avril). *Press Briefing by Press Secretary Jay Carney*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=100487>.

*government to demonstrate its seriousness (...), given the fact that they [were] the ones who [were] outside of their obligations* »<sup>2468</sup>. Elle désavouait par la même occasion la proposition russe de proposer des incitations économiques à l'Iran. Le Président Obama pouvait effectivement affirmer que son administration « *so far, at least, (...) [had not] given away anything other than the opportunity (...) to negotiate and see if Iran [came] to the table in good faith* »<sup>2469</sup>. La stratégie de la Responsabilité ne devait pas faire des États-Unis le responsable, au sens de coupable, de tout et les conduire à accorder des avantages qui auraient pu cette fois-ci suggérer qu'ils étaient faibles. Les actes de compréhension qui caractérisent l'agir communicationnel<sup>2470</sup> et que pouvaient entreprendre les États-Unis étaient nécessairement limités parce que les dirigeants américains ne pouvaient remettre en cause l'ensemble de leur imaginaire sécuritaire. Si les États-Unis et l'Iran pouvaient (et ont pu) trouver un consensus raisonné<sup>2471</sup> sur le problème nucléaire iranien, il était exclu de trouver un consensus sur la manière dont devait fonctionner le nouveau monde que les dirigeants iraniens appelaient de leurs vœux.

Nous interprétons en ce sens l'accueil frileux que fit l'administration Obama à l'initiative du Brésil et de la Turquie visant à tempérer les ambitions nucléaires de l'Iran. En effet, elle craignait « *that the effort could backfire, helping the Islamic Republic to block — or at least delay — the United States and its allies from imposing sanctions* »<sup>2472</sup> » au moment où elle se pensait proche d'obtenir des membres du Conseil de sécurité de voter une résolution imposant des sanctions à l'Iran. Surtout, la Secrétaire d'État Hillary Clinton articulait « *the world leadership* » et le Conseil de sécurité de l'ONU et soulignait que le seul moyen à ses yeux « *of uniting*

---

<sup>2468</sup> Administration Obama (2012, 13 avril), *op. cit.*

<sup>2469</sup> B. Obama (2012, 15 avril), *op. cit.*

<sup>2470</sup> T. Risse (2000), *op. cit.*, p. 11.

<sup>2471</sup> *Loc. cit.*

<sup>2472</sup> A. Barrionuevo et G. Thompson (2010, 14 mai). « Brazil's Iran Diplomacy Worries U.S. Officials ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2010/05/15/world/americas/15lula.html>.

*the world in a way that [would] send an unequivocal message to the Iranian leadership* » consistait en l'adoption d'une résolution par le Conseil de sécurité prévoyant des sanctions. Ainsi, elle témoignait de la persistance de représentations américaines favorables à un ordre international dans lequel tous les États n'occupaient pas une place similaire et n'avaient pas la même importance. Hillary Clinton était persuadée que les P5+1 ne recevraient « *any serious response out of the Iranians until after the Security Council [acted]* », l'initiative du Brésil et de la Turquie étant par conséquent peine perdue. Si elle avait été démentie, c'est la prééminence même des membres du Conseil de sécurité et *a fortiori* celle des États-Unis qui aurait été remise en cause.<sup>2473</sup> Cette initiative contredisait également l'unité de la « communauté internationale » telle qu'affichée par l'administration Obama sur le sujet du nucléaire iranien<sup>2474</sup>, d'autant plus qu'elle mettait en scène le Brésil, « *a developing country that [had] defended its own nuclear aspirations against international pressure* » et « *strongly [identified] with Iran* »<sup>2475</sup>. De surcroît, l'initiative turco-brésilienne, qui consistait à ranimer l'accord conclu en octobre 2009 alors que les circonstances avaient évolué, réduisait considérablement la marge de manœuvre des dirigeants américains qui ne pouvaient alors que difficilement le soutenir. En effet, l'accord d'octobre 2009 prévoyait que l'Iran exporte 1 200 kg de son stock d'uranium enrichi, dont une partie aurait été traitée par la Russie puis renvoyée en Iran afin d'être utilisée pour des recherches à visée médicale. Or, l'Iran ayant enrichi de nouvelles quantités d'uranium entre le mois d'octobre 2010 et le mois de mai 2010, l'accord d'octobre ne paraissait plus aussi avantageux aux

---

<sup>2473</sup> H.R. Clinton (2010, 14 mai). « Remarks With British Foreign Secretary William Hague After Their Meeting ». *U.S. Department of State. Archives*, consultable ici : <https://2009-2017.state.gov/secretary/20092013clinton/rm/2010/05/141893.htm>.

<sup>2474</sup> L'Afghanistan, le Brésil, l'Égypte, le Pakistan, l'Afrique du Sud et la Turquie s'étaient déjà abstenus de voter une nouvelle résolution de l'AIEA exigeant de l'Iran qu'il clarifie la finalité de ses infrastructures d'enrichissement d'uranium, en particulier du site de Fordow, qu'il en interrompe la construction et qu'il confirme l'absence d'autres sites cachés, ce que l'Iran considérait comme outrepassant ses obligations légales [M. Heinrich (2009, 27 novembre). « IAEA votes to censure Iran over nuclear cover-up ». *Reuters*, consultable ici : <http://www.reuters.com/article/us-nuclear-iaea-vote-idUSTRE5AQ1BZ20091127>].

<sup>2475</sup> A. Barrionuevo et G. Thompson (2010, 14 mai), *op. cit.*

dirigeants américains (l'accord était avantageux parce qu'il aurait privé l'Iran du stock d'uranium enrichi nécessaire à la fabrication d'une bombe s'il avait été respecté). Notons toutefois que le scepticisme des dirigeants américains à l'annonce de l'Iran de la conclusion d'un accord avec le Brésil et la Turquie qui prévoyait notamment l'exportation vers la Turquie de la moitié de son stock d'uranium enrichi était partagé par les Européens et par la Russie, qui l'analysaient comme une façon pour l'Iran de tenter d'échapper aux sanctions. En outre, l'Iran ne manifestait toujours pas dans le cadre de cet accord sa volonté de soumettre l'ensemble de ses infrastructures nucléaires à l'inspection de l'AIEA. De manière générale, l'administration Obama affirmait que

*that proposal alone in its limited form [did] not fully address all of the concerns that the P5-plus-1 and the larger international community [had] with Iran's nuclear program.*<sup>2476</sup>

L'accord était de toute façon problématique pour les P5+1 et en particulier pour les États-Unis, parce qu'il donnait l'impression que l'Iran avait saisi la balle se trouvant jusqu'alors dans son camp pour la leur renvoyer<sup>2477</sup>. L'administration Obama constata d'ailleurs que l'accord « *[was] vague about Iran's willingness to meet with the P5+1 countries to address international concerns about its nuclear program*<sup>2478</sup> » et qu'il ne prévoyait que des demies mesures<sup>2479</sup>. Elle tentait ainsi de replacer la balle dans le camp iranien. Par conséquent, elle annonça que les négociations portant sur le projet de résolution du Conseil de sécurité à propos de l'Iran continuaient<sup>2480</sup>. Résolution qui fut adoptée le 9 juin 2010, la Turquie et le Brésil ayant voté contre et

<sup>2476</sup> R. Gibbs (2010, 20 mai), *op. cit.*

<sup>2477</sup> D.E. Sanger et M. Slackman (2010, 17 mai). « U.S. Is Skeptical on Iranian Deal for Nuclear Fuel ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2010/05/18/world/middleeast/18iran.html>.

<sup>2478</sup> R. Gibbs (2010, 17 mai/b). *Statement by White House Press Secretary Robert Gibbs on Iran*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=89321>.

<sup>2479</sup> Administration Obama (2010, 24 septembre), *op. cit.*

<sup>2480</sup> Administration Obama (2010, 19 mai). *Press Release - Readout From the President's Call with Prime Minister Erdogan of Turkey*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=89519>.



le Liban s'étant abstenu. Elle prévoyait des sanctions contre l'Iran portant essentiellement sur ses transactions militaires, financières et commerciales mais surtout fournissait « *a legal basis for European and other nations to impose tougher, broader sanctions than many Security Council members were willing to adopt*<sup>2481</sup> ». Les sanctions que prirent ensuite les États-Unis furent à ce titre présentées par le Président Obama comme « *the toughest sanctions that [had] ever been applied against the Iranian Government*<sup>2482</sup> ». Les États-Unis du Président Obama avaient abandonné l'usage agressif de la force représentationnelle qu'avait fait sien l'administration Bush mais aspiraient à profiter du fait que « *after decades of accepting the world as it [was] in the region, [the United States had] a chance to pursue the world as it should be*<sup>2483</sup> ». Or, la manière dont l'administration Obama se représentait le monde tel qu'il devait être divergeait des représentations iraniennes.

Pour autant, la stratégie de l'administration Obama relevait bien de la légitimation représentationnelle, même si les bases normatives de cette légitimation pouvaient être critiquées. Malgré les différences représentationnelles entre les États-Unis et l'Iran, la stratégie de la Rationalité porta ses fruits puisqu'à l'issue du cycle de négociations d'avril 2012 l'administration Obama salua le fait que « *that session very much focused on the nuclear issue* », ce qui n'avait pas toujours été le cas dans le passé où « *some of these negotiations [had] drawn in many other issues that the Iranians wanted to talk about* ». Elle présenta cette avancée comme « *a clear indication that the Iranians were feeling a degree of pressure from those sanctions* ».<sup>2484</sup> Rationnels, les dirigeants iraniens s'ouvraient à la négociation dans le contexte propice que l'administration Obama avait alimenté afin d'éviter l'asphyxie totale de l'économie

<sup>2481</sup> N. MacFarquhar (2010, 9 juin). « U.N. Approves New Sanctions to Deter Iran ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2010/06/10/world/middleeast/10sanctions.html>.

<sup>2482</sup> B. Obama (2010, 7 juillet), *op. cit.*

<sup>2483</sup> B. Obama (2011, 19 mai). *Fact Sheet: "A Moment of Opportunity" in the Middle East and North Africa*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=119995>.

<sup>2484</sup> Administration Obama (2012, 19 mai), *op. cit.*

iranienne. Comme l'avait affirmé l'administration Obama, l'acceptation des propositions de la « communauté internationale » constituait pour l'Iran « *the right path, a path that would lead to prosperity and opportunity for their people and a peaceful region*<sup>2485</sup> ».

---

<sup>2485</sup> B. Obama (2010, 30 mars). *The President's News Conference With President Nicolas Sarkozy of France*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=87686>.



## CONCLUSION

### PRATIQUES REPRÉSENTATIONNELLES DE LA NÉGOCIATION ET ORDRE INTERNATIONAL

De 1993 à 2012, les administrations américaines successives ont été confrontées à des degrés divers aux programmes nucléaires nord-coréen et iranien et à l'hypothèse d'en négocier l'arrêt ou à tout le moins les modalités. Nous avons avancé que les programmes nucléaires nord-coréen et iranien ont été interprétés comme des menaces à la sécurité des États-Unis, des régions respectives des deux États et du monde à l'aune de l'imaginaire sécuritaire américain. Les différentes dimensions de celui-ci nous ont permis d'identifier des points communs entre la Corée du Nord et l'Iran, en particulier le plus manifeste qui résidait dans une labellisation similaire mais évolutive dans le temps, mais aussi d'identifier des différences. Quelle qu'elle fût, la labellisation commune n'a pas impliqué la mise en œuvre d'une politique unique en dépit du problème nucléaire commun aux deux États. Son manque de cohérence fut par là mise en exergue. Comme nous le suggérons dans notre problématique, ce sont les pratiques représentationnelles permettant la différenciation de la Corée du Nord et de l'Iran qui ont été déterminantes pour comprendre l'hétérogénéité des politiques dont ont fait l'objet les deux États en matière de négociation. De même, les représentations qu'avaient les dirigeants américains – de l'identité des États-Unis, de l'identité de la « communauté internationale », de la place et du rôle des États-Unis en son sein et du fonctionnement de l'ordre international – nous ont permis de comprendre des politiques américaines pourtant parfois contradictoires. Si ces représentations ont pu varier d'une administration américaine à l'autre, elles étaient

relativement stables au sein d'une même administration et ce, quel que fût l'État auquel celle-ci était confrontée. Toutefois, l'ensemble de ces représentations n'ont pas donné lieu aux mêmes pratiques représentationnelles et donc à la même politique de négociation.

Parce que les problèmes nord-coréen et iranien ont évolué au fil des ans, en particulier leur actualité et leur gravité telles qu'appréciées par les dirigeants américains, nous nous sommes concentrée sur la politique des administrations Clinton et Bush pour la Corée du Nord et sur la politique des administrations Bush et Obama pour l'Iran. En effet, l'administration Clinton n'a que peu dû traiter la problématique iranienne alors que l'administration Obama s'y est particulièrement impliquée au détriment de la problématique nord-coréenne. De manière générale cependant, nous avons souligné qu'il avait été plus difficile pour les administrations américaines de négocier avec l'Iran qu'avec la Corée du Nord. Non parce que la deuxième a bénéficié de plus de compréhension que le premier, la compréhension mutuelle étant nécessaire à la négociation : la politique étrangère des États-Unis est de manière générale analysée comme peu sous-tendue par une quelconque volonté de la part des dirigeants américains de comprendre l'autre, sa culture et ses motivations<sup>2486</sup>. La Corée du Nord ne représentait en fait pas une menace similaire à celle que constituait l'Iran : son régime était vu comme anachronique et moribond et l'idéologie qui le sous-tendait avait déjà été vaincue par ailleurs ; elle n'était pas considérée comme souhaitant étendre son influence dans une région au demeurant stable ; elle aspirait encore moins à remettre en cause l'ordre international tel qu'il existait et reconnaissait d'ailleurs aux États-Unis un rôle prépondérant ; elle défendait avant tout la survie de son régime. L'administration Clinton n'eut à ce titre pas de difficulté à négocier avec la Corée du Nord, alors que l'administration Bush se préoccupa avant tout de préserver la sécurité ontologique des États-Unis, à savoir de ne pas leur faire perdre la face et maintenir une cohérence politique alors qu'elle les

---

<sup>2486</sup> Voir à ce propos L. Balthazar (2008), *op. cit.*, p. 67.

avait jusque-là enfoncés dans un refus catégorique et buté de ne pas négocier, en particulier de manière bilatérale. Elle s'est par conséquent contrainte à sortir de la *norm-entrapment* qu'elle avait créée et dans laquelle elle s'était enfermée et ce, en multipliant les revirements discursifs pourtant présentés comme s'inscrivant dans la continuité de ses engagements précédents. Si nous ne sommes pas en capacité d'examiner dans quelle mesure les dirigeants des autres États et la population américaine furent dupes de la mauvaise foi de l'administration Bush, le fait qu'elle n'ait pas changé de manière aussi manifeste sa politique à l'égard de l'Iran témoigne du caractère bien plus constitutif de l'imaginaire sécuritaire américain des enjeux associés au problème nucléaire iranien.

A l'inverse, les représentations américaines de l'Iran étaient articulées à des événements bien plus traumatisants pour les Américains : la crise des otages d'abord, les attentats du 11 septembre ensuite à travers la *War on terror*, bien que l'articulation de l'Iran avec ces derniers événements fût infondée. L'articulation de la Corée du Nord avec le terrorisme n'a pour sa part jamais constitué un obstacle à la négociation, tant elle avait été laborieusement construite et était peu étayée dans les discours portant sur la *War on terror*. Parce qu'il apparaissait comme défiant l'ordre international tel que le défendaient les dirigeants américains, en particulier le rôle des États-Unis dans son fonctionnement, l'Iran était non seulement considéré comme un impossible interlocuteur mais aussi comme un État à soumettre ou à exclure. Terreur ou Exil, telles ont été les stratégies mises en œuvre tour à tour par les administrations Clinton et Bush. Parce que la légitimité des États-Unis était contestée par les dirigeants iraniens et que cette contestation était présentée comme étant elle-même illégitime, les dirigeants américains ont cherché à la faire taire. Ils ont employé à cette fin la force représentationnelle, politique de puissance en matière identitaire dont la mobilisation n'était pas jugée nécessaire face à la Corée du Nord. Si les spécificités du régime nord-coréen étaient mal connues ou incomprises des administrations américaines et si certaines des solutions proposées furent parfois inadéquates, le

programme nucléaire nord-coréen n'était pas vu comme étant sous-tendu par des ambitions politiques radicalement incompatibles avec l'imaginaire sécuritaire américain.

En outre, nous avons argué que la négociation n'était pas un outil politique anodin si tant est qu'un outil politique puisse l'être : la démarche de négociier est articulée à de nombreuses représentations spécifiques et met en jeu l'identité de l'agent négociant, en particulier en tant qu'outil de résolution de conflit<sup>2487</sup>. La décision de négocier ou non est à ce titre significative, de même que le contexte dans lequel les agents décident de négocier. Nous avons analysé cette décision à l'aune des représentations américaines de la négociation et avons pu en conclure que la négociation de type agir communicationnel revêtait des enjeux identitaires bien plus significatifs et profonds que le marchandage. Enjeux que les dirigeants américains ont parfois refusé d'affronter. En ce sens, l'acceptation de négocier de l'administration Obama face à l'Iran peut être considérée comme un progrès par rapport à l'acceptation très conditionnée de négocier de l'administration Bush, parce qu'elle a à terme permis la conclusion d'un accord. En revanche, nous arguons que l'administration Obama a persisté dans le refus de l'administration Bush de considérer l'enjeu de transformation de la « communauté » et de l'ordre internationaux qui a émergé du programme nucléaire iranien en particulier et du positionnement de l'Iran sur la scène internationale en général. En utilisant la légitimation représentationnelle, l'administration Obama a légitimé non seulement sa représentation du problème nucléaire iranien et la politique américaine en matière nucléaire mais aussi le cadre normatif sous-tendant l'ordre international et sur lequel elle s'est appuyée. De manière générale, les dirigeants américains ont toujours exigé de la Corée du Nord et de l'Iran qu'ils respectent leurs obligations afin de pouvoir intégrer la « communauté internationale » et préserver l'ordre international. Ils n'ont jamais envisagé que les

---

<sup>2487</sup> C.S. Browning et P. Joenniemi (2017), *op. cit.*, p. 37.

caractéristiques mêmes de cet ordre aient pu générer des comportements considérés comme dangereux.

L'évolution de la politique des États-Unis à l'égard de la Corée du Nord et de l'Iran, les tâtonnements dont elle a fait l'objet et la persistance des deux conflits dans le temps ont témoigné et témoignent encore de la difficulté à élaborer le nouvel ordre mondial que revendiquait le Président Bush père et sur la base duquel les Présidents Clinton, Bush fils, Obama et aujourd'hui Trump ont chacun formulé des propositions différentes. En cela, nous rejoignons l'affirmation de Zartman qui évoque l'absence d'ordre mondial après la fin de la Guerre froide et assure : « *When norms for management and resolution are under change or still being worked out, conflicts are hard to handle.* » Or, à travers la négociation bilatérale ou multilatérale et à travers le refus de négocier, les administrations américaines ont testé des façons de résoudre les conflits générés par les programmes nucléaires nord-coréen et iranien, c'est-à-dire une partie du « *testing of alternative actions of prevention, management, resolution and transformation* » qui était également un « *testing for acceptability and effectiveness that [was] part of the creation of new order* ». <sup>2488</sup> Si la démarche de l'administration Obama a finalement été fructueuse dans le cas de l'Iran, les États-Unis pouvant s'appuyer sur le cadre normatif du TNP auquel l'Iran appartenait, aucune initiative aussi significative n'a pu être prise à l'égard de la Corée du Nord.

Les velléités du Président Trump de remettre en cause l'accord de 2015 sur le nucléaire iranien et son agressivité à l'égard de la Corée du Nord semblent constituer une parenthèse dans l'histoire des États-Unis, bien que la rhétorique dépréciative communément employée par l'administration Bush et les modalités de sa *War on terror* fussent aussi dangereuses à de nombreux égards. En outre, « *the repertoire for action of all actors – their own and that of their opponents – contains the alternative*

---

<sup>2488</sup> W. Zartman (2009), *op. cit.*, p. 83.



*of action oriented toward common understanding*<sup>2489</sup> ». Toutefois, nous nous interrogeons sur la possibilité pour les dirigeants américains d'exercer des pratiques représentationnelles orientées vers une telle compréhension mutuelle, ce qui les mènerait inévitablement à devoir reconsidérer leurs représentations solidement ancrées de l'identité des États-Unis, intrinsèquement liées à un ordre international profondément inégalitaire et hiérarchisé, que ne manqueraient pas de contester des interlocuteurs jusque-là bridés ou décrédibilisés.

---

<sup>2489</sup> H. Müller (1994). « Internationale Beziehungen als kommunikatives Handeln. Zur Kritik der utilitaristischen Handlungstheorien ». *Zeitschrift für Internationale Beziehungen*, 1(1), p. 28, cité et traduit par T. Risse (2000), *loc. cit.*, p. 9.





## BIBLIOGRAPHIE

### Ouvrages et articles académiques

- Adib-Moghaddam, A. (2007). « Manufacturing War: Iran in the Neo-Conservative Imagination ». *Third World Quarterly*, 28(3), p. 635-653.
- Adler, E. (1992). The Emergence of Cooperation: National Epistemic Communities and the International Evolution of the Idea of Nuclear Arms Control. *International Organization*, 46 (1) *Knowledge, Power, and International Policy Coordination*, 101-145.
- Adler, E. (2002). Constructivism in International Relations. Dans Carlsnaes W., Risse T., Simmons B.A. (dir.). *Handbook of International Relations*. Thousand Oaks : Sage.
- Ahmad, B.M. (2014). « America And Iran-Pakistan-India (IPI) Gas Pipeline ». *African Journal of Political Science and International Relations*, 8(8), p. 260-265.
- Aron, R. (1967). « Qu'est-ce qu'une théorie des relations internationales ? ». *Revue française de science politique*, 17(5), p. 837-861.
- Aron, R. (1972). *Les désillusions du progrès*. Paris : Calmann-Lévy.
- Axelrod, R. (1984). *The Evolution of Cooperation*. New York : Basic Books.
- Axelrod, R. et Keohane, R. O. (1985). Achieving Cooperation Under Anarchy : Strategies and Institutions. *World Politics*, 38, 226-254.
- Badie, B. (2013). Préface. Pour une sociologie historique de la négociation. Dans F. Petiteville et D. Placidi-Frot (dir.). *Négociations internationales*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Baer, R. (2009). « Entretien avec Robert Baer. Pourquoi il faut parler avec l'Iran ». *Politique Internationale*, 122.
- Bahgat, G. (2006). « Nuclear Proliferation: The Islamic Republic of Iran ». *Iranian Studies*, 39(3), p. 307-327.
- Baldwin, D. A. (dir.) (1993). *Neorealism and Neoliberalism. The Contemporary Debate*. New York : Columbia University Press.

- Balthazar, L. (2008). Le cadre culturel : le style national. Dans David, C.P., Balthazar, L. et Vaisse, J. (dir.). *La Politique étrangère des États-Unis*, Paris : Presses de Sciences Po.
- Balzacq, T. et Ramel, F. (dir.) (2013). *Traité de relations internationales*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Bargman, A. (1977). « The United Nations, the Superpowers, and Proliferation ». *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 430, p. 122-132.
- Barkawi, T. (2004). « On the Pedagogy of 'Small Wars' ». *International Affairs*, 80(1), p. 19-37.
- Barnett, M. (1998). *Dialogues in Arab Politics : Negotiations in Regional Order*. New York : Columbia University Press.
- Barzegar, K. (2009). « The Paradox of Iran's Nuclear Consensus ». *World Policy Journal*, 26(3), p. 21-30.
- Battistella, D. (2004). « "Liberté en Irak" ou le retour de l'anarchie hobbienne ». *Raisons politiques*, 13, p. 59-78.
- Battistella, D. (2006). *Retour de l'état de guerre*. Paris : Armand Colin.
- Battistella, D. (2011). *Un monde unidimensionnel*. Paris: Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.).
- Beeman, W.O. (2003). « Iran and the United States: Postmodern Culture Conflict in Action ». *Anthropological Quarterly*, 76(4), p. 671-691.
- Bellenger, L. (1984). *La Négociation*. Paris : Presses universitaires de France.
- Berejikian, J. et Dryzek, J. S. (2000). Reflexive Action in International Politics. *British Journal of Political Science*, 30 (2), 193-216.
- Berenskoetter, F. (2014). Friendship, security and power. Dans Koschut S. et Oelsner A. (dir.). *Friendship and International Relations*. London: Palgrave Macmillan.
- Berton, P. (1999). Japanese, Chinese, and Soviet/Russian Negotiators : An Analytic Framework. Dans Berton P., Kimura H., Zartman W. (dir.). *International Negotiation. Actors, Structure/Process, Values*. Basingstoke : Macmillan.

- Berton, P., Kimura, H. et Zartman, W. (dir.) (1999). *International Negotiation. Actors, Structure/Process, Values*. Basingstoke : Macmillan.
- Bially Mattern, J. (2001). « The Power Politics of Identity ». *European Journal of International Relations*, 7(3), p. 349-397.
- Bially Mattern, J. (2005). *Ordering international politics : identity, crisis, and representational force*. London : Routledge.
- Bill, J.A. (1999). « Iran and the United States: A Clash of Hegemonies ». *Middle East Report*, 212, p. 44-46.
- Booth, K. et Smith, S. (dir.) (1995). *International Relations Theory Today*. Cambridge : Polity Press.
- Bourque, R. et Thuderoz, C. (2002). *Sociologie de la négociation*. Paris : La Découverte.
- Browning, C.S. et Joenniemi, P. (2017). « Ontological security, self-articulation and the securitization of identity ». *Cooperation and Conflict*, 52(1), p. 31-47.
- Bull, H. (1975). « Rethinking Non-Proliferation ». *International Affairs*, 51(2), p. 175-189.
- Bull, H. (1977). *The Anarchical Society*. London: Columbia University Press.
- Burchill, S. , Linklater, A., Devetak, R., Donnelly, J., Paterson, M., Reus-Smit C. et True J. (2005). *Theories of International Relations* (3e éd.). Basingstoke : Palgrave.
- Burns, W. J. (2012, 10 janvier). Interview With Anadolu News Agency. Consultable ici : <http://www.state.gov/s/d/2012/180419.htm>
- Buzan, B. (1991). *People, States and Fear*,. New York : Harvester Wheatsheaf.
- Buzan, B. (1993). « From International System to International Society: Structural Realism and Regime Theory Meet the English School ». *International Organization*, 47(3), p. 327-352.
- Buzan, B. et Gonzalez-Pelaez, A. (2005). « ‘International Community’ after Iraq ». *International Affairs*, 81(1), p. 31-52.
- Carlsnaes, W.E., Risse, T. et Simmons, B.A. (dir.) (2002). *Handbook of international relations*. London: Thousand Oaks, Calif., SAGE Publications.

- Cass, L. (2005). « Norm Entrapment and Preference Change : The Evolution of the European Union Position on International Emissions Trading ». *Global Environmental Politics*, 5(2), p. 38-60.
- Cha, V.D. et Kang, D.C. (2003). « The Korea Crisis ». *Foreign Policy*, 136, p. 20-28.
- Chinoy, M. (2008). *Meltdown: The Inside Story of the North Korean Nuclear Crisis*. New York: St. Martin's.
- Clavel, J.-D. (1991). *De la négociation diplomatique multilatérale*, Bruxelles : Bruylant.
- Clemens, W.C. (2016). *North Korea and the World*. University Press of Kentucky.
- Copeland, D.C. (2006). The Constructivist challenge to structural realism. Dans Guzzini, S. et Leander, A. (dir.). *Constructivism and International Relations: Alexander Wendt and His Critics*. London : Routledge.
- Cordesman, A.H. (2008). « Iran and The United States: The Nuclear Issue ». *Middle East Policy*, XV(1), p. 19-29.
- Cornwell, R. (2002). « How War in the Middle East Roils Transatlantic Relations ». *European Affairs*, 3(2), consultable ici : <http://www.europeaninstitute.org/index.php/27-european-affairs/spring-2002/414-how-war-in-the-middle-east-roils-transatlantic-relations>.
- Courmont, B. (2005). La Stratégie du flou de Pyongyang. *Revue internationale et stratégique*, 4 (60), 9-18.
- Courmont, B. (dir.) (2007). *Washington et les États voyous : une stratégie plurielle ?*. Paris : Dalloz.
- Courmont, B. (2007). Washington face à la rationalité de Pyongyang. Dans B. Courmont (dir.). *Washington et les États voyous : une stratégie plurielle ?*. Paris : Dalloz.
- Crawford, N. (2002). *Argument and Change in World Politics. Ethics, Decolonialization and Humanitarian Intervention*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Cronin, B. (1999). *Community Under Anarchy. Transnational Identity and the Evolution of Cooperation*. New York : Columbia University Press.

- David, C.P. (dir.) (2012). *Théories de la politique étrangère américaine. Auteurs, concepts et approches*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.
- David, C.-P., Balthazar, L. et Vaïsse, J. (2008). *La politique étrangère des États-Unis : Fondements, acteurs, formulation* (2<sup>ème</sup> éd.). Paris : Les Presses de Sciences Po.
- Davis, L.E., Martini, J., Nader, A., Dassa Kaye, D., Quinlivan, J.T. et Steinberg, P. (2011). Deterring a Nuclear-Armed Iran. *Iran's Nuclear Future. Critical U.S. Policy Choices*. RAND Corporation.
- Delory, S. (2010). « Le Traité de non-prolifération nucléaire face au nouvel ordre mondial ». *Sécurité globale*, 1(11), p. 89-99.
- Dixon, W.J. (1993). « Democracy and the Management of International Conflict ». *The Journal of Conflict Resolution*, 37(1), p. 42-68.
- Donnelly, J. (2006). « Sovereign Inequalities and Hierarchy in Anarchy: American Power and International Society ». *European Journal of International Relations*, 12(2), p. 139-170.
- Drai, P.-O. (2007). Un concept en pleine évolution. Dans B. Courmont (dir.). *Washington et les États voyous : une stratégie plurielle ?*. Paris : Dalloz.
- Dreazen, Y. (2013, 15 octobre). « Sherman's March ». *Foreign Policy*, consultable ici : <http://foreignpolicy.com/2013/10/15/shermans-march/>.
- Druckman, D. (1970). Boundary Role Conflict. Dans Zartman W. (dir.). *The Negotiation Process. Theories and Applications*. Beverly Hills, Calif. : Sage.
- Dufault, E. (2010). L'Ecole anglaise. Dans Macleod A. et O'Meara D. (dir.). *Théories des relations internationales. Contestations et résistances* (2<sup>e</sup> édition). Outremont : Athéna éditions, 221-241.
- Edelman, E.S., Krepinevich, A.F. et Montgomery, E.B. (2011). « The Dangers of a Nuclear Iran: The Limits of Containment ». *Foreign Affairs*, 90(1), p. 66-81.
- Englehardt, T. (1995). *The End of Victory Culture: Cold War America and the Disillusioning of a Generation*. New York : BasicBooks.
- Faure, G.-O. (1999). Cultural Aspects of International Negotiation. Dans Berton P., Kimura H., Zartman W. (dir.). *International Negotiation. Actors, Structure/Process, Values*. Basingstoke : Macmillan.



- Fearon, J.D. (1998). « Bargaining, Enforcement, and International Cooperation ». *International Organization*, 52 (2), 269-305.
- Fierke, K. M. (2001). Critical Methodology and Constructivism. Dans Fierke K.M. et Jorgensen K.E. (dir.). *Constructing International Relations. The Next Generation*. Armonk, N.Y. : M.E. Sharpe.
- Fierke, K. M. (2004). « I World or Worlds ? The Analysis of Content and Discourse ». *Qualitative Methods*, 2(1), 36-39.
- Fierke, K. M. et Jorgensen, K. E. (dir.) (2001). *Constructing International Relations. The Next Generation*. Armonk, N.Y. : M.E. Sharpe.
- Finnemore, M. (1996). *National Interests in International Society*. Ithaca, New York : Cornell University Press.
- Finnemore, M. et Sikkink, K. (2001). « Taking Stock : The Constructivist Research Program in International Relations and Comparative Politics ». *Annual Review of Political Science*, 4, 391-416.
- Fitzpatrick, M. (2006). « Iran and North Korea : The Proliferation Nexus ». *Survival*, 48(1), p. 61-80.
- Friedheim, R. L. (1999). Explaining Japan's Failure in the International Whaling Negotiations. Dans Berton P., Kimura H., Zartman W. (dir.). *International Negotiation. Actors, Structure/Process, Values*. Basingstoke : Macmillan.
- Gagnon, F. et Mascotto, G. (2010). Le néoconservatisme. Dans Macleod A. et O'Meara D. (dir.). *Théories des relations internationales. Contestations et résistances*. Outremont : Athéna éditions.
- Galtung, J. [(1967). « On the effects of international economic sanctions, with examples from the case of Rhodesia ». *World Politics*, 19(3), p. 378-416.
- Gartzke, E. (2007). « The Capitalist Peace ». *American Journal of Political Science*, 51 (1), p. 166-191.
- Geslin, A. (2013). Le droit international. Dans T. Balzacq et F. Ramel (dir.). *Traité de relations internationales*. Paris : Presses de Sciences Po, p. 607-629.
- Glad, B. (1983). « Black-and-White Thinking: Ronald Reagan's Approach to Foreign Policy », *Political Psychology*, 4 (1), p. 33-76.

- Glaser, C. (1997). « The Security Dilemma Revisited ». *World Politics*, 50(1), p. 171-201.
- Gould, H.D. (1998). What is at Stake in the Agent-Structure Debate ? Dans Kubalkova V., Onuf N. et Kowert P. (dir.). *International Relations in a Constructed World*. Armonk, N.Y. : Sharpe.
- Graham, J. L. (1999). International Commercial Negotiations : A Focus on Japan. Dans Berton P., Kimura H., Zartman W. (dir.). *International Negotiation. Actors, Structure/Process, Values*. Basingstoke : Macmillan.
- Green, J. (1983). Strategies for evading economic sanctions. Dans Nincic, M. et P. Wallensteen (dir.). *Dilemmas of Economic Coercion: Sanctions in World Politics*. New York: Praeger.
- Grieco, J. M. (1988). « Anarchy and the Limits of Cooperation : A Realist Critique of the Newest Liberal Institutionalism ». *International Organization*, 42(3), 485-507.
- Grieco, J.M. (1990). *Cooperation among Nations : Europe, America, and Non-Tariff Barriers to Trade*. Cornell University Press.
- Grieco, J. M. (1993). Understanding the Problem of International Cooperation : The Limits of Neoliberal Institutionalism and the Future of Realist Theory. Dans Baldwin D. (dir.). *Neorealism and Neoliberalism. The Contemporary Debate*. New York : Columbia University Press.
- Grondin, D. (2012). Le poids du discours et du langage. Dans C.P. David (dir.). *Théories de la politique étrangère américaine. Auteurs, concepts et approches*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.
- Guzzini, S. (2000). « A Reconstruction of Constructivism in International Relations ». *European Journal of International Relations*, 6(2), 147-182.
- Guzzini, S. et Leander, A. (2006) (dir.). *Constructivism and International Relations: Alexander Wendt and His Critics*. London : Routledge.
- Haas, P.M. (1992). « Introduction : Epistemic Communities and International Policy Coordination ». *International Organization*, 46(1), p. 1-35.
- Haas, R.N. (1997). « Fatal Distraction : Bill Clinton's Foreign Policy ». *Foreign Policy*, 108, p. 112-123.

- Habermas, J. (1981). *Theorie des kommunikativen Handelns* (vol. 1 et 2). Frankfurt am Main : Suhrkamp.
- Habermas, J. (1995). *Vorstudien und Ergänzungen zur Theorie des kommunikativen Handelns*, 475-570. Frankfurt am Main: Suhrkamp.
- Habermas, J. (1996). *Between Facts and Norms*. Cambridge, MA : MIT Press.
- Hasenclever, A., Mayer, P. et Rittberger, V. (1996). « Interests, Power, Knowledge : The Study of International Regimes ». *Mershon International Studies Review*, 40(2), p. 177-228.
- Hasenclever, A., Mayer, P. et Rittberger V. (1997). *Theories of International Regimes*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Hassner, P. (2007). « Who Killed Nuclear Enlightenment? ». *International Affairs*, 83(3), p. 455-467.
- Hayes, J. (2009). « Identify and Securitization in the Democratic Peace: The United States and the Divergence of Response to India and Iran's Nuclear Programs ». *International Studies Quarterly*, 53(4), p. 977-999.
- Heisbourg, F. (2005). *Iran : The Moment of Truth. A European Perspective*. Working Paper n° 20 of the European Security Forum.
- Heradstveit, D. et Bonham, G.M. (2007). « What the Axis of Evil Metaphor Did to Iran ». *Middle East Journal*, 61(3), p. 421-440.
- Hermann, M.G., Content Analysis. Dans A. Klotz et D. Prakash (dir.). *Qualitative Methods in International Relations. A Pluralist Guide*. New York : Palgrave Macmillan.
- Hildebrandt, T. (2003). « Introduction ». *Asia program Special Report*, 115.
- Hjorth, R. (2011). « Equality in the theory of international society: Kelsen, Rawls and the English School ». *Review of International Studies*, 37(5), p. 2585-2602.
- Hollis, M. et Smith, S. (1990). *Explaining and Understanding International Relations*. Oxford : Clarendon Press.
- Homolar, A. (2010). « Rebels without a conscience: The evolution of the rogue states narrative in US security policy ». *European Journal of International Relations*, 17(4), p. 705-727.

- Honneth, A. (1992). *Kampf um Anerkennung*, Francfort a.M. : Suhrkamp.
- Honneth, A. (1993). *The Critic of Power*. Cambridge Massachusetts : MIT Press.
- Hopf, T. (1998). « The Promise of Constructivism in International Relations Theory ». *International Security*, 23(1), p. 171-200.
- Hopmann, T. (1995). « Two Paradigms of Negotiation : Bargaining and Problem Solving ». *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 542, p. 24-47.
- Howard, R. (2004). *Iran in crisis ? Nuclear ambitions and the American response*. New York : Zed Books.
- Hummel, A. (2007). "Comment peut-on être persan ?" Les États-Unis face à la singularité iranienne. Dans B. Courmont (dir.). *Washington et les États voyous : une stratégie plurielle ?*. Paris : Dalloz.
- Hurst, S. (2012). « Obama and Iran ». *International Politics*, 49, p. 545-567.
- Ikenberry, G.J. (2009). « Liberal Internationalism 3.0: America and the Dilemmas of Liberal World Order ». *Perspectives on Politics*, 7(1), p. 71-87.
- Iklé, F. C. (1964). *How Nations Negotiate*. New York : Frederik A. Praeger.
- Iklé, F. C. (1999). The Role of Emotions in International Negotiations. Dans Berton P., Kimura H., Zartman W. (dir.). *International Negotiation. Actors, Structure/Process, Values*.
- Iklé, F. C. (2007). « Négociation » (Notice pour l'*International Encyclopedia of Social Sciences*, 1968). *Negotiations*, 2(8), 139-147.
- Jervis, R. (1976). *Perception and Misperception in International Politics*. Princeton : Princeton University Press.
- Jervis, R. (1978). « Cooperation Under the Security Dilemma ». *World Politics*, 30(2), 167-214.
- Jervis, R. (1985). « From Balance to Concert : A Study of International Security Cooperation ». *World Politics*, 38(1), 58-79.
- Jervis, R. (2003). « Understanding the Bush doctrine ». *Political Science Quarterly*, 118(3), p. 365-388.

- Johansen, R.C. (1995). *Swords into Plowshares : Can Fewer Arms Yield More Security ?* Dans Kegley C.W. (dir.). *Controversies in International Relations Theory : Realism and the Neoliberal challenge*. New York : St. Martin's Press.
- Jorgensen, K.E. (2001). *Four Levels and a Discipline*. Dans Fierke K. M. et Jorgensen K. E. (dir.). *Constructing International Relations. The Next Generation*. Armonk, N.Y. : M.E. Sharpe.
- Kahl, C.H. et Waltz, K.N. (2012). « Iran and the Bomb: Would a Nuclear Iran Make the Middle East More Secure? ». *Foreign Affairs*, 91(5), p. 157-162.
- Katz, M.N. (1998). « The United States and Iran : Ready for Rapprochement ? ». *SAIS Review*, 28(2), p. 169-183.
- Katz, M.N. (2005). « Iran and America : Is Rapprochement Finally Possible ? ». *Middle East Policy*, 12(4), p. 58-65.
- Katzenstein, P., Keohane R. et Krasner S. (1998). « International Organization and the Study of World Politics ». *International Organization*, 52(4), 645-685.
- Kegley, C.W. (1995). *Controversies in International Relations Theory : Realism and the Neoliberal challenge*. New York : St. Martin's Press.
- Keohane, R. O. (1984). *After Hegemony. Cooperation and Discord in the World Political Economy*. Princeton : Princeton University Press.
- Keohane, R.O. et Martin, L.L. (1995). « The Promise of Institutionalist Theory ». *International Security*, 20(1), p. 39-51.
- Kim, S.S. (1995). « North Korea in 1994: Brinkmanship, Breakdown, and Breakthrough ». *Asian Survey*, 35(1), p. 13-27.
- Kim, S.S. (2003). « China and North Korea in a Changing World ». *Asia program Special Report*, 115, p. 11-17.
- Kim, S.C. (2017). *North Korea's Nuclear Doctrine and Revisionist Strategy*. Dans Kim, S.C. et Cohen, M.D. (dir.). *North Korea and Nuclear Weapons. Entering the New Era of Deterrence*. Georgetown University Press.
- Kim, S.C. et Cohen, M.C. (dir.) (2017). *North Korea and Nuclear Weapons: Entering the New Era of Deterrence*. Georgetown University Press.

- Kimura, H. (1999a). Preface. Dans Berton P., Kimura H., Zartman W. (dir.). *International Negotiation. Actors, Structure/Process, Values*. Basingstoke : Macmillan.
- Kimura, H. (1999b). The Russian way of negotiating. Dans Berton P., Kimura H., Zartman W. (dir.). *International Negotiation. Actors, Structure/Process, Values*. Basingstoke : Macmillan.
- Kindleberger, C. (1973). *The World in Depression 1929-1939*. London: Penguin.
- Kinzer, S. (2003). *All the Shah's men : an American coup and the roots of Middle East terror*. Hoboken : John Wiley & Sons.
- Klare, M. (1996). *Rogue State and Nuclear Outlaws : America's Search for a New Foreign Policy*. Hill & Wang.
- Klotz, A. (2008). Case Selection. Dans A. Klotz et D. Prakash (dir.). *Qualitative Methods in International Relations. A Pluralist Guide*. New York : Palgrave Macmillan.
- Klotz, A. et Prakash D. (dir.) (2008). *Qualitative Methods in International Relations. A Pluralist Guide*. New York : Palgrave Macmillan.
- Knopf, J. W. (1998). *Domestic Society and International Cooperation : the impact of protest on US arms control policy*. Cambridge, New York : Cambridge University Press.
- Koschut S. et Oelsner A. (dir.) (2014). *Friendship and International Relations*. London: Palgrave Macmillan.
- Koslowski, R. et Kratochwil, F. (1995). Understanding Change in International Politics : The Soviet Empire's Demise and the International System. Dans Lebow R. N. et Risse-Kappen T. (dir.), *International relations theory and the end of the Cold War*. New York : Columbia University Press, 127-166.
- Kowert, P. A. (1998). Agent versus Structure in the Construction of National Identity. Dans Kubalkova V., Onuf N. et Kowert P. (dir.). *International Relations in a Constructed World*. Armonk, N.Y. : Sharpe.
- Kowert, P. A. (2001). Toward a Constructivist Theory of Foreign Policy. Dans Kubalkova V. (dir.). *Foreign policy in a constructed world*. Armonk, New York : M.E. Sharpe.

- Kraig, M.R. (1999). « Nuclear Deterrence in the Developing World: A Game-Theoretic Treatment ». *Journal of Peace Research*, 36(2), p. 141-167.
- Kratochwil, F. (1989). *Rules, Norms and Decisions*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Kratochwil, F. (2001). Constructivism as an Approach to Interdisciplinary Study. Dans Fierke K.M. et Jorgensen K.E. (dir.). *Constructing International Relations. The Next Generation*. Armonk, N.Y. : M.E. Sharpe.
- Kratochwil, F. et Ruggie, J. G. (1986). « International Organization : A State of the Art on the Art of the State ». *International Organization*, 40(4), 763-786.
- Kubalkova, V. (dir.) (2001). *Foreign policy in a constructed world*. Armonk, New York : M.E. Sharpe.
- Kubalkova, V. (2001a). Foreign Policy, International Politics and Constructivism. Dans Kubalkova V. (dir.). *Foreign policy in a constructed world*. Armonk, New York : M.E. Sharpe.
- Kubalkova, V. (2001b). A Constructivist Primer. Dans Kubalkova, V. (dir.). *Foreign policy in a constructed world*. Armonk, New York : M.E. Sharpe.
- Kubalkova, V. (2001c). Soviet “New Thinking” and the End of the Cold War : Five Explanations. Dans Kubalkova V. (dir.). *Foreign policy in a constructed world*. Armonk, New York : M.E. Sharpe.
- Kubalkova, V., Onuf, N. et Kowert, P. (dir.) (1998a). *International Relations in a Constructed World*. Armonk, N.Y. : Sharpe.
- Kubalkova, V., Onuf, N. et Kowert, P. (1998b). Preface. Dans Kubalkova V., Onuf N., Kowert P. (dir.). *International Relations in a Constructed World*. Armonk, N.Y. : Sharpe.
- Kubalkova, V., Onuf, N. et Kowert, P. (1998c). Constructing Constructivism. Dans Kubalkova V., Onuf N. et Kowert P. (dir.). *International Relations in a Constructed World*. Armonk, N.Y. : Sharpe.
- Kwak, T.H. et Joo, S.J. (1997). « The Four-Party Peace Talks: Inter-Korean Bilateral Agenda ». *Pacific Focus*, 12(1), p. 5-24.
- Kydd, A. (2000). « Trust, Reassurance, and Cooperation ». *International Organization*, 54(2), p. 325-357.

- Laffey, M. (2003). « Discerning the Patterns of World Order: Noam Chomsky and International Theory after the Cold War ». *Review of International Studies*, 29(4), p. 587-604.
- Laffey, M. et Muppidi, H. (1992). « Can We Build Bridges with Epistemic Communities? Rationalism, Constructivism, and International Relations Theory ». Paper presented at the annual meeting of the International Studies Association – Midwest, East Lansing.
- Lake, A. (1994). « Confronting Backlash States ». *Foreign Affairs*, 73(2), p. 45-55.
- Leblanc, O. (2004). *La politique étrangère de l’Australie et le cas de l’intervention au Timor-Oriental en 1999 dans le cadre d’INTERFRET*. (Mémoire de maîtrise non publié). Centre d’études des politiques étrangères et de sécurité, Université du Québec à Montréal.
- Lebow, R.N. et Gross Stein, J. (1995). « Deterrence and the Cold War », *Political Science Quarterly*, 110(2), p. 157-181.
- Lebow, R. N. et Risse-Kappen, T. (dir.) (1995). *International relations theory and the end of the Cold War*. New York : Columbia University Press.
- Leffler, M. P. (2004). Think Again: Bush’s Foreign Policy. *Foreign Policy*, 144, 22-28.
- Lindemann, T. (2010). *Sauver la face, sauver la paix. Sociologie constructiviste des crises internationales*. Paris : L’Harmattan.
- Linklater, A. (1990). « The Problem of Community in International Relations ». *Alternatives: Global, Local, Political*, 15(2), p. 135-153.
- Lytard, J.F. (1979). *The Postmodern Condition: A Report on Knowledge*. Minneapolis : University of Minnesota Press.
- Macleod, A. et O’Meara, D. (dir.) (2010). *Théories des relations internationales. Contestations et résistances* (2<sup>e</sup> édition). Outremont : Athéna éditions.
- MacMillan, J. (2003). « Beyond The Separate Democratic Peace ». *European Journal of International Relations*, 40 (2), 233-243.
- Mansfield, E.D. et Snyder, J. (1995). « Democratization and War ». *Foreign Affairs*, 74(3), p. 79-97.



- March, J.G. et Olsen, J.P. (1998). The Institutional Dynamics of International Political Orders. *International Organization*, 52 (4), 943-969.
- McKinney, R. (1957). « Atomic Energy : Its Contribution to World Peace Through Economic Self-Help ». *Proceedings of the Academy of Political Science*, 26(3), p. 72-82.
- McSweeney, B. (1999). *Security, Identity and Interests : A Sociology of international relations*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Mearsheimer, J. (1994-95). « The False Promise of International Institutions ». *International Security*, 19 (3), 5-49.
- Mearsheimer, J. et Walt, S. (2006). « The Israel Lobby ». *London Review of Books*, 28(6), consultable ici : <https://www.lrb.co.uk/v28/n06/john-mearsheimer/the-israel-lobby>.
- Mercer, J. (1995). « Anarchy and Identity ». *International Organization*, 4(2), p. 229-252.
- Messari, N. (2001). Identity and Foreign Policy : The Case of Islam in U.S. Foreign Policy. Dans Kubalkova V. (dir.). *Foreign policy in a constructed world*. Armonk, New York : M.E. Sharpe.
- Milburn, P. (2006). « Négociation, médiation : quelles accointances ? ». *Négociations*, 2(6), 13-19.
- Milliken, J. (1999). « The Study of Discourse in International Relations : A Critique of Research and Methods ». *European Journal of International Relations*, 5(2), 225-254.
- Milliken, J. (2001). Discourse Study : Bringing Rigor to Critical Theory. Dans Fierke K.M. et Jorgensen K.E. (dir.). *Constructing International Relations. The Next Generation*. Armonk, N.Y. : M.E. Sharpe.
- Milner, H. (1993). The assumption of anarchy in international relations theory : a critique. Dans Baldwin, D. (dir.). *Neorealism and Neoliberalism. The Contemporary Debate*. New York, Columbia University Press.
- Milza, P. (2001). *Les relations internationales de 1973 à nos jours*, Paris : Hachette.
- Mitzen, J. (2005). « Reading Habermas in Anarchy: Multilateral Diplomacy and Global Public Spheres ». *The American Political Science Review*, 99(3), p. 401-417.

- Mitzen, J. (2006). « Ontological Security in World Politics: State Identity and the Security Dilemma ». *European Journal of International Relations*, 12(3), p. 341-370.
- Moore, G.J. (2008). « America's Failed North Korea Nuclear Policy : A New Approach ». *Asian Perspective*, 32(4), p. 9-27.
- Müller, H. (1994). « Internationale Beziehungen als kommunikatives Handeln. Zur Kritik der utilitaristischen Handlungstheorien ». *Zeitschrift für Internationale Beziehungen*, 1(1), p. 15-44.
- Müller, H. (2001). International Relations as Communicative Action. Dans Fierke K.M. et Jorgensen K.E. (dir.). *Constructing International Relations. The Next Generation*. Armonk, N.Y. : M.E. Sharpe.
- Müller, H. (2002). Security Cooperation. Dans Carlsnaes, W., Risse T. et Simmons B.A. (dir.), *Handbook of international relations*. London, Thousand Oaks, Calif. : SAGE Publications, p. 369-391.
- Müller, H. (2004). « Arguing, Bargaining and All That : Communicative Action, Rationalist Theory and the Logic of Appropriateness in International Relations ». *European Journal of International Relations*, 10, p. 395-435.
- Muppidi, H. (1999). Postcoloniality and the Production of International Insecurity : The Persistent Puzzle of U.S.-Indian Relations. Dans J. Weldes, M. Laffey, H. Gusterson, R. Duvall (dir.). *Cultures of Insecurity. States, Communities, and the Production of Danger*. Minneapolis : University of Minnesota Press, 119-146.
- Murray, S., Sharp, P., Wiseman, G. *et alii* (2011). The Present and Future of Diplomacy and Diplomatic Studies. *International Studies Review*, 13, p. 709-728.
- Nasr, V. et Takeyh, R. (2008). « The Costs of Containing Iran: Washington's Misguided New Middle East Policy ». *Foreign Affairs*, 87(1), p. 85-94.
- Neumann, I. B. (2008). Discourse Analysis. Dans A. Klotz et D. Prakash (dir.). *Qualitative Methods in International Relations. A Pluralist Guide*. New York : Palgrave Macmillan.
- Newkirk, A. (2008). « Diplomacy and Hypocrisy: The Case of Iran ». *Middle East Policy*, XV(1), p. 30-45.
- Nincic, M. et Wallensteen, P. (1983) (dir.). *Dilemmas of Economic Coercion: Sanctions in World Politics*. New York : Praeger.

- Nye, J.S. (1987). « Nuclear Learning and U.S.-Soviet Security Regimes ». *International Organization*, 41(3), p. 371-402.
- O'Meara, D. (2010a). La méthodologie. Dans Macleod A. et O'Meara D. (dir.). *Théories des relations internationales. Contestations et résistances* (2<sup>e</sup> édition). Outremont : Athéna éditions.
- O'Meara, D. (2010b). Le constructivisme. Dans Macleod A. et O'Meara D. (dir.). *Théories des relations internationales. Contestations et résistances*. Outremont : Athéna éditions.
- O'Meara, D. et Sobhee, V. (2004). « Grande-Bretagne : la (re)construction d'une relation privilégiée ». *Etudes internationales*, 35(1), p. 97-124.
- Oneal, J.R., F.H. Oneal, F.H., Maoz, Z. et Russett, B. (1996). « The Liberal Peace: Interdependence, Democracy, and International Conflict, 1950-85 ». *Journal of Peace Research*, 33(1), p. 11-28.
- Onuf, N. (1998a). Preface. Dans Kubalkova V., Onuf N. et Kowert P., (dir.). *International Relations in a Constructed World*. Armonk, N.Y. : Sharpe.
- Onuf, N. (1998b). Constructivism : A User's Manual. Dans Kubalkova V., Onuf N. et Kowert P. (dir.). *International Relations in a Constructed World*. Armonk, N.Y. : Sharpe.
- Onuf, N. (2001). Speaking of Policy. Dans Kubalkova V. (dir.). *Foreign policy in a constructed world*. Armonk, New York : M.E. Sharpe.
- Owen, J.M. (1994). « How Liberalism Produces Democratic Peace ». *International Security*, 19(2), p. 87-125.
- Oye, K. (dir.) (1986). *Cooperation under Anarchy*. Princeton : Princeton University Press.
- Oye, K. (1986). Explaining Cooperation under Anarchy : Hypotheses and Strategies. Dans Oye K. (dir.). *Cooperation under Anarchy*. Princeton : Princeton University Press.
- Petiteville, F. et Placidi-Frot D. (dir.) (2013). *Négociations internationales*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Plantey, A. (2002). *La négociation internationale au XXI<sup>e</sup> siècle*. Paris : CNRS éditions.

- Posen, B.R., Rubin, B., Lindsay, J.M. et Takeyh, R. (2010). « The Containment Conundrum: How Dangerous Is a Nuclear Iran? ». *Foreign Affairs*, 89(4), p. 160-168.
- Pouliot, V. (2007). « “Subjectivism” : Toward a Constructivist Methodology ». *International Studies Quarterly*, 51(2), p. 359-384.
- Pretorius, J. (2008). The Security Imaginary : Explaining Military Isomorphism. *Security Dialogue*, 39(1), p. 97-118.
- Price, R. (2008). « Moral Limit and Possibility in World Politics ». *International Organization*, 62(2), p. 191-220.
- Price, R. et Reus-Smit, C. (1998). « Dangerous Liaisons ? Critical International Theory and Constructivism ». *European Journal of International Relations*, 4 (3), 263-294.
- Rapoport, A. (1960). *Fights, Games and Debates*. Ann Arbor : University of Michigan Press.
- Rauchhaus, R. (2009). « Evaluating the Nuclear Peace Hypothesis : A Quantitative Approach ». *The Journal of Conflict Resolution*, 53(2), p. 258-277.
- Reus-Smit, C. (2005). Constructivism. Dans Burchill, S. *et al. Theories of International Relations* (3<sup>ème</sup> éd.). Basingstoke : Palgrave.
- Rice, C. (2000). « Promoting the National Interest ». *Foreign Affairs*, 79(1), p. 45-62.
- Risse, T. (1995). « Democratic Peace – Warlike Democracies ? ». *European Journal of International Relations*, 1(4), p. 491-517.
- Risse, T. (2000). « “Let’s argue !” Communicative Action in World Politics ». *International Organization*, 54(1), p. 1-39.
- Rivé-Lasan, M-O. (2006). « La démocratie sud-coréenne : absence de logiques dynastiques ? ». *Critique Internationale*, 4(33), p. 165-179.
- Roehrig, T. (2017). STABILITY OR INSTABILITY? The US Response to North Korean Nuclear Weapons. Dans Kim, S.C. et Cohen, M.C. (dir.). *North Korea and Nuclear Weapons: Entering the New Era of Deterrence*. Georgetown University Press.
- Rosow, S.J. (1989). « Nuclear Deterrence, State Legitimation, & Liberal Democracy ». *Polity*, 21(3), p. 563-586.

- Rotberg, R.I. (2007). Repressive, Aggressive and Rogue Nation-States : How Odious, How Dangerous ?. Dans Rotberg, R.I. (dir.). *Worst of the Worts : Dealing with repressive and rogue nations*, Cambridge : World Peace Fondation.
- Roudsari, S.A. (2007). « Talking Away the Crisis? The E3/EU-Iran Negotiations on Nuclear Issues ». *EU Diplomacy Paper*, 6.
- Ruggie, J. (1998). « What Makes the World Hang Together ? Neo-Utilitarianism and Social Constructivism ». *International Organization*, 52(4), p. 855-885.
- Russett, B., Layne, C., Spiro, D.E. et Doyle, M.W. (1995). « The Democratic Peace ». *International Security*, 19(4), p. 164-184.
- Sagan, S. et Waltz, K.N. (2012). *The Spread of Nuclear Weapons: An Enduring Debate* (3<sup>ème</sup> éd.). New York : Norton.
- Sariolghalam, M. (2001). « Justice for All ». *The Washington Quarterly*, 24(3), p. 113-125.
- Sauer, T. (2007). « Coercive Diplomacy by the EU: The Iranian Nuclear Weapons Crisis ». *Third World Quarterly*, 28(3), p. 613-633.
- Schelling, T. (1960). *The Strategy of Conflict*. Cambridge, MA : Harvard University Press.
- Schelling, T. (1986). *Stratégie du conflit*. Paris : Presses universitaires de France.
- Schimmelfennig, F. (2001). « The Community Trap: Liberal Norms, Rhetorical Action, and the Eastern Enlargement of the European Union ». *International Organization*, 55(1), p. 47-80.
- Ségar, P. (2009). *Négocier ou ne pas négocier, telle est la question. Une étude comparative de la politique étrangère des États-Unis envers l'Iran et la Corée du Nord*. Mémoire de master (non publié). Institut d'études politiques de Bordeaux.
- Senn, M. (2008). *Wolves in the Woods. The Rogue State Concept from a Constructivist Perspective*. Paper presented at the 2<sup>nd</sup> ECPR Graduate Conference, Universitat Autònoma de Barcelona, August 25-27 2008.
- Senn, M. (2012). « Spoiler and enabler: The role of ballistic-missile defence in nuclear abolition ». *International Journal*, 67(3), p. 747-764.

- Shannon, V.P. (2000). « Norms Are What States Make of Them: The Political Psychology of Norm Violation ». *International Studies Quarterly*, 44(2), p. 293-316.
- Sharp, P. (2011). Diplomacy, Diplomatic Studies and the ISA. Dans Murray S., Sharp P., Wiseman G. *et alii*, « The Present and Future of Diplomacy and Diplomatic Studies ». *International Studies Review*, 13, 709-710.
- Sisk, T. D. (dir.) (1999). *New Approaches to International Negotiation and Mediation. Findings from USIP-Sponsored Research*. U.S. Institute of Peace.
- Smith, S. (1995). The Self-Images of a Discipline. A Genealogy of International Relations Theory. Dans Booth K. et Smith S. (dir.). *International Relations Theory Today*. Cambridge : Polity Press.
- Smith, S. (2001). Foreign Policy Is What States Make of It : Social Construction and International Relations Theory. Dans Kubalkova V. (dir.). *Foreign policy in a constructed world*. Armonk, New York : M.E. Sharpe.
- Snidal, D. (1986). The Game Theory of International Politics. Dans Oye K. (dir.). *Cooperation Under Anarchy*. Princeton : Princeton University Press.
- Son, K.Y. (2006). *South Korean Engagement Policies and North Korea: Identities, Norms and the Sunshine Policy*. Taylor & Francis.
- Spector, B. (1977). « Negotiation as a Psychological Process ». *The Journal of Conflict Resolution*, 21 (4), *Negotiation*, p. 607-618.
- Spector, B. (1999). Negotiating with "Villains". Dans T.D. Sisk (dir.). *New Approaches to International Negotiation and Mediation. Findings from USIP-Sponsored Research*. U.S. Institute of Peace.
- Starr, H. (1995). International Law and International Order. Dans Kegley C.W. (dir.). *Controversies in International Relations Theory : Realism and the Neoliberal challenge*. New York : St. Martin's Press.
- Stein, A. (1990). *Why Nations Cooperate*. Ithaca, Cornell University Press.
- Stephanson, A. (1996). *Manifest Destiny: American Expansion and the Empire of Right*. New York : Hill and Wang.
- Sterling-Folker, J. (2000). « Competing Paradigms or Birds of a Feather ? Constructivism and Neoliberal Institutionalism Compared ». *International Studies Quarterly*, 44(1), p. 97-119.

- Strauss, A. L. (1978). *Negotiations. Varieties, Processes, Contexts, and Social Order*. San Francisco : Jossey-Bass.
- Subrahmanyam, K. (1974). *The Indian Nuclear Test in a Global Perspective*. New Delhi : India International Centre.
- Takeyh, R. (2006). *Hidden Iran: Paradox and Power in the Islamic Republic*. New York, NY: Times Book.
- Takeyh, R. (2007). « Time for Détente with Iran ». *Foreign Affairs*, 86(2), p. 17-32.
- Thies, C.G. (2004). « Are Two Theories Better than One ? A Constructivist Model of Neorealist-Neoliberal Debate ». *International Political Science Review*, 25(2), p. 159-183.
- Touzard, H. (2006a). « Consultation, concertation, négociation ». *Négociations*, 1(5), p. 67-74.
- Touzard, H. (2006b). De la négociation à la médiation. Analyse des processus qui relie ces deux situations. *Négociations*, 2 (6), 21-28.
- Yost, D.S. (2007). « Analysing International Nuclear Order ». *International Affairs*, 83(3), p. 549-574.
- Vaïsse, J. (2008). *Histoire du néoconservatisme aux États-Unis : le triomphe d'une idéologie*. Paris : Odile Jacob.
- Van Evera, S. (1999). *Causes of War, Power, and the Roots of Conflict*. Ithaca, N.Y. : Cornell University Press.
- Varadarajan, L. (2004). « Constructivism, Identity and Neoliberal (In)security ». *Review of International Studies*, 30(3), p. 319-341.
- Walker, W. (2000). « Nuclear Order and Disorder ». *International Affairs*, 76(4), p. 703-724.
- Walker, W. (2007). « Nuclear Enlightenment and Counter-Enlightenment ». *International Affairs*, 83(3), p. 431-453.
- Walt, S. (1998). « International Relations : One World, Many Theories ». *Foreign Policy*, 110, p. 29-46.

- Walt, S. (2016, 25 avril). « Why Is America So Bad at Promoting Democracy in Other Countries? ». *Foreign Policy*. Consultable ici : <http://foreignpolicy.com/2016/04/25/why-is-america-so-bad-at-promoting-democracy-in-other-countries/>
- Waltz, K.N. (1979). *Theory of International Politics*. Reading, Mass. : Addison-Wesley.
- Waltz, K.N. (1981). *The Spread of Nuclear Weapons: More May Be Better*. London : International Institute for Strategic Studies.
- Weldes, J. (1998). « Bureaucratic Politics : A Constructivist Assessment ». *Mershon International Studies Review*, 42 (2), 216-225.
- Weldes, J. (1999/a). *Constructing National Interests. The United States and the Cuban Missile Crisis*. Minneapolis : University of Minnesota Press.
- Weldes, J. (1999/b). « The Cultural Production of Crises: U.S. Identity and Missiles in Cuba ». Dans J. Weldes *et al.* (dir.). *Cultures of Insecurity : States, Communities, and the Production of Danger*. MN: University of Minnesota Press, p. 35-62.
- Weldes, J., Laffey, M., Gusterson, H. et Duvall R. (1999). Introduction: Constructing Insecurity. Dans J. Weldes, M. Laffey, H. Gusterson, R. Duvall (dir.). *Cultures of Insecurity. States, Communities, and the Production of Danger*. Minneapolis : University of Minnesota Press.
- Weldes, J., Laffey, M., Gusterson, H. et Duvall R. (dir.) (1999). *Cultures of Insecurity. States, Communities, and the Production of Danger*. Minneapolis : University of Minnesota Press.
- Weldes, J. et Saco, D. (1996). « Making State Action Possible : The United States and the Discursive Construction of 'The Cuban Problem', 1960-1994 ». *Millennium - Journal of International Studies*, 25, p. 361-395.
- Wendt, A. (1992). « Anarchy is What State's Make of It : The social construction of power politics ». *International Organization*, 46(2), p. 391-425.
- Wendt, A. (1999). *Social Theory of International Politics*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Woodward, B. (2004). *Plan of Attack*. New York: Simon and Schuster.



- Wright, R. et Bakhsh, S. (1997). « The U. S. and Iran: An Offer They Can't Refuse? ». *Foreign Policy*, 108, p. 124-137.
- Yiftachel, O. (2006). *Ethnocracy: Land and Identity Politics in Israel/Palestine*. Philadelphia : University of Pennsylvania Press.
- Zagare, F. C. (1970). A Game-Theoretic Analysis of the Vietnam Negotiations-Preferences and Strategies 1968-1973. Dans Zartman W. (dir.). *The Negotiation Process. Theories and Applications*. Beverly Hills, Calif. : Sage.
- Zartman, W. (dir.) (1970). *The Negotiation Process. Theories and Applications*. Beverly Hills, Calif. : Sage.
- Zartman, W. (1970). Negotiation as a Joint Decision-Making Process. Dans Zartman W. (dir.). *The Negotiation Process. Theories and Applications*. Beverly Hills, Calif. : Sage.
- Zartman, W. (1999a). Negotiating Cultures. Dans Berton P., Kimura H. et Zartman W. (dir.). *International Negotiation. Actors, Structure/Process, Values*. Basingstoke : Macmillan.
- Zartman, W. (2009). « Risk and Prevention in Identity Negotiations ». *Négociations*, 11, p. 77-92.
- Zartman, W. et Berman, M.R. (1995). *The Practical Negotiator*. New Haven : Yale University Press.
- Zehfuss, M. (2001). Constructivisms in International Relations : Wendt, Onuf and Kratochwil. Dans Fierke, K. M. et Jorgensen, K. E. (dir.). *Constructing International Relations. The Next Generation*; Armonk, N.Y. : M.E. Sharpe.
- Zheng, S. (2001). Making Sense of the Conflict Between Mainland China and Taiwan. Dans Kubalkova V. (dir.). *Foreign policy in a constructed world*. Armonk, New York : M.E. Sharpe.

Discours, déclarations et interviews

*Président et administration Clinton*

Albright, M.K. (2000, 17 mars). *American-Iranian Relations*. Récupéré de : <http://1997-2001.state.gov/www/statements/2000/000317.html>

- Administration Clinton (1993, 15 mars). *Background Briefing by Senior Administration Official*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60000>.
- Administration Clinton (1993, 6 avril). *Background Briefing by Senior Administration Official*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59974>.
- Administration Clinton (1993, 6 juillet). *Press Briefing by Secretary of State Warren Christopher and Counselor to the President David Gergen*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60016>.
- Administration Clinton (1993, 8 juillet). *Background Briefing by Senior Administration Official*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59963>.
- Administration Clinton (1993, 9 juillet). *Background Briefing by Senior Administration Official*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59995>.
- Administration Clinton (1993, 16 novembre). *Background Briefing by Senior Administration Officials*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59970>.
- Administration Clinton (1993, 23 novembre). *Background Briefing by Senior Administration Officials*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59997>.
- Administration Clinton (1994, 11 février). *Background Briefing by Senior Administration Officials*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59718>.
- Administration Clinton (1994, 4 juin). *Background Briefing by Senior Administration Official*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59697>.

- Administration Clinton (1994, 22 juin). *Background Briefing by Senior Administration Official*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59728>.
- Administration Clinton (1994, 30 juin). *Press Briefing by National Security Advisor Tony Lake and National Economic Council Advisor Bob Rubin*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59757>.
- Administration Clinton (1994, 21 septembre). *Background Briefing by Senior Administration Officials*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59744>.
- Administration Clinton (1994, 2 novembre). *Background Briefing by Senior Administration Officials*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59736>.
- Administration Clinton (1995, 30 avril). *Background Briefing by Senior Administration Official*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59431>.
- Administration Clinton (1995, 4 mai). *Press Briefing by Secretary of State Warren Christopher, Secretary of Defense William Perry, and Secretary of Treasury Robert Rubin*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59467>.
- Administration Clinton (1995, 10 mai). *Background Briefing by Senior Administration Officials*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59430>.
- Administration Clinton (1995, 13 juin). *Press Briefing by Secretary of State Warren Christopher and Secretary of Treasury Bob Rubin*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59688>.

- Administration Clinton (1996, 27 juin). *Press Briefing by Press Secretary Mike McCurry, Assistant Secretary of State for East Asian and Pacific Affairs Winston Lord, National Economic Advisor, Dr. Laura Tyson, and Senior Director for Europe at N.S.C. Sandy Vershbow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59376>.
- Administration Clinton (1997, 29 mai). *Press Briefing by Mike McCurry and Jim Steinberg*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=48686>.
- Administration Clinton (1997, 8 juillet). *Statement of Administration Policy: H.R. 748 - Prohibition on Financial Transactions with Countries Supporting Terrorism Act*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75040>.
- Administration Clinton (1997, 29 octobre/a). *Press Briefing by Secretary of State Madeleine Albright and National Security Advisor Sandy Berger*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=48680>.
- Administration Clinton (1997, 29 octobre/b). *Background Briefing by Senior Administration Officials*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=48642>.
- Administration Clinton (1998, 11 mai). *Press Briefing by National Security Advisor Sandy Berger, Chairman of the Economic Council Gene Sperling, and Deputy Assistant to the President for National Security Affairs Jim Steinberg*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=48304>.
- Administration Clinton (1998, 17 mai). *Press Briefing by Mike McCurry, Deputy National Security Advisor Jim Steinberg and Deputy Secretary of State Strobe Talbott*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=48321>.
- Administration Clinton (1998, 18 mai). *Press Briefing by Senior Background Officials*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=48413>.

- Administration Clinton (1998, 26 juin). *Press Briefing by Mike McCurry and National Security Advisor Sandy Berger*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=48282>.
- Administration Clinton (1998, 12 août). *Press Briefing by Joe Lockhart and Colonel P.J. Crowley*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=48150>.
- Administration Clinton (1999, 5 octobre). *Press Briefing by Under Secretary of State for Arms Control John Holum, Assistant Secretary of Defense for Strategy and Requirements Ted Warner, Under Secretary of Energy Ernie Moniz, and Former N.S.C. Senior Director for Defense and Arms Control Policy Bob Bell*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=47861>.
- Administration Clinton (2000, 15 juin). *Press Briefing by Jake Siewert and P.J. Crowley*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=47951>.
- Bell, R. (1999, 21 janvier). *Press Briefing by Robert Bell, Special Assistant to the President for National Defense and Arms Control*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=47822>.
- Berger, S. (1998, 21 septembre). *Press Briefing by National Security Advisor Sandy Berger*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=48296>.
- Berger, S. (1999, 12 septembre). *Readout to the Press Pool by National Security Advisor Sandy Berger*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=47834>.
- Christopher, W. (1994, 27 septembre). *Press Briefing by Secretary of State Warren Christopher*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59894>.
- Clinton, W.J. (1993, 12 mars). *Remarks to the Crew of the U.S.S. Theodore Roosevelt*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46330>.

- Clinton, W.J. (1993, 15 mars). *The President's News Conference With Prime Minister Yitzhak Rabin of Israel*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46339>.
- Clinton, W.J. (1993, 24 mars). *Interview With Dan Rather of CBS News*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46370>.
- Clinton, W.J. (1993, 16 avril). *The President's News Conference With Prime Minister Kiichi Miyazawa of Japan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46438>.
- Clinton, W.J. (1993, 27 avril). *Message to the Congress Reporting on the Continuation of Export Control Regulations*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46488>.
- Clinton, W.J. (1993, 11 juin). *Statement on Nuclear Nonproliferation Talks With North Korea*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46679>.
- Clinton, W.J. (1993, 7 juillet). *Remarks and a Question-and-Answer Session at Waseda University in Tokyo*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46813>.
- Clinton, W.J. (1993, 9 juillet). *The President's News Conference in Tokyo*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46821>.
- Clinton, W.J. (1993, 10 juillet/a). *Remarks to the Korean National Assembly in Seoul*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46829>.
- Clinton, W.J. (1993, 10 juillet/b). *The President's Radio Address*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46831>.

- Clinton, W.J. (1993, 10 juillet/c). *Remarks and an Exchange With Reporters Following Discussions With President Kim Yong-sam of South Korea in Seoul*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46828>.
- Clinton, W.J. (1993, 11 juillet/a). *Remarks at the U.S.S. Arizona Memorial in Honolulu, Hawaii*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46838>.
- Clinton, W.J. (1993, 11 juillet/b). *Exchange With Reporters at the Demilitarized Zone*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46836>.
- Clinton, W.J. (1993, 11 juillet/c). *Remarks to the Troops at Camp Casey, South Korea*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46837>.
- Clinton, W.J. (1993, 17 juillet). *The President's Radio Address*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46863>.
- Clinton, W.J. (1993, 20 juillet/a). *Remarks to Democratic Members of the House of Representatives*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46873>.
- Clinton, W.J. (1993, 20 juillet/b). *Interview With the Wisconsin Media*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46874>.
- Clinton, W.J. (1993, 14 septembre). *The President's News Conference With Prime Minister Paul Keating of Australia*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=47072>.
- Clinton, W.J. (1993, 27 septembre). *Remarks to the 48th Session of the United Nations General Assembly in New York City*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=47119>
- Clinton, W.J. (1993, 8 octobre). *Remarks at a Democratic National Committee Breakfast*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=47183>.

- Clinton, W.J. (1993, 15 octobre). *The President's News Conference With Prime Minister Tansu Ciller of Turkey*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=47209>.
- Clinton, W.J. (1993, 1<sup>er</sup> novembre). *Message to the Congress Transmitting the Notice on Continuation of Iran Emergency*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46051>.
- Clinton, W.J. (1993, 7 novembre). *Interview With Timothy Russert and Tom Brokaw on "Meet the Press"*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46080>.
- Clinton, W.J. (1993, 11 novembre). *Remarks at the Veterans Day Ceremony at Arlington National Cemetery, Virginia*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46098>.
- Clinton, W.J. (1993, 16 novembre). *Remarks on Governors' Endorsements of NAFTA and an Exchange With Reporters*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46125>.
- Clinton, W.J. (1993, 19 novembre/a). *Remarks to the Seattle APEC Host Committee*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46137>.
- Clinton, W.J. (1993, 19 novembre/b). *Remarks and an Exchange With Reporters Following Discussions With President Jiang Zemin of China in Seattle*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46139>.
- Clinton, W.J. (1993, 19 novembre/c). *Exchange With Reporters Prior to Discussions With Prime Minister Morihiro Hosokawa of Japan in Seattle*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46138>.
- Clinton, W.J. (1993, 20 novembre). *Remarks to the United States Coast Guard in Seattle*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46151>.



- Clinton, W.J. (1993, 23 novembre). *The President's News Conference With President Kim Yong-sam of South Korea*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46165>.
- Clinton, W.J. (1993, 1<sup>er</sup> décembre). *Exchange With Reporters Prior to Discussions With Prime Minister Carl Bildt of Sweden*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46187>.
- Clinton, W.J. (1993, 6 décembre). *The President's News Conference With Prime Minister Felipe Gonzalez of Spain*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=46207>.
- Clinton, W.J. (1994, 9 janvier). *Remarks to Future Leaders of Europe in Brussels*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=49643>.
- Clinton, W.J. (1994, 14 janvier). *The President's News Conference With President Boris Yeltsin of Russia in Moscow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=50021>.
- Clinton, W.J. (1994, 20 janvier). *Interview With Larry King*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=50243>.
- Clinton, W.J. (1994, 25 janvier). *Address Before a Joint Session of the Congress on the State of the Union*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=50409>.
- Clinton, W.J. (1994, 11 février). *The President's News Conference With Prime Minister Morihiro Hosokawa of Japan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=49609>.
- Clinton, W.J. (1994, 14 février). *The President's News Conference With President Nursultan Nazarbayev of Kazakhstan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=49652>.

- Clinton, W.J. (1994, 21 mars). *Exchange With Reporters in Deerfield Beach, Florida*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=49845>.
- Clinton, W.J. (1994, 30 mars). *Remarks and an Exchange With Reporters in San Diego, California*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=49885>.
- Clinton, W.J. (1994, 1<sup>er</sup> avril). *Memorandum on Certifications for Major Narcotics Producing and Transit Countries*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=49903>.
- Clinton, W.J. (1994, 5 avril). *Remarks in a Town Meeting in Charlotte, North Carolina*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=49912>.
- Clinton, W.J. (1994, 7 avril). *Letter to Congressional Leaders Reporting on Iraq's Compliance With United Nations Security Council Resolutions*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=49925>.
- Clinton, W.J. (1994, 3 mai). *Interview on CNN's "Global Forum With President Clinton"*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=50095>.
- Clinton, W.J. (1994, 19 mai). *The President's News Conference With Prime Minister P.V. Narasimha Rao of India*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=50204>.
- Clinton, W.J. (1994, 28 mai). *The President's Radio Address*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=50255>.
- Clinton, W.J. (1994, 3 juin). *Statement by the Press Secretary on the President's Telephone Conversations With President Boris Yeltsin of Russia and President Kim Yong-sam of South Korea*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=50284>.

- Clinton, W.J. (1994, 4 juin). *Remarks and an Exchange With Reporters Following Discussions With Prime Minister John Major in North Aylesbury, United Kingdom*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=50288>.
- Clinton, W.J. (1994, 5 juin/a). *Interview With Harry Smith of CBS News*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=50292>.
- Clinton, W.J. (1994, 5 juin/b). *Interview With Wolf Blitzer of CNN*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=50291>.
- Clinton, W.J. (1994, 5 juin/c). *Interview With Tom Brokaw of NBC News*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=50294>.
- Clinton, W.J. (1994, 5 juin/d). *Interview With Sam Donaldson of ABC News*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=50293>.
- Clinton, W.J. (1994, 15 juin). *Remarks on North Korea and an Exchange With Reporters*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=50340>.
- Clinton, W.J. (1994, 20 juin). *Interview With Katie Couric and Bryant Gumbel on "Today"*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=50360>.
- Clinton, W.J. (1994, 22 juin). *Remarks and an Exchange With Reporters on North Korea*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=50374>.
- Clinton, W.J. (1994, 1<sup>er</sup> juillet). *Interview With Foreign Journalists*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=50437>.
- Clinton, W. J. (1994, 9 juillet). *The President's News Conference in Naples*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=50469>.
- Clinton, W.J. (1994, 19 août). *The President's News Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=48994>.

- Clinton, W.J. (1994, 24 août). *Teleconference Remarks With B'nai B'rith*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=49014>.
- Clinton, W. J. (1994, 28 septembre). *The President's News Conference With President Boris Yeltsin of Russia*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici :
- Clinton, W.J. (1994, 18 octobre). *Remarks on the Nuclear Agreement With North Korea*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=49319>.
- Clinton, W.J. (1994, 21 octobre). *The President's News Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=49341>.
- Clinton, W.J. (1994, 26 octobre). *The President's News Conference With President Hosni Mubarak of Egypt in Cairo*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=49371>.
- Clinton, W.J. (1994, 27 octobre). *Proclamation 6750—Veterans Day, 1994*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=49377>.
- Clinton, W.J. (1994, 31 octobre). *Remarks at a Rally for Democratic Candidates in Philadelphia, Pennsylvania*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=49400>.
- Clinton, W.J. (1994, 1<sup>er</sup> novembre/a). *Interview With Ken Herrera and Jayne Bower of WWJ Radio, Detroit, Michigan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=49410>.
- Clinton, W.J. (1994, 1<sup>er</sup> novembre/b). *Remarks at a Rally for Democratic Candidates in Cleveland, Ohio*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=49413>.
- Clinton, W.J. (1994, 3 novembre). *Remarks at a Reception for Democratic Candidates in Des Moines*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=49427>.

- Clinton, W.J. (1994, 10 novembre). *Remarks at the Edmund A. Walsh School of Foreign Service at Georgetown University*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=49469>.
- Clinton, W.J. (1994, 16 novembre). *Remarks to the International Business Community in Jakarta*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=49495>.
- Clinton, W.J. (1994, 24 décembre). *The President's Radio Address*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=49624>.
- Clinton, W.J. (1995, 11 janvier). *The President's News Conference With Prime Minister Tomiichi Murayama of Japan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=51157>.
- Clinton, W.J. (1995, 13 janvier). *Remarks in Cleveland, Ohio, at the White House Conference on Trade and Investment in Central and Eastern Europe*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=51234>.
- Clinton, W.J. (1995, 22 février). *Remarks to the Business Council*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=51014>.
- Clinton, W.J. (1995, 23 février). *Remarks to the Canadian Parliament in Ottawa*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=51017>.
- Clinton, W.J. (1995, 1<sup>er</sup> mars). *Remarks to the Nixon Center for Peace and Freedom Policy Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=51049>.
- Clinton, W.J. (1995, 4 avril). *The President's News Conference With Prime Minister John Major of the United Kingdom*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=51186>.

- Clinton, W.J. (1995, 11 avril). *The President's News Conference With Prime Minister Benazir Bhutto of Pakistan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=51220>.
- Clinton, W.J. (1995, 13 avril). *Interview With Wolf Blitzer and Judy Woodruff of CNN*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=51225>.
- Clinton, W. J. (1995, 30 avril). *Remarks at the World Jewish Congress Dinner in New York City*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=51298>
- Clinton, W.J. (1995, 4 mai). *Remarks to the American Jewish Committee*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=51316>.
- Clinton, W.J. (1995, 7 mai). *Remarks to the American Israel Public Affairs Committee Policy Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=51325>.
- Clinton, W.J. (1995, 13 mai). *The President's Radio Address*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=51364>.
- Clinton, W.J. (1995, 31 mai). *Remarks at the United States Air Force Academy Commencement Ceremony in Colorado Springs, Colorado*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=51427>.
- Clinton, W.J. (1995, 13 juin). *Statement on the Nuclear Agreement With North Korea*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=51487>.
- Clinton, W.J. (1995, 2 juillet). *Remarks at the Dedication Ceremony for the Korean War Veterans Memorial*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=51662>.

- Clinton, W.J. (1995, 27 juillet/a). *The President's News Conference With President Kim Yong-sam of South Korea*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=51661>.
- Clinton, W. J. (1995, 27 juillet/b). *Proclamation 6812 - National Korean War Veterans Armistice Day, 1995*. Récupéré de : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=51657>.
- Clinton, W.J. (1995, 11 août). *Remarks Announcing Comprehensive Nuclear Weapons Test Ban Negotiations*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=51731>.
- Clinton, W.J. (1995, 5 septembre). *Remarks and a Question-and-Answer Session With Students at Abraham Lincoln Middle School in Selma, California*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=51802>.
- Clinton, W.J. (1995, 23 septembre). *The President's Radio Address*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=51901>.
- Clinton, W.J. (1995, 22 octobre). *Remarks to the United Nations General Assembly in New York City*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=50683>.
- Clinton, W.J. (1995, 17 novembre). *Interview With NHK Television of Japan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=50781>.
- Clinton, W.J. (1996, 23 janvier). *Address Before a Joint Session of the Congress on the State of the Union*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=53091>.
- Clinton, W.J. (1996, 15 mars). *Letter to Congressional Leaders Reporting on Iraq's Compliance With United Nations Security Council Resolutions*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=52502>.

- Clinton, W.J. (1996, 17 mars). Remarks to the United Jewish Appeal Young Leadership Conference. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=52555>.
- Clinton, W.J. (1996, 5 avril). *Remarks at the University of Central Oklahoma in Edmond, Oklahoma*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=52638>.
- Clinton, W.J. (1996, 17 avril). *The President's News Conference With Prime Minister Ryutaro Hashimoto of Japan in Tokyo*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=52678>.
- Clinton, W.J. (1996, 18 avril). *Remarks to the Diet in Tokyo*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=52686>.
- Clinton, W.J. (1996, 20 avril/a). *The President's Radio Address*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=52701>.
- Clinton, W.J. (1996, 20 avril/b). *The President's News Conference in Moscow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=65089>.
- Clinton, W.J. (1996, 16 mai). *Remarks at the Congressional Asian Pacific American Caucus Institute Dinner*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=52820>.
- Clinton, W.J. (1996, 20 mai). *Remarks to the Pacific Basin Economic Council*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=52835>.
- Clinton, W.J. (1996, 22 mai). *Remarks at the United States Coast Guard Academy Commencement in New London, Connecticut*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=52848>.
- Clinton, W.J. (1996, 25 mai). *The President's Radio Address*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=52874>.



- Clinton, W.J. (1996, 20 juin). *Press Briefing by Daniel Tarullo, Deputy Assistant to the President for Economic Policy*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=49965>.
- Clinton, W.J. (1996, 26 juin). *Memorandum on Bosnian Compliance on Withdrawal of Foreign Forces and Terminating Intelligence Cooperation With Iran*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=107569>.
- Clinton, W.J. (1996, 22 juillet). *Remarks at the Asian-American Democratic Dinner in Los Angeles, California*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=53101>.
- Clinton, W.J. (1996, 5 août/a). *Remarks on International Security Issues at George Washington University*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=53161>.
- Clinton, W.J. (1996, 5 août/b). *Remarks on Signing the Iran and Libya Sanctions Act of 1996 and an Exchange With Reporters*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=53160>.
- Clinton, W.J. (1996, 22 octobre). *Remarks to the Community in Detroit*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=52146>.
- Clinton, W.J. (1996, 4 novembre). *Letter to Congressional Leaders Reporting on Iraq's Compliance With United Nations Security Council Resolutions*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=52216>.
- Clinton, W.J. (1996, 20 novembre). *Remarks to the Australian Parliament in Canberra*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=52265>.
- Clinton, W.J. (1997, 4 février). *Address Before a Joint Session of the Congress on the State of the Union*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=53358>.

- Clinton, W.J. (1997, 25 avril). *The President's News Conference With Prime Minister Ryutaro Hashimoto of Japan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=54053>.
- Clinton, W.J. (1997, 29 mai). *The President's News Conference With Prime Minister Tony Blair of the United Kingdom in London*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=54196>.
- Clinton, W.J. (1997, 14 juin). *The President's Radio Address*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=54267>.
- Clinton, W.J. (1997, 22 juin). *Remarks at the Presentation of the Final Communiqué of the Summit of the Eight in Denver*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=54302>.
- Clinton, W.J. (1997, 25 juillet). *Proclamation 7014—National Korean War Veterans Armistice Day, 1997*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=54451>.
- Clinton, W.J. (1997, 17 septembre). *Remarks on International Efforts To Eliminate Landmines and an Exchange With Reporters*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=54631>.
- Clinton, W.J. (1997, 22 septembre). *Remarks to the 52d Session of the United Nations General Assembly in New York City*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=54652>.
- Clinton, W.J. (1997, 10 octobre). *Press Briefing by Mike McCurry*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=48543>.
- Clinton, W.J. (1997, 22 novembre). *Remarks on Arrival and an Exchange With Reporters in Denver, Colorado*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=53611>.

- Clinton, W.J. (1997, 23 novembre). *The President's News Conference With Prime Minister Jean Chretien of Canada in Vancouver, British Columbia*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=53618>.
- Clinton, W.J. (1998, 29 janvier). *Remarks at the National Defense University*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=54760>.
- Clinton, W.J. (1998, 13 mars). *Press Briefing by Mike McCurry*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=48208>.
- Clinton, W.J. (1998, 16 mai). *Interview With Prime Minister Tony Blair of the United Kingdom by David Frost of the British Broadcasting Corporation in Weston-under-Lizard, United Kingdom*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=55976>.
- Clinton, W.J. (1998, 18 mai). *The President's News Conference With European Union Leaders in London, United Kingdom*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=55983>.
- Clinton, W.J. (1998, 21 mai). *Statement of Administration Policy: H.R. 2709 - Iran Missile Proliferation Sanctions Act of 1997*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=74398>.
- Clinton, W.J. (1998, 5 juin). *Statement of Administration Policy: H.R. 2709 - Iran Missile Proliferation Sanctions Act of 1997*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=74397>.
- Clinton, W.J. (1998, 9 juin). *The President's News Conference With President Kim of South Korea*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=56109>.
- Clinton, W.J. (1998, 18 juin). *Remarks on the Nominations of Bill Richardson To Be Secretary of Energy and Richard C. Holbrooke To Be United Nations Ambassador and an Exchange With Reporters*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=56156>.

- Clinton, W.J. (1998, 19 juin/a). *Interview With Chinese Journalists*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=56171>.
- Clinton, W.J. (1998, 19 juin/b). *Interview With CBS News, Cox Newspapers, and McClatchy Newspapers*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=56172>.
- Clinton, W.J. (1998, 23 juin). *Statement on Returning Without Approval to the House of Representatives Legislation on Missile Proliferation Sanctions*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=56195>.
- Clinton, W.J. (1998, 27 juin). *The President's News Conference With President Jiang Zemin of China in Beijing*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=56229>.
- Clinton, W.J. (1998, 29 juin). *Remarks and a Question-and-Answer Session With Students at Beijing University in Beijing, China*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=56236>.
- Clinton, W.J. (1998, 1<sup>er</sup> juillet). *Interview With Central China Television in Shanghai*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=56245>.
- Clinton, W.J. (1998, 3 juillet). *Remarks to the Business Community in Hong Kong Special Administrative Region*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=56262>.
- Clinton, W.J. (1998, 15 août). *The President's Radio Address*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=54791>.
- Clinton, W.J. (1998, 21 septembre). *Remarks to the 53d Session of the United Nations General Assembly in New York City*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=54944>.

- Clinton, W.J. (1998, 11 novembre). *Remarks at a Veterans Day Ceremony in Arlington, Virginia*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=55256>.
- Clinton, W.J. (1998, 12 novembre). *Letter to Congressional Leaders on Continuation of the National Emergency Regarding Weapons of Mass Destruction*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=55265>.
- Clinton, W.J. (1998, 18 novembre). *Remarks on Departure for Tokyo, Japan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=55290>.
- Clinton, W.J. (1998, 19 novembre). *Remarks in "A Conversation With President Clinton" With Tetsuya Chikushi in Tokyo*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=55292>.
- Clinton, W.J. (1998, 20 novembre). *Remarks Following Discussions With Prime Minister Keizo Obuchi of Japan and an Exchange With Reporters in Tokyo*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=55302>.
- Clinton, W.J. (1998, 10 décembre). *Remarks on Presenting the Eleanor Roosevelt Awards for Human Rights*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=55384>.
- Clinton, W.J. (1999, 19 janvier). *Address Before a Joint Session of the Congress on the State of the Union*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=57577>.
- Clinton, W.J. (1999, 26 février). *Remarks on United States Foreign Policy in San Francisco*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=57170>.
- Clinton, W.J. (1999, 12 avril). *Remarks at the Seventh Millennium Evening at the White House*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=57396>.

- Clinton, W.J. (1999, 16 juillet). *Proclamation 7209—Captive Nations Week, 1999*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=57894>.
- Clinton, W.J. (1999, 21 juillet). *The President's News Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=57928>.
- Clinton, W.J. (1999, 26 juillet). *Proclamation 7213—National Korean War Veterans Armistice Day, 1999*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=57960>.
- Clinton, W.J. (1999, 14 septembre). *Remarks on the Asia-Pacific Economic Cooperation Summit and an Exchange With Reporters in Auckland*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=56505>.
- Clinton, W.J. (1999, 4 octobre). *Remarks on the Comprehensive Nuclear-Test-Ban Treaty and an Exchange With Reporters*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=56648>.
- Clinton, W.J. (1999, 5 octobre/a). *Remarks on Signing the National Defense Authorization Act for Fiscal Year 2000*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=56650>.
- Clinton, W.J. (1999, 5 octobre/b). *Remarks on Proposed Patients' Bill of Rights Legislation and an Exchange With Reporters*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=56649>.
- Clinton, W.J. (1999, 10 novembre). *Letter to Congressional Leaders on Certification of Major Drug Producing and Transit Countries*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=56910>.
- Clinton, W.J. (2000, 27 janvier). *Address Before a Joint Session of the Congress on the State of the Union*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=58708>.

- Clinton, W.J. (2000, 14 février). *Interview With Wolf Blitzer on CNN.com*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=58086>.
- Clinton, W.J. (2000, 16 mars). Videotaped Remarks to the Carnegie Endowment's Annual Nonproliferation Conference. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=58256>.
- Clinton, W.J. (2000, 21 mars). *Interview With Peter Jennings of ABC's "World News Tonight" in New Delhi*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=58277>.
- Clinton, W.J. (2000, 10 avril). *Statement on the Announcement of a Summit Meeting Between South Korea and North Korea*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=58358>.
- Clinton, W.J. (2000, 12 mai). Remarks to the Community in Shakopee, Minnesota. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=58478>.
- Clinton, W.J. (2000, 14 juin). *Remarks on Proposed Medicare Prescription Drug Benefit Legislation and an Exchange With Reporters*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=58630>.
- Clinton, W.J. (2000, 25 juin). *Remarks on the Observance of the 50th Anniversary of the Korean War*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=58158>.
- Clinton, W.J. (2000, 5 juillet). *Interview With Joe Klein of the New Yorker in New York City*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=1257>.
- Clinton, W.J. (2000, 14 juillet). *Proclamation 7330—Captive Nations Week, 2000*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=62309>.
- Clinton, W.J. (2000, 1<sup>er</sup> septembre). *Remarks at Georgetown University*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=1416>.

- Clinton, W.J. (2000, 13 octobre). *Statement Congratulating President Kim Dae-jung of South Korea on Winning the Nobel Peace Prize*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=1217>.
- Clinton, W.J. (2000, 19 octobre). *Remarks to the Congregation of Shiloh Baptist Church*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=1113>.
- Clinton, W.J. (2000, 23 octobre). *Remarks at a Reception for Representative Maurice D. Hinchey in Kingston, New York*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=1170>.
- Clinton, W.J. (2000, 27 octobre). *Remarks on the Budget and the Legislative Agenda and an Exchange With Reporters*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=1169>.
- Clinton, W.J. (2000, 28 octobre). *Statement on Signing the Victims of Trafficking and Violence Protection Act of 2000*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=1105>.
- Clinton, W.J. (2000, 9 novembre). *Letter to Congressional Leaders on the National Emergency Regarding Proliferation of Weapons of Mass Destruction*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=1042>.
- Clinton, W.J. (2000, 14 novembre). *Interview With Terence Hunt and Walter M. Mears of the Associated Press*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=1040>.
- Clinton, W.J. (2000, 19 novembre). *Interview With John King of CNN in Ho Chi Minh City*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=998>.
- Clinton, W.J. (2000, 30 novembre). *Interview With the New York Times*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=1084>.



- Clinton, W.J. (2000, 8 décembre). *Remarks at the University of Nebraska at Kearney, Nebraska*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=957>.
- Clinton, W.J. (2000, 19 décembre). *Exchange With Reporters Prior to Discussions With President-Elect George W. Bush*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=1260>.
- Clinton, W.J. (2001, 19 janvier). *Statement on Landmines*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64243>.
- Gallucci, R. (1994, 16 juin). *Press Briefing by Assistant Secretary of State for Political and Military Affairs Robert Gallucci*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59747>.
- Gallucci, R. (1994, 18 octobre). *Press Briefing by Ambassador Robert Gallucci*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59746>.
- Kantor, M. (1993, 30 novembre). *Press Briefing by U.S. Trade Representative Ambassador Mickey Kantor*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60167>.
- Lockhart, J. (1999, 17 septembre). *Press Briefing by Joe Lockhart*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=47687>.
- Lockhart, J. (1999, 4 octobre). *Press Briefing by Joe Lockhart*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=47773>.
- McCurry, M. (1995, 7 février). *Press Briefing by Mike McCurry*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59528>.
- McCurry, M. (1995, 7 mars). *Press Briefing by Mike McCurry*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59539>.

- McCurry, M. (1995, 14 mars). *Press Briefing by Mike McCurry*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59543>.
- McCurry, M. (1995, 15 mars). *Press Briefing by Mike McCurry*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59544>.
- McCurry, M. (1995, 3 avril). *Press Briefing by Mike McCurry*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=59554>.
- McCurry, M. (1996, 6 mars). *Press Briefing by Mike McCurry*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=48754>.
- McCurry, M. (1996, 9 avril). *Press Briefing by Mike McCurry*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59378>.
- McCurry, M. (1997, 1<sup>er</sup> août). *Press Briefing by Mike McCurry*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=48512>.
- McCurry, M. (1997, 30 septembre). *Press Briefing by Mike McCurry*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=48536>.
- McCurry, M. (1997, 15 décembre). *Press Briefing by Mike McCurry*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=48576>.
- McCurry, M. (1998, 11 mai). *Press Briefing by Mike McCurry*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=48221>.
- McCurry, M. (1998, 28 mai). *Press Briefing by Mike McCurry*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=48232>.
- McCurry, M. (1998, 23 juillet). *Press Briefing by Mike McCurry*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=48255>.

- Myers, D. (1993, 8 juin). *Press Briefing by Dee Dee Myers*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60077>.
- Myers, D. (1993, 30 juin). *Press Briefing by Dee Dee Myers*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60086>.
- Myers, D. (1993, 8 novembre). *Press Briefing by Dee Dee Myers*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60020>.
- Myers, D. (1993, 2 décembre). *Press Briefing by Dee Dee Myers*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60113>.
- Myers, D. (1993, 7 décembre). *Press Briefing by Dee Dee Myers*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60114>.
- Myers, D. (1993, 10 décembre). *Press Briefing by Dee Dee Myers*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60117>.
- Myers, D. (1993, 14 décembre). *Press Briefing by Dee Dee Myers*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60118>.
- Myers, D. (1994, 2 février). *Press Briefing by Dee Dee Myers*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59855>.
- Suettinger, R. (1995, 24 octobre). *Press Briefing by Assistant Secretary of State for East Asian and Pacific Affairs Winston Lord and Director of Asian Affairs Robert Suettinger*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=59457>.
- Talbott, S. (2000, 4 juin). *Press Briefing by Deputy Secretary of State Strobe Talbott*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=47933>.

*Président et administration Bush*

- Administration Bush (2003, 1<sup>er</sup> juin). *Background Press Briefing by a Senior Administration Official on the President's Meeting with Chinese President Hu*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=80382>.
- Administration Bush (2003, 22 septembre). *National Security Advisor Briefs Press on President's Trip to United Nations*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=80619>.
- Administration Bush (2004, 26 février). *Statement by the Press Secretary on Libya*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=80771>.
- Administration Bush (2004, 21 septembre). *Background Briefing by a Senior Administration Official on the President's Bilateral Meetings*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66069>.
- Administration Bush (2005, 15 juillet). *Press Briefing by National Security Advisor Steve Hadley, U.S. Trade Representative Susan Schwab and Press Secretary Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60201>.
- Administration Bush (2005, 26 octobre). *Press Briefing by Scott McClellan and Ambassador to Iraq Zal Khalilzad*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73275>.
- Administration Bush (2006, 28 février). *Press Gaggle by Secretary of State Rice and National Security Advisor Hadley*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64014>.
- Administration Bush (2006, 14 mars). *Press Gaggle by Scott McClellan and Dr. Mark McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64152>.
- Administration Bush (2006, 4 juillet). *Press Briefing on North Korea Missile Launch*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60192>.

- Administration Bush (2006, 6 juillet). *Press Briefing on the G8 Leaders Joint Statement on the Situation in the Middle East by Under Secretary for Political Affairs Nicholas Burns and Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60203>.
- Administration Bush (2006, 13 juillet). *Press Briefing by Secretary of State Condoleezza Rice and National Security Advisor Steve Hadley*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60199>.
- Administration Bush (2006, 15 septembre). *Press Briefing on President's Participation in 61st United Nations General Assembly*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60249>.
- Administration Bush (2006, 11 novembre). *Statement by the Press Secretary*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=82822>.
- Administration Bush (2006, 29 novembre). *Background Briefing by Senior Administration Officials on the NATO Summit*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60304>.
- Administration Bush (2007, 23 janvier). *Press Briefing on the State of the Union Speech*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60338>.
- Administration Bush (2007, 31 mai). *Press Briefing by Tony Snow and Jim Connaughton, Chairman of the Council on Environmental Quality*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75128>.
- Administration Bush (2007, 4 juin). *Press Gaggle by Senior Administration Officials on the President's Trip to Europe and the G8 Summit*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75152>.
- Administration Bush (2007, 7 juin). *Press Briefing by Deputy National Security Advisor for International Economic Affairs, David McCormick*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75292>.

- Administration Bush (2007, 6 septembre). *Press Briefing by Deputy Press Secretary Dana Perino and Senior Administration Officials*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75720>.
- Administration Bush (2008, 14 janvier). *Press Briefing by Counselor to the President Ed Gillespie and Press Secretary Dana Perino*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=76261>.
- Administration Bush (2008, 11 février). *Statement by the Press Secretary: President Bush to Welcome United Nations Secretary-General Ban Ki-moon to the White House*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=84185>.
- Administration Bush (2008, 24 avril). *Statement by the Press Secretary*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=83891>.
- Administration Bush (2008, 14 mai). *Press Gaggle by Dana Perino and National Security Advisor Steve Hadley and Deputy Assistant to the President for National Security Elliott Abrams*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=77334>.
- Administration Bush (2008, 12 juin). *Press Briefing by Dana Perino and National Security Advisor Steve Hadley*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=77490>.
- Administration Bush (2008, 23 novembre). *Press Gaggle by Secretary of State Condoleezza Rice, Press Secretary Dana Perino, and Assistant to the President for International Economic Affairs Daniel Price*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=84960>.
- Bartlett, D. (2006, 31 janvier). *Press Briefing by Dan Bartlett on the State of the Union Address*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63780>.

- Burns, N. (2006, 2 mars). *Press Briefing by Under Secretary of State for Political Affairs Nick Burns*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64029>.
- Bush, G.W. (2001, 7 mars). *Remarks Prior to Discussions With President Kim Dae-jung of South Korea and an Exchange With Reporters*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=45757>.
- Bush, G.W. (2001, 3 mai). *Remarks to the American Jewish Committee*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=45581>.
- Bush, G.W. (2001, 16 juin). *The President's News Conference With President Vladimir Putin of Russia in Kranj*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=45978>.
- Bush, G.W. (2001, 30 juin). *Joint Statement by President George W. Bush and Prime Minister Junichiro Koizumi: Partnership for Security and Prosperity*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=45945>.
- Bush, G.W. (2001, 29 août). *Remarks at the American Legion Convention in San Antonio, Texas*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73413>.
- Bush, G.W. (2001, 16 octobre). *Interview With Asian Editors*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73434>.
- Bush, G.W. (2001, 30 octobre). *Remarks Announcing the Lessons of Liberty Initiative in Rockville, Maryland*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=62896>.
- Bush, G.W. (2001, 26 novembre). *Remarks at a Welcoming Ceremony for Humanitarian Aid Workers Rescued From Afghanistan and an Exchange With Reporters*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73553>.

- Bush, G.W. (2002, 10 janvier). *Remarks Following a Meeting With the Economic Team and an Exchange With Reporters*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73216>.
- Bush, G.W. (2002, 29 janvier). *Address Before a Joint Session of the Congress on the State of the Union*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=29644>.
- Bush, G.W. (2002, 5 février). *Remarks at the University of Pittsburgh in Pittsburgh*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73253>.
- Bush, G.W. (2002, 11 février). *Remarks at a Fundraiser for Governor Scott McCallum of Wisconsin in Milwaukee*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63622>.
- Bush, G.W. (2002, 16 février/a). *Remarks to the Troops at Elmendorf Air Force Base in Anchorage, Alaska*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73257>.
- Bush, G.W. (2002, 16 février/b). *Remarks to the Republican Party of Alaska in Anchorage*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64704>.
- Bush, G.W. (2002, 16 février/c). *The President's Radio Address*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=25080>.
- Bush, G.W. (2002, 19 février). *Remarks to the Diet in Tokyo*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73259>.
- Bush, G.W. (2002, 20 février). *Remarks at the Dorasan Train Station in Dorasan, South Korea*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63917>.
- Bush, G.W. (2002, 21 février). *Remarks to the Troops at Osan Air Base in Seoul*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64173>.



- Bush, G.W. (2002, 25 février). *Remarks Commemorating the 60th Anniversary of the Voice of America*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=72983>.
- Bush, G.W. (2002, 27 février). *Remarks Following a Roundtable Discussion on Welfare Reform and an Exchange With Reporters in Charlotte, North Carolina*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=63738>.
- Bush, G.W. (2002, 13 mars). *The President's News Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=65091>.
- Bush, G.W. (2002, 30 mars). *Remarks on the Situation in the Middle East and an Exchange With Reporters in Crawford, Texas*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64697>.
- Bush, G.W. (2002, 4 avril). *Remarks on the Situation in the Middle East*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=84799>.
- Bush, G.W. (2002, 23 mai). *The President's News Conference With Chancellor Gerhard Schroeder of Germany in Berlin*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73309>.
- Bush, G.W. (2002, 24 mai/a). *The President's News Conference With President Vladimir V. Putin of Russia in Moscow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73310>.
- Bush, G.W. (2002, 24 mai/b). *Joint Statement by President George W. Bush and President Vladimir V. Putin on the Situation in the Middle East*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=63573>.
- Bush, G.W. (2002, 26 mai). *The President's News Conference With President Jacques Chirac of France in Paris, France*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63941>.

- Bush, G.W. (2002, 1<sup>er</sup> juin). *Commencement Address at the United States Military Academy in West Point, New York*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=62730>.
- Bush, G.W. (2002, 12 juillet). *Statement on Iran*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73063>.
- Bush, G.W. (2002, 17 juillet). *Proclamation 7577—Captive Nations Week*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61871>.
- Bush, G.W. (2002, 26 octobre). *Joint United States-Japan-Republic of Korea Trilateral Statement*. Mis en ligne par G. Peters and J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73165>.
- Bush, G.W. (2002, 7 novembre). *The President's News Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63868>.
- Bush, G.W. (2002, 9 décembre). *Proclamation 7634—Human Rights Day, Bill of Rights Day, and Human Rights Week, 2002*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61925>.
- Bush, G.W. (2002, 21 décembre). *Radio Remarks to the People of Iran*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64835>.
- Bush, G.W. (2003, 6 janvier). *Remarks Following a Cabinet Meeting and an Exchange With Reporters*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=243>.
- Bush, G.W. (2003, 28 janvier). *Address Before a Joint Session of the Congress on the State of the Union*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=29645>.
- Bush, G.W. (2003, 6 mars). *The President's News Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=119>.

- Bush, G.W. (2003, 24 avril). *Interview With Tom Brokaw of NBC News*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=14>.
- Bush, G.W. (2003, 19 mai). *Joint Statement Between the United States of America and the Republic of the Philippines*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64737>.
- Bush, G.W. (2003, 23 mai). *The President's News Conference With Prime Minister Junichiro Koizumi of Japan in Crawford, Texas*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=922>.
- Bush, G.W. (2003, 29 mai). *Interview With RTR TV of Russia*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64636>.
- Bush, G.W. (2003, 1er juin). *The President's News Conference With President Vladimir Putin of Russia in St. Petersburg, Russia*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=347>.
- Bush, G.W. (2003, 25 juin/a). *Joint Statement by President George W. Bush and European Council President Konstandinos Simitis and European Commission President Romano Prodi on the Proliferation of Weapons of Mass Destruction*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=285>.
- Bush, G.W. (2003, 25 juin/b). *The President's News Conference With European Union Leaders*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63370>.
- Bush, G.W. (2003, 18 juillet). *Proclamation 7691—Captive Nations Week, 2003*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61977>.
- Bush, G.W. (2003, 24 juillet). *Proclamation 7692—National Korean War Veterans Armistice Day, 2003*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61978>.

- Bush, G.W. (2003, 30 juillet). *The President's News Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63289>.
- Bush, G.W. (2003, 14 août). *Interview With the Armed Forces Radio and Television Service*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=467>.
- Bush, G.W. (2003, 26 août). *Remarks at a Dinner for Senator Christopher S. "Kit" Bond of Missouri in St. Louis*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63936>.
- Bush, G.W. (2003, 25 septembre). *Remarks Following a Meeting With the Congressional Conferees on Medicare Modernization and an Exchange With Reporters*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63602>.
- Bush, G.W. (2003, 27 septembre). *The President's News Conference With President Vladimir Putin of Russia at Camp David, Maryland*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=663>.
- Bush, G.W. (2003, 14 octobre). *Interview With Asian Print Journalists*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=634>.
- Bush, G.W. (2003, 20 octobre). *Joint Statement Between the United States of America and the Republic of Korea*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=608>.
- Bush, G.W. (2003, 22 octobre). *Interview With Members of the White House Press Pool*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=604>.
- Bush, G.W. (2003, 23 octobre). *Remarks to the Australian Parliament in Canberra*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64758>.
- Bush, G.W. (2003, 6 novembre). *Remarks on the 20<sup>th</sup> Anniversary of the National Endowment for Democracy*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=844>.

- Bush, G.W. (2003, 12 novembre). *Interview With Sir David Frost of BBC Television*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=822>.
- Bush, G.W. (2003, 14 novembre). *Interview With British Journalists*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=885>.
- Bush, G.W. (2003, 19 novembre). *Remarks at Whitehall Palace in London, United Kingdom*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=812>.
- Bush, G.W. (2003, 20 novembre). *Effective Multilateralism To Build a Better World: Joint Statement by President George W. Bush and Prime Minister Tony Blair*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=826>.
- Bush, G.W. (2003, 13 décembre). *Fact Sheet: 2003: A Year of Accomplishment for the American People*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=80031>.
- Bush, G.W. (2003, 19 décembre/a). *Remarks on the Decision by Colonel Muammar Abu Minyar al-Qadhafi of Libya To Disclose and Dismantle Weapons of Mass Destruction Programs*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64351>.
- Bush, G.W. (2003, 19 décembre/b). *Fact Sheet: The President's National Security Strategy to Combat WMD Libya's Announcement*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=80052>.
- Bush, G.W. (2004, 1<sup>er</sup> janvier). *Remarks on New Year's Day and an Exchange With Reporters in Falfurrias, Texas*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63872>.
- Bush, G. W. (2004, 20 janvier). *Address Before a Joint Session of the Congress on the State of the Union*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=29646>.

- Bush, G.W. (2004, 29 janvier). *Interview With Mouafac Harb of the Middle East Television Network*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64206>.
- Bush, G.W. (2004, 7 février). *Interview With Tim Russert Broadcast on NBC's "Meet the Press"*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75523>.
- Bush, G.W. (2004, 11 février). *Remarks at the National Defense University*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63485>.
- Bush, G.W. (2004, 23 février). *Remarks to the Republican Governors Association*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=72552>.
- Bush, G.W. (2004, 26 février). *Remarks at a Bush-Cheney Luncheon in Louisville*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=72561>.
- Bush, G.W. (2004, 27 février). *Remarks Following Discussions With Chancellor Gerhard Schroeder of Germany and an Exchange With Reporters*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=72562>.
- Bush, G.W. (2004, 10 mars). *Message to the Congress on Continuation of the National Emergency With Respect to Iran*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=72570>.
- Bush, G.W. (2004, 19 mars). *Remarks on the Anniversary of Operation Iraqi Freedom*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=72580>.
- Bush, G.W. (2004, 21 avril). *Remarks and a Question-and-Answer Session at the Newspaper Association of America Convention*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64509>.
- Bush, G.W. (2004, 26 avril). *Statement by the Press Secretary on Train Accident in North Korea*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=80911>.

- Bush, G.W. (2004, 4 mai). *Remarks and a Question-and-Answer Session in Dayton, Ohio*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64824>.
- Bush, G.W. (2004, 2 juin). *Commencement Address at the United States Air Force Academy in Colorado Springs, Colorado*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=72640>.
- Bush, G.W. (2004, 9 juin/a). *G-8 Action Plan on Nonproliferation*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=81012>.
- Bush, G.W. (2004, 9 juin/b). *Fact Sheet: Accomplishments at the G-8 Summit: Day One*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=81022>.
- Bush, G.W. (2004, 29 juin). *Remarks at Galatasaray University in Istanbul*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64397>.
- Bush, G.W. (2004, 12 juillet). *Remarks at Oak Ridge National Laboratory in Oak Ridge, Tennessee*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=72686>.
- Bush, G.W. (2004, 15 juillet). *Joint Statement Between the United States of America and Mongolia*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=72691>.
- Bush, G.W. (2004, 20 juillet). *Remarks in a Discussion at Kirkwood Community College in Cedar Rapids, Iowa*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=72697>.
- Bush, G.W. (2004, 21 juillet). *Fact Sheet: Progress in the War on Terror*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=81159>.
- Bush, G.W. (2004, 9 août). *Remarks in a Discussion at Northern Virginia Community College in Annandale, Virginia*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64949>.

- Bush, G.W. (2004, 20 septembre). *Message to the Congress on Termination of the National Emergency With Respect to Libya*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=72754>.
- Bush, G.W. (2004, 30 septembre). *Presidential Debate in Coral Gables, Florida*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=72770>.
- Bush, G.W. (2004, 4 octobre). *Remarks in a Discussion in Clive, Iowa*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64446>.
- Bush, G.W. (2004, 8 octobre). *Presidential Debate in St. Louis, Missouri*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=72776>.
- Bush, G.W. (2004, 25 octobre). *Remarks in Council Bluffs, Iowa*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=62908>.
- Bush, G.W. (2004, 22 novembre). *The President's News Conference With President Alvaro Uribe Velez of Colombia in Cartagena, Colombia*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64090>.
- Bush, G.W. (2004, 26 novembre). *Exchange With Reporters in Crawford, Texas*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=72838>.
- Bush, G.W. (2004, 30 novembre). *The President's News Conference With Prime Minister Paul Martin of Canada in Ottawa, Canada*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=72841>.
- Bush, G.W. (2005, 26 janvier/a). *The President's News Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64292>.
- Bush, G.W. (2005, 26 janvier/b). *Interview With Al Arabiya Television*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73735>.



- Bush, G.W. (2005, 2 février). *Address Before a Joint Session of the Congress on the State of the Union*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=58746>.
- Bush, G.W. (2005, 17 février). *The President's News Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=62597>.
- Bush, G.W. (2005, 18 février/a). *Interview With TV3-France*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73715>.
- Bush, G.W. (2005, 18 février/b). *Interview With European Print Journalists*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73724>.
- Bush, G.W. (2005, 21 février). *Remarks in Brussels, Belgium*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73719>.
- Bush, G.W. (2005, 22 février). *The President's News Conference With European Union Leaders in Brussels*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73725>.
- Bush, G.W. (2005, 23 février). *The President's News Conference With Chancellor Gerhard Schroeder of Germany in Mainz*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73726>.
- Bush, G.W. (2005, 3 mars). *Remarks at the Central Intelligence Agency and an Exchange With Reporters in Langley, Virginia*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73800>.
- Bush, G.W. (2005, 8 mars). *Remarks on the War on Terror*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64430>.
- Bush, G.W. (2005, 16 mars). *The President's News Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63360>.

- Bush, G.W. (2006, 22 mars). *Remarks on the War on Terror and a Question-and-Answer Session in Wheeling, West Virginia*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=65410>.
- Bush, G.W. (2005, 28 avril). *The President's News Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63128>.
- Bush, G.W. (2005, 31 mai). *The President's News Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73921>.
- Bush, G.W. (2005, 19 juillet). *The President's News Conference With Prime Minister John Howard of Australia*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63983>.
- Bush, G.W. (2005, 9 août). *The President's News Conference in Crawford, Texas*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64757>.
- Bush, G.W. (2005, 30 août). *Remarks on the 60th Anniversary of V-J Day in San Diego, California*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64853>.
- Bush, G.W. (2005, 13 septembre). *The President's News Conference With President Jalal Talabani of the Iraqi Transitional Government*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=62612>.
- Bush, G. W. (2005, 22 septembre). *Remarks on the War on Terror and Preparations for Hurricane Rita and an Exchange With Reporters in Arlington, Virginia*. Récupéré de : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73841>
- Bush, G.W. (2005, 6 octobre). *Remarks to the National Endowment for Democracy*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73821>.
- Bush, G.W. (2005, 8 novembre). *Interview With the Korean Broadcasting System*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=65049>.

- Bush, G.W. (2005, 16 novembre). *Remarks in Kyoto*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73665>.
- Bush, G.W. (2005, 17 novembre/a). *Joint Declaration on the ROK-U.S. Alliance and Peace on the Korean Peninsula*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73698>.
- Bush, G.W. (2005, 17 novembre/b). *The President's News Conference With President Roh Moo-hyun of South Korea in Gyeongju, South Korea*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=62754>.
- Bush, G.W. (2005, 20 novembre). *Remarks and an Exchange With Reporters in Beijing*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73758>.
- Bush, G.W. (2005, 12 décembre). *Remarks to the World Affairs Council of Philadelphia and a Question-and-Answer Session in Philadelphia, Pennsylvania*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=65068>.
- Bush, G.W. (2006, 10 janvier). *Remarks to the Veterans of Foreign Wars*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=65169>.
- Bush, G.W. (2006, 13 janvier). *The President's News Conference With Chancellor Angela Merkel of Germany*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=65176>.
- Bush, G.W. (2006, 27 janvier). *Interview with Bob Schieffer of CBS News*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=77365>.
- Bush, G.W. (2006, 31 janvier/a). *Address Before a Joint Session of the Congress on the State of the Union*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=65090>.

- Bush, G.W. (2006, 31 janvier/b). *Fact Sheet: State of the Union: A Strong America Leading the World*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=82961>.
- Bush, G.W. (2006, 4 février). *Statement on the International Atomic Energy Agency Board of Governors Vote To Report Iran to the United Nations Security Council*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=65121>.
- Bush, G.W. (2006, 8 février). *Remarks Following Discussions With King Abdullah II of Jordan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=65156>.
- Bush, G.W. (2006, 16 février). *Fact Sheet: President Requests \$72.4 Billion for the Global War on Terror*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=82999>.
- Bush, G.W. (2006, 22 février/a). *Interview With Pakistani Journalists*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=65283>.
- Bush, G.W. (2006, 22 février/b). *Remarks to the Asia Society*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=65266>.
- Bush, G.W. (2006, 24 février). *Remarks to the American Legion*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=65267>.
- Bush, G.W. (2006, 10 mars). *Remarks at the National Newspaper Association Government Affairs Conference and a Question-and-Answer Session*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=65341>.
- Bush, G.W. (2006, 21 mars). *The President's News Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=65409>.
- Bush, G.W. (2006, 29 mars). *Remarks to Freedom House and a Question-and-Answer Session*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=67066>.

- Bush, G.W. (2006, 10 avril). *Remarks at the Paul H. Nitze School of Advanced International Studies and a Question-and-Answer Session*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=71903>.
- Bush, G.W. (2006, 28 avril). *The President's News Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=72491>.
- Bush, G.W. (2006, 4 mai/a). *Remarks at the American Jewish Committee's Centennial Dinner*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=72869>.
- Bush, G.W. (2006, 4 mai/b). *Interview With Sabine Christiansen of ARD German Television*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=72918>.
- Bush, G.W. (2006, 5 mai). *Interview With Kai Diekmann of Bild*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=72910>.
- Bush, G.W. (2006, 9 mai). *Remarks on the Medicare Prescription Drug Benefit and a Question-and-Answer Session in Sun City Center, Florida*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=72906>.
- Bush, G.W. (2006, 23 mai). *The President's News Conference With Prime Minister Ehud Olmert of Israel*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=42>.
- Bush, G.W. (2006, 31 mai). *Remarks Following Discussions With President Paul Kagame of Rwanda and an Exchange With Reporters*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75>.
- Bush, G.W. (2006, 1<sup>er</sup> juin). *Remarks Following a Cabinet Meeting and an Exchange With Reporters*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=80>.

- Bush, G.W. (2006, 9 juin). *The President's News Conference With Prime Minister Anders Fogh Rasmussen of Denmark at Camp David, Maryland*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=103>.
- Bush, G.W. (2006, 19 juin). *Commencement Address at the United States Merchant Marine Academy in Kings Point, New York*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=198>.
- Bush, G.W. (2006, 21 juin). *The President's News Conference With European Leaders in Vienna, Austria*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=177>.
- Bush, G.W. (2006, 5 juillet). *Remarks Following Discussions With President Mikheil Saakashvili of Georgia and an Exchange With Reporters*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=289>.
- Bush, G.W. (2006, 6 juillet). *The President's News Conference With Prime Minister Stephen Harper of Canada*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=276>.
- Bush, G.W. (2006, 7 juillet). *The President's News Conference in Chicago*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=277>.
- Bush, G.W. (2006, 10 juillet). *Interview With Foreign Journalists*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=295>.
- Bush, G.W. (2006, 15 juillet). *Fact Sheet: The Global Initiative to Combat Nuclear Terrorism*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=82592>.
- Bush, G.W. (2006, 16 juillet). *Remarks Following Discussions With Prime Minister Tony Blair of the United Kingdom and an Exchange With Reporters in Strelna*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=319>.

- Bush, G.W. (2006, 28 juillet). *The President's News Conference With Prime Minister Tony Blair of the United Kingdom*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=511>.
- Bush, G.W. (2006, 14 août). *Remarks Following a Meeting With Secretary of State Condoleezza Rice and the Foreign Policy Team and an Exchange With Reporters*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=555>.
- Bush, G.W. (2006, 31 août/a). *Remarks at the American Legion National Convention in Salt Lake City*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=749>.
- Bush, G.W. (2006, 31 août/b). *Remarks at a Reception for Senatorial Candidate Orrin G. Hatch in Salt Lake City*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=741>.
- Bush, G.W. (2006, 5 septembre/a). *Remarks to the Military Officers Association of America*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=780>.
- Bush, G.W. (2006, 5 septembre/b). *Fact Sheet: In Their Own Words: What the Terrorists Believe, What They Hope to Accomplish, and How They Intend to Accomplish It*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=82682>.
- Bush, G.W. (2006, 7 septembre/a). *Remarks at a Reception for Congressional Candidate Max Burns in Pooler, Georgia*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=760>.
- Bush, G.W. (2006, 7 septembre/b). *Remarks to the Georgia Public Policy Foundation in Atlanta, Georgia*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=759>.
- Bush, G.W. (2006, 15 septembre). *Presidential Determination on Major Drug Transit or Major Illicit Drug Producing Countries for Fiscal Year 2007*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=23714>.

- Bush, G.W. (2006, 19 septembre). *Remarks to the United Nations General Assembly in New York City*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73966>.
- Bush, G.W. (2006, 21 septembre). *Remarks at a Reception for Gubernatorial Candidate Charles J. Crist, Jr., and the Republican Party of Florida in Orlando*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=23709>.
- Bush, G.W. (2006, 11 octobre). *The President's News Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=24077>.
- Bush, G.W. (2006, 14 octobre). *The President's Radio Address*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=24216>. Bush, G.W. (2007, 15 septembre). *The President's Radio Address*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=75798>.
- Bush, G.W. (2006, 19 octobre). *Remarks at a Reception for Senatorial Candidate George Allen in Richmond, Virginia*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=24195>.
- Bush, G.W. (2006, 16 novembre). *Remarks at the National Singapore University in Singapore*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=24303>.
- Bush, G.W. (2006, 28 novembre). *Remarks at Latvia University in Riga*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=24325>.
- Bush, G.W. (2006, 30 novembre). *The President's News Conference With Prime Minister Nuri al-Maliki of Iraq in Amman, Jordan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=24333>.
- Bush, G.W. (2006, 7 décembre). *The President's News Conference With Prime Minister Tony Blair of the United Kingdom*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=24350>.



Bush, G.W. (2007, 10 janvier). *Address to the Nation on Military Operations in Iraq*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=24432>.

Bush, G.W. (2007, 12 janvier). *Interview with Scott Pelley of CBS News' "60 Minutes" at Camp David, Maryland*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=77362>.

Bush, G.W. (2007, 31 mars). *The President's News Conference With President Luiz Inacio Lula da Silva of Brazil at Camp David, Maryland*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=25026>.

Bush, G.W. (2007, 20 avril). *Remarks to the World Affairs Council of Western Michigan and a Question-and-Answer Session in East Grand Rapids, Michigan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=25179>.

Bush, G.W. (2007, 30 avril). *The President's News Conference With European Union Leaders*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73992>.

Bush, G.W. (2007, 30 mai). *Remarks at a New Jersey Republican Committee Reception in Edison, New Jersey*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75142>.

Bush, G.W. (2007, 31 mai). *Interview With Eberhard Piltz of Zweites Deutsches Fernsehen, Germany*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75149>.

Bush, G.W. (2007, 5 juin). *Remarks to the Democracy and Security Conference in Prague*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75306>.

Bush, G.W. (2007, 6 juin). *Interview With Members of the White House Press Pool in Heiligendamm, Germany*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75281>.

- Bush, G.W. (2007, 7 juin). *Remarks Following Discussions With Prime Minister Tony Blair of the United Kingdom and an Exchange With Reporters in Heiligendamm*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75284>.
- Bush, G.W. (2007, 12 juin). *Remarks at the Victims of Communism Memorial Dedication*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75320>.
- Bush, G.W. (2007, 19 juillet). *Remarks on the Federal Budget and a Question-and-Answer Session in Nashville, Tennessee*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75582>.
- Bush, G.W. (2007, 22 août). *Remarks at the Veterans of Foreign Wars National Convention in Kansas City, Missouri*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75710>.
- Bush, G.W. (2007, 28 août). *Remarks at the American Legion National Convention in Reno, Nevada*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75688>.
- Bush, G.W. (2007, 30 août). *Interview With David Speers of Sky News*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75701>.
- Bush, G.W. (2007, 7 septembre). *Remarks at the Asia-Pacific Economic Cooperation Business Summit in Sydney*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75753>.
- Bush, G.W. (2007, 9 septembre). *Fact Sheet: Asia-Pacific Economic Cooperation (APEC) 2007*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=83244>.
- Bush, G.W. (2007, 13 septembre). *Address to the Nation on Military Operations in Iraq*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75733>.

- Bush, G.W. (2007, 20 septembre). *The President's News Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75807>.
- Bush, G.W. (2007, 3 octobre). *Remarks and a Question-and-Answer Session in West Hempfield Township, Pennsylvania*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75865>.
- Bush, G.W. (2007, 17 octobre). *The President's News Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75943>.
- Bush, G.W. (2007, 23 octobre). *Remarks at the National Defense University*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75953>.
- Bush, G.W. (2007, 20 novembre). *Interview of the President and First Lady by ABC News' Charles Gibson*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=77317>.
- Bush, G.W. (2007, 4 décembre). *The President's News Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=76131>.
- Bush, G.W. (2008, 2 janvier). *Interview With Nahum Barnea and Shimon Shiffer of Yedioth Ahronoth*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=76254>.
- Bush, G.W. (2008, 4 janvier/a). *Interview With Foreign Print Media*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=76255>.
- Bush, G.W. (2008, 4 janvier/b). *Interview With Yonit Levi of Channel 2 News of Israel*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=76257>.
- Bush, G.W. (2008, 31 janvier). *Remarks on the War on Terror in Las Vegas, Nevada*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=76379>.

- Bush, G.W. (2008, 28 février). *The President's News Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=76474>.
- Bush, G.W. (2008, 19 mars). *Interview With Setareh Derakhshesh of VOA Persian News Network*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=76843>.
- Bush, G.W. (2008, 19 avril). *The President's News Conference With President Lee Myung-bak of South Korea at Camp David, Maryland*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=77186>.
- Bush, G.W. (2008, 12 mai/a). *Interview With Jacob Eilon and Gil Tamari of Channel 10 TV of Israel*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=77349>.
- Bush, G.W. (2008, 12 mai/b). *Interview With Lukman Ahmed of BBC Arabic*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=77323>.
- Bush, G.W. (2008, 14 mai). *Remarks Following a Meeting With Prime Minister Ehud Olmert of Israel in Jerusalem*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=77328>.
- Bush, G.W. (2008, 15 mai). *Remarks to Members of the Knesset in Jerusalem*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=77330>.
- Bush, G.W. (2008, 18 mai). *Interview With Richard Engel of NBC News in Sharm el-Sheikh*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=77378>.
- Bush, G.W. (2008, 19 mai). *Setting the Record Straight: President Bush's Interview With Richard Engel of NBC News*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=83945>.
- Bush, G.W. (2008, 13 juin). *Interview With Ned Temko of the Observer in Rome, Italy*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=77537>.

- Bush, G.W. (2008, 26 juin). *Remarks on the Situation in North Korea and an Exchange With Reporters*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=77575>.
- Bush, G.W. (2008, 2 juillet). *Interview With Foreign Print Journalists*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=77635>.
- Bush, G.W. (2008, 30 juillet). *Interview With Foreign Print Journalists*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=77775>.
- Bush, G.W. (2008, 6 août). *Remarks to Military Personnel at United States Army Garrison—Yongsan, South Korea*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=77810>.
- Bush, G.W. (2008, 10 septembre). *Fact Sheet: The Seventh Anniversary of 9/11*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=84403>.
- Bush, G.W. (2008, 23 septembre). *Remarks to the United Nations General Assembly in New York City*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=84377>.
- Bush, G.W. (2008, 13 novembre). *Remarks to the Manhattan Institute in New York City*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=84854>.
- Bush, G.W. (2008, 10 décembre). *Fact Sheet: Promoting Human Rights Worldwide*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=85312>.
- Cheney, R.B. (2001, 28 février). *Remarks by the Vice President to the National Association of Manufacturers*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=85587>.
- Cheney, R.B. (2001, 15 novembre). *Interview of the Vice President by the BBC*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=85605>.

- Cheney, R.B. (2001, 11 décembre). *Interview of the Vice President by Jim Angle of Fox TV News*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=85609>.
- Cheney, R.B. (2002, 27 janvier). *Interview of the Vice President on ABC's This Week*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=85611>.
- Cheney, R.B. (2002, 15 février). *Remarks by the Vice President to the Council on Foreign Relations*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=85613>.
- Cheney, R.B. (2002, 24 mars/a). *Interview of the Vice President on CBS News' Face the Nation*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=85621>.
- Cheney, R.B. (2002, 24 mars/b). *Interview of the Vice President on Late Edition (CNN)*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=85622>.
- Cheney, R.B. (2002, 7 août). *Vice President Discusses the President's Economic Security Agenda*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=79731>.
- Cheney, R.B. (2003, 17 octobre). *Remarks by the Vice President at the James A. Baker III Institute for Public Policy in Houston, Texas*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=80687>.
- Duffy, T. (2005, 19 mai). *Press Gaggle by Trent Duffy*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66202>.
- Fleischer, A. (2001, 10 avril). *Press Briefing by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=47508>.
- Fleischer, A. (2001, 27 juillet). *Press Briefing by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=47549>.

- Fleischer, A. (2001, 21 septembre). *Press Briefing by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=47568>.
- Fleischer, A. (2001, 26 septembre). *Press Briefing by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=47571>.
- Fleischer, A. (2001, 28 septembre). *Press Briefing by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=47572>.
- Fleischer, A. (2001, 26 novembre). *Press Briefing By Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=47605>.
- Fleischer, A. (2002, 5 juin). *Press Briefing by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=62839>.
- Fleischer, A. (2002, 19 septembre). *Press Briefing by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63231>.
- Fleischer, A. (2002, 25 septembre). *White House Press Briefing*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63255>.
- Fleischer, A. (2002, 21 octobre). *Press Briefing by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63504>.
- Fleischer, A. (2002, 3 novembre). *Press Gaggle by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=45938>.
- Fleischer, A. (2002, 4 décembre). *Press Briefing by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=47458>.
- Fleischer, A. (2002, 12 décembre). *Press Gaggle with Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=47464>.

- Fleischer, A. (2003, 6 janvier). *Press Briefing by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64739>.
- Fleischer, A. (2003, 8 janvier). *Press Briefing by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61015>.
- Fleischer, A. (2003, 14 janvier). *Press Briefing by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61020>.
- Fleischer, A. (2003, 18 février). *Press Briefing by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61039>.
- Fleischer, A. (2003, 26 février). *Press Briefing by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=61046>.
- Fleischer, A. (2003, 10 mars). *Press Briefing by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=61052>.
- Fleischer, A. (2003, 14 avril). *Press Briefing by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61073>.
- Fleischer, A. (2003, 15 avril). *Press Briefing by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61074>.
- Fleischer, A. (2003, 22 avril). *Press Briefing by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61077>.
- Fleischer, A. (2003, 23 avril). *Wednesday's Press Briefing*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61078>.
- Fleischer, A. (2003, 29 avril). *Press Briefing by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61082>.



- Fleischer, A. (2003, 19 mai). *Press Briefing with Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61095>.
- Fleischer, A. (2003, 27 mai). *Press Briefing by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61100>.
- Fleischer, A. (2003, 9 juin). *Press Briefing by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61105>.
- Fleischer, A. (2003, 18 juin). *Press Briefing by Ari Fleischer*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61112>.
- Fratto, T. (2007, 5 décembre). *Press Gaggle by Tony Fratto*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=76099>.
- Green, M. (2005, 16 novembre). *Press Briefing with Mr. Michael Green, Senior Director at the National Security Council for Asian Affairs, on the President's Bilateral with Prime Minister Koizumi*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73400>.
- Hadley, S. (2005, 17 février). *Press Briefing by National Security Advisor Stephen Hadley on the President's Trip to Europe*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66145>.
- Hadley, S. (2005, 23 février). *Press Briefing by National Security Advisor Stephen Hadley on the President's Visit to Germany*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66146>.
- Hadley, S. (2005, 9 mai). *Press Briefing by National Security Advisor Stephen Hadley on the President's Meeting with President Putin*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66194>.
- Hadley, S. (2005, 11 août). *Press Briefing by National Security Advisor Steve Hadley*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66257>.

- Hadley, S. (2005, 2 novembre). *Press Briefing with National Security Advisor Stephen Hadley*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73346>.
- Hadley, S. (2005, 18 novembre). *Press Briefing with National Security Advisor Stephen Hadley on APEC Summit Meetings*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73412>.
- Hadley, S. (2006, 22 juin). *Press Briefing by National Security Advisor Steve Hadley*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=60183>.
- Hadley, S. (2006, 6 août). *Press Briefing by National Security Advisor Steve Hadley*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60224>.
- Hadley, S. (2006, 9 novembre). *Press Briefing by National Security Advisor Steve Hadley*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60290>.
- Hadley, S. (2006, 28 novembre). *Press Briefing by National Security Advisor Steve Hadley*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60302>.
- Hadley, S. (2007, 3 décembre). *Press Briefing by National Security Advisor Stephen Hadley*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=76098>.
- Hadley, S. (2008, 26 juin). *Press Briefing by National Security Advisor Stephen Hadley*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=77524>.
- Hadley, S. (2008, 20 septembre). *Press Briefing by National Security Advisor Stephen Hadley on the Upcoming United Nations General Assembly*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=78669>.
- McClellan, S. (2002, 13 novembre). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=47447> .

- McClellan, S. (2003, 15 mai). *Press Briefing with Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61093>.
- McClellan, S. (2003, 29 juillet). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61137>.
- McClellan, S. (2003, 4 août). *Press Gaggle by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61141>.
- McClellan, S. (2003, 17 septembre). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61164>.
- McClellan, S. (2003, 10 octobre). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61175>.
- McClellan, S. (2003, 29 octobre). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61582>.
- McClellan, S. (2003, 17 novembre). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61595>.
- McClellan, S. (2003, 12 décembre). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61609>.
- McClellan, S. (2003, 18 décembre). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=61612>.
- McClellan, S. (2004, 2 février). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73618>.
- McClellan, S. (2004, 13 février). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73950>.

- McClellan, S. (2004, 17 mars). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64848>.
- McClellan, S. (2004, 2 juin). *Press Gaggle by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66005>.
- McClellan, S. (2004, 17 juin). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66010>.
- McClellan, S. (2004, 23 juin). *Press Gaggle by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66013>.
- McClellan, S. (2004, 27 juin). *Press Gaggle by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66017>.
- McClellan, S. (2004, 19 juillet). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66029>.
- McClellan, S. (2004, 9 août). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66041>.
- McClellan, S. (2004, 19 août). *Press Gaggle by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66049>.
- McClellan, S. (2004, 20 août). *Press Gaggle by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66050>.
- McClellan, S. (2004, 29 novembre). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66100>.
- McClellan, S. (2004, 8 décembre). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66107>.

- McClellan, S. (2004, 16 décembre). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66112>.
- McClellan, S. (2005, 14 janvier). *Press Gaggle with Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66127>.
- McClellan, S. (2005, 18 janvier). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66128>.
- McClellan, S. (2005, 25 janvier). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66130>.
- McClellan, S. (2005, 1<sup>er</sup> février). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66134>.
- McClellan, S. (2005, 3 février). *Press Gaggle by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66135>.
- McClellan, S. (2005, 11 février). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66141>.
- McClellan, S. (2005, 2 mars). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66149>.
- McClellan, S. (2005, 4 mars). *Press Gaggle with Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66151>.
- McClellan, S. (2005, 7 mars). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66152>.
- McClellan, S. (2005, 11 mars). *Press Gaggle by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66156>.

- McClellan, S. (2005, 14 mars). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66157>.
- McClellan, S. (2005, 4 avril). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66169>.
- McClellan, S. (2005, 13 avril). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66174>.
- McClellan, S. (2005, 14 avril). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66175>.
- McClellan, S. (2005, 2 mai). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66186>.
- McClellan, S. (2005, 9 mai). *Press Gaggle by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66195>.
- McClellan, S. (2005, 23 mai). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66204>.
- McClellan, S. (2005, 7 juin). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66211>.
- McClellan, S. (2005, 11 juillet). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66235>.
- McClellan, S. (2005, 21 juillet). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66245>.
- McClellan, S. (2005, 25 juillet). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66246>.

- McClellan, S. (2005, 28 juillet). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66250>.
- McClellan, S. (2005, 1<sup>er</sup> août). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=66252>.
- McClellan, S. (2005, 28 septembre). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73143>.
- McClellan, S. (2005, 5 octobre). *Press Briefing with Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73160>.
- McClellan, S. (2006, 9 janvier). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63633>.
- McClellan, S. (2006, 10 janvier). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63638>.
- McClellan, S. (2006, 11 janvier). *Press Gaggle by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63639>.
- McClellan, S. (2006, 12 janvier). *Press Gaggle by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63661>.
- McClellan, S. (2006, 13 janvier). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63680>.
- McClellan, S. (2006, 14 janvier). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63728>.
- McClellan, S. (2006, 18 janvier). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63687>.

- McClellan, S. (2006, 25 janvier). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63761>.
- McClellan, S. (2006, 13 février). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63915>.
- McClellan, S. (2006, 14 février). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=63942>.
- McClellan, S. (2006, 16 mars). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64160>.
- McClellan, S. (2006, 17 mars). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64161>.
- McClellan, S. (2006, 27 mars). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64201>.
- McClellan, S. (2006, 26 avril). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64405>.
- McClellan, S. (2006, 1<sup>er</sup> mai). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64407>.
- McClellan, S. (2006, 2 mai). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64414>.
- McClellan, S. (2006, 5 mai). *Press Briefing by Scott McClellan*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64444>.
- McClellan, S. (2006, 9 mai). *Press Gaggle by Scott McClellan and Julie Goon, Director of Medicare Outreach, HHS*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64474>.



- Perino, D. (2007, 18 octobre). *Press Briefing by Dana Perino*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75926>.
- Perino, D. (2007, 23 octobre). *Press Briefing by Dana Perino*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75932>.
- Perino, D. (2007, 26 octobre). *Press Briefing by Dana Perino*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=75935>.
- Perino, D. (2008, 14 avril). *Press Briefing by Dana Perino*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=76929>.
- Perino, D. (2008, 20 mai). *Press Briefing by Dana Perino*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=77340>.
- Perino, D. (2008, 16 juillet). *Press Briefing by Dana Perino*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=77632>.
- Perino, D. (2008, 21 juillet). *Press Briefing by Dana Perino*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=77672>.
- Perino, D. (2008, 9 octobre). *Press Briefing by Dana Perino*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=84540>.
- Powell, C. (2001, 7 mars). *Remarks by Secretary of State Colin Powell to the Pool*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=78724>.
- Powell, C. (2002, 5 février). *Statement on President Bush's Budget Request for FY 2003*. U.S. Department of State. Archive. Consultable ici : <https://2001-2009.state.gov/secretary/former/powell/remarks/2002/7806.htm>.
- Powell, C. (2002, 25 mai). *Press Briefing by Secretary of State Colin Powell on President's Trip to Russia*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=79588>.

- Rice, C. (2001, 15 juin). *Press Briefing by National Security Advisor Condoleezza Rice*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=78914>.
- Rice, C. (2002, 1<sup>er</sup> février). *Remarks by the National Security Advisor Rice to the Conservative Political Action Conference*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=79393>.
- Rice, C. (2002, 8 avril). *Remarks by Rice, Assistant to the President for National Security Affairs at the William Waldo Cameron Forum on Public Affairs*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=79483>.
- Rice, C. (2002, 29 avril). *Remarks by National Security Advisor Rice on Terrorism and Foreign Policy*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=79525>.
- Rice, C. (2002, 20 mai). *Press Briefing by National Security Advisor Dr. Condoleezza Rice on the President's Trip to Europe and Russia*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=79571>.
- Rice, C. (2003, 12 juin). *Remarks by National Security Advisor Rice at Town Hall Los Angeles Breakfast*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=80412>.
- Rice, C. (2003, 26 juin). *Remarks by Dr. Rice*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=80457>.
- Rice, C. (2003, 31 octobre). *Remarks by National Security Advisor Dr. Condoleezza Rice to the National Legal Center for the Public Interest*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=79930>.
- Rice, C. (2003, 13 novembre). *Press Briefing by National Security Advisor Dr. Condoleezza Rice on the President's Trip to the United Kingdom*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=79960>.

- Rice, C. (2005, 20 novembre). *Press Briefing by Secretary of State Condoleezza Rice on the President's Visit to China*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=73429>.
- Rice, C. (2006, 4 mars). *Press Briefing by Secretary of State Condoleezza Rice*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64059>.
- Rice, C. (2006, 16 juillet). *Press Briefing by Secretary of State Condoleezza Rice*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60202>.
- Rice, C. (2008, 18 mai). *Press Briefing by Secretary of State Condoleezza Rice*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=77337>.
- Snow, T. (2006, 18 mai). *Press Gaggle by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64535>.
- Snow, T. (2006, 24 mai). *Press Gaggle by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64559>.
- Snow, T. (2006, 31 mai). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64584>.
- Snow, T. (2006, 1<sup>er</sup> juin). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=64597>.
- Snow, T. (2006, 20 juin). *Press Gaggle by Tony Snow and National Security Advisor Steve Hadley*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=64729>.
- Snow, T. (2006, 23 juin). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60184>.

- Snow, T. (2006, 26 juin). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60186>.
- Snow, T. (2006, 28 juin). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60188>.
- Snow, T. (2006, 5 juillet). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60193>.
- Snow, T. (2006, 6 juillet). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60195>.
- Snow, T. (2006, 10 juillet). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60197>.
- Snow, T. (2006, 12 juillet). *Press Gaggle by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60198>.
- Snow, T. (2006, 5 octobre). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60265>.
- Snow, T. (2006, 10 octobre). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60267>.
- Snow, T. (2006, 13 octobre). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60269>.
- Snow, T. (2006, 17 octobre). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60271>.
- Snow, T. (2006, 19 octobre). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60273>.

- Snow, T. (2006, 27 octobre). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60282>.
- Snow, T. (2006, 17 novembre). *Press Briefing by Press Secretary Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60295>.
- Snow, T. (2006, 19 novembre). *Press Gaggle by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60299>.
- Snow, T. (2006, 6 décembre). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60311>.
- Snow, T. (2006, 8 décembre). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60312>.
- Snow, T. (2006, 18 décembre). *Press Gaggle by Tony Snow and Nicholas Burns, Undersecretary of State for Political Affairs*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60318>.
- Snow, T. (2007, 1<sup>er</sup> février). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60344>.
- Snow, T. (2007, 12 février). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60351>.
- Snow, T. (2007, 13 février). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60353>.
- Snow, T. (2007, 16 février). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60355>.
- Snow, T. (2007, 20 février). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60356>.

Snow, T. (2007, 26 février). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60360>.

Snow, T. (2007, 28 février). *Press Briefing by Tony Snow*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=60362>.

Stanzel, S. (2008, 19 mai). *Press Briefing by Scott Stanzel*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=77339>.

### *Président et administration Obama*

Administration Obama (2009, 8 juin). Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs and the Vice President's Chief Economist Jared Bernstein. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86272>.

Administration Obama (2009, 12 juin). Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs and U.N. Ambassador Susan Rice. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86276>.

Administration Obama (2009, 17 septembre). Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs and Secretary of Health and Human Services Kathleen Sebelius. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86626>.

Administration Obama (2009, 18 septembre). Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs and Ambassador to the United Nations Susan Rice. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86641>.

Administration Obama (2009, 25 septembre). Background Briefing by Senior Administration Officials on Iranian Nuclear Facility. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86684>.

- Administration Obama (2009, 17 novembre). Press Briefing by White House Press Secretary Robert Gibbs, and Ambassador to China Jon Huntsman, Senior Director for the National Security Council for Asian Affairs Jeff Bader, Deputy National Security Advisor Mike Froman, and Deputy National Security Advisor Ben Rhodes. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86904>.
- Administration Obama (2009, 11 décembre). Statement by the Press Secretary on the European Council Declaration on Iran. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=89349>.
- Administration Obama (2010, 11 février). Press Briefing by Chair of the Council of Economic Advisers Christine Romer and Press Secretary Robert Gibbs. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=87521>.
- Administration Obama (2010, 26 mars). Press Briefing by Secretary of State Clinton, Secretary of Defense Gates, and Chairman of the Joint Chiefs of Staff Admiral Mullen on the Announcement of the New START Treaty. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=87683>.
- Administration Obama (2010, 8 avril/a). Press Gaggle by Press Secretary Robert Gibbs and Deputy National Security Advisor Ben Rhodes. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=87727>.
- Administration Obama (2010, 8 avril/b). Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs, Deputy National Security Advisor For Strategic Communications Ben Rhodes, and Special Assistant to the President and Senior Director for Russian Affairs Michael Mcfaul. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=87728>
- Administration Obama (2010, 19 mai). Press Release - Readout From the President's Call with Prime Minister Erdogan of Turkey. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=89519>.

- Administration Obama (2010, 5 juin). Press Release - Readout of the President's Call with Prime Minister-Designate Kan of Japan. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=89506>.
- Administration Obama (2010, 22 juin). Conference Call Briefing with Administration Officials on President Medvedev's Visit to the White House. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88111>.
- Administration Obama (2010, 20 août). Press Briefing by Deputy Press Secretary Bill Burton and Assistant to The President for Counterterrorism and Homeland Security John Brennan. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88351>.
- Administration Obama (2010, 24 août). Press Briefing by Deputy Press Secretary Bill Burton and Assistant to the President for Counterterrorism and Homeland Security John Brennan. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88371>.
- Administration Obama (2010, 20 septembre). Press Briefing on the President's Upcoming Visit to the United Nations. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88478>.
- Administration Obama (2010, 24 septembre). Background Briefing by a Senior Administration Official on the President's Interview with BBC Persian. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88522>.
- Administration Obama (2010, 1<sup>er</sup> novembre). Press Gaggle on the President's Upcoming Trip to Asia by Press Secretary Gibbs, Deputy National Security Advisor Froman, Deputy National Security Advisor Rhodes and Treasury Under Secretary for International Affairs Brainard. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88660>.
- Administration Obama (2011, 28 février). Press Briefing by Press Secretary Jay Carney and U.S. Permanent Representative to the United Nations Susan Rice. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. <Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=89701>.



Administration Obama (2011, 12 octobre). Press Release - Readout of the President's Call with King Abdullah of Saudi Arabia. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=109541>.

Administration Obama (2011, 11 novembre). Press Gaggle by Press Secretary Jay Carney and Deputy National Security Advisor for Strategic Communications Ben Rhodes. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=97031>.

Administration Obama (2011, 12 novembre). Press Briefing by Press Secretary Jay Carney, Deputy NSA Advisor for Strategic Communications Ben Rhodes, Deputy NSA for International Economic Affairs Mike Froman, and NSC Senior Director Daniel Russel. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=97040>.

Administration Obama (2011, 18 novembre/a). Briefing on Burma by Senior Administration Officials. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=97066>.

Administration Obama (2011, 18 novembre/b). Statement by the Press Secretary on Today's United National General Assembly Resolution Condemning the Assassination Plot against the Saudi Ambassador. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=99618>.

Administration Obama (2011, 29 novembre). Press Briefing by Press Secretary Jay Carney and Chairman of the President's Council of Economic Advisers Alan Krueger. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=97330>.

Administration Obama (2012, 20 mars). Press Briefing by Senior Administration Officials on the President's Upcoming Trip to the Republic of Korea. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=100125>.

Administration Obama (2012, 13 avril). Press Gaggle by Press Secretary Jay Carney and Deputy National Security Advisor for Strategic Communications Ben Rhodes. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=100490>.

- Administration Obama (2012, 14 avril). Press Briefing by Press Secretary Jay Carney and Deputy National Security Advisor for Strategic Communications Ben Rhodes. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=100496>.
- Administration Obama (2012, 19 mai). Press Briefing by Press Secretary Jay Carney; Mike Froman, Deputy National Security Advisor For International Economics; and Deputy National Security Advisor For Strategic Communications Ben Rhodes. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=100930>.
- Carney, J. (2010, 24 septembre). Press Briefing by Press Secretary Jay Carney. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=102294>.
- Carney, J. (2011, 25 avril). Press Briefing by Press Secretary Jay Carney. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=90299>.
- Carney, J. (2011, 12 octobre). Press Briefing by Press Secretary Jay Carney. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=96891>.
- Carney, J. (2011, 19 décembre). Press Briefing by Press Secretary Jay Carney. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=97995>.
- Carney, J. (2012, 3 janvier). Press Briefing by Press Secretary Jay Carney. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=98794>.
- Carney, J. (2012, 9 janvier). Press Briefing by Press Secretary Jay Carney. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=98850>.
- Carney, J. (2012, 17 janvier). Press Briefing by Press Secretary Jay Carney. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=98985>.
- Carney, J. (2012, 18 janvier). Press Briefing by Press Secretary Jay Carney. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=98986>.

- Carney, J. (2012, 19 janvier). Press Gaggle by Press Secretary Jay Carney. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=98988>.
- Carney, J. (2012, 20 janvier). Press Briefing by Press Secretary Jay Carney. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=98987>.
- Carney, J. (2012, 26 janvier). Press Gaggle by Press Secretary Jay Carney. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=99073>.
- Carney, J. (2012, 30 janvier). Press Briefing by Press Secretary Jay Carney. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=99155>.
- Carney, J. (2012, 6 février). Press Briefing by Press Secretary Jay Carney. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=99325>.
- Carney, J. (2012, 16 février). Press Gaggle by Press Secretary Jay Carney. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=99413>.
- Carney, J. (2012, 17 février). Press Gaggle by Press Secretary Jay Carney. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=99414>.
- Carney, J. (2012, 21 février). Press Briefing by Press Secretary Jay Carney. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=99415>.
- Carney, J. (2012, 28 février). Press Briefing by Press Secretary Jay Carney. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=99723>.
- Carney, J. (2012, 29 février). Press Briefing by Press Secretary Jay Carney. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=99753>.
- Carney, J. (2012, 1<sup>er</sup> mars). Press Gaggle by Press Secretary Jay Carney. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=99755>.

- Carney, J. (2012, 15 mars). Press Briefing by Press Secretary Jay Carney. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=100109>.
- Carney, J. (2012, 20 mars). Press Briefing by Press Secretary Jay Carney. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=100112>.
- Carney, J. (2012, 11 avril). Press Briefing by Press Secretary Jay Carney. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=100487>.
- Carney, J. (2012, 25 avril). Press Gaggle by Press Secretary Jay Carney. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=100704>.
- Carney, J. (2012, 31 mai). Press Briefing by Press Secretary Jay Carney. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=100972>.
- Carney, J. (2012, 16 juillet). Press Gaggle by Press Secretary Jay Carney. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=101384>.
- Carney, J. (2012, 2 septembre). Press Gaggle by Press Secretary Jay Carney. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=101990>.
- Carney, J. (2012, 10 septembre). Press Briefing by Press Secretary Jay Carney. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=102021>.
- Carney, J. (2012, 12 septembre). Press Gaggle by Press Secretary Jay Carney. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=102255>.
- Carney, J. (2012, 7 octobre). Press Gaggle by Press Secretary Jay Carney. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=102354>.
- Carney, J. (2012, 29 novembre). Press Briefing by Press Secretary Jay Carney. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=102718>.

- Carney, J. (2012, 12 décembre). Press Briefing by Press Secretary Jay Carney. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=102753>.
- Carney, J. (2012, 13 décembre). Press Briefing by Press Secretary Jay Carney. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=102752>.
- Clinton, H.R. (2010, 14 mai). « Remarks With British Foreign Secretary William Hague After Their Meeting ». U.S. Department of State. Archives, consultable ici : <https://2009-2017.state.gov/secretary/20092013clinton/rm/2010/05/141893.htm>.
- Earnest, J. (2012, 30 juillet). Press Briefing by Principal Deputy Press Secretary Josh Earnest. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=101666>.
- Gibbs, R. (2009, 29 janvier). Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=85701>.
- Gibbs, R. (2009, 3 février). Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=85707>.
- Gibbs, R. (2009, 14 avril). Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86005>.
- Gibbs, R. (2009, 5 mars). Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=85844>.
- Gibbs, R. (2009, 28 mai). Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86237>.
- Gibbs, R. (2009, 16 juin). Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86293>.
- Gibbs, R. (2009, 30 septembre). Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86695>.

- Gibbs, R. (2009, 16 décembre). Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86999>.
- Gibbs, R. (2009, 22 décembre). Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=87015>.
- Gibbs, R. (2010, 11 janvier). *Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=87390>.
- Gibbs, R. (2010, 17 février). Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=87553>.
- Gibbs, R. (2010, 17 mai/a). Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=87937>.
- Gibbs, R. (2010, 17 mai/b). Statement by White House Press Secretary Robert Gibbs on Iran. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=89321>.
- Gibbs, R. (2010, 20 mai). Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=87936>.
- Gibbs, R. (2010, 3 juin). Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=87973>.
- Gibbs, R. (2010, 21 juillet). Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88245>.
- Gibbs, R. (2010, 7 septembre). Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=88425>.
- Gibbs, R. (2010, 29 novembre). Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88814>.

- Gibbs, R. (2010, 21 décembre). Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88823>.
- Gibbs, R. (2011, 11 février). Press Briefing by Press Secretary Robert Gibbs With Remarks by the President. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88985>.
- Jones, J.L. (2010, 28 mai). Statement by the National Security Advisor, General James L. Jones, on the Non-Proliferation Treaty Review Conference. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=89947>.
- Obama, B. (2008, 30 octobre). Remarks in Columbia, Missouri. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=84665>.
- Obama, B. (2009, 9 février). The President's News Conference. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=85728>.
- Obama, B. (2009, 20 mars). Videotaped Remarks on the Observance of Nowruz. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=85878>.
- Obama, B. (2009, 3 avril/a). The President's News Conference With President Nicolas Sarkozy of France in Strasbourg, France. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=85954>.
- Obama, B. (2009, 3 avril/b). Remarks at a Town Hall Meeting and a Question-and-Answer Session in Strasbourg. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=85946>.
- Obama, B. (2009, 5 avril). Remarks in Prague. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=85963>.
- Obama, B. (2009, 7 avril). Remarks in a Discussion With Students in Istanbul, Turkey. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=85971>.

- Obama, B. (2009, 21 avril). Remarks Following a Meeting With King Abdullah II of Jordan and an Exchange With Reporters. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86029>.
- Obama, B. (2009, 18 mai). Remarks Following a Meeting With Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel and an Exchange With Reporters. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86174>.
- Obama, B. (2009, 25 mai). Statement on the Situation in North Korea. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86201>.
- Obama, B. (2009, 1<sup>er</sup> juin/a). Interview With Justin Webb of BBC World News. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86227>.
- Obama, B. (2009, 1<sup>er</sup> juin/b). Interview With Michele Norris and Steve Inskeep of National Public Radio. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86247>.
- Obama, B. (2009, 4 juin). Remarks in Cairo. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86221>.
- Obama, B. (2009, 6 juin). The President's News Conference With President Nicolas Sarkozy of France in Caen, France. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86254>.
- Obama, B. (2009, 16 juin/a). The President's News Conference With President Lee Myung-bak of South Korea. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86297>.
- Obama, B. (2009, 16 juin/b). Joint Statement by the United States of America and the Republic of Korea on the Alliance Between the United States of America and the Republic of Korea. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86292>.



- Obama, B. (2009, 19 juin). Transcript of the President's Answer to Harry Smith's Question on Iran. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86302>.
- Obama, B. (2009, 20 juin). Statement on the Situation in Iran. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86307>.
- Obama, B. (2009, 23 juin). The President's News Conference. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86323>.
- Obama, B. (2009, 26 juin). The President's News Conference With Chancellor Angela Merkel of Germany. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86342>.
- Obama, B. (2009, 2 juillet). Interview With ITAR-TASS/Rossiia TV. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86370>.
- Obama, B. (2009, 6 juillet/a). The President's News Conference With President Dmitry A. Medvedev of Russia in Moscow. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86378>.
- Obama, B. (2009, 6 juillet/b). Interview with Novaya Gazeta. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86374>.
- Obama, B. (2009, 7 juillet). Remarks at a Graduation Ceremony at the New Economic School in Moscow, Russia. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86379>.
- Obama, B. (2009, 8 juillet/a). Remarks Following a Meeting With President Giorgio Napolitano in Rome, Italy. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86387>.
- Obama, B. (2009, 8 juillet/b). L'Aquila Statement on Non-Proliferation. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86410>.

- Obama, B. (2009, 10 juillet). The President's News Conference in L'Aquila, Italy. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86408>.
- Obama, B. (2009, 17 juillet). Proclamation 8396—Captive Nations Week, 2009. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86439>.
- Obama, B. (2009, 27 juillet). Remarks at the United States-China Strategic and Economic Dialogue. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86473>.
- Obama, B. (2009, 23 septembre). Remarks to the United Nations General Assembly in New York City. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86659>.
- Obama, B. (2009, 25 septembre). Remarks With President Nicolas Sarkozy of France and Prime Minister Gordon Brown of the United Kingdom in Pittsburgh, Pennsylvania. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=86686>.
- Obama, B. (2009, 26 septembre). The President's Weekly Address. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86683>.
- Obama, B. (2009, 1<sup>er</sup> octobre/a). Remarks on the Natural Disasters in the South Pacific and Indonesia and the Situation in Iran. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86694>.
- Obama, B. (2009, 1<sup>er</sup> octobre/b). Opening Comments in a Background Briefing by a Senior U.S. Official on Today's P5+1 Meeting. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86692>.
- Obama, B. (2009, 15 octobre). Remarks at a Democratic National Committee Dinner in San Francisco, California. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86765>.

- Obama, B. (2009, 3 novembre). Remarks Following a Meeting With European Union Leaders. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86858>.
- Obama, B. (2009, 4 novembre). Statement on the 30th Anniversary of the Seizure of the United States Embassy in Tehran, Iran. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86847>.
- Obama, B. (2009, 13 novembre). Joint Statement by the United States of America and Japan Toward a World Without Nuclear Weapons. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86883>.
- Obama, B. (2009, 14 novembre). Remarks in Tokyo. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86889>.
- Obama, B. (2009, 17 novembre). Remarks Following a Meeting With President Hu Jintao of China in Beijing. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86895>.
- Obama, B. (2009, 18 novembre). Interview With Ed Henry on CNN's "The Situation Room". Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88331>.
- Obama, B. (2009, 19 novembre). The President's News Conference With President Lee Myung-bak of South Korea in South Korea. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86947>.
- Obama, B. (2009, 10 décembre). Remarks on Accepting the Nobel Peace Prize in Oslo. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=86978>.
- Obama, B. (2009, 28 décembre). Remarks in Kaneohe, Hawaii. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=87025>.
- Obama, B. (2010, 27 janvier). Address Before a Joint Session of the Congress on the State of the Union. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=87433>.

- Obama, B. (2010, 9 février). The President's News Conference. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=87517>.
- Obama, B. (2010, 20 mars). Videotaped Remarks on the Observance of Nowruz. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=87665>.
- Obama, B. (2010, 26 mars). Remarks on the Strategic Arms Reduction Treaty. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=87679>.
- Obama, B. (2010, 30 mars). The President's News Conference With President Nicolas Sarkozy of France. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=87686>.
- Obama, B. (2010, 8 avril). Remarks on Signing the Strategic Arms Reduction Treaty With President Dmitry A. Medvedev of Russia and an Exchange With Reporters in Prague, Czech Republic. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=87747>.
- Obama, B. (2010, 13 avril). The President's News Conference. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=87760>.
- Obama, B. (2010, 6 mai). Interview With Sergey Brilev of Rossiya TV. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=87856>.
- Obama, B. (2010, 19 mai). Statement by the Press Secretary on the Republic of Korea Navy ship the Cheonan. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=89325>.
- Obama, B. (2010, 28 mai). Statement on the Non-Proliferation Treaty Review Conference. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=87956>.

- Obama, B. (2010, 9 juin). Remarks on the United Nations Security Council Resolution on Iran Sanctions. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88016>.
- Obama, B. (2010, 26 juin). G8 Muskoka: Non-proliferation and Iran. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=90115>.
- Obama, B. (2010, 27 juin). The President's News Conference in Toronto. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88099>.
- Obama, B. (2010, 29 juin). Remarks Prior to a Meeting With King Abdallah bin Abd al-Aziz Al Saud of Saudi Arabia. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88132>.
- Obama, B. (2010, 6 juillet). Remarks Following a Meeting With Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel and an Exchange With Reporters. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88158>.
- Obama, B. (2010, 7 juillet). Interview With Yonit Levi of Israel's Channel 2 News. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88165>.
- Obama, B. (2010, 23 septembre). Remarks to the United Nations General Assembly in New York City. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88483>.
- Obama, B. (2010, 24 septembre). Interview With Bahman Kalbasi of BBC Persian in New York City. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88531>.
- Obama, B. (2010, 16 octobre). Remarks at a Democratic Senatorial Campaign Committee Reception in West Newton, Massachusetts. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88601>.

- Obama, B. (2010, 11 novembre). Remarks at a Veterans Day Ceremony in Seoul, South Korea. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88703>.
- Obama, B. (2010, 18 décembre). The President's Weekly Address. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88849>.
- Obama, B. (2011, 19 janvier). The President's News Conference With President Hu Jintao of China. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88927>.
- Obama, B. (2011, 25 janvier). Address Before a Joint Session of the Congress on the State of the Union. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88928>.
- Obama, B. (2011, 15 février). The President's News Conference. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=88991>.
- Obama, B. (2011, 10 mars). Briefing by National Security Advisor Tom Donilon and Deputy National Security Advisor Ben Rhodes on Libya and the Middle East. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=90058>.
- Obama, B. (2011, 20 mars). Videotaped Remarks on the Observance of Nowruz. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=90173>.
- Obama, B. (2011, 19 mai/a). Remarks at the Department of State. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=90397>.
- Obama, B. (2011, 19 mai/b). Fact Sheet: "A Moment of Opportunity" in the Middle East and North Africa. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=119995>.

- Obama, B. (2011, 20 mai). Remarks Following a Meeting With Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=90420>.
- Obama, B. (2011, 21 septembre). Remarks to the United Nations General Assembly in New York City. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=96787>.
- Obama, B. (2011, 13 octobre). The President's News Conference With President Lee Myung-bak of South Korea. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=96889>.
- Obama, B. (2011, 9 novembre). Press Briefing Previewing the President's Trip to Hawaii, Australia and Indonesia. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=97015>.
- Obama, B. (2011, 13 novembre). The President's News Conference in Kapolei. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=97048>.
- Obama, B. (2011, 21 novembre). Statement on Iran. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=97310>.
- Obama, B. (2011, 28 novembre). Remarks Following a Meeting With President Herman Van Rompuy of the European Union and President Jose Manuel Durao Barroso of the European Commission. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=97325>.
- Obama, B. (2012, 24 janvier). Address Before a Joint Session of the Congress on the State of the Union. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=99000>.
- Obama, B. (2012, 4 mars). Remarks at the American Israel Public Affairs Committee Policy Conference. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=99935>.

- Obama, B. (2012, 25 mars). The President's News Conference With President Lee Myung-bak of South Korea in Seoul. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=100383>.
- Obama, B. (2012, 26 mars). Remarks at Hankuk University of Foreign Studies in Seoul. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=100382>.
- Obama, B. (2012, 12 avril). Statement by the Press Secretary on North Korea's Missile Launch. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=100489>.
- Obama, B. (2012, 15 avril). The President's News Conference With President Juan Manuel Santos Calderon of Colombia in Cartagena. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=100494>.
- Obama, B. (2012, 30 avril). The President's News Conference With Prime Minister Yoshihiko Noda of Japan. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=100728>.
- Obama, B. (2012, 19 mai). Remarks Prior to a Working Session With Group of Eight Leaders at Camp David, Maryland. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=100887>.
- Obama, B. (2012, 23 mai). Commencement Address at the United States Air Force Academy in Colorado Springs, Colorado. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=100920>.
- Obama, B. (2012, 11 juin). Background Conference Call on Today's Presidential Determination Regarding the Availability of Non-Iranian Oil in the Market. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=101015>.
- Obama, B. (2012, 31 juillet). On-the-Record Conference Call on Iran Sanctions. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=101670>.



- Obama, B. (2012, 20 septembre). Remarks at an Obama Victory Fund 2012 Fundraiser in Tampa, Florida. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=102285>.
- Obama, B. (2012, 25 septembre). Remarks to the United Nations General Assembly in New York City. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=102306>.
- Obama, B. (2012, 22 octobre). Presidential Debate in Boca Raton, Florida. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=102344>.
- Obama, B. (2012, 14 novembre). The President's News Conference. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=102644>.
- Obama, B. (2012, 19 novembre). Remarks at the University of Yangon in Rangoon, Burma. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, The American Presidency Project. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=102661>.

*Autres présidents et administrations*

- Bush, G. (1991, 12 juillet). *Proclamation 6315—Captive Nations Week, 1991*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=19782>.
- Eisenhower, D.D. (1953, 8 décembre). *Address Before the General Assembly of the United Nations on Peaceful Uses of Atomic Energy, New York City*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=9774>.
- Eisenhower, D.D. (1959, 17 juillet). *Proclamation 3303—Captive Nations Week, 1959*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=107400>.
- Presidential Candidates Debates (2008, 26 septembre). *Presidential Debate at the University of Mississippi in Oxford*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=78691>.

## Articles de presse

AFP (2007, 13 décembre). « US Wants Nuclear-free MidEast on Conditions ». *Khaleej Times*.

Agence Reuters (2006, 5 mai). « Annan Urges U.S. To Talk With Iran ». *The New York Times*, consultable ici :  
<http://www.nytimes.com/2006/05/05/world/05tehran.html>.

Apple Jr, R.W. (1994, 12 juin). « The World; Facing Up to the Legacy Of an Unresolved War ». *The New York Times*, consultable ici :  
<http://www.nytimes.com/1994/06/12/weekinreview/the-world-facing-up-to-the-legacy-of-an-unresolved-war.html>.

The Associated Press (2005, 25 août). « Iran Pledges to Offer New Proposals in Nuclear Talks With Europe ». *The New York Times*, consultable ici :  
<http://www.nytimes.com/2005/08/25/world/iran-pledges-to-offer-new-proposals-in-nuclear-talks-with-europe.html>.

The Associated Press (2011, 6 décembre). « Prince Hints Saudi Arabia May Join Nuclear Arms Race ». *The New York Times*, consultable ici :  
<http://www.nytimes.com/2011/12/07/world/middleeast/saudi-arabia-may-seek-nuclear-weapons-prince-says.html>.

The Associated Press (2011, 31 décembre). « Iran Asks to Resume Talks on Its Nuclear Program ». *The New York Times*, consultable ici :  
<http://www.nytimes.com/2012/01/01/world/middleeast/iran-asks-to-resume-talks-on-its-nuclear-program.html>.

Baker, J.A. (1999, 19 mars). « North Korea Wins Again ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/1999/03/19/opinion/north-korea-wins-again.html>.

Baker, P. et Kessler, G. (2006, 13 mars). « U.S. Campaign Is Aimed at Iran's Leaders ». *The Washington Post*. Consultable ici :  
<http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2006/03/12/AR2006031201016.html>

Barrionuevo, A. et Thompson, G. (2010, 14 mai). « Brazil's Iran Diplomacy Worries U.S. Officials ». *The New York Times*, consultable ici :  
<http://www.nytimes.com/2010/05/15/world/americas/15lula.html>.

- Brinkley, J. (April 28, 2003). « Powell Says U.S. Is Studying North Korean Nuclear Offer ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2003/04/28/international/asia/powell-says-us-is-studying-north-korean-nuclear-offer.html>.
- Brinkley, J. (2005, 22 mars). « China Balks at Pressing the North Koreans ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2005/03/22/washington/world/china-balks-at-pressing-the-north-koreans.html>.
- Broad, W.J. et Sanger, D.E. (2009, 4 octobre). « Report Says Iran Has Data to Make Bomb ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2009/10/05/world/middleeast/05iran.html>.
- Brooke, J. et Sanger, D.E. (2005, 11 février). « North Koreans Say They Hold Nuclear Arms ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2005/02/11/world/asia/north-koreans-say-they-hold-nuclear-arms.html>.
- Burnett, V. et Cooper, H. (2007, 1<sup>er</sup> juin). « No Breakthrough as Iranian Nuclear Talks Recess ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2007/06/01/world/europe/01diplo.html>.
- Burns, J.F. (2007, 1<sup>er</sup> décembre). « As Talks With Europe End, Iran Gives No Sign of Concession on Nuclear Program ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2007/12/01/world/middleeast/01iran.html>.
- Chinoy, M. (1997, 8 décembre 8). « Difficult Korean peace talks to begin ». *CNN Interactive*. Consultable ici : <http://edition.cnn.com/WORLD/9712/08/korea.talks.advancer/index.html>.
- Cloud, D.S. (2007, 19 janvier). « Gates Says U.S. Has Few Options to Halt Iran's Atomic Plans ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2007/01/19/world/middleeast/19gates.html>.
- CNN (1998, 7 janvier/a). « Transcript of interview with Iranian President Mohammad Khatami ». *CNN*. Consultable ici : <http://edition.cnn.com/WORLD/9801/07/iran/interview.html>.
- CNN (1998, 7 janvier/b). « Khatami suggests warmer relations with U.S. ». *CNN*. Consultable ici : <http://edition.cnn.com/WORLD/9801/07/iran/>
- CNN (2002, 1<sup>er</sup> février). « CIA outlines N. Korean weapons plan ». *Cnn.com*, consultable ici : <http://edition.cnn.com/2002/US/02/01/cia.nkorea/index.html>.

- CNN (2002, 9 février). « Iran's Khatami backs anti-U.S. protest ». *CNN*. Consultable ici : <http://edition.cnn.com/2002/WORLD/meast/02/09/iran.warning/index.html>.
- Cooper, H. (2007, 2 juin). « Rice Plays Down Hawkish Talk About Iran ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2007/06/02/world/middleeast/02diplo.html>.
- Cooper, H. (2007, 16 septembre). « In Bush Speech, Signs of Split on Iran Policy ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2007/09/16/washington/16diplo.html>.
- Cooper, H. (2008, 27 juin). « Bush Rebuffs Hard-Liners to Ease North Korean Curbs ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2008/06/27/world/asia/27nuke.html>.
- Cooper, H. (2008, 12 octobre). « U.S. Declares North Korea Off Terror List ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2008/10/13/world/asia/13terror.html>.
- Cooper, H. et LaFraniere, S. (2010, 29 novembre). « U.S. and South Korea Balk at Talks With North ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2010/11/30/world/asia/30seoul.html>.
- Cowell, A. (2011, 17 novembre). « Nuclear Watchdog Seeks Mission to Iran ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2011/11/18/world/nuclear-watchdog-considers-iran-report.html>.
- Crossette, B. (1998, 18 juin). « Albright, in Overture to Iran, Seeks a 'Road Map' to Amity ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/1998/06/18/world/albright-in-overture-to-iran-seeks-a-road-map-to-amity.html>.
- Eckholm, E. (1998, 19 avril). « Talks Between 2 Koreas Collapse in Mutual Blame ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/1998/04/19/world/talks-between-2-koreas-collapse-in-mutual-blame.html>.
- Editorial (2005, 10 février). « Encouraging Nuclear Proliferation ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2005/02/10/opinion/encouraging-nuclear-proliferation.html>.

Erlanger, S. (2008, 20 mai). « France Admits Contacts With Hamas ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2008/05/20/world/europe/20france.html>.

Erlanger, S. (2012, 20 janvier). « European Union Moves Closer to Imposing Tough Sanctions on Iran ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2012/01/21/world/europe/european-union-planning-tough-sanctions-on-iran.html>.

Fathi, N. (2002, 18 mars). « A NATION CHALLENGED: TEHRAN; Iran's Leader Backs Effort For Talks With U.S. ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2002/03/18/world/a-nation-challenged-tehran-iran-s-leader-backs-effort-for-talks-with-us.html>.

Fathi, N. (2002, 30 mai). « Iran: President Rejects Talks With U.S. ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2002/05/30/world/world-briefing-middle-east-iran-president-rejects-talks-with-us.html>.

Fathi, N. (2003, 10 février). « THREATS AND RESPONSES: NUCLEAR EXPERTISE; Iran Says It Has Developed Ability to Fuel Nuclear Plants but Won't Seek Weapons ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2003/02/10/world/threats-responses-nuclear-expertise-iran-says-it-has-developed-ability-fuel.html>.

Fathi, N. (2003, 30 octobre). « Iran Demands Concessions From U.S. in Return for Cooperation ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2003/10/30/world/iran-demands-concessions-from-us-in-return-for-cooperation.html>.

Fathi, N. (2004, 13 septembre). « Iran Says It Will Reject Limits on Its Mastery of Atomic Science ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2004/09/13/world/middleeast/iran-says-it-will-reject-limits-on-its-mastery-of-atomic.html>.

Fathi, N. (2004, 15 décembre). « Minister Says Iran Is Open to U.S. Talks ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2004/12/15/world/middleeast/minister-says-iran-is-open-to-us-talks.html>.

Fathi, N. (2006, 28 juin). « Iran Won't Give Up Right to Use Atomic Technology, Leader Says », *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2006/06/28/world/middleeast/28iran.html>.

- Friedman, T.L. (1998, 6 janvier). « Foreign Affaires; A One-Word Strategy ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/1998/01/06/opinion/foreign-affairs-a-one-word-strategy.html>.
- Gladstone, R. (2012, 28 septembre). « Iran Ridicules Netanyahu's Bomb Theatrics, and Calls on Israel to Renounce Nukes ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2012/09/29/world/middleeast/iran-ridicules-netanyahus-bomb-theatrics.html>.
- Gladstone, R. et Sanger, D.E. (2012, 27 septembre). « Nod to Obama by Netanyahu in Warning to Iran on Bomb ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2012/09/28/world/middleeast/netanyahu-warns-that-iran-bombmaking-ability-is-nearer.html>.
- Goodman, J.D. (2012, 5 janvier). « Iran Responds With Anger to Proposals by Europe ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2012/01/06/world/middleeast/iran-calls-threat-of-sanctions-from-european-union-economic-war.html>.
- Gordon, M.L. (2002, 14 février). « The "Evil" Missiles ». *The New York Times*. Consultable ici : <http://www.nytimes.com/2002/02/14/world/the-evil-missiles.html>.
- Heinrich, M. (2009, 27 novembre). « IAEA votes to censure Iran over nuclear cover-up ». *Reuters*, consultable ici : <http://www.reuters.com/article/us-nuclear-iaea-vote-idUSTRE5AQ1BZ20091127>.
- Hoge, W. et Sciolino, E. (2008, 4 mars). « Security Council Adds Sanctions Against Iran ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2008/03/04/world/middleeast/04nations.html>.
- Jehl, D. (1993, 27 mai). « U.S. Seeks Ways To Isolate Iran ; Describes Leaders as Dangerous ». *The New York Times*. Consultable ici : <http://www.nytimes.com/1993/05/27/world/us-seeks-ways-to-isolate-iran-describes-leaders-as-dangerous.html>.
- Jehl, D. (1997, 10 décembre). « U.S. Presence in Gulf Is Denounced in Iran ». *The New York Times*. Consultable ici : <http://www.nytimes.com/1997/12/10/world/us-presence-in-gulf-is-denounced-in-iran.html>.

- Kahn, J. (2004, 28 février). « Diplomats See Modest Progress In North Korea Nuclear Talks ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2004/02/28/world/diplomats-see-modest-progress-in-north-korea-nuclear-talks.html>.
- Kahn, J. (2005, 19 septembre). « North Korea Says It Will Abandon Nuclear Efforts ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2005/09/19/world/asia/north-korea-says-it-will-abandon-nuclear-efforts.html>.
- Kahn, J. et Sanger, D.E. (2005, 20 septembre). « U.S.-Korean Deal on Arms Leaves Key Points Open ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2005/09/20/world/asia/uskorean-deal-on-arms-leaves-key-points-open.html>.
- Kessler, G. (2006, 18 juin). « In 2003, U.S. Spurned Iran's Offer of Dialogue ». *Washington Post*, consultable ici : <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2006/06/17/AR2006061700727.html>.
- Khalaf, R. (2007, 5 mars). « Pride under Pressure: a Resurgent Iran Fears its Leader's Defiance May Backfire ». *Financial Times*.
- Kristol, W. (2006, 16 juillet). « Why Bush should go to Tel Aviv – and confront Iran ». *Financial Times*, consultable ici : <https://www.ft.com/content/d1e9154e-14e0-11db-b391-0000779e2340>.
- Landler, M. (2009, 14 avril). « North Korea Says It Will Halt Talks and Restart Its Nuclear Program ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2009/04/15/world/asia/15korea.html>.
- Landler, M. (2009, 19 juin). « Obama Resists Calls for a Tougher Stance on Iran ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2009/06/20/world/middleeast/20policy.html>.
- Leverett, F. et Mann Leverett, H. (2007, 11 décembre). « How to Defuse Iran ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2007/12/11/opinion/11leverett.html>.
- Linzer, D. (2009, 10 septembre). « Exclusive: Read Iran's New Proposal for Nuclear Talks ». *ProPublica*, consultable ici : <https://www.propublica.org/article/iran-offer-includes-willingness-for-talks-on-nuclear-disarmament-but-no-910>.

- MacFarquhar, N. (2000, 21 septembre). « Iran's Leader Warns U.S. as He Rebuts Criticism ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2010/09/22/world/middleeast/22iran.html>.
- MacFarquhar, N. (2009, 30 septembre). « An Interview With Iran's Foreign Minister ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2009/10/01/world/middleeast/01mottaki-text.html>.
- MacFarquhar, N. (2010, 9 juin). « U.N. Approves New Sanctions to Deter Iran ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2010/06/10/world/middleeast/10sanctions.html>.
- Madden, M. (2012, 31 octobre). « Was a North Korean General Really Executed by Mortar Fire? ». *Foreign Policy*, consultable ici : <http://foreignpolicy.com/2012/10/31/was-a-north-korean-general-really-executed-by-mortar-fire/>.
- Marquis, C. (2003, 2 septembre). « Absent From the Korea Talks: Bush's Hard-Liner ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2003/09/02/world/absent-from-the-korea-talks-bush-s-hard-liner.html>.
- Mazzetti, M. (2007, 20 janvier). « Leading Senator Assails Bush Over Iran Stance ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2007/01/20/washington/20intel.html>.
- Mazzetti, M. et Sanger, D.E. (2010, 19 août). « U.S. Assures Israel That Iran Threat Is Not Imminent ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2010/08/20/world/middleeast/20policy.html>.
- McLaughlin, S. (2013, 2 avril). White House pressed to rename North Korea as a state sponsor of terrorism. *The Washington Times*, récupéré de : <http://www.washingtontimes.com/news/2013/apr/2/white-house-pressed-rename-north-korea-state-spons/>
- Mydans, S. (2003, 10 janvier). « Threats and Responses: Nuclear Standoff; North Korea Says It Is Withdrawing From Arms Treaty ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2003/01/10/world/threats-responses-nuclear-standoff-north-korea-says-it-withdrawing-arms-treaty.html>.
- Myers, S.L. (2008, 14 janvier). « Bush Urges Unity Against Iran ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2008/01/14/world/middleeast/14prexy.html>.



- Perlez, J. et Risen, J. (1999, 3 décembre). « Clinton Seeks an Opening to Iran, But Efforts Have Been Rebuffed ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/1999/12/03/world/clinton-seeks-an-opening-to-iran-but-efforts-have-been-rebuffed.html>.
- Perthes, V. (2012, 11 avril). « If at First Iran Says No, Try, Try Again ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2012/04/12/opinion/if-at-first-iran-says-no-try-try-again.html>.
- Risen, J. et Miller, J. (2000, 17 janvier). « C.I.A. Tells Clinton An Iranian A-Bomb Can't Be Ruled Out ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2000/01/17/world/cia-tells-clinton-an-iranian-a-bomb-can-t-be-ruled-out.html>.
- Sang-Hun, C. (2009, 8 décembre). « U.S. Envoy Makes Rare Visit to North Korea ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2009/12/09/world/asia/09korea.html>.
- Sanger, D.E. (2006, 1<sup>er</sup> juin). « For Bush, Talks With Iran Were a Last Resort ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2006/06/01/world/middleeast/01iran.html>.
- Sanger, D.E. et Broad, W.J. (2007, 23 février). « Iran Expanding Nuclear Effort, Agency Reports ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2007/02/23/world/middleeast/23iran.html>.
- Sanger, D.E. et Broad, W.J. (2009, 16 novembre). « Inspectors fear Iran is hiding nuclear plants ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2009/11/17/world/middleeast/17nuke.html>.
- Sanger, D.E. et Erlanger, S. (2012, 7 avril). « U.S. Defines Its Demands for New Round of Talks With Iran ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2012/04/08/world/middleeast/us-defines-its-demands-for-new-round-of-talks-with-iran.html>.
- Sanger, D.E. et Slackman, M. (2010, 17 mai). « U.S. Is Skeptical on Iranian Deal for Nuclear Fuel ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2010/05/18/world/middleeast/18iran.html>.
- Schmitt, E. (1998, 23 mai). « Bill to Punish Giving Missile Help to Iran Passes in Senate ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/1998/05/23/world/bill-to-punish-giving-missile-help-to-iran-passes-in-senate.html>.

- Sciolino, E. (1993, 15 juin). « U.S. Rejects Notion That Human Rights Vary With Culture ». *The New York Times*. Consultable ici : <http://www.nytimes.com/1993/06/15/world/us-rejects-notion-that-human-rights-vary-with-culture.html>.
- Sciolino, E. (1997, 16 décembre). « Clinton Hails Iran Overture but Isolation Policy Is Unchanged ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/1997/12/16/world/clinton-hails-iran-overture-but-isolation-policy-is-unchanged.html>.
- Sciolino, E. (2004, 6 novembre). « Iran and Europe Locked in Nuclear Talks ». *The New York Times*. Consultable ici : <http://www.nytimes.com/2004/11/06/world/europe/iran-and-europe-locked-in-nuclear-talks.html>.
- Sciolino, E. (2004, 15 novembre). « Iran Gives Pledge on Uranium, but Europeans Are Cautious ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2004/11/15/world/europe/iran-gives-pledge-on-uranium-but-europeans-are-cautious.html>.
- Sciolino, E. (2004, 14 décembre). « Iran and Europeans Open a New Round of Negotiations ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2004/12/14/world/europe/iran-and-europeans-open-a-new-round-of-negotiations.html>.
- Sciolino, E. (2005, 28 janvier). « United States and Europe Differ Over Strategy on Iran ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2005/01/29/world/europe/united-states-and-europe-differ-over-strategy-on-iran.html>.
- Sciolino, E. (2005, 23 mars). « Nuclear Power Is Good: U.S. and Iran Have No Argument There ». *The New York Times*. Consultable ici : <http://www.nytimes.com/2005/03/23/world/middleeast/nuclear-power-is-good-us-and-iran-have-no-argument-there.html>.
- Sciolino, E. (2006, 4 octobre). « Iran's Proposal to End Nuclear Standoff Is Rejected by the West ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2006/10/04/world/middleeast/04iran.html>.
- Sciolino, E. (2007, 5 décembre). « Monitoring Agency Praises U.S. Report, But Keeps Wary Eye on Iran ». *The New York Times*, consultable ici : [www.nytimes.com/2007/12/05/world/middleeast/05iran.html](http://www.nytimes.com/2007/12/05/world/middleeast/05iran.html).

- Sciolino, E. (2008, 20 juillet). « Nuclear Talks With Iran End in a Deadlock ». *The New York Times*. Consultable ici : [http://www.nytimes.com/2008/07/20/world/middleeast/20nuke.html?\\_r=0](http://www.nytimes.com/2008/07/20/world/middleeast/20nuke.html?_r=0)
- Sciolino, E. et Cowell, A. (2006, 17 janvier). « Russia and China Demand Iran Freeze Nuclear Activity, but Reject Referral to U.N. ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2006/01/17/world/russia-and-china-demand-iran-freeze-nuclear-activity-but-reject.html>.
- Sciolino, E. et Lewis, N.A. (2001, 16 octobre). « A NATION CHALLENGED: TEHRAN; Iran Dances A 'Ballet' With U.S. ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2001/10/16/world/a-nation-challenged-tehran-iran-dances-a-ballet-with-us.html>.
- Sciolino, E. et Sanger, D.E. (2005, 28 février). « Pressed, Iran Admits It Discussed Acquiring Nuclear Technology ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2005/02/28/world/middleeast/pressed-iran-admits-it-discussed-acquiring-nuclear.html>.
- Shanker, T. et Broad, W.J. (2007, 26 mars). « Iran to Limit Cooperation With Nuclear Inspectors ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2007/03/26/world/middleeast/26iran.html>.
- Shenon, P. (1998, 1<sup>er</sup> mai). « U.S. Report Calls Iran No. 1 Terror Sponsor, Despite New Leader ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/1998/05/01/world/us-report-calls-iran-no-1-terror-sponsor-despite-new-leader.html>.
- Sherman, W. (2001, 7 mars). « Talking to the North Koreans ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2001/03/07/opinion/talking-to-the-north-koreans.html>.
- Slackman, M. (2006, 2 juin). « Iranians Dismiss U.S. Terms for Beginning Direct Talks ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2006/06/02/world/middleeast/02iran.html>.
- Slackman, M. (2009, 14 octobre). « Some See Iran as Ready for Nuclear Deal ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2009/10/15/world/middleeast/15iran.html>.
- Slackman, M. et Sanger, D.E. (2006, 17 mars). « U.S. and Iranians Agree to Discuss Violence in Iraq ». *The New York Times*. Consultable ici : <http://www.nytimes.com/2006/03/17/world/middleeast/us-and-iranians-agree-to-discuss-violence-in-iraq.html>.

- Weisman, S.R. (2003, 29 octobre). « U.S. Takes Softer Tone on Iran, Once in the 'Axis of Evil' ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2003/10/29/world/us-takes-softer-tone-on-iran-once-in-the-axis-of-evil.html>.
- Weisman, S.R. (2003, 25 novembre). « U.S. Acquiesces to Allies on New Iran Nuclear Resolution ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2003/11/25/world/us-acquiesces-to-allies-on-new-iran-nuclear-resolution.html>.
- Weisman, S.R. (2004, 12 octobre). « U.S. in Talks With Europeans on a Nuclear Deal With Iran ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2004/10/12/politics/us-in-talks-with-europeans-on-a-nuclear-deal-with-iran.html>.
- Weisman, S.R. (2004, 19 novembre). « Bush Confronts New Challenge on Issue of Iran ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2004/11/19/world/middleeast/bush-confronts-new-challenge-on-issue-of-iran.html>.
- Weisman, S.R. (2004, 12 décembre). « U.S. and Europe Are at Odds, Again, This Time Over Iran ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2004/12/12/politics/us-and-europe-are-at-odds-again-this-time-over-iran.html>.
- Weisman, S.R. (2005, 28 février). « U.S. Reviewing European Proposal for Iran ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2005/02/28/politics/us-reviewing-european-proposal-for-iran.html>.
- Weisman, S.R. (2005, 12 mars). « Europe and U.S. Agree on Carrot-and-Stick Approach to Iran ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2005/03/12/washington/world/europe-and-us-agree-on-carrotandstick-approach-to-iran.html>.
- Weisman, S.R. (2006, 25 mai). « U.S. Rejects Direct Talks With Iran but Keeps Meeting With Europe, China and Russia ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2006/05/25/world/middleeast/25iran.html>.
- Weisman, S. R. (2006, 27 mai). U.S. Is Debating Talks With Iran on Nuclear Issue. *New York Times*. Consultable ici : <http://www.nytimes.com/2006/05/27/world/middleeast/27iran.html> pagewanted=print

- Weisman, S.R. (2006, 31 mai). « U.S. Accepts Draft on Iran That Omits Use of Force ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2006/05/31/world/middleeast/31diplo.html>.
- Weitz, G. et Lanski, N (2007, 26 octobre). « Livni behind Closed Doors: Iranian Nuclear Arms Pose Little Threat to Israel ». *Haaretz*, consultable ici : <https://www.haaretz.com/news/livni-behind-closed-doors-iran-nukes-pose-little-threat-to-israel-1.231858>.
- Worth, R.F. (2009, 7 septembre). « Nuclear Agency Said to Be in ‘Stalemate’ With Iran ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2009/09/08/world/middleeast/08iran.html>.
- Worth, R.F. et Gladstone, R. (2011, 9 novembre). « Iran Escalates Anti-U.S. Rhetoric Over Nuclear Report ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2011/11/10/world/middleeast/iran-seeks-to-frame-un-nuclear-report-as-american-bullying.html>.
- Zakaria, F. (2012, 14 mars). « Deterring Iran is the best option ». *The Washington Post*, consultable ici : [https://www.washingtonpost.com/opinions/deterring-iran-is-the-best-option/2012/03/14/gIQA0Y9mCS\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/opinions/deterring-iran-is-the-best-option/2012/03/14/gIQA0Y9mCS_story.html).
- Zarif, J. (2006, 6 avril). « We Do Not Have a Nuclear Weapons Program ». *The New York Times*, consultable ici : <http://www.nytimes.com/2006/04/06/opinion/we-do-not-have-a-nuclear-weapons-program.html>.

#### Publications et rapports officiels et-ou politiques

- (1981, 19 janvier). *Text of Agreement between Iran and the U.S. to resolve the hostage situation*. Consultable sur le site du *New York Times* : <http://www.nytimes.com/1981/01/20/world/text-of-agreement-between-iran-and-the-us-to-resolve-the-hostage-situation.html>.
- AIEA (1959). « L'énergie d'origine nucléaire dans les régions sous-développées ». *Bulletin de l'AIEA*, 1(2).
- AIEA (1959). « Les programmes énergétiques des États membres : l'Inde adopte l'énergie nucléaire ». *Bulletin de l'AIEA*, 1(3).
- AIEA (1964). « 8 décembre 1953 – 8 décembre 1963 : Coopération aux Nations unies dans le domaine atomique ». *Bulletin de l'AIEA*, 6(1).

- AIEA (1976). « Introduction – L'Amérique latine et l'énergie nucléaire ». *Bulletin de l'AIEA*, 18(3-4).
- AIEA (1981). « M. Hans Blix nommé Directeur général ». *Bulletin de l'AIEA*, 23(4).
- AIEA. Blix, H. (1982). « A quoi sert l'AIEA ? ». *Bulletin de l'AIEA*, 24(0).
- AIEA. Blix, H. (1985). « Garanties et non-prolifération ». *Bulletin de l'AIEA*, 27(2).
- AIEA. Blix, H. (1995). « L'AIEA, les Nations unies et le nouveau projet nucléaire mondial ». *Bulletin de l'AIEA*, 37(3).
- AIEA. Board of Governors (2003, 10 novembre). *Implementation of the NPT Safeguards Agreement in the Islamic Republic of Iran*. Consultable ici : <https://www.iaea.org/sites/default/files/gov2003-75.pdf>.
- AIEA. Carter, J. (1977). « Message du Président Jimmy Carter ». Encadré dans « Conférence internationale sur l'énergie d'origine nucléaire et son cycle de combustible (2-13 mai 1977) ». *Bulletin de l'AIEA*, 19(3).
- AIEA. Cole, S.W. (1958). « ...L'humanité exige ». *Bulletin de l'AIEA*, 0(1).
- AIEA. Cole, S.W. (1961). « Rapport annuel de l'AIEA à l'Assemblée générale des Nations unies ». *Bulletin de l'AIEA*, 3(1).
- AIEA. Conseil des gouverneurs de l'AIEA (4 février 2006). Mise en œuvre de l'accord de garanties TNP en République islamique d'Iran. Consultable ici : [https://www.iaea.org/sites/default/files/gov2006-14\\_fr.pdf](https://www.iaea.org/sites/default/files/gov2006-14_fr.pdf).
- AIEA. Eisenhower, S. (2003). « L'atome au service de la paix, 50 ans plus tard ». *Bulletin de l'AIEA*, 45(2).
- AIEA. Eklund, S. (1965). « L'AIEA va de l'avant ». *Bulletin de l'AIEA*, 7(4).
- AIEA. Eklund, S. (1977). « Discours du Directeur général à la XXIème session de la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique ». *Bulletin de l'AIEA*, 19(6).
- AIEA. Elbaradei, M. (2002). « Non-prolifération nucléaire : revoir les principes fondamentaux ». *Bulletin de l'AIEA*, 44(2).
- AIEA. Elbaradei, M. (2003a). « ADM et sécurité mondiale : l'heure de la réforme ». *Bulletin de l'AIEA*, 45(1).

- AIEA. Elbaradei, M. (2003b). « L'atome au service de la paix. Une vision pour l'avenir ». *Bulletin de l'AIEA*, 45(2).
- AIEA. Elbaradei, M. (2005). « Une course que nous pouvons gagner : le monde peut – et doit – construire un cadre de sécurité plus solide ». *Bulletin de l'AIEA*, 46(2).
- AIEA. Elbaradei, M. (2007). « La sécurité aujourd'hui et demain ». *Bulletin de l'AIEA*, 48(2).
- AIEA. Goldschmidt, B. (1977a). « Les origines de l'Agence internationale de l'énergie atomique ». *Bulletin de l'AIEA*, 19(4).
- AIEA. Goldschmidt, B. (1977b). « La négociation du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) ». *Bulletin de l'AIEA*, 19(4).
- AIEA. Jihui, Q., Tissue, T. et Volkoff, A. (2001). « L'Atome au service de la paix : à la recherche de résultats par la coopération technique ». *Bulletin de l'AIEA*, 42(1).
- AIEA. Lewis, W.B. (1972). « Energie nucléaire et qualité de vie ». *Bulletin de l'AIEA*, 14(4).
- AIEA. Scheinman, L. (1992). « Le Traité de non-prolifération : vers l'horizon 1995 ». *Bulletin de l'AIEA*, 34(1).
- AIEA. Vélez Ocón, C. (1982). « La coopération technique internationale pour un monde plus sûr ». *Bulletin de l'AIEA*, 24(0).
- AIEA. Whitman, W.G. (1964). « Une évaluation de la première Conférence ». *Bulletin de l'AIEA*, 6(3).
- AIEA. Winspeare-Guicciardi, M.V. (1977). « Les Nations unies et l'AIEA ». *Bulletin de l'AIEA*, 19(6).
- AIEA. Wrigth, M. (1973). « Traité interdisant les armes nucléaires ». *Bulletin de l'AIEA*, 15(4).
- Baker III, J.A. et Hamilton, L.H. (dir.) (2006). *The Iraq Study Group Report*. New York : Vintage Books, a division of Random House, Inc., p. 52. Consultable ici : [http://image.guardian.co.uk/sys-files/Guardian/documents/2006/12/06/iraq\\_study\\_group\\_report.pdf](http://image.guardian.co.uk/sys-files/Guardian/documents/2006/12/06/iraq_study_group_report.pdf)

Democratic Party Platforms (1996, 26 août). *1996 Democratic Party Platform*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=29611>.

*Elements of a proposal to Iran as approved on 1 June 2006 at the meeting in Vienna of China, France, Germany, the Russian Federation, the United Kingdom, the United States of America and the European Union*. Disponible sur le site du Conseil de l'Europe, consultable ici : [http://www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms\\_Data/docs/pressdata/en/reports/90569.pdf](http://www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms_Data/docs/pressdata/en/reports/90569.pdf).

Executive Summary of the Report of the Commission to Assess the Ballistic Missile Threat to the United States (1998, 15 juillet). Récupéré de : <http://fas.org/irp/threat/bm-threat.htm>

Korean Overseas Culture and Information Service (1999). *The Sunshine Policy of the Republic of Korea: President Kim Dae-jung's Satellite Appearance on the CNN World Report Conference at the CNN Headquarters in Atlanta, Georgia, USA*. Seoul : Korean Overseas Culture and Information Service.

National Intelligence Estimates (2007, novembre). *Iran : Nuclear Intentions and Capabilities*. Consultable ici : [https://www.dni.gov/files/documents/Newsroom/Reports%20and%20Pubs/20071203\\_release.pdf](https://www.dni.gov/files/documents/Newsroom/Reports%20and%20Pubs/20071203_release.pdf).

Nations Unies. Conseil de sécurité (2004, 28 avril). *Résolution 1540 (2004)*. Consultable ici : [http://www.un.org/fr/documents/view\\_doc.asp?symbol=S/RES/1540\(2004\)](http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/1540(2004)).

Nations Unies. La Charte des Nations Unies. *Chapitre VII : Actions en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix et d'actes d'agression*. Consultable ici : <http://www.un.org/fr/sections/un-charter/chapter-vii/index.html>.

Nations unies (1968, 1<sup>er</sup> juillet). *Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP)*. Consultable ici : [http://www.un.org/fr/conf/npt/2015/pdf/text%20of%20the%20treaty\\_fr.pdf](http://www.un.org/fr/conf/npt/2015/pdf/text%20of%20the%20treaty_fr.pdf).

Niksch, L.A. (2006). « North Korea's Nuclear Weapons Program ». *CRS Report for Congress*, p. 2. Consultable ici : <https://fas.org/sgp/crs/nuke/RL33590.pdf>.

Republican Party Platforms (1996, 12 août). *Republican Party Platform of 1996*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=25848>.



- Republican Party Platforms (2000, 31 juillet). *2000 Republican Party Platform*. Mis en ligne par G. Peters et J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. Consultable ici : <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=25849>.
- United Nations. Security Council (2006, 15 juillet). *Security Council condemns Democratic People's Republic of Korea's missile launches, unanimously adopting resolution 1695 (2006)*. Consultable ici : <http://www.un.org/press/en/2006/sc8778.doc.htm>.
- United Nations. Security Council (2006, 14 octobre). *Security Council condemns Nuclear test by Democratic People's Republic of Korea, unanimously adoption resolution 1718 (2006)*. Consultable ici : <http://www.un.org/press/en/2006/sc8853.doc.htm>.
- United Nations. Security Council (2006, 23 décembre). *Security Council imposes sanctions on Iran for failure to halt uranium enrichment, unanimously adopting resolution 1737 (2006)*. Consultable ici : <http://www.un.org/press/en/2006/sc8928.doc.htm>.
- United Nations. Security Council (2007, 24 mars). *Security Council toughens sanctions against Iran, adds arms embargo, with unanimous adoption of resolution 1747 (2007)*. Consultable ici : <http://www.un.org/press/en/2007/sc8980.doc.htm>.
- United Nations. Security Council (2009, 13 avril). *Security Council condemns launch by Democratic People's Republic of Korea, agrees to adjust travel ban, assets freeze, arms embargo imposed in 2006*. Consultable ici : <http://www.un.org/press/en/2009/sc9634.doc.htm>.
- United Nations. Security Council (2009, 12 juin). *Security Council, Acting Unanimously, Condemns in Strongest Terms Democratic People's Republic of Korea Nuclear Test, Toughens Sanctions*. Consultable ici : <https://www.un.org/press/en/2009/sc9679.doc.htm>.
- U.S. Department of Defense. Aspin, L. (1993). *Report on the Bottom-Up Review*.
- U.S. Department of Defense. Office of the Chairman of the Joint Chiefs of Staff. Joint History Office. L.S. Jaffe (1993). *The Development of the Base Force 1989-1992*.
- U.S. Department of Defense. Chairman of the the Joint Chiefs of Staff. C. Powell (1992). *National Military Strategy of the United States*. Consultable ici : <http://history.defense.gov/Portals/70/Documents/nms/nms1992.pdf?ver=2014-06-25-123420-723>.

- U.S. Department of Defense. Secretary of Defense. D. Cheney (1993). *Defense Strategy for the 1990s : The Regional Defense Strategy*.
- U.S. Department of State (2002). *National Security Strategy of the United States of America*. Consultable ici : <https://www.state.gov/documents/organization/63562.pdf>.
- U.S. Department of State. Six-Party Talks, Beijing, China (2005, 19 septembre). *Joint Statement of the Fourth Round of the Six-Party Talks - Beijing 19 September 2005*. Consultable ici : <https://www.state.gov/p/eap/regional/c15455.htm>.
- U.S. Department of State. Archive (2007, 13 février). *North Korea - Denuclearization Action Plan*. Consultable ici : <https://2001-2009.state.gov/r/pa/prs/ps/2007/february/80479.htm>.
- U.S. Department of State. Archive. Burns, R.N. (2005, 19 mai). *United States' Policy towards Iran. Statement before the Senate Foreign Relations Committee*. Consultable ici : <https://2001-2009.state.gov/p/us/rm/2005/46528.htm>.
- United States Senate. R.L. Armitage (2003, 28 octobre). *U.S. Policy and Iran. Testimony before the Senate Foreign Relations Committee*. Consultable ici : <https://www.foreign.senate.gov/imo/media/doc/ArmitageTestimony031028.pdf>.
- The White House. National Security Council (2002). *The National Security Strategy of the United States of America*. Consultable ici : <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/nsc/nss/2002/nss5.html>.

#### Sites Internet

- AIEA (1998-2017). *Additional Protocol*. Consultable ici : <https://www.iaea.org/topics/additional-protocol>.
- AIEA (1998-2017). *Statute of the IAEA*. Consultable ici : [https://www.iaea.org/sites/default/files/statute\\_fr.pdf](https://www.iaea.org/sites/default/files/statute_fr.pdf).
- Arms Control Association (2018, janvier). *Chronology of U.S.-North Korean Nuclear and Missile Diplomacy*. Consultable ici : <https://www.armscontrol.org/factsheets/dprkchron>.

- Département d'État américain. State Sponsors of Terrorism. : Consultable ici : <http://www.state.gov/j/ct/list/c14151.htm>. Senate - The Rumsfeld Commission Report (1998, 31 juillet). *Congressional Record*.. Consultable ici : [http://fas.org/irp/congress/1998\\_cr/s980731-rumsfeld.htm](http://fas.org/irp/congress/1998_cr/s980731-rumsfeld.htm).
- Manning, R.A. (2012, 20 juillet). « A Response to Waltz: Why Iran Shouldn't Get the Bomb ». *The Diplomat*, consultable ici : <https://thediplomat.com/2012/07/a-response-to-waltz-why-iran-shouldnt-get-the-bomb/>.
- Nations unies. *Charter of the United Nations* (1945, 26 juin). Consultable ici : <http://www.un.org/en/sections/un-charter/chapter-ix/index.html>.
- Phillips, J. (2008, 11 janvier). *The Iran National Intelligence Estimate: A Comprehensive Guide to What Is Wrong with the NIE*. Consultable ici : <http://www.heritage.org/research/reports/2008/01/the-iran-national-intelligence-estimate-a-comprehensive-guide-to-what-is-wrong-with-the-nie>.

## INDEX

- 11 septembre 2001, 74, 96, 99, 108, 123, 124, 129, 146, 187, 190, 192, 198, 200, 211, 213, 215, 217, 231, 245, 318, 323, 357, 359, 360, 420, 463, 466, 519, 556, 568, 569, 574, 709
- axis of evil*, 91, 115, 170, 195, 197, 198, 206, 209, 211, 213, 215, 216, 217, 219, 220, 221, 246, 247, 321, 332, 419, 512, 513, 556, 574, 634
- Accord de Paris, 593, 603, 608
- acte de langage, 67, 158, 383, 391, 522, 638
- déclaratoire, 67, 138, 158, 167, 383, 391, 638
- directif, 67, 158, 272, 383, 638
- engageant, 67, 101, 159, 167, 522
- Adib-Moghaddam, A., 564, 565, 569, 676, 691
- Adler, E., 13, 26, 35, 41, 426, 656
- Afghanistan, 74, 198, 199, 205, 246, 329, 331, 361, 362, 368, 436, 574, 581, 591, 594, 621, 623, 625, 634, 649, 700
- agir communicationnel, 44, 437, 439, 446, 527, 539, 543, 556, 557, 578, 580, 585, 618, 699, 710
- Agreed Framework*, 467, 468, 472, 474, 478, 482, 486, 488, 490, 493, 496, 498, 500, 513, 519, 530
- Ahmad, B.M., 601
- Ahmadinejad, M., 208, 315, 318, 565, 583, 590, 631, 634, 638, 644, 648, 650, 654, 655, 676, 693, 698
- AIEA, 127, 148, 149, 151, 155, 156, 157, 175, 241, 254, 256, 261, 262, 273, 276, 279, 283, 284, 285, 288, 295, 299, 308, 336, 337, 402, 457, 458, 467, 470, 471, 474, 475, 483, 489, 538, 539, 541, 549, 550, 580, 603, 609, 611, 614, 638, 643, 644, 647, 648, 650, 654, 657, 659, 660, 665, 667, 670, 692, 693, 696, 700, 701
- Conseil des gouverneurs de l', 540, 609, 644, 650, 660
- inspection de l', 261, 276, 310, 402, 437, 467, 471, 472, 475, 485, 540, 550, 581, 603, 612, 696, 701
- Al-Qaïda, 43, 44, 326, 328, 572
- Albright, M.K., 37, 47, 48, 101, 104, 105, 124, 189, 194, 488, 489, 494, 496, 557, 558, 619, 620, 633
- Allemagne, 7, 56, 57, 103, 183, 217, 297, 428, 565, 578, 582, 604
- Allison, G., 30
- Al-Qaïda, 43, 329, 393, 514, 569, 572
- amendement Pressler, 277
- amitié, 33, 46, 61, 118, 147, 213, 242, 259, 260, 265, 274, 320, 339, 343, 383, 413, 421, 428, 433, 444, 445, 451, 513, 567, 598, 601, 610, 646, 659
- analyse de discours, 194
- anarchie, 31, 45, 171, 206, 260, 339, 340, 341, 342, 343, 397
- Annan, K., 593

- Arabie Saoudite, 102, 130, 321, 329, 355, 362, 363, 608, 621, 622, 630, 631, 673
- Arafat, Y., 331
- arguing*, 9, 42
- armes de destruction massive, 73, 75, 121, 186, 191, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 204, 208, 213, 214, 216, 218, 220, 223, 234, 235, 240, 245, 246, 249, 250, 260, 264, 279, 325, 334, 356, 395, 397, 420, 429, 431, 453, 454, 549, 558, 598, 619, 620, 628
- Armitage, R.A., 46, 383, 568, 841
- Aron, R., 139, 145
- articulation, 59, 81, 94, 95, 105, 113, 117, 134, 137, 144, 158, 169, 187, 195, 197, 200, 204, 207, 209, 212, 221, 223, 237, 245, 246, 247, 252, 271, 272, 275, 288, 302, 316, 323, 334, 350, 354, 358, 363, 389, 394, 395, 397, 400, 404, 420, 445, 451, 453, 488, 494, 500, 515, 517, 537, 556, 570, 572, 574, 576, 585, 647, 700, 709
- concept d', 81
- Ashton, C., 688, 692
- Asie centrale, 74, 329, 561
- Asie du Nord-Est, 73, 306, 328, 337, 344, 346, 348, 349, 350, 351, 355, 360, 361, 363, 365, 372
- Asie-Pacifique, 347
- Asie-Pacifique, 59, 269, 344, 348, 349, 350, 351, 372, 426, 506
- Australie, 132, 269, 529, 540
- Axelrod, R., 18, 33
- axis of evil*, 55, 80, 115, 181, 187, 190, 217, 218, 397, 544, 574
- ayatollah Khamenei, 314, 323, 330, 559, 625, 634, 636, 683, 695
- ayatollah Khomeini, 316, 317, 322
- backlash state*, 207, 212
- Badie, B., 49
- Baer, R., 626
- Bahgat, G., 334
- Bahreïn, 118
- Baker III, J.A., 216, 313, 315, 497, 636
- Bakhash, S., 618, 619
- Baldwin, D.A., 18, 31, 721
- Balthazar, L., 317, 571, 708
- Balzacq, T., 271
- bargaining*, 9, 13, 20, 24, 26, 42, 517, 581
- Bargman, A., 157
- Barkawi, T., 224
- Barnett, M., 15, 34
- Barzegar, K., 559, 623, 625, 632, 638, 649, 656, 695, 698
- basic bargain*, 281, 287, 460
- Battistella, D., 182, 239, 260, 342, 397, 398
- Beeman, W.O., 335, 423
- Bell, R., 233, 248, 740
- Bellah, R., 97
- Berejikian, J., 66
- Berenskoetter, F., 445
- Berger, S., 194, 238, 241, 242, 244, 267, 493
- Berman, M.R., 14
- Bernstein, J., 487, 805
- Berton, P., 8, 9, 23, 24, 25, 30
- Bially Mattern, J., 551, 552, 577, 579, 582, 585, 586, 589, 591, 640
- Biélorussie, 236, 264, 468
- bilatéralisme, 49, 262, 263, 267
- Bill, J.A., 316, 621
- bipolarité, 90, 146, 188, 424, 578
- Birmanie, 70
- Blix, H., 151, 254, 256, 285, 457, 458,
- Bolton, J., 514, 584
- Bonham, M., 217, 218, 321, 622
- bonne foi, 57, 389, 399, 403, 450, 458, 459, 488, 511, 531, 565, 608, 610, 613, 665, 690
- Booth, K., 45

- Bosnie, 105, 328  
 Boucher, R., 522  
 Bourque, R., 17  
 Brainard, 299, 807  
 Brennan, J., 364, 679  
 Brinkley, J., 508, 522  
 Browning, C.S., 445, 464, 710  
 Bull, H., 156, 166, 285, 340  
 Burchill, S., 43  
 Burns, W., 11, 46, 244, 247, 524, 562, 611  
 Burton, B., 364, 679, 807  
 Buzan, B., 162, 171, 339, 340, 341, 342, 343  
 capacité d'agence, 439, 577  
 capacité d'agence, 464  
 capitalisme, 90, 93, 126, 127, 165, 306, 334  
 Carlsnaes, W.E., 13, 30  
 Carney, J., 108, 141, 174, 205, 208, 209, 222, 258, 270, 277, 302, 315, 335, 385, 389, 414, 420, 426, 433, 443, 448, 459, 501, 631, 637, 657, 662, 669, 671, 673, 675, 677, 679, 682, 685, 686, 687, 688, 690, 695, 696, 699  
 Carr, E.H., 20, 29  
 Carter, J., 154, 261, 317, 471, 490, 837  
 Cass, L., 495  
 Castro, R., 395, 411  
 catégorisation, 80, 91, 92, 182, 183, 193, 196, 197, 199, 202, 204, 210, 218, 221, 225, 227, 371  
 communisme, 133, 306, 424  
 Cha, V.D., 475, 499, 514, 517  
 chantage, 174, 223, 247, 248, 266, 410, 447, 453, 454, 490, 499, 517, 522, 526, 642  
 Cheney, R., 184, 186, 216, 253, 318, 326, 329, 331, 364, 410, 542, 561, 592  
 Chine, 7, 16, 57, 59, 60, 116, 117, 128, 130, 131, 132, 143, 147, 153, 156, 164, 165, 167, 172, 176, 177, 189, 191, 193, 194, 208, 225, 234, 244, 265, 266, 267, 273, 286, 295, 327, 333, 349, 351, 352, 353, 360, 369, 373, 393, 402, 406, 413, 417, 430, 443, 449, 460, 469, 476, 480, 488, 489, 491, 502, 504, 505, 506, 507, 508, 510, 511, 514, 528, 530, 531, 540, 544, 549, 593, 600, 608, 609, 665, 672, 677  
 Clausewitz, 8  
 Clavel, J-B., 14, 23  
 Clemens, W., 304, 305, 467, 475, 478, 483, 488, 492, 493, 502, 509, 530, 536, 542, 644, 680  
 Clinton H., 208, 279, 461, 536, 700  
 Cohen, M.C., 466, 724  
 Cohen, M.D., 481  
 Cole, S.W., 155, 262, 357, 591, 837  
 Coles, R.L., 97, 98, 105  
 Colonel Crowley, P.J., 324, 417, 690, 740  
*common lifeworld*, 434, 437, 539, 557  
 communauté épistémique, 35, 76, 656  
 communauté internationale  
   appartenance à la, 142, 143, 163, 164, 167, 175, 222, 242, 272, 274, 358, 421, 447, 448, 449, 540  
   concept de, 137, 139  
   construction de la, 153, 155, 159, 188, 194, 195, 219, 422, 423, 429  
   exclusion de la, 91, 158, 160, 161, 163, 164, 168, 170, 171, 182, 210, 211, 222, 242, 243, 371, 419, 421, 438, 454, 495, 538, 540, 594, 639, 640  
   intégration à la, 70, 162, 168, 222, 273, 298, 358, 371, 386, 421, 422, 435, 449, 454, 472, 474, 496, 510, 525, 534, 537, 538, 539, 540, 543, 650  
   représentation de la, 158, 159, 160, 162, 165, 191, 433

- communisme, 172, 188, 215, 216, 295, 296, 306, 334, 335, 367, 424, 475
- comparaison sociale, 196, 211, 219, 221, 227
- comportement
- adéquat, 160, 302, 429, 431, 440, 445, 448, 450, 451, 471, 511, 540
  - déviant, 55, 159, 168, 183, 186, 188, 204, 207, 208, 210, 212, 215, 216, 221, 226, 273, 431, 437, 442, 444, 445, 450, 451, 464, 471, 497, 499, 500, 525, 526, 537, 538, 545, 694
  - normalisation du, 449, 467
- compréhension
- commune, 414, 426, 428, 442, 445, 446, 453, 465, 533
  - mutuelle, 35, 222, 225, 278, 387, 391, 413, 415, 417, 418, 445, 465, 486, 490, 495, 514, 535, 631, 696, 708, 712
  - verrouillée, 414, 439, 580, 588, 589
- confiance, 28, 33, 111, 120, 186, 191, 243, 247, 256, 258, 261, 262, 273, 274, 279, 335, 384, 393, 397, 398, 401, 402, 404, 409, 413, 415, 416, 427, 430, 452, 457, 472, 486, 489, 497, 498, 551, 561, 565, 578, 584, 613, 644, 646, 650, 656, 664, 670, 684, 685, 691, 692, 694
- mutuelle, 415
- conflit social, 446
- connaissances scientifiques, 154, 284
- Conseil de sécurité, 74, 117, 138, 157, 174, 188, 242, 251, 254, 288, 295, 328, 352, 384, 385, 397, 428, 430, 435, 436, 437, 454, 457, 465, 471, 488, 489, 490, 508, 509, 515, 516, 536, 538, 583, 588, 592, 602, 604, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 652, 664, 688, 700, 702
- constructivisme, 13, 34, 36, 42, 43, 44, 47, 63, 65, 68, 77
- containment*, 144, 187, 259, 396, 397, 596
- contestation, 34, 120, 447, 681, 709
- coopération, 33, 147, 163, 183, 193, 201, 393, 400, 433, 452, 474, 507, 563, 599, 622, 625, 665, 684
- coopération, 8, 13, 15, 17, 18, 19, 25, 26, 27, 29, 30, 31, 32, 33, 36, 44, 91, 120, 126, 147, 148, 149, 155, 176, 192, 193, 195, 201, 206, 218, 220, 263, 267, 268, 270, 273, 284, 328, 331, 343, 344, 350, 351, 352, 353, 393, 399, 400, 402, 413, 416, 417, 426, 427, 430, 435, 445, 458, 460, 472, 474, 480, 506, 507, 549, 596, 599, 600, 609, 612, 629, 676
- Copeland, D.C., 341
- Cordesman, A.H., 671
- Corée du Nord, 197, 211, 215, 295, 465, 490, 494, 498, 543, 549, 620
- isolement de la, 470, 474, 479, 532, 539
  - représentations de la, 466
- Corée du Sud, 61, 121, 127, 133, 140, 153, 166, 168, 256, 296, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 307, 308, 309, 327, 333, 345, 346, 349, 352, 353, 355, 362, 365, 369, 401, 467, 469, 472, 473, 476, 477, 478, 479, 480, 482, 483, 485, 489, 491, 492, 502, 504, 507, 510, 511, 518, 528, 530, 532, 540, 541, 543, 544
- Cornwell, R., 207
- Courmont, B., 56, 154, 181, 184, 310, 317, 466, 493, 494, 596, 670
- course à l'armement, 63, 150, 238, 256, 348, 460, 658, 665, 673
- crédibilité, 27, 31, 72, 174, 186, 268, 311, 314, 399, 418, 427, 459, 460, 534, 565, 586, 651, 694
- de la "communauté internationale", 224
  - de la Corée du Nord, 308, 309, 312

- de l'Iran, 315, 557, 559, 577, 587, 695  
 des Etats-Unis, 365, 389, 677  
 des États-Unis, 118, 317, 505, 607, 651  
 Crise des otages, 58, 312, 317, 318, 319, 330, 446, 557, 591, 601, 616, 619, 633, 691, 709  
 Croisier, C., 181, 198  
 Cronin, B., 17, 32, 49, 194, 195, 196  
 Cuba, 153, 204, 257, 293, 334, 368, 412, 540, 609  
 culture anarchique, 250, 260, 315, 340, 341, 342  
 Dahl, R., 20  
 Dassa Kaye, D., 671  
 David, C-P., 79, 184, 199, 201, 211, 220, 234, 240, 317, 351, 401, 412, 419, 490, 562, 571, 662, 677, 737, 754, 764, 771, 772, 781, 784, 785, 787, 823  
 Davis, L.E., 671  
 Delory, S., 452, 457, 458  
 démocratie, 121, 122  
   aspiration à la, 106  
   avènement de la, 103  
   diffusion de la, 108, 113, 121, 144, 235, 333, 424, 425, 490, 543  
   promotion de la, 90, 153, 361, 569  
 démocratisation, 63, 119, 120, 124, 128, 130, 132, 133, 135, 162, 326, 342, 343, 345, 348, 349, 354, 356, 357, 359, 360, 361, 400, 475, 476, 525, 537, 538, 594, 680  
 dénucléarisation, 67, 242, 254, 286, 287, 352, 442, 458, 464, 467, 470, 473, 477, 481, 506, 521, 529, 532, 541, 628  
 dépréciations rhétoriques, 342, 409, 419, 466, 512, 519, 524, 525, 532, 536, 543, 564, 614, 621, 623, 637, 662, 663, 664, 680, 688, 711  
 désarmement, 55, 117, 157, 242, 264, 267, 268, 269, 270, 271, 275, 281, 287, 417, 424, 457, 458, 459, 460, 461, 554, 645, 663, 665, 668, 677, 685, 687  
 destinée manifeste, 77, 94, 104, 105, 107, 108, 109, 111, 115, 285  
 développement économique, 124, 126, 127, 128, 129, 130, 135, 149, 151, 155, 168, 254, 299  
 diabolisation, 322, 419, 494, 545, 621  
 dialogue, 15, 34, 35, 68, 299, 387, 388, 441, 442, 446, 475, 494, 498, 500, 558, 561, 563, 568, 581, 584, 588, 594, 619, 624, 633, 676, 684  
 différenciation, 47, 53, 61, 91, 92, 96, 182, 186, 194, 196, 210, 219, 221, 227, 359, 542, 707  
 dilemme de sécurité, 68, 238, 239, 257  
 diplomatie, 8, 45, 249, 385, 388, 389, 407, 420, 421, 422, 427, 429, 430, 433, 436, 438, 496, 571, 591, 595  
 discours  
   analyse de, 81  
 discours du Caire, 320, 635, 683, 689  
 dissuasion nucléaire, 235, 250, 251, 254, 255, 257, 260, 261, 262, 285, 397, 525, 541, 627, 672  
 Dixon, W.J., 400  
 Donnelly, 43, 196, 197, 202, 207, 210  
 double standards, 280-282, 649  
 Doyle, M.W., 400  
 Draï, P.O., 181, 189  
 Dreazen, Y., 497  
 droit international, 11, 53, 74, 161, 170, 220, 242, 260, 271, 278, 279, 402, 433, 443, 541, 563, 638  
 droits de l'Homme, 55, 101, 117, 124, 130, 135, 153, 154, 164, 188, 202, 209, 352, 402, 535, 619, 686  
 Druckman, D., 23, 24, 29, 30  
 Dryzek, J.S., 66  
 Dufault, E., 53



- Duffy, T., 523  
 Duvall, R., 37, 78, 80  
 économie de marché, 94, 121, 128, 129, 130, 133, 153, 188, 191, 307, 343, 344, 345, 346, 348, 425, 560  
 Edelman, E.S., 672  
 égalité, iv, 21, 58, 98, 130, 271, 278, 490, 519, 589, 623, 669, 685, 692  
 Égypte, 89, 213, 329, 362, 363, 630, 681, 747  
 Eisenhower S., 156  
 Elbaradei, M., 156, 157, 241, 458  
 empathie, 99, 224, 308, 323, 618, 621, 622, 623, 625, 627, 632, 633, 635, 639  
 Englehardt, T., 293  
 ennemi, 79, 122, 181, 183, 185, 188, 192, 198, 216, 335, 367, 384, 424, 429, 479, 566, 624  
 enrichissement d'uranium, 282, 283, 336, 415, 498, 549, 584, 588, 604, 609, 610, 612, 639, 644, 652, 654, 655, 657, 658, 700  
 estime, 32, 36, 64, 154, 169, 239, 321, 343, 415, 450  
 État  
   concept de l', 49, 50, 53, 64  
   représentation de l', 50, 51, 53  
 Etat paria, 207, 222, 243, 306, 371  
 EU3, 427, 580, 582, 584, 587, 593, 603, 606, 609, 611, 630, 645, 654, 660, 662  
 Europe, 103, 191, 193, 209, 220, 223, 236, 267, 328, 337, 359, 360, 362, 393, 400, 455, 592, 593, 596, 605, 611, 629, 654, 665, 673, 690, 691  
 exceptionnalisme, 53, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 103, 105, 111, 113, 114, 117, 607  
 exemplarité, 93, 105, 106, 114, 116, 117, 170, 177, 236, 264, 268, 269, 301, 459, 615, 666, 680  
 Extrême-Orient, 99, 358, 360, 361, 365, 368  
 Faure, O., 25, 33, 34  
 Fearon, J.D., 13, 18, 19, 26  
 Fierke, K.M., 28, 35, 45, 62, 65, 81  
 Finnemore, M., 10, 27, 30, 53, 54, 63  
 Fitzpatrick, M., 502, 665, 670  
 Fleischer, A., 62, 73, 74, 75, 100, 104, 133, 161, 216, 273, 278, 279, 300, 308, 310, 314, 333, 356, 372, 385, 388, 394, 396, 406, 407, 411, 420, 436, 447, 448, 453, 498, 499, 500, 511, 520, 527, 539, 560, 562, 574, 581, 617, 628, 641  
 force représentationnelle, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 579, 580, 585, 589, 590, 615, 639, 702, 709  
 France, 7, 14, 56, 57, 68, 156, 173, 223, 234, 258, 287, 401, 428, 460, 573, 578, 582, 598, 604, 648, 665, 678, 703, 732, 768, 776, 814, 815, 817, 819, 828, 839  
 Fratto, T., 411, 792  
 Friedberg, A., 542  
 Friedheim, R.L., 30  
 Froman, M., 117, 299, 637, 696  
 Fukuyama, F., 103, 307  
 Gagnon, F., 103, 307  
 Gallucci, R.L., 387, 405, 471, 474, 483, 484  
 Galtung, J., 627  
 Gartzke, E., 126, 128  
 Geslin, A., 271  
 Gibbs, R., 79, 117, 168, 172, 173, 176, 222, 269, 299, 311, 314, 315, 336, 355, 372, 416, 418, 444, 487, 501, 506, 528, 531, 544, 623, 638, 668, 677, 680, 687, 689, 692, 701  
 Glad, B., 217  
 Glaser, C., 484  
 Goldschmidt, B., 148, 156  
 Gonzalez-Pelaez, A., 162  
 Graham, 25

- grandeur, 143, 166, 172, 175, 235, 240, 453  
 Green, M., 465, 531, 627, 792  
 Grieco, J.M., 31, 393  
 Grondin, D., 79  
 Gross Stein, 249, 250, 252, 253  
 Grotius, H., 397, 398  
 Guerre de Corée, 58, 96, 293, 294, 296, 297, 298, 299, 305, 309, 348, 362, 367, 405, 518  
 Guerre du Vietnam, 317, 318, 348  
 Guerre froide, 37, 75, 145, 146, 152, 170, 171, 185, 192, 193, 232, 235, 241, 249, 251, 258, 259, 263, 264, 265, 293, 296, 297, 298, 306, 335, 397, 494, 506  
 guerre préemptive, 259, 433  
 Gusterson, H., 37, 78, 80  
 Guzzini, S., 62, 341  
 Haas, P., 35, 188, 426, 496, 656  
 Habermas, J., 43, 44, 410, 414, 434, 539, 579, 605, 656  
 Hadley, S., 69, 70, 71, 205, 243, 247, 309, 321, 327, 329, 370, 371, 388, 428, 526, 533, 534, 535, 539, 582, 602, 605, 616, 617, 624, 629, 646, 648, 653, 654, 659, 661, 675  
 Hamas, 324, 329, 331, 409, 563, 572, 573  
 Hamilton, L.H., 315, 636  
 Hasenclever, A., 32, 33, 110, 657  
 Hassner, P., 285  
 Hayes, J., 242, 562, 563, 565, 567, 621, 653, 656  
 hégémon bienveillant, 109, 113, 114, 141, 142, 147, 148, 152, 177, 347  
 Heisbourg, F., 563  
 Heradstveit, D., 217, 218, 321, 622  
 Hermann, M.G., 79  
 Hezbollah, 74, 75, 324, 329, 370, 563, 611  
 Hildebrandt, T., 327  
 Hjorth, R., 271, 272  
 Holbrooke, R.C., 431, 754  
 Hollis, S., 69  
 Holum, J., 233  
 Homolar, A., 206  
 Honneth, A., 409, 447  
 Hopf, T., 257  
 Hopmann, 22, 26  
 Howard, R., 51, 129, 318, 321, 529, 567  
 Hummel, A., 317, 621, 622  
 Hurst, S., 563, 626, 673  
 identification, 8, 15, 20, 36, 67, 70, 89, 95, 101, 127, 182, 183, 186, 189, 194, 196, 198, 200, 201, 210, 221, 224, 227, 233, 242, 259, 320, 384, 405, 420, 429, 445, 451, 560, 576, 618, 635  
 identité, 433, 434  
     concept d', 25  
     construction de l', 39, 47, 141, 160, 196, 395, 463  
     représentations de l', 113, 141, 464, 466, 467, 479, 480, 503, 533  
 Islam, 36, 326  
 Ikenberry, G.J., 138, 141, 153, 156  
 Iklé, 15, 17, 20, 24, 26, 29, 45, 50  
 imaginaire sécuritaire, 36, 37, 38, 39, 42, 49, 51, 53, 54, 58, 59, 60, 61, 63, 66, 71, 72, 77, 80, 81, 82, 83, 85, 89, 91, 125, 128, 129, 132, 138, 152, 153, 177, 182, 185, 194, 202, 227, 233, 252, 293, 294, 297, 305, 316, 343, 367, 368, 373, 377, 378, 384, 385, 393, 425, 467, 495, 506, 519, 521, 524, 545, 551, 552, 553, 554, 555, 557, 564, 568, 575, 598, 633, 648, 651, 671, 672, 699, 707, 709, 710  
 incertitude, 205, 226, 257, 276, 314, 315, 393, 398, 399, 423, 464, 669, 690  
 Inde, 164, 215, 223, 233, 235, 240, 241, 242, 255, 267, 273, 275, 278,

- 398, 413, 452, 481, 600, 627, 649, 653, 656, 836
- inégalité, 181, 210, 262, 279, 283, 286, 451, 654, 678
- information parfaite  
concept d', 27
- inimitié, 38, 313, 319, 339, 445, 465
- intention, 68, 72, 81, 120, 191, 208, 215, 259, 265, 286, 336, 420, 477, 498, 503, 515, 526, 533, 550, 574, 590, 623, 648, 660, 672, 683, 689  
déclaration d', 286, 399
- problème de l', 26, 27, 68, 69, 70, 71, 72, 135, 175, 176, 206, 218, 238, 242, 245, 247, 250, 252, 256, 257, 260, 276, 278, 305, 310, 311, 315, 323, 325, 336, 356, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 402, 403, 404, 415, 443, 464, 483, 484, 486, 490, 526, 550, 564, 584, 597, 636, 641, 643, 646, 648, 651, 652, 653, 669, 670, 689, 694, 695
- interpellation, 81, 90, 91, 99, 105, 108, 109, 113, 115, 134, 137, 140, 158, 163, 165, 237, 266, 271, 272, 274, 275, 302, 305, 389, 422, 495, 517, 571, 575, 576, 636  
concept d', 81
- intersubjectivité, 25, 28, 41, 47, 274, 340, 466, 484, 551
- intransigeance, 159, 409, 417, 430, 451, 523, 554, 555, 579, 588, 608, 612, 617, 620, 645, 662, 686
- Irak, 53, 56, 57, 73, 74, 75, 76, 101, 124, 157, 162, 166, 184, 188, 191, 197, 200, 201, 204, 205, 211, 215, 219, 224, 249, 259, 260, 267, 306, 312, 314, 315, 318, 328, 329, 331, 332, 354, 356, 361, 362, 363, 364, 368, 377, 384, 385, 396, 397, 400, 401, 406, 420, 427, 430, 433, 435, 436, 450, 463, 510, 513, 554, 563, 564, 566, 569, 570, 573, 581, 590, 591, 592, 594, 596, 605, 606, 619, 622, 624, 625, 626, 636, 645, 649
- Iran, 46, 51, 197, 211, 215, 283, 313, 316, 318, 319, 322, 324, 331, 337, 502, 557, 559, 567, 582, 584, 588, 589, 592, 593, 594, 596, 597, 603, 604, 605, 607, 610, 611, 612, 619, 620, 621, 622, 626, 633, 634, 654, 655, 659, 665
- irrationalité, 244, 245, 251, 252, 253, 254, 255, 394, 395, 401, 409, 418, 423, 440, 486
- Israël, 61, 175, 185, 256, 275, 278, 280, 317, 319, 330, 356, 365, 369, 370, 409, 411, 452, 481, 565, 593, 611, 625, 627, 628, 629, 631, 636, 647, 648, 649, 665, 667, 672, 674, 675, 678, 679, 696
- J.G. March, 44, 284
- Weldes, J., 8, 30, 37, 38, 51, 61, 65, 78, 80, 81, 181, 293, 368, 480
- Jaffe, L.S., 184, 840
- Jalili, S., 692
- Japon, 25, 30, 60, 61, 103, 107, 121, 153, 162, 163, 201, 217, 226, 298, 310, 345, 347, 349, 350, 352, 353, 355, 359, 369, 371, 444, 445, 469, 472, 477, 479, 489, 491, 492, 502, 504, 507, 509, 511, 521, 532, 538, 540, 604, 656, 666
- Jervis, 18, 33, 316, 503
- Jeux olympiques, 170
- Jihui, Q., 149
- Joenniemi, P., 445, 464, 710
- Joo, S.J., 477
- Jordanie, 365, 630, 672
- Jorgensen, K.E., 28, 35, 45, 65, 81
- justice, 16, 58, 99, 103, 162, 163, 286, 305, 534, 572, 630, 649, 692
- Kahl, C.H., 672
- Kang, D.C., 475, 499, 514, 517

- Kant, I., 126, 131, 208  
 Kantor, M., 396, 760  
 Katz, M., 319, 574, 619, 625, 698  
 Katzenstein, P., 42, 110, 152  
 Kazakhstan, 146, 236, 264, 468, 744  
 KEDO, 472, 478, 530  
 Kegley, C.W., 724  
 Kelly, J., 498, 502  
 Keohane, R.O., 17, 18, 42, 110, 152, 393, 397  
 Khadafi, M., 165, 449, 453  
 Khatami, **313**, 323, **324**, 332, 558, **618**, **634**, **655**, 826, 827  
 Kim Il-Sung, 472  
 Kim Jong-il, 40, 308, 311, 415, 504, 529  
 Kim Jong-un, 52  
 Kim, S.C., 466, 481  
 Kim, S.S., 478, 513, 514, 524  
 Kimura, H., 8, 9, 22, 23, 24, 25, 30  
 Kindleberger, C., 109, 110, 152  
 Kinzer, S., 317, 319  
 Kissinger, H., 39, 282, 681  
 Klare, M., 184  
 Klein, J., 425, 461  
 Klotz, A., 77, 78, 79  
 Knopf, J.W., 18, 30  
 Koschut, S., 445  
 Kowert, P., 63, 64, 78  
 Kraig, M.R., 255  
 Krasner, S., 42, 110, 152  
 Kratochwil, 32, 35, 65, 76, 431  
 Krepinevich, A.F., 672  
 Krueger, A., 335, 808  
 Kubalkova, V., 16, 27, 36, 45, 63, 64, 75, 78  
 Kurdistan, 328  
 Kwak, T.H., 477  
 Kydd, A., 393  
 Laffey, M., 37, 78, 80, 152, 170, 181  
 Lake, A., 187, 207, 212, 326, 451, 490  
 langage, 15, 17, 28, 35, 67, 78, 79, 101, 138, 159, 174, 383, 434, 638  
 Larijani, A., 332  
 Layne, C., 400  
 le refus de négocier, 7, 9, 46, 48, 57, 61, 77, 81, 409, 410, 438, 519, 552, 579, 580, 582, 689, 711  
*leadership*, 107, 109, 111, 147, 151, 154, 269, 301, 315, 349, 350, 351, 360, 362, 418, 423, 426, 427, 428, 491, 555, 583, 591, 616, 623, 627, 649, 658, 659, 661, 685, 686, 700  
 Leander, A., 341  
 Leblanc, O., 65  
 Lebow, R.N., 249, 250, 251, 252, 253  
 Leffler, M.P., 51, 102  
 légitimation, 268, 277, 309, 409, 411, 412, 439, 447, 492, 539, 554, 555, 557, 637, 663, 697, 702, 710  
 légitimation représentationnelle, 554, 555, 663, 697, 702, 710  
 légitimité, 21, 38, 79, 140, 141, 161, 200, 223, 224, 248, 260, 269, 271, 275, 281, 320, 321, 354, 360, 411, 415, 419, 447, 448, 511, 554, 555, 578, 590, 593, 599, 603, 617, 618, 624, 637, 638, 642, 644, 651, 668, 676, 698, 709  
 Lévesque, E., 184, 199, 211, 234, 419, 490  
 Liban, 56, 702  
 libéralisme, 8, 75, 124, 128, 129, 131, 134, 361, 590  
 liberté, 40, 81, 95, 99, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 111, 115, 119, 121, 122, 123, 125, 128, 129, 130, 135, 145, 148, 169, 170, 187, 203, 217, 225, 247, 279, 296, 297, 300, 301, 306, 307, 329, 345, 348, 349, 350, 354, 358, 359, 360, 362, 363, 364, 395, 400, 506, 542, 562, 566, 570, 576, 620  
 libre-échange, 90

- Libye, 89, 165, 166, 191, 193, 200, 218, 324, 449, 453, 596, 752, 763, 772, 775, 821
- Lindemann, T., 409, 410, 442, 447, 490
- Lindsay, J.M., 632
- Linklater, A., 43, 151, 161, 166, 171
- Lockhart, J., 286, 324, 493, 740, 760
- Lyotard, J.F., 577
- Macleod, A., 10, 53, 65, 103
- MacMillan, J., 54
- Malaisie, 540
- Mansfield, E.D., 362
- Maoz, Z., 131
- marchandage, 9, 13, 16, 17, 19, 20, 26, 28, 30, 42, 43, 287, 405, 448, 460, 533, 710
- Martin, L.L., 393, 397, 542, 647
- Martini, J., 671
- Mascotto, G., 103, 307
- Matelly, S., 493
- maturité, 84, 171, 172, 176, 339, 341, 342, 343, 344, 350, 351, 352, 444, 506
- d'un État, 171, 176, 347
- d'une région, 172
- de la région, 344, 355, 359
- de l'anarchie, 339, 340, 341
- de l'Etat, 210, 344
- de l'État, 171, 172, 339, 341, 350, 351, 362, 474
- d'un Etat, 176
- régionale, 357
- Mayer, P., 32, 33, 110, 657
- McClellan, M., 73, 158, 199, 216, 311, 315, 319, 321, 329, 336, 353, 355, 357, 358, 359, 360, 363, 364, 368, 394, 399, 401, 402, 404, 420, 433, 436, 455, 500, 503, 504, 510, 513, 514, 515, 517, 518, 519, 522, 523, 524, 526, 537, 542, 544, 550, 562, 566, 568, 569, 572, 573, 581, 584, 587, 590, 593, 602, 604, 605, 607, 608, 609, 610, 614, 622, 630, 637, 641, 642, 646, 650, 656, 660, 694
- McCurry, M., 71, 114, 197, 205, 215, 242, 244, 310, 313, 328, 355, 373, 479, 558, 594, 596, 599, 629
- McKinney, R., 151
- McSweeney, B., 14, 39, 42, 47, 48, 49, 53, 64, 65, 66, 75, 76, 77, 82, 138, 261
- Mearsheimer, J., 33, 393, 458, 672
- Mercer, J., 618
- Messari, N., 36, 47, 75
- Milburn, P., 17
- Milliken, J., 31, 81, 82
- Milner, H., 18
- Milza, P., 317
- missile balistique, 59, 218, 267, 493, 497, 509, 521, 526, 536
- Mitzen, J., 316, 464, 465, 466, 473, 495, 497, 539
- mode de raisonnement, 35, 65, 66, 150, 177, 437, 664
- Mongolie, 512
- Moniz, E., 233, 740
- Montgomery, E.B., 672
- Moore, G.J., 498, 532, 549
- morale, 12, 28, 98, 99, 100, 105, 107, 114, 115, 116, 119, 122, 147, 150, 151, 161, 162, 170, 181, 356, 400, 412, 437, 438, 439, 440, 461, 555, 560, 597, 666, 667, 668, 675, 681
- Morgenthau, H., 50
- Mossadegh, 319, 633, 635
- Moubarak, H., 362
- Moyen-Orient, 52, 59, 73, 101, 118, 125, 166, 226, 312, 317, 319, 324, 325, 327, 328, 337, 342, 345, 346, 349, 350, 351, 354, 355, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 364, 365, 368, 370, 400, 411, 549, 561, 570, 572, 598, 622, 624, 628, 631, 667
- Müller, H., 9, 16, 26, 27, 28, 30, 42, 711

- multilatéralisme, 14, 147, 174, 220, 226, 234, 262, 263, 267, 268, 270, 333, 421, 422, 423, 427, 429, 430, 432, 433, 436, 438, 499, 502, 503, 504, 507, 509, 510, 511, 513, 515, 524, 534, 539, 578, 601, 606, 711  
 multipolarité, 143, 145  
 Muppidi, H., 37, 38, 181  
 Murray, S., 46  
 Myers, D., 121, 232, 234, 295, 388, 438, 470, 471, 473, 489, 491, 573, 633  
 Nader, A., 671  
 Nasr, V., 625, 631, 646  
 nations captives, 106, 203, 204, 250, 757, 758, 769, 770, 817, 824  
 Nations unies  
   Assemblée générale des, 93, 96, 102, 139, 150, 168, 173, 198, 214, 359, 535, 585, 742, 750, 753, 755, 764, 783, 788, 793, 817, 820, 822, 824  
   Charte des, 150, 183  
   Organisation des, 74, 138, 157, 183, 295, 352, 384, 428, 435, 436, 437, 454, 457, 471, 488, 489, 490, 508, 515, 536, 538, 602, 604, 605, 608, 610, 611, 652, 655, 667, 694, 700  
 négociation  
   bilatérale, 425, 429, 432, 433, 443, 466, 469, 472, 491, 492, 495, 500, 501, 502, 503, 505, 510, 518, 661, 711  
   concept de, 34, 47, 48  
   conditions préalables à la, 168, 403, 404, 405, 412, 414, 415, 416, 450, 455, 519, 588, 589, 663, 682, 683, 684, 685, 686, 688  
   diplomatique 8, 12, 13, 14, 15, 22, 33, 35, 41, 45, 47, 54, 55, 77, 386, 387, 391, 420, 718  
   la représentation de la, 52  
   multilatérale, 309, 412, 428, 434, 435, 441, 442, 466, 476, 492, 496, 503, 504, 506, 510, 511, 539, 575, 661  
   refus de la, 16, 63, 390, 394, 406, 409, 411, 453, 509, 523, 577, 588, 666  
   représentation de la, 41, 42, 44, 46, 47, 395, 505, 690  
   temporalité de la, 407, 408  
 néoconservateurs, 103, 307  
 néolibéralisme, 32, 42  
 néolibéraux, 27, 31, 32, 33, 206, 393  
 néoréalisme, 32, 42, 43, 66  
 néoréalistes, 31, 32, 33, 44, 66  
 Neumann, I.B., 77, 78  
 Newkirk, A., 628, 646, 667  
 Niksch, L.A., 509  
 Nincic, M., 627  
*norm entrapment*, 495, 496, 512, 524, 556  
 normalisation des relations, 309, 466, 467, 477, 493, 494, 499, 518, 522, 532, 538, 545, 619  
 nouvel ordre mondial, 139, 183, 189, 214, 236, 452, 711  
 noyau identitaire, 90, 93, 95, 100, 106, 122, 129, 135, 137, 412, 414, 446  
 nucléaire  
   arme, 62, 67, 80, 150, 151, 156, 164, 169, 173, 182, 218, 223, 231, 232, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 253, 254, 255, 256, 261, 270, 271, 272, 274, 275, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 287, 288, 329, 336, 341, 352, 353, 372, 398, 406, 407, 414, 452, 453, 454, 455, 457, 458, 459, 460, 461, 468, 482, 484, 490, 499, 500, 506, 507, 513, 515, 521, 530, 537, 541,

- 550, 551, 553, 555, 562, 563, 565, 569, 570, 575, 576, 577, 596, 600, 601, 610, 615, 624, 625, 627, 628, 629, 630, 631, 638, 639, 641, 642, 643, 646, 649, 654, 655, 656, 657, 658, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 679, 695
- arsenal, 71, 72, 109, 133, 157, 175, 193, 234, 238, 240, 242, 250, 252, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 263, 264, 265, 266, 275, 280, 286, 304, 341, 393, 468, 516, 620, 627, 629, 631, 646, 665, 666, 667, 668, 671, 673, 675, 693
- club, 71, 457, 460
- dissuasion, 41, 61, 156, 231, 233, 235, 239, 250, 251, 252, 254, 255, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 265, 266, 281, 285, 286, 287, 397, 452, 480, 481, 525, 528, 541, 627, 672
- doctrine, 232, 238, 244, 251, 252, 259
- équilibre de la terreur, 253
- équilibre stratégique, 231, 237, 238, 244, 281, 673
- essai, 7, 76, 210, 233, 241, 265, 286, 311, 353, 413, 515, 538
- lutte contre la prolifération, 191, 220, 233, 256, 262, 264, 267, 268, 270, 271, 276, 280, 353, 442, 456, 458, 653, 665
- maîtrise de la technologie, 283, 670
- programme nord-coréen, 531
- prolifération, 11, 80, 149, 207, 212, 218, 231, 232, 234, 235, 237, 238, 244, 246, 255, 256, 267, 269, 275, 277, 287, 288, 424, 436, 452, 453, 456, 457, 458, 459, 460, 482, 542, 552, 554, 558, 601, 604, 651, 652, 653, 667, 675
- régime de non-prolifération, 62, 232, 270, 272, 277, 278, 279, 281, 286, 456, 457, 458, 461, 467, 551, 552, 553, 577, 666, 676
- Nye, J., 244, 257
- O'Meara, D., 10, 39, 53, 65, 67, 103, 124
- Oelsner, A., 445
- Olsen, 44, 284
- Oneal, F.H., 131
- Oneal, J.R., 131
- ontologie, 28, 63, 75, 76, 197, 202, 242, 484
- Onuf, N., 27, 35, 63, 64, 67, 78, 383
- opacité, 70, 205, 206, 247, 276, 310, 313, 402, 464
- opérationnalisation, 18, 133, 177
- concept d', 82
- des représentations, 28, 30, 81, 82, 89, 118, 129, 153, 378, 379, 384, 404, 421
- ordre international, 189, 411, 450
- concept d', 49, 137-139
- construction de l', 155, 194, 195, 219, 423, 439, 444
- intégration à l', 189, 191
- pacifié, 190
- représentation de l', 50, 140, 241, 458
- ordre social, 34, 65, 75, 76
- OTAN, 185, 192, 232, 625, 764
- outlaw, 119, 192, 196, 197, 210, 220, 234, 246, 283, 397, 402, 421, 504
- outlawry, 207
- Owen, J.M., 127
- Oye, K., 27, 32
- P5+1, 7, 585, 602, 613, 630, 648, 663, 664, 668, 669, 676, 682, 685, 688, 690, 692, 694, 695, 696, 700, 701
- paix
- capitaliste, 94, 126, 128, 134

- démocratique, 94, 119, 129  
libérale, 118, 129, 130  
paix libérale, 124, 125, 126, 129, 132, 133, 134, 135, 343, 362, 384, 557, 663, 678, 681  
Pakistan, 164, 223, 233, 235, 241, 242, 244, 265, 267, 273, 275, 277, 278, 280, 286, 369, 413, 452, 481, 600, 601, 627, 649, 700, 715, 749  
patience stratégique, 466, 536, 545  
péninsule coréenne, 67, 115, 133, 294, 297, 298, 299, 300, 301, 307, 312, 345, 348, 352, 442, 464, 465, 467, 470, 473, 475, 478, 481, 506, 521, 531, 532, 538, 541, 544, 778  
Peres, S., 185, 187  
Perino, D., 80, 329, 383, 389, 535, 585, 602, 606, 613, 629, 632, 662, 697, 765, 800  
Perry, W., 191, 282, 493, 738  
Petiteville, F., 49  
Philippines, 128, 205, 512, 770  
Placidi-Frot, D., 49  
politique d'engagement, 490, 494  
politique d'apaisement, 17, 263, 395, 463, 480, 486, 487, 490, 491, 492, 495, 497, 500, 501, 526, 527, 545, 573, 626, 687  
politique de déstabilisation, 411, 524, 541, 542, 543, 544, 567  
politique de sanction, 327, 425, 453, 494, 536, 594, 596, 597, 601, 677, 684  
politique étrangère, 10, 29, 30, 36, 37, 39, 40, 41, 51, 54, 55, 59, 60, 62, 64, 65, 73, 74, 75, 78, 79, 82, 89, 93, 97, 98, 101, 103, 104, 105, 114, 122, 126, 139, 152, 158, 163, 167, 171, 187, 217, 225, 234, 257, 269, 270, 282, 303, 310, 315, 317, 320, 325, 332, 333, 342, 345, 355, 359, 369, 383, 399, 419, 423, 425, 430, 455, 459, 463, 496, 558, 569, 574, 591, 627, 670, 708  
Posen, B.R., 632  
Pouliot, V., 13, 14, 62, 76, 284  
Poutine, V., 58, 187, 192, 220, 263, 283, 389, 598, 606, 608, 661, 696  
Powell, C., 184, 497, 512, 522, 607, 647  
Prakash, D., 77, 79  
pratiques acceptables, 221, 224, 225  
pratiques politiques, 72, 83, 84, 101, 125, 195, 202, 210, 294, 316, 342, 392, 399, 401, 402, 463, 484, 487, 495, 503, 554, 664  
pratiques représentationnelles, 61, 67, 203, 312, 707, 711  
pratiques acceptables, 224, 525  
Président Bush, 11, 12, 39, 40, 51, 58, 61, 69, 76, 79, 91, 96, 99, 101, 102, 108, 112, 115, 116, 118, 119, 121, 123, 124, 129, 130, 133, 134, 135, 139, 146, 150, 153, 154, 156, 158, 162, 165, 168, 169, 170, 172, 174, 186, 189, 190, 199, 203, 205, 207, 208, 213, 214, 215, 219, 220, 221, 227, 234, 241, 245, 248, 249, 250, 251, 258, 260, 265, 267, 274, 279, 282, 283, 285, 286, 297, 299, 300, 301, 304, 305, 307, 308, 318, 320, 321, 324, 328, 332, 334, 336, 344, 346, 349, 351, 352, 353, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 367, 368, 371, 389, 391, 394, 395, 397, 400, 403, 404, 406, 410, 411, 412, 415, 417, 427, 428, 430, 432, 434, 435, 436, 439, 443, 445, 449, 451, 454, 458, 466, 497, 498, 501, 503, 505, 506, 507, 510, 512, 513, 521, 526, 533, 539, 557, 562, 565, 566, 567, 571, 572, 573, 574, 575, 578, 581, 583, 584, 585, 586, 590, 591, 601, 602, 603, 605, 610, 614, 615, 616, 622, 624, 627, 630, 632, 633,



- 635, 641, 642, 643, 644, 645, 651, 654, 660, 661, 662, 666, 675, 678, 680, 689, 696, 711
- Président Clinton, 7, 51, 58, 59, 93, 99, 100, 104, 107, 109, 110, 111, 112, 117, 119, 121, 122, 125, 127, 128, 130, 131, 132, 135, 139, 143, 145, 146, 147, 151, 153, 160, 164, 169, 170, 172, 173, 176, 183, 185, 186, 187, 188, 189, 191, 200, 204, 213, 215, 218, 225, 231, 233, 234, 235, 236, 239, 240, 244, 248, 250, 258, 263, 264, 267, 273, 274, 277, 280, 285, 286, 295, 297, 302, 306, 307, 308, 310, 311, 313, 318, 319, 322, 333, 344, 346, 348, 349, 350, 351, 353, 358, 363, 389, 391, 403, 407, 413, 417, 419, 422, 423, 424, 429, 430, 431, 435, 453, 455, 456, 466, 468, 472, 475, 476, 477, 479, 481, 482, 483, 485, 489, 491, 492, 494, 510, 522, 528, 549, 560, 561, 574, 578, 592, 594, 595, 597, 600, 619, 621, 629, 641, 643, 654, 666
- Président Eisenhower, 203
- Président Kennedy, 233, 253, 596
- Président Kim Dae-jung, 476
- Président Obama, 7, 40, 43, 51, 61, 98, 100, 102, 106, 107, 112, 113, 114, 116, 117, 119, 120, 122, 127, 129, 130, 131, 138, 139, 140, 141, 142, 149, 159, 162, 164, 168, 173, 174, 182, 193, 204, 208, 210, 220, 222, 224, 225, 231, 233, 237, 241, 246, 249, 250, 256, 264, 266, 267, 269, 279, 281, 286, 287, 288, 298, 301, 307, 314, 318, 319, 320, 321, 335, 345, 347, 348, 350, 352, 384, 390, 392, 407, 408, 416, 426, 427, 430, 437, 438, 441, 442, 443, 446, 458, 460, 461, 501, 506, 544, 550, 554, 555, 561, 615, 616, 621, 630, 633, 635, 648, 656, 658, 662, 665, 668, 671, 673, 674, 676, 678, 680, 682, 683, 685, 686, 687, 688, 692, 693, 696, 698, 702
- Président Reagan, 217, 233, 416, 542
- prestige, 167, 169, 238, 241, 341, 415, 453, 605, 627, 632, 653, 661
- Pretorius, J., 37, 67
- préventive
- action, 406
  - guerre, 259, 397
- Price, R., 43, 49, 663, 667
- enrichissement d'uranium, 283, 498, 577, 584, 588, 603, 609, 611, 613, 644, 647, 649, 651, 653, 659, 683, 695
- prolifération, 11, 55, 59, 80, 149, 155, 156, 157, 199, 207, 212, 213, 218, 225, 233, 234, 237, 238, 243, 244, 245, 253, 254, 255, 256, 258, 263, 265, 269, 274, 275, 279, 282, 284, 288, 355, 385, 395, 424, 429, 436, 452, 453, 456, 458, 460, 471, 473, 542, 550, 552, 554, 558, 580, 599, 601, 604, 651, 652, 667, 675
- propagande, 20, 21, 81, 97, 412, 646
- Putnam, R., 30
- Quinlivan, J.T., 671
- Ramberg, B., 20, 28
- Ramel, F., 271
- Rapoport, A., 26
- rationalité instrumentale, 44
- Rauchhaus, R., 255
- réciprocité, 259, 268, 282, 285, 286, 339, 460, 677, 691, 693
- reconnaissance, 21, 76, 80, 116, 141, 144, 160, 161, 164, 295, 309, 339, 347, 361, 391, 408, 409, 410, 413, 419, 427, 442, 447, 470, 482, 483, 486, 490, 493, 508, 521, 527, 618, 689
- déni de, 409
- recours à la force, 31, 57, 198, 219, 343, 377, 383, 385, 390, 407, 435,

- 436, 524, 551, 565, 569, 593, 632, 678
- recours à la force, 384, 389, 591
- réunification des deux Corées, 307, 477, 478, 489, 538
- régime iranien, 192, 258, 316, 319, 321, 326, 328, 330, 331, 336, 401, 551, 558, 560, 565, 567, 568, 572, 583, 589, 601, 636, 648, 650, 680, 686, 691, 697
- régime nord-coréen, 294, 298, 300, 306, 312, 344, 464, 473, 478, 482, 490, 513, 514, 524, 532, 535, 537, 541, 544, 709
- régime iranien, 312, 320, 323, 357, 365, 557, 559, 566, 568, 637, 650, 669
- registre d'actions, 210, 211, 435, 538
- registre de l'action, 406, 407
- registre discursif, 403, 406, 407
- religion civile américaine, 97, 98, 217
- réputation, 33, 170, 175, 186
- de la Corée du Nord, 279
  - de l'Iran, 331, 334
  - des États-Unis, 98, 118, 119, 665
- réseau Khan, 218, 244
- responsabilité, 67, 80, 81, 93, 104, 106, 108, 112, 113, 119, 122, 132, 142, 143, 149, 154, 171, 172, 173, 176, 222, 224, 227, 236, 243, 263, 269, 270, 274, 282, 285, 319, 335, 349, 360, 369, 399, 411, 428, 432, 436, 454, 459, 460, 463, 489, 491, 501, 517, 525, 527, 528, 529, 531, 544, 607, 623, 633, 660, 663, 665, 666, 668, 669, 676, 677, 678, 680, 683, 686, 687, 692
- réunification des deux Corées, 294, 295, 297, 299, 307, 475, 477, 478, 537, 578
- Reus-Smit, C., 43, 49, 52, 53
- Rhodes, B., 117, 173, 193, 299, 459, 501, 637, 677, 687, 696, 806, 807, 808, 809, 821
- Rice, C., 11, 48, 52, 72, 89, 100, 115, 122, 123, 125, 129, 145, 146, 147, 190, 200, 217, 218, 219, 220, 253, 305, 311, 321, 325, 354, 370, 372, 391, 395, 397, 456, 503, 505, 508, 509, 521, 531, 564, 565, 574, 581, 594, 604, 625, 644, 653, 661, 662, 665, 682, 763, 764, 765, 782, 801, 802, 805, 807, 827
- Rice, S., 487
- Richardson, B., 431, 500, 754
- Rigoulot, P., 295, 298, 543
- Risse, T., 13, 21, 30, 44, 54, 94, 414, 418, 433, 434, 439, 443, 495, 554, 571, 578, 585, 605, 613, 618, 637, 656, 699, 711
- Rittberger, V., 32, 33, 110, 657
- Rivé-Lasan, M-O., 362
- Roehrig, T., 466
- rogue state*, 11, 37, 38, 48, 55, 63, 91, 96, 137, 181, 182, 183, **184**, 185, 186, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 217, 218, 219, 221, 223, 224, 225, 226, 234, 239, 246, 250, 251, 253, 254, 272, 279, 305, 323, 341, 377, 379, 394, 397, 410, 419, 428, 429, 431, 445, 449
- Roi Abdallah II de Jordanie, 314, 630, 779, 815
- Romer, C., 314, 806
- Rosow, S.J., 128
- Rotberg, R.I., 38, 197, 212, 313
- Roudsari, S., 208, 574
- routine / pratique routinière, 65, 464, 465, 474, 495, 496

- Royaume-Uni, 7, 56, 156, 223, 258, 335, 428, 449, 578, 580, 582, 604, 648
- Rubin, B., 191, 490, 597, 632, 738, 739
- Ruggie, J., 28, 32, 34, 39, 63, 141, 143, 431
- Russett, B., 131, 400
- Russie, 7, 56, 59, 60, 91, 116, 125, 130, 133, 143, 163, 164, 165, 167, 172, 174, 187, 189, 190, 191, 192, 193, 220, 225, 231, 234, 236, 241, 253, 256, 257, 262, 263, 265, 266, 267, 269, 273, 280, 282, 286, 287, 304, 335, 349, 384, 393, 402, 445, 459, 460, 461, 468, 476, 502, 506, 507, 511, 540, 549, 592, 593, 595, 599, 608, 610, 640, 647, 649, 663, 666, 668, 677, 701
- Saco, D., 181, 293
- Saddam Hussein, 75, 124, 219, 249, 260, 312, 363, 377, 420, 450, 564, 619, 626
- Sagan, S., 255
- sanctions, 116, 166, 174, 212, 224, 242, 270, 277, 280, 308, 311, 333, 371, 377, 385, 390, 398, 407, 418, 421, 425, 426, 432, 433, 435, 437, 440, 443, 448, 456, 471, 486, 488, 489, 490, 493, 494, 496, 501, 508, 515, 534, 536, 538, 539, 540, 551, 552, 577, 584, 594, 595, 596, 597, 598, 603, 605, 606, 607, 608, 610, 611, 619, 627, 645, 649, 663, 670, 674, 675, 678, 679, 684, 685, 686, 688, 690, 691, 692, 694, 700, 702, 703, 828, 829, 840
- Sariolghalam, M., 574, 575, 620, 621, 626, 692
- Sauer, T., 632
- Scheinman, L., 157
- Schelling, T., 14, 26, 552
- Schimmelfennig, F., 571, 639, 651, 652
- Schulte, G., 667
- Seconde Guerre mondiale, 38, 96, 103, 128, 129, 141, 162, 183, 217, 294, 344, 345, 348, 359, 360, 361, 367
- sécurité
- collective, 156, 340, 541
  - individuelle, 541
  - internationale, 467, 541
  - mondiale, 108, 261
  - ontologique, 464, 465, 474, 487, 519, 708
- sécurité mondiale, 121, 123, 129, 149, 157, 158, 284
- sécuritisation, 39, 182, 242
- Ségard, P., 10, 149, 151, 155, 157, 183, 184, 198, 255, 262, 284, 285, 377, 420, 458, 543
- Senn, M., 190, 197, 250, 282, 309, 313, 315, 318
- Shannon, V.P., 525, 526
- Sharp, P., 46
- Sherman, W., 482, 497, 499, 834
- Sikkink, K., 53, 54
- Simmons, B.A., 13, 30, 715, 718
- Sisk, T.D., 420
- Smith, S., 45, 64, 69, 75, 176, 746, 816
- Snidal, D., 32
- Snow, T., 11, 70, 159, 167, 176, 201, 233, 247, 276, 301, 304, 309, 311, 330, 353, 364, 370, 389, 390, 404, 407, 432, 433, 440, 442, 448, 450, 455, 489, 500, 504, 505, 506, 507, 508, 510, 516, 522, 524, 526, 527, 528, 529, 532, 534, 563, 572, 573, 581, 590, 636, 643, 645, 651, 654, 661, 689
- Snyder, J., 362
- Sobhee, V., 67
- Son, K.Y., 476, 479, 544

- souveraineté, 21, 101, 173, 175, 238, 241, 275, 409, 457, 534, 541, 577, 612, 681, 696
- Spector, B., 15, 23, 24, 420, 471, 495, 556
- Spiro, D.E., 400
- SPT, 7, 404, 441, 503, 508, 513, 523, 531, 544
- stabilité, 464  
 de la région, 346, 347  
 de l'État, 399, 464, 569  
 économique et financière, 151  
 internationale, 138, 149, 150, 152, 153, 154, 224, 226  
 régionale, 52, 224, 344, 345, 355, 357, 360, 370, 373, 452, 628
- state of concern*, 419
- Stein, A., 21, 27, 30, 31, 32, 33, 251, 252, 253
- Stephanson, A., 109
- Sterling-Folker, J., 75
- stratégie, 287  
 de la Responsabilité, 663  
 de la Terreur, 575  
 de l'Exil, 575
- stratégie de la Terreur, 577, 578, 579, 580, 585, 589, 591, 594, 600, 613, 687, 709
- stratégie de l'Exil, 577, 578, 579, 594, 600, 612, 613, 677, 687, 709
- Strauss, A.L., 47
- structure sociale, 64, 439, 552
- Subrahmanyam, K., 285
- Syrie, 216, 313, 324, 333, 358, 360, 385, 451, 609, 619, 622, 689
- système anti-missile, 191, 267
- système anti-missile, 192, 209, 267, 497, 673
- système anti-missile, 485
- Takeyh, R., 315, 322, 625, 631, 632, 646
- terrorisme, 56, 72, 75, 81, 110, 113, 119, 121, 123, 129, 146, 160, 161, 166, 186, 197, 198, 199, 200, 202, 207, 209, 210, 213, 214, 215, 218, 224, 245, 246, 305, 312, 316, 323, 324, 330, 357, 369, 373, 385, 394, 395, 410, 429, 431, 447, 454, 487, 514, 533, 534, 535, 536, 556, 558, 568, 570, 572, 573, 596, 613, 616, 620, 621, 709
- terroriste, 58, 121, 161, 183, 199, 201, 205, 207, 214, 216, 249, 256, 332, 391, 394, 397, 410, 421, 448, 572, 597, 622
- terroristes, 245, 368  
 organisations, 198, 200, 201, 207, 213, 216, 223, 232, 245, 246, 247, 249, 253, 259, 323, 324, 335, 369, 370, 397, 420
- Thaïlande, 369
- théorie de la paix démocratique, 54, 102, 124, 125, 126, 128, 208, 400  
 interprétation dyadique de la, 54, 126  
 vision monadique de la, 126, 208, 400
- théorie des jeux, 15, 22, 26, 27, 28, 29, 32
- théories *mainstream*, 29, 32, 41, 42, 75
- Thies, C., 19
- Thuderoz, C., 17
- Tissue, T., 149
- Tourreille, J., 184, 199, 211, 234, 419, 490
- Touzard, H., 17, 18
- Traité pour la non-prolifération nucléaire, 71, 107, 117, 156, 157, 164, 173, 174, 175, 232, 234, 236, 245, 246, 262, 264, 266, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 336, 379, 398, 456, 457, 458, 459, 460, 462, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 480, 521, 525, 541, 553, 554, 581, 603, 639,

- 640, 642, 644, 651, 656, 657, 663, 664, 665, 666, 668, 669, 670, 674, 677, 678, 688, 699, 711, 837, 838, 839
- transparence, 25, 126, 135, 175, 205, 276, 398, 401, 416, 468, 497
- Turkménistan, 369
- Ukraine, 236, 264, 468
- unilatéralisme, 425, 430, 433, 466, 510
- Union européenne, 459, 494, 581, 681, 690
- unipolarité, 143, 144, 145, 147
- universalisme, 23, 94, 100, 101, 102, 103, 106, 114, 115, 134, 161, 189, 285, 286, 609
- URSS, 37, 108, 128, 144, 146, 185, 187, 188, 203, 232, 233, 234, 236, 249, 251, 252, 253, 257, 259, 264, 295, 306, 334, 352, 396, 423, 452, 578, 624, 627, 672
- Vaëidi, J., 588
- Vaïsse, J., 295, 307, 317, 330, 571, 596, 624
- Vaïsse, M., 317, 319
- Van Evera, S., 239
- Vance, C., 46
- Varadarajan, L., 275
- vérification, 337, 403, 430, 510, 603, 697
- vérification, 261, 279, 402, 416, 497, 535, 539, 584
- vision téléologique de l'histoire, 102, 342, 360
- Voice of America*, 542, 543
- Volkoff, A., 149, 838
- Walker, W., 239, 271, 275, 281, 282, 285
- Wallenstein, P., 627
- Walt, S., 45, 89, 672
- Waltz, K., 10, 255, 656, 670, 671, 672, 842
- Warner, T., 233
- Warren, C., 101, 191, 316, 351, 597, 599
- Weldes, J., 50, 78, 181, 293, 320, 368, 480, 729
- Wendt, A., 32, 35, 41, 45, 64, 248, 260, 340, 341, 342, 445, 484, 618
- Whitman, W.G., 284, 838
- Winspeare-Guicciardi, M.V., 149, 151, 155, 284, 838
- Wiseman, G., 46
- Woodward, B., 321
- Wright, R., 261, 618, 619
- War on terror*, 123, 124, 219, 246, 262, 325, 326, 368, 395, 406, 521, 569, 570, 572, 663, 709, 711
- Yémen, 118
- Yiftachel, O., 365
- Yost, D.S., 238, 239
- Zagare, F.C., 27
- Zakaria, F., 692
- Zartman, W., 8, 9, 14, 15, 16, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 27, 28, 29, 30, 33, 377, 397, 405, 412, 423, 432, 520, 658, 711
- Zehfuss, 35, 45, 63, 66, 76, 78
- Zheng, 16

